

# TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>Etat, peuple, autorités</b>
<b>10</b>	<b><i>Constitution et autres actes fondamentaux</i></b>
101	Constitution de la République et Canton du Jura du 20 mars 1977
103.1	Arrêté du Parlement du 25 mai 1994 approuvant l'Accord entre le Conseil fédéral, le Conseil-exécutif du canton de Berne et le Gouvernement de la République et Canton du Jura relatif à l'institutionnalisation du dialogue interjurassien et à la création de l'Assemblée interjurassienne
103.2	Loi "Un seul Jura" du 26 avril 2006
104.1	Arrêté du Parlement du 13 septembre 2000 relatif au projet "Pays ouvert"
105.1	Arrêté du Parlement du 21 juin 1990 proclamant la Nouvelle Rauracienne hymne officiel de la République et Canton du Jura
<b>11</b>	<b><i>Traités, concordats et conventions</i></b>
111	<i>Adhésion de la République et Canton du Jura à des traités, concordats et conventions</i>
111.1	Loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités, concordats et autres conventions
111.190	Arrêté du Parlement du 24 octobre 2001 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention relative à la négociation, à la ratification, à l'exécution et à la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger
111.191	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2007 portant ratification de la convention entre la Confédération et les cantons relative à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen et de Dublin
<b>13</b>	<b><i>Population et territoire</i></b>
131	<i>Recensement et statistique annuelle de la population</i>
131.11	Arrêté du Gouvernement du 20 août 2002 concernant les résultats du recensement de la population de l'année 2000
131.14	Arrêté du Gouvernement du 16 décembre 1980 concernant la statistique annuelle de la population
132	<i>Territoire cantonal</i>
132.112	Loi du 26 avril 1995 régissant l'accueil de la commune de Vellerat

- 132.159.1 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la Convention du 3 mars 1953 entre les cantons de Berne et de Soleure concernant la rectification de leur frontière commune
- 132.21 Loi du 11 septembre 1996 concernant la circonscription de la République et Canton du Jura en trois districts
- 132.23 Arrêté du 6 décembre 1978 portant fixation des armoiries de district

## **14                    *Droit de cité, établissement, séjour***

### **141                    *Droit de cité***

- 141.1 Loi du 9 novembre 1978 sur le droit de cité
- 141.11 Décret du 6 décembre 1978 concernant l'admission au droit de cité communal et cantonal et la libération des liens de ce droit de cité
- 141.2 Loi du 9 novembre 1978 sur le droit de cité facilité
- 141.511 Avis du 6 décembre 1978 concernant les déclarations d'option des enfants de Français naturalisés Suisses

### **142                    *Etablissement et séjour***

- 142.11 Loi du 18 février 2009 concernant le contrôle des habitants
- 142.21 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le séjour et l'établissement des étrangers
- 142.22 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la déclaration du départ des étrangers
- 142.25 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la garantie exigée des étrangers
- 142.31 Ordonnance du 9 juillet 1985 fixant les compétences et la procédure en matière d'asile
- 142.41 Loi d'application des mesures de contrainte en matière de droit des étrangers du 20 mai 1998
- 142.411 Ordonnance du 24 août 1999 concernant la détention des étrangers

### **143                    *Papiers d'identité, légalisation des signatures***

- 143.12 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les actes d'origine et le registre de ces actes
- 143.21 Ordonnance du 7 octobre 1980 sur les passeports
- 143.31 Ordonnance du 6 mai 1980 sur la légalisation des signatures

**144**                      *Insertion des étrangers*

- 144.1                      Ordonnance du 3 décembre 2002 concernant l'intégration des étrangers et la lutte contre le racisme

**15**                      ***Droits fondamentaux***

- 151.1                      Loi du 17 mai 2000 portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes  
151.21                      Règlement du 16 janvier 2001 concernant la commission de l'égalité entre femmes et hommes

**16**                      ***Droits politiques***

- 161.1                      Loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques  
161.11                      Ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques du 9 février 1999  
161.15                      Ordonnance du 11 février 1986 concernant le registre des électeurs  
161.19                      Ordonnance du 4 septembre 1984 concernant les élections communales

**17**                      ***Autorités*****170**                      *Dispositions générales*

- 170.31                      Loi d'incompatibilité du 29 avril 1982  
170.41                      Loi du 15 mai 1986 sur la protection des données à caractère personnel  
170.411                      Ordonnance du 7 avril 1988 sur la protection des données à caractère personnel  
170.51                      Loi du 9 novembre 1978 sur les publications officielles  
170.511                      Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication du Recueil systématique et du Recueil officiel  
170.513                      Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication du Journal officiel  
170.514                      Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication de la Feuille d'Avis  
170.71                      Loi du 28 avril 1988 visant à protéger et à soutenir la famille  
170.801                      Loi du 4 décembre 2002 sur l'information et l'accès aux documents officiels  
170.801.1                      Règlement du Tribunal cantonal du 31 mars 2004 sur la diffusion de l'information par les autorités judiciaires  
170.812                      Arrêté du Gouvernement du 6 février 2001 concernant la création d'une commission parlementaire de la communication et de la coordination du site Internet

170.91	Arrêté du Gouvernement du 2 octobre 2007 portant approbation de la convention-cadre de droit public concernant la collaboration en matière de cyberadministration en Suisse (2007-2011)
171	<i>Parlement</i>
171.21	Loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura du 9 décembre 1998
171.211	Règlement du Parlement de la République et Canton du Jura du 16 décembre 1998
171.216	Arrêté du Parlement du 16 décembre 1998 fixant les indemnités parlementaires
172	<i>Gouvernement, administration et conseils consultatifs</i>
172.11	Loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978
172.111	Décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990
172.111.1	Arrêté du Gouvernement du 29 décembre 2006 concernant la désignation et la répartition des départements, ainsi que l'attribution des services mobiles pour la législature 2007-2010
172.111.151	Ordonnance du 17 septembre 1985 concernant le Bureau de la condition féminine
172.111.215	Ordonnance du 10 janvier 2006 portant délégation au DEE de la conclusion de mandats et d'accords de prestation avec la Confédération relatifs à la réalisation de la mensuration officielle
172.111.216	Ordonnance du 29 août 2006 concernant le règlement des sinistres relatifs à la responsabilité civile de l'Etat
172.356	Ordonnance du 11 novembre 1980 concernant les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales
172.411	Loi du 1er juillet 1981 sur le Conseil facultatif des Jurassiens domiciliés à l'extérieur de la République et Canton du Jura
172.441	Loi du 1er juillet 1982 instituant le Conseil scolaire
172.481	Loi du 11 mars 1982 instituant le Conseil de la santé publique
172.51	Règlement de l'Assemblée interjurassienne du 23 août 1994
172.91	Arrêté du Gouvernement du 19 octobre 1993 portant ratification de la Convention sur la Conférence des gouvernements cantonaux



# TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>Etat, peuple, autorités</b>
173	<i>Membres des autorités, fonctionnaires et employés</i>
173.11	Loi du 26 octobre 1978 sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura
173.110	Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 dressant la liste des emplois dont les titulaires ont qualité de fonctionnaire
173.111	Décret du 6 décembre 1978 portant application de la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura
173.111.2	Ordonnance du 18 août 1981 concernant les traitements, les vacances et les fonctions accessoires autorisées du personnel de l'Etat
173.111.21	Directive du 9 février 1999 relative aux congés payés octroyés aux magistrats, fonctionnaires et employés assumant une charge publique autre que celle de parlementaire fédéral ou cantonal
173.111.3	Ordonnance du 10 juin 1980 concernant le travail supplémentaire, le travail de nuit et le travail accompli hors des jours ouvrables par le personnel de l'Etat
173.111.4	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> février 1994 sur les mutations d'agents de l'administration jurassienne
173.111.51	Directives du 26 août 2008 concernant l'octroi de congés extraordinaires pour l'exercice d'une activité sportive ou pour un congé jeunesse
173.111.52	Directives du 29 mai 2007 relatives au soutien en matière de formation et de perfectionnement professionnels du personnel de l'Etat
173.111.6	Règlement du Gouvernement du 27 janvier 2004 concernant le pourvoiement et la création de postes dans l'administration cantonale
173.112	Décret du 19 juin 1980 fixant la cessation de plein droit des rapports de service
173.112.1	Décret du 16 mai 2001 sur l'encouragement à la prise de la retraite anticipée
173.113.1	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> septembre 1981 portant délégation des compétences gouvernementales en matière de démission au chef du Service du personnel
173.113.2	Ordonnance du 19 février 1997 portant délégation de compétence du Gouvernement au Département de l'Economie et de la Coopération concernant l'engagement d'employés de l'Etat financé totalement par le Fonds de l'assurance-chômage
173.113.3	Ordonnance du 13 décembre 2005 portant délégation de compétence du Gouvernement au Département de l'Education concernant l'engagement d'employés de l'Etat, rattachés à la section d'archéologie et de paléontologie de l'Office cantonal de la culture, dont le financement est assuré par la Confédération dans le cadre du projet A16

173.114.1	Règlement de la commission du personnel de l'administration jurassienne du 31 mai 1990
173.116.1	Ordonnance du 31 août 1982 fixant la compétence d'autoriser les magistrats et fonctionnaires à déposer en justice
173.117.1	Directives du Gouvernement du 25 mai 2004 concernant la violation des droits de la personnalité et en particulier le harcèlement sur le lieu de travail
173.12	Loi du 31 mai 1990 concernant le statut des membres de la fonction publique exerçant un mandat de parlementaire fédéral
173.21	Ordonnance du 26 octobre 2004 concernant l'occupation de logements de fonction
173.31	Ordonnance du 28 septembre 1983 sur la promesse solennelle
173.411	Décret du 6 décembre 1978 concernant le traitement des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura
173.411.011	Arrêté du Gouvernement du 17 décembre 1997 fixant l'échelle des salaires des agents de poursuite engagés à salaire fixe
173.411.012	Arrêté du Gouvernement du 22 janvier 2002 fixant la rémunération des agents de poursuite engagés à la tâche
173.411.02	Règlement du 4 février 1986 concernant la commission d'évaluation des fonctions
173.411.1	Arrêté du Parlement du 21 décembre 2007 fixant le traitement des membres du Gouvernement
173.411.11	Ordonnance du 10 septembre 1991 concernant les indemnités horaires et de déplacement dues aux anciens membres du Gouvernement pour l'exécution des mandats qui leur sont confiés
173.411.2	Arrêté du Gouvernement du 5 mars 1985 concernant la classification des emplois de la fonction publique
173.411.31	Règlement de la commission de conciliation appelée à connaître les contestations découlant de l'application du décret concernant le traitement des magistrats, fonctionnaires et employés du 10 décembre 1985
173.411.41	Règlement du 6 mai 1986 concernant les conditions et la procédure applicables aux modifications de traitements des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura
173.411.5	Ordonnance du 4 mars 1980 concernant le versement des allocations familiales et pour enfants aux magistrats, fonctionnaires et employés occupés à temps partiel
173.412	Décret du 12 février 1981 concernant le versement d'un treizième mois de traitement aux magistrats et fonctionnaires de la République et Canton du Jura
173.413	Décret du 3 juillet 1980 concernant l'adaptation du traitement des magistrats, fonctionnaires, enseignants et employés de la République et Canton du Jura à l'évolution du coût de la vie
173.413.1	Arrêté du Parlement du 3 juillet 1980 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie

---

173.413.11	Arrêté du Gouvernement du 2 septembre 1980 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.111	Arrêté du Gouvernement du 6 janvier 1981 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.12	Arrêté du Gouvernement du 8 juillet 1981 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.13	Arrêté du Gouvernement du 25 janvier 1982 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.14	Arrêté du Gouvernement du 13 juillet 1982 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.15	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1982 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.16	Arrêté du Gouvernement du 10 janvier 1984 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.17	Arrêté du Gouvernement du 15 janvier 1985 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.18	Arrêté du Gouvernement du 20 août 1985 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.19	Arrêté du Gouvernement du 22 septembre 1987 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.191	Arrêté du Gouvernement du 21 février 1989 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.192	Arrêté du Gouvernement du 16 janvier 1990 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.193	Arrêté du Gouvernement du 15 janvier 1991 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.194	Arrêté du Gouvernement du 14 janvier 1992 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.195	Arrêté du Gouvernement du 18 janvier 1993 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.196	Arrêté du Gouvernement du 11 janvier 1994 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.197	Arrêté du Gouvernement du 7 février 1996 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.198	Arrêté du Gouvernement du 29 janvier 1997 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.199	Arrêté du Gouvernement du 7 avril 1998 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.200	Arrêté du Gouvernement du 11 janvier 2000 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.201	Arrêté du Parlement du 15 décembre 2000 portant augmentation des traitements en vue de leur adaptation au coût de la vie
173.413.202	Arrêté du Gouvernement du 16 janvier 2001 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.203	Arrêté du Gouvernement du 22 janvier 2002 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.204	Arrêté du Gouvernement du 14 janvier 2003 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie

173.413.205	Arrêté du Gouvernement du 13 janvier 2004 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.206	Arrêté du Gouvernement du 11 janvier 2005 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.207	Arrêté du Gouvernement du 10 janvier 2006 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.208	Arrêté du Gouvernement du 9 janvier 2007 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.209	Arrêté du Gouvernement du 15 janvier 2008 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.210	Arrêté du Gouvernement du 13 janvier 2009 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.211	Arrêté du Gouvernement du 12 janvier 2010 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.414	Règlement du 6 décembre 1978 relatif à la classification des fonctions dans l'administration cantonale jurassienne
173.441	Directives du 9 juin 1981 concernant la rétribution des jeunes gens et des jeunes filles affectés, durant leurs vacances, à des travaux que leur confient certaines écoles cantonales ou d'autres services de l'Etat jurassien
173.461	Ordonnance du 21 mai 1991 concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura
173.461.111	Ordonnance du 25 janvier 2000 concernant les indemnités versées en cas de changement du lieu de service
173.461.151	Ordonnance du 2 septembre 1980 concernant les indemnités pour dépenses spéciales accordées aux huissiers de la République et Canton du Jura
173.461.551	Ordonnance du 18 décembre 1979 concernant les indemnités pour dépenses spéciales accordées aux membres de la police cantonale et aux geôliers
173.461.722	Ordonnance du 22 avril 1997 concernant les indemnités de repas versées au personnel de la section entretien du Service des ponts et chaussées
173.461.751	Ordonnance du 10 juillet 2007 concernant les indemnités pour dépenses spéciales accordées aux gardes des eaux et de la protection de la nature
173.461.915	Ordonnance du 2 décembre 1980 concernant le remboursement des dépenses des fonctionnaires de l'Ecole d'agriculture et ménagère rurale du Jura
173.461.916	Ordonnance du 9 juillet 1991 concernant l'indemnisation des membres de commissions et des mandataires extérieurs rattachés à l'Institut agricole du Jura
173.471	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le versement du traitement au personnel de l'Etat en cas de service militaire
173.51	Décret du 12 février 1981 sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura
173.510	Ordonnance du 23 janvier 2007 portant modification provisoire du décret sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura

173.52	Décret du 12 février 1981 sur la Caisse de pensions des membres du Gouvernement
174	<i>Marchés publics</i>
174.01	Arrêté du Parlement du 9 septembre 1998 portant approbation de l'Accord intercantonal sur les marchés publics et arrêté du Parlement du 22 septembre 2004 portant approbation de la modification de l'Accord intercantonal sur les marchés publics
174.1	Loi du 21 octobre 1998 concernant les marchés publics
174.11	Ordonnance du 4 avril 2006 concernant l'adjudication des marchés publics
175	<i>Procédure et juridiction administratives</i>
175.1	Loi de procédure et de juridiction administrative et constitutionnelle du 30 novembre 1978 (Code de procédure administrative)



# TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>Etat, peuple, autorités</b>
176	<i>Emoluments</i>
176.11	Loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments
176.112	Décret du 6 décembre 1978 concernant la perception et mise en compte d'émoluments, amendes et frais par les autorités administratives et judiciaires, ainsi que le versement et la mise en compte d'avances de frais de l'Etat
176.21	Décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments de l'administration cantonale
176.210.1	Arrêté du Gouvernement du 18 juin 1991 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.2	Arrêté du Gouvernement du 10 mars 1992 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.3	Arrêté du Gouvernement du 1er juin 1993 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.4	Arrêté du Gouvernement du 14 septembre 1999 concernant l'indexation des émoluments
176.210.5	Arrêté du Gouvernement du 25 janvier 2005 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.6	Arrêté du Gouvernement du 18 novembre 2008 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.213	Décret du 11 octobre 1984 fixant les taxes perçues en matière de police des étrangers
176.214	Directives du 26 janvier 1988 fixant les émoluments à percevoir en vertu de la modification du 5 octobre 1984 du Code civil suisse
176.215	Règlement du 22 août 1989 concernant les émoluments de naturalisation pour étrangers
176.331	Décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments du registre foncier
176.411	Décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments pour la délivrance, le renouvellement et l'annulation des actes d'origine
176.412	Décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments en matière d'établissement et de séjour des citoyens suisses
176.421	Décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments des autorités de tutelle
176.481	Arrêté du Gouvernement du 30 juin 1998 fixant le tarif-cadre des émoluments pour le contrôle des viandes
176.511	Décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments judiciaires en matière de juridiction civile et d'arbitrage
176.521	Décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments et autres indemnités en matière de juridiction pénale
176.531	Décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments en matière de juridiction administrative et constitutionnelle

176.533	Décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments de la Commission cantonale des recours en matière d'impôts
178	<i>Service de renseignements juridiques</i>
178.1	Arrêté du Parlement du 1 <sup>er</sup> octobre 1981 concernant la ratification de la convention relative à l'organisation du Service de renseignements juridiques
178.11	Règlement de l'Ordre des avocats jurassiens concernant le Service de renseignements juridiques
<b>18</b>	<b><i>Organisation judiciaire, avocats et notaires</i></b>
181	<i>Organisation judiciaire générale</i>
181.1	Loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000
181.111	Ordonnance du 30 avril 2002 concernant l'exercice de la fonction de magistrat judiciaire à mi-temps
181.112	Règlement du Conseil de surveillance de la magistrature du 14 juin 2007
182	<i>Autorités judiciaires</i>
182.11	Règlement du Tribunal cantonal du 16 octobre 2000
182.12	Règlement du 21 décembre 2006 sur les attributions des greffiers de cour du Tribunal cantonal
182.21	Règlement du Tribunal de première instance du 30 novembre 2000
182.34	Loi du 30 juin 1983 instituant le Conseil de prud'hommes
182.35	Loi du 30 juin 1983 instituant le Tribunal des baux à loyer et à ferme
182.351	Ordonnance du 9 juillet 1991 concernant les commissions de conciliation en matière de bail et la consignation du loyer
182.51	Loi du 26 septembre 2007 sur le Tribunal des mineurs
182.511	Ordonnance du 18 décembre 2007 portant application de la loi sur le Tribunal des mineurs
186	<i>Indemnités journalières et de déplacement</i>
186.1	Décret du 7 mai 1981 concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux
187	<i>Dévolution judiciaire</i>
187.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant la dévolution judiciaire civile et pénale
188	<i>Avocats</i>
188.11	Loi du 3 septembre 2003 concernant la profession d'avocat



---

188.211	Règlement du Tribunal cantonal du 30 janvier 2004 sur le stage et les examens d'avocat
188.41	Ordonnance du 6 juillet 2004 concernant le fonctionnement de la Chambre des avocats et les émoluments perçus par les autorités chargées d'appliquer la loi concernant la profession d'avocat
188.61	Ordonnance du 19 avril 2005 fixant le tarif des honoraires d'avocat
<b>189</b>	<b><i>Notaires</i></b>
189.11	Loi du 9 novembre 1978 sur le notariat
189.111	Décret du 6 décembre 1978 concernant l'exécution de la loi sur le notariat
189.112	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi sur le notariat
189.113	Ordonnance du 29 janvier 1979 sur les notaires
189.211	Ordonnance du 22 décembre 1981 sur le stage et les examens de notaire
189.31	Décret du 6 décembre 1978 concernant les occupations accessoires des notaires
189.421	Décret du 6 décembre 1978 sur l'authentification notariale de déclarations sous serment
189.422	Décret du 6 décembre 1978 sur la passation publique des actes de mutation relatifs à de petits immeubles
189.423	Décret du 6 décembre 1978 concernant la passation publique de cautionnements
189.61	Décret du 6 décembre 1978 concernant les émoluments des notaires
<b>19</b>	<b><i>Communes</i></b>
190.11	Loi du 9 novembre 1978 sur les communes
190.111	Décret du 6 décembre 1978 sur les communes
190.21	Décret du 6 décembre 1978 concernant la rectification des limites communales
190.211	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la rectification et l'abornement des limites communales
190.31	Décret du 20 octobre 2004 sur la fusion de communes
190.611	Décret du 21 mai 1987 concernant l'administration financière des communes
190.614.1	Loi du 9 novembre 1978 concernant la classification judiciaire des biens communaux
190.614.2	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant la transcription dans les registres fonciers des conventions sur la classification des biens communaux et des décisions qui fixent la destination de ces biens
192.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'orthographe officielle des noms des communes
192.222	Décret du 6 décembre 1978 sur la protection des minorités
192.244.1	Décret du 6 décembre 1978 sur la police locale

---



## Loi concernant le contrôle des habitants

du 18 février 2009

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 23 juin 2006 sur l'harmonisation des registres des habitants et d'autres registres officiels de personnes (loi fédérale sur l'harmonisation de registres, LHR)<sup>[1\)](#)</sup>,

vu les articles 9, alinéa 1, 98, alinéa 3, et 124, alinéa 2, de la loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers (LEtr)<sup>[2\)](#)</sup>,

vu l'article 50e, alinéa 3, de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS)<sup>[3\)](#)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

But et champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi a pour but d'organiser le contrôle de la population et de fournir aux administrations publiques les renseignements dont celles-ci ont besoin au sujet des personnes qui sont établies ou qui séjournent dans une commune du canton.

<sup>2</sup> Elle règle en particulier :

- a) l'établissement et le séjour sur le territoire cantonal des personnes physiques suisses et étrangères;
- b) l'harmonisation des registres cantonaux et communaux;
- c) l'échange de données personnelles entre les autorités cantonales et communales;
- d) l'application de la loi fédérale sur l'harmonisation des registres des habitants et d'autres registres officiels de personnes (dénommée ci-après : "LHR")<sup>[1\)](#)</sup>.

Terminologie

**Art. 2** <sup>1</sup> Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

<sup>2</sup> Les termes "administrations publiques" utilisés dans la présente loi désignent les entités mentionnées à l'article 3, alinéa 2, de la loi sur la protection des données à caractère personnel<sup>4)</sup>.

## CHAPITRE II : Contrôle de l'établissement et du séjour

### SECTION 1 : Organisation

Responsabilité **Art. 3** <sup>1</sup> Les communes sont responsables du contrôle des personnes qui sont établies ou qui séjournent sur leur territoire.

<sup>2</sup> Elles en assument les frais.

Préposé communal **Art. 4** <sup>1</sup> Les communes désignent le préposé chargé du contrôle des habitants (dénommé ci-après : "le préposé communal").

<sup>2</sup> Celui-ci exerce les tâches prévues par la présente loi et ses dispositions d'application.

Registre communal des habitants **Art. 5** <sup>1</sup> Le préposé communal tient le registre communal des habitants.

<sup>2</sup> Il y inscrit toutes les données mentionnées à l'article 21.

<sup>3</sup> Il s'assure de leur caractère exact, actuel et exhaustif.

<sup>4</sup> Le registre est tenu par voie électronique.

### SECTION 2 : Etablissement et séjour des citoyens suisses

Obligation d'annoncer l'arrivée **Art. 6** La personne qui déménage afin de s'établir (art. 3, lettre b, LHR) ou de séjourner (art. 3, lettre c, LHR) dans une commune a l'obligation de s'annoncer personnellement auprès du préposé communal dans un délai de 14 jours.

Exception **Art. 7** <sup>1</sup> Celui qui n'entend résider en dehors de son lieu de domicile qu'à titre passager et pour une période inférieure à trois mois est libéré de l'obligation de s'annoncer. Il doit, sur demande, justifier de son domicile.

<sup>2</sup> Dans tous les cas, une personne qui séjourne dans une commune doit s'annoncer après trois mois de résidence consécutifs ou répartis sur une même année.

Contenu de l'annonce

**Art. 8** <sup>1</sup> Lors de l'annonce, la personne communique, de façon conforme à la vérité, l'ensemble des données visées à l'article 21.

<sup>2</sup> Sur demande du préposé communal, elle est tenue de produire les pièces nécessaires à la vérification des données précitées.

Dépôt

**Art. 9** <sup>1</sup> La personne qui annonce son établissement dépose auprès du préposé communal un certificat individuel d'état civil pour chacune des personnes concernées.

<sup>2</sup> Celle qui annonce son séjour remet une pièce officielle attestant qu'elle est établie dans une autre commune.

Changement de situation; départ

**Art. 10** <sup>1</sup> La personne établie ou en séjour doit communiquer au préposé communal, dans les 14 jours, tout changement relatif à une donnée visée à l'article 21, à moins que la communication de celui-ci ait lieu d'office.

<sup>2</sup> La personne qui quitte la commune où elle est établie ou en séjour est tenue d'annoncer son départ le jour de celui-ci au plus tard et d'indiquer sa destination.

Contentieux

**Art. 11** <sup>1</sup> Lorsqu'une personne ne s'acquitte pas de ses obligations au sens des articles 6 et suivants, le conseil communal lui impartit un bref délai pour procéder à l'annonce de son arrivée et au dépôt des documents requis ou pour exercer son droit d'être entendu.

<sup>2</sup> Après instruction du dossier, le conseil communal statue sur l'établissement ou le séjour de la personne.

<sup>3</sup> La décision est notifiée à la personne. Elle est sujette à opposition et à recours conformément à l'article 56 de la loi sur les communes<sup>5)</sup>.

<sup>4</sup> Une fois la décision entrée en force, le préposé communal procède à l'inscription au registre communal des habitants.

Obligation de l'employeur, du bailleur, du logeur et du gérant d'immeubles

**Art. 12** Sur demande du préposé communal, l'employeur, le bailleur, le logeur et le gérant d'immeubles sont tenus de communiquer gratuitement les renseignements relatifs aux personnes tenues de s'annoncer, si celles-ci ne s'acquittent pas de leurs obligations au sens des articles 6 et suivants.

Emolument

**Art. 13** Le Parlement fixe, par voie de décret, les émoluments à prélever par les communes pour leurs activités liées au contrôle des habitants.

### SECTION 3 : Etablissement et séjour des personnes étrangères

Service de la population

**Art. 14** Le Service de la population est l'autorité compétente pour les affaires touchant à la police des étrangers.

Communes

**Art. 15** <sup>1</sup> Les communes appuient le Service de la population dans l'accomplissement de ses tâches.

<sup>2</sup> Elles procèdent aux contrôles nécessaires et informent le Service de la population de tout événement pertinent.

<sup>3</sup> Elles exercent en particulier les tâches suivantes :

- a) elles veillent à ce que les personnes étrangères déclarent leur arrivée et leur départ;
- b) elles veillent à ce que les décisions du Service de la population soient appliquées.

<sup>4</sup> Avant que le Service de la population ne statue dans une procédure d'autorisation, il demande le préavis de la commune. Celui-ci ne lie pas le Service de la population.

Obligation de communiquer

**Art. 16** <sup>1</sup> Sur requête du Service de la population, l'autorité compétente en matière d'exécution des peines et mesures l'informe préalablement de la date à laquelle une personne étrangère privée de liberté sera libérée.

<sup>2</sup> Celui qui loge une personne étrangère à titre lucratif doit spontanément la déclarer au préposé communal.

Renvoi

**Art. 17** Pour le surplus, les articles 6 à 13 s'appliquent par analogie.

## CHAPITRE III : Plate-forme cantonale d'échange de données personnelles et registre cantonal des habitants

### SECTION 1 : Plate-forme cantonale d'échange de données personnelles

Principe

**Art. 18** <sup>1</sup> Une plate-forme informatique est instaurée afin de gérer les données utilisées par les administrations publiques.

<sup>2</sup> Elle est composée du registre cantonal des habitants et d'autres registres qui en font partie, désignés par le Gouvernement par voie d'ordonnance.

<sup>3</sup> La plate-forme permet aux administrations publiques d'avoir accès aux données des registres par le biais d'interfaces.

<sup>4</sup> Elle sert en particulier à transmettre des données à la Confédération.

<sup>5</sup> Le Service de l'informatique est chargé d'exploiter la plate-forme.

### SECTION 2 : Registre cantonal des habitants

Principe

**Art. 19** <sup>1</sup> Un registre cantonal des habitants est créé.

<sup>2</sup> Il contient des données concernant toutes les personnes, suisses et étrangères, établies ou séjournant sur le territoire cantonal.

Exhaustivité

**Art. 20** <sup>1</sup> Les données du registre doivent être actuelles, exactes et complètes.

<sup>2</sup> Les autorités compétentes veillent à ce qu'elles soient à jour.

Données saisies

**Art. 21** Le registre cantonal des habitants contient :

- a) les données visées à l'article 6 LHR;
- b) les données suivantes :
  - 1. nom et prénom du père et de la mère, le cas échéant nom de jeune fille de celle-ci;
  - 2. nom et prénom de l'époux ou du partenaire enregistré;
  - 3. date du mariage ou de l'enregistrement du partenariat, respectivement date de la fin de ceux-ci;
  - 4. nom et prénom des enfants;
  - 5. mesures tutélaires ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Transmission et mise à jour des données  
a) par l'office de l'état civil

**Art. 22** Lorsqu'il procède à une inscription dans un registre de l'état civil, l'office de l'état civil communique au Service de la population le numéro AVS ainsi que tous les faits d'état civil concernant des personnes mentionnées à l'article 19, alinéa 2.

b) par les communes

**Art. 23** Les communes transmettent gratuitement et régulièrement au Service de la population l'ensemble des données mentionnées à l'article 21, à l'exception de celles visées à l'article 22, portant sur les personnes établies ou séjournant sur leur territoire, par le biais de leur registre communal des habitants.

c) par les services de l'administration cantonale et d'autres organes

**Art. 24** Lorsque les administrations publiques ont connaissance de la modification d'une donnée, elles la communiquent au Service de la population; celui-ci en avise la commune de la personne concernée.

Accès aux données par procédure d'appel  
a) Données usuelles

**Art. 25** <sup>1</sup> Les services de l'administration cantonale disposent, par procédure d'appel, d'un accès électronique aux données suivantes :

- a) nom officiel et autres noms enregistrés à l'état civil (art. 6, lettre e, LHR);
- b) prénoms (art. 6, lettre f, LHR);
- c) adresse et adresse postale, y compris le numéro postal d'acheminement et le lieu (art. 6, lettre g, LHR);
- d) date de naissance et lieu de naissance (art. 6, lettre h, LHR);
- e) lieu d'origine, si la personne est de nationalité suisse (art. 6, lettre i, LHR);
- f) sexe (art. 6, lettre j, LHR);
- g) état civil (art. 6, lettre k, LHR);
- h) nationalité (art. 6, lettre m, LHR);
- i) établissement ou séjour dans la commune (art. 6, lettre o, LHR);
- j) commune d'établissement ou commune de séjour (art. 6, lettre p, LHR);
- k) date de décès (art. 6, lettre u, LHR).

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut attribuer, par voie d'ordonnance, un accès aux données mentionnées à l'alinéa 1 en faveur de personnes ou d'organes publics ou privés qui accomplissent des tâches d'intérêt public ou déléguées par l'Etat ou les communes, pour autant qu'ils en aient besoin dans l'accomplissement de celles-ci.

b) Données sensibles

**Art. 26** Le Service des contributions dispose d'un accès électronique aux données relatives à l'appartenance à une communauté religieuse reconnue des personnes assujetties à l'impôt (art. 6, lettre l, LHR).



c) Numéro AVS

**Art. 27** Les services de l'administration cantonale, les personnes ou organes qui se sont vu attribuer un accès au sens de l'article 25, alinéa 2, ainsi que les communes peuvent avoir connaissance du numéro AVS et l'utiliser systématiquement pour l'accomplissement de leurs tâches légales.

d) Accès défini  
par le  
Gouvernement

**Art. 28** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut définir, par voie d'ordonnance, dans quelle mesure un service de l'administration cantonale ou une personne ou un organe qui s'est vu attribuer un accès au sens de l'article 25, alinéa 2, dispose d'un accès électronique à certaines données.

<sup>2</sup> Un tel accès ne peut être prévu qu'aux conditions cumulatives suivantes :

- a) la personne, le service ou l'organe a régulièrement besoin, dans le cadre de l'accomplissement de ses tâches, d'avoir connaissance d'une donnée inscrite au registre cantonal des habitants qui n'est pas mentionnée à l'article 25, alinéa 1;
- b) la personne et les collaborateurs du service ou de l'organe sont soumis au secret professionnel ou de fonction;
- c) la transmission de la donnée en cause est proportionnée par rapport au but recherché et repose sur un intérêt public ou privé suffisant.

Tenue du  
registre,  
coordination et  
surveillance

**Art. 29** <sup>1</sup> Le Service de la population est responsable de la tenue du registre cantonal des habitants.

<sup>2</sup> Il exerce en outre les tâches suivantes :

- a) il coordonne et applique les mesures d'harmonisation et procède aux contrôles de qualité s'y rapportant;
- b) il livre les données requises à la Confédération;
- c) il exerce la surveillance sur les communes dans le cadre du contrôle de l'établissement et du séjour;
- d) il édicte les directives nécessaires.

Numéro de  
logement

**Art. 30** <sup>1</sup> Les communes veillent à l'attribution d'un numéro de logement conformément aux directives de la Confédération.

<sup>2</sup> Les services industriels, les organes visés à l'article 25, alinéa 2, les bailleurs et les propriétaires ainsi que tout autre service communal ou cantonal tenant des registres mettent gratuitement à la disposition des communes les données dont celles-ci ont besoin pour déterminer et mettre à jour les numéros de logement.

<sup>3</sup> Les personnes chargées de la numérotation des logements ont accès aux locaux communs des immeubles.

## CHAPITRE IV : Disposition pénale

**Art. 31** Sous réserve du droit fédéral, les infractions à la présente loi ou à ses dispositions d'application sont passibles d'une amende.

## CHAPITRE V : Dispositions finales

Exécution

**Art. 32** <sup>1</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi.

<sup>2</sup> Il peut notamment édicter des dispositions concernant :

- a) la procédure et les modalités de l'enregistrement des habitants;
- b) les tâches des communes;
- c) les pièces devant être remises au préposé communal;
- d) l'échange de données en cas de déménagement;
- e) les programmes informatiques devant être utilisés pour la tenue du registre communal des habitants;
- f) les modalités techniques du transfert des données;
- g) les modalités de la tenue et de la mise à jour du numéro de logement.

<sup>3</sup> Les dispositions régissant la sécurité de l'information et la protection des données sont mises en œuvre par des mesures techniques et organisationnelles appropriées.

Abrogation

**Art. 33** La loi du 9 novembre 1978 sur l'établissement et le séjour des citoyens suisses et le décret du 6 décembre 1978 concernant l'établissement et le séjour des citoyens suisses sont abrogés.

Référendum

**Art. 34** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 35** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>6)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 18 février 2009

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Vincent Wermeille  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

- 1) RS 431.02
- 2) RS 142.20
- 3) RS 831.10
- 4) RSJU 170.41
- 5) RSJU 190.11
- 6) 1<sup>er</sup> septembre 2009



## Ordonnance concernant le registre des électeurs

du 11 février 1986

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles premier, alinéa 2, et 4 de la loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques<sup>1)</sup>,

*arrête :*

Etablissement du  
registre des  
électeurs

**Article premier** <sup>1</sup> Le registre des électeurs énonce pour chacun des citoyens habiles à voter :

- a) ses nom et prénom;
- b) son état ou sa profession;
- c) la date de sa naissance;
- d) son adresse exacte (lieu de domicile);
- e) la commune et le canton dont il est ressortissant;
- f) la date à laquelle il est devenu habile à voter en matière fédérale;
- g) la date à laquelle il est devenu habile à voter en matière cantonale;
- h) la date à laquelle il est devenu habile à voter en matière communale;
- i) en cas de radiation de l'inscription, la date et le motif de la radiation.

<sup>2</sup> En cas de réinscription, le citoyen ou la citoyenne radié(e) est inscrit(e) à nouveau, avec indication de la date et des motifs.

Forme du  
registre

**Art. 2** <sup>1</sup> Le registre est paginé en série continue. Il peut être tenu sous forme de cartothèque.

<sup>2</sup> Pour le vote des Suisses de l'étranger, un registre est tenu par chaque commune. Celui-ci est informatisé et harmonisé dans tout le Canton. La Chancellerie d'Etat y a accès.<sup>3)</sup>

Fourniture du  
matériel

**Art. 3** L'Economat cantonal fournit aux communes, contre remboursement des frais, le matériel adéquat.

Tenue du  
registre

**Art. 4** <sup>1</sup> Le registre des électeurs est tenu, sous la responsabilité du conseil communal, par le fonctionnaire que désigne le règlement communal.

<sup>2</sup> Le registre des électeurs est public.

Inscription **Art. 5** Dès qu'ils ont obtenu la qualité d'électeur, les citoyens sont portés d'office sur le registre.

Inscriptions et radiations au registre **Art. 6** Il peut être procédé en tout temps à des inscriptions et des radiations au registre, excepté la veille après 18 heures et le jour même d'une votation, d'une élection ou d'une assemblée communale.

Inscription d'office **Art. 7** <sup>1</sup> Le préposé à la tenue du registre inscrit d'office tous les habitants de la commune habiles à voter, lorsqu'il a connaissance officielle de leur droit de vote. Il radie de même tout citoyen inscrit, quand il apprend officiellement un fait entraînant la perte du droit de vote (décès, interdiction pour cause de maladie mentale ou de faiblesse d'esprit, départ de la commune, etc.).

<sup>2</sup> Le préposé à la tenue du registre procède à l'inscription dès que les indications nécessaires lui ont été fournies officiellement.

Date des inscriptions **Art. 8** L'inscription des citoyens dans le registre électoral tient compte de la date de leur arrivée dans la commune.

Demandes d'inscription **Art. 9** <sup>1</sup> La demande d'inscription doit être faite par le citoyen intéressé ou un mandataire de celui-ci.

<sup>2</sup> Dès que le bien-fondé de la demande est établi ou s'il est évident, le préposé à la tenue du registre procède sans délai à l'inscription. S'il refuse de le faire, sa décision peut être attaquée dans les dix jours auprès du conseil communal. Celui-ci statue sans retard.

Etrangers **Art. 9a**<sup>2)</sup> <sup>1</sup> L'étranger qui n'est pas enregistré et qui estime qu'il devrait l'être peut demander au préposé de compléter le registre.

<sup>2</sup> La décision du préposé peut être attaquée dans les dix jours auprès du conseil communal. Celui-ci statue sans retard.

<sup>3</sup> Pour le surplus sont applicables les dispositions de la présente ordonnance.

Cas douteux	<b>Art. 10</b> Lorsque le préposé au registre a des doutes sur le droit de vote d'un citoyen à inscrire, il doit, avant de refuser l'inscription, prendre d'office les informations nécessaires auprès de l'autorité locale de l'ancien domicile du citoyen.
Oppositions	<b>Art. 11</b> Tout électeur qui estime qu'une personne est enregistrée à tort peut demander au conseil communal de corriger le registre. La personne dont l'enregistrement est contesté est, si possible, mise en mesure de se défendre.
Révision du registre	<p><b>Art. 12</b> <sup>1</sup> Quatorze jours au plus tard avant toute votation ou élection, le registre est soumis à un examen approfondi, dans le but de le compléter et de le rectifier.</p> <p><sup>2</sup> On procède de même pour les assemblées communales, à l'exception des assemblées convoquées d'urgence.</p>
Clôture du registre	<p><b>Art. 13</b> <sup>1</sup> La veille de chaque votation ou élection ou d'une assemblée communale (excepté celles convoquées d'urgence), le conseil communal se prononce sur les demandes d'inscription et oppositions faites en temps utile et non encore liquidées et, après rectification conformément aux décisions prises, clôture le registre à 18 heures par un procès-verbal y inséré. Ce procès-verbal constate le nombre exact des citoyens habiles à voter et est signé par le maire et le secrétaire communal.</p> <p><sup>2</sup> Le registre ainsi arrêté fait règle pour le jour du vote ou de l'élection ou pour l'assemblée communale en vue.</p> <p><sup>3</sup> Pour les assemblées communales convoquées d'urgence, c'est la dernière clôture du registre qui fait règle.</p>
Procès-verbaux de clôture	<b>Art. 14</b> Les procès-verbaux de clôture sont consignés officiellement.
Information	<p><b>Art. 15</b> <sup>1</sup> Le préposé à la tenue du registre informe le bureau électoral du nombre exact des citoyens habiles à voter.</p> <p><sup>2</sup> Pour les assemblées communales, il veille à ce que le registre des électeurs puisse être consulté.</p>
Droit de recours	<b>Art. 16</b> Les voies de recours sont réglées par les législations fédérale et cantonale en la matière.

Registre des  
électeurs en  
matière  
bourgeoïsiiale

**Art. 17** <sup>1</sup> Les communes bourgeoïses sont autorisées à prendre connaissance du registre des électeurs de la commune municipale pour l'établissement de la liste des bourgeois habiles à voter en matière bourgeoïsiiale à teneur de l'article 2, alinéa 2, de la loi sur les droits politiques.

<sup>2</sup> Si le règlement de la commune bourgeoïse attribue, en application de la disposition précitée, le droit de vote en assemblée bourgeoïsiiale également aux bourgeois demeurant hors de la commune, ceux d'entre eux qui veulent exercer ce droit doivent demander leur inscription sur le registre en prouvant qu'ils remplissent les conditions exigées par la disposition susmentionnée.

<sup>3</sup> Pour le surplus, les prescriptions de la présente ordonnance sont applicables par analogie au registre des électeurs en matière bourgeoïsiiale.

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 18** L'ordonnance du 9 novembre 1978 concernant le registre des électeurs est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 19** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1986.

Delémont, le 11 février 1986

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Mertenat  
Le chancelier : Joseph Boinay

Ordonnance approuvée par le Conseil fédéral le 4 avril 1986.

Modification du 9 février 1999 approuvée par la Chancellerie fédérale le 12 mars 1999.

Modification du 22 juin 2009 approuvée par la Chancellerie fédérale le 14 juillet 2009.

<sup>1</sup>) RSJU 161.1

<sup>2</sup>) Introduit par l'article 40 de l'ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques du 9 février 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 1999

<sup>3</sup>) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 22 juin 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009



## Loi d'incompatibilité

du 29 avril 1982

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 62 et 63 de la Constitution cantonale<sup>1</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Généralités

Champ  
d'application

**Article premier** La présente loi s'applique aux membres des autorités et aux magistrats de la République et Canton du Jura, aux fonctionnaires de l'administration cantonale, ainsi qu'au personnel des établissements autonomes.

Incompatibilité à  
l'échelon  
communal

**Art. 2** Les incompatibilités à l'échelon communal sont réglées par les articles 11 à 17 de la loi du 9 novembre 1978 sur les communes<sup>2</sup>.

Fonctions  
incompatibles

**Art. 3** Une personne ne peut occuper simultanément, à titre permanent, deux fonctions administratives ou judiciaires dont l'une est subordonnée à l'autre.

Exercice de  
charges  
publiques

**Art. 4** L'autorité apte à nommer peut interdire à un fonctionnaire d'assumer une charge publique lorsque l'exercice de celle-ci nuit à l'accomplissement du devoir de service.

### CHAPITRE II : Incompatibilités tenant à la parenté

Parents

**Art. 5** <sup>1</sup> Les parents en ligne directe et collatérale jusqu'au troisième degré inclusivement et les alliés en ligne directe et collatérale jusqu'au deuxième degré inclusivement ne peuvent occuper simultanément des fonctions administratives ou judiciaires dont l'une est immédiatement subordonnée à l'autre.

<sup>2</sup> Les parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ne peuvent appartenir simultanément au Gouvernement ou au même tribunal.

## CHAPITRE III : Incompatibilités tenant à la fonction

### SECTION 1 : Parlement

Députés et  
suppléants

**Art. 6** Ne peuvent être ni député, ni suppléant au Parlement :

1. les magistrats et les juges désignés ci-après :
  - a) les ministres;
  - b) les magistrats de l'ordre judiciaire et les autres juges au sens de l'article 6 de la loi d'organisation judiciaire (LOJ)<sup>4)</sup>, lorsqu'ils sont élus par le Parlement;<sup>3)</sup>
  - c) ...<sup>5)</sup>;
  - d) ...<sup>5)</sup>;
  - e) ...<sup>5)</sup>;
  - f) ...<sup>5)</sup>;
  - g) ...<sup>5)</sup>;
  - h) le président de la Commission cantonale des recours en matière d'impôts;
  - i) les préposés aux Offices des poursuites et faillites;
2. les fonctionnaires de l'administration cantonale à l'exception des enseignants;
3. les directeurs des écoles cantonales;
- 4.<sup>14)</sup> les membres de la direction de la Banque cantonale du Jura;
5. le directeur de l'Etablissement d'assurance immobilière;
6. l'administrateur de la Caisse de pensions.

### SECTION 2 : Tribunaux

Tribunaux et  
ministère public

**Art. 7<sup>3)</sup>** <sup>1</sup> Les ministres et fonctionnaires ne peuvent exercer aucune des fonctions définies à l'article 6 de la loi d'organisation judiciaire, ni celle de juge extraordinaire. Demeure réservé l'engagement d'un greffier en qualité de juge extraordinaire ou de juge suppléant.

<sup>2</sup> Les magistrats du Ministère public ne peuvent exercer les fonctions de juge au Tribunal cantonal, au Tribunal de première instance, au Tribunal des mineurs, ni celle de juge d'instruction.

### SECTION 3 : Parlement fédéral

Parlementaires  
fédéraux

**Art. 8<sup>6)</sup>** Le mandat de parlementaire fédéral est incompatible avec les fonctions suivantes :

- député et suppléant au Parlement cantonal;
- magistrats de l'ordre judiciaire (art. 6, al. 1, LOJ)<sup>3)</sup>;
- membre du Gouvernement.

### SECTION 4 : Communes<sup>3)</sup>

Autorité  
communale  
a) Ministres

**Art. 9<sup>3)</sup>** Les ministres ne peuvent appartenir à une autorité communale.

b) Juges  
ordinares

**Art. 10<sup>3)</sup>** Les magistrats de l'ordre judiciaire (art. 6, al. 1, LOJ) ne peuvent faire partie d'une autorité communale.

### CHAPITRE IV : Règlement des cas d'incompatibilité

Option

**Art. 11** <sup>1</sup> En cas d'incompatibilité tenant à la fonction, un délai d'option est imparti par le Gouvernement. Passé ce délai, le président du Tribunal cantonal procède à un tirage au sort auquel les intéressés sont invités.

<sup>2</sup> En cas d'élection simultanée de personnes qui s'excluent en vertu de la présente loi, est réputée élue, faute de désistement volontaire, celle qui a obtenu le plus grand nombre de voix, pour autant que l'élection ait eu lieu selon le même système. En cas d'égalité, le président du Tribunal cantonal procède à un tirage au sort auquel les intéressés sont invités. Il en va de même lorsque deux personnes, entre lesquelles il y a incompatibilité, ont été élues simultanément selon un système électoral différent et lorsqu'elles n'ont pu se mettre d'accord dans le délai fixé par le président du Tribunal cantonal.

<sup>3</sup> Lorsque, du fait d'une personne déjà en fonction, un nouvel élu tombe sous le coup de l'article 5, l'élection est nulle si la personne en fonction ne se retire pas.

Nouvelle fonction

**Art. 12** Si un problème d'incompatibilité surgit lors de la création d'une fonction, le Parlement tranche.

## CHAPITRE V : Dispositions finales

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 13** <sup>1</sup> La loi du 26 octobre 1978 sur le statut des magistrats et fonctionnaires de la République et Canton du Jura<sup>7)</sup> est modifiée comme suit :

Article 16, alinéa 2

...<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> La loi du 9 novembre 1978 sur les communes<sup>2)</sup> est modifiée comme suit :

Article 11, alinéas 1<sup>bis</sup> et 2

...<sup>8)</sup>

Article 15, note marginale et alinéas 1<sup>bis</sup> et 2<sup>bis</sup>

...<sup>8)</sup>

<sup>3</sup> La loi du 26 octobre 1978 sur la Banque cantonale du Jura<sup>9)</sup> est modifiée comme suit :

Article 11, alinéa 2

...<sup>8)</sup>

<sup>4</sup> Le règlement du Parlement du 26 avril 1979<sup>10)</sup> est modifié comme suit :

Article 88, alinéa 3

...<sup>11)</sup>

Abrogation

**Art. 14** Sont abrogés :

- a) les articles 7 à 10 de la loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques<sup>12)</sup>;
- b) l'article 3 de la loi du 26 octobre 1978 sur le statut des magistrats et fonctionnaires de la République et Canton du Jura<sup>7)</sup>;
- c) l'article 88, alinéa 2, du règlement du Parlement du 26 avril 1979<sup>10)</sup>.

Entrée en  
vigueur

**Art. 15** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>13)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 29 avril 1982

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Liliane Charmillot  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

- 1) RSJU 101
- 2) RSJU 190.11
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. II de l'annexe à la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (RSJU 181.1)
- 4) RSJU 181.1
- 5) Abrogée par le ch. II de l'annexe à la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (RSJU 181.1)
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 juin 1992, en vigueur depuis le 5 avril 1987
- 7) RSJU 173.11
- 8) Texte inséré dans ladite loi
- 9) RSJU 951.11
- 10) RSJU 171.21
- 11) Texte inséré dans ledit règlement
- 12) RSJU 161.1
- 13) 1<sup>er</sup> janvier 1983
- 14) Nouvelle teneur selon l'art. 20b, al. 1, de la loi sur la Banque cantonale du Jura, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009



## Décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale

du 25 octobre 1990

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 16 et 37 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978<sup>[1](#)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Délibérations du Gouvernement

Séances et  
convocations

**Article premier** <sup>1</sup> Le Gouvernement siège une fois par semaine. Il est convoqué par le président par l'intermédiaire du chancelier.

<sup>2</sup> Il se réunit en outre :

- a) lorsque le président le juge nécessaire;
- b) sur décision du Gouvernement lui-même;
- c) lorsque deux de ses membres en font la demande.

Publicité

**Art. 2** Les séances du Gouvernement ne sont pas publiques.

Préparation et  
présidence des  
séances

**Art. 3** <sup>1</sup> Le président prépare les séances du Gouvernement; il en arrête l'ordre du jour en collaboration avec les chefs de département et le chancelier.

<sup>2</sup> Il dirige les délibérations du Gouvernement.

Autres  
participants

**Art. 4** <sup>1</sup> Le chancelier prend part, avec voix consultative, aux séances du Gouvernement. Il peut faire des propositions concernant les affaires de la Chancellerie.

<sup>2</sup> Le vice-chancelier, des fonctionnaires et des experts peuvent être, au besoin, invités à assister aux séances, avec voix consultative.

Quorum	<b>Art. 5</b> La présence de trois membres est nécessaire pour la validité des délibérations du Gouvernement.
Procédure de vote	<b>Art. 6</b> <sup>1</sup> Lors de ses séances, le Gouvernement ne vote par écrit que dans la mesure où son règlement le prescrit ou si la majorité de ses membres présents le décide.  <sup>2</sup> Chaque membre du Gouvernement peut exiger le vote écrit pour les nominations.  <sup>3</sup> Les membres absents ne peuvent pas voter.
Majorité	<b>Art. 7</b> <sup>1</sup> Sous réserve de l'alinéa 3, le Gouvernement prend ses décisions à la majorité des voix, les abstentions n'étant pas comptées. Cependant, pour être valide, une décision doit réunir deux voix au moins.  <sup>2</sup> Le président vote; en cas d'égalité des voix, il départage.  <sup>3</sup> Les nominations ont lieu à la majorité absolue des membres présents.
Procédures spéciales	<b>Art. 8</b> <sup>1</sup> Si les circonstances le justifient, le Gouvernement peut traiter certaines affaires par voie de circulation ou suivant une autre procédure.  <sup>2</sup> Est réservé le droit du président de prendre des décisions conformément à l'article 19 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale.
Procès-verbal	<b>Art. 9</b> <sup>1</sup> Les délibérations du Gouvernement sont consignées dans un procès-verbal, tenu par le chancelier ou son suppléant.  <sup>2</sup> Chaque membre du Gouvernement peut faire mentionner au procès-verbal une opinion divergente.
Signature	<b>Art. 10</b> <sup>1</sup> Les ordonnances et les décisions qui émanent du Gouvernement sont signées au nom de cette autorité par le président du Gouvernement et le chancelier ou par leurs suppléants. La même règle s'applique aux extraits des délibérations du Gouvernement.



<sup>2</sup> Les actes qui émanent des départements et de la Chancellerie d'Etat sont signés par les chefs de département, par le chancelier ou par leurs suppléants.

<sup>3</sup> Le Gouvernement précise les modalités selon lesquelles le droit de signature peut être exercé ou délégué dans les unités administratives inférieures.

Règlement du  
Gouvernement

**Art. 11** Le Gouvernement peut préciser et compléter les dispositions du présent titre en se donnant un règlement.

Réserve du  
Code de  
procédure  
administrative

**Art. 12** Les dispositions du Code de procédure administrative<sup>2)</sup> sont réservées.

## CHAPITRE II : Organisation de l'administration cantonale

Organisation  
générale

**Art. 13** <sup>1</sup> L'administration cantonale comprend cinq départements et la Chancellerie d'Etat.

<sup>2</sup> Chaque département est composé de services regroupés en blocs fixes et de services mobiles.

<sup>3</sup> Les services peuvent être subdivisés en sections et les offices en bureaux.

Siège

**Art. 14** <sup>1</sup> Les services ont leur siège à Delémont.

<sup>2</sup> Les sièges des autres unités administratives sont fixés par les dispositions particulières du présent décret.

Secrétariat

**Art. 15** <sup>1</sup> Les unités administratives disposent d'un secrétariat.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut décider de regrouper le secrétariat de certaines unités administratives.

Départements

**Art. 16** <sup>1</sup> Les cinq départements sont les suivants :

1. Département de la Santé et des Affaires sociales;
2. Département de l'Economie;
3. Département de l'Environnement et de l'Equipeement;
4. <sup>44)</sup> Département de la Formation, de la Culture et des Sports;

## 5. Département des Finances.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut compléter l'appellation des départements en fonction des services mobiles attribués. C'est en particulier le cas pour la "Justice" et la "Police".

## CHAPITRE III : Département de la Santé et des Affaires sociales

### SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du  
Gouvernement

**Art. 17** Dans le cadre du Département de la Santé et des Affaires sociales, le Gouvernement exerce notamment la haute surveillance sur l'organisation et la coordination du système hospitalier, veille à la promotion du bien-être et de la sécurité sociale ainsi qu'à la protection et au soutien de la famille, favorise la généralisation des allocations familiales et l'instauration d'une assurance-maternité et d'une assurance-maladie obligatoires.

Attributions  
du chef du  
Département

**Art. 18** Le chef du Département a notamment les attributions suivantes :

- a) planification dans le domaine de la santé publique;
- b) promotion de la médecine préventive et des soins à domicile;
- c) autorisation d'exercer les professions de la santé publique;
- d) encouragement de l'insertion des migrants dans le milieu social jurassien;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Unités  
administratives

**Art. 19** Le Département comprend :

- a) <sup>28)</sup> le Service de la santé, y compris le Laboratoire cantonal et la Clinique dentaire ambulante;
- b) le Service de l'action sociale <sup>53)</sup>;
- c) l'Office des assurances sociales.

### SECTION 2 : Service de la santé

Attributions

**Art. 20** Le Service de la santé a les attributions suivantes :

- a) organisation et coordination de l'ensemble du système hospitalier et des services médicaux annexes;
- b) surveillance et entretien, avec les communes, des établissements hospitaliers;
- c) contrôle de l'organisation et de l'exploitation des établissements hospitaliers, des homes et autres foyers;
- d) élaboration et mise à jour d'une planification dans le domaine de la santé publique;

- e) examen des projets de construction et d'aménagement d'établissements hospitaliers, de homes et autres foyers;
- f) secrétariat du médecin cantonal, du pharmacien cantonal et du chimiste cantonal;
- g) comptabilité du Service de la santé;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Médecin  
cantonal

**Art. 21** Le médecin cantonal a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à la santé publique;
- b) prévention des maladies et lutte contre les maladies transmissibles;
- c) règlement des questions médicales relatives aux établissements hospitaliers, homes et autres foyers;
- d) surveillance des professions médicales et paramédicales;
- e) médecine scolaire et service dentaire scolaire;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

Pharmacien  
cantonal

**Art. 22** Le pharmacien cantonal a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative aux médicaments et aux stupéfiants;
- b) exécution des dispositions législatives relatives à l'usage des médicaments et des stupéfiants;
- c) surveillance des professions pharmaceutiques et auxiliaires;
- d) surveillance des pharmacies, des drogueries et autres établissements qui fabriquent des médicaments et des stupéfiants ou en font le commerce;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Chimiste  
cantonal

**Art. 23<sup>29)</sup>** Le chimiste cantonal a les attributions suivantes :

- a) contrôle des denrées alimentaires;
- b) exécution de la législation sur les denrées alimentaires;
- c) direction et gestion du Laboratoire cantonal;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Administrateur  
des unités  
de soins  
psychiatriques

**Art. 24<sup>3)</sup> 1** L'administrateur des unités de soins psychiatriques est rattaché au Service de la santé.

<sup>2</sup> Il a les attributions suivantes :

- a) direction administrative des unités de soins psychiatriques adaptée à la direction médicale;
- b) gestion financière et comptable de ces unités;
- c) établissement des statistiques et rapports d'activité;
- d) entretien des relations administratives avec les autorités;

e) toute autre attribution conférée par la législation.

## **Art. 25 et 26<sup>4)</sup>**

Conseil de la  
santé publique

**Art. 27** <sup>1</sup> Le Conseil de la santé publique est à la disposition du Service de la santé.

<sup>2</sup> Une loi en règle le caractère, la mission, la composition et le fonctionnement.

Commission

**Art. 28** La commission du service médical et dentaire scolaire est adjointe au Service de la santé.

## **SECTION 3 : Service de l'action sociale<sup>53)</sup>**

Attributions

**Art. 29** Le Service de l'action sociale<sup>53)</sup> a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à l'aide sociale;
- b) prévoyance sociale et aide sociale dans la mesure où elle incombe à l'Etat;
- c) éducation et formation des handicapés, en collaboration avec le Service de l'enseignement;
- d) surveillance, du point de vue de l'aide sociale, des homes et autres foyers;
- e) surveillance du fonctionnement de l'aide sociale et de l'activité des institutions sociales des communes;
- f) surveillance des enfants placés;
- g) avances et recouvrements de pensions alimentaires;
- h) allocations spéciales aux personnes et aux familles de condition modeste;
- i) autorisations de collectes et de ventes de bienfaisance;
- j) aide sociale en faveur des détenus majeurs et des personnes libérées;
- k)<sup>52)</sup> exécution des mesures d'assistance de probation;
- l) encouragement de l'aide publique et privée en faveur des mineurs, en collaboration avec le Tribunal des mineurs;
- m) organisation et surveillance de la lutte contre l'alcoolisme et contre la drogue, en collaboration avec le Service de la santé;
- n) coordination de l'activité des institutions publiques, semi-publiques et privées de l'aide sociale;
- o) comptabilité du Service de l'action sociale<sup>53)</sup>;
- p) toute autre attribution conférée par la législation.

Commission **Art. 30** La commission de l'aide sociale est adjointe au Service de l'action sociale<sup>53)</sup>.

## **SECTION 4 : Office des assurances sociales**

Attributions **Art. 31** L'Office des assurances sociales a les attributions suivantes :

- a) exécution de la législation sur l'assurance en cas de maladie et de maternité;
- b) exécution de la législation sur la sécurité sociale (AVS/AI/APG);
- c) secrétariat de la commission de l'assurance-invalidité;
- d) exécution de la législation sur le chômage et organisation de la caisse publique de chômage;surveillance des agences communales AVS;
- e) gestion de la Caisse cantonale de compensation;
- f) comptabilité de l'Office des assurances sociales;
- g) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège **Art. 32** L'Office des assurances sociales a son siège à Saignelégier.

Commissions **Art. 33** A l'Office des assurances sociales sont adjointes :

- a) la commission de l'assurance-invalidité;
- b) la commission de la Caisse d'allocations familiales.

## **CHAPITRE IV : Département de l'Economie**

### **SECTION 1 : Dispositions générales**

Attributions du Gouvernement **Art. 34** Dans le cadre du Département de l'Economie, le Gouvernement a notamment les attributions suivantes :

- a) politique de développement économique;
- b) promotion du plein emploi;
- c) encouragement à la participation des travailleurs au sein des entreprises;
- d) définition d'une politique agricole.

Attributions du chef du Département **Art. 35** Le chef du Département a les attributions suivantes :

- a) délivrance des autorisations d'exploitation;
- b) mesures visant à la protection des consommateurs;
- c) mesures visant à la promotion du tourisme;
- d) mesures visant à assurer le droit au logement;

- e) conciliation et arbitrage dans les conflits sociaux;
- f) ...<sup>45)</sup>;
- g) mesures relatives à l'économie laitière;
- h) mesures tendant à l'amélioration de l'agriculture et au maintien de la population paysanne;
- i) présidence de la commission des crédits agricoles;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Unités  
administratives

**Art. 36** Le Département comprend :

- a) le Service de l'économie, y compris le Bureau du développement économique;
- b) le Service des arts et métiers et du travail;
- c) ...<sup>45)</sup>;
- d)<sup>44)</sup> le Service de l'économie rurale;
- e) le Service vétérinaire.

## SECTION 2 : Service de l'économie

Attributions

**Art. 37** Le Service de l'économie a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative au commerce, à l'industrie et à l'artisanat;
- b) études et propositions en vue de l'élaboration d'un programme de développement économique;
- c)<sup>60)</sup> application de la législation sur la politique régionale;
- d)<sup>60)</sup> élaboration et réalisation du programme de mise en œuvre de la politique régionale;
- e) collaboration intercantonale et avec l'étranger en matière économique;
- f) information des milieux industriels et commerciaux suisses et étrangers;
- g) mesures visant au développement du tourisme et traitement des affaires y relatives;
- h) collaboration avec le Service des forêts dans le cadre de la commercialisation du bois;
- i) études et propositions en vue de la définition d'une politique du logement et traitement des affaires y relatives;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Commission

**Art. 38**<sup>5)</sup> La commission pour le développement de l'économie est adjointe au Service de l'économie.

Bureau du  
développement  
économique

**Art. 39** <sup>1</sup> Le Bureau du développement économique est rattaché au Service de l'économie.

<sup>2</sup> Le Bureau du développement économique a pour tâche de mettre en œuvre les moyens propres à favoriser le développement économique. Il a notamment les attributions suivantes :

- a) soutenir le développement des entreprises existantes conformément à la législation fédérale et cantonale;
- b) rechercher et favoriser l'implantation d'entreprises nouvelles;
- c) veiller, en collaboration avec les communes, à l'équipement et à l'organisation des zones industrielles;
- d) effectuer toute tâche qui lui est confiée par le Gouvernement et le Département de l'Economie.

### SECTION 3 : Service des arts et métiers et du travail

#### Attributions

**Art. 40** Le Service des arts et métiers et du travail a les attributions suivantes :

- a) exécution de la législation sur le travail (inspection, médecine et hygiène du travail);
- b) exécution de la législation sur l'industrie (inspection);
- c) exécution de la législation sur les poids et les mesures (inspection);
- d) contrôle des prix;
- e) mesures d'économie de guerre;
- f) préavis sur les conventions collectives de travail;
- g) administration du placement public;
- h) mesures visant au maintien de la stabilité dans le secteur de l'emploi et à la création d'emplois nouveaux;
- i) établissement de statistiques concernant le secteur de l'emploi;
- j) surveillance du secteur de la restauration et de l'hôtellerie;
- k) mesures visant à la protection des consommateurs;
- l) toute autre attribution conférée par la législation.

#### Commissions

**Art. 41** Sont adjointes au Service des arts et métiers et du travail :

- a) la commission de l'assurance-chômage;
- b) la commission d'examens des armuriers et la commission des examens de courtiers en immeubles, sous réserve que ces commissions soient instituées par la législation.

### SECTION 4 : ...<sup>45)</sup>

**Art. 42 et 43**<sup>45)</sup>

## SECTION 5 : Service de l'économie rurale

### Attributions

**Art. 44** Le Service de l'économie rurale exerce les activités suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à l'agriculture;
- b) développement de la production des plantes;
- c) versement des primes de culture;
- d) gestion et administration des crédits agricoles;
- e) protection des cultures contre leurs ennemis et les maladies;
- f) encouragement de l'arboriculture fruitière;
- g) contrôle des fermages;
- h) améliorations foncières;
- i) sauvegarde des intérêts de l'élevage du bétail;
- j) ... [41\)](#)
- k) collaboration avec le Service des forêts;
- l) toute autre attribution conférée par la législation.

### Commissions

**Art. 45** Au Service de l'économie rurale sont adjointes :

- a) la commission des crédits agricoles;
- b) ... [6\)](#)
- c) les commissions d'experts;
- d) ... [6\)](#)
- e) ... [41\)](#)
- f) ... [45\)](#)

**Art. 46, 47 et 48** [41\)](#)

## SECTION 6 : Service vétérinaire

### Attributions

**Art. 49** Le Service vétérinaire a les attributions suivantes :

- a) traitement des affaires relatives aux épizooties, à la lutte contre les maladies du bétail, à l'hygiène des viandes et au commerce du bétail;
- b) gestion de la Caisse des épizooties;
- c) collaboration avec le médecin cantonal;
- d) collaboration avec l'Institut agricole du Jura;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.



## CHAPITRE V : Département de l'Environnement et de l'Equipeement

### SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du  
Gouvernement

**Art. 50<sup>55)</sup>** Dans le cadre du Département de l'Environnement et de l'Equipeement, le Gouvernement a notamment les attributions suivantes :

- a) élaboration du plan directeur cantonal de l'aménagement du territoire et du plan directeur cantonal des forêts;
- b) adoption des plans spéciaux cantonaux;
- c) définition d'une politique de protection de l'environnement et d'une politique forestière;
- d) création de réserves et mise sous protection du patrimoine naturel et paysager d'importance régionale.

Attributions  
du chef du  
Département

**Art. 51** Le chef du Département a les attributions suivantes :

- a) mesures visant à la protection de l'environnement;
- b) mesures visant à encourager l'élaboration de plans d'aménagement local;
- c) contrôle des projets importants relatifs aux routes et aux constructions;
- d) mesures visant au développement des transports publics;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Unités  
administratives

**Art. 52** Le Département comprend :

- a) le Service de l'aménagement du territoire;
- b) <sup>55)</sup> l'Office l'environnement;
- c) ... <sup>56)</sup>
- d) le Service des ponts et chaussées;
- e) le Service des constructions et des domaines;
- f) le Service des transports et de l'énergie.

### SECTION 2 : Service de l'aménagement du territoire

Attributions

**Art. 53** Le Service de l'aménagement du territoire a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à l'aménagement du territoire et au cadastre;
- b) exécution des tâches découlant de la législation fédérale et cantonale;
- c) ... <sup>26)</sup>
- d) ... <sup>26)</sup>
- e) traitement des subventions en faveur de l'aménagement régional et local et en faveur de la viabilité de terrains à bâtir;

- f) organisation et surveillance de la tenue du cadastre;
- g) collaboration avec le Service de l'économie rurale, le Service des constructions et des domaines, le Service des ponts et chaussées et le Service des transports et de l'énergie;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Section des  
permis de  
construire

**Art. 53a<sup>27)</sup>** La Section des permis de construire est rattachée administrativement au Service de l'aménagement du territoire. Elle a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique et les autres services concernés, de la législation sur les constructions;
- b) octroi ou refus des permis de construire en procédure ordinaire, excepté pour les villes de Delémont et de Porrentruy;
- c) surveillance de la police des constructions;
- d) formation des autorités communales et conseils aux communes dans les domaines des permis de construire et de la police des constructions;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Commission

**Art. 54** La commission du plan d'aménagement est adjointe au Service de l'aménagement du territoire.

### **SECTION 3 : Office de l'environnement<sup>55)</sup>**

Attributions

**Art. 55<sup>55)</sup>** L'Office de l'environnement a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à la protection de l'environnement, des eaux, de la nature et du paysage, à l'approvisionnement en eau, à l'utilisation des eaux, aux cours d'eau, aux produits chimiques, à la forêt, à la chasse et à la pêche;
- b) exécution des tâches découlant de la législation fédérale et cantonale;
- c) examen des projets et des demandes de subventions dans les domaines précités;
- d) exercice et surveillance de la police dans les domaines relevant de sa compétence;
- e) exécution des mesures de protection des réserves naturelles et des objets d'importance nationale ou régionale;
- f) gestion et surveillance des forêts de l'Etat;
- g) surveillance technique et financière de la gestion des forêts appartenant à d'autres collectivités publiques et haute surveillance sur les forêts privées;
- h) surveillance des gravières et des carrières;
- i) administration de la régle des mines;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège

**Art. 56**<sup>56)</sup>

Commissions

**Art. 57**<sup>55)</sup> A l'Office de l'environnement sont adjointes :

- a) la commission de la protection de la nature et du paysage;
- b) la commission de la faune;
- c) la commission de la pêche.

**SECTION 4 : ...**<sup>58)</sup>

Attributions

**Art. 58**<sup>56)</sup>Arrondissement  
forestier**Art. 59**<sup>30)</sup><sup>55)</sup> <sup>1</sup> L'Office de l'environnement comprend un arrondissement forestier.<sup>2</sup> Ce dernier a les attributions suivantes<sup>55)</sup> :

- a) orientation de la sylviculture et suivi des opérations sylvicoles;
- b) conseils techniques et de gestion aux propriétaires de forêts publiques;
- c) collaboration à la planification et à la surveillance des travaux forestiers;
- c<sup>bis</sup>)<sup>57)</sup> collaboration à la surveillance des mesures subventionnées;
- d) participation à l'aménagement forestier;
- d<sup>bis</sup>)<sup>57)</sup> collaboration à l'exercice de la police forestière;
- e) surveillance des triages et coordination de leurs activités;
- f) encadrement technique des gardes forestiers de triage;
- g) application et contrôle des mesures phytosanitaires;
- h) vulgarisation forestière;
- i)<sup>55)</sup> contrôle et suivi de la gestion des forêts et des pâturages boisés dans le respect des principes du développement durable;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Sièges

**Art. 60**<sup>40)</sup><sup>55)</sup> L'Office de l'environnement et l'arrondissement forestier ont leur siège à Saint-Ursanne.

## SECTION 5 : Service des ponts et chaussées

### Attributions

**Art. 61** Le Service des ponts et chaussées a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative aux ponts et chaussées;
- b) établissement d'un plan cantonal d'aménagement routier, d'entente avec le Service de l'aménagement du territoire, les communes et les associations intéressées;
- c) réalisation du projet routier "Transjurane";
- d) construction et entretien des routes cantonales;
- e) signalisation routière;
- f) examen des demandes de subventions pour la construction et l'entretien de routes;
- g) surveillance de la construction et de l'entretien des routes communales subventionnées par l'Etat;
- h) études relatives à la police des constructions de routes, aux plans de lotissement et aux règlements communaux sur la construction et l'entretien de routes communales;
- i) examen des réclamations en matière de responsabilité civile adressées à l'Etat en sa qualité de propriétaire de routes;
- j) entretien des véhicules de l'Etat;
- k) toute autre attribution conférée par la législation.

### Organisation régionale

**Art. 62** Le service d'entretien des routes est organisé sur une base régionale.

## SECTION 6 : Service des constructions et des domaines

### Attributions

**Art. 63** Le Service des constructions et des domaines a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative aux constructions;
- b) direction des travaux de construction et d'entretien des bâtiments de l'Etat;
- c) planification de l'implantation de l'administration cantonale;
- d) administration de la propriété foncière de l'Etat, à l'exception des forêts domaniales;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

### Section des permis de construire

**Art. 64**<sup>[26\)](#)</sup>

## SECTION 7 : Service des transports et de l'énergie

Attributions

**Art. 65** Le Service des transports et de l'énergie a les attributions suivantes :

- a) gérance des divers modes de transport (élaboration des horaires, harmonisation tarifaire, financement de la couverture des déficits d'exploitation, revalorisation des lignes ferroviaires, en particulier celle de Delle, promotion du trafic, application fédéraliste de la conception globale suisse des transports);
- b) études et propositions en vue de la définition d'une politique de l'énergie;
- c) toute autre attribution conférée par la législation.

## CHAPITRE VI : Département de la Formation, de la Culture et des Sports<sup>44)</sup>

### SECTION 1 : Dispositions générales

Attribution du  
Gouvernement

**Art. 66<sup>44)</sup>** Dans le cadre du Département de la Formation, de la Culture et des Sports, le Gouvernement a notamment pour attribution la réalisation de la mission de l'école et de la formation.

Attributions  
du chef du  
Département

**Art. 67** Le chef du Département a les attributions suivantes :

- a)<sup>44)</sup> mesures visant à assurer le droit à l'enseignement et à la formation;
- a<sup>bis</sup>)<sup>46)</sup> coordination entre la scolarité obligatoire et la formation;
- a<sup>ter</sup>)<sup>46)</sup> mesures d'encouragement du perfectionnement professionnel;
- b) soutien aux activités culturelles;
- c) conservation et mise en valeur du patrimoine;
- d) encouragement de l'éducation des adultes;
- e) encouragement de la pratique générale du sport;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

Unités  
administratives

**Art. 68<sup>44)</sup>** Le Département comprend :

- a) le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire;
- b) le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire;
- c) le Centre jurassien d'enseignement et de formation;
- d) un office dénommé "Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire";
- e) l'Office de la culture;
- f) l'Office des sports.

Conseil scolaire **Art. 68a**<sup>46)</sup> <sup>1</sup> Le Conseil scolaire est à la disposition du Département.

<sup>2</sup> Une loi fixe son caractère, sa mission, sa composition et son fonctionnement.

Conseil de la formation **Art. 68b**<sup>46)</sup> <sup>1</sup> Le Conseil de la formation est à la disposition du Département.

<sup>2</sup> Le Gouvernement définit dans une ordonnance sa composition, ses attributions et son fonctionnement.

## **SECTION 2 : Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire**<sup>44)</sup>

Attributions **Art. 69**<sup>23)44)</sup> Le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à l'instruction publique pour la préscolarité et la scolarité obligatoire;
- b) administration, gestion et coordination de l'ensemble des activités matérielles et pédagogiques des écoles enfantines, primaires et secondaires;
- c) élaboration, à l'intention du Département des Finances, des plans financiers et du budget de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire et traitement des affaires financières y relatives;
- d) règlement des questions administratives concernant le corps enseignant, notamment le contrôle de son effectif;
- e) surveillance et conseil pédagogique des enseignants;
- f) surveillance, conseil et assistance administrative des directeurs et des autorités scolaires locales;
- g) traitement des subventions à affecter aux écoles privées, à l'exception des écoles des niveaux secondaire II et tertiaire;
- h) coordination avec divers services, notamment le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, le Centre jurassien d'enseignement et de formation, le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire, le Service de la santé, le Bureau de l'égalité entre femmes et hommes ainsi que l'Office des sports;
- i) éducation et formation des handicapés;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

## Commissions

**Art. 70<sup>33)46)</sup>** Sont subordonnées au Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire :

- a) la commission de l'enseignement;
- b) la commission de coordination des mesures de pédagogie compensatoire;
- c) la commission d'orientation en matière de prolongation de la scolarité obligatoire et des mesures de préparation à la formation générale et à la formation professionnelle initiale;
- d) la commission consultative pour la scolarisation des enfants de migrants;
- e) les conférences des directeurs des cercles scolaires primaires et secondaires.

**SECTION 2<sup>BIS</sup> : Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire<sup>44)</sup>**

## Attributions

**Art. 71<sup>44)</sup>** Le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à la formation dans les niveaux secondaire II et tertiaire;
- b) élaboration, à l'intention du Département des Finances, des plans financiers et du budget de l'enseignement de la postscolarité et de la formation et traitement des affaires financières y relatives;
- c) surveillance des apprentissages et contrôle des contrats d'apprentissage;
- d) organisation et direction des examens de fin d'apprentissage;
- e) traitement des subventions à affecter aux écoles privées des niveaux secondaire II et tertiaire;
- f) coordination avec le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire, le Centre jurassien d'enseignement et de formation, le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire, le Service de la santé, le Bureau de l'égalité entre femmes et hommes ainsi que l'Office des sports;
- g) traitement des dossiers concernant les hautes écoles;
- h) suivi du parcours de formation des étudiants jurassiens;
- i) toute autre attribution conférée par la législation.

## Section des bourses

**Art. 72<sup>44)</sup>** <sup>1</sup> La Section des bourses est rattachée administrativement au Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire.

<sup>2</sup> Elle a les attributions suivantes :

- a) application de la législation sur les bourses et les prêts d'études;
- b) toute autre attribution conférée par la législation.

Commissions **Art. 72a<sup>44)</sup>** Au Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire sont adjointes :

- a) la commission des examens professionnels de fin d'apprentissage;
- b) la commission des équivalences des certificats d'aptitudes pédagogiques;
- c) la commission de maturité gymnasiale.

## **SECTION 2<sup>TER</sup> : Centre jurassien d'enseignement et de formation<sup>47)</sup>**

Attributions **Art. 72b<sup>44)</sup>** Le Centre jurassien d'enseignement et de formation a les attributions suivantes :

- a) dispensation de l'enseignement de niveau secondaire II pour les filières de formation à plein temps en école ou dans le cadre d'apprentissage en alternance et de niveau tertiaire, à l'exclusion de l'enseignement incombant aux hautes écoles;
- b) formation des adultes;
- c) coordination avec le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire, le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire ainsi que le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège **Art. 72c<sup>44)</sup>** Le Centre jurassien d'enseignement et de formation a son siège à Delémont.

Commissions **Art. 72d<sup>46)</sup>** Au Centre jurassien d'enseignement et de formation sont adjointes les commissions de division.



### SECTION 3 : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire<sup>44)</sup>

Attributions	<p><b>Art. 73<sup>44)</sup></b> Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire a les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) psychologie scolaire;</li> <li>b) orientation scolaire à tous les niveaux de formation;</li> <li>c) orientation professionnelle au service des élèves, des jeunes et des adultes;</li> <li>d) toute autre attribution conférée par la législation.</li> </ul>
Siège	<p><b>Art. 73a<sup>46)</sup></b> Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire a son siège à Porrentruy; il offre également ses prestations à Delémont et à Saignelégier.</p>
Commission	<p><b>Art. 73b<sup>46)</sup></b> Au Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire est adjointe la commission d'orientation scolaire et professionnelle.</p>

### SECTION 4 : Office de la culture<sup>37)</sup>

Attributions	<p><b>Art. 74<sup>37)</sup></b> L'Office de la culture a les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a)<sup>50)</sup> conservation et mise en valeur des archives administratives et historiques;</li> <li>b) protection des monuments historiques;</li> <li>c) fouilles archéologiques;</li> <li>d) protection des biens culturels et du patrimoine rural;</li> <li>e) gestion de la Bibliothèque cantonale jurassienne, concertation des activités des bibliothèques subventionnées par l'Etat et encouragement de la lecture publique;</li> <li>f) encouragement des activités culturelles assumées par des associations, des groupes et des personnes;</li> <li>g) soutien à la création artistique, à la recherche et à l'animation;</li> <li>h) contribution à la diffusion du patrimoine culturel jurassien;</li> <li>i) constitution d'une documentation relative à la création artistique dans le Jura;</li> <li>j) collaboration et échanges culturels interjurassiens dans le but de concrétiser une promotion culturelle commune et de favoriser la création d'une institution commune interjurassienne;</li> <li>k) contribution aux échanges culturels;</li> <li>l) gestion du Musée jurassien des sciences naturelles;</li> </ul>
--------------	--

- m) relations avec les musées jurassiens;
- n) collaboration avec tout autre service ou office concerné;
- o) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège **Art. 75<sup>37)</sup>** L'Office de la culture a son siège à Porrentruy.

Commissions **Art. 76<sup>37)</sup>** A l'Office de la culture sont adjointes :

- a) la commission du patrimoine historique;
- b) la commission de la culture;
- c) la commission des beaux-arts;
- d) la commission pour l'encouragement des lettres jurassiennes;
- e) la commission de la Bibliothèque cantonale jurassienne;
- f) la commission du Musée jurassien des sciences naturelles;
- g) la commission des musées.

## SECTION 5 : Office des sports

Attributions **Art. 77** L'Office des sports a les attributions suivantes :

- a) orientation et information en matière de sport;
- b)<sup>9)</sup> inspection des installations d'éducation physique et promotion du sportscolaire facultatif;
- c) collaboration avec les organismes et les associations sportives;
- d) examen des demandes d'aide financière;
- e) organisation de cours d'entraînement, de formation et de perfectionnement;
- f) gestion du matériel sportif; l'article 135 est réservé;
- g) surveillance et prise en charge des contrôles médico-sportifs, ainsi que des cas relevant des assurances;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège **Art. 78** L'Office des sports a son siège à Porrentruy.

Commissions **Art. 79** A l'Office des sports sont adjointes :

- a) la commission des sports;
- b) la commission "Jeunesse et Sport".

## SECTION 6 : ...<sup>38)</sup>

**Art. 80 et 81<sup>38)</sup>**

## CHAPITRE VII : Département des Finances

### SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du  
Gouvernement

**Art. 82** Dans le cadre du Département des Finances, le Gouvernement a notamment les attributions suivantes :

- a) gestion des finances publiques dans un esprit d'économie;
- b) préparation du budget et des comptes de l'Etat; élaboration de plans financiers pluriannuels;
- c) mesures de péréquation financière.

Attributions  
du chef du  
Département

**Art. 83** Le chef du Département a les attributions suivantes :

- a) direction et coordination de l'ensemble des finances publiques;
- b) préparation du budget, des comptes de l'Etat et de plans financiers pluriannuels;
- c) études, propositions et mesures concernant la péréquation financière;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Unités  
administratives

**Art. 84** Le Département comprend :

- a) la Trésorerie générale;
- b) le Service des contributions;
- c) le Contrôle des finances.

### SECTION 2 : Trésorerie générale

Attributions

**Art. 85<sup>21)</sup>** La Trésorerie générale a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative aux finances publiques;
- b) gestion des finances publiques;
- c) élaboration du budget, des comptes de l'Etat et de plans financiers pluriannuels;
- d) examen, du point de vue financier, des projets législatifs, des conventions et des contrats;
- e) organisation de la comptabilité financière et analytique de l'Etat;
- f) gestion des liquidités, des débiteurs et des fournisseurs;
- g) contrôle budgétaire;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Section "Caisse  
et Comptabilité"

**Art. 86<sup>22)</sup>**

### SECTION 3 : Service des contributions

#### Subdivisions

**Art. 87** Le Service des contributions comprend :

- a) la Section des personnes physiques;
- b) le Bureau des personnes morales et des autres impôts;
- c) la Section de gestion et de coordination;
- d) les Recettes et Administrations de district.

#### Attributions

**Art. 88** Le Service des contributions a les attributions suivantes :

- a) préparation, organisation et surveillance de la taxation fiscale;
- b) étude de toutes les questions relatives à la fiscalité;
- c) lutte contre la fraude fiscale;
- d) traitement des remises d'impôts;
- e) organisation et surveillance des Recettes et Administrations de district;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

#### Commissions

**Art. 89** Au Service des contributions sont adjointes :

- a) la Commission des recours en matière d'impôts;
- b) la commission de l'autorité de taxation;
- c) la commission d'estimation en matière d'impôts.

#### Section des personnes physiques

**Art. 90** La Section des personnes physique a les attributions suivantes :

- a) taxation des personnes physiques pour l'imposition du revenu et de la fortune;
- b) représentation de l'Etat dans la procédure de taxation et dans les procédures contentieuses en matière fiscale;
- c) lutte contre la fraude fiscale;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

#### Bureau des personnes morales et des autres impôts

**Art. 91** Le Bureau des personnes morales et des autres impôts a les attributions suivantes :

- a) taxation des personnes morales pour l'imposition du bénéfice et du capital;
- b) représentation de l'Etat dans la procédure de taxation et dans les procédures contentieuses en matière fiscale;
- c) taxation pour la perception des autres impôts : impôt anticipé, impôt sur les successions et les donations, impôt sur les gains immobiliers, impôts supplémentaires, impôts municipaux (partages);
- d) évaluations officielles;
- e) lutte contre la fraude fiscale;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège

**Art. 92** Le Bureau des personnes morales et des autres impôts a son siège aux Breuleux.

Section de  
gestion et de  
coordination

**Art. 93** La Section de gestion et de coordination a les attributions suivantes :

- a) contact, coordination et planification entre le Service des contributions et les communes, les paroisses et les Recettes et Administrations de district relativement au traitement informatique de l'impôt;
- b) contrôle de la perception et de la redistribution de l'impôt;
- c) saisie centralisée des données;
- d) maintenance des programmes existants en collaboration avec le Service de l'informatique;
- e) préparation et contrôle des projets à informatiser;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

Recettes et  
Administrations  
de district

**Art. 94** <sup>1</sup> Une "Recette et Administration de district" est organisée dans chaque district, avec siège au chef-lieu.

<sup>2</sup> Elle a les attributions suivantes :

- a) encaissements des créances de l'Etat, en particulier des arriérés;
- b) délivrance des patentes de pêche;
- c) perception des émoluments des patentes de chasse;
- d) perception d'émoluments divers;
- e) encaissement d'amendes administratives;
- f) établissement d'inventaires;
- g) autorisations de collectes et de ventes;
- h) visites des études de notaires;
- i) octroi de permis de jeu;
- j) exécution de la législation fédérale sur les voyageurs de commerce;
- k) autorisations de permis de divertissement;
- l) ... [10\)](#)
- m) ... [66\)](#)
- n) toute autre attribution conférée par la législation.

#### SECTION 4 : Contrôle des finances

Statut

**Art. 95** <sup>1</sup> Le Contrôle des finances est un service autonome et indépendant, subordonné administrativement au Département des Finances.

<sup>2</sup> Il est responsable devant le Parlement et rend compte de son travail devant la commission de gestion et des finances.

<sup>3</sup> Il est organisé et exerce son activité conformément à la loi sur les finances de la République et Canton du Jura et des communes<sup>11)</sup>.

#### Surveillance

**Art. 96** <sup>1</sup> En tant qu'organe spécialisé de la surveillance financière, le Contrôle des finances est à disposition :

- a) du Parlement, pour l'exercice de sa haute surveillance sur le Gouvernement, l'administration et les tribunaux;
- b) du Gouvernement et du Département pour les contrôles courants des services administratifs, ainsi que des établissements autonomes ou non autonomes, pour autant que la loi n'en décide pas autrement.

<sup>2</sup> La surveillance du Contrôle des finances s'étend :

- a) aux départements et subdivisions de l'administration, ainsi qu'aux tribunaux;
- b) aux établissements autonomes et non autonomes sous réserve de dispositions légales particulières;
- c) aux institutions auxquelles les pouvoirs publics ont délégué une tâche publique, fourni une aide financière ou participé financièrement, sous réserve des dispositions légales ou contractuelles différentes.

#### Attributions

**Art. 97** Le Contrôle des finances a les attributions suivantes :

- a) examen courant de l'ensemble de la comptabilité à tous les stades de son exécution, y compris le bouclage des comptes sous les angles juridique, comptable et économique;
- b) contrôle des livres tenus par les départements et les services;
- c) contrôle des valeurs du patrimoine et des inventaires;
- d) contrôle de l'efficacité des offices de revision propres à certains organismes et coordination des activités de contrôle;
- e) examen des comptes de constructions;
- f) contrôle des taxations fiscales;
- g) participation à l'élaboration de prescriptions sur le contrôle, la revision, la comptabilité, le service des paiements et la tenue des inventaires;
- h) rédaction de rapports sur des questions particulières à la gestion financière, selon les mandats spéciaux de la commission des finances;
- i) examen de l'organisation et des méthodes de travail des services;
- j) rédaction d'un rapport annuel au Gouvernement à l'intention du Parlement;
- k) participation aux délibérations sur les finances, le budget, les plans financiers, le compte de l'Etat et l'octroi de crédits isolés;
- l) collaboration avec le Service des communes dans la tenue de la comptabilité et de la caisse des communes;
- m) toute autre attribution conférée par la législation, en particulier la loi sur les finances.

Liaison avec la commission parlementaire de gestion et des finances

**Art. 98** Le Contrôle des finances exerce ses activités en relation avec la commission parlementaire de gestion et des finances.

## CHAPITRE VIII : Chancellerie d'Etat

### SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du Gouvernement et du président

**Art. 99** <sup>1</sup> Le Gouvernement exerce, par l'intermédiaire de son président, la surveillance sur les affaires de la Chancellerie d'Etat.

<sup>2</sup> Il lui donne les instructions et les ordres nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

Unités administratives

**Art. 100** La Chancellerie d'Etat comprend :

- a) la Chancellerie proprement dite;
- b) ... [54\)](#)
- c) l'Economat cantonal;
- d) [50\)](#) le Service de l'information et de la communication;
- e) ... [51\)](#)
- f) ... [51\)](#)

### SECTION 2 : Chancellerie proprement dite

Attributions

**Art. 101** La Chancellerie a les attributions suivantes :

- a) assistance dans la planification et la coordination des activités gouvernementales et départementales;
- b) assistance dans l'élaboration du programme de politique générale et du rapport sur la réalisation de ce programme, ainsi que dans l'établissement des rapports annuels de gestion;
- c) protocole;
- d) information entre le Gouvernement et les départements et, en particulier, transmission des dossiers;
- e) secrétariat du Gouvernement;
- f) tâches relatives à l'organisation des élections et votes populaires;
- g) publication du Journal officiel;
- h) ... [63\)](#);
- i) ... [63\)](#);
- j) comptabilité de la Chancellerie et du Gouvernement;
- k) central téléphonique de l'Etat;

- l) toute autre attribution conférée par la législation.

Conseil  
consultatif des  
Jurassiens de  
l'extérieur

**Art. 102** <sup>1</sup> Le Conseil consultatif des Jurassiens de l'extérieur est rattaché à la Chancellerie d'Etat.

<sup>2</sup> Une loi fixe son caractère, sa mission, sa composition et son fonctionnement.

### SECTION 3 : Secrétariat du Parlement

**Art. 103** <sup>54)</sup>

### SECTION 4 : Economat cantonal

Attributions

**Art. 104** L'Economat cantonal a les attributions suivantes :

- a) centralisation des commandes et achats de fournitures diverses;
- b) responsabilité de l'impression des publications officielles;
- c) multigraphie;
- d) diffusion et vente des imprimés de l'Etat;
- e) librairie scolaire;
- f) envoi aux communes du matériel de vote lors d'élection et de vote populaire;
- g) toute autre attribution conférée par la législation.

### SECTION 5 : Service de l'information et de la communication <sup>50)</sup>

Attributions

**Art. 105** <sup>50)</sup> Le Service de l'information et de la communication a les attributions suivantes :

- a) conception, rédaction et diffusion des informations relatives à l'activité gouvernementale et administrative;
- b) organisation des conférences de presse relatives à l'activité du Gouvernement et de ses départements, du Parlement et de l'administration;
- c) relations ordinaires avec les médias;
- d) conception et mise en œuvre d'une politique de valorisation de l'image de la République et Canton du Jura à l'extérieur du territoire;
- e) conception et mise en œuvre d'une politique de communication interne à l'administration;
- f) information et documentation du Gouvernement, du Parlement, de l'administration et des particuliers;



- g) <sup>67)</sup> établissement et mise à jour des statistiques à l'usage de l'administration de l'Etat et des particuliers; le Gouvernement peut, par voie de convention, confier l'exécution de cette tâche à un organisme public ou privé;
- h) exécution de toute autre tâche confiée par le Gouvernement ou par le chef d'un département;
- i) toute autre attribution conférée par la législation.

## SECTION 6 : ... <sup>51)</sup>

### Art. 106 <sup>51)</sup>

## SECTION 7 : ... <sup>51)</sup>

### Art. 107 <sup>51)</sup>

## CHAPITRE IX : Services mobiles

### SECTION 1 : Service juridique

#### Attributions

**Art. 108 <sup>48)</sup>** Le Service juridique a les attributions suivantes :

- a) élaboration de la législation en collaboration avec les autorités et organes intéressés;
- b) préparation de la publication des lois, décrets, ordonnances, arrêtés, règlements, instructions, directives et autres actes publics émanant du Parlement, du Gouvernement et de l'administration cantonale;
- c) conseils juridiques à l'intention de l'administration cantonale;
- d) juridiction non contentieuse relative notamment aux successions provenant de l'étranger et aux demandes d'entraide judiciaire venant de l'étranger;
- e) préparation des décisions du Parlement dans le domaine des prises à partie;
- f) tâches de surveillance en matière de tutelle et de curatelle, conseils et appui aux autorités tutélaires et aux tribunaux dans l'exécution de leurs tâches sociales;
- g) à la demande du Département de la Justice, surveillance administrative du registre foncier et du registre du commerce;
- h) ... <sup>66)</sup>;
- i) surveillance des fondations relevant par leur destination du Canton, du district ou de plusieurs communes; surveillance des communes dans leur activité de surveillance des fondations relevant de leur autorité;
- j) surveillance des notaires;

- k) exécution des peines;
- l) gestion des prisons;
- m) relations avec le casier judiciaire fédéral;
- n) autorisations d'acquérir des immeubles délivrées à des personnes domiciliées à l'étranger;
- o) instruction des procédures de privation de liberté à des fins d'assistance;
- p) instruction des recours au Gouvernement;
- q) présidence de la commission foncière rurale;
- r) décisions d'indemnisation LAVI;
- s) secrétariat de la Chambre des avocats;
- t) toute autre attribution découlant de concordats ou autres conventions, ainsi que de la législation.

Commission

**Art. 109** La commission d'estimation des lettres de rentes et des immeubles est adjointe au Service juridique.

Service de  
renseignements  
juridiques

**Art. 110** <sup>1</sup> Le Service de renseignements juridiques a notamment pour activité de fournir aux habitants du Canton des renseignements d'ordre juridique ou administratif.

<sup>2</sup> Une convention en attribue la responsabilité et la gestion à l'Ordre des avocats jurassiens.

<sup>3</sup> Le chef du Département de la Justice en assume la surveillance.

## **SECTION 2 : ...**<sup>49)</sup>

### **Art. 111 à 113**<sup>49)</sup>

## **SECTION 2 bis : Service du registre foncier et du registre du commerce**<sup>13)</sup>

Organisation

**Art. 114**<sup>12)</sup> <sup>1</sup> Le Service du registre foncier et du registre du commerce assume la tenue du registre foncier et du registre du commerce. Il est dirigé par le conservateur du registre foncier qui exerce aussi la fonction de préposé du registre du commerce.

<sup>2</sup> Le territoire cantonal forme un seul arrondissement pour la tenue du registre foncier et du registre du commerce.

Attributions

**Art. 115<sup>12)</sup>** La législation fixe les attributions et le fonctionnement du registre foncier et du registre du commerce.

**Art. 116<sup>14)</sup>**

### SECTION 3 : Office des poursuites et faillites

Office des  
poursuites et  
faillites

**Art. 117** <sup>1</sup> Un Office des poursuites et faillites est tenu dans chaque district.

<sup>2</sup> Chaque Office est dirigé par un préposé élu par le Parlement.

<sup>3</sup> Les Offices ont leur siège à Delémont, à Porrentruy et à Saignelégier.

<sup>4</sup> La législation fixe les attributions et le fonctionnement des Offices des poursuites et faillites.

Registre de  
l'engagement  
du bétail et  
des pactes de  
réserve de  
propriété

**Art. 118** <sup>1</sup> Les registres de l'engagement du bétail et des pactes de réserve de propriété sont tenus, dans chaque district, par le préposé de l'Office des poursuites et faillites.

<sup>2</sup> La législation fixe les attributions du préposé et le fonctionnement des registres.

### SECTION 4 : Service de la population<sup>59)</sup>

Service de la  
population

**Art. 119<sup>59)</sup>** Le Service de la population a notamment les attributions suivantes :

- a) autorité inférieure de surveillance en matière d'état civil;
- b) surveillance administrative de l'Office de l'état civil du Jura;
- c) tâches confiées par la Confédération en lien avec le système informatisé de l'état civil;
- d) traitement des affaires de l'état civil conformément aux dispositions légales fédérales et cantonales;
- e) préparation des décisions relatives aux requêtes de changement de nom;
- f) préparation des décisions relatives aux demandes de naturalisation et de libération des liens du droit de cité;
- g) surveillance du contrôle des habitants des communes et des bourgesses;
- h) contrôle des étrangers (police des étrangers et asile);
- i) intégration des étrangers et lutte contre le racisme;

- j)<sup>64)</sup> tenue du registre cantonal des habitants;
- k)<sup>65)</sup> établissement des passeports et des cartes d'identité;
- l)<sup>65)</sup> légalisation des actes officiels;
- m)<sup>65)</sup> toute autre attribution conférée par la législation.

Office de l'état  
civil du Jura<sup>59)</sup>

**Art. 120<sup>36)</sup>** <sup>1</sup> L'Office de l'état civil du Jura est rattaché administrativement au Service de la population.<sup>59)</sup>

<sup>2</sup> Il enregistre les données relatives à l'état civil dans la banque de données centrale Infostar et exécute toutes autres tâches que lui attribue la législation sur l'état civil ou exigées de l'autorité cantonale de surveillance en matière d'état civil.

## SECTION 5 : Police cantonale

Compétences du  
Gouvernement

**Art. 121** Les mesures de police d'exception et d'une certaine gravité sont de la compétence du Gouvernement.

Sections

**Art. 122<sup>42)</sup>** La police cantonale comprend :

- a) le commandement;
- b) la police judiciaire;
- c) la gendarmerie territoriale;
- d) la section opérations-circulation.

Attributions

**Art. 123** La police cantonale a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à la police;
- b)<sup>42)</sup> maintien de la sécurité et de l'ordre publics;
- c) exécution des mandats des autorités judiciaires et administratives;
- d)<sup>42)</sup> formation des membres de la police cantonale;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Etat-major

**Art. 124<sup>42)</sup>** <sup>1</sup> La police cantonale dispose d'un état-major composé :

- a) du commandant de la police cantonale;
- b) du chef de la gendarmerie territoriale, de son adjoint et du chef de la section opérations-circulation;
- c) du chef de la police judiciaire et de son remplaçant;
- d)<sup>61)</sup> du chef de la Section de la protection de la population et de la sécurité.

<sup>2</sup> L'état-major a les attributions suivantes :

- a) conseil et aide au commandant de la police cantonale;
- b) coordination de l'activité au sein de la police cantonale;
- c) propositions sur des sujets qui concernent le corps de police;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Commande-  
ment

**Art. 125<sup>42)</sup>** <sup>1</sup> Le commandant de la police cantonale dirige le service. Il dispose d'un secrétariat.

<sup>2</sup> Les services généraux ont les attributions suivantes :

- a) comptabilité de la police cantonale;
- b) gestion de l'habillement, de l'équipement, de l'armement et des véhicules;
- c) toute autre attribution conférée par la législation ou par le commandant de la police cantonale.

<sup>3</sup> Le responsable de l'informatique a les attributions suivantes :

- a) gestion du parc informatique de la police cantonale, en collaboration avec le service informatique de l'Etat;
- b) développement des programmes spécifiques à la police cantonale, en collaboration avec le service informatique de l'Etat;
- c) mise à jour des systèmes informatiques de la police cantonale;
- d) toute autre attribution conférée par la législation ou par le commandant de la police cantonale.

<sup>4</sup> Le commandement est stationné à Delémont.

Police judiciaire

**Art. 126<sup>42)</sup>** <sup>1</sup> La police judiciaire a les attributions suivantes :

- a) prévention des crimes, des délits et des contraventions;
- b) lutte contre la criminalité;
- c) recherche et identification des auteurs d'infractions;
- d) recherche de personnes, objets et véhicules;
- e) identification judiciaire;
- f) tenue de registres et de fichiers;
- g) gestion des dossiers d'alarmes;
- h) exécution de la législation sur les armes, les explosifs et les entreprises de sécurité;
- i) formation de son personnel;
- j) toute autre attribution conférée par la législation ou par le commandant de la police cantonale.

<sup>2</sup> La police judiciaire est stationnée à Delémont.

Gendarmerie  
territoriale

**Art. 127<sup>42)</sup>** <sup>1</sup> La gendarmerie territoriale a les attributions suivantes :

- a) police d'ordre et de la circulation;
- b) police administrative;
- c) desserte des postes;
- d) police judiciaire en matière de contraventions ou de délits mineurs;
- e) recherche et identification des auteurs d'infractions;
- f) collaboration avec la police judiciaire et la section opérations-circulation;
- g) formation de son personnel;
- h) toute autre attribution conférée par la législation ou par le commandant de la police cantonale.

<sup>2</sup> Les postes desservis par la gendarmerie territoriale sont répartis dans les trois districts.

Section  
opérations-  
circulation

**Art. 128<sup>42)</sup>** La section opérations-circulation a les attributions suivantes :

- a) gestion du central d'engagement et de télécommunications;
- b) élaboration de projets liés aux transmissions;
- c) coordination des différents services d'intervention cantonaux et communaux;
- d) prévention des accidents;
- e) police de la route;
- f) relevés techniques d'accident;
- g) collaboration technique avec la police judiciaire dans le domaine de l'identification judiciaire;
- h) collaboration avec la gendarmerie territoriale;
- i) éducation routière;
- j) formation de son personnel;
- k) toute autre attribution conférée par la législation ou par le commandant de la police cantonale.

Section de la  
protection de la  
population et de  
la sécurité

**Art. 129<sup>43)61)</sup>** <sup>1</sup> La Section de la protection de la population et de la sécurité est rattachée administrativement à la police cantonale.

<sup>2</sup> Elle a les attributions suivantes :

- 1. protection de la population :
  - a) maintien de l'état de préparation à l'alarme;
  - b) secours en cas de catastrophe.
- 2. protection civile :
  - a) incorporation et instruction des personnes astreintes à servir;
  - b) décisions sur les cas d'exemption de servir;
  - c) contrôle des moyens de la protection civile des organisations régionales;

- d) acquisition de l'équipement et du matériel nécessaires au Canton, tenue de l'inventaire, contrôle de l'entreposage et de l'entretien, remise aux communes en cas de besoin;
  - e) contrôle de l'entreposage, de la gestion, de l'entretien et de la distribution de matériel fédéral confié au Canton;
  - f) décisions relatives à l'obligation ou à la libération de l'obligation de construire des abris; gestion de la réalisation des constructions de protection civile, contrôle de leur entretien et de leur usage adéquat;
  - g) tenue de l'état des comptes des contributions de remplacement.
3. affaires militaires :
- a) traitement des affaires concernant la condition militaire des personnes astreintes au service : convocations et dispenses, recrutement, tâches ressortissant à la répression des infractions;
  - b) commandement d'arrondissement;
  - c) administration de la taxe d'exemption de l'obligation de servir;
  - d) toute autre attribution conférée par la législation.

<sup>3</sup> Elle a son siège à Alle.

## SECTION 6 : Office des véhicules

### Attributions

**Art. 130** L'Office des véhicules a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à la circulation routière, au contrôle et à la taxe des véhicules à moteur et des cycles;
- b) contrôle des entreprises autorisées à procéder aux expertises de véhicules à moteur;
- c) délivrance et retrait des permis de circulation;
- d) perception de la taxe des véhicules à moteur et des cycles;
- e) surveillance des examens de conducteurs de véhicules et des moniteurs de conduite;
- f) autorisations d'exercer la profession de moniteur de conduite;
- g) contrôle de l'activité des moniteurs de conduite et des experts aux examens;
- h) délivrance et retrait des permis de conduire;
- i) comptabilité de l'Office des véhicules;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

### Siège et rattachement

**Art. 131** <sup>1</sup> L'Office des véhicules a son siège à Glovelier.

<sup>2</sup> Il est rattaché au même département que la police cantonale.

**SECTION 7 : ...<sup>62)</sup>****Art. 132 à 139<sup>62)</sup>****SECTION 8 : Service des communes**

Département **Art. 140** Le chef du département auquel le Service des communes est rattaché est responsable de la surveillance des affaires communales.

Attributions **Art. 141** Le Service des communes a les attributions suivantes :

- a) surveillance des communes et des syndicats de communes;
- b) approbation, d'entente avec les services et offices concernés, des règlements communaux, à l'exception des règlements d'organisation;
- c) approbation, d'entente avec la Trésorerie générale, des décisions relatives aux emprunts non exclusivement destinés au remboursement ou au renouvellement de dettes d'emprunts existantes, ainsi que des décisions relatives aux cautionnements et sûretés analogues fournis par les communes à des entreprises et à des œuvres d'utilité publique;
- d)<sup>18)</sup> approbation du changement de destination de fondations relevant de la commune et dont l'affectation est fixée dans un acte constitutif au sens de l'article 28 de la loi sur les communes;
- e) examen et contrôle des comptabilités et des situations de caisse des communes en collaboration avec le Contrôle des finances;
- f) conseils et cours de formation à l'intention des édiles communaux;
- g) surveillance des registres des électeurs tenus par les communes, ainsi que des mesures prises par celles-ci en matière d'élections et de votes populaires; collaboration avec la Chancellerie d'Etat dans l'enregistrement des résultats d'élections ou de votes populaires;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Commission **Art. 142** La commission du Fonds de péréquation est adjointe au Service des communes.

**SECTION 9 : Bureau de la condition féminine**

Attributions **Art. 143** <sup>1</sup> Le Bureau de la condition féminine veille à améliorer la condition de la femme dans les domaines suivants : instruction et emploi, formation permanente et recyclage professionnel, information, maternité, travail de la mère au foyer, élaboration et propositions de projets d'équipement pour les enfants dont la mère exerce une activité professionnelle.



<sup>2</sup> Il accomplit toute autre tâche qui lui est conférée par la législation.

Commission  
féminine

**Art. 144** Une commission est rattachée au Bureau de la condition féminine, conformément à la législation spéciale. Celle-ci en fixe la composition et les attributions.

Siège

**Art. 145** Le Bureau de la condition féminine a son siège à Delémont.

## **SECTION 10 : Service de l'informatique**

Attributions

**Art. 146** Le Service de l'informatique a les attributions suivantes :

- a) responsabilité du traitement électronique de l'information;
- b) conseils aux organes de l'administration en matière d'automation et d'informatique;
- c) coordination des efforts tendant à introduire le traitement électronique de l'information dans l'administration;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

## **SECTION 11 : Service du personnel**

Département

**Art. 147** Le chef du département auquel est rattaché le Service du personnel est responsable de la politique du personnel de l'Etat.

Attributions

**Art. 148** Le Service du personnel a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative au personnel de l'Etat;
- b) règlement des questions relatives aux congés, aux indemnisations de suppléance, à l'engagement de temporaires;
- c) études et propositions en vue de la définition d'une politique du personnel de l'Etat, d'entente avec les responsables des diverses unités administratives : classification du personnel, enquêtes, descriptions de fonctions, création de postes, perfectionnement, formation permanente, promotions, occupations accessoires, évaluation de salaires en nature, indemnités kilométriques, etc.; mise en œuvre de cette politique;
- d) collaboration au règlement des cas disciplinaires;
- e) gestion des contrats collectifs d'assurance en cas de maladie et d'assurance-accidents;
- f) relations avec la commission du personnel de l'administration jurassienne;
- g) exercice du droit récursoire de l'Etat en matière de paiement de traitements en cas d'accidents;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Commission **Art. 149** Au Service du personnel est adjointe la commission du personnel de l'administration jurassienne.

## SECTION 12 : Service de la coopération

Compétences du Gouvernement **Art. 150** L'aide humanitaire et la coopération relèvent du Gouvernement.

Attributions **Art. 151** Le Service de la coopération a les attributions suivantes :

- a) conduite et gestion des relations transfrontalières et internationales, bilatérales et multilatérales;
- b) conduite et gestion de la coopération culturelle, technique, humanitaire et de l'aide au développement;
- c) coordination de la politique et des activités du Gouvernement et de l'administration en matière de relations extérieures;
- d) toute autre attribution liée à la coopération et aux relations extérieures ou conférées par la législation.

## CHAPITRE X : Dispositions finales

Pouvoir d'organisation du Gouvernement et de l'administration **Art. 152** <sup>1</sup> Dans les limites de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale et du présent décret, le Gouvernement précise au besoin l'organisation et les compétences des organes de l'administration cantonale.

<sup>2</sup> Le Gouvernement, les chefs de département, le chancelier, les chefs de service et d'office peuvent édicter, sous la forme de circulaires, des prescriptions de détail portant en particulier sur l'organisation et la gestion administratives.

Modification des appellations **Art. 153** <sup>1</sup> Les appellations des départements sont modifiées d'office dans l'ensemble de la législation en fonction de la nouvelle terminologie.

<sup>2</sup> Les modifications se font comme il suit :

- a) le Département de la Justice et de l'Intérieur devient le Département de la Santé et des Affaires sociales en tant que la désignation concerne le domaine de la santé;
- b) le Département de l'Economie publique devient le Département de l'Economie;

- c) le Département de l'Education et des Affaires sociales devient le Département de l'Education en tant que la désignation concerne l'école, le sport, le patrimoine et la culture, et le Département de la Santé et des Affaires sociales en tant que la désignation concerne les affaires sociales;
- d) le Département des Finances et de la Police devient le Département des Finances en tant que la désignation concerne les finances et les contributions.

<sup>3</sup> Pour les renvois non réglés par le présent article, l'appellation se fera en fonction du rattachement départemental du domaine concerné.

#### **Art. 153a**<sup>19)</sup>

Abrogation du  
droit en vigueur

#### **Art. 154** Sont abrogés :

- a) le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 6 décembre 1978;
- b) l'arrêté du Parlement du 3 juillet 1980 concernant la création d'un poste de délégué au développement économique.

Entrée en  
vigueur

#### **Art. 155** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>20)</sup> du présent décret.

Delémont, le 25 octobre 1990

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Mathilde Jolidon  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

<sup>1)</sup> RSJU 172.11

<sup>2)</sup> RSJU 175.1

<sup>3</sup> Nouvelle teneur selon le ch. III du décret du 20 mai 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1992

<sup>4)</sup> Abrogés par le ch. III du décret du 20 mai 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1992

<sup>5)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II de la loi du 21 octobre 1998 sur le tourisme, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999

- 6) Abrogé par l'art. 43, al. 2, de la loi du 19 décembre 1997 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998 (RSJU 915.11)
- 7) Nouvelle teneur selon l'art. 43, al. 2, de la loi du 19 décembre 1997 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998 (RSJU 915.11)
- 8) Nouvelle teneur selon l'art. 27 du décret du 20 mai 1998 sur les forêts, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999 (RSJU 921.111)
- 9) Nouvelle teneur selon l'art. 158 de la loi scolaire du 20 décembre 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1991 (RSJU 410.11)
- 10) Abrogée par l'art. 7 du décret du 21 juin 2000 portant exécution de la loi fédérale sur les armes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2000
- 11) RSJU 611
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000
- 13) Titre introduit par le ch. I du décret du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000
- 14) Abrogé par le ch. I du décret du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. II du décret sur le service de l'état civil du 13 décembre 1995, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996
- 16) Introduite par l'art. 7 du décret du 21 juin 2000 portant exécution de la loi fédérale sur les armes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2000
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 20 novembre 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997
- 18) RSJU 190.11
- 19) Introduit par le ch. I du décret du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Abrogé par le ch. I du décret du 16 mai 2001
- 20) 15 janvier 1991
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2001
- 22) Abrogé par le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2001
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. I. du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001
- 24) Nouvelle teneur selon l'art. 158 de la loi scolaire du 20 décembre 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1991 (RSJU 410.11). Nouvelle teneur selon le ch. I. du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001.
- 25) Introduit par le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2001
- 26) Abrogé(e) par le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002
- 27) Introduit par le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002
- 28) Nouvelle teneur selon le ch. III du décret du 20 mai 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1992. Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2002
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2002
- 30) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2002
- 31) Nouvelle teneur selon l'art. 158 de la loi scolaire du 20 décembre 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1991 (RSJU 410.11). Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 26 juin 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2002.
- 32) Introduit(e) par le ch. I du décret du 26 juin 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2002
- 33) Abrogé par le ch. I du décret du 26 juin 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2002
- 34) Nouvelle dénomination selon l'art. 23 du décret du 25 avril 2001 sur le service de l'état civil, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003
- 35) Nouvelle teneur selon l'art. 23 du décret du 25 avril 2001 sur le service de l'état civil, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003

- 36) Nouvelle teneur selon le ch. II du décret sur le service de l'état civil du 13 décembre 1995, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996. Nouvelle teneur selon l'art. 23 du décret du 25 avril 2001 sur le service de l'état civil, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 20 septembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 37) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 28 août 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003
- 38) Abrogé(e)s par le ch. I du décret du 28 août 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003
- 39) Nouvelle dénomination selon le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2003
- 40) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2003
- 41) Abrogé(e)s par l'article 26, alinéa 4, de la loi du 19 mai 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale (RSJU 915.11), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2004
- 42) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 4 décembre 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 43) Abrogé par le ch. I du décret du 4 décembre 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 44) Nouvelle teneur selon l'article 22 de la loi du 24 mai 2006 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2006 (RSJU 412.01)
- 45) Abrogé(e)s par l'article 22 de la loi du 24 mai 2006 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2006 (RSJU 412.01)
- 46) Introduit(e) par l'article 22 de la loi du 24 mai 2006 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2006 (RSJU 412.01)
- 47) Titre introduit par l'article 22 de la loi du 24 mai 2006 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2006 (RSJU 412.01)
- 48) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 22 novembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 49) Abrogé(e)s par le ch. I du décret du 22 novembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 50) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 51) Abrogé(e) par le ch. I du décret du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 52) Nouvelle teneur selon le ch. III de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 53) Nouvelle dénomination selon l'art. 78 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale (RSJU 850.1), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002
- 54) Abrogé(e) par le ch. II, alinéa 2, de la loi du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2007
- 55) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 56) Abrogé(e) par le ch. I du décret du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 57) Introduite par le ch. I du décret du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 58) Titre abrogé par le ch. I du décret du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 59) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 21 novembre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 60) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 21 mai 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 61) Introduit(e) par le ch. I du décret du 19 décembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009
- 62) Abrogé(e)s par le ch. I du décret du 19 décembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009
- 63) Abrogée par le ch. I du décret du 18 février 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009

- <sup>64)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 18 février 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- <sup>65)</sup> Introduite par le ch. I du décret du 18 février 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- <sup>66)</sup> Abrogée par le ch. I du décret du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- <sup>67)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009

## TABLE DES MATIERES

Article

### CHAPITRE PREMIER : Délibérations du Gouvernement

Séances et convocations .....	1
Publicité .....	2
Préparation et présidence des séances.....	3
Autres participants .....	4
Quorum.....	5
Procédure de vote .....	6
Majorité .....	7
Procédures spéciales .....	8
Procès-verbal.....	9
Signature .....	10
Règlement du Gouvernement.....	11
Réserve du Code de procédure administrative.....	12

### CHAPITRE II : Organisation de l'administration cantonale

Organisation générale .....	13
Siège .....	14
Secrétariat .....	15
Départements .....	16

### CHAPITRE III : Département de la Santé et des Affaires sociales

#### SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du Gouvernement .....	17
Attributions du chef du Département .....	18
Unités administratives.....	19

#### SECTION 2 : Service de la santé

Attributions.....	20
Médecin cantonal.....	21
Pharmacien cantonal .....	22
Chimiste cantonal .....	23
Administrateur des unités de soins psychiatriques .....	24
Conseil de la santé publique.....	27
Commission.....	28

**SECTION 3 : Service de l'aide sociale**

Attributions .....	29
Commission .....	30

**SECTION 4 : Office des assurances sociales**

Attributions .....	31
Siège .....	32
Commissions.....	33

**CHAPITRE IV : Département de l'Economie****SECTION 1 : Dispositions générales**

Attributions du Gouvernement.....	34
Attributions du chef du Département.....	35
Unités administratives .....	36

**SECTION 2 : Service de l'économie**

Attributions .....	37
Commission .....	38
Bureau du développement économique.....	39

**SECTION 3 : Service des arts et métiers et du travail**

Attributions .....	40
Commissions.....	41

**SECTION 4 : Service de la formation professionnelle**

(articles 42 et 43 abrogés)

**SECTION 5 : Service de l'économie rurale**

Attributions .....	44
Commissions.....	45
(articles 46 à 48 abrogés)	



**SECTION 6 : Service vétérinaire**

Attributions.....	49
-------------------	----

**CHAPITRE V : Département de l'Environnement et de l'Equipement****SECTION 1 : Dispositions générales**

Attributions du Gouvernement .....	50
Attributions du chef du Département .....	51
Unités administratives.....	52

**SECTION 2 : Service de l'aménagement du territoire**

Attributions.....	53
Section des permis de construire.....	53a
Commission.....	54

**SECTION 3 : Office de l'environnement**

Attributions.....	55
(article 56 abrogé)	
Commissions .....	57

**SECTION 4 : ... (titre abrogé)**

(article 58 abrogé)	
Arrondissement forestier.....	59
Sièges.....	60

**SECTION 5 : Service des ponts et chaussées**

Attributions.....	61
Organisation régionale.....	62

**SECTION 6 : Service des constructions et des domaines**

Attributions.....	63
Section des permis de construire.....	64

**SECTION 7 : Service des transports et de l'énergie**

Attributions.....	65
-------------------	----

**CHAPITRE VI : Département de la Formation, de la Culture et des Sports****SECTION 1 : Dispositions générales**

Attribution du Gouvernement .....	66
Attributions du chef du Département.....	67
Unités administratives .....	68
Conseil scolaire.....	68a
Conseil de la formation .....	68b

**SECTION 2 : Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire**

Attributions .....	69
Commissions.....	70

**SECTION 2<sup>BIS</sup> : Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire**

Attributions .....	71
Section des bourses.....	72
Commissions.....	72a

**SECTION 2<sup>TER</sup> : Centre jurassien d'enseignement et de formation**

Attributions .....	72b
Siège.....	72c
Commissions.....	72d

**SECTION 3 : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire**

Attributions .....	73
Siège .....	73a
Commission .....	73b

**SECTION 4 : Office de la culture**

Attributions .....	74
Siège.....	75
Commissions.....	76

**SECTION 5 : Office des sports**

Attributions .....	77
Siège.....	78
Commissions.....	79

## **SECTION 6 : Délégué aux affaires culturelles** (articles 80 et 81 abrogés)

## **CHAPITRE VII : Département des Finances**

### **SECTION 1 : Dispositions générales**

Attributions du Gouvernement .....	82
Attributions du chef du Département .....	83
Unités administratives.....	84

### **SECTION 2 : Trésorerie générale**

Attributions.....	85
-------------------	----

### **SECTION 3 : Service des contributions**

Subdivisions.....	87
Attributions.....	88
Commissions .....	89
Section des personnes physiques .....	90
Bureau des personnes morales et des autres impôts.....	91
Siège .....	92
Section de gestion et de coordination.....	93
Recettes et Administrations de district.....	94

### **SECTION 4 : Contrôle des finances**

Statut .....	95
Surveillance .....	96
Attributions.....	97
Liaison avec la commission parlementaire de gestion et des finances.....	98

## **CHAPITRE VIII : Chancellerie d'Etat**

### **SECTION 1 : Dispositions générales**

Attributions du Gouvernement et du président.....	99
Unités administratives.....	100

### **SECTION 2 : Chancellerie proprement dite**

Attributions.....	101
Conseil consultatif des Jurassiens de l'extérieur .....	102

**SECTION 3 : Secrétariat du Parlement**  
(article 103 abrogé)

**SECTION 4 : Economat cantonal**

Attributions .....	104
--------------------	-----

**SECTION 5 : Service de l'information et de la documentation**

Attributions .....	105
--------------------	-----

**SECTION 6 : Bureau de la statistique**  
(article 106 abrogé)

**SECTION 7 : Délégué à l'information et aux relations publiques**  
(article 107 abrogé)

**CHAPITRE IX : Services mobiles**

**SECTION 1 : Service juridique**

Attributions .....	108
Commission .....	109
Service de renseignements juridiques .....	110

**SECTION 2 : Service de l'inspection et de l'exécution des peines**  
(articles 111 à 113 abrogés)

**SECTION 2 bis : Service du registre foncier et du registre du commerce**

Organisation .....	114
Attributions .....	115

**SECTION 3 : Office des poursuites et faillites**

Office des poursuites et faillites .....	117
Registre de l'engagement du bétail et des pactes de réserve de propriété .....	118

**SECTION 4 : Service de l'état civil et des habitants**

Service de la population .....	119
Office de l'état civil du Jura .....	120

**SECTION 5 : Police cantonale**

Compétences du Gouvernement .....	121
Sections .....	122
Attributions .....	123
Etat-major .....	124
Commandement .....	125
Police judiciaire .....	126
Gendarmerie territoriale .....	127
Section opérations-circulation .....	128
Section de la protection de la population et de la sécurité .....	129

**SECTION 6 : Office des véhicules**

Attributions .....	130
Siège et rattachement .....	131

**SECTION 7 : Service de la sécurité et de la protection**

(articles 132 à 139 abrogés)

**SECTION 8 : Service des communes**

Département .....	140
Attributions .....	141
Commission .....	142

**SECTION 9 : Bureau de la condition féminine**

Attributions .....	143
Commission féminine .....	144
Siège .....	145

**SECTION 10 : Service de l'informatique**

Attributions .....	146
--------------------	-----

**SECTION 11 : Service du personnel**

Département .....	147
Attributions .....	148
Commission .....	149

**SECTION 12 : Service de la coopération**

Compétences du Gouvernement .....	150
Attributions .....	151

**CHAPITRE X : Dispositions finales**

Pouvoir d'organisation du Gouvernement et de l'administration.....	152
Modification des appellations .....	153
Abrogation du droit en vigueur .....	154
Entrée en vigueur.....	155

## **Directives relatives au soutien en matière de formation et de perfectionnement professionnels du personnel de l'Etat**

du 29 mai 2007

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 14 de la loi du 26 octobre 1978 sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>[1\)](#)</sup>,

vu les articles 15, 16 et 18 du décret du 6 décembre 1978 portant application de la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>[2\)](#)</sup>,

*arrête :*

### **I. INTRODUCTION**

Les termes utilisés dans les présentes directives pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

- a) La qualité des prestations de l'administration cantonale dépend de manière prioritaire des qualités professionnelles et personnelles de ses collaborateurs.
- b) Le développement permanent de leurs compétences est garant de la capacité des services à s'adapter et à anticiper l'évolution constante de leurs missions.
- c) La formation est un facteur clé de la qualité des prestations et de l'efficacité de l'administration.
- d) Dans le but de promouvoir la formation continue du personnel, l'Etat peut soutenir, de cas en cas et sur demande particulière, des collaborateurs engagés dans une formation de longue durée ou une spécialisation.
- e) La formation ne vise pas nécessairement des changements d'orientation dans la carrière professionnelle, mais une adaptation et une amélioration de la qualité des prestations.

## **II. DEFINITION**

On distingue deux types de formation :

- a) La formation définie en fonction du besoin général :  
le besoin général de formation découle des exigences professionnelles et personnelles auxquelles les collaborateurs doivent satisfaire pour remplir avec compétence leurs tâches présentes et futures.
- b) La formation définie en fonction des besoins découlant de projets individuels :  
les besoins individuels de formation dépendent de la manière dont les collaborateurs conçoivent leur développement professionnel et personnel.

## **III. PRINCIPES FONDAMENTAUX**

- a) Les supérieurs hiérarchiques sont responsables du développement des compétences et de "l'employabilité" de leurs collaborateurs.
- b) Chaque collaborateur, en fonction de sa mission, a le droit de participer régulièrement à des journées de formation continue.
- c) Chaque collaborateur doit requérir, de manière anticipée, l'autorisation de son supérieur hiérarchique pour suivre toute formation. Les chefs de service et les magistrats requièrent l'autorisation de leur chef de département.
- d) Les modalités de soutien en matière de formation sont définies dans les présentes directives. Les chefs de service et les chefs de département sont responsables de leur application. Le Service du personnel est informé de chaque situation et veille à une application équitable au sein des différentes unités administratives.
- e) Les mesures destinées à couvrir le besoin général de formation ont la priorité sur celles destinées à satisfaire les besoins découlant de projets individuels.
- f) L'employeur et l'employé s'investissent dans les projets de formation. L'employeur, par ses différents services, soutient et encadre les collaborateurs afin de mettre en application les compétences développées. L'employé participe activement au processus de formation. Il partage et transmet ses compétences dans le but d'améliorer l'efficacité au travail.



#### IV. MODALITES DE SOUTIEN

##### a) <sup>3)</sup> Du point de vue du temps :

- Avec l'accord de son supérieur hiérarchique et du Service du personnel, le personnel peut bénéficier, en fonction du type et du lieu de formation, d'un total maximal de 10 jours payés, par année, destinés à sa formation. Au-delà des 10 jours par an, l'employé peut demander au Gouvernement, avec un préavis du chef de service, respectivement du chef de département, et du Service du personnel, des congés payés ou non payés ou encore une réduction de son temps de travail.

Tout octroi de congés payés par le Gouvernement fait l'objet d'un arrêté réglant les conditions de remboursement en cas de départ anticipé ou d'arrêt de la formation.

- Une journée de formation, indépendamment du taux d'occupation, est comptabilisée à raison de 8h12, quel que soit le lieu de la formation. Une demi-journée est comptabilisée à raison de 4h06.

##### b) Du point de vue des finances de cours :

- L'éventuelle prise en charge du financement des cours n'a lieu qu'avec l'accord du Service du personnel et du service auquel est rattaché le collaborateur en recourant au budget de formation continue dudit service. Tout financement au-delà de 3 000 francs (dépenses prises en charge au sens de la lettre d) fait l'objet d'un arrêté réglant les conditions de remboursement en cas de départ anticipé ou d'arrêt de la formation.<sup>3)</sup>
- Les taxes d'examen peuvent être prises en charge selon les mêmes modalités que les finances de cours.
- Les frais de déplacement, de repas et/ou d'hôtel sont indemnisés de la même manière qu'un déplacement professionnel.

##### c) Répartition entre l'employeur et l'employé :

- Les cours indispensables à l'exercice de la fonction sont pris en charge intégralement par l'employeur.
- Les cours présentant un intérêt tant pour l'employeur que pour l'employé sont soutenus au minimum à 50 % par l'employeur. En cas d'intérêt manifeste et prépondérant de l'Etat en fonction de la mission de la personne et du type de formation, le Gouvernement peut, sur préavis du chef de service, respectivement du chef de département, de la personne demanderesse et du Service du personnel, décider la prise en charge jusqu'à 75 %. En principe, le pourcentage de prise en charge s'applique tant aux frais de formation qu'au temps mis à disposition.<sup>3)</sup>

- Les cours ne présentant pas d'intérêt pour l'employeur ne font l'objet d'aucune prise en charge par celui-ci, ni financière, ni par bonification de temps de travail. L'employeur peut cependant accorder des congés non payés dans la mesure où l'organisation du service le permet.
- d) Dépenses prises en charge :
- Les dépenses qui peuvent être prises en charge par l'Etat sont : les frais de cours, les taxes d'examen, les frais de déplacement et/ou d'hébergement, le nombre de jours octroyés.
- e) Décompte de frais :
- L'employé qui suit une formation ayant fait l'objet d'une décision du Gouvernement présente un décompte de frais à l'aide de la formule ad hoc. Les frais des autres formations sont reportés sur le décompte de frais habituel.

## V. CONDITIONS DE REMBOURSEMENT EN CAS DE DEPART

- a) L'employé s'engage à rester, dès la fin de sa formation, quelle que soit l'issue de celle-ci, au service de l'Etat proportionnellement aux dépenses investies par celui-ci (y compris le salaire et les charges sociales). L'échelle ci-dessous est applicable :

Dépenses prises en charge	Durée obligatoire de l'emploi post-formation
jusqu'à 3 000 francs	--
de 3 001 à 8 000 francs	12 mois
de 8 001 à 14 000 francs	24 mois
de 14 001 à 20 000 francs	36 mois
de 20 001 à 30 000 francs	48 mois
plus de 30 000 francs	selon entente

- b) En cas de départ anticipé, l'employé rembourse les frais engagés par l'employeur proportionnellement à la durée obligatoire d'emploi post-formation non effectuée.
- c) L'employé qui interrompt sa formation sans juste motif est tenu au remboursement de la somme investie par l'employeur.

- d) L'Etat renonce totalement ou partiellement au remboursement, lorsque la formation ou l'activité professionnelle doit être interrompue pour des raisons de force majeure (changement fondamental dans l'organisation familiale, maladie, accident, invalidité, ...).

## **VI. ARBITRAGE ET SITUATIONS DE DESACCORD**

Le Gouvernement décide souverainement dans les cas de désaccord.

## **VII. CONTRÔLE ET SUIVI**

Le Service du personnel contrôle le respect des décisions du Gouvernement en matière de décompte de temps et, en collaboration avec la Trésorerie générale, les décomptes financiers spécifiques selon la formule ad hoc.

## **VIII. ENTREE EN VIGUEUR**

Les présentes directives entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2007.

Delémont, le 29 mai 2007

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Laurent Schaffter  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) RSJU 173.11

2) RSJU 173.111

3) Nouvelle teneur selon le ch. I des directives du 1<sup>er</sup> décembre 2009



**Arrêté**  
**concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie**

du 12 janvier 2010

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 2, 3 et 3a du décret du 3 juillet 1980 concernant l'adaptation du traitement des magistrats, fonctionnaires, enseignants et employés de la République et Canton du Jura à l'évolution du coût de la vie<sup>1)</sup>,

considérant que l'indice suisse des prix à la consommation a atteint 103,6 points en décembre 2009, sur la base de l'indice de décembre 2005,

considérant que la condition d'octroi d'une allocation de renchérissement se trouve ainsi réalisée,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> Une allocation de renchérissement de 0,19 % est allouée, dès janvier 2010.

<sup>2</sup> Cette allocation compense partiellement le renchérissement total de 3,6 % enregistré à partir de l'indice 100 des prix à la consommation de décembre 2005.

**Art. 2** Le présent arrêté prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Delémont, le 12 janvier 2010

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

<sup>1)</sup> RSJU 173.413



**Ordonnance  
concernant les indemnités pour dépenses spéciales  
accordées aux membres de la police cantonale et aux  
géôliers**

du 18 décembre 1979

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 5, lettre d, et 32 de la loi du 26 octobre 1978 sur la police cantonale<sup>1)</sup>,

vu les articles 35, 37, alinéa 2, et 38, alinéa 3, de l'ordonnance d'exécution de la loi sur la police cantonale du 6 décembre 1978,

vu l'article 13 du décret du 6 décembre 1978 concernant le traitement des magistrats et fonctionnaires de la République et Canton du Jura<sup>2)</sup>,

*arrête :*

**CHAPITRE PREMIER : Indemnités accordées aux membres de la  
police cantonale**

**Article premier**<sup>3)</sup> <sup>1</sup> Une indemnité annuelle pour inconvénients de service fixée à 2 110 francs est versée à chacun des membres de la police cantonale.

<sup>2</sup> Un supplément de 1 170 francs est accordé aux agents de la police de sûreté.

<sup>3</sup> Les indemnités qui précèdent sont adaptées à l'indice OFIAMT de 100 points de décembre 1982.

<sup>4</sup> Elles seront adaptées à l'évolution du coût de la vie selon les modalités appliquées aux traitements des magistrats, fonctionnaires, employés et enseignants de la République et Canton du Jura.

**Art. 2** L'Etat prend à sa charge les frais de l'abonnement téléphonique obligatoire.

**Art. 3**<sup>17)</sup>

**Art. 4<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> L'indemnité de logement est fixée de la manière suivante :

- a) 300 francs par mois pour une personne mariée;
- b) 120 francs par mois pour une personne célibataire.

<sup>2</sup> Les indemnités qui précèdent sont adaptées à l'indice OFIAMT de 100 points de décembre 1982.

<sup>3</sup> Elles seront adaptées à l'évolution du coût de la vie selon les modalités appliquées aux traitements des magistrats, fonctionnaires, employés et enseignants de la République et Canton du Jura.

<sup>4</sup> Pour les logements de service, un loyer à déterminer de cas en cas sera perçu, l'indemnité prévue à l'alinéa 1 subsistant.

**Art. 5<sup>7)</sup>** <sup>1</sup> Pour les frais de pension des chiens de police, un montant de 1 000 francs est versé annuellement.

<sup>2</sup> Ce montant correspond à l'indice OFIAMT de 109,5 points du 1<sup>er</sup> juillet 1987. Il est indexé selon les principes fixés à l'article premier, alinéas 3 et 4.

**Art. 6<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Pour les frais de déménagement, un montant maximum de 800 francs, selon facture, est accordé.

<sup>2</sup> Une subvention allant jusqu'à 500 francs est également octroyée au vu des inconvénients résultant d'un déménagement imposé.

**Art. 7<sup>17)</sup>**

**Art. 8** Les membres de la police ont droit à cinq jours de repos supplémentaires par année, jours à prendre entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 30 avril.<sup>18)</sup>

**Art. 9** Les indemnités prévues aux articles 1<sup>er</sup> et 4 sont versées mensuellement, celles de l'article 2 semestriellement.

**Art. 10<sup>4)</sup>** <sup>1</sup> Sous réserve de l'alinéa 2 ci-après, les dispositions de l'ordonnance concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>11)</sup> sont applicables.



<sup>2</sup> Lorsqu'un agent est en service commandé d'au moins quatre heures, entre 20 heures et 6 heures, il a droit à une indemnité de subsistance de nuit de 15 francs.<sup>8)</sup>

## **CHAPITRE II : Indemnités supplémentaires accordées aux geôliers, à leurs remplaçants et aux agents escortant les détenus**

### **SECTION 1 : Indemnités supplémentaires aux geôliers et à leurs remplaçants**

**Art. 11**<sup>12)</sup> <sup>1</sup> Les geôliers titulaires des prisons de Delémont, Porrentruy et des Franches-Montagnes ont droit, pour les repas servis aux détenus, à un montant équivalant à celui qu'ils versent à l'hôpital préparant lesdits repas.

<sup>2</sup> Pour chaque fouille accomplie, une femme étrangère au corps de police a droit à une indemnité forfaitaire de 25 francs.

**Art. 12**<sup>12)</sup> Un titulaire ou son remplaçant a droit à une indemnité journalière de 20 francs lorsqu'il assume seul le service à la prison et pour autant que celle-ci soit occupée.

**Art 12a**<sup>13)</sup> <sup>1</sup> Les indemnités prévues aux articles 11 et 12 s'entendent à l'indice OFIAMT de 100 points du 1<sup>er</sup> janvier 1983.

<sup>2</sup> Elles seront adaptées à l'évolution des coûts de la vie selon les modalités appliquées aux traitements des magistrats, fonctionnaires, employés et enseignants de la République et Canton du Jura.

### **SECTION 2 : Indemnités d'escorte**

**Art. 13** <sup>1</sup> Les geôliers, leurs remplaçants ou les agents escortant les détenus en dehors du Canton ont droit à l'indemnité suivante :

- |   |             |
|---|-------------|
| – pour les trente premiers kilomètres parcourus par chemin de fer ou en voiture | 40 centimes |
| – pour chaque kilomètre supplémentaire  | 25 centimes |
| – par kilomètre de route parcouru à pied  | 1,10 francs |

mais au minimum 9 francs et au maximum 53 francs.<sup>14)</sup>

<sup>2</sup> Pour le calcul de cette indemnité, seuls sont pris en considération les kilomètres correspondant au voyage aller.

**Art. 14** <sup>15)</sup>

### **SECTION 3 : Notes de frais**

**Art. 15** Les notes de frais concernant les indemnités prévues dans le présent chapitre sont examinées et transmises conformément aux articles 12 et 13 de l'ordonnance concernant le remboursement des dépenses des magistrats et fonctionnaires. <sup>16)</sup>

### **CHAPITRE III : Dispositions finales**

**Art. 16** <sup>1</sup> La présente ordonnance entre en vigueur immédiatement.

<sup>2</sup> Elle abroge l'arrêté du 5 juillet 1979.

Delémont, le 18 décembre 1979

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le chancelier : Joseph Boinay

<sup>1)</sup> RSJU 551.1

<sup>2)</sup> RSJU 173.411

<sup>3</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 19 mars 1985, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 1985

<sup>4)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 28 février 1989, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 1989

<sup>5)</sup> Ordonnance abrogée. Il y a lieu de se référer à l'ordonnance du 21 mai 1991 concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura (RSJU 173.461)

- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 octobre 1989, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 25 août 1987, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 juillet 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1992
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1981, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1980
- 10) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1981, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1980
- 11) RSJU 173.461
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 6 juillet 1993, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 1993
- 13) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 2 septembre 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1987
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 25 juin 1991, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 1991
- 15) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 2 septembre 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1987
- 16) Actuellement art. 11 et 12 de l'ordonnance du 21 mai 1991 concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura (RSJU 173.461)
- 17) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 26 janvier 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 18) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 26 janvier 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010



**Loi  
de procédure et de juridiction administrative et  
constitutionnelle  
(Code de procédure administrative)**

du 30 novembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 6, 7, 9, 56, 92, alinéa 2, lettre l, 99, 102, lettre c, 103, alinéa 1, lettres a et d, 104 et 107 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

**TITRE PREMIER : Dispositions générales**

**CHAPITRE PREMIER : Champ d'application et définitions**

Principe

**Article premier** Le présent Code régit la procédure à suivre dans les affaires qui doivent être réglées par des décisions :

- a) d'autorités administratives;
- b) d'instances de la juridiction administrative;
- c) de la Cour constitutionnelle.

Décision

**Art. 2** <sup>1</sup> Sont considérées comme des décisions au sens de l'article premier, les mesures prises par les autorités dans des cas d'espèce, fondées sur le droit public fédéral, intercantonal, cantonal et communal et ayant pour objet :

- a) de créer, de modifier ou d'annuler des droits ou des obligations;
- b) de constater l'existence, l'inexistence ou l'étendue de droits ou d'obligations;
- c) de rejeter ou de déclarer irrecevables des demandes tendant à créer, modifier, annuler ou constater des droits ou obligations.

<sup>2</sup> Sont également considérées comme telles les décisions préjudicielles et incidentes, les décisions sur opposition et sur recours, les décisions prises en matière de revision et d'interprétation et les décisions en matière d'exécution.

<sup>3</sup> Lorsqu'une autorité refuse sans raison de statuer ou tarde à se prononcer, son silence est assimilé à une décision. L'article 125 est réservé.

<sup>4</sup> Lorsqu'une autorité rejette ou invoque des prétentions à faire valoir par voie d'action, sa déclaration n'est pas tenue pour une décision. Sont réservées les dispositions relatives à l'action de droit administratif (art. 146 et suivants).

#### Autorités administratives

**Art. 3** Sont réputés autorités administratives, qu'ils statuent en première instance ou sur opposition :

- a) les organes de l'administration du Canton et des districts;
- b) les organes des communes (art. 120 de la Constitution cantonale), des sections de commune et syndicats de communes;
- c) les organes des autres collectivités et établissements de droit public;
- d) les personnes et organismes privés chargés de l'accomplissement de tâches publiques.

#### Juridiction administrative

**Art. 4** <sup>1</sup> Sont réputés instances ordinaires de la juridiction administrative :

- a) le juge administratif<sup>2)</sup>;
- b) la Cour administrative.

<sup>2</sup> Sont réputés instances spéciales de la juridiction administrative :

- a) le Gouvernement statuant sur recours;
- b) la Commission cantonale des recours en matière d'impôts;
- c) d'autres instances prévues par la loi.

#### Juridiction constitutionnelle

**Art. 5** <sup>1</sup> La juridiction constitutionnelle ressortit à la Cour constitutionnelle (art. 177 et suivants).

<sup>2</sup> Elle s'exerce en outre sous la forme du contrôle préalable prévu à l'article 71.

#### Inapplicabilité

**Art. 6** Le présent Code n'est pas applicable :

- a) aux actes de portée purement interne à l'administration, notamment aux ordres de service de cette nature;
- b) aux procédures pénales administratives et aux actes de police judiciaire;
- c) en matière de personnel administratif, aux procédures de première instance relatives à la création initiale des rapports de service et aux promotions; s'appliquent toutefois en ces cas les articles 20 à 43, 58, 87, 91, 208 à 212;

- d) aux procédures de première instance dans les épreuves d'examens; s'appliquent toutefois en ces cas les articles 20 à 43, 58, 86 et 87, 91, 208 à 212;
- e) aux procédures de première instance dans les affaires administratives dont la nature exige qu'elles soient réglées sur-le-champ par une décision immédiatement exécutoire; s'appliquent toutefois en ces cas les articles 20 à 43, 58, 91, 208 à 212.

Prescriptions  
complémentaires

**Art. 7** Les dispositions du droit cantonal qui règlent une procédure plus en détail sont applicables en tant qu'elles ne dérogent pas au présent Code.

Prescriptions  
spéciales

**Art. 8** <sup>1</sup> Sont réservées les prescriptions de procédure du droit fédéral.

<sup>2</sup> Les prescriptions de droit cantonal qui dérogent au présent Code ne sont applicables que dans la mesure où leur maintien est imposé par la nature particulière de la matière.

Applicabilité aux  
Eglises

**Art. 9** Le présent Code est applicable aux décisions prises par les Eglises reconnues, leurs paroisses et les organismes qui en dépendent, dans la mesure prévue par l'article 39 de la loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat<sup>3)</sup>. Les articles 160, lettre c, 166, lettre c, 167, lettre d, et 198, alinéa 1, lettre b, et alinéa 2, sont réservés.

## CHAPITRE II : Parties et mandataires

Qualité de partie

**Art. 10** Ont qualité de partie au sens du présent Code :

- a) les personnes physiques ou morales dont la situation juridique est ou pourrait être atteinte par la décision à prendre;
- b) les autres personnes, organisations et autorités qui disposent d'un moyen de droit contre la décision;
- c) l'autorité qui a pris la décision attaquée.

Appel en cause

**Art. 11** <sup>1</sup> L'autorité peut, d'office ou sur requête, appeler en cause les personnes dont la situation juridique est susceptible d'être affectée par l'issue de la procédure.

<sup>2</sup> L'appel en cause est obligatoire à l'égard d'un tiers connu de l'autorité et dont la situation juridique sera certainement affectée par l'issue de la procédure.

<sup>3</sup> L'autorité donne connaissance à l'appelé en cause des allégués et conclusions des parties et lui impartit un délai pour se déterminer à leur sujet et faire valoir ses propres moyens. De même, les parties sont invitées à se prononcer sur les allégués et conclusions de l'appelé en cause.

<sup>4</sup> La décision est opposable à l'appelé en cause, que celui-ci ait pris part ou non à la procédure, le cas échéant avec suite de frais et dépens.

Jonction

**Art. 12** L'autorité peut, d'office ou sur requête, joindre en une même procédure des affaires qui se rapportent à une situation identique ou à une cause juridique commune. Pour le surplus, les dispositions relatives à la consorité s'appliquent.

Conсорité et  
disjonction

**Art. 13**<sup>29)</sup> Les dispositions de procédure civile relatives à la consorité et à la disjonction des affaires s'appliquent par analogie.

Mutation de  
parties

**Art. 14** Une mutation de parties est admissible lorsque, à teneur du droit matériel, un tiers peut succéder aux droits ou obligations d'une partie. L'autorité en avise les autres parties.

Capacité d'ester

**Art. 15** <sup>1</sup> A capacité d'ester en procédure administrative toute partie qui, à teneur du droit privé ou du droit public, peut agir personnellement ou par un mandataire de son choix.

<sup>2</sup> La partie qui ne possède pas la capacité d'ester agit par son représentant légal.

Représentation  
et assistance

**Art. 16** <sup>1</sup> La partie peut se faire représenter dans toutes les phases de la procédure, à moins qu'elle ne doive agir personnellement en vertu de la loi ou pour les besoins de l'instruction. Elle peut également se faire assister. Le mandataire doit avoir le plein exercice des droits civils.

<sup>2</sup> L'autorité peut exiger du mandataire qu'il justifie de ses pouvoirs par une procuration écrite.

<sup>3</sup> Tant que la partie ne révoque pas la procuration, l'autorité adresse ses communications au mandataire.



## Mandataires

**Art. 17** <sup>1</sup> Peuvent agir comme mandataires dans les affaires soumises à la Cour administrative, à la Cour constitutionnelle et au juge administratif :

- a) les avocats pratiquant le barreau en vertu de la loi concernant la profession d'avocat<sup>5)</sup>;
- b) les mandataires professionnellement qualifiés pour la cause dont il s'agit, notamment dans le domaine des assurances sociales, des affaires fiscales et en matière d'estimation; la liste en est établie par la Cour administrative.<sup>23)</sup>

<sup>2</sup> Les collectivités et autres personnes publiques peuvent aussi se faire représenter et assister par des membres de leurs autorités ou organes, voire par un fonctionnaire dûment mandaté.

## Droit à l'assistance judiciaire

**Art. 18** <sup>1</sup> La partie qui ne dispose pas de ressources suffisantes pour subvenir aux frais d'une procédure de caractère juridictionnel, sans se priver du nécessaire, elle et sa famille, a droit à l'assistance judiciaire, à condition que sa démarche ne paraisse pas d'emblée vouée à l'échec.

<sup>2</sup> Si l'assistance par un mandataire est nécessaire pour la conduite de la procédure, un avocat ou un autre mandataire autorisé est désigné d'office à la partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire.

<sup>3</sup> L'assistance judiciaire peut être demandée ou accordée uniquement pour les frais de procédure ou pour l'assistance par un mandataire d'office ou encore pour des actes déterminés de procédure.

<sup>4</sup> Si des circonstances particulières le justifient, le bénéfice de l'assistance peut être exceptionnellement accordé dans les procédures se déroulant devant les autorités administratives statuant en première instance ou sur opposition.

<sup>5</sup> Les conséquences financières de l'assistance judiciaire sont réglées par les articles 232 et 233.

<sup>6</sup> La requête d'assistance judiciaire est adressée à l'autorité appelée à statuer. Elle est présentée conformément aux dispositions de la procédure civile.<sup>29)</sup>

<sup>7</sup> L'assistance judiciaire est retirée par l'autorité saisie, si l'une des conditions de son octroi vient à disparaître en cours de procédure.

Convenances

**Art. 19** <sup>1</sup> Les parties et leurs mandataires, ainsi que les tiers s'abstiennent de procéder de mauvaise foi et de troubler la marche d'une affaire, en usant notamment de moyens manifestement dilatoires. Les propos inconvenants à l'égard de la partie adverse, de tiers ou d'autorités sont interdits et partant éliminés des pièces de procédure.

<sup>2</sup> L'autorité peut infliger au contrevenant une réprimande ou une amende disciplinaire jusqu'à 1 000 francs.<sup>[26\)](#)</sup>

### CHAPITRE III : Principes de l'activité administrative

Légalité

**Art. 20** <sup>1</sup> Dans son action, l'autorité est liée par la Constitution, la loi et les principes du droit.

<sup>2</sup> Toute décision administrative doit reposer sur une base légale suffisante. Demeurent réservés les cas d'urgence et de nécessité.

Opportunité

**Art. 21** L'autorité exerce le pouvoir d'appréciation qui lui est reconnu, en se fondant sur des critères objectifs et raisonnables. Elle recherche et choisit la mesure la plus appropriée aux circonstances.

Intérêt public

**Art. 22** L'autorité ne peut intervenir et notamment porter atteinte aux droits des particuliers ou leur imposer des obligations que dans la mesure où l'intérêt public le justifie.

Pesée des intérêts

**Art. 23** Dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation, l'autorité évalue l'importance respective des intérêts publics et privés en cause. Elle les met en balance pour déterminer ceux qui doivent l'emporter.

Proportionnalité

**Art. 24** <sup>1</sup> L'autorité prend les mesures nécessaires et aptes à atteindre le but recherché. Une relation appropriée entre l'importance de ce but et les moyens mis en oeuvre doit exister.

<sup>2</sup> Lorsqu'elle a le choix entre plusieurs mesures également conformes au droit, l'autorité opte pour celle qui, à efficacité suffisante, affecte le moins les intérêts du particulier et ceux de la collectivité.

Egalité	<b>Art. 25</b> L'autorité traite de façon semblable toutes situations semblables et de façon différente les cas dont la diversité requiert des solutions juridiques différentes.
Bonne foi	<p><b>Art. 26</b> <sup>1</sup> L'autorité et les parties doivent agir conformément au principe de la bonne foi.</p> <p><sup>2</sup> La collectivité publique est en principe liée par les assurances et informations données dans un cas d'espèce par une autorité compétente ou censée l'être, même si celles-ci sont erronées, lorsque le destinataire n'a pu se rendre compte immédiatement de leur inexactitude ou de celle de ses propres déductions et s'est fondé sur elles pour prendre des dispositions qu'il ne saurait modifier sans subir un préjudice important, et que la législation n'a pas changé dans l'intervalle.</p> <p><sup>3</sup> Si l'intérêt public s'oppose à la solution énoncée à l'alinéa 2, une réparation équitable est due.</p>
Non-rétroactivité	<p><b>Art. 27</b> <sup>1</sup> Sauf prescription légale contraire, une décision administrative ne peut sortir ses effets à une date antérieure à celle de son émission.</p> <p><sup>2</sup> Le contrôle de la validité des prescriptions légales visées à l'alinéa 1 est réservé.</p>
Diligence	<b>Art. 28</b> L'autorité examine et règle les affaires avec soin et célérité. Elle s'abstient de tout formalisme excessif.
Efficacité et économie	<b>Art. 29</b> L'administration exerce son activité de façon efficace et rationnelle. Elle respecte le cadre financier qui lui est assigné. Elle restreint autant que possible ses frais de fonctionnement.

## TITRE DEUXIEME : Règles générales de procédure

### CHAPITRE PREMIER : Compétence

Principe	<b>Art. 30</b> La compétence des autorités est déterminée par la loi. Sauf prescription légale contraire, elle ne peut être créée par accord entre parties.
----------	---

Examen d'office,  
transmission et  
échange de vues

**Art. 31** <sup>1</sup> L'autorité examine d'office si elle est compétente.

<sup>2</sup> Si elle décline sa compétence, elle transmet sans retard l'affaire à l'autorité compétente et en avise les parties. L'article 45, alinéa 2, est réservé.

<sup>3</sup> L'autorité qui tient sa compétence pour douteuse procède sans retard à un échange de vues avec l'autorité qu'elle estime compétente.

Décision et  
recours

**Art. 32** <sup>1</sup> L'autorité qui se tient pour compétente le constate dans une décision, si une partie conteste sa compétence.

<sup>2</sup> L'autorité qui se tient pour incompétente prend une décision d'irrecevabilité, si une partie prétend qu'elle est compétente. La décision relative à la compétence est sujette à recours (art. 119) selon les voies de droit prescrites aux articles 33 à 37.

Conflits entre  
autorités  
administratives

**Art. 33** Les conflits de compétence entre autorités administratives sont tranchés par l'autorité hiérarchique ou de surveillance commune, en cas de doute ou sur recours par le Gouvernement. Celui-ci statue à titre définitif.

Conflits au sein  
de la juridiction  
administrative

**Art. 34** Sous réserve de l'article 35, alinéa 2, les conflits de compétence opposant des instances de la juridiction administrative sont tranchés définitivement par la Cour administrative.

Conflits entre  
autorités  
administratives  
et juridiction  
administrative

**Art. 35** <sup>1</sup> En cas de conflits de compétence entre les autorités administratives inférieures et les instances inférieures de la juridiction administrative, l'affaire est transmise d'une part à l'autorité hiérarchique ou de surveillance immédiatement supérieure, le cas échéant au Gouvernement, et d'autre part à la Cour administrative. Ces autorités procèdent à un échange de vues. A défaut d'entente, la Cour constitutionnelle statue.

<sup>2</sup> Les conflits de compétence entre le Gouvernement statuant en première instance ou sur recours et la Cour administrative sont tranchés par la Cour constitutionnelle.

Conflits avec la  
justice civile ou  
pénale

**Art. 36** <sup>1</sup> Les conflits de compétence opposant le Gouvernement ou la Cour administrative à la justice civile ou pénale sont tranchés par la Cour constitutionnelle.

<sup>2</sup> Lorsqu'un tel conflit se produit avec une autorité administrative inférieure ou avec une instance inférieure de la juridiction administrative, l'affaire est transmise pour décision, le cas échéant jusqu'au Gouvernement, respectivement à la Cour administrative. Si le conflit subsiste, la Cour constitutionnelle statue.

Conflits relatifs à la compétence de la Cour constitutionnelle

**Art. 37** Le Parlement tranche les conflits de compétence dans lesquels la Cour constitutionnelle est partie.

Procédure

**Art. 38** <sup>1</sup> En cas de conflit de compétence entre autorités, le dossier est transmis par l'autorité la première saisie, avec sa décision motivée sur la question de la compétence, à l'instance appelée à trancher.

<sup>2</sup> Celle-ci statue en principe sans débat et transmet le dossier à l'autorité déclarée compétente.

## CHAPITRE II : Récusation

Motifs

**Art. 39** <sup>1</sup> Sur sa requête ou celle d'une partie, une personne appelée à préparer ou à rendre une décision doit être récusée :

- a) si l'une des qualités légales pour exercer son activité lui fait défaut;
- b) si elle a un intérêt personnel dans l'affaire;
- c) <sup>25)</sup> si elle est parente d'une partie en ligne directe, ou jusqu'au quatrième degré inclusivement en ligne collatérale, ou lui est alliée en ligne directe, ou jusqu'au troisième degré inclusivement en ligne collatérale, ou si elle lui est liée par mariage, partenariat enregistré, fiançailles, adoption ou par des liens nourriciers;
- d) si elle représente ou assiste une partie ou a agi dans la même affaire pour une partie;
- e) si elle a été entendue comme témoin ou comme expert dans l'affaire;
- f) si l'un de ses parents ou alliés en ligne directe, ou jusqu'au second degré inclusivement en ligne collatérale, a figuré dans l'affaire comme mandataire ou représentant légal, ou s'il y intervient comme tel;
- g) si elle-même ou l'un de ses parents en ligne directe, ou jusqu'au second degré inclusivement en ligne collatérale, est en procès civil, pénal ou administratif avec l'une des parties;
- h) s'il existe des circonstances de nature à faire suspecter son impartialité.

<sup>2</sup> La dissolution du mariage ou du partenariat enregistré ne fait point cesser le motif de récusation pour cause d'alliance. <sup>25)</sup>

<sup>3</sup> Les membres du Gouvernement ou d'un exécutif communal n'ont pas à se récuser dans les affaires non contentieuses concernant des personnes morales et autres organismes à l'administration desquels ils appartiennent en leur qualité officielle.

<sup>4</sup> Les prescriptions relatives à l'instruction et au jugement d'un recours ou d'une action de droit administratif sont réservées (art. 139 et 157, al. 1).

Requête

**Art. 40** <sup>1</sup> Lorsqu'une personne se trouve dans l'un des cas prévus à l'article 39, alinéas 1 et 2, elle est tenue d'en avertir aussitôt l'autorité appelée à statuer sur la récusation. Si la décision de cette dernière est négative, les parties peuvent encore exercer leur droit de récusation.

<sup>2</sup> Les parties qui entendent user d'un tel droit sont tenues d'en faire la demande motivée à l'autorité compétente, dès que le cas de récusation s'est produit ou qu'elles en ont eu connaissance.

<sup>3</sup> Les parties qui ont tardé à présenter leur demande peuvent être tenues de payer les frais qui en sont résultés, si elles étaient de mauvaise foi ou ont commis une négligence grave. Demeurent réservées les dispositions relatives à la responsabilité des agents de l'Etat.

<sup>4</sup> La personne dont la récusation est demandée est entendue par l'autorité appelée à statuer sur son cas.

Autorité de  
récusation

**Art. 41** <sup>1</sup> La décision sur la récusation d'un membre d'une autorité collégiale est prise par cette autorité en l'absence de ce membre.

<sup>2</sup> Si, par suite des requêtes en récusation, les membres d'un collège ne sont plus en nombre suffisant pour statuer, la décision sur la récusation est prise :

- a) à la place d'autorités communales et intercommunales, par le Gouvernement;
- b) à la place du Gouvernement, par la Cour administrative;
- c) à la place de la Commission cantonale des recours en matière d'impôts et d'autres instances spéciales de la juridiction administrative, par la Cour administrative;
- d) à la place de la Cour administrative ou de l'une de ses Chambres, ainsi qu'à la place de la Cour constitutionnelle, par le plenum du Tribunal cantonal, sans les juges concernés par la requête.

<sup>3</sup> La décision sur la récusation d'un juge administratif est prise par la Cour administrative.

<sup>4</sup> La décision sur la récusation d'un greffier est prise par l'instance à laquelle il est rattaché.

<sup>5</sup> Dans les autres cas, la décision est prise, selon les cas, par le supérieur direct, par l'autorité hiérarchique supérieure ou par l'autorité de surveillance; s'agissant d'experts, par l'autorité qui les a désignés.

<sup>6</sup> Sont réservées les dispositions de la législation spéciale concernant les autorités de surveillance ou disciplinaires de certaines professions, ainsi que d'autres organismes particuliers.

Décision

**Art. 42** <sup>1</sup> Si le motif de récusation est admis, l'autorité de récusation décide si les actes accomplis par la personne récusée doivent être répétés. Elle désigne, s'il y a lieu, un suppléant ou complète l'autorité collégiale.

<sup>2</sup> Dans les cas prévus à l'article 41, alinéa 2, lettres a et b, l'autorité de récusation statue elle-même sur le fond de l'affaire.

Recours

**Art. 43** Les décisions concernant la récusation peuvent être attaquées séparément par la partie requérante, conformément à l'article 119.

### CHAPITRE III : Délais

Computation

**Art. 44** <sup>1</sup> Les délais commencent à courir le lendemain du jour de la communication ou de l'événement qui les déclenche.

<sup>2</sup> Ils échoient le dernier jour à minuit. Pour le surplus, les dispositions du Code des obligations<sup>6)</sup> (art. 76 et 77) s'appliquent par analogie.

<sup>3</sup> Lorsque le délai échoit un samedi, un dimanche ou un autre jour légalement férié, son terme est reporté au premier jour ouvrable qui suit. Il en va de même lorsque l'autorité a imparti un délai à terme fixe échéant durant les fêtes.<sup>29)</sup>

Féries

**Art. 44a**<sup>30)</sup> <sup>1</sup> En procédure d'opposition et devant les instances ordinaires et spéciales de la juridiction administrative ainsi que devant la Cour constitutionnelle, les délais fixés en jours, semaines ou en mois par la loi ou par l'autorité ne courent pas :

- a) du septième jour avant Pâques au septième jour après Pâques inclus;
- b) du 15 juillet au 15 août inclus;
- c) du 18 décembre au 2 janvier inclus.

<sup>2</sup> L'alinéa 1 n'est pas applicable dans les procédures concernant l'octroi de l'effet suspensif et d'autres mesures provisionnelles.

## Observation

**Art. 45** <sup>1</sup> Le délai est réputé observé lorsque l'écrit est remis à l'autorité ou, à son adresse, à un bureau de poste suisse ou à une représentation diplomatique ou consulaire suisse, le dernier jour au plus tard.

<sup>2</sup> Il en est de même lorsque la partie s'adresse en temps utile à une autorité incompétente.

<sup>3</sup> Lorsque l'autorité mentionne par erreur un délai plus long que le délai légal, la partie ne subit aucun préjudice si elle a observé de bonne foi le délai indiqué.

## Inobservation

**Art. 46** L'autorité qui impartit un délai indique simultanément les conséquences d'une inobservation; en cas d'inobservation, seules ces conséquences entrent en ligne de compte.

## Abréviation et prolongation

**Art. 47** <sup>1</sup> Le délai légal ne peut être abrégé ou prolongé que si la loi le prévoit.

<sup>2</sup> Le délai impartit par l'autorité peut être prolongé pour des motifs suffisants, si la partie en fait la demande motivée avant l'expiration.

<sup>3</sup> En cas de prolongation, le nouveau délai court à partir du premier jour qui suit l'expiration du précédent délai.

## Restitution

**Art. 48** <sup>1</sup> Le délai peut être restitué lorsque la partie ou son mandataire fait valoir qu'il a été empêché, sans faute de sa part, d'agir dans le délai fixé, ainsi pour cause de maladie, de service militaire ou en raison d'autres circonstances exceptionnelles.

<sup>2</sup> La demande motivée de restitution doit être présentée dans les dix jours à compter de celui où l'empêchement a cessé. Dans ce même délai, le requérant doit accomplir l'acte omis. Sur requête, un délai supplémentaire lui est accordé pour compléter sa demande, si des motifs suffisants le justifient.



## CHAPITRE IV : Déroulement et formes de la procédure

Début de la  
procédure

**Art. 49** <sup>1</sup> L'autorité décide si et quand elle doit ouvrir une procédure administrative, soit en vertu de prescriptions légales ou, à défaut, selon son appréciation de la situation.

<sup>2</sup> Ce principe ne fait règle que dans la mesure où l'ouverture d'une procédure n'est pas subordonnée à une requête, un recours, une action ou à une autre manifestation de la part des intéressés.

Préparation de  
la décision

**Art. 50** <sup>1</sup> L'autorité appelée à prendre une décision instruit en principe elle-même les affaires administratives.

<sup>2</sup> Les autorités collégiales peuvent confier cette tâche à l'un de leurs membres. Au besoin, elles peuvent en charger un service subordonné ou un fonctionnaire; les autres autorités administratives ont également cette faculté. L'organe ainsi désigné dirige la procédure jusqu'à la délibération. L'article 139 est réservé.

<sup>3</sup> Dans des cas spéciaux, le Gouvernement et les chefs de département peuvent charger des personnes extérieures à l'administration d'une enquête officielle.

Mesures  
provisionnelles

**Art. 51** <sup>1</sup> L'autorité peut prendre les mesures provisionnelles nécessaires à l'exécution de travaux urgents, ou à la conservation d'un état de droit ou de fait, notamment de moyens de preuve, ou à la sauvegarde d'intérêts menacés.

<sup>2</sup> Au besoin, ces mesures peuvent être prises par l'organe chargé de l'instruction au sens de l'article 50, alinéa 2, ou par le président de l'autorité collégiale appelée à statuer. L'autorité de décision est aussitôt informée des mesures prises; celles-ci lui sont imputées.

<sup>3</sup> La décision peut faire séparément l'objet d'un recours conformément à l'article 119.

<sup>4</sup> Pour le surplus, les dispositions de procédure civile relatives aux mesures provisionnelles s'appliquent par analogie. <sup>29)</sup>

Suspension	<b>Art. 52</b> L'autorité appelée à statuer peut suspendre la procédure pour de justes motifs, ainsi lorsque la décision à prendre dépend de l'issue d'une autre procédure ou pourrait s'en trouver influencée d'une manière déterminante.
Classement	<b>Art. 53</b> Si, en cours de procédure, la prise d'une décision devient sans objet ou perd son intérêt juridique, notamment par suite du retrait d'une requête ou de désistement, l'autorité appelée à statuer prononce le classement de l'affaire et, le cas échéant, statue sur les frais et dépens.
Procédure écrite et orale	<p><b>Art. 54</b> <sup>1</sup> La procédure administrative est en principe écrite.</p> <p><sup>2</sup> Si le règlement de l'affaire le requiert, l'autorité peut, d'office ou sur requête, procéder aussi oralement. Au besoin, elle ordonne des débats; en ce cas, les dispositions de procédure civile s'appliquent par analogie. <a href="#">29)</a></p> <p><sup>3</sup> Sont réservées les dispositions légales qui prescrivent des débats.</p> <p><sup>4</sup> Devant les autorités administratives, les débats et les délibérations ne sont pas publics. Pour le surplus, l'article 136 est réservé.</p>
Convocations	<p><b>Art. 55</b> <sup>1</sup> Si la comparution des parties se révèle nécessaire, l'autorité les convoque par écrit dix jours au plus tard avant la date fixée. Sont réservés les cas d'urgence et les ententes contraires.</p> <p><sup>2</sup> La convocation est signée et contient les indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le jour, l'heure et le lieu de la comparution;</li> <li>b) le nom des parties et l'objet de l'entretien ou des débats;</li> <li>c) les conséquences éventuelles du défaut de comparution.</li> </ul>
Langue	<p><b>Art. 56</b> <sup>1</sup> La procédure administrative se déroule en français.</p> <p><sup>2</sup> L'autorité retourne à leur expéditeur les actes de procédure rédigés dans une autre langue, en l'invitant à procéder dans la langue officielle. Si les circonstances le justifient, elle peut traduire elle-même les actes en question ou les faire traduire, au besoin par un traducteur assermenté ou agréé officiellement.</p>

<sup>3</sup> Si nécessaire, et dans la mesure où elle ne peut remplir elle-même cette tâche, l'autorité fait appel, lors d'auditions verbales, à un interprète. Celui-ci peut être choisi dans l'administration; il ne peut l'être parmi les témoins et les personnes qui seraient récusables comme experts.

<sup>4</sup> Les frais de traduction et d'interprète peuvent être mis à la charge des parties (art. 215 et suivants).

<sup>5</sup> Les personnes domiciliées ou ayant leur siège dans une partie du territoire cantonal qui n'est pas de langue française peuvent, si elles ne connaissent pas ou qu'insuffisamment cette langue, procéder en allemand. En ces cas, elles sont en droit de requérir communication dans cette langue des décisions et autres actes officiels d'une procédure. Elles n'ont pas à payer les frais nécessaires de traduction et d'interprète occasionnés à l'Etat.

Communications  
aux parties

**Art. 57** <sup>1</sup> L'autorité adresse en principe ses communications aux parties par la poste, si nécessaire sous pli recommandé.

<sup>2</sup> Les communications peuvent être publiées dans le Journal officiel ou dans un autre organe officiel, lorsque la partie ne peut être identifiée ou n'a ni domicile, siège ou lieu de séjour, ni mandataire connu ou qui puisse être atteint.

## CHAPITRE V : Etablissement des faits

Principe

**Art. 58** L'autorité établit les faits d'office sans être limitée par les allégués et les demandes de preuves des parties. L'article 60 est réservé.

Moyens de  
preuve

**Art. 59** <sup>1</sup> L'autorité procède aux investigations nécessaires, en recourant s'il y a lieu aux moyens de preuve suivants :

- a) titres, rapports, livres et autres documents officiels et privés;
- b) interrogatoire des parties;
- c) sous réserve de l'article 63, les témoignages ou renseignements de tiers;
- d) renseignements d'autres autorités et services administratifs;
- e) visite des lieux;
- f) expertises.

<sup>2</sup> D'autres moyens peuvent être utilisés s'ils sont propres à fournir la preuve et s'il n'en résulte pas une atteinte à la liberté personnelle.

Collaboration  
des parties

**Art. 60** <sup>1</sup> Les parties sont au besoin tenues de collaborer à l'établissement des faits :

- a) dans une procédure qu'elles introduisent elles-mêmes;
- b) dans une autre procédure, en tant qu'elles y prennent des conclusions indépendantes;
- c) lorsqu'une autre loi leur impose une obligation plus étendue de renseigner ou de révéler.

<sup>2</sup> L'autorité peut déclarer irrecevables les conclusions prises dans une procédure au sens de l'alinéa 1, lettres a et b, lorsque les parties refusent de prêter le concours nécessaire qu'on pouvait attendre d'elles. Si elle entre en matière, l'autorité peut statuer au seul vu du dossier. Les parties sont informées des conséquences possibles de leur attitude.

Production de  
pièces

**Art. 61** <sup>1</sup> Les parties et les tiers sont en particulier tenus de produire les pièces utiles en leur possession.

<sup>2</sup> Les tiers sont dispensés de cette obligation lorsque les pièces se rapportent à des faits sur lesquels il pourraient refuser de témoigner.

Entraide  
administrative

**Art. 62** <sup>1</sup> Les autorités administratives se transmettent mutuellement les pièces et informations en leur possession, de même qu'elles les communiquent aux instances de la juridiction administrative, si cette collaboration apparaît nécessaire à l'établissement des faits.

<sup>2</sup> L'autorité administrative requise n'a pas à prêter son assistance :

- a) lorsque les pièces et informations demandées doivent rester confidentielles en vertu de la loi ou en raison de leur nature;
- b) lorsque cette assistance compromettrait ou risquerait de compromettre sérieusement l'accomplissement de ses fonctions propres;
- c) lorsqu'un intérêt public ou privé important s'en trouverait lésé ou risquerait sérieusement de l'être.

<sup>3</sup> La communication des pièces et informations par les instances de la juridiction administrative est laissée à leur appréciation et à leur décision.

<sup>4</sup> Les litiges relatifs à l'application des alinéas qui précèdent se règlent selon les voies de droit prévues pour la solution des conflits de compétence (art. 33 à 35 et 37).

<sup>5</sup> La transmission de pièces et informations aux instances de la justice civile et pénale est laissée à l'appréciation et à la décision des autorités administratives et instances de la juridiction administrative requises. Les critères énoncés à l'alinéa 2 sont applicables. Les prescriptions spéciales sont réservées. L'instance civile ou pénale à laquelle la production de pièces ou d'informations a été refusée peut recourir contre cette décision selon les voies de la juridiction administrative.

<sup>6</sup> Sous réserve de prescriptions spéciales, le Département de la Justice<sup>7)</sup> prête assistance, sur leur demande, aux autorités administratives et aux instances de la juridiction administrative de la Confédération et des autres cantons, et, s'il y a lieu, de l'étranger. En cas de doute sur l'admissibilité du concours sollicité, le Département soumet l'affaire à la décision du Gouvernement.

Audition des  
témoins

**Art. 63** <sup>1</sup> Si les faits ne peuvent être suffisamment élucidés à l'aide des autres moyens de preuve, l'autorité peut recourir à l'audition de témoins.

<sup>2</sup> Les autorités compétentes pour l'ordonner sont les suivantes :

- a) le Gouvernement, les chefs de département et le chancelier;
- b) le chef du Service juridique du Département de la Justice;
- c) le chef de la Recette et Administration de district;
- d) l'organe exécutif des communes, sections de commune et syndicats de communes;
- e) les instances de la juridiction administrative et constitutionnelle, agissant par leurs présidents ou par leurs membres chargés de l'instruction.

<sup>3</sup> Les autorités mentionnées à l'alinéa 2 procèdent elles-mêmes à l'audition ou peuvent en charger un fonctionnaire qualifié pour cette tâche.

<sup>4</sup> Les personnes extérieures à l'administration qui sont chargées d'une enquête officielle peuvent être autorisées par l'autorité compétente au sens de l'alinéa 2 à entendre des témoins.

<sup>5</sup> Si nécessaire, les personnes chargées d'entendre des témoins s'assurent la collaboration de spécialistes.

Devoir de  
témoigner

**Art. 64** <sup>1</sup> Les conditions et l'étendue du devoir de témoigner se déterminent conformément aux dispositions de procédure civile, ainsi qu'aux prescriptions de la législation spéciale, notamment à celles de la loi sur la profession d'avocat<sup>5) 29)</sup>.

<sup>2</sup> Sont réservées les dispositions de la législation fédérale et cantonale statuant une obligation particulière de renseigner l'autorité.

<sup>3</sup> Celui qui peut être entendu comme témoin est tenu dans la même mesure de collaborer à l'administration d'autres preuves.

Secret des informations

**Art. 65** <sup>1</sup> Les personnes participant à la publication d'informations dans la presse, à la radio et à la télévision, comme éditeurs, imprimeurs, rédacteurs, reporters, collaborateurs, responsables de programmes, auxiliaires ou à un autre titre, peuvent refuser le témoignage sur le contenu et la source de leurs informations.

<sup>2</sup> Ce droit ne leur est pas reconnu lorsque le maintien du secret est de nature à mettre sérieusement en danger la sécurité intérieure ou extérieure du pays.

Contestations

**Art. 66** L'autorité appelée à statuer décide de la légitimité du refus de témoigner ou de participer à l'administration d'autres moyens de preuve. Cette décision peut être attaquée dans les dix jours auprès de l'autorité de recours compétente pour juger le fond.

Obstruction à l'administration des preuves

**Art. 67**<sup>29)</sup> <sup>1</sup> Les dispositions de procédure civile relatives au défaut des parties et des tiers et au refus de collaborer, notamment de témoigner, s'appliquent par analogie. Elles s'étendent à tout autre acte par lequel une partie ou un tiers fait obstacle à l'administration des preuves ou la gêne sans motif légitime.

<sup>2</sup> Sont également réservées les dispositions de procédure civile relatives à la réparation du préjudice causé de ce fait à une partie.

Libre appréciation des preuves

**Art. 68** <sup>1</sup> L'autorité apprécie les preuves selon sa libre conviction.

<sup>2</sup> Elle se détermine aussi sur la valeur probante des faits avoués ou non contestés par les parties.

Droit subsidiaire

**Art. 69**<sup>29)</sup> Pour le surplus, les dispositions de procédure civile sont applicables par analogie à la preuve des faits et à la production des moyens de preuve.

## CHAPITRE VI : Application du droit

Principe

**Art. 70** L'autorité applique le droit d'office.

Contrôle  
préalable

**Art. 71** <sup>1</sup> A titre préalable, l'autorité contrôle la validité des prescriptions légales susceptibles d'être appliquées au cas d'espèce.

<sup>2</sup> Elle n'est pas liée par les normes contraires au droit fédéral, ainsi qu'à la Constitution cantonale ou à d'autres actes législatifs cantonaux de rang supérieur.

<sup>3</sup> Toutefois, les autorités administratives inférieures ne peuvent, sur leur contrôle préalable, s'écarter de prescriptions légales, que si ces dernières sont manifestement irrégulières.

<sup>4</sup> L'autorité prend si possible l'avis de l'instance qui a édicté la norme contestée, avant d'en rejeter l'application dans le cas d'espèce. Si elle l'estime nécessaire, elle peut en outre surseoir à statuer et demander à la Cour constitutionnelle de trancher la question de droit qui lui est posée.

Réserve

**Art. 72** Le contrôle des lois et autres actes législatifs par la Cour constitutionnelle est réservé (art. 177 et suivants).

## CHAPITRE VII : Droit des parties d'être entendues

Principe

**Art. 73** <sup>1</sup> Les parties ont le droit d'être entendues avant qu'une décision ne soit prise.

<sup>2</sup> Sauf prescription légale contraire, elles ne peuvent prétendre à une audition verbale.

<sup>3</sup> Une conversation informelle ou par téléphone ne satisfait pas aux exigences du droit d'être entendu.

Exceptions

**Art. 74** L'autorité n'est pas tenue d'entendre une partie avant de prendre :

- a) une décision préjudicielle ou incidente qui n'est pas séparément susceptible de recours (art. 119);
- b) une décision par laquelle elle fait entièrement droit aux conclusions des parties;
- c) une mesure d'exécution;

- d) d'autres décisions dans une procédure de première instance lorsqu'il y a péril en la demeure, qu'une voie de droit ordinaire est ouverte aux parties et qu'aucune disposition du droit fédéral ou cantonal ne leur accorde spécialement le droit d'être entendues préalablement.

Droit d'allégation **Art. 75** <sup>1</sup> Les parties ont le droit d'alléguer des faits, d'offrir des moyens de preuve et d'argumenter en droit.

<sup>2</sup> L'autorité doit examiner les allégués de fait et de droit et administrer les preuves requises, si ces moyens n'apparaissent pas d'emblée dénués de pertinence. Elle prend aussi en considération des moyens tardifs s'ils paraissent décisifs.

<sup>3</sup> Si l'administration de preuves entraîne des frais relativement élevés, l'autorité peut la subordonner à la condition que la partie avance dans le délai qui lui est imparti les frais pouvant être exigés d'elle. L'article 232, alinéa 1, est réservé.

<sup>4</sup> L'autorité invite au besoin les parties à préciser, rectifier ou compléter leurs moyens.

Participation à l'administration des preuves **Art. 76** <sup>1</sup> Les parties doivent être invitées aux visites des lieux et à l'audition des témoins; elles peuvent poser à ceux-ci des questions complémentaires.

<sup>2</sup> Lorsque la sauvegarde d'un intérêt public ou privé important l'exige, les témoins peuvent être entendus en l'absence des parties. L'autorisation de prendre connaissance des procès-verbaux d'audition peut leur être refusée. En ce cas, l'article 81 s'applique.

<sup>3</sup> Lorsque l'urgence ou la nature de l'affaire l'exige, la visite des lieux peut se faire en l'absence des parties.

<sup>4</sup> Avant de remettre leur mission aux experts, l'autorité peut accorder aux parties la faculté de s'exprimer sur le libellé des questions à poser et de proposer des modifications. Les parties peuvent demander des explications et poser des questions sur le rapport d'expertise.

<sup>5</sup> Les parties ont le droit de se déterminer sur le résultat de l'administration des preuves.



Audition de la  
partie adverse

**Art. 77** Lorsque plusieurs parties défendent des intérêts opposés, l'autorité entend chacune d'elles sur les allégués et conclusions des autres parties qui paraissent pertinents. Cette règle s'étend aux mémoires et aux moyens de preuve fournis par les parties.

Droit à  
l'information

**Art. 78** <sup>1</sup> Au besoin, l'autorité informe les parties de leurs droits et devoirs dans la procédure.

<sup>2</sup> Sur requête, elle les renseigne sur l'état de la procédure en cours.

Consultation du  
dossier

**Art. 79** <sup>1</sup> La partie ou son mandataire a le droit de consulter les pièces du dossier qui paraissent pertinentes pour le règlement de l'affaire.

<sup>2</sup> L'autorité établit un bordereau complet des pièces du dossier.

<sup>3</sup> La consultation a lieu au siège de l'autorité appelée à statuer ou à celui d'une autorité désignée par elle. Des exceptions peuvent être consenties à cette règle.

<sup>4</sup> L'autorité appelée à statuer peut percevoir un émolument pour la consultation des pièces d'une affaire liquidée.

Exceptions

**Art. 80** <sup>1</sup> L'autorité ne peut refuser la consultation des pièces du dossier que si :

- a) un intérêt public ou privé important requiert qu'un document soit tenu secret à l'égard d'une partie; l'autorité apprécie s'il est possible de le porter à la connaissance de son mandataire;
- b) l'intérêt d'une enquête officielle en cours l'exige.

<sup>2</sup> Le refus d'autoriser la consultation ne peut s'étendre qu'aux pièces tenues pour confidentielles.

<sup>3</sup> La consultation par la partie des pièces qu'elle a elle-même produites, ainsi que celles qu'elle a reçues, ne peut pas lui être refusée, non plus que celle des procès-verbaux relatifs à ses déclarations.

Prise en  
considération  
des pièces  
confidentielles

**Art. 81** Une pièce dont la consultation a été refusée à la partie ne peut être utilisée à son détriment que si l'autorité lui en a communiqué, oralement ou par écrit, le contenu essentiel se rapportant à l'affaire et lui a donné en outre l'occasion de s'exprimer et de faire valoir ses moyens.

Indemnité  
équitable

**Art. 82** <sup>1</sup> La partie peut exiger le paiement d'une indemnité équitable, lorsque, par suite d'une violation de son droit d'être entendue, la décision a dû être modifiée ou annulée en sa faveur et qu'un préjudice est résulté pour elle de cette violation.

<sup>2</sup> La réparation incombe à la collectivité publique dont l'organe a violé le droit d'être entendu.

## CHAPITRE VIII : Décision

Examen des  
conditions de  
recevabilité

**Art. 83** <sup>1</sup> L'autorité examine d'emblée si les conditions préalables à la prise d'une décision sont remplies.

<sup>2</sup> Les conditions de recevabilité sont notamment les suivantes :

- a) la compétence à raison de la matière et du lieu;
- b) la capacité du requérant d'être partie et celle d'ester en procédure;
- c) les pouvoirs de représentation;
- d) l'observation des délais.

<sup>3</sup> Si une condition de recevabilité n'est pas remplie, l'autorité n'a pas à statuer sur le fond.

<sup>4</sup> Si une requête ne satisfait pas aux exigences légales de forme et que ce vice est réparable, l'autorité invite le requérant à corriger les irrégularités commises dans un délai raisonnable.

Examen du fond

**Art. 84** Statuant sur le fond, l'autorité examine les conditions de la régularité formelle et matérielle de la décision à prendre. Sur opposition, recours ou action, elle examine la régularité formelle et matérielle de l'acte attaqué. Elle statue sur toutes les conclusions des parties.

Contenu de la  
décision

**Art. 85** La décision comporte les indications suivantes :

- a) la désignation de l'autorité qui a statué; s'il s'agit d'un jugement, le nom des juges qui l'ont rendu;
- b) le nom des parties et de leurs représentants;
- c) une motivation;
- d) le dispositif, avec le montant des frais de procédure et des dépens;
- e) les délais et voies de droit;
- f) la date de la décision;
- g) la signature.

Motivation et  
indication des  
voies de droit

**Art. 86** <sup>1</sup> La décision est motivée de façon suffisante en fait et en droit.

<sup>2</sup> Elle mentionne les délais et les voies de droit ordinaires ouvertes aux parties.

<sup>3</sup> L'autorité peut renoncer à ces exigences si elle fait entièrement droit aux conclusions des parties et si aucune d'elles ne réclame de motivation dans les 30 jours suivant la notification. [27\)](#)

Notification

**Art. 87** <sup>1</sup> L'autorité notifie sa décision aux parties par écrit, si nécessaire sous pli recommandé ou par un agent public ou d'une autre manière.

<sup>2</sup> Si la nature de l'affaire ou les circonstances l'exigent, la décision est notifiée verbalement. Elle est confirmée par écrit, si une partie le requiert dans les cinq jours; en ce cas, le délai pour utiliser une voie de droit ne commence à courir qu'à partir de la confirmation écrite.

<sup>3</sup> Même si l'autorité les notifie sous forme de lettre, les décisions doivent être désignées comme telles.

Notification par la  
voie officielle

**Art. 88** <sup>1</sup> Dans les cas prévus à l'article 57, alinéa 2, la notification peut se faire par publication dans le Journal officiel ou dans un autre organe officiel.

<sup>2</sup> Cette forme de notification est également autorisée lorsque l'affaire met en cause un grand nombre de parties. En ce cas, une notification personnelle sera toutefois adressée à celles qui ont pris part à la procédure.

Notification  
irrégulière

**Art. 89** Une notification irrégulière n'entraîne aucun préjudice pour les parties.

## **TITRE TROISIEME : Procédures devant les autorités administratives**

### **CHAPITRE PREMIER : Procédures spéciales**

Modification et  
révocation

**Art. 90** <sup>1</sup> Sous réserve de prescriptions légales spéciales, l'autorité qui a pris la décision ou l'autorité hiérarchique supérieure ou de surveillance peut, d'office ou sur requête, modifier ou révoquer une décision, même passée en force :

a) lorsqu'elle est entachée d'un vice grave;

- b) lorsque les conditions dont la loi fait dépendre la validité de l'acte ne sont plus remplies, soit que la loi a été modifiée, soit que les circonstances ont changé dans une mesure notable;
- c) lorsque l'autorité entend sauvegarder un intérêt public important qu'il n'est pas possible de préserver autrement.

<sup>2</sup> La partie a droit à une indemnité équitable lorsque la modification ou la révocation entraîne pour elle un préjudice dont elle n'a pas à répondre. L'indemnisation incombe en principe à la collectivité publique qui a pris la décision modifiée ou révoquée.

<sup>3</sup> La partie qui n'obtient pas réparation devant l'autorité administrative peut faire valoir ses droits par la voie de l'action de droit administratif.

Demande en  
reconsidération

**Art. 91** <sup>1</sup> La partie peut en tout temps saisir l'autorité d'une demande en reconsidération.

<sup>2</sup> L'autorité n'est tenue d'examiner la demande que si le requérant invoque des faits ou des moyens de preuve importants qu'il ne connaissait pas lors de la première décision, ou dont il ne pouvait se prévaloir à cette époque, ou si les circonstances se sont modifiées dans une mesure notable depuis la première décision.

<sup>3</sup> La demande n'entraîne aucune interruption de délai.

Procédure de  
constatation

**Art. 92** <sup>1</sup> L'autorité compétente peut, d'office ou sur requête, constater par une décision l'existence, l'inexistence ou l'étendue des droits et obligations fondés sur le droit public.

<sup>2</sup> Elle donne suite à une demande en constatation si le requérant prouve qu'il y a un intérêt digne de protection.

<sup>3</sup> Aucun désavantage ne peut résulter pour la partie du fait qu'elle a agi en se fondant de bonne foi sur une décision de constatation.

Dénonciation

**Art. 93** <sup>1</sup> Chacun peut dénoncer en tout temps à l'autorité hiérarchique supérieure ou de surveillance les faits qui appellent dans l'intérêt public une intervention d'office contre une autorité.

<sup>2</sup> Le dénonciateur n'a aucun des droits reconnus à la partie. Communication lui est donnée de la manière dont l'affaire a été liquidée. Une motivation n'est pas nécessaire.

## CHAPITRE II : Procédure d'opposition

Principe	<b>Art. 94</b> Toute décision prise par une autorité administrative en première instance est sujette à opposition. Le texte de la décision lui rappellera ce droit ainsi que la teneur de l'article 96.
Exceptions	<p><b>Art. 95</b> Sans préjudice des droits de recours, la procédure d'opposition n'est pas appliquée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) lorsque la décision a été prise sur opposition;</li> <li>b) dans toutes les procédures où une procédure d'opposition a précédé la décision administrative, par exemple dans les procédures relatives à l'approbation d'un plan, à l'octroi d'un permis de construire ou à la ratification d'un règlement communal;</li> <li>c) dans les cas où est prévu un recours à un organe supérieur de la commune;</li> <li>d) dans les cas d'inapplicabilité statués à l'article 6, lettres a à e, en particulier lorsque la nature de l'affaire exige qu'elle soit réglée sur-le-champ par une décision immédiatement exécutoire;</li> <li>e) aux décisions concernant les droits politiques;</li> <li>f) lorsque la décision émane du Gouvernement;</li> <li>g) aux décisions préjudicielles et autres décisions incidentes qui ne sont pas séparément susceptibles de recours;</li> <li>h) aux décisions relatives à la compétence, à la récusation et au retrait de l'effet suspensif;</li> <li>i) lorsque l'autorité et les parties conviennent de renoncer à l'application de la procédure d'opposition;</li> <li>j) dans les procédures d'exécution (art. 108 à 112);</li> <li>k) lorsque la décision a été prise sur demande en revision, reconsidération, interprétation et rectification;</li> <li>l)<sup>29)</sup> dans les autres cas prévus par des dispositions spéciales.</li> </ul>
Relation avec la procédure de recours	<b>Art. 96</b> Sous réserve de l'article 95, la procédure d'opposition est la condition préalable en vue d'une procédure ultérieure de recours auprès des instances de la juridiction administrative.
Qualité pour former opposition	<b>Art. 97</b> La qualité pour former opposition se définit dans les mêmes termes que la qualité pour recourir (art. 120).
Forme et délais	<b>Art. 98</b> <sup>1</sup> L'opposition est adressée par écrit à l'autorité qui a rendu la décision, dans les trente jours, ou, s'il s'agit d'une décision incidente, dans les dix jours à compter de la notification. Au surplus, le délai pour former opposition est le même que le délai fixé pour le recours ultérieur <sup>8)</sup> .

<sup>2</sup> L'opposition est motivée et comporte les éventuelles offres de preuve.

<sup>3</sup> Pour le surplus, les dispositions relatives à la présentation des recours sont applicables par analogie (art. 126 à 131 et 135).

Effet suspensif

**Art. 99** <sup>1</sup> L'opposition a effet suspensif.

<sup>2</sup> Sauf si elle porte sur une prestation pécuniaire, la décision peut prévoir qu'une opposition éventuelle n'aura pas d'effet suspensif. L'autorité de recours compétente pour connaître le fond, ou son président s'il s'agit d'un collège, peut le restituer sur demande. Elle statue sans délai.

<sup>3</sup> Si l'effet suspensif est arbitrairement retiré ou la demande de restitution arbitrairement rejetée ou tardivement admise, la collectivité, l'établissement ou la personne au nom desquels l'autorité a statué répond du préjudice qui en résulte.

Intérêt de tiers

**Art. 100** Si, en procédure d'opposition, l'annulation ou la modification d'une décision administrative peut léser un tiers, ce dernier est entendu avant que la nouvelle décision ne soit prise (art. 73 et suivants).

Motifs

**Art. 101** L'opposant peut invoquer :

- a) la violation du droit, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation;
- b) la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents;
- c) l'inopportunité.

Compétence

**Art. 102** <sup>1</sup> La décision sur opposition est préparée et prise par le fonctionnaire du rang le plus élevé dans le service.

<sup>2</sup> Si la décision attaquée émane d'un collège, la nouvelle décision est prise par celui-ci sur la base d'une proposition élaborée par l'un de ses membres qui n'a pas participé à l'instruction de l'affaire en première instance.

Délai pour statuer

**Art. 103** La nouvelle décision doit être prise dans les trente jours dès la réception de l'opposition. Si les circonstances l'exigent, l'autorité peut statuer dans un délai plus long; l'opposant doit être informé par écrit de cet ajournement et de ses raisons avant l'expiration du premier délai.

Pouvoir de  
décision

**Art. 104** <sup>1</sup> L'autorité n'est pas liée par les conclusions dont elle est saisie. Elle peut s'en écarter à l'avantage de l'opposant; elle peut aussi modifier la décision attaquée à son détriment, si cette décision viole la loi ou repose sur une constatation inexacte ou incomplète des faits.

<sup>2</sup> Si l'autorité envisage de modifier la décision attaquée au détriment de l'opposant, elle l'informe de son intention et lui donne l'occasion de s'exprimer.

Retrait

**Art. 105** <sup>1</sup> L'opposition peut être retirée tant que l'autorité n'a pas statué sur elle.

<sup>2</sup> Les articles 221 et 228 sont réservés.

Rapport au  
Gouvernement

**Art. 106** <sup>1</sup> Tous les six mois, les autorités administratives sont tenues d'établir un rapport sur les oppositions formées contre leurs décisions et sur les suites qui leur ont été données.

<sup>2</sup> Ce rapport est transmis par la voie hiérarchique à la Chancellerie, à l'intention du Gouvernement.

Prescriptions  
spéciales

**Art. 107** Sont réservées les procédures d'opposition prévues dans la législation spéciale, notamment en matière fiscale.

### CHAPITRE III : Procédure d'exécution

Autorités  
d'exécution

**Art. 108** <sup>1</sup> Les autorités administratives exécutent leurs propres décisions.

<sup>2</sup> Les décisions prises par les instances de la juridiction administrative sont exécutées par l'autorité administrative compétente en première instance, ou par celle désignée par l'instance de recours.

<sup>3</sup> Les jugements prononcés sur action de droit administratif sont exécutés par le Département de la Justice.

<sup>4</sup> Les autorités communales, intercommunales et de district s'adressent au département précité lorsque leur propre compétence ou l'efficacité des mesures qu'elles pourraient prendre leur paraissent douteuses.

<sup>5</sup> Les autorités d'exécution disposent au besoin de la police communale et cantonale.

<sup>6</sup> L'article 110 est réservé.

Caractère  
exécutoire

**Art. 109** <sup>1</sup> Sauf prescription spéciale de la loi ou de l'autorité, une décision est exécutoire lorsque :

- a) elle ne peut plus être attaquée sur opposition ou sur recours;
- b) le moyen de droit utilisable n'a pas d'effet suspensif;
- c) l'effet suspensif attribué à ce moyen a été retiré.

<sup>2</sup> Vaut pareille décision toute transaction passée devant une instance de la juridiction administrative ou sanctionnée par elle, ainsi que tout désistement déclaré en justice ou signifié avec la permission du juge.

Poursuite pour  
dettes

**Art. 110** <sup>1</sup> Les décisions portant condamnation à payer une somme d'argent ou à fournir des sûretés sont exécutées par la voie de la poursuite, conformément à la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite. Elles sont assimilées aux jugements exécutoires au sens de l'article 80 de ladite loi dès qu'elles sont passées en force.

<sup>2</sup> Les dispositions du concordat sur l'entraide judiciaire pour l'exécution des prétentions de droit public sont réservées.

Autres moyens  
de contrainte

**Art. 111** <sup>1</sup> Pour exécuter d'autres décisions, l'autorité recourt aux mesures suivantes :

- a) l'exécution, aux frais de l'obligé, par l'autorité ou par un tiers mandaté par elle; ces frais sont fixés par une décision spéciale;
- b) l'exécution directe contre la personne de l'obligé ou ses biens;
- c) la privation d'avantages administratifs et autres contraintes ou sanctions administratives prévues par la loi;
- d) <sup>29</sup> la poursuite pénale, dans la mesure où une disposition spéciale le prévoit;
- e) <sup>26</sup> si aucune autre disposition pénale n'est applicable, la poursuite pénale pour insoumission à une décision signifiée sous la menace d'une peine d'amende prévue à l'article 292 du Code pénal suisse<sup>9</sup>.

<sup>2</sup> Avant de recourir à un moyen de contrainte, l'autorité en menace l'obligé et lui impartit un délai suffisant pour s'exécuter; elle le rend attentif aux sanctions encourues. Ces avertissements peuvent être signifiés dans la décision à exécuter elle-même ou dans un acte postérieur.

<sup>3</sup> Dans les cas visés à l'alinéa 1, lettres a et b, l'autorité peut renoncer à l'avertissement s'il y a péril en la demeure.



Proportionnalité **Art. 112** L'autorité n'emploie pas de moyens de contrainte plus rigoureux que ne l'exigent les circonstances.

#### **CHAPITRE IV : Restitution de l'indu**

Restitution d'office **Art. 113** L'autorité restitue spontanément les versements qui n'étaient pas dus ou qui ont été effectués en trop.

Demande de restitution **Art. 114** <sup>1</sup> Tant l'autorité que le particulier peuvent demander la restitution de montants versés indûment. La demande doit en être faite dans le délai de cinq ans dès le paiement.

<sup>2</sup> S'il n'obtient pas directement satisfaction, l'ayant droit peut faire valoir ses prétentions par la voie de l'action de droit administratif.

<sup>3</sup> Demeure réservée l'autorité des actes administratifs passés en force.

Intérêts **Art. 115** La restitution est due avec intérêts calculés au taux de l'intérêt moratoire fixé pour chaque année fiscale.

Prescriptions spéciales **Art. 116** Sont réservées les dispositions spéciales du droit fédéral et cantonal.

#### **TITRE QUATRIEME : Juridiction administrative**

##### **CHAPITRE PREMIER : Règles de la procédure administrative contentieuse**

##### **SECTION 1 : Recours**

Définitions **Art. 117** <sup>1</sup> Le recours de droit administratif est le recours ouvert auprès des instances ordinaires de la juridiction administrative.

<sup>2</sup> Le recours administratif est le recours ouvert auprès des instances spéciales de la juridiction administrative.

Objet **Art. 118** Peuvent être l'objet d'un recours :  
a) les décisions rendues sur opposition;

- b) <sup>29</sup> les décisions non sujettes à opposition au sens de l'article 95, lettres b, c, e, f, i et j;
- c) les décisions visées à l'article 6, lettres c à e;
- d) les décisions prises sur demande en revision et en interprétation; l'autorité de recours apprécie les cas dans lesquels la décision prise sur demande en reconsidération et sur dénonciation est sujette à recours;
- e) d'autres actes dans les cas prévus par la législation.

Décisions  
finales,  
préjudicielles et  
incidentes

**Art. 119** <sup>27</sup> <sup>1</sup> Les décisions finales sont susceptibles de recours.

<sup>2</sup> Les décisions préjudicielles et incidentes qui sont notifiées séparément et qui portent sur la compétence (art. 30 et suivants) ou sur la récusation (art. 39 et suivants) peuvent faire l'objet d'un recours. Elles ne peuvent plus être attaquées ultérieurement.

<sup>3</sup> Les autres décisions préjudicielles et incidentes notifiées séparément peuvent faire l'objet d'un recours :

- a) si elles peuvent causer un préjudice irréparable, ou
- b) si l'admission du recours peut conduire immédiatement à une décision finale qui permet d'éviter une procédure probatoire longue et coûteuse.

<sup>4</sup> Sont notamment susceptibles d'un recours séparé au sens de l'alinéa 3 les décisions incidentes concernant :

- a) les mesures provisionnelles (art. 51), en particulier le refus ou le retrait de l'effet suspensif (art. 99 et 132);
- b) la suspension de la procédure (art. 52);
- c) le refus de l'appel en cause (art. 11), la jonction et la disjonction des causes (art. 12 et 13);
- d) les décisions relatives à l'assistance judiciaire (art. 18);
- e) l'établissement des faits (art. 58 et suivants);
- f) le droit des parties d'être entendues (art. 73 et suivants).

<sup>5</sup> Si le recours séparé prévu à l'alinéa 3 n'a pas été utilisé, les décisions préjudicielles et incidentes peuvent être attaquées par un recours contre la décision finale dans la mesure où elles influent sur le contenu de celle-ci.

Qualité pour  
recourir

**Art. 120** A qualité pour recourir :

- a) <sup>27</sup> quiconque est particulièrement atteint par la décision attaquée et a un intérêt digne de protection à ce qu'elle soit annulée ou modifiée;
- b) <sup>29</sup> toute autre personne, organisation ou autorité lorsque des dispositions spéciales le prévoient.

Délais

**Art. 121** <sup>1</sup> Le recours est déposé dans les trente jours, ou, s'il s'agit d'une décision incidente ou d'exécution, dans les dix jours dès la notification de la décision.

<sup>2</sup> Les délais spéciaux prévus par le droit cantonal et par le droit fédéral sont réservés.

Motifs du recours  
de droit  
administratif

**Art. 122** Sur recours de droit administratif, les motifs suivants peuvent être invoqués :

- a) la violation du droit, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation;
- b) la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents;
- c) l'inopportunité :
  - 1. des décisions relatives à la fixation d'une contribution publique ou d'une indemnité de droit public;
  - 2. des sanctions disciplinaires à l'exclusion du blâme, de l'amende jusqu'à 200 francs et de la suspension jusqu'à cinq jours;
  - 3. des décisions non sujettes à opposition dans les cas visés à l'article 95, lettres b et i;
  - 4. des décisions susceptibles d'être attaquées auprès d'une instance fédérale avec pouvoir d'examen illimité;
  - 5. d'autres décisions, lorsque la législation le prévoit.

Motifs du recours  
administratif

**Art. 123** <sup>1</sup> Sur recours administratif, le recourant peut invoquer les motifs indiqués à l'article 122, lettres a et b, ainsi que l'inopportunité.

<sup>2</sup> L'inopportunité ne peut être invoquée lorsqu'il s'agit d'affaires entrant dans la sphère de l'autonomie des communes et d'autres collectivités ou établissements de droit public.

Motifs de recours  
en matière  
d'exécution

**Art. 124** En cas de recours contre une mesure d'exécution, ne sont en principe recevables que les motifs pris de la violation des règles relatives à l'exécution et en particulier du principe de la proportionnalité.

Déni de justice  
ou retard  
injustifié

**Art. 125** <sup>1</sup> Une partie peut en tout temps recourir, pour déni de justice ou retard injustifié, contre une autorité qui, sans raison, refuse de statuer ou tarde à se prononcer.

<sup>2</sup> Si l'autorité saisie admet le recours, elle renvoie l'affaire à l'autorité de décision en lui donnant des instructions impératives.

<sup>3</sup> La partie qui subit en ces cas un préjudice a droit à une indemnité équitable.

## Mémoire de recours

**Art. 126** <sup>1</sup> Le mémoire de recours est adressé par écrit à l'autorité de recours en deux exemplaires au moins ou en autant de doubles qu'il y a de parties à la procédure.

<sup>2</sup> S'il n'est pas satisfait à ces exigences, l'autorité peut exiger du recourant la remise immédiate des exemplaires manquants. Elle l'avise qu'à ce défaut, elle fera des copies à ses frais.

## Contenu du mémoire

**Art. 127** <sup>1</sup> Le mémoire contient un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire.

<sup>2</sup> Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

## Informalités

**Art. 128** <sup>1</sup> Si le mémoire de recours ne satisfait pas aux exigences de l'article 127, ou si les motifs et les conclusions du recourant n'ont pas la clarté nécessaire, sans que le recours soit manifestement irrecevable, l'autorité de recours impartit au recourant un bref délai supplémentaire pour remédier à ces informalités.

<sup>2</sup> Elle avise en même temps le recourant que, si le délai n'est pas utilisé, elle statuera sur la base du dossier ou, si les conclusions ou la signature manquent, elle déclarera le recours irrecevable. [27\)](#)

<sup>3</sup> Si le recours est dénué de toute motivation, l'autorité de recours le déclare d'emblée irrecevable. [28\)](#)

## Mémoire complémentaire

**Art. 129** L'autorité de recours peut accorder au recourant qui le demande pour des motifs suffisants un délai pour compléter son mémoire de recours.

## Nouveaux moyens

**Art. 130** <sup>1</sup> Le recourant peut invoquer, dans le délai de recours et les délais supplémentaires prévus aux articles 128 et 129, des motifs, faits et moyens de preuve qui ne l'ont pas été dans les précédentes procédures.

<sup>2</sup> L'article 75, alinéa 2, est réservé.

## Modification des conclusions

**Art. 131** Le recourant peut modifier ses conclusions jusqu'à la fin des échanges d'écritures ou, le cas échéant, jusqu'à la clôture des débats.

Effet suspensif et mesures provisionnelles

**Art. 132** <sup>1</sup> Sauf prescription légale contraire, le recours a effet suspensif. Pour le surplus, l'article 99 s'applique par analogie.

<sup>2</sup> Après le dépôt du recours, l'autorité saisie peut prendre, d'office ou sur requête d'une partie, d'autres mesures provisionnelles conformément à l'article 51.

Effet dévolutif

**Art. 133** Dès le dépôt du recours, le pouvoir de traiter l'affaire qui en est l'objet passe à l'autorité de recours.

Nouvel examen par l'autorité de première instance

**Art. 134** <sup>1</sup> L'autorité de première instance peut, jusqu'à l'envoi de sa réponse au mémoire de recours, procéder à un nouvel examen de la décision attaquée.

<sup>2</sup> Elle notifie sans délai sa nouvelle décision aux parties et en donne connaissance à l'autorité de recours.

<sup>3</sup> Celle-ci continue à traiter le recours, dans la mesure où la nouvelle décision ne l'a pas rendu sans objet. L'article 135, alinéa 3, s'applique si cette décision repose sur un état de fait notablement modifié ou crée une situation juridique sensiblement différente.

Echange d'écritures

**Art. 135** <sup>1</sup> Si le recours n'est pas d'emblée irrecevable, l'autorité saisie communique sans délai les mémoires et mémoires complémentaires de recours à l'autorité qui a pris la décision attaquée et aux autres parties, en leur impartissant un délai pour présenter leur réponse; elle invite en même temps l'autorité inférieure à produire son dossier. Les articles 126 à 131 s'appliquent par analogie au mémoire de réponse.

<sup>2</sup> Les mémoires de réponse sont portés à la connaissance du recourant et des autres parties adverses.

<sup>3</sup> L'autorité peut, à n'importe quel stade de la procédure, inviter les parties à un nouvel échange d'écritures.

Débats et délibérations

**Art. 136** <sup>1</sup> Conformément à l'article 54, alinéas 2 et 3, l'autorité de recours peut ordonner des débats, d'office ou sur requête.<sup>2)</sup>

<sup>2</sup> Devant les instances spéciales de la juridiction administrative, les débats et les délibérations ne sont pas publics.

<sup>3</sup> Sauf prescriptions spéciales, les débats devant le juge administratif et la Cour administrative sont publics, à l'exception des délibérations. Ils se déroulent à huis clos s'il s'agit d'affaires fiscales. Ces instances peuvent en outre, dans chaque cas particulier ou dans un domaine déterminé, prononcer le huis clos si un intérêt public ou privé important l'exige. Cette mesure ne touche ni les parties, ni leurs mandataires.<sup>2)</sup>

#### Experts

**Art. 137** Si la nature de l'affaire le requiert, l'autorité de recours peut faire appel à un ou à plusieurs experts.

#### Conciliation

**Art. 138** <sup>1</sup> L'autorité de recours peut rechercher la conciliation des parties, si l'affaire s'y prête.

<sup>2</sup> Elle doit organiser une conciliation lorsque le recours porte sur une inégalité à raison du sexe dans les rapports de travail relevant du droit public cantonal ou communal.<sup>10)</sup>

<sup>3</sup> En cas d'arrangement, celui-ci est porté au procès-verbal et signé par les parties; l'arrangement acquiert force exécutoire.<sup>10)</sup>

#### Incompatibilités relatives à l'instruction et au jugement

**Art. 139** <sup>1</sup> Une personne ne peut prendre part à l'instruction ou au jugement d'un recours formé contre une décision à la prise de laquelle elle a participé comme autorité administrative, membre d'une telle autorité ou fonctionnaire, statuant en première instance, sur opposition ou sur recours.

<sup>2</sup> Si cette personne est membre d'une autorité administrative collégiale, elle a cependant voix consultative lors de la délibération de l'affaire par cette autorité; elle se retire lors du vote.

<sup>3</sup> Les recours adressés au Gouvernement sont instruits par le Service juridique du Département de la Justice ou, lorsque la décision attaquée émane de ce département, par un autre organe désigné par le Gouvernement.

#### Retrait du recours

**Art. 140** <sup>1</sup> Le recours peut être retiré, tant qu'il n'a pas fait l'objet d'une décision.

<sup>2</sup> Les articles 221 et 228 sont réservés.

Procédure  
d'examen  
sommaire

**Art. 141** Par une décision sommairement motivée, l'autorité de recours peut d'emblée écarter un recours manifestement irrecevable ou rejeter un recours manifestement mal fondé.

Juge unique

**Art. 142<sup>2)</sup>** <sup>1</sup> Le président d'une autorité collégiale liquide comme juge unique les procédures devenues sans objet par suite de retrait, de désistement ou pour une autre raison, ainsi que les demandes d'assistance judiciaire, les recours formés contre les décisions concernant l'effet suspensif et les autres mesures provisionnelles, et celles concernant les frais et dépens.

<sup>2</sup> Le président de la Chambre administrative ou de la Chambre des assurances liquide en outre comme juge unique les affaires dont la valeur litigieuse n'atteint pas 8'000 francs. Si la valeur litigieuse ne peut être déterminée aisément ou si les circonstances de fait ou de droit le justifient, le président peut faire trancher le litige par l'ensemble de la Chambre.

Pouvoir de  
décision

**Art. 143** <sup>1</sup> Dans le recours de droit administratif, l'autorité saisie ne peut aller au-delà des conclusions du recourant, ni modifier la décision à son détriment. Sont réservées les dispositions contraires du droit cantonal et fédéral.

<sup>2</sup> Dans le recours administratif, le pouvoir de décision de l'autorité de recours est défini conformément à l'article 104.

Décision

**Art. 144** <sup>1</sup> Dans la mesure où elle admet le recours, l'autorité annule la décision attaquée et statue elle-même sur l'affaire; elle la renvoie au besoin à l'autorité de première instance, avec des instructions impératives.

<sup>2</sup> La décision sur recours contient un résumé des faits essentiels, les considérants en droit et le dispositif. Elle est communiquée aux parties et aux autorités inférieures intéressées. L'article 86 est réservé.

Dispositions  
complémentaires

**Art. 145** Pour le surplus, les dispositions du Titre deuxième s'appliquent à la procédure de recours.

## SECTION 2 : L'action de droit administratif

Définition

**Art. 146** L'action de droit administratif est ouverte en cas de contestations relatives à des prétentions de droit public qui ne peuvent faire l'objet d'une décision. Les prescriptions légales spéciales sont réservées.

Cas d'action	<p><b>Art. 147</b> L'action est ouverte<sup>2)</sup> dans les contestations relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) aux prétentions découlant des rapports de service des magistrats, fonctionnaires et autres agents publics;</li> <li>b) aux prétentions découlant des contrats de droit public ou de concessions;</li> <li>c) à des indemnités non contractuelles;</li> <li>d) au paiement de prestations pécuniaires octroyées, à la restitution de prestations pécuniaires payées et à la dévolution d'autres avantages pécuniaires de droit public acquis sans droit;</li> <li>e) à d'autres affaires, dans les cas prévus par la loi.</li> </ul>
Qualité pour introduire action	<p><b>Art. 148</b> A qualité pour introduire action toute personne qui fait valoir une prétention juridique.</p>
Procédure préalable	<p><b>Art. 149</b> <sup>1</sup> Avant d'introduire action, le demandeur annonce ses prétentions au défendeur ainsi que ses motifs; il lui accorde un délai suffisant pour se déterminer à leur sujet.</p> <p><sup>2</sup> Si le demandeur ouvre action sans avoir procédé conformément à l'alinéa 1, ou si le défendeur ne se détermine pas en temps utile, l'autorité pourra en tenir compte dans la fixation des frais.</p>
Litispendance	<p><b>Art. 150</b> Le dépôt de la demande écrite auprès de l'instance de juridiction administrative détermine la litispendance. Celle-ci a en particulier pour effet d'interrompre la prescription.</p>
Demande reconventionnelle	<p><b>Art. 151</b><sup>29)</sup> Le défendeur peut opposer une réclamation au demandeur. Les dispositions de procédure civile relatives à la demande reconventionnelle s'appliquent par analogie.</p>
Valeur litigieuse	<p><b>Art. 152</b><sup>29)</sup> La valeur litigieuse se détermine selon les dispositions de procédure civile.</p>
Conciliation et transaction	<p><b>Art. 153</b> <sup>1</sup> L'autorité, voire la personne chargée de l'instruction, peut tenter la conciliation des parties ou leur soumettre une proposition de transaction.</p> <p><sup>2</sup> Les alinéas 2 et 3 de l'article 138 sont applicables par analogie.<sup>10)</sup></p>
Plaidoiries	<p><b>Art. 154</b> Si des débats sont ordonnés, l'autorité peut, après clôture, autoriser les parties à plaider. Exceptionnellement, elle peut leur permettre de répliquer et de dupliquer.</p>



Juge unique **Art. 155** Le président d'une autorité collégiale statue comme juge unique sur :

- a) les cas visés à l'article 142;
- b) les affaires dont la valeur litigieuse n'atteint pas 8'000 francs<sup>2)</sup>.

Pouvoir d'examen **Art. 156** L'autorité apprécie la cause sous tous ses aspects, en fait, en droit et en opportunité.

Dispositions complémentaires **Art. 157** <sup>1</sup> Les dispositions du Titre deuxième s'appliquent par analogie à l'action de droit administratif, ainsi que les articles 126 à 131, 135 à 137, 139, alinéa 1, 140, 141 et 143, alinéa 1.

<sup>2</sup> Pour le surplus, les dispositions de procédure civile sont applicables par analogie.<sup>29)</sup>

## CHAPITRE II : Instances ordinaires de la juridiction administrative

### SECTION 1 : Le juge administratif et la Cour administrative statuant sur recours de droit administratif

Compétence générale du juge administratif **Art. 158** Sauf exceptions statuées par la loi, le juge administratif connaît des recours formés contre les décisions prises par :

- a) les organes des communes, des sections de commune et syndicats de communes, ainsi que des collectivités et établissements publics qui en dépendent;
- b) la Recette et Administration de district;
- c) les personnes et organismes privés chargés de l'accomplissement de tâches publiques relevant de l'un des organes visés aux lettres a et b.

Compétences d'attribution du juge administratif **Art. 159** Le juge administratif connaît en outre des recours formés contre les décisions prises par d'autres autorités, commissions et instances lorsque la loi ou le décret le prévoit, ainsi en matière de circulation routière, d'expropriation, d'améliorations foncières, de construction et de contrôle laitier.

Compétence de la Cour administrative **Art. 160**<sup>29)</sup> Sous réserve des articles 162 et 164, la Cour administrative connaît des recours formés contre les décisions prises par :

- a) le Gouvernement;
- b) les organes de l'administration cantonale;

- c) le juge administratif; sont réservées les compétences de la Cour constitutionnelle en matière d'élections et votes organisés dans les districts et les communes;
- d) la Commission cantonale des recours en matière d'impôts;
- e) les organes des Eglises reconnues ou de leurs paroisses compétents en matière d'impôts et autres contributions;
- f) les collectivités et établissements publics qui dépendent du Canton;
- g) les personnes et organismes privés chargés de l'accomplissement de tâches publiques relevant du Canton;
- h) d'autres autorités, commissions et instances, lorsque le droit intercantonal, la loi ou le décret le prévoit, par exemple en matière de registre du commerce et de registre foncier.

#### Art. 161<sup>31)</sup>

Irrecevabilité  
I. En général

**Art. 162<sup>29)</sup>** <sup>1</sup> Le recours devant le juge administratif et la Cour administrative n'est pas recevable contre les décisions revêtant un caractère politique prépondérant.

<sup>2</sup> En principe, revêtent un caractère politique prépondérant notamment :

- a) les décisions relatives à l'approbation d'actes législatifs et de tarifs;
- b) les décisions relatives à des plans, sauf s'il s'agit de plans d'affectation ou de décisions sur opposition à des expropriations, à des remembrements ou remaniements;
- c) les décisions sur l'octroi ou le refus d'un sursis ou la remise de contributions dues dans les cas présentant une importance particulière, notamment lorsque l'intérêt économique du Canton est en jeu;
- d) les décisions sur l'octroi ou le refus de subventions, de crédits, de garanties, d'indemnités et d'autres prestations pécuniaires de droit public auxquels la législation ne confère pas un droit;
- e) les décisions concernant la sûreté intérieure du Canton;
- f) en matière de défense nationale et de protection civile, les décisions qui ne sont pas de caractère pécuniaire;
- g) les décisions concernant la création initiale des rapports de service et les promotions dans la fonction publique, sauf si le recours invoque une discrimination à raison du sexe;
- h) en matière d'éducation, les décisions relatives aux plans d'études et aux branches d'enseignement, à la création et à la suppression d'écoles ou de classes;
- i) en matière de construction et d'entretien des routes, les décisions relatives à l'affectation et à la classification; pour le surplus, la lettre b est réservée;
- j) en matière de police locale, les décisions relatives à l'assistance mutuelle des communes;
- k) d'autres décisions dans les cas prévus par des dispositions spéciales.

**Art. 163**<sup>31)</sup>

II. Selon la  
nature des  
décisions<sup>29)</sup>

**Art. 164** Le recours de droit administratif n'est pas non plus recevable contre :

- a) les décisions prises à la suite d'une dénonciation (art. 118, lettre d);
- b) les décisions préjudicielles et autres décisions incidentes (art. 119), si le recours de droit administratif n'est pas ouvert contre la décision finale;
- c) les décisions sur la révocation ou la modification de décisions contre lesquelles le recours de droit administratif n'est pas ouvert, sauf les décisions sur la modification ou la révocation de décisions attributives d'avantages;
- d) ...<sup>31)</sup>
- e) les décisions définitives en vertu de la loi ou du décret.

Subsidiarité

**Art. 165** Pour le surplus, le recours de droit administratif n'est pas recevable lorsqu'est ouverte la voie :

- a) de l'opposition préalable; est réservé le cas de renonciation (art. 95, lettre i);
- b) d'un autre recours.

## **SECTION 2 : Le juge administratif et la Cour administrative statuant sur action de droit administratif**

L'action devant  
le juge  
administratif

**Art. 166** Sous réserve de recours à la Cour administrative, le juge administratif connaît des actions de droit administratif dans les contestations opposant :

- a) les particuliers à une commune ou à une autre collectivité, établissement, personne et organisme visés à l'article 158, lettres a, b et c;
- b) les communes et autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à l'article 158, lettres a, b et c, entre eux;
- c) les communes et autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à l'article 158, lettres a, b et c, à une paroisse ou à un organisme qui en dépend.

L'action devant  
la Cour  
administrative

**Art. 167** La Cour administrative connaît des actions de droit administratif dans les contestations opposant :

- a) les particuliers au Canton, aux collectivités et établissements publics dépendant du Canton, ou à des personnes et organismes privés chargés de l'accomplissement de tâches publiques relevant du Canton;
- b) les collectivités, établissements, personnes et organismes visés à la lettre a, entre eux;

- c) les communes et autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à l'article 158, lettres a, b et c, au Canton et aux autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à la lettre a;
- d) les Eglises reconnues, les paroisses et organismes qui en dépendent, au Canton et aux autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à la lettre a.

Subsidiarité

**Art. 168** L'action de droit administratif n'est pas recevable lorsqu'est ouverte la voie de l'opposition et celle du recours.

### SECTION 3 : Les litiges relatifs à la sécurité sociale

Chambre des assurances

**Art. 169** La Chambre des assurances de la Cour administrative connaît, sur recours ou sur action de droit administratif, des contestations relatives :

- a) à la sécurité sociale de droit cantonal et fédéral;
- b) aux diverses pensions et allocations allouées par les caisses de retraite des fonctionnaires et autres agents publics;
- c) à d'autres affaires, dans les cas prévus par la loi.

Tribunaux arbitraux

**Art. 170** Sont réservées les compétences des Tribunaux arbitraux institués par la loi<sup>13)</sup> portant introduction de la loi fédérale du 13 juin 1911 sur l'assurance en cas de maladie et d'accidents, et par la loi<sup>14)</sup> portant introduction de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité.

Réserve

**Art. 171** Les prescriptions spéciales de procédure du droit fédéral sont réservées.

## CHAPITRE III : Instances spéciales de la juridiction administrative

### SECTION 1 : Gouvernement et autres instances spéciales

Recours au Gouvernement

**Art. 172** Les décisions qui ne sont pas sujettes à recours au juge administratif ou à la Cour administrative peuvent être attaquées par la voie du recours administratif auprès du Gouvernement.

Recours auprès d'instances spéciales

**Art. 173** <sup>1</sup> Sont réservées les attributions des autres instances qui, suivant prescriptions légales spéciales, statuent sur recours administratif.

<sup>2</sup> Sont également réservés les cas dans lesquels les parties peuvent, suivant prescriptions légales spéciales, déférer leurs litiges à une juridiction arbitrale.

<sup>3</sup> Les instances visées aux alinéas 1 et 2 se prononcent, sauf prescriptions légales contraires, à titre définitif.

## SECTION 2 : Commission cantonale des recours en matière d'impôts

Compétence

**Art. 174** La Commission cantonale des recours en matière d'impôts, ou son président comme juge unique, tranche, sur recours administratif, les litiges qui leur sont attribués par la loi sur les impôts directs de l'Etat et des communes<sup>15)</sup> et par d'autres dispositions légales.

Organisation et procédure

**Art. 175** <sup>1</sup> L'organisation de la Commission est fixée par la loi sur les impôts directs de l'Etat et des communes et par le décret concernant la Commission cantonale des recours<sup>16)</sup>.

<sup>2</sup> La procédure est également réglée par la loi et le décret précités et, subsidiairement, par les dispositions du présent Code.

Recours

**Art. 176** Sauf les cas où, suivant prescriptions légales spéciales, elle statue à titre définitif, la Commission se prononce sous réserve de recours à la Cour administrative.

## TITRE CINQUIEME : Juridiction constitutionnelle

### CHAPITRE PREMIER : Contrôle de la constitutionnalité des lois

Principe

**Art. 177** La Cour constitutionnelle contrôle, sur requête et avant mise en vigueur, la constitutionnalité des lois et leur conformité au droit fédéral.

Requérants

**Art. 178** Ont qualité pour former une requête :

- a) le Gouvernement;
- b) un groupe parlementaire;
- c) dix députés;
- d) trois communes;
- e)<sup>27)</sup> une commune ou une autre collectivité de droit public, à la condition qu'elle invoque la violation de garanties qui lui sont reconnues par la Constitution cantonale ou la Constitution fédérale;
- f)<sup>28)</sup> toute personne qui est particulièrement atteinte par la loi attaquée et qui a un intérêt digne de protection à son annulation ou à sa modification.

Délai	<b>Art. 179</b> La requête est déposée dans les quinze jours dès la publication de la loi au Journal officiel.
Publicité	<p><b>Art. 180</b> <sup>1</sup> La Cour avise aussitôt les présidents du Parlement et du Gouvernement des requêtes qui lui sont adressées.</p> <p><sup>2</sup> Elle en donne communication dans l'édition suivante du Journal officiel.</p>
Incidence sur le référendum	<b>Art. 181</b> Lorsqu'un contrôle de constitutionnalité est requis, la loi ne peut être soumise, sur référendum, à un vote populaire, avant que la Cour n'ait rendu son arrêt.
Procédure	<p><b>Art. 182</b> <sup>1</sup> Au besoin, la Cour invite le requérant à préciser sa requête.</p> <p><sup>2</sup> Elle demande au Gouvernement de se déterminer par écrit sur l'inconstitutionnalité invoquée et au Bureau du Parlement de lui remettre le message gouvernemental de l'acte législatif attaqué, les procès-verbaux de la commission parlementaire dans la mesure où ils concernent le problème soulevé par la requête, ainsi que la transcription des débats relatifs à la norme contestée. <a href="#">2)</a></p> <p><sup>3</sup> Elle peut procéder à un débat. Les débats et délibérations sont publics.</p> <p><sup>4</sup> Les articles 126 à 128, 137 à 140 s'appliquent par analogie. Les dispositions du Titre deuxième s'appliquent également au besoin.</p>
Procédure sommaire	<p><b>Art. 183</b> <sup>1</sup> Par un arrêt sommairement motivé, la Cour, réduite à trois juges, peut d'emblée écarter à l'unanimité une requête manifestement irrecevable, ou manifestement mal fondée.</p> <p><sup>2</sup> En ces cas, les articles 180, 181 et 182, alinéas 2 et 3, ne s'appliquent pas.</p>
Jonction des requêtes	<b>Art. 184</b> Lorsqu'une loi fait l'objet de plusieurs requêtes, la Cour peut les examiner conjointement et statuer en un seul arrêt.
Pouvoir d'examen	<p><b>Art. 185</b> <sup>1</sup> La Cour examine si la loi attaquée est conforme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) au droit fédéral;</li> <li>b) au droit international;</li> <li>c) à la Constitution cantonale;</li> <li>d) au droit intercantonal. <a href="#">27)</a></li> </ul>

<sup>2</sup> Elle est limitée dans son examen aux griefs invoqués par le requérant, sauf cas où la loi est manifestement contraire au droit fédéral ou inconstitutionnelle.

Arrêt

**Art. 186** <sup>1</sup> La Cour rend son arrêt motivé dans les soixante jours dès la réception de la requête.

<sup>2</sup> Elle le communique au requérant et aux présidents du Parlement et du Gouvernement.

<sup>3</sup> Le dispositif de l'arrêt est publié dans l'édition suivante du Journal officiel.

Loi conforme au droit fédéral et à la Constitution cantonale

**Art. 187** Lorsque la Cour la déclare conforme au droit fédéral et à la Constitution cantonale, la loi peut être mise en vigueur ou, si une demande de référendum a abouti, soumise au vote populaire.

Loi contraire

**Art. 188** <sup>1</sup> Lorsque la Cour la déclare contraire au droit fédéral ou à la Constitution cantonale, la loi est nulle et non avenue.

<sup>2</sup> Il en est de même lorsque seules certaines dispositions sont déclarées non conformes, si la Cour les juge inséparables de l'ensemble de la loi.

Loi partiellement contraire

**Art. 189** <sup>1</sup> Lorsque certaines dispositions sont déclarées non conformes, elles seules sont frappées de nullité, si la Cour les juge séparables de l'ensemble de la loi. Pour le reste, la procédure suit son cours conformément à l'article 187.

<sup>2</sup> Toutefois, le Gouvernement peut demander au Parlement ou celui-ci prendre l'initiative de procéder à une nouvelle lecture; la loi ne peut alors être mise en vigueur, ni, le cas échéant, soumise au vote populaire. Si une nouvelle lecture est décidée, la loi est considérée comme rapportée et la procédure législative est reprise en l'état. Dans le cas contraire, l'alinéa 1 s'applique.

## CHAPITRE II : Le contrôle de la validité des décrets et des autres actes législatifs

Principe

**Art. 190** La Cour constitutionnelle contrôle, sur requête et avant mise en vigueur, la validité :

- a) des décrets, arrêtés, ordonnances et règlements cantonaux;
- b) des règlements communaux et intercommunaux;

- c) des conventions de droit public;
- d) de toute autre prescription législative de rang inférieur à la loi.

Requête  
concernant les  
actes cantonaux

**Art. 191** Ont qualité pour former une requête concernant les actes cantonaux, les autorités et personnes désignées à l'article 178.

Requête  
concernant les  
actes  
communaux et  
intercommunaux

**Art. 192** Ont qualité pour former une requête concernant les actes communaux et intercommunaux :

- a) les organes délibératifs des communes, des sections de commune et syndicats de communes, ainsi que leurs organes exécutifs;
- b) les personnes désignées à l'article 178, lettre e.

Exclusion

**Art. 193** La requête ne peut être formée par l'auteur de l'acte soumis à un contrôle.

Délais

**Art. 194** <sup>1</sup> S'agissant des actes cantonaux, la requête est déposée dans les quinze jours dès leur publication au Journal officiel.

<sup>2</sup> S'agissant des autres actes, la requête est déposée dans les quinze jours dès leur publication selon la voie officielle prescrite.

<sup>3</sup> Si l'acte en cause est soumis à l'approbation d'une autorité supérieure, le délai ne court pas avant l'octroi de cette approbation.

Procédure

**Art. 195** Les articles 180 à 184 et 186 sont applicables par analogie.

Pouvoir  
d'examen

**Art. 196** <sup>1</sup> La Cour examine si l'acte qui lui est soumis est conforme au droit supérieur mentionné à l'article 185, alinéa 1, et aux actes législatifs cantonaux de rang supérieur. [27\)](#)

<sup>2</sup> Elle est limitée dans son examen aux griefs invoqués par le requérant, sauf cas où l'acte est manifestement contraire aux normes citées à l'alinéa 1.

Effets de l'arrêt

**Art. 197** <sup>1</sup> Lorsque la Cour constate la validité de l'acte attaqué, celui-ci peut être mis en vigueur ou, le cas échéant, soumis au vote populaire.

<sup>2</sup> Dans le cas contraire, l'acte attaqué est nul et non avenue. Pour le surplus, les articles 188, alinéa 2, et 189 s'appliquent par analogie.



### CHAPITRE III : Litiges relatifs à l'autonomie des collectivités et établissements publics

Recours	<p><b>Art. 198</b> <sup>1</sup> Peuvent recourir auprès de la Cour constitutionnelle contre les décisions définitives d'une autorité administrative ou d'une instance de la juridiction administrative qui violent leur autonomie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les communes, les sections de commune et syndicats de communes;</li> <li>b) les Eglises reconnues et leurs paroisses;</li> <li>c) les autres collectivités et établissements publics autonomes.</li> </ul> <p><sup>2</sup> Pour le même grief, les paroisses peuvent également recourir contre les décisions prises en dernière instance par les Eglises reconnues.</p>
Délai	<p><b>Art. 199</b> Le recours est déposé dans les trente jours dès la notification de la décision attaquée.</p>
Pouvoir d'examen	<p><b>Art. 200</b> <sup>1</sup> L'autonomie est appréciée dans les limites garanties par la Constitution et par la loi.</p> <p><sup>2</sup> L'article 71, alinéas 1 et 2, est réservé.</p>
Procédure	<p><b>Art. 201</b> Les articles 126 à 141, 143, alinéa 1, 144 et 145 s'appliquent par analogie.</p>

### CHAPITRE IV : Contentieux électoral

Compétence	<p><b>Art. 202</b> La Cour constitutionnelle juge les litiges relatifs à l'exercice des droits politiques, à la validité des élections et votes cantonaux et, sur recours, à la validité des élections et votes organisés dans les districts et les communes, conformément à la législation sur les droits politiques.</p>
Pouvoir d'examen	<p><b>Art. 203</b> <sup>1</sup> La Cour examine si la décision rendue est conforme au droit fédéral, à la Constitution cantonale, à la loi sur les droits politiques<sup>17)</sup> et autres prescriptions y relatives.</p> <p><sup>2</sup> L'article 71, alinéas 1 et 2, est réservé.</p>
Procédure	<p><b>Art. 204</b> Sauf dispositions légales spéciales, la procédure relative au recours de droit administratif (art. 118 à 145) s'applique par analogie.</p>

## CHAPITRE V : Conflits de compétence

Dispositions  
réservées;  
compétences de  
la Cour

**Art. 205** <sup>1</sup> Sous réserve des dispositions prévues à ce sujet par le présent Code (art. 30 à 38) et par d'autres lois, la Cour constitutionnelle tranche, sur requête, les conflits de compétence opposant :

- a) le Parlement et le Gouvernement;
- b) le Parlement et l'autorité judiciaire;
- c) le Gouvernement et l'autorité judiciaire;
- d) les autorités judiciaires civiles, pénales et administratives.

<sup>2</sup> L'article 84, lettre k, de la Constitution cantonale est réservé.

Echange de  
vues

**Art. 206** Avant de saisir la Cour, les autorités en conflit procèdent à un échange de vues.

Arrêt

**Art. 207** La Cour rend son arrêt motivé dans les trente jours dès la réception de la requête.

## TITRE SIXIEME : Revision et interprétation

### CHAPITRE PREMIER : Revision

Motifs

**Art. 208** <sup>1</sup> L'autorité administrative ou de juridiction administrative procède, d'office ou sur requête d'une partie, à la revision de sa décision passée en force, lorsqu'un crime ou un délit l'a influencée.

<sup>2</sup> Elle procède en outre à la revision, sur requête d'une partie, lorsque celle-ci :

- a) allègue des faits nouveaux importants ou produit de nouveaux moyens de preuve, ou
- b) prouve que l'autorité n'a pas tenu compte de faits importants établis par pièces, ou
- c) établit que l'autorité a violé les dispositions relatives à la récusation (art. 39 à 43) et au droit des parties d'être entendues (art. 73 à 82).

<sup>3</sup> Les motifs mentionnés à l'alinéa 2 n'ouvrent pas la revision lorsqu'ils auraient pu être invoqués dans la procédure précédant la décision ou par la voie du recours contre cette décision.

- Délais** **Art. 209** <sup>1</sup> La requête est adressée par écrit à l'autorité qui a pris la décision attaquée dans les nonante jours dès la découverte du motif de revision, mais au plus tard dans les dix ans dès la notification de la décision.
- <sup>2</sup> Après dix ans, la revision ne peut être demandée qu'en vertu de l'article 208, alinéa 1.
- Requête** **Art. 210** La requête indique, avec preuves à l'appui, le motif de revision invoqué et si le délai utile est observé; elle contient en outre les conclusions prises pour le cas où une nouvelle décision interviendrait.
- Procédure** **Art. 211** <sup>1</sup> Les articles 126 à 129 s'appliquent par analogie.
- <sup>2</sup> Pendant la procédure, l'autorité peut, en exigeant au besoin des sûretés, suspendre l'exécution de la décision attaquée et ordonner d'autres mesures provisionnelles.
- <sup>3</sup> Par une décision sommairement motivée, l'autorité peut écarter d'emblée une demande manifestement irrecevable ou manifestement mal fondée.
- <sup>4</sup> Sinon, la requête est communiquée à la partie adverse qui est invitée à y répondre dans un délai suffisant et à produire son dossier. Un échange ultérieur d'écritures ou des débats n'ont lieu qu'exceptionnellement.
- <sup>5</sup> Si la recevabilité de la requête dépend de la constatation de faits contestés, l'autorité ordonne la procédure probatoire nécessaire.
- Décision** **Art. 212** <sup>1</sup> Lorsque l'autorité admet le motif de revision allégué, elle annule la décision et statue à nouveau.
- <sup>2</sup> Elle se prononce en même temps sur la restitution des frais et dépens.

## CHAPITRE II : Interprétation et rectification

- Interprétation** **Art. 213** <sup>1</sup> Sur requête d'une partie, l'autorité interprète sa décision, lorsqu'elle contient des obscurités ou des contradictions dans le dispositif ou entre le dispositif et les motifs.
- <sup>2</sup> Un nouveau délai de recours commence à courir dès l'interprétation.

Rectification

**Art. 214** L'autorité peut rectifier en tout temps les erreurs de rédaction, fautes de calcul ou autres inadvertances qui n'ont pas d'influence sur le dispositif ni sur le contenu essentiel des considérants.

## **TITRE SEPTIEME : Frais de procédure et dépens**

### **CHAPITRE PREMIER : Frais de procédure**

Principe

**Art. 215** <sup>1</sup> La collectivité publique a droit au remboursement des frais de procédure qui lui sont occasionnés par l'instruction, le règlement ou le jugement des affaires administratives.

<sup>2</sup> Ces frais comprennent au sens de la loi sur les émoluments<sup>18)</sup> :

- a) un émolument administratif ou judiciaire;
- b) les débours;
- c) un émolument de chancellerie.

Calcul

**Art. 216** Le montant des frais de procédure est calculé dans les limites des tarifs édictés et conformément aux principes définis par la loi sur les émoluments et par les autres prescriptions y relatives.

Avances de frais  
et sûretés  
a) En général<sup>2)</sup>

**Art. 217**<sup>29)</sup> <sup>1</sup> L'autorité peut ordonner au requérant d'effectuer une avance de frais ou de fournir des sûretés, en lui impartissant un délai convenable pour s'exécuter et en l'avertissant qu'à défaut, elle n'entrera pas en matière.

<sup>2</sup> Sauf circonstances exceptionnelles, elle l'ordonne si le requérant n'a pas de domicile fixe, s'il est domicilié à l'étranger ou s'il est en demeure pour le paiement de frais de procédure antérieurs.

b) Devant les  
instances  
ordinaires de la  
juridiction  
administrative

**Art. 217a**<sup>19)</sup> <sup>1</sup> Le recourant ou le demandeur est tenu de fournir une avance de frais dans les affaires portées devant les instances ordinaires de la juridiction administrative.

<sup>2</sup> D'autres parties peuvent également être tenues de fournir une avance destinée à couvrir les frais relatifs à l'administration des preuves qu'elles demandent.

<sup>3</sup> L'autorité peut renoncer à exiger l'avance de frais si des circonstances particulières le justifient.

<sup>4</sup> Si l'avance n'est pas effectuée dans le délai imparti, l'autorité n'entre pas en matière sur le recours ou l'action; elle peut renoncer à effectuer l'acte d'instruction pour lequel l'avance était demandée.

Frais dans les  
procédures  
administratives  
de première  
instance et  
d'opposition

**Art. 218** <sup>1</sup> Les frais de procédure sont supportés par celui qui requiert un acte administratif pour s'assurer un service ou un avantage, ou le provoque par son attitude.

<sup>2</sup> Des frais de procédure ne sont mis à la charge de l'opposant que s'il a violé des règles de procédure, ou si son opposition a un caractère téméraire ou abusif.

Frais dans  
les autres  
procédures

**Art. 219** <sup>1</sup> En cas de recours ou d'action de droit administratif, les frais de procédure sont mis, en règle générale, à charge de la partie qui succombe. L'article 223 est réservé.

<sup>2</sup> Lorsque la partie qui succombe pouvait de bonne foi se croire fondée à recourir, à interjeter action ou à prendre des conclusions dans une procédure, l'autorité peut, selon les circonstances, l'exempter du paiement des frais ou les réduire.

<sup>3</sup> Des frais de procédure ne peuvent être mis à charge de la partie qui obtient gain de cause que si elle les a occasionnés sans nécessité ou en violant des règles de procédure.

<sup>4</sup> Les alinéas 1 à 3 s'appliquent à la procédure de revision.

<sup>5</sup> Les procédures d'interprétation et de rectification sont gratuites.

Répartition et  
solidarité

**Art. 220** <sup>1</sup> Lorsque plusieurs personnes sont parties à la procédure, les frais sont en règle générale répartis entre celles qui succombent, compte tenu notamment de leur intérêt à la procédure et du sort fait à leurs conclusions. Cette règle s'applique également au cas où aucune des parties n'obtient entièrement satisfaction.

<sup>2</sup> Cette répartition s'opère après déduction des frais occasionnés par les collectivités et organismes exemptés conformément à l'article 223.

<sup>3</sup> En règle générale, les parties qui ont procédé conjointement en qualité de consorts répondent solidairement du paiement des frais mis à leur charge.<sup>[2\)](#)</sup>

Réduction **Art. 221** <sup>1</sup> Lorsqu'une procédure devient sans objet, par suite notamment de retrait ou de désistement, les émoluments ne sont perçus que partiellement; l'autorité peut exiger le remboursement de ses débours.

<sup>2</sup> La même règle peut être appliquée au cas où l'assujetti renonce après coup à la prestation obtenue.

Remise **Art. 222** <sup>1</sup> Les frais de procédure peuvent, sur demande, être remis totalement ou partiellement lorsque :

- a) l'exigence de leur paiement serait d'une rigueur excessive;
- b) l'activité s'y rapportant concerne des collectivités publiques non exemptées par l'article 223, ainsi que des organismes d'utilité publique ou de bienfaisance.

<sup>2</sup> L'autorité peut accorder d'office une remise, dans la mesure où l'activité administrative ou le jugement est principalement destiné à satisfaire un intérêt public.

Exemptions **Art. 223** <sup>1</sup> L'autorité ne peut assujettir au paiement de frais de procédure la Confédération et le Canton, ni non plus les organismes publics qui en dépendent, à moins que des circonstances particulières ne le justifient. Cette règle s'applique également aux personnes privées chargées de tâches publiques de la Confédération et du Canton.

<sup>2</sup> L'alinéa 1 ne s'applique pas en cas d'action de droit administratif.

## CHAPITRE II : Dépens

Principe **Art. 224** <sup>1</sup> La partie ayant obtenu entièrement ou partiellement gain de cause dans une procédure administrative a droit au remboursement des frais nécessaires qui lui ont été occasionnés.

<sup>2</sup> Ces dépens comprennent notamment :

- a) les frais de représentation et d'assistance;
- b) les indemnités de déplacement et de comparution.

Calcul **Art. 225** Le montant des dépens est calculé dans les limites des tarifs édictés et des autres prescriptions y relatives.

Dépens dans les procédures administratives de première instance et d'opposition

**Art. 226** En règle générale, il n'est pas alloué de dépens dans les procédures devant une autorité administrative statuant en première instance ou sur opposition.

Dépens dans les autres procédures

**Art. 227** <sup>1</sup> En cas de recours ou d'action de droit administratif, la partie qui succombe supporte ses dépens; elle est en outre condamnée, en règle générale, à payer ceux de la partie qui a obtenu gain de cause.

<sup>2</sup> Lorsque la partie qui succombe pouvait de bonne foi se croire fondée à recourir, à interjeter action ou à prendre des conclusions dans une procédure, l'autorité peut, selon les circonstances, compenser les dépens totalement ou partiellement.

<sup>2bis</sup> Elle jouit également de cette faculté dans les contestations entre époux, parents et alliés, ainsi que dans les contestations dérivant du droit des successions et du droit de la famille, en particulier du droit de la tutelle. [30\)](#)

<sup>3</sup> Les alinéas 1 à 2bis s'appliquent à la procédure de revision. [29\)](#)

<sup>4</sup> Il n'est pas alloué de dépens dans les procédures d'interprétation et de rectification.

Retrait

**Art. 228** L'autorité décide si et dans quelle mesure des dépens sont alloués, lorsqu'une procédure devient sans objet, par suite notamment de retrait ou de désistement.

Répartition et compensation

**Art. 229** Lorsque plusieurs personnes sont parties à la procédure, les dépens sont, en règle générale, répartis ou compensés entre celles qui succombent compte tenu notamment de leur intérêt à la procédure et du sort fait à leurs conclusions. Cette règle s'applique également au cas où aucune des parties n'obtient entièrement satisfaction. L'article 220, alinéa 3, est réservé.

Cas des collectivités publiques

**Art. 230** <sup>1</sup> Il n'est pas alloué de dépens aux collectivités et organismes publics, ni aux personnes privées chargées de tâches publiques qui ont obtenu gain de cause.

<sup>2</sup> Cette règle ne s'applique pas à l'action de droit administratif. Exception peut en outre lui être faite lorsque ces collectivités et ces organismes ont dû faire appel à des experts ou mandataires extérieurs et qu'il en est résulté des frais élevés ou que d'autres circonstances particulières le justifient, notamment la complexité en fait ou en droit de l'affaire, le fait que la partie adverse était assistée d'un mandataire professionnel ou lorsque l'équité l'exige.<sup>2)</sup>

### CHAPITRE III : Dispositions particulières

Chambre des  
assurances et  
Cour  
constitutionnelle

**Art. 231** <sup>1</sup> La procédure devant la Chambre des assurances de la Cour administrative est gratuite. Il en est de même devant la Cour constitutionnelle, sauf en matière de contentieux électoral.

<sup>2</sup> Des frais de procédure peuvent toutefois être mis à la charge de l'auteur d'un procès téméraire ou abusif.

Frais et dépens  
de la personne  
admise au  
bénéfice de  
l'assistance  
judiciaire

**Art. 232** <sup>1</sup> La partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire (art. 18) est libérée de l'obligation de faire des avances ou de fournir des sûretés. Les frais de procédure qui lui incombent sont avancés par la collectivité publique.

<sup>2</sup> S'il est accordé à cette partie l'assistance d'un avocat ou d'un autre mandataire autorisé, la rémunération de ces derniers est réglée conformément aux prescriptions spéciales du décret sur les honoraires d'avocat<sup>20)</sup>.

<sup>3</sup> Dans la mesure où les frais et dépens de la partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire sont mis à la charge de la partie adverse, les frais sont perçus par l'autorité et les dépens encaissés, sous réserve d'éventuel règlement interne avec son client, par le mandataire d'office.

<sup>4</sup> Dans la mesure où la partie adverse n'est pas condamnée aux frais et dépens de la partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire, celle-ci est tenue de les rembourser à la collectivité publique et au mandataire d'office si elle acquiert une fortune ou un revenu suffisant dans les dix ans dès la clôture de la procédure. Dans le dispositif, la partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire est, sous la réserve qui précède, condamnée aux frais de la collectivité publique, respectivement à ceux du mandataire d'office.

<sup>5</sup> En cas de contestation sur le retour à meilleure fortune, le président de la Cour administrative statue.



Frais et dépens  
de la partie  
adverse en cas  
d'assistance  
judiciaire

**Art. 233** L'octroi de l'assistance judiciaire ne change pas le sort des frais et dépens de la partie adverse, tel qu'il est réglé par les articles 215 et suivants.

Recours  
concernant les  
frais et dépens

**Art. 234** <sup>1</sup> Le dispositif de la décision ou du jugement indique le montant des frais de procédure et des dépens dus par les parties.

<sup>2</sup> Si seule cette partie de la décision ou du jugement est contestée, elle peut être attaquée séparément auprès de l'autorité de recours compétente sur le fond. La même voie s'applique aux décisions fixant les frais et dépens lorsqu'une procédure devient sans objet (art. 221 et 228).

Renvoi

**Art. 235** <sup>1</sup> Pour le surplus, les dispositions de la loi sur les émoluments et autres prescriptions y relatives sont applicables.

<sup>2</sup> Les dispositions de procédure civile sur les frais et dépens s'appliquent en outre par analogie. [29\)](#)

## TITRE HUITIEME : Dispositions transitoires et finales

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions transitoires

Dévolution  
administrative

**Art. 236** Les problèmes de la dévolution administrative sont réglés par l'"Accord-cadre régissant les accords provisoires fixant les conditions du transfert ou de l'utilisation des biens et les conditions d'utilisation de l'infrastructure actuellement commune", du 15 septembre 1978, et les accords particuliers qu'il prévoit, ainsi que par les dispositions suivantes.

Décisions  
entrées en force

**Art. 237** <sup>1</sup> Les autorités administratives et de juridiction administrative et constitutionnelle du canton du Jura reconnaissent les décisions et jugements rendus par les autorités du canton de Berne et entrés en force avant la date fixée à l'article 7 de l'ordonnance du Conseil fédéral sur la création du canton du Jura (droit transitoire), du 25 octobre 1978 [21\)](#).

<sup>2</sup> Les procédures prévues aux articles 90, 91, 93, 108 à 112, 208 à 214 sont réservées. Les délais prescrits à l'article 209 sont computés à partir de la date à laquelle ils auraient commencé à courir selon le droit bernois.

**Art. 238** <sup>1</sup> Les actes postérieurs à la date indiquée à l'article 237, alinéa 1, dans les procédures administratives de première instance ou contentieuses transmises aux autorités jurassiennes conformément aux accords conclus à ce sujet avec le canton de Berne sont régis par le présent Code.

<sup>2</sup> Sauf circonstances particulières et sans préjudice des oppositions (réclamations) et recours ouverts par la procédure administrative jurassienne contre les décisions préjudicielles et incidentes, les actes accomplis par les autorités bernoises compétentes ou par des particuliers, conformément au droit bernois, sont réputés acquis dans les procédures visées à l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Les actes de procédure émanant de particuliers accomplis par erreur auprès d'une autorité bernoise dans les trente jours après la date indiquée à l'article 237 sont reconnus de plein effet s'ils sont valables selon le droit bernois.

<sup>4</sup> Le présent Code s'applique lorsqu'il prévoit une possibilité d'opposition (réclamation) ou de recours ou un autre moyen de droit inconnus du droit bernois; les délais sont alors computés conformément à l'alinéa 5.

<sup>5</sup> Les délais institués par le présent Code s'appliquent aux procédures visées au présent article, sous réserve de délais plus longs prévus par le droit bernois. Ils sont computés à partir de la date à laquelle ils auraient commencé à courir selon le droit bernois.

<sup>6</sup> Pour les oppositions (réclamations) et recours dont le délai est échu avant la date indiquée à l'article 237, alinéa 1, la qualité pour agir et les motifs de recours se déterminent selon le droit bernois. Aux oppositions (réclamations) et recours qui doivent être déposés dans un délai commençant à courir avant le 1<sup>er</sup> janvier 1979 mais échéant après, les règles de la législation la plus favorable sur ces points s'appliquent.

<sup>7</sup> Les autorités jurassiennes compétentes poursuivent au besoin l'instruction et pourvoient au règlement des procédures administratives pendantes; elles appliquent le droit bernois dans la mesure où les oppositions (réclamations) ou recours invoquent la violation du droit de procédure bernois par les autorités bernoises.

<sup>8</sup> Les règles posées à l'alinéa 7 s'appliquent aux procédures concernant les oppositions (réclamations) ou recours formés contre des décisions ou jugements des autorités bernoises non en force à la date indiquée à l'alinéa 1, et déposés après cette date devant les autorités jurassiennes.

<sup>9</sup> Des avances, sûretés et frais ne peuvent être réclamés par les autorités jurassiennes que dans la mesure où ils se rapportent à des opérations pour lesquelles les autorités bernoises n'ont pas déjà reçu une couverture suffisante, dans la même procédure. Les répartitions de ces montants entre le canton du Jura et le canton de Berne s'opèrent conformément aux accords conclus entre eux à ce sujet.

Acheminement  
des dossiers

**Art. 239** <sup>1</sup> Les dossiers concernant les procédures administratives de première instance transmis par les autorités bernoises sont remis, sauf instructions contraires du chancelier, à la Chancellerie d'Etat qui les fait parvenir aux services compétents, selon le droit jurassien, avec indication de la date de réception.

<sup>2</sup> Les dossiers concernant des procédures administratives contentieuses sont remis, sauf instructions contraires du président de la Cour administrative, au greffe du Tribunal cantonal qui les fait parvenir aux instances compétentes, selon le droit jurassien, avec indication de la date de réception.

<sup>3</sup> Lorsque la correspondance entre autorités bernoises et autorités jurassiennes compétentes est douteuse, ou ne peut être établie, le Gouvernement, dans les affaires non contentieuses, statue sur proposition du chancelier ou du Service juridique. Dans les affaires contentieuses, il appartient à la Cour administrative de se prononcer. Pour le surplus, les alinéas 1 et 2 s'appliquent.

Recours devant  
le Gouvernement  
selon l'ancien  
droit

**Art. 239a**<sup>30)</sup> Les décisions suivantes prises selon l'ancien droit, pour lesquelles le recours de droit administratif était irrecevable, ne sont pas sujettes à recours devant le Gouvernement, mais uniquement devant le juge administratif ou la Cour administrative (art. 158 et suivants), quand bien même une disposition antérieure à la présente modification prévoit le contraire :

- a) article 162, lettres f (décisions sur le résultat d'examens) et g (décisions sur l'octroi ou le refus d'autorisations de construire ou de mettre en service des installations techniques ou des véhicules);
- b) article 163, lettre d in fine (en matière d'éducation, les décisions relatives à l'admission à l'école et à sa fréquentation);
- c) article 164, lettre d (mesures d'exécution – art. 111 –, sauf les litiges relatifs à l'obligation de payer les frais et au montant de ceux-ci).

## CHAPITRE II : Dispositions finales

Clause  
abrogatoire

**Art. 240** L'entrée en vigueur du présent Code abroge toutes dispositions contraires de la législation reçue dans la République et Canton du Jura.

Référendum

**Art. 241** Le présent Code est soumis au vote populaire.

Entrée en  
vigueur

**Art. 242** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>22)</sup> du présent Code.

Delémont, le 30 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

<sup>1)</sup> RSJU 101

<sup>2)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Les termes "juge administratif de district" ont été remplacés par ceux de "juge administratif" dans toute la présente loi

<sup>3)</sup> RSJU 471.1

<sup>4)</sup> RSJU 271.1

<sup>5)</sup> RSJU 188.11

<sup>6)</sup> RS 220

<sup>7)</sup> Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111). Il a été tenu compte de cette modification dans tout le présent Code.

<sup>8)</sup> Deuxième phase introduite par le ch. I de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

<sup>9)</sup> RS 311.0

<sup>10)</sup> Introduit par l'art. 4 de l'ordonnance du 25 juin 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1996, et par l'art. 10 de la loi du 17 mai 2000 portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (RSJU 151.1), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2000

<sup>11)</sup> Abrogée par l'art. 31 de la loi du 21 octobre 1998 sur les marchés publics (RSJU 174.1), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 1999

- 
- <sup>12)</sup> Nouvelle teneur selon l'art. 4 de l'ordonnance du 25 juin 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1996, et selon l'art. 10 de la loi du 17 mai 2000 portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (RSJU 151.1), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2000
- <sup>13)</sup> RSJU 832.01
- <sup>14)</sup> RSJU 831.20
- <sup>15)</sup> RSJU 641.11
- <sup>16)</sup> RSJU 641.611
- <sup>17)</sup> RSJU 161.1
- <sup>18)</sup> RSJU 176.11
- <sup>19)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- <sup>20)</sup> RSJU 188.61
- <sup>21)</sup> RO 1978 1580
- <sup>22)</sup> 1<sup>er</sup> janvier 1979
- <sup>23)</sup> Nouvelle teneur selon l'art. 44 de la loi du 3 septembre 2003 concernant la profession d'avocat (RSJU 188.11), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- <sup>24)</sup> Abrogée par le ch. I de la loi du 3 septembre 2003, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- <sup>25)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. VIII de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (RSJU 211.2), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- <sup>26)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. IV de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- <sup>27)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 décembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007
- <sup>28)</sup> Introduit(e) par le ch. I de la loi du 20 décembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007
- <sup>29)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- <sup>30)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- <sup>31)</sup> Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009

## INDEX ALPHABETIQUE

*(Les chiffres renvoient aux articles du Code)*

ABROGATION 240

ACTE LEGISLATIF

- contrôle de la validité 190 à 197

ACTION DE DROIT ADMINISTRATIF 2, al. 4, 114, al. 2, 146 à 157, 166 à 168, 169, 219, 227, 230

- définition 146
- cas d'action 147
- qualité pour introduire action 148

AMENDES 19, 111

APPEL EN CAUSE 11

APPLICATION DU DROIT PAR L'AUTORITE

- d'office 70
- contrôle préalable 71

ARBITRAGES 170, 173

ASSISTANCE D'UN MANDATAIRE 16

ASSISTANCE JUDICIAIRE 18, 142, 232, 233

AUDITION

- des parties 73 à 77
- des témoins 63, 76

ASSURANCES SOCIALES

- voir sécurité sociale

AUTONOMIE COMMUNALE ET DES AUTRES COLLECTIVITES 123, 198 à 201

AUTORITES

- administratives 3
- de la juridiction administrative 4
- de récusation 41
- d'exécution 108

AVANCE DE FRAIS 75, 217, 217a, 232

AVOCATS

- voir mandataires

BASE LEGALE 20

BONNE FOI 26, 45, 227

CAPACITE

- d'ester en procédure administrative 15, al. 1
- d'agir par représentant légal 15, al. 2

CARACTERE EXECUTOIRE (d'une décision) 109

CHAMBRE DES ASSURANCES

- compétences 169
- gratuité de la procédure 231

CHAMP D'APPLICATION 1 à 9

CIRCULAIRES

- voir ordonnances administratives

CITATIONS 55

CLASSEMENT DES AFFAIRES 53

CODE DE PROCEDURE CIVILE

- voir droit subsidiaire

COLLABORATION DES PARTIES 60

COLLECTIVITES PUBLIQUES 3, lettre c, 123, 158, lettre a, 160, lettre e, 166, 167, 222, al. 1, lettre b, 230

- devoir d'agir selon le principe de la bonne foi 26
- obligation d'indemniser 26, 82, 90
- droit au remboursement des frais de procédure 125
- dépens 230
- assistance judiciaire 232

COMMISSION CANTONALE DES RECOURS EN MATIERE D'IMPOTS

- instance spéciale de la juridiction administrative 4, al. 2, lettre b
- récusation 41, al. 2, lettre c
- compétence 174
- organisation et procédure 175
- recours 176, 160, lettre b

## COMMUNES

- autorités administratives 3, lettre b
- autorité autorisée à ordonner l'audition de témoins 63, al. 2, lettre d
- inapplicabilité de la procédure d'opposition en cas de recours à un organe supérieur de la commune 95, lettre c
- autorité d'exécution 108
- recours contre les décisions prises par les organes des communes 158, lettre a
- recours en matière d'élections et de votes organisés dans les communes 160, lettre a, 202
- irrecevabilité du recours de droit administratif contre les décisions relatives à l'assistance mutuelle en matière de police locale 163, lettre g
- action de droit administratif concernant une commune 166, 167, lettre c
- qualité pour demander le contrôle de la constitutionnalité d'une loi 178, lettre d;
- contrôle de la validité des règlements communaux 190, lettre b
- qualité pour demander le contrôle de la validité des actes communaux 192
- recours pour violation de l'autonomie communale 198
- voir également autonomie communale
- voir également collectivités publiques

## COMMUNICATIONS AUX PARTIES 57

- du recours 135
- de la décision rendue sur recours 144, al. 2
- de la demande 157
- de la requête de contrôle de la constitutionnalité des lois 180
- de l'arrêt de la Cour constitutionnelle 186

## COMPENSATION DES DEPENS 229

## COMPETENCE

- détermination de la compétence 30, 31
- conflits de compétence 31 à 38, 205 à 207
- pour statuer sur récusation 41
- pour statuer sur opposition 102
- du juge administratif
  - sur recours 158, 159
  - sur action 166
- de la Cour administrative
  - sur recours 160, 161
  - sur action 167
- de la Chambre des assurances 169
- des Tribunaux arbitraux 170
- du Gouvernement sur recours 172
- des instances spéciales 173
- de la Commission cantonale des recours en matière d'impôts 174

## COMPUTATION DES DELAIS 44



**CONCILIATION**

- caractère exécutoire 109, al. 2
- devoir de l'autorité 138, 153

**CONCLUSIONS (du mémoire de recours) 127****CONDITIONS DE RECEVABILITE**

- examen d'office 83

**CONFLITS DE COMPETENCE**

- entre autorités administratives 33
- au sein de la juridiction administrative 34
- entre autorités administratives et juridiction administrative 35
- avec la justice civile ou pénale 36
- concernant la Cour constitutionnelle 37
- procédure 38
- entre le Parlement et le Gouvernement 205, al. 1, lettre a
- entre le Parlement et l'autorité judiciaire 205, al. 1, lettre b
- entre le Gouvernement et l'autorité judiciaire 205, al. 1, lettre c
- entre les autorités judiciaires civiles, pénales et administratives 205, al. 1, lettre d

**CONFORMITE AU DROIT FEDERAL 185****CONSIDERANTS**

- voir motivation

**CONSORITE 13****CONSTATATION (procédure de constatation) 92****CONSTITUTION 3, 20, 71, 185, 187, 188, 196, 200, 203, 205**

- loi conforme 187
- loi contraire 188
- loi partiellement contraire 189
- norme contraire 71, al. 2
- voir également droits constitutionnels
- voir également constitutionnalité

**CONSTITUTIONNALITE**

- contrôle 177 ss

**CONSULTATION DU DOSSIER**

- principe 79
- exceptions 80

CONTENTIEUX ELECTORAL 202 à 204, 160, lettre a, 231, al. 1

CONTRAINTE DIRECTE 111, al. 1, lettre b

CONTRIBUTIONS PUBLIQUES

- voir droit fiscal

CONTROLE DES NORMES

- contrôle de la constitutionnalité des lois 177 à 189
- contrôle de la validité des décrets et des autres actes législatifs 190 à 197
- contrôle préalable 71

CONVENANCES 19

CONVENTIONS DE DROIT PUBLIC 190, lettre c

CONVOCATIONS 55

CORPORATIONS DE DROIT PUBLIC

- voir collectivités publiques

COUR ADMINISTRATIVE

- instance ordinaire de la juridiction administrative 4, al. 1, lettre b
- compétence de trancher les conflits de compétence 34, 35
- conflits de compétence dans lesquels la Cour administrative est partie 36
- récusation 41
- publicité des débats 136, al. 3
- compétence sur recours de droit administratif 160 à 165, 176
- compétence sur action de droit administratif 167
- compétence du président statuant sur les contestations sur le retour à meilleure fortune 232, al. 5

COUR CONSTITUTIONNELLE

- instance de la juridiction constitutionnelle 5
- compétence de trancher les conflits de compétence 35, 36, 205 à 207
- conflits de compétence dans lesquels la Cour constitutionnelle est partie 37
- récusation 41
- contrôle préalable de la validité des prescriptions légales 71, al. 4
- contrôle de la constitutionnalité des lois 177 à 189, 72
- contrôle de la validité des autres actes législatifs 190 à 197, 72
- litiges relatifs à l'autonomie des collectivités publiques 198 à 201
- contentieux électoral 202 à 204
- gratuité de la procédure 231

DEBATS 54, 136, 154, 182, al. 3

## DEBUT DE LA PROCEDURE 49

### DECISION

- notion 2
- légalité 20
- constatation de la compétence 32
- examen des conditions de recevabilité 83
- examen du fond 84
- contenu 85
- motivation et indication des voies de droit 86
- notification 87 à 89
- exécutoire 109
- finale 119, al. 1
- préjudicielle et incidente 74, lettre a, 119, al. 2 et 3, 164, lettre b
- d'irrecevabilité 83, 141, 183, 211, al. 3
- susceptible de recours 118, 119
- sur recours 144
- de revision 212

### DEFAULT

- par non-comparution 55
- par non-accomplissement d'une autre obligation de procédure 46, 60, al. 2

### DELAIS 44 à 48

- computation 44
- observation 45
- inobservation 46
- abréviation et prolongation 47
- restitution 48
- pour faire opposition 98
- pour statuer sur une opposition 103
- pour demander la restitution de l'indu 114
- de recours 121, 199, 213, al. 2
- pour demander le contrôle de la constitutionnalité des lois 179
- pour demander le contrôle de la validité des décrets et des autres actes législatifs 194
- pour statuer sur la demande de contrôle abstrait 186
- pour recourir pour violation de l'autonomie des collectivités publiques 199
- pour demander la revision 209

### DELIBERATIONS

- devant les autorités administratives 54, al. 4
- devant les instances spéciales 136, al. 2
- devant les instances ordinaires 136, al. 3
- devant la Cour constitutionnelle 182, al. 3

**DEMANDE**

- en reconsidération 91
- en constatation 92
- de restitution de l'indu 114
- reconventionnelle 151

DENI DE JUSTICE 2, al. 3, 125

DENONCIATION 93, 118, lettre d, 164, lettre c

**DEPENS**

- droit au remboursement 224, al. 1
- notion 224, al. 2
- calcul 225
- dans les procédures administratives de première instance et d'opposition 226
- en procédure de recours ou d'action de droit administratif 227, al. 1 et 2
- en procédure de revision 227, al. 3
- en procédure d'interprétation et de rectification 227, al. 4
- en cas de retrait ou désistement 228, 140
- répartition et compensation 229
- des collectivités publiques 230
- en cas d'assistance judiciaire 232, 233
- recours 142, 234
- revision 212, al. 2
- en cas de classement de l'affaire 53

**DEVOIR**

- général des parties 19, 60
- de témoigner 64

DEVOLUTION ADMINISTRATIVE 236

DILIGENCE DE L'AUTORITE 28

DISJONCTION DES AFFAIRES 13

DISPOSITIF DE LA DECISION 85, lettre d, 234

DOCUMENTS (comme moyens de preuve) 59, al. 1, lettre a, 61

- secrets ou confidentiels 80, 81

**DOMMAGES-INTERETS**

- voir indemnisation

**DOSSIER**

- consultation 79, 80, 81

**DROIT**

- principes généraux du droit 20
- droit civil comme droit supplétif 44, al. 2
- droit d'être entendu 73 à 82, 100, 104, al. 2, 208, al. 2, lettre c
- droit d'allégation 75
- droit à l'information 78
- droit des tiers en procédure d'opposition 100
- droits constitutionnels 178, lettre e
  - égalité 25
- droit subsidiaire (Cpc applicable subsidiairement)
  - consorité et disjonction 13
  - demande d'assistance judiciaire 18, al. 6
  - mesures provisionnelles 51, al. 4
  - procédure des débats 54, al. 2
  - devoir de témoigner 64, al. 1
  - obstruction à l'administration des preuves 67
  - établissement des faits 69
  - demande reconventionnelle 151
  - valeur litigieuse 152
  - application à l'action de droit administratif 157
  - frais et dépens 235, al. 2
- droit transitoire 236 à 239

**DROIT FISCAL (particularités de procédure) 107, 136, al. 3, 174 à 176**

- irrecevabilité du recours contre les décisions sur l'octroi ou le refus d'un sursis ou la remise d'impôt 162, lettre c

**DROIT DES FONCTIONNAIRES 6, lettre c, 138, al. 2 et 3, 147, lettre a, 153, al. 2, 161, lettre a, 163, lettre c****DROITS POLITIQUES 95, lettre e, 202 à 204****ECHANGE D'ECRITURES 135, 157, 211, al. 4****ECHANGE DE VUES (en cas de conflit de compétence) 31, 206****ECONOMIE DE PROCEDURE 29****EFFET**

- anticipé 27
- suspensif de l'opposition 99
- suspensif du recours 132
- dévolutif du recours 133
- du dépôt de la demande 150
- de la requête de contrôle des actes législatifs 181, 194, al. 3, 195
- de l'arrêt de la Cour constitutionnelle 186 ss, 197

EFFICACITE 29

EGALITE 25

EGLISES

- applicabilité du Cpa 9
- recours contre les décisions des Eglises 160, lettre c
- actions de droit administratif contre les Eglises 167, lettre d
- qualité pour recourir (Cour constitutionnelle) 198

ELECTIONS

- voir contentieux électoral

EMOLUMENTS 215 à 223, 231 à 235, 79, al. 4

ENTRAIDE ADMINISTRATIVE 62

ENTREE EN VIGUEUR 242

ETABLISSEMENTS DE DROIT PUBLIC 3, lettre c, 123, 158, lettre a, 160, lettre e, 166, 167

ETABLISSEMENT DES FAITS 58 à 69

EXAMENS (épreuves d'examen) 6, lettre d, 162, lettre f

EXECUTION (procédure d'exécution) 108 à 112, 124, 164, lettre d

EXPERT 67, al. 1, 76, al. 4, 137, 230, al. 2

EXPERTISE 59, lettre f, 76, al. 4

FONCTIONNAIRES

- voir droit des fonctionnaires

FORCE EXECUTOIRE 109

FORMALISME EXCESSIF 28

FRAIS DE PROCEDURE 215 ss

- principe 215
- calcul 216
- avance 217
- en procédure de première instance et d'opposition 218
- dans les autres procédures 219
- répartition et solidarité 220
- réduction 221

- remise 222
- exemptions 223
- en cas de classement de l'affaire 53
- en cas de retrait du recours 140
- fixation par le juge unique 142, 155
- restitution en cas d'admission d'un motif de révision 212, al. 2
- en procédure devant la Chambre des assurances et la Cour constitutionnelle 231, al. 1
- en cas de procès téméraire ou abusif 231, al. 2
- en cas d'assistance judiciaire 232, 233
- recours concernant les frais et dépens 234
- renvoi à la législation sur les indemnités 235

#### GOVERNEMENT

- instance spéciale de la juridiction administrative 4, al. 2, lettre a, 172
- conflits de compétence 33, 35, 36, 205
- récusation 39
- décision sur la récusation 41
- préparation de la décision 50
- entraide administrative 62
- audition de témoins 63
- non-applicabilité de la procédure d'opposition 95, lettre f
- rapport au Gouvernement sur les oppositions 106
- incompatibilités relatives à l'instruction ou au jugement d'un recours 139
- recours contre les décisions du Gouvernement 161, lettre a
- contrôle de la constitutionnalité des lois et des autres actes législatifs
  - qualité pour former une requête 178, lettre a, 191
  - avis au Gouvernement des requêtes adressées à la Cour constitutionnelle 180, al. 1
  - détermination sur l'inconstitutionnalité invoquée 182, al. 2
  - communication de l'arrêt au Gouvernement 186
  - loi partiellement contraire 189, al. 2

#### GRATUITE DE LA PROCEDURE 219, 231, 232

#### HIERARCHIE DES NORMES 196

#### HUIS CLOS

- devant les autorités administratives 54, al. 4
- devant les instances spéciales 136, al. 2
- devant les instances ordinaires 136, al. 3

#### IMPOTS

- voir commission cantonale de recours en matière d'impôts
- voir droit fiscal

INADVERTANCE (rectification) 214

INAPPLICABILITE DU Cpa 6

INCOMPATIBILITES 139

INDEMNISATION 26, al. 3, 67, al. 2, 82, 90, al. 2 et 3, 99, al. 3, 125, al. 3, 147, lettre c

INDICATION DES VOIES DE DROIT 85, lettre e, 86

INDU

- voir restitution de l'indu

INEGALITE A RAISON DU SEXE 138, 153, 163, lettre c

INFORMATION 62, 78

- secret des informations 65

INOPORTUNITE 122, lettre c, 123

INSOUMISSION A UNE DECISION DE L'AUTORITE 111, al. 1, lettre e

INSTANCES DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE 4, 158 ss, 172 ss

INSTITUTIONS DE DROIT PUBLIC

- voir collectivités publiques

INSTRUCTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES 50, 139

INTERET DIGNE DE PROTECTION 120, lettre a

INTERET PRIVE 23, 62, al. 2, lettre c, 80, al. 1

INTERET PUBLIC 22, 23, 62, al. 2, lettre c, 80, al. 1

INTERETS

- restitution 115

INTERPRETATION 213, 227, al. 4

INTERROGATOIRE DES PARTIES 59, al. 1, lettre b, 67, 77

IRRECEVABILITE

- examen des conditions de recevabilité 83



- du recours
  - pour informalités 128
  - examen sommaire 141
  - selon l'objet de la décision 162
  - selon le domaine juridique 163
  - selon la nature de la décision 164
  - lorsqu'une autre voie est ouverte 165
- de l'action de droit administratif 157
- de la requête de contrôle de la constitutionnalité d'une loi 183
- de la demande en revision 211, al. 3

#### JONCTION DES AFFAIRES 12

- en matière de contrôle de la constitutionnalité des lois 184

#### JUGE ADMINISTRATIF

- instance ordinaire de la justice administrative 4, al. 1, lettre a, 158 ss
- conflits de compétence dans lesquels le juge administratif est partie 34, 35
- récusation 41, al. 3
- compétence sur recours de droit administratif 158, 159, 162 à 165
- compétence sur action de droit administratif 166

#### JUGE UNIQUE 142, 155

#### JUGEMENT

- voir décision

#### JURIDICTION ADMINISTRATIVE 4, 117 à 176

#### JURIDICTION CONSTITUTIONNELLE 5, 177 à 207

#### LANGUE 56

#### LEGALITE (principe de légalité) 20

#### LITISPENDANCE 150

#### LOI

- contrôle de la constitutionnalité 177 à 189

#### MANDATAIRES 16 à 19, 230, al. 2, 232, al. 2

#### MEMOIRE

- de recours 126 à 128
- complémentaire 129
- de demande (action de droit administratif) 157

#### MESURES PROVISIONNELLES 51, 119, al. 3, lettre c, 132, al. 2, 211, al. 2

**MODIFICATION**

- des décisions 90, 164, lettre c
- des conclusions 131, 157

**MOTIFS**

- de la demande en restitution du délai 48
- de la décision 86
- de l'opposition 98, al. 2, 101
- du recours de droit administratif 122
- du recours administratif 123
- du recours en matière d'exécution 124
- de la demande en revision 208

**MOTIVATION**

- de la décision 85, lettre c, 86, al. 1 et 3
- de la décision sur recours 144, al. 2

**MOYENS DE PREUVE 59**

- droit de faire administrer des preuves 75, al. 2
- moyens de preuve tardifs 75, al. 2
- nouveaux moyens en procédure de recours 130
- nouveaux moyens en procédure de revision 208, al. 2, lettre a
- renvoi aux dispositions du Code de procédure civile 69

**MOYENS DE CONTRAINTE 110, 111****MUTATION DES PARTIES 14****NON-RETROACTIVITE 27****NOTIFICATION**

- des décisions 87 à 89
  - par la voie officielle 88
  - irrégulière 89
  - d'une décision rendue après un nouvel examen 134, al. 2
  - d'une décision rendue sur recours 144, al. 2
- du recours 135
- de la demande 157
- de la requête du contrôle de la constitutionnalité des lois 180
- de l'arrêt de la Cour constitutionnelle 186
- voir également communications

**NOUVEL EXAMEN**

- de la décision attaquée 134
- voir également reconsidération

OBLIGATION DE COLLABORER A L'ETABLISSEMENT DES FAITS 60, 61, 62

OBLIGATION DE RENSEIGNER L'AUTORITE 64, al. 2

OBLIGATION DE STATUER

- voir déni de justice

OBSTRUCTION A L'ADMINISTRATION DES PREUVES 67

- voir également collaboration des parties

OPPORTUNITE ET INOPPORTUNITE 21, 122, lettre c, 123, 156

OPPOSITION 94 à 107

- principe 94
- exception 95
- relation avec la procédure de recours 96
- qualité pour faire opposition 97
- formes et délais 98
- effet suspensif 99
- motifs 101
- compétence 102
- délai pour statuer 103
- pouvoir de décision 104
- retrait 105
- frais 218, al. 2
- dépens 226

ORDONNANCES

- contrôle de la validité 190, lettre a

ORGANISMES PRIVES CHARGES DE TACHES PUBLIQUES 3, lettre d, 158, lettre c, 160, lettre f, 166, lettres a et b, 167, lettres a et b, 223, al. 1, 230

PARLEMENT

- contrôle de la constitutionnalité des lois et des autres actes législatifs
  - avis au Parlement des requêtes adressées à la Cour constitutionnelle 180, al. 1
  - obligations du Bureau du Parlement 182, al. 2
  - communication de l'arrêt au Parlement 186

PAROISSES 9, 160, lettre c, 166, lettre c, 167, lettre d, 198, lettre b

PARTICIPATION A L'ADMINISTRATION DES PREUVES 76

**PARTIES 10 à 19**

- qualité 10
- appelé en cause 11
- consorité 13
- mutation 14
- capacité d'ester 15
- représentation et assistance 16
- convenances 19
- interrogatoire des parties 59, al. 1, lettre b
- collaboration des parties 60
- droit d'être entendues 73 à 82

**PERSONNES MORALES**

- qualité de partie 10

**PERSONNES PRIVEES CHARGEES DE TACHES PUBLIQUES**

- voir organismes privés chargés de tâches publiques

**PESEE DES INTERETS 23****PIECES CONFIDENTIELLES**

- consultation 80
- prise en considération 81

**PLAIDOIRIES 54, 136, 154****PLANS**

- irrecevabilité du recours contre les dispositions relatives à des plans 162, lettre b

**POLICE 108, al. 5****POURSUITE POUR DETTES 110****POUVOIR D'APPRECIATION 21**

- excès ou abus 122, lettre a

**POUVOIR DE DECISION**

- en procédure d'opposition 104
- en procédure de recours 143

**POUVOIR D'EXAMEN**

- en général 84
- en procédure d'opposition 104
- en procédure de recours 143
- dans l'action de droit administratif 156

- de la Cour constitutionnelle
  - en procédure de contrôle de la constitutionnalité des lois 185
  - en procédure de contrôle de la validité des autres actes législatifs 196
  - dans les litiges relatifs à l'autonomie des collectivités publiques 200
  - en matière de contentieux électoral 203

#### PREJUDICE (réparation d'un préjudice)

- voir indemnisation

-

#### PREUVES

- moyens de preuve 59
- obstruction à l'administration des preuves 67
- libre appréciation des preuves 68
- droit subsidiaire 69
- droit d'offrir des moyens de preuve 75
- participation des parties à l'administration des preuves 76

#### PRINCIPES DE L'ACTIVITE ADMINISTRATIVE 20 à 29

#### PROCEDURE (en général) 6 à 9, 49 à 57

- procédure des débats 54, 136, 154, 182, al. 3
- procédures devant les autorités administratives
  - procédures spéciales 90 à 93
  - procédure d'opposition 94 à 107
  - procédure d'exécution 108 à 112
- règles de la procédure administrative contentieuse 117 à 157
- réserve de droit fédéral 171
- procédures en cours (droit transitoire) 238

#### PROCURATION 16, al. 2 et 3

#### PRODUCTION DE PIECES 61

#### PROLONGATION DE DELAIS

- voir délais

#### PROPORTIONNALITE (principe de la proportionnalité) 24, 112

#### PUBLICATIONS

- des actes législatifs 179
- des communications 57, al. 2
- des décisions 88

#### QUALITE POUR AGIR

- en procédure administrative 10, 15
- en procédure de recours 120

- en action de droit administratif 148
- pour demander le contrôle de constitutionnalité ou de validité 178, 191, 192

QUESTIONS PREJUDICIELLES ET INCIDENTES 74, lettre a, 119, al. 2, 121

RECEVABILITE (conditions de recevabilité) 83, 128, 211

- voir également irrecevabilité

RECLAMATION

- voir opposition

RECONSIDERATION 91

RECOURS 117 à 145

- de droit administratif 117, al. 1
- administratif 117, al. 2, 172, 173, 174
- objet du recours 118, 119
- qualité pour recourir 120
- délais de recours 121
- motifs du recours de droit administratif 122
- motifs du recours administratif 123
- forme du recours 126, 127, 128
- nouveaux moyens en procédure de recours 130
- modification des conclusions en procédure de recours 131
- retrait du recours 140, 142
- procédure d'examen sommaire 141
- recours en matière d'impôts 174 à 176
- recours contre des décisions violant l'autonomie des collectivités et établissements publics 198 à 201
- recours concernant les frais et dépens 234

RECTIFICATION 214, 227, al. 4

RECUSATION 39 à 43

REEXAMEN (nouvel examen par l'autorité de première instance) 134

REFERENDUM

- incidence du contrôle de la constitutionnalité sur le référendum 181
- clause référendaire 241

REFORMATIO IN MELIUS VEL PEJUS

- en procédure d'opposition 104
- en procédure de recours 143

**REFUS DE STATUER**

- voir déni de justice

**REGLEMENTS**

- cantonaux 190, lettre a
- communaux 190, lettre b

**REMISE DES FRAIS DE PROCEDURE 222****RENSEIGNEMENTS**

- voir information

**RENOI A L'AUTORITE INFERIEURE 125, al. 2, 144, al. 1****REPARATION DU PREJUDICE**

- voir indemnisation

**REPETITION DE L'INDU**

- voir restitution de l'indu

**REPRESENTATION 15, al. 2, 16, 17, al. 2**

- frais de représentation 224, al. 2
- voir également mandataires

**RESTITUTION DE L'INDU 113 à 116****RETRAIT**

- d'une requête 53
- de l'opposition 105
- du recours 140

**RETROACTIVITE**

- des décisions 27

**REVISION DES DECISIONS 208 à 212**

- motifs de revision 208
- délais 209
- requête 210
- procédure 211
- décision 212
- dépens en procédure de revision 227, al. 3

**REVOCATION DES DECISIONS ADMINISTRATIVES 90, 164, lettre c****SANCTIONS**

- administratives 111, lettre c

- pénales 111, lettres d et e

SECRET (droit de la presse de garder le secret) 65

SECURITE SOCIALE (contentieux) 169 à 171, 231

#### SIGNATURE

- de l'autorité 85, lettre g
- des parties 127, al. 2, 128, al. 2

SOMMATION D'EXECUTER UNE DECISION 111, al. 2 et 3

#### SUBSIDIARITE

- du recours de droit administratif 165
- de l'action de droit administratif 168

SUBVENTIONS 162, lettre d

SURETES POUR LES FRAIS DE PROCEDURE 75, al. 3, 217, 232, al. 1

SURVEILLANCE (autorités de surveillance) 90, al. 1, 93

SUSPENSION DE LA PROCEDURE 52

#### TARIFS

- des émoluments 216
- des dépens 225

TEMOIGNAGE 59, al. 1, lettre b, 63 à 66

#### TEMOIN

- audition 63
- devoir de témoigner 64
- dispense et refus de témoigner 65, 66
- obstruction à l'administration des preuves 67

TITRES 59, al. 1, lettre a

TRANSACTIONS 109, al. 2, 153

- voir également conciliation

TRANSMISSION A L'AUTORITE COMPETENTE 31, al. 2, 38, al. 2

TRIBUNAUX ARBITRAUX 170, 173, al. 2

URGENCE 6, lettre e, 20, al. 2, 55, al. 1, 95, lettre d, 111, al. 3



VALEUR LITIGIEUSE 142, al. 2, 152, 155

VOIES DE DROIT

- indication des voies de droit 85, lettre e, 86
- opposition 94 ss
- recours 117 ss
- demande en revision 208 ss
- demande en reconsidération 91

## TABLE DES MATIERES

Article

### TITRE PREMIER : Dispositions générales

#### CHAPITRE PREMIER : Champ d'application et définitions

Principe .....	1
Décision .....	2
Autorités administratives .....	3
Juridiction administrative .....	4
Juridiction constitutionnelle .....	5
Inapplicabilité .....	6
Prescriptions complémentaires .....	7
Prescriptions spéciales .....	8
Applicabilité aux Eglises.....	9

#### CHAPITRE II : Parties et mandataires

Qualité de partie.....	10
Appel en cause .....	11
Jonction.....	12
Consortité et disjonction.....	13
Mutation de parties.....	14
Capacité d'ester .....	15
Représentation et assistance .....	16
Mandataires .....	17
Droit à l'assistance judiciaire .....	18
Convenances .....	19

#### CHAPITRE III : Principes de l'activité administrative

Légalité .....	20
Opportunité .....	21
Intérêt public .....	22
Pesée des intérêts .....	23
Proportionnalité .....	24
Egalité .....	25
Bonne foi.....	26
Non-rétroactivité.....	27
Diligence .....	28
Efficacité et économie .....	29

## **TITRE DEUXIEME : Règles générales de procédure**

### **CHAPITRE PREMIER : Compétence**

Principe.....	30
Examen d'office, transmission et échange de vues .....	31
Décision et recours .....	32
Conflits entre autorités administratives .....	33
Conflits au sein de la juridiction administrative .....	34
Conflits entre autorités administratives et juridiction administrative .....	35
Conflits avec la justice civile ou pénale.....	36
Conflits relatifs à la compétence de la Cour constitutionnelle .....	37
Procédure .....	38

### **CHAPITRE II : Récusation**

Motifs .....	39
Requête .....	40
Autorité de récusation .....	41
Décision .....	42
Recours .....	43

### **CHAPITRE III: Délais**

Computation .....	44
Féries.....	44a
Observation .....	45
Inobservation .....	46
Abréviation et prolongation .....	47
Restitution.....	48

### **CHAPITRE IV : Déroulement et formes de la procédure**

Début de la procédure .....	49
Préparation de la décision .....	50
Mesures provisionnelles .....	51
Suspension .....	52
Classement.....	53
Procédure écrite et orale .....	54
Convocations .....	55
Langue.....	56
Communications aux parties.....	57

**CHAPITRE V : Etablissement des faits**

Principe .....	58
Moyens de preuve.....	59
Collaboration des parties .....	60
Production de pièces.....	61
Entraide administrative.....	62
Audition des témoins.....	63
Devoir de témoigner .....	64
Secret des informations .....	65
Contestations .....	66
Obstruction à l'administration des preuves.....	67
Libre appréciation des preuves .....	68
Droit subsidiaire .....	69

**CHAPITRE VI : Application du droit**

Principe .....	70
Contrôle préalable.....	71
Réserve.....	72

**CHAPITRE VII : Droit des parties d'être entendues**

Principe .....	73
Exceptions .....	74
Droit d'allégation .....	75
Participation à l'administration des preuves .....	76
Audition de la partie adverse.....	77
Droit à l'information .....	78
Consultation du dossier.....	79
Exceptions .....	80
Prise en considération des pièces confidentielles .....	81
Indemnité équitable .....	82

**CHAPITRE VIII : Décision**

Examen des conditions de recevabilité .....	83
Examen du fond .....	84
Contenu de la décision.....	85
Motivation et indication des voies de droit.....	86
Notification .....	87
Notification par la voie officielle .....	88
Notification irrégulière .....	89

## **TITRE TROISIEME : Procédures devant les autorités administratives**

### **CHAPITRE PREMIER : Procédures spéciales**

Modification et révocation .....	90
Demande en reconsidération.....	91
Procédure de constatation.....	92
Dénonciation.....	93

### **CHAPITRE II : Procédure d'opposition**

Principe.....	94
Exceptions .....	95
Relation avec la procédure de recours .....	96
Qualité pour former opposition.....	97
Forme et délais .....	98
Effet suspensif .....	99
Intérêt de tiers.....	100
Motifs .....	101
Compétence .....	102
Délai pour statuer .....	103
Pouvoir de décision .....	104
Retrait .....	105
Rapport au Gouvernement .....	106
Prescriptions spéciales .....	107

### **CHAPITRE III : Procédure d'exécution**

Autorités d'exécution.....	108
Caractère exécutoire .....	109
Poursuite pour dettes.....	110
Autres moyens de contrainte .....	111
Proportionnalité.....	112

### **CHAPITRE IV : Restitution de l'indu**

Restitution d'office.....	113
Demande de restitution.....	114
Intérêts.....	115
Prescriptions spéciales .....	116

**TITRE QUATRIEME : Juridiction administrative****CHAPITRE PREMIER : Règles de la procédure administrative contentieuse****SECTION 1 : Recours**

Définitions .....	117
Objet .....	118
Décisions finales, préjudicielles et incidentes .....	119
Qualité pour recourir .....	120
Délais .....	121
Motifs du recours de droit administratif .....	122
Motifs du recours administratif .....	123
Motifs de recours en matière d'exécution .....	124
Déni de justice ou retard injustifié .....	125
Mémoire de recours .....	126
Contenu du mémoire.....	127
Informalités .....	128
Mémoire complémentaire.....	129
Nouveaux moyens .....	130
Modification des conclusions .....	131
Effet suspensif et mesures provisionnelles .....	132
Effet dévolutif .....	133
Nouvel examen par l'autorité de première instance .....	134
Echange d'écritures .....	135
Débats et délibérations .....	136
Experts.....	137
Conciliation .....	138
Incompatibilités relatives à l'instruction et au jugement.....	139
Retrait du recours.....	140
Procédure d'examen sommaire .....	141
Juge unique .....	142
Pouvoir de décision .....	143
Décision .....	144
Dispositions complémentaires.....	145

**SECTION 2 : L'action de droit administratif**

Définition .....	146
Cas d'action .....	147
Qualité pour introduire action .....	148
Procédure préalable .....	149
Litispendance .....	150

Demande reconventionnelle .....	151
Valeur litigieuse .....	152
Conciliation et transaction.....	153
Plaidoiries .....	154
Juge unique .....	155
Pouvoir d'examen .....	156
Dispositions complémentaires .....	157

## **CHAPITRE II : Instances ordinaires de la juridiction administrative**

### **SECTION 1 :Le juge administratif et la Cour administrative statuant sur recours de droit administratif**

Compétence générale du juge administratif .....	158
Compétences d'attribution du juge administratif .....	159
Compétence de la Cour administrative .....	160
(article 161 abrogé)	
Irrecevabilité	
I. En général .....	162
(article 163 abrogé)	
II. Selon la nature des décisions .....	164
Subsidiarité .....	165

### **SECTION 2 :Le juge administratif et la Cour administrative statuant sur action de droit administratif**

L'action devant le juge administratif.....	166
L'action devant la Cour administrative .....	167
Subsidiarité .....	168

### **SECTION 3 : Les litiges relatifs à la sécurité sociale**

Chambre des assurances .....	169
Tribunaux arbitraux .....	170
Réserve .....	171

## **CHAPITRE III: Instances spéciales de la juridiction administrative**

### **SECTION 1 : Gouvernement et autres instances spéciales**

Recours au Gouvernement.....	172
Recours auprès d'instances spéciales.....	173

## **SECTION 2 : Commission cantonale des recours en matière d'impôts**

Compétence.....	174
Organisation et procédure.....	175
Recours.....	176

## **TITRE CINQUIEME : Juridiction constitutionnelle**

### **CHAPITRE PREMIER : Contrôle de la constitutionnalité des lois**

Principe .....	177
Requérants .....	178
Délai.....	179
Publicité .....	180
Incidence sur le référendum.....	181
Procédure .....	182
Procédure sommaire.....	183
Jonction des requêtes .....	184
Pouvoir d'examen .....	185
Arrêt .....	186
Loi conforme au droit fédéral et à la Constitution cantonale .....	187
Loi contraire .....	188
Loi partiellement contraire.....	189

### **CHAPITRE II : Le contrôle de la validité des décrets et des autres actes législatifs**

Principe .....	190
Requête concernant les actes cantonaux .....	191
Requête concernant les actes communaux et intercommunaux.....	192
Exclusion.....	193
Délais .....	194
Procédure .....	195
Pouvoir d'examen .....	196
Effets de l'arrêt .....	197

### **CHAPITRE III : Litiges relatifs à l'autonomie des collectivités et établissements publics**

Recours.....	198
Délai.....	199
Pouvoir d'examen .....	200
Procédure .....	201



**CHAPITRE IV : Contentieux électoral**

Compétence .....	202
Pouvoir d'examen .....	203
Procédure .....	204

**CHAPITRE V : Conflits de compétence**

Dispositions réservées; compétences de la Cour .....	205
Echange de vues .....	206
Arrêt.....	207

**TITRE SIXIEME : Revision et interprétation****CHAPITRE PREMIER : Revision**

Motifs .....	208
Délais.....	209
Requête .....	210
Procédure .....	211
Décision .....	212

**CHAPITRE II : Interprétation et rectification**

Interprétation.....	213
Rectification .....	214

**TITRE SEPTIEME : Frais de procédure et dépens****CHAPITRE PREMIER : Frais de procédure**

Principe.....	215
Calcul.....	216
Avances de frais et sûretés	
a) En général .....	217
b) Devant les instances ordinaires de la juridiction administrative .....	217a
Frais dans les procédures administratives de première instance et d'opposition ....	218
Frais dans les autres procédures.....	219
Répartition et solidarité .....	220
Réduction .....	221
Remise .....	222
Exemptions .....	223

**CHAPITRE II : Dépens**

Principe .....	224
Calcul .....	225
Dépens dans les procédures administratives de première instance et d'opposition ..	226
Dépens dans les autres procédures.....	227
Retrait .....	228
Répartition et compensation .....	229
Cas des collectivités publiques .....	230

**CHAPITRE III : Dispositions particulières**

Chambre des assurances et Cour constitutionnelle .....	231
Frais et dépens de la personne admise au bénéfice de l'assistance judiciaire .....	232
Frais et dépens de la partie adverse en cas d'assistance judiciaire .....	233
Recours concernant les frais et dépens .....	234
Renvoi .....	235

**TITRE HUITIEME : Dispositions transitoires et finales****CHAPITRE PREMIER : Dispositions transitoires**

Dévolution administrative .....	236
Décisions entrées en force.....	237
Procédures en cours .....	238
Acheminement des dossiers .....	239
Recours devant le Gouvernement selon l'ancien droit .....	239a

**CHAPITRE II : Dispositions finales**

Clause abrogatoire .....	240
Référendum .....	241
Entrée en vigueur .....	242

INDEX ALPHABETIQUE.....	55
-------------------------	----

## Décret fixant les émoluments de l'administration cantonale<sup>1)</sup>

du 4 décembre 1986

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 23 de la loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments<sup>2)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Principe de la  
perception

**Article premier** Le Gouvernement, la Chancellerie d'Etat, les départements, ainsi que les services qui en dépendent, perçoivent, sauf dispositions spéciales contraires, les émoluments fixés dans le présent décret.

Emoluments  
communs

**Art. 2** <sup>1</sup> Les autorités citées à l'article premier perçoivent les émoluments de chancellerie suivants :

	Fr.
chaque page de copie ou photocopie	-.50

<sup>2</sup> Pour les recherches effectuées, il est perçu un émolument de 10 francs par demi-heure ou fraction de demi-heure.

<sup>3</sup> Pour les décisions prises sur recours, il est perçu un émolument de 100 à 2 000 francs.

### CHAPITRE II : Gouvernement et Chancellerie d'Etat

Gouvernement

**Art. 3** <sup>1</sup> La Chancellerie d'Etat perçoit pour les décisions du Gouvernement les émoluments suivants :

	Fr.
1. <sup>37)</sup>	
2. <sup>37)</sup>	
3. Autorisation de changement de nom	100.- à 2 000.-

Fr.

4. Naturalisation
  - 4.1. [26\)](#)
  - 4.2. [26\)](#)
5. [37\)](#)
6. Décisions en matière d'adoption 60.- à 1 400.-  
(une remise partielle ou totale peut-être octroyée, sur requête, en cas d'adoption ayant un caractère d'aide humanitaire)
7. [37\)](#)

<sup>2</sup> La quotité du montant perçu par la Chancellerie d'Etat est fixée par le Gouvernement.

Chancellerie  
d'Etat

**Art. 4** <sup>1</sup> La Chancellerie d'Etat perçoit les émoluments suivants :

		Fr.
1.	Légalisation de signature	20.- à 100.-
2.	Modification d'ordonnances et d'actes officiels	60.- à 200.-
3.	Démarches auprès d'autorités d'autres cantons	60.- à 200.-
4.	Délivrance d'un passeport (prix du fascicule en sus) :	
4.1.	pour un an	30.-
4.2.	pour deux ans	40.-
4.3.	pour trois ans	50.-
4.4.	pour quatre ans	60.-
4.5.	pour cinq ans	70.-
5.	Prolongation d'un passeport :	
5.1.	pour un an	20.-
5.2.	pour deux ans	25.-
5.3.	pour trois ans	30.-
5.4.	pour quatre ans	35.-
5.5.	pour cinq ans	40.-
6.	Inscription des enfants dans le passeport des parents, par opération	10.-
7.	Perte de passeport, taxe supplémentaire	40.-
8.	Délivrance d'une recommandation par la commune de domicile	8.-
9.	Délivrance de pièces de légitimation, d'attestations spéciales et transcription de validité de passeport précédent	10.- à 20.-

Fr.

10. Supplément pour délivrance  
du passeport en dehors des  
heures d'ouverture de guichet 50.-

<sup>2</sup> Sont en outre facturés au redevable les frais de port, les communications téléphoniques et les autres débours éventuels.

### CHAPITRE III : Département de la Justice et de l'Intérieur

#### SECTION 1 : Division de la justice

Service juridique **Art. 5** Le Service juridique perçoit les émoluments suivants :

- |   |        | Fr.     |
|---|--------|---------|
| 1. Renseignements juridiques  | 20.- à | 1 000.- |
| 2. Surveillance du tirage des lettres<br>de rentes conformément à l'article 882<br>du Code civil suisse <sup>3)</sup> , par heure |        | 50.-    |
| 3. Renseignements à des sociétés<br>d'assurance et mise à leur<br>disposition des dossiers  | 20.- à | 150.-   |
| 4. Acquisition de biens-fonds<br>par des personnes domiciliées<br>à l'étranger :  |        |         |
| 4.1. Instruction et décision sur la base de<br>l'enquête lorsque la valeur de l'objet est :                                       |        |         |
| de 0 franc à 25 000 francs  |        | 80.-    |
| de 25 000 francs à 50 000 francs  |        | 200.-   |
| de 50 000 francs à 100 000 francs   |        | 265.-   |
| de 100 000 francs à 200 000 francs  |        | 400.-   |
| de 200 000 francs à 300 000 francs  |        | 530.-   |
| de 300 000 francs à 500 000 francs  |        | 660.-   |
| de 500 000 francs et plus   |        | 925.-   |
| 4.2. décisions concernant l'obligation de<br>requérir une autorisation  | 80.- à | 925.-   |

Service de  
l'inspection

**Art. 6** Le service de l'inspection perçoit les émoluments suivants :

Fr.

1. Surveillance des fondations :
- 1.1. Examen des comptes annuels des  
fondations lorsque la fortune  
nette est :
- |                            |      |
|----------------------------|------|
| de 0 franc à 20 000 francs | 40.- |
|----------------------------|------|

						Fr.
	de	20 000	francs	à	50 000	francs 60.-
	de	50 000	francs	à	100 000	francs 100.-
	de	100 000	francs	à	200 000	francs 140.-
	de	200 000	francs	à	300 000	francs 200.-
	de	300 000	francs	à	400 000	francs 300.-
	de	400 000	francs	à	500 000	francs 400.-
	de	500 000	francs	à	700 000	francs 600.-
	de	700 000	francs	à	1 mio de	francs 800.-
	de plus de 1 million de francs					1 000.-
1.2.	Examen des comptes annuels des fonds de prévoyance, lorsque la fortune nette est :					
	de	0	franc	à	100 000	francs 75.-
	de	100 000	francs	à	500 000	francs 250.-
	de	500 000	francs	à	1 mio de	francs 500.-
	de plus de 1 million de francs					750.-
1.3.	Autres décisions concernant les fondations et les institutions de prévoyance					
					20.- à	500.-
1.4.	Autres mesures relatives à la législation sur la prévoyance professionnelle :					
	a)	enregistrement définitif				50.- à 1 000.-
	b)	modification ou radiation d'une mention dans le registre de la prévoyance professionnelle				20.-
	c)	remise d'un extrait du registre				10.-
2.	Renouvellement ou modification d'une signature de notaire					
						100.-
3.	Désignation d'une banque comme office cantonal de dépôt.					
					400.- à	1 000.-
4.	Autorisation de faire les opérations de prêt et de crédit sur l'engagement du bétail					
					200.- à	1 000.-
5.	Ordre d'exonération des droits selon les articles 23 et 23a de la loi réglant les droits de mutation et les droits perçus pour la constitution de gages <sup>4)</sup>					
					60.- à	1 500.-
6.	Décision sur l'application du décret sur la passation publique des actes de mutation relatifs à de petits immeubles <sup>5)</sup>					
					40.- à	200.-
7.	Décision sur des demandes de modération d'honoraires de notaires (taxation officielle)					
					65.- à	650.-
8.	Légalisations et attestations					
					20.- à	100.-

Section de l'état  
civil et des  
habitants

**Art. 7** La Section de l'état civil et des habitants perçoit les émoluments suivants :

			Fr.
1.	Traitement d'une requête en changement de nom	70.- à	135.-
2. à 7.	<a href="#">37)</a>		
8.	<a href="#">26)</a>		
9.	<a href="#">37)</a>		
10.	<a href="#">26)</a>		
11. à 13.	<a href="#">37)</a>		
14.	Délivrance d'adresse (naissances, décès, publications de mariage, mariages) à des journaux ou à des entreprises privées, par catégorie et par an		400.-

Section des  
peines

**Art. 8** La Section des peines perçoit l'émolument suivant :

			Fr.
	Délivrance d'un extrait du casier judiciaire à un particulier, à un tribunal civil ou à une autorité administrative, dans l'intérêt d'une personne privée		400.-

## SECTION 2 : Division de l'intérieur

Service des  
communes

**Art. 9** Le Service des communes perçoit les émoluments suivants :

			Fr.
1.	Revision de comptes communaux opérée sur demande des autorités communales :		
1.1.	normalement	190.- à	3 800.-
1.2.	exceptionnellement, dans les cas exigeant un travail particulièrement long	max.	7 500.-
2.	Collaboration aux opérations de remise de charges	100.- à	400.-

Fr.

3.	Apurement des comptes des communes bourgeoises et des communes mixtes (fortune à destination bourgeoise), lorsque la fortune nette est :					
	de	5 000	francs	à	10 000	francs 15.-
	de	10 000	francs	à	20 000	francs 25.-
	de	20 000	francs	à	30 000	francs 40.-
	de	30 000	francs	à	50 000	francs 55.-
	de	50 000	francs	à	100 000	francs 85.-
	de	100 000	francs	à	200 000	francs 140.-
	de	200 000	francs	à	300 000	francs 190.-
	de	300 000	francs	à	400 000	francs 245.-
	de	400 000	francs	à	500 000	francs 280.-
	de	500 000	francs	à	600 000	francs 340.-
	de	600 000	francs	à	700 000	francs 355.-
	de	700 000	francs	à	800 000	francs 450.-
	de	800 000	francs	à	900 000	francs 505.-
	de	900 000	francs	à	1 000 000	francs 750.-
3.1.	par tranche supplémentaire de 1 000 000 de francs, en plus mais au maximum 1 100 francs, toute fraction de plus de 500 000 francs étant comptée pour 1 million					150.-
3.2.	le même émolument est perçu pour l'apurement des comptes des comunances et des communautés d'usagers					
3.3.	pour calculer l'émolument d'apurement, on se base sur la fortune nette totale, y compris les fonds spéciaux (réserve de la caisse forestière et autres), le fonds de l'aide sociale n'étant pas toutefois soumis à l'émolument					
4.	Approbation (décision, modification, retrait) de règlements de construction, de viabilité, des digues, des contributions des propriétaires fonciers					95.- à 1 900.-
	cas spéciaux :					2 600.-
5.	Approbation des crédits de constructions et des emprunts					50.- à 100.-



Santé publique

**Art. 10** En matière de santé publique, il est perçu les émoluments suivants :

	Fr.
1. Autorisation de pratiquer en qualité de :	
1.1. médecin	400.-
1.2. médecin-vétérinaire	400.-
1.3. médecin-dentiste	400.-
1.4. chiropraticien	300.-
1.5. sage-femme	60.-
1.6. pharmacien	400.-
1.7. droguiste	300.-
1.8. physiothérapeute	300.-
1.9. pédicure	200.-
1.10. opticien :	
a) sans réfraction	200.-
b) avec réfraction	300.-
c) avec réfraction et lentilles de contact	400.-
2. Autorisation de pratiquer en qualité d'assistant de médecin, de dentiste, de vétérinaire, de pharmacien ou de chiropraticien	100.-
3. Autorisation de pratiquer en qualité de remplaçant d'un médecin, d'un dentiste, d'un vétérinaire, d'un pharmacien ou d'un chiropraticien	50.-
4. Autorisation d'exploiter :	
4.1. une pharmacie ou une droguerie	400.-
4.2. une pharmacie privée dans le cadre d'un cabinet médical	300.-
4.3. une installation de bains, de sauna, de fitness, etc.	300.-
4.4. un magasin d'optique	200.-
5. Stupéfiants :	
5.1. autorisation de fabriquer et de commercialiser des stupéfiants	800.-

	Fr.
5.2. examen prévu à l'article 8 de l'ordonnance d'exécution <sup>6)</sup> relative à la loi fédérale sur les stupéfiants, ainsi qu'au règlement d'exécution du Conseil fédéral	100.-
6. Taxe d'examen pour reconnaissance d'équivalence	300.-
7. Autorisation d'établir et d'exploiter un hôpital privé, par lit	50.-
8. En matière de commerce des toxiques, les émoluments sont fixés par l'art. 77 de l'ordonnance fédérale en la matière <sup>7)</sup>	
9. Procédure en modération d'une note d'honoraires	50.- à 2 000.-
10. Attestations et certificats	5.- à 50.-
11. Autres autorisations et décisions	60.- à 600.-
12. Les émoluments pour analyse sont fixés dans le tarif des émoluments des laboratoires officiels du contrôle des denrées alimentaires de Suisse	
13. Authentification du kirsch suisse : les émoluments sont fixés par le règlement du Département fédéral de l'intérieur concernant la mise dans le commerce du kirsch <sup>8)</sup> .	
14. <sup>32)</sup> Emoluments prélevés en vertu de la loi sur l'acquisition, la mise en service, l'utilisation et le renouvellement de certains équipements médicaux <sup>33)</sup>	
14.1. Autorisation d'acquérir ou de mettre en service un équipement médical	500.- à 2 000.-
14.2. Modification d'une autorisation d'acquérir ou de mettre en service un équipement médical	400.- à 800.-
14.3. Suspension ou retrait d'une autorisation d'acquérir ou de mettre en service un équipement médical	400.- à 2 000.-
14.4. Mise hors service d'un équipement médical soumis à autorisation	400.- à 1 500.-

## CHAPITRE IV : Département de l'Economie publique

### SECTION 1 : Division du commerce, de l'industrie et de l'artisanat

Service des  
arts et métiers  
et du travail

**Art. 11** Le Service des arts et métiers et du travail perçoit les émoluments suivants :

			Fr.
1.	Autorisation relative à l'emploi de jeunes gens en âge de scolarité	10.- à	65.-
2.	Approbation de plans d'entreprises	25.- à	1 000.-
3.	Autorisation d'exploiter	25.- à	750.-
4.	Approbation du règlement d'entreprise	20.- à	100.-
5.	Autres décisions et autorisations d'exception	15.- à	100.-
6.	Permis concernant la durée du travail	10.- à	125.-
7.	Autorisation d'exploiter un bureau privé de placement :		
	7.1. délivrance de l'autorisation	125.- à	250.-
	7.2. renouvellement annuel	65.- à	125.-
8.	Autorisation d'exploiter une agence matrimoniale, les communes pouvant percevoir un émolument jusqu'à concurrence du montant de celui prélevé par l'Etat, annuellement	125.- à	625.-
9.	Autorisation d'exploiter une agence privée de détective et de recherches, les communes pouvant percevoir un émolument jusqu'à concurrence du montant de celui prélevé par l'Etat, annuellement	125.- à	625.-
10.	Autorisation d'exploiter un salon de coiffure, les communes pouvant percevoir un émolument jusqu'à concurrence de celui prélevé par l'Etat	65.- à	260.-
11.	Autorisation d'exploiter une entreprise de pompes funèbres, les communes pouvant percevoir un émolument jusqu'à concurrence du montant de celui prélevé par l'Etat, annuellement	65.- à	640.-
12.	Emoluments d'autorisations d'industrie pour les installations liées à la construction	100.- à	1 000.-
	12.1. Pour les chaudières à vapeur, récipients à air comprimé, appareils à acétylène et appareils semblables ainsi que pour d'autres installations techniques industrielles, il est prélevé un émolument allant de	40.- à	400.-

Fr.

- |       |  |         |         |
|-------|--|---------|---------|
| 13.   | Délivrance, renouvellement ou transfert de permis pour les objets suivants :   |         |         |
| 13.1. | exercice d'une profession ou d'un métier artisanal   | 160.- à | 500.-   |
| 13.2. | foire  | 100.- à | 1 000.- |
| 13.3. | émission de papiers-valeurs pour marchandises entreposées  | 80.- à  | 600.-   |
| 14.   | Patente de guide   |         | 40.-    |
| 14.1. | renouvellement   |         | 10.-    |
| 15.   | Carte de porteurs  |         | 20.-    |
| 16.   | Patente de maître de ski   |         | 60.-    |
| 16.1. | renouvellement   |         | 20.-    |
| 17.   | Autorisation de tenir une école de ski   |         | 60.-    |
| 18.   | Autorisation pour le courtage et le commerce d'immeubles, pour quatre ans  | max.    | 2 000.- |
| 18.1. | par collaborateur  | max.    | 800.-   |
| 19.   | Autorisation pour le courtage d'appartements et de chambres, pour quatre ans   | max.    | 500.-   |
| 20.   | Patente d'armurier (le droit d'examen d'un montant de 300 francs doit être payé en sus)  | 400.- à | 1 200.- |
| 21.   | <a href="#">9)</a>   |         |         |
| 22.   | Autorisation d'ouvrir ou de transformer des cinémas :  |         |         |
| 22.1  | Des frais s'élevant de 100 à 300 francs sont perçus en procédure d'autorisation d'ouvrir ou de transformer des entreprises, ainsi qu'en cas de retrait de l'autorisation. Demeure réservée la perception de frais occasionnés par des propositions de tierces personnes. Pour l'octroi et le renouvellement annuel de l'autorisation d'exploiter et de l'autorisation d'installer des cinémas sédentaires, il est perçu un émolument allant de 270 à 2 650 francs, calculé selon l'importance de l'entreprise et qui revient par moitié à l'Etat et à la commune intéressée. |         |         |

Nombre de représentations par semaine en moyenne annuelle	Nombre de places assises					
	jusqu'à				plus de	
	200	201-300	301-400	401-500	500	
jusqu'à 3	270.-	330.-	400.-	450.-	550.-	Fr.
4 – 7	530.-	660.-	800.-	950.-	1 050.-	
8 – 11	800.-	990.-	1 200.-	1 400.-	1 600.-	
12 – 21	1 050.-	1 350.-	1 600.-	1 850.-	2 100.-	
plus de 21	1 350.-	1 650.-	2 000.-	2 300.-	2 650.-	

Les fractions jusqu'à 0,5 des nombres cités des représentations seront arrondies au nombre entier inférieur, celles de plus de 0,5 au nombre entier supérieur.

Fr.

- 22.2. Autres projections de films (cinémas ambulants, spectacles isolés, etc.), pour autant qu'elles sont soumises à l'autorisation d'exploiter, par représentation, les communes pouvant percevoir un émolument jusqu'à concurrence de celui perçu par l'Etat 20.-
23. Emoluments découlant de la législation sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles :
23. dispense de l'obligation de tenir le livret 1. de travail (rapport journalier) (art. 19, al. 1, OTR<sup>10</sup>) 25.-
23. 2 dispense globale (art. 19, al. 3, OTR) 25.-
23. 3 sommation pour n'avoir pas fait renouveler les dispenses prévues sous chiffres 23.1 et 23.2 ci-dessus 15.-
23. 4 inspections dans les entreprises en défaut, lorsqu'elles entraînent un volume de travail extraordinaire, par heure de travail 40.-
24. Patentes de colportage (émolument cantonal par mois) :
- 24.1. colportage par charge ou avec charrette à bras 20.- à 265.-

			Fr.
24.2.	colportage au moyen de voitures attelées, d'automobiles ou fourgonnettes légères dont le poids total ne dépasse pas 3,5 tonnes	55.- à	530.-
24.3.	colportage au moyen de camions lourds	70.- à	665.-
24.4.	achat ambulant de marchandises	20.- à	265.-
24.5.	récolte de commandes de réparations pour le compte de tiers	20.- à	135.-
24.6.	exercice d'un autre métier ambulant	15.- à	135.-
24.7.	délivrance de patentes d'auxiliaires, patente individuelle pour auxiliaires adultes	50 % de la patente d'origine	
24.8.	inscription de jeunes auxiliaires de seize à vingt ans dans le livret du titulaire de la patente d'origine (n'est pas compris le prix du livret d'origine)	40 % de l'émolument ordinaire	
24.9.	délivrance de patentes de courte durée à l'occasion de foires, fêtes et autres manifestations : émolument journalier	10.- à	70.-
24.10.	délivrance d'un duplicata		10.-
25.	Camions-magasins : taxe annuelle de 2 % du chiffre d'affaires répartie par moitié entre l'Etat et les communes où s'arrête le camion magasin selon une clé de répartition établie par le service.		
26.	Patentes de déballage et autorisations pour les séances de démonstration et les expositions :		
26.1.	délivrance d'une patente de déballage, suivant le genre de marchandises, l'importance et la durée du déballage	135.- à	2 650.-
26.2.	délivrance d'une autorisation pour les séances de démonstration et les expositions (art. 23 de la loi sur l'industrie <sup>11)</sup>	25.- à	250.-
27.	Patente de spectacle :		
27.1.	par jour de représentation ou d'exploitation	10.- à	1 325.-
27.2.	autorisations spéciales pour la participation d'enfants de moins de seize ans	10.- à	30.-
28.	Autorisation d'exercer le métier de prêteur sur gages, annuellement	135.- à	1 325.-
28.1.	renouvellement de l'autorisation	15.- à	665.-

Fr.

Les communes peuvent percevoir un émolument atteignant le montant de celui prélevé par l'Etat.		
29. Autorisation d'exercer la profession de fripier	30.- à	665.-
29.1. renouvellement de l'autorisation	15.- à	135.-
Les communes peuvent percevoir un émolument atteignant le montant de celui prélevé par l'Etat.		
30. Autorisation de démonstrations, par jour de manifestation	30.- à	265.-
31. Paris et manifestations analogues (émolument revenant par moitié à l'Etat et à la commune sur le territoire de laquelle se déroule la manifestation)	10.- à	1 325.-
32. Organisation de paris au totalisateur à l'occasion de courses de chevaux, de régates, de rencontres de football et autres manifestations sportives	10.- à	1 325.-
33. Permis exceptionnel pour manifestations et divertissements les jours de grande fête	30.- à	665.-
34. - 37 <sup>9)</sup>		
38. Transfert de patentes	70.- à	135.-
39. Délivrance d'un permis de collectionneur d'armes (les frais occasionnés par l'examen de la requête sont à la charge du requérant)	70.- à	265.-
40. Loteries et commerce professionnel des valeurs à lots :		
40.1. délivrance, renouvellement ou transfert de permis de loterie	600.- à	20 000.-
40.2. petites loteries et tombolas dont le montant d'émission n'excède pas 6 000 francs	70.- à	340.-
40.3. loteries et tombolas au montant d'émission supérieur à 6 000 francs, 1,5 % de ce montant, mais au minimum		340.-
40.4. commerce professionnel des valeurs à lots	70.- à	2 600.-
41. Permis de jeu public de tous genres en % de la valeur des prix proposés		10 %
42. Autorisation d'exploiter des jeux dans les casinos :		
42.1. exploitation du jeu de la boule	400.- à	2 600.-
42.2. prolongation des heures de jeu	135.- à	400.-

				Fr.
43.	Autorisation d'exploiter un salon de jeu :			
43.1.	par appareil	135.-	à	400.-
43.2.	autorisation d'installer un salon de jeu	135.-	à	265.-
44.	Décision concernant l'attribution de main-d'oeuvre étrangère :			
44.1.	autorisation de travail annuelle	70.-	à	120.-
44.2.	autorisation de travail pour frontalier, pour saisonnier ou de courte durée, non renouvelable pour stagiaires et jeunes filles au pair	25.-	à	50.-
44.3.	autres décisions et renouvellements de permis			25.-
44.4.	décisions négatives	25.-	à	200.-
44.5.	Un émolument supplémentaire de 50 à 200 francs peut être prélevé pour toute demande entraînant un examen particulier.			
				Fr.
44.6.	Les émoluments et frais perçus en matière de main-d'oeuvre étrangère sont à la charge exclusive de l'employeur.			
45.	<a href="#">12</a> Taxes et émoluments prélevés en vertu de la loi sur les auberges :			
45.1.	Emolument annuel de patente :			
45.1.1	hôtels	300.-	à	6 000.-
45.1.2	restaurants	300.-	à	5 000.-
45.1.3	pensions	100.-	à	3 000.-
45.1.4	restaurants sans alcool	200.-	à	3 000.-
45.1.5	débites de cercles	100.-	à	2 000.-
45.1.6	établissements de danse	1 000.-	à	12 000.-
45.2.	Emolument annuel de permis :			
45.2.1	points de vente à l'emporter	20.-	à	1 500.-
45.2.2	restaurants publicitaires et de dégustation	20.-	à	1 500.-
45.2.3	établissements publics occasionnels	20.-	à	1 500.-
45.2.4	cantines de places de sport :			
45.2.4.1	avec débit de boissons alcooliques	50.-	à	1 500.-
45.2.4.2	sans débit de boissons alcooliques	10.-	à	200.-
45.2.5	cantines d'entreprises et de chantiers	20.-	à	500.-
45.2.6	places de camping	100.-	à	2 000.-
45.2.7	mise à disposition de locaux	20.-	à	500.-



			Fr.
45.3.	Emolument d'autorisation :		
45.3.1	autorisation de manifestation dansante par manifestation	20.- à	2 000.-
45.3.2	autorisation de spectacle/par spectacle	20.- à	1 325.-
45.3.3	autorisation annuelle de spectacle/par année	600.- à	4 000.-
45.3.4	autorisation de dépasser les horaires légaux/par autorisation	10.- à	500.-
45.4.	Emolument de licence :		
45.4.1	vente de boissons alcooliques distillées et non distillées	200.- à	4 000.-
45.4.2	vente de boissons alcooliques non distillées	100.- à	2 000.-
45.5.	Emoluments divers :		
45.5.1	frais d'octroi de patente	20.- à	200.-
45.5.2	approbation de plans	50.- à	500.-
45.5.3	autres décisions	20.- à	1 000.-

Service de la  
formation  
professionnelle

**Art. 12** Le Service de la formation professionnelle perçoit les émoluments suivants :

1.	Approbation et enregistrement d'un contrat d'apprentissage		50.-
2.	Modification d'un contrat d'apprentissage		20.-
3.	Autres décisions	40.- à	600.-

## SECTION 2 : Division de l'agriculture

Service de  
l'économie rurale

**Art. 13** Le Service de l'économie rurale perçoit les émoluments suivants :

1.	Approbation de fermages et décisions relatives à la fixation du fermage	30.- à	200.-
2.	Décisions portant réduction de fermages manifestement trop élevés du fait de changements survenus dans la situation	30.- à	600.-
3.	Autorisation de procéder à une modification de droit ou à une modification effective de l'ancien état des propriétés	40.- à	100.-

			Fr.
	4. Autorisation de modifier l'affectation des immeubles ou de les morceler, d'aliéner une colonie, la restitution des subventions cantonale et fédérale demeurant réservée	60.- à	600.-
	5. Autorisation d'introduction d'eaux usées dans des conduites de drainage	40.- à	200.-
	6. Examen ou jugement, par les organes de l'élevage du bétail, des animaux reproducteurs ou des sujets annoncés comme tels en dehors des concours généraux (émolument correspondant aux dépenses occasionnées par l'indemnisation des experts et paiement en plus des frais de voyage des experts selon les taux en vigueur pour l'indemnité kilométrique)		frais effectifs
	7. Décisions rendues selon la loi sur les améliorations foncières et les bâtiments agricoles <sup>13)</sup>	40.- à	1 400.-
	8. Décisions rendues en vertu de la législation sur le bail à ferme agricole	30.- à	800.-
	9. Autorisation de procéder à titre lucratif à des désinfections et de traiter		200.-
	10. Certificat de capacité pour la lutte antiparasitaire		100.-
Vulgarisation	<b>Art. 13a<sup>31)</sup></b> L'Etat ou les organes chargés de la vulgarisation perçoivent les émoluments suivants :		
	Conseils et expertise (par heure)	35.- à	80.-
Stations de recherches	<b>Art. 13b<sup>14)</sup></b> Les stations de recherches perçoivent les émoluments suivants :		
	Conseils et expertise (par heure)	35.- à	80.-
Service vétérinaire	<b>Art. 14</b> Le Service vétérinaire perçoit les émoluments suivants :		
	1. Pour autorisation de toute nature	20.- à	500.-
	2. Légalisation de tout genre, en particulier de certificats vétérinaires, pour le passage de la frontière par des animaux, l'exportation de produits agricoles ou de fourrage	10.- à	100.-
	3. Autorisation d'exercer la profession de nettoyeur d'onglons :		
	3.1. première délivrance		200.-
	3.2. délivrance annuelle		50.-

			Fr.
4.	Autorisation d'exercer la profession de maréchal-ferrant :		
4.1.	première délivrance		200.-
4.2.	délivrance annuelle		50.-
5.	Pour la délivrance ou le renouvellement des patentes de commerce du bétail, les émoluments prévus par la Convention intercantonale sur le commerce du bétail <sup>15)</sup> sont doublés.		
6.	Emoluments en matière de protection des animaux :		
6.1.	autorisation de détention d'animaux sauvages : selon le nombre d'animaux et d'espèces	30.- à	200.-
6.2.	autorisation de commerce et de publicité : selon le nombre d'animaux et d'espèces	30.- à	200.-
6.3.	autorisation d'expérience sur animaux vivants : selon la gradation et la durée de l'expérience	30.- à	500.-
6.4.	contrôles ultérieurs prévus par la loi fédérale et l'ordonnance fédérale, notamment contrôles de détention, de transports, de pratiques interdites ou d'expériences sur animaux : selon le nombre d'animaux et la gradation de l'expérience	30.- à	200.-
7.	Approbation de plans lors de toutes demandes de permis de bâtir relatifs à la détention d'animaux domestiques, d'expérience ou sauvages :		
7.1.	par bâtiment ou installation	20.- à	100.-
7.2.	cas spéciaux	max.	500.-

## CHAPITRE V : Département de l'Environnement et de l'Équipement

### SECTION 1 : Division de l'environnement

Service de  
l'aménagement  
du territoire

**Art. 15** Le Service de l'aménagement du territoire perçoit les émoluments suivants :

Fr.

1.	Approbation (décision, modification, retrait) des plans de zones, des plans de lotissement, des plans-masses, des plans de viabilité de détail, des plans du cadastre, des plans directeurs	70.- à	1 350.-
	cas spéciaux	max.	2 650.-
2.	Autorisation et autres décisions d'espèce en affaire de police des constructions :		
2.1.	par bâtiment ou installation	70.- à	700.-
2.2.	cas spéciaux	max.	2 650.-
3.	Approbation (décision, modification ou retrait) de prescriptions spéciales de construction	70.- à	1 350.-

Office des eaux  
et de la  
protection de la  
nature

**Art. 16** L'Office des eaux et de la protection de la nature perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation de déverser des eaux usées :		
1.1.	constructions nouvelles et transformations, y compris les nouvelles installations sanitaires et les déversements d'eaux de réfrigération, sous réserve des points suivants :		
	- jusqu'à 10 EH (équivalent d'habitant)	50.- à	95.-
	- de 11 à 40 EH	105.- à	190.-
	- de 41 à 100 EH	200.- à	470.-
	- en plus de 100 EH	480.- à	940.-
1.2.	remises, hangars et garages sans prise d'eau ni écoulement	40.- à	75.-
1.3.	remises, hangars et garages avec prise d'eau :		
	- 1 à 10 places de parcage	50.- à	95.-
	- 11 à 50 places de parcage	100.- à	180.-
	- au-delà de 50 places de parcage	200.- à	940.-
1.4.	bâtiments agricoles pourvus de fosses à purin, silos à fourrage vert	55.- à	190.-
1.5.	entreprises destinées à l'engraissement du gros bétail, du menu bétail et de la volaille, halles de ponte	160.- à	1 320.-

			Fr.
1.6.	eaux usées industrielles et artisanales, en particulier :		
	- installations de contrôle et traitement mécanique des eaux usées	70.- à	270.-
	- traitement biologique et chimique des eaux usées.	140.- à	670.-
1.7.	piscines.	40.- à	140.-
1.8.	petites stations d'épuration plus les EH à raccorder, selon chiffre 1.1.	70.- à	200.-
2.	Autorisations pour citernes :		
2.1.	citernes contenant des liquides capables d'altérer l'eau, par m <sup>3</sup> de contenance :		
	- jusqu'à 10 m <sup>3</sup>	30.- à	70.-
	- de 11 à 50 m <sup>3</sup>	70.- à	200.-
	- de 51 à 100 m <sup>3</sup>	140.- à	280.-
	- de 101 à 250 m <sup>3</sup>	280.- à	700.-
	- de 251 à 1000 m <sup>3</sup>	700.- à	1 400.-
2.2.	grands entrepôts d'un volume total supérieur à 1 000 m <sup>3</sup>	1 350.- à	8 000.-
2.3.	supplément pour conduites spéciales appartenant aux installations mentionnées aux deux points précédents	40.- à	270.-
2.4.	supplément pour citernes enterrées	50.- à	100.-
3.	Gravières, carrières et sablières, par 100 m <sup>3</sup> (cubage calculé selon les plans joints à la demande, talus, etc., non déduits)	1.- à	5.-
4.	Autres autorisations selon la loi concernant l'entretien et la correction des eaux <sup>16)</sup> , l'article 93 de la loi sur l'utilisation des eaux <sup>17)</sup> et l'ordonnance sur la protection des eaux <sup>18)</sup>	130.- à	1 350.-
5.	Décision concernant la mise hors service ou la remise en état de citernes	30.- à	300.-
6.	Sommations		50.-
7.	Travaux exécutés à l'extérieur, par heure		30.-

Fr.

8. Analyse avec rapport : selon le "Tarif des analyses subventionnées par la Confédération pour l'étude sanitaire des eaux superficielles et souterraines"; les émoluments relatifs à l'utilisation de nouvelles méthodes et à l'élaboration de commentaires supplémentaires concernant les résultats numériques sont fixés selon le temps employé, par heure 30.-
9. Lutte contre les dégâts dus aux hydrocarbures :
  - 9.1 véhicules du Canton :
    - 9.1.1. taxe de base (dans la mesure où les véhicules doivent participer à une intervention) 100.-
    - 9.1.2. tarif horaire :
      - camions équipés en matériel pour lutter contre les dégâts dus aux hydrocarbures, sans chauffeur 115.- /h
      - remorques munies du même genre d'équipement 80.-/h
      - citernes à aspiration et citernes à pression 60.- /h
      - véhicules pour le contrôle des citernes 30.- /h  
(lorsque les circonstances le justifient, ces taux peuvent être remplacés par un montant forfaitaire)
    - 9.1.3. indemnité kilométrique :
      - indemnité supplémentaire par kilomètre pour les véhicules à moteur 2.-
  - 9.2 prix de l'heure d'intervention (sans compter les frais du service de desserte et d'actionnement) :
    - 9.2.1. pompes électriques de transvasage avec conduites d'aspiration et de refoulement 50.- /h
    - 9.2.2. générateur de courant avec tambour pour câbles et lampe 60.- /h
    - 9.2.3. réservoir pliable avec support tubulaire 30.- /h
    - 9.2.4. réservoir pliable fermé 30.- /h

			Fr.
9.2.5.	barrage flottant avec accessoires, par mètre et par jour		3.-
9.2.6.	bassin de rétention de 14 m <sup>3</sup> , par jour		40.-
	- à partir du onzième jour		25.-
9.3	remplacement du matériel détérioré lors d'intervention et frais de nettoyage	Prix coûtant	
9.4	indemnités pour le travail fourni par les équipes de lutte, par homme et par heure		40.-
10.	Installations de transport par conduites :		
10.1.	traitement d'une demande d'autorisation :		
	- émolument de base	200.- à	2 000.-
	- en outre, pour chaque km de conduite	200.- à	300.-
	- renouvellement d'une autorisation	100.- à	1 000.-
	- en outre, pour chaque km de conduite	100.- à	150.-
	- modification, cession ou radiation des autorisations	200.- à	1 000.-
10.2.	traitement d'une demande d'approbation de plans :		
	- émolument de base	200.- à	2 000.-
	- en outre, pour chaque km de conduite	200.- à	300.-
10.3.	examen des demandes de modification de plans présentées après l'établissement des installations, qui rendent nécessaire une procédure de consultation ou d'opposition, supplément par kilomètre (si la procédure d'autorisation et celle d'approbation du plan interviennent simultanément, l'émolument peut être réduit jusqu'à la moitié)		200.-
10.4.	projets de construction élaborés par des tiers dans les limites des distances minimales légales d'une installation de conduite existante ou en voie d'exécution	25.- à	270.-

			Fr.
11.	Battellerie		
11.1.	autorisation d'aménager des installations de battellerie :		
	- bouées, pieux, crochets d'amarrage		55.-
	- débarcadères, rampes de mise à l'eau, radeaux	65.- à	200.-
	- transfert de ces autorisations		50.-
11.2.	taxes annuelles pour places d'amarrage et poteaux indicateurs : selon le coût des installations et l'endroit.		
12.	Inscription à l'examen d'aptitude des chasseurs :		
a)	pour les candidats chasseurs		300.-
b)	en cas de répétition partielle :		
	- pour l'examen théorique		160.-
	- pour l'examen pratique		60.-
	Pour l'examen pratique, l'Office des eaux et de la protection de la nature fixe annuellement l'émolument pour stand de tir, en accord avec le président de la commission de la faune.		
13.	Délivrance du permis pour l'établissement de viviers dans les eaux soumises à la surveillance publique		20.-

Service des  
forêts

**Art. 17** Le Service des forêts perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation de construire à proximité de la forêt	100.- à	600.-
2.	Approbation des distances d'alignements à la forêt	100.- à	600.-
3.	Autorisation d'exploitation temporaire à des fins agricoles	40.- à	100.-
4.	Autorisation de construire en forêt	100.- à	300.-
5.	Autorisation d'exception de la législation forestière de cultures de peupliers et de saules	100.- à	300.-
6.	Autres opérations frappées d'émoluments	20.- à	500.-
7.	Autorisation de défrichement relevant de la compétence :		
a)	fédérale (préavis)	100.- à	500.-
b)	cantonale	100.- à	300.-



## SECTION 2 : Division de l'équipement

Service des  
ponts et  
chaussées

**Art. 18** Le Service des ponts et chaussées perçoit les émoluments suivants :

		Fr.
1.	Autorisation d'expropriation (permis délivrés en première instance, renouvelés ou transférés)	200.- à 2 000.-
2.	Autorisation de restreindre la circulation en permanence sur des routes communales ou des routes publiques appartenant à des personnes privées	100.- à 400.-
3.	Autorisation de placer des indicateurs d'entreprise et des signaux, par panneau	150.-
4.	Autorisation de placer des indicateurs de locaux publics	100.-
5.	Autorisation d'une réclame extérieure et sur la voie publique	100.- à 2 000.-
6.	Décision concluant au rejet d'une requête en obtention de l'autorisation de placer une réclame ou à l'obligation d'en enlever une placée illicitement	100.- à 2 000.-
7.	Autorisation de faire des fouilles dans la voie publique :	
	taxe de base	100.-
	par m' en localité	20.-
	par m' hors localité	25.-
	par m' dans la banquette	10.-
8.	Dérogation en matière de police de construction des routes (art. 66 ss LCER <sup>19)</sup> )	120.-
	Refus d'une telle dérogation	60.-
9.	Autorisation d'accès à une route cantonale (art. 59 LCER <sup>19)</sup> ) :	
	à un privé	250.-
	à une industrie	500.-
10.	Fermeture d'une route cantonale	100.-
11.	Autorisation d'établir un passage pour piétons	30.-
12.	Autres autorisations non prévues par le présent décret	50.- à 500.-

Service des  
constructions

**Art. 19** Le Service des constructions perçoit les émoluments suivants :

Fr.

- |      |   |      |      |         |
|------|---|------|------|---------|
| 1.   | Examen d'une demande de permis de construire et de plans, établissement du permis ou rejet de la demande, par bâtiment  | 30.- | à    | 1 600.- |
|      | mais 4 000 francs au plus par permis.   |      |      |         |
| 2.   | Autorisation et autres décisions d'espèce en affaire de permis de construire :  |      |      |         |
| 2.1. | par bâtiment ou installation  | 70.- | à    | 700.-   |
| 2.1. | cas spéciaux  |      | Max. | 2 600.- |
| 3.   | Projet de construction élaboré par des tiers dans les limites des distances minimales légales d'une installation de conduite existante ou en voie d'exécution | 30.- | à    | 270.-   |

Service des  
transports et de  
l'énergie

**Art. 20** Le Service des transports et de l'énergie perçoit les émoluments suivants :

- |      |   |       |   |         |
|------|---|-------|---|---------|
| 1.   | Exploitation d'un téléphérique sans concession fédérale ou d'un skilift                           | 400.- | à | 2 000.- |
| 2.   | Approbation de plans :  |       |   |         |
| 2.1. | téléskis avec installation fixe et téléphériques destinés au transport professionnel de personnes | 200.- | à | 2 000.- |
| 2.2. | téléphériques, ascenseurs inclinés, etc., non destinés au transport professionnel de personnes    | 100.- | à | 1 000.- |
| 2.3. | supplément pour ascenseurs à va-et-vient  |       |   | 25 %    |
| 3.   | Premier permis d'exploitation valable un an :   |       |   |         |
| 3.1. | pour téléskis et téléphériques destinés au transport professionnel de personnes                   | 400.- | à | 2 000.- |
| 3.2. | pour téléphériques, ascenseurs inclinés destinés au transport professionnel de personnes          |       |   | 400.-   |
| 3.3. | supplément pour ascenseurs à va-et-vient  |       |   | 25 %    |
| 4.   | Permis d'exploiter pour téléskis sans installation fixe, par année                                | 100.- | à | 200.-   |

			Fr.
5.	Renouvellement des permis d'exploitation :		
5.1.	téléskis et téléphériques destinés au transport professionnel de personnes, catégories 1 à 3, par année	100.- à	600.-
	- catégories 4 et au-delà, par année	400.- à	1 200.-
	- supplément pour ascenseurs à va-et-vient		25 %
5.2.	téléphériques, ascenseurs inclinés non destinés au transport professionnel de personnes, par année	40.- à	200.-
6.	Sommations (téléskis, téléphériques)		20.-

## CHAPITRE VI : Département de l'Education et des Affaires sociales

### SECTION 1 : Division de l'éducation

Service de  
l'enseignement

**Art. 21** Le Service de l'enseignement perçoit les émoluments suivants :

1.	Certificats d'aptitude pédagogique, y compris l'émolument d'examen		200.-
2.	Reconnaissance d'équivalence d'un titre d'enseignement		100.-
3.	Contrôle des films, par heure		40.-
4.	Autorisation d'ouvrir une école privée	100.- à	500.-
5.	Reconnaissance des certificats et diplômes délivrés par une école privée	100.- à	500.-
6.	Reconnaissance du niveau de l'enseignement dispensé par une école privée	100.- à	500.-
7.	Reconnaissance de l'utilité publique d'une école privée	100.- à	500.-
			Fr.
8.	Examen auquel sont soumis les enfants qui suivent un enseignement en milieu privé	100.- à	200.-

### SECTION 2 : Division des affaires sociales

Service de l'aide  
sociale

**Art. 22** En matière d'aide sociale, il est perçu les émoluments suivants :

			Fr.
1.	Reconnaissance d'asile d'entretien viager	200.- à	1 000.-

Fr.

- |      |   |       |   |       |
|------|---|-------|---|-------|
| 2.   | Autorisation d'exploiter un foyer de personnes âgées ou handicapées : |       |   |       |
| 2.1. | délivrance ou renouvellement de l'autorisation                        | 160.- | à | 500.- |
| 2.2. | modification, révocation, retrait de l'autorisation                   | 60.-  | à | 200.- |
| 3.   | <a href="#">20)</a>   |       |   |       |

## CHAPITRE VII : Département des Finances et de la Police

### SECTION 1 : Division des finances

Service des  
contributions

**Art. 23** Le Service des contributions perçoit les émoluments suivants :

- |    |   |      |   |       |
|----|---|------|---|-------|
| 1. | Dispositions et décisions en matière fiscale (allègements fiscaux, fixations de domicile, décisions rendues sur requêtes civiles, décisions de remise ou de sursis, décisions sur répétition de l'indu et autres) | 40.- | à | 650.- |
| 2. | Renseignements de nature juridique, rapports, statistiques et expertises  | 15.- | à | 650.- |
| 3. | Avis préalable en matière fiscale   | 40.- | à | 650.- |
| 4. | Autorisation pour usage accru du domaine public par mètre carré   | 2.-  | à | 15.-  |
| 5. | Attestations et communications  | 5.-  | à | 40.-  |

Recette et  
Administration de  
district

**Art. 24** La Recette et Administration de district perçoit les émoluments suivants :

- |    |  |      |   |         |
|----|--|------|---|---------|
| 1. | Autorisation de distributeurs automatiques de denrées alimentaires, de marchandises ou de prestations de service, par année  | 15.- | à | 650.-   |
| 2. | Paris et manifestations analogues (émolument revenant par moitié à l'Etat et à la commune sur le territoire de laquelle se déroule la manifestation)   | 10.- | à | 1 350.- |
| 3. | Exception à l'heure générale de fermeture (la moitié de l'émolument revient à la commune; le montant dû est fixé d'après la grandeur et la situation de l'établissement, ainsi que d'après l'importance et la durée de la manifestation autorisée) | 30.- | à | 700.-   |
| 4. | Octroi d'un permis de danse  | 70.- | à | 700.-   |

			Fr.
5.	Délivrance d'un permis d'achat d'armes	15.- à	30.-
6.	Permis d'achat d'un appareil à tuer les lapins		10.-
7.	Permis de chasse, y compris les émoluments destinés à couvrir les dommages causés par le gibier, ainsi que les frais de documentation et des marques à gibier, et à financer l'application de mesures de protection en faveur du gibier :		
	permis de base	650.- à	750.-
	permis spéciaux	100.- à	500.-
	(fixés annuellement par l'ordonnance sur la chasse)		
7.1.	Les coûts des permis sont majorés :		
	pour les citoyens suisses non domiciliés dans le Jura, de	100 %	
	pour les étrangers, de	200 %	
7.2.	Duplicata du permis de chasse		30.-
7.3.	Inscription tardive		70.-
7.4.	Formule de statistique envoyée en retard		30.-
7.5.	Les émoluments de tir (finance de tir, tir par erreur, tir avec limite de poids, etc.) sont fixés, le cas échéant, annuellement, par l'ordonnance sur la chasse dans les limites suivantes :		
	a) par animal	20.- à	50.-
	b) par kg en sus du poids limité	5.- à	50.-
7.6.	Contrôle des armes de chasse	10.- à	20.-

## 8. Permis de pêche

	Durée de validité du permis			
	1 année civile	30 j.	7 j.	1 j.
Pour les personnes établies dans le canton du Jura	100.-	70.-	40.-	15.-
Pour les personnes établies dans d'autres cantons	310.-	160.-	80.-	20.-
Pour les personnes établies à l'étranger	520.-	160.-	80.-	20.-
Pour les adolescents âgés de 10 ans révolus jusqu'à l'âge de 16 ans révolus ainsi que pour les apprentis et étudiants jusqu'à 25 ans	35.-	20.-	15.-	10.-

Les personnes établies dans les districts de Moutier, Courtelary, La Neuveville et Laufon bénéficient d'une réduction de 50 francs sur le montant du permis annuel.

Fr.

## 9. Loteries :

- 9.1. petites loteries et tombolas dont le montant d'émission n'excède pas 6 000 francs 70.- à 340.-
- 9.2. loteries et tombolas au montant d'émission supérieur à 6 000 francs, 1,5 % de ce montant, mais au minimum 340.-
- 9.3. permis de loto, par jour 135.- à 665.-

## 10. Permis de jeu public de tous genres en % de la valeur des prix proposés 15 %

## 11. Affaires successorales :

- 11.1. réception et transcription d'une répudiation ou d'une acceptation, par répudiant ou acceptant (la déclaration de répudiation donnée par une personne mineure est exempte d'émoluments). 10.- à 40.-
- 11.2. attestation d'acceptation ou de répudiation d'une succession. 10.- à 30.-
- 11.3. prolongation du délai de répudiation de succession 20.- à 80.-

			Fr.
11.4.	autorisation et ordre d'une liquidation officielle	40.- à	400.-
11.5.	désignation d'un représentant de la communauté héréditaire	40.- à	365.-
11.6.	autorisation d'un appel aux créanciers en dehors d'un inventaire officiel	15.- à	55.-
11.7.	ordre de procéder à un inventaire fiscal lorsque la fortune brute est :		
- de	25 000 francs à 50 000 francs		30.-
- de	50 000 francs à 75 000 francs		40.-
- de	75 000 francs à 100 000 francs		50.-
- de	100 000 francs à 150 000 francs		70.-
- de	150 000 francs à 200 000 francs		90.-
- de	200 000 francs à 300 000 francs		110.-
- de	300 000 francs à 500 000 francs		135.-
- de	500 000 francs à 1 000 000 francs		170.-
- de	1 000 000 de francs et plus		200.-
-	travaux préparatoires en cas d'ordonnance d'un inventaire successoral	15.- à	110.-
11.8.	ordre de procéder à un inventaire officiel, réception et contrôle des productions, transmission du dossier au notaire, lorsque la fortune brute est		
- de	0 franc à 25 000 francs		40.-
- de	25 000 francs à 50 000 francs		55.-
- de	50 000 francs à 75 000 francs		60.-
- de	75 000 francs à 100 000 francs		70.-
- de	100 000 francs à 150 000 francs		90.-
- de	150 000 francs à 200 000 francs		100.-
- de	200 000 francs à 300 000 francs		120.-
- de	300 000 francs à 500 000 francs		160.-
- de	500 000 francs à 1 000 000 francs		200.-
- de	1 000 000 de francs et plus		250.-

## SECTION 2 : Division de la police

Police cantonale **Art. 25** La police cantonale perçoit les émoluments suivants :

	Fr.
1. Taxe forfaitaire pour déplacement sur le lieu d'un accident ou d'intervention	30.-

			Fr.
2.	Constats établis par l'identité judiciaire et par la brigade routière :		
2.1.	taxe de base :		
	– pour l'emploi de véhicules à moteur et d'appareils		50.-
	– matériel utilisé :		
	frais effectifs	dès	20.-
2.2.	levées stéréophotogrammétriques :		
	– première paire de clichés		40.-
	– par paire supplémentaire		10.-
2.3.	plans, selon la taille	100.- à	300.-
2.4.	photographies en noir et blanc :		
	- prises à la lumière du jour (13/18)		10.-
	- prises au flash (13/18)		15.-
2.5.	photographies en couleur :		
	- prises à la lumière du jour (13/18)		15.-
	- prises au flash (13/18)		20.-
2.6.	pièges à voleur, taxe de base (plus frais effectifs)		30.-
2.7.	enquêtes préliminaires	dès	50.-
2.8.	expertises	dès	200.-
3.	Tests d'haleine		20.-
4.	Constat et attestation officielle pour gibier tué ou blessé accidentellement sur la route		30.-
5.	Copie de rapport d'accident :		
5.1.	taxe de base		15.-
5.2.	par page		2.-
6.	Indemnité pour service d'ordre, d'escorte ou de police lors de manifestations privées :		
	- par agent et par heure		40.-
	- par agent et par jour, au maximum		150.-
7.	Utilisation ou mise à disposition de matériel technique : par heure	20.- à	200.-
8.	Restitution de cycles et de cyclomoteurs volés, par véhicule		10.-
9.	Attestations à l'intention des compagnies d'assurance, attestations diverses a l'intention du lésé		10.-
10.	Installations d'alarme en cas d'agression et d'effraction :		
	- taxe unique de branchement		500.-
	- taxe annuelle		300.-



		Fr.
	- intervention pour fausse alarme dès la 3 <sup>e</sup> en une année civile	150.-
11.	Intervention provoquée par une fausse alerte en rapport avec une alarme sonore ou tout autre dispositif non raccordé à la police	150.-
12.	Véhicules saisis :	
12.1.	dépôt dans les locaux de la police, par jour	2.- à 10.-
12.2.	dépôt dans les locaux privés	Frais effectifs
13.	Transport de détenus : selon l'article 13 de l'ordonnance du 18 décembre 1979 concernant les indemnités pour dépenses spéciales accordées aux membres de la police cantonale et aux geôliers <sup>21)</sup> (+ indemnité kilométrique selon l'ordonnance concernant l'utilisation de véhicules motorisés privés pour les besoins du service <sup>22)</sup> ).	
14.	Tarif kilométrique pour véhicules à moteur. Véhicules de service et privés, par km	1.-
15.	Autorisation de transport de cadavre	20.-
16.	Désincarcération avec matériel de secours routier :	
16.1.	taxe de base par véhicule	100.-
16.2.	par heure de travail sur place, y compris utilisation de la génératrice, pompe hydraulique et autre matériel	100.-
16.3.	tarif kilométrique	2.-
16.4.	rémunération du personnel engagé, par homme et par heure	40.-
16.5.	matériel détérioré, selon coût effectif.	

Service des  
affaires militaires

**Art. 26** Le Service des affaires militaires perçoit les émoluments suivants :

1.	Duplicata de livret de service	60.-
2.	Duplicata de livret de tir .	20.-
3.	Expertise des places de tir sportif	100.- à 300.-

Office des  
véhicules

**Art. 27** L'Office des véhicules perçoit les émoluments suivants :

- Fr.
1. Dispositions concernant les véhicules
  - Cyclomoteurs
  - 1.1. <sup>23)</sup>

		Fr.
1.2.	Remise d'une plaque pour cyclomoteur avec assurance collective	40.-
	avec assurance privée ou d'une association, y compris établissement du permis de circulation	22.-
1.3.	Echange d'une plaque pour cyclomoteur en cas de perte, vol, détérioration (avec inscription dans le permis de circulation)	20.-
1.4.	Restitution après dépôt d'une plaque pour cyclomoteur, changement de détenteur, de véhicule, établissement d'un permis sur la base d'un rapport d'expertise et remplacement d'un permis endommagé	13.-
1.5.	Délivrance d'un permis de circulation ou d'un duplicata à l'importateur ou au fabricant	3.-
1.6.	Remplacement en cas de perte	7.-
1.7.	Délivrance d'une plaque collective pour cyclomoteurs	70.-
Autres véhicules		
1.9.	Permis pour véhicule de remplacement, valable jusqu'à 30 jours	40.-
1.10.	Autorisation provisoire de circuler pour véhicule de remplacement (délivrée par la Police ou l'OVJ en dehors des heures ouvrables)	10.-
1.11.	Permis pour véhicule de remplacement appelé à remplacer un groupe de dix véhicules légers ou cinq véhicules lourds au moins, valable jusqu'à un an	300.-
1.12.	Certificat international pour véhicules : par véhicule	30.-
1.13. <sup>34)</sup>	Etablissement d'un nouveau permis de circulation ou d'un duplicata, d'un permis de circulation collectif ou d'un duplicata, y compris changement de nom, modifications d'adresse ou de couleur du véhicule ultérieures	70.-
1.14. <sup>34)</sup>	Changement de raison sociale sur le permis	40.-
1.15.	Prolongation d'un permis limité	30.-

			Fr.
1.16.	Remise ou échange de plaques blanches, vertes, bleues, brunes, temporaires, CD, de plaques échues pour collections :		
	la paire		40.-
	la pièce		30.-
1.16a. <sup>38)</sup>	Attribution de numéros d'immatriculation sur demande du détenteur		200.-
1.16b. <sup>38)</sup>	Attribution de numéros d'immatriculation par voie d'enchères :		
	montant de l'enchère, mais au minimum		200.-
1.17. <sup>34)</sup>	Dépôt de plaques par le détenteur, restitution de plaques étrangères :		
	une plaque		28.-
	la paire		49.-
1.18.	Contrôle d'équipement particulier y compris inscription dans le permis de circulation ou remise d'une annexe à ce document;		
	changement de véhicule tracteur		60.-
1.19.	Etude de plans de construction ou de transformation de véhicules ou d'accessoires, essais spéciaux sur banc d'essai ou sur route, selon le temps consacré	50.- à	1 000.-
1.20	Expertise complète d'un véhicule ou d'un train routier sur réquisition, comprenant : démontage et remontage d'organes, établissement d'un rapport, de plans, selon le temps consacré et les fournitures utilisées	200.- à	2 000.-
1.21.	Pesage d'un véhicule hors inspection :		
	jusqu'à 10 tonnes		15.-
	+ de 10 à 20 tonnes		20.-
	+ de 20 à 30 tonnes		30.-
1.22.	Mesure de bruit, de l'opacité des fumées Diesel et contrôle des gaz d'échappement, par objet et selon temps consacré	50.- à	500.-

---

1.23.	Essais divers de freinage, d'accélération, de démarrage, etc., effectués sur route ou sur banc d'essai, selon catégorie du véhicule et temps consacré	30.-	à	500.-
1.24.	Etalonnage du tachymètre, selon catégorie, temps consacré et appareillage utilisé	5.-	à	50.-

		-	Inspection pour immatriculation, changement de canton, mise sous plaque(s) interchangeable(s) d'un véhicule supplémentaire, cession de plaques, etc.	Contrôles subséquents (inspection périodique), contrôle volontaire, contrôle d'un véhicule gravement endommagé ou signalé défectueux par la police, contrôle d'un véhicule modifié ou pour l'établissement d'un permis de remplacement, etc.	Contrôles partiels après renvoi; par contrôle	Inspections effectuées par les associations professionnelles
		-	Inspection pour un autre canton			
		Pour un véhicule réceptionné dans sa forme définitive	Pour un autre véhicule (dispensé de la réception par type)			
1.25. <sup>34)</sup>	Voitures automobiles (art. 10 et 11 OETV <sup>29)</sup> ) légères jusqu'à 3 500 kg de poids total	65.-	211.-	65.-	28.-	56.-
1.26.	Voitures automobiles lourdes de plus de 3 500 kg de poids total	120.-	180.-	80.-	30.-	
1.27. <sup>34)</sup>	Remorques jusqu'à 3 500 kg de poids total	70.-	140.-	56.-	28.-	56.-
1.28. <sup>34)</sup>	Remorques de plus de 3 500 kg de poids total	112.-	211.-	98.-	42.-	
1.29. <sup>34)</sup>	Motocycles, motocycles légers, quadricycles légers à moteur, quadricycles à moteur, luges à moteur et tricycles à moteur ainsi que leurs remorques	40.-	94.-	40.-	20.-	34.-
1.30. <sup>34)</sup>	Cyclomoteurs	40.-			20.-	
1.30bis. <sup>35)</sup>	Tracteurs agricoles	161.-	241.-	80.-	27.-	

			Fr.
1.31	Contrôle des entreprises autorisées à expertiser des véhicules neufs, selon temps consacré, y compris cours d'instruction	50.- à	80.-
1.32	Par expert supplémentaire		20.-
2.	Dispositions concernant les conducteurs		
2.1.	Délivrance ou renouvellement d'un permis de conduire international		30.-
2.2. <a href="#">34)</a>	Délivrance d'un permis de conduire sous forme de carte de crédit, y compris modifications d'adresse ultérieures		70.-
2.3. <a href="#">34)</a>	Duplicata, modification sur le permis de conduire sous forme de carte de crédit, changement de nom, codes, etc.		42.-
2.4. <a href="#">36)</a>			
2.5. <a href="#">36)</a>			
2.6.	Délivrance d'un permis de conduire civil, avec examen(s) au vu d'un permis militaire pour poids lourds, avec ou sans remorque		200.-
2.7	Délivrance d'un permis de conduire suisse sans examen, au vu d'un permis de conduire étranger, y compris la remise du "Manuel des règles de la circulation" et du catalogue des questions théoriques		150.-
2.8	Adjonction sans examen de catégorie(s) supplémentaire(s) sur un permis de conduire suisse, au vu d'un permis étranger		100.-
2.9. <a href="#">36)</a>			
2.10.	Délivrance ou renouvellement d'une autorisation, valable 6 ans au maximum, de former des élèves conducteurs de camions		60.-

Fr.

3.	Dispositions concernant les demandes de permis de conduire et les examens	
3.1.	<a href="#">28)</a> Délivrance des permis d'élèves et des permis de conduire :	
3.1.1.	<b>Catégorie A</b>	
3.1.1.1.	Catégorie A limitée en puissance 25KW et 0,16 KW/kg	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégorie ou sous-catégories A1, B, B1	295.-
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories A1, B, B1	268.-
	– levée de la restriction selon l'article 24, alinéa 3, OAC <a href="#">30)</a>	100.-
3.1.1.2.	Catégorie A non limitée en puissance	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégorie ou sous-catégories A1, B, B1	295.-
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories A1, B, B1	268.-
3.1.2.	<b>Sous-catégories A1</b>	
3.1.2.1.	Sous-catégorie A1 dès 16 ans	295.-
3.1.2.2.	Sous-catégorie A1 dès 18 ans	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégorie ou sous-catégorie B, B1	295.-
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégorie B, B1	167.-
3.1.3.	<b>Catégories B, BE et sous-catégorie B1</b>	
3.1.3.1.	Sous-catégorie B1	
	– si le candidat ne possède pas le permis de la catégorie A1	295.-
	– si le candidat possède le permis de la catégorie A1	268.-
	– transport professionnel de personnes	279.-
3.1.3.2.	Catégorie B	
	– si le candidat ne possède aucun permis des sous-catégories A1, B1	295.-
	– si le candidat possède un permis des sous-catégories A1, B1	268.-
	– transport professionnel de personnes	279.-
3.1.3.3.	Catégorie BE	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégories ou sous-catégories A, A1, B, B1	463.-

		Fr.
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories A, A1, B1	436.-
	– si le candidat possède le permis de la catégorie B	268.-
<b>3.1.4.</b>	<b>Catégorie C et sous-catégorie C1</b>	
<b>3.1.4.1.</b>	<b>Catégorie C</b>	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégories ou sous-catégories A, A1, B, B1, C1, D, D1	541.-
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories A, A1, B1	514.-
	– si le candidat possède le permis de la catégorie B	346.-
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories C1, D, D1	319.-
	– transport professionnel de personnes	252.-
<b>3.1.4.2.</b>	<b>Sous-catégorie C1</b>	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégories ou sous-catégories A, A1, B, B1, D, D1	490.-
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories A, A1, B1	463.-
	– si le candidat possède le permis de la catégorie B	295.-
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégorie D, D1	101.-
	– transport professionnel de personnes	252.-
<b>3.1.5.</b>	<b>Catégorie CE et sous-catégorie C1E</b>	
<b>3.1.5.1.</b>	<b>Catégorie CE</b>	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégories ou sous-catégories A, A1, B, B1, C, C1, D, D1	760.-
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories A, A1, B1	733.-
	– si le candidat possède le permis de la catégorie B	565.-
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories C1, D, D1	538.-
	– si le candidat possède le permis de la catégorie C	319.-
<b>3.1.5.2.</b>	<b>Sous-catégorie C1E</b>	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégories ou sous-catégories A, A1, B, B1, C1, D, D1	658.-



		Fr.
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories A, A1, B1	631.-
	– si le candidat possède le permis de la catégorie B	463.-
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégorie D, D1	436.-
	– si le candidat possède le permis de la catégorie C1	268.-
<b>3.1.6.</b>	<b>Catégories D, DE et sous-catégories D1, D1E</b>	
3.1.6.1.	Catégorie D	396.-
3.1.6.2.	Catégorie DE	
	– si le candidat ne possède pas le permis de la catégorie D,	564.-
	– si le candidat possède le permis de la catégorie D	268.-
3.1.6.3.	Sous-catégorie D1	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégorie ou sous-catégorie C, C1,	346.-
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégorie C, C1,	319.-
3.1.6.4.	Sous-catégorie D1E	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégorie ou sous-catégories C, C1, D1	514.-
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégorie C, C1	101.-
	– si le candidat possède le permis de la sous-catégorie D1	268.-
<b>3.1.7.</b>	<b>Catégories spéciales F, G, M</b>	
3.1.7.1.	Catégorie spéciale F	
	– si le candidat ne possède pas le permis de la catégorie spéciale G	295.-
	– si le candidat possède le permis de la catégorie spéciale G	268.-
	– transport professionnel de personnes	279.-

		Fr.
3.1.7.2.	Catégorie spéciale G	
	– 30 km/h	127.-
	– annotation du cours G40	67.-
3.1.7.3.	Catégorie spéciale M	
	– cyclomoteurs selon l'article 18, lettres b et c, OETV <sup>29)</sup>	127.-
	– dérogation de l'âge minimal selon l'article 6, alinéa 4, lettre b, OAC <sup>30)</sup>	127.-
	– cyclomoteurs légers selon les articles 18, lettre a, OETV <sup>29)</sup> , et 5, alinéa 2, lettre d, OAC <sup>30)</sup>	127.-
	– chaise d'invalidé à propulsion électrique selon l'article 5, alinéa 2, lettre e, OAC <sup>30)</sup>	127.-
3.2. <sup>28)</sup>	Répétitions d'examens :	
	a) théoriques	40.-
	b) pratiques, y compris pour la suppression d'une restriction	
	– catégories spéciales G, M	50.-
	– catégories A, B, BE, DE, sous-catégories A1, C1, C1E, D1E, catégorie spéciale F	101.-
	– catégories C, CE et sous-catégorie D1	152.-
	– catégorie D	202.-
3.3.	L'enregistrement d'une candidature déposée initialement dans un autre canton, et la délivrance d'un permis d'élève conducteur au vu d'un permis analogue d'un autre canton, par suite de changement de domicile du candidat, sont assujettis, pour chaque catégorie, à un émolument égal au 80% de l'émolument arrêté au chiffre 3.1. ci-devant.	
3.4.	Les candidats au bénéfice d'une autorisation de leur canton de domicile de subir l'examen dans le canton du Jura s'acquitteront des émoluments selon chiffre 3.2. lettres a et/ou b.	

		Fr.
3.5.	Examen pratique pour la suppression d'une restriction sur un permis de conduire	50.-
4.	Dispositions concernant les moniteurs et les écoles de conduite	
4.1.	Inspection d'une école de conduite, tous les quatre ans (y compris déplacement)	80.-
4.2.	Inspection supplémentaire	40.-
4.3.	Examen préliminaire de moniteur	270.-
4.4.	Examen pratique supplémentaire.	100.-
4.5.	Examen final de moniteur	400.-
4.6.	Répétition de l'examen final, par discipline	100.-
4.7.	Examen de contrôle pour celui qui n'a pas suivi les cours de perfectionnement selon l'article 59 OAC, et examen partiel selon l'article 61 OAC	150.-
5.	Dispositions concernant les bateaux	
	Permis de navigation	
5.1.	Etablissement d'un nouveau permis ou d'un duplicata du permis de navigation	20.-
5.2.	Modification sans établissement d'un nouveau permis	15.-
5.3.	Permis de navigation professionnel	100.-
5.4.	Expertise complète sur réquisition comprenant : recherches, établissement d'un rapport, de plans, de documentations, photographies, selon le temps consacré et fournitures utilisées	50.- à 500.-

		Immatriculation provisoire ou définitive, ou première inspection	Inspections subséquentes (périodiques spéciales ou d'office selon art. 101 à 103 ONI), par inspection	Contrôles après renvoi; par contrôle
5.5.	Bateaux de plaisance pour la conduite desquels aucun permis de conduire n'est exigé	30.-	20.-	15.-
5.6.	Bateaux de plaisance pour la conduite desquels un permis de conduire est exigé	40.-	30.-	20.-
5.7.	Bateaux servant au transport professionnel de personnes ou de marchandises, bateaux et engins de travail	Selon temps consacré et appareillage utilisé : de 50.- à 1 000.-		

Fr.

6. Dispositions concernant les conducteurs de bateaux
- 6.1. Etablissement d'un permis de conduire nouvelle forme en échange d'un ancien permis ou modification sur permis existant 15.-
- 6.2. Etablissement d'un duplicata du permis de conduire ou d'un nouveau permis, en échange d'un permis d'un autre canton ou d'un office fédéral 20.-
- 6.3. Délivrance d'un permis de conduire suisse sans examen, au vu d'un permis étranger 60.-
- 6.4. Certificat international pour permis de conduire. 20.-
7. Dispositions concernant les demandes de permis de conduire les bateaux et les examens théoriques
- 7.1. La demande d'obtention d'un permis de conduire est assujettie à l'émolument suivant :
- a) bateaux à moteur et 1<sup>er</sup> examen théorique 100.-

			Fr.
	b) bateaux à voiles		100.-
	c) bateaux à voiles équipés d'un moteur		150.-
7.2.	Répétition de l'examen théorique		40.-
8.	Dispositions concernant les mesures administratives à l'égard des conducteurs de véhicules et de bateaux		
8.1.	Procédure de retrait du permis de conduire ou d'interdiction de conduire des véhicules automobiles ou des bateaux, selon les cas	70.- à	300.-
8.2.	Procédure de retrait du permis de cyclomotoriste ou d'interdiction de piloter des cyclomoteurs		40.-
8.3.	Procédure d'avertissement		40.-
8.4.	Procédure d'opposition à l'avertissement		30.-
8.5.	Examen de contrôle, par examen : - examen théorique - examen pratique		20.- 50.-
8.6.	Examen d'une demande de restitution d'un droit de conduire auquel le titulaire avait précédemment renoncé, selon les cas	40.- à	100.-
8.7.	Examen d'une demande de révocation d'une mesure de sécurité, selon les cas Lorsque cette procédure aboutit à l'autorisation de se faire délivrer un permis d'élève conducteur, ou de se présenter à l'examen pour l'obtention d'un permis de conduire, l'émolument sera perçu selon les chiffres 3.1. ou 7.1.	20.- à	100.-
8.8.	Examen d'une demande de restitution conditionnelle anticipée du permis En cas de rejet préjudiciel de la demande l'émolument sera réduit à		100.- 50.-
8.9.	Le refus d'une demande d'obtention d'un permis, au sens des chiffres 3 et 7, est assujetti à un émolument égal à la moitié de l'émolument prévu en cas d'acceptation de la demande.		

Fr.

Lorsque le refus vise simultanément deux ou plusieurs demandes jointes, l'émolument déterminant est celui qui correspond à la demande dont l'acceptation est assujettie à l'émolument le plus élevé.

Lorsque la demande est écartée pour des motifs médicaux, indépendants de toute faute du requérant, l'émolument peut être réduit librement.

9.	Dispositions diverses		
9.1.	Renseignements sur l'identité du détenteur et de l'assureur d'un numéro de plaque(s)		5.-
9.2.	Extrait d'un fichier informatique ou d'un fichier manuel connexe, par fichier ou sous-fichier		10.-
9.3.	Autre renseignement, consultation d'un dossier		15.-
9.4.	Photocopies diverses, par page		0.50
9.5.	Frais de rappel		5.-
9.6.	Frais de récompense pour plaque trouvée, à la charge du détenteur, par plaque		10.-
9.7.	Déclarations ou attestations diverses, la pièce	10.- à	50.-
9.8.	Photographies :		
	- en vrac : par photo		10.-
	- sur cahier avec légende : par photo		15.-
9.9.	Divers :		
	autres permis, autorisations et attestations non mentionnées expressément dans le présent décret	20.- à	500.-
9.10.	Plans, par pièce :		
	au 1/100 : jusqu'à 3 600 cm <sup>2</sup>		70.-
	au-dessus de 3 600 cm <sup>2</sup>		100.-
	au 1/200 : jusqu'à 1 000 cm <sup>2</sup>		70.-
	au-dessus de 1 000 cm <sup>2</sup>		100.-

Fr.

- 9.11 Enquête et inspection locale en vue de l'attribution de plaques professionnelles, de la délivrance de plaques supplémentaires, en cas de transfert ou de modifications importantes d'activité 300.-
- 9.12 Recherches diverses au moyen de l'ordinateur, par minute 20.-
- 9.13 Analyses, programmation, tests divers, par heure 150.-
- 9.14 Abonnement forfaitaire annuel pour la fourniture de renseignements aux compagnies d'assurances et professionnels de la branche, selon contrat 300.- à 10 000.-
- 9.15 Les émoluments sont perçus d'avance. Sauf cas de force majeure, ils ne sont pas remboursables.
- 9.16 L'usager qui est dûment convoqué à une opération et qui fait défaut, sans excuse parvenue à l'autorité 48 heures à l'avance, ou qui se présente à l'examen pratique de conduite avec un véhicule non conforme, est astreint à un émolument de Fr. 30.- .
- 9.17 La procédure de séquestre de plaques, signes distinctifs, permis de circulation, de navigation ou de conduire (des véhicules ou des bateaux), par la police, est assujettie à un émolument de Fr. 50.- .  
L'émolument est dû dès que l'ordre de séquestre a été remis à la police, même s'il peut être révoqué avant son exécution, l'intéressé ayant entretemps satisfait à ses obligations.  
Lorsque, par malice, l'intéressé oblige la police à répéter son intervention pour procéder à un séquestre, l'émolument est augmenté de Fr. 20.- par intervention supplémentaire.

Fr.

L'émolument pourra être augmenté jusqu'à Fr. 100.- par cas, lorsque l'intéressé provoque, de manière répétée, l'ouverture de procédures de séquestre pour le même motif.

- 9.18. Les plaques de contrôle déposées ne restent à la disposition du détenteur que durant un an.

	24 heures ou 1 course	1 mois	1 an
10. Autorisations spéciales			
10.1 Circulation de nuit, dimanche et jours fériés, pour un véhicule lourd ou un train routier, de 40.- à 300.-	40.-	80.-	140.-
10.2 Véhicule plus large sur les routes interdites aux véhicules de plus de 2m30, pour un véhicule lourd ou un train routier, de 40.- à 300.-	40.-	80.-	140.-
10.3 Utilisation industrielle d'un véhicule agricole par autorisation	30.-	50.-	
10.4 Véhicules dépourvus de plaques mais couverts en assurance RC, affectés au trafic interne d'une entreprise, sur parcours limité (art. 32 et 33 OAV) de 50.- à 500.-	---	60.-	120.-
10.5 Transfert ou emploi de véhicules spéciaux, immatriculés ou non, par véhicule, de 40.- à 1 000.-	40.-	70.-	90.-
10.6 Remorquage de containers, sur un parcours déterminé par véhicule tracteur, de 40.- à 1 000.-	40.-	60.-	120.-
10.7 Transports spéciaux avec poids ou dimensions dépassant les limites légales, sans excéder les normes fixées par l'article 79 OCR, par véhicule ou train routier (de 40.- à 1 000.-)	40.-	60.-	120.-



	Fr.
10.8 Transports exceptionnels dont les poids et dimensions excèdent les normes fixées par l'article 79 OCR, par véhicule ou train routier, pour chaque course qui débute, transite ou se termine sur territoire jurassien : pour un poids total de 36 000 à 50 000 kg	70.-
pour un poids total supérieur à 50 000 kg	100.-
10.9 Autorisations conformes à l'ordonnance <sup>24)</sup> relative à la loi fédérale sur la navigation aérienne, décisions relatives à l'organisation de manifestations publiques d'aviation, etc. et à l'utilisation d'appareils à des fins de réclame et de propagande	50.- à 200.-
11. Permis à court terme (sans assurance RC)	
11.1. Classe I véhicules automobiles agricoles	40.-
Classe II motocycles	40.-
Classe III véhicules automobiles légers jusqu'à 3500 kg	50.-
Classe IV machines de travail industrielles, véhicules automobiles lourds, tracteurs industriels	60.-
Remarque : La prime d'assurance RC est à percevoir en sus en fonction de la durée.	
11.2 Autorisation de se rendre à l'expertise selon OAC 72	20.-
12. Permis à court terme (avec assurance RC)	
12.1. Cyclomoteurs (24 heures)	5.-
13. Autorisations pour manifestations sportives	
13.1. Courses automobiles, rallyes, courses de motocycles, moto-cross, trial, karting, courses de cycles, manifestations nautiques, autres manifestations sportives (octroi ou rejet)	50.- à 500.-

Fr.

13.2. Installation d'une piste ou d'un circuit  
sportif, ou renouvellement annuel  
d'une dite installation 50.- à 500.-

## CHAPITRE VIII : Dispositions finales

Décisions en  
matière de  
protection des  
données

**Art. 28** L'émolument perçu en vertu de l'article 47 de la loi sur la protection des données à caractère personnel<sup>(25)</sup> est de 10 à 500 francs.

Autres  
opérations ou  
décisions

**Art. 29** Pour toutes les opérations ou décisions non mentionnées dans le présent décret, les autorités citées à l'article premier peuvent percevoir un émolument de 10 à 1 000 francs.

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 30** Le décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments de l'administration cantonale est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 31** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1987.

Delémont, le 4 décembre 1986

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le premier vice-président : Jean-François Roth  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

- 1) Conformément à l'art. 23, al.3, de la loi sur les émoluments, les montants des émoluments sont sujets à indexation; voir arrêtés du Gouvernement (RSJU 176.210.1; 176.210.2; etc.)
- 2) RSJU 176.11
- 3) RS 210
- 4) RSJU 215.326.2
- 5) RSJU 189.422
- 6) RSJU 812.121
- 7) RS 814.801
- 8) RS 817.452.1
- 9) Abrogé(s) par l'art. 99, al. 2, de la loi du 26 octobre 1989 sur les auberges, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1990 (RSJU 935.11)
- 10) Ordonnance fédérale sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles (RS 822.22)
- 11) RSJU 930.1
- 12) Introduit par l'art. 99, al. 2, de loi du 26 octobre 1989 sur les auberges, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1990 (RSJU 935.11)
- 13) RSJU 913.1
- 14) Introduit par l'art. 16 du décret du 19 décembre 1997 concernant le financement de la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998 (RSJU 915.116)
- 15) RSJU 916.71
- 16) RSJU 751.11
- 17) RSJU 752.41
- 18) RSJU 861.1
- 19) RSJU 722.11
- 20) Abrogé par la section 5 de la loi du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991
- 21) RSJU 173.461.551
- 22) RSJU 173.462
- 23) Abrogé par l'art. 9 du décret du 19 juin 1991 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles et cyclomoteurs, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1991 (RSJU 741.42)
- 24) RSJU 748.11
- 25) RSJU 170.41
- 26) Abrogé par le ch. I du décret du 23 octobre 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003
- 27) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 23 octobre 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003
- 28) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 18 février 2003 portant modification provisoire du décret fixant les émoluments de l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2003, et selon le ch. I du décret du 16 décembre 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 29) Ordonnance fédérale du 19 juin 1995 concernant les exigences techniques requises pour les véhicules routiers (RS 741.41)
- 30) Ordonnance fédérale du 27 octobre 1976 réglant l'admission des personnes et des véhicules à la circulation routière (RS 741.51)
- 31) Introduit par l'art. 16 du décret du 19 décembre 1997 concernant le financement de la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998 (RSJU 915.116). Nouvelle teneur selon l'article 26, alinéa 6, de la loi du 19 mai 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale (RSJU 915.11), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2004
- 32) Introduit par l'art. 18 de la loi du 17 novembre 2004 sur l'acquisition, la mise en service, l'utilisation et le renouvellement de certains équipements médicaux (RSJU 810.06), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2005
- 33) RSJU 810.06

- <sup>34)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 16 décembre 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- <sup>35)</sup> Introduit par le ch. I du décret du 16 décembre 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- <sup>36)</sup> Abrogé par le ch. I du décret du 16 décembre 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- <sup>37)</sup> Abrogé(s) par le ch. IX de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (RSJU 211.2), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- <sup>38)</sup> Introduit par le ch. I du décret du 19 décembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009

## Décret fixant les émoluments communaux en matière de contrôle des habitants

du 18 février 2009

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 13 de la loi du 18 février 2009 concernant le contrôle des habitants<sup>1)</sup>,

*arrête :*

Tarif

**Article premier** Pour les opérations à entreprendre en relation avec le contrôle des habitants, les communes peuvent percevoir les émoluments suivants :

- |  |                    |
|--|--------------------|
| 1. Annonce d'arrivée dans la commune (par ménage) :  | 25 francs          |
| 2. Instruction d'un dossier concernant la régularisation de l'annonce d'arrivée, sommation de s'annoncer et de remettre les documents requis : | de 25 à 200 francs |
| 3. Décision concernant l'établissement ou le séjour de la personne :   | de 50 à 100 francs |
| 4. Attestation de séjour ou d'établissement :  | 25 francs          |

Port; remise

**Art. 2** <sup>1</sup> Les frais de port sont facturés en sus.

<sup>2</sup> Il peut être fait remise intégrale ou partielle des émoluments aux personnes de condition modeste.

Abrogation

**Art. 3** Le décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments en matière d'établissement et de séjour des citoyens suisses est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 4** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>2)</sup> du présent décret.

Delémont, le 18 février 2009

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Vincent Wermeille  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

<sup>1)</sup> RSJU 142.11

<sup>2)</sup> 1<sup>er</sup> septembre 2009

## Loi concernant la profession d'avocat

du 3 septembre 2003

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 23 juin 2000 sur la libre circulation des avocats (LLCA)<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

But	<b>Article premier</b> La présente loi vise à régler, dans les limites du droit fédéral, la formation des avocats, l'exercice de leur profession, ainsi que la représentation en justice.
Champ d'application	<b>Art. 2</b> La loi s'applique à tout avocat qui pratique le barreau sur le territoire du Canton.
Rôle de l'avocat	<b>Art. 3</b> <sup>1</sup> L'avocat conseille, représente, assiste et défend ses clients.  <sup>2</sup> Il est seul habilité à représenter, à assister et à défendre une partie devant les autorités judiciaires; les lois spéciales sont réservées.
Terminologie	<b>Art. 4</b> Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### CHAPITRE II : Exercice de la profession d'avocat

Règles professionnelles	<b>Art. 5</b> <sup>1</sup> L'avocat exerce sa profession en toute indépendance, en son nom personnel, sous sa propre responsabilité et dans le strict respect des règles professionnelles.
-------------------------	--

<sup>2</sup> ... [12\)](#)

#### Association

**Art. 6** <sup>1</sup> Les avocats inscrits peuvent s'associer pour l'exercice de leur activité professionnelle en préservant l'indépendance de chacun.

<sup>2</sup> L'association ne peut avoir pour effet de restreindre la liberté de chaque associé de refuser un dossier ou une clientèle.

<sup>3</sup> Les associés s'interdisent toute intervention professionnelle quelconque en faveur d'une partie dont les intérêts seraient en opposition avec ceux d'un client d'un membre de l'association.

<sup>4</sup> L'avocat peut exercer la profession de notaire; il peut s'associer avec un notaire.

<sup>5</sup> L'avocat ne peut accepter un mandat en relation avec une affaire dont lui-même ou l'un de ses associés s'est occupé en qualité de notaire.

#### Ordre des avocats

**Art. 7** <sup>1</sup> L'Ordre des avocats est une collectivité de droit public.

<sup>2</sup> Les avocats inscrits au registre y sont affiliés d'office et sont tenus de s'acquitter des cotisations statutaires.

<sup>3</sup> Tout avocat peut, sans donner de motif, par lettre adressée au Bâtonnier, déclarer sa sortie de l'Ordre des avocats.

<sup>4</sup> L'Ordre des avocats assume la formation continue des avocats et collabore à la formation des stagiaires.

<sup>5</sup> Il dispense le service juridique gratuit prévu par le droit cantonal.

<sup>6</sup> Pour le surplus, l'activité de l'Ordre des avocats est régie par des statuts soumis à l'approbation du Gouvernement.



## CHAPITRE III : Surveillance des avocats

### SECTION 1 : Autorité de surveillance

Chambre des  
avocats

**Art. 8** <sup>1</sup> La surveillance des avocats incombe à la Chambre des avocats.

<sup>2</sup> La Chambre des avocats est composée de trois titulaires et de trois suppléants nommés, sur proposition de l'Ordre des avocats, par le Gouvernement pour une période de quatre ans.

<sup>3</sup> Lorsqu'elle siège, la Chambre des avocats est composée de trois membres.

Tâches

**Art. 9** La Chambre des avocats a pour tâches de :

- a) tenir le registre des avocats;
- b) tenir le tableau des avocats établis dans le Canton sous leur titre d'origine;
- c) conduire les procédures disciplinaires et prononcer les sanctions disciplinaires;
- d) statuer sur les demandes de levée du secret professionnel.

Etendue de la  
surveillance

**Art. 10** Sont placés sous la surveillance de la Chambre des avocats :

- a) les avocats inscrits au registre tenu par la Chambre des avocats;
- b) les avocats inscrits au registre d'un autre canton pour les activités exercées dans le Canton;
- c) les avocats provenant d'un Etat membre de l'Union européenne (UE) ou de l'Association européenne de libre-échange (AELE) qui pratiquent dans le Canton sous forme de prestations de services;
- d) les avocats établis sous leur titre d'origine qui sont inscrits au tableau tenu par le Canton ou par un autre canton;
- e) les avocats stagiaires inscrits.

Fonctionnement

**Art. 11** <sup>1</sup> Le fonctionnement de la Chambre des avocats est réglé par une ordonnance du Gouvernement.

<sup>2</sup> La Chambre des avocats présente au Parlement un rapport annuel sur son fonctionnement.

## SECTION 2 : Tenue du registre

### Inscription

**Art. 12** <sup>1</sup> Tout avocat disposant d'une adresse professionnelle sur le territoire cantonal peut demander son inscription au registre des avocats auprès de la Chambre des avocats.

<sup>2</sup> La demande d'inscription contient les éléments suivants :

- a) le nom, le prénom, la date de naissance et le lieu d'origine ou la nationalité de l'avocat;
- b) une copie du brevet d'avocat;
- c) les attestations établissant que les conditions personnelles posées par le droit fédéral<sup>2)</sup> sont remplies;
- d) la ou les adresses professionnelles ainsi que, le cas échéant, le nom de l'étude;
- e) le cas échéant, l'indication de l'autorité de surveillance dont relevait l'avocat avant son arrivée dans le Canton;
- f) pour les avocats des Etats membres de l'UE ou de l'AELE, les autres documents requis par le droit fédéral<sup>3)</sup>.

<sup>3</sup> La Chambre des avocats inscrit l'avocat au registre s'il remplit les conditions posées par le droit fédéral<sup>4)</sup>.

<sup>4</sup> Elle publie l'inscription au Journal officiel et la communique, le cas échéant, à l'autorité de surveillance dont relevait l'avocat avant son arrivée dans le Canton.

<sup>5</sup> La procédure d'inscription est simple et rapide.

### Radiation

**Art. 13** <sup>1</sup> La Chambre des avocats procède à la radiation du registre de l'avocat qui ne remplit plus toutes les conditions d'inscription. Avant de procéder à la radiation, elle offre à l'avocat touché la possibilité de se déterminer au sujet de la radiation envisagée.

<sup>2</sup> La décision de radiation est sujette à recours à la Chambre administrative du Tribunal cantonal.

<sup>3</sup> La décision de radiation entrée en force est publiée au Journal officiel.

<sup>4</sup> Les autorités administratives et judiciaires signalent sans retard à la Chambre des avocats le défaut d'une condition personnelle posée par le droit fédéral.<sup>13)</sup>

Consultation

**Art. 14** <sup>1</sup> Le registre peut être consulté selon les règles du droit fédéral<sup>5)</sup>.

<sup>2</sup> Toute personne a le droit de demander si un avocat est inscrit au registre et s'il fait l'objet d'une interdiction de pratiquer.

<sup>3</sup> En règle générale, les renseignements sont fournis gratuitement.

<sup>4</sup> La Chambre des avocats communique la liste nominative des avocats inscrits au registre et, régulièrement, les modifications de celle-ci au Gouvernement, aux autorités judiciaires, aux Recettes et administrations de district et à l'Ordre des avocats. Ceux-ci en permettent la consultation.

### SECTION 3 : Tenue du tableau

Inscription

**Art. 15** <sup>1</sup> Tout avocat ressortissant d'un Etat membre de l'UE ou de l'AELE et disposant d'une adresse professionnelle sur le territoire cantonal, qui souhaite pratiquer en Suisse sous son titre d'origine, peut demander son inscription au tableau auprès de la Chambre des avocats.

<sup>2</sup> La demande d'inscription contient les éléments suivants :

- a) le nom, le prénom, la date de naissance et la nationalité de l'avocat;
- b) une copie du brevet d'avocat et la désignation du titre d'origine;
- c) une autorisation ou une attestation qui démontre que l'avocat est habilité à exercer sa profession dans l'Etat de sa provenance;
- d) les attestations établissant que les conditions personnelles posées par le droit fédéral<sup>2)</sup> sont remplies;
- e) la ou les adresses professionnelles ainsi que, le cas échéant, le nom de l'étude;
- f) l'indication de l'autorité de surveillance dont relevait l'avocat avant son arrivée dans le Canton.

<sup>3</sup> Après avoir inscrit l'avocat au tableau, la Chambre des avocats en informe l'autorité compétente de l'Etat de provenance.

Renvoi

**Art. 16** Pour le surplus, la procédure d'inscription, de radiation et de consultation est celle applicable au registre des avocats.

#### **SECTION 4 : Procédure disciplinaire**

Autorité disciplinaire

**Art. 17** La Chambre des avocats conduit les procédures disciplinaires à l'égard des avocats placés sous sa surveillance et prononce les sanctions disciplinaires prévues par le droit fédéral.

Ouverture de la procédure disciplinaire

**Art. 18** <sup>1</sup> Les autorités administratives et judiciaires signalent à la Chambre des avocats les faits susceptibles de constituer une violation des règles professionnelles. Toute personne a le droit de dénoncer de tels faits. La Chambre des avocats peut, en outre, se saisir d'office.

<sup>2</sup> Après un examen préliminaire, la Chambre des avocats ordonne l'ouverture d'une procédure disciplinaire ou classe l'affaire. Elle communique les dispositions prises à l'avocat concerné ainsi qu'à l'auteur de la dénonciation.

Interdiction provisoire de pratiquer et autres mesures provisionnelles

**Art. 19** <sup>1</sup> S'il s'avère d'emblée qu'une mesure disciplinaire grave est inévitable, la Chambre des avocats peut prononcer l'interdiction provisoire de pratiquer la profession.

<sup>2</sup> Elle peut prendre d'autres mesures provisionnelles afin de conserver un état de fait ou de droit ou de sauvegarder des intérêts menacés.

Instruction

**Art. 20** <sup>1</sup> Une fois ouverte, la procédure disciplinaire débute par une enquête visant à établir les faits déterminants sous l'angle du respect des règles professionnelles. La Chambre des avocats désigne un enquêteur choisi parmi ses membres ou, si les circonstances du cas le commandent, parmi les membres de l'autorité de surveillance d'un autre canton qui accepte ce choix.

<sup>2</sup> L'avocat impliqué dans l'enquête doit collaborer à l'établissement des faits. Il a le droit d'alléguer des faits et de fournir des preuves. Il peut consulter le dossier dès l'ouverture de la procédure disciplinaire.

<sup>3</sup> L'enquêteur établit un rapport d'enquête qui énonce les faits et les discute sous l'angle du respect des règles professionnelles.

<sup>4</sup> Il invite l'avocat concerné à se déterminer. Il peut également soumettre le rapport à l'auteur de la dénonciation. Le cas échéant, il complète son rapport au vu des déterminations reçues.

<sup>5</sup> L'enquêteur transmet son rapport final à la Chambre des avocats.

<sup>6</sup> La Chambre des avocats détermine la composition dans laquelle elle statuera et la communique à l'avocat concerné. L'enquêteur ne peut pas être appelé à statuer.

<sup>7</sup> Pour le surplus, les règles du Code de procédure administrative<sup>6)</sup> sont applicables.

Décision

**Art. 21** <sup>1</sup> La Chambre des avocats examine le rapport d'enquête. Elle peut demander à l'enquêteur de le compléter.

<sup>2</sup> Le cas échéant, elle consulte l'autorité de surveillance du canton au registre duquel l'avocat est inscrit; elle coopère avec l'autorité compétente de l'Etat de provenance de l'avocat exerçant en Suisse sous son titre d'origine.

<sup>3</sup> Elle rend une décision disciplinaire et la communique à l'avocat concerné et, cas échéant, à l'auteur de la dénonciation s'il est directement lésé par l'acte qu'il reproche à l'avocat.

<sup>4</sup> La décision de la Chambre des avocats est sujette à recours à la Chambre administrative. Ont qualité pour recourir les personnes auxquelles la décision est communiquée au sens de l'alinéa qui précède.

Suite à donner  
à la décision  
disciplinaire

**Art. 22** <sup>1</sup> La Chambre des avocats inscrit la mesure disciplinaire entrée en force dans son registre ou la communique à l'autorité de surveillance du canton au registre duquel l'avocat est inscrit. Une interdiction de pratiquer est communiquée aux autorités de surveillance des autres cantons et, le cas échéant, de l'Etat de provenance de l'avocat.

<sup>2</sup> Si la Chambre des avocats ne prononce aucune mesure disciplinaire, elle en informe, le cas échéant, l'autorité de surveillance du canton au registre duquel l'avocat est inscrit ou de l'Etat de provenance de l'avocat.

<sup>3</sup> Elle informe dans tous les cas l'auteur de la dénonciation de la manière dont l'affaire a été liquidée.

Radiation des  
mesures  
disciplinaires

**Art. 23** <sup>1</sup> La Chambre des avocats procède d'office aux radiations des mesures disciplinaires inscrites au registre dans les délais fixés par le droit fédéral<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Le refus de radiation d'une mesure disciplinaire prononcée par la Chambre des avocats est sujet à recours à la Chambre administrative.

## SECTION 5 : Levée du secret professionnel

Compétence

**Art. 24** Il incombe à la Chambre des avocats d'examiner les demandes de levée du secret professionnel qui lui sont adressées par les avocats placés sous sa surveillance.

Procédure

**Art. 25** <sup>1</sup> Avant de statuer, la Chambre des avocats respecte le droit d'être entendu du maître du secret et de l'avocat.

<sup>2</sup> La décision portant sur la levée du secret professionnel désigne à qui l'avocat est autorisé à divulguer des informations confidentielles. Elle est communiquée à l'avocat ainsi qu'au maître du secret.

<sup>3</sup> Elle est sujette à recours à la Chambre administrative. L'avocat et le maître du secret ont qualité pour recourir.

Effets

**Art. 26** <sup>1</sup> La levée du secret professionnel autorise l'avocat à divulguer des informations confidentielles quand bien même le maître du secret s'y oppose.

<sup>2</sup> L'avocat délié du secret professionnel n'est pas tenu de divulguer de tels faits.

## CHAPITRE IV : Formation des avocats

### SECTION 1 : Tribunal cantonal et commission des examens d'avocat

Compétences du  
Tribunal cantonal

**Art. 27** <sup>1</sup> Le Tribunal cantonal est compétent pour la formation des avocats, la délivrance et le retrait du brevet cantonal d'avocat.

<sup>2</sup> Le Tribunal cantonal constitue une commission des examens d'avocat, soumise à son autorité.

Commission des  
examens  
d'avocat

**Art. 28** <sup>1</sup> La commission des examens d'avocat est composée de sept à neuf membres nommés par le Tribunal cantonal pour une durée de quatre ans. Leur mandat est renouvelable.

<sup>2</sup> Trois membres au moins sont choisis parmi les juges des tribunaux jurassiens. Deux membres peuvent être choisis parmi des examinateurs provenant d'autres cantons.

Tâches

**Art. 29** La commission des examens d'avocat assume les tâches suivantes :

- a) enregistrer les inscriptions à la formation et tenir le tableau des avocats stagiaires;
- b) organiser les examens d'avocat au moins deux fois par an;
- c) préavisier la délivrance des brevets d'avocat;
- d) organiser les épreuves d'aptitude et les entretiens de vérification des compétences professionnelles.

Fonctionnement

**Art. 30** Le fonctionnement de la commission des examens d'avocat est régi par un règlement du Tribunal cantonal.

Indemnités

**Art. 31** Le Gouvernement arrête les indemnités versées aux membres de la commission des examens d'avocat.

## SECTION 2 : Exigences de formation, brevet

Conditions  
d'inscription

**Art. 32** <sup>1</sup> Avant de commencer la formation d'avocat, le candidat doit s'inscrire au tableau des avocats stagiaires auprès de la commission des examens d'avocat.

<sup>2</sup> Sont joints à la demande d'inscription :

- a) <sup>14)</sup> une pièce attestant que le candidat a accompli des études de droit complètes sanctionnées soit par une licence, une maîtrise ou un baccalauréat universitaire délivré par une université suisse, soit par un diplôme équivalent délivré par une université de l'un des Etats qui ont conclu avec la Suisse un accord de reconnaissance mutuelle des diplômes;

- b) un extrait du casier judiciaire attestant que le candidat n'a pas fait l'objet d'une condamnation pénale pour des faits incompatibles avec l'exercice de la profession, dont l'inscription n'est pas radiée du casier judiciaire.

<sup>3</sup> La commission des examens d'avocat refuse l'inscription de candidats qui ne présentent pas une demande complète ou qui n'ont pas l'exercice des droits civils.

#### Formation

**Art. 33** <sup>1</sup> Le déroulement du stage est fixé par un règlement du Tribunal cantonal sur la base des règles ci-après.

<sup>2</sup> La durée du stage est de deux ans au moins.

<sup>3</sup> Le stage est effectué durant douze mois au moins auprès d'un avocat inscrit au registre cantonal et six mois au moins auprès d'un tribunal jurassien. Pour le surplus, le candidat peut effectuer une période de stage auprès d'un service de l'administration cantonale, d'une banque ou d'une fiduciaire. Sur requête, il peut en outre être autorisé à faire une période de stage dans une étude d'avocat ou dans un tribunal d'un autre canton, dans l'administration fédérale, au Tribunal fédéral ou auprès d'une institution judiciaire à l'étranger.

<sup>4</sup> Le Tribunal cantonal organise les cours de formation dispensés aux avocats stagiaires.

#### Activités, devoirs

**Art. 34** <sup>1</sup> L'avocat stagiaire agit sous la responsabilité de l'avocat chez lequel il accomplit son stage. Il ne peut intervenir devant les autorités judiciaires qu'au nom de son maître de stage agissant à titre privé ou commis d'office. Ce dernier doit signer les pièces de procédure rédigées par son stagiaire.

<sup>2</sup> L'avocat stagiaire ne peut pas être désigné en qualité de mandataire d'office.

<sup>3</sup> L'avocat stagiaire est tenu au secret professionnel et au secret de fonction. En cas d'infraction grave ou répétée, et après avertissement, la Chambre des avocats peut radier l'avocat stagiaire fautif du tableau des avocats stagiaires. La décision de radiation est sujette à recours à la Chambre administrative.



## Examens

**Art. 35** <sup>1</sup> Tout candidat à l'examen d'avocat doit s'inscrire auprès de la commission des examens d'avocat. Seul le candidat titulaire d'une licence ou d'une maîtrise en droit délivrées par une université suisse ou d'un diplôme jugé équivalent peut s'inscrire à l'examen. La demande d'inscription indique la durée et les stages accomplis. [14\)](#)

<sup>2</sup> L'examen d'avocat comprend des épreuves écrites et orales, ainsi qu'une épreuve de plaidoirie.

<sup>3</sup> Les épreuves écrites comprennent la résolution d'un ou plusieurs cas pratiques et consistent notamment dans la rédaction d'une pièce de procédure, d'un avis de droit ou d'un jugement.

<sup>4</sup> Les épreuves orales portent principalement sur le droit de procédure et sur le droit cantonal matériel.

<sup>5</sup> Un règlement du Tribunal cantonal précise le nombre, la durée, l'objet et le barème des notes des épreuves, ainsi que les critères de réussite de l'examen.

## Brevet

**Art. 36** <sup>1</sup> Le candidat ayant réussi son examen reçoit un brevet d'avocat.

<sup>2</sup> Le brevet d'avocat est un diplôme qui atteste des capacités professionnelles du titulaire.

<sup>3</sup> Le Tribunal cantonal lui remet le brevet.

<sup>4</sup> Le brevet peut être retiré par le Tribunal cantonal si le candidat l'a obtenu frauduleusement.

### **SECTION 3 : Epreuves d'aptitude et entretiens de vérification des compétences professionnelles**

## Compétence

**Art. 37** <sup>1</sup> La commission des examens d'avocat organise les épreuves d'aptitude prévues par le droit fédéral pour les avocats ressortissant des Etats membres de l'UE ou de l'AELE souhaitant s'inscrire au registre des avocats.

<sup>2</sup> Elle conduit les entretiens servant à évaluer les compétences professionnelles des avocats ayant pratiqué sous leur titre d'origine.

Modalités

**Art. 38** <sup>1</sup> La commission des examens d'avocat définit les exigences en matière d'épreuves d'aptitude en fonction des connaissances acquises et des examens réussis par chaque candidat. Elle lui communique ces exigences avant le début des épreuves d'aptitude.

<sup>2</sup> Pour le surplus, la procédure des épreuves d'aptitude et le déroulement des entretiens de vérification des compétences professionnelles sont régis par un règlement du Tribunal cantonal.

## CHAPITRE V : Voies de droit, émoluments

Voies de droit

**Art. 39** <sup>1</sup> Les décisions rendues par la Chambre des avocats relatives à la tenue du registre et du tableau (inscriptions et radiations), à la fixation d'émoluments, aux prononcés disciplinaires et aux demandes de levée du secret professionnel, ainsi que celles rendues par la commission des examens d'avocat, sont sujettes à recours à la Chambre administrative. [15\)](#)

<sup>2</sup> Le délai de recours est de 30 jours.

<sup>3</sup> La procédure d'opposition est exclue.

<sup>4</sup> Les dispositions du Code de procédure administrative [6\)](#) sont applicables pour le surplus.

Emoluments

**Art. 40** Le Gouvernement fixe le tarif des émoluments perçus par le Tribunal cantonal, la Chambre des avocats et la commission des examens d'avocat.

## CHAPITRE VI : Honoraires

Tarif

**Art. 41** Après avoir consulté le Tribunal cantonal et l'Ordre des avocats, le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, le tarif des honoraires d'avocat applicable par les autorités.

Portée du tarif  
des honoraires

**Art. 42** Le tarif des honoraires détermine la rémunération des avocats appelés à assumer un mandat dans le cadre de l'assistance judiciaire gratuite ou à titre d'avocat commis d'office, ainsi que les frais de représentation et d'assistance par un avocat dus par la partie qui succombe à la partie adverse.

## CHAPITRE VII : Dispositions transitoires et finales

Avocats inscrits  
à l'ancien  
tableau

**Art. 43** <sup>1</sup> Les avocats inscrits au tableau des avocats tenu par le Tribunal cantonal à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi figurent d'office au registre des avocats tenu par la Chambre des avocats.

<sup>2</sup> Ils doivent, sur requête, fournir toutes les données nécessaires à l'inscription au registre des avocats.

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 44** La loi de procédure et de juridiction administrative et constitutionnelle du 30 novembre 1978 (Code de procédure administrative)<sup>6)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 17, alinéa 1  
...<sup>8)</sup>

Abrogation

**Art. 45** Sont abrogés :

- a) la loi du 9 novembre 1978 sur la profession d'avocat;
- b) le décret du 6 décembre 1978 sur les honoraires des avocats<sup>9)</sup>;
- c) le décret du 6 décembre 1978 sur la procédure devant la Chambre des avocats<sup>10)</sup>.

Référendum

**Art. 46** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 47** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>11)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 3 septembre 2003

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Madeleine Amgwerd  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) RS 935.61
- 2) Art. 8 LLCA (RS 935.61)
- 3) Art. 30 ss LLCA (RS 935.61)
- 4) Art. 7 et 8 LLCA (RS 935.61)
- 5) Art. 10 LLCA (RS 935.61)
- 6) RSJU 175.1
- 7) Art. 20 LLCA (RS 935.61)
- 8) Texte inséré dans ladite loi
- 9) RSJU 188.61
- 10) RSJU 188.41
- 11) 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 12) Abrogé par le ch. I de la loi du 20 décembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007
- 13) Introduit par le ch. I de la loi du 20 décembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 décembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. II de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009

## **Loi sur les communes**

du 9 novembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu les articles 110 à 120 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### **TITRE PREMIER : Dispositions générales**

A. Champ  
d'application de  
la loi

**Article premier** <sup>1</sup> Sont soumis à la présente loi :

- a) les communes municipales;
- b) les communes bourgeoises;
- c) les communes mixtes;
- d) les sections de communes;
- e) les syndicats de communes.

Ces collectivités sont des corporations de droit public au sens des articles 52, alinéa 2, et 59, alinéa 1, du Code civil suisse<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> Les communes et communautés d'usagers, auxquelles compètent depuis un temps immémorial des droits sur des biens-fonds, sont des corporations de droit privé au sens de l'article 21 de la loi d'introduction du Code civil suisse<sup>3)</sup>. Si elles accomplissent des services municipaux permanents, elles sont, comme les communes, soumises à la présente loi et à ses dispositions d'exécution en ce qui concerne l'accomplissement de ces services, la reddition et l'apurement de leurs comptes, ainsi que les actes de disposition touchant leurs biens.

<sup>3</sup> Les arrondissements de digues indépendants sont soumis à la présente loi, pour autant que ni leur règlement, ni la législation sur la police des constructions hydrauliques ne contiennent de dispositions contraires.

## B. Autonomie

**Art. 2** <sup>1</sup> Dans les limites des dispositions légales de la Confédération et du Canton, les communes peuvent établir leurs propres règlements et s'administrer elles-mêmes.

<sup>2</sup> Leurs biens sont garantis comme propriété privée. Elles en ont seules l'administration.

<sup>3</sup> La haute surveillance de l'Etat demeure réservée.

## C. Services communaux

**Art. 3** Peuvent constituer des attributions communales toutes les activités servant au bien public et ne rentrant pas exclusivement dans la compétence de la Confédération ou du Canton.

D. Actes législatifs communaux  
1. Règlements

**Art. 4** Les communes établissent les règlements nécessaires à leur organisation et à l'exercice de leurs attributions.

## 2. Dispositions d'exécution

**Art. 5** <sup>1</sup> Les règlements acceptés par le corps électoral peuvent attribuer au conseil général ou au conseil communal la compétence d'établir des dispositions complémentaires.

<sup>2</sup> Cette compétence peut également être attribuée au conseil communal dans les règlements établis par le conseil général.

<sup>3</sup> Dans les deux cas, les dispositions de base concernant l'objet en question doivent être contenues dans le règlement.

3. Dispositions pénales  
a) Peines et droit applicable<sup>23)</sup>

**Art. 6** <sup>1</sup> Les communes peuvent, dans leurs règlements et dispositions d'exécution, prévoir des amendes pour en assurer l'application, pour autant que ne soient pas applicables des dispositions pénales fédérales ou cantonales.

<sup>2</sup> Sous réserve de dispositions contraires d'autres lois, le montant maximum de l'amende est de 5 000 francs pour l'infraction aux règlements soumis au corps électoral et de 1 000 francs s'il s'agit de règlements établis par une autorité communale ou de dispositions d'exécution.<sup>18)</sup>

<sup>3</sup> Au surplus, les dispositions générales du Code pénal suisse<sup>13)</sup> sont applicables par analogie aux faits déclarés punissables par les règlements communaux. Sauf disposition contraire, les infractions sont punissables même si elles ont été commises par négligence.<sup>24)</sup>

## b) Application

**Art. 7** <sup>1</sup> Les amendes sont prononcées par les organes communaux que désignent les règlements.

<sup>2</sup> Si le prévenu forme opposition à l'ordonnance de condamnation dans les 30 jours dès la notification de celle-ci, l'autorité communale transmet le dossier au procureur général. <sup>(18)(23)</sup>

<sup>3</sup> Le montant de l'amende est acquis à la caisse communale.

## E. Organes

**Art. 8** <sup>1</sup> On entend par organes communaux l'ensemble du corps électoral statuant en assemblée communale ou par voie de scrutin, les autorités communales et les fonctionnaires qui ont qualité pour prendre des décisions de caractère obligatoire.

<sup>2</sup> Demeurent réservées les prescriptions applicables aux syndicats de communes.

F. Eligibilité  
1. Selon la loi

**Art. 9** <sup>1</sup> La loi sur les droits politiques <sup>(4)</sup> (art. 6) établit les règles d'éligibilité.

<sup>2</sup> Si la commune exerce des attributions assumées également dans l'intérêt d'autres communes, elle peut élire aussi des ayants droit au vote de ces communes comme membres de la commission permanente instituée à cet effet.

2. Selon les  
dispositions  
communales

**Art. 10** <sup>(21)</sup> <sup>1</sup> Le règlement communal peut limiter la rééligibilité des membres d'autorités communales. La durée de non-éligibilité ne peut toutefois pas excéder une période de fonction.

<sup>2</sup> Il peut introduire une limite d'âge pour les fonctionnaires.

G. Incompatibilité  
1. En raison de  
la fonction

**Art. 11** <sup>1</sup> Sont incompatibles avec la qualité de membre d'une autorité communale :

1. les fonctions de membre du Gouvernement et de juge permanent;
2. la qualité de fonctionnaire communal à plein emploi immédiatement subordonné à cette autorité.

<sup>1bis</sup> Les fonctions de maire, de conseiller communal, de président et de vice-président de l'assemblée communale sont incompatibles. <sup>(5)</sup>

<sup>2</sup> Les communes peuvent, dans leurs règlements, étendre l'incompatibilité à d'autres fonctions communales. <sup>(6)</sup>

2. En raison de la parenté  
a) Réglementation légale

**Art. 12** <sup>1</sup> Ne peuvent faire partie ensemble d'une autorité communale :

1. les parents du sang et alliés en ligne directe;
2. les frères ou sœurs, germains, utérins ou consanguins;
3. <sup>22)</sup> les époux, les partenaires enregistrés, les alliés en ligne collatérale au 2<sup>e</sup> degré, ainsi que les conjoints ou les partenaires enregistrés de frères ou sœurs.

<sup>2</sup> Les personnes ainsi apparentées ne peuvent pas non plus occuper des emplois communaux dont l'un est immédiatement subordonné à l'autre.

<sup>3</sup> L'exclusion pour cause d'alliance ne cesse pas du fait de la dissolution du mariage ou du partenariat enregistré. <sup>22)</sup>

b) Exceptions

**Art. 13** Le Service des communes peut, pour de justes motifs, autoriser des exceptions à la règle posée à l'article 12, alinéas 1 et 2.

c) Dispositions communales dérogatoires

**Art. 14** <sup>1</sup> Le règlement communal peut étendre jusqu'au 4<sup>e</sup> degré l'exclusion pour cause de parenté du sang ou d'alliance dans la ligne collatérale.

<sup>2</sup> Il peut restreindre ou supprimer intégralement cette exclusion en ce qui concerne le conseil général.

3. Options

**Art. 15** <sup>1</sup> En cas d'incompatibilités, un délai d'option est imparti par le Service des communes. A défaut d'option dans ce délai, le sort décide.

<sup>1 bis</sup> En cas d'élection simultanée de personnes qui s'excluent en vertu de l'article 11, est réputée élue, faut d'un désistement volontaire, celle qui a obtenu le plus grand nombre de voix, pour autant que l'élection ait eu lieu selon le même système. En cas d'égalité, le Service des communes procède à un tirage au sort auquel les intéressés sont invités. <sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Lorsqu'un nouvel élu se trouve, à l'égard d'une personne déjà en fonctions, dans un rapport de parenté entraînant l'incompatibilité au sens de l'article 12 de la présente loi ou selon le règlement communal, son élection est nulle si cette personne ne se retire pas.

<sup>2bis</sup> Dans les cas visés aux alinéas <sup>1 bis</sup> et 2 ci-dessus, la fonction de maire l'emporte sur celle de conseiller communal. <sup>5)</sup>



4. Procédure **Art. 16** <sup>1</sup> Il est possible en tout temps de signaler au Service des communes une violation des articles 11, 12 ou 14 de la présente loi.
- <sup>2</sup> Le Service des communes annule d'office l'élection faite en violation de ces dispositions légales.
- <sup>3</sup> Sa décision peut, dans les dix jours, faire l'objet d'un recours à la Cour administrative de la part de toute personne ayant le droit de vote dans la commune.
5. Validation **Art. 17** Si le délai de recours fixé à l'article 60 n'est pas utilisé, les actes accomplis par une personne inéligible sont réputés valides.
- H. Procédure d'élection **Art. 18** Sous réserve de la loi sur les droits politiques<sup>4)</sup> et de l'article 83 de la présente loi, le règlement communal fixe la procédure applicable à l'élection des autorités et des fonctionnaires.
- I. Fonctions obligatoires  
1. Principe **Art. 19**<sup>18)</sup> <sup>1</sup> Tout candidat officiel qui est élu à la présidence ou à la vice-présidence de l'assemblée communale, dans une autorité communale ou en qualité de fonctionnaire de la commune, est tenu de remplir ces fonctions pendant deux ans s'il s'agit d'un poste accessoire et qu'il n'existe pas de motif d'excuse au sens de l'article 20, alinéa 1 ou 2.
- <sup>2</sup> Une personne élue à une fonction communale sans avoir été candidate officielle n'est pas tenue d'accepter son élection.
2. Motifs d'excuse **Art. 20** <sup>1</sup> Les motifs d'excuse sont :
- a) le fait d'occuper un poste de procureur;
  - b) l'âge de soixante ans révolus;
  - c) la maladie ou d'autres circonstances qui empêchent l'élu d'exercer ses fonctions.
- <sup>2</sup> Le règlement communal peut prévoir encore d'autres motifs d'excuse.
- <sup>3</sup> Le conseil communal peut, même en l'absence de motifs légaux ou réglementaires, faire droit à une demande d'excuse si d'autres raisons importantes l'exigent.

3. Procédure applicable

**Art. 21** <sup>1</sup> La demande d'excuse doit être adressée au conseil communal par écrit dans les dix jours dès réception de l'avis d'élection ou, par la suite, dès le moment où est apparu le motif d'excuse.

<sup>2</sup> Les articles 56 à 64 sont applicables. Le délai de recours est de trente jours.

4. Conséquences de l'inobservation du rejet de la demande de dispense

**Art. 22** <sup>1</sup> Quiconque, sans dispense, refuse de remplir la fonction de membre d'une autorité communale ou la charge à laquelle il a été appelé, est frappé d'une amende disciplinaire de 100 à 1 000 francs par décision du Service des communes. L'amende peut être réduite si l'intéressé revient sur son refus.

<sup>2</sup> L'intéressé peut, dans les trente jours, recourir contre la décision du Service des communes auprès de la Cour administrative.

5. Démission après deux ans de fonctions

**Art. 23** <sup>1</sup> Celui qui, pendant deux ans, a fait partie d'une autorité communale ou a revêtu une charge communale peut résigner ses fonctions et déclinier, pendant les deux années qui suivent, toute réélection au même poste.

<sup>2</sup> La démission doit être présentée trois mois à l'avance au moins. Le conseil communal peut l'accepter avec un délai plus bref s'il n'en résulte pas de préjudice pour la commune.

J. Promesse solennelle

**Art. 24** <sup>1</sup> Sont tenus, avant leur entrée en fonctions, de faire la promesse solennelle devant le chef du département auquel est rattaché le Service des communes<sup>2</sup> :

- a) le président et le vice-président de l'assemblée communale;
- b) les membres du conseil général et ceux du conseil communal;
- c) dans les communes municipales et mixtes le secrétaire communal, dans les autres communes le fonctionnaire occupant le poste correspondant;
- d) les caissiers communaux (administrateurs des finances);
- e) les autres membres d'autorités et fonctionnaires qui sont tenus de faire la promesse solennelle en vertu d'autres lois ou du règlement communal.

<sup>2</sup> La promesse solennelle n'est pas nécessaire en cas de réélection.

K. Obligation de se retirer  
1. Motifs

**Art. 25** <sup>1</sup> Les participants à l'assemblée communale, les membres d'autorités communales et les fonctionnaires communaux ont l'obligation de se retirer lorsqu'il s'agit de traiter des objets qui touchent directement à leurs droits personnels ou à leurs intérêts matériels ou à ceux de personnes qui leur sont parentes au degré prévu à l'article 12, alinéa 1.

<sup>2</sup> Ont également l'obligation de se retirer les représentants légaux, statutaires ou contractuels des personnes intéressées, ainsi que les notaires chargés de s'occuper de l'affaire.

<sup>3</sup> Les personnes qui ont l'obligation de se retirer peuvent, sur décision de l'assemblée communale ou de l'autorité communale, être appelées à fournir des renseignements.

<sup>4</sup> Il n'y a pas d'obligation de se retirer s'il s'agit d'une votation ou élection par voie de scrutin; dans le cas d'autres élections, l'obligation n'existe que si le règlement communal le prescrit.

2. Conséquences de la violation de l'obligation

**Art. 26** <sup>1</sup> Une décision prise en violation de l'obligation de se retirer doit être annulée sur recours par le juge administratif lorsque la présence des personnes qui avaient l'obligation de se retirer a pu l'influencer d'une manière décisive.<sup>18)</sup>

<sup>2</sup> Les articles 61 et 62 de la présente loi sont applicables par analogie.

L. Administration des biens communaux  
1. En général

**Art. 27** <sup>1</sup> Sous réserve de l'article 28, les biens communaux sont destinés à subvenir aux besoins publics des communes.

<sup>2</sup> Ils doivent être gérés d'une manière telle qu'ils ne courent aucun risque et, pour autant que leur destination le permet, qu'ils fournissent un rendement convenable.

2. Biens à destination déterminée

**Art. 28** Les biens communaux dont la destination est fixée dans un acte constitutif (donation, institution d'héritier, legs et autres) doivent être utilisés selon la volonté de l'auteur de l'acte. Les principes fixés à l'article 86 du Code civil suisse<sup>2)</sup> s'appliquent à la modification de la destination des biens.

3. Droits des tiers

**Art. 29** <sup>1</sup> Les droits de jouissance et autres que des tiers ont sur les biens communaux demeurent réservés.

<sup>2</sup> La suppression de ces droits par voie de contrat ou d'acte de classification nécessite l'approbation du Service des communes, sauf disposition contraire de la loi.

## 4. Comptabilité

**Art. 30** <sup>1</sup> Les communes tiennent une comptabilité de leurs biens, ainsi que des recettes et dépenses de leur administration courante.

<sup>2</sup> Le compte doit être bouclé chaque année et présenté pour approbation à l'organe communal compétent. Le règlement communal peut, avec le consentement du Service des communes, prescrire que la reddition du compte ait lieu tous les deux ans.

<sup>3</sup> Pour le surplus, la gestion financière des communes est réglée par un décret du Parlement. [19\)](#)

## 5. Mesures en cas de retard

**Art. 31** <sup>1</sup> Si le receveur est en retard dans la reddition des comptes, le conseil communal, après sommation demeurée sans effet, en informe le Service des communes. Celui-ci recherche aussitôt les raisons du retard et, au besoin, il renseigne le département auquel il est rattaché.

<sup>2</sup> Il est procédé de la même manière lorsque des membres d'autorités communales ou des fonctionnaires communaux ne remettent pas à première réquisition les fonds ou autres valeurs de la commune à eux confiés ou qu'ils ne justifient pas immédiatement de leur utilisation conforme au mandat reçu.

<sup>3</sup> S'il y a soupçon qu'un acte punissable a été commis, le juge d'instruction doit également être informé.

## M. Procès-verbal

**Art. 32** <sup>1</sup> Les délibérations des organes communaux sont consignées dans un procès-verbal.

<sup>2</sup> Celui-ci doit en tout cas mentionner le nombre des personnes présentes, ainsi que toutes les propositions présentées et les décisions prises. Le procès-verbal des séances des autorités communales doit en outre indiquer quels membres étaient présents.

<sup>3</sup> Les procès-verbaux des séances de l'organe supérieur de la commune et du conseil général doivent être tenus à la disposition des ayants droit au vote, qui peuvent les consulter.

## N. Obligation des membres d'autorités et fonctionnaires

**Art. 33** <sup>1</sup> Les membres des autorités communales et les personnes liées à la commune par un rapport de service sont tenus d'accomplir consciencieusement et soigneusement les devoirs de leur charge et de se montrer dignes de leurs fonctions par leur attitude.

<sup>2</sup> Ils sont tenus à la discrétion à l'égard des tiers en ce qui concerne les affaires qui parviennent à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions et qui, par leur nature ou en vertu de prescriptions spéciales, doivent être tenues secrètes. Cette obligation subsiste même après dissolution du rapport de service.

O. Responsabilité disciplinaire  
1. Mesures

**Art. 34<sup>18)</sup>** <sup>1</sup> Les membres d'autorités et les fonctionnaires communaux qui manquent à leurs devoirs, intentionnellement ou par négligence, sont passibles d'une sanction disciplinaire.

<sup>2</sup> A défaut de dispositions communales particulières, les sanctions disciplinaires sont les suivantes :

- a) le blâme;
- b) l'amende jusqu'à 1 000 francs;
- c) la suppression des augmentations ordinaires de traitement;
- d) le déplacement disciplinaire ou le transfert dans une classe inférieure de traitement;
- e) la mise au provisoire;
- f) la suspension, avec suppression partielle ou totale du traitement pour six mois au plus;
- g) la révocation.

<sup>3</sup> Les sanctions disciplinaires sont prononcées par le conseil communal, sous réserve de l'alinéa 5. Dans des cas de peu de gravité, il peut se contenter de conseils, de consignes ou d'un avertissement.

<sup>4</sup> Le département auquel est rattaché le Service des communes peut infliger une sanction disciplinaire aux membres d'autorités et aux fonctionnaires, mais également aux membres du conseil général ou du conseil communal lorsque l'administration régulière de la commune est troublée ou sérieusement compromise par de graves violations des devoirs de fonction et que l'autorité communale à laquelle le ou les fautifs sont subordonnés n'intervient pas d'une manière efficace. L'alinéa 5 demeure réservé.

<sup>5</sup> La Chambre administrative du Tribunal cantonal statue sur les requêtes tendant à la révocation.

<sup>6</sup> La mise au provisoire, la suspension disciplinaire et la révocation ne peuvent être prononcées que si l'intéressé s'est rendu coupable d'infractions graves ou répétées aux devoirs de service.

<sup>7</sup> A défaut de dispositions communales particulières, les devoirs de service sont identiques à ceux qui incombent aux fonctionnaires cantonaux.

## 2. Procédure

**Art. 35**<sup>17)</sup> <sup>1</sup> L'autorité disciplinaire décide d'ouvrir une procédure disciplinaire lorsqu'elle a connaissance de faits qui font naître le soupçon d'une violation de devoirs de service ou de fonction. Elle communique l'ouverture de l'enquête à l'intéressé en désignant un ou plusieurs enquêteurs capables de conduire l'enquête de manière indépendante et objective.<sup>18)</sup>

<sup>2</sup> Durant l'enquête, l'intéressé a le droit d'être entendu. Le rapport d'enquête est soumis à l'intéressé qui peut discuter le résultat, consulter le dossier de l'enquête et proposer des moyens de preuve.<sup>18)</sup>

<sup>3</sup> Au terme de l'enquête, l'autorité disciplinaire statue sur la base du rapport final déposé par les enquêteurs. La décision disciplinaire est sujette à recours au juge administratif dans un délai de 30 jours. La procédure d'opposition est exclue.<sup>18)</sup>

<sup>4</sup> Pour le surplus, les dispositions régissant la procédure disciplinaire à l'égard des fonctionnaires cantonaux ainsi que les règles du Code de procédure administrative<sup>12)</sup> sont applicables par analogie, en particulier en ce qui concerne la mesure provisionnelle de la suspension immédiate pendant la durée de l'enquête.

P. Responsabilité civile  
1. Champ d'application

**Art. 36** <sup>1</sup> Les prescriptions relatives aux fonctionnaires contenues dans les articles 37 à 42 s'appliquent à toutes les personnes liées à la commune par un rapport de service, ainsi qu'aux membres des autorités et des commissions communales spéciales.

<sup>2</sup> Le droit fédéral est seul applicable à la responsabilité des organes de tutelle et à celle découlant de travaux de caractère industriel effectués par le personnel de la commune.

2. Responsabilité de la commune à l'égard des tiers

**Art. 37** <sup>1</sup> La commune répond du dommage que ses fonctionnaires causent à des tiers dans l'exercice de leurs fonctions.

<sup>2</sup> La commune ne répond cependant du dommage découlant de faux renseignements que si le fonctionnaire l'a causé intentionnellement ou par une négligence grave.

<sup>3</sup> Le tiers lésé n'a pas droit à dédommagement de la part du fonctionnaire en cause.

3. Responsabilité  
à l'égard de la  
commune

**Art. 38** <sup>1</sup> Le fonctionnaire communal répond envers la commune du dommage qu'il lui cause en violant les devoirs de sa charge intentionnellement ou par une négligence grave.

<sup>2</sup> Lorsque le dommage a été causé par plusieurs personnes, celles-ci en répondent solidairement si elles ont agi avec intention; en cas de négligence grave, elles en répondent en proportion de la gravité de la faute commise.

4. Fixation de  
l'indemnité

**Art. 39** Les articles 43 à 47 du Code des obligations<sup>10)</sup> s'appliquent par analogie à la fixation de l'indemnité.

5. Droit  
récursaire de la  
commune

**Art. 40** <sup>1</sup> Si la commune a dû verser une indemnité à un tiers lésé, elle a un droit recours à l'égard du fonctionnaire, si celui-ci a causé le dommage intentionnellement ou par une négligence grave.

<sup>2</sup> L'article 38, alinéa 2, s'applique par analogie au droit recours.

<sup>3</sup> Dès qu'un tiers réclame une indemnité à la commune, celle-ci doit en informer le fonctionnaire contre lequel un droit recours entre en considération. Ce fonctionnaire a un droit d'intervention dans le litige qui oppose la commune et le tiers.

<sup>4</sup> Si des membres de l'autorité administrative et exécutive ordinaire sont recherchés en justice, il appartient au corps électoral ou, dans les communes qui ont institué un conseil général, à cette autorité de désigner, en vue d'agir au nom de la commune, une commission choisie en son sein.

6. Prescription

**Art. 41** <sup>1</sup> L'action en réparation du dommage se prescrit par un an à compter de la découverte du fait qui lui a donné naissance, mais au plus tard par dix ans dès le jour où le fait dommageable s'est produit.

<sup>2</sup> Lorsque l'action se fonde sur un acte punissable, elle peut encore être intentée, après que les délais fixés à l'alinéa 1 sont écoulés, aussi longtemps que l'action pénale n'est pas prescrite.

<sup>3</sup> Le droit recours de la commune se prescrit par un an dès que son obligation d'indemniser a été reconnue ou fixée judiciairement, au plus tard toutefois par dix ans dès le jour où le fait dommageable s'est produit.

<sup>4</sup> Les articles 135 à 142 du Code des obligations<sup>10)</sup> s'appliquent par analogie.

## 7. Litiges

**Art. 42** Les litiges découlant de la responsabilité civile des fonctionnaires sont de la compétence du juge administratif statuant sur action de droit administratif.

Q. Haute  
surveillance de  
l'Etat  
1. Principe

**Art. 43** <sup>1</sup> L'administration des communes est placée sous la haute surveillance de l'Etat, exercée par le Gouvernement, ses départements et ses services.

<sup>2</sup> Les communes sont tenues de fournir à ces autorités les renseignements nécessaires et de leur présenter les dossiers voulus en vue de l'exercice efficace de leur haute surveillance.

2. Pouvoir  
d'approbation  
a) Objets

**Art. 44** <sup>1</sup> Le règlement d'organisation communal doit être approuvé par le Gouvernement.

<sup>2</sup> Doivent être soumis à l'approbation du Service des communes, à fin de validité, tous les autres règlements communaux, ainsi que les décisions des organes de la commune concernant :

- a) la conclusion d'emprunts non exclusivement destinés au remboursement ou au renouvellement de dettes d'emprunts existantes;
- b) les cautionnements et les sûretés analogues fournis par la commune, à l'exception des garanties fournies par les autorités des œuvres sociales;
- c) la participation financière à des entreprises, œuvres d'utilité publique et autres semblables, ainsi que l'octroi de prêts qui ne constituent pas des placements sûrs;
- d) la suppression de droits au sens de l'article 29.

<sup>3</sup> Les dispositions d'exécution de règlements déjà approuvés ne nécessitent pas l'approbation de l'Etat.

<sup>4</sup> Demeurent réservées les prescriptions d'actes législatifs exigeant une approbation dans d'autres cas encore.

b) Entendue de  
l'examen

**Art. 45** A moins que des lois spéciales n'en disposent autrement, le Service des communes se borne à examiner si le règlement qui lui est soumis est conforme à la loi et si ses dispositions n'accusent pas de contradictions les unes par rapport aux autres; en ce qui concerne les décisions de caractère financier, cette autorité examine en outre si elles sont légales et supportables pour la commune.



c) Préavis

**Art. 46** <sup>1</sup> Le Service des communes sollicite le préavis du Département des Finances<sup>7)</sup> pour l'approbation de décisions à caractère financier et du département dont le champ d'activité est le plus proche pour l'approbation des règlements.

<sup>2</sup> Si les départements ne peuvent s'entendre quant à la compétence, celle-ci est fixée par le Gouvernement.

d) Décision du  
Gouvernement

**Art. 47** Si le Service des communes refuse son approbation, la commune peut, dans les trente jours dès notification du refus, demander au Gouvernement de statuer.

3. Examen des  
comptes  
communaux  
a) Principe

**Art. 48** Tous les comptes communaux doivent être présentés au Service des communes après leur approbation par l'organe communal compétent.

b) Etendue de  
l'examen

**Art. 49** Le Service des communes examine si le compte qui lui est soumis répond aux exigences de forme et si son contenu est conforme aux prescriptions de l'Etat et de la commune.

c) Procédure

**Art. 50** <sup>1</sup> Si le compte ne donne lieu à aucune critique, le Service des communes le revêt de son visa d'apurement.

<sup>2</sup> Le Service des communes informe l'autorité communale des critiques qu'il peut avoir à formuler à propos du compte et il l'invite à se prononcer.

<sup>3</sup> A réception de la réponse ou si le délai imparti est écoulé sans avoir été utilisé, le Service des communes consigne ses constatations dans une décision qu'il notifie par écrit à l'autorité communale. Celle-ci peut recourir contre la décision dans les trente jours dès la notification auprès du Gouvernement.

<sup>4</sup> Si le compte est affecté de vices graves, le Service des communes le transmet avec son constat au département auquel il est rattaché.

**Art. 51**<sup>20)</sup>

5. Participation d'un délégué du Service des communes à des assemblées et séances

**Art. 52** Un délégué du Service des communes assiste aux assemblées communales ou aux séances d'autorités communales sur mandat du Gouvernement ou de l'un de ses départements, ou si le conseil communal sollicite sa présence par une requête motivée.

6. Mesures en cas d'irrégularités

a) Premières mesures et enquête

**Art. 53** <sup>1</sup> Si le Service des communes ou un département du Gouvernement constatent que des organes communaux ont violé des prescriptions légales ou réglementaires ou qu'il règne dans une commune une situation empêchant ou compromettant une administration régulière, ils prennent immédiatement les mesures propres à assurer les moyens de preuve; ils communiquent leurs observations au département auquel est rattaché le Service des communes s'ils ne peuvent remédier eux-mêmes à l'état de choses constaté en instruisant les intéressés ou en leur donnant les avertissements voulus.

<sup>2</sup> Le département auquel est rattaché le Service des communes propose au Gouvernement les mesures provisoires qu'il y aurait lieu de prendre et charge le Service des communes, un de ses propres fonctionnaires ou une personne prise en dehors de l'administration de procéder à une enquête.

<sup>3</sup> L'ouverture de l'enquête est portée à la connaissance du conseil communal. Celui-ci et les membres d'autorités et fonctionnaires impliqués dans l'enquête doivent avoir la possibilité de consulter le dossier, de présenter des moyens de preuve et de se prononcer sur l'affaire.

<sup>4</sup> Le Service des communes établit un rapport et des propositions à la clôture de l'enquête à laquelle il a procédé.

b) Mesures du Gouvernement

**Art. 54** <sup>1</sup> Le Gouvernement prend les décisions qui s'imposent au vu du résultat de l'enquête. En plus des mesures mentionnées à l'article 34, alinéa 2, il peut édicter des instructions en vue de mettre fin à un état de choses illégal ou irrégulier, prononcer l'annulation de décisions et mesures prises illégalement par les organes communaux, ou prendre les mesures indispensables en lieu et place des organes communaux en faute.

<sup>2</sup> Si les irrégularités sont graves et si les organes communaux refusent obstinément ou sont incapables d'y remédier en appliquant les dispositions prises par les autorités de surveillance de l'Etat, le Gouvernement peut suspendre ces organes dans l'exercice de leurs fonctions et les remplacer par une administration extraordinaire jusqu'au moment où la situation redevient normale.

<sup>3</sup> L'administration extraordinaire a toutes les attributions des organes communaux qu'elle remplace; elle encourt les mêmes responsabilités et elle est placée pareillement sous la haute surveillance de l'Etat.

<sup>4</sup> Les décisions prises par le Gouvernement peuvent faire l'objet d'un recours à la Cour constitutionnelle dans un délai de trente jours suivant la notification de la décision attaquée.

c) Frais

**Art. 55** <sup>1</sup> Lorsque l'enquête ordonnée en vertu de l'article 53 révèle une situation irrégulière ou illégale, c'est en règle générale la commune qui en supporte les frais, ainsi que ceux des mesures prises en application de l'article 54.

<sup>2</sup> Si les irrégularités ont été causées par des membres d'autorités ou par des fonctionnaires, les frais peuvent être mis à leur charge totalement ou partiellement.

7. Recours en  
matière  
communale  
a) Principe

**Art. 56** <sup>1</sup> Sauf exceptions statuées par la loi ou le décret, les décisions et arrêtés rendus par un organe communal, ainsi que les élections et votes auxquels il procède, peuvent être attaqués par voie de recours devant le juge administratif.

<sup>2</sup> Si les décisions ou arrêtés peuvent être attaqués devant un organe communal supérieur en vertu du règlement communal, le recours au juge administratif n'est ouvert que contre la décision de cet organe. Ces décisions ou arrêtés doivent indiquer la voie de recours.

<sup>3</sup> Les prescriptions spéciales d'autres lois demeurent réservées.

b) Motifs de  
recours

**Art. 57** Si des prescriptions légales spéciales ne prévoient pas d'autres motifs de recours, le recours en matière communale ne peut être porté que si l'intéressé invoque :

- a) une violation ou une application arbitraire de dispositions du droit fédéral, cantonal ou communal, y compris l'excès du pouvoir d'appréciation ou l'abus de ce pouvoir;
- b) un constat inexact ou incomplet des faits ayant une importance en droit.

c) Qualité pour  
recourir

**Art. 58** <sup>1</sup> A qualité pour recourir contre des décisions et arrêtés quiconque a pour le faire un intérêt propre digne de protection.

<sup>2</sup> Toute personne jouissant du droit de vote communal a par ailleurs qualité pour recourir contre des décisions et arrêtés qui touchent aux intérêts généraux de la commune, ainsi que contre les élections.

d) Représentation de la commune

**Art. 59** Lorsque le recours vise une décision ou une opération électorale des ayants droit au vote ou du conseil général, c'est le conseil communal qui représente ces organes dans la procédure à moins que, dans un cas déterminé de recours contre une décision prise par lui, le conseil général ne fixe un autre mode de représentation.

e) Délai

**Art. 60** <sup>1</sup> Le recours en matière communale doit être formé dans les trente jours.

<sup>2</sup> Dans les cas d'élections, ainsi que dans les cas spécifiés aux articles 108 et 111 de la loi sur les droits politiques<sup>4)</sup>, le recours doit être formé dans les dix jours; on peut encore recourir dans les trois jours suivant la publication du résultat du scrutin au Journal officiel lorsqu'une telle publication est effectuée, même si le délai de dix jours susmentionné est écoulé.<sup>11)</sup>

<sup>3</sup> S'il s'agit de décisions ou d'élections auxquelles a procédé le corps électoral, le délai commence à courir le lendemain du jour de l'assemblée communale ou du scrutin, et, pour les autres décisions, arrêtés et élections, le lendemain du jour de la notification ou de la publication.<sup>11)</sup>

f) Recours à la Cour administrative

**Art. 61** <sup>1</sup> Le juge administratif statue sur les recours en matière communale sous réserve de recours à la Cour administrative.

<sup>2</sup> Ont qualité pour recourir le conseil communal et toute partie à laquelle cette qualité est reconnue par le Code de procédure administrative<sup>12)</sup>. Si le juge administratif a annulé une décision prise par le corps électoral, toute personne ayant le droit de vote dans la commune est en outre légitimée à recourir.

g) Recours à la Cour constitutionnelle

**Art. 62** En matière d'élections et de votes populaires, les décisions du juge administratif sont sujettes à recours auprès de la Cour constitutionnelle. La qualité pour recourir est définie par la loi sur les droits politiques.

h) Procédure

**Art. 63**<sup>11)</sup> Le recours prévu aux articles 61 et 62 doit être adressé à la Cour administrative ou à la Cour constitutionnelle dans les délais fixés à l'article 60, alinéas 1 et 2.

i) Prescriptions complémentaires

**Art. 64** Pour le surplus, la procédure de recours en matière communale se règle d'après les dispositions du Code de procédure administrative<sup>12)</sup>.

R. Arbitrage

**Art. 65** Les communes peuvent instituer des tribunaux arbitraux pour connaître de litiges qui les opposent les unes aux autres et dans lesquels elles interviennent en qualité de corporations administratives exerçant les mêmes droits de souveraineté.

S. Exécution par substitution et peine frappant l'insoumission à une décision de l'autorité

**Art. 66** Les organes communaux peuvent, pour assurer la mise en application de leurs décisions, prévoir l'exécution par substitution et, à défaut de dispositions pénales spéciales, la peine prévue à l'article 292 du Code pénal suisse<sup>13)</sup> pour insoumission à une décision de l'autorité.

T. Archives communales

**Art. 67** Les communes veillent à ce que les pièces importantes de leur administration soient judicieusement classées et, dans la mesure du possible, conservées à l'abri de l'humidité, du feu, ainsi que de toute distraction illicite.

## TITRE DEUXIEME : La commune municipale

### CHAPITRE PREMIER : Eléments constitutifs et attributions

A. Eléments constitutifs  
1. Principe

**Art. 68** La commune municipale comprend le territoire qui lui appartient par la tradition ou qui lui a été attribué par décret du Parlement, ainsi que la population qui y est domiciliée.

2. Modifications territoriales  
a) Principe

**Art. 69<sup>18)</sup>** Le Parlement statue sur les modifications territoriales des communes.

b) Fusion de communes

**Art. 69a<sup>19)</sup>** <sup>1</sup> L'Etat facilite la fusion de communes.

<sup>2</sup> Le Gouvernement favorise la création de comités intercommunaux chargés de soutenir la collaboration intercommunale et de faciliter la fusion de communes.

<sup>3</sup> Il est institué un fonds d'aide aux fusions de communes géré par le Gouvernement. La législation régissant la péréquation financière directe règle l'alimentation du fonds.

<sup>4</sup> L'organisation et le financement des comités intercommunaux, l'utilisation du fonds d'aide aux fusions et la procédure de fusion sont réglés par un décret du Parlement.

<sup>5</sup> Une fusion de communes peut intervenir en cours de législature. Avant l'entrée en force de la fusion, les communes concernées procèdent aux élections des autorités de la nouvelle commune pour la période courant jusqu'à la fin de la législature. [25\)](#)

c) Transfert de biens

**Art. 70** <sup>1</sup> Lorsqu'une commune municipale vient à être dissoute du fait de sa réunion avec une autre, ses biens et ses dettes passent au jour de la réunion à la commune à laquelle elle se trouve incorporée.

<sup>2</sup> S'il est constitué une nouvelle commune par la réunion de plusieurs communes municipales, les biens et les dettes de ces dernières passent à la commune nouvelle au jour de la réunion.

<sup>3</sup> Dans les deux cas, les mutations d'immeubles sont inscrites d'office et sans frais au registre foncier sur la base d'un état de ces immeubles et d'une attestation de la Chancellerie d'Etat établissant que le décret a force de loi.

<sup>4</sup> Si une ou plusieurs communes mixtes fusionnent entre elles ou avec une ou plusieurs communes municipales, la commune née de la fusion est une commune mixte. Le transfert de biens est réglé conformément aux dispositions qui précèdent; demeurent réservés toutefois le statut des biens bourgeois et les prérogatives de chacune des assemblées bourgeoises conformément aux articles 109 à 113. [19\)](#)

B. Nom et armoiries

**Art. 71** <sup>1</sup> Les communes continueront à porter les noms et armoiries qu'elles ont eus jusqu'ici.

<sup>2</sup> Ces noms et armoiries peuvent être modifiés avec l'approbation du Gouvernement.

<sup>3</sup> Demeurent réservées les prescriptions fédérales concernant les noms des communes.

C. Attributions

**Art. 72** <sup>1</sup> La commune municipale a toutes les attributions de caractère communal qui ne rentrent pas dans le champ d'activité d'une autre commune en vertu des dispositions légales.

<sup>2</sup> Elle décide selon sa libre appréciation, dans les limites de ses possibilités, si elle entend assumer de nouvelles attributions qui sont d'intérêt public et qui ne lui sont pas déléguées par l'Etat.

<sup>3</sup> Elle collabore dans la mesure prévue par les lois à l'exécution des attributions de la Confédération et du Canton.

<sup>4</sup> Les prescriptions concernant les sections de communes et les syndicats de communes demeurent réservées.

## CHAPITRE II : Les organes de la commune

### SECTION 1 : Les ayants droit au vote

A. Principe :  
assemblée  
communale et  
scrutin

**Art. 73** <sup>1</sup> L'ensemble des personnes jouissant du droit de vote, appelées ci-après "les ayants droit au vote", constitue l'organe supérieur de la commune.

<sup>2</sup> Cet organe exprime sa volonté en assemblée communale, à moins que le règlement communal ne prescrive le scrutin en lieu et place de l'assemblée, de façon générale ou pour un genre déterminé d'affaires.

<sup>3</sup> Pour les communes dans lesquelles l'organisation d'assemblées communales se révèle difficile, le Gouvernement peut, d'une manière générale ou de cas en cas, prescrire le scrutin et, au besoin, l'ouverture de plusieurs locaux de vote.

<sup>4</sup> A défaut de dispositions contraires, l'expression "scrutin" utilisée dans la présente loi, se rapporte également aux élections par voie de scrutin.

B. Affaires  
intransmissibles

**Art. 74** <sup>1</sup> Sous réserve de l'alinéa 2 du présent article, les affaires désignées ci-après sont du ressort des ayants droit au vote et ne peuvent être transmises à aucun autre organe :

- a) l'élection du président des assemblées communales, du président et des autres membres du conseil communal et, si le règlement a institué un conseil général, des membres de cette autorité;
- b) l'adoption et la modification :
  - aa) du règlement d'organisation;
  - bb) du régime de base des constructions (règlement des constructions et plan des zones), sous réserve de dispositions spéciales de la législation sur les constructions;

- cc) des règlements concernant les impôts communaux extraordinaires et les charges préférentielles (contributions des propriétaires fonciers);
- dd) des autres règlements, à moins que le règlement d'organisation n'en attribue expressément l'adoption et la modification au conseil général ou au conseil communal;
- c) l'avis, prévu à l'article 112, alinéa 1, de la Constitution cantonale, à donner concernant la réunion de la commune à une autre et la modification de sa circonscription;
- d)<sup>18)</sup> l'affiliation de la commune à un syndicat de communes et la modification des dispositions réglementaires du syndicat de communes concernant son but et les compétences financières des communes membres;
- e) l'adoption du budget et la fixation des taux des impôts communaux ordinaires;
- f) la conclusion d'emprunts, à l'exception de ceux destinés uniquement à l'amortissement ou au renouvellement de dettes d'emprunts existantes et de ceux repris par la commune lors de l'acquisition de biens-fonds;
- g) les cautionnements et la fourniture d'autres sûretés à charge de la commune, à l'exception des garanties fournies par les autorités des œuvres sociales;
- h) l'approbation des comptes communaux;
- i) l'admission ou la promesse d'admission au droit de cité communal;
- j) la création de postes permanents à plein emploi.

<sup>2</sup> L'établissement de prescriptions réglementaires concernant les charges préférentielles, ainsi que les affaires mentionnées sous les lettres e à j ci-dessus peuvent être transmis au conseil général dans les communes qui ont institué un tel organe.<sup>14)</sup>

C. Autres affaires **Art. 75** <sup>1</sup> Le règlement communal fixe la compétence quant aux affaires non mentionnées à l'article 74, notamment :

- a) la prise en charge de services que la commune a elle-même choisis;
- b) la fixation des traitements et indemnités dus aux membres d'autorités, aux fonctionnaires et aux employés;
- c) les actes juridiques relatifs à la propriété foncière et aux autres droits réels sur les immeubles;
- d) les dépenses non prévues dans le budget annuel;
- e) les crédits supplémentaires;
- f) la participation financière à des entreprises, œuvres d'utilité publique et autres semblables, ainsi que l'octroi de prêts ne représentant pas un placement sûr;
- g) l'ouverture ou l'abandon de procès ou l'appel à un tribunal arbitral.
- h)<sup>19)</sup> les modifications de dispositions réglementaires des syndicats auxquels appartient la commune ne portant ni sur le but du syndicat ni sur les compétences financières de la commune.



<sup>2</sup> Demeurent réservées les prescriptions d'autres lois relatives à la compétence.

D. Cas d'urgence **Art. 76** Si un cas de force majeure (guerre, catastrophe naturelle, épidémie ou autre) empêche la convocation de l'organe supérieur compétent au sens des prescriptions ordinaires, le conseil communal est habilité, en lieu et place de cet organe, à prendre des décisions concernant des affaires qu'il n'est pas possible de remettre à plus tard.

E. Date des assemblées et des scrutins **Art. 77** <sup>1</sup> Les assemblées communales ou les scrutins ont lieu :  
 a) aux dates fixées dans le règlement communal;  
 b) en outre, aussi souvent que les affaires l'exigent, sur décision du conseil communal ou à la demande écrite d'un dixième du corps électoral, ou d'une fraction de ce corps inférieure à un dixième fixée dans le règlement communal.

<sup>2</sup> Les assemblées seront fixées de telle façon qu'un nombre aussi élevé que possible d'ayants droit au vote puissent y participer sans inconvénient majeur.

F. Convocation  
 1. Ordinaire **Art. 78** <sup>1</sup> Sous réserve de l'article 77, la convocation à l'assemblée communale ou à la votation communale doit se faire, sept jours d'avance au moins, par publication dans le Journal officiel, ainsi que dans la Feuille d'Avis ou, à défaut d'un tel organe, de la manière usuelle que fixe le règlement communal.

<sup>2</sup> La publication doit mentionner les objets à traiter.

2. D'urgence **Art. 79** <sup>1</sup> Dans les cas urgents, la convocation à l'assemblée communale peut se faire par communication au domicile ou par communication écrite. L'avis doit parvenir à l'ayant droit au vote vingt-quatre heures au moins avant l'assemblée.

<sup>2</sup> Dans les communes comptant plus de 1 000 ayants droit au vote, la convocation d'urgence à l'assemblée peut également se faire par une publication paraissant vingt-quatre heures au moins d'avance dans la Feuille d'Avis ou, à défaut d'un tel organe, de la manière usuelle que fixe le règlement communal.

<sup>3</sup> La décision portant convocation d'urgence doit, avant son exécution, être communiquée au Service des communes avec l'état des objets à traiter.

<sup>4</sup> La convocation d'urgence n'est pas admise pour les scrutins.

G. Portée de l'ordre du jour

**Art. 80** <sup>1</sup> Les ayants droit au vote ne peuvent prendre de décision définitive que sur les objets mentionnés dans la convocation.

<sup>2</sup> Une assemblée convoquée en application de l'article 78 peut délibérer sur des propositions qui ne concernent pas un objet mentionné dans la convocation; elle peut les prendre en considération ou les rejeter. Les propositions prises en considération doivent être soumises par le conseil communal, pour décision, à une assemblée ultérieure.

H. Décision

**Art. 81** <sup>1</sup> Une assemblée communale régulièrement convoquée peut prendre des décisions valables, quel que soit le nombre des ayants droit au vote qui y participent.

<sup>2</sup> Les décisions portant sur des objets matériels sont prises à la majorité absolue des votants.

<sup>3</sup> Le règlement communal fixe la majorité requise en matière d'élections.

## SECTION 2 : Les autorités communales

### I. Dispositions communes

A. Enumération

**Art. 82** Le conseil général, le conseil communal et les commissions permanentes sont les autorités de la commune au sens de la présente loi.

B. Procédure d'élection; protection des minorités

**Art. 83** Lors de la constitution des autorités selon le système majoritaire, il sera équitablement tenu compte des minorités.

C. Position des secrétaires

**Art. 84** A moins que le règlement communal n'en dispose autrement, la personne qui fonctionne comme secrétaire d'une autorité dont elle n'est pas membre a voix consultative et droit de proposition aux séances.

### II. Le conseil général

A. Institution

**Art. 85** La commune a la faculté d'instituer un conseil général.

B. Prescriptions  
communales

**Art. 86** <sup>1</sup> Le règlement d'organisation fixe, dans le cadre des dispositions légales, la compétence, le nombre des membres, la durée des fonctions et l'organisation du conseil général.

<sup>2</sup> Le nombre des membres ne peut être inférieur à vingt et un. [15\)](#)

### III. Le conseil communal

A. Attributions  
1. En général

**Art. 87** <sup>1</sup> Le conseil communal est l'autorité administrative et exécutive ordinaire de la commune.

<sup>2</sup> Il exerce dans l'administration de la commune tous les pouvoirs qui ne sont pas attribués à un autre organe par les prescriptions de droit fédéral, cantonal ou communal.

2. Représenta-  
tion de la  
commune

**Art. 88** <sup>1</sup> Le conseil communal représente la commune envers les tiers, pour autant que cette représentation n'est pas confiée par la loi ou le règlement communal à une commission permanente ou à un fonctionnaire.

<sup>2</sup> Les déclarations de portée juridique engagent la commune, pour autant que la compétence de les faire n'a pas été outrepassée d'une manière reconnaissable pour une tierce personne.

3. Administration  
financière

**Art. 89** <sup>1</sup> Le conseil communal dirige l'administration financière de la commune.

<sup>2</sup> Il rend compte chaque année de cette administration aux ayants droit au vote ou au conseil général, ou tous les deux ans si le règlement communal en dispose ainsi.

4. Police locale

**Art. 90** <sup>1</sup> Le conseil communal veille au maintien de l'ordre et de la tranquillité publics sur le territoire de la commune, ainsi qu'à la protection des personnes et de la propriété contre toute atteinte ou menace illégales.

<sup>2</sup> Il fait, dans ce domaine, usage de la force publique dans les limites de ses attributions légales et réglementaires dans la mesure où il ne peut remplir sa mission autrement. Les atteintes à la liberté et à la propriété des individus ne sont notamment admises que dans la mesure et pour aussi longtemps que le trouble apporté à l'ordre et à la tranquillité publics ou la mise en danger des personnes ou des choses ne peuvent être empêchés ou écartés par des moyens moins accusés.

## B. Transmission d'affaires

**Art. 91** Le règlement communal peut confier à une commission du conseil, à certains de ses membres ou à des fonctionnaires déterminés la liquidation de certaines affaires ou de groupes d'affaires que la loi attribue au conseil communal ou à son président.

## C. Nombre des membres

**Art. 92** <sup>1</sup> Le règlement communal fixe le nombre des membres du conseil communal, qui doit être de trois au moins dans les communes comptant moins de cinquante ayants droit au vote, de cinq au moins dans les autres communes.

<sup>2</sup> Le conseil communal peut être composé, entièrement ou partiellement, de membres permanents ou de membres non permanents.

## D. Durée des fonctions

**Art. 93** La durée des fonctions est de quatre ans.

## E. Décisions

**Art. 94** <sup>1</sup> Le conseil communal ne peut prendre de décision valable que si la majorité de ses membres sont présents.

<sup>2</sup> Les décisions se prennent à la majorité absolue des votants. Le président a droit de vote. En cas d'égalité des voix, il lui appartient en outre de départager.

<sup>3</sup> S'il s'agit d'élections, c'est le règlement communal qui fixe la majorité nécessaire.

#### IV. Les commissions permanentes

## A. Institution

**Art. 95** Les communes ont la faculté d'instituer par la voie de leurs règlements des commissions permanentes en plus de celles qui sont prescrites par les actes législatifs de l'Etat.

## B. Prescriptions communales

**Art. 96** Le règlement communal fixe les attributions, le nombre des membres, la durée des fonctions, l'organisation et l'ordre des délibérations des commissions, pour autant qu'il n'existe pas de prescriptions cantonales à ce sujet.

### SECTION 3 : Les commissions spéciales

A. Institution **Art. 97** Les ayants droit au vote, le conseil général ou le conseil communal peuvent instituer des commissions spéciales chargées de collaborer au traitement d'affaires qui rentrent dans leurs compétences.

B. Pouvoirs **Art. 98** <sup>1</sup> Les commissions spéciales peuvent être autorisées à disposer de crédits ou à conclure des actes juridiques déterminés.

<sup>2</sup> Pour le surplus, elles n'ont pas pouvoir de décision; leurs attributions se limitent à la préparation, au préavis ou à la surveillance des affaires.

### SECTION 4 : Les fonctionnaires communaux

A. Prescriptions communales **Art. 99**<sup>18)</sup> <sup>1</sup> Le règlement communal fixe, dans les limites du droit cantonal, le mode de désignation, la durée des fonctions, les obligations et les droits des fonctionnaires communaux.

<sup>2</sup> A défaut de dispositions communales, le droit cantonal régissant le statut des fonctionnaires s'applique par analogie.

<sup>3</sup> Les fonctionnaires communaux sont tenus de suivre les formations organisées à leur intention par l'Etat.

B. Subordination **Art. 100** A défaut de dispositions contraires de la législation cantonale ou des règlements communaux, les fonctionnaires sont immédiatement subordonnés au conseil communal.

### TITRE TROISIEME : La commune bourgeoise

A. Notion **Art. 101** Les bourgeoisies organisées sous forme de communes en vue de l'exercice des attributions prévues à l'article 102, alinéa 1, constituent les communes bourgeoises.

B. Attributions **Art. 102** <sup>1</sup> Les attributions des communes bourgeoises sont les suivantes :

- a) la promesse ou l'octroi de la qualité de membre de la bourgeoisie;
- b) le rôle des bourgeois et l'établissement des actes d'origine à l'intention de leurs membres;

- c) l'administration de leurs biens;
- d) l'exercice des attributions qui leur sont confiées par des lois spéciales.

<sup>2</sup> Dans la gestion et l'utilisation de sa fortune, ainsi que du produit de cette dernière, la commune bourgeoise prendra en considération les besoins de la commune municipale.

<sup>3</sup> Elle peut, par la voie de ses règlements, se charger d'autres attributions répondant aux nécessités locales et qui ne sont pas assurées par la commune municipale ou par ses sections.

#### C. Utilisation de la fortune

**Art. 103** Les communes bourgeoises ont la faculté de céder leurs biens en tout ou en partie à la commune municipale, sous réserve des fondations spéciales, ou d'en employer les revenus à des fins publiques, notamment en faveur des communes municipales. Si elles n'usent pas de cette faculté, le rendement de leur fortune est utilisé conformément à l'affectation prévue dans les règlements.

#### D. Transfert de l'administration à la commune municipale

**Art. 104** <sup>1</sup> Les communes bourgeoises peuvent, dans leurs règlements, remettre l'exercice de leurs attributions en tout ou en partie à la commune municipale avec l'accord de celle-ci.

<sup>2</sup> Cette mesure, comme aussi l'accord de la commune municipale, peut être révoquée en tout temps.

#### E. Représentation de bourgeoisies non organisées

**Art. 105** <sup>1</sup> Là où il n'existe pas de commune bourgeoise, c'est le conseil de la commune municipale qui représente la bourgeoisie.

<sup>2</sup> Il incombe au conseil communal d'assurer la gestion des biens de bourgeoisie qui n'appartiennent à aucune corporation bourgeoise.

<sup>3</sup> Les décisions que le conseil communal prend dans l'utilisation des biens de bourgeoisie sont soumises à l'approbation du Service des communes.

#### F. Dispositions complémentaires

**Art. 106** Pour le surplus, les dispositions du titre deuxième de la présente loi s'appliquent par analogie à la commune bourgeoise.

### TITRE QUATRIEME : La commune mixte

#### A. Formation

**Art. 107** <sup>1</sup> La commune mixte naît de la fusion de la commune municipale avec une ou plusieurs communes bourgeoises existant sur son territoire.

<sup>2</sup> La fusion est possible en tout temps. Elle exige des décisions concordantes des ayants droit au vote des communes intéressées; elle déploie ses effets dès l'approbation du règlement d'organisation de la commune mixte par le Gouvernement.

B. Position  
juridique

**Art. 108** <sup>1</sup> La commune mixte se substitue à la commune municipale et à la commune bourgeoise.

<sup>2</sup> Elle est soumise aux mêmes prescriptions que la commune municipale et accomplit les mêmes services; elle administre en outre les biens bourgeois conformément à leur destination.

C. Fortune  
1. Dans les  
communes  
mixtes  
nouvellement  
créées

**Art. 109** <sup>1</sup> Si la fusion s'opère sous l'empire de la présente loi, les biens des communes qui fusionnent passent à la commune mixte.

<sup>2</sup> Si les biens bourgeois sont affectés à des fins purement bourgeoises par la fondation, l'acte de classification ou le règlement, ils ne peuvent, même après la création de la commune mixte, être utilisés à d'autres fins sans le consentement de l'assemblée bourgeoise.

2. Dans les  
communes  
mixtes existantes

**Art. 110** Si, dans les communes mixtes déjà existantes, les biens bourgeois n'ont pas passé à la commune mixte, ils demeurent propriété de la bourgeoisie pour aussi longtemps que cette dernière ne décide pas leur transfert à la commune mixte.

D. Assemblée  
bourgeoise  
1. Composition

**Art. 111** <sup>1</sup> L'assemblée bourgeoise de la commune mixte comprend les bourgeois et les bourgeoises qui y sont domiciliés et qui ont le droit de vote en matière cantonale.

<sup>2</sup> L'assemblée bourgeoise choisit parmi ses membres son président et son vice-président.

<sup>3</sup> Le secrétaire communal tient le procès-verbal.

2. Compétence

**Art. 112** L'assemblée bourgeoise statue sur les objets suivants :

- a) la réception de nouveaux membres ayant droit aux jouissances choisis parmi les personnes qui possèdent le droit de cité de la commune mixte;
- b) les actes juridiques portant sur la propriété ou d'autres droits réels de biens appartenant à la bourgeoisie;
- c) le consentement à donner à des décisions de l'assemblée communale ou du conseil communal au sens de l'article 109, alinéa 2, ci-dessus.

3. Droits de proposition du conseil communal

**Art. 113** Dans les affaires mentionnées à l'article 112, lettre b, ci-dessus, un représentant du conseil communal assiste à l'assemblée bourgeoise avec voix consultative et droit de proposition.

## TITRE CINQUIEME : Les sections de communes

A. Notion

**Art. 114** La section de commune est, dans le cadre de la commune municipale ou mixte (appelée ci-après : "commune générale"), une corporation territoriale de droit public, reconnue comme telle et délimitée dans le règlement d'organisation de la commune générale; elle exerce en vertu de ce règlement des attributions communales permanentes en lieu et place de la commune générale.

B. Attributions

**Art. 115** En plus des attributions qui lui sont assignées par le règlement d'organisation de la commune générale, la section peut, par la voie de son propre règlement, se charger d'autres attributions répondant aux besoins locaux, pour aussi longtemps que la commune générale ne s'en occupe pas elle-même.

C. Organisation

**Art. 116** <sup>1</sup> La section de commune fixe son organisation dans un règlement.

<sup>2</sup> Les dispositions concernant l'organisation de la commune municipale s'appliquent par analogie à la section de commune.

D. Moyens financiers

**Art. 117** <sup>1</sup> La section prélève des impôts directs sur la base des registres d'impôt de la commune générale, pour autant qu'elle ne puisse couvrir ses dépenses par d'autres recettes, provenant notamment du rendement de sa fortune, d'émoluments, de charges préférentielles ou de subsides de l'Etat.

<sup>2</sup> Le règlement de la commune générale indique s'il revient aux sections une part de la taxe immobilière.

E. Position par rapport à la commune générale

**Art. 118** <sup>1</sup> La section est placée sous la surveillance immédiate de la commune générale. Celle-ci veille au besoin à ce que la section exerce correctement les attributions qu'elle lui a transférées.

<sup>2</sup> Les règlements de la section doivent être approuvés par le conseil communal de la commune générale avant d'être soumis à l'approbation de l'Etat.



F. Formation de nouvelles sections

**Art. 119** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut, à titre exceptionnel, autoriser la formation de nouvelles sections s'il est impossible, du fait des conditions locales, d'exercer autrement une attribution communale d'une manière judicieuse.

<sup>2</sup> La formation d'une nouvelle section exige au préalable l'établissement d'un règlement d'organisation à son intention et de prescriptions correspondantes dans le règlement d'organisation de la commune générale.

G. Suppression

**Art. 120** <sup>1</sup> Il peut en tout temps être procédé à la suppression de la section de commune par décisions correspondantes de cette dernière et de la commune générale.

<sup>2</sup> Le Gouvernement prononce la suppression, sur proposition du conseil communal ou de l'autorité administrative de la section, lorsqu'il n'y a pas de raisons suffisantes à son maintien ou lorsqu'elle n'exerce pas correctement ses attributions. Toutes les communes intéressées seront au préalable entendues.

## TITRE SIXIEME : Les groupements de communes

### CHAPITRE PREMIER : Principe et formes

A. Principe

**Art. 121** Les communes ont la faculté de se grouper en vue d'accomplir en commun des services communaux ou régionaux déterminés.

B. Formes du groupement

**Art. 122** <sup>1</sup> Les groupements peuvent être constitués sous forme de syndicats de communes, de rapport contractuel de droit public ou privé ou encore de personne morale de droit privé.

<sup>2</sup> Le transfert de pouvoirs découlant de la souveraineté à des organisations de droit privé est soumis à l'approbation du Gouvernement.

### CHAPITRE II : Le syndicat de communes

#### SECTION 1 : En général<sup>26)</sup>

A. Notion

**Art. 123** Le syndicat de communes est une corporation de droit public formée de deux ou plusieurs communes en vue de l'accomplissement d'un service ou de services déterminés de caractère communal ou régional.

## B. Constitution

**Art. 124** <sup>1</sup> Sous réserve de dispositions légales contraires, la constitution de syndicats est laissée à l'appréciation des communes. [27\)](#)

<sup>2</sup> Elle exige qu'un règlement accepté au préalable par toutes les communes intéressées, et approuvé par le Gouvernement, fixe la mission, l'organisation, la fourniture de moyens financiers, la responsabilité quant aux dettes du syndicat, ainsi que le sort d'un excédent d'actif ou de passif en cas de dissolution. L'article 133, alinéa 2, demeure réservé.

## C. Affiliation ultérieure

**Art. 125** <sup>1</sup> Le règlement du syndicat détermine si et sous quelles conditions d'autres communes peuvent s'y affilier après sa constitution.

<sup>2</sup> L'affiliation implique la reconnaissance des prescriptions régissant le syndicat.

## D. Position juridique

**Art. 126** Dans le cadre de ses attributions, le syndicat agit en lieu et place des communes affiliées; il exerce, dans ce domaine, les droits et obligations de ces dernières et il a le pouvoir de prélever des émoluments et d'imposer des charges préférentielles.

## E. Organisation

**Art. 127** <sup>1</sup> Sont organes indispensables du syndicat de communes une autorité générale administrative et exécutive (conseil syndical, comité, commission administrative) et une institution à laquelle cette autorité est subordonnée (l'assemblée des délégués ou l'ensemble des ayants droit au vote de toutes les communes affiliées).

<sup>2</sup> Le règlement peut exiger, en vue du caractère obligatoire de certaines décisions prises par l'assemblée des délégués ou par l'ensemble des ayants droit au vote, l'accord donné par la majorité simple ou par une majorité plus forte de communes affiliées ou par un nombre de communes comprenant la majorité de la population du syndicat.

<sup>3</sup> Dans les syndicats formés de plus de deux communes, le règlement ne peut attribuer à aucune d'entre elles le droit à la majorité des voix à l'assemblée des délégués ou au sein de l'autorité générale administrative et exécutive.

## F. Moyens financiers

**Art. 128** <sup>1</sup> Le syndicat perçoit des contributions des communes affiliées, pour autant qu'il ne puisse couvrir ses dépenses au moyen d'autres recettes, notamment du rendement de ses biens, d'émoluments, charges préférentielles ou subsides de l'Etat.

<sup>2</sup> A moins que le règlement syndical n'en dispose autrement, les contributions sont fixées en fonction de la force contributive des communes affiliées.

G. Sortie  
1. Principe

**Art. 129** Une commune peut démissionner du syndicat si le maintien de ce dernier par les communes restantes ne s'en trouve pas rendu trop difficile; il en est de même si tous les services qu'accomplit le syndicat ont perdu leur sens pour la commune sortante ou s'ils peuvent être accomplis d'une manière plus judicieuse sans le syndicat.

2. Restrictions

**Art. 130** <sup>1</sup> La démission ne doit pas être donnée en temps inopportun; dans les syndicats de communes scolaires, elle ne peut l'être que pour la fin de la période de fonctions du corps enseignant, dans les autres syndicats de communes que pour la fin d'une année civile.

<sup>2</sup> Le syndicat qui a besoin, en vue de l'accomplissement de sa tâche, d'installations coûteuses conçues en fonction du nombre ou de l'importance des communes affiliées et du personnel nécessaire peut, dans son règlement d'organisation, exclure toute sortie pour un temps déterminé assez long ou la faire dépendre de la condition que la commune sortante se charge d'une part, correspondant à sa participation, des dettes d'investissement du syndicat non encore amorties, ainsi que des dépenses futures d'entretien et de personnel.

<sup>3</sup> La sortie d'un syndicat n'est possible que dans les limites des prescriptions applicables à ces organismes et avec le consentement du Gouvernement.

<sup>4</sup> La démission doit être remise au syndicat deux ans au minimum avant le jour de sortie désiré, à moins que le règlement ne fixe un autre délai ou que le syndicat n'accepte, dans le cas particulier, une démission donnée à plus bref délai.

H. Dissolution  
1. Conditions

**Art. 131** <sup>1</sup> Le syndicat peut être dissous :

- a) par décisions concordantes de toutes les communes affiliées;
- b) par décision prise par la majorité des communes affiliées, lorsque toutes les tâches syndicales ont perdu leur importance ou lorsqu'elles peuvent être accomplies tout aussi bien et d'une manière aussi économique sans syndicat.

<sup>2</sup> La dissolution doit être approuvée par le Gouvernement.

<sup>3</sup> Le syndicat est, d'autre part, considéré comme dissous lorsque toutes les communes affiliées, ou toutes sauf une, l'ont quitté.

2. Recours **Art. 132** La décision du Gouvernement relative aux articles 130, alinéa 3, et 131, alinéa 2, peut faire l'objet d'un recours à la Cour constitutionnelle dans un délai de trente jours dès la notification de la décision attaquée.

3. Liquidation **Art. 133** <sup>1</sup> La liquidation incombe aux organes du syndicat.

<sup>2</sup> Les communes affiliées répondent solidairement, à l'égard des créanciers du syndicat, des dettes syndicales existant à l'époque de la dissolution.

I. Syndicats  
comprenant des  
communes  
d'autres cantons

**Art. 134** <sup>1</sup> Les syndicats auxquels appartiennent également des communes d'autres cantons sont soumis en règle générale à la législation du canton dans lequel se déroule la partie la plus importante de leur activité. Si c'est le droit jurassien, la juridiction est attribuée au canton du Jura quant aux contestations de droit public :

- a) survenant entre les communes intéressées du fait de la formation ou de la dissolution du syndicat, ainsi que de l'appartenance ou de la sortie d'une commune;
- b) survenant entre le syndicat et les usagers de ses installations.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut, pour de justes motifs, autoriser une autre réglementation. C'est à lui qu'il appartient de régler avec les cantons voisins la position juridique de syndicats intercantonaux.

<sup>3</sup> Le droit applicable et la juridiction doivent être clairement précisés dans le règlement d'organisation du syndicat.

## SECTION 2 : Le syndicat d'agglomération<sup>26)</sup>

A. Notion

**Art. 135**<sup>27)</sup> Le syndicat d'agglomération est un syndicat qui réunit des communes qui :

- a) ont en commun une commune-centre;
- b) sont liées entre elles du point de vue urbanistique, économique et culturel ou sont limitrophes;
- c) et réunissent ensemble 20 000 habitants au moins.

B. Constitution  
1. Introduction  
de la procédure

**Art. 135a**<sup>26)</sup> <sup>1</sup> La procédure de constitution d'un syndicat d'agglomération est engagée sur requête, adressée au Gouvernement, d'au moins deux conseils communaux, dont la commune-centre. La requête d'une commune peut également résulter d'une initiative communale acceptée par les citoyens.

<sup>2</sup> Le Service des communes est chargé, en collaboration avec le Service de l'aménagement du territoire, de consulter les communes susceptibles de devenir membres du syndicat d'agglomération.

<sup>3</sup> Sur la base du résultat de cette consultation, le département auquel est rattaché le Service des communes, en accord avec le Département de l'Environnement et de l'Équipement, propose au Gouvernement de fixer le périmètre provisoire de l'agglomération.

## 2. Assemblée constitutive

**Art. 135b<sup>(26)</sup>** <sup>1</sup> Le département auquel est rattaché le Service des communes convoque une assemblée constitutive composée des membres des conseils communaux des communes incluses dans le périmètre provisoire de l'agglomération.

<sup>2</sup> L'assemblée constitutive désigne son président et se dote d'un règlement, en particulier pour déterminer le mode de prise de décisions et la répartition des frais de fonctionnement de l'assemblée entre les communes membres.

<sup>3</sup> Jusqu'à l'adoption du règlement précité, l'assemblée prend ses décisions à la majorité des communes membres, chaque commune disposant d'une voix.

## 3. Statuts

**Art. 135c<sup>(26)</sup>** <sup>1</sup> L'assemblée constitutive élabore un projet de règlement d'organisation du syndicat d'agglomération dénommé statuts.

<sup>2</sup> Les statuts de l'agglomération déterminent :

- a) le nom et le siège du syndicat d'agglomération;
- b) les communes membres (périmètre définitif);
- c) l'organisation, conformément à l'article 135g;
- d) les tâches attribuées au syndicat;
- e) la pondération des voix des membres de l'assemblée d'agglomération;
- f) les critères déterminant les contributions financières des communes;
- g) le montant des dépenses soumises à référendum obligatoire, ainsi que celles relevant de la compétence de l'assemblée et du conseil d'agglomération;
- h) la compétence des organes de créer d'autres organes que ceux prévus par la loi;
- i) la responsabilité interne quant aux dettes de l'agglomération ainsi que le sort d'un excédent d'actif ou de passif en cas de dissolution.

<sup>3</sup> Les statuts sont soumis pour examen préalable au département auquel est rattaché le Service des communes. Le Département de l'Environnement et de l'Équipement est consulté.

4. Scrutin  
populaire

**Art. 135d<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> Les statuts sont soumis au vote dans les communes incluses dans le périmètre définitif de l'agglomération tel qu'il est fixé dans les statuts, conformément à l'article 135h.

<sup>2</sup> La double majorité des votants et des communes est nécessaire pour la constitution de l'agglomération.

<sup>3</sup> Les statuts sont ensuite soumis à l'approbation du Gouvernement.

<sup>4</sup> Lorsque la réalisation des buts du syndicat l'exige, le Gouvernement peut contraindre une commune à adhérer au syndicat d'agglomération.

C. Tâches et  
compétences  
1. Tâches  
légalés et  
statutaires

**Art. 135e<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> L'agglomération assume les tâches suivantes :

- a) l'élaboration d'un plan directeur régional et la réalisation des tâches qui lui sont liées, conformément à l'article 75a de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>28)</sup>;
- b) la coordination et la collaboration dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des transports, des équipements et des services, du patrimoine et du paysage, de l'énergie, de la communication, du développement économique ainsi que de la gestion administrative et technique.

<sup>2</sup> Elle assume également les tâches qui lui sont attribuées par les communes et qui figurent dans les statuts.

2. Compétences

**Art. 135f<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> Dans le cadre des ses attributions, l'agglomération se substitue aux communes et exerce les droits et obligations de celles-ci.

<sup>2</sup> Elle peut prélever des émoluments, taxes et charges de préférence sur la base d'un règlement. Elle n'est pas compétente pour prélever des impôts.

D. Organes  
1. En général

**Art. 135g<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> L'agglomération est constituée des organes suivants :

- a) le corps électoral de l'agglomération;
- b) les communes membres;
- c) l'assemblée d'agglomération;
- d) le conseil d'agglomération.

<sup>2</sup> Les statuts peuvent prévoir d'autres organes.

2. Corps électoral et communes  
a) Définition

**Art. 135h<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> L'ensemble des ayants droit au vote des communes membres de l'agglomération forme le corps électoral de l'agglomération.

<sup>2</sup> Le corps électoral s'exprime simultanément dans toutes les communes par voie de scrutin.

b) Initiative

**Art. 135i<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> Un dixième du corps électoral de l'agglomération ou une fraction inférieure à celui-ci, fixée dans les statuts, ou trois communes membres peuvent demander l'adoption, la modification ou l'abrogation de dispositions des statuts et règlements de l'agglomération.

<sup>2</sup> L'initiative peut contenir une proposition générale ou un texte formulé. Elle doit être conforme au droit fédéral et cantonal, ne concerner qu'un seul domaine et ne pas être impossible, sous peine d'être écartée par l'assemblée d'agglomération pour cause de nullité.

<sup>3</sup> Au surplus, l'article 104 de la loi sur les droits politiques<sup>4)</sup> s'applique par analogie.

c) Référendum obligatoire

**Art. 135j<sup>26)</sup>** Sont soumis au vote du corps électoral et des communes :

- a) l'adoption et la modification des statuts de l'agglomération;
- b) les dépenses nouvelles soumises au référendum obligatoire en vertu des statuts.

d) Référendum facultatif

**Art. 135k<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> Les décisions de l'assemblée d'agglomération sont soumises au vote du corps électoral si un dixième des électeurs de l'agglomération ou une fraction inférieure à celui-ci fixée dans les statuts le demande.

<sup>2</sup> La demande de référendum est remise au conseil d'agglomération dans les 30 jours qui suivent la publication de la décision contestée.

<sup>3</sup> Au surplus, les articles 105 et 107 de la loi sur les droits politiques<sup>4)</sup> s'appliquent par analogie.

e) Majorités requises

**Art. 135l<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> Les actes soumis au référendum obligatoire sont acceptés lorsque la majorité des votants et des communes les approuvent.

<sup>2</sup> Les actes soumis au référendum facultatif sont acceptés lorsque la majorité des votants les approuvent.

<sup>3</sup> Lorsqu'elles sont soumises au vote, les initiatives contenant un texte formulé qui modifie les statuts sont acceptées lorsque la majorité des votants et des communes les approuvent. Les autres initiatives soumises au vote doivent être approuvées par la majorité des votants.

3. Assemblée  
d'agglomération

**Art. 135m<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> L'assemblée d'agglomération est composée de l'ensemble des conseillers communaux des communes membres de l'agglomération.

<sup>2</sup> Chaque membre dispose d'une voix, laquelle est pondérée conformément aux statuts.

<sup>3</sup> L'assemblée d'agglomération est compétente pour :

- a) élaborer le programme d'activité de l'agglomération;
- b) adopter des règlements de portée générale;
- c) adopter le budget de l'agglomération;
- d) décider des dépenses qui relèvent de sa compétence, conformément aux statuts;
- e) approuver les comptes ainsi que le rapport d'activité du conseil d'agglomération;
- f) exercer toute autre compétence que lui attribuent les statuts.

4. Conseil  
d'agglomération

**Art. 135n<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> Le conseil d'agglomération est composé de l'ensemble des maires des communes membres de l'agglomération.

<sup>2</sup> Chaque membre y dispose d'une voix non pondérée.

<sup>3</sup> Le conseil d'agglomération est compétent pour assumer toutes les tâches qui ne sont pas dévolues à l'assemblée par la loi ou les statuts.

### SECTION 3 : Dispositions complémentaires<sup>26)</sup>

Dispositions  
complémentaires

**Art. 135o<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> Sous réserve des articles 123 à 135n et des prescriptions des règlements et statuts de syndicats, les dispositions des titres premier et deuxième s'appliquent par analogie.

<sup>2</sup> Les dispositions des articles 123 à 134 s'appliquent en outre à titre supplétif aux syndicats d'agglomération.



## TITRE SEPTIEME : Dispositions transitoires et finales

A. Décrets du  
Parlement

**Art. 136** Le Parlement édicte par voie de décret des dispositions complémentaires concernant :

- a) l'administration financière des communes;
- b) le pouvoir répressif des communes;
- c) la police locale et sa collaboration avec la police cantonale;
- d) <sup>18)</sup> la fusion de communes et leur rattachement à d'autres communes;
- e) la protection des minorités.

B. Ordonnances  
du  
Gouvernement

**Art. 137** <sup>1</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions nécessaires en vue de l'exécution de la présente loi et des décrets du Parlement.

<sup>2</sup> Il règle notamment par voie d'ordonnance :

- a) la procédure applicable à l'établissement, à la modification et à l'approbation des règlements communaux;
- b) l'installation et l'administration des archives communales;
- c) l'orthographe des noms des communes et les armoiries de ces dernières.

C. Entrée en  
vigueur

**Art. 138** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>16)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 9 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) RSJU 101
- 2) RS 210
- 3) RSJU 211.1. Nouvelle teneur du titre de la loi selon le ch. I de la loi du 18 décembre 1987, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 4) RSJU 161.1
- 5) Introduit par l'art. 13, al. 2, de la loi d'incompatibilité du 29 avril 1982, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1983 (RSJU 170.31)
- 6) Nouvelle teneur selon l'art. 13, al. 2, de la loi d'incompatibilité du 29 avril 1982, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1983 (RSJU 170.31)
- 7) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111). Il a été tenu compte de cette modification dans toute la présente loi.
- 8) RSJU 173.11. Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 6 décembre 1984, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1985
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. II de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 10) RS 220
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. II de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1984
- 12) RSJU 175.1
- 13) RS 311.0
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 novembre 1998, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 1999.
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 13 septembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2000
- 16) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 21 décembre 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2002
- 18) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 octobre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 19) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 20 octobre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 20) Abrogé par le ch. I de la loi du 20 octobre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 avril 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006
- 22) Nouvelle teneur selon le ch. XV de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (RSJU 211.2), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 24) Introduit par le ch. VII de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 25) Introduit par le ch. I de la loi du 17 septembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- 26) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 23 septembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 27) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 septembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 28) RSJU 701.1

# TABLE DES MATIERES

<b>2</b>	<b>Droit privé, procédure civile, exécution</b>
<b>21</b>	<b><i>Dispositions complémentaires et d'exécution du Code civil suisse</i></b>
<b>211</b>	<i>Loi introductive</i>
211.1	Loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978
211.2	Loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe
<b>212</b>	<i>Droit des personnes</i>
212.121	Décret du 25 avril 2001 sur le service de l'état civil
212.121.6	Arrêté du Parlement du 1er octobre 1981 concernant les indemnités versées aux officiers de l'état civil
212.121.66	Arrêté du Gouvernement du 27 janvier 1987 fixant le tarif des indemnités versées aux officiers de l'état civil pour l'établissement des bulletins statistiques
212.223.1	Ordonnance du 20 septembre 1983 concernant la surveillance des fondations et des institutions de prévoyance
212.223.11	Directives du Département de la Justice du 21 janvier 1994 relatives au placement de la fortune des institutions de prévoyance en faveur du personnel non inscrites dans le registre de la prévoyance professionnelle
<b>213</b>	<i>Droit de la famille</i>
213.121	Arrêté du Gouvernement du 24 janvier 1989 portant reconnaissance provisoire de la qualité d'office de consultation conjugale ou familiale au Service de consultation conjugale et familiale de l'Eglise catholique
213.222	Ordonnance du 19 août 2008 portant introduction à la loi fédérale sur l'enlèvement international d'enfants et les conventions de La Haye sur la protection des enfants et des adultes
213.32	Loi du 24 octobre 1985 sur les mesures d'assistance et la privation de liberté
213.322	Décret du 24 octobre 1985 sur l'admission et la sortie des patients en établissements psychiatriques
213.350.1	Ordonnance du 24 février 1981 portant délégation des compétences de l'Autorité tutélaire de surveillance au chef du Service juridique
<b>214</b>	<i>Droit successoral</i>
214.431	Décret du 6 décembre 1978 sur l'établissement d'inventaires

<b>215</b>	<b><i>Droits réels</i></b>
215.122.14	Loi du 9 novembre 1978 concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers
215.124.1	Loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 21 février 2001
215.126.1	Loi du 22 octobre 1987 portant exécution de la loi fédérale du 16 décembre 1983 sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger
215.126.10	Arrêté du Gouvernement du 16 août 1988 dressant la liste des lieux dans lesquels l'acquisition de logements de vacances ou d'appartements dans un appart-hôtel peut être autorisée
215.126.2	Loi du 9 novembre 1978 touchant les acquisitions d'immeubles et de droits hypothécaires
215.129.1	Ordonnance du 23 août 2005 relative à la commission cantonale d'estimation foncière
215.231	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'engagement du bétail
215.322.1	Ordonnance du 7 décembre 1999 concernant l'organisation du Registre foncier
215.326.2	Loi du 9 novembre 1978 réglant les droits de mutation et les droits perçus pour la constitution de gages
215.341	Loi du 9 novembre 1978 sur les levées topographiques et cadastrales
215.342.1	Décret du 6 décembre 1978 relatif à la mise à jour des documents cadastraux
215.342.6	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le tarif des honoraires pour la conservation des documents cadastraux
215.346.1	Décret du 19 janvier 2000 sur les mensurations cadastrales

**22** ***Dispositions complémentaires et d'exécution du Code des obligations***

<b>221</b>	<b><i>Dispositions générales</i></b>
221.211	Arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat intercantonal du 8 octobre 1957 réprimant les abus en matière d'intérêt conventionnel
<b>222</b>	<b><i>Contrats</i></b>
222.132.1	Loi du 15 février 1990 portant introduction de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur le bail à ferme agricole
222.153.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail
222.153.12	Règlement du Gouvernement du 2 décembre 2003 instituant une commission tripartite au sens de l'article 360b du Code des obligations
222.153.21	Contrat-type de travail du 20 décembre 1995 pour les travailleurs agricoles et le service de maison dans l'agriculture

222.153.22	Contrat-type de travail du 6 décembre 1978 pour travailleurs de l'économie domestique
222.153.23	Contrat-type de travail du 20 juin 2006 pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail
224	<i>Registre du commerce</i>
224.1	Ordonnance du 7 décembre 1999 concernant l'organisation du registre du commerce
<b>27</b>	<b><i>Procédure civile</i></b>
271	<i>Dispositions générales</i>
271.1	Code de procédure civile de la République et Canton du Jura du 9 novembre 1978
271.10	Arrêté du Gouvernement du 30 avril 2002 dressant la liste des réquisitions à fin de mesures ou d'ordonnances à prendre ou à rendre en vertu du droit civil vidées selon la procédure sommaire
271.13	Ordonnance du 30 juin 1992 portant introduction de la Convention de Lugano
279	<i>Conventions intercantionales</i>
279.1	Arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 5/20 novembre 1903 libérant le demandeur de l'obligation de fournir caution pour les frais de procès
279.2	Arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 27 mars 1969 sur l'arbitrage
279.3	Arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat des 26 avril, 8/9 novembre 1974 sur l'entraide judiciaire en matière civile
279.4	Arrêté du Parlement du 29 septembre 1983 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 10 mars 1977 sur l'exécution des jugements civils
<b>28</b>	<b><i>Poursuite pour dettes et faillite</i></b>
281	<i>Loi introductive</i>
281.1	Loi du 11 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite
282	<i>Organisation</i>
282.31	Décret du 11 décembre 1996 concernant les agents de poursuites
282.311	Règlement du 11 novembre 1980 concernant les cercles pour la nomination des agents de poursuites

**284**                    *Procédures spéciales*

284.11                    Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 4 décembre 1947 réglant la poursuite pour dettes contre les communes et autres collectivités de droit public cantonal

284.76                    Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'annulation de la saisie conservatoire des aéronefs

**289**                    *Entraide judiciaire*

289.1                    Arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 28 octobre 1971 sur l'entraide judiciaire pour l'exécution des prétentions de droit public

## Loi d'introduction du Code civil suisse<sup>1)</sup>

du 9 novembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 52 du titre final du Code civil suisse<sup>2)</sup>,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale<sup>3)</sup>,

*arrête :*

### TITRE PREMIER : Des autorités compétentes et de la procédure

#### A. Autorités judiciaires I. En général

**Article premier** La compétence des autorités judiciaires se détermine d'après les règles de la procédure civile toutes les fois qu'une décision judiciaire est nécessaire ou prévue par le Code civil suisse (CC), la loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le Code civil suisse (livre cinquième : Code des obligations (CO)<sup>4)</sup>, la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (LPart)<sup>40)</sup> ou la présente loi (LiCC) et que celle-ci n'en dispose pas autrement.<sup>41)</sup>

#### II. Juge civil

**Art. 2<sup>5)</sup>** Le juge civil de première instance au sens de l'article 2 du Code de procédure civile traite toutes les affaires dont la connaissance n'est pas attribuée expressément à une autre juridiction.

#### **Art. 2a à 7<sup>6)</sup>**

#### B. Autorités administratives I. Maire

**Art. 8<sup>7)</sup>** Le maire, ou le fonctionnaire désigné par la commune, est compétent dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse :

Art. 333, al. 3. Pour prendre les mesures nécessaires à l'égard des personnes de la maison d'un chef de famille atteintes de maladie mentale ou faibles d'esprit.

Art. 720 et 721, al. 2. Pour recevoir avis des choses trouvées et en permettre la vente aux enchères publiques.

II. Conseil  
communal

**Art. 9<sup>37)</sup>** <sup>1</sup> Le conseil communal ou l'autorité désignée par la commune sont compétents dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse, le Code des obligations ou la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe :

Code civil suisse :

Art. 84. Pour exercer la surveillance sur les fondations relevant de la commune par leur destination.

Art. 106. Pour intenter l'action en annulation du mariage.

Art. 259, al. 2, chiffre 3, et 260a. Pour intenter l'action en contestation de la reconnaissance de paternité.

Art. 261, al. 2. Pour agir en qualité de défendeur dans l'action en paternité.

Art. 504 et 505. Pour garder les testaments qui ne sont pas déposés chez un notaire.

Art. 551, al. 3. Pour communiquer le décès à l'autorité du domicile du défunt.

Art. 552. Pour introduire une procédure des scellés.

Code des obligations :

Art. 246, al. 2. Pour poursuivre contre le donataire l'exécution d'une charge imposée dans l'intérêt de la commune.

Loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personne du même sexe :

Art. 9, al. 2. Pour intenter l'action en annulation du partenariat enregistré.<sup>41)</sup>

<sup>2</sup> Dans les cas prévus par les articles 259, alinéa 2, chiffre 3, 260a et 550 du Code civil suisse, les attributions des communes et corporations bourgeoises demeurent réservées.

III. Recette et  
Administration de  
district

**Art. 9a<sup>38)</sup>** La Recette et Administration de district est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse:

Art. 490, al. 1. Pour faire dresser inventaire de la succession échue au grevé de substitution.

Art. 553 à 556. Pour prendre les mesures propres à assurer la dévolution de l'hérédité et recevoir les testaments découverts lors du décès, sous réserve des articles 54 à 56a de la présente loi.

Art. 592. Pour faire dresser inventaire d'une succession dévolue au Canton.



## IV. Juge administratif

**Art. 10<sup>34)</sup>** Le juge administratif est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse ou le Code des obligations :

Code civil suisse :

Art. 518. Pour surveiller les exécuteurs testamentaires.

Art. 570, 574 à 576. Pour recevoir les déclarations de répudiation de succession et prendre les mesures qui s'y rapportent.

Art. 580 et 581. Pour accorder le bénéfice d'inventaire et faire dresser l'inventaire.

Art. 588. Pour recevoir la déclaration des héritiers une fois l'inventaire terminé.

Art. 593 et 595. Pour autoriser la liquidation officielle de la succession et prendre les mesures y relatives.

Art. 602, al. 3. Pour désigner le représentant d'une communauté héréditaire.

Art. 609. Pour intervenir officiellement au partage de successions.

Art. 882. Pour contrôler le tirage au sort des lettres de rente à rembourser et l'annulation des titres remboursés.

Code des obligations :

Art. 246, al. 2. Pour poursuivre contre le donataire l'exécution d'une charge imposée en faveur du district ou de plusieurs communes du même district.

## V. Officier de police judiciaire

**Art. 10a<sup>45)</sup>** L'officier de police judiciaire, au sens de l'article 74, alinéa 4, du Code de procédure pénale<sup>46)</sup>, est l'autorité compétente dans le cas ci-après prévu par le Code civil suisse :

Art. 28b, alinéa 4. Pour prononcer l'expulsion immédiate du logement commun en cas de crise (art. 20a à 20c LiCC).

## VI. Ministère public

**Art. 11** Les compétences attribuées aux magistrats du ministère public par les lois en vigueur demeurent réservées.

## VII. Gouvernement

**Art. 12<sup>37)</sup>** Le Gouvernement ou le département désigné par lui est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse ou le Code des obligations :

Code civil suisse :

Art. 30. Pour autoriser les changements de nom (département auquel est rattachée la Section de l'état civil et des habitants<sup>9)</sup>).

Art. 78. Pour demander la dissolution d'une association dont le but est illicite ou contraire aux mœurs.

Art. 84. Pour exercer la surveillance sur les fondations qui, par leur destination, relèvent du Canton, du district ou de plusieurs communes (Département de la Justice).

Art. 85 et 86. Pour modifier l'organisation ou la destination des fondations (Département de la Justice).

Art. 268. Pour prononcer l'adoption.

Art. 269c. Pour exercer la surveillance sur le placement d'enfants en vue de leur adoption future.

Art. 290 et 293, al. 2. Pour aider à l'exécution des obligations d'entretien et verser les avances d'entretien (Département de la Santé et des Affaires sociales<sup>9)</sup>).

Art. 371. Pour informer l'autorité compétente, en vue de la nomination d'un tuteur, de la mise à exécution d'une peine privative de liberté (Département de la Justice).

Art. 885. Pour autoriser les établissements de crédit et les sociétés coopératives à faire les opérations de prêt et de crédit sur l'engagement de bétail (Département de la Justice).

Art. 907. Pour autoriser l'exercice du métier de prêteur sur gages.

Code des obligations :

Art. 246, al. 2. Pour poursuivre contre le donataire l'exécution d'une charge imposée en faveur du Canton ou de plusieurs districts.

Art. 359. Pour rédiger les contrats-types de travail ou d'apprentissage.

Art. 482. Pour conférer le droit d'émettre des papiers-valeurs pour marchandises entreposées.

Art. 515. Pour autoriser les loteries et tirages au sort.

Art. 522 et 524. Pour reconnaître les asiles d'entretien viager et approuver leurs conditions d'admission et leurs règlements d'ordre intérieur (Département de la Santé et des Affaires sociales).

VIII. Recours et  
procédure de  
recours

**Art. 13** La procédure de recours est réglée par les dispositions du Code de procédure administrative.<sup>10)</sup>

## **TITRE DEUXIEME : Dispositions organiques et droit civil cantonal**

### **CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

A. Authenticité

**Art. 14** <sup>1</sup> Le notaire donne l'authenticité aux actes et reçoit les testaments publics.

<sup>2</sup> Sa compétence, ses devoirs ainsi que la forme des actes notariés sont déterminés par les dispositions des lois et décrets en la matière.

<sup>3</sup> Les formes spéciales prescrites par le Code civil suisse et leurs effets quant à la validité de certains actes demeurent réservés.

B. Publication  
I. En général

**Art. 15<sup>11)</sup>** Les publications, sommations et avis publics prévus par le Code civil suisse, le Code des obligations et la présente loi, ainsi que ceux des autorités, ont lieu par insertion dans le Journal officiel ou par lecture et affichage publics.

II. Publication  
spéciale  
1. Dans le  
Journal officiel

**Art. 16<sup>12)</sup>** Les publications prévues par les articles 36, 140, 174, 341, 351, 353, 358, 375, 377, 386, 397, 431, 435, 440, 555, 558, 582, 662 du Code civil suisse, par l'article 43 du titre final de ce code, par l'article 359a du Code des obligations et par les articles 114, alinéa 1, et 115, alinéa 2, de la présente loi, se font dans le Journal officiel.

2. Triple  
publication

**Art. 17** Dans les cas des articles 36, 555, 558, 582, 662 du Code civil suisse et de l'article 43 du titre final de ce code, la publication devra avoir lieu trois fois de suite.

III. Dans la  
Feuille officielle  
suisse du  
commerce

**Art. 18** <sup>1</sup> Les publications dans la Feuille officielle suisse du commerce prescrites par le Code civil suisse et le Code des obligations demeurent réservées.

<sup>2</sup> Est de même réservé le droit des autorités compétentes d'ordonner toutes autres publications qui leur paraîtront convenables.

## CHAPITRE II : Des personnes

A. Etat civil  
I. Organisation

**Art. 19** La circonscription des arrondissements de l'état civil, la nomination et la rétribution des officiers de l'état civil et de leurs suppléants seront réglées par un décret du Parlement, décret qui complétera d'autre part les dispositions fédérales sur la surveillance en matière d'état civil, la publication et la célébration des mariages ainsi que la tenue du registre des mariages.

II. Obligation de  
donner avis des  
naissances dont  
la mère n'est pas  
mariée avec le  
père

**Art. 20** Les officiers de l'état civil informeront d'office l'autorité tutélaire compétente de toute naissance d'enfant n'ayant de rapport de filiation qu'avec la mère.

B. Expulsion  
immédiate du  
logement  
commun en cas  
de crise  
I. Décision

**Art. 20a<sup>45)</sup>** <sup>1</sup> En cas de violence, de menaces ou de harcèlement, l'officier de police judiciaire, au sens de l'article 74, alinéa 4, du Code de procédure pénale<sup>46)</sup>, peut prononcer l'expulsion immédiate du logement commun en cas de crise (art. 28b, al. 4, CC) pour une durée de 10 jours au plus.

<sup>2</sup> La décision est notifiée par écrit à la personne expulsée et à la personne qui fait l'objet de l'atteinte.

<sup>3</sup> Outre les exigences des articles 85 et 86 du Code de procédure administrative<sup>47)</sup>, elle comporte notamment les éléments suivants :

- a) la durée de l'expulsion;
- b) l'obligation pour la personne expulsée de remettre à un agent public ses clés du logement commun et de lui communiquer une adresse où elle pourra être atteinte;
- c) le droit pour la personne expulsée de prendre dans le logement commun, au moment de l'expulsion et en présence d'un agent public, les effets personnels strictement nécessaires pour la durée de l'expulsion;
- d) une menace de la peine prévue à l'article 292 du Code pénal suisse<sup>48)</sup> en cas d'insoumission à une décision de l'autorité;
- e) si nécessaire, le recours à la force publique afin de garantir son exécution;
- f) en annexe, une information sur les droits et les obligations de la personne expulsée et de la personne qui fait l'objet de l'atteinte.

II. Recours

**Art. 20b<sup>45)</sup>** <sup>1</sup> La décision est sujette à recours dans les 5 jours dès sa notification auprès du juge administratif. Celui-ci statue sans délai.

<sup>2</sup> La procédure d'opposition ne s'applique pas.

<sup>3</sup> Le recours n'a pas d'effet suspensif, à moins que la décision ne le prévoie ou que l'autorité de recours n'en décide autrement, d'office ou sur requête.

<sup>4</sup> Si une partie le requiert, l'autorité de recours peut en tout temps retirer l'effet suspensif accordé ou prendre d'autres mesures provisionnelles.

III. Renvoi

**Art. 20c<sup>45)</sup>** Au surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>47)</sup>.

C. Corporations  
d'allmends et  
autres

**Art. 21** <sup>1</sup> Les corporations d'allmends, de forêts, de chemins, d'usagers, de pâturages, de digues, les associations de concessionnaires de forces hydrauliques prévues par l'article 60 de la loi sur l'utilisation des eaux<sup>13)</sup>, les syndicats d'améliorations foncières, les caisses d'assurance du bétail et autres corporations du même genre soumises au droit cantonal acquièrent la personnalité civile par la sanction du département compétent en vertu du décret d'organisation donnée à leurs statuts et à leurs règlements et sans avoir besoin de se faire inscrire au registre du commerce.

<sup>2</sup> Les corporations de ce genre qui existent déjà sont reconnues comme personnes morales, mais sont tenues de soumettre leurs statuts et leurs règlements à la sanction du département compétent en vertu du décret d'organisation.

<sup>3</sup> Celui-ci peut leur fixer un délai à cet effet, sous commination de peine.

### CHAPITRE III : De la famille

A. Registre des  
régimes  
matrimoniaux

**Art. 22** <sup>1</sup> Le préposé au registre du commerce est tenu de conserver les registres des régimes matrimoniaux établis conformément à l'ancien droit et de les tenir à disposition de qui est appelé à les consulter.<sup>12)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>42)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>42)</sup>

B. Offices de  
consultation  
conjugale ou  
familiale

**Art. 22a**<sup>14)</sup> L'encouragement à la création d'offices de consultation conjugale ou familiale ou le soutien à certaines associations ou collectivités dans la mise sur pied ou le développement d'offices privés font l'objet d'un décret du Parlement.

C. Autorité  
parentale  
I. Son retrait

**Art. 23** <sup>1</sup> Le Département de la Justice est compétent pour prononcer le retrait de l'autorité parentale au sens de l'article 311 du Code civil suisse.

<sup>2</sup> L'autorité tutélaire prend les mesures provisoires qui lui paraissent nécessaires.

<sup>3</sup> Les parties sont d'une part l'autorité tutélaire, d'autre part le ou les détenteurs de l'autorité parentale.

<sup>4</sup> Après l'introduction de la demande, le Département de la Justice prend, sur requête, les mesures provisoires nécessaires.

<sup>5</sup> Il ne peut être mis ni émoluments ni débours à la charge des parties.

<sup>6</sup> Pour le surplus, la procédure est réglée par les dispositions du Code de procédure administrative.

II. Son rétablissement

**Art. 24** L'article 23 est applicable par analogie au rétablissement de l'autorité parentale.

D. Protection de l'enfant  
I. En général

**Art. 25** L'autorité tutélaire est tenue, sous sa responsabilité (art. 32, al. 3, LiCC), de donner un tuteur à toute personne mineure qui n'est pas sous autorité parentale.

II. Droit d'aviser et obligation de signaler

**Art. 26**<sup>43)</sup> Le droit d'aviser l'autorité tutélaire ou l'obligation de l'informer d'une situation dans laquelle un enfant est victime de mauvais traitements, ne reçoit pas les soins ou l'attention commandée par les circonstances, ou dont les intérêts ne sont pas sauvegardés de manière adéquate, se règle conformément aux articles 12 et 13 de la loi sur la politique de la jeunesse<sup>44)</sup>.

III. Surveillance des enfants placés

**Art. 27** <sup>1</sup> L'autorité tutélaire, à défaut d'une autre autorité communale, collabore avec le Service de l'action sociale dans la surveillance des enfants placés en garde ou en pension dans la commune.<sup>35)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>36)</sup>

E. Organisation de la tutelle  
I. Autorités de tutelle  
1. Autorité tutélaire ordinaire

**Art. 28**<sup>15)</sup> <sup>1</sup> Le conseil communal est l'autorité tutélaire ordinaire pour tous les habitants de la commune.

<sup>2</sup> Plusieurs communes peuvent, avec l'assentiment du Département de la Justice, se réunir en un arrondissement de tutelle.

<sup>3</sup> Les règlements y relatifs sont soumis à l'approbation du Département de la Justice.

2. Autorités tutélaires bourgeoises

**Art. 29**<sup>36)</sup>

## 3. Compétence

**Art. 30** Outre les attributions que lui confère le Code civil suisse l'autorité tutélaire est compétente :

1. pour nommer un tuteur à l'enfant dont la mère n'est pas mariée avec le père et si elle est mineure, interdite, décédée ou a été déchue de l'autorité parentale (art. 298, al. 2, CC);
2. pour prendre les mesures nécessaires pour protéger les biens de l'enfant (art. 324 et 325 CC);
3. pour recevoir avis des cas où il y a lieu à tutelle (art. 368, 369 et 371 CC);
4. pour publier le retrait provisoire de la capacité civile (art. 386, al. 2, CC);
5. pour relever de ses fonctions le curateur chargé d'une gestion de biens (art. 439, al. 2, CC);
6. pour demander la déclaration d'absence dans le cas de l'article 550 du Code civil suisse.

## 4. Autorités de surveillance

**Art. 31** <sup>1</sup> L'autorité de surveillance en matière de tutelle est en première instance le Département de la Justice et en instance supérieure la Cour administrative.

<sup>2</sup> Le Département de la Justice juge les plaintes relatives aux cas prévus à l'article 378 du Code civil suisse.

<sup>3</sup> Les décisions du Département de la Justice peuvent être attaquées par la voie du recours auprès de la Cour administrative.

II. Procédure  
d'interdiction  
1. Interdiction au  
sens des articles  
369 et 370 CC

**Art. 32** <sup>1</sup> Le juge civil est compétent pour prononcer l'interdiction au sens des articles 369 et 370 du Code civil suisse.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Dès qu'elle apprend qu'il y a lieu d'interdire une personne de la commune, l'autorité tutélaire doit en faire la demande par écrit au juge civil.<sup>5)</sup>

<sup>3</sup> Si elle omet de le faire par dol ou par négligence, elle répond du préjudice causé.

<sup>4</sup> L'autorité tutélaire prend les mesures provisoires qui lui paraissent nécessaires. Elle peut, en particulier, priver provisoirement de l'exercice des droits civils la personne à interdire et lui désigner un représentant.

<sup>5</sup> Après l'introduction de la demande, le juge prend, sur requête, les mesures provisoires pour la durée du procès.

<sup>6</sup> Il ne peut être mis ni émoluments ni débours à la charge des parties.

<sup>7</sup> Pour le surplus, la procédure est réglée par les dispositions du Code de procédure civile.

2. Interdiction  
volontaire

**Art. 33** <sup>1</sup> Lorsqu'une personne demande elle-même à être interdite et qu'il y a cause légale établie (art. 372 CC), le juge civil prononce l'interdiction après avoir entendu l'autorité tutélaire.

<sup>2</sup> La procédure est sommaire et il ne peut être mis ni émoluments ni débours à la charge de la personne à interdire.

3. Publication

**Art. 34** Le Département de la Justice pourvoit à l'exécution du jugement d'interdiction et à sa publication dans les formes légales.

4. Registre des  
tutelles

**Art. 35** L'autorité tutélaire et le Département de la Justice tiennent registre de toutes les tutelles et curatelles de la commune ou du Canton.

5. Privation  
partielle de la  
capacité,  
mainlevée de  
l'interdiction

**Art. 36** Les articles 32 à 35 de la présente loi sont applicables par analogie aux cas de privation partielle de l'exercice des droits civils (art. 395 CC), ainsi qu'à la mainlevée de l'interdiction et de la curatelle du conseil légal (art. 433 et 439, al. 3, CC).

6. Tuteur officiel

**Art. 37** Un tuteur officiel peut être institué pour exercer la tutelle quand il n'y a pas de personne apte à remplir cette fonction, et la curatelle lorsque les circonstances l'exigeront, en particulier quand il s'agira d'enfants dont la mère n'est pas mariée (art. 309 CC), ainsi que pour exercer la surveillance des enfants placés en garde ou en pension dans la commune (art. 27 LiCC). Ce tuteur sera convenablement rétribué par la commune.

III. Dispense  
d'accepter les  
fonctions de  
tuteur

**Art. 38** Indépendamment des cas de dispense spécifiés à l'article 383, chiffres 1 à 5, du Code civil suisse, peuvent décliner les fonctions de tuteur les membres du Gouvernement et du Tribunal cantonal, les magistrats du ministère public et les juges permanents.

IV. Inventaire

**Art. 39** L'inventaire public prévu à l'article 398, alinéa 3, du Code civil suisse sera dressé selon les formes prescrites pour l'inventaire public du droit successoral; l'administrateur de la masse est alors remplacé par le tuteur ou le curateur.



V. Garde des titres et autres choses semblables  
Placement des deniers

**Art. 40** <sup>1</sup> L'autorité tutélaire prendra en sa garde les titres, objets de prix, documents importants et autres choses semblables du pupille et les déposera en lieu sûr.

<sup>2</sup> L'argent comptant sera placé à la Banque cantonale ou dans toute autre maison de banque désignée par l'autorité tutélaire sous sa propre responsabilité (art. 426 CC).

VI. Rapport sur la personne du pupille

**Art. 41** <sup>1</sup> Le tuteur est tenu de faire rapport au moins tous les deux ans à l'autorité tutélaire sur la personne du pupille et sur le lieu de sa résidence, en particulier, s'il est mineur, sur son développement corporel et intellectuel et sur sa formation professionnelle.

<sup>2</sup> Ce rapport peut être fait en même temps que la reddition des comptes.

VII. Comptes de tutelle  
1. Teneur et délai

**Art. 42** <sup>1</sup> Les comptes du tuteur doivent indiquer toutes les recettes et dépenses de la période comptable.

<sup>2</sup> Lorsqu'une recette ou une dépense aura été faite sur l'ordre de l'autorité tutélaire, la date de cet ordre y sera mentionnée.

<sup>3</sup> Chaque opération sera justifiée par toutes pièces voulues. L'état de la fortune du pupille sera indiqué à la fin du compte, lequel sera signé du tuteur.

<sup>4</sup> La reddition des comptes se fera au plus tard dans les deux mois après la fin de la période comptable.

2. Mesures en cas de négligence du tuteur

**Art. 43** Lorsque le tuteur néglige de présenter son rapport et ses comptes, l'autorité tutélaire peut, après une sommation restée infructueuse, le destituer et, s'il y a péril en la demeure, requérir du Département de la Justice son arrestation et le séquestre de ses biens.

3. Examen du compte par le pupille

**Art. 44** <sup>1</sup> Si le pupille est âgé de seize ans au moins et capable de discernement et que la chose soit d'ailleurs faisable, l'autorité tutélaire lui soumettra le compte et s'en fera donner attestation sur celui-ci même.

<sup>2</sup> Elle impartira ensuite au tuteur et au pupille un délai pour examiner le compte.

<sup>3</sup> Les héritiers du pupille ont le droit de prendre connaissance des comptes présentés par le tuteur.

4. Examen et approbation  
a) Par l'autorité tutélaire

**Art. 45** <sup>1</sup> L'autorité tutélaire examine le compte non seulement au point de vue des exigences légales, mais aussi de l'utilité et de l'exactitude de ses divers articles.

<sup>2</sup> Elle aura équitablement égard aux observations du pupille.

<sup>3</sup> Le résultat de l'examen sera inscrit dans le compte qui sera ensuite présenté, avec les pièces à l'appui, au Département de la Justice pour apurement.

b) Par le Département de la Justice

**Art. 46** <sup>1</sup> Le Département de la Justice informe l'autorité tutélaire du jour fixé pour l'apurement, en l'invitant à s'y faire représenter et à y convoquer le tuteur et le pupille (art. 44 LiCC).

<sup>2</sup> Il examine le compte de la manière prescrite à l'article précédent, confirme ou rectifie les constatations de l'autorité tutélaire et fixe, en arrêtant le compte, le reliquat dû par le tuteur au pupille ou par celui-ci au tuteur.

<sup>3</sup> L'apurement sera transcrit dans le compte et communiqué à l'autorité tutélaire, ainsi qu'au pupille si c'est possible.

5. Recours

**Art. 47** L'autorité tutélaire, le tuteur et le pupille peuvent recourir contre l'apurement du Département de la Justice à la Cour administrative.

6. Garde des comptes de tutelle

**Art. 48** <sup>1</sup> Les comptes de tutelle approuvés et les inventaires à l'appui seront conservés au Service des archives et de la documentation.

<sup>2</sup> Le dernier compte reste en mains du tuteur jusqu'à la reddition suivante.

<sup>3</sup> Les comptes de clôture de tutelle doivent être remis au Département de la Justice dans les trois mois de l'apurement.

<sup>4</sup> Le secrétaire de l'autorité tutélaire tient un registre où sont transcrits tous les comptes de tutelle.

VIII.  
Responsabilité

**Art. 49** Lorsque le tuteur et les membres de l'autorité ne peuvent réparer le dommage dont ils sont responsables, la commune ou l'arrondissement de tutelle (art. 28, al. 2, LiCC) répondent en première ligne du découvert.

F. Indivision en participation

**Art. 50** La part du bénéfice net due à chacun des indivis en participation conformément à l'article 347 du Code civil suisse est déterminée, en ce qui concerne les biens-fonds, par les commissions permanentes prévues à l'article 91, alinéa 1, chiffre 1, de la présente loi.

G. Asile de famille

**Art. 51** <sup>1</sup> Il est permis de fonder des asiles de famille suivant les règles posées dans les articles 349 à 358 du Code civil suisse.

<sup>2</sup> L'organisation en sera réglée par une ordonnance du Gouvernement.

## CHAPITRE IV : Des successions

A. Réserve des frères et soeurs

**Art. 52**<sup>16)</sup>

B. Successions en déshérence

**Art. 53** Les successions en déshérence sont dévolues à l'Etat. La moitié de la succession revient à la commune du dernier domicile du défunt.

C. Mesures conservatoires  
I. Procédure des scellés

**Art. 54**<sup>39)</sup> <sup>1</sup> L'autorité communale compétente introduit une procédure des scellés :

- a) au décès d'une personne qui vivait seule et ne faisait pas l'objet d'une mesure tutélaire;
- b) à la demande d'un héritier;
- c) chaque fois qu'elle juge cette mesure opportune.

<sup>2</sup> Le décret sur l'établissement d'inventaires<sup>17)</sup> règle la procédure.

II. Inventaire successoral

**Art. 55**<sup>39)</sup> <sup>1</sup> La Recette et Administration de district fait dresser un inventaire :

- a) lorsqu'un héritier est ou doit être placé sous tutelle;
- b) en cas d'absence prolongée d'un héritier qui n'a pas laissé de fondé de pouvoirs;
- c) à la demande d'un héritier;
- d) quand le père ou la mère sont morts et qu'il y a des enfants mineurs.

<sup>2</sup> Elle peut renoncer à l'établissement d'un inventaire lorsqu'il est notoire que le défunt ne possédait aucune fortune ou seulement une fortune minime et n'avait pas effectué d'avancement d'hoirie.

<sup>3</sup> L'inventaire est dressé par un notaire.

<sup>4</sup> Le décret sur l'établissement d'inventaires<sup>17)</sup> règle la procédure.

### III. Recherche des héritiers

**Art. 55a**<sup>38)</sup> <sup>1</sup> La Recette et Administration de district procède aux sommations prévues par l'article 555 du Code civil suisse. Les sommations sont publiées conformément aux articles 16 et 17.

<sup>2</sup> Lorsqu'un inventaire est ordonné, les sommations sont faites par le notaire chargé de le dresser.

### IV. Testaments 1. Annonce au registre central

**Art. 55b**<sup>38)</sup> Les testaments publics et les pactes successoraux instrumentés par les notaires de même que les testaments olographes déposés auprès d'eux ou auprès des communes (art. 9, al. 1) sont annoncés au registre central suisse des testaments aux frais du testateur, sauf dispense expresse de ce dernier. L'annonce est faite par le notaire ou par la commune.

### 2. Ouverture

**Art. 55c**<sup>38)</sup> <sup>1</sup> Lorsque le défunt a laissé un ou plusieurs testaments, le notaire chargé de dresser l'inventaire procède à leur ouverture conformément aux articles 557 et 558 du Code civil suisse. S'il est renoncé à l'établissement d'un inventaire, la Recette et Administration de district désigne le notaire ayant reçu en dépôt un testament ou, à défaut, celui proposé par les héritiers. La désignation du notaire est définitive.

<sup>2</sup> Le notaire avise les exécuteurs testamentaires du mandat que leur a conféré le défunt (art. 517, al. 2 CC).

### 3. Garde<sup>39)</sup>

**Art. 56** <sup>1</sup> Les testaments restent après leur ouverture en la garde du notaire qui les a ouverts.<sup>39)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque la succession est liquidée par un notaire, le testament reste déposé en son étude.

### V. Certificats d'héritier et d'exécuteur testamentaire

**Art. 56a**<sup>38)</sup> Les notaires sont seuls compétents pour délivrer, conformément à l'article 559 du Code civil suisse, un certificat d'héritier légal, institué ou contractuel, ou un certificat d'exécuteur testamentaire.

D. Partage  
I. Limite de  
morcellement

**Art. 57<sup>18)</sup>** Il est interdit de morceler un bien-fonds en parcelles d'une contenance inférieure à 25 ares, s'il s'agit de terrains, exception faite des cours, assises de maisons, jardins, vergers, potagers et terrains à bâtir, et à 50 ares s'il s'agit de forêts.

II. Estimation des  
biens-fonds dans  
les partages

**Art. 58** Dans les partages de successions, le prix d'attribution des immeubles (art. 617 et suivants CC) est fixé par les commissions désignées à l'article 91, alinéa 1, chiffre 1, de la présente loi.

## CHAPITRE V : Des droits réels

A. Accessoires

**Art. 59** Les biens meubles, tels que machines, mobilier d'hôtel et autres choses semblables qui servent à l'exploitation d'un établissement industriel ou commercial sont considérés, d'après l'usage admis jusqu'à présent, comme accessoires des bâtiments et peuvent en cette qualité être constitués en gage en même temps que ces derniers.

B. Terres  
nouvelles,  
choses sans  
maître et biens  
du domaine  
public  
I. Terres  
nouvelles

**Art. 60** <sup>1</sup> Les terres utilisables qui se forment dans les régions sans maître par alluvion, remblais, glissements de terrain, changements de cours ou de niveaux des eaux publiques, ou d'autre manière encore, appartiennent à l'Etat.

<sup>2</sup> L'Etat peut attribuer ces terres aux propriétaires des fonds contigus ou les destiner à l'entretien du cours d'eau.

<sup>3</sup> Si des terrains boisés ou incultes bordant les rives d'un cours d'eau ne servent pas encore à son entretien, le Département de l'Environnement et de l'Equipement peut les affecter à cette destination.

II. Choses sans  
maître et biens  
du domaine  
public  
1. Occupation

**Art. 61** <sup>1</sup> Les terrains sans maître ne peuvent devenir propriété privée sans l'autorisation du Département de l'Environnement et de l'Equipement; ceux qui le deviendront seront immatriculés au registre foncier.

<sup>2</sup> Sont choses du domaine public les lacs, rivières et ruisseaux sur lesquels il n'y a pas domaine privé établi par titre.

<sup>3</sup> Les fonds riverains régulièrement inondés par les hautes eaux font partie intégrante du lit de la rivière ou du lac.

## 2. Usage et exploitation

**Art. 62** <sup>1</sup> L'usage et l'exploitation des terrains sans maître et des choses du domaine public, en particulier du lit des lacs et rivières, sont placés sous la surveillance de l'Etat.

<sup>2</sup> Si cet usage et cette exploitation portent atteinte à l'intérêt public, en particulier au service des digues, le Département de l'Environnement et de l'Equipement peut les interdire.

<sup>3</sup> Le Département de l'Environnement et de l'Equipement peut concéder exclusivement aux associations de digues l'exploitation du lit des lacs et rivières, ou l'assujettir au paiement d'un droit, si elle a une importance considérable.

## III. Territoires en mouvement permanent

**Art. 62a** <sup>19</sup> <sup>1</sup> Le Service de l'aménagement du territoire requiert, d'office ou sur demande, la mention au registre foncier des territoires en mouvement permanent.

<sup>2</sup> Les géomètres d'arrondissement et les géomètres chargés de la mise au courant des plans cadastraux sont tenus de signaler les territoires en mouvement permanent au Service de l'aménagement du territoire.

<sup>3</sup> Avant de requérir la mention, le Service de l'aménagement du territoire invite les propriétaires intéressés à se déterminer au sujet de la mention envisagée.

<sup>4</sup> En cas de contestation de la part des propriétaires, le Service de l'aménagement du territoire rend une décision constatant la nature du terrain en question.

C. Droits de voisinage  
I. Constructions et plantations  
1. Distances à la limite

**Art. 63** <sup>1</sup> Pour les constructions qui dépassent, en n'importe quel point, le sol naturel de plus de 1,20 m, une distance à la limite de 3 m au moins sera observée par rapport aux biens-fonds voisins. Sont réservées les prescriptions de droit public concernant la manière de bâtir en ordre contigu ou presque contigu.

<sup>2</sup> Si la manière de construire en ordre contigu est admise, mais non prescrite, le propriétaire foncier qui ne pose pas les murs extérieurs latéraux à la limite est tenu d'observer une distance à la limite de 6 m.

<sup>3</sup> Si, en vertu de la législation antérieure, un bâtiment voisin avec mur extérieur a été construit à la limite, une construction contiguë de mêmes dimensions est autorisée.

2. Bâtiments  
contigus et  
annexes

**Art. 64** Pour des constructions à un niveau, contiguës et annexes, qui ne sont pas affectées au séjour permanent d'hommes ou d'animaux, une distance de 2 m par rapport à la limite suffit, pour autant que, dans ces bâtiments, la hauteur moyenne de la façade ne dépasse pas 4 m et leur superficie ne dépasse pas 60 m<sup>2</sup>.

3. Parties  
saillantes du  
bâtiment

**Art. 65** Les parties saillantes du bâtiment, telles qu'avant-toits, perrons et balcons, ne peuvent empiéter que de 1,20 m au plus sur la distance à la limite, à compter du mur extérieur.

4. Fosses  
d'aisances et à  
fumier

**Art. 66** <sup>1</sup> Les installations destinées à recueillir les excréments, le purin, le fumier et d'autres détritux malodorants seront construites à une distance de 3 m au moins par rapport à la limite.

<sup>2</sup> Si ces installations sont construites de manière à ne pas nuire aux voisins, il n'est pas besoin d'observer la distance à la limite, pour autant que ces installations ne dépassent pas le sol naturel de plus de 1,20 m.

5. Droit de  
reconstruire

**Art. 67** <sup>1</sup> Un bâtiment totalement ou partiellement détruit par l'action d'éléments naturels peut être reconstruit dans ses dimensions antérieures dans un délai de cinq ans, sans égard aux distances de droit privé par rapport à la limite.

<sup>2</sup> Le délai est réputé observé si, avant son expiration, la demande d'un permis a été présentée. La reconstruction se fera sans interruption arbitraire.

6. Murs coupe-  
feu  
a) Obligation

**Art. 68** Les bâtiments construits à la limite seront pourvus, du côté de la limite, d'un mur coupe-feu.

b) Propriété

**Art. 69** <sup>1</sup> Par l'achat, le voisin acquiert en copropriété le droit d'utiliser aussi un mur coupe-feu existant.

<sup>2</sup> Il sera payé pour ce droit une indemnité calculée en fonction de l'intérêt des voisins concernés à l'existence du mur coupe-feu.

<sup>3</sup> Il peut être fait mention, au registre foncier, des droits de propriété et d'utilisation que le voisin a acquis sur le mur coupe-feu.

- c) Exhaussement **Art. 70** Chaque copropriétaire a le droit d'exhausser le mur coupe-feu ou de l'approfondir. Il supporte seul les frais qui résultent de ces travaux. Si le voisin bâtit en contiguïté au nouveau pan de mur, il paiera l'indemnité prévue à l'article 69, alinéa 2, ci-dessus.
7. Murs de soutènement et talus  
a) Obligation de construire; exécution **Art. 71** <sup>1</sup> Celui qui procède à des remblais ou à des fouilles le long de la limite est tenu de protéger le bien-fonds voisin au moyen de murs de soutènement ou de talus.
- <sup>2</sup> L'inclinaison maximale des talus sera de 45° (100 %). Dans les terrains abrupts demeure réservée une inclinaison plus forte des talus qui se sont formés naturellement ou ont été suffisamment consolidés.
- <sup>3</sup> Le mur de soutènement peut être placé à la limite. S'il sert au remblai, il ne doit pas dépasser de plus de 1,20 m le sol naturel le plus élevé.
- b) Propriété **Art. 72** <sup>1</sup> Le mur de soutènement placé sur la limite est considéré comme faisant partie intégrante du fonds du propriétaire qui l'a construit. Si cela ne peut être déterminé, le mur est réputé appartenir en copropriété aux deux voisins.
- <sup>2</sup> Au surplus sont applicables les prescriptions relatives aux murs coupe-feu.
8. Clôtures **Art. 73** <sup>1</sup> Les clôtures, telles que palissades, murs et haies, peuvent être établies à la limite si elles n'excèdent pas une hauteur de 1,20 m à compter du sol naturel du fonds le plus élevé.
- <sup>2</sup> Les clôtures plus hautes seront éloignées de la limite d'une distance équivalant à l'excédent de leur hauteur, mais au maximum de 3 m.
- <sup>3</sup> Pour les haies à feuillage persistant, les distances à observer sont augmentées de 50 cm et comptées jusqu'au milieu de l'endroit où se trouve la plantation.
9. Arbres et buissons **Art. 74** <sup>1</sup> Pour les arbres et buissons plantés après l'entrée en vigueur de la présente disposition, on observera à tout le moins les distances à la limite suivantes calculées jusqu'au milieu de l'endroit où se trouve la plantation :
- 5 m pour les arbres à haute tige qui ne sont pas des arbres fruitiers, ainsi que pour les noyers;
  - 3 m pour les arbres fruitiers à haute tige;



- 1 m pour les arbres fruitiers nains, les arbres ornementaux et les espaliers, pour autant qu'ils soient constamment taillés en vue de ne pas dépasser une hauteur de 3 m;
- 50 cm pour les buissons ornementaux d'une hauteur de 2 m au plus, ainsi que pour les buissons à baies et les vignes.

<sup>2</sup> Ces distances seront observées aussi pour les arbres et buissons sauvages.

<sup>3</sup> Pour les prétentions tendant à supprimer les plantations trop proches, le délai de prescription est de cinq ans. L'observation des hauteurs maximales peut être exigée en tout temps.

10. Ombre portée

**Art. 75** <sup>1</sup> Si l'ombre projetée par des arbres à haute tige porte une atteinte grave aux conditions d'hygiène des logements, le propriétaire de ces arbres est tenu de les tailler, moyennant une indemnité équitable, pour en réduire la hauteur à des proportions tolérables et, en cas de nécessité, de les supprimer.

<sup>2</sup> Demeure réservé le maintien de ces arbres en fonction d'intérêts publics, en particulier ceux de la protection de la nature et du patrimoine, ainsi que de la protection des allées.

11. Utilisation de murs placés à la limite

**Art. 76** Le voisin a le droit, sans être tenu à indemnité, d'établir, aux murs et aux parois situés à ou sur la limite, des installations qui ne causent point de dommages, notamment des espaliers.

12. Droit de passage sur le fonds voisin

**Art. 77** Le voisin tolérera le passage sur son bien-fonds ou l'utilisation temporaire de ce fonds, lorsqu'ils sont nécessaires à l'établissement ou à l'entretien de constructions, de routes, de plantations le long de la limite ou de toutes autres installations, telles que les conduites. Il sera informé en temps utile et peut exiger que ces droits soient exercés avec le plus d'égard possible et moyennant dédommagement intégral.

II. Plantations forestières

**Art. 78** <sup>1</sup> Les plantations dans les bois et forêts ne doivent pas s'approcher à plus d'un mètre de la limite de la propriété voisine. En outre les trouées de démarcation doivent toujours avoir au moins un mètre de large.

<sup>2</sup> A côté d'un terrain non boisé, la lisière de la forêt doit se trouver à cinq mètres en arrière de la ligne de démarcation s'il s'agit d'un peuplement neuf et à trois mètres au moins s'il s'agit d'un repeuplement; dans cette largeur peut être comprise celle du chemin ou fossé qui longe intérieurement la limite.

III. Ouvrages servant à la vidange des forêts

**Art. 79** Les propriétaires dont les bois et forêts ne sont pas reliés suffisamment à une voie publique, peuvent exiger, contre pleine et entière indemnité, que leur soit concédé le droit d'établir les ouvrages nécessaires pour la vidange, tels que dévaloirs, glissoirs, etc.

IV. Droits de passage, de barre et d'irrigation et clôtures

**Art. 80** <sup>1</sup> Demeurent en vigueur les usages suivis jusqu'à présent ainsi que les dispositions de police ou d'ordre économique des droits coutumiers en ce qui concerne la faculté accordée aux propriétaires d'emprunter le fonds voisin pour travaux d'exploitation, de réparation ou de construction sur leurs propres fonds et en ce qui a trait aux droits de barre, de charrue, d'abreuvoir, de passage en saison morte, de dévalage, d'irrigation et autres droits analogues, comme aussi en ce qui touche les fossés, haies, murs et autres clôtures.

<sup>2</sup> Les dispositions y relatives seront réunies et précisées dans un décret du Parlement. Les droits qui en découlent ne seront pas inscrits au registre foncier.

D. Restrictions de droit public  
I. Antiquités, monuments naturels, etc.

**Art. 81** <sup>1</sup> Le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance les mesures nécessaires et à édicter des peines pour la protection et la conservation des antiquités, des monuments naturels, des plantes, pour protéger contre toute altération les sites, l'aspect des localités et les points de vue et pour sauvegarder les sources d'eaux minérales.

<sup>2</sup> En tant et pour aussi longtemps que le Gouvernement ne fait pas usage de cette faculté, les communes pourront l'exercer à sa place. Les ordonnances qu'elles rendront à cette fin seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

<sup>3</sup> L'Etat et les communes peuvent protéger et rendre accessibles par voie d'expropriation, et en particulier par l'établissement de servitudes publiques, les antiquités, monuments naturels, sites, aspects et points de vue. Il leur est loisible de déléguer cette faculté à des associations et fondations d'utilité publique.

II. Ouvrages de protection contre les éléments

**Art. 82** L'Etat et les communes ont le droit d'exiger, contre pleine et entière indemnité, la cession des terrains et l'établissement des servitudes foncières qui sont nécessaires pour construire des ouvrages de protection contre les phénomènes naturels tels que tourmentes de neige, éboulements, inondations, etc. Les ouvrages existants qui servent à pareille fin ne peuvent pas être supprimés sans l'assentiment du conseil communal.

III. Clôtures de  
sécurité

**Art. 83** Les communes ont le droit d'édicter, afin de prévenir les accidents, des dispositions portant obligation d'entourer d'une clôture les canaux, fossés, etc., non couverts.

IV. Signaux et  
repères  
topographiques  
et cadastraux

**Art. 84** <sup>1</sup> Les propriétaires fonciers sont tenus, moyennant avertissement, de tolérer gratuitement l'établissement des signaux et repères topographiques et cadastraux et, en particulier, des points de triangulation, de polygone et de nivellement, ainsi que les mesures nécessaires à leur conservation et à leur entretien.

<sup>2</sup> Le dommage causé aux cultures donne lieu à indemnité.

<sup>3</sup> A la demande du Bureau topographique fédéral ou du Service cantonal de l'aménagement du territoire, l'existence de pareils signaux et repères sera mentionnée dans le registre foncier.

E. Dérivation de  
sources

**Art. 85** Est applicable au captage et à la dérivation des sources et des eaux souterraines la loi sur l'utilisation des eaux<sup>13)</sup>.

F. Forêts et  
pâturages  
communs, etc.,  
qui ne peuvent  
être partagés

**Art. 86** On ne peut partager les forêts, pâturages, fontaines et ruisseaux qui appartiennent à une corporation d'allmend ou à quelque autre association de ce genre, ou dont l'exploitation ou l'usage rationnels deviendraient impossibles par le fait même.

G. Gages  
immobiliers  
I. Purge  
hypothécaire

**Art. 87** <sup>1</sup> La purge hypothécaire (art. 828 à 830 CC) est permise.

<sup>2</sup> La somme à payer pour purger peut être fixée par estimation officielle (art. 91, al. 1, ch. 1, LiCC), si tous les créanciers en font la demande et que l'acquéreur y consente.

II. Hypothèques  
légales

**Art. 88**<sup>20)</sup> <sup>1</sup> Il y a hypothèque légale, indépendamment de toute inscription au registre foncier, pour les créances suivantes :

- a) en faveur de l'Etablissement d'assurance immobilière pour les primes dues au titre de l'assurance incendie obligatoire des bâtiments;
- b) en faveur des communes pour la taxe immobilière, la taxe des digues, la taxe d'épuration des eaux usées et les redevances relatives à la fourniture de l'eau potable;
- c) en faveur de l'Etat pour les redevances relatives aux concessions hydrauliques et les droits de succession et de donation;
- d) en faveur des syndicats d'améliorations foncières pour les redevances dues par les propriétaires fonciers;

- e) en faveur de l'Etat pour les crédits d'investissement forestiers octroyés à des particuliers pour des travaux liés à un bien-fonds.<sup>21)</sup>

<sup>2</sup> L'hypothèque légale pour les créances mentionnées à l'alinéa 1 prend rang avant tous les droits de gage conventionnels, dans l'ordre préférentiel décrit ci-devant.

III. Cédules  
hypothécaires et  
lettres de rentes  
1. Signature

**Art. 89<sup>22)</sup>** Les cédules hypothécaires et les lettres de rente portent la signature du conservateur du registre foncier ou de son adjoint.

**Art. 90<sup>23)</sup>**

3. Lettres de  
rente  
Estimation  
officielle

**Art. 91** <sup>1</sup> L'estimation officielle qui doit avoir lieu pour la constitution d'une lettre de rente sera faite :

1. par une commission cantonale d'estimation de cinq membres lorsqu'il s'agit de déterminer la valeur de rendement d'un immeuble rural ou la valeur du terrain d'un immeuble urbain; quatre membres sont nommés par le Gouvernement; le teneur du registre de l'impôt foncier de la commune où est sis l'immeuble est membre d'office; la durée des fonctions est de quatre ans; les suppléants seront désignés de la même façon;
2. par les commissions d'estimation de l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière lorsqu'il s'agit de déterminer la valeur de construction d'un bâtiment.

<sup>2</sup> Le Gouvernement édicte les ordonnances et instructions nécessaires pour organiser ces commissions et pour régler le mode de procéder aux estimations officielles et de les contrôler; il fixe en outre les émoluments à payer pour lesdites estimations, sous réserve de la loi sur les émoluments<sup>24)</sup>.

<sup>3</sup> Le créancier peut aussi demander l'estimation officielle quand il s'agit de la constitution d'une cédule hypothécaire.

H. Gages  
mobiliers  
I. Engagement  
du bétail

**Art. 92** Le préposé à l'Office des poursuites et faillites de chaque district tiendra registre des engagements de bétail.

II. Profession de  
prêteur sur  
gages

**Art. 93** Le métier de prêteur sur gages est régi par la loi sur l'industrie<sup>25)</sup>.

I. Protection de  
la possession  
par voie pénale  
I. Défense  
comminatoire

**Art. 94** Le juge autorise le possesseur d'un bien-fonds, lorsqu'il en fait la demande, à porter une défense menaçant d'une amende de 1 à 100 francs tout trouble de sa possession.

II. Notification

**Art. 95** Si la défense vise des personnes déterminées, elle leur sera notifiée par huissier; si elle s'adresse à des personnes indéterminées, elle sera publiée et affichée à l'endroit de l'immeuble où le trouble de possession est à craindre, et, si cet endroit ne se laisse pas facilement préciser, à une place bien en vue.

III. Opposition

**Art. 96** <sup>1</sup> Si l'intéressé n'accepte pas la défense, il y fera opposition, soit verbalement quand il en recevra notification, soit par une signification adressée à l'auteur, dans le délai fatal d'une année dès qu'il en aura eu connaissance.

<sup>2</sup> L'opposition rend la défense inopérante.

J. Registre  
foncier  
I. Circonscrip-  
tions

**Art. 97** Chaque commune municipale forme une circonscription pour la tenue du registre foncier.

II. Arrondisse-  
ment

**Art. 98**<sup>22)</sup> <sup>1</sup> Le territoire de la République et Canton du Jura forme un seul arrondissement pour la tenue du registre foncier.

<sup>2</sup> Il est tenu par le Service du registre foncier et du registre du commerce.

III. Organisation  
1. Dispositions  
d'exécution

**Art. 99**<sup>22)</sup> Le Gouvernement règle dans une ordonnance l'organisation du registre foncier, le système et les détails techniques de la tenue informatisée du registre foncier, ainsi que les modalités d'accès aux données.

2. Autorité de  
surveillance

**Art. 100**<sup>22)</sup> <sup>1</sup> Le registre foncier est placé sous la surveillance du Département de la Justice qui exerce cette tâche, soit directement, soit par l'intermédiaire du Service de l'inspection et de l'exécution des peines.

<sup>2</sup> Le Service de l'inspection et de l'exécution des peines procède à des inspections régulières du registre foncier et au moins une fois par année à une inspection approfondie. Après chaque inspection, il transmet son rapport au Département de la Justice, avec, le cas échéant, des propositions relatives aux mesures à prendre.

<sup>3</sup> Les décisions du conservateur sont sujettes à recours au Département de la Justice<sup>26)</sup>. La procédure d'opposition est exclue.

<sup>4</sup> Les décisions du Département de la Justice sont sujettes à recours à la Chambre administrative du Tribunal cantonal.

### 3. Statut du personnel

**Art. 101**<sup>22)</sup> La loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>27)</sup> est applicable aux fonctionnaires du registre foncier, notamment en ce qui concerne la récusation, la responsabilité de l'Etat pour la tenue du registre foncier, le droit de recours contre le fonctionnaire fautif, de même que la responsabilité disciplinaire, dans les limites fixées par les articles 955 et suivants du Code civil suisse. L'autorité de surveillance prononce les sanctions disciplinaires.

### IV. Inscription au registre foncier 1. Immeubles du domaine public

**Art. 102** Les immeubles du domaine public appartenant soit à l'Etat, soit aux communes, seront immatriculés au registre foncier.

### 2. Réquisition des inscriptions par les notaires

**Art. 103** Dans les trente jours de la réception des actes dressés par eux, les notaires en requerront d'office l'inscription au registre foncier.

### V. Mise à jour des plans cadastraux

**Art. 104**<sup>1</sup> La mise à jour des plans cadastraux est faite par des géomètres nommés à cet effet.

<sup>2</sup> Le mode de nomination, la rétribution et les attributions de ces géomètres, ainsi que les émoluments de mise à jour seront fixés par un décret du Parlement.

### VI. Publications

**Art. 104a**<sup>19)</sup><sup>1</sup> Le Service du registre foncier et du registre du commerce publie tous les deux mois une liste des transferts de propriété immobilière traités au feuillet. Les listes sont affichées et peuvent être consultées librement dans les bâtiments abritant les bureaux du registre foncier.

<sup>2</sup> La publication porte sur :

- a) le numéro de l'immeuble, sa surface, sa nature et son lieu de situation, ainsi que sur la nature des bâtiments mentionnés dans l'état descriptif;
- b) les noms et le domicile ou le siège des personnes qui aliènent la propriété et de celles qui l'acquièrent;
- c) la date de l'acquisition de la propriété par l'aliénateur;
- d) les parts de copropriété et de propriété par étages;
- e) la valeur de la contre-prestation, sauf en cas de partage successoral, d'avancement d'hoirie, de contrat de mariage ou de liquidation de biens.

<sup>3</sup> Ne sont pas publiées :

- a) les acquisitions faites par voie de succession;
- b) les acquisitions d'immeubles situés dans la zone à bâtir, lorsque leur contenance est inférieure à un are;
- c) les acquisitions d'immeubles situés hors de la zone à bâtir, lorsque leur contenance est inférieure à cinq ares;
- d) les acquisitions qui font l'objet d'un acte authentique simplifié<sup>(28)</sup>;
- e) les augmentations de parts de copropriété et de parts de propriété par étages de moins de dix pour cent.

## CHAPITRE VI : Des obligations

A. Enchères  
I. Vente aux  
enchères  
publiques

**Art. 105** <sup>1</sup> Les ventes aux enchères publiques doivent être annoncées publiquement au moins huit jours à l'avance. Ce délai peut être abrégé par le juge administratif si de justes motifs l'exigent.

<sup>2</sup> Les ventes aux enchères ont lieu par le ministère d'un notaire du Canton qui en dressera procès-verbal; la criée est faite par :

- a) un agent de poursuites du district ou, à défaut, d'un autre district, s'il s'agit d'immeubles;
- b) un agent de poursuites ou une personne qualifiée proposée par le vendeur, s'il s'agit de meubles.<sup>(29)</sup>

<sup>3</sup> Les ventes d'objets mobiliers dont la valeur totale n'excède pas 30 000 francs peuvent être publiées suivant l'usage local; il suffit qu'elles aient lieu avec le concours d'un agent de poursuites ou d'un fonctionnaire communal.<sup>(29)</sup>

II. Autres ventes  
aux enchères

**Art. 106** Les ventes aux enchères qui n'ont pas lieu dans les formes prescrites par l'article précédent sont régies par les dispositions relatives aux ventes ordinaires.

III. Abus

**Art. 107** <sup>1</sup> Toutes ventes aux enchères seront clôturées ou suspendues avant l'heure de fermeture des auberges.

<sup>2</sup> Il est interdit d'influencer ou de chercher à influencer les enchères en promettant des boissons spiritueuses aux miseurs ou en leur en servant d'une façon abusive.

<sup>3</sup> Les infractions à ces dispositions seront punies d'une amende de 50 à 1 000 francs.

B. Dettes  
d'auberges

**Art. 108<sup>30)</sup>** Ne peuvent faire l'objet d'une action en justice les créances résultant de la consommation de boissons alcooliques sur incitation, ou de leur vente à des personnes en état d'ébriété.

**Art. 109<sup>23)</sup>**

D. Courtiers de  
prêts

**Art. 110** Sont applicables en ce qui concerne les courtiers de prêts les dispositions de la loi sur l'industrie<sup>25)</sup>.

E. Registre du  
commerce  
1. Arrondisse-  
ment,  
dispositions  
d'exécution

**Art. 111<sup>22)</sup>** <sup>1</sup> Un seul registre du commerce est tenu pour la République et Canton du Jura.

<sup>2</sup> Il est tenu par le Service du registre foncier et du registre du commerce.

<sup>3</sup> Le Gouvernement règle dans une ordonnance l'organisation du registre du commerce, le système et les détails techniques de la tenue informatisée ainsi que la consultation du registre du commerce.

2. Amende  
d'ordre

**Art. 112<sup>22)</sup>** <sup>1</sup> Le préposé au registre du commerce veille à ce que les intéressés fassent procéder en temps utile aux inscriptions que la loi leur impose.

<sup>2</sup> Il est compétent pour infliger des amendes d'ordre aux contrevenants, conformément à l'article 943 du Code des obligations.

3. Surveillance,  
recours

**Art. 113<sup>22)49)</sup>** <sup>1</sup> Le registre du commerce est placé sous la surveillance administrative du Département de la Justice, qui exerce cette tâche soit directement, soit par l'intermédiaire du Service juridique.

<sup>2</sup> Les décisions du préposé sont sujettes à recours à la Cour civile du Tribunal cantonal.



## TITRE TROISIEME : Dispositions transitoires

### CHAPITRE PREMIER : De la famille

- Nom** **Art. 114<sup>12)</sup>** L'officier de l'état civil est compétent pour recevoir la déclaration de la femme mariée sous l'ancien droit par laquelle elle veut faire précéder le nom de famille de celui qu'elle portait avant le mariage (art. 8a du titre final du Code civil suisse). La déclaration doit être présentée jusqu'au 31 décembre 1988 au plus tard.
- Droit de cité** **Art. 115<sup>12)</sup>** La Section de l'état civil et des habitants est l'autorité compétente pour recevoir la déclaration de la femme suisse mariée sous l'ancien droit par laquelle elle entend reprendre le droit de cité qu'elle possédait lorsqu'elle était célibataire (art. 8b du titre final du Code civil suisse). La déclaration doit être présentée jusqu'au 31 décembre 1988 au plus tard.
- Régime matrimonial des époux mariés entre le 1.1.1912 et le 31.12.1987**  
Déclaration de maintien ou d'assujettissement **Art. 116<sup>12)</sup>** <sup>1</sup> Le préposé au registre du commerce reçoit et répertorie :
- a) la déclaration commune écrite des époux qui veulent, conformément à l'article 9e, alinéa 1, du titre final du Code civil suisse, convenir de demeurer soumis au régime de l'union des biens;
  - b) la déclaration commune écrite des époux qui veulent, conformément à l'article 10b, alinéa 1, du titre final du Code civil suisse, convenir de se soumettre au régime de la participation aux acquêts.
- <sup>2</sup> Les déclarations visées à l'alinéa 1 doivent être présentées jusqu'au 31 décembre 1988 au plus tard.

### CHAPITRE II : Des droits réels

- A. Servitudes foncières**  
**I. Arbres situés dans le fonds d'autrui** **Art. 117** Les droits de propriété existant sur des arbres situés dans le fonds d'autrui peuvent encore être rachetés sous le régime du Code civil suisse, conformément aux dispositions de la loi concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers<sup>31)</sup>.
- II. Droits de pacage, droits d'usage en bois et autres semblables** **Art. 118** <sup>1</sup> Les droits de pacage, les droits d'usage en bois et les droits d'usufruit sur les arbres pourront encore être rachetés suivant les dispositions de la loi sur les forêts<sup>32)</sup> et de la loi concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers<sup>31)</sup>.

<sup>2</sup> Le droit de vaine pâture et de parcours sera aboli dès que la moitié des propriétaires fonciers le demanderont.

B. Gages immobiliers  
I. Assimilation des droits de gage immobilier de l'ancien droit à ceux du nouveau droit

**Art. 119** Dès l'introduction du registre foncier fédéral seront assimilés :

1. à la cédule hypothécaire du nouveau droit : les obligations hypothécaires qui résultent d'un prêt;
2. aux hypothèques du nouveau droit : les titres hypothécaires;
3. aux hypothèques légales de l'article 837 du Code civil suisse : les privilèges prévus par l'article 2103, chiffres 1, 3 et 4 du Code civil français en faveur du vendeur, des cohéritiers et architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers.

II. Droit de profiter de la case libre en cas de paiement par amortissements

**Art. 120** Si, d'après le titre hypothécaire de l'ancien droit, la dette est payable par amortissements annuels, les créanciers postérieurs en rang ont le droit d'avancer dans la case libre; le créancier ou le débiteur pourront faire annoter ce droit au registre foncier conformément à l'article 814 du Code civil suisse.

**Art. 121 à 124**<sup>[23\)](#)</sup>

### CHAPITRE III : Dispositions diverses

A. Le Code civil suisse applicable comme droit complémentaire

**Art. 125** Le Code civil suisse et la loi fédérale du 30 mars 1911 qui le complète (livre cinquième : CO) ont force légale comme droit complémentaire pour les matières réservées à la législation cantonale.

**Art. 126**<sup>[6\)](#)</sup>

C. Abrogation du droit civil cantonal

**Art. 127** <sup>1</sup> Les dispositions de droit civil de la législation cantonale seront abrogées dès l'entrée en vigueur de la présente loi, en tant qu'elles ne sont pas contenues ou réservées dans cette dernière ou à moins qu'elles ne soient réservées par le Code civil suisse.

<sup>2</sup> Il en sera de même des dispositions du Code civil français et du Code de procédure civile français.

D. Entrée en  
vigueur de la loi

**Art. 128** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>33)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 9 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

Loi du 9 novembre 1978 approuvée par le Conseil fédéral le 9 juin 1980.

Loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse (Effets généraux du mariage, régime matrimonial et successions) approuvée par le Conseil fédéral le 25 janvier 1988.

- 1) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 2) RS 210
- 3) RSJU 101
- 4) RS 220
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 6) Abrogé(s) par le ch. VII de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988.  
Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 décembre 1999, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000 et selon le ch. I de la loi du 6 décembre 2000 portant introduction à la modification du Code civil suisse (nouveau droit du divorce), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 décembre 1999, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000 et selon le ch. I de la loi du 6 décembre 2000 portant introduction à la modification du Code civil suisse (nouveau droit du divorce), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 9) Nouvelle appellation selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111). Il a été tenu compte de cette modification dans toute la présente loi.
- 10) RSJU 175.1
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. III de la loi du 24 avril 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1986
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 13) RSJU 752.41
- 14) Introduit par le ch. I de la loi du 28 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 15) Nouvelle teneur selon la section 2 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995
- 16) Abrogé par le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant introduction de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 17) RSJU 214.431
- 18) Abrogé par le ch. I de la loi du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000.  
Nouvelle teneur selon l'art. 18 de l'ordonnance introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, et selon l'article 21 de la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 21 février 2001 (RSJU 215.124.1), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001.
- 19) Introduit par l'art. 18 de l'ordonnance introductive à la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur le droit foncier rural, du 21 décembre 1993 (RSJU 215.124.1), en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1994, prorogée jusqu'au 31 décembre 1998 par arrêtés du Gouvernement des 20 décembre 1994, 12 décembre 1995, 3 décembre 1996 et 10 décembre 1997. Introduit par l'art. 18 de l'ordonnance introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural, du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, et par l'art. 21 de la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural, du 21 février 2001 (RSJU 215.124.1), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001.
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 décembre 1983, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 1984
- 21) Introduite par l'art. 78, al. 2, de la loi du 20 mai 1998 sur les forêts, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999

- 22) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000
- 23) Abrogé(s) par le ch. I de la loi du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000
- 24) RSJU 176.11
- 25) RSJU 930.1
- 26) Art. 102 à 104 de l'ordonnance fédérale sur le registre foncier (RS 211.432.1)
- 27) RSJU 173.11
- 28) Loi du 9 novembre 1978 sur le notariat (RSJU 189.11) (art. 38, al. 2)
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 13 novembre 1991, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 1992
- 30) Nouvelle teneur selon l'art. 93 de la loi du 18 mars 1998 sur les auberges, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1998 (RSJU 935.11)
- 31) RSJU 215.122.14
- 32) RSJU 921.11
- 33) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 mars 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002.
- 35) Nouvelle teneur selon l'art. 77 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale (RSJU 850.1), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002
- 36) Abrogé par l'art. 77 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale (RSJU 850.1), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002
- 37) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 décembre 1999, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000 et selon le ch. I de la loi du 6 décembre 2000 portant introduction à la modification du Code civil suisse (nouveau droit du divorce). Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 38) Introduit par le ch. I de la loi du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 39) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 40) RS 211.231
- 41) Nouvelle teneur selon le ch. XVI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (RSJU 211.2), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 42) Abrogé par le ch. XVI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (RSJU 211.2), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 43) Nouvelle teneur selon l'art. 24 de la loi du 22 novembre 2006 sur la politique de la jeunesse (RSJU 853.21), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2007
- 44) RSJU 853.21
- 45) Introduit par le ch. I de la loi du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2007
- 46) RSJU 321.1
- 47) RSJU 175.1
- 48) RS 311.0
- 49) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 octobre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010

## TABLE DES MATIERES

Article

### TITRE PREMIER : Des autorités compétentes et de la procédure

A. Autorités judiciaires	
I. En général.....	1
II. Juge civil .....	2
B. Autorités administratives	
I. Maire .....	8
II. Conseil communal.....	9
III. Recette et Administration de district .....	9a
IV. Juge administratif.....	10
V. Officier de police judiciaire .....	10a
VI. Ministère public.....	11
VII. Gouvernement .....	12
VIII. Recours et procédure de recours.....	13

### TITRE DEUXIEME : Dispositions organiques et droit civil cantonal

#### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

A. Authenticité .....	14
B. Publication	
I. En général.....	15
II. Publication spéciale	
1. Dans le Journal officiel .....	16
2. Triple publication .....	17
III. Dans la Feuille officielle suisse du commerce.....	18

#### CHAPITRE II : Des personnes

A. Etat civil	
I. Organisation.....	19
II. Obligation de donner avis des naissances dont la mère n'est pas mariée avec le père .....	20i
B. Expulsion immédiate du logement commun en cas de crise	
I. Décision .....	20a
II. Recours.....	20b
III. Renvoi .....	20c
C. Corporations d'allmends et autres .....	21

#### CHAPITRE III : De la famille

A. Registre des régimes matrimoniaux .....	22
B. Offices de consultation conjugale ou familiale .....	22a

C. Autorité parentale	
I. Son retrait .....	23
II. Son rétablissement .....	24
D. Protection de l'enfant	
I. En général .....	25
II. Droit d'aviser et obligation de signaler .....	26
III. Surveillance des enfants placés .....	27
E. Organisation de la tutelle	
I. Autorités de tutelle	
1. Autorité tutélaire ordinaire .....	28
2. Autorités tutélaires bourgeoises .....	29
3. Compétence .....	30
4. Autorités de surveillance .....	31
II. Procédure d'interdiction	
1. Interdiction au sens des articles 369 et 370 CC .....	32
2. Interdiction volontaire .....	33
3. Publication .....	34
4. Registre des tutelles .....	35
5. Privation partielle de la capacité, mainlevée de l'interdiction .....	36
6. Tuteur officiel .....	37
III. Dispense d'accepter les fonctions de tuteur .....	38
IV. Inventaire .....	39
V. Garde des titres et autres choses semblables Placement des deniers .....	40
VI. Rapport sur la personne du pupille .....	41
VII. Comptes de tutelle	
1. Teneur et délai .....	42
2. Mesures en cas de négligence du tuteur .....	43
3. Examen du compte par le pupille .....	44
4. Examen et approbation	
a) Par l'autorité tutélaire .....	45
b) Par le Département de la Justice .....	46
5. Recours .....	47
6. Garde des comptes de tutelle .....	48
VIII. Responsabilité .....	49
F. Indivision en participation .....	50
G. Asile de famille .....	51

## CHAPITRE IV : Des successions

B. Successions en déshérence .....	53
C. Mesures conservatoires	
I. Procédure des scellés .....	54
II. Inventaire successoral .....	55
III. Recherche des héritiers .....	55a

IV. Testaments	
1. Annonce au registre central .....	55b
2. Ouverture .....	55c
3. Garde .....	56
V. Certificats d'héritier et d'exécuteur testamentaire .....	56a
D. Partage	
I. Limite de morcellement .....	57
II. Estimation des biens-fonds dans les partages .....	58

## CHAPITRE V : Des droits réels

A. Accessoires .....	59
B. Terres nouvelles, choses sans maître et biens du domaine public	
I. Terres nouvelles .....	60
II. Choses sans maître et biens du domaine public	
1. Occupation .....	61
2. Usage et exploitation .....	62
III. Territoires en mouvement permanent .....	62a
C. Droits de voisinage	
I. Constructions et plantations	
1. Distances à la limite .....	63
2. Bâtiments contigus et annexes .....	64
3. Parties saillantes du bâtiment .....	65
4. Fosses d'aisances et à fumier .....	66
5. Droit de reconstruire .....	67
6. Murs coupe-feu	
a) Obligation .....	68
b) Propriété .....	69
c) Exhaussement .....	70
7. Murs de soutènement et talus	
a) Obligation de construire; exécution .....	71
b) Propriété .....	72
8. Clôtures .....	73
9. Arbres et buissons .....	74
10. Ombre portée .....	75
11. Utilisation de murs placés à la limite .....	76
12. Droit de passage sur le fonds voisin .....	77
II. Plantations forestières .....	78
III. Ouvrages servant à la vidange des forêts .....	79
IV. Droits de passage, de barre et d'irrigation et clôtures .....	80
D. Restrictions de droit public	
I. Antiquités, monuments naturels, etc. ....	81
II. Ouvrages de protection contre les éléments .....	82
III. Clôtures de sécurité .....	83
IV. Signaux et repères topographiques et cadastraux .....	84
E. Dérivation de sources .....	85



F. Forêts et pâturages communs, etc., qui ne peuvent être partagés.....	86
G. Gages immobiliers	
I. Purge hypothécaire.....	87
II. Hypothèques légales .....	88
III. Cédules hypothécaires et lettres de rentes	
1. Signature .....	89
3. Lettres de rente Estimation officielle .....	91
H. Gages mobiliers	
I. Engagement du bétail.....	92
II. Profession de prêteur sur gages.....	93
I. Protection de la possession par voie pénale	
I. Défense comminatoire.....	94
II. Notification .....	95
III. Opposition.....	96
J. Registre foncier	
I. Circonscriptions .....	97
II. Arrondissement.....	98
III. Organisation	
1. Dispositions d'exécution .....	99
2. Autorité de surveillance .....	100
3. Statut du personnel.....	101
IV. Inscription au registre foncier	
1. Immeubles du domaine public .....	102
2. Réquisition des inscriptions par les notaires .....	103
V. Mise à jour des plans cadastraux .....	104
VI. Publications .....	104a

## CHAPITRE VI : Des obligations

A. Enchères	
I. Vente aux enchères publiques.....	105
II. Autres ventes aux enchères .....	106
III. Abus .....	107
B. Dettes d'auberges .....	108
D. Courtiers de prêts.....	110
E. Registre du commerce	
1. Arrondissement, dispositions d'exécution .....	111
2. Amende d'ordre .....	112
3. Surveillance, recours .....	113

**TITRE TROISIEME : Dispositions transitoires****CHAPITRE PREMIER : De la famille**

Nom .....	114
Droit de cité .....	115
Régime matrimonial des époux mariés entre le 1.1.1912 et le 31.12.1987 Déclaration de maintien ou d'assujettissement.....	116

**CHAPITRE II : Des droits réels**

A. Servitudes foncières	
I. Arbres situés dans le fonds d'autrui .....	117
II. Droits de pacage, droits d'usage en bois et autres semblables .....	118
B. Gages immobiliers	
I. Assimilation des droits de gage immobilier de l'ancien droit à ceux du nouveau droit.....	119
II. Droit de profiter de la case libre en cas de paiement par amortissements.....	120

**CHAPITRE III : Dispositions diverses**

A. Le Code civil suisse applicable comme droit complémentaire .....	125
C. Abrogation du droit civil cantonal .....	127
D. Entrée en vigueur de la loi .....	128

**Ordonnance****portant introduction de la loi fédérale sur l'enlèvement international d'enfants et les Conventions de La Haye sur la protection des enfants et des adultes**

du 19 août 2008

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 2, alinéa 1, et 7, alinéa 1, de la loi fédérale du 21 décembre 2007 sur l'enlèvement international d'enfants et les Conventions de La Haye sur la protection des enfants et des adultes (LF-EEA)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'article 90, alinéa 2, de la Constitution cantonale<sup>[2](#)</sup>,

*arrête :*

Tribunal  
compétent

**Article premier** Le tribunal compétent en matière de retour d'enfants dans le cadre d'enlèvements internationaux est la Chambre administrative du Tribunal cantonal.

Autorité centrale  
cantonale

**Art. 2** Le Département de la Justice, en sa qualité d'autorité tutélaire de surveillance, est l'autorité centrale cantonale en matière d'enlèvement d'enfants et de protection de l'enfant et de l'adulte.

Entrée en  
vigueur

**Art. 3** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2009.

Delémont, le 19 août 2008

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RS 211.222.32
- 2) RSJU 101

## Loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural

du 21 février 2001

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 702 du Code civil suisse<sup>1)</sup>,

vu les articles 5, 56, 58 et 90 de la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur le droit foncier rural (dénommée ci-après : "loi fédérale") (LDFR)<sup>2)</sup>,

vu les articles 12 et 83, alinéa 1, lettre b, de la Constitution cantonale<sup>3)</sup>,

vu les articles 2, lettre b, et 12 de la loi du 20 avril 1989 sur le développement rural<sup>4)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Disposition générale

Buts

**Article premier** La présente loi vise à définir les règles d'application de la loi fédérale au plan cantonal et à désigner les autorités compétentes.

### SECTION 2 : Règles d'application

Limitation du  
champ  
d'application

**Art. 2** Dans la République et Canton du Jura, la loi fédérale ne s'applique pas aux droits de jouissance et de participation aux forêts et pâturages qui appartiennent aux corporations de forêts et aux autres collectivités semblables, à moins que ces droits ne fassent partie d'une entreprise agricole soumise à la loi fédérale.

Entreprise  
agricole

**Art. 3** <sup>1</sup> Sont soumises aux dispositions sur les entreprises agricoles les unités qui servent de base à la production agricole et qui exigent au moins les trois quarts d'une unité de main-d'œuvre standard.<sup>13)</sup>

<sup>2</sup> Par conditions locales au sens du droit fédéral, il faut entendre la situation géographique, la localisation à l'extérieur d'une agglomération ainsi que la valeur et l'état des éléments bâtis.

<sup>3</sup> Les capacités requises pour l'acquisition d'une entreprise agricole sont la détention d'un diplôme délivré par une école d'agriculture reconnue ou d'un certificat fédéral de capacité en agriculture. La détention d'un tel titre n'est pas exigée si l'acquéreur potentiel dispose d'une expérience de cinq ans à la tête d'une entreprise agricole similaire.

Droit de  
préemption légal

**Art. 4** <sup>1</sup> En complément aux droits de préemption régis par le droit fédéral, les syndicats d'améliorations foncières constitués conformément aux dispositions légales<sup>5)</sup> disposent d'un droit de préemption sur les immeubles agricoles situés dans leur périmètre, dans la mesure où l'acquisition sert les buts de leurs travaux.

<sup>2</sup> Ce droit de préemption sur les immeubles agricoles est soumis à autorisation conformément à l'article 6.

Surfaces  
minimales

**Art. 5** <sup>1</sup> Les immeubles agricoles ne peuvent pas être partagés en parcelles de moins de 25 ares.

<sup>2</sup> Cette surface minimale s'applique également aux vignes.

### SECTION 3 : Autorités

1. Commission  
foncière rurale  
a) tâches,  
composition

**Art. 6** <sup>1</sup> Relèvent de la compétence de la commission foncière rurale (dénommée ci-après : "commission") :

- a) l'autorisation d'acquérir une entreprise ou un immeuble agricole;
- b) l'autorisation de procéder au partage matériel d'une entreprise ou au morcellement d'un immeuble agricole;
- c) l'autorisation du prêt d'un tiers garanti par un droit de gage dépassant la charge maximale;
- d) la fixation du prix maximum non surfait.
- e) l'octroi du droit de préemption prévu à l'article 4, alinéa 2.

<sup>2</sup> La commission est compétente pour constater si :

- a) une entreprise ou un immeuble agricole est soumis à l'interdiction de partage matériel, à l'interdiction de morcellement, à la procédure d'autorisation ou au régime de la charge maximale;
- b) l'acquisition d'une entreprise ou d'un immeuble agricole peut être autorisée.

<sup>3</sup> La commission est composée de cinq membres et de trois suppléants.

b) nomination

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Gouvernement nomme les membres de la commission et désigne son président et son vice-président pour une période de quatre ans; les membres et les suppléants de la commission sont rééligibles deux fois.

<sup>2</sup> La profession, les districts et les forces politiques sont équitablement représentés.

<sup>3</sup> La commission est présidée par un juriste du Service juridique; il organise le secrétariat en ayant recours, au besoin, aux services de l'administration.

c) traitement des dossiers

**Art. 8** <sup>1</sup> Le président instruit le dossier; il demande, le cas échéant, une expertise au Service de l'économie rurale.

<sup>2</sup> Le président établit une proposition à l'intention de la commission, sauf si l'objet relève de sa propre compétence.

d) décisions

**Art. 9** <sup>1</sup> Le président est seul compétent lorsque l'objet soumis à la commission est de peu d'importance ou que les conditions d'une autorisation ou d'une approbation sont manifestement réalisées. Lorsqu'il est nécessaire de recourir à une expertise, le président doit réunir la commission.

<sup>2</sup> La commission est convoquée par le président ou le vice-président en veillant à l'indépendance des membres par rapport aux cas à traiter.

<sup>3</sup> Le président ou, en son absence, le vice-président dirige les débats.

<sup>4</sup> La commission prend ses décisions à la majorité des membres présents; en cas d'égalité des voix, le président ou le vice-président départage.

<sup>5</sup> Pour prendre une décision valide, trois membres au moins doivent être présents.

2. Remaniements parcellaires

**Art. 10** Demeure réservée la compétence du Service de l'économie rurale d'autoriser des transactions passées pendant les travaux d'une amélioration foncière collective<sup>5)</sup>.

3. Procédure

**Art. 11** <sup>1</sup> La demande d'autorisation ou de décision est adressée à la commission par le requérant ou un notaire agissant en son nom. Elle désigne l'entreprise ou les immeubles agricoles faisant l'objet de la requête et en indique les motifs.

<sup>2</sup> Lorsque la vente ou le partage de l'entreprise agricole est aussi soumis à autorisation en vertu de la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les forêts<sup>6)</sup>, la commission invite l'autorité cantonale à statuer sur la vente ou le partage des forêts qui font partie de l'entreprise agricole avant de rendre sa propre décision. La commission est liée par la décision de l'autorité cantonale qui fait partie intégrante de sa propre décision.

<sup>3</sup> Lorsque la décision implique une autorisation ou une décision portant sur une des matières figurant à l'article 6, alinéa 1, lettres a et b, la commission la communique aux parties contractantes, au Service du registre foncier et du registre du commerce, au fermier et aux titulaires du droit d'emption, du droit de préemption ou du droit à l'attribution, ainsi qu'au Département de l'Economie.

<sup>4</sup> Dans les autres cas, elle la communique aux parties intéressées et au Département de l'Economie.

<sup>5</sup> Pour le surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>7)</sup>.

Autorité de  
surveillance

**Art. 12** Le Département de l'Economie est l'autorité de surveillance habilitée à recourir contre les décisions rendues en vertu de la présente loi.

Mention au  
registre foncier

**Art. 13** <sup>1</sup> Le Service de l'aménagement du territoire requiert, d'office ou sur demande, la mention au registre foncier des immeubles agricoles situés dans la zone à bâtir, y compris la zone de fermes, et des immeubles non agricoles situés en dehors de la zone à bâtir.

<sup>2</sup> A la demande du Service de l'aménagement du territoire, le Service de l'économie rurale lui communique toutes les informations utiles permettant de préciser l'affectation d'un immeuble et, le cas échéant, son appartenance à une entreprise agricole.

<sup>3</sup> Avant de requérir la mention d'un immeuble au registre foncier, le Service de l'aménagement du territoire invite le propriétaire intéressé à se déterminer au sujet de la mention envisagée, à moins que la demande émane du propriétaire lui-même.



<sup>4</sup> En cas de contestation de la part du propriétaire, le Service de l'aménagement du territoire rend une décision constatant l'affectation agricole ou non agricole de l'immeuble dont la mention au registre foncier est envisagée. La décision est communiquée au propriétaire, au Service de l'économie rurale et au Service du registre foncier et du registre du commerce.

Valeur de  
rendement  
a) Estimation

**Art. 14** <sup>1</sup> La valeur de rendement est estimée par le Service des contributions dans le cadre de la procédure de fixation des valeurs officielles.

<sup>2</sup> Les demandes d'estimation sont à adresser au Service des contributions.

<sup>3</sup> Si le droit fiscal ne permet pas d'effectuer une nouvelle estimation, le Service des contributions transmet la demande à la commission cantonale d'estimation foncière qui calcule la valeur de rendement.

<sup>4</sup> La nouvelle valeur de rendement est communiquée au propriétaire, au requérant, au Service de l'économie rurale et au Service du registre foncier et du registre du commerce.

b) Expertise

**Art. 15** <sup>1</sup> Il est loisible à l'ayant droit de faire estimer la valeur de rendement par un expert privé.

<sup>2</sup> Le résultat de l'expertise doit être approuvé par la commission cantonale d'estimation foncière.

<sup>3</sup> Lorsque la décision de cette commission s'écarte du résultat de l'expertise privée, elle en indique les motifs.

<sup>4</sup> La nouvelle valeur de rendement est communiquée au propriétaire, au requérant, à la commission et au Service du registre foncier et du registre du commerce.

Restrictions de  
droit privé

**Art. 16** <sup>1</sup> Il incombe au juge civil de trancher les litiges en matière de restrictions de droit privé dans les rapports juridiques concernant les entreprises et les immeubles agricoles.

<sup>2</sup> La procédure est régie par le Code de procédure civile<sup>8)</sup>.

Statistique  
annuelle

**Art. 17** <sup>1</sup> La commission établit une statistique annuelle des aliénations d'immeubles et d'entreprises agricoles réalisées dans le Canton.

<sup>2</sup> A cet effet, elle est habilitée à accéder à toutes les données du registre foncier.

## SECTION 4 : Voies de droit

**Opposition** **Art. 18** A l'exception des décisions du Service des contributions, les décisions prises en vertu de la présente loi sont sujettes à opposition, conformément aux règles du Code de procédure administrative<sup>7)</sup>.

**Recours** **Art. 19** Les décisions sur opposition sont sujettes à recours à la Chambre administrative du Tribunal cantonal, conformément au Code de procédure administrative<sup>7)</sup>.

**Décisions du Service des contributions** **Art. 20** Les décisions du Service des contributions sont sujettes à réclamation et à recours en vertu de la loi d'impôt<sup>9)</sup>.

## SECTION 5 : Dispositions finales

**Modification du droit en vigueur** **Art. 21** La loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>10)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 4

La référence aux articles 621 et 625 CC est supprimée.

Article 10

La référence à l'article 857, alinéa 2 CC est supprimée.

Article 57, alinéa 1

...<sup>11)</sup>

Article 62a

...<sup>11)</sup>

Article 104a

...<sup>11)</sup>

**Abrogation** **Art. 22** Sont abrogées :

- a) la loi du 9 novembre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 12 juin 1951 sur le maintien de la propriété foncière rurale;
- b) la loi du 9 novembre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 12 décembre 1940 sur le désendettement de domaines agricoles;

- c) la loi du 13 novembre 1991 portant exécution de l'arrêté fédéral concernant un délai d'interdiction de revente des immeubles non agricoles et la publication des transferts de propriété immobilière.

Référendum

**Art. 23** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 24** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>12)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 21 février 2001

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Marcel Hubleur  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

Approuvée par le Département fédéral de Justice et Police le 29 mars 2001

1) RS 210

2) RS 211.412.11

3) RSJU 101

4) RSJU 910.1

5) Voir la loi du 20 juin 2001 sur les améliorations structurelles, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2001 (RSJU 913.1)

6) RS 921.0

7) RSJU 175.1

8) RSJU 271.1

9) RSJU 641.11

10) RSJU 211.1

11) Texte inséré dans ladite loi

12) 1<sup>er</sup> août 2001

13) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 décembre 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2009



# Loi réglant les droits de mutation et les droits perçus pour la constitution de gages<sup>[1\)](#)</sup>

du 9 novembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale<sup>[2\)](#)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales et communes

Principe **Article premier** <sup>1</sup> Pour toute acquisition d'immeuble ou constitution de gage immobilier, il est dû au Canton un droit proportionnel conformément aux dispositions qui suivent.

<sup>2</sup> L'émolument d'inscription n'est pas compris dans le droit proportionnel.<sup>[3\)](#)</sup>

Débiteur du droit **Art. 2** Les droits sont dus :  
a) en cas de mutation, par l'acquéreur et, dans le cas de l'article 5, alinéa 2, lettres a et b, par le cessionnaire des droits;  
b) en cas de gage immobilier, par le constituant du gage.

Prescription **Art. 3** Les droits se prescrivent par dix ans dès les faits donnant lieu à l'assujettissement.

## CHAPITRE II : Les droits de mutation

### SECTION 1 : Définitions

Immeubles **Art. 4** Sont réputés immeubles dans le sens de la présente loi :  
a) les biens-fonds et les forces hydrauliques;

- b) les droits distinctifs et permanents immatriculés au registre foncier, tels que les droits de superficie, de sources, les droits d'exploitation et les concessions hydrauliques;
- c) les constructions qui ont un propriétaire particulier pour un autre motif juridique;
- d) les mines;
- e) les parts de copropriété d'un immeuble.

## Mutations

**Art. 5** <sup>1</sup> Est réputée mutation d'immeubles dans le sens de la présente loi :

- a) toute transmission de propriété fondée sur le droit civil, en particulier également les changements de personnes composant une communauté en main commune et la transmission de propriété portant sur des constructions;
- b) la constitution de droits distincts et permanents;
- c) la cession de nouvelles terres, la prescription acquisitive et l'acquisition par occupation.

<sup>2</sup> Sont assimilés à la transmission de propriété reposant sur le droit civil :

- a) la cession des droits découlant de promesses de vente ou de contrats de vente;
- b) le transfert de droits d'emption;
- c) l'acquisition de parts sociales dans une société immobilière dès qu'une participation majoritaire est atteinte.

<sup>3</sup> Les conditions d'assujettissement aux droits sont aussi réalisées lorsqu'un acte juridique soumis aux droits en vertu des prescriptions de la présente loi se dissimule sous une autre forme de transmission de propriété.

## SECTION 2 : Montant des droits, calcul et exceptions

## Taux

**Art. 6** Pour les mutations, le droit est de 2,1 % et de 30 francs au moins.<sup>3)</sup>

Principes de calcul, valeurs déterminantes  
a) Généralités

**Art. 7** <sup>1</sup> Les droits sont calculés sur la base de la contre-prestation convenue pour l'acquisition de l'immeuble. Elle comprend toutes les prestations de valeur pécuniaire auxquelles l'acquéreur s'oblige à l'égard de l'aliénateur ou de tiers pour l'immeuble y compris les accessoires.

b) Prestations périodiques

<sup>2</sup> Si des prestations périodiques ont été convenues, on admettra comme contre-prestation la somme de toutes les prestations périodiques pendant les vingt premières années du contrat.

<sup>3</sup> Lorsque les prestations périodiques ont été convenues jusqu'au décès de l'ayant droit, on multipliera la prestation annuelle par le nombre des années d'espérance de vie selon la table de calcul des rentes, mais au plus par vingt.

c) Valeur officielle

<sup>4</sup> Si aucune autre contre-prestation n'est convenue, ou si, au moment de l'assujettissement au droit, la valeur officielle est plus élevée que la contre-prestation convenue, la perception a lieu sur la base de la valeur officielle. Celle-ci doit être rectifiée si des changements de valeurs intervenus dans l'intervalle n'ont pas encore été estimés.

d) Echange

<sup>5</sup> En cas d'échange, toutes les prestations ou valeurs entrant en considération sont additionnées. Si les immeubles échangés sont désignés comme étant de valeur égale sans indication de montant, on prendra comme base le double de la valeur officielle la plus élevée.

e) Par appréciation

<sup>6</sup> S'il manque aussi bien une contre-prestation déterminée ou immédiatement déterminable qu'une valeur officielle, le conservateur du registre foncier fixe les droits par appréciation. Il entendra préalablement le débiteur.

Propriété commune

**Art. 8** <sup>1</sup> Pour le calcul des droits, les cas de propriété commune sont assimilés à un rapport de copropriétaire.

<sup>2</sup> Si le montant des parts n'est pas connu, celles-ci sont réputées être d'égale valeur.

<sup>3</sup> Le rapport des différentes parts entre elles, constaté lors de l'acquisition, est déterminant en cas d'aliénation ultérieure, pour autant que de nouvelles entrées ou sorties n'aient pas provoqué un déplacement des parts.

Droit réduit  
1. Transfert à  
des descendants  
ou au conjoint<sup>9)</sup>

**Art. 9** <sup>1</sup> Le droit sera de 1,1 %<sup>3)</sup> :

- a) lorsque les immeubles sont acquis par des descendants, par l'autre époux ou par le partenaire enregistré;
- b) en cas de succession ou de convention de partage successoral, lorsque les immeubles sont transférés à des descendants, à l'époux survivant ou au partenaire enregistré survivant;
- c) en cas d'acquisition d'immeubles par suite de dissolution du régime matrimonial ou du partenariat enregistré.<sup>14)</sup>

<sup>2</sup> Les enfants adoptifs sont assimilés aux descendants.

2. Habitation principale

**Art. 9a<sup>10)</sup>** Le droit est de 1,7 % ou, si les conditions de l'article 9 sont réunies, de 0,9 %, lorsque l'immeuble acquis est destiné à l'habitation principale de l'acquéreur et qu'il constitue une première acquisition de ce genre dans le Canton.

Exemptions

**Art. 10** Il n'y a pas de droit de mutation à payer :

- a) lorsque le droit fédéral ou cantonal exclut leur perception;
- b) en cas d'acquisition par le Canton;
- c) en cas de transformation de la propriété commune sur un immeuble en copropriété et vice versa, sans que les personnes et leurs parts changent;
- d) en cas de partage matériel de la propriété commune, pour autant que les immeubles attribués correspondent au rapport des parts antérieur;
- e)<sup>11)</sup> lors d'une mutation ensuite de restructuration au sens des articles 17 et 73 de la loi d'impôt<sup>12)</sup>.

### CHAPITRE III : Droit perçu pour la constitution de gages

Cas soumis aux droits

**Art. 11** <sup>1</sup> Il est dû un droit pour la constitution d'un gage immobilier.

<sup>2</sup> La transformation d'un pareil droit en une autre forme de gage immobilier vaut constitution.

Exceptions

**Art. 12** <sup>1</sup> La constitution d'une hypothèque légale est exempte de droit.

<sup>2</sup> L'extension du gage est exempte de droit. Si toutefois un échange de gages a été voulu, l'exemption n'est maintenue que si l'objet du gage primitif reste grevé pour un montant supérieur à la moitié de sa valeur officielle.

Taux du gage

**Art. 13** <sup>1</sup> Les droits seront de 3,5 ‰ du montant de la somme garantie par le gage et de 30 francs au moins.<sup>3)</sup>

<sup>2</sup> S'il est dû des droits en vertu de l'article 12, alinéa 2, ils seront calculés sur le montant garanti ou sur la valeur officielle de l'objet du gage ajouté si elle est inférieure.



## CHAPITRE IV : Procédure de taxation

Autorité de  
taxation

**Art. 14** Les droits sont taxés par le conservateur du registre foncier; la taxation est en principe notifiée oralement. Dans les cas prévus à l'article 16, la décision de taxation sera notifiée par écrit.

Taxation lors du  
dépôt de la  
réquisition  
d'inscription

**Art. 15** <sup>1</sup> La taxation est faite sur la base des pièces justificatives jointes à la réquisition d'inscription. Le conservateur du registre foncier peut exiger des indications complémentaires.

<sup>2</sup> La taxation peut être rectifiée jusqu'au moment de l'inscription dans le grand livre.

Taxation sans  
réquisition  
d'inscription

**Art. 16** <sup>1</sup> Dans les cas où aucune inscription au registre foncier n'est nécessaire, le débiteur est tenu d'annoncer le fait soumis aux droits dans le délai d'un mois au conservateur du registre foncier du district dans lequel est située la partie des immeubles ayant le plus de valeur et de produire les pièces justificatives nécessaires.

<sup>2</sup> Celui qui contrevient par sa faute à cette obligation devra payer une surtaxe de 30 % du montant des droits dus.

<sup>3</sup> Le notaire instrumentant et le préposé au registre du commerce informeront les parties de leur obligation de payer les droits et d'annoncer le fait soumis aux droits.

<sup>4</sup> Les préposés au registre du commerce communiqueront au conservateur du registre foncier toutes les inscriptions donnant lieu au paiement de droits. Le Service des contributions l'informerá dès qu'il constatera une nouvelle participation majoritaire à une société immobilière; il lui communiquera les renseignements nécessaires à la taxation.

Taxation  
ultérieure

**Art. 17** S'il s'avère, sur la base de faits ou de moyens de preuve restés inconnus du conservateur du registre foncier malgré toute l'attention requise, qu'une taxation a été faite de manière incomplète, on procédera à une taxation complémentaire.

Opposition

**Art. 18** <sup>1</sup> Le débiteur des droits ou le notaire instrumentant peuvent faire opposition contre la taxation auprès du conservateur du registre foncier, par écrit et avec indication des motifs, dans un délai de trente jours.

<sup>2</sup> Le conservateur du registre foncier examine à nouveau la taxation et rend une nouvelle décision qu'il notifie brièvement motivée à l'opposant par pli recommandé et en le renseignant sur les moyens de recours.

<sup>3</sup> Il n'est pas alloué de frais d'intervention.

<sup>4</sup> La nouvelle décision devenue définitive est assimilée à un jugement exécutoire.

Voies de recours **Art. 19** <sup>1</sup> Le débiteur des droits ou le notaire instrumentant peuvent recourir à la Cour administrative contre la décision rendue sur l'opposition par le conservateur du registre foncier.

<sup>2</sup> Le délai de recours est de trente jours.

## CHAPITRE V : Perception des droits, exonérations

En cas de  
réquisition  
d'inscription

**Art. 20** <sup>1</sup> Les droits sont perçus lors du dépôt de la réquisition d'inscription.

<sup>2</sup> En cas de contrat de mariage, de convention sur les biens entre partenaires enregistrés et d'acte juridique entre époux ou partenaires enregistrés, le registre foncier fixera au débiteur un délai de dix jours pour payer les droits dès qu'il en aura eu connaissance.<sup>14)</sup>

<sup>3</sup> En cas de modification ultérieure de la décision de taxation, le conservateur du registre foncier restitue les montants perçus en trop et procède à l'encaissement de ceux qui n'ont pas été payés.

<sup>4</sup> Si la réquisition d'inscription est rejetée ou si elle est retirée, les droits sont restitués sauf un dixième. Le Canton perçoit cependant en pareil cas 10 francs au moins et 200 francs au plus.

Sans réquisition  
d'inscription

**Art. 21** <sup>1</sup> Dans les cas où les droits sont dus sans inscription au registre foncier, ils sont exigibles dix jours après la notification écrite de la taxation; dès cette échéance, ils sont productifs d'intérêts au taux de 5 %.

<sup>2</sup> L'émolument pour les inscriptions prévu par le décret fixant les émoluments du registre foncier<sup>4)</sup> est déduit du montant des droits.

Sûreté

**Art. 22** <sup>1</sup> Aucune inscription ne peut être faite au grand livre avant l'acquittement des droits.

<sup>2</sup> Les droits échus sont garantis par un droit de gage légal primant toutes les charges de droit privé.

Exonération  
a) accordée par  
le Département  
de la Justice<sup>6)</sup>

**Art. 23**<sup>5)</sup> <sup>1</sup> Le Département de la Justice<sup>6)</sup> peut, sur demande, accorder l'exonération totale ou partielle des droits :

- a) en cas de mutation en faveur de personnes morales de droit public ou de droit privé, pour autant que les immeubles concernés soient destinés à des buts d'utilité publique ou de bienfaisance, et que cette affectation ne soit pas modifiée;
- b) lorsque le Canton, en vertu d'une obligation légale, contribue par des montants importants à l'acquisition d'un immeuble ou aux frais d'affectation de ce dernier, ou lorsque ses subventions sont garanties par des sûretés réelles;
- c) lorsque la perception des droits placerait le débiteur dans une situation manifestement difficile.

<sup>2</sup> La décision peut être assortie de conditions.

<sup>3</sup> La décision n'est pas sujette à opposition; elle peut faire l'objet d'un recours au Gouvernement dans les trente jours.

b) accordée par  
le Gouvernement

**Art. 23a**<sup>7)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement peut, sur demande, accorder l'exonération totale ou partielle des droits :

- a)<sup>13)</sup> lorsque la fondation ou l'établissement d'une entreprise sert l'intérêt de l'économie jurassienne;
- b) lorsque le transfert de l'entreprise est souhaitable pour des raisons d'aménagement local ou régional.

<sup>2</sup> La décision peut être assortie de conditions.

<sup>3</sup> ...<sup>15)</sup>

## CHAPITRE VI : Dispositions finales

Prescriptions de  
détail

**Art. 24** Le Gouvernement est autorisé à édicter des prescriptions de détail concernant la perception des droits.

Entrée en  
vigueur

**Art. 25** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>8)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 9 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 27 octobre 1983, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 1984
- 2) RSJU 101
- 3) Nouvelle teneur selon la section 3 de la loi du 21 octobre 1992 instituant des mesures d'économie, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 1993 au 31 décembre 1993, selon l'arrêté du Parlement du 22 septembre 1993 prorogeant les mesures d'économie appliquées en 1993, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 1994 au 31 décembre 1994 et selon le chapitre premier, section 1, de la loi du 22 juin 1994 portant adoption définitive des mesures d'économie 1993 et 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995.
- 4) RSJU 176.331
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 octobre 1983, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 1984
- 6) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111)
- 7) Introduit par le ch. I de la loi du 27 octobre 1983, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 1984
- 8) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2005
- 10) Introduit par le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2005
- 11) Introduite par le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 12) RSJU 641.11
- 13) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. XIX de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (RSJU 211.2), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 15) Abrogé par le ch. III de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009

## Contrat-type de travail pour le personnel d'exploitation et de maison dans l'agriculture<sup>7)</sup>

du 20 décembre 1995

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 359, 359a et 360 du Code des obligations (CO)<sup>1)</sup>,

vu l'article 12 de la loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>2)</sup>,

vu l'article 13 de la loi du 20 avril 1989 sur le développement rural<sup>3)</sup>,

*arrête :*

Les conditions de travail du personnel d'exploitation et de maison dans l'agriculture sont régies dans la République et Canton du Jura par le

contrat-type de travail

qui suit :

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> Le présent contrat-type s'applique à tous les rapports de travail entre les travailleurs occupés à titre principal dans une exploitation agricole de la République et Canton du Jura ou dans un ménage dépendant d'une telle exploitation, d'une part, et leurs employeurs, d'autre part.

<sup>2</sup> Toute convention contraire au présent contrat-type doit être faite par écrit et ne pas être contraire aux dispositions impératives du Code des obligations.

<sup>3</sup> Les personnes soumises à un contrat d'apprentissage ne sont touchées par les présentes dispositions que dans la mesure où le contrat ou les prescriptions impératives du Code des obligations relatives au contrat d'apprentissage ne contiennent pas une réglementation contraire.

<sup>4</sup> Les prescriptions de droit public sont réservées.

<sup>5</sup> Les termes qui désignent des personnes comprennent indistinctement des femmes et des hommes.

Obligations du  
travailleur

**Art. 2** <sup>1</sup> Le travailleur exécute avec soin le travail qui lui est confié et sauvegarde fidèlement les intérêts légitimes de l'employeur (art. 321a, al. 1, CO).

<sup>2</sup> Le travailleur doit se conformer à l'ordre de la maison, qui doit être établi de manière à tenir équitablement compte des intérêts personnels du travailleur (art. 332 du Code civil suisse (CC) <sup>4)</sup>).

Réparation des  
dommages

**Art. 3** <sup>1</sup> Le travailleur répond envers l'employeur de tout dommage causé intentionnellement ou par négligence (art. 321e, al. 1, CO).

<sup>2</sup> Il est tenu de signaler immédiatement à l'employeur les dommages qu'il constate.

<sup>3</sup> Dans la mesure où la réparation du dommage incombe au travailleur, l'employeur peut retenir une partie du salaire; cette retenue ne doit pas excéder un quart du salaire.

Obligations de  
l'employeur

**Art. 4** <sup>1</sup> L'employeur doit occuper le travailleur conformément à sa formation et à ses aptitudes.

<sup>2</sup> Il protège et respecte, dans les rapports de travail, la personnalité du travailleur; il veille au bien-être matériel, corporel et moral du travailleur (art. 328, al. 1, CO).

<sup>3</sup> Il prend, pour protéger la vie et la santé du travailleur, les mesures commandées par l'expérience, applicables en l'état de la technique, et adaptées aux conditions de l'exploitation ou du ménage, dans la mesure où les rapports de travail et la nature du travail permettent équitablement de l'exiger de lui (art. 328, al. 2, CO).

<sup>4</sup> L'employeur peut louer ou prêter les services d'un travailleur à titre temporaire à une autre entreprise agricole; dans ces cas, le travailleur reste lié à l'employeur par le présent contrat-type et il n'existe pas de relation contractuelle entre le travailleur et l'entreprise agricole qui a recours à ses services.

<sup>5</sup> Demeurent réservées les législations fédérales et cantonales sur la main d'œuvre étrangère. <sup>8)</sup>

Durée du travail	<p><b>Art. 5</b> <sup>1</sup> La durée hebdomadaire du travail est de 55 heures en moyenne annuelle, elle ne peut toutefois dépasser 60 heures par semaine.</p> <p><sup>2</sup> La durée quotidienne du travail ne doit pas dépasser, en règle générale, 11 heures durant les mois de mai à septembre et 10 heures pendant les autres mois.</p> <p><sup>3</sup> En fixant l'horaire de travail, l'employeur doit tenir compte des intérêts du travailleur, en particulier de ses obligations familiales, dans une mesure compatible avec ceux de l'entreprise.<sup><a href="#">8)</a></sup></p>
Heures de travail supplémentaires	<p><b>Art. 6</b> <sup>1</sup> En cas de nécessité, notamment pour la rentrée des récoltes, le travailleur est tenu d'accomplir des heures supplémentaires dans la mesure où il peut s'en charger et où les règles de la bonne foi permettent de le lui demander (art. 321c, al. 1, CO).</p> <p><sup>2</sup> Il sera tenu compte du développement corporel des adolescents appelés à fournir un travail supplémentaire.</p> <p><sup>3</sup> Les parents ne peuvent être sollicités pour des heures supplémentaires que dans une mesure ne portant pas préjudice à leurs obligations parentales.</p>
Compensation des heures supplémentaires	<p><b>Art. 7</b> <sup>1</sup> L'employeur peut, avec l'accord du travailleur, compenser à raison de 125 % les heures de travail supplémentaires. La compensation doit être accordée dans les trois mois (art. 321c, al. 2, CO).</p> <p><sup>2</sup> Les heures supplémentaires qui ne sont pas compensées par un congé doivent être payées avec une majoration de 25 % au moins du salaire complet (salaire en espèces et prestations en nature) (art. 321c, al. 3, CO).</p> <p><sup>3</sup> Par salaire horaire, on entend en règle générale la 240e partie du salaire mensuel convenu en espèces et en nature.</p>
Congés ordinaires et jours fériés	<p><b>Art. 8</b> <sup>1</sup> Le travailleur a droit à un jour et demi de congé par semaine.</p> <p><sup>2</sup> En règle générale, deux jours au moins de congé par mois doivent coïncider avec un dimanche.</p> <p><sup>3</sup> Le travailleur a congé, en outre, les jours fériés suivants : Nouvel-An, Vendredi-Saint, Ascension, Fête-Dieu, 23 juin, 1<sup>er</sup> Août, Assomption, Toussaint et Noël.<sup><a href="#">9)</a></sup></p>

<sup>4</sup> L'employeur peut exceptionnellement grouper les jours de congé auxquels le travailleur peut prétendre ou accorder deux demi-jours au lieu d'un jour complet, si des conditions particulières le justifient et si le travailleur y consent (art. 329, al. 2, CO).

<sup>5</sup> Les parties tiennent équitablement compte de leurs intérêts réciproques pour fixer les heures et jours de congé (art. 329, al. 4, CO).

<sup>6</sup> Si la nourriture fait partie du salaire en nature, le travailleur est autorisé à prendre ses repas chez l'employeur aussi pendant ses jours de congé.

Congés  
extraordinaires

**Art. 9** <sup>1</sup> En plus des congés ordinaires, l'employeur doit accorder au travailleur sans qu'il y ait réduction du salaire en espèces :

- a) trois jours en cas de mariage, ou en cas de décès ou de maladie grave du conjoint ou de proches parents en ligne directe ascendante ou descendante;
- b) deux jours en cas d'accouchement de l'épouse du travailleur ou de changement de domicile;
- c) un jour lors du baptême d'un enfant ou du mariage d'un de ses propres enfants ou d'un enfant issu d'un autre lit, ou en cas de décès d'un frère, d'une sœur, d'un des beaux-parents, d'un beau-frère ou d'une belle-sœur.

<sup>2</sup> Lorsque le contrat est résilié, l'employeur doit laisser au travailleur le temps libre nécessaire, mais au maximum deux fois deux heures par semaine, pour chercher un nouvel emploi.

Devoirs religieux,  
cours et  
conférences

**Art. 10** <sup>1</sup> Le travailleur doit avoir la possibilité d'assister au service religieux du dimanche et des jours fériés légaux.

<sup>2</sup> L'employeur facilite au travailleur, dans toute la mesure compatible avec la bonne marche de l'entreprise, l'accès aux cours et conférences ayant un caractère instructif. Si ces manifestations n'ont pas un caractère professionnel, les heures de travail perdues peuvent être remplacées en dehors de l'horaire normal de travail.

Vacances

**Art. 11** <sup>1</sup> L'employeur accorde au travailleur, chaque année de service, quatre semaines de vacances au moins et cinq semaines au moins au travailleur jusqu'à l'âge de 20 ans révolus (art. 329a, al. 1, CO).

<sup>2</sup> L'employeur accorde cinq semaines de vacances au travailleur dès le début de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de 50 ans. [9\)](#)



<sup>3</sup> Les vacances sont fixées proportionnellement à la durée des rapports de travail lorsque l'année de service n'est pas complète (art. 329a, al. 3, CO).

Versement du  
salaire pendant  
les vacances et  
les congés

**Art. 12** <sup>1</sup> Le salaire en espèces ainsi qu'une indemnité pour les prestations en nature non perçues seront versés pendant les vacances et les congés. Le travailleur n'a droit à une indemnité de pension, pendant ses congés, que dans la mesure où il ne prend pas ses repas chez l'employeur.

<sup>2</sup> L'indemnité de pension se règle d'après les taux fixés par l'assurance-vieillesse et survivants (AVS).

<sup>3</sup> D'un commun accord, l'indemnité de pension peut aussi consister en prestations en nature.

Salaire

**Art. 13** <sup>9</sup> <sup>1</sup> Le salaire brut contractuel minimum de référence est fixé à 3 110 francs par mois, 13<sup>ème</sup> salaire inclus. <sup>12</sup><sup>13</sup>

<sup>2</sup> Il comprend une part de salaire en espèces ainsi que, cas échéant, des prestations en nature (nourriture, logement, entretien du linge).

<sup>3</sup> Il est modulé à la hausse ou à la baisse, en fonction des critères suivants :

- a) âge de l'employé;
- b) durée de l'engagement;
- c) formation professionnelle;
- d) expérience professionnelle.

<sup>4</sup> Les détails sont réglés en annexe.

<sup>5</sup> Lorsque les prestations en nature ne sont pas fournies, ou qu'elles ne le sont que partiellement, il y a lieu de les compenser en espèces. <sup>14</sup>

<sup>6</sup> Le salaire en espèces, y compris les prestations sociales et le supplément pour heures supplémentaires, doit être payé au plus tard le dernier jour du mois, pendant les heures de travail. Si le dernier jour du mois tombe sur un dimanche ou un jour férié, le paiement a lieu le jour ouvrable précédent. <sup>14</sup>

<sup>7</sup> Un décompte détaillé mentionnant les retenues faites sur le salaire brut doit être remis chaque mois à l'employé (AVS, assurances, impôt à la source, divers). <sup>14</sup>

<sup>8</sup> Sauf dispositions contraires, les allocations familiales sont versées intégralement à l'employé en plus du salaire convenu. <sup>14</sup>

**Art. 14** <sup>10)</sup>

Nourriture

**Art. 15** Le travailleur a droit à une nourriture saine et suffisante.

Logement

**Art. 16** <sup>1</sup> Le travailleur disposera d'un logement ou d'une chambre convenablement meublé, éclairé et chauffé.<sup>2</sup> Durant ses heures de loisirs, le travailleur devra pouvoir séjourner dans la chambre de famille ou dans un autre local habitable et chauffé en hiver.<sup>3</sup> L'employeur mettra à la disposition du travailleur marié un logement sain, rationnel et adapté aux conditions familiales.<sup>4</sup> Des sous-locataires ne pourront habiter dans les locaux mis à disposition qu'avec l'assentiment de l'employeur.<sup>5</sup> Si l'employeur met à la disposition du travailleur un logement, la résiliation des rapports de travail signifiera aussi l'extinction du droit d'utilisation du logement. Les dispositions obligatoires du droit fédéral concernant la protection des locataires sont réservées.Collaboration  
des proches du  
travailleur**Art. 17** <sup>1</sup> Pour le temps durant lequel l'épouse ou les enfants du travailleur sont occupés dans l'exploitation, ils ont droit à la rétribution en espèces et à la pension à la table de l'employeur.<sup>2</sup> La pension peut être remplacée par des prestations en nature ou par une indemnité correspondante.<sup>3</sup> L'épouse du travailleur disposera du temps nécessaire à l'entretien de son ménage et aux soins des enfants.Salaire en cas  
d'empêchement  
de travailler**Art. 18** <sup>1</sup> Dans la mesure où les rapports de travail ont duré plus de trois mois ou ont été conclus pour plus de trois mois, le travailleur empêché de travailler sans qu'il y ait faute de sa part et pour des raisons inhérentes à sa personne telles que maladie, accident, grossesse, accouchement, exercice d'une fonction publique ou accomplissement d'une obligation légale autre que le service militaire, a droit au salaire intégral (en espèces et en nature) suivant :

- pendant un mois au cours des 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> années de service;
- pendant deux mois dès la 3<sup>ème</sup> et jusqu'à la 5<sup>ème</sup> année de service;
- pendant trois mois dès la 6<sup>ème</sup> et jusqu'à la 10<sup>ème</sup> année de service;

- pendant quatre mois dès la 11ème année de service.

<sup>2</sup> Lorsque le travailleur vit dans le ménage de l'employeur, celui-ci accorde au travailleur empêché de travailler sans sa faute pour cause de maladie, d'accident, de grossesse ou d'accouchement, les soins et secours médicaux pour un temps limité, correspondant à celui de l'alinéa 1 (art. 328a, al. 2 et 3, CO).

<sup>3</sup> En cas de maladie ou d'accident du travailleur, l'indemnité journalière versée par la caisse-maladie ou par l'assurance-accidents peut être déduite du salaire dans la mesure où elle est versée au travailleur.

Versement de  
salaire en cas de  
service militaire

**Art. 19** Lorsque les rapports de service ont duré plus d'une année ou si le travailleur s'engage au cours de la première année de service à rester au moins une année, il a droit au salaire intégral en cas de service militaire d'une durée maximum de 22 jours. L'allocation pour perte de gain revient dans ce cas à l'employeur.

Versement du  
salaire en cas de  
décès

**Art. 20** En cas de décès du travailleur, l'employeur doit payer le salaire, à partir du jour du décès, pour un mois encore et, si les rapports de travail ont duré plus de cinq ans, pour deux mois encore, si le travailleur laisse un conjoint ou des enfants mineurs ou, à défaut, d'autres personnes en faveur desquelles il remplissait une obligation d'entretien (art. 338, al. 2, CO).

Assurance-  
maladie

**Art. 21**<sup>9)</sup> <sup>1</sup> L'employeur rend le travailleur attentif à son obligation de s'assurer contre la maladie (assurance de base), conformément à la LAMal<sup>11)</sup> et à ses dispositions d'exécution.

<sup>2</sup> L'employeur affine le travailleur engagé pour une durée contractuelle d'au moins trois mois à une assurance d'indemnité journalière ou veille à ce que cette assurance soit ajoutée à l'assurance-maladie. L'indemnité journalière sera au moins égale à 80 % du salaire, durant au moins 720 jours dans une période de 900 jours consécutifs, avec un délai d'attente de 30 jours.

<sup>3</sup> L'employeur paie 50 % des primes de l'assurance d'indemnité journalière.

Assurance-  
accidents

**Art. 22** <sup>1</sup> L'employeur est tenu d'assurer le travailleur contre les accidents et maladies professionnels et contre les accidents non professionnels conformément à la loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA)<sup>5)</sup> et à la législation d'exécution.

<sup>2</sup> Les primes de l'assurance contre les accidents et maladies professionnels sont à la charge de l'employeur, celle de l'assurance contre les accidents non professionnels à la charge du travailleur.

AVS, AI, APG,  
AC et allocations  
familiales

**Art. 23** <sup>1</sup> L'employeur et le travailleur versent les cotisations légales à l'assurance-vieillesse et survivants, à l'assurance-invalidité, au régime des allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité et à l'assurance-chômage.<sup>9)</sup>

<sup>2</sup> L'employeur verse en outre au régime fédéral des allocations familiales les contributions légales dues sur les salaires en espèces ou en nature payés dans son exploitation.

Prévoyance  
professionnelle

**Art. 24** <sup>1</sup> L'employeur est tenu de contracter une assurance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité en faveur du travailleur.

<sup>2</sup> L'employeur paie la moitié des primes au moins.

<sup>3</sup> Les dispositions de la loi du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)<sup>6)</sup> et des textes d'exécution s'y rapportant sont réservées.

Résiliation  
pendant le temps  
d'essai

**Art. 25** <sup>1</sup> Pendant le temps d'essai, chacune des parties peut résilier le contrat de travail à tout moment, moyennant un délai de congé de trois jours; sont considérées comme temps d'essai les deux premières semaines de travail.

<sup>2</sup> Lorsque, pendant le temps d'essai, le travail est interrompu par suite de maladie, d'accidents ou d'accomplissement d'une obligation légale incombant au travailleur sans qu'il ait demandé de l'assumer, le temps d'essai est prolongé d'autant.

Résiliation après  
le temps d'essai

**Art. 26** <sup>1</sup> Le contrat peut être résilié pour la fin d'un mois moyennant un délai de congé d'un mois pendant la première année de service, de deux mois de la deuxième à la cinquième année de service, de trois mois ultérieurement.

<sup>2</sup> Les dispositions particulières du Code des obligations concernant la résiliation du contrat de travail en temps inopportun (grossesse, maladie, accident, service militaire, etc.) sont réservées (art. 336c et 336d CO).

Motivation du  
congé et  
résiliation  
abusive

**Art. 27** <sup>1</sup> La partie qui reçoit le congé peut demander à l'autre partie qu'elle motive sa décision par écrit (art. 335 CO).

<sup>2</sup> En cas de résiliation abusive au sens de l'article 336 du Code des obligations, la partie qui reçoit le congé et entend demander une indemnité doit faire opposition au congé par écrit auprès de l'autre partie, au plus tard jusqu'à la fin du délai de congé (art. 336b CO).

Résiliation  
immédiate pour  
justes motifs

**Art. 28** L'employeur et le travailleur peuvent résilier immédiatement le contrat en tout temps pour de justes motifs; la partie qui résilie immédiatement le contrat doit motiver sa décision par écrit si l'autre partie le demande (art. 337 CO).

Certificat

**Art. 29** <sup>1</sup> Le travailleur peut exiger en tout temps de l'employeur la délivrance d'un certificat mentionnant la nature et la durée du service accompli ainsi que la qualité du travail et la conduite de l'employé.

<sup>2</sup> Sur demande expresse du travailleur, le certificat peut se limiter aux indications portant sur la nature et la durée des rapports de service (art. 330a CO).

Gratification à  
raison de longs  
rapports de  
travail

**Art. 30** <sup>1</sup> Si les rapports de travail d'un travailleur âgé d'au moins 50 ans prennent fin après 20 ans de service ou plus dans la même exploitation, l'employeur verse au travailleur une gratification à raison de ces longs rapports de service.

<sup>2</sup> La gratification pour ancienneté de service se monte à :

- a) deux salaires mensuels pour 20 à 25 années de service;
- b) trois salaires mensuels pour 26 à 30 années de service;
- c) quatre salaires mensuels pour 31 à 35 années de service;
- d) cinq salaires mensuels pour 36 à 40 années de service;
- e) six salaires mensuels pour plus de 40 années de service.

(Le salaire mensuel se compose du salaire en espèces et du salaire en nature).

<sup>3</sup> Si le travailleur reçoit des prestations d'une institution de prévoyance, celles-ci peuvent être déduites de l'indemnité à raison des longs rapports de travail dans la mesure où elles ont été financées soit par l'employeur lui-même, soit par l'institution de prévoyance au moyen de la contribution de l'employeur.

<sup>4</sup> Pour le surplus, les articles 339b et suivants du Code des obligations sont applicables.

Litiges

**Art. 31** Les litiges relevant du contrat de travail seront tranchés par le Conseil de prud'hommes, quelle qu'en soit la valeur litigieuse.

Remise du  
contrat-type de  
travail

**Art. 32** L'employeur remet un exemplaire du présent contrat-type de travail au travailleur.

Dispositions  
supplétives

**Art. 33** <sup>1</sup> Les dispositions du Code des obligations concernant le contrat de travail sont applicables à toutes les questions qui ne sont pas réglées par le contrat-type.

<sup>2</sup> Demeurent réservées, lors de l'entrée en vigueur du présent contrat-type, les situations acquises plus favorables aux travailleurs.

Dispositions  
auxquelles il ne  
peut être dérogé

**Art. 34** Il ne peut être dérogé aux dispositions ci-après par accord, ni au détriment de l'employeur, ni au détriment du travailleur :

- article 6, alinéa 1 (heures de travail supplémentaires);
- article 22 (assurance-accidents);
- article 23 (AVS-AI-APG-AC et allocations familiales);
- article 24 (LPP);
- article 27 (résiliation abusive, indemnité, procédure);
- article 28 (résiliation immédiate pour justes motifs).

Dispositions  
auxquelles il ne  
peut être dérogé  
au détriment du  
travailleur

**Art. 35** Il ne peut pas être dérogé aux dispositions ci-après par accord au détriment du travailleur :

- article 3, alinéa 1 (responsabilité du travailleur);
- article 4, alinéas 2 et 3 (protection de la personne du travailleur);
- article 8, alinéa 4 (congé);
- article 11 (vacances);
- article 18, alinéa 1 (salaire en cas d'empêchement du travailleur);
- article 18, alinéa 2 (travailleur vivant en communauté domestique);
- article 20 (décès du travailleur);
- article 26, alinéa 2 (résiliation en temps inopportun);
- article 29 (certificat);
- article 30, alinéas 1 et 4 (conditions pour l'indemnité de départ).

Abrogation

**Art. 36** Le contrat-type de travail pour le personnel d'exploitation et de maison dans l'agriculture du 6 décembre 1978 est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 37** Le présent contrat-type de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996.

Delémont, le 20 décembre 1995

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Kohler  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

**Annexe** [8\)15\)](#)**Calcul du salaire minimal (art. 13)**

	Fr.
Salaire brut de référence, 13 <sup>ème</sup> salaire inclus, versé 12 fois par année :	3 110.-
Déductions pour prestations en nature :	
a) logement et nourriture :	- 990.-
b) entretien du linge :	- 60.-
Salaire brut de référence en espèces :	2 060.-

**Modulation du salaire brut de référence en espèces (art. 13, al. 3)**

a) le salaire brut de référence en espèces est modulé à la baisse lorsque l'employé n'a pas encore atteint l'âge de 25 ans et à la hausse lorsqu'il est âgé de 50 ans au moins :	
– moins de 19 ans :	- 412.-
– de 19 à 24 ans :	- 206.-
– dès 50 ans :	+ 206.-
b) le salaire brut de référence en espèces est modulé à la baisse lorsque la durée de l'engagement est inférieure à 10 mois :	
– moins de 6 mois :	- 412.-
– de 6 à 9 mois :	- 206.-
c) le salaire brut de référence en espèces vaut lorsque l'employé a terminé avec succès un apprentissage ou lorsqu'il dispose d'un diplôme délivré par une école spécialisée; il est modulé à la baisse lorsque le niveau de formation est inférieur et à la hausse lorsqu'il est supérieur :	
– pas de qualification :	- 206.-
– pas de qualification, mais conduite du tracteur :	- 103.-
– CFC en agriculture :	+ 206.-
– brevet fédéral d'agriculteur ou d'agricultrice, brevet fédéral de paysanne :	+ 618.-
– maîtrise fédérale d'agriculteur ou d'agricultrice, diplôme supérieur de paysanne :	+ 1 030.-
d) le salaire brut de référence en espèces est modulé à la hausse lorsque l'employé peut se prévaloir d'une expérience professionnelle d'une année au moins :	
– 1 an d'expérience au moins :	+ 103.-
– 3 ans d'expérience au moins :	+ 206.-
– 5 ans d'expérience au moins :	+ 309.-



- 1) RS 220
- 2) RSJU 211.1
- 3) RSJU 910.1
- 4) RS 210
- 5) RS 832.20
- 6) RS 831.40
- 7) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I du contrat-type de travail du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 8) Introduit(e) par le ch. I du contrat-type de travail du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I du contrat-type de travail du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 10) Abrogé par le ch. I du contrat-type de travail du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 11) RS 832.10
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I du contrat-type de travail du 5 décembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 13) Nouvelle teneur selon le ch. I du contrat-type de travail du 21 avril 2009
- 14) Introduit par le ch. I du contrat-type de travail du 21 avril 2009
- 15) Nouvelle teneur de l'annexe selon le ch. I du contrat-type de travail du 21 avril 2009



# Loi portant introduction de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LiLP)

du 11 décembre 1996

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP)<sup>[1](#)</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : Dispositions générales

But et objet **Article premier** <sup>1</sup> La présente loi édicte les dispositions d'exécution de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite.

<sup>2</sup> Elle définit l'organisation des offices des poursuites et des faillites, règle leur surveillance et arrête des normes de procédure en matière de poursuites et faillites.

Terminologie **Art. 2** Les termes de la présente loi désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## SECTION 2 : Organisation des offices des poursuites et des faillites

Arrondissements et cercles **Art. 3** <sup>1</sup> Les districts forment les arrondissements des offices des poursuites pour dettes et des faillites.

<sup>2</sup> Chaque arrondissement peut être divisé en cercles par l'Autorité cantonale de surveillance.

Organisation **Art. 4** <sup>1</sup> Chaque arrondissement est pourvu d'un office des poursuites et des faillites, qui est dirigé par le préposé et, en cas d'empêchement ou de récusation, par le substitut.

<sup>2</sup> Si le substitut est lui-même empêché, le Département de la Justice nomme un remplaçant extraordinaire.

<sup>3</sup> Il n'est procédé à la désignation d'un tel remplaçant que si l'Autorité cantonale de surveillance ne peut confier le travail en cause au préposé d'un autre district.

<sup>4</sup> Le Parlement arrête le nombre des fonctionnaires des offices.

<sup>5</sup> Le Gouvernement peut, sur préavis de l'Autorité cantonale de surveillance, autoriser les offices des poursuites et des faillites à engager des employés en cas de surcroît de travail.

Siège

**Art. 5<sup>8)</sup>** L'office des poursuites et des faillites est implanté dans le chef-lieu du district.

Election,  
nomination et  
engagement

**Art. 6** <sup>1</sup> Le préposé est élu par le Parlement pour une période de quatre ans; il a le statut de magistrat.

<sup>2</sup> Le Gouvernement nomme le substitut ainsi que les autres fonctionnaires des offices pour une période de quatre ans.

<sup>3</sup> Les employés sont engagés sur la base d'un contrat de droit administratif.

Récusation et  
actes interdits

**Art. 7** <sup>1</sup> Un préposé, un fonctionnaire, un employé ou un membre de l'autorité de surveillance peut être récusé conformément à l'article 10 LP.

<sup>2</sup> Un préposé, un fonctionnaire ou un employé ne peut conclure pour son propre compte, sous peine de nullité, une affaire touchant des créances en poursuite ou des objets à réaliser (art. 11 LP).

<sup>3</sup> Un préposé, un fonctionnaire ou un employé ne peut exercer une activité accessoire qu'avec l'autorisation du Gouvernement.

Responsabilité  
en action  
récursaire

**Art. 8** <sup>1</sup> L'Etat répond du dommage causé de manière illicite par les personnes mentionnées à l'article 5 LP, selon les règles du Code de procédure administrative<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> Le lésé n'a aucun droit envers le responsable.

<sup>3</sup> Lorsqu'une action en dommages-intérêts est fondée sur l'acte illicite de l'Autorité cantonale de surveillance, également lorsqu'elle agit comme juge supérieur du concordat, le Tribunal fédéral est seul compétent.

<sup>4</sup> L'Etat possède contre l'auteur du dommage une action récursoire de droit administratif<sup>3)</sup>.

Prescription

**Art. 9** La prescription est réglée par l'article 6 LP.

Rémunération

**Art. 10** <sup>1</sup> Les préposés, les fonctionnaires et les employés sont rémunérés conformément aux échelles de traitement fixées par le Parlement<sup>4)</sup>.

<sup>2</sup> Ils sont soumis aux conditions de rémunération et de travail applicables aux fonctionnaires et employés cantonaux.

Agents de  
poursuites  
a) Organisation  
des tâches

**Art. 11** <sup>1</sup> Chaque cercle est pourvu d'un agent de poursuites.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut confier plusieurs cercles au même agent.

<sup>3</sup> En cas de nécessité, le préposé peut recourir aux services d'un agent provenant d'un autre cercle de son arrondissement.

<sup>4</sup> L'agent de poursuites procède, pour l'office des poursuites et des faillites, à la notification des actes de poursuites, à l'exécution des saisies et des séquestres, à la confection de l'inventaire des objets soumis au droit de rétention du bailleur et, le cas échéant, à toute autre tâche confiée par le préposé telle que l'administration de biens saisis ou compris dans la masse d'une faillite, l'établissement des inventaires et l'exécution des ventes.

<sup>5</sup> L'agent ne peut faire d'autres opérations que celles énumérées ci-dessus. Il ne peut accorder de délais. S'il perçoit des fonds pour le créancier poursuivant, il les remet immédiatement, et en tout cas dans les trois jours, à l'office des poursuites et des faillites.

<sup>6</sup> L'office des poursuites et des faillites peut procéder à des notifications par voie postale.

b) Statut et  
rémunération

**Art. 12** <sup>1</sup> Les agents de poursuites sont engagés par le Gouvernement sur la base d'un contrat de durée indéterminée. Un contrat de durée déterminée peut être conclu lorsqu'il est certain, au moment de l'engagement, que l'emploi de l'agent de poursuites prendra fin à une date déterminée.

<sup>2</sup> Le contrat relève du droit public et respecte les conditions minimales garanties par le droit du contrat de travail<sup>5)</sup>.

<sup>3</sup> Les agents de poursuites sont rémunérés à l'acte ou à l'heure pour les tâches qui leur sont confiées par le préposé. Le Gouvernement peut donner à un poste d'agent de poursuites le caractère d'un emploi à rémunération fixe.

<sup>4</sup> La rémunération annuelle fixée par contrat comprend les vacances et le treizième salaire. Elle ne peut dépasser le maximum déterminé par le Gouvernement.

<sup>5</sup> Le Parlement règle par voie de décret les droits et obligations des agents de poursuites.

Dépôts et  
consignations

**Art. 13** Les offices des poursuites et faillites effectuent leurs dépôts et consignations (art. 9 et 24 LP) auprès de la Section "Caisse et Comptabilité".

### SECTION 3 : Surveillance

Autorités de  
surveillance,  
compétences

**Art. 14** <sup>1</sup> La surveillance des offices des poursuites et des faillites incombe au juge civil du Tribunal de première instance et à l'Autorité cantonale de surveillance.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Le juge civil du Tribunal de première instance<sup>10)</sup>, en sa qualité d'autorité inférieure de surveillance, traite certaines plaintes dirigées contre les offices des poursuites et des faillites.

<sup>3</sup> L'Autorité cantonale de surveillance est une section du Tribunal cantonal; elle veille à l'application correcte du droit des poursuites et faillites.

<sup>4</sup> ...<sup>9)</sup>

Nomination et  
composition de  
l'Autorité  
cantonale de  
surveillance

**Art. 15** <sup>1</sup> L'Autorité cantonale de surveillance est nommée par le plenum du Tribunal cantonal.

<sup>2</sup> Elle comprend trois membres.

Inspection	<b>Art. 16<sup>8)</sup></b> L'Autorité cantonale de surveillance inspecte au moins une fois par année les offices des poursuites et des faillites et dresse rapport de ses constatations.
Mesures disciplinaires	<p><b>Art. 17</b> <sup>1</sup> L'Autorité cantonale de surveillance peut prononcer toutes les sanctions prévues à l'article 14 LP.</p> <p><sup>2</sup> La procédure disciplinaire est régie par les dispositions du Code de procédure administrative et de la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura.</p>
Plaintes a) Autorités compétentes	<b>Art. 18</b> Les plaintes en matière de poursuites et faillites relèvent de la compétence du juge civil du Tribunal de première instance ou de l'Autorité cantonale de surveillance.
b) Juge civil du Tribunal de première instance	<p><b>Art. 19</b> <sup>1</sup> Le juge civil du Tribunal de première instance est compétent pour statuer sur les plaintes dans lesquelles sont soulevés principalement des griefs se rapportant à l'opportunité de la décision.</p> <p><sup>2</sup> Il est compétent également s'il s'agit de déterminer le minimum indispensable au sens de l'article 93 LP.</p>
c) Autorité cantonale de surveillance	<p><b>Art. 20</b> <sup>1</sup> Toutes les autres plaintes doivent être adressées à l'Autorité cantonale de surveillance.</p> <p><sup>2</sup> Les plaintes contre les décisions des assemblées des créanciers (art. 235 ss et 252 ss LP) relèvent de la compétence de l'Autorité cantonale de surveillance.</p> <p><sup>3</sup> Cette dernière connaît des recours selon l'article 18 LP.</p>
d) Procédure de plainte	<p><b>Art. 21</b> <sup>1</sup> Les plaintes et requêtes doivent être adressées par écrit à l'autorité compétente en matière de plainte (art. 18 ss). Elles peuvent également être déposées oralement au cours de l'audience devant le juge civil du Tribunal de première instance et sont alors consignées au procès-verbal.</p> <p><sup>2</sup> Si l'autorité saisie est incompétente, elle transmet d'office la plainte ou la requête à l'autorité qu'elle estime compétente.</p>

e) Droit applicable

**Art. 22** <sup>1</sup> Sous réserve des dispositions du droit fédéral, l'autorité saisie de la plainte applique le Code de procédure civile<sup>6)</sup> par analogie.

<sup>2</sup> Dans la mesure du possible, elle entend les personnes que la décision est susceptible de toucher dans leurs intérêts juridiquement protégés.

f) Procédure devant l'autorité saisie de la plainte

**Art. 23** <sup>1</sup> L'autorité saisie de la plainte communique celle-ci à l'organe de poursuite dont la décision est attaquée et l'invite à se prononcer. L'organe de poursuite peut, jusqu'à l'envoi de la réponse, procéder à un nouvel examen de la décision attaquée.

<sup>2</sup> Si l'organe de poursuite prend une nouvelle mesure, il la notifie sans délai aux intéressés et en donne connaissance à l'autorité saisie de la plainte.

<sup>3</sup> L'autorité saisie de la plainte peut ordonner une instruction, notamment lorsque des faits essentiels sont contestés.

Demande de prolongation

**Art. 24** Le juge civil du Tribunal de première instance est compétent pour accorder, en une ou plusieurs décisions, une prolongation de six mois au maximum du délai prévu à l'article 270 LP. Les autres prolongations relèvent de la compétence de l'Autorité cantonale de surveillance.

Instructions et circulaires

**Art. 25** L'Autorité cantonale de surveillance peut donner aux offices des poursuites et des faillites les instructions nécessaires à la bonne marche des affaires et édicter les circulaires utiles.

Rapport annuel

**Art. 26** L'Autorité cantonale de surveillance adresse chaque année au Tribunal cantonal, ainsi qu'au Tribunal fédéral s'il en fait la demande (art. 15 LP), un rapport sur la marche des affaires de poursuites pour dettes et de faillites.

#### SECTION 4 : Autorités judiciaires

Concordat

**Art. 27** Le juge civil du Tribunal de première instance statue à bref délai en première instance, et l'Autorité cantonale de surveillance en instance supérieure, en matière de concordat et dans les autres procédures de la compétence du juge du concordat.



Juge civil du  
Tribunal de  
première  
instance

**Art. 28** Le juge civil du Tribunal de première instance est le juge compétent dans tous les autres cas que la loi fédérale défère aux tribunaux à moins que la présente loi ou le Code de procédure civile n'en dispose autrement.

Droit applicable

**Art. 29** Le Code de procédure civile est applicable par analogie sauf disposition contraire du droit fédéral ou de la présente loi.

## SECTION 5 : Enchères

Enchères

**Art. 30** <sup>1</sup> Le préposé procède à l'enchère avec le concours de l'agent de poursuites.

<sup>2</sup> L'agent fait les criées; s'il est empêché, il est remplacé par l'agent d'un autre cercle.

<sup>3</sup> Les enchères immobilières se déroulent dans le district du lieu de situation de l'immeuble.

## SECTION 6 : Dispositions finales

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 31** Le Code de procédure civile de la République et Canton du Jura<sup>6)</sup> est modifié comme il suit :

Article 5a

... [7\)](#)

Article 117

... [7\)](#)

Article 118

... [7\)](#)

Article 119, alinéa 1

... [7\)](#)

Article 318, chiffres 6, 14 et 15

... [7\)](#)

Article 346, alinéa 2

... [7\)](#)

Article 346a

... [7\]](#)

Article 349, deuxième phrase

... [7\]](#)

Article 363, alinéa 1

... [7\]](#)

Article 365

... [7\]](#)

Abrogation

**Art. 32** La loi du 9 novembre 1978 portant introduction dans le canton du Jura de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite est abrogée.

Référendum

**Art. 33** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 34** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Delémont, le 11 décembre 1996

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Hubert Ackermann  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

<sup>1)</sup> RS 281.1

<sup>2)</sup> RSJU 175.1

<sup>3)</sup> Art. 28 et 29 de la loi du 26 octobre 1978 sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura (RSJU 173.11)

<sup>4)</sup> Décret du 6 décembre 1978 concernant le traitement des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura (RSJU 173.411)

<sup>5)</sup> Art. 361 et 362 du Code des obligations (RS 220)

<sup>6)</sup> RSJU 271.1

<sup>7)</sup> Texte inséré dans ledit Code

<sup>8)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009

<sup>9)</sup> Abrogé par le ch. I de la loi du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009

<sup>10)</sup> Nouvelle dénomination selon la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000 (RSJU 181.1), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Il a été tenu compte de cette modification dans toute la présente loi.

## TABLE DES MATIERES

<b>3</b>	<b>Droit pénal, procédure pénale, exécution</b>
<b>31</b>	<b><i>Droit pénal</i></b>
311 311.1	Loi du 9 novembre 1978 sur l'introduction du Code pénal suisse Arrêté du Département de la Santé du 25 février 2003 désignant les cabinets et les établissements hospitaliers pratiquant l'interruption de grossesse
312	<i>Aide aux victimes d'infractions</i>
312.5 312.51	Loi du 20 juin 2001 portant introduction à la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur l'aide aux victimes d'infractions Arrêté du Gouvernement du 5 avril 2005 portant reconnaissance d'un centre de consultation au sens de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions
<b>32</b>	<b><i>Procédure pénale</i></b>
321	<i>Dispositions générales</i>
321.1	Code de procédure pénale de la République et Canton du Jura du 13 décembre 1990
324	<i>Amendes d'ordre</i>
324.1 324.11 324.111	Loi du 9 novembre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 24 juin 1970 sur les amendes d'ordre infligées aux usagers de la route et instituant d'autres amendes d'ordre Décret du 6 décembre 1978 sur les amendes d'ordre Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les amendes d'ordre
325	<i>Pouvoir répressif des communes</i>
325.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant le pouvoir répressif des communes
<b>33</b>	<b><i>Casier judiciaire</i></b>
331	Ordonnance du 18 janvier 2000 concernant le casier judiciaire informatisé

**34                    *Exécution*****341                    *Dispositions générales***

341.11                Ordonnance du 6 mars 2007 concernant l'exécution des peines et mesures

**342                    *Etablissements***

342.11                Ordonnance du 21 décembre 2004 sur les établissements de détention

342.111              Règlement des établissements de détention du 21 décembre 2004

342.491              Arrêté du Gouvernement du 18 mars 1980 portant adhésion à la convention passée entre la République et Canton du Jura et la Fondation du Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire

**349                    *Conventions intercantionales***

349.1                Arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins

349.11              Arrêté du Gouvernement du 9 décembre 2008 approuvant le règlement du 25 septembre 2008 concernant l'octroi d'autorisation de sortie aux personnes condamnées et jeunes adultes

349.12              Arrêté du Gouvernement du 9 décembre 2008 approuvant le règlement du 25 septembre 2008 concernant la liste des établissements pour l'exécution des sanctions pénales privatives de liberté ou à titre anticipé

349.2                Arrêté du Parlement du 24 mai 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution de la détention pénale des personnes mineures des cantons romands (et partiellement du Tessin)

**35                    *Entraide judiciaire dans les affaires pénales de droit cantonal***

351.1                Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la réglementation interne des affaires intercantionales d'extradition

351.71              Loi du 21 juin 1995 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'entraide judiciaire et la coopération intercantonale en matière pénale

**Loi****portant introduction de la loi fédérale du 24 juin 1970 sur les amendes d'ordre infligées aux usagers de la route et instituant d'autres amendes d'ordre<sup>1)</sup>**

du 9 novembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 4 de la loi fédérale du 24 juin 1970 sur les amendes d'ordre infligées aux usagers de la route<sup>2)</sup>,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

*arrête :*

Amendes d'ordre  
infligées aux  
usagers de la  
route

**Article premier** <sup>1</sup> Les amendes d'ordre prévues par la loi fédérale du 24 juin 1970 sur les amendes d'ordre infligées aux usagers de la route sont perçues par les organes de la police en uniforme du canton et des communes.

<sup>2</sup> Par voie de convention, le Gouvernement peut déléguer la compétence de percevoir les amendes visées par l'alinéa 1 à des gardes-frontières et à des douaniers.<sup>4)</sup>

Autres amendes  
d'ordre

**Art. 2** <sup>1</sup> Pour d'autres contraventions de peu d'importance, les organes de la police peuvent être autorisés à infliger et à percevoir des amendes d'ordre sur-le-champ lorsque le prévenu accepte cette procédure.

<sup>2</sup> Un décret du Parlement fixera les cas dans lesquels des amendes d'ordre peuvent être prononcées sur-le-champ, le montant de ces amendes et la procédure à suivre.

Dispositions  
d'exécution

**Art. 3** Le Gouvernement est autorisé à édicter les prescriptions d'exécution nécessaires concernant la présente loi.

Entrée en  
vigueur

**Art. 4** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>3)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 9 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

Approuvée par le Conseil fédéral le 28 février 1980.

- <sup>1)</sup> Loi du 12 septembre 1971 portant introduction de la loi fédérale du 24 juin 1970 sur les amendes d'ordre infligées aux usagers de la route et instituant d'autres amendes d'ordre (RSB 324.1)
- <sup>2)</sup> RS 741.03
- <sup>3)</sup> 1er janvier 1979
- <sup>4)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 19 décembre 2008, en vigueur depuis le 1er avril 2009

## TABLE DES MATIERES

<b>4</b>	<b>Education, science, culture, Eglise</b>
<b>41</b>	<b><i>Education et science</i></b>
<b>410.1</b>	<b><i>Fondement</i></b>
410.100	Arrêté du Parlement du 22 mars 1979 concernant l'adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 29 octobre 1970 sur la coordination scolaire
410.101	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1993 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'Accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études
410.102	Arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire
410.103	Arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention scolaire romande
410.11	Loi du 20 décembre 1990 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école secondaire (Loi scolaire)
410.111	Ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire (Ordonnance scolaire)
410.111.0	Arrêté du Département de l'Education du 26 février 2004 concernant l'éducation précoce spécialisée
410.111.1	Arrêté du Département de l'Education du 2 avril 2003 relatif à l'enseignement d'appui ambulatoire
410.111.2	Règlement du Département de l'Education du 25 mars 1999 concernant l'orientation des élèves en sixième année
410.111.3	Règlement du Département de l'Education du 9 juillet 1999 concernant l'orientation des élèves à l'école secondaire
410.111.4	Directives du Département de l'Education du 30 juin 2003 concernant les classes de soutien du degré secondaire
410.112	Arrêté du Département de l'Education du 5 septembre 2001 fixant le statut des coordinateurs et des chargés de mission engagés par le DED
410.113	Ordonnance du 24 octobre 2006 fixant les conditions cadres pour les transports scolaires
410.16	Décret du 14 décembre 1994 fixant la répartition des dépenses scolaires entre les communes
410.164	Arrêté du Département de l'Education du 24 octobre 1994 fixant les indemnités de repas susceptibles d'être versées aux parents d'élèves des écoles primaires et secondaires

*410.2 Corps enseignant*

- 410.210 Arrêté du Parlement du 15 novembre 2000 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat intercantonal créant une Haute Ecole pédagogique commune aux cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel (HEP-BEJUNE)
- 410.210.1 Loi du 6 décembre 2000 sur la Haute Ecole pédagogique (HEP-BEJUNE)
- 410.210.10 Ordonnance du 15 mai 2001 réglant la formation professionnelle pour l'enseignement secondaire durant la période transitoire d'introduction de la loi sur la Haute Ecole pédagogique
- 410.210.11 Ordonnance du 10 juillet 1984 portant exécution de la loi sur la formation du corps enseignant
- 410.210.114 Règlement du 29 août 1985 concernant la participation des adultes aux cours et manifestations de l'Institut pédagogique
- 410.210.12 Ordonnance du 28 juin 1995 sur la formation pédagogique des candidats à l'enseignement dans les écoles moyennes
- 410.210.13 Ordonnance du 6 décembre 1983 instituant un concours d'entrée à l'Institut pédagogique
- 410.210.14 Ordonnance du 6 octobre 1992 concernant le passage des maîtres primaires dans l'enseignement secondaire et vice-versa et l'accès des maîtresses ACT à l'enseignement des activités manuelles
- 410.210.16 Directives du Département de l'Education du 14 avril 1997 concernant les honoraires, indemnités et autres prestations accordés dans le cadre des cours de perfectionnement et de formation continue du corps enseignant
- 410.210.18 Ordonnance du 19 août 1986 concernant la reconnaissance des brevets d'enseignement obtenus avant 1979
- 410.210.36 Règlement du 6 décembre 1978 concernant les droits d'examens pour l'obtention de brevets d'enseignement
- 410.251 Loi du 9 novembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant
- 410.251.1 Décret du 6 décembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant
- 410.252.1 Ordonnance du 13 juin 2006 concernant le programme horaire du corps enseignant
- 410.252.23 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la rétribution des leçons supplémentaires données par un maître occupé à plein temps et de l'enseignement dispensé de façon irrégulière durant un semestre entier
- 410.252.24 Ordonnance du 29 juin 1993 sur l'indemnisation et la diminution du temps d'enseignement des directeurs, médiateurs et titulaires d'autres fonctions dans les écoles enfantines, primaires et secondaires
- 410.252.26 Ordonnance du 13 mai 1986 concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-reconduction consécutifs à une décision de fermeture de classe
- 410.252.31 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la rétribution des maîtresses et des maîtres de l'école complémentaire ménagère obligatoire



---

410.252.32	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les traitements des maîtres aux écoles supérieures de commerce
410.252.331	Arrêté du Gouvernement du 11 décembre 1979 concernant la classification des directeurs des écoles moyennes supérieures relevant du Département de l'Education et des Affaires sociales
410.252.34	Ordonnance du 3 mai 1983 fixant les indemnités allouées aux maîtres dans le cadre de la formation pédagogique et pratique des enseignants
410.252.4	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les traitements des maîtres nommés à titre provisoire et l'éligibilité à titre définitif des maîtres à programme partiel
410.252.5	Ordonnance du 25 novembre 1986 concernant le remplacement des enseignants
410.254.2	Ordonnance du 26 novembre 1997 concernant la répartition des charges pour le traitement des enseignants
410.254.4	Ordonnance du 18 janvier 1983 concernant les allègements des parts communales au traitement des enseignants
410.263	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les traitements assurés des maîtresses ménagères et des maîtresses d'ouvrages
410.3	<i>Constructions scolaires</i>
410.316	Décret du 21 décembre 2001 réglant l'octroi de subventions pour installations scolaires
410.316.1	Ordonnance du 27 août 2002 sur les installations scolaires
410.316.11	Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 20 décembre 1985 concernant la construction et l'équipement des installations scolaires
410.316.12	Arrêté du Département de l'Education du 28 janvier 1991 fixant les montants pris en compte pour le subventionnement de la construction, de la transformation et de l'équipement de base des installations scolaires
410.318	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le versement de subventions pour l'acquisition d'établis et d'outils destinés à l'enseignement des travaux manuels
410.4	<i>Moyens d'enseignement</i>
410.411	Arrêté du Gouvernement du 25 février 1992 concernant la publication des décisions et des informations scolaires officielles
410.416	Arrêté du Parlement du 26 mai 1982 concernant les subventions à allouer aux communes pour l'achat de moyens d'enseignement et de matériel scolaire dans les écoles maternelles, primaires et secondaires
410.417	Ordonnance du 27 février 1996 concernant les prestations assimilables à des moyens d'enseignement

---

410.7	<i>Service scolaire médical et dentaire</i>
410.71	Ordonnance du 5 décembre 2000 concernant le service de santé scolaire
410.716	Ordonnance du 31 janvier 1984 fixant les tarifs de rétribution des médecins scolaires
410.72	Décret du 13 décembre 2006 concernant le service dentaire scolaire
410.721	Ordonnance du 27 février 2007 concernant le service dentaire scolaire
410.726	Ordonnance du 5 juillet 1994 fixant le tarif pour les soins dentaires scolaires
410.726.1	Arrêté du Gouvernement du 27 février 2007 fixant la valeur du point pour le tarif dentaire scolaire
410.8	<i>Orientation en matière d'éducation</i>
410.81	Ordonnance du 21 novembre 2006 concernant l'orientation scolaire et professionnelle et la psychologie scolaire
410.861	Arrêté du Gouvernement du 1er mars 1983 portant création d'un Fonds pour l'orientation scolaire et professionnelle
411	<i>Prolongation de la scolarité</i>
411.1	Règlement provisoire du Département de l'Education du 8 février 2005 concernant l'option "orientation" du cycle de transition du secondaire I vers le secondaire II

## TABLE DES MATIERES

<b>4</b>	<b>Education, science, culture, Eglise</b>
412	<i>Ecole moyenne</i>
412.01	Loi du 24 mai 2006 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire
412.011	Ordonnance du février 2008 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire
412.11	Loi du 1 <sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue
412.111	Règlement des écoles moyennes du 6 décembre 1978
412.112	Directives du Département de l'Education du 2 décembre 1994 relatives à l'admission des élèves dans les écoles moyennes
412.113	Directives du Département de l'Education du 5 juin 2000 concernant les réorientations et les passerelles dans les écoles moyennes
412.214	Directives du 5 mai 2001 réglant l'organisation et le fonctionnement des "structures sports-arts-études" dans les écoles secondaires
412.291	Arrêté du Parlement du 22 novembre 1995 concernant l'approbation de la Convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura concernant l'Ecole secondaire de la Courtine sise à Bel-lelay
412.292	Convention de collaboration entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura du 14 novembre 2001 dans le but de permettre à de jeunes artistes ou sportives et sportifs de concilier formation scolaire et carrière artistique ou sportive
412.311.1	Règlement du Département de l'Education du 17 janvier 2001 concernant l'organisation des études au Lycée cantonal
412.311.41	Règlement du Département de l'Education du 9 mars 2005 concernant l'organisation de l'enseignement, le plan d'études et les promotions dans les écoles supérieures de commerce
412.351	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de baccalauréat et de maturité dans les lycées de la République et Canton du Jura
412.351.1	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de baccalauréat au Collège Saint-Charles de Porrentruy
412.351.2	Directives du Département de l'Education du 16 décembre 2002 concernant les examens ordinaires de baccalauréat et de maturité dans les lycées de la République et Canton du Jura
412.352	Ordonnance du 8 mars 2005 concernant les examens de maturité commerciale et de maturité professionnelle commerciale dans les écoles supérieures de commerce de la République et Canton du Jura

- 412.353 Règlement du Département de l'Education du 9 mars 2005 concernant le complément de formation conduisant les détenteurs de la maturité commerciale à l'obtention d'une maturité professionnelle commerciale
- 412.354 Ordonnance du 30 octobre 2001 concernant les personnes associées aux examens des écoles moyennes
- 412.511.1 Règlement du Département de l'Education du 31 octobre 2006 concernant l'organisation des études, l'évaluation et la promotion des élèves à l'Ecole de culture générale de Delémont
- 412.513 Arrêté du Gouvernement du 19 avril 1988 créant un cycle de promotion à l'Ecole de culture générale
- 412.513.0 Arrêté du Gouvernement du 4 mai 1993 portant sur le maintien du cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont jusqu'au terme de l'année scolaire 1995/1996 et arrêté du Gouvernement du 14 février 1996 portant prorogation du cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont
- 412.513.1 Règlement du Département de l'Education du 18 août 2000 concernant le cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont
- 412.515 Ordonnance du 31 octobre 2006 concernant la délivrance du certificat de l'Ecole de culture générale de Delémont
- 412.516 Directive du Département de l'Education du 12 novembre 2001 réglant l'organisation et le fonctionnement de la "structure Sports-Arts-Etudes" mise en place à l'Ecole de culture générale de Delémont
- 412.632 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la prise en charge des frais de scolarité qui découlent de la fréquentation de lycées publics d'autres cantons
- 412.71 Ordonnance du 20 mai 1997 concernant les activités parascolaires dans les écoles cantonales relevant du Département de l'Education
- 412.95 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention des 4 et 10 octobre 1966 relative à l'admission d'élèves du canton de Berne aux écoles du canton de Bâle-Ville
- 412.96 Arrêté du Gouvernement du 5 mai 2009 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention entre Berne, Jura et Neuchâtel sur les contributions aux frais d'enseignement (Convention BEJUNE)

### *413 Formation professionnelle*

- 413.12 Loi du 25 octobre 2006 concernant le fonds de soutien aux formations professionnelles
- 413.121 Ordonnance du 11 décembre 2007 concernant le fonds de soutien aux formations professionnelles
- 413.124 Règlement de la commission pour la formation professionnelle des travailleurs et jeunes étrangers dans le canton du Jura du 6 décembre 1978

---

413.161.1	Règlement du 4 septembre 1990 relatif à l'octroi d'une aide financière de l'Etat pour la présentation de travaux exécutés par des apprentis durant leur apprentissage
413.19	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2007 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur les contributions dans le domaine de la formation professionnelle initiale
413.191	Arrêté du Gouvernement du 7 décembre 1999 portant adhésion à la convention entre les cantons de Suisse romande et du Tessin en complément à la convention intercantonale sur les contributions équitables des cantons aux écoles professionnelles
413.213.1	Ordonnance du 25 mai 1993 portant reconnaissance du Centre de formation du Foyer jurassien à Delémont en tant qu'atelier de pré-apprentissage
413.241.1	Ordonnance du 15 mars 1994 sur les surveillants et l'indemnisation de la commission cantonale d'apprentissage et des surveillants
413.251.1	Règlement général des écoles et centres professionnels du 31 mars 1994
413.252.4	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le régime des absences dans les écoles professionnelles artisanales et commerciales, ainsi que dans les ateliers d'apprentissage
413.254	Ordonnance du 6 décembre 1983 sur les conditions d'engagement et de rémunération des maîtres aux écoles professionnelles
413.254.1	Ordonnance du 16 décembre 2008 concernant le statut des maîtres de l'Ecole des métiers de la santé et du social de la République et canton du Jura
413.254.2	Arrêté du Gouvernement du 17 mars 1992 définissant le statut du maître de pratique en école de métiers et d'arts appliqués
413.255	Ordonnance du 8 février 2000 sur la maturité professionnelle
413.261	Ordonnance du 20 avril 1993 sur l'organisation des examens, les commissions d'examen et les experts aux examens
413.271	Ordonnance du 16 novembre 1993 sur la formation élémentaire
413.322	Arrêté du Parlement du 8 juin 1994 portant création de l'Ecole technique de la République et Canton du Jura
413.322.1	Règlement du Département de l'Economie du 23 février 2004 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole technique de Porrentruy
413.323	Arrêté du Parlement du 23 janvier 2002 portant création de l'Ecole supérieure jurassienne d'informatique de gestion
413.323.1	Règlement du Département de l'Economie du 23 février 2004 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure jurassienne d'informatique de gestion (ESIG)
413.324	Arrêté du Département de l'Economie du 23 février 2004 fixant la participation financière des étudiants dans les écoles supérieures jurassiennes
413.329.1	Arrêté du Parlement du 28 mai 2003 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur les écoles supérieures spécialisées (AESS)
413.611	Décret du 13 décembre 1990 sur le financement de la formation professionnelle



## TABLE DES MATIERES

<b>4</b>	<b>Education, science, culture, Eglise</b>
<b>414</b>	<i>Université et hautes écoles</i>
414.10	Arrêté du Parlement du 11 décembre 1992 portant approbation de l'accord intercantonal sur la participation au financement des universités pour les années 1993 à 1996
414.11	Arrêté du Parlement du 26 avril 1994 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la Convention du 12 février 1994 relative à la coordination universitaire en Suisse occidentale
414.12	Arrêté du Parlement du 9 septembre 1998 portant approbation de l'accord intercantonal universitaire
414.71	Arrêté du Parlement du 28 janvier 1998 portant approbation du concordat intercantonal du 9 janvier 1997 créant une Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)
414.711	Arrêté du Parlement du 25 août 2004 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale du 30 août 2002 relative au contrôle parlementaire sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)
414.72	Arrêté du Parlement du 25 août 2004 portant approbation de l'accord intercantonal du 12 juin 2003 sur les hautes écoles spécialisées (AHES) à partir du 2005
414.73	Arrêté du Parlement du 24 octobre 2001 portant approbation de la convention intercantonale créant une Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2)
414.731	Arrêté du Gouvernement du 25 février 2003 portant désignation de l'instance cantonale pour la Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2)
414.74	Arrêté du Parlement du 22 mai 2002 portant approbation de la convention intercantonale relative à la Haute Ecole de théâtre de Suisse romande (HETSR)
414.75	Arrêté du Parlement du 21 avril 2004 portant approbation de la convention concernant la Haute Ecole Arc Berne-Jura-Neuchâtel
<b>415</b>	<i>Gymnastique et sport</i>
415.41	Ordonnance du 27 février 1990 sur le sport scolaire facultatif
415.55	Ordonnance du 27 février 1990 concernant Jeunesse + Sport
415.61	Loi du 25 juin 1987 sur le subventionnement des installations sportives à caractère régional et d'intérêt public
415.631	Ordonnance du 18 février 1986 réglant l'affectation de la part du canton du Jura au rendement des concours du Sport-Toto
415.631.1	Règlement d'attribution des subventions provenant des fonds du Sport-Toto du 18 février 1986

- 416                      *Subventions de l'Etat, bourses et fondations*
- 416.185.1              Ordonnance du 10 décembre 1991 réglant le financement des institutions spécialisées relevant de la loi scolaire
- 416.31                   Loi du 25 avril 1985 sur les bourses et prêts d'études
- 416.311                  Ordonnance du 4 juillet 1994 sur les bourses et prêts d'études
- 417                      *Enseignement privé*
- 417.1                    Loi du 10 mai 1984 sur l'enseignement privé
- 417.11                   Ordonnance du 18 décembre 1984 portant exécution de la loi sur l'enseignement privé
- 44                      Culture**
- 441                      *Documentation*
- 441.21                   Loi du 11 octobre 1984 sur les archives publiques de la République et Canton du Jura
- 441.211                  Ordonnance du 7 avril 1988 sur les archives publiques de la République et Canton du Jura
- 441.212                  Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'administration des archives communales
- 441.221                  Ordonnance du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique
- 441.221.1               Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques publiques
- 441.221.2               Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques scolaires
- 441.221.3               Arrêté du Département de l'Education du 5 mars 1993 portant approbation du règlement de la Bibliothèque cantonale jurassienne
- 441.226.1               Règlement du 6 décembre 1978 concernant l'administration du Fonds Friedrich-Emil-Welti
- 441.231                  Ordonnance du 5 juillet 1983 concernant le Musée jurassien des sciences naturelles
- 441.232                  Arrêté du Gouvernement du 9 décembre 1986 instituant la commission des musées
- 443                      *Encouragement des activités culturelles*
- 443.1                    Loi du 9 novembre 1978 sur l'encouragement des activités culturelles
- 443.11                   Ordonnance du 3 février 2004 instituant la commission des affaires culturelles
- 443.14                   Ordonnance du 23 octobre 1990 concernant l'encouragement de la création audiovisuelle



<b>444</b>	<b>Art</b>
444.11	Ordonnance du 16 décembre 1986 concernant l'encouragement des lettres jurassiennes
444.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'encouragement des beaux-arts
<b>445</b>	<b><i>Conservation des monuments historiques et protection des biens culturels</i></b>
445.1	Loi du 9 novembre 1978 sur la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.11	Règlement du 6 décembre 1978 concernant la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.12	Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à la loi sur la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection et la conservation des curiosités naturelles et des antiquités dans le canton du Jura
445.3	Décret du 6 décembre 1978 sur la conservation des monuments historiques et la protection des biens culturels
445.4	Décret du 6 décembre 1978 sur la protection et la conservation des monuments et objets archéologiques
445.42	Ordonnance du 31 octobre 2006 concernant les fouilles archéologiques et paléontologiques
<b>45</b>	<b><i>Protection de la nature et du paysage</i></b>
<b>451</b>	<b><i>Protection de la nature</i></b>
451.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection de la nature
451.113	Arrêté du Gouvernement du 18 janvier 1983 instituant une commission pour la protection de la nature
451.311	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant le Doubs et ses environs immédiats situés en territoire jurassien sous la protection de l'Etat
451.321	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Bolleman et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
451.322	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de la Gruère et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
451.323	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Lucelle et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
451.324	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Plain de Saigne et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
451.325	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang des Royes et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
451.331	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant la tourbière de la Chaux-des-Breuleux et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat

- 451.341 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant une partie de la région dite "Le Cerneux", située sur le territoire de la commune de Courroux, sous la protection de l'Etat
- 451.351 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant les allées du Vorbourg, situées sur le territoire de la commune de Delémont, sous la protection de l'Etat
- 451.352 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant sept arbres à feuilles situés en territoire jurassien sous la protection de l'Etat
- 451.632 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le Fonds de la commission pour la protection de l'environnement

**452** *Protection des sites et du paysage*

- 452.21 Arrêté du Gouvernement du 20 mars 2007 instituant une commission des paysages et des sites

**455** *Protection des animaux*

- 455.1 Ordonnance du 28 mai 1985 portant exécution de la législation fédérale sur la protection des animaux

**47** *Eglise*

**471** *Rapports entre les Eglises et l'Etat*

- 471.1 Loi du 26 octobre 1978 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat
- 471.161 Arrêté du Gouvernement du 9 février 1988 instituant une commission pour le subventionnement des Eglises reconnues

**474** *Impôts ecclésiastiques*

- 474.11 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les impôts ecclésiastiques

**479** *Conventions*

- 479.11 Arrêté du Gouvernement du 21 octobre 1980 portant adhésion de la République et Canton du Jura aux conventions relatives à la circonscription et à l'organisation de l'Evêché de Bâle
- 479.13 Décret de promulgation de la Bulle papale du 11 août 1828

# Loi sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école secondaire (Loi scolaire)

du 20 décembre 1990

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 8, lettres d, e, h et j, 32 à 37 et 39 à 41 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'arrêté du Parlement du 22 mars 1979 concernant l'adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 29 octobre 1970 sur la coordination scolaire<sup>2)</sup>,

*arrête :*

## TITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ  
d'application et  
objet

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi s'applique à l'école enfantine, à l'école primaire et à l'école secondaire.

<sup>2</sup> Elle a pour objet :

- a) les buts et la mission de l'école;
- b) la structure et le fonctionnement général de l'école;
- c) les droits et obligations des élèves et de leurs parents;
- d) le statut des enseignants;
- e) l'organisation locale de l'école;
- f) l'organisation et les tâches des autorités communales et cantonales;
- g) les services auxiliaires;
- h) le financement de l'école.

<sup>3</sup> Elle constitue la loi de référence en matière d'instruction publique.

Mission de  
l'école

**Art. 2** <sup>1</sup> L'école assume, solidairement avec la famille, l'éducation et l'instruction de l'enfant.

<sup>2</sup> Elle respecte la dignité, la personnalité et le développement de l'enfant.

<sup>3</sup> Elle s'efforce de corriger l'inégalité des chances en matière de réussite scolaire.

#### Buts de l'école

**Art. 3** Par les différents moyens à sa disposition, l'école :

- a) amène l'élève à maîtriser les connaissances fondamentales et à travailler de manière autonome;
- b) offre à l'enfant la possibilité de construire sa personnalité, de développer ses aptitudes intellectuelles, manuelles et physiques, d'éveiller sa sensibilité esthétique et spirituelle, d'exprimer sa créativité;
- c) prépare l'enfant à exercer activement son rôle dans la société;
- d) rend l'enfant conscient de son appartenance au monde qui l'entoure en développant en lui le sens de la fraternité, de la coopération et de la tolérance;
- e) familiarise l'enfant avec les langues étrangères et lui donne les moyens de développer sa connaissance de plusieurs d'entre elles.

#### Intégration des handicapés

**Art. 4** <sup>1</sup> L'école pourvoit à l'intégration des enfants handicapés dans une classe ordinaire, dans une classe de soutien ou dans une autre structure.

<sup>2</sup> L'intégration se fait en fonction de la nature du handicap et dans tous les cas où elle est bénéfique à l'enfant. Elle doit répondre aux besoins de ce dernier par les mesures diversifiées et graduées les moins restrictives pour lui, tout en garantissant la qualité de l'enseignement général.

#### Insertion des migrants

**Art. 5** <sup>1</sup> L'école favorise l'insertion des enfants de migrants tout en respectant l'identité culturelle.

<sup>2</sup> Une attention particulière est vouée à l'activité langagière des élèves de langue étrangère.

#### Scolarité facultative et obligatoire a) Principe

**Art. 6** <sup>1</sup> Tout enfant, quel que soit son statut, a accès à l'école.

<sup>2</sup> Les parents ont le droit d'envoyer leur enfant à l'école enfantine.

<sup>3</sup> Ils ont le droit et l'obligation d'envoyer leur enfant en âge de scolarité obligatoire dans une école publique. Demeure réservé le droit des parents de donner ou de faire donner un enseignement privé, conformément à la législation sur l'enseignement privé.

b) Durée	<p><sup>4</sup> L'école enfantine peut durer deux ans.</p> <p><sup>5</sup> La scolarité obligatoire est de neuf ans et comprend l'école primaire et l'école secondaire.</p>
Age d'entrée à l'école	<p><b>Art. 7</b> <sup>1</sup> Tout enfant âgé de quatre ans révolus peut accéder à l'école enfantine.</p> <p><sup>2</sup> Tout enfant âgé de six ans révolus avant le 1<sup>er</sup> juin est, en principe, soumis à l'obligation scolaire.</p> <p><sup>3</sup> Une tolérance de trois mois avant le 1<sup>er</sup> juin est laissée au libre arbitre des parents qui entendent différer le commencement de la scolarité facultative ou obligatoire de leur enfant.</p> <p><sup>4</sup> La possibilité d'anticiper le commencement de la scolarité ou d'accorder d'autres dérogations peut être octroyée lorsque des circonstances spéciales le justifient. Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires.</p>
Gratuité	<p><b>Art. 8</b> <sup>1</sup> Durant les deux années d'école enfantine et durant la scolarité obligatoire, la fréquentation de l'école publique est gratuite.</p> <p><sup>2</sup> Lorsque la longueur ou le caractère particulièrement dangereux du trajet le justifient, les élèves bénéficient de transports gratuits. Le Gouvernement fixe les conditions de la reconnaissance et de la gratuité des transports.</p> <p><sup>3</sup> Les moyens d'enseignement sont fournis gratuitement aux élèves. Les communes ou les écoles peuvent percevoir auprès des parents des contributions couvrant une partie des frais de certaines activités ou manifestations.</p>
Lieu de fréquentation de l'école a) En général	<p><b>Art. 9</b> Les élèves fréquentent l'école du cercle scolaire de leur lieu de résidence habituelle.</p>

b) Cas particuliers

**Art. 10** <sup>1</sup> Dans des cas particuliers, si l'intérêt de l'élève ou le bon fonctionnement de l'école le commandent, ou si cela est justifié par des motifs importants d'ordre familial pour l'élève, le Service de l'enseignement peut autoriser ou obliger ce dernier à fréquenter l'école d'un autre cercle scolaire. Le Service de l'enseignement statue après avoir pris l'avis des autorités scolaires des cercles scolaires concernés. <sup>32)</sup>

c) Participation aux frais scolaires

<sup>2</sup> Dans le cas où un élève fréquente un autre cercle scolaire que celui de son lieu de résidence, le cercle d'accueil peut exiger de la commune de résidence une participation équitable aux frais scolaires, les dépenses générales prévues à l'article 152, chiffre 3, demeurant exceptées. En cas de désaccord, le Département de l'Education (dénommé ci-après : "Département") tranche.

## **TITRE DEUXIEME : Structure de l'école**

### **CHAPITRE PREMIER : Ecole enfantine**

Buts particuliers

**Art. 11** <sup>1</sup> L'école enfantine participe à l'intégration sociale de l'enfant; elle en stimule le développement affectif, moteur et intellectuel; elle en favorise les facultés d'expression et de compréhension.

<sup>2</sup> Elle rend l'enfant mieux à même d'aborder les premiers apprentissages scolaires.

<sup>3</sup> A l'école enfantine, l'activité pédagogique est essentiellement fondée sur le jeu; elle tient compte de l'âge et du développement de l'enfant.

Fréquentation

**Art. 12** Les enfants inscrits à l'école enfantine sont tenus à une fréquentation régulière.

### **CHAPITRE II : Ecole primaire**

Buts particuliers

**Art. 13** L'école primaire a pour but de faire acquérir à l'élève la maîtrise des outils fondamentaux du savoir. Elle le prépare à l'entrée dans le cycle secondaire.

Durée	<b>Art. 14</b> L'école primaire compte six degrés et dure normalement six ans.
Structure interne	<p><b>Art. 15</b><sup>32)</sup> <sup>1</sup> Dans les classes de l'école primaire, l'enseignement est dispensé, en principe durant un cycle de deux années scolaires, par un ou plusieurs enseignants.</p> <p><sup>2</sup> Lorsque l'enseignement est dispensé par plusieurs enseignants, la cohérence et la continuité de l'action pédagogique doivent être assurées.</p>
Sixième année, orientation, observation	<p><b>Art. 16</b> <sup>1</sup> Le sixième degré a pour fonction particulière d'observer et d'orienter les élèves en vue des enseignements différenciés pratiqués à l'école secondaire.</p> <p><sup>2</sup> L'observation et l'évaluation objective des résultats et des aptitudes des élèves complèteront l'information donnée par les parents, les enseignants et les élèves. L'ensemble de ces moyens contribue à l'appréciation des élèves en vue du choix des enseignements différenciés du septième degré. Le Département arrête les modalités.</p>

### CHAPITRE III : Ecole secondaire

Buts particuliers	<p><b>Art. 17</b> <sup>1</sup> L'école secondaire consolide et développe les connaissances de base acquises par les élèves à l'école primaire, en fonction de leurs aptitudes, de leurs intérêts et de leurs projets de formation.</p> <p><sup>2</sup> Elle prépare les élèves en vue de la formation professionnelle ou d'études au niveau secondaire supérieur.</p>
Durée	<b>Art. 18</b> L'école secondaire compte trois degrés et dure normalement trois ans.
Organisation pédagogique	<p><b>Art. 19</b> <sup>1</sup> Le programme de l'élève est défini en fonction de ses aptitudes, de ses intérêts et de ses projets de formation.</p> <p><sup>2</sup> L'enseignement est organisé de manière à favoriser l'orientation continue.</p>

Structure interne 1. Principes	<p><b>Art. 20</b> <sup>1</sup> Le programme des classes de l'école secondaire comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) un enseignement obligatoire commun;</li> <li>b) un enseignement séparé obligatoire donné sous forme de cours à niveaux et de cours à option;</li> <li>c) des cours facultatifs.</li> </ul>
	<p><sup>2</sup> L'élève a accès aux cours à niveaux et aux cours à option pour lesquels il a les aptitudes et les connaissances nécessaires.</p>
2. Cours communs	<p><b>Art. 21</b> L'enseignement en cours communs a pour but d'assurer la cohésion sociale des classes dans une perspective d'éducation générale et civique. Le programme obligatoire de chaque classe réserve aux cours communs une place suffisante et prend en compte les objectifs spécifiques des trois années de l'école secondaire.</p>
3. Cours séparés	<p><b>Art. 22</b> <sup>1</sup> L'enseignement en cours séparés permet à l'élève de progresser dans les disciplines de base selon son rythme et ses aptitudes, et dans les disciplines à option selon ses goûts, ses aptitudes et ses aspirations.</p>
a) Cours à niveaux	<p><sup>2</sup> L'enseignement des disciplines de base comprend le français, la mathématique et l'allemand. Il est dispensé en cours à niveaux.</p>
b) Cours à option	<p><sup>3</sup> L'enseignement des autres langues, des sciences naturelles et des sciences humaines peut être dispensé en cours à option séparés.</p> <p><sup>4</sup> D'autres disciplines peuvent être dispensées en cours à option séparés.</p>
4. Cours facultatifs	<p><b>Art. 23</b> Des cours facultatifs sont offerts par les écoles, en supplément aux disciplines du programme obligatoire. Ils sont dispensés en principe sans distinction de niveaux.</p>
Application	<p><b>Art. 24</b> Le Gouvernement édicte des dispositions générales sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les modalités et les mesures propres à favoriser l'orientation;</li> <li>b) l'organisation des cours à niveaux;</li> <li>c) les conditions d'accès aux différents niveaux ainsi qu'aux cours à option.</li> </ul>



## CHAPITRE IV : Prolongation de la scolarité

Principe	<b>Art. 25</b> L'élève dont l'orientation professionnelle n'est pas encore fixée, qui achève sa scolarité obligatoire en situation d'échec ou dont les résultats ne correspondent pas aux exigences requises en vue de la formation ultérieure choisie peut accomplir une dixième, éventuellement une onzième année scolaire.
Modalités	<b>Art. 26</b> <sup>32)</sup> La prolongation de la scolarité a lieu en accomplissant à l'école secondaire le programme régulier du neuvième degré de la scolarité obligatoire ou une dixième année linguistique conformément aux accords conclus en la matière ou encore par la fréquentation de classes particulières préparatoires rattachées au niveau secondaire II.
Compétence	<b>Art. 27</b> Le Gouvernement définit le principe, les objectifs généraux et les conditions d'accès aux classes particulières mentionnées à l'article 26, alinéa 2.

## CHAPITRE V : Mesures de pédagogie compensatoire

But, généralités	<p><b>Art. 28</b> <sup>1</sup> Les mesures de pédagogie compensatoire ont pour but de donner une formation appropriée à l'élève qui ne peut acquérir les notions de base dans les délais voulus. Elles contribuent à équilibrer la personnalité de l'élève et à développer en lui la faculté d'apprendre.</p> <p><sup>2</sup> Les mesures compensatoires comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les classes de transition à l'école primaire (première année sur deux ans) ;</li> <li>b) l'enseignement d'appui;</li> <li>c) le soutien pédagogique ambulatoire;</li> <li>d) les classes de soutien.</li> </ul> <p><sup>3</sup> Les enseignants chargés des mesures compensatoires reçoivent une formation spécifique.</p>
Destinataires	<p><b>Art. 29</b> <sup>1</sup> Les mesures compensatoires sont destinées à tous les élèves soumis à la scolarité obligatoire.</p> <p><sup>2</sup> Les élèves de l'école enfantine peuvent bénéficier des mesures de soutien ambulatoire au sens de l'article 28, alinéa 2, lettre c.</p>

<sup>3</sup> Les mesures compensatoires sont gratuites pour les élèves et leurs parents.

Classes de transition à l'école primaire

**Art. 30** <sup>1</sup> Les élèves présentant un retard dans leur développement et pour lesquels il paraît indiqué de ne pas différer l'entrée en scolarité obligatoire peuvent être accueillis dans une classe de transition. Ils accompliront le programme de la première classe primaire en deux ans.

<sup>2</sup> La fréquentation d'une classe de transition ne compte que pour une seule année scolaire.

Appui

**Art. 31** <sup>1</sup> L'enseignement d'appui aide l'élève qui connaît des difficultés passagères à suivre le programme scolaire.

<sup>2</sup> Il est dispensé à des petits groupes ou individuellement.

<sup>3</sup> Il peut être inséré dans l'horaire régulier des classes.

Soutien pédagogique ambulatoire

**Art. 32** <sup>1</sup> Le soutien pédagogique ambulatoire est destiné à l'élève qui présente des difficultés scolaires globales.

<sup>2</sup> Il est dispensé individuellement ou à des petits groupes.

<sup>3</sup> Il peut comprendre des mesures pédago-thérapeutiques qui recouvrent la logopédie, la psychomotricité, le service éducatif itinérant (SEI), le soutien et le conseil.<sup>[30](#)</sup>

Classes de soutien

**Art. 33** La classe de soutien reçoit l'élève qui ne peut pas suivre l'enseignement d'une classe primaire ou secondaire. Elle en favorise la réintégration dans une classe ordinaire dans les délais les plus brefs.

Enfants malades

**Art. 34** Les enfants hospitalisés ou en convalescence à domicile pour une longue période reçoivent un enseignement adapté aux circonstances.

Décision d'octroi des mesures de pédagogie compensatoire

**Art. 35** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement décide de l'octroi des mesures de pédagogie compensatoire. Il tient compte de l'avis des enseignants concernés, des parents, du psychologue scolaire et du conseiller pédagogique; il peut requérir d'autres avis. Il peut déléguer sa compétence au directeur en ce qui concerne l'enseignement d'appui.

<sup>2</sup> Les enseignants concernés collaborent à l'accomplissement des mesures compensatoires.

<sup>3</sup> Aucune mesure compensatoire ne peut être dispensée sans l'accord des parents, sauf si leur refus est préjudiciable aux intérêts manifestes de l'enfant.

Application

**Art. 36** <sup>1</sup> Le Gouvernement précise les modalités de la formation des enseignants et de la mise en oeuvre des mesures de pédagogie compensatoire.

<sup>2</sup> Il définit les caractéristiques des classes de soutien et les obligations des communes en la matière.

<sup>3</sup> Il arrête les modalités et le financement des interventions spécialisées (art. 32, al. 3).

<sup>4</sup> Il précise, en cas de besoin, la collaboration entre les autorités scolaires chargées des mesures compensatoires et le Centre médico-psychologique.

## CHAPITRE VI : Institutions spécialisées

Principe

**Art. 37** <sup>1</sup> Les enfants qui, en raison de leur handicap, ne sont pas en mesure de bénéficier de la scolarité obligatoire dans les institutions décrites aux articles 11 à 36 reçoivent, dans des institutions d'éducation spécialisée, publiques ou privées, les soins, l'éducation et la formation adaptés à leurs besoins.

<sup>2</sup> L'Etat et les communes favorisent l'activité des institutions d'éducation spécialisée de statut privé. Au besoin, ils créent ou reprennent de telles institutions. L'Etat peut établir des conventions avec d'autres cantons ou des institutions extérieures.

Responsabilité  
de la commission

**Art. 38** La commission d'école veille à ce que le représentant légal de l'enfant prenne les mesures nécessaires en temps utile.

Rattachement et  
surveillance

**Art. 39** <sup>1</sup> Les institutions de statut privé sont soumises à l'autorisation et à la surveillance du Département.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête les qualifications que doit posséder le personnel d'éducation et d'enseignement des institutions spécialisées.

Financement

**Art. 40** <sup>1</sup> L'Etat et les communes participent au financement des institutions d'éducation spécialisée, les contributions fédérales demeurant réservées.

<sup>2</sup> Les frais d'exploitation des institutions d'éducation spécialisée, notamment les dépenses d'exploitation et les dépenses dites générales au sens de l'article 152, chiffres 2 et 3, sont financés au moyen d'une enveloppe fixée périodiquement par le Gouvernement. [28\)](#)

<sup>3</sup> Aucune allocation au-delà de l'enveloppe n'est due aux institutions d'éducation spécialisée, sous réserve d'une prise en charge des dépenses d'investissement au sens de l'article 152, chiffre 1. [29\)](#)

## CHAPITRE VII : Continuité pédagogique

Principe

**Art. 41** <sup>1</sup> La continuité et la cohérence de l'action pédagogique et éducative de l'école sont assurées d'un niveau d'enseignement à l'autre.

<sup>2</sup> Le Département veille à la transition harmonieuse entre l'école enfantine et l'école primaire, entre l'école primaire et l'école secondaire, entre l'école secondaire et les formations postobligatoires. Il prend les mesures nécessaires à cet effet, notamment par la conception des plans d'études et par la fixation des options méthodologiques générales.

## TITRE TROISIEME : Fonctionnement général de l'école

### CHAPITRE PREMIER : Locaux et installations scolaires

Tâches des communes

**Art. 42** <sup>1</sup> Les communes sont tenues de mettre à disposition les locaux et installations nécessaires à l'enseignement; elles les aménagent, les équipent, les entretiennent et en assurent la gestion courante.

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe les exigences générales en matière de locaux et d'installations scolaires. Le Département définit le détail.

Utilisation

**Art. 43** <sup>1</sup> Les locaux et installations scolaires sont réservés en priorité à l'enseignement.

<sup>2</sup> En dehors des besoins de l'enseignement, les communes autorisent d'autres utilisations d'intérêt public, notamment culturelles, éducatives et sportives à l'exclusion d'activités susceptibles de nuire à l'usage prioritaire de ces locaux et installations.

<sup>3</sup> La garde armée est interdite aux abords des locaux et installations scolaires.

Droit  
d'expropriation

**Art. 44** Les communes sont autorisées à exproprier les biens-fonds et les droits nécessaires en vue de la construction et de l'exploitation rationnelle des locaux et installations scolaires.

Participation et  
tâches de l'Etat

**Art. 45** <sup>1</sup> L'emplacement, les plans et les devis de construction ou de transformation des locaux et installations scolaires sont soumis à l'approbation préalable du Département.

<sup>2</sup> L'Etat participe par des subventions aux frais de construction, de transformation et d'équipement initial.

<sup>3</sup> Le Parlement fixe par décret les principes et les procédures d'octroi de ces subventions.

## CHAPITRE II : Organisation de l'année scolaire

Année scolaire

**Art. 46** <sup>1</sup> L'année scolaire administrative commence le 1<sup>er</sup> août et finit le 31 juillet.

<sup>2</sup> L'année scolaire comprend trente-neuf semaines d'enseignement.

<sup>3</sup> La rentrée des classes a lieu, en principe, le premier lundi qui suit le 15 août.

Vacances  
scolaires

**Art. 47** Le Gouvernement fixe les dates des vacances scolaires sur proposition du Département.

Horaire  
hebdomadaire et  
congés spéciaux

**Art. 48** <sup>32)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement édicte des dispositions sur le nombre de leçons hebdomadaires, sur la durée de celles-ci, sur l'organisation de l'enseignement ainsi que sur l'octroi de congés spéciaux à des écoles, à des classes ou à des élèves.

<sup>2</sup> Il favorise l'harmonisation des horaires scolaires des élèves entre les classes et les degrés.

### CHAPITRE III : Effectif, ouverture et fermeture des classes

Renvoi

**Art. 49** <sup>1</sup> Le Gouvernement édicte des dispositions sur l'effectif, l'ouverture et la fermeture des écoles et des classes.

Ouverture et  
fermeture

<sup>2</sup> Le Département peut inviter une commune, lorsque les circonstances l'exigent, à ouvrir ou fermer une classe. Il ordonne de telles mesures si la commune ne donne pas suite à cette invitation.

<sup>3</sup> Le nombre des classes d'une école ne peut être modifié qu'avec l'autorisation du Département.

<sup>4</sup> Une école ne peut être supprimée qu'avec le consentement de la commune.

### CHAPITRE IV : Plans d'études

Plans d'études et  
moyens  
d'enseignement

**Art. 50** <sup>1</sup> Le Département arrête les plans d'études. Il y fixe les objectifs d'apprentissage et le programme d'enseignement de chaque discipline ainsi que le temps qui leur est consacré. Il détermine la liste des moyens d'enseignement obligatoires ou recommandés.

<sup>2</sup> Les plans d'études sont publiés.

Modifications

**Art. 51** Pour la mise à jour des programmes, l'élaboration ou le choix de moyens d'enseignement, le Département crée des commissions formées d'enseignants du niveau concerné ainsi que d'enseignants d'autres niveaux susceptibles d'être touchés par d'éventuelles modifications. Des experts peuvent être associés aux travaux de la commission.

Contenus  
généraux

**Art. 52** <sup>1</sup> Les programmes scolaires et les plans d'études s'inspirent des buts généraux assignés à l'école, tels que définis à l'article 3.

<sup>2</sup> Ils réalisent, sur l'ensemble de la scolarité, un équilibre entre les disciplines qui conduisent au développement intellectuel, physique, esthétique et social.

Enseignement  
biblique et  
religieux  
a) dans le cadre  
scolaire

**Art. 53<sup>32)</sup>** Un enseignement de l'histoire des religions, avec un accent particulier sur l'histoire du christianisme, est dispensé aux élèves de la scolarité obligatoire, à titre de discipline spécifique ou dans le cadre des disciplines ressortissant aux domaines des sciences humaines.

b) hors du cadre  
scolaire

**Art. 54** <sup>1</sup> L'enseignement religieux et catéchétique dispensé par les Eglises ne fait pas partie du programme scolaire. Il peut toutefois avoir lieu dans les locaux que les écoles publiques mettent gratuitement à disposition en dehors des leçons. En cas de contestation, le Département tranche.

<sup>2</sup> D'entente avec les Eglises reconnues, le Département peut arrêter des prescriptions accordant jusqu'à l'équivalent de cinq journées de congé en cours de scolarité obligatoire aux fins de cet enseignement. Dans la mesure du possible, ces congés sont coordonnés sur le plan local.

Education  
intellectuelle

**Art. 55** L'éducation intellectuelle est réalisée par l'enseignement de la langue maternelle, des langues étrangères, de la mathématique, des sciences humaines, des sciences de la nature et des sciences techniques.

Education  
physique et  
artistique

**Art. 56** <sup>1</sup> L'éducation physique et l'éducation artistique contribuent à l'épanouissement équilibré de la personnalité de l'enfant en développant les possibilités motrices, sensorielles, la créativité et l'habileté manuelle.

<sup>2</sup> L'éducation physique et l'éducation artistique font partie intégrante du programme de chaque classe.

<sup>3</sup> Le Service de l'enseignement peut aménager le programme scolaire des élèves qui ont atteint un haut niveau d'excellence dans ces domaines.<sup>32)</sup>

Organisation  
particulière pour  
sportifs et  
artistes de haut  
niveau

**Art. 56a<sup>33)</sup>** <sup>1</sup> En accord avec les autorités scolaires locales, le Département met en place dans certaines écoles secondaires, conformément aux directives du Gouvernement, une organisation particulière de l'enseignement destinée à des élèves sportifs ou artistes reconnus de haut niveau.

<sup>2</sup> Lorsque la fréquentation d'une telle organisation engendre des frais particuliers, une contribution peut être exigée des parents.

a) Education physique

**Art. 57** <sup>1</sup> L'éducation physique contribue à la santé des élèves.

<sup>2</sup> L'Etat encourage la pratique du sport scolaire facultatif.

b) Education artistique

**Art. 58** L'éducation artistique développe le sens esthétique des élèves et leurs capacités créatrices dans divers modes et matériaux d'expression.

c) Education sexuelle

**Art. 59** <sup>1</sup> L'école participe à l'éducation sexuelle des enfants. A plusieurs stades de la scolarité obligatoire, les élèves reçoivent une information sur la sexualité.

<sup>2</sup> Les parents peuvent, sans indication de motifs, déclarer par écrit que leur enfant ne suivra pas cet enseignement.

d) Education à la santé

**Art. 60** <sup>1</sup> L'éducation à la santé s'efforce de promouvoir un comportement sain; elle incite chacun à assumer sa responsabilité personnelle; elle sensibilisera les élèves aux menaces qui pèsent sur leur santé.

<sup>2</sup> L'école collabore avec les organes responsables de la santé, avec le médecin et l'infirmière scolaires, avec la clinique dentaire scolaire ambulante ainsi qu'avec d'autres personnes ou organisations spécialisées. [32\)](#)

<sup>3</sup> Elle participe à des forums de santé, organisés par le Service de la santé et réunissant pour chaque école ou groupe d'écoles les divers interlocuteurs concernés. Ceux-ci veillent au développement d'une politique cohérente en matière de promotion de la santé et d'éducation à la santé. [33\)](#)

Education générale et sociale

**Art. 61** <sup>1</sup> Les programmes scolaires comprennent des éléments d'information et d'éducation ayant pour but d'initier les élèves à la vie sociale.

<sup>2</sup> Le Département définit l'intégration de ces éléments dans les plans d'études obligatoires.

<sup>3</sup> L'école peut faire appel à des intervenants extérieurs.



Préparation au  
choix d'une  
profession

**Art. 62** L'école secondaire assure aux élèves une information sur les professions; elle les encourage à accomplir des stages d'orientation professionnelle. Les articles 133 et 134 précisent les modalités de cette information.

## CHAPITRE V : Activités culturelles et sociales de l'école

Activités  
culturelles

**Art. 63** <sup>1</sup> Les écoles encouragent les élèves à prendre part aux activités culturelles locales et régionales.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement favorise la création et l'animation culturelle dans les écoles.

Bibliothèques  
scolaires et de la  
jeunesse

**Art. 64** <sup>1</sup> L'Etat encourage la lecture; il participe au financement des bibliothèques et des centres de documentation scolaires ainsi qu'à celui des bibliothèques des jeunes.

<sup>2</sup> L'Etat participe aussi au financement des ludothèques.

<sup>3</sup> Le Gouvernement arrête les modalités d'application et coordonne l'activité des services.

Activités sociales

**Art. 65** Dans le but de favoriser l'insertion de l'école dans le milieu local et de contribuer à l'éducation générale des élèves, les établissements scolaires et les classes participent à des activités de caractère social.

## CHAPITRE VI : Participation à la formation et au perfectionnement des enseignants

Principe, renvoi

**Art. 66**<sup>32)</sup> <sup>1</sup> La Haute école pédagogique BEJUNE peut placer ses étudiants en stage dans les classes des enseignants agréés par le Service de l'enseignement comme formateurs en établissement. Les autorités scolaires locales et le Service de l'enseignement sont informés régulièrement sur l'organisation des stages.

<sup>2</sup> Les autorités scolaires locales accordent les congés nécessaires à l'exercice de leur activité aux enseignants sollicités par le Département ou par la Haute école pédagogique BEJUNE pour des tâches de formation et de perfectionnement.

<sup>3</sup> Avec l'accord préalable du Département ou sur mandat de ce dernier, la Haute école pédagogique BEJUNE peut conduire des projets de recherche dans les classes jurassiennes.

<sup>4</sup> Le Département arrête les dispositions d'application nécessaires.

## **TITRE QUATRIEME : Parents et élèves**

### **CHAPITRE PREMIER : Parents**

Principes	<p><b>Art. 67</b> <sup>1</sup> Les parents sont les premiers responsables de l'éducation et de l'instruction de leur enfant.</p> <p><sup>2</sup> Les parents et les enseignants, compte tenu de leur rôle respectif, collaborent à l'éducation et à l'instruction des élèves.</p>
Définition	<p><b>Art. 68</b> Sont considérées comme parents au sens de la présente loi les personnes qui exercent, directement ou par représentation, l'autorité parentale à l'égard d'un élève.</p>
Droits individuels des parents	<p><b>Art. 69</b> <sup>1</sup> Les parents sont entendus préalablement à toute décision affectant la carrière scolaire de leur enfant.</p> <p><sup>2</sup> Ils sont régulièrement informés par les autorités scolaires locales, les directeurs et les enseignants sur les résultats scolaires de leur enfant ainsi que sur la marche de l'école.</p> <p><sup>3</sup> Ils sont invités, une fois par année au moins, à une réunion de classe. A leur demande, cette réunion est complétée par un contact personnel avec l'enseignant.</p>
Participation, consultation collectives des parents	<p><b>Art. 70</b> <sup>1</sup> Les parents sont représentés au Conseil scolaire et dans les commissions scolaires.</p> <p><sup>2</sup> Les parents sont consultés, directement ou par l'intermédiaire de leurs associations, sur les projets de loi ou de règlement qui présentent pour eux un intérêt particulier.</p>

Tâches du  
Département

**Art. 71** Le Département favorise la collaboration entre l'école et les parents. Il veille à l'information régulière de ces derniers sur les mesures adoptées par le Canton concernant l'école.

Devoirs des  
parents

**Art. 72** <sup>1</sup> Les parents veillent à ce que leur enfant ne fréquente l'école qu'en bon état de santé. Ils s'assurent, notamment, qu'il dispose d'un repos suffisant.

<sup>2</sup> Les parents respectent l'autorité de l'enseignant; ils collaborent avec lui si les circonstances l'exigent. Ils informent en outre l'enseignant de tout événement important susceptible de perturber le travail scolaire.

Violation des  
obligations  
scolaires

**Art. 73** <sup>1</sup> Tout parent d'un enfant en âge de scolarité obligatoire qui, de manière intentionnelle ou par négligence, contrevient à l'obligation de l'envoyer dans une école publique ou privée ou de lui faire dispenser, à domicile, un enseignement, est puni d'amende.

<sup>2</sup> La commission d'école contrôle l'accomplissement des obligations scolaires et, le cas échéant, prononce l'amende.

## CHAPITRE II : Elèves

### SECTION 1 : Généralités

Droits  
a) En général

**Art. 74** <sup>1</sup> L'élève a droit au respect de sa personnalité.

<sup>2</sup> Toute mesure, intervention ou parole attentatoires à sa dignité et à son honneur sont prohibées.

<sup>3</sup> Il bénéficie de la liberté d'opinion, d'expression et de pensée. Il en fait l'apprentissage pendant sa vie scolaire.

<sup>4</sup> Il a également le droit d'être entendu sur tout objet qui le concerne.

b) En particulier

**Art. 75** <sup>1</sup> L'élève a le droit de recevoir un enseignement qui correspond à son âge et à ses aptitudes.

<sup>2</sup> Les mêmes possibilités de formation sont offertes aux filles et aux garçons.

<sup>3</sup> L'école aide l'élève en difficulté par des mesures appropriées.

#### Obligations

**Art. 76** <sup>1</sup> L'élève doit à ses enseignants respect et considération.

<sup>2</sup> L'élève est tenu de se rendre en classe régulièrement et de suivre les instructions que les enseignants et les autorités scolaires lui donnent dans les limites de leurs compétences.

#### Santé des élèves

**Art. 77** <sup>1</sup> Les enseignants et les autorités scolaires locales signalent aux parents les troubles de santé et de comportement des élèves; ils peuvent faire appel aux services auxiliaires (art. 127 à 137).

<sup>2</sup> Si les parents n'y remédient pas eux-mêmes ou sont hors d'état de le faire, les enseignants et les autorités scolaires dénoncent à l'autorité tutélaire les menaces qui pèsent sur le développement et la santé des élèves.

<sup>3</sup> Les autorités scolaires veillent à ce que les locaux scolaires soient salubres, adaptés aux enfants et répondent aux normes usuelles de sécurité.

#### Assurance des élèves

**Art. 78** <sup>1</sup> Les élèves sont assurés contre les accidents scolaires par les soins des communes.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête les conditions minimales.

#### Protection du domaine privé

**Art. 79** <sup>1</sup> Il est interdit aux enseignants, aux membres des autorités scolaires et au personnel des services auxiliaires de divulguer à des tiers non autorisés des informations qu'ils ont reçues dans l'exercice de leurs fonctions sur des faits relevant du domaine privé des élèves ou de leurs proches.

<sup>2</sup> La création de banques de données n'est autorisée que pour assurer le suivi de la carrière scolaire des élèves ou pour des motifs liés à la gestion des écoles, dans le respect strict de la législation en matière de protection des données. Le Gouvernement arrête, par voie d'ordonnance, la réglementation portant en particulier sur le contenu des banques de données, sur leurs modalités d'accès et sur la transmission des données.<sup>[33\)](#)</sup>

## SECTION 2 : Carrière scolaire

Évaluation du travail scolaire

**Art. 80** <sup>1</sup> Le travail scolaire est l'objet d'une évaluation périodique communiquée à l'élève et à ses parents.

<sup>2</sup> Le Département fixe les méthodes d'évaluation et la forme de la communication. Il définit les cas dans lesquels des règles d'évaluation particulières peuvent s'appliquer. <sup>32)</sup>

Passage d'une classe à l'autre

**Art. 81** <sup>1</sup> Le travail scolaire, les aptitudes, l'âge de l'élève et l'avis des parents déterminent le passage d'une classe à une autre, de l'école primaire à l'école secondaire, du niveau d'un cours à un autre niveau.

<sup>2</sup> ... <sup>22)</sup>

<sup>3</sup> Le placement dans une classe de soutien est déterminé conformément à l'article 35.

<sup>4</sup> Le Gouvernement désigne l'instance compétente et fixe les conditions et les procédures de promotion et d'orientation des élèves. <sup>23)</sup>

## SECTION 3 : Sanctions disciplinaires

Principe

**Art. 82** <sup>1</sup> L'élève qui, de propos délibéré, viole une disposition légale, ne se conforme pas aux instructions des enseignants ou des autorités scolaires, ou perturbe l'enseignement, est passible de sanctions disciplinaires.

<sup>2</sup> Les sanctions disciplinaires doivent avoir un caractère éducatif; elles respectent la dignité et l'intégrité physique de l'enfant.

Sanctions

**Art. 83** <sup>1</sup> Les élèves des degrés primaire et secondaire sont passibles des sanctions suivantes :

- a) travaux particuliers;
- b) retenues;
- c) exclusion temporaire, assortie de travaux à domicile, prononcée par la commission d'école;
- d) <sup>32)</sup> transfert dans un autre établissement prononcé par le Département;

e)<sup>33)</sup> exclusion définitive ou scolarisation dans une institution prononcées par le Département; ces sanctions sont assorties de mesures éducatives adéquates; le placement en internat nécessite l'accord des parents.

<sup>1bis</sup> L'exclusion définitive, au sens de la lettre e, ne peut être prononcée que pour les élèves accomplissant une prolongation de leur scolarité (art. 25 et ss).<sup>33)</sup>

<sup>2</sup> A l'exclusion des travaux particuliers, les sanctions disciplinaires sont communiquées aux parents par écrit.<sup>32)</sup>

<sup>3</sup> Le Gouvernement précise les modalités.

## TITRE CINQUIEME : Enseignants

### CHAPITRE PREMIER : Eligibilité et nomination

Eligibilité

**Art. 84**<sup>24)32)</sup> Seuls peuvent être nommés les possesseurs de titres reconnus par le Département et qui ne sont pas sous le coup d'un retrait d'une autorisation d'enseigner ou d'une interdiction d'enseigner, quelle que soit l'autorité qui a prononcé une telle mesure.

Mise au concours

**Art. 85** <sup>1</sup> Aucune nomination ne peut avoir lieu si elle n'a pas fait l'objet d'une mise au concours publique par le Département. Le délai de mise au concours est de quinze jours au moins.

<sup>2</sup> En cas d'urgence ou de nécessité, l'autorité de nomination peut procéder à un engagement temporaire sous contrat de droit administratif sans mise au concours.<sup>23)</sup>

Nomination  
a) Généralités

**Art. 86** <sup>1</sup> La nomination ne dépend d'aucune condition autre que celles découlant des prescriptions légales et réglementaires cantonales.

<sup>2</sup> Dans des cas exceptionnels, l'autorité de nomination peut engager de manière temporaire sous contrat de droit administratif une personne ne répondant pas aux conditions de nomination.<sup>23)</sup>

b) Autorité

**Art. 87** <sup>1</sup> La commission d'école nomme, sous réserve de la ratification du Département, les enseignants chargés d'un enseignement régulier.

<sup>2</sup> Le Département nomme, après avoir consulté les commissions d'école concernées, les enseignants chargés des mesures compensatoires, des classes de soutien et des enseignements irréguliers ou ponctuels.

Procédure

**Art. 88** <sup>1</sup> Toute nomination est précédée d'un engagement provisoire d'une année sous contrat de droit administratif, sauf en cas de changement de poste en cours de carrière.

<sup>2</sup> Trois mois avant l'expiration de l'engagement provisoire, l'autorité qui nomme communique à l'enseignant la nomination ou la résiliation des rapports de service.

<sup>3</sup> Dans des cas exceptionnels, et avec l'accord préalable du Département, l'engagement provisoire peut être prolongé d'une année au maximum.

Période  
administrative

**Art. 89** <sup>1</sup> ... [35\)](#)

<sup>2</sup> Tout enseignant nommé en cours de période exerce sa fonction jusqu'à la fin de celle-ci.

Autorisation  
d'enseigner  
a) Principes

**Art. 89a** [33\)](#) <sup>1</sup> Lors de la ratification de sa nomination par le Département, l'enseignant est mis au bénéfice d'une autorisation d'enseigner valable sur le territoire cantonal pour une durée indéterminée.

<sup>2</sup> Pour les enseignants engagés par contrat de droit administratif, l'autorisation d'enseigner est délivrée lors de la conclusion du contrat.

<sup>3</sup> L'autorisation d'enseigner prend fin lorsque son bénéficiaire cesse toute activité d'enseignement sur le territoire cantonal ou à l'échéance de son contrat.

<sup>4</sup> L'autorisation d'enseigner prend également fin en cas de retrait conformément à l'article 89b.

<sup>5</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les modalités relatives à l'octroi de l'autorisation d'enseigner.

b) Retrait de l'autorisation

**Art. 89b**<sup>33)</sup> <sup>1</sup> L'autorisation d'enseigner peut être retirée temporairement ou définitivement par le Département lorsque :

- a) l'intéressé a commis des actes incompatibles avec la fonction d'enseignant ou susceptibles de porter gravement atteinte à la considération de l'établissement;
- b) lorsqu'en raison d'alcoolisme, de toxicomanie ou d'autres troubles psychiques, l'intéressé n'est plus en mesure de remplir correctement sa fonction d'enseignant.

<sup>2</sup> Le retrait temporaire ou définitif de l'autorisation peut être prononcé indépendamment de toute procédure pénale. Il est prononcé suite à une sanction disciplinaire, à la résiliation des rapports de service ou à une démission, lorsque ces actes résultent d'un motif mentionné à l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Le retrait de l'autorisation d'enseigner est communiqué à la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'Instruction publique, conformément aux principes définis par cette dernière.

c) Fin du retrait

**Art. 89c**<sup>33)</sup> Lorsque la cause qui a justifié le retrait de l'autorisation d'enseigner a cessé d'exister, la décision de retrait doit être rapportée. La Conférence suisse des directeurs de l'Instruction publique en est informée sans délai.

## CHAPITRE II : Situation de l'enseignant

Domicile

**Art. 90** <sup>1</sup> Les enseignants sont tenus de prendre domicile dans le Canton et, si possible, dans la commune ou le cercle scolaire où ils enseignent.

<sup>2</sup> Dans des cas particuliers, le Département peut accorder des dérogations.

Transfert et déplacement

**Art. 91** <sup>1</sup> Lorsque l'organisation de l'enseignement l'exige, un enseignant peut être transféré par décision de l'autorité qui l'a nommé. L'intéressé est préalablement entendu.

<sup>2</sup> L'enseignant transféré ou qui assume des programmes partiels dans différentes écoles a droit à des indemnités de déplacement. Le Gouvernement en arrête les modalités et les montants.



Retour à  
l'enseignement

**Art. 92** Le Département peut soumettre à une formation complémentaire l'enseignant engagé après une interruption d'activité de plus de cinq ans.

### CHAPITRE III : Devoirs de l'enseignant

Fonction

**Art. 93** <sup>1</sup> L'enseignant est chargé de l'éducation et de l'instruction des élèves qui lui sont confiés. Il accomplit cette tâche sous la direction des autorités scolaires, en collaboration avec les parents et les institutions spécialisées, compte tenu de leur rôle respectif.

<sup>2</sup> Il dirige la classe. Il assume ses responsabilités d'éducateur et d'enseignant de manière indépendante. Il coopère avec ses collègues.

<sup>3</sup> Il respecte l'opinion des élèves et s'abstient à leur égard de toute propagande et de tout acte discriminatoire.

<sup>4</sup> Il est responsable de sa formation permanente.

Activité  
accessoire

**Art. 94** Le Département interdit l'activité accessoire d'un enseignant lorsque celle-ci porte préjudice à l'exercice de sa tâche.

Procédure  
disciplinaire

**Art. 95** <sup>1</sup> L'enseignant qui, intentionnellement ou par négligence, viole ses devoirs de fonction est passible des sanctions disciplinaires prévues par la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés<sup>4)</sup>.

<sup>2</sup> Le Département est autorité disciplinaire des enseignants sous réserve des compétences de la Chambre de révocation du Tribunal cantonal.

<sup>3</sup> Pour le surplus, sont applicables les articles 155 et 156 ainsi que les dispositions de la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés relatives à la procédure disciplinaire.

### CHAPITRE IV : Droits des enseignants

Traitement  
a) Principe et  
renvoi

**Art. 96** <sup>1</sup> Le traitement, ainsi que les prestations qui y sont liées, notamment le droit à la pension et l'assurance-accidents, sont réglés par la législation spéciale.

<sup>2</sup> La rémunération des enseignants est versée par l'Etat; les communes ne sont pas autorisées à compléter cette rétribution.

b) Signification **Art. 97** <sup>1</sup> Le traitement de base de l'enseignant honore son activité d'éducateur et d'enseignant ainsi que les tâches qui lui sont associées, telles que la relation avec les parents et les services liés à l'école, la participation à des activités organisées dans le cadre de l'école ainsi que le perfectionnement professionnel.

<sup>2</sup> Le temps consacré à cette activité et à ces tâches est réputé équivaloir au temps de travail des agents de la fonction publique engagés à plein temps.

<sup>3</sup> Si un enseignant est mandaté pour une tâche spécifique dans l'intérêt général de l'école, il a droit, selon les cas, à un allègement de programme ou à une rémunération complémentaire.

Formation continue **Art. 98**<sup>32)</sup> <sup>1</sup> Les enseignants ont le droit et le devoir de se perfectionner, notamment en participant aux cours et activités organisés ou reconnus par la Haute école pédagogique BEJUNE.

<sup>2</sup> Le Département peut astreindre les enseignants à suivre des cours de formation continue. Ces cours se déroulent en principe par moitié dans le temps scolaire.

<sup>3</sup> Les cours de formation continue à caractère non obligatoire se déroulent en dehors du temps scolaire.

Appui aux jeunes enseignants **Art. 99** Au cours de leur première année de fonction, les enseignants bénéficient d'un soutien pédagogique particulier.

Associations professionnelles **Art. 100** Les associations professionnelles reconnues par le Gouvernement sont consultées par le Département dans les affaires importantes concernant l'école et dans toutes celles qui ont trait au statut des enseignants.

Consultation des enseignants **Art. 101** <sup>1</sup> Les enseignants sont consultés par le directeur et par les autorités scolaires locales et cantonales dans toutes les affaires importantes qui les concernent.

<sup>2</sup> Ils peuvent soumettre des propositions aux autorités scolaires.

<sup>3</sup> La participation, avec voix consultative, des enseignants aux séances de la commission d'école est garantie.

<sup>4</sup> Le Gouvernement arrête les modalités.

<sup>5</sup> Les enseignants sont représentés au Conseil scolaire.

## CHAPITRE V : Résiliation des rapports de service

Démission

**Art. 102** <sup>1</sup> Les enseignants nommés peuvent se démettre de leur fonction moyennant un préavis de trois mois.

<sup>2</sup> La démission est présentée pour la fin d'un semestre scolaire. Elle ne peut être acceptée pour un autre terme qu'en cas de justes motifs. Les dispositions du décret fixant la cessation de plein droit des rapports de service<sup>5)</sup> sont réservées.

<sup>3</sup> Les dispositions du Code des obligations<sup>6)</sup> sur les délais de résiliation du contrat de travail s'appliquent par analogie aux engagements sous contrat de droit administratif prévus par les articles 85, alinéa 2, et 86, alinéa 2.

Licenciement en cas de suppression de poste

**Art. 103** <sup>1</sup> En cas de suppression de poste, un enseignant nommé peut être licencié moyennant un préavis de six mois. L'Etat met tout en oeuvre en vue d'un reclassement professionnel de l'enseignant licencié.

<sup>2</sup> L'enseignant licencié pour cause de suppression de poste a droit à une indemnité équitable compte tenu de son âge, de ses années de service et de ses possibilités de reclassement professionnel.

<sup>3</sup> Les indemnités sont imputées à l'Etat et aux communes selon la répartition de la charge des traitements du corps enseignant.

<sup>4</sup> Le Gouvernement arrête les dispositions d'exécution.

Licenciements pour des justes motifs

**Art. 104** <sup>1</sup> La commission d'école peut licencier un enseignant pour des motifs justifiés. Sur requête, le Service de l'enseignement peut collaborer à la constitution du dossier.

<sup>2</sup> Pour ce qui a trait à la définition des motifs justifiés, aux délais, à la procédure et aux droits de l'enseignant, les dispositions de la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés s'appliquent par analogie, notamment l'article 47.

## CHAPITRE VI : Droit supplétif

Droit supplétif

**Art. 105** La législation sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de l'Etat s'applique dans les cas non prévus par la présente loi.

## TITRE SIXIEME : Organisation locale de l'école

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Tâches des communes

**Art. 106** Les communes pourvoient à ce que tout enfant reçoive l'instruction scolaire et puisse recevoir l'enseignement préscolaire. Dans cette tâche, elles peuvent collaborer notamment en concluant une entente intercommunale ou en constituant un syndicat de communes.

Cercle scolaire  
a) Définition

**Art. 107** <sup>1</sup> Le cercle scolaire est la délimitation territoriale (arrondissement) établie pour la création et la gestion d'une école enfantine, d'une école primaire ou d'une école secondaire.

<sup>2</sup> Chaque commune forme en principe un cercle d'école enfantine et un cercle de degré primaire. Toutefois, si les effectifs sont insuffisants ou si les conditions locales le commandent, le cercle d'école enfantine et le cercle de degré primaire comprend tout ou partie du territoire d'une ou de plusieurs communes.

<sup>3</sup> Le cercle de degré secondaire comprend un territoire qui permet la création et le fonctionnement d'une école secondaire complète.

b) Délimitation

**Art. 108** <sup>1</sup> Les communes délimitent les cercles scolaires. Toutefois, si l'intérêt de l'école l'exige, le Département peut délimiter lui-même les cercles scolaires après avoir entendu les communes intéressées.

<sup>2</sup> Les classes de soutien créées en vertu de l'article 33 sont rattachées, selon le degré de scolarité, à un cercle scolaire primaire ou secondaire.

<sup>3</sup> Les classes de dixième année instituées en vertu des articles 25 à 27 sont rattachées à un cercle de degré secondaire.

c) Tâches du cercle scolaire

**Art. 109** <sup>1</sup> Les autorités du cercle scolaire veillent au bon fonctionnement de l'école dont elles assument la responsabilité.

<sup>2</sup> Dans leur activité de gestion, elles doivent notamment :

- a) édicter un règlement scolaire local;
- b) acquérir, construire ou louer des locaux scolaires adéquats et les entretenir;
- c) fournir aux enseignants et aux élèves le matériel scolaire nécessaire;
- d) pourvoir au transport des élèves;
- e) créer et entretenir une bibliothèque/centre de documentation scolaire ou assurer l'accès régulier des élèves à un tel service.

## CHAPITRE II : Organes de gestion

Ecole communale

**Art. 110** Lorsque le cercle scolaire est constitué d'une seule commune, la gestion de l'école relève :

- a) de l'assemblée communale ou du conseil général;
- b) du conseil communal;
- c) de la commission d'école composée de cinq à quinze membres nommés selon les dispositions communales pour une période administrative;
- d) du directeur de l'école.

Ecole intercommunale

**Art. 111** Lorsque les communes d'un cercle scolaire concluent une entente intercommunale, la gestion de l'école relève :

- a) des assemblées communales ou des conseils généraux;
- b) des conseils communaux;
- c) de la commission d'école composée de sept à quinze membres nommés selon les statuts à raison d'au moins un représentant par commune;
- d) du directeur de l'école.

Syndicat de  
communes

**Art. 112** Lorsque les communes d'un cercle scolaire sont organisées en syndicat, la gestion de l'école relève :

- a) de l'assemblée des délégués composée de quinze membres au moins et dans tous les cas d'un représentant par commune;
- b) du comité composé de trois membres au moins;
- c) de la commission d'école composée de sept à quinze membres nommés selon les statuts et répartis entre les communes;
- d) du directeur de l'école.

Cercle d'école  
enfantine

**Art. 113** Lorsque le cercle d'école enfantine coïncide avec un cercle de degré primaire, les organes de gestion de l'école primaire sont également ceux de l'école enfantine.

Cercle de degré  
secondaire

**Art. 114** <sup>1</sup> Les communes d'un cercle de degré secondaire s'organisent en un syndicat de communes conformément à l'article 112.

<sup>2</sup> Les membres de la commission d'école sont désignés par l'assemblée des délégués.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Pour autant que l'organisation de l'enseignement le permette, les statuts peuvent prévoir la création de plusieurs écoles dans un même cercle de degré secondaire.

Droit réservé

**Art. 115** Pour tous les cas où la présente loi n'en dispose pas autrement, les dispositions de la législation sur les communes s'appliquent.

### CHAPITRE III : Commission d'école

Autorité de  
surveillance

**Art. 116** La commission d'école est l'autorité de surveillance directe de l'école.

Fonction  
consultative

**Art. 117** <sup>1</sup> La commission d'école est l'organe consultatif des autorités dont elle dépend. Celles-ci sont tenues de la consulter dans les affaires scolaires.

<sup>2</sup> La commission rend compte de sa gestion.

<sup>3</sup> Elle a le droit d'émettre des propositions.

Fonction  
exécutive

**Art. 118** <sup>1</sup> La commission d'école exerce notamment les attributions suivantes :

- a) elle nomme les enseignants;
- b) elle surveille le fonctionnement de l'école;
- c) elle propose le règlement scolaire local;
- d) elle expédie les affaires courantes;
- e) elle organise les transports scolaires;
- f) elle veille à la collaboration entre l'école et les parents;
- g) elle entretient des relations avec les associations de parents d'élèves là où elles sont organisées sur le plan local.

<sup>2</sup> Des compétences financières peuvent être déléguées à la commission d'école.

Conciliation

**Art. 119** <sup>1</sup> La commission d'école s'efforce d'aplanir les difficultés qui peuvent surgir entre élèves, parents et enseignants.

<sup>2</sup> De son propre chef ou sur la proposition de parents, elle peut solliciter l'intervention du conseiller pédagogique auprès d'un enseignant.

Voix consultative  
et droit d'être  
entendu

**Art. 120** <sup>1</sup> Le directeur, les représentants des enseignants et des parents participent aux séances de la commission d'école avec voix consultative.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête les règles et modalités de désignation des représentants des enseignants et des représentants des parents.

<sup>3</sup> Les représentants des enseignants et ceux des parents ne participent pas aux délibérations qui concernent l'engagement ou le statut d'un enseignant.

<sup>4</sup> Tout enseignant a le droit d'être entendu par la commission d'école sur des objets qui le concernent personnellement.

<sup>5</sup> Un représentant du Service de l'enseignement peut assister aux séances de la commission avec voix consultative. [23\)](#)

## CHAPITRE IV : Directeur

Statut

**Art. 121** <sup>1</sup> Le cercle scolaire est dirigé par un directeur.

<sup>2</sup> Le directeur est un enseignant nommé, à la suite d'une mise au concours, par la commission d'école qui a préalablement entendu le collège des enseignants. Cette nomination est soumise à la ratification du Département.

<sup>3</sup> Le directeur est subordonné au Département en matière d'éducation et d'enseignement et à la commission d'école dans la mesure des attributions de cette commission.

<sup>4</sup> Il est soumis à un complément de formation.

Tâches

**Art. 122** <sup>1</sup> Le directeur est responsable du fonctionnement interne de l'école. Il en coordonne et anime l'activité. Dans le cadre de cette responsabilité, les enseignants lui sont subordonnés.

<sup>2</sup> Il surveille l'activité pédagogique des remplaçants et des enseignants qui ne sont pas au bénéfice d'une nomination.

<sup>3</sup> Il représente l'école à l'extérieur et auprès des autorités.

Renvoi

**Art. 123** Le Gouvernement précise les droits et les devoirs des directeurs. Il en règle en particulier la rétribution, la diminution du temps d'enseignement et l'appui administratif.

## CHAPITRE V : Médiateur et autres fonctions

Médiateur

**Art. 124** <sup>1</sup> Dans un cercle scolaire, des tâches de médiation peuvent être confiées à des enseignants.

<sup>2</sup> Le médiateur scolaire a notamment pour tâche d'entendre, de conseiller et d'aider les élèves qui éprouvent des difficultés personnelles, entre autres celles de l'adolescence.

Autres organes  
et fonctions

**Art. 125** Selon les dimensions et les particularités du cercle scolaire, des tâches d'administration peuvent être confiées à des enseignants.

Renvoi

**Art. 126** Le Gouvernement définit le cadre et les conditions d'exercice de ces tâches, ainsi que les modalités de rétribution.



## TITRE SEPTIEME : Services auxiliaires

### CHAPITRE PREMIER : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire

#### SECTION 1 : Généralités

Mission générale **Art. 127** Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire (dénommé ci-après : "Centre") est une unité administrative de l'Etat. Il exerce ses tâches dans les deux secteurs suivants :

- a) psychologie scolaire, information et conseil en matière d'éducation;
- b) orientation scolaire et professionnelle, notamment en application des articles 2 à 4 de la loi fédérale sur la formation professionnelle.<sup>71</sup>

Accès aux prestations **Art. 128** <sup>1</sup> Les prestations individuelles du Centre sont accessibles gratuitement à toute la population et, en particulier, aux élèves des établissements scolaires reconnus.

<sup>2</sup> Le Gouvernement prend toute disposition apte à garantir cet accès, notamment par une organisation décentralisée des prestations.

Secret professionnel **Art. 129** Les actes et résultats des consultations du Centre ne peuvent en aucun cas être communiqués à des tiers sans l'autorisation expresse de la personne concernée ou de son représentant légal.

Renvoi **Art. 130** Les modalités de collaboration du Centre avec les diverses instances concernées par ses activités sont définies par le Gouvernement.

#### SECTION 2 : Psychologie scolaire

Tâches **Art. 131** En matière de psychologie scolaire, le Centre assume en particulier les tâches suivantes :

- 1. Dépistage a) dépistage des insuffisances du développement, des troubles moteurs, sensoriels ou de langage à l'école enfantine et dans les premiers degrés de l'école primaire;
- 2. Examen b) examen des élèves en difficulté scolaire, présentant des troubles du comportement et susceptibles d'appui, de soutien pédagogique ou de placement en classe de soutien;

3. Conseils éducatifs c) soutien psychologique et conseils aux parents et aux enseignants des élèves qui ont besoin de mesures éducatives particulières.

Modalités **Art. 132** <sup>1</sup> Dans l'exercice de sa tâche, le psychologue scolaire collabore avec les parents, les enseignants et le médecin scolaire.

<sup>2</sup> Il informe les parents de toute intervention directe auprès de leur enfant et requiert leur assentiment.

<sup>3</sup> Il oriente vers les services publics et privés spécialisés les enfants dont les difficultés paraissent relever d'une maladie psychique ou exiger un examen ou un traitement pédopsychiatrique.

<sup>4</sup> Il est associé au suivi des mesures pédagogiques décidées et informé du déroulement général des traitements thérapeutiques, si ceux-ci ont des incidences scolaires.

### SECTION 3 : Orientation scolaire et professionnelle

Tâches **Art. 133** En matière d'orientation scolaire et professionnelle, le Centre assume en particulier les tâches suivantes :

1. Orientation scolaire a) il est au service des élèves et de leurs parents pour les aider à opérer les choix scolaires opportuns compte tenu de leurs aspirations, intérêts et résultats;

b) il collabore avec les enseignants et les conseils de classes en vue de toute mesure d'orientation scolaire;

2. Information sur les professions c) il est au service des élèves et des adultes pour les aider, par une information générale et par des consultations individuelles, à choisir leur profession et leurs études ainsi que pour les renseigner sur les carrières de leur choix;

3. Aide au choix professionnel d) dans le cadre scolaire et en collaboration avec les enseignants, il aide au choix professionnel, notamment en dispensant une information sur les voies de formation et sur les professions;

4. Service de documentation e) il gère un service de documentation et collabore avec les services analogues d'autres cantons;

5. Stages d'orientation f) en collaboration avec les milieux économiques, il organise à l'intention des élèves des stages d'orientation dans les entreprises et les services; ces stages peuvent se dérouler partiellement durant le temps scolaire; le Département précise les modalités.

Modalités d'action **Art. 134** <sup>1</sup> Les mesures d'orientation scolaire et professionnelle, l'information sur les professions et les voies de formation sont objectives et préservent la liberté de choix des personnes concernées.

<sup>2</sup> L'orientation des élèves est assurée avec la collaboration des parents et de l'école.

<sup>3</sup> Les consultations individuelles doivent en principe permettre aux personnes qui y ont recours de prendre, en connaissance de cause et de leur propre chef, une décision correspondant à leurs aptitudes et à leurs intérêts.

<sup>4</sup> Sur demande, le Centre peut aider à traduire dans les faits une décision scolaire et professionnelle.

## CHAPITRE II : Service médical scolaire et service dentaire scolaire

**Mission** **Art. 135** En collaboration avec les communes, l'Etat organise le service médical scolaire et le service dentaire scolaire. Ces deux services veillent à la santé des élèves. Ils sont chargés notamment de l'information et de la prophylaxie.

**Rattachement** **Art. 136** Le service médical scolaire et le service dentaire scolaire relèvent du Département de la Santé et des Affaires sociales. Ils sont rattachés au Service de la santé. Pour toute mesure engageant les enseignants ou les autorités scolaires locales, le Service de la santé collabore avec le Service de l'enseignement.

**Renvoi** **Art. 137** <sup>1</sup> Le Parlement règle l'organisation et le financement du service dentaire scolaire. Le Gouvernement organise le service médical scolaire.

<sup>2</sup> Les droits et l'information des parents sont garantis.

## CHAPITRE III : Devoirs surveillés

**Principes** **Art. 138**<sup>(23)</sup> <sup>1</sup> Les devoirs surveillés offrent aux élèves la possibilité d'effectuer tout ou partie de leurs devoirs scolaires à l'école avec l'aide d'une personne qualifiée, en principe d'un enseignant.

<sup>2</sup> Les écoles organisent les devoirs surveillés selon les besoins, dans le cadre des directives du Département.

<sup>3</sup> La fréquentation des devoirs surveillés est gratuite. Les élèves ont l'obligation de fréquenter les prestations de devoirs surveillés auxquelles ils sont inscrits.

Permanences

**Art. 138a**<sup>25)</sup> <sup>1</sup> Dans des cas particuliers, les écoles peuvent être autorisées à organiser sous l'appellation de "permanences" des prestations de prise en charge et de surveillance des élèves placés sous la responsabilité de l'école.

<sup>2</sup> Le Département édicte les directives nécessaires.

Modalités

**Art. 139** Le Gouvernement règle les conditions générales d'organisation, de fréquentation et de fonctionnement des devoirs surveillés; il définit les exigences de qualification requises des personnes chargées de ce service ainsi que leur rétribution.

#### CHAPITRE IV : Economat scolaire

Tâches de l'Etat

**Art. 140** <sup>1</sup> Le Département assure aux écoles la mise à disposition des moyens d'enseignement obligatoires. Il édite les ouvrages nécessaires ou, à défaut, collabore avec d'autres cantons et des éditeurs privés, tout en veillant à l'obtention des prix les plus avantageux.

<sup>2</sup> L'Etat subventionne les achats des communes en moyens d'enseignement et en matériel scolaire. Le Parlement arrête le montant de ces subventions.

Economat scolaire

**Art. 141** <sup>1</sup> L'Economat cantonal est chargé de l'économat scolaire.

<sup>2</sup> Sous la direction du Département, il gère la production et l'édition des moyens d'enseignement et fonctionne en qualité de libraire scolaire.

<sup>3</sup> Il assure la distribution et la vente des moyens d'enseignement aux communes et aux écoles.

<sup>4</sup> Le Gouvernement règle les détails.

## CHAPITRE V : Système informatique de gestion et d'information<sup>34)</sup>

Système  
informatique  
de gestion et  
d'information

**Art. 141a<sup>33)</sup>** <sup>1</sup> L'Etat met en place un système informatique de gestion et d'information auquel sont rattachés, en fonction des besoins, tous les établissements scolaires et de formation publics, les communes et les services de l'Etat.

<sup>2</sup> Le système de gestion et d'information vise notamment à :

- a) rassembler et à traiter les données utiles à la gestion du parcours scolaire et de formation des élèves;
- b) pourvoir les établissements scolaires et de formation des applications nécessaires à la saisie et au traitement des données pour les besoins de l'école;
- c) pourvoir les services de l'Etat des applications nécessaires pour la gestion administrative de l'école et de la formation et pour l'établissement de statistiques.

## TITRE HUITIEME : Autorités scolaires cantonales

Gouvernement **Art. 142** Le Gouvernement assume la haute surveillance de l'école.

Conseil scolaire **Art. 143** <sup>1</sup> Le Conseil scolaire est l'organe consultatif des autorités cantonales pour toutes les questions importantes relatives à l'enseignement.

<sup>2</sup> Une loi en définit la composition et le mandat.

Département  
a) Tâches  
générales

**Art. 144** <sup>1</sup> Le Département surveille l'éducation et l'enseignement dispensés dans les écoles; il en favorise le développement.

<sup>2</sup> Il veille à l'accomplissement par les communes des tâches qui leur incombent en vertu de la présente loi et des règlements.

<sup>3</sup> Il exerce en outre les compétences qui sont attribuées à l'Etat et que la loi ou le règlement ne réservent pas expressément à un autre organe.

b) Coordination **Art. 145** <sup>1</sup> Le Département assure la coordination avec les autres départements ayant des compétences en matière d'instruction publique et de formation professionnelle.

<sup>2</sup> La coordination avec d'autres cantons, notamment par voie de convention, est de la compétence du Gouvernement sous réserve des droits du Parlement.

Service de  
l'enseignement

**Art. 146** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement administre, gère et coordonne l'ensemble des activités matérielles et pédagogiques des écoles.

<sup>2</sup> Il exerce notamment la surveillance et la fonction de conseil pédagogique des enseignants, ainsi que la surveillance, la fonction de conseil et l'assistance administrative des directeurs et des autorités scolaires locales.

<sup>3</sup> Il assure l'information du corps enseignant, des autorités scolaires communales, des cercles scolaires et des parents.

Conseillers  
pédagogiques  
a) Principes

**Art. 147** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement exerce sa fonction de conseil et de surveillance pédagogiques des enseignants par l'intermédiaire des conseillers pédagogiques. [23\)](#)

<sup>2</sup> ... [22\)](#)

<sup>3</sup> Le conseiller pédagogique entretient un contact étroit avec le corps enseignant; il suit, dans la classe, l'évolution de la pédagogie dans les applications concrètes de celle-ci; il maintient son aptitude à assumer un enseignement.

<sup>4</sup> Le Département définit le champ d'activité de chaque conseiller pédagogique. [23\)](#)

b) Statut

**Art. 148** <sup>1</sup> Le conseiller pédagogique est nommé par le Gouvernement; il est issu du corps enseignant.

<sup>2</sup> Le conseiller pédagogique est titulaire du certificat d'aptitudes pédagogiques du niveau ou du secteur considéré, complété par une formation pédagogique et psychologique supérieure. Celle-ci peut être acquise en cours d'emploi.

<sup>3</sup> Il est astreint à un perfectionnement professionnel régulier.

c) Mission

**Art. 149**<sup>23)</sup> <sup>1</sup> Le conseiller pédagogique conseille les enseignants placés sous sa responsabilité; il contrôle la qualité de l'enseignement; il assiste les autorités scolaires dans les domaines relatifs à l'activité pédagogique des enseignants.

<sup>2</sup> A cette fin, il a notamment les attributions suivantes :

- a) il visite régulièrement les classes, conseille les enseignants, enregistre leurs succès et leurs difficultés;
- b) il veille à ce que l'éducation donnée soit conforme aux principes énoncés dans la présente loi;
- c) il apprécie et contrôle la qualité de l'enseignement et l'application des plans d'études;
- d) il conseille les directeurs et les autorités scolaires locales pour tout ce qui a trait à l'activité pédagogique des enseignants;
- e) il accomplit les tâches particulières que peuvent lui attribuer le Département ou le Service de l'enseignement;
- f)<sup>33)</sup> il donne les dérogations aux règles ordinaires d'évaluation des travaux de l'élève.

<sup>3</sup> En outre, le conseiller pédagogique prend les décisions que la présente loi ou les règlements placent dans sa compétence.

d) Conférence  
des directeurs<sup>23)</sup>

**Art. 150** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement réunit les directeurs en conférences.<sup>23)</sup>

<sup>2</sup> Les conférences servent à l'information réciproque et à la coordination des activités.

Coordinateurs  
des disciplines

**Art. 151** <sup>1</sup> En vue de recueillir avis et propositions qualifiés dans les principales disciplines des plans d'études, le Département peut désigner des enseignants particulièrement compétents en qualité de coordinateurs.

<sup>2</sup> La désignation du coordinateur intervient après consultation de l'autorité scolaire.

<sup>3</sup> Le Département arrête le cahier des charges des coordinateurs, la durée de leur mandat ainsi que la diminution du temps d'enseignement qui leur est accordée.

## TITRE NEUVIEME : Financement de l'école

### Définition des dépenses

**Art. 152** Les dépenses relatives aux écoles enfantines, primaires et secondaires sont groupées en trois types :

1. les dépenses d'investissement engendrées par la construction et l'équipement des écoles;
2. les dépenses d'exploitation engendrées par l'entretien et l'administration des écoles, l'acquisition du matériel et des moyens d'enseignement courants;
3. les dépenses dites générales comprenant :
  - a) les traitements, les allocations, les indemnités, les gratifications versés aux directeurs, enseignants et remplaçants ainsi que les contributions de l'employeur aux assurances sociales et à la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura;
  - b) les frais occasionnés par les transports d'élèves et reconnus au sens de l'article 8, alinéa 2;
  - c) les indemnités de déplacement versées aux enseignants conformément à l'article 91, alinéa 2;
  - d)<sup>[31\)](#)</sup> les frais découlant des traitements pédago-thérapeutiques;
  - e)<sup>[33\)](#)</sup> les frais de location de locaux, d'acquisition de matériel pour les classes et les enseignants dans tous les cas de prestations ponctuelles de pédagogie compensatoire;
  - f)<sup>[33\)](#)</sup> les frais d'exploitation du système informatique de gestion et d'information, dans la mesure où ils concernent les écoles enfantines, primaires et secondaires.

### Principe de financement

**Art. 153** <sup>1</sup> La collectivité publique responsable d'une école en assume les dépenses d'investissement et d'exploitation. Les subventions particulières sont réservées, notamment celles qui sont fixées par les articles 45, 64 et 140.

<sup>2</sup> L'ensemble des collectivités publiques responsables se répartissent les dépenses dites générales, après déduction de la part prise en charge par l'Etat définie par la loi concernant la péréquation financière<sup>[26\)](#)</sup>, pour les écoles enfantines, les écoles primaires, les écoles secondaires et les institutions spécialisées.<sup>[8\)](#)</sup>

### Principe de la répartition entre communes

**Art. 154** <sup>1</sup> Le Parlement fixe par décret les modalités de répartition des dépenses dites générales entre les communes. Il tient compte de la population. La participation en faveur des institutions spécialisées aux frais d'exploitation et aux dépenses d'investissement (art. 40) est répartie selon le même critère.<sup>[9\)28\)](#)</sup>



<sup>2</sup> L'Etat peut compenser ses prétentions avec d'éventuels avoirs des communes en créances et en subventions.

<sup>3</sup> Le Gouvernement arrête les prescriptions de détail relatives à la procédure, aux décomptes et à l'intérêt des avances éventuelles.<sup>[27\)](#)</sup>

## TITRE DIXIEME : Voies de droit

Renvoi **Art. 155** Toutes les décisions prises conformément à la présente loi sont susceptibles d'opposition et de recours conformément au Code de procédure administrative<sup>[10\)](#)</sup>.

Dénonciations **Art. 156** <sup>1</sup> Les dénonciations contre la commission d'école, le directeur, l'enseignant et le conseiller pédagogique sont adressées au Service de l'enseignement, qui instruit le dossier.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le Département se prononce sur la dénonciation et prend les mesures qui s'imposent, sous réserve de recours conformément au Code de procédure administrative.

## TITRE ONZIEME : Dispositions transitoires et finales

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'exécution

Exécution **Art. 157** <sup>1</sup> Le Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente loi.

<sup>2</sup> Il en édicte les dispositions d'application.

## CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur

### SECTION 1 : Modification du droit en vigueur

Modification du DOGA **Art. 158** Le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990<sup>[11\)](#)</sup> est modifié comme il suit :

Art. 68, lettre a  
...<sup>[12\)](#)</sup>

Art. 69, lettre h  
...<sup>[12\)](#)</sup>

Art. 70, titre marginal, al. 1 et 2, lettre a

... [12\)](#)

Art. 72

... [12\)](#)

Art. 77, lettre b

... [12\)](#)

Modification de  
l'arrêté dressant  
la liste des  
emplois dont les  
titulaires ont  
qualité de  
fonctionnaire

**Art. 159** L'arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 dressant la liste des emplois dont les titulaires ont qualité de fonctionnaire<sup>[13\)](#)</sup> est modifié comme il suit :

Article premier, ch. 4.1 et 4.1.1

... [14\)](#)

Modification de  
la loi sur les  
traitements des  
membres du  
corps enseignant

**Art. 160** La loi du 9 novembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant<sup>[15\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

Article premier

... [16\)](#)

Modification du  
décret sur les  
traitements des  
membres du  
corps enseignant

**Art. 161** Le décret du 6 décembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant<sup>[17\)](#)</sup> est modifié comme il suit :

Art. 3, al. 1, ch. 1 et 2

... [12\)](#)

Modification du  
décret  
concernant le  
service dentaire  
scolaire

**Art. 162** Le décret du 6 décembre 1978 concernant le service dentaire scolaire<sup>[18\)](#)</sup> est modifié comme il suit :

Article premier, al. 1

... [12\)](#)

Art. 9, al. 1

... [12\)](#)

Art. 10

... [12\)](#)

Art. 12, al. 1

... [12\)](#)

Modification de  
la loi sur les  
écoles  
moyennes

**Art. 163** La loi du 9 novembre 1978 sur les écoles moyennes<sup>16)</sup> est modifiée comme il suit :

Article premier

...<sup>16)</sup>

Art. 2  
abrogé

Art. 3  
...<sup>16)</sup>

Art. 6  
abrogé

Art. 13  
...<sup>16)</sup>

Art. 16  
abrogé

Art. 19, al. 4  
...<sup>16)</sup>

#### TITRE QUATRIEME : De l'Ecole de culture générale

Art. 20  
...<sup>16)</sup>

Art. 21 à 48  
abrogés

Art. 49, al. 1  
abrogé

Art. 50  
...<sup>16)</sup>

Art. 51  
abrogé

Art. 52  
...<sup>16)</sup>

Art. 53 à 73  
abrogés

Art. 74

... [16\)](#)

Art. 75, al. 2, ch. 2

... [16\)](#)

Art. 75, al. 2, ch. 3

abrogé

Art. 77 à 80

abrogés

Art. 81

... [16\)](#)

Art. 83, al. 1

... [16\)](#)

Art. 83, al.3

abrogé

Art. 84 et 85

abrogés

Art. 86

... [16\)](#)

Art. 88

... [16\)](#)

Art. 89

... [16\)](#)

Art. 90

... [16\)](#)

Art. 91 à 93

abrogés

## **SECTION 2 : Abrogation du droit en vigueur**

Clause  
abrogatoire

**Art. 164** <sup>1</sup> Toutes les dispositions légales contraires aux normes de la présente loi sont abrogées.

<sup>2</sup> Sont notamment abrogés :

1. le décret du 6 décembre 1978 concernant l'édition des manuels d'enseignement obligatoires et l'organisation de l'Economat cantonal;
2. le décret du 6 décembre 1978 concernant la surveillance de l'enseignement ménager et des ouvrages;
3. le décret du 6 décembre 1978 concernant l'orientation en matière d'éducation;
4. le décret du 6 décembre 1978 concernant les prestations financières de l'Etat en faveur des écoles maternelles et de l'assurance des maîtresses de ces écoles;
5. la loi du 9 novembre 1978 sur l'école primaire;
6. le décret du 6 décembre 1978 relatif à l'article 110 de la loi sur l'école primaire et à l'article 30 de la loi sur les écoles moyennes;
7. le décret du 6 décembre 1978 concernant les classes spéciales de l'école primaire;
8. le décret du 6 décembre 1978 sur les classes de perfectionnement;
9. le décret du 6 décembre 1978 concernant l'inspection de l'éducation physique.

### CHAPITRE III : Dispositions transitoires

#### SECTION 1 : Les élèves

Principe

**Art. 165** <sup>1</sup> Les élèves scolarisés dans les degrés 6, 7, 8 et 9 de l'école secondaire, 8 et 9 de l'école primaire, à la rentrée scolaire suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure.

<sup>2</sup> Les élèves scolarisés dans les degrés 1, 2, 3 et 4 à la rentrée scolaire suivant l'entrée en vigueur de la présente loi sont pleinement soumis aux dispositions de celle-ci.

<sup>3</sup> Les élèves scolarisés dans les degrés 5 (primaire ou secondaire), 6 (primaire) et 7 (primaire), générations dites de transition, à la rentrée scolaire suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont soumis aux dispositions des articles 166 à 168.

Elèves du 5<sup>ème</sup>  
degré

**Art. 166** <sup>1</sup> Les élèves de 5e, primaire et secondaire, au sens de l'alinéa 3 de l'article 165, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure jusqu'à la fin du 5e degré.

<sup>2</sup> Dans l'accomplissement du 6e degré, ils sont réunis à l'école secondaire.

<sup>3</sup> Les dispositions de la nouvelle loi leur sont applicables dès le degré 7.

Elèves du 6<sup>ème</sup>  
degré

**Art. 167** <sup>1</sup> Les élèves de 6e primaire, au sens de l'alinéa 3 de l'article 165, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure jusqu'à la fin du 7e degré.

<sup>2</sup> Ils accomplissent leurs 8e et 9e degrés à l'école secondaire dans une filière ad hoc.

Elèves du 7<sup>ème</sup>  
degré

**Art. 168** <sup>1</sup> Les élèves de 7e primaire, au sens de l'alinéa 3 de l'article 165, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure jusqu'à la fin du 8e degré.

<sup>2</sup> Ils accomplissent leur 9e degré à l'école secondaire dans une filière ad hoc.

Situations  
particulières

**Art. 169** Le Département règle les situations particulières dans l'esprit des dispositions de la présente section.

## SECTION 2 : Les maîtres

Nomination

**Art. 170** <sup>1</sup> Les enseignants des classes enfantines, primaires et secondaires nommés définitivement au sens de la législation antérieure, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont réputés nommés conformément aux dispositions des articles 84 à 89 pour la période administrative débutant le 1<sup>er</sup> août 1991.

<sup>2</sup> Les quatre années scolaires qui suivent la date d'entrée en vigueur de la présente loi sont dites "période transitoire".

Prolongation de  
la période  
administrative  
échéant au 31  
juillet 2009

**Art. 170a**<sup>36)</sup> La période administrative des enseignants des classes enfantines, primaires et secondaires, échéant au 31 juillet 2009, est prolongée jusqu'au 31 juillet 2010. Demeurent réservés les cas pour lesquels, à l'entrée en vigueur du présent article, l'autorité de nomination a déjà informé l'enseignant concerné qu'elle entendait renoncer à ses services.

Changement de poste

**Art. 171** Les changements de poste, d'école et de niveau scolaire auxquels les enseignants nommés peuvent être contraints durant la période transitoire sont réglés par les dispositions suivantes, en dérogation aux articles 84, 85 et 89.

Mise au concours

**Art. 172** <sup>1</sup> Les postes à repourvoir sont mis au concours publiquement par le Département. Seuls les enseignants nommés sont habilités à faire acte de candidature. Le délai de mise au concours est de quinze jours au moins.

<sup>2</sup> Lorsque cette procédure ne produit aucun résultat, il est procédé conformément à la loi. En cas de contestation, le Département tranche.

Classification, droits acquis

**Art. 173** Dans tous les cas de mobilité induite par le changement de structure scolaire, les maîtres au bénéfice d'une nomination définitive au sens de la législation antérieure sont assurés de la classe de traitement correspondant à leur situation antérieure.

Nomination et déplacement dans des cas particuliers

**Art. 174** Durant la période transitoire, le Département se substitue aux autorités scolaires locales pour la nomination ou le déplacement des maîtres dans les cas particuliers suivants :

- a) lorsque, par défaut d'accord entre deux ou plusieurs commissions d'école, un maître perd son emploi conséquemment à la mise en oeuvre de la nouvelle structure scolaire;
- b) lorsqu'en dépit des offres proposées un maître renonce à faire acte de candidature et qu'ainsi il perd son emploi précédent.

Passage de l'école secondaire à l'école primaire

**Art. 175** <sup>1</sup> Les enseignants touchés par l'alinéa 1 de l'article 170 et au bénéfice d'un titre les habilitant à enseigner à l'école secondaire au sens de la loi sur la formation du corps enseignant peuvent être nommés aux degrés 5 et 6 de l'école primaire.

Passage de l'école primaire à l'école secondaire

<sup>2</sup> Les enseignants concernés par l'alinéa 1 de l'article 170 et au bénéfice d'un titre les habilitant à enseigner à l'école primaire au sens de la loi sur la formation du corps enseignant peuvent être nommés à l'école secondaire sous réserve de compléter leur formation conformément aux plans proposés par le Département, dans un délai de trois ans.

Enseignement  
des ACM

<sup>3</sup> Les enseignants touchés par l'alinéa 1 de l'article 170 et au bénéfice d'un titre les habilitant à enseigner les activités sur textiles au sens de la loi sur la formation du corps enseignant peuvent être nommés pour l'enseignement des activités manuelles à l'école primaire sous réserve de compléter leur formation conformément aux plans proposés par le Département, dans un délai de trois ans.

Autorisation  
d'enseigner pour  
les enseignants  
en place

**Art. 175a**<sup>33)</sup> Les enseignants nommés au moment de l'entrée en vigueur de l'article 89a sont mis d'office au bénéfice d'une autorisation d'enseigner.

### SECTION 3 : Les classes

Ouvertures et  
fermetures de  
classes

**Art. 176** Durant la période transitoire et en dérogation à l'article 49, le Département arrête annuellement un plan des ouvertures et des fermetures de classes dans les écoles primaires et secondaires.

### SECTION 4 : Les communes

Délai  
d'adaptation

**Art. 177** <sup>1</sup> Les communes disposent d'un délai de quatre ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi pour mettre en place les autorités scolaires prévues et adapter leur réglementation conformément aux dispositions de la loi :

- a) définition des cercles d'école enfantine, le cas échéant conclusion d'ententes intercommunales, mise en place de la commission;
- b) définition des cercles de degré primaire, le cas échéant conclusion d'ententes intercommunales, mise en place de la commission;
- c) définition des cercles de degré secondaire, constitution des syndicats de communes et mise en place des autorités du syndicat.

<sup>2</sup> Un délai supplémentaire peut être consenti par le Département pour le règlement des questions relatives à la propriété des équipements scolaires.

### SECTION 5 : Autres problèmes de transition

Autres  
problèmes de  
transition

**Art. 178** <sup>1</sup> Pour le surplus, le Gouvernement règle les autres problèmes induits par la transition d'un système scolaire à l'autre.



<sup>2</sup> Il peut différer l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la présente loi.

Nouvelle  
répartition des  
charges

**Art. 178a**<sup>20)</sup> Pendant les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente disposition et en dérogation à l'article 153, alinéa 2, la part des dépenses générales prise en charge par l'Etat est de 32 % pour les trois premières années et de 31,5 % pour les deux années suivantes.

#### CHAPITRE IV : Référendum et entrée en vigueur

Référendum

**Art. 179**<sup>1</sup> La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>21)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 20 décembre 1990

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Mathilde Jolidon  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

1) RSJU 101

2) RSJU 410.100

3) RSJU 410.210.1

4) RSJU 173.11

5) RSJU 173.112

6) RS 220

7) RS 412.10

8) Nouvelle teneur selon la section 3 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995. Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 1, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière (RSJU 651), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005

- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 14 décembre 1994 portant modification des critères de la répartition des dépenses scolaires générales entre les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995. Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 1, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière (RSJU 651), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 10) RSJU 175.1
- 11) RSJU 172.111
- 12) Texte inséré dans ledit décret
- 13) RSJU 173.110
- 14) Texte inséré dans ledit arrêté
- 15) RSJU 410.251
- 16) Texte inséré dans ladite loi
- 17) RSJU 410.251.1
- 18) RSJU 410.72
- 19) RSJU 412.11
- 20) Introduit par la section 3 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995
- 21) Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> août 1991  
Art. 7 : 1<sup>er</sup> août 1993  
Art. 40 : 1<sup>er</sup> janvier 1992  
Art. 46, al. 2 : 1<sup>er</sup> août 1992
- 22) Abrogé par le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001
- 24) Nouvelle teneur selon l'art. 7 de la loi du 6 décembre 2000 sur la Haute Ecole pédagogique (RSJU 410.210.1), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2001
- 25) Introduit par le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001
- 26) RSJU 651
- 27) Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 1, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière (RSJU 651), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 28) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 novembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2007
- 29) Introduit par le ch. I de la loi du 22 novembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2007
- 30) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 septembre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 31) Introduite par le ch. I de la loi du 26 septembre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 32) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 août 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 33) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 22 août 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 34) Titre introduit par le ch. I de la loi du 22 août 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 35) Abrogé par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009
- 36) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009

## TABLE DES MATIERES

Article

**TITRE PREMIER : Dispositions générales**

Champ d'application et objet.....	1
Mission de l'école .....	2
Buts de l'école .....	3
Intégration des handicapés.....	4
Insertion des migrants .....	5
Scolarité facultative et obligatoire	
a) Principe .....	6
b) Durée.....	6
Age d'entrée à l'école .....	7
Gratuité.....	8
Lieu de fréquentation de l'école	
a) En général .....	9
b) Cas particuliers.....	10
c) Participation aux frais scolaires .....	10

**TITRE DEUXIEME : Structure de l'école****CHAPITRE PREMIER : Ecole enfantine**

Buts particuliers .....	11
Fréquentation.....	12

**CHAPITRE II : Ecole primaire**

Buts particuliers .....	13
Durée.....	14
Structure interne .....	15
Sixième année, orientation, observation.....	16

**CHAPITRE III : Ecole secondaire**

Buts particuliers .....	17
Durée.....	18
Organisation pédagogique.....	19
Structure interne	
1. Principes.....	20
2. Cours communs.....	21
3. Cours séparés .....	22
a) Cours à niveaux.....	22
b) Cours à option .....	22

4. Cours facultatifs .....	23
Application .....	24

#### **CHAPITRE IV : Prolongation de la scolarité**

Principe .....	25
Modalités .....	26
Compétence.....	27

#### **CHAPITRE V : Mesures de pédagogie compensatoire**

But, généralités .....	28
Destinataires .....	29
Classes de transition à l'école primaire.....	30
Appui.....	31
Soutien pédagogique ambulatoire .....	32
Classes de soutien.....	33
Enfants malades .....	34
Décision d'octroi des mesures de pédagogie compensatoire .....	35
Application .....	36

#### **CHAPITRE VI : Institutions spécialisées**

Principe .....	37
Responsabilité de la commission .....	38
Rattachement et surveillance.....	39
Financement .....	40

#### **CHAPITRE VII : Continuité pédagogique**

Principe .....	41
----------------	----

### **TITRE TROISIEME : Fonctionnement général de l'école**

#### **CHAPITRE PREMIER : Locaux et installations scolaires**

Tâches des communes .....	42
Utilisation .....	43
Droit d'expropriation .....	44
Participation et tâches de l'Etat .....	45

**CHAPITRE II : Organisation de l'année scolaire**

Année scolaire .....	46
Vacances scolaires .....	47
Horaire hebdomadaire et congés spéciaux .....	48

**CHAPITRE III : Effectif, ouverture et fermeture des classes**

Renvoi .....	49
Ouverture et fermeture .....	49

**CHAPITRE IV : Plans d'études**

Plans d'études et moyens d'enseignement.....	50
Modifications.....	51
Contenus généraux .....	52
Enseignement biblique et religieux	
a) dans le cadre scolaire.....	53
b) hors du cadre scolaire .....	54
Education intellectuelle .....	55
Education physique et artistique .....	56
Organisation particulière pour sportifs et artistes de haut niveau .....	56a
a) Education physique .....	57
b) Education artistique .....	58
c) Education sexuelle.....	59
d) Education à la santé .....	60
Education générale et sociale.....	61
Préparation au choix d'une profession.....	62

**CHAPITRE V : Activités culturelles et sociales de l'école**

Activités culturelles .....	63
Bibliothèques scolaires et de la jeunesse .....	64
Activités sociales .....	65

**CHAPITRE VI : Participation à la formation et au perfectionnement des enseignants**

Principe, renvoi.....	66
-----------------------	----

**TITRE QUATRIEME : Parents et élèves****CHAPITRE PREMIER : Parents**

Principes .....	67
Définition.....	68

## Article

Droits individuels des parents .....	69
Participation, consultation collectives des parents .....	70
Tâches du Département .....	71
Devoirs des parents .....	72
Violation des obligations scolaires .....	73

**CHAPITRE II : Elèves****SECTION 1 : Généralités**

Droits	
a) En général .....	74
b) En particulier .....	75
Obligations .....	76
Santé des élèves .....	77
Assurance des élèves .....	78
Protection du domaine privé .....	79

**SECTION 2 : Carrière scolaire**

Evaluation du travail scolaire .....	80
Passage d'une classe à l'autre .....	81

**SECTION 3 : Sanctions disciplinaires**

Principe .....	82
Sanctions .....	83

**TITRE CINQUIEME : Enseignants****CHAPITRE PREMIER : Eligibilité et nomination**

Eligibilité .....	84
Mise au concours .....	85
Nomination	
a) Généralités .....	86
b) Autorité .....	87
Procédure .....	88
Période administrative .....	89
Autorisation d'enseigner	
a) Principes .....	89a
b) Retrait de l'autorisation .....	89b
c) Fin du retrait .....	89c

**CHAPITRE II : Situation de l'enseignant**

Domicile .....	90
Transfert et déplacement .....	91
Retour à l'enseignement .....	92

**CHAPITRE III : Devoirs de l'enseignant**

Fonction .....	93
Activité accessoire .....	94
Procédure disciplinaire .....	95

**CHAPITRE IV : Droits des enseignants**

Traitement	
a) Principe et renvoi .....	96
b) Signification .....	97
Formation continue .....	98
Appui aux jeunes enseignants .....	99
Associations professionnelles .....	100
Consultation des enseignants .....	101

**CHAPITRE V : Résiliation des rapports de service**

Démission .....	102
Licenciement en cas de suppression de poste .....	103
Licenciements pour des justes motifs .....	104

**CHAPITRE VI : Droit supplétif**

Droit supplétif .....	105
-----------------------	-----

**TITRE SIXIEME : Organisation locale de l'école****CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

Tâches des communes .....	106
Cercle scolaire	
a) Définition .....	107
b) Délimitation .....	108
c) Tâches du cercle scolaire .....	109

**CHAPITRE II : Organes de gestion**

Ecole communale .....	110
-----------------------	-----

Ecole intercommunale .....	111
Syndicat de communes.....	112
Cercle d'école enfantine.....	113
Cercle de degré secondaire.....	114
Droit réservé .....	115

### **CHAPITRE III : Commission d'école**

Autorité de surveillance.....	116
Fonction consultative .....	117
Fonction exécutive .....	118
Conciliation .....	119
Voix consultative et droit d'être entendu .....	120

### **CHAPITRE IV : Directeur**

Statut .....	121
Tâches .....	122
Renvoi.....	123

### **CHAPITRE V : Médiateur et autres fonctions**

Médiateur .....	124
Autres organes et fonctions .....	125
Renvoi.....	126

### **TITRE SEPTIEME : Services auxiliaires**

#### **CHAPITRE PREMIER : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire**

##### **SECTION 1 : Généralités**

Mission générale.....	127
Accès aux prestations.....	128
Secret professionnel .....	129
Renvoi.....	130

##### **SECTION 2 : Psychologie scolaire**

Tâches .....	131
1. Dépistage.....	131
2. Examen.....	131
3. Conseils éducatifs.....	131
Modalités .....	132



**SECTION 3 : Orientation scolaire et professionnelle**

Tâches .....	133
1. Orientation scolaire .....	133
2. Information sur les professions .....	133
3. Aide au choix professionnel .....	133
4. Service de documentation .....	133
5. Stages d'orientation .....	133
Modalités d'action .....	134

**CHAPITRE II : Service médical scolaire et service dentaire scolaire**

Mission .....	135
Rattachement .....	136
Renvoi .....	137

**CHAPITRE III : Devoirs surveillés**

Principes .....	138
Permanences .....	138a
Modalités .....	139

**CHAPITRE IV : Economat scolaire**

Tâches de l'Etat .....	140
Economat scolaire .....	141

**CHAPITRE V : Système informatique de gestion et d'information**

Système informatique de gestion et d'information .....	141a
--	------

**TITRE HUITIEME : Autorités scolaires cantonales**

Gouvernement .....	142
Conseil scolaire .....	143
Département	
a) Tâches générales .....	144
b) Coordination .....	145
Service de l'enseignement .....	146
Conseillers pédagogiques	
a) Principes .....	147
b) Statut .....	148
c) Mission .....	149
d) Conférence des directeurs .....	150
Coordinateurs des disciplines .....	151

**TITRE NEUVIEME : Financement de l'école**

Définition des dépenses.....	152
Principe de financement .....	153
Principe de la répartition entre communes.....	154

**TITRE DIXIEME : Voies de droit**

Renvoi.....	155
Dénonciations .....	156

**TITRE ONZIEME : Dispositions transitoires et finales****CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'exécution**

Exécution .....	157
-----------------	-----

**CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur****SECTION 1 : Modification du droit en vigueur**

Modification du DOGA .....	158
Modification de l'arrêté dressant la liste des emplois dont les titulaires ont qualité de fonctionnaire .....	159
Modification de la loi sur les traitements des membres du corps enseignant .....	160
Modification du décret sur les traitements des membres du corps enseignant .....	161
Modification du décret concernant le service dentaire scolaire .....	162
Modification de la loi sur les écoles moyennes .....	163

**SECTION 2 : Abrogation du droit en vigueur**

Clause abrogatoire.....	164
-------------------------	-----

**CHAPITRE III : Dispositions transitoires****SECTION 1 : Les élèves**

Principe .....	165
Elèves du 5 <sup>ème</sup> degré .....	166
Elèves du 6 <sup>ème</sup> degré .....	167
Elèves du 7 <sup>ème</sup> degré .....	168
Situations particulières.....	169

**SECTION 2 : Les maîtres**

Nomination .....	170
Prolongation de la période administrative échéant au 31 juillet 2009 .....	170a
Changement de poste .....	171
Mise au concours.....	172
Classification, droits acquis .....	173
Nomination et déplacement dans des cas particuliers .....	174
Passage de l'école secondaire à l'école primaire .....	175
Passage de l'école primaire à l'école secondaire .....	175
Enseignement des ACM .....	175
Autorisation d'enseigner pour les enseignants en place .....	175a

**SECTION 3 : Les classes**

Ouvertures et fermetures de classes .....	176
---	-----

**SECTION 4 : Les communes**

Délai d'adaptation .....	177
--------------------------	-----

**SECTION 5 : Autres problèmes de transition**

Autres problèmes de transition .....	178
Nouvelle répartition des charges .....	178a

**CHAPITRE IV : Référendum et entrée en vigueur**

Référendum.....	179
Entrée en vigueur .....	179



## Ordonnance portant exécution de la loi scolaire (Ordonnance scolaire)

du 29 juin 1993

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 157 de la loi scolaire du 20 décembre 1990 (LS)<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

### TITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ  
d'application  
et objet  
(art. 1<sup>er</sup> LS)

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance constitue la réglementation générale d'exécution de la loi scolaire.

<sup>2</sup> Les dispositions du titre cinquième (enseignants) s'appliquent également aux écoles moyennes, sous réserve de dispositions contraires de la loi du 9 novembre 1978 sur les écoles moyennes<sup>[2\)](#)</sup>.

Intégration des  
handicapés  
(art. 4 LS)

**Art. 2** <sup>1</sup> Dans la mesure du possible, l'enfant handicapé est intégré dans une classe ordinaire si cela sert ses intérêts et si ses parents ou son représentant légal le souhaitent.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement prend les mesures d'ordre pédagogique adéquates à cet effet, en collaboration avec les enseignants, les directions et les commissions d'école concernés. Il peut notamment accorder une dérogation aux normes relatives à l'effectif des élèves (art. 96 à 98), un appui à l'enseignant ou un soutien ambulatoire à l'élève.

Mesures  
préscolaires  
(art. 4 LS)

**Art. 2bis**<sup>[32\)](#)</sup> En vue de favoriser l'intégration des enfants présentant des troubles du développement ou du comportement dans les classes ordinaires, l'Etat peut mettre en place ou soutenir les mesures de dépistage et les mesures pédagogiques et curatives nécessaires auprès des enfants en âge de préscolarité.

Insertion des  
migrants (art. 5  
LS)  
a) Principes  
d'insertion du  
nouvel arrivant

**Art. 3** <sup>1</sup> L'enfant d'âge scolaire arrivant dans le Canton est inséré dans le degré scolaire correspondant à son âge et, à l'école secondaire, dans le niveau et l'option qui lui sont le plus favorables, compte tenu de sa scolarité antérieure.

<sup>2</sup> Il a droit à un enseignement d'appui de français lorsqu'il est de langue maternelle étrangère.

<sup>3</sup> Durant une année scolaire pleine, exceptionnellement deux, les règles ordinaires de promotion peuvent être suspendues s'il apparaît qu'une non-promotion ne sert pas le processus d'intégration en cours.

b) Maintien de la  
culture d'origine

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement collabore avec les autorités scolaires étrangères qui organisent des cours de langue et de culture pour leurs ressortissants résidant dans le Canton.

<sup>2</sup> Il prend les mesures propres à favoriser la meilleure intégration possible de ces cours dans l'horaire scolaire des élèves concernés.

<sup>3</sup> Les cours reconnus par le Département de l'Education (dénommé ci-après : "Département") sont réputés partie intégrante de l'activité scolaire officielle. En particulier, ils sont couverts par l'assurance des élèves et les résultats obtenus par ces derniers figurent dans leur bulletin scolaire.

<sup>4</sup> Les communes mettent gratuitement à disposition les locaux et les fournitures scolaires.

c) Commission  
consultative

**Art. 5** <sup>1</sup> Le Département institue une commission consultative pour le conseiller sur les mesures à prendre.

<sup>2</sup> Les communautés étrangères sont représentées dans la commission, en principe par des parents d'élèves.

<sup>3</sup> La commission charge un enseignant de son secrétariat et du suivi des affaires.

Accès à l'école  
(art. 6, al. 1, LS)

**Art. 6** <sup>1</sup> Le statut légal des parents ne peut porter préjudice à l'accès à l'école de l'enfant qui séjourne sur le territoire d'une commune jurassienne. L'accès à l'école de l'enfant est sans incidence sur le statut de ses parents.

<sup>2</sup> Les autorités cantonales et communales de police des étrangers ne peuvent exiger de l'administration scolaire des informations susceptibles de nuire à la scolarisation de l'enfant.

Mesures  
expérimentales  
d'intégration  
(art. 4 et 5 LS)

**Art. 7** <sup>1</sup> Afin d'améliorer l'intégration des enfants handicapés et d'assurer l'insertion réelle des enfants étrangers, le Département peut expérimenter des modalités et des structures dérogeant à la présente ordonnance.

<sup>2</sup> L'expérimentation ne peut s'étendre, comme telle, sur plus de six années.

Passage de  
l'école publique à  
l'enseignement  
privé

**Art. 8** Les parents qui entendent donner ou faire donner à leur enfant un enseignement privé, conformément à la législation sur l'enseignement privé, communiquent leur décision par écrit au directeur ou, à défaut, à la commission d'école, à l'intention du conseiller pédagogique.

Début de la  
scolarité  
enfantine (art. 7,  
al. 1, 3 et 4, LS)

**Art. 9** Tout enfant âgé de quatre ans révolus avant le 1<sup>er</sup> juin peut accéder à l'école enfantine.

Début de la  
scolarité  
obligatoire (art.  
7, al. 2 à 4, LS)

**Art. 10** <sup>1</sup> L'âge d'entrée à l'école primaire est fixé à six ans révolus au 1<sup>er</sup> juin.

a) Règle  
générale

<sup>2</sup> Les parents peuvent retarder d'un an l'entrée de leur enfant à l'école primaire lorsque celui-ci a six ans révolus entre le 1<sup>er</sup> mars et le 1<sup>er</sup> juin. Ils en informent la commission de l'école primaire de leur cercle scolaire de résidence jusqu'au 30 avril.

b) Anticipation

**Art. 11** <sup>1</sup> Les parents dont l'enfant a six ans révolus entre le 1<sup>er</sup> juin et le 1<sup>er</sup> septembre peuvent obtenir une dérogation, notamment lorsque l'enfant démontre une maturité scolaire particulièrement précoce et affirmée ou lorsqu'un changement de système scolaire aurait pour conséquence le redoublement d'une classe.

<sup>2</sup> Ils adressent à cet effet une déclaration écrite au Service de l'enseignement jusqu'au 30 avril. Celui-ci requiert l'expertise du psychologue scolaire et le préavis du conseiller pédagogique.

<sup>3</sup> Lorsque l'enfant fréquente l'école enfantine, l'avis de l'enseignant est joint au dossier.

## c) Report

**Art. 12** <sup>1</sup> Les parents dont l'enfant a six ans révolus avant le 1<sup>er</sup> mars peuvent obtenir le report de l'entrée en scolarité de leur enfant en cas de retard de développement ou de maturité, de maladie grave ou d'accident.

<sup>2</sup> Ils adressent à cet effet une déclaration écrite au Service de l'enseignement jusqu'au 30 avril. Celui-ci requiert l'expertise du psychologue scolaire et le préavis du conseiller pédagogique.

<sup>3</sup> Lorsque l'enfant fréquente l'école enfantine, l'avis de l'enseignant est joint au dossier.

<sup>4</sup> La dérogation n'est accordée que dans la mesure où la fréquentation d'une classe de transition n'est pas possible ou pas indiquée.

Transports  
scolaires gratuits  
(art. 8, al. 2, LS)  
1. Principe

**Art. 13** <sup>1</sup> Les élèves ont droit aux transports scolaires gratuits, lorsque ceux-ci sont reconnus, durant toute la scolarité régie par la loi scolaire.

<sup>2</sup> Lorsque les transports scolaires s'effectuent au moyen des transports publics, l'élève n'a droit à leur gratuité que dans la mesure où il les utilise effectivement.

<sup>3</sup> Les parents qui, par préférence aux transports publics officiels, pourvoient eux-mêmes au transport de leurs enfants de façon régulière peuvent bénéficier d'une indemnité équivalente à la moitié du montant de l'abonnement annuel sur le trajet considéré. L'indemnité est versée au prorata lorsque le transport privé n'est pas exécuté durant toute l'année scolaire.<sup>3)</sup>

<sup>4</sup> En l'absence de transports publics et lorsqu'aucun transport scolaire ne peut être organisé, les parents qui pourvoient eux-mêmes au transport de leurs enfants peuvent bénéficier d'une indemnité équivalente au montant de l'abonnement annuel des transports publics par car postal pour une distance similaire.<sup>3)</sup>

<sup>5</sup> Le Service de l'enseignement désigne la commission d'école compétente pour organiser les transports scolaires des élèves bénéficiant de mesures de pédagogie compensatoire ou fréquentant l'école d'un autre cercle scolaire que celui de leur résidence.<sup>3)</sup>

2. Procédure de  
reconnaissance

**Art. 14** <sup>1</sup> Préalablement à l'organisation ou à la mise en œuvre du transport, la commission d'école du cercle scolaire dépose une demande de reconnaissance auprès du Service des transports et de l'énergie.<sup>37)</sup>



<sup>2</sup> Ce dernier reconnaît les transports scolaires qui remplissent les conditions fixées aux articles 15 à 17.

3. Nécessité du transport **Art. 15** <sup>1</sup> La reconnaissance ne peut intervenir que pour les transports justifiés par la longueur ou le caractère particulièrement dangereux du trajet ou en raison d'autres circonstances.

a) Longueur du trajet <sup>2</sup> La longueur du trajet justifie un transport scolaire lorsque les élèves ont à parcourir, pour se rendre à l'école ou au transport public ou scolaire le plus proche, une distance d'au moins deux kilomètres, s'agissant de l'école enfantine et primaire, et d'au moins trois kilomètres pour l'école secondaire.<sup>4)</sup>

b) Caractère dangereux du trajet <sup>3</sup> Un transport d'élève est reconnu, sans égard à la distance à parcourir, si et dans la mesure où la circulation ou la configuration des lieux est particulièrement dangereuse, compte tenu de l'âge et du degré d'autonomie des élèves. Le Service des transports et de l'énergie apprécie de cas en cas.<sup>37)</sup>

c) Autres circonstances <sup>4</sup> Un transport d'élève peut également être reconnu pour les élèves fréquentant l'école d'un autre cercle scolaire ou incapables d'autonomie.

4. Exigences relatives au transport **Art. 16** <sup>1</sup> La reconnaissance n'est accordée que pour les transports organisés de manière rationnelle et économique. Sous cette réserve, la préférence doit être donnée aux moyens de transports publics existants.

<sup>2</sup> Le transporteur doit en outre être au bénéfice d'une concession ou d'une autorisation officielle pour le transport des personnes.

5. Modalités du transport **Art. 17** <sup>1</sup> Pour l'école enfantine et primaire, le transport est organisé d'école à école ou, entre les communes d'un même cercle scolaire, des communes concernées à l'école. Un transport peut également être organisé entre un ou plusieurs hameaux et l'école de la commune ou du cercle scolaire auquel ils appartiennent.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> Pour l'école secondaire, le transport est organisé à l'intérieur du cercle scolaire ou d'une région desservie par un équipement scolaire spécifique; les élèves sont transportés de l'arrêt de transport public officiel le plus proche de leur domicile à l'arrêt le plus proche de l'école.

<sup>3</sup> Un transport d'élèves de l'école enfantine ou primaire reconnu peut également transporter des élèves de l'école secondaire.

<sup>4</sup> Le Service de l'enseignement détermine les lieux à partir desquels les transports scolaires sont reconnus. Il peut délimiter le nombre des courses hebdomadaires admises.<sup>[3\)](#)</sup>

6. Indemnités de repas

**Art. 18** <sup>1</sup> Dans les cas où les transports existants ou la mise en place d'un transport spécifique ne permettent pas à l'élève de rejoindre son domicile à midi et de disposer de trente minutes au moins pour le repas, une indemnité de repas peut être versée aux parents.

<sup>2</sup> L'indemnité couvre en principe les deux tiers du prix d'un repas moyen; elle est fixée par le Département. Ce dernier édicte les prescriptions nécessaires à ce sujet.

7. Administration et financement des transports (art. 118, al. 1, lettre e, et 152, ch. 3, lettre b, LS)  
a) Organe responsable

**Art. 19** <sup>1</sup> La commission du cercle scolaire est responsable de l'organisation des transports scolaires. Elle peut charger le directeur de l'école d'en assurer l'administration.

<sup>2</sup> Lorsque le transport scolaire est organisé entre deux cercles scolaires, c'est la commission du cercle du domicile des élèves qui est responsable. L'article 13, alinéa 5, demeure réservé.<sup>[4\)](#)</sup>

b) Financement

**Art. 20** <sup>1</sup> Les dépenses afférentes à un transport scolaire reconnu sont admises à la répartition des charges scolaires.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête les normes limites des frais de transport admis.<sup>[37\)](#)</sup>

c) Versement et décompte

**Art. 21** <sup>1</sup> La commune du cercle scolaire ou l'une des communes du cercle, en principe la commune siège, avance les frais inhérents au transport; ces dépenses sont considérées comme prestations préalables de ladite commune dans le cadre de la répartition des charges de l'année civile concernée.

<sup>2</sup> Au plus tard le 15 janvier, la commune concernée adresse un décompte complet accompagné des factures originales au Service financier de l'enseignement.

Gratuité des  
moyens  
d'enseignement  
(art. 8, al. 3, LS)

**Art. 22** Sont considérés comme moyens d'enseignement mis gratuitement à disposition des élèves les manuels et autres moyens pouvant en tenir lieu ou les compléter et qui permettent, grâce à leur contenu, de suivre l'enseignement prévu par les plans d'études, de même que les fournitures scolaires, les cahiers et autres documents servant à recueillir les productions des élèves.

Contributions  
pour certaines  
activités et  
manifestations  
(art. 8, al. 3, LS)

**Art. 23** <sup>1</sup> Sans qu'il y ait entorse au principe de la gratuité, les communes ou écoles peuvent percevoir auprès des parents une contribution dans les circonstances suivantes :

1. pour les frais de déplacement, de repas et d'hébergement lors des courses d'école, camps ou voyages d'étude;
2. pour la participation à des spectacles, conférences et concerts organisés dans le cadre scolaire;
3. pour des frais de denrées servant à la confection des repas dans l'enseignement de l'économie familiale, ainsi que pour des frais de matériel liés à la confection d'habits dans le cadre des activités manuelles.

<sup>2</sup> Une participation pour le dommage causé peut également être exigée lorsque l'élève ne prend pas normalement soin des moyens d'enseignement et des locaux mis à sa disposition.

<sup>3</sup> Le Département édicte les instructions nécessaires pour que la contribution demandée aux parents n'excède pas la limite du raisonnable.

Résidence  
habituelle de  
l'élève (art. 9 LS)

**Art. 24** <sup>1</sup> Pour les élèves ne vivant pas au domicile de leur représentant légal, le lieu de résidence habituelle est situé à l'endroit où ils séjournent durablement les jours ouvrables.

<sup>2</sup> La résidence habituelle d'un enfant placé dans un établissement d'éducation se trouve au siège de l'établissement, celle d'un enfant confié à des parents nourriciers au domicile de ces derniers.

<sup>3</sup> En cas de doute, le Service de l'enseignement détermine la résidence habituelle de l'enfant.

Fréquentation de  
l'école d'un autre  
cercle scolaire  
(art. 10 LS)

**Art. 25** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement peut autoriser ou contraindre un élève à fréquenter l'école d'un autre cercle scolaire que celui de sa résidence habituelle, si cette mesure est de nature à favoriser notablement ses chances scolaires ou à réduire sensiblement le chemin à parcourir.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement statue sur requête du représentant légal de l'enfant, du directeur de l'école ou de l'autorité tutélaire. Il requiert le préavis du conseiller pédagogique et, au besoin, celui du psychologue scolaire. Il prend également l'avis des commissions d'école et des enseignants concernés.

<sup>3</sup> Le cercle d'accueil est lié par la décision du Service de l'enseignement.

## **TITRE DEUXIEME : Structure de l'école**

### **CHAPITRE PREMIER : Ecole enfantine et école primaire**

Cycles de l'école primaire (art. 15, al. 2, LS)

**Art. 26** <sup>1</sup> L'organisation pédagogique et administrative de la scolarité primaire s'articule en trois cycles de deux ans, première et deuxième années, troisième et quatrième années, cinquième et sixième années.

<sup>2</sup> Le Département, le Service de l'enseignement, les commissions d'école et les enseignants appliquent ce principe dans le cadre de leurs compétences.

Enseignement obligatoire à l'école primaire

**Art. 27** L'enseignement obligatoire est dispensé dans le cadre de la classe en cours communs.

Cours facultatifs

**Art. 28** <sup>1</sup> Le programme de l'enseignement de l'école primaire peut comporter une offre de cours facultatifs de chant choral, d'initiation musicale, de musique instrumentale, d'activités manuelles et de sport.

<sup>2</sup> Le cercle scolaire dispose à cet effet d'un crédit maximal équivalant à une leçon hebdomadaire par classe du cercle, mais au minimum quatre leçons. Les cours facultatifs sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes et de degrés différents.

<sup>3</sup> L'enseignement facultatif peut être dispensé de manière concentrée et irrégulière au cours de l'année scolaire.

<sup>4</sup> L'organisation de cours facultatifs est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

Répartition des classes dans l'enseignement primaire (art. 15 LS)

**Art. 29** La commission d'école attribue l'enseignement des classes de l'école primaire entre les enseignants après avoir consulté ces derniers. Elle assure une certaine mobilité dans l'attribution des degrés, des cycles et, le cas échéant, des disciplines d'enseignement (enseignement partagé).

Principe,  
enseignement  
par un seul  
titulaire (art. 15,  
al. 1, LS)

**Art. 30** En règle générale, chaque classe enfantine ou primaire est confiée à un seul enseignant.

Exception,  
enseignement  
partagé (art. 15,  
al. 3, LS)  
a) Autorisation

**Art. 31** <sup>1</sup> La conduite d'une classe primaire ou enfantine par deux enseignants peut toutefois être autorisée dans la mesure où la cohérence et la continuité de l'action pédagogique sont assurées.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement est compétent pour autoriser l'enseignement dans une même classe par deux titulaires. Il décide sur proposition de la commission d'école et après avoir pris l'avis du conseiller pédagogique.

b) Engagement  
commun des  
deux  
enseignants

**Art. 32** <sup>1</sup> Les deux enseignants disposés à travailler ensemble s'engagent à agir selon des conceptions pédagogiques et méthodologiques convergentes.

<sup>2</sup> Cet engagement porte notamment sur les objectifs de l'enseignement, l'organisation du travail, la discipline, l'évaluation des résultats scolaires et les relations avec les parents et les autorités scolaires.

c) Partage de  
l'enseignement

**Art. 33** <sup>1</sup> Le partage de l'enseignement porte sur le temps de travail à l'école enfantine, sur les disciplines fixées dans le plan d'études pour les degrés scolaires concernés à l'école primaire.

<sup>2</sup> L'article 29 s'applique par analogie.

d) Difficultés  
dans  
l'enseignement  
partagé

**Art. 34** <sup>1</sup> Lorsque des difficultés relatives à l'unité pédagogique surviennent dans la conduite d'une classe par deux enseignants, le conseiller pédagogique tente de les aplanir.

<sup>2</sup> Si ces difficultés subsistent, le Service de l'enseignement peut, après avoir pris l'avis de la commission d'école concernée, rapporter sa décision d'autorisation d'enseignement partagé pour la fin de la période administrative en cours. La commission d'école dénonce les rapports de service des enseignants concernés pour ce moment-là.

e) Démission de  
l'un des  
enseignants

**Art. 35** <sup>1</sup> En cas de démission de l'un des deux enseignants, la place vacante est offerte en priorité et sans mise au concours à l'enseignant restant.

<sup>2</sup> Si l'enseignant restant le souhaite, la commission d'école s'efforce de maintenir l'enseignement partagé, conformément aux articles 31 à 33. Une nouvelle décision du Service de l'enseignement est nécessaire.

<sup>3</sup> Si l'enseignement partagé ne peut être maintenu ou n'obtient pas l'autorisation du Service de l'enseignement, les rapports de service de l'enseignant restant sont dénoncés et le poste à plein temps est mis au concours.

Sixième année,  
orientation,  
observation (art.  
16 LS)  
a) Epreuves  
communes

**Art. 36** <sup>1</sup> Dans le courant de la sixième année d'école primaire, les élèves sont soumis à trois séries d'épreuves communes dans les disciplines de base (français, mathématique et allemand).

<sup>2</sup> Les résultats de ces épreuves, ceux des bulletins scolaires, ainsi que l'avis des parents fondent l'appréciation des élèves pour l'accès aux cours à niveaux de l'école secondaire.

b) Modalités

**Art. 37** <sup>1</sup> Les épreuves communes sont standardisées et corrigées selon un barème cantonal.

<sup>2</sup> Les résultats obtenus aux épreuves communes et les notes de l'année sont pris en compte de manière équivalente et sur une même échelle pour l'orientation vers les cours à niveaux. Le Département précise les modalités dans un règlement.

<sup>3</sup> La section de la recherche et du développement de l'Institut pédagogique est chargée de la gestion des épreuves; elle agit conformément aux instructions du Service de l'enseignement.

c) Information

**Art. 38** <sup>1</sup> Le Département assure aux écoles les moyens d'information des parents sur les conditions d'orientation des élèves à l'issue de la sixième année.

<sup>2</sup> Les écoles et les parents peuvent solliciter la collaboration du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire.

## CHAPITRE II : Ecole secondaire

Classe et module, définitions (art. 20 LS)

**Art. 39** <sup>1</sup> A l'école secondaire, la classe réunit des élèves d'une même année scolaire sans distinction du niveau et de l'option (classe hétérogène). A titre exceptionnel, le Service de l'enseignement peut autoriser une certaine restriction au degré d'hétérogénéité des classes.

<sup>2</sup> Le module est un ensemble de deux ou trois classes servant à l'organisation des cours à niveaux. Il constitue le groupement à l'intérieur duquel les élèves vivent l'essentiel des contacts avec leurs pairs. Les tâches éducatives et administratives de l'école s'exercent essentiellement au sein du module.

Cours communs (art. 21 et 22, al. 3, LS)

**Art. 40** <sup>1</sup> L'éducation générale et sociale, l'histoire biblique et religieuse, l'éducation physique, l'éducation musicale, l'éducation visuelle et l'économie familiale sont enseignées en cours communs, sans distinction de niveau et d'option.

<sup>2</sup> L'enseignement des sciences naturelles et humaines (histoire et géographie) est dispensé en cours communs au degré sept et dans le cadre des options aux degrés huit et neuf.

Cours séparés (art. 22 LS)  
1. Cours à niveaux (art. 22, al. 2, LS)  
a) Nombre de niveaux

**Art. 41** <sup>1</sup> L'enseignement du français, de l'allemand et de la mathématique est dispensé en cours à trois niveaux.

<sup>2</sup> L'élève accède aux cours à niveaux pour lesquels il a les aptitudes et les connaissances nécessaires.

b) Désignation des niveaux

**Art. 42** Les trois niveaux d'enseignement sont désignés au moyen de lettres. Le niveau d'exigence supérieur est désigné par la lettre A (niveau A), le niveau moyen par la lettre B (niveau B) et le niveau de base par la lettre C (niveau C).

c) Répartition des élèves entre les niveaux

**Art. 43** A l'entrée à l'école secondaire, les élèves sont répartis dans les cours à niveaux, en fonction des résultats de la procédure d'orientation de la sixième année primaire, selon les proportions générales suivantes pour l'ensemble du Canton : 40 % au niveau A, 35 % au niveau B et 25 % au niveau C.

d) Constitution des groupes pour l'enseignement à niveaux (art. 24 LS)

**Art. 44** <sup>1</sup> Les élèves d'un module sont en principe répartis en trois groupes pour les enseignements à niveaux.

<sup>2</sup> Lorsque l'on peut prévoir que l'effectif des élèves d'un module sera inférieur à trente pour les trois ans de la durée du cycle secondaire, les élèves sont répartis en deux groupes pour les enseignements à niveaux.

2. Cours à option (art. 22, al. 3, LS)

**Art. 45** <sup>1</sup> L'école secondaire offre au choix des élèves et de leurs parents quatre groupes de cours à options :

- a) l'option 1 caractérisée principalement par l'enseignement du latin;
- b) l'option 2 caractérisée principalement par un enseignement renforcé des disciplines scientifiques;
- c) l'option 3 caractérisée par des langues modernes;
- d) l'option 4 caractérisée par l'enseignement d'activités créatrices et techniques.

<sup>2</sup> L'enseignement d'une deuxième langue étrangère fait partie du programme des options 1, 2 et 3.

<sup>3</sup> Lorsque les effectifs d'élèves sont insuffisants pour permettre l'offre séparée de quatre groupes d'options, l'enseignement des branches non spécifiques de l'option est donné en réunissant les élèves des options 1 et 2, d'une part, et 3 et 4, d'autre part.

3. Cours facultatifs (art. 23 LS)

**Art. 46** <sup>1</sup> Les écoles secondaires offrent aux élèves un choix de cours facultatifs dans des activités culturelles, éducatives et sportives, à l'exclusion de disciplines inscrites comme telles au plan d'études (cours communs, à niveaux ou à option).

<sup>2</sup> A cet effet, les écoles disposent d'un crédit-cadre maximal équivalant à une leçon hebdomadaire par classe, mais au minimum huit leçons.

<sup>3</sup> L'enseignement facultatif peut être dispensé de manière concentrée et irrégulière au cours de l'année scolaire.

<sup>4</sup> Les cours facultatifs sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes, voire de degrés différents.

<sup>5</sup> L'organisation de cours facultatifs est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.



4. Enseignement  
du grec ancien

**Art. 47** <sup>1</sup> Un enseignement du grec ancien est offert à l'école secondaire en dehors des options.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement organise la collaboration entre les écoles afin d'assurer cette offre.

Orientation  
continue  
a) Information

**Art. 48** L'école secondaire favorise l'orientation continue des élèves en informant ces derniers et leurs parents des possibilités de formation offertes, de leurs conditions d'accès et des débouchés qu'elles permettent. Les enseignants, le directeur et le conseiller d'orientation participent à cette information.

b) Cours d'appui

**Art. 49** <sup>1</sup> L'école propose un cours d'appui de durée limitée aux élèves qui accèdent à un niveau plus exigeant.

<sup>2</sup> En cas de changement d'option au cours du degré sept et jusqu'à l'admission au degré huit comprise, l'école peut offrir aux élèves concernés un cours d'appui de durée limitée dans les disciplines ne figurant pas dans l'option initiale.

<sup>3</sup> Les conditions et modalités d'organisation des cours d'appui sont définies par le Département. Le directeur est chargé de leur organisation.

### CHAPITRE III : Prolongation de la scolarité

10<sup>ème</sup> année  
dans le cadre du  
programme  
secondaire  
(art. 25 et 26 LS)

**Art. 50** <sup>1</sup> L'élève qui a accompli neuf années de scolarité obligatoire à l'issue du huitième degré peut, sur simple demande de ses parents, compléter sa formation dans une classe du degré neuf de l'école secondaire. L'accès aux cours à niveaux et aux options est réglé selon les dispositions ordinaires.

<sup>2</sup> L'élève qui termine sa scolarité au degré neuf dans des cours à niveaux et dans une option ne l'autorisant pas à accéder à la formation professionnelle ou aux études auxquelles il aspire peut demander à accomplir une seconde fois le programme de neuvième année. Le conseiller pédagogique décide sur la base des résultats scolaires obtenus, de l'avis du directeur et de celui du conseiller d'orientation. Si les circonstances le justifient, le Service de l'enseignement peut accorder la même possibilité à un élève qui a effectué le degré neuf en vertu de l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Le Département arrête les dispositions de détail nécessaires.

Classe  
d'orientation  
(art. 26, al. 2,  
et 27 LS)

**Art. 51** <sup>1</sup> L'élève qui achève sa scolarité obligatoire avec plus d'une année scolaire de retard peut accomplir une dixième année de scolarité dans une classe d'orientation.

<sup>2</sup> Le programme de la classe d'orientation est arrêté par le Département; il est adapté aux besoins individuels des élèves et vise à assurer la maîtrise des connaissances élémentaires de base; il comporte une initiation aux travaux manuels.

<sup>3</sup> Les écoles secondaires peuvent ouvrir une classe d'orientation si le nombre d'élèves est suffisant. Le Département veille à une répartition géographique équilibrée des classes d'orientation sur le territoire cantonal.

## CHAPITRE IV : Mesures de pédagogie compensatoire

### SECTION 1 : Définitions et règles générales

Classe de  
transition (art. 30  
LS)

**Art. 52** <sup>1</sup> La classe de transition est tenue sous forme d'une classe à un ou deux degrés.

<sup>2</sup> Les élèves qui, pour des raisons majeures, telle une distance excessive, ne peuvent se rendre dans une classe de transition reçoivent l'enseignement dans une classe ordinaire; dans ce cas, le programme de la première année est réparti sur deux ans.

Enseignement  
d'appui (art. 31  
LS)

**Art. 53** <sup>1</sup> Un enseignement d'appui ambulatoire est proposé à l'élève qui :

- a) a des difficultés à acquérir des connaissances scolaires dans une ou plusieurs disciplines ou
- b) en raison de difficultés de langage n'est pas en mesure de suivre avec profit la classe ordinaire ou
- c) a été empêché de fréquenter l'école durant plusieurs semaines en raison de maladie ou d'hospitalisation.

<sup>2</sup> En règle générale, cet enseignement ne doit pas dépasser trois mois.

Enseignement  
d'appui intégré  
(art. 31, al. 3, LS)

**Art. 54** Dans les quatre premiers degrés de l'école primaire, un espace est réservé dans la grille horaire des classes pour la dispensation d'un appui léger aux élèves qui en ont besoin. Cet enseignement est dispensé par le maître titulaire de la classe.

Enfants malades  
(art. 34 LS)

**Art. 55** A la demande des parents, le Service de l'enseignement organise, en collaboration avec les instances médicales concernées, l'enseignement de l'enfant hospitalisé ou en convalescence pour une longue période. Il prend les mesures adaptées aux circonstances.

Soutien  
pédagogique  
ambulatoire  
(art. 32 LS)

**Art. 56** <sup>1</sup> Un soutien pédagogique ambulatoire est proposé à l'élève qui présente un retard général dans les apprentissages scolaires de base ou est atteint de handicaps sensoriels ou mentaux légers ou de troubles du comportement nécessitant une éducation spéciale en complément de mesures spécifiques de rééducation.

<sup>2</sup> S'il s'avère nécessaire de compléter le soutien pédagogique par des mesures médico-éducatives légères, le Service de l'enseignement s'assure la collaboration du Centre médico-psychologique; il peut également requérir la collaboration de praticiens privés (logopédistes, psychomotriciens, etc.).

Classe de  
soutien (art. 33  
et 36, al. 2, LS)

**Art. 57** <sup>1</sup> Les classes de soutien accueillent les élèves qui ne sont pas en mesure de suivre l'enseignement d'une classe ordinaire primaire ou secondaire en dépit d'autres mesures de pédagogie compensatoire ou pour lesquels de telles mesures paraissent d'emblée manifestement insuffisantes.

<sup>2</sup> La classe de soutien du degré secondaire est intégrée à une école secondaire. Elle peut être constituée en classe atelier et une importance particulière est attachée aux activités favorisant l'insertion sociale et professionnelle des élèves.

Réintégration en  
classe ordinaire  
(art. 4 et 33 LS)

**Art. 58** <sup>1</sup> L'élève placé en classe de transition réintègre en principe la classe de deuxième année ordinaire primaire.

<sup>2</sup> L'enfant placé en classe de soutien est, dans la mesure de ses possibilités, associé aux activités de la classe ordinaire de l'école primaire ou de l'école secondaire; il réintègre la classe ordinaire dès qu'il peut en suivre l'enseignement, moyennant éventuellement une autre mesure de pédagogie compensatoire.

Non-cumul des  
mesures  
compensatoires

**Art. 59** Sauf cas particulier, les mesures de pédagogie compensatoire ne sont pas cumulatives.

## SECTION 2 : Fonctionnement

Répartition du temps et durée des mesures compensatoires (art. 36, al. 1 et 2, LS)

**Art. 60** <sup>1</sup> Dans les classes de transition et de soutien, le nombre de leçons hebdomadaires est équivalent à celui des classes primaires et secondaires des degrés correspondants.

<sup>2</sup> L'enseignement d'appui est dispensé à raison de leçons de quarante-cinq minutes; les leçons peuvent être scindées en demi-leçons de vingt-cinq minutes.

<sup>3</sup> La durée et la répartition du temps de l'enseignement de soutien ambulatoire sont déterminées selon les besoins des élèves concernés.

<sup>4</sup> L'enseignement d'appui et le soutien pédagogique ambulatoire sont en principe donnés sur le temps réservé à l'enseignement ordinaire; leur durée est déterminée lors de la décision d'octroi de la mesure.

Plan d'études et bulletin scolaire (art. 36, al. 1 et 2, LS)

**Art. 61** <sup>1</sup> Dans la classe de transition, l'enseignement est donné selon le programme de la première année scolaire du plan d'études de l'école primaire, réparti sur deux ans.

<sup>2</sup> Pour les classes de soutien, le Département arrête un plan d'études spécifique.

<sup>3</sup> Le bulletin scolaire officiel est également délivré aux élèves qui fréquentent une classe de transition ou de soutien.

<sup>4</sup> Pour les élèves des classes de soutien, on indiquera l'année scolaire d'après l'âge et le programme suivi. L'évaluation du travail des élèves est exprimée par des appréciations en termes de compétences et d'objectifs atteints.

<sup>5</sup> Les prescriptions relatives au passage d'une classe à l'autre selon l'article 81 de la loi scolaire ne sont pas applicables aux élèves des classes de soutien.

## SECTION 3 : Dépistage, examen des cas, décision

Dépistage

**Art. 62** <sup>1</sup> Un dépistage précoce des déficiences et troubles particuliers est réalisé dans les classes enfantines par l'enseignant, le psychologue ou le médecin scolaire.

<sup>2</sup> Le dépistage des insuffisances de développement et des troubles divers est poursuivi régulièrement durant la scolarité obligatoire.

<sup>3</sup> Les élèves susceptibles de bénéficier de mesures de pédagogie compensatoire sont signalés au conseiller pédagogique du secteur par les parents ou le représentant légal, l'enseignant, le médecin scolaire, le psychologue scolaire ou le Centre médico-psychologique.

<sup>4</sup> Les parents sont associés à l'observation de leur enfant et informés des constatations faites.

Troubles  
particuliers  
(art. 32, al. 3, et  
36, al. 4, LS)

**Art. 63** <sup>1</sup> S'il existe des indices de troubles particuliers chez un enfant, l'équipe de coordination invite son représentant légal à le présenter soit au Centre médico-psychologique, soit à d'autres praticiens ou institutions privées.

<sup>2</sup> Le représentant légal de l'enfant peut demander de sa propre initiative un examen de ce dernier par l'une des institutions mentionnées à l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Si une action médico-pédagogique légère est nécessaire au rétablissement de la situation scolaire de l'enfant, en complément à un appui ou au soutien ambulatoire, l'institution qui a examiné l'enfant établit un rapport à l'intention de l'équipe de coordination.

Examen des cas  
(art. 35 LS)  
a) Equipe de  
coordination

**Art. 64** <sup>1</sup> Une équipe de coordination, dirigée par le conseiller pédagogique spécialisé et composée d'un psychologue scolaire du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire et d'un enseignant de soutien, procède à l'examen de la situation de l'enfant. Elle requiert la collaboration du maître de classe et du psychologue qui a examiné l'enfant.

<sup>2</sup> Sur la base de l'évaluation des aptitudes de l'enfant, l'équipe de coordination établit les objectifs pédagogiques et éducatifs de la mesure compensatoire proposée (appui, soutien ambulatoire, placement en classe de soutien). Elle peut demander l'avis du médecin scolaire, du pédopsychiatre ou d'un autre spécialiste (psychomotricien ou logopédiste).

<sup>3</sup> Le représentant légal est associé à la proposition.

b) Décision

**Art. 65** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement, sous réserve de recours au Gouvernement, décide de l'octroi des mesures de pédagogie compensatoire. Il peut déléguer cette compétence au directeur de l'école en ce qui concerne l'enseignement d'appui.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Les décisions prises en vertu de la présente disposition ont force obligatoire pour les commissions scolaires.

<sup>3</sup> Les décisions concernant les cas relevant de l'assurance-invalidité fédérale sont réservées.

#### SECTION 4 : Qualification et statut du personnel

Titre requis  
(art. 36, al. 1, LS)

**Art. 66** <sup>1</sup> L'enseignant chargé de mesures d'appui pédagogique est titulaire du certificat d'aptitudes pédagogiques jurassien ou d'une reconnaissance d'équivalence; il justifie de l'expérience de l'enseignement dans une classe ordinaire et a reçu une formation complémentaire définie par le Département.

<sup>2</sup> L'enseignant chargé de mesures de soutien pédagogique ambulatoire et le titulaire d'une classe de transition ou de soutien doivent posséder, en plus du certificat d'aptitudes pédagogiques jurassien, un titre justifiant d'une formation en pédagogie curative reconnu par le Département ou un titre jugé équivalent.

<sup>3</sup> Le spécialiste appelé à dispenser des mesures spécifiques de rééducation est titulaire d'un diplôme professionnel délivré par une école suisse ou d'un titre jugé équivalent et au bénéfice d'une autorisation d'exercer dans le Canton.

Nomination et  
engagement  
(art. 87, al. 2, LS)

**Art. 67** <sup>1</sup> Les enseignants des classes de transition et de soutien sont nommés par le Département.

<sup>2</sup> Les enseignants chargés des autres mesures de pédagogie compensatoire sont nommés par le Département à temps complet ou à temps partiel pour une charge hebdomadaire moyenne ou engagés sur la base d'un contrat de droit administratif. Les besoins et les circonstances déterminent le choix.

Rétribution

**Art. 68** <sup>1</sup> La rétribution et les allocations versées aux enseignants chargés des mesures de pédagogie compensatoire sont déterminées par la loi sur les traitements des membres du corps enseignant<sup>(6)</sup> et par les dispositions d'exécution qui en découlent.

<sup>2</sup> La rétribution des enseignants et des spécialistes engagés à la tâche pour dispenser des mesures d'appui, de soutien ambulatoire et de compléments médico-éducatifs, est déterminée conformément à l'article 6 de l'ordonnance sur la rétribution des leçons supplémentaires données par un maître occupé à plein temps et de l'enseignement dispensé de façon irrégulière durant un semestre entier<sup>7)</sup>.

## CHAPITRE V : Institutions spécialisées

Définition  
(art. 37 LS)

**Art. 69** <sup>1</sup> Sont réputées institutions spécialisées au sens de la loi scolaire et de la présente ordonnance les institutions qui accueillent en internat ou en externat des élèves souffrant de handicaps physiques ou mentaux, d'atteintes psychopathologiques graves ou de graves troubles du comportement.<sup>33)</sup>

<sup>2</sup> Le Département établit la liste des institutions reconnues.

Institutions hors  
Canton  
(art. 37, al. 2, LS)

**Art. 70** Les enfants handicapés physiques et mentaux qui nécessitent des soins et des mesures éducatives lourdes et ne peuvent bénéficier valablement d'une intégration dans les structures scolaires ordinaires sont placés dans des institutions spécialisées hors Canton soumises à la Convention relative aux institutions<sup>8)</sup>.

Placement

**Art. 71** <sup>1</sup> Lorsqu'il apparaît qu'un enfant devrait fréquenter une institution spécialisée, la commission d'école en informe les parents et demande au Service de l'enseignement d'examiner le cas.

<sup>2</sup> Un représentant du Service de l'enseignement s'entretient avec les parents, l'enseignant et les services auxiliaires concernés en vue d'arrêter une solution concertée.<sup>33)</sup>

<sup>3</sup> En cas de désaccord, le Service de l'enseignement décide, sous réserve de recours au Gouvernement. Le placement en internat requiert toutefois l'accord des parents.<sup>5)33)</sup>

<sup>4</sup> Les dispositions du Code civil suisse relatives à l'autorité parentale, à la privation de liberté à des fins d'assistance et à la tutelle demeurent réservées.

Qualification du  
personnel des  
institutions  
(art. 39, al. 2, LS)

**Art. 72** Les institutions sont tenues au respect des directives de l'Office fédéral des assurances sociales relatives à l'ordonnance sur la reconnaissance d'écoles spéciales dans l'assurance-invalidité<sup>9)</sup>.

Création de  
nouveaux  
emplois

**Art. 73** La création de nouveaux emplois requiert l'autorisation préalable du Département si la dépense peut être couverte par le budget, du Gouvernement si la dépense n'a pas été prévue au budget.

Traitements

**Art. 74** <sup>1</sup> La rétribution du personnel des institutions s'effectue conformément à une échelle de traitements sanctionnée par le Gouvernement.

<sup>2</sup> Les dépenses de personnel des institutions ne sont admises à la répartition des charges que dans cette mesure et pour autant qu'elles correspondent à la liste du personnel approuvée par le Département.

Budget  
(art. 40 LS)  
a) Elaboration

**Art. 75** <sup>1</sup> Les travaux d'entretien et de réparation des immeubles font l'objet d'une demande préalable détaillée.

<sup>2</sup> Les demandes d'achat de matériel font l'objet d'une présentation comportant des devis précis pour toute dépense supérieure à 3 000 francs et un devis global pour les dépenses inférieures à ce montant. Le caractère de remplacement ou de nouveauté du matériel est précisé.

b) Approbation  
par le  
Département

**Art. 76** <sup>1</sup> Les institutions placées sous la surveillance du Département soumettent chaque année au Service financier de l'enseignement, au plus tard jusqu'au 15 juin, leur budget pour l'année civile suivante.

<sup>2</sup> Le budget est établi selon la structure du compte d'exploitation arrêtée par le Service financier.

<sup>3</sup> Le Département se prononce sur le budget jusqu'au 20 décembre au plus tard.

c) Insuffisances  
budgétaires

**Art. 77** <sup>1</sup> Les dépenses nécessaires et urgentes non prévues au budget sont signalées sans délai au Service financier de l'enseignement.

<sup>2</sup> Les autres dépenses non ou insuffisamment prévues au budget doivent obtenir l'autorisation préalable de ce service.

Gestion  
comptable et  
financière

**Art. 78** Les institutions appliquent dans leur gestion financière et comptable les principes généraux de la loi sur les finances de la République et Canton du Jura et des communes<sup>10)</sup>, dans la mesure où ils sont compatibles avec la nature de l'institution.



Présentation des  
comptes

**Art. 79** Les institutions transmettent leur compte d'exploitation et la statistique administrative au Service financier de l'enseignement jusqu'au 31 mai de l'année suivante au plus tard.

Financement et  
répartition des  
charges  
(art. 40 LS)

**Art. 80** <sup>1</sup> Les dépenses d'exploitation et les dépenses générales telles que définies par l'article 152, chiffres 2 et 3, de la loi scolaire sont financées et réparties conformément aux articles 153 et 154 de ladite loi, après déduction des contributions fédérales.

<sup>2</sup> La contribution cantonale aux charges d'exploitation des institutions hors Canton accueillant des enfants soumis à la loi scolaire est répartie de la même manière.

Gestion des  
subventions

**Art. 81** <sup>1</sup> Le Service financier de l'enseignement gère les subventions.

<sup>2</sup> Il peut verser des avances allant jusqu'à 80 % de la subvention en cours d'exercice, le solde étant versé après le boucllement des comptes.

## **TITRE TROISIEME : Fonctionnement général de l'école**

### **CHAPITRE PREMIER : Locaux et installations scolaires**

Accès aux  
bâtiments et  
locaux scolaires  
(art. 43 LS)

**Art. 82** <sup>1</sup> L'accès aux classes, salles de cours ou autres emplacements où est dispensé l'enseignement est réservé exclusivement aux élèves, au personnel enseignant et aux autres personnes dûment légitimées (conseiller pédagogique, médecin scolaire, etc.).

<sup>2</sup> La commission d'école peut interdire l'accès aux bâtiments scolaires et autres installations, ainsi qu'à leurs dépendances, à toute personne qui dérange l'enseignement ou menace la tranquillité ou la sécurité des usagers. En cas d'urgence, le directeur peut prendre les mesures qui s'imposent.

### **CHAPITRE II : Temps scolaire et congés spéciaux**

Année scolaire,  
semestres (art.  
46 LS)

**Art. 83** <sup>1</sup> L'année scolaire compte trente-neuf semaines et au moins cent quatre-vingt-cinq jours d'activité scolaire.

<sup>2</sup> Elle est divisée en deux semestres allant respectivement du 1<sup>er</sup> août au 31 janvier et du 1<sup>er</sup> février au 31 juillet.

Congés officiels **Art. 84** Les écoles sont fermées les jours de congés officiels.

Semaine scolaire (art. 48 LS) **Art. 85** <sup>1</sup> La semaine scolaire des élèves est en principe répartie sur neuf demi-journées; il n'y a pas de cours le samedi et le dimanche.

<sup>2</sup> A l'école enfantine et primaire, il n'y a pas de cours le mercredi après-midi.

<sup>3</sup> A l'école secondaire, les élèves disposent d'un après-midi de congé, dans la mesure du possible le mercredi après-midi.

Nombre de leçons (art. 48 LS) **Art. 86** <sup>1</sup> L'horaire hebdomadaire de l'école enfantine est de vingt et une heures réparties sur neuf demi-journées.

a) Ecole enfantine

<sup>2</sup> La demi-journée scolaire comprend de deux heures à deux heures et demie de classe.

<sup>3</sup> Les enfants de la classe de première enfantine (enfants de quatre ans) sont astreints à cinq demi-journées au moins.

<sup>4</sup> Les enfants de la classe de deuxième enfantine (enfants de cinq ans) sont astreints à huit demi-journées.

b) Ecole primaire **Art. 87** L'horaire hebdomadaire régulier de l'école primaire compte :

- a) vingt-deux leçons au premier degré, au maximum vingt-cinq leçons avec les cours d'appui intégrés et les cours facultatifs;
- b) vingt-quatre leçons au deuxième degré, au maximum vingt-sept leçons avec les cours d'appui intégrés et les cours facultatifs;
- c) vingt-six leçons au troisième degré, au maximum vingt-neuf leçons avec les cours d'appui intégrés et les cours facultatifs;
- d) vingt-huit leçons au quatrième degré, au maximum trente et une leçons avec les cours d'appui intégrés et les cours facultatifs;
- e) vingt-neuf leçons aux cinquième et sixième degrés, au maximum trente-trois leçons avec les cours facultatifs.

c) Ecole secondaire **Art. 88** <sup>1</sup> L'horaire hebdomadaire de base de l'école secondaire compte de trente à trente-trois leçons obligatoires.

<sup>2</sup> Le plan d'études fixe le nombre exact de leçons.

Durée des  
leçons  
(art. 48 LS)

**Art. 89** La durée d'une leçon est de quarante-cinq minutes.

Autre découpage  
du temps  
d'enseignement  
(art. 48 LS)

**Art. 90** <sup>1</sup> Pour des raisons pédagogiques et méthodologiques, il est possible de procéder, pour une durée limitée, à un découpage de l'horaire scolaire autre qu'en leçons de quarante-cinq minutes et de répartir le temps imparti à chaque discipline scolaire selon une autre articulation que celle fixée dans la grille horaire hebdomadaire.

<sup>2</sup> L'enseignant ou le groupe d'enseignants concernés informent le directeur de leur intention. Ce dernier peut prendre l'avis du conseiller pédagogique.

<sup>3</sup> L'autorisation est accordée pour autant que le nouveau découpage ne touche pas l'horaire personnel des enseignants non concernés et que le nombre de leçons par discipline inscrit à la grille horaire soit respecté au terme de quatre semaines.

<sup>4</sup> A l'école primaire, chaque enseignant établit le décompte des heures dans le journal de classe. A l'école secondaire, le décompte est remis au directeur de l'école.

<sup>5</sup> Le conseiller pédagogique encourage l'application de la présente disposition pour autant que la qualité de l'enseignement soit garantie. Il peut toutefois limiter certaines pratiques.

Autres formes  
d'enseignement

**Art. 91** Durant deux semaines au plus par année scolaire, l'enseignement peut être organisé sous forme de journées d'études, de classes vertes, de journées ou de camps de sport, d'excursions ou de courses scolaires. Les manifestations cantonales organisées par le Département ne sont pas prises en compte.

Congé spécial à  
une école ou une  
classe (art. 48  
LS)

**Art. 92** <sup>1</sup> Sous réserve que l'activité scolaire s'étende sur cent quatre-vingt-cinq jours au moins, la commission d'école peut octroyer des congés exceptionnels de quatre demi-journées au maximum par année scolaire à une classe ou à l'école entière si les circonstances locales le justifient. Le congé ne peut excéder un jour à la fois.

<sup>2</sup> L'octroi d'un congé pour un autre motif ou pour une durée supérieure à un jour, ainsi que l'octroi d'un congé à plusieurs écoles ou à l'ensemble des écoles du Canton, relève du Département.

Congé spécial à un élève (art. 48 LS)

**Art. 93** <sup>1</sup> Un congé spécial peut être octroyé à un élève pour des motifs justifiés.

<sup>2</sup> La demande de congé doit être présentée par le représentant légal de l'élève, en principe un mois à l'avance, par écrit et motivée, au directeur ou à l'enseignant.

<sup>3</sup> La commission d'école, ou le directeur sur délégation de cette dernière, est compétente pour les congés jusqu'à cinq jours. Pour les congés excédant cette durée, la compétence est dévolue au Service de l'enseignement.

### CHAPITRE III : Effectif, ouverture, fermeture et composition des classes

#### SECTION 1 : Principes et normes relatifs au nombre de classes et de modules du cercle scolaire<sup>36)</sup>

Principes (art. 49 LS)

**Art. 94**<sup>34)</sup> <sup>1</sup> Les commissions et syndicats scolaires veillent à ce que le cercle scolaire dispose du nombre de classes et de modules correspondant aux normes fixées dans le présent chapitre.

<sup>2</sup> Le nombre de classes et de modules d'une école est déterminé en fonction respectivement de l'effectif probable des élèves de l'ensemble du cercle scolaire ou du degré scolaire. Le besoin en classes doit être planifié à moyen terme, sur une période de quatre années. Le Service de l'enseignement fournit aux communes et aux autorités des cercles scolaires les informations statistiques nécessaires à cet effet.<sup>41)</sup>

Nombre de classes du cercle scolaire  
a) Généralités

**Art. 95** <sup>1</sup> Le nombre de classes du cercle scolaire est déterminé par l'effectif probable des élèves des quatre années à venir.<sup>41)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>42)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque l'effectif probable comprend un nombre d'élèves pouvant donner lieu à un nombre variable de classes selon les articles ci-après, les dispositions sur l'ouverture et la fermeture de classes s'appliquent.

<sup>4</sup> Les dimensions minimales des cercles scolaires sont définies aux articles 217 à 219.

**Art. 96<sup>42)</sup>**b) Ecole  
enfantine et  
primaire**Art. 97<sup>41)</sup>** <sup>1</sup> Le nombre de classes du cercle d'école enfantine et primaire est déterminé selon le tableau suivant :

Effectif probable des élèves du cercle	Nombre de classes du cercle
56 à 74	4
75 à 95	5
96 à 114	6
115 à 137	7
138 à 160	8
161 à 189	9
190 à 210	10
209 à 231	11
228 à 252	12

<sup>2</sup> Dès douze classes, le nombre de classes au tableau ci-dessus progresse d'une unité par tranche de dix-neuf à vingt et un élèves.c) Ecole  
secondaire**Art. 98<sup>34)</sup>** <sup>1</sup> Pour chaque degré du cercle scolaire secondaire, l'enseignement est organisé, en fonction de l'effectif des élèves, par modules de deux ou trois classes selon le tableau suivant :

Effectif probable des élèves du degré considéré	Nombre de modules du cercle pour le degré considéré
Jusqu'à 51	1
52 à 102	2
103 à 153	3
154 à 204	4
205 à 255	5
Plus de 255	6

<sup>2</sup> En principe, l'effectif d'un module de deux classes comprend au maximum quarante-six élèves et celui d'un module de trois classes cinquante et un élèves.<sup>3</sup> Le Département arrête chaque année l'organisation de détail de l'enseignement par modules pour chaque cercle, après avoir entendu les autorités scolaires locales.

<sup>4</sup> Sous réserve de fluctuations importantes dans l'effectif des élèves, l'organisation de l'enseignement par modules arrêtée dans le cercle scolaire au début du septième degré est valable pour les trois années du cycle secondaire.

d) Classe de transition et de soutien

**Art. 99** <sup>1</sup> Les effectifs des classes de transition et de soutien sont fixés de cas en cas.

<sup>2</sup> En principe, l'effectif d'une classe de transition ne sera pas durablement inférieur à huit élèves, ni supérieur à treize élèves.

<sup>3</sup> En principe, l'effectif d'une classe de soutien ne sera pas durablement inférieur à cinq élèves, ni supérieur à dix élèves.

<sup>4</sup> Une classe de transition ou une classe de soutien peut être maintenue malgré un effectif insuffisant lorsque sa fermeture imposerait un transport d'élèves trop long ou trop coûteux.

## SECTION 2 : Ouverture et fermeture de classes

Procédure  
(art. 49 LS)

**Art. 100** <sup>1</sup> Les démarches des communes ou des syndicats scolaires tendant à l'ouverture et à la fermeture de classes doivent être portées à la connaissance du Département six mois au moins avant l'entrée en vigueur possible de ces mesures. Les cas exceptionnels demeurent réservés.

<sup>2</sup> Les demandes et les décisions relatives à l'ouverture et à la fermeture de classes sont étayées par une analyse des effectifs de l'école et des perspectives d'admission à moyen terme (quatre années).<sup>41)</sup>

<sup>3</sup> Avant toute demande et toute décision d'ouverture et de fermeture de classe, l'ensemble des possibilités d'aménagement tendant à améliorer l'offre d'enseignement au sein même du cercle scolaire doivent être examinées.

Ouverture de  
classes  
(art. 49 LS)

**Art. 101** <sup>1</sup> Le Département autorise l'ouverture d'une nouvelle classe lorsqu'il apparaît qu'un cercle scolaire aura un effectif total qui le situe durablement dans les limites admises pour un nombre de classes supérieur.

<sup>2</sup> En principe, le Département communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette dernière.

<sup>3</sup> Le Département peut autoriser une ouverture de classe provisoire afin d'absorber des surcroîts d'effectifs momentanés ou lorsque la répartition des élèves par classes d'un ou de deux degrés n'est pas possible. L'engagement de l'enseignant s'effectue alors sur la base d'un contrat de droit administratif.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Lorsque, pour des raisons impérieuses, l'ouverture d'une nouvelle classe n'est pas possible (manque de locaux, pénurie d'enseignants), le Service de l'enseignement autorise l'enseignement en sections de classe ou sous forme de co-enseignement.<sup>[41\)](#)</sup>

Fermeture de  
classes  
(art. 49 LS)

**Art. 102** <sup>1</sup> Le Département autorise la fermeture d'une classe lorsqu'il apparaît que les effectifs du cercle scolaire se situeront durablement en dessous des normes correspondant au nombre actuel de classes et dans les normes qui prévalent pour un nombre de classes inférieur.

<sup>2</sup> Sauf cas particulier, le Département communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette dernière.

<sup>3</sup> Le Département peut surseoir à une fermeture de classe lorsque la répartition des élèves par classes d'un ou de deux degrés n'est pas possible.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Lorsque des raisons particulières le justifient, telles que l'impossibilité de procéder immédiatement à un regroupement scolaire ou la nécessité de tenir compte d'une situation difficile pour un enseignant dont l'emploi serait supprimé, le Département peut surseoir à la fermeture d'une classe pour une durée maximale de deux ans à partir du moment où la fermeture devrait normalement être ordonnée.<sup>[42\)](#)</sup>

Ouverture et  
fermeture de  
classe  
ordonnées par le  
Département  
(art. 49, al. 2, LS)

**Art. 103** <sup>1</sup> Lorsqu'une commune ou une autorité scolaire n'a pas donné suite à l'invitation du Département d'ouvrir ou de fermer une classe, ce dernier ordonne lui-même la mesure en question.

<sup>2</sup> Sauf cas particulier, il communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de la mesure.

<sup>3</sup> L'article 102, alinéa 3, s'applique également en cas de fermeture.

### SECTION 3 : Formation et composition des classes

Formation des  
unités et  
organisation de  
l'enseignement

**Art. 104** <sup>1</sup> La commission d'école arrête, sur proposition du directeur et sous réserve de ratification par le Service de l'enseignement, la formation des classes, sections de classe, groupes d'enseignement à niveaux, à option et des cours facultatifs.

<sup>2</sup> L'enseignement est organisé conformément aux dispositions de la présente section.

Principe

**Art. 105** L'enseignement est dispensé pour l'essentiel dans le cadre de la classe à l'école enfantine et primaire, et dans le cadre du module à l'école secondaire.

Enseignement  
par sections de  
classe  
a) En général

**Art. 106** <sup>1</sup> Si des contraintes pédagogiques ou matérielles particulières le justifient, l'enseignement peut être dispensé par sections de classe en vue d'en améliorer l'efficacité.

<sup>2</sup> La section de classe est une norme spécifique d'effectif regroupant une partie des élèves d'une classe ou de plusieurs classes.

<sup>3</sup> En règle générale, la section de classe ne comptera pas moins de six élèves et pas plus de treize élèves.

<sup>4</sup> Peuvent être enseignées par sections de classe les disciplines ou parties de disciplines suivantes : les activités manuelles (ACM, ACT), l'économie familiale, les travaux pratiques de biologie, le laboratoire de sciences et techniques et l'informatique.

b) A l'école  
enfantine

**Art. 107** <sup>1</sup> Dans les classes comprenant des élèves de deuxième enfantine (enfants de cinq ans) et dont l'effectif est de quatorze au moins, deux demi-journées sont dispensées par sections de classe.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement précise les modalités d'application de cette disposition.



c) A l'école  
primaire

**Art. 108** <sup>1</sup> L'enseignement du français, de la mathématique et de l'allemand peut être dispensé partiellement par sections de classe selon les modalités suivantes :

- a) pour les classes ne comptant que des élèves du même degré, à raison de deux leçons de français et de deux leçons de mathématique en première primaire, et d'une leçon de français et d'une leçon de mathématique en deuxième primaire;
- b) pour les classes réunissant des élèves de première et deuxième primaire, une leçon de français et une leçon de mathématique pour chaque degré séparément; l'enseignement dispensé à un seul degré en raison d'un nombre de leçons supérieur dans le plan d'études n'est pas considéré comme enseignement par sections de classe;
- c) une leçon d'allemand pour les classes de quatrième, cinquième et sixième primaire réunissant des élèves de deux de ces degrés.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement précise les modalités d'application de la présente disposition.

Enseignement à  
niveaux

**Art. 109** Pour l'enseignement à niveaux à l'école secondaire, le regroupement des élèves s'en tient, en règle générale, aux normes suivantes :

- niveau A : entre 15 et 23 élèves;
- niveau B : entre 13 et 21 élèves;
- niveau C : entre 9 et 14 élèves.

Cas particuliers

**Art. 110** Dans des situations de rigueur, en particulier dans des cas d'effectifs très élevés lorsque l'ouverture d'une classe supplémentaire n'est pas possible, le Service de l'enseignement peut autoriser, pour une durée n'excédant pas une année scolaire, un enseignement dispensé partiellement ou totalement par sections de classe, notamment en français, mathématique et allemand.

#### CHAPITRE IV : Plan d'études

Publication  
(art. 50 LS)

**Art. 111** <sup>1</sup> Le Département arrête la répartition du temps scolaire entre les disciplines du plan d'études (grilles horaires).

<sup>2</sup> Les plans d'études sont publiés.

<sup>3</sup> Les plans publiés définissent les objectifs généraux et les principaux contenus de chaque discipline par année scolaire ou par cycle. Le Département veille particulièrement à la conformité de ces documents avec les directives méthodologiques plus élaborées qu'il peut proposer aux enseignants.

## Art. 112<sup>39)</sup>

Athlète ou artiste  
de haut niveau  
(art. 56, al.3, LS)  
a) Principe

**Art. 113** Les élèves de douze ans révolus, dont les performances sportives ou les prestations artistiques sont exceptionnelles, peuvent bénéficier d'un aménagement du programme scolaire pour les besoins de leur entraînement ou de leur formation.

b) Requête

**Art. 114** <sup>1</sup> Les parents de l'élève concerné présentent une requête au directeur qui les rend attentifs aux conséquences possibles que peut entraîner le congé. Le directeur transmet sa proposition d'aménagement d'horaire au Service de l'enseignement.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement décide, après avoir sollicité le préavis de l'Office cantonal des sports ou d'une institution sportive ou artistique compétente.

c) Aménagement  
d'horaire et  
congé

**Art. 115** <sup>1</sup> L'aménagement peut notamment consister en une dispense de l'enseignement dans les disciplines scolaires correspondant à l'activité en raison de laquelle l'allègement est sollicité.

<sup>2</sup> Il peut également comporter des congés qui, sauf circonstance exceptionnelle, n'excéderont pas dix journées scolaires par année au total.

d) Renvoi

**Art. 116** Le Département édicte les directives nécessaires précisant les conditions auxquelles doivent satisfaire les élèves concernés ainsi que le cadre général des aménagements et allègements d'horaires.

Sport scolaire  
facultatif  
(art. 57, al. 2, LS)  
a) But

**Art. 117** Le sport scolaire facultatif a pour but d'approfondir et de compléter le programme ordinaire d'éducation physique. Il peut être organisé sous la forme de cours facultatifs, de manifestations et de compétitions sportives (journées régionales, cantonales, intercantionales ou suisses).

b) Autorités  
compétentes

**Art. 118** Les cours facultatifs relèvent du Service de l'enseignement; les manifestations et les compétitions sportives de l'Office des sports.

- c) Forme **Art. 119** Les écoles primaires et secondaires peuvent proposer un choix d'activités sportives relevant du sport scolaire facultatif dans le cadre des cours facultatifs.
- d) Contenu des activités **Art. 120** <sup>1</sup> Les cours de sport scolaire facultatif doivent être adaptés à l'âge et à l'aptitude des élèves. Aucune discipline sportive comportant des risques majeurs d'accidents ne doit être proposée.
- <sup>2</sup> Le Service de l'enseignement décide, sur avis de l'Office des sports, quelles disciplines et quelles matières d'enseignement sont autorisées.
- e) Financement et gestion **Art. 121** <sup>1</sup> L'Office des sports assume les frais d'organisation des journées cantonales de sport scolaire et la participation jurassienne aux journées intercantionales et suisses. D'entente avec le Département des Finances, le Département de l'Education précise les frais pris en charge.
- <sup>2</sup> Pour le surplus, les activités du sport scolaire facultatif sont traitées de la même manière que les cours facultatifs sur le plan administratif (horaire, autorisation, rétribution).
- Education sexuelle  
(art. 59 LS)  
a) Programme **Art. 122** <sup>1</sup> Le cours d'éducation sexuelle comprend :
- a) une information aux parents des élèves des classes enfantines;
  - b) une intervention auprès des élèves de quatrième année scolaire, précédée d'une information complète aux parents;
  - c) une intervention auprès des élèves de sixième et huitième années scolaires.
- <sup>2</sup> Le directeur de l'école prend, en collaboration avec les enseignants concernés, les dispositions administratives en vue de la réalisation du programme dans les classes de son établissement.
- b) Renonciation **Art. 123** <sup>1</sup> Les parents qui entendent dispenser leur enfant du cours d'éducation sexuelle remettent leur déclaration au directeur au plus tard après la séance d'information des parents. Le maître concerné en est immédiatement informé.
- <sup>2</sup> Le directeur de l'école prend toute disposition utile afin que l'élève concerné reste sous la surveillance de l'école durant cet enseignement (salle d'étude, placement dans une autre classe, etc.).

## c) Animateurs

**Art. 124** <sup>1</sup> Le cours d'éducation sexuelle est dispensé, hors de la présence de l'enseignant, par des animateurs formés à cet effet et certifiés par le Département, conformément à la législation sur la formation du corps enseignant.

<sup>2</sup> Les animateurs sont engagés par le Département sur la base d'un contrat de droit administratif, conformément à l'article 87, alinéa 2, de la loi scolaire.

<sup>3</sup> Les animateurs sont rétribués conformément à l'article 6 de l'ordonnance sur la rétribution des leçons supplémentaires données par un maître occupé à plein temps et de l'enseignement dispensé de façon irrégulière durant un semestre entier<sup>7</sup>; ils ont droit à une indemnité de déplacement conformément à l'article 196 de la présente ordonnance.

## Education aux médias

**Art. 125** <sup>1</sup> Les enseignants initient leurs élèves à la lecture critique des médias dans l'ensemble des disciplines du plan d'études qui s'y prêtent, notamment celles impliquant l'usage de moyens audiovisuels et informatiques.

<sup>2</sup> Les enseignants et les écoles organisent au moins une fois dans le cours de chaque cycle primaire et secondaire une activité intensive au sens de l'article 91, dévolue à l'éducation aux médias.

<sup>3</sup> A cet effet, la section de la documentation et des moyens audiovisuels de l'Institut pédagogique apporte son appui et met ses moyens à disposition.

Préparation au choix d'une profession  
(art. 61 et 62 LS)

**Art. 126** <sup>1</sup> Le plan d'études de l'école secondaire comporte une activité pédagogique de sensibilisation au choix d'une profession ou d'une formation ultérieure. Cette activité est conduite par les enseignants, notamment dans le cadre de la discipline "éducation générale et sociale".

<sup>2</sup> Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire collabore dans la préparation des élèves au choix professionnel; il assure leur information et leur documentation.

<sup>3</sup> Les élèves de l'école secondaire peuvent effectuer, durant le temps scolaire, des stages d'orientation professionnelle d'une durée maximale de cinq jours par année scolaire. Ces stages sont conçus pour l'information et sont gérés par le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire.

<sup>4</sup> Les associations professionnelles, les entreprises, les écoles professionnelles et supérieures qui entendent informer les élèves s'adressent au Centre précité.

## CHAPITRE V : Activités culturelles et sociales de l'école

Activités  
culturelles  
(art. 63 LS)

**Art. 127** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement encourage les écoles à mettre en place des cours facultatifs et des activités parascolaires à vocation culturelle et à organiser des contacts entre les artistes et les élèves.

<sup>2</sup> Il peut adresser aux écoles des offres de tournées de spectacles, de concerts, de conférences ou d'expositions adaptés au niveau des élèves.

<sup>3</sup> Les interventions d'artistes dans le cadre des classes et l'encadrement extérieur d'activités parascolaires reconnues par le Service de l'enseignement sont rétribués conformément aux normes définies par le Département et financés comme une rétribution d'enseignant.

<sup>4</sup> Le Service de l'enseignement peut accorder une aide financière aux écoles afin d'abaisser le coût des activités culturelles, en particulier celles mentionnées à l'alinéa 2, auxquelles contribuent le cercle scolaire et les parents.

Bibliothèques  
scolaires et de la  
jeunesse  
(art. 64 LS)

**Art. 128** Les dispositions de l'ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique<sup>41)</sup> s'appliquent aux bibliothèques scolaires et de la jeunesse.

Activités sociales  
(art. 65 LS)

**Art. 129** Le plan d'études propose, en particulier dans le cadre du cours d'éducation générale et sociale, des exemples d'activités à caractère social et de service à la communauté. Les classes ou les établissements participent en principe annuellement à de telles activités.

## CHAPITRE VI : Participation à la formation et au perfectionnement des enseignants

Liste des maîtres  
de stage (art. 66  
LS)

**Art. 130** L'Institut pédagogique transmet au Département pour approbation, avant le 15 septembre, la liste des maîtres de stage dont il a besoin pour l'année scolaire. Le Département informe, par l'intermédiaire du Service de l'enseignement, les commissions et directions d'école des cercles scolaires concernés.

## TITRE QUATRIEME : Parents et élèves

### CHAPITRE PREMIER : Parents

Droits  
individuels,  
information  
(art. 69 LS)

**Art. 131** <sup>1</sup> Les parents sont informés des résultats scolaires, du comportement de leur enfant et de la vie scolaire intéressant la famille au moyen du carnet hebdomadaire et du bulletin scolaire officiel. A l'école enfantine, le carnet hebdomadaire peut être remplacé par un autre moyen plus épisodique; il n'y a pas de bulletin.

<sup>2</sup> Les parents sont tenus de prendre connaissance du bulletin et du carnet et de les signer.

<sup>3</sup> Les parents peuvent en tout temps demander à être entendus ou reçus par le directeur de l'école ou l'enseignant. Le cas échéant, ils se conforment aux heures de visite ou de contact prévues par l'école.

Devoirs en cas  
d'absence (art.  
72 LS)

**Art. 132** <sup>1</sup> En cas d'absence imprévue d'un élève, notamment en cas de maladie ou d'accident, les parents avisent l'enseignant ou le directeur de l'école, en indiquant le motif de l'absence. Le directeur ou l'enseignant peut demander une justification écrite au retour de l'élève.

<sup>2</sup> L'absence pour maladie ou accident doit être justifiée par les parents au moyen d'une déclaration médicale dès qu'elle dépasse dix jours consécutifs de classe.

Absences  
justifiées

**Art. 133** <sup>1</sup> Sont notamment réputées justifiées les absences dues au changement de domicile, à la maladie, à un accident ou à un traitement médical ou dentaire de l'élève, de même que celles dues à la maladie grave ou au décès d'un proche.

<sup>2</sup> Les absences dues aux séances et stages d'orientation professionnelle, aux mesures de pédagogie compensatoire, à la fréquentation des cours de langue et de culture reconnus et organisés par les autorités des pays d'émigration comptent comme temps scolaire.

Violation des  
obligations  
scolaires  
(art. 73 LS)

**Art. 134** <sup>1</sup> En cas d'absences prolongées ou répétées non justifiées d'un élève et lorsqu'il apparaît que les parents ne respectent pas leur obligation d'envoyer leur enfant à l'école, le directeur les dénonce à la commission d'école.

<sup>2</sup> Après enquête, la commission peut prononcer une amende. L'amende est fixée en fonction des raisons et de la durée de l'absence; elle s'élève au maximum à 2 000 francs, 4 000 francs en cas de récidive.

<sup>3</sup> La commission d'école arrête les modalités d'encaissement des amendes et décide de l'affectation des sommes perçues; ces dernières doivent être réservées à des activités scolaires.

## CHAPITRE II : Elèves

### SECTION 1 : Généralités

Liberté  
d'information,  
d'expression et  
d'association  
(art. 74, al. 3, LS)

**Art. 135** <sup>1</sup> L'élève a le droit de rechercher, de recevoir et de diffuser des informations et des idées sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique. Il exerce ces droits dans la considération due aux autres élèves et aux enseignants, dans le respect de leurs propres droits et sans mésuser du matériel et des équipements scolaires.

<sup>2</sup> L'élève a le droit de participer aux activités d'associations d'élèves en dehors des heures d'enseignement.

Droit d'être  
entendu  
(art. 74, al. 4, LS)

**Art. 136** L'élève est entendu par son enseignant, le directeur ou toute autre autorité ou instance appelée à statuer lors de toutes décisions le concernant, notamment en matière de carrière scolaire (orientation, promotion, redoublement) et de sanctions. Demeure cependant réservée la notation des travaux.

Participation des  
élèves  
(art. 74, al. 3, LS)

**Art. 137** <sup>1</sup> L'enseignant prête attention et intérêt à l'avis exprimé par l'élève dans la vie et l'organisation de la classe.

<sup>2</sup> Dans la mesure du possible, les élèves sont associés à la vie et à la gestion de la classe et de l'école, en fonction de leur âge, en particulier pour les activités parascolaires.

<sup>3</sup> Au besoin, le règlement scolaire local précise les modalités de cette participation.

Egalité entre  
garçons et filles  
(art. 75, al. 2, LS)

**Art. 138** <sup>1</sup> Les filles et les garçons reçoivent un enseignement identique, organisé selon un programme unique et dispensé dans des classes mixtes. A l'école secondaire toutefois, l'enseignement de l'éducation physique peut être dispensé partiellement en classes séparées.

<sup>2</sup> Le Département précise les modalités.

Aide aux élèves  
en difficulté  
(art. 75, al. 3, LS)

**Art. 139** <sup>1</sup> Chaque élève fait l'objet d'une attention particulière de la part de l'enseignant. Celui-ci apporte à chacun de ses élèves, individuellement ou en petits groupes, les encouragements et l'aide dont ils ont besoin pour la participation normale aux activités de la classe.

<sup>2</sup> Au besoin, l'enseignant sollicite les mesures de pédagogie compensatoire appropriées.

<sup>3</sup> Les enseignants et la commission d'école collaborent avec les organes et institutions chargés de la prévention et des services sociaux de la jeunesse.

Etat des locaux  
scolaires  
(art. 77, al. 3, LS)

**Art. 140** <sup>1</sup> Les directeurs d'école et les conseillers pédagogiques contrôlent régulièrement si les locaux scolaires sont salubres, adaptés aux élèves et répondent aux normes usuelles de sécurité.

<sup>2</sup> Ils signalent toute insuffisance aux autorités scolaires locales et requièrent au besoin l'intervention du Département.

Occupations  
extrascolaires  
excessives

**Art. 141** Lorsque le comportement ou les activités d'un élève en dehors de l'école nuisent à son travail scolaire, l'enseignant, le directeur ou la commission d'école interviennent auprès des parents.

Assurance des  
élèves  
(art. 78 LS)  
a) Principe

**Art. 142** <sup>1</sup> Les communes assurent les élèves domiciliés sur leur territoire qui fréquentent un établissement soumis à la loi scolaire.

<sup>2</sup> Le contrat peut prévoir que la couverture des frais médico-pharmaceutiques est complémentaire à l'assurance personnelle des élèves (assurance-accidents ou caisse-maladie). Il doit cependant prévoir que l'assureur fournit ses prestations à titre principal s'il n'existe pas d'assurance personnelle au jour de l'accident ou si la couverture de cette dernière est suspendue en raison du non-paiement des primes.



b) Activités  
couvertes

**Art. 143** L'assurance des élèves couvre tous les accidents survenant lors d'une activité se déroulant sous la responsabilité de l'école ou sur le chemin de l'école. Doivent notamment être couverts les accidents se produisant lors des activités suivantes : leçons, récréations, trajets entre l'école et le domicile et vice-versa, pauses de midi à l'école pour les élèves ne pouvant rentrer chez eux, courses faites pour le compte de l'école, courses d'école et déplacements scolaires, manifestations sportives, collectes et ventes d'insignes organisées par l'école, trajets entre l'école et le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire ou le Centre médico-psychologique et vice-versa, cours culturels, cours de langue et manifestations sportives organisés pour les enfants étrangers et autorisés par le Département.

c) Prestations

**Art. 144** <sup>1</sup> L'assurance des élèves prévoit au moins les prestations suivantes :

- indemnité en cas de décès : 10 000 francs;
- indemnité en cas d'invalidité : 100 000 francs;
- prestations pour soins et remboursement de frais : semblables à ceux prescrits par la loi fédérale sur l'assurance-accidents<sup>12)</sup>.

<sup>2</sup> L'indemnité en cas de décès ou d'invalidité est versée nonobstant l'existence d'une assurance personnelle de l'élève.

<sup>3</sup> Lorsque l'assurance personnelle de l'élève prend en charge les frais de traitement, l'assurance des élèves couvre, dans le cadre de sa garantie, la franchise et les participations éventuelles à charge des parents, ainsi que les autres frais non pris en charge.

## SECTION 2 : Admission et inscription des élèves

Admission et  
inscription des  
élèves  
a) Ecole  
enfantine

**Art. 145** <sup>1</sup> La commission d'école établit chaque année la liste des enfants en âge d'accéder à l'école enfantine; elle informe les parents concernés jusqu'au 31 mars, par pli personnel ou par voie de presse.

<sup>2</sup> Les parents inscrivent leur enfant jusqu'au 30 avril auprès de la commission d'école. Celle-ci décide des admissions.

b) Ecole primaire

**Art. 146** <sup>1</sup> La commission d'école établit chaque année la liste des enfants devant commencer l'école primaire; elle informe les parents concernés jusqu'au 31 mars, par pli personnel ou par voie de presse.

<sup>2</sup> Les enfants fréquentant l'école enfantine sont inscrits d'office par l'enseignant.

c) Ecole  
secondaire

**Art. 147** <sup>1</sup> Les maîtres primaires concernés établissent chaque année la liste de leurs élèves qui accomplissent la sixième année d'école primaire; ils adressent cette liste au conseiller pédagogique de l'école primaire jusqu'au 10 juin avec l'indication des notes du deuxième semestre.

<sup>2</sup> Le conseiller pédagogique décide de la promotion des élèves de l'école primaire à l'école secondaire ou du redoublement. Il transmet la liste des élèves promus au directeur de l'école secondaire concerné.

<sup>3</sup> Le directeur décide de la répartition des élèves promus dans les cours à niveaux et dans les options de l'école secondaire.

Changement de  
domicile ou de  
résidence

**Art. 148** Lorsqu'un élève change de domicile ou de résidence habituelle durant sa scolarité obligatoire, ses parents sont tenus d'en aviser immédiatement la commission d'école du nouveau cercle scolaire.

Arrivée en cours  
de scolarité  
d'enfants de  
l'extérieur

**Art. 149** En cas d'arrivée en cours de scolarité d'enfants provenant d'un autre canton ou d'un pays étranger, le conseiller pédagogique décide, sur proposition de la commission d'école, de l'affectation de l'élève à l'école enfantine et primaire; l'affectation à l'école secondaire est décidée par le Service de l'enseignement, sur proposition du directeur.

### SECTION 3 : Carrière scolaire des élèves

#### Sous-section 1 : Généralités

Evaluation du  
travail scolaire  
(art. 80 LS)

**Art. 150** <sup>1</sup> Durant la scolarité obligatoire, le travail scolaire des élèves est évalué par des notes chiffrées, des mentions ou des appréciations.

<sup>2</sup> Un bulletin officiel du Département est remis au terme de chaque semestre à tout élève durant la scolarité obligatoire.

<sup>3</sup> Le Département édicte les dispositions nécessaires sur les méthodes d'évaluation, sur la forme et la fréquence de la communication de l'évaluation.

Bulletin scolaire  
officiel  
(art. 80 LS)

**Art. 151** <sup>1</sup> Le bulletin scolaire est un document officiel. Il est remis à l'élève à l'intention de ses parents, deux fois par année, à la fin du mois de janvier et à la fin de l'année scolaire.

<sup>2</sup> Les parents sont tenus de signer le bulletin scolaire et de le remettre au maître de classe. Leur signature atteste qu'ils ont pris connaissance des informations et résultats consignés.

<sup>3</sup> Le bulletin scolaire fait état des transferts d'un cercle scolaire à un autre, de la participation à des cours facultatifs, à des cours de langue et de culture.

<sup>4</sup> Les résultats des élèves communiqués par le bulletin sont également consignés dans un registre conservé par le directeur de l'école durant une période de dix ans au moins.

Information des parents, carnet hebdomadaire (art. 80 LS)

**Art. 152** <sup>1</sup> Indépendamment du bulletin scolaire, l'enseignant renseigne régulièrement les parents sur le travail et le comportement des élèves en classe.

<sup>2</sup> Cette information intervient notamment par le carnet hebdomadaire et par des entretiens particuliers sollicités par les parents ou l'enseignant.

Formes officielles de l'évaluation du travail (art. 80 LS)

**Art. 153** <sup>1</sup> Dans le premier cycle de l'enseignement primaire, les résultats scolaires font l'objet d'appréciations codifiées. Le bulletin scolaire comporte une appréciation pour le français et la mathématique.

<sup>2</sup> Dans les deuxième et troisième cycles de l'enseignement primaire, les résultats scolaires sont appréciés de la manière suivante :

- a) au moyen de notes chiffrées dans les disciplines de français, de mathématique, d'environnement et également d'allemand dès la cinquième année;
- b) <sup>40)</sup> au moyen d'appréciations dans toutes les autres disciplines du plan d'études, à l'exception de l'éducation générale et sociale et des cours facultatifs;
- c) <sup>40)</sup> au moyen de la mention "suivi" ou "non suivi" pour l'allemand au premier semestre de la troisième année et pour les cours facultatifs. <sup>38)</sup>

<sup>3</sup> A l'école secondaire, les disciplines qui déterminent l'orientation des élèves (cours à niveaux et cours à option) font l'objet d'une évaluation chiffrée; pour les autres disciplines, des appréciations non chiffrées peuvent être utilisées.

<sup>4</sup> Le cours d'éducation sexuelle ne fait l'objet d'aucune évaluation ni mention.

<sup>5</sup> Les notes chiffrées s'échelonnent de 1 à 6, 6 étant la meilleure note et 1 la plus mauvaise. Les demi-points sont utilisés. Les notes égales ou supérieures à 4 expriment des résultats suffisants, celles qui sont inférieures à 4 traduisent des résultats insuffisants.

<sup>6</sup> Sont seules autorisées les appréciations suivantes : "maîtrisé", "partiellement maîtrisé" et "non maîtrisé".

## Sous-section 2 : Promotion et redoublement

Définitions (art. 81 LS)

**Art. 154** <sup>1</sup> La promotion est le passage d'un degré scolaire au suivant.

<sup>2</sup> Le redoublement est la répétition d'une année scolaire.

I. A l'école  
primaire  
(art. 81 LS)  
1. A l'intérieur  
des cycles

**Art. 155** <sup>1</sup> La promotion est en principe automatique à l'intérieur des cycles primaires (passage de première en deuxième année, de troisième en quatrième et de cinquième en sixième).

<sup>2</sup> Lorsque les circonstances le justifient, le redoublement peut être admis à l'intérieur d'un cycle, à la demande des parents de l'élève ou moyennant leur accord; le consentement du conseiller pédagogique est nécessaire.

2. Admission au  
deuxième cycle

**Art. 156** L'élève doit au moins obtenir la mention "suffisant" en français et en mathématique au second bulletin de deuxième année pour être admis dans le deuxième cycle primaire (troisième année).

3. Admission au  
troisième cycle

**Art. 157** Pour être admis dans le troisième cycle primaire (cinquième année), l'élève doit obtenir un total de huit points au moins par addition des notes de français et de mathématique du second bulletin de quatrième année.

4. Redoublement

**Art. 158** <sup>1</sup> Les élèves qui ne remplissent pas les conditions de promotion pour passer aux deuxième et troisième cycles ne peuvent être contraints au redoublement que si leurs parents ont été rendus attentifs par écrit, lors de la remise du bulletin du premier semestre, que la promotion paraissait douteuse.

<sup>2</sup> Le redoublement volontaire peut être admis à la fin de chaque cycle avec l'accord du conseiller pédagogique.

<sup>3</sup> Il n'est cependant pas possible de redoubler deux fois la même année scolaire.

<sup>4</sup> Un second redoublement dans le cadre de la scolarité primaire ne peut intervenir que sur avis du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire. Le conseiller pédagogique décide.

5. Promotion anticipée, possibilité de sauter une classe  
(art. 75, al. 1, LS)

**Art. 159** <sup>1</sup> Exceptionnellement et sur demande des parents, l'élève qui, par ses aptitudes et son travail, se montre capable de suivre l'enseignement dans la classe supérieure peut obtenir une promotion anticipée ou la possibilité de sauter une classe.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement décide sur préavis du conseiller pédagogique et sur la base de la demande écrite des parents et des rapports du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire et du titulaire de la classe.

II. Passage de l'école primaire à l'école secondaire  
1. Admission à l'école secondaire

**Art. 160** <sup>1</sup> Pour être admis à l'école secondaire, l'élève doit obtenir en fin de troisième cycle (sixième année) un total de huit points au moins par addition des notes de français et de mathématique au second bulletin de sixième année.

<sup>2</sup> L'élève qui par suite de redoublements a accompli huit années à l'école primaire est admis à l'école secondaire.

2. Accès aux cours à niveaux

**Art. 161** <sup>1</sup> L'élève accède aux cours à niveaux selon les résultats obtenus à l'issue de la procédure d'orientation de la sixième année (art. 36).

<sup>2</sup> Le Département fixe les seuils pour l'accès à chacun des cours à niveaux. Dans les cas limites, l'avis des parents est déterminant.

3. Accès aux options

**Art. 162** <sup>1</sup> Les élèves promus de l'école primaire à l'école secondaire sont répartis dans les enseignements optionnels selon leurs aspirations et leurs connaissances.

<sup>2</sup> Pour suivre les cours des options 1 et 2, l'élève doit être admis au niveau A dans au moins deux des trois disciplines de base et au moins au niveau B dans la troisième. <sup>29)</sup>

<sup>3</sup> Pour suivre les cours de l'option 3, l'élève doit être admis au niveau B dans au moins deux des trois disciplines de base. <sup>29)</sup>

<sup>4</sup> Le choix de l'option 4 est libre. <sup>30)</sup>

III. Promotion et orientation à l'école secondaire  
1. Principe

**Art. 163** <sup>1</sup> Mis à part la promotion et le redoublement, l'élève peut connaître à l'école secondaire des changements de niveaux et d'options appelés "transitions" (orientation continue).

<sup>2</sup> Le Département édicte un règlement précisant les conditions et les modalités de la promotion, du redoublement et des transitions à l'école secondaire.

<sup>3</sup> La promotion anticipée et la possibilité de sauter une année existent aux mêmes conditions et selon les mêmes modalités qu'à l'école primaire.

2. Note de promotion

**Art. 164** <sup>1</sup> La note de promotion est constituée par la moyenne arithmétique des notes semestrielles. En cas de changement de niveaux ou d'options à l'issue du premier semestre, la note du second semestre constitue la note de promotion.

<sup>2</sup> Demeure réservée la prise en compte des résultats obtenus aux épreuves cantonales.

3. Maintien du profil scolaire

**Art. 165** <sup>1</sup> Le profil scolaire de l'élève est déterminé par le niveau suivi dans chacune des disciplines de base et par l'option choisie.

<sup>2</sup> Lors du passage d'une année scolaire à l'autre, l'élève peut poursuivre les cours des disciplines de base dans les mêmes niveaux s'il obtient une note de promotion suffisante dans chacune des trois disciplines concernées. A défaut, l'élève est transféré dans le niveau inférieur de la discipline pour laquelle il a obtenu une note insuffisante; il peut cependant poursuivre sa formation dans les mêmes niveaux s'il n'a obtenu qu'une seule note insuffisante dans les cours à niveaux et si ses résultats correspondent aux critères fixés par le Département.

4. Changement de niveaux  
a) Principes et conditions

**Art. 166** <sup>1</sup> L'accès aux cours d'un niveau supérieur est déterminé uniquement par la note obtenue dans le niveau de la discipline concernée.

<sup>2</sup> La transition dans un niveau inférieur tient compte des résultats obtenus dans les trois disciplines enseignées en cours à niveaux.

<sup>3</sup> Le Département arrête les critères pour les transitions ascendantes ou descendantes d'un niveau à l'autre en tenant compte des échelles d'évaluation propres à l'enseignement de chaque niveau.

<sup>4</sup> A la demande des parents, le directeur peut autoriser un changement de niveau descendant, même si l'élève remplit les conditions de maintien du niveau fréquenté.

b) Périodicité

**Art. 167** <sup>1</sup> Durant le premier semestre du degré sept, des changements de niveaux peuvent être effectués en tout temps jusqu'au terme de la douzième semaine, sur proposition des enseignants et avec l'accord des parents.

<sup>2</sup> Les transitions ascendantes peuvent avoir lieu au terme de chaque semestre. Elles sont facultatives; les parents de l'élève décident.

<sup>3</sup> Les transitions descendantes ont lieu en principe au terme des degrés sept et huit. Elles sont obligatoires. Le directeur peut autoriser de tels changements à d'autres moments si les parents le souhaitent.

5. Orientation dans le cadre des options  
a) Maintien de l'option lors d'un changement de degré

**Art. 168** <sup>1</sup> Le maintien de l'élève dans les options 1, 2 et 3, au degré suivant est déterminé par les résultats obtenus dans l'option considérée et dans les disciplines à niveau. [29\)](#)

<sup>2</sup> ... [13\)](#)

<sup>3</sup> Le Département définit les conditions et les modalités d'application.

b) Changement d'option volontaire

**Art. 169** <sup>1</sup> L'élève peut changer d'option à la fin d'une année scolaire s'il remplit les conditions d'accès de la nouvelle option choisie.

<sup>2</sup> Au terme du septième degré, le changement d'option est libre. Dès le degré huit, les changements ne peuvent en principe avoir lieu qu'entre les options d'exigences voisines et ne nécessitant pas de rattrapage particulier.

6. Cours d'appui

**Art. 170** En cas de changement de niveaux ou d'options, l'élève peut bénéficier de cours d'appui conformément à l'article 49.

7. Redoublement

**Art. 171** <sup>1</sup> L'élève est tenu de répéter l'année scolaire si ses résultats et son profil scolaires ne permettent plus d'autre issue, en dépit des règles sur les changements de niveaux et d'options.

<sup>2</sup> Les parents peuvent adresser une demande de redoublement au directeur si leur enfant n'a pas antérieurement redoublé une classe du cycle secondaire et si les règles de promotion lui imposent une transition descendante dans plus d'une discipline à niveaux ou un changement d'option.

<sup>3</sup> Le Département arrête les modalités d'application.

## SECTION 4 : Sanctions disciplinaires

Mesures  
éducatives  
préalables

**Art. 172** <sup>1</sup> En cas d'écart de discipline ou de conduite de l'élève, l'enseignant prend à son égard les mesures éducatives appropriées. Il peut notamment rappeler l'élève à l'ordre, l'amener à expliquer, à comprendre les mobiles de son attitude et à en mesurer l'incidence.

<sup>2</sup> Il peut également assigner à l'élève une tâche légère assumée partiellement ou totalement en dehors du temps de classe.

Sanctions  
disciplinaires  
(art. 83 LS)

**Art. 173** <sup>1</sup> Sont seules autorisées les sanctions disciplinaires suivantes :

- a) des travaux particuliers effectués à domicile et ne nécessitant pas plus d'une demi-journée de travail;
- b) des retenues jusqu'à l'équivalent d'une journée;
- c) la suspension des cours, jusqu'à cinq jours de classe;
- d) l'exclusion, en cas de prolongation de la scolarité (art. 25 LS);
- e) le déplacement.

<sup>2</sup> La suspension des cours, l'exclusion et le déplacement ne peuvent en principe être prononcés que si la mesure a été précédée d'un avertissement écrit au représentant légal de l'élève.

<sup>3</sup> Les sanctions disciplinaires ne peuvent être cumulées, sauf celles prévues sous lettres a et c de l'alinéa 1.

Détermination de  
la sanction  
(art. 82 LS)

**Art. 174** <sup>1</sup> Il ne peut être prononcé de sanctions disciplinaires que si des mesures éducatives préalables sont restées sans effet ou paraissent d'emblée vaines.

<sup>2</sup> Le genre et la mesure de la sanction sont déterminés en fonction de la faute de l'élève, des circonstances du cas et de l'atteinte portée à la bonne marche de l'école.



Autorités disciplinaires (art. 83 LS)  
a) Enseignant et commission d'école

**Art. 175** <sup>1</sup> L'enseignant est compétent pour charger l'élève de travaux particuliers effectués à domicile; il peut également décider de la retenue d'un élève, après en avoir informé le directeur.

<sup>2</sup> La commission d'école est compétente pour ordonner la suspension d'un élève.

b) Département

**Art. 176** L'exclusion et le déplacement sont du ressort exclusif du Département.

c) Compétence d'ordonner des mesures moins graves et menace

**Art. 177** <sup>1</sup> La commission d'école et le Département peuvent également infliger des sanctions moins graves que celles pour lesquelles ils sont compétents.

<sup>2</sup> La menace d'une sanction relève de l'autorité compétente pour prononcer la sanction elle-même.

Procédure (art. 83 LS)

**Art. 178** <sup>1</sup> L'autorité disciplinaire établit les faits et administre les preuves pertinentes. Dans tous les cas, elle donne à l'élève l'occasion de s'exprimer; sauf le cas de travaux particuliers, les parents sont également entendus.

<sup>2</sup> La décision disciplinaire est communiquée par écrit aux parents, avec l'indication des motifs. La sanction de travaux particuliers et la retenue sont communiquées aux parents par le carnet hebdomadaire.

## TITRE CINQUIEME : Enseignants

### CHAPITRE PREMIER : Eligibilité et nomination

Mise au concours et éligibilité (art. 84 et 85 LS)

**Art. 179** <sup>1</sup> La commission d'école propose au Département la mise au concours des postes vacants ou nouvellement créés.

<sup>2</sup> La mise au concours décrit clairement le poste. Elle indique les titres requis, le taux d'occupation et si l'engagement peut conduire à une nomination.

Parution

**Art. 180** Les mises au concours paraissent au Journal officiel dans la dernière semaine du mois.

Postulations

**Art. 181** <sup>1</sup> Les postulations sont adressées à la commission d'école.

<sup>2</sup> Lorsqu'un candidat présente un diplôme ou un titre qui n'a pas été délivré par le Département pour le niveau ou le type d'enseignement considéré, la commission requiert immédiatement l'avis du Service de l'enseignement (équivalence).

Dispense de  
mise au  
concours  
(art. 85, al. 2, LS)

**Art. 182** Lorsque les circonstances l'exigent et afin d'assurer l'enseignement auquel les élèves ont droit, le Service de l'enseignement peut autoriser la commission d'école à engager un enseignant sous contrat de droit administratif sans mise au concours. Cet engagement est limité dans le temps; il doit faire l'objet d'une mise au concours dès que possible, en principe pour le semestre suivant.

Nomination par  
la commission  
d'école  
(art. 87 LS)

**Art. 183** La nomination ou l'engagement de l'enseignant par la commission d'école n'entre en force qu'après ratification par le Département; celui-ci transmet l'acte de nomination ou le contrat à la personne retenue. La commission informe les candidats non retenus.

Nomination par  
le Département  
(art. 87, al. 2, LS)

**Art. 184** <sup>1</sup> Les enseignants des classes de soutien et de transition sont engagés ou nommés par le Département, sur proposition de la commission d'école du cercle scolaire siège de la classe.

<sup>2</sup> Les enseignants chargés de mesures compensatoires, d'un enseignement complémentaire dans diverses écoles, d'un enseignement irrégulier ou ponctuel et les animateurs en éducation sexuelle sont engagés ou nommés sous contrat de droit administratif par le Département; celui-ci prend préalablement l'avis des commissions d'école concernées.

Engagement  
provisoire (art.  
88 LS)

**Art. 185** <sup>1</sup> Le candidat retenu qui n'est pas au bénéfice d'une nomination par une autre commission d'école dans le même ordre d'enseignement est d'abord engagé provisoirement sous contrat de droit administratif pour une période d'une année; cela vaut notamment pour l'enseignant nouvellement diplômé, celui qui a démissionné alors qu'il était nommé à titre provisoire ou définitif ou qui provient d'un autre canton ou pays.

<sup>2</sup> L'engagement provisoire ne peut pas être commué tacitement en nomination. Au plus tard trois mois avant l'expiration de l'engagement provisoire, l'autorité habilitée à nommer, la commission ou le Département, communique à l'enseignant concerné soit sa nomination soit la résiliation des rapports de service.

<sup>3</sup> Si la commission d'école entend exceptionnellement prolonger d'une année l'engagement provisoire, elle adresse une requête motivée dans ce sens au Département.

Nomination  
définitive

**Art. 186** Lorsqu'un poste répond à un besoin stable pour une période de six années, il doit conduire à une nomination définitive, sous réserve de l'engagement provisoire précédant la nomination.

Renouvellement  
des rapports de  
service  
(art. 89 LS)

**Art. 187** <sup>1</sup> En règle générale, le renouvellement des rapports de service à l'expiration de la période administrative s'opère tacitement. Il ne vaut que pour les enseignants au bénéfice d'une nomination et ne confère aucun droit à une prolongation des rapports au-delà de l'âge de la mise à la retraite.

<sup>2</sup> Lorsque l'autorité de nomination entend renoncer aux services d'un enseignant nommé, elle doit l'en aviser au moins six mois avant l'expiration de la période administrative.

Maître auxiliaire  
a) Définition

**Art. 188** Le maître auxiliaire est un enseignant chargé d'un poste partiel n'autorisant pas une nomination; il est engagé sous contrat de droit administratif.

b) Engagement

**Art. 189** <sup>1</sup> Lorsque le maître auxiliaire est titulaire du certificat d'aptitudes pédagogiques pour l'enseignement dont il est chargé, il peut être engagé par contrat de droit administratif d'une durée correspondant à la période administrative des enseignants nommés.

<sup>2</sup> Si le poste est occupé par un maître auxiliaire non titulaire du certificat d'aptitudes pédagogiques correspondant, il doit être mis au concours au plus tard pour l'année suivante. Le Département peut autoriser des dérogations.

c) Autorités  
compétentes

**Art. 190** Le maître auxiliaire est engagé par la commission d'école sous réserve de ratification par le Département.

Centrale des  
remplacements

**Art. 191** Le Service de l'enseignement gère une centrale des remplacements chargée, dans toute la mesure du possible, de proposer aux écoles des personnes à même d'assurer des remplacements.

Empêchement  
d'un enseignant

**Art. 192** Lorsque le titulaire d'un poste n'est pas en mesure d'assurer son enseignement en raison de maladie, de maternité, de service militaire ou de congé, le directeur avise la centrale des remplacements.

Remplaçant

**Art. 193** Le statut et les normes de rétribution des remplaçants, les motifs de remplacement, les droits et obligations des enseignants remplacés sont réglés par l'ordonnance concernant le remplacement des enseignants<sup>14)</sup>.

## CHAPITRE II : Situation de l'enseignant

Dérogation à l'obligation de domicile  
(art. 90, al. 2, LS)

**Art. 194** <sup>1</sup> Une dérogation à l'obligation de domicile n'est possible que pour les enseignants nommés, pour des raisons notamment d'ordre familial, de santé et, pour les enseignants nommés à temps partiel, d'ordre professionnel.

<sup>2</sup> L'intéressé adresse sa demande à la commission d'école à l'intention du Département. La commission d'école transmet la demande à ce dernier avec son préavis.

Transfert et déplacement de l'enseignant  
(art. 91 LS)

**Art. 195** <sup>1</sup> Il y a transfert lorsqu'un enseignant est appelé à exercer tout ou partie de sa tâche dans une autre commune du cercle scolaire que celle qui prévalait au moment de sa nomination.

<sup>2</sup> L'autorité de nomination s'efforce d'obtenir le consentement de l'enseignant concerné. En cas de refus, elle examine les raisons de l'intéressé avant d'arrêter sa décision.

<sup>3</sup> L'enseignant transféré a droit à une indemnité de déplacement. Ce droit prend fin au terme du contrat en cours ou à la fin de la période administrative.

Indemnité de déplacement  
(art. 91, al. 2, LS)  
a) En général

**Art. 196** L'enseignant transféré, le titulaire d'un poste organisé sur différentes écoles, l'enseignant chargé de mesures d'appui et de soutien dans différentes écoles reçoivent les indemnités de déplacement prévues dans l'ordonnance concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>15)</sup>.

b) Titulaire de poste partiel

**Art. 197** <sup>1</sup> L'enseignant titulaire de deux ou plusieurs postes partiels dans différentes écoles reçoit l'indemnité de déplacement prévue à l'article précédent; toutefois les quatre-vingts premiers kilomètres hebdomadaires ne sont pas indemnisés.

<sup>2</sup> L'enseignant titulaire d'un ou plusieurs postes partiels dans une seule école peut exceptionnellement recevoir l'indemnité de déplacement s'il s'agit d'assurer l'enseignement dans une école isolée.

c) Limitation et versement de l'indemnité

**Art. 198** <sup>1</sup> Seuls donnent droit à l'indemnité les déplacements justifiés, compte tenu des conditions particulières et éventuellement du domicile de l'enseignant.

<sup>2</sup> Le décompte est établi en règle générale à la fin du semestre scolaire, en février et en juillet.

Retour à l'enseignement (art. 92 LS)

**Art. 199** <sup>1</sup> La formation complémentaire à laquelle le Département astreint un enseignant qui revient à l'enseignement après une interruption de cinq ans et plus est gratuite.

<sup>2</sup> Elle a lieu en totalité hors du temps scolaire. L'enseignant concerné ne reçoit aucune indemnité.

<sup>3</sup> Le conseiller pédagogique propose, en collaboration avec l'enseignant concerné et l'Institut pédagogique, le programme et l'étendue de la formation complémentaire; le Service de l'enseignement arrête le programme.

<sup>4</sup> Ce programme peut être décidé en tout temps, avant et durant toute la première année de retour à l'enseignement.

### CHAPITRE III : Devoirs de l'enseignant

Tâches administratives

**Art. 200** <sup>1</sup> L'enseignant assume les tâches administratives et la surveillance que nécessite la bonne marche de la classe et de l'établissement, y compris la préparation et l'achèvement de l'année scolaire. Il est notamment tenu de surveiller les récréations et de contrôler les absences.

<sup>2</sup> Il évalue le travail des élèves, délivre les bulletins scolaires et informe les parents, conformément aux instructions du Département.

<sup>3</sup> L'enseignant organise, avant la fin de l'année civile, une réunion de classe avec les parents de ses élèves pour faire connaissance et les informer sur les caractéristiques du plan d'études, du programme des manifestations et sur les particularités et exigences spécifiques du fonctionnement de la classe. Il peut requérir la collaboration et la participation occasionnelle du conseiller pédagogique et du directeur.

<sup>4</sup> L'enseignant se tient à la disposition des parents qui souhaitent un entretien particulier.

Devoir de  
suppléance

**Art. 201** <sup>1</sup> En cas d'absence imprévisible ou de courte durée d'un enseignant, le directeur prend les dispositions nécessaires pour assurer la surveillance et veiller à l'occupation des élèves.

<sup>2</sup> Dans la mesure où les circonstances le permettent, il sollicite la collaboration des autres enseignants en veillant à une répartition équitable du travail supplémentaire que cela représente.

Excursions et  
manifestations  
scolaires ou  
parascolaires

**Art. 202** <sup>1</sup> L'enseignant collabore avec ses collègues et les autorités scolaires locales pour l'organisation et l'animation des activités parascolaires telles que camps de sport, voyages d'étude, courses scolaires, semaines hors cadre, activités culturelles et sociales.

<sup>2</sup> Toute activité parascolaire fait l'objet d'une approbation de la commission d'école et d'une information aux parents.

<sup>3</sup> L'enseignant qui conduit une activité scolaire hors de l'école en informe le directeur.

<sup>4</sup> Le Département arrête les instructions nécessaires concernant l'étendue, les prescriptions de sécurité, les exigences éducatives et l'organisation générale de ces manifestations.

Attitude à l'égard  
de l'élève

**Art. 203** <sup>1</sup> L'enseignant doit être en classe avant le début des cours du matin et de l'après-midi pour y accueillir et surveiller les élèves. A l'école enfantine, l'enseignant veille au départ des enfants à la fin de chaque demi-journée.

<sup>2</sup> Aucun élève ne peut être admis dans une classe ou transféré par l'enseignant dans une autre classe sans l'autorisation de la commission d'école ou du directeur.

<sup>3</sup> En cas d'accident survenant à l'un des élèves durant les heures d'école, l'enseignant prend les mesures qui s'imposent et informe le directeur.

Formation  
permanente  
(art. 93, al. 4, LS)

**Art. 204** <sup>1</sup> L'enseignant veille à tenir à jour les qualifications professionnelles attestées par son certificat d'aptitudes pédagogiques et à améliorer ses aptitudes dans l'exercice de sa tâche actuelle.

<sup>2</sup> Il fait usage des possibilités que lui offre la législation en la matière.

<sup>3</sup> Il consacre une partie des vacances scolaires à sa formation.

Devoirs  
particuliers du  
maître de classe  
ou de module

**Art. 205** <sup>1</sup> Le maître de classe ou de module est chargé de s'occuper au premier chef de la vie communautaire de la classe ou du groupe de classes.

<sup>2</sup> Il exécute les travaux administratifs relatifs à la classe ou au groupe de classes; il assure le contrôle des absences, organise et conduit les excursions scolaires.

<sup>3</sup> Il représente la classe auprès des parents.

<sup>4</sup> A l'école secondaire, le maître de module s'efforce de promouvoir la collaboration entre l'ensemble de ses collègues qui enseignent dans les classes dont il a la charge.

<sup>5</sup> Le Service de l'enseignement émet les directives nécessaires.

Activité  
accessoire  
(art. 94 LS)

**Art. 206** <sup>1</sup> Lorsqu'un enseignant exerce des activités accessoires qui portent préjudice à l'exercice de sa tâche, le Département intervient d'office ou sur requête de la commission d'école ou à la suite d'une dénonciation.

<sup>2</sup> Le Département invite l'enseignant à remédier à la situation; à cet effet, il peut lui impartir un délai n'excédant toutefois pas une année.

<sup>3</sup> Si la situation n'a pas été régularisée dans le délai imparti, le Département interdit à l'enseignant l'activité en question, dans la mesure où elle nuit à l'exercice de sa tâche.

## CHAPITRE IV : Droits des enseignants

Appui aux jeunes  
enseignants  
(art. 99 LS)

**Art. 207** <sup>1</sup> L'accompagnement pédagogique des jeunes enseignants est assumé par le conseiller pédagogique.

<sup>2</sup> En principe, le jeune enseignant sollicite le soutien dont il a besoin. Le conseiller pédagogique peut toutefois imposer ce dernier en cas de nécessité.

Associations  
professionnelles  
(art. 100 LS)

**Art. 208** <sup>1</sup> Les associations professionnelles et les syndicats qui entendent être reconnus adressent une demande dans ce sens au Département à l'intention du Gouvernement. Ils joignent leurs statuts à leur requête et indiquent le nombre de leurs membres exerçant dans les écoles publiques du Canton.

<sup>2</sup> Le Gouvernement reconnaît les associations professionnelles et les syndicats dont les statuts prévoient la défense des intérêts professionnels des enseignants; il tient compte du nombre d'adhérents concernés.

<sup>3</sup> Le Département et le Service de l'enseignement consultent les associations et les syndicats reconnus sur tout projet législatif ou réglementaire ayant trait au statut des enseignants, notamment en matière de traitements, d'indemnités, de durée du temps de travail, de relations avec les autorités et les parents, ainsi que sur les dossiers susceptibles de transformer directement ou indirectement de manière significative tout ou partie de l'organisation scolaire.

Consultation des  
enseignants  
(art. 101 LS)

**Art. 209** <sup>1</sup> Tout enseignant peut demander à être entendu par la commission d'école sur un objet qui le concerne personnellement.

<sup>2</sup> La consultation des enseignants s'effectue en principe par l'intermédiaire du collège des enseignants (art. 241).

<sup>3</sup> Le corps enseignant est représenté à la commission d'école, conformément à l'article 234.

<sup>4</sup> La loi instituant le Conseil scolaire<sup>16)</sup> règle la participation des enseignants à ce conseil.

## CHAPITRE V : Résiliation des rapports de service

Démission  
(art. 102 LS)

**Art. 210** <sup>1</sup> L'enseignant nommé communique sa démission à l'autorité de nomination jusqu'au 31 octobre pour le 31 janvier et jusqu'au 30 avril pour le 31 juillet. Il adresse une copie de sa démission au Département lorsqu'il a été nommé par la commission d'école.

<sup>2</sup> L'enseignant lié par contrat de droit administratif présente sa démission à l'autorité qui l'a nommé dans les délais prévus par le Code des obligations pour la résiliation des contrats de travail, à savoir :

- a) jusqu'au 31 décembre pour le 31 janvier et jusqu'au 30 juin pour le 31 juillet pendant la première année de service;
- b) jusqu'au 30 novembre pour le 31 janvier et jusqu'au 31 mai pour le 31 juillet de la deuxième à la neuvième année de service;
- c) jusqu'au 31 octobre pour le 31 janvier et jusqu'au 30 avril pour le 31 juillet dès la dixième année de service.



Indemnité en cas  
de suppression  
du poste  
(art. 103 LS)

**Art. 211** L'indemnisation d'un enseignant en cas de suppression de poste est réglée conformément à l'ordonnance concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-reconduction consécutifs à une décision de fermeture de classe<sup>17)</sup>.

Licenciement  
pour des motifs  
justifiés  
(art. 104 LS)

**Art. 212** <sup>1</sup> Lorsqu'une commission d'école prend connaissance de circonstances qui, selon les règles de la bonne foi, pourraient rendre impossible la poursuite des rapports de service, elle ouvre une enquête afin d'élucider les faits. Pour ce faire, elle peut solliciter l'aide du Service de l'enseignement.

<sup>2</sup> Lorsque le Service de l'enseignement constate lui-même de telles circonstances, il peut inviter la commission d'école concernée à agir.

## CHAPITRE VI : Congés

Congé

**Art. 213** <sup>1</sup> L'enseignant qui désire obtenir un congé adresse sa demande au directeur à l'intention de la commission d'école au moins un mois à l'avance pour un congé allant jusqu'à quatorze jours et au moins trois mois à l'avance pour un congé excédant cette durée.

<sup>2</sup> La commission d'école peut accorder un congé d'une semaine au maximum. Le règlement scolaire local peut déléguer cette compétence au directeur.

<sup>3</sup> Le Service de l'enseignement est compétent pour accorder un congé de quatre semaines au maximum.

<sup>4</sup> Le Département est compétent pour les congés excédant quatre semaines; de tels congés ne peuvent être accordés que pour des raisons importantes ou lorsque l'enseignant désire suspendre son activité pour accepter une mission d'intérêt général.

<sup>5</sup> Le remplacement de l'enseignant qui a obtenu un congé est régi par l'ordonnance concernant le remplacement des enseignants<sup>14)</sup>.

## TITRE SIXIEME : Organisation de l'école

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Cercle scolaire  
(art. 107 et 108  
LS)

**Art. 214** <sup>1</sup> Lorsque l'effectif des élèves d'une commune est insuffisant pour constituer un cercle d'école enfantine ou primaire, la commune forme un syndicat ou conclut une entente avec une ou plusieurs communes voisines.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement favorise les contacts entre les communes à cet effet; il apporte un appui particulier aux communes qui sont dans la nécessité de collaborer avec d'autres.

<sup>3</sup> Lorsqu'une commune ou un groupe de communes refusent de collaborer avec une autre commune ou lui imposent des conditions excessives, le Département tranche, sous réserve de recours à la juridiction administrative.

Statuts du  
syndicat ou de  
l'entente  
intercommunale

**Art. 215** L'adoption et l'approbation des statuts du syndicat scolaire ou de l'entente intercommunale ont lieu conformément à la législation sur les communes en matière de règlements.

Exceptions  
(art. 107 et  
108 LS)

**Art. 216** Lorsque la nécessité de collaboration ne concerne que quelques élèves ou qu'il s'agit d'éviter qu'une commune ne fasse partie de plusieurs cercles pour un seul niveau scolaire, le Département peut autoriser une convention entre communes portant uniquement sur l'accueil des élèves, sans gestion commune du cercle d'accueil.

**Art. 217**<sup>[42\)](#)</sup>

Dimension des  
cercles scolaires  
a) Ecole primaire

**Art. 218**<sup>[41\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le cercle scolaire d'école primaire comporte quatre classes, soit une classe par cycle.

<sup>2</sup> Dans des cas particuliers, le Département peut autoriser des dérogations.

b) Ecole  
secondaire

**Art. 219** Le cercle d'école secondaire comporte au minimum deux classes par degré.

Création et  
gestion de  
classes de  
transition et de  
soutien  
(art. 30, 33, 49,  
87, al. 2, et  
108 LS)

**Art. 220** <sup>1</sup> A la demande des cercles scolaires, le Département ouvre des classes de transition et de soutien de manière à répondre aux besoins. Il veille à une équitable répartition de ces classes sur le territoire cantonal.

<sup>2</sup> Le Département nomme les enseignants après avoir entendu la commission du cercle scolaire du siège de la classe.

<sup>3</sup> La gestion de la classe relève des autorités du cercle de son siège.

<sup>4</sup> Les dépenses de la commune siège relatives à ces classes, au sens de l'article 152, chiffres 1 et 2, de la loi scolaire, sont réparties entre les communes de résidence des élèves. En cas de litige, le Département tranche.

Création et  
gestion de  
classes  
d'orientation  
(art. 26 et 108,  
al. 3, LS)

**Art. 221** <sup>1</sup> Sur demande des autorités des cercles d'écoles secondaires, le Département autorise, en fonction des besoins, l'ouverture de classes d'orientation (dixième année).

<sup>2</sup> La classe d'orientation fait partie intégrante de l'école secondaire concernée.

<sup>3</sup> Si une classe d'orientation accueille des élèves d'autres cercles, ces derniers sont redevables d'une part proportionnelle des dépenses d'exploitation au sens de l'article 152, chiffre 2, de la loi scolaire au cercle d'accueil.

Locaux scolaires  
(art. 109 LS)  
a) Usage des  
locaux scolaires

**Art. 222** <sup>1</sup> Sous réserve de dispositions contraires dans la réglementation communale, la commission d'école décide de l'utilisation des locaux de l'école à des fins non scolaires. Elle précise les restrictions à l'utilisation de ces locaux dans l'intérêt de l'école.

<sup>2</sup> L'autorité communale compétente ne peut autoriser l'occupation de locaux scolaires par la troupe qu'avec l'accord de la commission d'école. Si l'armée occupe des locaux scolaires ou des locaux situés à leurs abords, le conseil communal rend attentive l'autorité militaire concernée à l'interdiction de la garde armée (art. 43, al. 3, LS).

<sup>3</sup> Sauf cas particuliers, les autorités compétentes mettent gratuitement à disposition, en dehors des heures d'utilisation, les locaux scolaires subventionnés notamment pour les besoins suivants : réunions convoquées par le Département, cours de perfectionnement et de formation continue organisés par l'Institut pédagogique ou sous la responsabilité de celui-ci, cours de l'Office des sports, cours de formation permanente subventionnés par l'Etat, en particulier ceux de l'Université populaire et de l'Ecole jurassienne et Conservatoire de musique.

b) Transfor-  
mation des locaux  
scolaires

**Art. 223** Le Département doit être informé préalablement à tous travaux entrepris à des bâtiments ou équipements scolaires. Son autorisation est nécessaire, même si aucune subvention cantonale n'est requise.

c) Salubrité des  
locaux scolaires

**Art. 224** La commission d'école contrôle les conditions d'hygiène des locaux scolaires. Elle peut solliciter la collaboration du médecin scolaire. Le nettoyage des locaux scolaires doit être effectué régulièrement.

Tâches du cercle  
scolaire,  
règlement  
scolaire local  
(art. 109 LS)

**Art. 225** <sup>1</sup> L'autorité compétente du cercle scolaire édicte le règlement scolaire local, sur proposition de la commission d'école.

<sup>2</sup> Le règlement scolaire local arrête les prescriptions laissées à la compétence des autorités locales.

<sup>3</sup> Le Département veille à la conformité du règlement scolaire local à la législation cantonale et, le cas échéant, donne sa ratification. Il tient à la disposition des commissions d'école un règlement-type.

## CHAPITRE II : Commission d'école

Nombre de  
membres,  
principe

**Art. 226** Dans tous les cas, la commission d'école comprend un nombre impair de membres.

**Art. 227**<sup>35)</sup>

Désignation des  
membres  
(art. 110, 111,  
112 et 114 LS)

**Art. 228** <sup>1</sup> Les membres des commissions d'école des cercles d'école primaire et enfantine sont nommés ou élus par l'autorité désignée dans le règlement communal ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire.

2 ... [35\)](#)

Constitution des commissions

**Art. 229** <sup>1</sup> Sauf dispositions contraires dans la législation communale ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire, les commissions d'école désignent elles-mêmes leurs président et vice-président.

<sup>2</sup> Le directeur du cercle scolaire assure le secrétariat général de la commission; il s'occupe en particulier de la documentation, de l'information, de l'exécution et du suivi des décisions de la commission.

<sup>3</sup> Le directeur communique la composition de la commission d'école au Service de l'enseignement. Il porte également cette composition à la connaissance des parents d'élèves.

Délégation de compétences

**Art. 230** <sup>1</sup> Lorsque la commission d'école est composée d'au moins onze membres, le règlement communal ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire peuvent prévoir la constitution de sous-commissions et la délégation à ces dernières de certaines tâches. Lorsqu'elle le juge opportun, la commission peut toutefois traiter elle-même une affaire ressortissant normalement à une sous-commission.

<sup>2</sup> Ne peuvent cependant pas être déléguées les attributions suivantes :

- a) la nomination des enseignants ainsi que les décisions relatives à toutes modifications des rapports de service du personnel de l'école;
- b) les propositions de règlement scolaire local et de modifications de ce dernier;
- c) les sanctions disciplinaires relevant de la compétence de la commission d'école.

<sup>3</sup> Un représentant des enseignants et un représentant des parents assistent aux travaux des sous-commissions.

<sup>4</sup> Certaines tâches mineures peuvent être déléguées au bureau de la commission ou au président de cette dernière.

Visites de l'école et des classes (art. 118 LS)

**Art. 231** <sup>1</sup> La commission d'école entretient un contact régulier avec les enseignants; elle visite au moins une fois par année l'ensemble des classes, par délégation d'un ou de deux de ses membres.

<sup>2</sup> Les membres de la commission peuvent solliciter de la part de l'enseignant des explications sur son travail.

<sup>3</sup> Les membres de la commission s'abstiennent d'intervenir dans le déroulement des leçons et de faire des observations à l'enseignant en présence des élèves.

Surveillance des  
enseignants  
(art. 118 LS)

**Art. 232** La commission d'école exerce la surveillance des enseignants. La surveillance de nature pédagogique, en particulier l'appréciation de l'activité pédagogique de l'enseignant, relève cependant du Service de l'enseignement par l'intermédiaire du conseiller pédagogique; la commission d'école se limite à faire part de ses observations, le cas échéant.

Conciliation  
(art. 119 LS)

**Art. 233** <sup>1</sup> Lorsque des difficultés ne justifiant pas d'emblée une dénonciation surgissent entre parents ou élèves, d'une part, et enseignants, d'autre part, ou entre enseignants, la commission d'école s'efforce de clarifier la situation et d'amener les intéressés à un règlement à l'amiable, en principe verbalement.

<sup>2</sup> A cet effet, la commission d'école peut requérir la collaboration du directeur et, au besoin, celle du conseiller pédagogique.

<sup>3</sup> Si les reproches formulés à l'encontre de l'enseignant paraissent suffisamment graves, la commission d'école dénonce l'intéressé au Service de l'enseignement; dans les autres cas, lorsque la conciliation a échoué, elle informe les parents de la possibilité d'une dénonciation.

Participation des  
enseignants  
(art. 120 LS)  
a) Régulière

**Art. 234** <sup>1</sup> Le collège des enseignants a droit à un représentant à la commission d'école lorsque le cercle scolaire compte moins de cinq classes, à deux représentants lorsqu'il en compte de cinq à dix et à trois représentants ou un représentant par bâtiment scolaire lorsque le cercle comprend plus de dix classes.

<sup>2</sup> Le collège des enseignants du cercle scolaire ou, le cas échéant, de l'établissement ou du bâtiment, désigne ses représentants à la commission d'école. Le règlement scolaire local précise la durée du mandat qui est d'une année au moins et de quatre ans au plus.

b) Occasionnelle

**Art. 235** La commission d'école entend tout enseignant personnellement concerné par un point de son ordre du jour.

Participation des  
parents  
(art. 120 LS)  
a) Nombre de  
représentants

**Art. 236** <sup>1</sup> Les parents d'élèves ont droit à un représentant à la commission d'école lorsque le cercle compte moins de cinq classes, à deux lorsqu'il comprend de cinq à dix classes et à trois au-delà.

<sup>2</sup> Les représentants sont désignés selon les règles ci-après.

b) Procédure de désignation

**Art. 237** <sup>1</sup> La commission d'école veille à la désignation régulière des représentants des parents d'élèves.

<sup>2</sup> Lorsque les parents d'élèves sont organisés en une association, reconnue par le Département et dont les statuts permettent l'adhésion des parents de tout le cercle scolaire concerné, la commission d'école peut confier à l'association en question le soin de procéder à la désignation des représentants.

<sup>3</sup> Dans les autres cas, la commission d'école organise la désignation des représentants selon l'une des modalités suivantes :

- a) désignation des représentants lors d'une réunion de l'ensemble des parents du cercle;
- b) désignation d'un représentant d'un groupe de classes lors d'une réunion des parents des élèves de ce groupe;
- c) désignation d'un délégué par classe lors d'une réunion des parents des élèves de cette classe, puis désignation des représentants au cours d'une réunion des délégués.

<sup>4</sup> Le règlement scolaire local apporte les précisions nécessaires.

Formation des membres des commissions d'école

**Art. 238** Le Département organise, selon les besoins, des séances d'information à l'intention des membres des commissions d'école.

Secret de fonction

**Art. 239** Les personnes qui participent aux séances de la commission d'école ou qui, en raison de leur fonction, ont connaissance des procès-verbaux de ses délibérations sont tenues au secret de fonction de la même manière que les fonctionnaires de l'Etat.

### CHAPITRE III : Collège des enseignants et directeur

Participation du corps enseignant (art. 101, al. 1 et 2, LS)

**Art. 240** <sup>1</sup> Les enseignants sont associés à la gestion du cercle scolaire; ils participent à l'animation et à l'administration de leur établissement.

<sup>2</sup> Le directeur consulte les enseignants sur les objets qui les concernent.

Collège des  
enseignants  
a) Principe

**Art. 241** <sup>1</sup> Les enseignants du cercle scolaire se réunissent en collège des enseignants.

<sup>2</sup> Lorsque le cercle comprend plusieurs établissements indépendants ou plusieurs bâtiments d'une certaine importance, il peut être créé un collège par établissement ou bâtiment.

<sup>3</sup> Font partie du collège tous les enseignants du cercle ou, le cas échéant, de l'établissement ou du bâtiment, nommés ou engagés par contrat de droit administratif pour une durée d'une année au moins.

b) Présidence et  
réunions

**Art. 242** <sup>1</sup> Le collège des enseignants est présidé par le directeur ou le vice-directeur de l'école.

<sup>2</sup> Il se réunit sur convocation du président ou à la demande d'au moins un cinquième de ses membres.

c) Compétences

**Art. 243** Le collège des enseignants est l'organe de participation des enseignants à la gestion de l'école. Il a les attributions suivantes :

- a) il traite des objets relatifs à des questions d'éducation, de coordination de l'enseignement, d'animation de la vie scolaire et d'activités parascolaires que lui soumet la commission d'école ou le directeur, ainsi que de ceux dont il se saisit lui-même, dans les limites de ses attributions;
- b) il est consulté sur toutes les questions importantes ayant trait à l'organisation et à la mission de l'établissement;
- c) il émet des préavis et des propositions en matière de répartition des classes, d'organisation de cours facultatifs et de devoirs surveillés.

Directeur  
a) Mise au  
concours  
(art. 121, al. 2,  
LS)

**Art. 244** <sup>1</sup> En cas de vacance, le poste de directeur est mis au concours de la même manière que les postes d'enseignants.

<sup>2</sup> Dans les cercles primaires comptant moins de dix classes, la mise au concours peut s'effectuer par affichage à l'intérieur du cercle scolaire; le Service de l'enseignement doit préalablement être informé.



b) Consultation  
des enseignants

**Art. 245** <sup>1</sup> Dans la mesure du possible, le directeur associe les enseignants à la préparation de ses décisions et à l'élaboration des propositions destinées à la commission d'école ou aux autorités cantonales.

<sup>2</sup> En matière d'admission et d'orientation des élèves et de sanctions disciplinaires, il ne s'écarter des propositions des enseignants concernés que pour des motifs justifiés.

c) Vice-directeur  
et répondant  
administratif

**Art. 246** <sup>1</sup> Lorsque l'importance du cercle scolaire le justifie, la commission d'école peut désigner un vice-directeur.

<sup>2</sup> Lorsque le cercle scolaire comprend plusieurs bâtiments scolaires, la commission d'école peut désigner au sein du corps enseignant un répondant administratif pour chaque bâtiment qui n'est pas directement sous la surveillance du directeur ou du vice-directeur.

<sup>3</sup> Le vice-directeur et le répondant administratif représentent le directeur à l'intérieur du bâtiment scolaire; ils exercent les prérogatives générales du directeur pour les affaires courantes. Ils sont subordonnés au directeur et collaborent avec ce dernier dans l'exercice des tâches qui concernent l'ensemble du cercle.

<sup>4</sup> La commission d'école apporte les précisions nécessaires dans le cahier des charges du vice-directeur et du répondant administratif.

d) Cercles  
secondaires  
avec plusieurs  
écoles

**Art. 247** Lorsqu'un cercle secondaire comporte plusieurs écoles secondaires (art. 114, al. 3, LS), un directeur est nommé par école. La commission d'école désigne toutefois le directeur responsable du cercle, dont le mandat et la durée de fonction sont réglés dans le règlement scolaire local.

e) Durée des  
fonctions

**Art. 248** <sup>1</sup> Le directeur, le vice-directeur et le répondant administratif sont nommés pour la durée de la période administrative des enseignants.

<sup>2</sup> La reconduction tacite de ces fonctions ne peut avoir lieu qu'une seule fois.

f) Tâches des directeurs (art. 122 et 123 LS)

**Art. 249** Dans leur sphère de compétences, les directeurs de cercles et, le cas échéant, les directeurs d'écoles secondaires, exercent les tâches suivantes :

a) Tâches générales :

- assurer l'application des dispositions légales et réglementaires, des décisions des autorités scolaires cantonales et du cercle scolaire ainsi que de celles du collège des enseignants;
- organiser et coordonner les activités de l'école;
- organiser les relations entre les parents et l'école;
- animer, contrôler et coordonner les activités des enseignants chargés de tâches et fonctions particulières, du personnel administratif et de conciergerie s'il y a lieu.

b) Tâches pédagogiques et éducatives :

- favoriser et animer la collaboration pédagogique entre les enseignants;
- promouvoir l'animation culturelle et sportive de l'école;
- conseiller la commission d'école sur les mesures éducatives et disciplinaires;
- contrôler l'activité pédagogique des remplaçants et des enseignants qui ne sont pas au bénéfice d'une nomination;
- préaviser les nominations d'enseignants;
- proposer à la commission d'école la répartition des classes et des enseignements entre les enseignants;
- mettre en place, gérer et contrôler les classes de devoirs surveillés, les cours d'appui et collaborer à la mise en place des mesures de soutien.

c) Tâches administratives et planificatrices :

- assurer le secrétariat général de l'école et de la commission d'école;
- collaborer à l'établissement du budget et à la tenue des comptes;
- collaborer à l'organisation et à la gestion des transports scolaires;
- planifier les besoins en locaux et équipements.

Rétribution et allègement d'horaire (art. 123 LS)

**Art. 250** La rétribution et la diminution du temps d'enseignement dont bénéficie le directeur sont réglées dans l'ordonnance sur l'indemnisation et la diminution du temps d'enseignement des directeurs, médiateurs et titulaires d'autres fonctions dans les écoles enfantines, primaires et secondaires<sup>18)</sup>.

## CHAPITRE IV : Médiateur et autres fonctions

Médiateur (art. 124 LS)

**Art. 251** <sup>1</sup> Le médiateur écoute et conseille les élèves en difficulté qui s'adressent à lui; à cet effet, il se tient à la disposition des élèves à des moments convenus; en cas de besoin, il les dirige vers les instances susceptibles de contribuer à la résolution de ces difficultés.

<sup>2</sup> Le médiateur est tenu à la confidentialité des informations individuelles concernant les élèves et leur milieu familial.

<sup>3</sup> Le Département peut préciser les tâches du médiateur; il définit les modalités de la collaboration avec les autorités scolaires (commission, directeur, Service de l'enseignement), les services de la médecine et de la psychologie scolaires ainsi qu'avec les services sociaux.

<sup>4</sup> Seuls peuvent être désignés en qualité de médiateur des enseignants qui ont reçu un complément de formation définie par le Département ou qui s'engagent à l'acquiescer dès leur désignation.

<sup>5</sup> En règle générale, seules les écoles secondaires peuvent avoir un médiateur.

Autres fonctions  
(art. 125 LS)

**Art. 252** <sup>1</sup> Dans les cercles scolaires comportant au moins six classes, des tâches administratives particulières peuvent être confiées à certains enseignants.

<sup>2</sup> Les fonctions suivantes peuvent notamment faire l'objet d'un mandat particulier dans les écoles primaires et secondaires :

- a) responsable d'un module à l'école secondaire (art. 39, al. 2);
- b) responsable du matériel scolaire;
- c) responsable des installations sportives scolaires;
- d) responsable de la bibliothèque;
- e) responsable d'un laboratoire de langue;
- f) responsable d'un atelier informatique;
- g) responsable de collections ou d'équipements spéciaux;
- h) responsable de l'aménagement des horaires à l'école secondaire.

<sup>3</sup> Dans les écoles secondaires, des enseignants peuvent être chargés de la coordination et de l'animation de l'enseignement des trois disciplines de base. Dans les grands établissements, cette fonction peut être étendue à d'autres disciplines ou groupes de disciplines.

<sup>4</sup> Le Département définit le cahier des charges de ces fonctions dans une directive.

Dispositions  
communes  
a) Désignation

**Art. 253** <sup>1</sup> La commission du cercle scolaire nomme, pour la durée d'une période de fonction du corps enseignant, sur préavis du directeur, le médiateur et les titulaires de mandats particuliers.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement ratifie la nomination et veille à ce que la fonction soit effectivement exercée conformément au cahier des charges.

b) Subordination **Art. 254** Le médiateur et les enseignants chargés de tâches particulières sont subordonnés au directeur.

c) Rétribution et allègement d'horaire **Art. 255** La rétribution et, le cas échéant, la diminution du temps d'enseignement dont bénéficient le médiateur et les titulaires de fonctions particulières sont réglées dans l'ordonnance sur l'indemnisation et la diminution du temps d'enseignement des directeurs, médiateurs et titulaires d'autres fonctions dans les écoles enfantines, primaires et secondaires<sup>18)</sup>.

## **CHAPITRE V : Formation et perfectionnement des directeurs et titulaires de fonctions**

Formation et perfectionnement professionnel **Art. 256** Le Département pourvoit à la formation et au perfectionnement des directeurs, vice-directeurs, répondants administratifs et titulaires de fonctions dans les écoles enfantines, primaires et secondaires. Il peut rendre obligatoires certaines activités de formation.

## **TITRE SEPTIEME : Services auxiliaires**

### **CHAPITRE PREMIER : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire**

**Art. 257** Les activités et le fonctionnement du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire font l'objet d'une ordonnance particulière.

### **CHAPITRE II : Service de santé scolaire et service dentaire scolaire<sup>19)</sup>**

Renvoi **Art. 258<sup>19)</sup>** <sup>1</sup> Le service dentaire scolaire et le service de santé scolaire sont organisés conformément au décret concernant le service dentaire scolaire<sup>20)</sup> et à sa législation d'application et à l'ordonnance concernant le service de santé scolaire.

<sup>2</sup> Les activités habituelles du service de santé scolaire se déroulent pendant l'horaire scolaire.

## CHAPITRE III : Devoirs scolaires et devoirs surveillés

### SECTION 1 : Devoirs à domicile

Principes

**Art. 259** <sup>1</sup> Les devoirs à domicile sont autorisés. Ils sont préparés en classe et adaptés aux possibilités des élèves.

<sup>2</sup> Ils contribuent à développer chez l'élève le sens de l'effort et de l'organisation. Ils lui permettent de faire l'apprentissage du travail bien fait et de la responsabilité individuelle. Ils donnent progressivement à l'élève les moyens de prendre en charge sa propre formation.

<sup>3</sup> Il n'est pas autorisé de donner aux élèves des devoirs le matin pour l'après-midi, ainsi que pour le lundi, le lendemain d'un jour férié et durant les vacances.

<sup>4</sup> Le Département peut réglementer la durée et la nature des devoirs à domicile ainsi que leur coordination.

### SECTION 2 : Devoirs surveillés

Principe

**Art. 260**<sup>4)</sup> <sup>1</sup> Le service de devoirs surveillés est organisé sur la base de groupes d'élèves constitués pour une année.

<sup>2</sup> Sauf circonstance particulière, un groupe créé pour une prestation de devoirs surveillés comprend au moins huit élèves.

<sup>3</sup> Les cercles scolaires bénéficient d'un crédit de devoirs surveillés exprimé en leçons hebdomadaires annuelles. Une leçon hebdomadaire annuelle équivaut à trente-neuf leçons effectives.

<sup>4</sup> Les écoles ont la faculté d'utiliser les leçons qui leur sont allouées de la manière qui leur paraît la plus judicieuse, en regroupant notamment des élèves de classes et de degrés différents.

<sup>5</sup> Le Département octroie les crédits annuels de devoirs surveillés en fonction du nombre de classes du cercle scolaire; il fixe les modalités de rémunération des prestations.

<sup>6</sup> L'organisation des devoirs surveillés est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

Gratuité  
(art. 138, al. 4,  
LS)

**Art. 261** La fréquentation des devoirs surveillés est gratuite.

Organisation  
(art. 139 LS)

**Art. 262** <sup>1</sup> Un élève peut suivre au maximum trois prestations de devoirs surveillés par semaine.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>31)</sup>

<sup>3</sup> Le directeur de l'école est responsable de l'organisation et de la surveillance générale des devoirs surveillés.

Surveillance et  
animation  
(art. 138 et  
139 LS)

**Art. 263** <sup>1</sup> La classe de devoirs surveillés est animée par un enseignant dont la tâche consiste à s'assurer que les élèves effectuent leurs devoirs correctement et dans des conditions propices au travail scolaire; l'enseignant fournit aux élèves un appui ponctuel.

<sup>2</sup> En l'absence d'une personne qualifiée pour assurer la surveillance et l'animation des classes de devoirs surveillés, il appartient aux enseignants de l'école de l'assumer. Le directeur veille à une répartition équitable.

<sup>3</sup> ...<sup>31)</sup>

Permanences

**Art. 263a**<sup>3)</sup> <sup>1</sup> Le crédit de devoirs surveillés peut être utilisé en tout ou partie sous forme de surveillance des élèves, appelée permanence et organisée en période de quarante-cinq minutes.

<sup>2</sup> Le Département fixe les modalités d'organisation et de rémunération des permanences.

<sup>3</sup> L'organisation des permanences est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

## CHAPITRE IV : Economat scolaire

Collaboration  
entre le Service  
de l'enseigne-  
ment et  
l'Economat  
cantonal  
(art. 140 et  
141 LS)

**Art. 264** <sup>1</sup> L'Economat cantonal et le Service de l'enseignement collaborent afin d'assurer aux écoles la fourniture des moyens d'enseignement dont elles ont besoin.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement étudie et apprécie les besoins, définit le cahier des charges des moyens d'enseignement et dirige l'élaboration du manuscrit. Il s'assure, autant que faire se peut, de la collaboration intercantonale.

<sup>3</sup> L'Economat cantonal assure la réalisation technique, la vente et la diffusion dans les écoles. Il collabore avec ses homologues des cantons romands et participe aux travaux du Fonds romand des éditions scolaires.

Principes  
d'édition  
(art. 140 et  
141 LS)

**Art. 265** <sup>1</sup> Préalablement à toute réalisation cantonale, il y a lieu d'analyser les offres existantes sur le marché et d'explorer les possibilités de coopération intercantonale.

<sup>2</sup> Toute réalisation cantonale en propre implique que le moyen d'enseignement soit rendu obligatoire pour les classes. En principe, il en va de même de tout engagement à l'égard d'une réalisation intercantonale.

Financement  
(art. 140 et  
141 LS)

**Art. 266** <sup>1</sup> Les frais de recherche et de conception générale d'un moyen d'enseignement sont imputés au budget du Service de l'enseignement.

<sup>2</sup> Les frais d'auteurs, plus généralement d'élaboration du manuscrit et d'édition, sont avancés par l'Economat cantonal qui les répercute sur le prix de vente aux communes. Les règles d'édition définies sur le plan intercantonal romand sont réservées.

Gestion des  
stocks  
(art. 141 LS)

**Art. 267** <sup>1</sup> L'Economat cantonal gère les réserves de moyens d'enseignement; il en assure le renouvellement selon les besoins des écoles.

<sup>2</sup> Il transmet annuellement un état des réserves au Service de l'enseignement. Celui-ci veille, autant que possible, à l'épuisement des réserves avant toute décision d'introduction d'un nouveau moyen d'enseignement dans les classes.

Formules  
administratives  
et publications  
du Département  
(art. 141 LS)

**Art. 268** L'Economat cantonal réalise et distribue les documents et formules officiels élaborés par le Département ou le Service de l'enseignement et nécessaires à la gestion des affaires scolaires.

## TITRE HUITIEME : Voies de droit

Dénonciations  
(art. 156 LS)  
a) Définition et  
forme

**Art. 269** <sup>1</sup> La dénonciation est la voie par laquelle une personne porte à la connaissance du Service de l'enseignement une situation ou un comportement irréguliers.

<sup>2</sup> Elle est formulée par écrit, datée et signée et contient un exposé concis des faits.

b) Plaignant

**Art. 270** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement examine si le dénonciateur est lésé dans ses intérêts dignes de protection par les faits dénoncés et l'invite, le cas échéant, à se déterminer s'il entend participer à la procédure en qualité de plaignant.

<sup>2</sup> Lorsque le Service de l'enseignement estime que le dénonciateur qui requiert la qualité de plaignant ne dispose pas de cette qualité ou que la dénonciation est irrecevable, il transmet le dossier au Département pour décision; cette décision est sujette à opposition et à recours auprès du Gouvernement.

c) Procédure

**Art. 271** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement établit d'office les faits et entend les personnes visées par la dénonciation. Au besoin, il peut entendre les élèves concernés.

<sup>2</sup> Le Département statue par écrit sur la dénonciation; la décision est brièvement motivée.

<sup>3</sup> La décision du Département est sujette à opposition puis à recours auprès du Gouvernement.

<sup>4</sup> Le Département informe le dénonciateur de la manière dont l'affaire a été traitée.

## TITRE NEUVIEME : Dispositions transitoires et finales

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'exécution

Exécution

**Art. 272** Le Département de l'Education est chargé de l'exécution de la présente ordonnance; il peut édicter des directives ou des instructions particulières.



## CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur

### SECTION 1 : Modification du droit en vigueur

Modification de  
l'ordonnance  
concernant le  
séjour et  
l'établissement  
des étrangers

**Art. 273** L'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le séjour et l'établissement des étrangers<sup>21)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 10, alinéa 1  
Abrogé

Modification de  
l'ordonnance  
portant exécution  
de la loi sur la  
formation du  
corps enseignant

**Art. 274** L'ordonnance du 10 juillet 1984<sup>22)</sup> portant exécution de la loi sur la formation du corps enseignant est modifiée comme il suit :

Article premier, alinéa 2, lettre f  
...<sup>23)</sup>

Livre troisième, Première partie, Titre quatrième, Chapitre IV bis

CHAPITRE IV BIS : Enseignement de l'éducation sexuelle

Article 74a à 74c  
...<sup>23)</sup>

Modification de  
l'ordonnance  
fixant le nombre  
des leçons  
obligatoires des  
enseignants

**Art. 275** L'ordonnance du 6 décembre 1978 fixant le nombre des leçons obligatoires des enseignants<sup>24)</sup> est modifiée comme il suit :

Article premier  
...<sup>23)</sup>

Article 6, alinéa 3  
Abrogé.

CHAPITRE II/Section 1

SECTION 1 : Les enseignants de l'Institut pédagogique

Article 8a  
...<sup>23)</sup>

## SECTION 1 bis (anciennement section 1)

## SECTION 1 bis : Les enseignants des écoles moyennes

Articles 9 et 9a

...<sup>[23\)](#)</sup>

## SECTION 2 : Les enseignants des écoles secondaires

Article 11

...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 13

Abrogé

## SECTION 3 : Les enseignants des écoles primaires

Article 14

...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 15

Abrogé

## SECTION 4 : Les maîtresses d'école enfantine

Article 16

...<sup>[23\)](#)</sup>

## SECTION 5 : Les enseignants de classes de transition et de soutien et les enseignants chargés de cours d'appui ou de soutien pédagogique ambulatoire

Article 17

...<sup>[23\)](#)</sup>

## CHAPITRE III (art. 18 et 19)

Abrogé(s)

Modification de l'ordonnance concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-réélection consécutifs à une décision de fermeture de classe

**Art. 276** L'ordonnance du 13 mai 1986 concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-réélection consécutifs à une décision de fermeture de classe<sup>[17\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

## TITRE

Ordonnance concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-reconduction consécutifs à une décision de fermeture de classe

## PREAMBULE

... [23\)](#)

Articles 1<sup>er</sup> et 2

... [23\)](#)

Modification de  
l'ordonnance  
concernant le  
remplacement  
des enseignants

**Art. 277** L'ordonnance du 25 novembre 1986 concernant le remplacement des enseignants<sup>[14\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 7

... [23\)](#)

Article 9, alinéa 2

... [23\)](#)

Articles 17 et 18

... [23\)](#)

Article 40, alinéa 3

... [23\)](#)

Article 43

... [23\)](#)

Article 44, alinéa 2

... [23\)](#)

Article 45, alinéa 4

... [23\)](#)

Modification du  
règlement des  
écoles  
moyennes

**Art. 278** Le règlement des écoles moyennes du 6 décembre 1978<sup>[25\)](#)</sup> est modifié comme il suit :

Articles 1<sup>er</sup> et 2

... [26\)](#)

TITRE TROISIEME : Ecole supérieure de commerce et Ecole de culture générale

Article 15

... [26\)](#)

TITRE QUATRIEME (art. 16 à 40)  
Abrogé(s)

Article 41

... [26\)](#)

Article 42, alinéa 2

... [26\)](#)

Article 43

... [26\)](#)

Article 44

Abrogé

Article 46

... [26\)](#)

Articles 48 et 49

... [26\)](#)

Article 50

Abrogé

Articles 51, 52 et 53

... [26\)](#)

Article 54, alinéa 2

... [26\)](#)

Articles 55 et 56

Abrogés

Modification de  
l'ordonnance sur  
le sport scolaire  
facultatif

**Art. 279** L'ordonnance du 27 février 1990 sur le sport scolaire facultatif [27\)](#) est modifiée comme il suit :

Articles 6 et 7

... [23\)](#)

Article 8

Abrogé

Article 9

... [23\)](#)

Article 10, alinéa 1

... [23\)](#)

Article 11

... [23\)](#)

Article 14, alinéa 2

... [23\)](#)

Article 20

... [23\)](#)

Articles 21 et 22

Abrogés

Article 24, alinéa 2

... [23\)](#)

Modification de  
l'ordonnance sur  
les bourses et  
prêts d'études

**Art. 280** L'ordonnance du 3 juillet 1990 sur les bourses et prêts d'études<sup>[28\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 8

... [23\)](#)

Article 9

Abrogé

## SECTION 2 : Abrogation du droit en vigueur

Clause  
abrogatoire

**Art. 281** <sup>1</sup> Toutes les dispositions réglementaires contraires aux normes de la présente ordonnance sont abrogées.

<sup>2</sup> Sont notamment abrogés :

1. l'ordonnance du 5 mars 1991 concernant l'éducation sexuelle dans les écoles publiques;
2. l'ordonnance du 17 juillet 1979 fixant les indemnités de déplacement pour les enseignants à programmes partiels dans différentes écoles;
3. le règlement du 6 décembre 1978 concernant l'inspection scolaire;
4. le règlement du 6 décembre 1978 concernant la surveillance de l'enseignement ménager et des ouvrages;
5. le règlement du 6 décembre 1978 concernant l'école maternelle;
6. l'ordonnance du 6 mai 1986 concernant l'enseignement partagé à l'école primaire et à l'école maternelle;
7. l'ordonnance du 26 juin 1984 concernant les effectifs des classes, l'ouverture et la fermeture des classes de la scolarité obligatoire;
8. l'ordonnance du 15 juillet 1980 concernant les livrets scolaires et les promotions dans les écoles primaires;

9. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la participation d'écoliers à des manifestations;
10. le règlement du 6 décembre 1978 concernant les attributions des commissions d'écoles primaires (règlement des écoles primaires);
11. le règlement du 6 décembre 1978 concernant les écoles d'ouvrages;
12. l'ordonnance du 19 juin 1990 concernant les classes spéciales, l'appui et le soutien pédagogiques (mesures de pédagogie compensatoire);
13. l'ordonnance du 18 janvier 1983 concernant le transport d'élèves;
14. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'inspection de l'éducation physique;
15. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la contribution cantonale pour enfants handicapés.

### CHAPITRE III : Dispositions transitoires

Directives et  
mises au  
concours

**Art. 282** <sup>1</sup> Les directives établies par le Département pour l'année scolaire 1993/1994 demeurent valables nonobstant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Durant la période transitoire (art. 170, al. 2, LS), les mises au concours des postes d'enseignants peuvent avoir lieu chaque semaine, selon les besoins, en dérogation à l'article 180.

Rapport sur la  
réalisation de la  
réforme scolaire

**Art. 283** <sup>1</sup> Au terme de la période transitoire définie par l'article 170, alinéa 2, de la loi scolaire, le Département établit un rapport à l'intention du Gouvernement sur la réalisation de la réforme scolaire.

<sup>2</sup> Le Gouvernement rend publics les principaux résultats de cette analyse.

Transports  
scolaires  
reconnus  
antérieurement

**Art. 284** Les transports scolaires reconnus à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance conformément au droit antérieur et qui ne répondent plus aux critères des articles 15 à 17 de la présente ordonnance restent admis à la répartition des charges scolaires jusqu'au 31 juillet 1995.

Enseignement  
des activités  
créatrices sur  
textiles

**Art. 285** En vue de garantir le maintien de l'emploi aux enseignantes ACT nommées définitivement au 1<sup>er</sup> août 1991, cela conformément à l'article 170 de la loi scolaire, le Service de l'enseignement peut exceptionnellement, après que toutes autres possibilités ont été épuisées, en particulier le remplacement dans l'enseignement des ACM à l'école primaire selon l'article 175, alinéa 3, de la loi scolaire, autoriser des dérogations relatives aux effectifs des élèves pour l'enseignement en sections de classe (art. 106, al. 3, de la présente ordonnance); de telles dérogations ne sont autorisées que jusqu'au 31 juillet 1995.

#### **CHAPITRE IV : Entrée en vigueur**

Entrée en  
vigueur

**Art. 286** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1993.

Delémont, le 29 juin 1993

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

#### **Disposition transitoire de la modification du 7 mars 2006**

L'organisation de l'enseignement par modules selon l'article 98 déploie ses effets au septième degré de l'école secondaire dès l'année scolaire 2006-2007, aux septième et huitième degrés dès l'année scolaire 2007-2008 et pour l'ensemble du cycle secondaire dès l'année scolaire 2008-2009.

- 1) RSJU 410.11
- 2) RSJU 412.11
- 3) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1999
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1999
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 avril 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 1994
- 6) RSJU 410.251
- 7) RSJU 410.252.23
- 8) RSJU 852.92
- 9) RS 831.232.41
- 10) Voir actuellement la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (RSJU 611)
- 11) RSJU 441.221
- 12) RS 832.20
- 13) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999
- 14) RSJU 410.252.5
- 15) RSJU 173.461
- 16) RSJU 172.441
- 17) RSJU 410.252.26
- 18) RSJU 410.252.24
- 19) Nouvelle teneur selon l'article 34 de l'ordonnance du 5 décembre 2000 concernant le service de santé scolaire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (RSJU 410.71)
- 20) RSJU 410.72
- 21) RSJU 142.21
- 22) RSJU 410.210.11
- 23) Texte inséré dans ladite ordonnance
- 24) RSJU 410.252.1
- 25) RSJU 412.111
- 26) Texte inséré dans ledit règlement
- 27) RSJU 415.41
- 28) RSJU 416.311
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999
- 30) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999
- 31) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1999
- 32) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 7 juin 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2005
- 33) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 juin 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2005
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006
- 35) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006
- 36) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006
- 37) Nouvelle teneur selon l'article 10 de l'ordonnance du 24 octobre 2006 fixant les conditions cadres pour les transports scolaires (RSJU 410.113), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 38) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 juin 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 39) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 17 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2009
- 40) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2009
- 41) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 octobre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010



<sup>42)</sup> Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 27 octobre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010

## TABLE DES MATIERES

## Article

**TITRE PREMIER : Dispositions générales**

Champ d'application et objet (art. 1 <sup>er</sup> LS) .....	1
Intégration des handicapés (art. 4 LS).....	2
Mesures préscolaires (art. 4 LS).....	2 <sup>bis</sup>
Insertion des migrants (art. 5 LS)	
a) Principes d'insertion du nouvel arrivant.....	3
b) Maintien de la culture d'origine .....	4
c) Commission consultative .....	5
Accès à l'école (art. 6, al. 1, LS) .....	6
Mesures expérimentales d'intégration (art. 4 et 5 LS) .....	7
Passage de l'école publique à l'enseignement privé .....	8
Début de la scolarité enfantine (art. 7, al. 1, 3 et 4, LS).....	9
Début de la scolarité obligatoire (art. 7, al. 2 à 4, LS)	
a) Règle générale .....	10
b) Anticipation.....	11
c) Report.....	12
Transports scolaires gratuits (art. 8, al. 2, LS)	
1. Principe.....	13
2. Procédure de reconnaissance .....	14
3. Nécessité du transport.....	15
a) Longueur du trajet .....	15
b) Caractère dangereux du trajet.....	15
c) Autres circonstances .....	15
4. Exigences relatives au transport.....	16
5. Modalités du transport .....	17
6. Indemnités de repas .....	18
7. Administration et financement des transports (art. 118, al. 1, lettre e, et 152, ch. 3, lettre b, LS)	
a) Organe responsable .....	19
b) Financement.....	20
c) Versement et décompte.....	21
Gratuité des moyens d'enseignement (art. 8, al. 3, LS).....	22
Contributions pour certaines activités et manifestations (art. 8, al. 3, LS) .....	23
Résidence habituelle de l'élève (art. 9 LS) .....	24
Fréquentation de l'école d'un autre cercle scolaire (art. 10 LS) .....	25

**TITRE DEUXIEME : Structure de l'école****CHAPITRE PREMIER : Ecole enfantine et école primaire**

Cycles de l'école primaire (art. 15, al. 2, LS) .....	26
---	----

Enseignement obligatoire à l'école primaire .....	27
Cours facultatifs .....	28
Répartition des classes dans l'enseignement primaire (art. 15 LS) .....	29
Principe, enseignement par un seul titulaire (art. 15, al. 1, LS) .....	30
Exception, enseignement partagé (art. 15, al. 3, LS)	
a) Autorisation.....	31
b) Engagement commun des deux enseignants.....	32
c) Partage de l'enseignement .....	33
d) Difficultés dans l'enseignement partagé .....	34
e) Démission de l'un des enseignants .....	35
Sixième année, orientation, observation (art. 16 LS)	
a) Epreuves communes .....	36
b) Modalités .....	37
c) Information.....	38

## CHAPITRE II : Ecole secondaire

Classe et module, définitions (art. 20 LS) .....	39
Cours communs (art. 21 et 22, al. 3, LS) .....	11
Cours séparés (art. 22 LS)	
1. Cours à niveaux (art. 22, al. 2, LS)	
a) Nombre de niveaux .....	41
b) Désignation des niveaux .....	42
c) Répartition des élèves entre les niveaux .....	43
d) Constitution des groupes pour l'enseignement à niveaux (art. 24 LS).....	44
2. Cours à option (art. 22, al. 3, LS).....	45
3. Cours facultatifs (art. 23 LS) .....	46
4. Enseignement du grec ancien .....	47
Orientation continue	
a) Information.....	48
b) Cours d'appui .....	49

## CHAPITRE III : Prolongation de la scolarité

10 <sup>ème</sup> année dans le cadre du programme secondaire (art. 25 et 26 LS) .....	50
Classe d'orientation (art. 26, al. 2, et 27 LS).....	51

## CHAPITRE IV : Mesures de pédagogie compensatoire

### SECTION 1 : Définitions et règles générales

Classe de transition (art. 30 LS) .....	52
---	----

Enseignement d'appui (art. 31 LS) .....	53
Enseignement d'appui intégré (art. 31, al. 3, LS).....	54
Enfants malades (art. 34 LS) .....	55
Soutien pédagogique ambulatoire (art. 32 LS) .....	56
Classe de soutien (art. 33 et 36, al. 2, LS).....	57
Réintégration en classe ordinaire (art. 4 et 33 LS) .....	58
Non-cumul des mesures compensatoires .....	59

## SECTION 2 : Fonctionnement

Répartition du temps et durée des mesures compensatoires (art. 36, al. 1 et 2, LS) ...	60
Plan d'études et bulletin scolaire (art. 36, al. 1 et 2, LS).....	61

## SECTION 3 : Dépistage, examen des cas, décision

Dépistage .....	62
Troubles particuliers (art. 32, al. 3, et 36, al. 4, LS) .....	63
Examen des cas (art. 35 LS)	
a) Equipe de coordination.....	64
b) Décision.....	175

## SECTION 4 : Qualification et statut du personnel

Titre requis (art. 36, al. 1, LS) .....	66
Nomination et engagement (art. 87, al. 2, LS) .....	67
Rétribution .....	68

## CHAPITRE V : Institutions spécialisées

Définition (art. 37 LS).....	69
Institutions hors Canton (art. 37, al. 2, LS) .....	70
Placement.....	71
Qualification du personnel des institutions (art. 39, al. 2, LS) .....	72
Création de nouveaux emplois .....	73
Traitements.....	74
Budget (art. 40 LS)	
a) Elaboration .....	75
b) Approbation par le Département .....	76
c) Insuffisances budgétaires .....	77
Gestion comptable et financière .....	78
Présentation des comptes .....	79

Financement et répartition des charges (art. 40 LS).....	80
Gestion des subventions .....	81

## **TITRE TROISIEME : Fonctionnement général de l'école**

### **CHAPITRE PREMIER : Locaux et installations scolaires**

Accès aux bâtiments et locaux scolaires (art. 43 LS) .....	82
--	----

### **CHAPITRE II : Temps scolaire et congés spéciaux**

Année scolaire, semestres (art. 46 LS).....	83
Congés officiels .....	84
Semaine scolaire (art. 48 LS) .....	85
Nombre de leçons (art. 48 LS)	
a) Ecole enfantine.....	86
b) Ecole primaire.....	87
c) Ecole secondaire .....	88
Durée des leçons (art. 48 LS) .....	89
Autre découpage du temps d'enseignement (art. 48 LS).....	90
Autres formes d'enseignement .....	91
Congé spécial à une école ou une classe (art. 48 LS).....	92
Congé spécial à un élève (art. 48 LS).....	93

### **CHAPITRE III : Effectif, ouverture, fermeture et composition des classes**

#### **SECTION 1 : Principes et normes relatifs au nombre de classes et de modules du cercle scolaire**

Principes (art. 49 LS) .....	94
Nombre de classes du cercle scolaire	
a) Généralités .....	95
(article 96 abrogé)	
b) Ecole enfantine et primaire .....	97
c) Ecole secondaire .....	98
d) Classe de transition et de soutien.....	99

#### **SECTION 2 : Ouverture et fermeture de classes**

Procédure (art. 49 LS) .....	100
Ouverture de classes (art. 49 LS) .....	101

Fermeture de classes (art. 49 LS) .....	102
Ouverture et fermeture de classe ordonnées par le Département (art. 49, al. 2, LS) .....	103

### **SECTION 3 : Formation et composition des classes**

Formation des unités et organisation de l'enseignement.....	104
Principe .....	105
Enseignement par sections de classe	
a) En général .....	106
b) A l'école enfantine .....	107
c) A l'école primaire .....	108
Enseignement à niveaux .....	109
Cas particuliers .....	110

### **CHAPITRE IV : Plan d'études**

Publication (art. 50 LS) .....	111
(article 112 abrogé)	
Athlète ou artiste de haut niveau (art. 56, al.3, LS)	
a) Principe .....	113
b) Requête.....	114
c) Aménagement d'horaire et congé.....	115
d) Renvoi .....	116
Sport scolaire facultatif (art. 57, al. 2, LS)	
a) But.....	117
b) Autorités compétentes.....	118
c) Forme .....	119
d) Contenu des activités .....	120
e) Financement et gestion .....	121
Education sexuelle (art. 59 LS)	
a) Programme.....	122
b) Renonciation .....	123
c) animateurs .....	124
Education aux médias .....	125
Préparation au choix d'une profession (art. 61 et 62 LS).....	126

### **CHAPITRE V : Activités culturelles et sociales de l'école**

Activités culturelles (art. 63 LS) .....	127
Bibliothèques scolaires et de la jeunesse (art. 64 LS) .....	128
Activités sociales (art. 65 LS) .....	129

**CHAPITRE VI : Participation à la formation et au perfectionnement des enseignants**

Liste des maîtres de stage (art. 66 LS) .....	130
---	-----

**TITRE QUATRIEME : Parents et élèves****CHAPITRE PREMIER : Parents**

Droits individuels, information (art. 69 LS) .....	131
Devoirs en cas d'absence (art. 72 LS) .....	132
Absences justifiées .....	133
Violation des obligations scolaires (art. 73 LS) .....	134

**CHAPITRE II : Elèves****SECTION 1 : Généralités**

Liberté d'information, d'expression et d'association (art. 74, al. 3, LS) .....	135
Droit d'être entendu (art. 74, al. 4, LS) .....	136
Participation des élèves (art. 74, al. 3, LS) .....	137
Egalité entre garçons et filles (art. 75, al. 2, LS) .....	138
Aide aux élèves en difficulté (art. 75, al. 3, LS) .....	139
Etat des locaux scolaires (art. 77, al. 3, LS) .....	140
Occupations extrascolaires excessives .....	141
Assurance des élèves (art. 78 LS)	
a) Principe .....	142
b) Activités couvertes .....	143
c) Prestations .....	144

**SECTION 2 : Admission et inscription des élèves**

Admission et inscription des élèves	
a) Ecole enfantine .....	145
b) Ecole primaire .....	146
c) Ecole secondaire .....	147
Changement de domicile ou de résidence .....	148
Arrivée en cours de scolarité d'enfants de l'extérieur .....	149

## SECTION 3 : Carrière scolaire des élèves

### Sous-section 1 : Généralités

Evaluation du travail scolaire (art. 80 LS) .....	150
Bulletin scolaire officiel (art. 80 LS) .....	151
Information des parents, carnet hebdomadaire (art. 80 LS) .....	152
Formes officielles de l'évaluation du travail (art. 80 LS).....	153

### Sous-section 2 : Promotion et redoublement

Définitions (art. 81 LS) .....	154
I. A l'école primaire (art. 81 LS)	
1. A l'intérieur des cycles .....	155
2. Admission au deuxième cycle .....	156
3. Admission au troisième cycle .....	157
4. Redoublement .....	158
5. Promotion anticipée, possibilité de sauter une classe (art. 75, al. 1, LS).....	159
II. Passage de l'école primaire à l'école secondaire	
1. Admission à l'école secondaire.....	160
2. Accès aux cours à niveaux .....	161
3. Accès aux options .....	162
III. Promotion et orientation à l'école secondaire	
1. Principe.....	163
2. Note de promotion .....	164
3. Maintien du profil scolaire .....	165
4. Changement de niveaux	
a) Principes et conditions.....	166
b) Périodicité.....	167
5. Orientation dans le cadre des options	
a) Maintien de l'option lors d'un changement de degré .....	168
b) Changement d'option volontaire .....	169
6. Cours d'appui.....	170
7. Redoublement .....	171

## SECTION 4 : Sanctions disciplinaires

Mesures éducatives préalables .....	172
Sanctions disciplinaires (art. 83 LS) .....	173
Détermination de la sanction (art. 82 LS) .....	174
Autorités disciplinaires (art. 83 LS)	
a) Enseignant et commission d'école .....	175
b) Département.....	176



c) Compétence d'ordonner des mesures moins graves et menace .....	177
Procédure (art. 83 LS) .....	178

## **TITRE CINQUIEME : Enseignants**

### **CHAPITRE PREMIER : Eligibilité et nomination**

Mise au concours et éligibilité (art. 84 et 85 LS) .....	179
Parution .....	180
Postulations .....	181
Dispense de mise au concours (art. 85, al. 2, LS) .....	182
Nomination par la commission d'école (art. 87 LS) .....	183
Nomination par le Département (art. 87, al. 2, LS) .....	184
Engagement provisoire (art. 88 LS) .....	185
Nomination définitive .....	186
Renouvellement des rapports de service (art. 89 LS) .....	187
Maître auxiliaire	
a) Définition .....	188
b) Engagement .....	189
c) Autorités compétentes .....	190
Centrale des remplacements .....	191
Empêchement d'un enseignant .....	192
Remplaçant .....	193

### **CHAPITRE II : Situation de l'enseignant**

Dérogation à l'obligation de domicile (art. 90, al. 2, LS) .....	194
Transfert et déplacement de l'enseignant (art. 91 LS) .....	195
Indemnité de déplacement (art. 91, al. 2, LS)	
a) En général .....	196
b) Titulaire de poste partiel .....	197
c) Limitation et versement de l'indemnité .....	198
Retour à l'enseignement (art. 92 LS) .....	199

### **CHAPITRE III : Devoirs de l'enseignant**

Tâches administratives .....	200
Devoir de suppléance .....	201
Excursions et manifestations scolaires ou parascolaires .....	202
Attitude à l'égard de l'élève .....	203
Formation permanente (art. 93, al. 4, LS) .....	204

Devoirs particuliers du maître de classe ou de module .....	205
Activité accessoire (art. 94 LS) .....	206

## **CHAPITRE IV : Droits des enseignants**

Appui aux jeunes enseignants (art. 99 LS) .....	207
Associations professionnelles (art. 100 LS) .....	208
Consultation des enseignants (art. 101 LS) .....	209

## **CHAPITRE V : Résiliation des rapports de service**

Démission (art. 102 LS) .....	210
Indemnité en cas de suppression du poste (art. 103 LS) .....	211
Licenciement pour des motifs justifiés (art. 104 LS) .....	212

## **CHAPITRE VI : Congés**

Congé .....	213
-------------	-----

## **TITRE SIXIEME : Organisation de l'école**

### **CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

Cercle scolaire (art. 107 et 108 LS) .....	214
Statuts du syndicat ou de l'entente intercommunale .....	215
Exceptions (art. 107 et 108 LS) .....	216
(article 217 abrogé)	
Dimension des cercles scolaires	
a) Ecole primaire .....	218
b) Ecole secondaire .....	219
Création et gestion de classes de transition et de soutien (art. 30, 33, 49, 87, al. 2, et 108 LS) .....	220
Création et gestion de classes d'orientation (art. 26 et 108, al. 3, LS) .....	221
Locaux scolaires (art. 109 LS)	
a) Usage des locaux scolaires .....	222
b) Transformation des locaux scolaires .....	223
c) Salubrité des locaux scolaires .....	224
Tâches du cercle scolaire, règlement scolaire local (art. 109 LS) .....	225

**CHAPITRE II : Commission d'école**

Nombre de membres, principe.....	226
Membres nommés par le Gouvernement (art. 114, al. 2, LS).....	227
Désignation des membres (art. 110, 111, 112 et 114 LS) .....	228
Constitution des commissions .....	229
Délégation de compétences .....	230
Visites de l'école et des classes (art. 118 LS).....	231
Surveillance des enseignants (art. 118 LS) .....	232
Conciliation (art. 119 LS) .....	233
Participation des enseignants (art. 120 LS)	
a) Régulière .....	234
b) Occasionnelle .....	235
Participation des parents (art. 120 LS)	
a) Nombre de représentants .....	236
b) Procédure de désignation.....	237
Formation des membres des commissions d'école .....	238
Secret de fonction.....	239

**CHAPITRE III : Collège des enseignants et directeur**

Participation du corps enseignant (art. 101, al. 1 et 2, LS) .....	240
Collège des enseignants	
a) Principe .....	241
b) Présidence et réunions.....	242
c) Compétences.....	243
Directeur	
a) Mise au concours (art. 121, al. 2, LS).....	244
b) Consultation des enseignants.....	245
c) Vice-directeur et répondant administratif .....	246
d) Cercles secondaires avec plusieurs écoles .....	247
e) Durée des fonctions.....	248
f) Tâches des directeurs (art. 122 et 123 LS).....	249
Rétribution et allègement d'horaire (art. 123 LS) .....	250

**CHAPITRE IV : Médiateur et autres fonctions      62**

Médiateur (art. 124 LS).....	251
Autres fonctions (art. 125 LS) .....	252
Dispositions communes	
a) Désignation.....	253
b) Subordination .....	254
c) Rétribution et allègement d'horaire .....	255

## **CHAPITRE V : Formation et perfectionnement des directeurs et titulaires de fonctions**

Formation et perfectionnement professionnel.....	256
--	-----

## **TITRE SEPTIEME : Services auxiliaires**

### **CHAPITRE PREMIER : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire**

Renvoi .....	257
--------------	-----

### **CHAPITRE II : Service de santé scolaire et service dentaire scolaire**

Renvoi .....	258
--------------	-----

### **CHAPITRE III : Devoirs scolaires et devoirs surveillés**

#### **SECTION 1 : Devoirs à domicile**

Principes.....	259
----------------	-----

#### **SECTION 2 : Devoirs surveillés**

Principe .....	260
Gratuité (art. 138, al. 4, LS) .....	261
Organisation (art. 139 LS) .....	262
Surveillance et animation (art. 138 et 139 LS).....	263
Permanences .....	263a

### **CHAPITRE IV : Economat scolaire**

Collaboration entre le Service de l'enseignement et l'Economat cantonal (art. 140 et 141 LS).....	267
Principes d'édition (art. 140 et 141 LS).....	265
Financement (art. 140 et 141 LS) .....	266
Gestion des stocks (art. 141 LS) .....	267
Formules administratives et publications du Département (art. 141 LS) .....	268

**TITRE HUITIEME : Voies de droit**

Dénonciations (art. 156 LS)

a) Définition et forme .....	269
b) Plaignant .....	270
c) Procédure .....	271

**TITRE NEUVIEME : Dispositions transitoires et finales****CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'exécution**

Exécution .....	272
-----------------	-----

**CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur****SECTION 1 : Modification du droit en vigueur**

Modification de l'ordonnance concernant le séjour et l'établissement des étrangers.	273
Modification de l'ordonnance portant exécution de la loi sur la formation du corps enseignant .....	274
Modification de l'ordonnance fixant le nombre des leçons obligatoires des enseignants .....	275
Modification de l'ordonnance concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-réélection consécutifs à une décision de fermeture de classe	276
Modification de l'ordonnance concernant le remplacement des enseignants .....	277
Modification du règlement des écoles moyennes .....	278
Modification de l'ordonnance sur le sport scolaire facultatif .....	279
Modification de l'ordonnance sur les bourses et prêts d'études.....	280

**SECTION 2 : Abrogation du droit en vigueur**

Clause abrogatoire .....	281
--------------------------	-----

**CHAPITRE III : Dispositions transitoires**

Directives et mises au concours .....	282
Rapport sur la réalisation de la réforme scolaire.....	283
Transports scolaires reconnus antérieurement.....	284
Enseignement des activités créatrices sur textiles.....	285

**CHAPITRE IV : Entrée en vigueur**

Entrée en vigueur .....	286
-------------------------	-----

## Index

	<u>Articles</u>	
	Loi	Ordonnance
<b>A</b>		
Absences (élèves)	72,73	132-134
Activités culturelles	63	127
Activités sociales	65	129
Autorités scolaires cantonales		
- Conseil scolaire	143	
- Conseillers pédagogiques	147-150	
- Département	144,145	
- Gouvernement	142	
- Service de l'enseignement	146	
<b>B</b>		
Bibliothèques scolaires et de la jeunesse	64	128
<b>C</b>		
Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire		
- Accès aux prestations	128	
- Mission générale	127	
- Renvoi		257
Cercles scolaires		
- Définition, exceptions	107	216
- Délimitation	108	214
- Dimensions		217-219
- Secondaires avec plusieurs écoles	114	247
- Tâches	109	225
Collège des enseignants		
- Compétences		243
- Participation du corps enseignant	101	240
Commissions d'école		
- Autorité de surveillance	116	
- Conciliation	119	233
- Constitution		229
- Délégation de compétences		230
- Désignation des membres	110,111, 112,114	228
- Fonction consultative	117	

	<u>Articles</u>	
	Loi	Ordonnance
- Fonction exécutive	118	
- Formation des membres		238
- Membres nommés par le Gouvernement	114	227
- Nombre de membres, principe		226
- Participation des parents	120	236,237
- Participation occasionnelle des enseignants		235
- Participation régulière des enseignants	120	234
- Secret de fonction		239
- Surveillance des enseignants	118	232
- Visites de l'école et des classes	118	231
Congés		
- Congé spécial à une école ou une classe	48	92
- Congé spécial à un élève	48	93
- Congés spéciaux /Athlète ou artiste de haut niveau	56	113-115
- Congés officiels		84
Continuité pédagogique	41	
<b>D</b>		
Dénonciations	156	269-271
Devoirs à domicile		259
Devoirs surveillés	138,139	260-263a
Directeurs		
- Consultation des enseignants		245
- Durée des fonctions		248
- Mise au concours	121	244
- Rétribution et allègement d'horaire	123	250
- Statut	121	
- Tâches	122	249
- Vice-directeur et répondant administratif		246
Dixième année		
- Classe d'orientation	26,27	51
- Dans le cadre du programme secondaire	25,26	50
<b>E</b>		
Ecole		
- Accès	6	6
- Buts	3	
- Mission	2	
Ecole enfantine		
- Buts particuliers	11	
- Début	7	9



	<u>Articles</u>	
	Loi	Ordonnance
- Fréquentation	12	
- Nombre de leçons	48	86
Ecole primaire		
- Anticipation de l'entrée		11
- Buts particuliers	13	
- Cours facultatifs		28
- Cycles	15	26
- Début de la scolarité obligatoire	7	10
- Durée	14	
- Enseignement obligatoire		27
- Orientation / Observation en 6 <sup>ème</sup> année	16	
- Partage de l'enseignement	15	31-35
- Principe, enseignement par un seul titulaire	15	30
- Répartition des classes	15	29
- Report de l'entrée		12
Ecole secondaire		
- Buts particuliers	17	
- Classe et module, définitions	20	39
- Cours à option	22	45
- Cours communs	21,22	40
- Cours facultatifs	23	46
- Cours séparés – Constitution des groupes	24	44
- Cours séparés – Désignation des niveaux		42
- Cours séparés – Nombre de niveaux	22	41
- Durée	18	
- Enseignement du grec ancien		47
- Organisation pédagogique	19	
- Répartition des élèves entre les niveaux		43
Economat scolaire		
- Collaboration entre le Service de l'enseignement et l'Economat	140,141	264
- Financement	140,141	266
- Formules administratives et publications du Département	141	268
- Gestion des stocks	141	267
- Principes d'édition	140,141	265
Education artistique	58	
Education générale et sociale	61	
Education intellectuelle	55	
Education aux médias		125
Education physique et artistique	56	
Education à la santé	60	

	<u>Articles</u>	
	Loi	Ordonnance
Education sexuelle		
- animateurs		124
- Programme	59	122
- Renonciation		123
Effectifs		
- Cas particuliers		110
- Classes de transition et de soutien		99
- Enseignement à niveaux		109
- Enseignement par sections de classe		
- en général		106
- à l'école enfantine		107
- à l'école primaire		108
- Fermeture de classes	49	102
- Formation des unités et organisation de l'enseignement		104
- Formation et composition des classes - Principe		105
- Nombre de classes à l'école enfantine		96
- Nombre de classes à l'école primaire		97
- Nombre de classes à l'école secondaire		98
- Nombre de classes du cercle scolaire - Généralités		95
- Ouverture de classes	49	101
- Ouverture et fermeture de classes - Procédure	49	100
- Ouverture et fermeture de classe ordonnées par le Département	49	103
- Principes et normes		94
Elèves		
- Absences – Devoirs en cas d'absence	72,73	132-134
- Admission et inscription		
- à l'école enfantine		145
- à l'école primaire		146
- à l'école secondaire		147
- Aide aux élèves en difficulté	75	139
- Arrivée en cours de scolarité d'enfants de l'extérieur		149
- Assurance	78	142-144
- Bulletin scolaire officiel	80	151
- Changement de domicile ou de résidence		148
- Congés	48	93
- Congés spéciaux / Athlète ou artiste de haut niveau	56	113-115
- Droits	74,75	135
- Droit d'être entendu	74	136
- Egalité entre garçons et filles	75	138
- Enfants malades	34	55
- Evaluation du travail scolaire	80	150

	<u>Articles</u>	
	Loi	Ordonnance
- Formes officielles de l'évaluation du travail	80	153
- Fréquentation d'un autre cercle scolaire	10	25
- Information des parents, carnet hebdomadaire	80	152
- Obligations	76	
- Occupations extrascolaires excessives		141
- Participation	74	137
- Protection du domaine privé	79	
- Résidence habituelle	9	24
- Santé	77	
Enseignants		
- Activité accessoire	94	206
- Appui aux jeunes enseignants	99	207
- Associations professionnelles	100	208
- Attitude à l'égard de l'élève		203
- Centrale des remplacements		191
- Congé		213
- Consultation des enseignants	101	209
- Dérogation à l'obligation de domicile	90	194
- Devoir de suppléance		201
- Devoirs particuliers du maître de classe ou de module		205
- Dispense de mise au concours	85	182
- Domicile	90	
- Droit supplétif	105	
- Eligibilité	84	
- Empêchement d'un enseignant		192
- Engagement provisoire	88	185
- Excursions et manifestations scolaires ou parascolaires		202
- Fonction	93	
- Formation permanente	93	204
- Indemnité de déplacement	91	196-198
- Indemnité en cas de suppression de poste	103	211
- Licenciement pour des motifs justifiés	104	212
- Maître auxiliaire		188-190
- Mise au concours et éligibilité	84,85	179-182
- Nomination	86,87	183-186
- Période administrative	89	
- Postulations		181
- Procédure disciplinaire	95	
- Remplaçant		193
- Renouvellement des rapports de service	89	187
- Résiliation des rapports de service – Démission	102	210
- Retour à l'enseignement	92	199
- Tâches administratives		200

	<u>Articles</u>	
	Loi	Ordonnance
- Traitement	96,97	
- Transfert et déplacement	91	195
Enseignement biblique et religieux		
- Dans le cadre scolaire	53	
- Hors du temps scolaire	54	
Enseignement partagé	15	31-35
Enseignement privé	6	8
Epreuves communes	16	36
<b>F</b>		
Financement de l'école	152-154	
Fonctions annexes	124,125	251-255
Formation et perfectionnement professionnel		256
<b>G</b>		
Garde armée	43	222
Gratuité		
- Devoirs surveillés	138	261
- Moyens d'enseignement	8	22,23
- Transports	8	13
<b>H</b>		
Handicapés		
- Intégration	4	2
- Mesures expérimentales d'intégration	4	7
<b>I</b>		
Institutions spécialisées		
- Budget	40	75,76
- Création de nouveaux emplois		73
- Définition	37	69
- Financement et répartition des charges	40	80
- Gestion		78,81
- Institutions hors Canton	37	70
- Insuffisances budgétaires		77
- Placement		71
- Présentation des comptes		79
- Qualification du personnel des institutions		72
- Rattachement et surveillance	39	

	<u>Articles</u>	
	Loi	Ordonnance
- Responsabilité de la commission d'école	38	
- Traitements		74
<b>L</b>		
Locaux et installations scolaires		
- Accès aux bâtiments	43	82
- Droit d'expropriation	44	
- Etat des locaux scolaires	77	140
- Garde armée	43	222
- Participation et tâches de l'Etat – Subventions	45	
- Salubrité		224
- Tâches des communes	42	
- Transformation		223
- Usage, utilisation	43	222
<b>M</b>		
Maladie	34	55
Médiateurs	124	251
Mesures de pédagogie compensatoire	28-36	52-68
Mesures préscolaires	4	2 <sup>bis</sup>
Migrants		
- Commission consultative		5
- Insertion du nouvel arrivant	5	3
- Maintien de la culture d'origine		4
- Mesures expérimentales d'intégration	5	7
Moyens d'enseignement		
- Gratuité	8	22
- Economat cantonal	140,141	264-268
<b>N</b>		
Niveaux	22	41-44,109
<b>O</b>		
Organes de gestion		
- Cercle d'école enfantine	113	
- Cercle de degré secondaire	114	
- Ecole communale	110	
- Ecole intercommunale	111	
- Syndicat de communes	112	

	<u>Articles</u>	
	Loi	Ordonnance
Organisation de l'école		
- Cercle scolaire	107,108	214
- Création et gestion des classes d'orientation	26,108	221
- Création et gestion des classes de transition et de soutien	30,33,49, 87,108	220
- Dimension des cercles scolaires	107,108	
- Ecole enfantine		217
- Ecole primaire		218
- Ecole secondaire		219
- Locaux scolaires	109	222,224
- Statuts du syndicat ou de l'entente intercommunale		215
- Tâches du cercle scolaire, règlement scolaire local	109	225
- Tâches des communes	106	
Orientation continue des élèves		
- Cours d'appui		49
- Information		48
Orientation scolaire et professionnelle		
- Modalités d'action	134	
- Tâches du Centre d'orientation	133	
<b>P</b>		
Parents		
- Définition	68	
- Absences	73	132-134
- Devoirs	72	132
- Droits individuels, information	69	131
- Participation, consultation collectives	70	
- Principes	67	
- Séances de parents	69	
- Tâches du Département	71	
- Violation des obligations scolaires	73	134
Passage de l'école publique à l'enseignement privé		8
Passage de l'école primaire à l'école secondaire	16	36-38
- Accès aux cours à niveaux		161
- Accès aux options		162
- Admission à l'école secondaire		160
Pédagogie compensatoire		
- But, généralités	28	
- Classe de soutien	33,36	57
- Classe de transition	30	52
- Dépistage		62

Articles

	Loi	Ordonnance
- Destinataires	29	
- Enseignement d'appui	31	53
- Enseignement d'appui intégré	31	54
- Examen des cas - Décision		65
- Examen des cas - Equipe de coordination	35	64
- Nomination et engagement du personnel	87	67
- Non-cumul des mesures		59
- Plan d'études et bulletin scolaire	36	61
- Qualification et statut du personnel – Titre requis	36	66
- Réintégration en classe ordinaire	4,33	58
- Répartition du temps et durée	36	60
- Rétribution du personnel		68
- Soutien pédagogique ambulatoire	32	56
- Troubles particuliers	32,36	63
Plans d'études	50	
- Athlète ou artiste de haut niveau – Congés spéciaux	56	113-115
- Contenus généraux	52	
- Modifications	51	
- Publication	50	111
Plaintes (voir dénonciations)		
Préparation au choix d'une profession	61,62	126
Prolongation de la scolarité		
- Compétence	27	
- Modalités	26	
- Principe	25	
Promotion et orientation à l'école secondaire		
- Changement d'option volontaire		169
- Changement de niveaux – Périodicité		167
- Changement de niveaux – Principes et conditions		166
- Cours d'appui		170
- Maintien du profil scolaire		165
- Note de promotion		164
- Orientation dans le cadre des options		168
- Principe		163
- Redoublement		171

	<u>Articles</u>	
	Loi	Ordonnance
Promotion et redoublement à l'école primaire		
- A l'intérieur des cycles	81	155
- Admission au deuxième cycle		156
- Admission au troisième cycle		157
- Définition	81	154
- Promotion anticipée, possibilité de sauter une classe	75	159
- Redoublement		158
Psychologie scolaire	131,132	
<b>R</b>		
Redoublement		154,158, 171
<b>S</b>		
Sanctions disciplinaires		
- Elèves	82,83	172-178
- Enseignants	95	
Sections de classes		106-108, 110
Service de santé scolaire et service dentaire scolaire	135,137	258
Sixième année primaire	16	36-38
Sport scolaire facultatif	57	117-121
<b>T</b>		
Temps scolaire et congés spéciaux		
- Année scolaire, semestres	46	83
- Autre découpage du temps d'enseignement	48	90
- Autres formes d'enseignement		91
- Congé spécial à une école ou une classe	48	92
- Congé spécial à un élève	48	93
- Congés officiels		84
- Durée des leçons	48	89
- Nombre de leçons à l'école enfantine	48	86
- Nombre de leçons à l'école primaire		87
- Nombre de leçons à l'école secondaire		88
- Semaine scolaire	48	85
- Vacances scolaires	47	
Transition (classe de)	30	52



	<u>Articles</u>	
	Loi	Ordonnance
Transports scolaires		
- Administration – Organe responsable	118,152	19
- Autres circonstances		15
- Caractère dangereux du trajet		15
- Exigences relatives au transport		16
- Financement	152	20,21
- Indemnités de repas		18
- Longueur du trajet		15
- Modalités		17
- Nécessité		15
- Principe de la gratuité	8	13
- Procédure de reconnaissance		14
<b>V</b>		
Voies de droit		
- Dénonciations		
- Définition et forme	156	269
- Plaignant		270
- Procédure		271
- Opposition et recours	155	
- Renvoi	155	



## **Arrêté fixant le statut des coordinateurs et des chargés de mission engagés par le Département de l'Education**

du 5 septembre 2001

*Le Département de l'Education,*

vu l'article 151, alinéa 3, de la loi scolaire du 20 décembre 1990<sup>[1](#)</sup>,

*arrête :*

Champ  
d'application

**Article premier** Le présent arrêté définit le cahier des charges général, les modalités d'engagement et le statut des coordinateurs et des chargés de mission engagés par le Département de l'Education.

Terminologie

**Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Coordinateurs

**Art. 3** <sup>1</sup> Les coordinateurs sont des enseignants particulièrement compétents, engagés comme référents du Département de l'Education et du Service de l'enseignement dans diverses disciplines ou groupes de disciplines des plans d'études.

<sup>2</sup> Leurs activités ont notamment trait à l'introduction de nouveaux moyens ou de nouvelles méthodes d'enseignement, à la définition de l'offre de perfectionnement et de formation continue des enseignants, à l'observation et à l'évaluation de programmes pédagogiques, au suivi de certaines expériences, à l'animation de groupes de travail, à la participation aux activités de commissions cantonales ou intercantionales.

Chargés de  
mission

**Art. 4** Les chargés de mission sont des enseignants engagés par le Département de l'Education pour assurer le suivi d'un dossier d'une ampleur ou d'une complexité particulières.

Mandats

**Art. 5** <sup>1</sup> ...<sup>[3](#)</sup>

<sup>2</sup> Pour chaque année scolaire, le Département de l'Education arrête, sur proposition du Service de l'enseignement, un mandat d'exécution qui détermine les tâches assignées aux coordinateurs et aux chargés de mission et fixe la diminution de leur temps d'enseignement correspondante.

Modalités  
d'engagement

**Art. 6** <sup>1</sup> L'engagement de coordinateurs ou de chargés de mission s'effectue en principe sur la base d'une mise au concours publiée au Journal officiel.

<sup>2</sup> L'engagement est décidé par le Département de l'Education, sur proposition du Service de l'enseignement et après consultation de l'autorité scolaire locale dont dépend la personne engagée.

<sup>3</sup> L'engagement d'un coordinateur ou d'un chargé de mission est assimilé à un congé partiel pour la diminution du temps d'enseignement qui lui est accordée.

<sup>4</sup> Le Service de l'enseignement et les autorités scolaires locales se concertent d'année en année afin de concilier dans les meilleures conditions les exigences des mandats des coordinateurs et des chargés de mission avec l'enseignement qu'ils continuent d'assumer dans leur établissement.

<sup>5</sup> Les coordinateurs, les chargés de mission et le Département de l'Education peuvent résilier les rapports de service pour la fin d'un semestre scolaire, moyennant un préavis de six mois. Le Département de l'Education peut, dans des cas exceptionnels, accepter un délai plus court.<sup>4)</sup>

<sup>6</sup> Le Service de l'enseignement et les autorités scolaires concernées prennent toutes les mesures utiles pour qu'un coordinateur ou un chargé de mission qui renonce à son mandat retrouve son volume d'enseignement antérieur à ce dernier.

Modalités de  
travail

**Art. 7** <sup>1</sup> Les coordinateurs et les chargés de mission exécutent leur mandat sous la responsabilité immédiate du Service de l'enseignement.

<sup>2</sup> Ils rendent régulièrement compte au Service de l'enseignement de l'état d'avancement de leurs travaux et des résultats de leurs démarches.

<sup>3</sup> Ils consultent le Service de l'enseignement préalablement à toute démarche ou initiative importante.

<sup>4</sup> Les interventions d'un coordinateur ou d'un chargé de mission auprès d'un enseignant, d'un groupe d'enseignants ou d'un établissement scolaire s'effectuent avec l'accord préalable ou sur demande expresse du Service de l'enseignement.<sup>4)</sup>

<sup>5</sup> L'intervention d'un coordinateur ou d'un chargé de mission dans une classe ne s'effectue qu'avec l'accord préalable ou sur la demande expresse du conseiller pédagogique concerné.

<sup>6</sup> Les coordinateurs et les chargés de mission n'entretiennent pas de relations directes avec les autorités communales et scolaires locales, à moins qu'ils n'aient expressément été mandatés à cet effet par le Service de l'enseignement.

<sup>7</sup> Les coordinateurs et les chargés de mission ne peuvent, de leur propre chef, engager le Département de l'Education ni le Service de l'enseignement. Ils ne peuvent créer ni droits ni obligations pour les individus ou les collectivités.<sup>5)</sup>

<sup>8</sup> Ils adressent et signent uniquement de la correspondance de nature strictement informative.<sup>5)</sup>

Appui de  
secrétariat

**Art. 7a**<sup>5)</sup> Dans l'exercice de leur tâche, les coordinateurs et les chargés de mission peuvent recourir aux prestations du secrétariat du Service de l'enseignement.

Liens et contacts

**Art. 7b**<sup>5)</sup> <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement réunit au moins une fois par année les coordinateurs et les chargés de mission pour les informer des éléments principaux de la politique en matière d'éducation et faire le point sur l'état de leurs dossiers et de leurs projets.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement organise, à intervalles réguliers, des séances de travail avec les coordinateurs et les chargés de mission en vue de suivre l'avancement de leurs travaux et d'élaborer de nouveaux projets.

<sup>3</sup> Les coordinateurs et les chargés de mission peuvent être invités, en fonction des besoins, aux séances du Service de l'enseignement, de la commission de l'enseignement et du Conseil scolaire.

Diminution du  
temps  
d'enseignement

**Art. 8** <sup>1</sup> Pour accomplir leur mandat, les coordinateurs et les chargés de mission bénéficient en principe d'une diminution de leur temps d'enseignement arrêtée d'année en année par le Département de l'Education, sur proposition du Service de l'enseignement. Les intéressés sont entendus préalablement.

<sup>2</sup> Une diminution d'une leçon du temps d'enseignement équivaut à un volume de travail d'environ quatre-vingts heures.

<sup>2bis</sup> La diminution du temps d'enseignement est fixée en fonction du type de responsabilité assumée. Elle peut être forte (8 à 10 leçons), moyenne (5 à 8 leçons) ou faible (3 à 4 leçons).<sup>5)</sup>

<sup>3</sup> La diminution du temps d'enseignement accordée à l'ensemble des coordinateurs et des chargés de mission respecte le quota fixé par le Département de l'Education.

<sup>4</sup> Lorsqu'une diminution du temps d'enseignement ne peut être accordée, le Département de l'Education peut lui substituer une rémunération complémentaire.<sup>5)</sup>

Rémunération  
complémentaire

**Art. 8a**<sup>5)</sup> Les chargés de mission peuvent recevoir une rémunération complémentaire dont le montant est arrêté de cas en cas par le Département de l'Education.

Indemnisation

**Art. 9** <sup>1</sup> Pour leurs frais de déplacement, de repas et d'hébergement encourus dans l'exercice de leur mandat, les coordinateurs et les chargés de mission sont indemnisés conformément à l'ordonnance concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> Leurs frais de communications postales, téléphoniques ou électroniques sont remboursés sur la base de décomptes particuliers.

<sup>3</sup> Dans la mesure où, pour l'exercice de leur mandat, les coordinateurs et les chargés de mission mettent à disposition des locaux, des équipements et du matériel personnels, le Service de l'enseignement peut leur allouer une indemnité forfaitaire annuelle de 500 francs au maximum.

<sup>4</sup> En accord avec les personnes concernées, le Service de l'enseignement peut convenir d'une indemnité forfaitaire annuelle globale englobant les éléments mentionnés aux alinéas 1 à 3.

<sup>5</sup> Sur la base de décomptes dûment justifiés, le Service de l'enseignement procède, au terme de chaque année civile, au versement des indemnités dues.

Imputation  
budgétaire

**Art. 10** <sup>1</sup> Les dépenses résultant des diminutions du temps d'enseignement, la rémunération et les indemnités versées aux coordinateurs et aux chargés de mission sont réputées dépenses générales de l'école au sens de l'article 152, chiffre 3, de la loi scolaire<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> Ces dépenses sont imputées aux divers ordres d'enseignement en fonction d'une répartition arrêtée d'année en année par le Service de l'enseignement au vu des tâches effectuées dans le cadre du mandat.

Exécution

**Art. 11** Le Service de l'enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Entrée en  
vigueur

**Art. 12** Le présent arrêté prend effet le 1<sup>er</sup> août 2001.

Delémont, le 5 septembre 2001

DEPARTEMENT DE L'EDUCATION  
La ministre : Anita Rion

<sup>1)</sup> RSJU 410.11

<sup>2)</sup> RSJU 173.461

<sup>3)</sup> Abrogé par le ch. I de l'arrêté du 28 juin 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006

<sup>4)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 28 juin 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006

<sup>5)</sup> Introduit par le ch. I de l'arrêté du 28 juin 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006





## Ordonnance concernant le programme horaire du corps enseignant

du 13 juin 2006

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 3, alinéa 1, de la loi du 9 novembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant<sup>1)</sup>,

*arrête :*

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance s'applique aux enseignants des écoles enfantines, primaires et secondaires, du Lycée cantonal, des écoles supérieures de commerce et de l'Ecole de culture générale.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Durée des  
leçons

**Art. 3** La durée des leçons est de quarante-cinq minutes, celle des demi-leçons de vingt-cinq minutes.

Pauses et  
récréations

**Art. 4** <sup>1</sup> Deux leçons sont entrecoupées par une pause de cinq minutes au moins.

<sup>2</sup> Lorsqu'une demi-journée comporte plus de trois leçons, l'une des pauses doit avoir une durée d'au moins quinze minutes (récréation).

<sup>3</sup> Le Département de l'Education peut arrêter des prescriptions particulières.

Nombre de  
leçons  
obligatoires

**Art. 5** Le programme hebdomadaire d'enseignement à plein temps se définit de la manière suivante :

- a) à l'école enfantine, le nombre de leçons obligatoires est de vingt-huit; les pauses et les récréations sont incluses;
- b) à l'école primaire et à l'école secondaire, le nombre de leçons obligatoires est de vingt-huit, y compris pour les enseignants des classes de transition et des classes de soutien et pour ceux chargés de cours d'appui ou de soutien pédagogique ambulatoire; les pauses et les récréations ne sont pas incluses;

- c) au Lycée cantonal, dans les écoles supérieures de commerce et à l'Ecole de culture générale, le nombre de leçons obligatoires est de vingt-trois si l'enseignement est dispensé à des classes entières et de vingt-cinq si l'enseignement est dispensé par petits groupes de deux à cinq élèves; les pauses et les récréations ne sont pas incluses.

## Fluctuations

**Art. 6** <sup>1</sup> Dans la mesure du possible, chaque enseignant effectue le nombre de leçons obligatoires correspondant à son taux d'activité.

<sup>2</sup> Lorsque les circonstances le justifient, une fluctuation annuelle de deux leçons au maximum peut être autorisée pour les enseignants nommés à plein temps. Dans ce cas, le nombre de leçons obligatoires doit être observé en moyenne, pour l'enseignant concerné, sur une période de six ans.

<sup>3</sup> Les directeurs d'école veillent au respect de ces dispositions.

<sup>4</sup> Le Département de l'Education arrête, par voie de directives, les règles applicables lorsqu'un enseignant cesse son activité avec un excédent ou un manque d'heures par rapport au nombre de leçons obligatoires auquel il était astreint.

Leçons  
supplémentaires

**Art. 7** <sup>1</sup> Les leçons supplémentaires rémunérées sont en principe interdites. Sont considérées comme leçons supplémentaires celles qui sont dispensées au-delà du nombre de leçons obligatoires pour un programme complet à plein temps (art. 5).

<sup>2</sup> A titre exceptionnel, pour des raisons impérieuses d'ordre pédagogique ou d'organisation scolaire, notamment en vue de garantir le droit à l'enseignement des élèves, le Service de l'enseignement peut confier, sur demande, au maximum deux leçons supplémentaires à un enseignant à programme complet. Il n'existe cependant aucun droit pour un enseignant à obtenir des leçons supplémentaires.

<sup>3</sup> Les directeurs d'école et les commissions d'école veillent au respect de ces dispositions.

Maximum  
journalier

**Art. 8** <sup>1</sup> Les enseignants des écoles enfantines, primaires, secondaires, des classes de transition, des classes de soutien et ceux chargés de cours d'appui ou de soutien pédagogique ambulatoire peuvent donner huit leçons par jour au maximum. Dans des cas spéciaux, le Service de l'enseignement peut, sur demande, autoriser des dérogations de durée limitée.

<sup>2</sup> Les enseignants du Lycée cantonal, des écoles supérieures de commerce et de l'Ecole de culture générale peuvent donner six leçons par jour au maximum. Dans l'intérêt de l'organisation de l'enseignement, le Département de l'Education peut autoriser des dérogations.

Allègement pour  
tâches  
d'encadrement  
et d'animation

**Art. 9** Les titulaires de tâches de direction ou d'animation ou d'autres tâches faisant l'objet d'un cahier des charges ratifié par le Service de l'enseignement bénéficient d'un allègement d'horaire conformément à l'ordonnance sur l'indemnisation et la diminution du temps d'enseignement des directeurs, médiateurs et titulaires d'autres fonctions dans les écoles enfantines, primaires et secondaires<sup>2)</sup>.

Allègement pour  
raison d'âge

**Art. 10** <sup>1</sup> Dès le début de l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle ils atteignent l'âge de 50 ans, les enseignants à programme complet bénéficient d'un allègement de leur programme de deux leçons hebdomadaires.

<sup>2</sup> Dans les mêmes circonstances, les enseignants au bénéfice d'un programme à temps partiel correspondant au moins au 25 pour cent d'un temps plein ont droit à un allègement proportionnel équivalent. Ils bénéficient à cet effet d'un crédit annuel exprimé en leçons, les fractions de leçons étant arrondies vers le bas.<sup>3)</sup>

Clause  
abrogatoire

**Art. 11** L'ordonnance du 6 décembre 1978 fixant le nombre des leçons obligatoires des enseignants est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 12** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2006.

Delémont, le 13 juin 2006

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 410.251
- 2) RSJU 410.252.24
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 31 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2009

**Arrêté****portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention entre Berne, Jura et Neuchâtel sur les contributions aux frais d'enseignement (Convention BEJUNE)**

du 5 mai 2009

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 92, alinéa 2, lettre a, de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article premier, alinéa 3, de la loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités, concordats et autres conventions<sup>2)</sup>,

vu l'article 115, alinéa 3, de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>3)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** La République et Canton du Jura adhère à la convention entre Berne, Jura et Neuchâtel sur les contributions aux frais d'enseignement (Convention BEJUNE).

**Art. 2** Le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire est chargé de l'application de la convention.

**Art. 3** <sup>1</sup> Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2009.

<sup>2</sup> Sont abrogés :

1. la Déclaration du 19 mars 1998 relative à la répartition des diverses formations faisant suite à la scolarité obligatoire dans les cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel;
2. la Convention BEJUNE du 13 mars et des 2 et 13 mai 2001 sur les contributions équitables dans le domaine de la formation professionnelle;
3. la Convention BEJUNE des 26 et 27 mars et du 8 août 2001 relative à la mobilité des élèves des écoles de formation générale du niveau secondaire II dans l'espace défini par les trois cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel;

4. l'Accord transitoire BEJUNE du 24 septembre 2001 réglant l'organisation et le financement des formations complémentaires requises pour l'admissibilité dans la Haute Ecole Spécialisée Santé Social.

Delémont, le 5 mai 2009

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Probst

Le chancelier : Sigismond Jacquod

## Annexe

### Convention

### entre Berne, Jura et Neuchâtel sur les contributions aux frais d'enseignement (Convention BEJUNE)

*Le Conseil exécutif du Canton de Berne,*

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

*Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel,*

*conviennent de ce qui suit :*

Champ  
d'application et  
objectifs

**Article premier** La Convention règle la contribution des cantons signataires aux frais d'enseignement dans le domaine de la formation post-obligatoire, à l'exclusion des universités, des hautes écoles spécialisées et des hautes écoles pédagogiques.

<sup>2</sup> La Convention contribue ainsi :

- a) à offrir aux jeunes des cantons signataires un grand choix de formation en considérant les établissements des cantons signataires comme des établissements offrant des formations accessibles à tous les jeunes des cantons signataires;
- b) à permettre aux personnes en formation de fréquenter les établissements des cantons signataires sans en subir de désavantages;
- c) à permettre aux cantons signataires d'utiliser de manière optimale leurs établissements;
- d) à équilibrer la répartition des personnes en formation;
- e) à se concerter sur des formations nouvelles et à renforcer la collaboration intercantonale;
- f) à uniformiser les contributions aux frais d'enseignement ainsi que le mode de calcul et de prélèvement desdites contributions.

<sup>3</sup> Deux cantons signataires peuvent adopter des dispositions qui divergent de celles de la présente convention.

<sup>4</sup> L'annexe I<sup>4</sup> dresse une liste exhaustive des établissements auxquels s'applique la convention.

<sup>5</sup> L'annexe I est révisée et adaptée par les cheffes ou chefs des départements concernés.

## Principes

**Art. 2** <sup>1</sup> Pour pouvoir être admis dans un établissement d'un canton signataire, la personne en formation doit remplir :

- a) les conditions d'admission du canton de formation précédente; et
- b) les conditions d'admission du canton de formation pour la formation visée.

<sup>2</sup> Les cantons signataires accordent aux personnes en formation des autres cantons signataires les mêmes droits qu'à leurs propres personnes en formation. Ils peuvent limiter l'admission des personnes en formation des autres cantons signataires.

<sup>3</sup> Les personnes en formation sont soumises à la législation scolaire du canton de formation, notamment en ce qui concerne la promotion, l'exclusion et les émoluments de formation.

<sup>4</sup> En matière de bourse ou de mesures d'encouragement aux études, les personnes en formation sont soumises à la législation de leur canton de domicile.

## Motifs

**Art. 3** <sup>1</sup> Les cantons signataires peuvent verser des contributions aux frais d'enseignement si :

- a) la personne en formation bénéficie dans un canton signataire d'une offre de formation qui n'a pas d'équivalent dans son canton de domicile;
- b) le temps de déplacement de la personne en formation est notablement raccourci, en tenant notamment compte de la distance et du régime des transports publics, lorsqu'elle fréquente un établissement situé dans un canton signataire;
- c) la fréquentation d'un établissement situé dans un canton signataire est rendue nécessaire pour des motifs personnels impérieux dûment avérés.

<sup>2</sup> Ils peuvent en outre verser des contributions aux frais d'enseignement si la fréquentation d'un établissement situé dans un canton signataire permet à la personne en formation de concilier de manière manifestement plus aisée sa formation scolaire avec les exigences d'une pratique artistique, musicale ou sportive de haut niveau. Ces contributions sont versées au plus tard jusqu'à la fin du semestre au cours duquel le motif a disparu.

<sup>3</sup> Ils peuvent également verser des contributions aux frais d'enseignement si la fréquentation d'un établissement situé dans un canton signataire permet à la personne en formation d'achever tout ou partie de sa formation dans le même établissement au plus tard deux années après avoir transféré son domicile ou changé d'entreprise formatrice dans un autre canton signataire.



Canton débiteur	<p><b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Pour les personnes formées en entreprise, la contribution est due par le canton ayant approuvé le contrat de formation.</p> <p><sup>2</sup> Pour les autres personnes en formation, la contribution est due par le canton de domicile tel que défini dans l'accord intercantonal du 22 juin 2006 sur les contributions dans le domaine de la formation professionnelle initiale (AEPr)<sup>5)</sup>.</p>
Contributions aux frais d'enseignement	<p><b>Art. 5</b> <sup>1</sup> L'annexe II<sup>4)</sup> fixe les contributions aux frais d'enseignement.</p> <p><sup>2</sup> Les contributions aux frais d'enseignement sont fixées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) par type d'établissement; et</li> <li>b) par semestre, par module ou par leçon.</li> </ul> <p><sup>3</sup> Les contributions fixées dans l'annexe II sont révisées et adaptées par les cheffes ou chefs des départements concernés, pour la première fois pour le 1<sup>er</sup> août 2012.</p>
Traitement des personnes en formation n'ayant pas reçu l'autorisation de fréquenter un établissement	<p><b>Art. 6</b> <sup>1</sup> Les cantons signataires demandent aux personnes en formation qui n'ont pas reçu l'autorisation de fréquenter un établissement hors de leur canton de domicile, en plus des émoluments de formation, un montant au moins équivalent aux contributions aux frais d'enseignement conformément aux conventions nationales ou de la Suisse romande.</p> <p><sup>2</sup> La législation des cantons signataires est réservée.</p>
Commission d'application	<p><b>Art. 7</b> <sup>1</sup> Une commission de trois à six membres est instituée pour veiller à l'application de la convention.</p> <p><sup>2</sup> Les membres de la commission sont désignés par les services ou offices compétents des cantons signataires, à raison d'une représentation équivalente par canton signataire.</p> <p><sup>3</sup> Entre autres activités, la commission :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) examine chaque année les modifications éventuelles des annexes I et II;</li> <li>b) propose les modifications susceptibles d'être apportées à la présente convention et à ses annexes;</li> <li>c) édicte des recommandations pour l'application de la convention.</li> </ul>
Dates déterminantes	<p><b>Art. 8</b> Les dates déterminantes pour le calcul du nombre des personnes en formation sont le 15 novembre et le 15 mai.</p>

Contributions  
dues

**Art. 9** Les contributions sont dues pour un semestre ou un module entier.

Demande et  
inscription

**Art. 10** <sup>1</sup> Les personnes en formation adressent leurs demandes de prise en charge des contributions aux frais d'enseignement :

- a) pour les gymnases et les écoles de culture générale au service compétent du canton de domicile avant l'inscription à l'établissement;
- b) pour les autres formations à l'établissement d'accueil, qui la transmet pour décision avant le début de la formation, au service compétent du canton de domicile.

<sup>2</sup> Chaque canton signataire fixe la procédure d'application en tenant compte des recommandations de la commission d'application.

Facture

**Art. 11** Les factures sont établies deux fois par année, au plus tard le 30 novembre et le 31 mai, par les établissements ou les services compétents des cantons signataires. Cette facture est payable dans les 30 jours.

Dénonciation

**Art. 12** La convention peut être dénoncée une année à l'avance pour le 31 juillet.

Maintien des  
obligations

**Art. 13** Lorsqu'un canton signataire dénonce la convention, les obligations qu'il avait contractées demeurent inchangées concernant des personnes se trouvant en formation au moment de la dénonciation de la convention.

Abrogation  
d'actes

**Art. 14** Les actes suivants sont abrogés :

1. Déclaration du 19 mars 1998 relative à la répartition des diverses formations faisant suite à la scolarité obligatoire dans les cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel.
2. Convention BEJUNE du 13 mars et des 2 et 13 mai 2001 sur les contributions équitables dans le domaine de la formation professionnelle.
3. Convention BEJUNE des 26 et 27 mars et du 8 août 2001 relative à la mobilité des élèves des écoles de formation générale du niveau secondaire II dans l'espace défini par les trois cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel (incl. Modification du 15 mars 2007).
4. Accord transitoire BEJUNE du 24 septembre 2001 réglant l'organisation et le financement des formations complémentaires requises pour l'admissibilité dans la Haute Ecole Spécialisée Santé Social.

Entrée en  
vigueur

**Art. 15** La présente convention entre en vigueur après décision des trois cantons au début de l'année scolaire suivante, mais au plus tôt le 1<sup>er</sup> août 2009.

Suivent les signatures

- 1) RSJU 101
- 2) RSJU 111.1
- 3) RSJU 412.11
- 4) Cette annexe n'est pas publiée dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elle peut être obtenue auprès de la Chancellerie d'Etat
- 5) RSJU 413.19



## Ordonnance sur les bourses et prêts d'études

du 4 juillet 1994

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 24 de la loi du 25 avril 1985 sur les bourses et prêts d'études (dénommée ci-après : "loi")<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Formations bénéficiant de subsides

Reconnaissance  
des formations  
a) Principe

**Article premier** <sup>1</sup> Seules les formations reconnues bénéficient de subsides sous forme de bourses ou prêts d'études.

<sup>2</sup> Afin d'être reconnues, les formations doivent répondre aux conditions suivantes :

- a) elles sont dispensées sous forme de cours réglementés, donnés à plein temps pour une durée minimale d'une année;
- b) elles sont acquises dans un établissement reconnu par la Confédération, un ou plusieurs cantons ou une association professionnelle;
- c) elles conduisent à l'obtention d'un diplôme considéré comme qualification pour l'exercice d'une profession.

<sup>3</sup> Font exception, pour la durée, les cycles préparatoires, les stages linguistiques et le perfectionnement.

<sup>4</sup> Le tableau annexé à la présente ordonnance indique les voies de formation reconnues par le Gouvernement.

<sup>5</sup> Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports<sup>20)</sup> (dénommé ci-après : "Département") peut, si la nécessité s'en fait sentir, restreindre la reconnaissance des lieux de formation, pour une formation déterminée.

b) Reconversion  
professionnelle  
et deuxième  
formation

**Art. 2** <sup>1</sup> Afin d'être reconnue comme formation, la reconversion professionnelle doit répondre aux conditions suivantes :

- a) le requérant doit être au chômage ou menacé de l'être;
- b) le marché du travail régional doit connaître des difficultés telles qu'un réengagement du requérant dans sa profession initiale soit problématique;
- c) la nouvelle formation choisie doit être reconnue et ne pas être manifestement elle-même menacée par le chômage.

<sup>2</sup> Ces dispositions sont également applicables, en principe, pour les deuxièmes formations.

c) Perfectionnement

**Art. 3** Afin d'être reconnu comme formation, le perfectionnement doit remplir les conditions suivantes :

- a) répondre aux exigences posées par l'article premier, alinéa 2, lettres b et c;
- b) constituer une suite logique ou réglementaire à la formation précédente;
- c) consister en une formation à plein temps durant trois mois suivis au moins.

d) Stages  
linguistiques

**Art. 4** <sup>1</sup> Les stages linguistiques sont reconnus comme formation à condition que :

- a) le requérant fréquente les cours d'une école reconnue spécialisée durant trois mois suivis au moins en résidant dans la région linguistique concernée;
- b) la connaissance d'une langue étrangère constitue une suite utile ou nécessaire à la formation principale ou un préalable nécessaire à une formation du second degré.

<sup>2</sup> En règle générale, les subsides sont accordés pour une durée totale maximale de douze mois.

e) Préformation

**Art. 5** <sup>1</sup> Les cycles préparatoires doivent durer trois mois au minimum.

<sup>2</sup> à 4 ... [21\)](#)

f) Scolarité  
obligatoire

**Art. 6** <sup>1</sup> Les subsides alloués aux élèves de la scolarité obligatoire fréquentant une école privée couvrent exclusivement les frais de transport, éventuellement de repas, occasionnés par l'éloignement.

<sup>2</sup> Les frais pris en compte correspondent au coût du déplacement d'un élève fréquentant l'école publique du cercle scolaire de domicile de l'élève.

<sup>3</sup> Aucune bourse n'est allouée aux élèves de scolarité obligatoire fréquentant les écoles publiques.

Changement  
d'orientation

**Art. 7** <sup>1</sup> Un seul changement d'orientation dans la formation peut être accepté.

<sup>2</sup> Si le changement intervient sans raison de force majeure, le temps de la formation utilisé sera déduit de la durée de la nouvelle formation.

<sup>3</sup> Sont notamment considérés comme raisons de force majeure :

- a) la maladie grave ou l'accident;
- b) l'échec définitif aux examens;
- c) toute autre circonstance spéciale imposant un changement d'orientation.

<sup>4</sup> Les subsides ne sont plus versés à la suite d'un deuxième changement, sauf si ce dernier est dû à une maladie grave ou à un accident.

Durée des  
études

**Art. 8** <sup>1</sup> Les subsides sont alloués pour la durée réglementaire des études. Sont considérés comme durées réglementaires, au sens de la législation cantonale sur les bourses et prêts d'études :

- a) pour le niveau du secondaire II, la durée définie par l'établissement de formation;
- b) pour le niveau tertiaire, six semestres pour l'obtention du baccalauréat ("bachelor");
- c) jusqu'à quatre semestres pour l'obtention de la maîtrise ("master");
- d) <sup>22)</sup> pour les formations de niveau tertiaire qui ne débouchent pas sur le baccalauréat ou sur la maîtrise, la durée définie par l'établissement de formation. <sup>2)16)</sup>

<sup>2</sup> Si des stades de formation doivent être répétés ou si les examens ne sont pas réussis dans le temps défini à l'alinéa premier, le droit aux subsides demeure, selon l'article 9 de la loi, ceux-ci étant alors alloués sous forme de prêts pour la durée d'un an au maximum.

<sup>3</sup> Ces prêts sont transformés en bourses lorsque la période de formation est terminée ou les examens passés avec succès.

<sup>4</sup> Si le bénéficiaire n'a pas terminé sa formation dans les deux années qui suivent la durée réglementaire des études, le prêt doit être remboursé.

## SECTION 2 : Montants limites

Principe

**Art. 9** <sup>3)22)</sup> Les limites des montants annuels des bourses d'études sont fixés comme suit :

	minimum (en francs)	maximum
a) pour la scolarité obligatoire	400.--	2 000.--
b) pour les préformations et formations de base :		
– si le requérant a moins de 25 ans	500.--	10 000.--
– si le requérant a plus de 25 ans	500.--	13 000.--
c) pour les préformations et formations du second degré	500.--	13 000.--
d) pour les requérants mariés	500.--	22 000.--
e) pour les requérants célibataires, divorcés, séparés ou veufs avec enfant(s) à charge	500.--	18 000.--
f) supplément par enfant à charge (montant uniforme)		3 000.--

Montant maximum

**Art. 10** La bourse d'études ne peut pas dépasser le montant du découvert reconnu.

## SECTION 3 : Procédure

Présentation des demandes

**Art. 11** <sup>1</sup> Les subsides ne sont octroyés que sur demande.

<sup>2</sup> La demande doit être présentée annuellement sur formule officielle durant le premier semestre de l'année de formation. <sup>16)</sup>

<sup>3</sup> ... <sup>17)</sup>

<sup>4</sup> Si une demande est présentée au cours du second semestre, le subside n'est en principe dû que pour cette période de formation. <sup>16)</sup>

<sup>5</sup> Au surplus, les modalités de la demande sont réglées par des directives du Département. Celles-ci peuvent prévoir des exceptions au présent article en cas de justes motifs. <sup>23)</sup>



Décision	<b>Art. 12</b> La Section des bourses <sup>24</sup> communique sa décision par écrit au requérant ou à son représentant légal.
Païement, prescription	<p><b>Art. 13</b> <sup>1</sup> En règle générale, les montants accordés sont versés semestriellement par la Section des bourses.</p> <p><sup>2</sup> La Section des bourses peut faire dépendre ses versements de la présentation préalable de pièces justificatives; cette exigence doit figurer dans la décision statuant sur la demande de subsides.</p> <p><sup>3</sup> Le droit aux prestations se prescrit dans les cinq ans qui suivent l'entrée en force de la décision accordant les subsides.</p>
Information	<p><b>Art. 14</b> <sup>1</sup> La Section des bourses procède chaque année, par le biais du Journal officiel, à une information de la population sur les possibilités d'obtention de subsides de formation.</p> <p><sup>2</sup> Les informations et instructions nécessaires sont en outre transmises aux autorités, écoles et services administratifs suivants, avec obligation pour eux de les transmettre à tous les parents et candidats à la formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les communes de la République et Canton du Jura;</li> <li>b) les écoles publiques et les écoles privées sises sur le territoire de la République et Canton du Jura;</li> <li>c) <sup>22)</sup> le Centre jurassien d'enseignement et de formation;</li> <li>d) le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire.</li> </ul>
Collaborations	<b>Art. 15</b> Les directeurs d'écoles, les employeurs, les autorités et les services administratifs cantonaux ont l'obligation de communiquer, sur demande de la Section des bourses, tous les renseignements nécessaires à l'examen d'une demande de subsides et de lui transmettre les actes ou documents requis.
Conseils	<b>Art. 16</b> La Section des bourses se tient à disposition des requérants ou de leurs représentants légaux.

## SECTION 4 : Bases de calcul

### Principes

**Art. 17<sup>(18)</sup>** <sup>1</sup> Les subsides de formation correspondent, dans les limites des minima et maxima définis à l'article 9, aux frais effectifs et reconnus engendrés par la formation et l'entretien du requérant, sous déduction d'une participation appropriée que l'on est en droit d'attendre de sa part, de ses parents, le cas échéant, de son conjoint ou d'autres répondants légaux, ainsi que des prestations fournies par des tiers.

<sup>2</sup> La participation que l'on est en droit d'attendre des parents et, le cas échéant, du conjoint est déterminée sur la base de leurs revenus et de leurs fortunes.

<sup>3</sup> La taxation fiscale de l'année précédant le début de la période de formation pour laquelle des subsides sont demandés sert de base pour le calcul du revenu et de la fortune à prendre en compte.

<sup>4</sup> Le total des revenus ainsi obtenu est complété par les éléments suivants :

- a) ajout des revenus réalisés à l'étranger;
- b) ajout des prestations complémentaires;
- c) ajout ou retrait des pensions alimentaires fixées dans une décision, sauf celles d'aide au recouvrement des pensions alimentaires, des rentes d'orphelins ou des rentes complémentaires d'invalidité (tous piliers) pour ne tenir compte que de celles qui concernent les enfants en formation durant la période concernée. La règle s'applique également aux pensions alimentaires dues à l'ex-conjoint.<sup>(22)</sup>

<sup>5</sup> Si cette taxation n'est pas connue lorsque le subside doit être accordé, il l'est sous la forme d'un prêt, ceci pour autant qu'une déclaration fiscale ait été déposée, faute de quoi il ne sera pas entré en matière. Le prêt est transformé en bourse après taxation, pour autant que les conditions d'octroi le permettent.

<sup>6</sup> Lorsque la participation des parents n'a pas d'influence sur le calcul du subside, il est possible d'accorder l'aide sous forme de bourse, même si la dernière taxation n'est pas disponible.<sup>(22)</sup>

<sup>7</sup> Il est tenu compte d'un fait nouveau important qui survient durant l'année de formation ou durant l'année civile au cours de laquelle la période de formation concernée débute. Dans ce cas, l'aide est accordée sous la forme d'un prêt transformable en bourse. Le prêt est transformé sur la base de la première taxation fiscale qui tient compte du fait nouveau.<sup>[22\)](#)</sup>

<sup>8</sup> Un fait nouveau important, au sens de l'alinéa 7, est un événement irréversible tel que le décès d'un parent, le divorce ou la séparation judiciaire des parents, l'invalidité ou la retraite d'un parent.

Budgets à  
considérer

**Art. 18** <sup>1</sup> Le montant des subsides est déterminé sur la base d'un calcul du découvert effectué à partir du budget du requérant et du budget familial.

<sup>2</sup> Le budget du requérant fait état de ses recettes et dépenses à prendre en compte et, le cas échéant, de celles de son conjoint et des personnes qui dépendent d'eux financièrement.

<sup>3</sup> Le budget familial fait état des recettes et dépenses des parents, des tiers tenus à pourvoir à l'entretien du requérant et, le cas échéant, des personnes qui dépendent financièrement des personnes précitées.

Budget du  
requérant  
a) Requérant  
sans charge  
d'enfant

**Art. 19** <sup>1</sup> Les dépenses du requérant sont estimées d'après les frais d'écologie, les taxes d'examen, les frais des moyens d'enseignement, les frais découlant de la participation aux manifestations organisées par l'école, les frais de transport, les frais de repas et de logement à l'extérieur causés par l'éloignement du lieu de formation ainsi que les frais généraux.<sup>[18\)](#)[22\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> Une révision des dépenses du requérant peut être effectuée en cas de modification des frais de logement.<sup>[19\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les recettes du requérant sans charge d'enfant réalisées pendant l'année de formation sont prises en compte de la manière suivante :

- a) tous les revenus que constituent les prestations de l'assurance-chômage et de l'assurance invalidité sont pris en compte en plein;
- b) les revenus qui ne sont pas obtenus sur la base d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de travail de stagiaire sont pris en compte selon les lettres c, d et e ci-dessous dans la mesure où ils dépassent la différence entre les frais reconnus et le subside;
- c) les autres revenus bruts du requérant célibataire âgé de moins de 25 ans sont pris en compte à 80 %;

- d) les autres revenus nets du requérant célibataire âgé de plus de 25 ans sont pris en compte à 50 %;
- e) les autres revenus nets du requérant marié sont pris en compte à 80 % et sont additionnés aux 80 % des revenus nets de son conjoint ou sur la base d'un forfait. [11\)16\)22\)](#)

<sup>3</sup> Lorsque le requérant n'a aucun revenu, il est tenu compte d'un revenu forfaitaire.

<sup>4</sup> Les 20 % de la fortune nette du requérant et/ou de son conjoint, après déduction d'une franchise de 25 000 francs par personne, sont additionnés aux revenus. [4\)16\)](#)

<sup>5</sup> Les revenus provenant d'une activité professionnelle antérieure sont pris en considération selon un barème particulier.

<sup>6</sup> Le Département détermine par voie de directives les limites des frais admis (al. 1), le revenu forfaitaire (al. 3) et le barème particulier (al. 5).

b) Requérant marié sans charge d'enfant

**Art. 19a** [23\)](#) Les dépenses se calculent par analogie selon les articles 19, alinéa 1, et 22 à 25.

c) Requérant ayant charge d'enfant

**Art. 20** <sup>1</sup> Les revenus du requérant ayant charge d'enfant sont calculés selon les principes applicables aux requérants mariés. [11\)16\)](#)

<sup>2</sup> La franchise de 25 000 francs sur la fortune est déduite pour chaque membre de la famille. [16\)](#)

<sup>3</sup> Les dépenses se calculent par analogie selon les articles 19, alinéa 1, et 22 à 25. [4\)22\)](#)

Budget familial

**Art. 21** <sup>1</sup> En principe, les recettes portées au budget familial sont déterminées sur la base de la taxation fiscale au sens de l'article 17, alinéas 3 et suivants. [16\)](#)

<sup>2</sup> Le revenu fiscal ou le résultat d'un calcul correspondant sert de référence. [22\)](#)

<sup>3</sup> La fortune nette des membres de la famille est prise en compte comme recette de la façon suivante :

- a) une franchise de 130 000 francs, plus 25 000 francs par enfant, est déduite de la fortune nette des parents;

- b) après déduction, le solde de la fortune nette est pris en compte à raison de 10 % jusqu'au montant équivalent au total de la franchise (lettre a);
- c) au-delà de ce montant, ce solde est pris en compte à raison de 25 %.<sup>[11\)](#)</sup>

<sup>4</sup> En cas de remariage du détenteur de l'autorité parentale, les revenus de l'époux ou de l'épouse qui n'a pas de lien de filiation avec le requérant sont pris en compte à 85 %. Le montant de la fortune nette est pris en compte à 85 % avant application de l'alinéa 3.<sup>[5\)25\)](#)</sup>

<sup>5</sup> ...<sup>[7\)](#)</sup>

Déduction du  
revenu  
a) En général

**Art. 22**<sup>[22\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le revenu brut des parents est diminué :

- a) des cotisations sociales légales;
- b) des cotisations de la prévoyance professionnelle et des rachats déductibles fiscalement (2<sup>ème</sup> pilier);
- c) des impôts cantonaux, communaux et ecclésiastiques;
- d) du montant de base des frais d'entretien;
- e) des frais d'habitation;
- f) du forfait d'assurance.

<sup>2</sup> Des frais particuliers admis dans la taxation au sens de l'article 17, alinéas 3 et suivants, sont également déduits du revenu, à savoir :

- a) les frais d'obtention du revenu pour le montant dépassant le forfait fiscal autorisé;
- b) les frais de garde jusqu'à concurrence du forfait fiscal autorisé;
- c) les frais de maladie pour le montant dépassant la franchise fiscale admise.

<sup>3</sup> Exceptionnellement, la Section des bourses peut déduire d'autres frais particuliers lorsque la situation le justifie.

b) Frais  
d'entretien

**Art. 23** <sup>1</sup> Les frais d'entretien sont pris en compte conformément au minimum vital au sens de l'article 93 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>[8\)](#)</sup>, augmenté de 10 %.

<sup>2</sup> Ne seront pris en compte que les frais concernant les enfants dépendant financièrement de la famille.

c) Frais  
d'habitation

**Art. 24** <sup>1</sup> Les frais d'habitation correspondent aux frais effectifs, mais au maximum aux loyers moyens du canton du Jura publiés par l'Office fédéral de la statistique.<sup>22)</sup>

<sup>2</sup> Seront pris en compte, pour un ménage de deux personnes (requérant compris), les frais d'un appartement de trois pièces, pour un ménage de trois personnes les frais d'un appartement de quatre pièces et, pour les familles plus nombreuses, les frais d'un appartement de cinq pièces.

<sup>3</sup> Ne seront pris en compte que les enfants dépendant financièrement de la famille.

d) Forfait  
d'assurance

**Art. 25** Le forfait d'assurance représente les 15 % du total constitué des frais d'habitation, des impôts et des frais d'entretien.

Montants retenus

**Art. 26**<sup>4)</sup> <sup>1</sup> Pour le requérant marié ou ayant charge d'enfant, le 10 % de l'excédent du budget de ses parents est inclus comme revenu dans son budget.

<sup>2</sup> Pour le requérant âgé de plus de 25 ans, le 15 % de l'excédent du budget de ses parents est inclus comme revenu dans son budget.

<sup>3</sup> Pour les autres requérants, le 75 % de l'excédent du budget de la famille est divisé par le nombre de membres de la famille financièrement dépendants qui se trouvent en formation post-scolaire, un enfant unique comptant pour 1,25 unités. Le résultat de cette répartition est inclus comme revenu dans le budget du requérant.

## SECTION 5 : Ecolages

Principes

**Art. 27** <sup>1</sup> Seuls peuvent être pris en charge les ecolages relatifs aux formations qui ne peuvent être acquises dans le Canton.

<sup>2</sup> Fait exception la fréquentation d'écoles sises à l'extérieur du Canton en raison d'une situation géographique défavorable de l'élève ou d'une impossibilité prouvée de suivre la formation envisagée dans le Canton.

<sup>3</sup> Le Service financier de l'enseignement examine de cas en cas les situations.

## Procédure

**Art. 28** <sup>1</sup> Celui qui désire obtenir le remboursement d'un écolage payé à un établissement de formation situé hors du Canton doit déposer une demande sur formule officielle, accompagnée de la facture, à la Section des bourses dans le courant de l'année scolaire pour laquelle l'écolage a été facturé. <sup>2)</sup>

<sup>2</sup> Pour le solde, les articles 12 et 13 s'appliquent par analogie.

## Bases de calcul

**Art. 29** <sup>1</sup> Les écolages sont remboursés sans tenir compte de la situation matérielle du requérant ou de ses parents.

<sup>2</sup> Tout étudiant ou apprenti qui fréquente un établissement de formation sis hors du Canton a droit au remboursement de ses frais d'écolage jusqu'à concurrence de 10 000 francs par année, après déduction d'une franchise annuelle de 720 francs. Pour les universités et les hautes écoles spécialisées (HES), le Département dresse annuellement une liste des frais d'écolage. <sup>9)16)</sup>

<sup>3</sup> Le montant annuel maximal accordé pour l'écolage lors de stages linguistiques est de 6 000 francs.

<sup>4</sup> Pour les requérants qui ont droit à une bourse, le montant des frais d'écolage est ajouté au montant de celle-ci, même si par ce fait les limites fixées à l'article 9 de la présente ordonnance sont dépassées.

## SECTION 6 : Octroi et remboursement des prêts

Prêts  
transformables  
en bourses

**Art. 30** <sup>1</sup> Des prêts transformables en bourses sont accordés (art. 12 de la loi) :

- a) <sup>2)16)</sup> lorsqu'une phase de formation doit être répétée;
- b) lorsque les examens prévus ne sont pas réussis dans les temps prescrits;
- c) lorsque le montant de la bourse est calculé provisoirement.

<sup>2</sup> Si le prêt ne peut pas être transformé en bourse, en tout ou en partie, il devient remboursable aux mêmes conditions que les autres prêts.

Supplément aux bourses

**Art. 31** Lorsque la bourse octroyée ne suffit pas à couvrir les frais de formation et d'entretien reconnus d'un requérant dont la situation sociale et celle de ses parents sont particulièrement difficiles, un prêt remboursable peut être consenti pour couvrir tout ou partie de la différence.

Frais particuliers

**Art. 32** <sup>1</sup> Les frais particuliers de formation, tels que les frais d'achat d'instruments, de machines ou d'appareils indispensables à la formation, peuvent être couverts par des prêts à condition que le requérant touche des prestations selon l'article 10 ou 11 de la loi.

<sup>2</sup> Il appartient au requérant d'en faire la demande et de présenter les justificatifs exigés.

<sup>3</sup> Ces prêts atteignent au maximum 15 000 francs pour la durée de la formation.

Cas limites

**Art. 33** <sup>1</sup> Dans les cas limites qui ne permettent pas l'octroi d'une bourse et aux conditions déterminées par les directives du Département, il peut être octroyé sur demande un prêt remboursable.<sup>[22\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le montant du prêt n'excède pas les 50 % du montant maximal déterminé par l'article 9 de la présente ordonnance. Les directives du Département en fixent le détail.

Stages

**Art. 34** <sup>1</sup> Des prêts peuvent être alloués pour les requérants qui, après leur formation principale, doivent obligatoirement effectuer des stages de formation avant de pouvoir pratiquer leur profession.

<sup>2</sup> Ces prêts sont calculés selon le même principe que les bourses.

Doctorats, formation postgrade

**Art. 35** <sup>1</sup> Des prêts peuvent être alloués, pour une période limitée par les directives du Département, aux requérants qui, après avoir terminé leurs études universitaires du deuxième cycle, effectuent un doctorat ou une formation postgrade.

<sup>2</sup> Ces prêts sont calculés selon le même principe que les bourses.



## Contrat

**Art. 36** <sup>1</sup> Chaque prêt fait l'objet d'un contrat conclu entre le bénéficiaire, ses parents ou son représentant légal s'il est mineur, et la Section des bourses.

<sup>2</sup> Le contrat précise les conditions d'intérêt et de remboursement.

<sup>3</sup> Au besoin, le contrat peut stipuler des conditions spéciales pour autant qu'elles soient désignées en tant que telles et acceptées par toutes les parties.

## Remboursement

**Art. 37** <sup>1</sup> Les prêts octroyés conformément aux articles 30 à 35 de la présente ordonnance sont remboursables dans les cinq ans qui suivent la fin des études. Même si celles-ci n'ont pas pris fin, ils sont remboursables au plus tard quinze ans après leur octroi. [12\)](#)

<sup>2</sup> En principe, la date du diplôme final fait foi.

<sup>3</sup> En cas d'abandon des études sans raison de force majeure au sens de l'article 7, alinéa 3, le délai de remboursement est fixé par la Section des bourses, pour autant qu'il ne soit pas convenu par contrat.

## Intérêts

**Art. 38** <sup>1</sup> Les prêts portent intérêt dès le treizième mois qui suit la fin des études. Même si celles-ci n'ont pas pris fin, ils portent intérêt au plus tard onze ans après leur octroi à la condition que la durée réglementaire des études, exceptionnellement majorée d'un an au maximum (art. 9 de la loi), soit échue. [6\)](#)

<sup>2</sup> L'intérêt facturé correspond à l'intérêt hypothécaire en premier rang de la Banque cantonale du Jura.

<sup>3</sup> Les intérêts sont facturés au début de chaque année, pour l'année civile écoulée.

<sup>4</sup> Le délai de paiement des tranches à rembourser et d'éventuels intérêts est de trente jours.

<sup>5</sup> Il n'est pas perçu d'intérêt sur les intérêts échus.

## Recouvrement

**Art. 39** La Section des bourses prend toutes les mesures légales utiles pour obtenir le remboursement des prêts en cas de défaut du débiteur.

Cas de rigueur **Art. 40** <sup>1</sup> Dans les cas de rigueur, la Section des bourses peut renoncer, partiellement ou totalement, au remboursement du prêt.

<sup>2</sup> Il peut également accorder une prolongation du délai de remboursement, si la situation personnelle le justifie.

## SECTION 7 : Restitution des subsides

Fausses indications **Art. 41** La Section des bourses décide la restitution, avec intérêts depuis le moment où ils ont été versés, de tous les montants qui ont été obtenus au moyen de fausses indications ou dissimulation de faits.

Abandon de la formation **Art. 42** <sup>1</sup> Si le bénéficiaire de subsides interrompt prématurément sa formation, sans motif valable, il doit restituer toutes les bourses qui lui ont été octroyées depuis le début de la formation abandonnée.

<sup>2</sup> Si l'interruption de la formation est provoquée par des motifs valables, mais qu'elle intervient en cours de semestre, le bénéficiaire doit rembourser la part proportionnelle des subsides qui lui a été versée à l'avance.

<sup>3</sup> Il appartient au bénéficiaire de justifier ses motifs.

Restitution des frais d'écologie **Art. 43** <sup>1</sup> Lorsque le bénéficiaire n'accomplit pas jusqu'à son terme la période de formation concernée, les subsides versés à titre de frais d'écologie doivent être restitués, dans la mesure où l'établissement réduit ceux-ci.<sup>[16\)](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[17\)](#)</sup>

Conditions de restitution **Art. 44** <sup>1</sup> La Section des bourses fixe le délai de restitution.

<sup>2</sup> Celui-ci ne dépasse pas, en règle générale, les six mois.

<sup>3</sup> En cas de restitution tardive, un intérêt égal à celui de l'intérêt hypothécaire en premier rang est facturé.

Cas de rigueur **Art. 45** <sup>1</sup> Dans des cas de rigueur, la Section des bourses peut dispenser le bénéficiaire, partiellement ou totalement, de la restitution des subsides touchés et des intérêts dus.

<sup>2</sup> Il peut également accorder une prolongation du délai de remboursement, si la situation personnelle le justifie.

#### **Art. 46**<sup>13)</sup>

### **SECTION 8 : Cas de rigueur**<sup>14)</sup>

Bourses  
spéciales<sup>15)</sup>

**Art. 47** <sup>1</sup> La rubrique budgétaire à disposition pour atténuer les cas de rigueur (art. 20 de la loi<sup>1)</sup>) est destinée à octroyer, dans de tels cas, des bourses spéciales à des requérants dont la situation et celle de leurs parents est difficile.<sup>15)22)</sup>

<sup>2</sup> Aucun droit légal n'existe quant à l'obtention ou au renouvellement de telles bourses spéciales.<sup>15)</sup>

<sup>3</sup> La Section des bourses est compétente pour octroyer ces bourses spéciales lorsque les dispositions légales ordinaires ne suffisent pas à assurer la formation du requérant.

### **SECTION 9 : Voies de droit**

Opposition,  
recours

**Art. 48** <sup>1</sup> Le requérant ou son représentant légal peut former opposition auprès de la Section des bourses contre toute décision de refus, d'octroi ou de restitution de subsides.

<sup>2</sup> Le délai d'opposition est de 30 jours. L'opposition doit indiquer les motifs.

<sup>3</sup> Les décisions sur opposition rendues par la Section des bourses sont sujettes à recours devant la Cour administrative. Le délai de recours est de 30 jours.<sup>22)</sup>

<sup>4</sup> En outre, sont applicables les dispositions du Code de procédure administrative<sup>10)</sup>.

Plainte pénale

**Art. 49** La Section des bourses est compétente pour déposer plainte pénale et constituer l'Etat partie civile lorsque des subsides ont été obtenus par voie délictuelle.

## SECTION 10 : Dispositions transitoire et finales

Directives du Département	<b>Art. 50</b> Le Département édicte les directives nécessaires à l'application de la présente ordonnance.
Affaires en cours	<b>Art. 51</b> Les prescriptions de la présente ordonnance ne s'appliquent pas aux procédures pendantes au moment de son entrée en vigueur dans la mesure où l'ancien droit leur est plus favorable.
Abrogation	<b>Art. 52</b> L'ordonnance du 3 juillet 1990 sur les bourses et prêts d'études est abrogée.
Entrée en vigueur	<b>Art. 53</b> La présente ordonnance entre en vigueur le 1 <sup>er</sup> août 1994.

Delémont, le 4 juillet 1994

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jean-Pierre Beuret  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 416.31
- 2) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 1995, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1995
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 9 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2000
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 6 juillet 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1999
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 2 juillet 1997, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1997
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 2 juillet 1997, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1997. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 août 2004
- 7) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 6 juillet 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1999
- 8) RS 281.1

- 
- 9) Deuxième phrase introduite par le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 1995, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1995. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 août 2004
- 10) RSJU 175.1
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 6 juillet 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1999. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 août 2004
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 août 2004
- 13) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 11 janvier 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005
- 14) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 11 janvier 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 11 janvier 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 juin 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2005
- 17) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 14 juin 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2005
- 18) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 2 octobre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2007
- 19) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 2 octobre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2007
- 20) Nouvelle dénomination selon l'article 16, alinéa 1, chiffre 4, du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale (RSJU 172.111), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2006
- 21) Abrogés par le ch. I de l'ordonnance du 16 juin 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2009
- 22) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 16 juin 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2009
- 23) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 16 juin 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2009
- 24) Nouvelle dénomination selon l'article 72 du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale (RSJU 172.111), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2006. Il a été tenu compte de cette modification dans toute la présente ordonnance
- 25) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 11 août 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2009

## Annexe

### **TABLEAU (article premier, alinéa 4) VOIES DE FORMATION RECONNUES PAR LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA**

#### **a) Pendant la scolarité obligatoire :**

1. les écoles privées dont le niveau est reconnu, sises sur le territoire de la République et Canton du Jura.

#### **b) Après la scolarité obligatoire :**

1. les classes de perfectionnement, préprofessionnelles ou de raccordement permettant d'accéder à une école supérieure reconnue;
2. les écoles de culture générale qui dispensent une formation requise pour l'admission dans des écoles sociales, paramédicales ou pédagogiques;
3. les lycées qui préparent à la maturité fédérale;
4. les écoles de commerce, d'administration ou de transports qui délivrent un certificat de capacité fédéral ou un diplôme reconnu par le canton ou la Confédération;
5. les formations dispensées par l'Institut pédagogique de la République et Canton du Jura;
6. les apprentissages professionnels artisanaux, techniques, agricoles et commerciaux reconnus par la Confédération, au sens de la loi fédérale sur la formation professionnelle;
7. les écoles professionnelles, les écoles de métiers ou d'arts appliqués, les écoles techniques, les écoles techniques supérieures (écoles d'ingénieurs), les écoles supérieures de cadres pour l'économie et l'administration, d'autres écoles supérieures au sens de la loi fédérale sur la formation professionnelle;
8. les écoles d'agriculture et de sylviculture dont le diplôme est reconnu par le canton concerné ou la Confédération;
9. les écoles paramédicales dont le diplôme final est reconnu par le canton concerné;
10. les formations privées reconnues par les associations professionnelles, pour autant qu'il n'existe pas d'autres formations reconnues par la Confédération ou les cantons;
11. les écoles de formation théologique dont le diplôme est reconnu par le canton concerné;
12. les écoles hôtelières et les écoles de tourisme reconnues par le canton concerné;
13. les écoles d'arts et d'arts appliqués reconnues par le canton concerné;

14. les écoles d'études sociales reconnues par la Confédération;
15. les conservatoires et hautes écoles de musique reconnus par le canton concerné;
16. les formations de bibliothécaire reconnues par les cantons;
17. les cours de formation de conseillers d'orientation professionnelle dont le diplôme final est reconnu par la Confédération;
18. l'Institut suisse de pédagogie pour la formation professionnelle;
19. les universités, les écoles polytechniques fédérales et les instituts universitaires (formations postgraduées) reconnus par le canton concerné;
20. les formations de troisième cycle débouchant sur un diplôme ou un doctorat;
21. les cours publics ou privés de perfectionnement professionnel reconnus par la Confédération.





## TABLE DES MATIERES

<b>5</b>	<b>Défense nationale, police</b>
<b>51</b>	<b><i>Défense militaire</i></b>
511	<i>Administration</i>
511.411	Ordonnance du 11 juin 2002 concernant l'organisation du commandement d'arrondissement militaire
519	<i>Conventions intercantionales</i>
519.1	Arrêté du Parlement du 13 novembre 1980 concernant l'approbation de la convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura relative au Commissariat cantonal bernois des guerres et au Service jurassien des affaires militaires
<b>52</b>	<b><i>Protection civile</i></b>
521	<i>Organisation cantonale</i>
521.1	Loi du 13 décembre 2006 sur la protection de la population et la protection civile
521.11	Ordonnance du 21 août 2007 sur la protection de la population et la protection civile
521.12	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'activité des médecins-conseils de la commission sanitaire cantonale de la protection civile
521.3	Ordonnance du 26 avril 1988 concernant la protection des biens culturels
529	<i>Conventions intercantionales</i>
529.1	Arrêté du Parlement du 13 novembre 1980 concernant l'approbation de la convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura relative à l'utilisation des centres d'instruction de la protection civile de Tramelan, Laufon et Lyss/Kappelen
<b>53</b>	<b><i>Approvisionnement économique du pays</i></b>
531.1	Ordonnance du 16 juin 2009 sur l'approvisionnement économique du pays

<b>55</b>	<b><i>Police</i></b>
<b>551</b>	<b><i>Police cantonale</i></b>
551.1	Loi du 4 décembre 2002 sur la police cantonale
551.2	Ordonnance du 19 juin 2007 portant exécution de la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure en matière de violences lors de manifestations sportives
551.11	Ordonnance du 28 mars 2006 sur la police cantonale
551.14	Ordonnance du 17 juin 1980 concernant les frais de formation des aspirants se destinant à la police cantonale
551.15	Ordonnance du 26 août 1986 concernant l'avancement et la classification des membres de la police cantonale
<b>555</b>	<b><i>Repos dominical et jours fériés</i></b>
555.1	Loi du 26 octobre 1978 sur les jours fériés officiels et le repos dominical
555.10	Décret du 13 décembre 1979 fixant huit jours fériés officiels assimilés au dimanche
555.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'application du repos dominical
<b>556</b>	<b><i>Dispositions relatives aux funérailles</i></b>
556.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant les inhumations
556.2	Décret du 6 décembre 1978 concernant la crémation
<b>557</b>	<b><i>Commerce des armes</i></b>
557.1	Décret du 21 juin 2000 portant exécution de la loi fédérale sur les armes
<b>559</b>	<b><i>Conventions intercantionales</i></b>
559.111	Arrêté du Parlement du 12 avril 2000 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande
559.115	Arrêté du Parlement du 22 avril 1998 portant approbation du concordat sur les entreprises de sécurité et arrêté du Parlement du 19 mai 2004 portant ratification de la révision du concordat sur les entreprises de sécurité

- 559.115.1 Décret du 21 juin 2000 portant introduction du concordat sur les entreprises de sécurité
- 559.170 Arrêté du Parlement du 18 mai 1993 portant approbation de la convention entre la République et Canton du Jura et la République et Canton de Genève relative au traitement électronique des données de police
- 559.354 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention du 23 juin 1909 relative aux transports de police



# **Loi sur la protection de la population et la protection civile (LPCi)**

du 13 décembre 2006

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 4 octobre 2002 sur la protection de la population et sur la protection civile (LPPCi)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 5 décembre 2003 sur la protection civile (OPCi)<sup>[2](#)</sup>,

vu les articles 54 et 60 de la Constitution cantonale<sup>[3](#)</sup>,

*arrête :*

## **TITRE PREMIER : Dispositions générales**

Objet **Article premier** La présente loi règle l'exécution de la législation fédérale en matière :

- a) de protection de la population;
- b) de protection civile.

Terminologie **Art. 2** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## **TITRE DEUXIEME : Protection de la population**

But **Art. 3** Les dispositions du présent titre ont pour but de protéger la population et ses bases d'existence en cas de situations extraordinaires, telles que catastrophe, situation d'urgence ou conflit armé, qui ne peuvent pas être maîtrisées avec les structures et les moyens usuels à disposition.

## CHAPITRE PREMIER : Organisation

Organes de la  
protection de la  
population

**Art. 4** Les organes de la protection de la population sont :

- a) le Gouvernement;
- b) le département auquel est rattachée la Section de la protection de la population et de la sécurité<sup>9)</sup>;
- c) la Section de la protection de la population et de la sécurité;
- d) les organes de conduite, à savoir :
  - l'état-major cantonal de conduite (EMCC);
  - l'organisation en cas de catastrophe (ORCA);
- e) les organisations partenaires.

Attributions des  
organes  
1. Gouvernement

**Art. 5** <sup>1</sup> Le Gouvernement exerce la haute surveillance sur l'organisation de la protection de la population dans le canton.

<sup>2</sup> Sous réserve des dispositions du droit fédéral, le Gouvernement est compétent pour émettre des prescriptions en matière de protection de la population, notamment dans les cas suivants :

- a) catastrophes naturelles;
- b) afflux de personnes en quête de protection;
- c) épidémies et épizooties;
- d) élévation notable du taux de radioactivité;
- e) mise en danger de la sécurité publique;
- f) graves pénuries dans l'approvisionnement de la population;
- g) mise en danger des biens culturels;
- h) autres risques particuliers impliquant la prise de mesures d'urgence.

<sup>3</sup> Le Gouvernement est en outre compétent pour :

- a) régler l'organisation et le fonctionnement des organes de conduite et en nommer les membres;
- b) approuver l'organisation de la protection de la population;
- c) décider la mise sur pied de l'EMCC.

2. Département

**Art. 6** Le département auquel est rattachée la Section de la protection de la population et de la sécurité est l'autorité de surveillance en matière de protection de la population.

3. Section de la  
protection de la  
population et de  
la sécurité

**Art. 7** <sup>1</sup> La Section de la protection de la population et de la sécurité est l'organe permanent en matière de protection de la population.

<sup>2</sup> Il lui incombe en particulier :

- a) de planifier la préparation des interventions (art. 11);
- b) de s'assurer que l'organisation de la protection de la population soit opérationnelle en tout temps et dispose des moyens d'intervention nécessaires;
- c) de veiller à l'instruction des organes de la protection de la population;
- d) de décider la mise sur pied de l'ORCA ainsi que des organisations partenaires.

4. Organes de  
conduite  
a) EMCC

**Art. 8** <sup>1</sup> L'EMCC est chargé de la préparation et de la direction opérationnelle des interventions en cas de situations extraordinaires pouvant avoir des conséquences sur l'ensemble du territoire cantonal.

<sup>2</sup> L'EMCC exerce notamment les attributions suivantes :

- a) émettre des directives sur la conduite des interventions;
- b) coordonner les préparatifs et les interventions des organisations partenaires;
- c) informer la population;
- d) donner l'alerte et veiller à la transmission de l'alarme à la population et à la diffusion des consignes sur le comportement à adopter.

b) ORCA

**Art. 9** <sup>1</sup> L'ORCA est une cellule spéciale de l'EMCC chargée de la préparation et de la coordination des interventions lors de catastrophes ou de situations d'urgence touchant une partie du territoire cantonal.

<sup>2</sup> Elle exerce, dans ses domaines de compétence, les mêmes attributions que l'EMCC.

5. Organisations  
partenaires

**Art. 10** <sup>1</sup> Sont considérés comme des organisations partenaires de la protection de la population en vertu du droit fédéral :

- a) la police, chargée du maintien de l'ordre et de la sécurité;
- b) les services de défense contre l'incendie et de secours et les centres de renfort, chargés de la lutte contre les sinistres et du sauvetage;
- c) les services sanitaires, chargés de fournir des soins médicaux à la population;
- d) la protection civile, chargée de protéger la population, d'assister les personnes en quête de protection, de protéger les biens culturels, d'appuyer les organes de conduite et les autres organisations partenaires ainsi que d'effectuer des travaux de remise en état et des interventions en faveur de la collectivité;

- e) les services techniques publics ou privés chargés de faire fonctionner les infrastructures techniques, en particulier d'assurer l'approvisionnement en eau, en gaz et en électricité, l'élimination des déchets ainsi que la disponibilité des voies de communication et de la télématique.

<sup>2</sup> Les organisations partenaires collaborent entre elles conformément à la législation qui leur est applicable et aux directives des organes de conduite.

## CHAPITRE II : Préparation à l'intervention

Planification des mesures

**Art. 11** Les mesures suivantes font l'objet d'une planification :

- a) les mesures préparatoires et préventives;
- b) les mesures d'urgence;
- c) la transmission de l'alarme;
- d) la diffusion à la population des consignes sur le comportement à adopter;
- e) l'intervention.

Instruction et exercices

**Art. 12** <sup>1</sup> Les membres des organes de conduite reçoivent une instruction de base et de perfectionnement afin d'exercer la conduite et d'optimiser leur capacité à remplir les tâches qui leur sont confiées.

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe la fréquence et les modalités des exercices auxquels sont astreints les membres des organes de conduite.

## CHAPITRE III : Conduite des interventions

Permanence de la conduite

**Art. 13** <sup>1</sup> La permanence de la conduite est assurée en tout temps.

<sup>2</sup> En cas d'urgence et lorsque les autorités compétentes ne peuvent être atteintes, la Section de la protection de la population et de la sécurité ou, à défaut, la direction de l'EMCC, prend les mesures provisoires commandées par les circonstances.

Tâches

**Art. 14** La Section de la protection de la population et de la sécurité veille à ce que les tâches suivantes soient accomplies, notamment :

- a) donner l'alerte et transmettre l'alarme à la population;
- b) protéger, sauver et prêter assistance à la population;
- c) soigner et assister les personnes blessées ou malades;
- d) accueillir et prendre en charge les personnes sans-abri ou en quête de protection;
- e) informer les autorités et la population;



- f) ravitailler la population en biens d'importance vitale;
- g) garantir la disponibilité des voies de communication;
- h) assurer l'exploitation des moyens télématiques;
- i) maintenir la salubrité publique;
- j) prévenir ou limiter les dommages à l'environnement;
- k) protéger les biens culturels;
- l) assurer la sécurité publique.

Information **Art. 15** <sup>1</sup> L'information de la population et des médias est assurée par les organes de conduite.

<sup>2</sup> L'information est coordonnée avec les organisations partenaires engagées.

Assistance  
a) Communes **Art. 16** Lorsque les circonstances l'exigent, les communes sont tenues de prendre en charge les personnes sinistrées qui leur sont confiées.

b) Organismes  
privés **Art. 17** Le Gouvernement peut conclure des conventions avec des organismes d'assistance privés.

Réquisitions **Art. 18** <sup>1</sup> Sous réserve des prescriptions fédérales particulières, les organes de conduite et le conseil communal sont compétents pour réquisitionner les biens mobiliers et immobiliers nécessaires à la protection de la population.

<sup>2</sup> La même compétence appartient aux organisations partenaires lorsque la législation qui les régit le prévoit.

<sup>3</sup> L'obligation d'indemniser demeure réservée.

Volontariat **Art. 19** <sup>1</sup> Lors d'une intervention et en cas de nécessité, des personnes volontaires peuvent être engagées au sein de la protection de la population lors d'une intervention.

<sup>2</sup> Dans les limites fixées par le droit fédéral, les volontaires sont assimilés à des personnes astreintes à la protection civile et en ont les mêmes droits et obligations.

#### CHAPITRE IV : Collaboration

Aide  
intercantonale ou  
transfrontalière **Art. 20** <sup>1</sup> Sur proposition de l'organe de conduite, le Gouvernement peut requérir l'aide des cantons et des régions transfrontalières.

<sup>2</sup> Il décide de l'aide à apporter aux cantons et, dans les limites des accords internationaux, aux régions transfrontalières.

<sup>3</sup> Il est habilité à conclure dans ce domaine des conventions intercantionales ou transfrontalières.

## CHAPITRE V : Dispositions financières

Aides financières d'urgence **Art. 21** Le Gouvernement peut allouer des aides financières d'urgence aux communes et aux personnes gravement sinistrées à la suite d'une situation extraordinaire.

Assurances **Art. 22** Les assurances des personnes servant dans le cadre de la protection de la population sont régies par la législation propre aux organes auxquels elles appartiennent.

Indemnités **Art. 23** Le Gouvernement règle les modalités de l'indemnisation des personnes servant au sein de la protection de la population.

Responsabilité **Art. 24** <sup>1</sup> Les tiers responsables de la survenance d'une situation extraordinaire, causée intentionnellement ou par négligence grave, nécessitant la mise sur pied des organes de la protection de la population peuvent être tenus de supporter tout ou partie des frais d'intervention.

<sup>2</sup> La Section de la protection de la population et de la sécurité fixe ces frais par voie de décision.

Frais d'intervention **Art. 25** <sup>1</sup> Sous réserve de la législation spéciale qui lui est applicable, chaque organisation partenaire supporte ses frais d'intervention.

<sup>2</sup> Sur proposition du département auquel est rattachée la Section de la protection de la population et de la sécurité, le Gouvernement décide de la répartition entre le Canton et les communes des autres frais consécutifs à une intervention, le recours aux services de tiers, la location ou la réquisition de matériel et de moyens d'intervention et les indemnités à verser.

## TITRE TROISIEME : Protection civile

### CHAPITRE PREMIER : Organisation

Organes de la  
protection civile

**Art. 26** Les organes de la protection civile sont :

- a) le Gouvernement;
- b) le département auquel est rattachée la Section de la protection de la population et de la sécurité;
- c) la Section de la protection de la population et de la sécurité;
- d) les autorités régionales de surveillance;
- e) les organisations régionales de la protection civile (ci-après : "OPC");
- f) les communes.

Attributions des  
organes  
1. Gouvernement

**Art. 27** <sup>1</sup> Le Gouvernement exerce la haute surveillance sur l'organisation de la protection civile dans le canton.

<sup>2</sup> Le Gouvernement est compétent pour :

- a) régler l'organisation et le fonctionnement des organes de la protection civile;
- b) fixer le nombre et la délimitation territoriale des OPC;
- c) adopter la planification des besoins en constructions protégées (art. 52 LPPCi);
- d) ordonner la réalisation d'abris publics, de constructions protégées et d'abris pour biens culturels;
- e) déterminer la nécessité de réaliser des abris ou de verser des contributions de remplacement lorsque le nombre de places protégées est atteint (art. 47, al. 3, LPPCi);
- f) ordonner au besoin qu'aucun abri ne soit construit (art. 18 OPCi);
- g) régler l'utilisation et la gestion des contributions de remplacement (art. 47, al. 5, LPPCi et 22, al. 2, OPCi).

2. Département

**Art. 28** <sup>1</sup> Le département auquel est rattachée la Section de la protection de la population et de la sécurité est l'autorité de surveillance en matière de protection civile.

<sup>2</sup> Il exerce en particulier les tâches suivantes :

- a) approuver la structure de chaque OPC;
- b) fixer le montant des contributions de remplacement;
- c) ratifier la nomination des commandants des OPC et de leurs remplaçants.

**Art. 29** <sup>1</sup> La Section de la protection de la population et de la sécurité est chargée de l'application de la législation sur la protection civile.

<sup>2</sup> Elle exerce toutes les tâches qui ne sont pas attribuées à un autre organe.

<sup>3</sup> Il lui incombe en particulier :

- a) de définir, sous réserve de l'article 28, alinéa 2, lettre a, la structure de chaque OPC en fonction des conditions régionales et des risques;
- b) de régler la collaboration entre les OPC;
- c) de statuer sur l'admission de volontaires, sur l'affectation des personnes astreintes et sur l'incorporation dans le personnel de réserve (art. 15, 17 et 18 LPCCi);
- d) de statuer sur la libération anticipée (art. 20 LPCCi);
- e) de prononcer l'exclusion (art. 21 LPCCi);
- f) de définir les grades conformément à l'ordonnance fédérale du 9 décembre 2003 sur les fonctions, les grades et la solde dans la protection civile<sup>4)</sup>;
- g) d'attribuer les fonctions et les grades en fonction de la formation;
- h) de décider la mise sur pied des OPC en cas de catastrophe ou de situation d'urgence, de même que pour des travaux de remise en état (art. 27, al. 2, lettres a et b, LPCCi);
- i) d'autoriser la mise sur pied des OPC pour des activités en faveur de la collectivité (art. 27, al. 2, lettre c, LPCCi);
- j) de tenir le contrôle des personnes astreintes (art. 28 LPCCi);
- k) d'organiser, en collaboration avec les OPC, les cours d'instruction, de perfectionnement et de répétition (art. 33 à 36 LPCCi);
- l) de convoquer aux services d'instruction les personnes astreintes (art. 38 LPCCi);
- m) de statuer sur les demandes d'ajournement de service (art. 38, al. 4, LPCCi et 9 OPCi) et de congé (art. 10 OPCi);
- n) de rendre toute décision utile en matière d'abri et de constructions protégées, sous réserve des compétences attribuées à une autre autorité;
- o) de contrôler la construction, l'équipement et l'entretien des abris publics, des abris pour biens culturels et des constructions protégées (art. 27, al. 1, 28, al. 1, et 35, al. 1, OPCi);
- p) d'autoriser la désaffectation d'abris (art. 49 LPCCi);
- q) de définir les zones d'appréciation pour l'attribution des places protégées (art. 20, al. 2, OPCi);
- r) d'ordonner au besoin la réunion de places protégées en abris communs (art. 19 OPCi);
- s) de fixer lors de chaque construction le montant de la contribution de remplacement due (art. 47, al. 4, LPCCi);
- t) de contrôler la perception, la gestion et l'utilisation des contributions de remplacement et de libérer les moyens à disposition (art. 22, al. 2, OPCi);

- u) de distribuer aux communes le matériel acquis par la Confédération et en contrôler périodiquement l'état de préparation et l'entretien (art. 14 et 16 OPCi);
- v) d'établir la planification (art. 16, al. 1, de l'ordonnance fédérale du 5 décembre 2003 sur l'alarme<sup>5)</sup>).

#### 4. Autorités régionales de surveillance

**Art. 30** <sup>1</sup> Chaque OPC est placée sous la surveillance d'une autorité régionale qui constitue l'organe représentatif des communes.

<sup>2</sup> L'autorité régionale de surveillance exerce notamment les attributions suivantes :

- a) elle veille au bon fonctionnement de l'OPC;
- b) elle définit, sous réserve de l'article 29, alinéa 3, lettre i, les activités exercées par les OPC en faveur de la collectivité;
- c) elle nomme, sous réserve de l'article 28, alinéa 2, lettre c, le commandant de l'OPC et son remplaçant.

<sup>3</sup> Le Gouvernement règle l'organisation des autorités régionales de surveillance.

#### 5. OPC

**Art. 31** <sup>1</sup> Les OPC constituent les éléments d'intervention de la protection civile. Elles accomplissent les tâches suivantes :

- a) mise à disposition de l'infrastructure de protection et des moyens permettant de transmettre l'alarme à la population;
- b) encadrement de sans-abri et de personnes en quête de protection;
- c) protection des biens culturels;
- d) appui aux autres organisations partenaires, notamment en cas de catastrophe ou de situation d'urgence;
- e) aide à la conduite et logistique, à titre de renfort;
- f) travaux de remise en état;
- g) engagements au profit de la collectivité.

<sup>2</sup> Elles assurent la conduite des cours d'instruction, de perfectionnement et de répétition, conformément aux directives de la Section de la protection de la population et de la sécurité.

#### 6. Communes

**Art. 32** <sup>1</sup> Dans le cadre de la protection civile, les communes exercent les attributions suivantes :

- a) elles établissent, à l'intention des autorités régionales de surveillance, des propositions d'activités des OPC en faveur de la collectivité;
- b) elles construisent, équiper et entretiennent les abris publics, les postes de commandement, les postes d'attente et les centres sanitaires protégés (art. 46, al. 2, et 52, al. 2, LPPCi);

- c) elles contrôlent la construction, l'équipement et l'entretien des abris privés (art. 28, al. 1, OPCi);
- d) elles perçoivent les contributions de remplacement fixées par la Section de la protection de la population et de la sécurité et en assurent la gestion;
- e) elles attribuent les places protégées;
- f) elles transmettent à l'autorité compétente les demandes relatives à la construction d'abris et à la libération d'en construire;
- g) elles veillent à l'installation de moyens d'alarme et à leur entretien;
- h) elles garantissent la transmission de l'alarme à la population.

<sup>2</sup> Les communes peuvent se regrouper pour exercer ces attributions.

## CHAPITRE II : Ouvrages de protection

### Principe

**Art. 33** Chaque habitant doit disposer d'une place protégée dans un abri situé à proximité de son lieu d'habitation et atteignable dans un délai raisonnable.

### Abris privés et abris publics

**Art. 34** <sup>1</sup> Lors de la construction de maisons d'habitation, de homes et d'hôpitaux, les propriétaires d'immeubles doivent réaliser des abris, les équiper et, par la suite, les entretenir.

<sup>2</sup> Dans les zones où le nombre de places protégées est insuffisant, les communes veillent à combler ce déficit en réalisant des abris publics équipés.

### Constructions protégées

**Art. 35** <sup>1</sup> Les communes réalisent, équipent, entretiennent et modernisent les postes de commandement, les postes d'attente et les centres sanitaires protégés nécessaires à l'OPC à laquelle elles sont rattachées.

<sup>2</sup> Les institutions dont relèvent les hôpitaux réalisent, équipent, entretiennent et modernisent les unités d'hôpital protégées.

### Etat de préparation

**Art. 36** <sup>1</sup> Les propriétaires et les possesseurs d'ouvrages de protection doivent veiller à ce que, sur ordre de la Confédération, ces ouvrages puissent être mis en état de fonctionner.

<sup>2</sup> Pour assurer l'entretien des abris publics et des constructions protégées, les OPC créent, sur proposition des communes, des détachements spécialisés.

Exécution par  
substitution

**Art. 37** Si les mesures prescrites ne sont pas exécutées, l'autorité cantonale ou communale compétente en ordonne l'exécution aux frais du propriétaire ou du possesseur de l'ouvrage de protection.

### CHAPITRE III : Financement

Frais des OPC

**Art. 38** <sup>1</sup> Les frais des OPC (administration, instruction, matériel, interventions, responsabilité pour les dommages) sont répartis entre le Canton et les communes à raison de 50 % chacun.

<sup>2</sup> La répartition entre les communes se fait selon les principes de la péréquation financière indirecte fixés dans la loi concernant la péréquation financière<sup>6)</sup>.

<sup>3</sup> Les frais des OPC pour les activités en faveur de la collectivité, qui ont lieu en dehors des cours de répétition, sont supportés par les requérants.

<sup>4</sup> Les détachements spécialisés au sens de l'article 36, alinéa 2, sont à la charge des communes qui en proposent la création.

Constructions  
a) Abris publics

**Art. 39** <sup>1</sup> Les communes assument le financement des frais de construction, d'équipement et d'entretien des abris publics non couverts par les contributions de remplacement.

b) Postes de  
commandement,  
postes d'attente,  
centres sani-  
taires protégés

<sup>2</sup> Elles assument également le financement des postes de commandement, des postes d'attente, des centres sanitaires protégés pour la partie non couverte par les subventions fédérales.

c) Unités  
d'hôpital  
protégées

<sup>3</sup> Les frais de construction, d'équipement et d'entretien des unités d'hôpital protégées sont, après déduction des contributions fédérales, répartis entre le Canton et les communes à raison de 50 % chacun. La répartition entre les communes se fait selon les principes de la péréquation financière indirecte fixés dans la loi concernant la péréquation financière<sup>6)</sup>.

d) Moyens  
d'alarme

<sup>4</sup> Les communes assument les frais d'entretien et d'exploitation des moyens d'alarme.

Protection des  
biens culturels

**Art. 40** <sup>1</sup> Pour la construction d'abris pour biens culturels, de même que pour les autres mesures de protection de ces biens prises en accord avec les autorités cantonales compétentes, le Canton verse aux communes et aux autres collectivités de droit public des subventions calculées sur les frais non couverts par les subventions fédérales.

<sup>2</sup> Le taux de subvention maximum est de 50 %. Il est fixé par le département auquel est rattachée la Section de la protection de la population et de la sécurité en tenant compte de l'indice des ressources de chaque commune.

<sup>3</sup> Pour la construction d'abris pour biens culturels, de même que pour les autres mesures de protection de ces biens prises en accord avec les autorités cantonales compétentes, le Canton verse aux personnes physiques ou morales une subvention de 30 %.

<sup>4</sup> Les subventions ne sont versées que si les biens culturels à protéger revêtent une importance au moins régionale.

## TITRE QUATRIEME : Voies de droit, dispositions pénales

Recours

**Art. 41** Les décisions fondées sur la présente loi ou sur ses dispositions d'exécution peuvent faire l'objet d'une opposition et d'un recours conformément au Code de procédure administrative<sup>7</sup>.

Prétentions  
pécuniaires

**Art. 42** <sup>1</sup> Les demandes en dommages-intérêts et les actions récursoires au sens des articles 60 à 62 de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile<sup>1</sup> sont portées par voie d'action devant la Chambre administrative du Tribunal cantonal. Le recours à l'organe fédéral dont relève la protection civile demeure réservé (art. 67 LPPCi).

<sup>2</sup> Les indemnités au sens de l'article 64 de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile sont fixées par la Section de la protection de la population et de la sécurité par voie de décision.

Dispositions  
pénales

**Art. 43** <sup>1</sup> Sous réserve des dispositions fédérales, sera puni de l'amende celui qui contrevient aux dispositions de la présente loi, à ses dispositions d'exécution ou aux décisions fondées sur elles.



<sup>2</sup> En cas d'infraction aux dispositions fédérales ou cantonales, la Section de la protection de la population et de la sécurité peut, dans les cas de peu de gravité ou lorsque l'auteur a agi par négligence, renoncer à dénoncer l'infraction et donner un avertissement à la personne fautive.

## TITRE CINQUIEME : Dispositions finales

Abrogation

**Art. 44** Sont abrogés :

- la loi introductive du 26 octobre 1978 concernant la protection civile;
- le décret du 24 avril 1986 concernant le versement de subventions en faveur de la protection civile.

Dispositions d'exécution

**Art. 45** Le Gouvernement édicte les dispositions complémentaires nécessaires à l'exécution de la présente loi.

Référendum

**Art. 46** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en vigueur

**Art. 47** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>8)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 13 décembre 2006

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard

Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

<sup>1)</sup> RS 520.1

<sup>2)</sup> RS 520.11

<sup>3)</sup> RSJU 101

<sup>4)</sup> RS 520.112

<sup>5)</sup> RS 520.12

<sup>6)</sup> RSJU 651

<sup>7)</sup> RSJU 175.1

<sup>8)</sup> 1<sup>er</sup> mars 2007

<sup>9)</sup> Nouvelle dénomination selon le ch. I de la modification du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 19 décembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009 (RSJU 172.111). Il a été tenu compte de cette modification dans toute la présente loi.



## Ordonnance sur l'approvisionnement économique du pays

du 16 juin 2009

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 8 octobre 1982 sur l'approvisionnement économique du pays (Loi sur l'approvisionnement du pays, LAP)<sup>1)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 6 juillet 1983 sur l'organisation de l'approvisionnement économique du pays (Ordonnance d'organisation de l'approvisionnement du pays)<sup>2)</sup>,

vu l'article 5, alinéa 2, lettre f, de la loi du 13 décembre 2006 sur la protection de la population et la protection civile (LPCi)<sup>3)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Généralités

**But** **Article premier** La présente ordonnance vise à définir les dispositions d'exécution de la législation fédérale sur l'approvisionnement économique du pays et à instituer les organes nécessaires.

**Terminologie** **Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### SECTION 2 : Organisation

**1. OCAE**  
**a) Principe** **Art. 3** <sup>1</sup> Sous la dénomination d'office cantonal pour l'approvisionnement économique du pays (ci-après : "OCAE"), il est institué un centre de compétence cantonal pour les mesures visant à pallier les perturbations de l'approvisionnement du pays en biens et en services d'importance vitale.

<sup>2</sup> L'OCAE est rattaché au Département en charge de la sécurité et de la protection (ci-après : "le Département").

## b) Composition

**Art. 4** <sup>1</sup> L'OCAE est composé du délégué cantonal à l'approvisionnement économique du pays (ci-après : "le délégué") et des responsables des domaines suivants :

- a) rationnement des denrées alimentaires;
- b) rationnement des carburants;
- c) réglementation de l'huile de chauffage;
- d) information au public;
- e) service juridique;
- f) relevé des prix.

<sup>2</sup> Des domaines peuvent, suivant l'évolution de la situation, être ajoutés ou supprimés.

<sup>3</sup> Chaque membre de l'OCAE est pourvu d'un suppléant.

## c) Nomination

**Art. 5** Le délégué cantonal à l'approvisionnement économique du pays, les responsables de domaine, ainsi que leurs suppléants sont nommés par le Gouvernement.

## d) Tâches

**Art. 6** <sup>1</sup> En état de préparation permanent, les tâches de l'OCAE sont notamment les suivantes :

- a) assurer l'approvisionnement en biens et en services d'importance vitale par un état de préparation adéquat et une organisation opérationnelle;
- b) émettre des ordres et des directives à l'intention des services de l'administration cantonale, des communes et des particuliers;
- c) instruire les cadres des administrations cantonale et communales;
- d) proposer au Gouvernement les mesures propres à améliorer l'approvisionnement économique du Canton en biens d'importance vitale et les conditions d'application sur les plans social, administratif et financier;
- e) assurer la liaison avec la Confédération.

<sup>2</sup> En état de crise, les tâches de l'OCAE sont notamment les suivantes :

- a) prendre toutes les mesures urgentes imposées en approvisionnement économique du pays par la Confédération, notamment les mesures de rationnement;
- b) coordonner et superviser l'activité des domaines mentionnés à l'article 4 ci-dessus;
- c) renseigner régulièrement le Gouvernement sur l'évolution de la situation;
- d) informer les autorités et la population sur l'évolution de la situation de l'approvisionnement économique du pays;
- e) traiter les données statistiques requises par les instances fédérales et cantonales concernées.

- e) Secrétariat **Art. 7** Chaque responsable de domaine assure son propre secrétariat.
- f) Indemnisation et remboursement de frais **Art. 8** <sup>1</sup> Les membres de l'OCAE, à l'exception des représentants de l'Etat, sont indemnisés conformément à l'ordonnance concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales<sup>4)</sup>.
- <sup>2</sup> Pour le remboursement des frais, l'ordonnance concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>5)</sup> s'applique par analogie.
2. Délégué à l'approvisionnement économique du pays **Art. 9** <sup>1</sup> Le délégué cantonal à l'approvisionnement économique du pays dirige l'OCAE.
- <sup>2</sup> Il coordonne les activités des différents responsables de domaine et convoque l'OCAE au moins une fois par année ou selon les besoins.
- <sup>3</sup> Il est membre de l'Etat-major cantonal de conduite (EMCC) et assure l'échange de renseignements.
3. Responsables de domaine **Art. 10** <sup>1</sup> Les responsables de domaine assurent un état de préparation de l'approvisionnement économique du pays dans leur domaine, conformément aux prescriptions de la Confédération.
- <sup>2</sup> Ils accomplissent toutes les tâches relevant de l'approvisionnement économique du pays dans leur domaine conformément aux directives de la Confédération et de l'OCAE.
- <sup>3</sup> Ils informent périodiquement le délégué cantonal à l'approvisionnement économique du pays de leurs activités.
4. Services cantonaux  
a) Priorité **Art. 11** En cas de crise, les services de l'administration cantonale donnent une priorité absolue aux démarches nécessitées par l'approvisionnement économique du pays.
- b) Renfort en personnel **Art. 12** <sup>1</sup> Ils renforcent leurs effectifs en personnel de façon à faire face à la surcharge de travail, dans la mesure du possible par transferts au sein même de l'administration cantonale.
- <sup>2</sup> Les chefs des départements sont compétents pour autoriser les transferts.

5. Communes  
a) Organisation

**Art. 13** <sup>1</sup> L'organisation de l'approvisionnement économique du pays au niveau communal relève de la compétence des communes.

<sup>2</sup> Il est loisible aux communes de se regrouper.

<sup>3</sup> Les communes informent l'OCAE de la forme d'organisation donnée à leur office communal de l'approvisionnement économique du pays (OCoAE) et des changements intervenus.

b) Exécution des tâches

**Art. 14** Dans l'exécution de leurs tâches, les communes appliquent les directives et prescriptions fédérales et cantonales qui leur sont transmises par le délégué cantonal à l'approvisionnement économique du pays.

6. Protection civile

**Art. 15** En cas de besoin et en accord avec le Département, le délégué à l'approvisionnement économique du pays peut faire appel au service de la protection civile et mettre sur pied l'effectif nécessaire à l'exécution des tâches.

### SECTION 3 : Information

Principe

**Art. 16** L'OCAE informe régulièrement la population et les médias des mesures de réglementation et de rationnement prises par les autorités cantonales.

### SECTION 4 : Frais

1. Canton

**Art. 17** Le Gouvernement statue sur les frais découlant de la mise sur pied du personnel supplémentaire nécessaire.

2. Communes

**Art. 18** Les communes supportent les frais d'organisation et de formation de l'office communal.

### SECTION 5 : Voies de droit

Voies de droit

**Art. 19** <sup>1</sup> Les décisions rendues en application de la présente ordonnance sont sujettes à opposition et à recours conformément au Code de procédure administrative<sup>6)</sup>.

<sup>2</sup> Les délais d'opposition et de recours sont de dix jours.

## **SECTION 6 : Dispositions finales**

Clause  
abrogatoire

**Art. 20** Sont abrogés :

- l'arrêté du 6 décembre 1978 concernant l'Office cantonal de l'économie de guerre;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les tâches des communes en matière d'économie de guerre.

Entrée en  
vigueur

**Art. 21** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2009.

Delémont, le 16 juin 2009

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Probst  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RS 531
- 2) RS 531.11
- 3) RSJU 521.1
- 4) RSJU 172.356
- 5) RSJU 173.461
- 6) RSJU 175.1





## Loi sur la police cantonale

du 4 décembre 2002

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 54 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### I. Dispositions générales

Mission	<p><b>Article premier</b> <sup>1</sup> La police cantonale a pour mission de veiller à la sécurité publique, de maintenir l'ordre et d'assurer l'exécution et l'observation des lois.</p> <p><sup>2</sup> Son rôle est préventif, éducatif et répressif.</p> <p><sup>3</sup> Les attributions et les obligations des autorités communales en matière de police sont réservées.</p>
Terminologie	<p><b>Art. 2</b> Les termes qui désignent des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.</p>
Subordination	<p><b>Art. 3</b> <sup>1</sup> La police cantonale est placée sous l'autorité du Gouvernement.</p> <p><sup>2</sup> Elle dépend administrativement du département auquel elle est rattachée (dénommé ci-après : "Département").</p> <p><sup>3</sup> Elle est placée sous les ordres d'un commandant, qui répond de sa bonne marche devant le chef du Département.</p>
Réquisition	<p><b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Le droit de requérir la police cantonale appartient :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) au Gouvernement;</li><li>b) au Département;</li><li>c) aux autorités judiciaires.</li></ul>

<sup>2</sup> Les autres départements peuvent requérir la police cantonale par l'intermédiaire du Département.

<sup>3</sup> Une autorité ne peut user du droit de réquisition que pour appliquer les lois et autres textes légaux qui déterminent son organisation et ses attributions.

Coopération  
policière  
intracantonale

**Art. 5** <sup>1</sup> En cas de besoin, les polices communales sont tenues de prêter aide à la police cantonale, si celle-ci le requiert.

<sup>2</sup> Lorsque les deux polices collaborent, la direction des opérations est assumée en principe par la police cantonale.

<sup>3</sup> Les agents des polices communales ont, lorsqu'ils sont appelés, en fonction de leur formation, à collaborer avec la police cantonale, les mêmes compétences et devoirs que celle-ci sur l'ensemble du territoire cantonal.

<sup>4</sup> Le Département peut, d'entente avec les conseils communaux concernés, passer des conventions portant sur la coopération entre la police cantonale et les polices communales.

Coopération  
policière  
extracantonale

**Art. 6** <sup>1</sup> La police cantonale coopère directement avec les autorités de police de la Confédération, des autres cantons, du corps des gardes-frontières et des pays limitrophes, en particulier dans le cadre de concordats et d'accords transfrontaliers.

<sup>2</sup> Elle est habilitée à transférer des données personnelles aux autres autorités de police pour autant que le transfert soit nécessaire à l'accomplissement de tâches de police.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut, par voie de convention, régler la coopération extracantonale en matière de police.

Traitement des  
données de  
police

**Art. 7** <sup>1</sup> La police est autorisée à établir des fichiers spécifiques pour l'accomplissement de ses tâches.

<sup>2</sup> Ces fichiers sont traités conformément à la législation sur la protection des données, sauf disposition contraire du droit fédéral ou d'une loi cantonale spécifique.

Avis de  
recherche

**Art. 8** La recherche publique d'une personne est autorisée s'il existe des soupçons qu'elle ait été victime d'une infraction ou d'un accident, qu'elle constitue une menace pour elle-même ou pour autrui, ou qu'elle soit l'auteur d'un crime ou d'un délit grave.

Ordonnance  
d'exécution

**Art. 9** Une ordonnance d'exécution donne les précisions utiles sur :

- a) les tâches et l'organisation de la police cantonale;
- b) les attributions, les devoirs et les droits des agents du corps de police;
- c) le pouvoir disciplinaire;
- d) les traitements, les indemnités et le logement;
- e) l'armement, l'habillement et l'équipement du corps de police;
- f) les mutations;
- g) le recrutement et la formation professionnelle;
- h) la collaboration entre les polices cantonale et communales.

## II. Organisation

### A. Généralités

Organisation

**Art. 10** <sup>1</sup> La police cantonale comprend les sections suivantes :

- a) le commandement;
- b) la police judiciaire;
- c) la gendarmerie territoriale;
- d) la section des opérations et de la circulation.

<sup>2</sup> Le commandement regroupe le personnel chargé d'exécuter des tâches au profit de l'ensemble de la police cantonale. Les agents de la police travaillant en civil dans différents groupes spécialisés appartiennent au corps de la police judiciaire. Le corps de la gendarmerie comprend tous les agents de police travaillant en uniforme.

<sup>3</sup> Ces différentes sections collaborent étroitement sous la direction du commandant de la police cantonale.

### B. Commandant de la police cantonale et état-major

Commandant  
de la police  
cantonale

**Art. 11** Le responsable de la police cantonale porte le titre de commandant. Il dispose d'un secrétariat, des services généraux et du responsable de l'informatique.

Etat-major

**Art. 12** L'état-major de la police cantonale comprend :

- a) le commandant de la police cantonale;
- b) le chef de la gendarmerie territoriale, l'adjoint de celui-ci et le chef de la section des opérations et de la circulation;
- c) le chef de la police judiciaire et le remplaçant de celui-ci;
- d) <sup>7)</sup> le chef de la Section de la protection de la population et de la sécurité.

Officiers de police

**Art. 13** <sup>1</sup> Les officiers de la gendarmerie territoriale et de la section des opérations et de la circulation ont le grade de lieutenant, de premier lieutenant ou de capitaine, selon la répartition fixée dans une ordonnance du Gouvernement.<sup>2</sup> Les officiers de la police judiciaire ont le grade de commissaire, selon la répartition fixée dans une ordonnance du Gouvernement.<sup>3</sup> Le commandant de la police cantonale, le chef de la police judiciaire et le chef de la Section de la protection de la population et de la sécurité sont, de par leur fonction, officiers de la police cantonale.<sup>8)</sup><sup>4</sup> Le Code de procédure pénale de la République et Canton du Jura<sup>2)</sup> fixe les conditions pour acquérir le titre d'officier de police judiciaire (OPJ).

Matériel

**Art. 14** La police cantonale est dotée de l'armement, de l'équipement et de l'habillement nécessaires à l'accomplissement de ses tâches. Ce matériel est choisi par le Département sur proposition du commandant de la police cantonale.

### C. Services généraux et responsable de l'informatique

Mission et organisation

**Art. 15** <sup>1</sup> Les services généraux et le responsable de l'informatique ont des attributions qui intéressent l'ensemble de la police cantonale. Ils sont directement subordonnés au commandant de la police cantonale.<sup>2</sup> Leurs attributions et leur composition sont fixées par le Gouvernement dans une ordonnance d'exécution.

### D. Gendarmerie territoriale

Mission

**Art. 16** <sup>1</sup> La gendarmerie territoriale veille au maintien de la sécurité et de l'ordre publics.

<sup>2</sup> Elle assume seule les tâches administratives et judiciaires en matière de contraventions ou de délits et, en collaboration avec la police judiciaire, en présence de délits graves ou de crimes.

<sup>3</sup> Elle assume des tâches de police de la circulation, seule ou en collaboration avec la section des opérations et de la circulation.

#### Organisation

**Art. 17** <sup>1</sup> La gendarmerie territoriale est placée sous les ordres d'un chef ayant le grade de capitaine, qui est assisté d'un ou de plusieurs officiers ayant le grade de premier lieutenant ou de lieutenant.

<sup>2</sup> Elle est en outre composée de sous-officiers supérieurs (adjudants et sergents-majors), de sous-officiers (sergents et caporaux), d'appointés et de gendarmes, dont le nombre est arrêté par le Gouvernement.

#### Uniforme

**Art. 18** <sup>1</sup> Les agents de la gendarmerie territoriale portent l'uniforme, sauf exceptions prévues dans l'ordonnance d'exécution.

<sup>2</sup> Il est interdit à toute personne étrangère à la police cantonale de porter l'uniforme ou des vêtements pouvant être confondus avec celui-ci, sous peine de l'amende; les objets constitutifs du corps du délit peuvent être saisis.<sup>6)</sup>

### E. Police judiciaire

#### Mission

**Art. 19** La police judiciaire est spécialement chargée de la prévention et de la répression des crimes et des délits, ainsi que de l'identification de leurs auteurs.

#### Organisation

**Art. 20** <sup>1</sup> La police judiciaire est placée sous les ordres d'un chef, qui est assisté d'un ou de plusieurs officiers ayant le grade de commissaire.

<sup>2</sup> Elle comprend des inspecteurs principaux, des inspecteurs principaux adjoints et des inspecteurs, dont le nombre est arrêté par le Gouvernement.

<sup>3</sup> Le chef et les agents de la police judiciaire accomplissent leur service en tenue civile.

## F. Section des opérations et de la circulation

Mission	<b>Art. 21</b> La section des opérations et de la circulation est chargée de la gestion du central d'engagement et de télécommunications, de la police de la route, des relevés techniques des accidents et de l'éducation routière.
Organisation	<p><b>Art. 22</b> <sup>1</sup> La section des opérations et de la circulation est placée sous les ordres d'un officier ayant le grade de premier lieutenant ou de lieutenant, qui est assisté d'un ou de plusieurs sous-officiers supérieurs.</p> <p><sup>2</sup> Elle est en outre composée de sous-officiers supérieurs (adjudants et sergents-majors), de sous-officiers (sergents et caporaux), d'appointés et de gendarmes, dont le nombre est arrêté par le Gouvernement.</p>
Uniforme	<p><b>Art. 23</b> <sup>1</sup> Les agents de la section des opérations et de la circulation portent l'uniforme, sauf exceptions prévues dans l'ordonnance d'exécution.</p> <p><sup>2</sup> Il est interdit à toute personne étrangère à la police cantonale de porter l'uniforme ou des vêtements pouvant être confondus avec celui-ci, sous peine de l'amende; les objets constitutifs du corps de délit peuvent être saisis. <a href="#">6j</a></p>

## III. Statut des membres de la police cantonale

Principe	<p><b>Art. 24</b> Sous réserve des présentes dispositions, les membres de la police cantonale sont soumis aux lois et règlements qui fixent le statut et le traitement des fonctionnaires de l'Etat.</p> <p><b>Art. 25</b> <sup>1</sup> Chaque membre de la police cantonale jouit du respect de ses droits fondamentaux, notamment du respect de sa dignité, de sa personne et de sa vie privée.</p> <p><sup>2</sup> Les droits et les devoirs des agents de la police cantonale peuvent faire l'objet d'un code de déontologie soumis à l'approbation du Gouvernement.</p>
Conditions d'admission	<p><b>Art. 26</b> <sup>1</sup> Peut être nommée en qualité d'agent de la police cantonale, toute personne de citoyenneté suisse ou au bénéfice d'un permis d'établissement de type C qui a l'exercice des droits civils, jouit d'une bonne réputation, d'une bonne santé et remplit les conditions suivantes :</p> <p>a) être âgée de 20 à 28 ans au plus;</p>

- b) justifier d'une bonne culture générale;
- c) avoir une bonne connaissance d'une deuxième langue;
- d) posséder une formation scolaire ou professionnelle, sanctionnée par un certificat de capacité ou un titre jugé équivalent;
- e) avoir fréquenté avec succès une école d'aspirants de gendarmerie ou de police judiciaire organisée ou reconnue par le Département.

En cas de besoin, le Département peut autoriser des exceptions aux règles énoncées sous lettres a, c et e.

<sup>2</sup> Pour la police judiciaire, la personne doit remplir, en sus des exigences prévues à l'alinéa premier, les conditions suivantes :

- a) parler couramment une deuxième langue;
- b) bénéficier d'une connaissance ou d'une expérience d'un domaine particulier de police judiciaire;
- c) avoir suivi avec succès, en qualité d'aspirant-inspecteur, une période d'essai de douze mois conduisant à une nomination définitive comme inspecteur.

<sup>3</sup> Les chances d'admission et de promotion sont les mêmes pour les femmes et les hommes.

Postulation	<b>Art. 27</b> Les candidatures doivent être adressées au commandant de la police cantonale. Ce dernier vérifie si les candidats remplissent les conditions fixées par la mise au concours et par la loi.
Nomination	<b>Art. 28</b> Les membres de la police cantonale sont nommés par le Gouvernement.
Promesse solennelle	<p><b>Art. 29</b> Avant d'entrer en fonction, les membres de la police cantonale font, devant le chef du Département, la promesse solennelle suivante :</p> <p>"Je promets de défendre les libertés et les droits du peuple et des citoyens, de respecter la Constitution et les lois et de remplir consciencieusement les devoirs de ma charge."</p>
Domicile	<b>Art. 30</b> Les agents de la police cantonale doivent élire domicile dans le Canton, dans un secteur déterminé par l'ordonnance d'exécution. Ils peuvent être tenus d'occuper un logement de service.
Horaire de travail	<b>Art. 31</b> <sup>1</sup> En dehors de l'horaire normal de travail prescrit, les agents de la police cantonale sont astreints à des services de piquet et de permanence durant lesquels ils peuvent être requis en tout temps.

<sup>2</sup> Les agents de la police cantonale sont tenus d'intervenir, au besoin, même s'ils ne sont pas de service. Ils ont alors droit à un congé d'une durée équivalente majorée conformément à l'ordonnance concernant le travail supplémentaire, le travail de nuit et le travail accompli hors des jours ouvrables par le personnel de l'Etat<sup>3)</sup>.

Déposition en justice

**Art. 32** <sup>1</sup> Les agents de la police cantonale ne peuvent déposer en justice comme partie, témoin ou expert sur des faits dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions qu'avec l'autorisation écrite de leur autorité de nomination. Cette autorisation demeure nécessaire après la cessation des fonctions.

<sup>2</sup> Cette autorisation n'est pas requise en cas de citation comme agent dénonciateur.

<sup>3</sup> L'autorisation ne peut être refusée que si un intérêt public majeur l'exige. Au besoin, l'autorité compétente peut faire préciser les points sur lesquels doit porter la déposition des agents de la police cantonale.

<sup>4</sup> Les mêmes règles s'appliquent à la production en justice de pièces officielles et à la remise d'attestations.

Sanctions disciplinaires

**Art. 33** <sup>1</sup> Toute violation d'un devoir de service ou de fonction est réprimée selon la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>4)</sup>.

<sup>2</sup> Les autorités judiciaires peuvent signaler au Gouvernement les manquements d'un organe de police judiciaire propres à entraîner une sanction disciplinaire.

#### IV. Principes régissant l'intervention de la police

En général

**Art. 34** Tout agent du corps de police respecte les droits fondamentaux des individus et les principes constitutionnels, notamment de légalité, de proportionnalité et d'intérêt public, ainsi que le principe d'opportunité.

Ordres reçus

**Art. 35** Tout agent du corps de police se conforme aux ordres reçus sauf s'ils sont manifestement contraires aux principes de l'article 34 ou émanent d'une autorité qui ne dispose pas de compétences pour en donner.



Légitimation  
et droit  
d'identification

**Art. 36** <sup>1</sup> Les agents de la police cantonale ont le droit d'exiger que toute personne qu'ils interpellent dans l'intérêt public établisse son identité. Ils doivent faire connaître préalablement leur qualité en présentant une pièce de légitimation.

<sup>2</sup> Lorsque la personne interpellée n'est pas en mesure de prouver son identité ou qu'un contrôle supplémentaire se révèle nécessaire, elle peut être conduite dans un poste ou un bureau de police pour y être identifiée.

Recours aux  
armes

**Art. 37** <sup>1</sup> La police est en principe armée.

<sup>2</sup> Un recours aux armes proportionné aux circonstances est autorisé comme ultime moyen de contrainte :

1. lorsque la police est attaquée ou menacée d'une attaque imminente;
2. lorsqu'en sa présence un tiers est attaqué ou menacé d'une attaque imminente;
3. pour permettre à la police de s'acquitter de sa mission, notamment :
  - a) lorsqu'une personne ayant commis ou étant fortement soupçonnée d'avoir commis un crime ou un délit grave, ou faisant courir à autrui un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé, tente de se soustraire à une arrestation ou à une détention en cours d'exécution;
  - b) pour libérer un otage;
  - c) pour empêcher une atteinte criminelle grave et imminente à des installations servant à la collectivité et dont la destruction causerait un important préjudice.

<sup>3</sup> L'usage d'une arme à feu est précédé d'une sommation si la mission et les circonstances le permettent.

<sup>4</sup> Si la sommation risque de ne pas être perçue au vu des circonstances, un coup de semonce peut être tiré.

<sup>5</sup> L'agent de police est tenu de porter secours au blessé.

<sup>6</sup> L'agent de police qui fait usage de son arme en avise immédiatement ses supérieurs.

## V. Dispositions finales

Dispositions  
d'application

**Art. 38** Le Gouvernement édicte les dispositions d'application de la présente loi.

Abrogation

**Art. 39** La loi sur la police cantonale du 26 octobre 1978 est abrogée.

Référendum

**Art. 40** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Exécution et  
entrée en  
vigueur

**Art. 41** Le Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente loi. Il en fixe l'entrée en vigueur<sup>5)</sup>.

Delémont, le 4 décembre 2002

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Vincent Theurillat  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

1) RSJU 101

2) RSJU 321.1

3) RSJU 173.111.3

4) RSJU 173.11

5) 1<sup>er</sup> janvier 2005

6) Nouvelle teneur selon le ch. XIII de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007

7) Introduite par le ch. I de la loi du 19 décembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009

8) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 19 décembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009

# TABLE DES MATIERES

<b>6</b>	<b>Finances, régales</b>
<b>61</b>	<b><i>Gestion financière</i></b>
611	Loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales
611.12	Ordonnance du 29 mars 1983 concernant la délégation de compétences financières du Gouvernement aux départements, services, offices et autres organes de l'administration cantonale
611.4	Ordonnance du 20 décembre 1988 réglant la gestion des sûretés, garanties et autres valeurs déposées ou consignées
<b>62</b>	<b><i>Subventions</i></b>
621	Loi du 29 octobre 2008 sur les subventions
<b>64</b>	<b><i>Impôts et droits</i></b>
641	<i>Impôts directs de l'Etat et des communes</i>
641.11	Loi d'impôt du 26 mai 1988
641.111.01	Arrêté du Gouvernement du 25 septembre 1990 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.02	Arrêté du Gouvernement du 29 octobre 1991 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.03	Arrêté du Gouvernement du 1er décembre 1992 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.04	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1993 portant adaptation pour l'impôt sur la fortune des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.05	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1996 portant non-adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.06	Arrêté du Parlement du 15 novembre 2000 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.07	Arrêté du Parlement du 8 décembre 2004 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix

641.111.08	Arrêté du Parlement du 19 décembre 2008 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.09	Arrêté du Gouvernement du 2 février 2010 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2010
641.261	Ordonnance du 16 mai 1989 relative aux exonérations de l'impôt
641.262	Ordonnance du 21 février 1989 relative au traitement fiscal de la prévoyance professionnelle
641.263	Ordonnance du 3 novembre 2009 concernant l'amnistie fiscale
641.311.1	Ordonnance du 19 décembre 2000 concernant le calcul dans le temps de l'impôt dû par les personnes physiques
641.312.21	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'évaluation de la dépense pour l'imposition à forfait de contribuables étrangers
641.312.51	Ordonnance du 16 mai 1989 relative à la déduction des frais d'entretien d'immeubles
641.312.56	Ordonnance du 21 février 1989 relative à l'évaluation des frais professionnels liés à une activité lucrative dépendante
641.312.561	Directives du Gouvernement du 5 février 2002 concernant l'assujettissement des gains accessoires de caractère politique et autres
641.312.57	Directives du Gouvernement du 22 octobre 2002 relatives à l'étendue des amortissements autorisés
641.41	Décret du 22 décembre 1988 concernant le partage de l'impôt entre les communes jurassiennes
641.416	Décret du 22 décembre 1988 fixant le tarif des émoluments pour l'établissement de plans de répartition des impôts municipaux
641.511	Décret du 22 décembre 1988 concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes
641.518	Ordonnance du 31 août 1982 concernant les moyens de preuve pour les impenses
641.541.1	Décret du 6 décembre 19787 concernant la répartition des valeurs officielles de forces hydrauliques entre les communes intéressées
641.543.1	Décret du 23 mars 1994 concernant la revision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.100	Ordonnance du 12 octobre 1994 réglant les modalités de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.101	Arrêté du Gouvernement du 14 février 1996 fixant l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs locatives des immeubles
641.543.102	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2001 fixant l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs locatives des immeubles agricoles
641.543.11	Arrêté du Parlement du 23 mars 1994 concernant le principe et les modalités de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.111	Arrêté du Parlement du 21 décembre 2001 concernant le principe et les modalités de la révision linéaire des valeurs officielles
641.543.12	Ordonnance du 7 juillet 1992 concernant la contribution de l'Etat aux frais de la revision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques, ainsi qu'aux frais relatifs aux rectifications et aux nouvelles estimations

641.611	Décret du 22 décembre 1988 concernant la Commission cantonale des recours en matière d'impôts
641.711	Ordonnance du 15 décembre 2009 sur l'imposition à la source
641.738	Décret du 22 décembre 1988 relatif à la perception des impôts par acomptes
641.741	Ordonnance du 10 octobre 1989 concernant la remise d'impôt
641.91	Loi du 28 janvier 1982 instituant un rabais fiscal pour la période 1981/ 1982
641.911	Ordonnance du 2 février 1982 portant exécution de la loi instituant un rabais fiscal pour la période 1981/1982
<i>642</i>	<i>Taxe des successions et donations</i>
642.1	Loi du 13 décembre 2006 sur l'impôt de succession et de donation
642.11	Décret du 30 novembre 1994 relatif au paiement de l'impôt de succession et de donation au moyen de biens culturels
<i>643</i>	<i>Taxes professionnelles</i>
643.1	Décret du 24 juin 1998 concernant les taxes perçues en matière de patentes d'auberge, de licences d'alcool et d'autorisations de spectacle
<i>644</i>	<i>Taxe sur les spectacles</i>
644.1	Décret du 22 décembre 1988 concernant la taxe communale sur les spectacles et les autres manifestations publiques
<i>645</i>	<i>Taxe des chiens</i>
645.1	Loi du 26 septembre 2001 sur la taxe des chiens
645.11	Ordonnance du 30 octobre 2001 concernant la taxe des chiens
<i>648</i>	<i>Exécution des droits et impôts fédéraux</i>
648.11	Ordonnance d'exécution du 19 décembre 2000 concernant l'impôt fédéral direct
648.21	Ordonnance du 10 octobre 1989 relative au remboursement de l'impôt anticipé
648.61	Ordonnance du 5 avril 2005 portant exécution de la loi fédérale du 12 juin 1959 sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir
<i>649</i>	<i>Arrangements fiscaux et double imposition</i>
649.11	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive au concordat du 10 décembre 1948 entre les cantons de la Confédération suisse sur l'interdiction des arrangements fiscaux
649.551	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion à l'accord franco-suisse concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés

649.721	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'imputation forfaitaire d'impôt
649.751	Arrêté du Parlement du 1er décembre 1983 portant approbation de l'Accord conclu le 11 avril 1983 entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers et arrêté du Parlement du 19 juin 1986 portant approbation de la modification dudit Accord
649.751.1	Décret du 25 septembre 1986 concernant la répartition de la compensation financière perçue par la République et Canton du Jura en application de l'Accord entre la Suisse et la France relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers
649.791	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le remboursement de la retenue supplémentaire d'impôt Etat-Unis d'Amérique

**65** ***Péréquation financière***

651	Loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière
651.11	Ordonnance du 23 mai 2006 concernant la péréquation financière
651.111	Arrêté du Gouvernement du 26 janvier 2010 fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2010
659.1	Arrêté du Parlement du 22 novembre 2006 portant adhésion à l'accord-cadre pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (ACI)

**69** ***Régales***

691.1	Loi du 6 décembre 1978 sur la régle des sels
691.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la régle des sels

## Loi sur les subventions (LSubv)

du 29 octobre 2008

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 17 à 54, 100 et 123 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

**But** **Article premier** <sup>1</sup> La présente loi a pour but de définir les principes applicables aux subventions cantonales.

<sup>2</sup> Elle doit assurer que celles-ci :

- a) répondent à un besoin d'intérêt général important;
- b) atteignent leurs objectifs de manière efficace et efficiente;
- c) soient adaptées aux possibilités financières de l'Etat;
- d) soient allouées selon des principes uniformes et en toute transparence;
- e) favorisent une répartition judicieuse des tâches et des charges entre l'Etat et les communes.

**Champ d'application** **Art. 2** La présente loi s'applique à toutes les subventions versées en vertu du droit cantonal.

**Terminologie** **Art. 3** Les termes de la présente loi désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

**Définitions** **Art. 4** Sont des subventions :

- a) les indemnités, qui sont des prestations pécuniaires accordées par l'Etat à des tiers pour atténuer ou compenser les charges financières résultant de l'exécution de tâches prescrites par le droit cantonal ou de tâches de droit public déléguées par l'Etat;
- b) les aides financières, qui sont des prestations pécuniaires ou d'autres avantages économiques accordés et financés par l'Etat à des tiers pour assurer ou promouvoir la réalisation de tâches d'intérêt public que le bénéficiaire a librement décidé d'assumer.

Régime juridique **Art. 5** Nul n'a droit à l'octroi d'indemnités ou d'aides financières, sauf disposition légale contraire.

## CHAPITRE II : Principes

Portée des principes **Art. 6** Le présent chapitre s'applique au législateur et aux autorités octroyant des subventions.

En général **Art. 7** <sup>1</sup> Les subventions doivent répondre aux principes généraux de l'activité de l'Etat et en particulier à ceux de la légalité, de l'opportunité, de la subsidiarité, de l'efficacité et de l'efficience.

<sup>2</sup> En outre, les autorités compétentes prennent en considération les répercussions financières conformément à l'article 8 de la loi sur les finances cantonales<sup>2)</sup>.

Légalité **Art. 8** L'octroi de subventions doit reposer sur une base légale.

Opportunité **Art. 9** Une subvention est opportune, au sens de la présente loi, lorsqu'elle :  
 a) répond à la satisfaction de besoins importants;  
 b) s'inscrit dans la politique financière de l'Etat et  
 c) correspond à une juste répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes ou d'autres institutions.

Subsidiarité **Art. 10** Le but visé par la subvention ne doit pas pouvoir être atteint par des moyens autres que l'intervention financière de l'Etat.

Efficacité et efficience **Art. 11** <sup>1</sup> La forme, le montant et la durée des subventions sont déterminés en fonction de ce qui est indispensable à la réalisation du but fixé.

<sup>2</sup> L'octroi de subventions doit permettre d'atteindre le meilleur rapport entre les coûts prévisibles et les diverses sources de financement.

Capacité financière du requérant **Art. 12** <sup>1</sup> La législation spéciale détermine dans quelle mesure il est tenu compte de la capacité financière du requérant pour l'octroi d'une subvention.

<sup>2</sup> La capacité financière d'une commune est définie par l'indice des ressources conformément à la loi concernant la péréquation financière<sup>3)</sup>.



Conditions et charges	<b>Art. 13</b> Toute subvention peut faire l'objet de conditions et de charges particulières.
Soutien des communes	<b>Art. 14</b> L'octroi de subventions peut dépendre du fait que les communes intéressées fournissent un soutien financier proportionné au subventionnement de l'Etat.
Forme des subventions	<b>Art. 15</b> Les subventions revêtent la forme de prestations pécuniaires, de prises en charge d'intérêts, de prêts à des conditions préférentielles et de cautionnements.
Prohibition des promesses	<b>Art. 16</b> Les promesses de subvention ou les engagements similaires sont proscrits.

### CHAPITRE III : Octroi des subventions

#### SECTION 1 : Dispositions générales

Conditions d'octroi a) en général	<b>Art. 17</b> L'octroi d'une subvention nécessite : a) qu'elle respecte les principes de la présente loi; b) que le requérant adresse une demande écrite complète à l'autorité compétente et offre la garantie d'accomplir les tâches en question, aux conditions et charges éventuelles qui lui sont liées.
b) collaboration intercommunale	<b>Art. 18</b> Les subventions accordées aux communes pour l'accomplissement de certaines tâches communales ou régionales d'intérêt public sont en principe subordonnées à une collaboration intercommunale, si celle-ci permet une efficacité et une efficience accrues.
Mode de subvention	<b>Art. 19</b> <sup>1</sup> Dans la mesure du possible, l'autorité compétente évite de recourir à des subventions proportionnelles à la dépense, ainsi qu'à la prise en charge de déficits, pour donner la préférence aux subventions forfaitaires liées à un projet ou à un programme.  <sup>2</sup> Elle privilégie en outre les subventions globales portant sur plusieurs années et se basant sur un système d'enveloppe financière ou de contrat de prestations.

<sup>3</sup> Dans la mesure du possible, les subventions sont limitées dans la durée et prévues à titre d'aides de démarrage, de réaménagement ou de relais.

Respect de la  
procédure de  
dépense

**Art. 20** La procédure de dépense arrêtée dans la loi sur les finances cantonales<sup>2)</sup> doit être respectée lors de l'octroi de subventions.

Travaux en  
cours et mise  
en chantier

**Art. 21** <sup>1</sup> Aucune subvention n'est accordée pour des travaux déjà en cours ou des acquisitions déjà faites.

<sup>2</sup> L'autorité compétente peut toutefois autoriser la mise en chantier ou la préparation d'une acquisition s'il n'est pas possible d'attendre le résultat de l'examen du dossier pour de justes motifs. Cette autorisation n'est ni une décision d'octroi, ni une promesse de subvention, ni un engagement similaire de l'autorité compétente.

Demande

**Art. 22** <sup>1</sup> La demande de subvention, dûment motivée, doit être adressée par écrit à l'autorité compétente, accompagnée des pièces justificatives nécessaires.

<sup>2</sup> Le bilan, les comptes, le budget, le plan financier et la planification des liquidités portant au minimum sur trois ans doivent être joints à la demande. Pour les subventions d'exploitation, l'organigramme et la description des conditions salariales doivent en outre accompagner la demande. Dans les cas de moindre importance, l'autorité peut renoncer à requérir tout ou partie de ces documents.

Demandes  
multiples

**Art. 23** <sup>1</sup> Le requérant qui sollicite plusieurs subventions pour un seul et même objet en informe les autorités concernées. S'il omet de le faire, la restitution des subventions peut être exigée conformément aux articles 39 et suivants.

<sup>2</sup> La coordination de la procédure incombe à l'autorité qui accordera vraisemblablement la subvention la plus élevée.

Indexation

**Art. 24** <sup>1</sup> Les subventions ne sont pas indexées.

<sup>2</sup> La décision d'octroi peut toutefois prévoir l'indexation pour des motifs liés à la durée de réalisation d'investissements importants.

## SECTION 2 : Modalités

### Principes

**Art. 25** <sup>1</sup> Les subventions sont octroyées par voie de décision ou sur la base d'un contrat de droit public.

<sup>2</sup> Le refus d'une subvention fait l'objet d'une décision.

<sup>3</sup> Le requérant est informé par écrit et en priorité par l'autorité compétente.

### Décision

**Art. 26** <sup>1</sup> L'autorité indique dans sa décision d'octroi :

- a) l'appellation de la subvention;
- b) la base légale qui fonde la subvention;
- c) les objectifs visés;
- d) les tâches pour lesquelles la subvention est prévue;
- e) le bénéficiaire;
- f) l'autorité compétente;
- g) la catégorie de subvention (art. 4);
- h) la forme de la subvention (art. 15);
- i) les conditions et charges;
- j) le mode de subvention (art. 19);
- k) le montant de la subvention;
- l) la rubrique budgétaire concernée;
- m) la durée de la subvention;
- n) la date et la signature;
- o) sous réserve de l'article 86, alinéa 3, du Code de procédure administrative<sup>4</sup>, une motivation, les délais et les voies de droit.

<sup>2</sup> Si le montant de la subvention ne peut être définitivement fixé, ou si la subvention n'est pas forfaitaire ou globale, l'autorité détermine les frais susceptibles d'être pris en compte, le pourcentage de la participation et le montant maximum de la subvention.

<sup>3</sup> Au besoin, la décision précise :

- a) le terme prévu pour le versement de la subvention;
- b) une réserve relative à une décision future du Parlement en lien avec le budget de l'Etat;
- c) la durée de l'affectation des biens pour lesquels la subvention est versée;
- d) les tâches à accomplir et leurs modalités d'exécution;
- e) le délai imparti pour les accomplir.

Contrat

**Art. 27** <sup>1</sup> Le contrat de droit public prévoyant l'octroi de subventions est passé en la forme écrite.

<sup>2</sup> Il est conclu pour une durée déterminée. Celle-ci ne peut excéder quatre ans. Toute reconduction tacite est exclue.

<sup>3</sup> Il stipule pouvoir être résilié sans délai avant le terme aux conditions de l'article 44. Il peut prévoir d'autres conditions de résiliation.

<sup>4</sup> Pour le surplus, l'article 26 est applicable par analogie.

Durée des  
subventions  
d'exploitation

**Art. 28** <sup>1</sup> Une subvention d'exploitation ne peut être octroyée pour une durée supérieure à quatre ans, sauf disposition légale contraire.

<sup>2</sup> Moyennant un réexamen, elle est renouvelable par décision ou contrat de droit public.

### SECTION 3 : Calcul des subventions

Subventions  
d'investissement

**Art. 29** <sup>1</sup> En règle générale, les subventions d'investissement sont allouées sous la forme d'un montant forfaitaire.

<sup>2</sup> Lorsque la subvention est déterminée en pourcentage, le montant maximal de la subvention et les coûts à prendre en considération sont définis à l'avance.

<sup>3</sup> Seuls les coûts à prendre en considération peuvent être subventionnés.

<sup>4</sup> Les intérêts courus sur le financement du projet ne sont pas subventionnés.

<sup>5</sup> Sauf circonstances exceptionnelles, le paiement de la subvention ne peut être différé de plus de 2 ans dès la présentation du décompte final.

Subventions  
d'exploitation

**Art. 30** <sup>1</sup> Pour l'octroi des subventions d'exploitation, le calcul des résultats financiers déterminants est soumis, sauf disposition légale ou contractuelle contraire, aux principes suivants :

- a) les dépenses ne sont prises en compte que dans la mesure où elles ont été prévues au budget du bénéficiaire et acceptées par l'autorité compétente;

- b) les prestations fournies au personnel ne sont prises en compte que dans la mesure où elles ne dépassent pas les conditions fixées par le droit cantonal pour des fonctions semblables dans l'administration, ou ont été admises par le Gouvernement;
- c) les amortissements ne sont pris en compte que dans la mesure où ils n'excèdent pas les taux légaux ou usuels pratiqués par l'Etat;
- d) les amortissements sur les investissements qui ont été partiellement financés par des subventions ne sont pris en compte que pour le surplus.

<sup>2</sup> Dans les cas d'importance et dans la mesure où cela s'avère judicieux, le Gouvernement ou d'autres autorités fixent des règles de gestion, prescrivent l'application d'un plan et de normes comptables ou approuvent le tarif des prestations offertes.

<sup>3</sup> Les modalités de subventionnement se basent sur des critères précis déterminant si possible la qualité et la quantité de prestations à fournir.

#### SECTION 4 : Versement des subventions

Versement

**Art. 31** <sup>1</sup> Le versement de la subvention ou, lorsque des acomptes ont été versés, le versement du solde de celle-ci n'est opéré qu'après la présentation et l'examen par l'autorité compétente du décompte requis.

<sup>2</sup> En fonction du mode de subventionnement (art. 19), le montant versé est déterminé eu égard aux coûts à prendre en considération effectivement supportés par le bénéficiaire de la subvention.

Acomptes

**Art. 32** <sup>1</sup> Dans le cadre des crédits budgétaires, il est possible de verser des acomptes allant, selon le degré d'accomplissement des tâches, jusqu'à 80 % de la subvention.

<sup>2</sup> Dans tous les cas, les acomptes ne peuvent être versés qu'au moment où les dépenses à prendre en considération ont été effectivement supportées ou sont imminentes.

Frais  
supplémentaires

**Art. 33** Un dépassement du montant de la subvention fixé par décision ou contrat de droit public ne peut être accepté par l'autorité compétente que si les frais supplémentaires sont dus :

- a) à des modifications autorisées du projet;ou
- b) à des causes objectivement non maîtrisables et impérieuses, pour autant que l'autorité compétente en ait été immédiatement informée par écrit.

Compensation  
financière

**Art. 34** <sup>1</sup> L'autorité compétente vérifie, avant tout versement total ou partiel, l'existence de dettes du bénéficiaire en faveur de l'Etat. Le cas échéant, elle peut compenser la subvention à verser avec lesdites dettes.

<sup>2</sup> La compensation doit respecter notamment les conditions des articles 120 et suivants du Code des obligations<sup>5)</sup> et les règles particulières en cas de poursuite pour dettes et faillite.

<sup>3</sup> L'autorité compétente informe sans délai le bénéficiaire concerné par la compensation et, si nécessaire, rend une décision.

## SECTION 5 : Surveillance et révision

Surveillance

**Art. 35** <sup>1</sup> L'autorité compétente veille à ce que les subventions soient utilisées conformément à leur destination et dans le respect des conditions et charges auxquelles leur octroi est subordonné.

<sup>2</sup> A cet effet, elle procède ou fait procéder à tous les contrôles et vérifications nécessaires.

<sup>3</sup> S'agissant des subventions périodiques, elle vérifie annuellement si les conditions d'octroi sont remplies.

Collaboration et  
renseignements

**Art. 36** <sup>1</sup> Le bénéficiaire est tenu de collaborer avec l'autorité compétente et les organes de contrôle et de surveillance, aussi bien avant qu'après l'octroi de la subvention, en fournissant tout renseignement ou document utile.

<sup>2</sup> Il doit en outre garantir l'accès aux locaux affectés aux tâches considérées.

<sup>3</sup> Le bénéficiaire a l'obligation d'informer spontanément l'autorité compétente de tout fait nouveau en rapport avec la subvention octroyée.

Révision

**Art. 37** Selon les circonstances, l'autorité octroyant une subvention peut exiger que les institutions publiques et privées subventionnées fassent réviser leurs comptes par un organe compétent indépendant. Cette charge est mentionnée dans la décision d'octroi ou dans le contrat.

Surveillance du  
Contrôle des  
finances

**Art. 38** La surveillance du Contrôle des finances s'étend, sous réserve de dispositions légales particulières, à tous les bénéficiaires de subventions.

## SECTION 6 : Révocation et restitution des subventions

I. Décision de  
révocation et de  
restitution

**Art. 39** <sup>1</sup> L'autorité qui a octroyé une subvention par décision peut révoquer celle-ci aux conditions qui suivent.

<sup>2</sup> Dans la décision de révocation, l'autorité exige en principe la restitution totale ou partielle de la subvention déjà versée.

<sup>3</sup> Sous réserve des dispositions qui suivent, la restitution ne peut être partielle que lorsque des circonstances particulières le justifient.

<sup>4</sup> Avant de révoquer sa décision, l'autorité informe de son intention le bénéficiaire de la subvention et lui donne l'occasion de s'exprimer.

<sup>5</sup> Lorsque le bénéficiaire est en faute ou que d'autres circonstances le justifient, les montants à restituer portent intérêt au taux arrêté par le Gouvernement dès que le motif de révocation est survenu.

<sup>6</sup> La décision de révocation entrée en force vaut titre de mainlevée définitive au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>6)</sup>.

a) Changement  
de circonstances  
et faits nouveaux

**Art. 40** <sup>1</sup> L'autorité peut révoquer une subvention lorsque les circonstances qui ont justifié son octroi se sont notablement modifiées, ou que des faits nouveaux importants sont apparus.

<sup>2</sup> La révocation est également possible en cas de changement de la législation.

<sup>3</sup> Le bénéficiaire de la subvention peut prétendre à une indemnité équitable pour les frais qu'il a engagés de bonne foi.

b) Utilisation non  
conforme

**Art. 41** <sup>1</sup> Lorsque l'autorité constate qu'une subvention n'est pas utilisée dans le respect de la décision d'octroi, notamment des conditions et charges, elle révoque sa décision. La restitution de la subvention peut être partielle lorsque l'utilisation non conforme n'a eu lieu que durant une période limitée ou lorsque les circonstances le justifient.

<sup>2</sup> Si l'utilisation conforme de la subvention est encore possible, l'autorité peut renoncer à révoquer sa décision.

c) Aliénation et désaffectation

**Art. 42** <sup>1</sup> Le bénéficiaire informe l'autorité compétente avant d'aliéner ou de désaffecter un bien mobilier ou immobilier d'importance affecté à une tâche subventionnée.

<sup>2</sup> L'autorité révoque la décision d'octroi de la subvention lorsque l'aliénation ou la désaffectation du bien affecte la tâche subventionnée.

<sup>3</sup> Le montant à restituer est fonction de l'éventuelle plus-value réalisée et de la relation entre, d'une part, la durée pendant laquelle le bénéficiaire a effectivement utilisé le bien conformément à l'affectation prévue et, d'autre part, la durée de celle-ci.

d) Subvention indue

**Art. 43** <sup>1</sup> L'autorité compétente révoque sa décision s'il apparaît que la subvention a été indûment octroyée ou versée en violation des dispositions légales applicables ou sur la base d'un état de fait inexact ou incomplet.

<sup>2</sup> Elle renonce à la révocation si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- a) le bénéficiaire a pris, au vu de la décision, des mesures qui ne sauraient être annulées sans entraîner des pertes financières difficilement supportables;
- b) il lui était difficile de déceler la violation du droit;
- c) la présentation inexacte ou incomplète des faits ne lui est pas imputable.

II. Résiliation des contrats de droit public

**Art. 44** <sup>1</sup> Les contrats de droit public (art. 27) peuvent être résiliés aux mêmes conditions que celles prévues aux articles 40 à 43.

<sup>2</sup> Selon les circonstances et en application par analogie des critères énoncés aux articles 39 à 43, l'autorité exige la restitution totale ou partielle des subventions déjà versées.

<sup>3</sup> Lorsque le bénéficiaire est en faute ou que d'autres circonstances le justifient, les montants à restituer portent intérêt au taux arrêté par le Gouvernement dès que le motif de révocation est survenu.

## CHAPITRE IV : Prescription, dispositions pénales et voies de droit

Prescription

**Art. 45** <sup>1</sup> Les créances afférentes aux subventions cantonales se prescrivent par cinq ans dès leur naissance.



<sup>2</sup> Le droit à la restitution des subventions se prescrit par cinq ans à compter du jour où l'autorité compétente a eu connaissance des faits qui fondent l'obligation de restituer, mais au plus tard dix ans après sa naissance.

<sup>3</sup> Si l'obligation de restituer découle d'un acte punissable pour lequel le droit pénal prévoit un délai de prescription plus long, ce dernier est applicable.

<sup>4</sup> La prescription est interrompue par toute sommation de paiement formulée par écrit.

Dispositions  
pénales

**Art. 46** <sup>1</sup> Sera puni d'une amende de 20 000 francs au plus :

- a) quiconque donne des indications inexactes ou incomplètes sur des faits importants en vue d'obtenir une subvention;
- b) quiconque tait des faits importants en relation avec le versement d'une subvention.

<sup>2</sup> Si l'auteur du délit agit à son propre profit, il sera puni d'une amende de 50 000 francs au plus.

<sup>3</sup> L'instigation et la complicité sont punissables.

<sup>4</sup> La négligence n'est pas punissable.

Voies de droit

**Art. 47** Les décisions rendues en vertu de la présente loi sont susceptibles d'opposition et de recours conformément au Code de procédure administrative<sup>4)</sup>.

## CHAPITRE V : Dispositions d'exécution, transitoires et finales

Droit transitoire  
a) En général

**Art. 48** <sup>1</sup> Les dispositions légales spéciales en vigueur et régissant l'octroi des subventions sont réservées. Toutefois, dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, elles doivent être adaptées dans la mesure où elles ne lui sont pas conformes.

<sup>2</sup> A l'échéance de ce délai, elles demeurent applicables dans la mesure où elles sont conformes à la présente loi. Dans le cas contraire, les dispositions de celle-ci s'appliquent.

b) Demandes et promesses de subvention et contrats

**Art. 49** <sup>1</sup> Les demandes de subvention, les promesses de subvention, les travaux en cours et les acquisitions déjà faits conformément à la législation, qui n'ont pas encore fait l'objet d'une décision d'octroi lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont soumis à l'ancien droit.

<sup>2</sup> Dans le délai prévu à l'article 48, les contrats qui sont contraires à la présente loi doivent être adaptés dans la mesure où les dispositions contractuelles le permettent.

Inventaire des subventions

**Art. 50** <sup>1</sup> Le Gouvernement dresse l'inventaire des subventions prévues par le droit cantonal.

<sup>2</sup> Il indique les caractéristiques principales de chaque subvention, notamment l'appellation, la base légale, les objectifs, les tâches, les bénéficiaires, l'autorité de décision et d'exécution, la catégorie, la forme, les conditions et charges, le mode ainsi que le montant, la rubrique budgétaire concernée et la durée.

Mandats attribués aux services responsables

**Art. 51** <sup>1</sup> Le Gouvernement attribue aux services responsables un mandat précisant les modalités de gestion et de suivi du ou des secteurs subventionnés.

<sup>2</sup> Si nécessaire, il se prononce sur les objectifs et les cahiers des charges que devront remplir ses représentants au sein d'institutions subventionnées.

Evaluation de l'application et de l'exécution

**Art. 52** <sup>1</sup> Le Gouvernement évalue périodiquement l'application et l'exécution de la présente loi.

<sup>2</sup> Les services compétents se déterminent sur la nécessité, l'utilité, l'efficacité et l'efficience des subventions. Dans les cas qui le justifient, ils prennent position sur la pertinence des formes de gouvernance et les principes de gestion appliqués par les institutions subventionnées. Cet examen porte également sur les dispositions légales régissant les subventions. Ils peuvent s'adjoindre les services du Contrôle des finances lorsque ce dernier a émis des propositions.

<sup>3</sup> Le Gouvernement présente les résultats de cet examen au Parlement au moins une fois par législature.

<sup>4</sup> Le Gouvernement propose à cette occasion d'éventuelles adaptations de lois et la modification, respectivement la suppression des subventions qui ne répondent pas aux critères de la présente loi.

Référendum

**Art. 53** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 54** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>7)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 29 octobre 2008

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François-Xavier Boillat  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

- 1) RSJU 101
- 2) RSJU 611
- 3) RSJU 651
- 4) RSJU 175.1
- 5) RS 220
- 6) RS 281.1
- 7) 1<sup>er</sup> février 2009



# Loi d'impôt

du 26 mai 1988

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 121 et 122 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

## PREMIERE PARTIE : Impôts d'Etat

### TITRE PREMIER : Dispositions générales

Genres d'impôts

**Article premier** <sup>1</sup> L'Etat prélève les impôts directs suivants :

- a) un impôt sur le revenu et un impôt sur la fortune des personnes physiques;
- b) un impôt sur le bénéfice et un impôt sur le capital des personnes morales;
- c) un impôt sur les gains immobiliers.

<sup>2</sup> En lieu et place des impôts énumérés à l'alinéa 1, l'Etat prélève un impôt à la source auprès de certaines personnes physiques et morales selon les modalités fixées par la présente loi.<sup>23)</sup>

Impôt simple et  
quotité

**Art. 2** <sup>1</sup> L'impôt d'Etat dû pour un an est obtenu, pour chaque genre d'impôt, par la multiplication de l'impôt simple par la quotité.

<sup>2</sup> L'impôt simple est déterminé par les taux unitaires fixés dans la loi.

<sup>3</sup> La quotité est arrêtée chaque année par le Parlement lors de l'établissement du budget; elle vaut pour tous les impôts.

Droit fiscal  
intercantonal et  
international

**Art. 3** <sup>1</sup> La souveraineté fiscale jurassienne est limitée par le droit fédéral et les conventions internationales en matière de double imposition.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut prescrire et régler l'imposition du revenu, de la fortune, du bénéfice et du capital dans les cas qui ne sont pas prévus par la présente loi, mais pour lesquels le droit international autorise une imposition dans le Canton.

## Allègements

**Art. 4**<sup>52)</sup> Lorsque le revenu, la fortune, le bénéfice ou le capital d'un contribuable sont également imposés à l'étranger, le Département des Finances peut accorder des allègements fiscaux si des intérêts importants de l'économie jurassienne le justifient.

## Privilège fiscal

**Art. 5**<sup>1</sup> Le Gouvernement peut accorder un privilège fiscal à une entreprise<sup>39)</sup>:

- a) lorsque la fondation ou l'établissement de cette entreprise sert les intérêts de l'économie jurassienne;
- b) lorsque le transfert de l'entreprise est souhaitable pour des raisons d'aménagement local ou régional;
- c) lorsque, dans l'intérêt de l'économie jurassienne, il s'agit de faciliter la transformation, la modification des structures, la fusion ou la scission d'entreprises;
- d)<sup>28)</sup> lorsque la modification importante de l'activité de l'entreprise peut être assimilée à une fondation nouvelle.

<sup>2</sup> Le bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée du privilège, à respecter la convention collective de la branche, à défaut les conditions de travail en usage dans la région, ainsi que la législation sur l'égalité entre femmes et hommes conformément aux dispositions légales.<sup>29)40)</sup>

<sup>3</sup> Le privilège consiste en une exonération partielle ou totale des impôts directs périodiques, pour dix ans au plus.

<sup>4</sup> Si les conditions auxquelles ce privilège est subordonné ne sont pas respectées, ce dernier est révoqué avec effet rétroactif à la date de l'octroi.

<sup>5</sup> Sont nulles les conventions fiscales qui contredisent la présente loi.

## Conventions fiscales

**Art. 6**<sup>1</sup> La convention entre un contribuable et un tiers au sujet de la prise en charge ou du paiement de l'impôt ne lie pas l'Etat.

<sup>2</sup> La convention passée par l'Etat avec un tiers à propos du paiement de l'impôt ou de la garantie du paiement est soumise au droit civil.

## TITRE DEUXIEME : Imposition des personnes physiques

### CHAPITRE PREMIER : Assujettissement

Assujettissement  
en raison d'un  
rattachement  
personnel

**Art. 7** <sup>1</sup> Les personnes physiques sont assujetties à l'impôt en raison d'un rattachement personnel lorsqu'elles ont leur domicile ou qu'elles séjournent dans le Canton.

<sup>2</sup> Toute personne a son domicile fiscal dans le Canton lorsqu'elle y réside avec l'intention de s'y établir durablement ou lorsqu'elle y possède un domicile légal spécial en vertu du droit fédéral.

<sup>3</sup> Toute personne accomplit un séjour fiscal dans le Canton lorsque, sans interruption notable :

- a) elle y réside durant 30 jours au moins et exerce une activité lucrative en Suisse;
- b) elle y réside durant 90 jours au moins sans exercer d'activité lucrative en Suisse.

<sup>4</sup> Les personnes physiques domiciliées dans un autre canton ou à l'étranger, qui ne séjournent dans le Canton que pour suivre les cours d'un établissement d'instruction ou se faire soigner dans un établissement, ne remplissent les conditions ni du domicile ni du séjour fiscal.

Assujettissement  
en raison d'un  
rattachement  
économique  
a) Entreprises,  
établissements  
stables,  
immeubles

**Art. 8** Les personnes physiques qui ne sont ni domiciliées ni en séjour dans le Canton y sont assujetties à l'impôt en raison d'un rattachement économique :

- a) lorsqu'elles sont propriétaires ou usufruitières d'une entreprise située dans le Canton ou y sont intéressées comme associées;
- b) lorsqu'elles exploitent un établissement stable dans le Canton;
- c) lorsqu'elles sont propriétaires d'un immeuble sis dans le Canton ou titulaires, sur un tel immeuble, de droits de jouissance réels, ou de droits personnels économiquement assimilables;
- d) ... [23\)29\)](#)

b) Autres  
éléments

**Art. 9** <sup>1</sup> Sont également assujetties à l'impôt dans le Canton, en raison d'un rattachement économique, les personnes physiques qui ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse :

- a) lorsqu'elles exercent une activité lucrative dans le Canton;

- b) lorsque, en leur qualité de membres de l'administration ou de la direction d'une personne morale qui a son siège ou possède un établissement dans le Canton, elles reçoivent des tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes ou autres rémunérations;
- c) lorsqu'elles sont titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur des immeubles sis dans le Canton;
- d) lorsque, à la suite d'un rapport de travail régi par le droit public, elles touchent des pensions, retraites ou autres prestations d'un employeur ou d'une institution de prévoyance dont le siège est dans le Canton;
- d)<sup>bis</sup><sup>23)</sup> lorsqu'elles perçoivent des revenus provenant d'institutions suisses de droit privé ayant trait à la prévoyance professionnelle ou aux formes reconnues de prévoyance individuelle liée;
- e) lorsque, en raison de leur activité dans le trafic international à bord d'un bateau, d'un aéronef ou d'un véhicule de transports routiers, elles reçoivent un salaire ou d'autres rémunérations d'un employeur dont le siège ou un établissement stable se trouve dans le Canton;
- f) ...<sup>24)</sup>
- g)<sup>24)28)</sup> lorsqu'elles font le commerce d'immeubles sis dans le Canton ou servent d'intermédiaires dans des opérations immobilières;
- h) ...<sup>24)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque la prestation est versée à un tiers, celui-ci est assujetti à l'impôt en lieu et place de la personne concernée.

Exemption<sup>52)</sup>

**Art. 9a<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Les personnes bénéficiaires d'exemptions fiscales visées à l'article 2, alinéa 2, de la loi fédérale du 22 juin 2007 sur l'Etat hôte (LEH)<sup>53)</sup> sont exemptées des impôts dans la mesure où le droit fédéral le prévoit.<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> En cas d'assujettissement partiel, l'article 11, alinéa 1, est applicable.

Etendue

**Art. 10** <sup>1</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement personnel est illimité; il ne s'étend toutefois pas aux entreprises, établissements stables et immeubles situés hors du Canton.

<sup>2</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement économique est limité aux éléments imposables dans le Canton. Le revenu réalisé dans le Canton et la fortune qui s'y trouve située doivent pour le moins y être imposés.

<sup>3</sup> Les règles du droit fédéral relatives à l'interdiction de la double imposition intercantonale s'appliquent aux relations intercantionales et internationales, sous réserve des traités de double imposition.



Pertes subies à l'étranger

**Art. 10a**<sup>23)</sup> <sup>1</sup> Si une entreprise jurassienne compense, sur la base du droit interne, les pertes subies à l'étranger par un établissement stable avec des revenus obtenus dans le Canton et que cet établissement stable enregistre des gains au cours des sept années qui suivent, la perte subie par l'établissement stable à l'étranger ne devra être prise en considération, a posteriori, que pour déterminer le taux de l'impôt dans le Canton.

<sup>2</sup> A cet effet, la taxation initiale fait l'objet d'une révision à concurrence du montant des gains compensés auprès de l'établissement stable.

<sup>3</sup> Dans toutes les autres hypothèses, les pertes subies à l'étranger ne doivent être prises en considération dans le Canton que lors de la détermination du taux de l'impôt.

<sup>4</sup> Les dispositions prévues dans les conventions visant à éviter la double imposition sont réservées.

Calcul de l'impôt en cas d'assujettissement partiel

**Art. 11** <sup>1</sup> Les personnes physiques qui ne sont assujetties dans le Canton que pour une partie de leur revenu ou de leur fortune paient l'impôt sur les éléments imposables au taux correspondant à l'ensemble de leurs revenu et fortune.

<sup>2</sup> Les contribuables domiciliés à l'étranger paient l'impôt pour les entreprises, établissements stables ou immeubles situés dans le Canton au moins au taux correspondant au revenu réalisé dans le Canton et à la fortune qui s'y trouve située.

Début et fin de l'assujettissement

**Art. 12** <sup>1</sup> L'assujettissement débute le jour où le contribuable prend domicile, commence son séjour ou acquiert un élément imposable dans le Canton.

<sup>1bis</sup> Dans les relations intercantionales, les effets du début, d'une modification ou de la fin de l'assujettissement fondé sur un rattachement personnel ou économique sont définis par la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID)<sup>3)</sup> ainsi que par les règles de droit fédéral concernant l'interdiction de la double imposition intercantionale.<sup>28)</sup>

<sup>2</sup> Il prend fin le jour du décès du contribuable, de son départ du Canton ou de la disparition de l'élément imposable.

## CHAPITRE II : Impôt sur le revenu

### SECTION 1 : Revenu soumis à l'impôt

#### Principe

**Art. 13** <sup>1</sup> L'impôt sur le revenu a pour objet le revenu net global du contribuable.

<sup>2</sup> Tous les revenus et prestations en espèces ou en nature sont soumis à l'impôt, indépendamment de leur caractère unique ou périodique ou de leur dénomination. Les revenus en nature sont estimés à leur valeur marchande.<sup>22)</sup>

<sup>3</sup> Les gains en capital réalisés par l'aliénation d'éléments de la fortune privée ne sont pas imposables; l'imposition distincte des gains immobiliers est réservée.

#### Revenus exonérés

**Art. 14** Sont exonérés de l'impôt :

- a) les acquisitions de fortune consécutives à une succession, un legs, une donation ou à la liquidation du régime matrimonial;
- b)<sup>27)</sup> les versements provenant d'assurances-vie susceptibles de rachat, à l'exception de ceux provenant des polices de libre-passage; l'article 18, alinéa 1, lettre a, est réservé;
- c) les prestations en capital versées par l'employeur ou une institution de prévoyance professionnelle lors d'un changement d'emploi, à condition que, dans les douze mois, le bénéficiaire les réinvestisse dans une institution de prévoyance professionnelle ou les utilise pour acquérir une police de libre-passage;
- d) les prestations allouées en réparation du tort moral;
- e)<sup>27)</sup> les subsides provenant de fonds publics et privés et les prestations complémentaires AVS/AI;
- f)<sup>22)</sup> les prestations versées en exécution d'une obligation fondée sur le droit de la famille, à l'exception de la pension alimentaire et des contributions d'entretien mentionnées à l'article 22, lettre e;
- g)<sup>27)</sup> la solde militaire et les soldes du service de protection civile et de défense contre le feu;
- h) ...<sup>29)</sup>
- i)<sup>24)28)</sup> les gains provenant des jeux de hasard exploités dans les maisons de jeu au sens de la loi fédérale du 18 décembre 1998 sur les maisons de jeu<sup>4)</sup>.

Produit d'une  
activité lucrative  
dépendante

**Art. 15** <sup>1</sup> Tous les revenus provenant d'un rapport de travail sont imposables; sont considérés comme tels, outre le salaire, les revenus accessoires (indemnités pour prestations spéciales, commissions, allocations, primes pour ancienneté de service, gratifications, pourboires, tantièmes, etc.) et tous autres avantages appréciables en argent.

<sup>2</sup> Les prestations en capital versées par une institution de prévoyance et découlant d'une activité dépendante, ainsi que les indemnités en capital analogues servies par l'employeur, sont imposées selon les dispositions de l'article 37.

Produit d'une  
activité lucrative  
indépendante

**Art. 16** <sup>1</sup> L'ensemble des revenus provenant d'une activité lucrative indépendante, telle que l'exploitation d'une entreprise commerciale, industrielle, artisanale, agricole ou sylvicole, ou l'exercice d'une profession libérale sont imposables.

<sup>2</sup> Constituent notamment de tels revenus :

- a) <sup>27)</sup> les bénéfices en capital provenant de l'aliénation, de la réalisation ou de la réévaluation comptable d'éléments de la fortune commerciale; le transfert d'éléments de la fortune commerciale dans la fortune privée ou dans une entreprise ou un établissement stable sis à l'étranger est assimilé à une aliénation;
- b) les bénéfices en capital qui proviennent de l'affermage non temporaire d'une entreprise, assimilé à un transfert dans la fortune privée;
- c) les prélèvements de l'exploitant à des fins privées;
- d) la valeur réalisée, mais non encore imposée, du travail personnel du contribuable au profit de son immeuble (art. 97, al. 2, lettre e), ce travail étant évalué à la valeur du jour.

<sup>2bis</sup> La fortune commerciale comprend tous les éléments de la fortune qui servent, entièrement ou de manière prépondérante, à l'exercice de l'activité lucrative indépendante; il en va de même pour les participations d'au moins 20 % au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative, dans la mesure où le détenteur les déclare comme fortune commerciale au moment de leur acquisition. <sup>23)27)</sup>

<sup>3</sup> L'article 70 s'applique par analogie aux contribuables qui tiennent une comptabilité en bonne et due forme. <sup>22)</sup>

c) Imposition partielle des revenus produits par des participations de la fortune commerciale

**Art. 16b<sup>54)</sup>** <sup>1</sup> Les dividendes, les parts de bénéfice, l'excédent de liquidation et tous autres avantages appréciables en argent provenant d'actions, de parts à des sociétés à responsabilité limitée, de parts à des sociétés coopératives et de bons de participation ainsi que les bénéfices provenant de l'aliénation de tels droits de participation sont imposables, après déduction des charges imputables, à hauteur de 50 %, lorsque ces droits de participation équivalent à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative.

<sup>2</sup> L'imposition partielle n'est accordée sur les bénéfices d'aliénation que si les droits de participation sont restés propriété du contribuable ou de l'entreprise de personnes pendant un an au moins.

Restructurations

**Art. 17<sup>41)</sup>** <sup>1</sup> Les réserves latentes d'une entreprise de personnes (entreprise individuelle, société de personnes) ne sont pas imposées lors de restructurations, notamment lors d'une fusion, d'une scission ou d'une transformation, pour autant que cette entreprise reste assujettie à l'impôt en Suisse et que les éléments commerciaux soient repris à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu. Cela vaut en cas :

- a) de transfert d'éléments patrimoniaux à une autre entreprise de personnes;
- b) de transfert d'une exploitation ou d'une partie distincte d'exploitation à une personne morale;
- c) d'échange de droits de participation ou de droits de sociétariat suite à des restructurations au sens de l'article 73, ainsi qu'à des concentrations équivalant économiquement à des fusions.

<sup>2</sup> L'imposition des réévaluations comptables et des prestations compensatoires est réservée.

<sup>3</sup> Lors d'une restructuration au sens de l'alinéa 1, lettre b, les réserves latentes transférées font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 173 à 175, dans la mesure où, dans les cinq ans suivant la restructuration, des droits de participation ou des droits de sociétariat sont aliénés à un prix supérieur à la valeur fiscalement déterminante du capital propre transféré; la personne morale peut en ce cas faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice.

Rendement de la  
fortune  
a) Fortune  
mobilière

**Art. 18** <sup>1</sup> Le rendement imposable de la fortune mobilière comprend en particulier :

- a) <sup>27)</sup> les intérêts d'avoirs, y compris les rendements versés, en cas de vie à l'échéance ou de rachat d'assurances de capitaux susceptibles de rachat et acquittées au moyen d'une prime unique, sauf si ces assurances servent à la prévoyance; la prestation d'assurance est réputée servir à la prévoyance lorsqu'elle est versée à un assuré de 60 ans révolus, en vertu d'un contrat qui a duré au moins cinq ans et qui a été conclu avant le 66e anniversaire de ce dernier; dans ce cas, la prestation est exonérée;
- a<sup>bis</sup>) <sup>23)</sup> les revenus résultant de l'aliénation ou du remboursement d'obligations à intérêt unique prédominant (obligations à intérêt global, obligations à coupon zéro) qui échoient au porteur;
- b) <sup>27)52)</sup> les dividendes, les parts de bénéfice, l'excédent de liquidation et tous les autres avantages appréciables en argent provenant de participations de tout genre, y compris l'attribution d'actions gratuites, ainsi que l'augmentation gratuite de la valeur nominale et la libération d'actions au moyen de fonds de la société; lorsque les droits de participation sont vendus conformément à l'article 4a de la loi fédérale du 13 octobre 1965 sur l'impôt anticipé (LIA)<sup>5)</sup>, à la société de capitaux ou à la société coopérative qui les a émis, l'excédent de liquidation est considéré comme étant réalisé dans l'année pendant laquelle la créance de l'impôt anticipé prend naissance (art. 12, al. 1 et 1bis, LIA); l'alinéa 2bis est réservé;
- c) <sup>22)</sup> les revenus provenant de la location, de l'affermage et de l'usufruit de biens mobiliers;
- d) les revenus réalisés par l'octroi ou la jouissance de droits de toute nature;
- e) les revenus de biens immatériels;
- f) <sup>52)</sup> le rendement des parts de placements collectifs de capitaux qui possèdent des immeubles en propriété directe, dans la mesure où l'ensemble des revenus du placement excède le rendements de ces immeubles.

<sup>2</sup> Est considérée comme intérêt d'un avoir ou rendement d'une participation toute prestation appréciable en argent qui n'a pas le caractère juridique d'un remboursement du capital ou de la part sociale.

<sup>2bis</sup> Les dividendes, les parts de bénéfice, l'excédent de liquidation et tous autres avantages appréciables en argent provenant d'actions, de parts à des sociétés à responsabilité limitée, de parts à des sociétés coopératives et de bons de participation (y compris les actions gratuites, les augmentations gratuites de la valeur nominale, etc.), sont imposables à hauteur de 60 % lorsque ces droits de participation équivalent à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative.<sup>54)</sup>

<sup>3</sup> Le produit de l'aliénation des droits de souscription ne constitue pas un rendement de la fortune mobilière lorsque les droits patrimoniaux font partie de la fortune privée du contribuable.<sup>28)</sup>

Cas particuliers

**Art. 18a<sup>54)</sup>** <sup>1</sup> Sont également considérés comme rendement de la fortune mobilière au sens de l'article 18, alinéa 1, lettre b :

- a) le produit de la vente d'une participation d'au moins 20 % au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative représentant un transfert de la fortune privée à la fortune commerciale d'une autre personne physique ou d'une personne morale, pour autant que la substance non nécessaire à l'exploitation, existante et susceptible d'être distribuée au sens du droit commercial au moment de la vente, soit distribuée dans les cinq ans avec la participation du vendeur; il en va de même lorsque plusieurs participants procèdent en commun à la vente d'une telle participation ou que plusieurs participations représentant ensemble au moins 20 % sont vendues dans les cinq ans; si la substance ou une part de celle-ci est distribuée, le vendeur est, le cas échéant, imposé ultérieurement en procédure de rappel d'impôt au sens des articles 173 à 175;
- b) le produit du transfert d'une participation d'au moins 5 % au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative représentant un transfert de la fortune privée à la fortune commerciale d'une entreprise de personnes ou d'une personne morale dans laquelle le vendeur ou la personne qui effectue l'apport détient une participation d'au moins 50 % au capital après le transfert, dans la mesure où le total de la contre-prestation reçue est supérieur à la valeur nominale de la participation transférée; il en va de même lorsque plusieurs participants effectuent le transfert en commun.

<sup>2</sup> Il y a participation au sens de l'alinéa 1, lettre a, lorsque le vendeur sait ou devait savoir que des fonds seraient prélevés de la société pour en financer le prix d'achat et qu'ils ne lui seraient pas rendus.

b) Fortune  
immobilière

**Art. 19** <sup>1</sup> Le rendement imposable de la fortune immobilière comprend en particulier :

- a) les revenus provenant de la location, de l'affermage, de l'usufruit ou de l'octroi et de la jouissance d'autres droits portant sur un immeuble;
- b) <sup>27)</sup> la valeur locative des immeubles ou de parties d'immeubles dont le contribuable se réserve l'usage en raison de son droit de propriété ou d'un droit de jouissance obtenu à titre gratuit; si l'immeuble est loué à un prix de faveur à une personne proche, le rendement immobilier correspond à la valeur locative;
- c) les revenus du droit de superficie.

<sup>1bis</sup> Dans les limites autorisées par le droit fédéral, la valeur locative de l'immeuble affecté à l'usage personnel du propriétaire est fixée de manière modérée par rapport aux loyers du marché, afin d'encourager l'accès à la propriété et la prévoyance individuelle. <sup>17)</sup>

<sup>2</sup> Le Parlement fixe dans un arrêté la valeur locative en fonction de la valeur officielle des immeubles ou des parties d'immeubles. <sup>23)41)</sup>

Rentes viagères  
et revenus  
périodiques  
analogues

**Art. 20** <sup>1</sup> Les rentes viagères et les revenus provenant de contrats d'entretien viager sont imposables à raison de 40 %. <sup>27)</sup>

<sup>2</sup> ... <sup>42)</sup>

Revenus  
provenant de la  
prévoyance  
sociale ou  
professionnelle

**Art. 21** <sup>1</sup> Tous les revenus provenant de l'assurance-vieillesse et survivants et de l'assurance-invalidité ainsi que de la prévoyance professionnelle et des formes reconnues de prévoyance individuelle liée sont imposables, y compris les prestations en capital et le remboursement des versements, primes et cotisations.

<sup>1bis</sup> Sont notamment considérées comme revenus provenant d'institutions de prévoyance professionnelle les prestations des caisses de prévoyance, des assurances d'épargne et de groupe ainsi que des polices de libre-passage. <sup>28)</sup>

<sup>2</sup> ... <sup>24)</sup>

<sup>3</sup> Les articles 14, lettre d, 36 et 37 sont réservés.

Autres revenus

**Art. 22** Sont également imposables :

- a) tout revenu acquis en compensation du produit d'une activité lucrative;
- b) les indemnités uniques ou périodiques versées en cas de décès, de dommages corporels ou d'atteinte durable à la santé, à l'exception des prestations allouées en réparation du tort moral;
- c) les prestations en capital provenant d'assurances privées non susceptibles de rachat, pour lesquelles les articles 20 et 37 s'appliquent par analogie;
- d) les indemnités touchées pour l'abandon ou la renonciation à l'exercice d'une activité ou d'un droit;
- e) <sup>27)</sup> la pension alimentaire obtenue pour lui-même par le contribuable divorcé ou séparé judiciairement ou de fait, ainsi que les contributions d'entretien obtenues par l'un des parents pour les enfants sur lesquels il exerce l'autorité parentale;
- f) ... <sup>55)</sup>
- g) <sup>23)27)</sup> les gains de loterie et d'autres institutions semblables, selon l'article 37a.

**SECTION 2 : Détermination du revenu net**

Activité lucrative dépendante

a) Frais effectifs

**Art. 23** <sup>1</sup> Les frais professionnels suivants sont déductibles :

- a) les frais de déplacement nécessaires pour se rendre du domicile au lieu de travail;
- b) le surplus de dépenses occasionné par les repas pris hors du domicile et le travail en équipe;
- c) <sup>27)</sup> les frais de perfectionnement en rapport avec l'activité exercée et les frais de reconversion professionnelle;
- d) les autres frais indispensables à l'exercice de la profession.

<sup>2</sup> Une ordonnance du Gouvernement règle les dispositions de détail relatives à l'évaluation de ces frais.

b) Déductions forfaitaires

**Art. 24** En lieu et place des frais professionnels effectifs, les montants forfaitaires suivants peuvent être déduits du revenu de l'activité dépendante :

- a) <sup>22)</sup> 20 % par les contribuables qui exercent une activité principale, mais au maximum 3 500 francs<sup>\*</sup>;
- b) 20 %, mais au maximum 1 500 francs<sup>\*</sup>, par les contribuables qui exercent à titre principal une activité lucrative indépendante;
- c) ... <sup>24)</sup>



Activité lucrative  
indépendante  
a) En général

**Art. 25** <sup>1</sup> Les frais liés à une activité lucrative indépendante, justifiés par l'usage commercial ou professionnel, sont déductibles.

<sup>2</sup> Constituent notamment de tels frais :

- a) les amortissements et les provisions selon les articles 26 et 27;
- b) les pertes comptabilisées subies sur des éléments de la fortune commerciale;
- c) les versements à des institutions de prévoyance en faveur du personnel de l'entreprise, à condition que toute utilisation contraire à leur but soit exclue et que lesdites institutions répondent aux prescriptions établies par le Gouvernement;
- d) <sup>28)</sup> les intérêts des dettes commerciales ainsi que les intérêts versés sur les participations visées à l'article 16, alinéa 2<sup>bis</sup>.

<sup>3</sup> Les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents publics suisses ou étrangers, ne sont pas déductibles. <sup>28)</sup>

b) Amortissements

**Art. 26** <sup>1</sup> Les amortissements qui traduisent la diminution de valeur d'actifs commerciaux servant à l'activité lucrative sont admis à condition d'être comptabilisés ou, à défaut d'une comptabilité tenue selon l'usage commercial, d'apparaître dans un plan spécial d'amortissements. En cas de taxation par appréciation, les moins-values répondant à l'expérience sont prises en considération.

<sup>2</sup> Les amortissements opérés sur des actifs qui ont été réévalués afin de compenser des pertes ne sont admis que si les réévaluations étaient autorisées et que les pertes pouvaient être déduites en vertu de l'article 29 au moment de l'amortissement.

<sup>3</sup> Quand le mobilier ou le matériel sont, entièrement ou partiellement, loués ou affermés avec des locaux commerciaux ou artisanaux, une déduction appropriée peut être opérée pour leur détérioration par l'usage. Les montants déduits qui sont récupérés par suite d'aliénation ou de réévaluation sont assimilés à des bénéfices au sens de l'article 16, alinéa 2, lettre a.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires.

c) Provisions

**Art. 27** <sup>1</sup> Des provisions peuvent être constituées pour les engagements d'un montant encore indéterminé ainsi que pour les risques de pertes imminentes qui existent au terme de l'exercice.

<sup>1bis</sup> Sont assimilés aux provisions les futurs mandats de recherche et de développement confiés à des tiers, jusqu'à 10 % du bénéfice commercial imposable, mais au total jusqu'à un million de francs maximum. [28\)](#)

<sup>2</sup> Les provisions qui ne sont plus justifiées sont ajoutées au revenu commercial imposable.

<sup>3</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires. [27\)](#)

#### d) Remploi

**Art. 28** <sup>1</sup> Lorsque des biens meubles immobilisés, nécessaires à l'exploitation, sont remplacés par des éléments qui remplissent la même fonction dans l'entreprise, les réserves latentes sur ces biens peuvent être reportées sur les éléments acquis en emploi; le report de réserves latentes sur des actifs situés hors de Suisse est exclu. [27\)](#)

<sup>2</sup> Lorsque le remploi n'intervient pas durant le même exercice, une provision correspondant aux réserves latentes peut être constituée; elle doit être dissoute et affectée à l'amortissement de l'élément acquis en emploi, ou portée au crédit du compte de pertes et profits, dans un délai raisonnable.

<sup>3</sup> Seuls les biens meubles immobilisés, directement utiles à une entreprise, sont considérés comme nécessaires à l'exploitation; n'en font pas partie, notamment, les biens qui ne sont utiles à l'entreprise que par leur valeur de placement ou leur rendement.

#### e) Déduction des pertes

**Art 29** <sup>1</sup> Les pertes des sept années qui précèdent l'année fiscale peuvent être déduites pour autant qu'elles n'aient pas été prises en considération lors du calcul du revenu imposable de ces années. [27\)](#)

<sup>2</sup> Les pertes des exercices antérieurs qui n'ont pas encore été déduites du revenu peuvent être portées en diminution des prestations de tiers destinées à équilibrer un bilan déficitaire dans le cadre d'un assainissement.

<sup>3</sup> Les pertes qui résultent de l'aliénation d'immeubles faisant partie de la fortune commerciale ne sont déductibles que s'il n'est pas possible de les compenser par des gains immobiliers.

#### Fortune privée

**Art. 30** <sup>1</sup> Les frais que nécessite l'administration de la fortune mobilière ainsi que les impôts à la source étrangers qui ne peuvent être ni remboursés ni imputés sont déductibles. [22\)](#)

<sup>2</sup> Les frais d'entretien, les primes d'assurances, la taxe immobilière et les frais que nécessite l'administration d'immeubles privés par des tiers peuvent également être déduits. Les dépenses d'investissement destinées à économiser l'énergie et à ménager l'environnement sont déductibles dans les limites fixées par le Département des Finances.<sup>22)</sup>

<sup>2bis</sup> Sont en outre déductibles les frais occasionnés par des travaux de restauration de monuments historiques que le contribuable entreprend en vertu de dispositions légales, en accord avec les autorités ou sur leur ordre, pour la part qui excède les subventions touchées.<sup>23)</sup>

<sup>3</sup> En lieu et place du montant effectif des frais d'entretien et d'administration ainsi que des primes d'assurances relatifs aux immeubles privés, le contribuable peut faire valoir une déduction forfaitaire.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires. Il fixe en particulier le taux de la déduction forfaitaire et peut prescrire que le passage, pour un même contribuable, de la déduction des frais effectifs à celle du forfait n'est pas admis.

Déductions  
générales  
a) Prévoyance,  
assurances

**Art. 31** Le contribuable peut déduire :

- a)<sup>41)</sup> les montants, primes et cotisations légaux, statutaires, réglementaires ou contractuels versés dans le cadre de la prévoyance sociale et professionnelle (art. 21);
- b) les montants, primes et cotisations versés en vue d'acquérir des droits contractuels dans une institution reconnue de prévoyance individuelle liée au sens de l'article 82 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)<sup>6)</sup> et dans la mesure prévue par le Conseil fédéral;
- c)<sup>27)</sup> les primes et les cotisations versées en vertu de la réglementation sur les allocations pour perte de gain, des dispositions sur l'assurance-chômage et sur l'assurance en cas d'accidents obligatoire;
- d)<sup>27)</sup> les versements, les primes et les cotisations d'assurance de capitaux et d'assurance en cas de maladie et d'accidents qui ne tombent pas sous le coup de la lettre c, de même que les intérêts sur capitaux d'épargne jusqu'à concurrence de 4 800 francs\* pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et de 2 400 francs\* pour les autres contribuables; ces montants sont augmentés de 1 200 francs\* pour les jeunes en formation, de 700 francs\* par enfant à charge et de 500 francs\* lorsque le contribuable ou l'un des conjoints vivant en ménage commun ne verse pas de cotisations selon les lettres a et b; si cette condition est remplie par les deux conjoints, la déduction est de 1 000 francs\*.

b) Autres  
déductions

**Art. 32** <sup>1</sup> Sont également déductibles :

- a) <sup>27)52)</sup> les intérêts passifs privés échus à concurrence du rendement imposable de la fortune au sens des articles 18, 18a et 19, augmenté d'un montant de 50 000 francs et pour autant qu'ils ne constituent pas des frais d'investissement;
- b) <sup>27)</sup> les charges durables et 40 % des rentes viagères versées par le débirentier;
- c) <sup>27)</sup> la pension alimentaire versée au conjoint divorcé, séparé judiciairement ou de fait, ainsi que les contributions d'entretien versées à l'un des parents pour les enfants sur lesquels il exerce l'autorité parentale;
- d) <sup>27)41)</sup> les dons en espèces et sous forme d'autres valeurs patrimoniales en faveur de personnes morales dont le siège est en Suisse et qui sont exonérées de l'impôt en raison de leurs buts de service public ou d'utilité publique (art. 69, al. 1, lettre h), ou en faveur de la Confédération, des cantons, des communes et de leurs établissements, ainsi que des Eglises reconnues et de leurs paroisses (art. 69, al. 1, lettres a, b, c, d, e), à concurrence de 10 % du revenu net; le Département des Finances peut autoriser une déduction plus élevée lorsque les libéralités en cause sont destinées à l'Etat et à ses établissements, aux communes, aux Eglises reconnues et à leurs paroisses ou à des institutions soutenues dans une mesure essentielle par l'Etat ou les communes; le Gouvernement édicte les prescriptions d'application nécessaires;
- e) <sup>23)41)</sup> les frais provoqués par la maladie ou les accidents du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, lorsque le contribuable supporte lui-même ces frais, pour la part qui excède 5 % du revenu net (art. 33);
- f) <sup>43)</sup> les frais liés au handicap du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, lorsque le contribuable ou cette personne est handicapé au sens de la loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (Loi sur l'égalité pour les handicapés) <sup>44)</sup> et que le contribuable supporte lui-même les frais.

<sup>2</sup> Lorsque les époux vivent en ménage commun, un montant de 2 000 francs\* est déduit du produit du travail qu'obtient l'un des conjoints pour une activité indépendante de la profession, du commerce ou de l'entreprise de l'autre; une déduction semblable est accordée lorsque l'un des conjoints seconde l'autre de façon importante et régulière dans sa profession, son commerce ou son entreprise.

<sup>3</sup> ... <sup>29)</sup>

### SECTION 3 : Détermination du revenu imposable

#### Principe

**Art. 33** Le revenu imposable correspond au revenu net diminué des déductions personnelles prévues à l'article 34.

#### Déductions personnelles

**Art. 34** <sup>1</sup> Les déductions personnelles suivantes sont octroyées :

- a) ... <sup>24)</sup>
- b) <sup>27)</sup> 1 500 francs\* pour les personnes veuves, divorcées ou séparées qui tiennent ménage indépendant sans enfant à charge;
- c) 3 000 francs\* pour les contribuables qui font un apprentissage ou des études à titre principal;
- d) <sup>36)52)</sup> 5 400 francs\* pour chaque enfant jusqu'à 18 ans révolus ou qui fait un apprentissage ou des études, à l'entretien duquel le contribuable pourvoit dans une mesure prépondérante; ce montant est porté à 6 000 francs\* par enfant à partir de trois enfants à charge;
- d<sup>bis)</sup> <sup>28)</sup> 3 000 francs\* au maximum pour chaque enfant qui, à la fin de la période fiscale, n'a pas 15 ans révolus et pour lequel une déduction selon la lettre d est octroyée, lorsque des frais de garde sont supportés parce que :
  - les parents mariés vivant en ménage commun exercent tous deux une activité lucrative;
  - le parent veuf, divorcé, séparé ou célibataire exerce une activité lucrative; si le ménage comporte deux adultes, la déduction n'est octroyée que s'ils exercent tous deux une activité lucrative.
 Cette déduction peut également être revendiquée par les contribuables qui supportent des frais de garde en raison d'une maladie grave ou de leur invalidité;
- e) <sup>27)</sup> un supplément de 5 500 francs\* au maximum pour chaque enfant qui est instruit hors du domicile familial et prend chambre et pension à l'extérieur; le supplément est de 2 300 francs\* au maximum si l'enfant doit prendre au-dehors uniquement un repas principal par jour ouvrable; il est de 1 500 francs\* au maximum si n'interviennent que des frais de déplacement, pour autant que ceux-ci s'élèvent à 490 francs\* au moins;
- f) <sup>27)</sup> 1 800 francs\* pour les contributions à l'entretien d'une personne nécessiteuse, partiellement ou totalement incapable d'exercer une activité lucrative, à condition que l'aide du contribuable atteigne au moins le montant de la déduction; cette déduction n'est accordée ni aux enfants pour lesquels la déduction mentionnée sous lettre d est accordée ni au conjoint qui donne droit à la déduction mentionnée sous lettre g;

- g)<sup>27)</sup> 7 700 francs\* lorsque le contribuable ou son conjoint est infirme ou a atteint l'âge donnant droit au versement d'une rente simple de l'assurance-vieillesse, pour autant que le revenu net diminué des autres déductions n'excède pas 32 000 francs\* pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et 25 000 francs\* pour les autres; cette déduction est portée à 8 900 francs\* quand les deux époux sont infirmes ou ont atteint l'âge donnant droit à la rente précitée; elle se réduit de 1 100 francs\* par tranche de 1 100 francs\* dépassant les limites de revenu fixées;
- h)<sup>28)</sup> 2 000 francs\* aux personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui exercent une activité lucrative et tiennent ménage indépendant avec leurs enfants à charge; en cas d'exercice commun de l'autorité parentale et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants à charge, la déduction est accordée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons.

<sup>2</sup> Les conditions déterminantes sont celles qui existent à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement; pour les déductions prévues sous lettres d<sup>bis</sup>, e et f, les dépenses assumées durant l'année fiscale sont prises en considération.<sup>27)</sup>

<sup>3</sup> Si les père et mère sont taxés séparément, celui qui déduit les contributions d'entretien versées aux enfants n'a pas droit aux déductions prévues aux lettres d, d<sup>bis</sup> et e de l'alinéa 1. Par contre, ils peuvent revendiquer la moitié des déductions précitées lorsqu'ils exercent en commun l'autorité parentale sur leurs enfants à charge et qu'aucune contribution d'entretien n'est versée en faveur des enfants. Le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons.<sup>27)</sup>

<sup>4</sup> En cas d'assujettissement partiel, les déductions personnelles ne sont accordées que proportionnellement à la part des éléments imposables dans le Canton.

## SECTION 4 : Calcul de l'impôt

Taux unitaires

**Art. 35<sup>21)</sup>** <sup>1</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les contribuables mariés vivant en ménage commun et les personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui tiennent seules ménage indépendant avec des enfants à charge ou des personnes nécessiteuses dont ils assument pour l'essentiel l'entretien sont :

0 %      pour les      11 300      premiers francs\* de revenu;

1,0 %	pour les	5 500	francs* suivants;
2,6 %	pour les	8 300	francs* suivants;
3,7 %	pour les	18 000	francs* suivants;
4,7 %	pour les	37 500	francs* suivants;
5,4 %	pour les	100 100	francs* suivants;
6,5 %	pour les	208 600	francs* suivants;
6,6 %	pour les	250 400	francs* suivants;
6,7 %	au-delà.	<a href="#">47)</a>	

<sup>1bis</sup> Lorsque les contribuables célibataires, divorcés ou séparés exercent en commun l'autorité parentale sur leurs enfants à charge, pour lesquels aucune contribution d'entretien n'est versée, et qu'ils remplissent les conditions d'octroi du tarif de l'alinéa 1, ce tarif est appliqué au parent qui assume la garde de fait la plus importante. Le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons. [28\)](#)

<sup>2</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les autres contribuables sont les suivants :

0 %	pour les	6 100	premiers francs* de revenu;
1,9 %	pour les	6 900	francs* suivants;
3,6 %	pour les	12 500	francs* suivants;
4,6 %	pour les	19 400	francs* suivants;
5,6 %	pour les	37 500	francs* suivants;
6,3 %	pour les	100 100	francs* suivants;
6,6 %	pour les	250 400	francs* suivants;
6,7 %	au-delà.	<a href="#">47)</a>	

Indemnités en capital remplaçant des prestations périodiques

**Art. 36** <sup>1</sup> Lorsque le revenu comprend des indemnités en capital qui remplacent des prestations périodiques, l'impôt est calculé, compte tenu des autres revenus et des déductions autorisées, au taux applicable à une prestation annuelle servie au lieu de l'indemnité unique.

<sup>2</sup> ... [29\)](#)

Prestations en capital à caractère de prévoyance

**Art. 37** <sup>1</sup> Les prestations en capital provenant de la prévoyance professionnelle et individuelle, les indemnités en capital analogues servies par l'employeur et celles qui sont versées par une assurance-accidents ou responsabilité civile en cas de décès, de dommages corporels ou d'atteinte durable à la santé sont imposées séparément. Elles sont dans tous les cas soumises à un impôt annuel entier. [22\)](#)



## Taux unitaire

<sup>2</sup> L'impôt est calculé au moment de l'échéance de la prestation en capital selon les taux suivants :

- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 1 :

0,9 % pour les 50 000 premiers francs<sup>\*</sup>;

1,1 % pour les 50 000 francs<sup>\*</sup> suivants;

1,3 % au-delà;

- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 2 :

1,1 % pour les 50 000 premiers francs<sup>\*</sup>;

1,3 % pour les 50 000 francs<sup>\*</sup> suivants;

1,7 % au-delà.<sup>31)</sup>

<sup>3</sup> Les déductions prévues à l'article 34 ne sont pas octroyées.

## Gains de loterie

**Art. 37a<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Les gains de loterie sont soumis, séparément des autres revenus, à un impôt annuel entier, calculé au taux unitaire de 2 %.

<sup>2</sup> Les gains ne sont imposables que s'ils excèdent 4 000 francs.

<sup>3</sup> Une déduction de 5 % est accordée pour les mises effectuées par le contribuable.

## Procédure simplifiée selon la loi fédérale sur le travail au noir

**Art. 37b<sup>49)</sup>** <sup>1</sup> Pour les petites rémunérations provenant d'une activité lucrative salariée, l'impôt est prélevé au taux de 9,5 % sans tenir compte des autres revenus, ni d'éventuels frais professionnels ou déductions sociales, à la condition que l'employeur paie l'impôt dans le cadre de la procédure simplifiée prévue aux articles 2 et 3 de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le travail au noir<sup>50)</sup>. Les impôts cantonaux et communaux sur le revenu sont ainsi acquittés.

<sup>2</sup> L'article 125, alinéa 1, lettre a, s'applique par analogie.

<sup>3</sup> Le débiteur de la prestation imposable a l'obligation de verser périodiquement les impôts à la caisse de compensation AVS.

<sup>4</sup> La caisse de compensation AVS remet au contribuable un relevé ou une attestation indiquant le montant de l'impôt retenu. Elle verse à l'autorité fiscale les impôts encaissés.

<sup>5</sup> Le droit à une commission de perception selon l'article 125, alinéa 4, est transféré à la caisse de compensation AVS.



<sup>6</sup> Le Gouvernement règle les modalités par voie d'ordonnance.

## SECTION 5 : Compensation des effets de la fluctuation de l'indice des prix

Compensation  
des effets de la  
fluctuation de  
l'indice des prix

**Art. 38**<sup>52)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement adapte, par voie d'arrêté, pour chaque année fiscale, les déductions et les tarifs, selon l'indice suisse des prix à la consommation arrêté au 31 août de l'année civile précédente.

<sup>2</sup> Cette adaptation a lieu par augmentation ou diminution en pour-cent des déductions en francs prévues aux articles 24, 31, lettre d, 32, alinéa 2, et 34, ainsi que des tranches de revenu figurant aux articles 35 et 37, alinéa 2; et 123, alinéas 2 et 3, lettre c; les nouveaux montants sont arrondis à la dizaine de francs inférieure s'ils n'atteignent pas 1 000 francs et à la centaine de francs inférieure dans les autres cas. Les reliquats dont on n'a pas tenu compte sont pris en considération lors de la prochaine adaptation.

## CHAPITRE III : Impôt sur la fortune

### SECTION 1 : Objet

Principe

**Art. 39** <sup>1</sup> L'impôt sur la fortune est perçu sur l'ensemble de la fortune mobilière et immobilière du contribuable, déduction faite des dettes et compte tenu de l'exception prévue à l'article 40, alinéa 1, lettre a.<sup>27)</sup>

<sup>2</sup> La fortune grevée d'usufruit est imposable auprès de l'usufruitier.<sup>23)</sup>

<sup>3</sup> Les parts de placements collectifs de capitaux sont imposables pour la différence entre la valeur de l'ensemble des actifs du placement et celle des immeubles dont le contribuable est propriétaire direct.<sup>28)52)</sup>

Exonérations

**Art. 40** <sup>1</sup> Ne sont pas soumis à l'impôt sur la fortune :

- a)<sup>22)</sup> les objets personnels d'usage courant et le mobilier de ménage;
- b) ...<sup>29)</sup>
- c) ...<sup>29)</sup>
- d) ...<sup>24)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>29)</sup>

Dettes **Art. 41** <sup>1</sup> Les dettes établies dont le contribuable répond seul sont entièrement déductibles.

<sup>2</sup> Les dettes solidaires ne peuvent être déduites que pour la part dont le contribuable est effectivement responsable.

<sup>3</sup> La déduction de cautionnements n'est admise qu'en cas d'insolvabilité constatée du débiteur principal.

<sup>4</sup> La valeur capitalisée de prestations périodiques ne constitue pas une dette déductible.

## SECTION 2 : Evaluation

Principe **Art. 42** Sous réserve des dispositions suivantes, les éléments de la fortune sont estimés à leur valeur vénale.

Immeubles  
a) Principe **Art. 43** <sup>1</sup> La valeur des immeubles et des forces hydrauliques est fixée par une procédure d'évaluation officielle.

<sup>2</sup> Elle se détermine en fonction de la valeur vénale et de la valeur de rendement.

<sup>2bis</sup> Dans les limites autorisées par le droit fédéral, la valeur officielle des immeubles déterminée sur la base de la valeur vénale est estimée de manière prudente et modérée.<sup>[17\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Les terrains et bâtiments affectés exclusivement ou principalement à l'agriculture et dont la valeur est déterminée essentiellement par cette exploitation sont estimés selon la valeur de rendement.

<sup>4</sup> Les règles d'estimation détaillées et la procédure sont fixées par décret du Parlement.

b) Lieu **Art. 43a**<sup>[28\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les immeubles sont évalués officiellement dans la commune de leur lieu de situation.

<sup>2</sup> Les communes tiennent le registre des valeurs officielles.

- c) Durée **Art. 43b<sup>28)</sup>** Les valeurs officielles font l'objet d'une revision générale en principe tous les dix ans, sous réserve de mises à jour.
- d) Revision générale **Art. 43c<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Le Parlement ordonne la révision générale; il peut modifier le terme de dix ans en fonction de l'évolution des valeurs de rendement et des valeurs vénales, pour tout ou partie des immeubles.
- <sup>2</sup> Le Parlement fixe les principes d'évaluation des différents immeubles et règle la procédure d'évaluation officielle.
- <sup>3</sup> Le Gouvernement constitue une commission cantonale d'estimation, qui établit les normes d'évaluation. Elle est formée de neuf membres, choisis dans les différentes régions du Canton et les divers groupes économiques.
- e) Mise à jour  
1. Ordinaire **Art. 43d<sup>28)</sup>** La commission communale d'estimation met à jour d'office les valeurs officielles, en inscrivant l'un des changements suivants survenus aux immeubles et aux forces hydrauliques jusqu'à la fin de l'année fiscale :
- a) la construction, la transformation ou la démolition de bâtiments et d'installations;
  - b) la modification de l'affectation ou de l'état de terrains et de bâtiments;
  - c) les changements de zone, notamment la conversion de biens-fonds agricoles en terrains à bâtir, et inversement;
  - d) la constitution, la modification ou l'extinction de droits, de charges et de concessions;
  - e) l'existence de circonstances particulières qui font apparaître qu'une nouvelle évaluation conduirait à une modification de la valeur officielle de plus de 20 %.
2. Extraordinaire **Art. 43e<sup>28)</sup>** A la demande et aux frais du contribuable, les mises à jour prévues à l'article 43d peuvent être faites en tout temps. Elles prennent effet à la fin de l'année fiscale au cours de laquelle la mise à jour a été faite.
- Fortune commerciale **Art. 44<sup>27)</sup>** <sup>1</sup> Les biens immatériels et les éléments de la fortune mobilière qui font partie de la fortune commerciale, à l'exception des titres, sont estimés à leur valeur comptable déterminante pour l'impôt sur le revenu.
- <sup>2</sup> Le bétail est estimé selon les normes déterminées d'après la moyenne entre la valeur vénale et la valeur de rendement.
- <sup>3</sup> Les marchandises sont estimées à leur prix de revient ou à leur valeur marchande si celle-ci est inférieure.

<sup>4</sup> Les éléments commerciaux de la fortune immobilière sont estimés à leur valeur officielle.

Titres, créances  
et droits

**Art. 45** <sup>1</sup> Les titres cotés sont imposés au cours de clôture du dernier jour de bourse de décembre ou du dernier jour ouvrable précédant la fin de l'assujettissement. [27](#)[41](#))

<sup>1bis</sup> Les titres faisant partie de la fortune privée qui ne sont pas cotés sont évalués sur la base de leur valeur intrinsèque et de leur valeur de rendement. La valeur de rendement est calculée en tenant compte des risques présentés par la société. [28](#)[41](#))

<sup>2</sup> Afin d'atténuer la double imposition économique, les participations dans des sociétés de capitaux et des sociétés coopératives suisses, dont les parts ne sont pas cotées en bourse ni ne font l'objet d'un commerce organisé hors bourse, sont évaluées à leur valeur vénale diminuée de 30 % de la différence entre celle-ci et la valeur nominale. [27](#))

<sup>3</sup> Les créances et les droits sont imposés à la valeur nominale, compte tenu toutefois du degré de probabilité du recouvrement.

Assurances sur  
la vie

**Art. 46** <sup>1</sup> Les assurances sur la vie sont comptées à la valeur fiscale. [52](#))

<sup>2</sup> ... [42](#))

### SECTION 3 : Déductions

Montant des  
déductions

**Art. 47** [37](#)) Peuvent être défalqués de la fortune nette :

- a) 50 000 francs<sup>\*\*</sup> pour les couples mariés vivant en ménage commun;
- b) 25 000 francs<sup>\*\*</sup> pour les autres contribuables;
- c) [27](#)) 25 000 francs<sup>\*\*</sup> pour chaque enfant à charge donnant droit à la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; pour les parents taxés séparément, dans la mesure où ils exercent l'autorité parentale conjointement sur leurs enfants à charge et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants, cette déduction est octroyée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, la déduction est octroyée à celui qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;

- d) 50 000 francs<sup>\*\*</sup> supplémentaires pour les personnes qui bénéficient de la déduction pour raison d'âge ou d'infirmité prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre g.

## SECTION 4 : Calcul de l'impôt

Taux unitaire

**Art. 48**<sup>[37\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur la fortune dû pour une année est le suivant :

0,50 ‰	pour les	100 000 premiers francs <sup>**</sup> de fortune;
0,75 ‰	pour les	300 000 francs <sup>**</sup> suivants;
0,95 ‰	pour les	350 000 francs <sup>**</sup> suivants;
1,10 ‰	pour les	750 000 francs <sup>**</sup> suivants;
1,20 ‰	pour le surplus.	

<sup>2</sup> La fortune imposable est soumise à l'impôt lorsqu'elle atteint 51 000 francs<sup>\*\*</sup> au moins.

Compensation  
des effets de la  
fluctuation de  
l'indice des  
prix<sup>[52\)](#)</sup>

**Art. 49** <sup>1</sup> Le Gouvernement adapte, par voie d'arrêté, pour chaque année fiscale, les déductions et le tarif, selon l'indice suisse des prix à la consommation arrêté au 31 août de l'année civile précédente.<sup>[27\)](#)[52\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Cette adaptation a lieu par augmentation ou diminution en pour-cent des déductions en francs et de la limite prévues aux articles 47 et 48, alinéa 2, ainsi que des tranches de fortune figurant à l'article 48, alinéa 1. Les corrections inférieures à 500 francs sont reportées sur l'adaptation suivante.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[55\)](#)</sup>

## CHAPITRE IV : Règles particulières

Epoux, enfants  
sous autorité  
parentale

**Art. 50** <sup>1</sup> Le revenu et la fortune des époux qui vivent en ménage commun s'additionnent quel que soit le régime matrimonial.<sup>[22\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le revenu et la fortune des enfants sous autorité parentale sont ajoutés à ceux du détenteur de l'autorité parentale.

<sup>2bis</sup> Lorsque l'autorité parentale est exercée conjointement et qu'aucune contribution d'entretien n'est versée en faveur des enfants, le revenu et la fortune de ceux-ci sont ajoutés à ceux du parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1. Le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons. <sup>28)</sup>

<sup>3</sup> L'enfant est imposé séparément sur le produit de son activité lucrative, ses revenus acquis en compensation (art. 22, lettres a, b et d) et ses gains immobiliers. <sup>22)</sup>

Partenariat  
enregistré

**Art. 50a** <sup>45)</sup> <sup>1</sup> Les partenaires enregistrés ont, en droit fiscal jurassien, le même statut que les époux.

<sup>2</sup> En particulier, les règles de la présente loi relatives aux personnes mariées, séparées, divorcées ou veuves, s'appliquent, au besoin par analogie, aux personnes respectivement liées par un partenariat enregistré, qui suspendent leur vie commune ou dont le partenariat enregistré est dissous judiciairement ou par suite de décès.

Communautés  
de personnes  
sans  
personnalité  
juridique

**Art. 51** Les sociétés commerciales étrangères et autres communautés de personnes étrangères sans personnalité juridique, assujetties à l'impôt en raison d'un rattachement économique, sont imposables conformément aux dispositions applicables aux personnes morales.

Communauté  
héréditaire,  
sociétés de  
personnes et  
placements  
collectifs de  
capitaux <sup>52)</sup>

**Art. 51a** <sup>28)</sup> <sup>1</sup> Chaque héritier ou associé ajoute à ses propres éléments imposables sa part du revenu et de la fortune de l'hoirie ou de la société de personnes.

<sup>2</sup> Chacun des investisseurs ajoute à ses propres éléments imposables sa part du revenu et de la fortune de placements collectifs de capitaux au sens de la loi fédérale du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux <sup>7)</sup> (dénommée ci-après : "LPCC"), sauf s'il s'agit de placements collectifs qui possèdent des immeubles en propriété directe. <sup>54)</sup>

Succession  
fiscale

**Art. 52** <sup>1</sup> Après le décès du contribuable, ses héritiers lui succèdent dans ses droits et obligations; ils répondent solidairement des impôts dus par le défunt jusqu'à concurrence de leur part héréditaire, y compris les avancements d'hoirie.

<sup>2</sup> Les impôts dus par le défunt doivent être acquittés avant tout partage de la succession.

<sup>3</sup> Le conjoint survivant est responsable jusqu'à concurrence de sa part et, s'il reçoit, du fait du régime matrimonial, une part du bénéfice ou de la communauté, supérieure à sa part légale selon le droit suisse, jusqu'à concurrence de ce montant supplémentaire. [28\)](#)

Responsabilité  
pour le paiement  
de l'impôt

**Art. 53** <sup>1</sup> Les époux qui vivent en ménage commun répondent solidairement de l'impôt total et de la part afférente au revenu et à la fortune des enfants soumis à leur autorité parentale.

<sup>2</sup> Si l'un des conjoints est notoirement insolvable, l'autre ne répond toutefois solidairement que de la part de l'impôt total afférente à ses propres éléments de revenu et de fortune ainsi qu'à ceux des enfants.

<sup>2bis</sup> Lorsque les époux ne vivent plus en ménage commun, l'obligation de répondre solidairement du montant global de l'impôt s'éteint pour tous les montants d'impôt encore dus. [28\)](#)

<sup>3</sup> Le contribuable marié qui vit en ménage commun avec son conjoint ne répond que de la soustraction des éléments imposables qui lui sont propres. [27\)](#)

<sup>4</sup> Sont en outre solidairement responsables avec le contribuable :

- a) les enfants sous autorité parentale pour leur part à l'impôt total;
- b) les acheteurs et vendeurs d'un immeuble sis dans le Canton, jusqu'à concurrence de 3 % du prix d'achat, pour les impôts dus en raison de son intervention par un commerçant ou un intermédiaire domicilié à l'étranger;
- c) les personnes chargées de la liquidation d'entreprises ou d'établissements stables sis dans le Canton, de l'aliénation ou de la réalisation d'immeubles sis dans le Canton ou de créances garanties par de tels immeubles, jusqu'à concurrence du produit net, lorsque le contribuable est domicilié à l'étranger;
- d) les débiteurs des prestations mentionnées aux lettres b, d et e de l'article 9, alinéa 1, à moins qu'ils ne prouvent avoir pris tous les soins commandés par les circonstances;
- e) l'administrateur d'une succession ou l'exécuteur testamentaire pour les impôts dus par le défunt, jusqu'à concurrence de la valeur de la masse successorale, à moins qu'ils ne prouvent avoir pris tous les soins commandés par les circonstances;

- f) <sup>28)</sup> les associés d'une société de personnes qui sont domiciliés en Suisse, jusqu'à concurrence de leur part sociale, du paiement des impôts dus par les associés domiciliés à l'étranger.

<sup>5</sup> L'autorité fiscale fixe le principe et l'étendue de la responsabilité solidaire dans une décision susceptible de réclamation puis de recours.

Impôt d'après la  
dépense

**Art. 54** <sup>1</sup> Les personnes physiques qui, pour la première fois ou après une absence d'au moins dix ans, prennent domicile ou séjournent dans le Canton au regard du droit fiscal, sans y exercer ou y avoir exercé d'activité lucrative, ont le droit de payer un impôt calculé sur la dépense jusqu'à la fin de la période de taxation en cours, au lieu des impôts sur le revenu et la fortune.

<sup>2</sup> Lorsque ces personnes ne sont pas des ressortissants suisses, le droit de payer l'impôt sur la dépense peut être accordé au-delà de cette limite.

<sup>3</sup> L'impôt est calculé sur la base de la dépense du contribuable et de sa famille et il est perçu d'après les barèmes ordinaires de l'impôt sur le revenu et la fortune (art. 35 et 48) <sup>27)</sup>. Il ne doit toutefois pas être inférieur aux impôts calculés d'après le barème ordinaire sur l'ensemble des éléments bruts suivants :

- a) <sup>27)</sup> la fortune immobilière sise en Suisse et son rendement;
- b) <sup>27)</sup> les capitaux placés en Suisse, y compris les créances garanties par des gages immobiliers et les objets mobiliers se trouvant en Suisse, et leur rendement;
- c) <sup>27)</sup> les droits d'auteur, les brevets et autres droits semblables exploités en Suisse et leur rendement;
- d) les retraites, rentes et pensions de source suisse;
- e) les revenus pour lesquels le contribuable bénéficie d'un dégrèvement partiel ou total d'impôts étrangers en application d'une convention conclue par la Suisse pour éviter les doubles impositions; sur ces revenus, l'impôt est calculé au taux fixe de 2 %.

<sup>4</sup> La fortune immobilière sise dans le Canton, dont le contribuable et sa famille disposent comme propriétaires ou usufruitiers, est soumise à l'impôt sur la fortune; les revenus qui en résultent sont englobés, avec la dépense, dans le calcul de l'impôt.

<sup>5</sup> N'entrent pas en ligne de compte, pour le calcul de l'impôt d'après la dépense et la détermination des éléments du revenu et de la fortune visés par les alinéas 3 et 4 :

- a) les dettes et les intérêts passifs;
- b) les déductions liées à une activité lucrative dépendante (art. 23 et 24);
- c) les déductions personnelles (art. 34 et 47).



<sup>6</sup> Le Gouvernement édicte des dispositions relatives à l'évaluation de la dépense et au calcul de l'impôt.

## CHAPITRE V : Imposition dans le temps

### SECTION 1 : Année fiscale

Année fiscale

**Art. 55** <sup>1</sup> Les impôts sur le revenu et la fortune sont arrêtés et prélevés pour chaque année fiscale. [27\)](#)

<sup>2</sup> L'année fiscale correspond à l'année civile.

<sup>3</sup> Si les conditions de l'assujettissement ne sont réalisées que durant une partie de l'année fiscale, l'impôt est prélevé sur les revenus obtenus durant cette période. Pour les revenus à caractère périodique, le taux de l'impôt se détermine compte tenu d'un revenu calculé sur douze mois. Les revenus à caractère non périodique sont soumis à un impôt annuel entier, mais ne sont en revanche pas convertis en un revenu annuel pour le calcul du taux. Les articles 36, 37 et 37a sont réservés. [27\)](#)

<sup>4</sup> L'alinéa 3 et l'article 34, alinéa 4, s'appliquent par analogie aux déductions. [28\)](#)

### SECTION 2 : Taxation ordinaire

Calcul du revenu

**Art. 56** [27\)](#) <sup>1</sup> Le revenu imposable se détermine d'après les revenus acquis pendant l'année fiscale.

<sup>2</sup> Le revenu de l'activité lucrative indépendante se détermine d'après le résultat des exercices commerciaux clos pendant l'année fiscale.

<sup>3</sup> Les contribuables qui exercent une activité lucrative indépendante doivent procéder à la clôture de leurs comptes à chaque période fiscale, en cas de cessation de leur activité lucrative indépendante, ainsi qu'en cas de fin d'assujettissement. La clôture des comptes n'est pas obligatoire lorsque l'activité lucrative n'a débuté qu'au cours du dernier trimestre.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

**Art. 57** [29\)](#)

Calcul de la fortune

**Art. 58<sup>27)</sup>** <sup>1</sup> L'impôt sur la fortune est déterminé sur la base de l'état de la fortune à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement.

<sup>2</sup> Pour les contribuables qui exercent une activité lucrative indépendante et dont les exercices commerciaux ne coïncident pas avec l'année civile, la fortune commerciale imposable se détermine d'après le capital propre existant à la fin de l'exercice commercial clos durant la période fiscale.

<sup>3</sup> Si les conditions de l'assujettissement ne sont réalisées que durant une partie de la période fiscale, seul le montant d'impôt correspondant à cette durée est prélevé.

<sup>4</sup> En cas de dévolution successorale au cours de la période fiscale ou en cas de fin d'assujettissement à raison d'un rattachement économique durant la période fiscale, l'alinéa 3 s'applique par analogie.

Epoux

**Art. 58a<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> En cas de mariage, les époux sont imposés conjointement pour toute la période fiscale au cours de laquelle leur mariage a eu lieu.

<sup>2</sup> En cas de divorce ou de séparation judiciaire ou de fait, chaque époux est imposé séparément pour toute la période fiscale.

<sup>3</sup> En cas de décès de l'un des époux, ceux-ci sont imposés conjointement jusqu'au jour du décès. Le décès vaut comme fin d'assujettissement des deux époux et début d'assujettissement du conjoint survivant.

Enfant mineur

**Art. 58b<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Les revenus et la fortune de l'enfant sous autorité parentale sont ajoutés à ceux du détenteur de l'autorité parentale jusqu'à la fin de l'année précédant celle au cours de laquelle il atteint sa majorité.

<sup>2</sup> Lorsque l'enfant est sous autorité parentale conjointe de parents divorcés, séparés ou célibataires et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne lui soit versée, ses revenus et sa fortune sont ajoutés à ceux du parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, ils sont ajoutés à ceux du parent qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons.

### SECTION 3 : Taxation intermédiaire<sup>29)</sup>

Art. 59 et 60<sup>29)</sup>

### SECTION 4 : Eléments extraordinaires<sup>29)</sup>

Art. 61<sup>29)</sup>

### SECTION 5 : Taxation spéciale

Art. 62<sup>29)</sup>

Prestations en capital, gains de loterie et gains immobiliers<sup>27)</sup>

**Art. 63** <sup>1</sup> Les impôts sur les revenus mentionnés aux articles 37 et 37a sont fixés pour l'année fiscale au cours de laquelle le droit au versement de ces revenus a été acquis.<sup>22)</sup>

<sup>2</sup> L'impôt sur les gains immobiliers est fixé pour l'année fiscale au cours de laquelle le gain a été réalisé.

## TITRE TROISIEME : Imposition des personnes morales

### CHAPITRE PREMIER : Assujettissement

Rattachement personnel

**Art. 64** <sup>1</sup> Les sociétés de capitaux, les sociétés coopératives, les associations, les fondations et les autres personnes morales sont assujetties à l'impôt lorsqu'elles ont leur siège ou leur administration effective dans le Canton.

<sup>2</sup> Les placements collectifs de capitaux qui possèdent des immeubles en propriété directe au sens de l'article 58 LPCC<sup>7)</sup> sont assimilés aux autres personnes morales. Les sociétés d'investissement à capital fixe au sens de l'article 110 LPCC sont imposées comme des sociétés de capitaux.<sup>52)</sup>

<sup>3</sup> Les personnes morales, les sociétés commerciales et les communautés de personnes de droit étranger sont assimilées aux personnes morales de droit suisse dont elles se rapprochent le plus par leur forme juridique ou leur structure effective.

Rattachement  
économique

**Art. 65** <sup>1</sup> Les personnes morales dont le siège ou l'administration effective se trouve hors du Canton sont assujetties à l'impôt :

- a) lorsqu'elles sont associées à une entreprise sise dans le Canton;
- b) lorsqu'elles exploitent un établissement stable dans le Canton;
- c) lorsqu'elles sont propriétaires d'un immeuble sis dans le Canton ou qu'elles ont sur un tel immeuble des droits de jouissance réels ou des droits personnels économiquement assimilables.

<sup>2</sup> Les personnes morales qui ont leur siège ou leur administration effective à l'étranger sont, en outre, assujetties à l'impôt :

- a) lorsqu'elles sont titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur des immeubles sis dans le Canton;
- b) lorsqu'elles font le commerce d'immeubles sis dans le Canton ou servent d'intermédiaires dans de telles opérations;
- c) ... [24\)](#)

<sup>3</sup> On entend par établissement stable toute installation fixe dans laquelle s'exerce tout ou partie de l'activité de l'entreprise. Sont notamment considérés comme établissements stables les succursales, usines, ateliers, comptoirs de vente, représentations permanentes, mines et autres lieux d'exploitation de ressources naturelles, ainsi que les chantiers de construction ou de montage d'une durée d'au moins douze mois. [28\)](#)

Etendue de  
l'assujettisse-  
ment

**Art. 66** <sup>1</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement personnel est illimité; il ne s'étend toutefois pas aux entreprises, aux établissements stables et aux immeubles situés hors du Canton.

<sup>2</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement économique est limité à la partie du bénéfice et du capital imposable dans le Canton selon l'article 65.

<sup>3</sup> ... [29\)](#)

<sup>4</sup> Les contribuables qui ont leur siège et leur administration effective à l'étranger doivent l'impôt au moins sur le bénéfice réalisé dans le Canton et sur le capital qui y est investi, au taux correspondant. [22\)](#)

Pertes subies à l'étranger

**Art. 66a**<sup>23)</sup> <sup>1</sup> Dans les relations internationales, l'étendue de l'assujettissement d'une entreprise, d'un établissement stable ou d'un immeuble est définie conformément aux règles du droit fédéral concernant l'interdiction de la double imposition intercantonale. Une entreprise jurassienne peut compenser les pertes d'un établissement stable à l'étranger avec des bénéfices réalisés dans le Canton du Jura si l'Etat dans lequel cet établissement est sis n'a pas déjà tenu compte de ces pertes. Si cet établissement réalise des bénéfices au cours des sept années suivantes, l'impôt sera récupéré pendant ces exercices dans la mesure où les reports de pertes sont compensés dans l'Etat où il est sis. Les pertes portant sur des immeubles à l'étranger ne seront prises en considération que si un établissement stable est exploité dans le pays concerné.<sup>27)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>29)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>29)</sup>

<sup>4</sup> Sont réservées les dispositions prévues dans les conventions visant à éliminer la double imposition.

Début et fin de l'assujettissement

**Art. 67** <sup>1</sup> L'assujettissement commence le jour où la personne morale est fondée, où elle établit son siège ou son administration effective dans le Canton ou dès qu'elle y acquiert un élément imposable.

<sup>2</sup> L'assujettissement prend fin le jour où est close la liquidation de la personne morale, où son siège ou son administration effective sont déplacés à l'extérieur du Canton ou lorsque disparaît l'élément imposable dans le Canton.

<sup>2bis</sup> En cas de transfert du siège ou de l'administration effective à l'intérieur de la Suisse, le début et la fin de l'assujettissement sont régis par la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes<sup>3) 28)</sup>.

<sup>3</sup> En cas de transfert des actifs et passifs d'une personne morale à une autre, les impôts dus par la première doivent être acquittés par la seconde.

Responsabilité  
solidaire

**Art. 68** <sup>1</sup> A la fin de l'assujettissement d'une personne morale, les personnes chargées de l'administration et de la liquidation répondent solidairement des impôts dus par celle-ci, jusqu'à concurrence du produit de la liquidation ou, pour le cas où la personne morale transfère son siège ou le lieu de son administration effective à l'extérieur du Canton, jusqu'à concurrence de la fortune nette de la personne morale. Elles sont libérées de toute responsabilité si elles prouvent qu'elles ont pris tous les soins commandés par les circonstances.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Lorsqu'une personne morale est assujettie à l'impôt en raison d'un rattachement économique, les personnes chargées :

- a) de la liquidation d'une entreprise ou d'un établissement stable dans le Canton,
- b) de l'aliénation ou de la réalisation d'un immeuble sis dans le Canton ou de créances garanties par un tel immeuble,

répondent solidairement des impôts dus par cette personne morale, jusqu'à concurrence du produit net réalisé.

<sup>3</sup> Les membres de sociétés commerciales et d'autres communautés de personnes de droit étranger sans personnalité juridique répondent solidairement des impôts dus par ces sociétés et communautés.

<sup>4</sup> Lorsqu'une personne morale qui n'a ni son siège ni son administration effective en Suisse sert d'intermédiaire dans une opération portant sur un immeuble sis en Suisse, les acheteurs et vendeurs de l'immeuble sont solidairement responsables, jusqu'à concurrence de 3 % du prix d'achat, des impôts dus par cette personne morale en raison de son activité d'intermédiaire.<sup>[23\)](#)</sup>

## Exonérations

**Art. 69** <sup>1</sup> Sont exonérés de l'impôt :

- a) la Confédération et ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;
- b) le Canton et ses établissements, y compris l'Etablissement d'assurance immobilière, mais à l'exception de la Banque cantonale du Jura;
- c) les communes municipales, les communes mixtes, les sections et syndicats de communes, sur les ressources affectées à des services publics;
- d) les communes bourgeoises, sur les ressources affectées directement à des tâches d'utilité publique accomplies par le Canton ou les communes;
- e)<sup>[41\)](#)</sup> les Eglises reconnues et les paroisses, sur les ressources affectées à leurs tâches;

- f) les institutions de prévoyance professionnelle dont les ressources sont affectées durablement et exclusivement à la prévoyance en faveur du personnel; leur sont assimilées les fondations bancaires dont les revenus et la fortune sont affectés exclusivement à la prévoyance individuelle liée, selon l'article 82 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité<sup>6)</sup>;
- g) les caisses indigènes d'assurances sociales et de compensation, notamment les caisses d'assurances chômage, maladie, vieillesse, invalidité et survivants, à l'exception des sociétés d'assurances concessionnaires;
- h)<sup>27)41)</sup> les personnes morales qui poursuivent des buts de service public ou d'utilité publique, sur le bénéfice et le capital exclusivement et irrévocablement affectés à ces buts; des buts économiques ne peuvent être considérés en principe comme étant d'intérêt public; l'acquisition et l'administration de participations en capital importantes à des entreprises ont un caractère d'utilité publique lorsque l'intérêt au maintien de l'entreprise occupe une position subalterne par rapport au but d'utilité publique et que des activités dirigeantes ne sont pas exercées;
- h<sup>bis</sup>)<sup>43)</sup> les personnes morales qui visent des buts culturels dans le Canton ou sur le plan suisse, sur le bénéfice et le capital exclusivement et irrévocablement affectés à ces buts;
- i)<sup>52)</sup> les Etats étrangers, sur leurs immeubles situés dans le Canton et affectés exclusivement à l'usage direct de leurs représentations diplomatique et consulaire, ainsi que les bénéficiaires institutionnels d'exemptions fiscales visés à l'article 2, alinéa 1, de la loi fédérale du 22 juin 2007 sur l'Etat hôte<sup>53)</sup>, pour les immeubles dont ils sont propriétaires et qui sont occupés par leurs services;
- j)<sup>54)</sup> les placements collectifs qui possèdent des immeubles en propriété directe, dans la mesure où les investisseurs sont exclusivement des institutions de prévoyance professionnelle au sens de la lettre f ou des caisses indigènes d'assurances sociales et de compensation au sens de la lettre g exonérées de l'impôt.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut exonérer de l'impôt, partiellement ou en totalité, les entreprises de transport concessionnaires qui revêtent une importance considérable pour l'économie générale ou auxquelles participent l'Etat, ses établissements ou des communes.

<sup>3</sup> Les articles 88, alinéa 2, et 113 sont réservés.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution nécessaires.

## CHAPITRE II : Impôt sur le bénéfice

Objet

**Art. 70** <sup>1</sup> L'impôt sur le bénéfice a pour objet le bénéfice net.

<sup>2</sup> Le bénéfice net imposable comprend :

- a) le solde du compte de pertes et profits, tout report de l'année précédente étant éliminé;
- b) tous les prélèvements opérés sur le résultat commercial avant le calcul du solde du compte de pertes et profits, qui ne servent pas à couvrir des dépenses justifiées par l'usage commercial, tels que :
  - les frais d'acquisition, de production ou d'amélioration d'actifs immobilisés;
  - les amortissements et les provisions qui ne sont pas justifiés par l'usage commercial;
  - les versements aux fonds de réserve;
  - la libération du capital propre au moyen de fonds appartenant à la personne morale, à condition qu'ils proviennent de réserves constituées par des bénéfices qui n'ont pas été imposés;
  - les distributions ouvertes ou dissimulées de bénéfice et les avantages procurés à des tiers qui ne sont pas justifiés par l'usage commercial;
- c) les intérêts sur le capital propre dissimulé (art. 79, al. 2, lettre b);
- d) <sup>27)</sup> les produits et les bénéfices en capital, à l'exception des gains immobiliers, ainsi que les produits de liquidation et de réévaluation qui n'ont pas été crédités au compte de pertes et profits; le transfert à l'étranger du siège, de l'administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable est assimilé à une liquidation.

<sup>3</sup> Le bénéfice net imposable des personnes morales qui ne tiennent pas de compte de pertes et profits se détermine d'après l'alinéa 2, appliqué par analogie.

<sup>4</sup> Les prestations que des entreprises d'économie mixte remplissant une tâche d'intérêt public fournissent, de manière prépondérante, à des entreprises qui leur sont proches sont évaluées au prix actuel du marché, à leur coût actuel de production majoré d'une marge appropriée ou à leur prix de vente final actuel diminué d'une marge de bénéfice; le résultat de chaque entreprise est ajusté en conséquence. <sup>23)</sup>

Charges

**Art. 71** <sup>1</sup> Les charges justifiées par l'usage commercial comprennent notamment :

- a) les impôts fédéraux, cantonaux et communaux, mais non les amendes fiscales;



- b) les versements à des institutions de prévoyance en faveur du personnel de l'entreprise, à condition que soit exclue toute utilisation contraire à leur but;
- c) <sup>27)41)</sup> les dons en espèces et sous forme d'autres valeurs patrimoniales en faveur de personnes morales dont le siège est en Suisse et qui sont exonérées de l'impôt en raison de leurs buts de service public ou d'utilité publique (art. 69, al. 1, lettre h) ou en faveur de la Confédération, des cantons, des communes et de leurs établissements, ainsi que des Eglises reconnues et de leurs paroisses (art. 69, al. 1, lettres a, b, c, d, e), à concurrence de 10 % du bénéfice net; le Département des Finances peut autoriser une déduction plus élevée lorsque les libéralités en cause sont destinées à l'Etat et à ses établissements, aux communes, aux Eglises reconnues et à leurs paroisses ou à des institutions soutenues dans une mesure essentielle par l'Etat ou les communes; le Gouvernement édicte les prescriptions d'application nécessaires;
- d) les rabais, escomptes, bonifications et ristournes accordés sur la contre-valeur de livraisons et de prestations, ainsi que les parts de bénéfice des compagnies d'assurances destinées à être réparties entre les assurés.

<sup>2</sup> Les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents publics suisses ou étrangers, ne font pas partie des charges justifiées par l'usage commercial. <sup>28)</sup>

Eléments non  
déterminants

**Art. 72** Ne constituent pas un bénéfice imposable :

- a) <sup>22)</sup> les apports des membres de sociétés de capitaux et de sociétés coopératives, y compris l'agio et les prestations à fonds perdu;
- b) les augmentations de fortune provenant d'une succession, d'un legs ou d'une donation;
- c) <sup>28)</sup> le transfert, dans un autre canton, du siège, de l'administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable, à condition qu'il n'y ait ni aliénation ni réévaluation comptable.

Restructurations

**Art. 73** <sup>41)</sup> <sup>1</sup> Les réserves latentes d'une personne morale ne sont pas imposées lors de restructurations, notamment lors de fusion, de scission ou de transformation, pour autant que la personne morale reste assujettie à l'impôt en Suisse et que les éléments commerciaux soient repris à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice. Cela vaut en cas :

- a) de transformation en une société de personnes ou en une autre personne morale;

- b) <sup>52)</sup> de division ou de séparation d'une personne morale à condition que ce transfert ait pour objet une ou plusieurs exploitations ou parties distinctes d'exploitation et pour autant que les personnes morales existantes après la scission poursuivent une exploitation ou une partie distincte d'exploitation;
- c) d'échange de droits de participation ou de droits de sociétariat suite à une restructuration ou à une concentration équivalant économiquement à une fusion;
- d) de transfert à une société fille suisse d'exploitations ou de parties distinctes d'exploitation, ainsi que d'éléments qui font partie des biens immobilisés de l'exploitation; on entend par société fille une société de capitaux ou une société coopérative dont la société de capitaux ou la société coopérative transférante possède au moins 20 % du capital-actions ou du capital social.

<sup>2</sup> En cas de transfert à une société fille au sens de l'alinéa 1, lettre d, les réserves latentes transférées font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 173 à 175, dans la mesure où, durant les cinq ans qui suivent la restructuration, les valeurs patrimoniales, les droits de participation ou les droits de sociétariat transférés à la société fille sont aliénés; dans ce cas, la société fille peut faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice.

<sup>3</sup> Des participations directes ou indirectes de 20 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une autre société de capitaux ou d'une société coopérative, mais aussi des exploitations ou des parties distinctes d'exploitation ainsi que des éléments qui font partie des biens immobilisés de l'exploitation, peuvent être transférés, à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice, entre des sociétés de capitaux ou des sociétés coopératives suisses qui, grâce à la détention de la majorité des voix ou d'une autre manière, sont réunies sous la direction unique d'une société de capitaux ou d'une société coopérative. Sont réservés :

- a) le transfert à une société fille selon l'article 73, alinéa 1, lettre d;
- b) le transfert d'éléments qui font partie des biens immobilisés de l'exploitation à une société qui est imposée selon l'article 83 ou 84. <sup>52)</sup>

<sup>4</sup> Si, dans les cinq ans qui suivent un transfert selon l'alinéa 3, les éléments de patrimoine transférés sont aliénés ou si la direction unique est abandonnée durant cette période, les réserves latentes transférées font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 173 à 175. La personne morale bénéficiaire peut, dans ce cas, faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice. Les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives suisses réunies sous une direction unique au moment de la violation du délai de blocage répondent solidairement du rappel d'impôt.

<sup>5</sup> Les réserves latentes transférées à une société holding ou à une société de domicile dans le cadre d'une restructuration (art. 73, al. 1) ou d'un transfert de patrimoine (art. 73, al. 3) sont immédiatement imposées, à l'exception des réserves latentes sur des participations selon l'article 78, alinéa 1, ou sur des immeubles. Les réserves latentes sur des participations sont fixées par une décision établie lors de la restructuration et imposées ultérieurement selon l'article 78, alinéas 2 et suivants. Les réserves latentes sur immeubles sont imposées conformément à l'article 83, alinéas 2 et 4.

<sup>6</sup> L'imposition des réévaluations comptables et des prestations compensatoires demeure réservée.

<sup>7</sup> La société qui subit une perte comptable sur la participation qu'elle avait dans une société de capitaux ou une société coopérative dont elle reprend l'actif et le passif ne peut déduire cette perte; est imposable l'éventuel bénéfice comptable sur la participation.

#### Evaluation

**Art. 74<sup>(27)(41)</sup>** Les dispositions relatives à l'impôt sur le revenu (art. 16, 25, 27, 29 à 32) sont applicables par analogie pour les augmentations de valeur comptabilisées, pour la défalcation des frais d'obtention du revenu, des frais d'entretien d'immeubles, des intérêts passifs, des prestations en faveur d'employés, des pertes et pour la constitution de provisions.

#### Amortissements

**Art. 74a<sup>(28)</sup>** <sup>1</sup> Les amortissements des actifs justifiés par l'usage commercial sont autorisés, à condition que ceux-ci soient comptabilisés ou, à défaut d'une comptabilité tenue selon l'usage commercial, qu'ils apparaissent dans un plan spécial d'amortissements.

<sup>2</sup> En général, les amortissements sont calculés sur la base de la valeur effective des différents éléments de fortune ou doivent être répartis en fonction de la durée probable d'utilisation de chacun de ces éléments.

<sup>3</sup> Les amortissements sur participations qui sont en relation avec des distributions antérieures de bénéfices ne sont pas considérés comme justifiés par l'usage commercial.

<sup>4</sup> Les amortissements opérés sur des actifs qui ont été réévalués afin de compenser des pertes ne sont admis que si les réévaluations étaient autorisées par le droit commercial et que les pertes pouvaient être déduites conformément à l'article 75, alinéa 1, au moment de l'amortissement.

<sup>5</sup> Les corrections de valeur ainsi que les amortissements effectués sur le coût d'investissement des participations d'au moins 20 % sont ajoutés au bénéfice imposable dans la mesure où ils ne sont plus justifiés.

<sup>6</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires.

Remploi

**Art. 74b**<sup>43)</sup> <sup>1</sup> Lorsque des biens meubles immobilisés, nécessaires à l'exploitation, sont remplacés par des éléments qui remplissent la même fonction dans l'entreprise, les réserves latentes sur ces biens peuvent être reportées sur les éléments acquis en remploi. Le report de réserves latentes sur des actifs situés hors de Suisse est exclu.

<sup>2</sup> En cas de remplacement de participations, les réserves latentes peuvent être reportées sur une nouvelle participation si la participation aliénée était égale à 20 % au moins du capital-actions ou du capital social de l'autre société et si la société de capitaux ou la société coopérative l'a détenue pendant au moins un an.

<sup>3</sup> Lorsque le remploi n'intervient pas durant le même exercice, une provision correspondant aux réserves latentes peut être constituée; elle doit être dissoute et affectée à l'amortissement de l'élément acquis en remploi ou portée au crédit du compte de pertes et profits dans un délai raisonnable.<sup>52)</sup>

<sup>4</sup> Seuls les biens meubles immobilisés, directement utiles à une entreprise, sont considérés comme nécessaires à l'exploitation; n'en font pas partie, notamment, les biens qui ne sont utiles à l'entreprise que par leur valeur de placement ou leur rendement.

Déduction des pertes

**Art. 75** <sup>1</sup> Les pertes des sept exercices précédant la période fiscale peuvent être déduites du bénéfice de cette période, pour autant qu'elles n'aient pas été déduites du bénéfice imposable des périodes précédentes.<sup>22)</sup>

<sup>2</sup> Pour le surplus, les alinéas 2 et 3 de l'article 29 sont applicables par analogie.

Associations, fondations et placements collectifs de capitaux<sup>52)</sup>

**Art. 76** <sup>1</sup> Les cotisations statutaires versées aux associations par leurs membres et les apports à la fortune des fondations ne font pas partie du bénéfice imposable.

<sup>2</sup> Les intérêts passifs, les frais d'entretien d'immeubles, les libéralités d'utilité publique ainsi que les dépenses liées à l'acquisition de recettes imposables des associations peuvent être entièrement déduits des recettes; les autres dépenses ne peuvent l'être que dans la mesure où elles excèdent les cotisations des membres.

<sup>3</sup> Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 15 000 francs de leur bénéfice imposable.

<sup>4</sup> Les placements collectifs de capitaux sont soumis à l'impôt sur le bénéfice pour le rendement de leurs immeubles en propriété directe.<sup>52)</sup>

Calcul de l'impôt  
a) En général

**Art. 77** Le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice équivaut à 4 % du bénéfice imposable.

b) Réduction

**Art. 78<sup>22)</sup>** <sup>1</sup> Pour les sociétés qui participent au capital-actions ou au capital social d'autres sociétés ou de sociétés coopératives à raison de 20 % au minimum ou pour une valeur vénale de deux millions de francs au moins, l'impôt dû sur le bénéfice est réduit proportionnellement au rendement net de cette participation par rapport au bénéfice net total.

<sup>2</sup> Le rendement net des participations correspond au revenu de ces participations diminué des frais de financement y relatifs et d'une contribution de 5 % destinée à la couverture de frais d'administration, sous réserve de la preuve de frais d'administration effectifs inférieurs ou supérieurs à ce taux. Sont réputés frais de financement les intérêts passifs ainsi que les autres frais économiquement assimilables à des intérêts passifs. Font également partie du revenu des participations, les bénéfices en capital provenant de participations, le produit de la vente de droits de souscription y relatifs, ainsi que les bénéfices de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations<sup>2) 27)</sup>.

<sup>3</sup> Ne font pas partie du rendement des participations :

- a) ...<sup>29)</sup>
- b) les recettes qui représentent des charges justifiées par l'usage commercial pour la société de capitaux ou la société coopérative qui les verse;
- c) ...<sup>29)</sup>

<sup>4</sup> Le rendement d'une participation n'entre dans le calcul de la réduction que dans la mesure où cette participation ne fait pas l'objet d'un amortissement qui est lié à la distribution du bénéfice et porté en diminution du bénéfice net imposable.

<sup>5</sup> Les bénéfices en capital et les bénéfices de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations n'entrent dans le calcul de la réduction que :

- a) dans la mesure où le produit de l'aliénation est supérieur au coût d'investissement;
- b) si la participation aliénée était égale à 20 % au moins du capital-actions ou du capital social de l'autre société et si la société de capitaux ou la société coopérative l'a détenue pendant un an au moins. <sup>(28)</sup>

<sup>6</sup> Le coût d'investissement est diminué des amortissements selon l'alinéa 4, ou, en cas de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations, augmenté des bénéfices de réévaluation. Pour les participations qui ont été transférées à leur valeur comptable lors d'une restructuration sans effet sur le résultat, on se fondera sur le coût d'investissement initial. <sup>(28)</sup>

<sup>7</sup> Les transactions qui se traduisent au sein du groupe par une économie d'impôt injustifiée entraînent une rectification du bénéfice imposable ou une diminution de la réduction. L'économie d'impôt est injustifiée lorsque les bénéfices en capital et les pertes en capital ou les amortissements relatifs à des participations au sens des articles 74a et 78 sont en relation de cause à effet. <sup>(28)</sup>

c) Placements collectifs de capitaux

**Art. 78a** <sup>(54)</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice des placements collectifs de capitaux qui détiennent des immeubles en propriété directe équivaut au tiers du taux prévu à l'article 77.

### CHAPITRE III : Impôt sur le capital

Objet

**Art. 79** <sup>1</sup> L'impôt sur le capital a pour objet le capital propre.

<sup>2</sup> Le capital propre imposable comprend :

- a) le capital-actions ou le capital social libéré ainsi que les réserves ouvertes et les réserves latentes constituées au moyen de bénéfices imposés;
- a <sup>bis</sup>) <sup>(28)</sup> pour les personnes morales définies aux articles 83 et 84, le capital-actions ou le capital social libéré, les réserves ouvertes et la part des réserves latentes qui aurait été constituée au moyen de bénéfices imposés, si l'impôt sur le bénéfice était prélevé;

- b) la part des fonds étrangers qui joue économiquement le rôle de capital propre (sous-capitalisation).

<sup>2bis</sup> Est imposable au moins le capital-actions ou le capital social libéré. [28\)](#)

<sup>3</sup> Le capital propre imposable des sociétés de capitaux et sociétés coopératives en liquidation ainsi que celui des associations, fondations et autres personnes morales correspond à leur fortune nette.

<sup>4</sup> Les placements collectifs de capitaux sont assujettis à l'impôt sur le capital pour la fortune que représentent les immeubles détenus en propriété directe. [52\)](#)

Evaluation des réserves

**Art. 80** Les réserves imposables sont déterminées sur la base des livres de comptabilité et d'après les circonstances effectives.

Associations, fondations et fonds de placement

**Art. 81** Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 50 000 francs de leur capital imposable.

Calcul de l'impôt

**Art. 82** [27\)](#) Le taux unitaire de l'impôt sur le capital équivaut à 0,75 ‰ du capital propre imposable.

## CHAPITRE IV : Sociétés holding et de domicile

Sociétés holding

**Art. 83** <sup>1</sup> Les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives établies dans le Canton qui ont principalement pour but de participer à d'autres entreprises paient, en lieu et place des impôts ordinaires sur le bénéfice et le capital, un impôt au taux fixe de 15 centimes par mille francs jusqu'à 100 millions de capital propre, de 5 centimes par mille francs au-delà, mais de 200 francs au moins lorsque les participations ou leur rendement représentent durablement au moins les deux tiers de l'ensemble des actifs ou des recettes. [27\)41\)](#)

<sup>2</sup> Les sociétés holding paient toutefois l'impôt sur le bénéfice et l'impôt sur le capital pour les immeubles et les forces hydrauliques qu'elles possèdent dans le Canton; en vue de l'évaluation du bénéfice et de la fortune, les frais d'obtention et les dettes sont pris en considération proportionnellement; le capital immobilier imposé est alors défalqué du capital propre imposable.

<sup>3</sup> ... [29\)](#)



<sup>4</sup> La perception de l'impôt sur les gains immobiliers et de la taxe immobilière municipale demeure réservée.

Sociétés de  
domicile

**Art. 84<sup>27)</sup>** <sup>1</sup> Les sociétés de capitaux, les sociétés coopératives et les fondations qui ont en Suisse une activité administrative, mais pas d'activité commerciale, paient l'impôt sur le bénéfice comme suit :

- a) le rendement des participations au sens de l'article 78, ainsi que les bénéfices en capital et les bénéfices de réévaluation provenant de ces participations sont exonérés de l'impôt;
- b) les autres recettes de source suisse sont imposées de façon ordinaire;
- c) les recettes de source étrangère sont imposées de façon ordinaire en fonction de l'importance de l'activité administrative exercée en Suisse;
- d) les charges justifiées par l'usage commercial, en relation économique avec des rendements et des recettes déterminés, doivent être déduites de ceux-ci en priorité; les pertes subies sur des participations au sens de la lettre a ne peuvent être compensées qu'avec les rendements mentionnés à la lettre a.

<sup>2</sup> Les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives dont l'activité commerciale est essentiellement orientée vers l'étranger et qui n'exercent en Suisse qu'une activité subsidiaire paient l'impôt sur le bénéfice conformément à l'alinéa 1. Les autres recettes de source étrangère, mentionnées à l'alinéa 1, lettre c, sont imposées selon l'importance de l'activité commerciale exercée en Suisse.

<sup>3</sup> Les sociétés de domicile paient un impôt sur le capital au taux fixe de 15 centimes par mille francs jusqu'à 100 millions de capital propre, de 5 centimes par mille francs au-delà, mais de 200 francs au moins.<sup>41)</sup>

<sup>4</sup> Les alinéas 2 et 4 de l'article 83 sont applicables par analogie.

Conventions  
de double  
imposition

**Art. 84a<sup>28)</sup>** Les recettes et rendements pour lesquels un dégrèvement des impôts à la source étrangers est demandé ne bénéficient pas des réductions de l'impôt sur le bénéfice prévues aux articles 83 et 84 lorsque la convention internationale prescrit que ces recettes et ces rendements doivent être imposés selon le régime ordinaire en Suisse.

Changement de  
statut

**Art. 84b<sup>54)</sup>** <sup>1</sup> En cas de changement de statut d'une société de capitaux imposée selon le barème déterminé à l'article 77 en société holding ou de domicile au sens des articles 83 et 84, l'article 73, alinéa 5, s'applique par analogie.



<sup>2</sup> En cas de changement de statut d'une société holding ou de domicile au sens des articles 83 et 84 en société de capitaux imposée selon le barème déterminé à l'article 77, les réserves latentes sont fixées par décision prise lors du changement de statut. Elles peuvent être récupérées en franchise d'impôt lors de leur réalisation. Aucun report de pertes au sens de l'article 75 n'est possible.

## CHAPITRE V : Imposition dans le temps

Période fiscale

**Art. 85** <sup>1</sup> Les impôts sur le bénéfice et sur le capital sont fixés et prélevés pour la période fiscale; celle-ci correspond à l'exercice commercial.

<sup>2</sup> Chaque année civile, l'année de fondation exceptée, les contribuables doivent procéder à la clôture de leurs comptes et établir un bilan et un compte de pertes et profits; la même obligation leur incombe en cas de transfert du siège, de l'administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable, ainsi qu'à la fin de la liquidation. [27\)](#)

Base  
d'évaluation

**Art. 86** <sup>1</sup> Le bénéfice imposable est déterminé d'après le résultat de la période fiscale; lorsque l'exercice comprend plus ou moins de douze mois, le taux de l'impôt sur le bénéfice est fixé compte tenu d'un bénéfice net calculé sur douze mois.

<sup>2</sup> Lors de la liquidation d'une personne morale ou du transfert de son siège, de son administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable à l'étranger, les réserves latentes constituées au moyen de bénéfices non soumis à l'impôt sont imposées avec le bénéfice net du dernier exercice. [27\)](#)

<sup>3</sup> Le capital imposable est déterminé selon l'état à la fin de la période fiscale.

<sup>4</sup> Lorsque l'exercice commercial est supérieur ou inférieur à douze mois, l'impôt sur le capital est calculé sur la base de la durée de l'exercice en question. [28\)](#)

## TITRE QUATRIEME : Impôt sur les gains immobiliers

### CHAPITRE PREMIER : Généralités

#### Objet

**Art. 87** <sup>1</sup> L'impôt sur les gains immobiliers a pour objet les gains réalisés lors de l'aliénation d'un immeuble, d'une part d'immeuble ou d'une force hydraulique faisant partie de la fortune privée ou de la fortune commerciale du contribuable, ainsi que lors de l'aliénation de droits à de tels éléments.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le bénéfice lié au transfert à un tiers d'un droit grevant un immeuble ne constitue pas un gain immobilier.

<sup>3</sup> Les gains ne sont imposés que s'ils se montent à 4 000 francs au moins.

<sup>4</sup> Sont soumis à l'impôt sur le revenu ou sur le bénéfice, à titre d'exception :

- a) les gains réalisés sur les immeubles dont le contribuable fait le commerce dans l'exercice de sa profession;
- b) les bonifications ou indemnités pour la charge temporaire d'immeubles et de forces hydrauliques constituée par des servitudes, ou par des restrictions de la propriété fondées sur le droit public, et pour l'octroi temporaire de droits personnels à l'exploitation ou à la jouissance; lorsque ces bonifications se rapportent à des actes juridiques équivalant à une aliénation partielle, elles ne sont imposables que dans la mesure où elles excèdent la part au prix d'acquisition;
- c) les sommes amorties conformément au droit fiscal et non imposées, qui sont réalisées lors d'une aliénation (art. 16, al. 2, lettre a);
- d)<sup>[54\)](#)</sup> les gains réalisés par les placements collectifs de capitaux qui détiennent des immeubles en propriété directe.

#### Assujettissement

**Art. 88** <sup>1</sup> Celui qui aliène un immeuble ou une force hydraulique sis dans le Canton, ou celui qui cède un droit à un immeuble est soumis à l'impôt sur les gains immobiliers.

<sup>1bis</sup> Les cohéritiers sont soumis à l'impôt sur les gains immobiliers pour leur participation au gain au sens des articles 619 du Code civil suisse (CC)<sup>[8\)](#)</sup> et 28 à 35 de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR)<sup>[9\)](#)</sup>, <sup>[28\)](#)</sup>.

<sup>2</sup> La Confédération, selon le droit fédéral, et l'Etat du Jura sont exonérés de l'impôt sur les gains immobiliers, de même que les communes municipales, les communes mixtes et les syndicats de communes, les Eglises reconnues et leurs paroisses pour les gains qu'elles réalisent sur leur propre territoire.

## Aliénation

**Art. 89** <sup>1</sup> Toute aliénation qui opère le transfert de la propriété d'un immeuble donne lieu à imposition.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Sont considérés en particulier comme aliénation la vente, l'échange, l'expropriation, l'apport dans une société, le transfert d'immeubles d'une société à un détenteur de droits de participation, le partage successoral, la dissolution d'une collectivité, la participation du cohéritier au bénéfice (art. 619 CC et 28 à 35 LDFR) et les participations à un gain immobilier fondées sur un droit public.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Sont assimilés à une aliénation<sup>[27\)](#)</sup> :

- a) les actes juridiques qui, relativement au pouvoir de disposer d'un immeuble, équivalent effectivement et économiquement à une aliénation, comme la réalisation de la participation majoritaire à une société immobilière et le transfert à titre onéreux d'un droit d'emption grevant un immeuble;
- b)<sup>[27\)](#)</sup> la constitution de servitudes de droit privé sur un immeuble ou une force hydraulique ou les restrictions de droit public à la propriété foncière, lorsque celles-ci limitent l'exploitation ou diminuent la valeur vénale de l'immeuble de manière durable et essentielle et qu'elles donnent lieu à une indemnité; l'indemnité n'est pas soumise à l'impôt sur les gains immobiliers lorsqu'elle est imposable comme rendement de la fortune immobilière, notamment lorsqu'elle consiste en un revenu de droit de superficie (art. 19, al. 1, lettre c) ou en un revenu provenant d'un droit à l'exploitation.

<sup>4</sup> Par droit à l'exploitation, il faut entendre en particulier celui d'extraire de la pierre, du gravier, du sable, de la marne, de la tourbe, du charbon et d'autres minéraux, ainsi que celui de prendre ou d'utiliser de l'eau ou la force hydraulique.

Exceptions à  
l'imposition  
a) Non-assujet-  
tissement

**Art. 90**<sup>[29\)](#)</sup>

b) Imposition  
différée

**Art. 91** <sup>1</sup> L'imposition du gain immobilier est différée :

- a)<sup>[27\)](#)</sup> en cas de remembrement opéré soit en vue de remaniement parcellaire, de l'établissement d'un plan de quartier, de rectification de limites ou d'arrondissement de l'aire agricole, soit dans le cadre d'une procédure d'expropriation ou en raison d'une expropriation imminente;
- b) ...<sup>[29\)](#)</sup>

- c) <sup>41)52)</sup> en cas de restructurations d'entreprises constituées en raison individuelle ou en société de personnes selon l'article 17 et de personnes morales selon l'article 73; les articles 17, alinéa 3, et 73, alinéas 2 et 4, s'appliquent par analogie;
- d) <sup>27)41)</sup> en cas d'aliénation d'un immeuble faisant partie des immobilisations nécessaires à l'exploitation (art. 28 et 74b), à condition que le produit de cette aliénation soit affecté dans un délai raisonnable à l'acquisition en Suisse d'un immeuble semblable et destiné à remplir la même fonction dans l'entreprise; pour les immeubles agricoles et sylvicoles, l'imposition est également différée si le bien acquis en remplacement appartient au contribuable et est exploité par lui-même, mais qu'il n'a pas la même fonction dans l'entreprise ou si le produit de l'aliénation est affecté à l'amélioration d'immeubles agricoles ou sylvicoles;
- e) <sup>41)</sup> en cas de restructurations d'institutions de prévoyance au sens de l'article 69, alinéa 1, lettre f;
- f) <sup>28)</sup> en cas de transfert de propriété entre époux en rapport avec le régime matrimonial ou en cas de dédommagement de contributions extraordinaires d'un époux à l'entretien de la famille (art. 165 CC) ou de prétentions découlant du droit du divorce, pour autant que les deux époux soient d'accord;
- g) <sup>28)</sup> en cas d'aliénation de l'habitation (maison ou appartement) ayant durablement et exclusivement servi au propre usage de l'aliénateur, dans la mesure où le produit ainsi obtenu est affecté, dans un délai approprié, à l'acquisition ou à la construction en Suisse d'une habitation servant au même usage;
- h) <sup>28)41)</sup> en cas de transfert de propriété par succession (dévolution d'hérédité, partage successoral, legs), donation ou avancement d'hoirie; en cas d'avancement d'hoirie, la gratuité est admise si la prestation du cessionnaire consiste exclusivement :
- en la reprise d'une charge constituée par des créances hypothécaires en faveur de tiers;
  - en la constitution, en cas de cession à des descendants, d'un droit d'habitation ou d'un usufruit en faveur du cédant;
  - en l'engagement de verser des compensations aux cohéritiers.

<sup>2</sup> Lorsque l'immeuble acquis en remploi (lettres d et g de l'alinéa 1) est sis à l'extérieur du Canton et qu'il est aliéné ultérieurement, les gains bruts qui ont fait l'objet d'une imposition différée dans le Canton sont soumis à l'impôt. <sup>28)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque l'imposition est différée en raison d'un remploi privé (lettre g de l'alinéa 1) ou d'un remploi commercial (lettre d de l'alinéa 1), l'impôt n'est reporté que pour la part du gain compensée dans le montant réinvesti dans l'immeuble de remplacement. La part des réserves latentes dégagées par la réalisation de l'ancien élément de fortune qui n'est pas réinvestie est soumise à l'impôt sur le revenu. <sup>28)</sup>

## CHAPITRE II : Evaluation du gain immobilier

### Principe

**Art. 92** <sup>1</sup> La différence entre le prix de revient de l'immeuble et le produit de l'aliénation constitue le gain immobilier.

<sup>2</sup> Le prix de revient correspond au prix d'acquisition augmenté des impenses.

<sup>3</sup> Le prix d'acquisition et les impenses sont indexés en vue du calcul du gain immobilier (art. 101).

### Prix d'acquisition a) En général

**Art. 93** <sup>1</sup> Le prix d'acquisition correspond au prix d'achat inscrit au registre foncier ou au prix moindre effectivement payé. Un prix plus élevé n'est pris en considération que si le propriétaire précédent a acquitté l'impôt sur le gain immobilier, y compris les amendes fiscales éventuelles, sur la totalité du produit réel de l'aliénation.

<sup>2</sup> Les prestations périodiques portées au compte de l'aliénateur sont capitalisées et font partie du prix d'acquisition, indépendamment de celles qui sont effectivement fournies. Les articles 22, lettre f, et 32, alinéa 1, lettre b, sont réservés.

<sup>3</sup> Le prix d'acquisition d'un immeuble acquis par voie d'échange équivaut au produit imputé à l'acquéreur pour l'immeuble cédé en échange.

<sup>4</sup> Si la dernière aliénation imposable remonte à plus de 30 ans, l'aliénateur peut faire valoir, comme prix d'acquisition, la valeur officielle en vigueur 30 ans auparavant; dans ce cas, la durée de possession (art. 104) est de 30 ans et seules les impenses consenties sur l'immeuble durant ce même laps de temps peuvent être prises en compte.<sup>[43\)](#)</sup>

### b) Acquisition par voie de succession ou donation

**Art. 94**<sup>[29\)](#)</sup>

### c) En cas d'imposition différée

**Art. 95**<sup>[27\)](#)</sup> <sup>1</sup> Si, lors de l'acquisition, l'imposition a été différée selon l'article 91, alinéa 1, lettres c, e, f et h, le prix d'acquisition déterminant est celui de la précédente aliénation imposable.

<sup>2</sup> Si, lors de l'acquisition, l'imposition a été différée selon l'article 91, alinéa 1, lettres a, d et g, le prix d'acquisition déterminant est celui de l'immeuble cédé lors de l'aliénation dont l'imposition a été différée.

<sup>3</sup> Lors de l'aliénation d'un immeuble dont l'acquisition ou l'amélioration a donné lieu à une imposition différée, selon l'article 91, alinéa 1, lettres d et g, le gain réinvesti est déduit des dépenses d'investissement.

d) En cas  
d'aliénation  
partielle

**Art. 96** <sup>1</sup> Lorsqu'un immeuble n'est aliéné qu'en partie ou s'il est constitué un droit grevant un immeuble, la part correspondante du prix d'acquisition total sert de base à l'imposition de l'aliénation partielle.

<sup>2</sup> Si le prix d'acquisition n'a pu être imputé entièrement sur le prix de vente, les taxations antérieures sont révisées après la dernière aliénation partielle. Les impôts qui auraient été payés en trop sont remboursés.

<sup>3</sup> La somme de toutes les fractions du prix d'acquisition formées lors des différentes aliénations partielles ne saurait dépasser le montant total du prix d'acquisition.

Impenses

**Art. 97** <sup>1</sup> Les impenses sont les frais inséparablement liés à l'acquisition ou à l'aliénation et les frais qui ont contribué à l'amélioration ou à l'augmentation durable de la valeur de l'immeuble.

<sup>2</sup> En font partie notamment :

- a) les droits de mutation, les frais d'actes et d'enchères (sols par franc);
- b) <sup>27)</sup> les commissions et les frais de courtage usuels ainsi que les frais judiciaires liés à l'achat ou à la vente;
- c) les dépenses qui entraînent une augmentation durable de la valeur de l'immeuble, notamment celles qui sont liées aux nouvelles constructions, aux transformations, aux installations d'eau, d'éclairage et de chauffage, aux constructions de routes, aux améliorations foncières et aux endiguements, y compris les contributions volontaires versées dans ce but à une collectivité publique ou privée, sous déduction toutefois des prestations d'assurances et des subventions fédérales, cantonales et communales;
- d) les contributions imposées aux propriétaires fonciers, notamment les contributions à la construction de routes, trottoirs et conduites;
- e) <sup>27)</sup> la valeur du travail personnel du contribuable qui a augmenté la valeur de l'immeuble pour autant qu'elle ait été imposée au titre de l'impôt sur le revenu;
- f) <sup>27)</sup> les indemnités versées en vue de la constitution d'une servitude ou d'une charge de droit privé ou pour une restriction de droit public limitant l'exploitation ou diminuant la valeur vénale de l'immeuble de manière durable et essentielle ou de la suppression d'un tel droit grevant l'immeuble;

- g) la valeur déterminée des impenses futures, si le contribuable s'engage par contrat à les effectuer dans un proche avenir après l'aliénation;
- h) les frais consacrés à un projet non exécuté spécifiquement conçu pour l'immeuble et irréalisable ailleurs.

<sup>3</sup> Les frais de gérance et d'entretien courant ne constituent pas des impenses.

<sup>4</sup> Les impenses sont en principe établies au moyen de pièces justificatives. Le Gouvernement détermine par voie d'ordonnance les conditions auxquelles une expertise peut être admise ainsi que le contenu de celle-ci.

Produit

**Art. 98** <sup>1</sup> Le produit de l'aliénation comprend toutes les prestations mises à charge de l'acquéreur. Les prestations périodiques sont comptées à raison de leur valeur en capital.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> En cas d'échange, la valeur vénale vaut comme produit, sous réserve de dispositions conventionnelles correspondant aux conditions économiques.

<sup>3</sup> Lors d'une vente d'immeuble entre une société de capitaux et le détenteur d'une participation importante à cette société, la valeur vénale est considérée comme produit de l'aliénation.

<sup>4</sup> Le montant remis aux cohéritiers au titre de participation au gain selon les articles 619 du Code civil suisse et 28 à 35 de la loi fédérale sur le droit foncier rural est déduit du produit de l'aliénation. Il en va de même du montant remis à un autre ayant droit en vertu du droit public. L'aliénateur répond solidairement avec le bénéficiaire de la part au gain de l'impôt à payer par ce dernier.<sup>[27\)](#)</sup>

**Art. 99**<sup>[29\)](#)</sup>

Imposition dans  
le temps<sup>[27\)](#)</sup>

**Art. 100** <sup>1</sup> Tous les gains ou pertes de 4 000 francs au moins réalisés par l'aliénateur lors de l'aliénation d'immeubles au cours d'une même année civile sont additionnés en vue de leur imposition, à condition que ces aliénations aient été soumises à l'impôt dans le Canton en raison de l'assujettissement subjectif du contribuable.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> Pour les contribuables tenant comptabilité, les gains et les pertes sont additionnés pour autant qu'ils soient réalisés au cours du même exercice commercial.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le cas échéant, les décisions de taxation antérieures portant sur le gain de la même période au sens des alinéas 1 et 1bis sont révisées.<sup>[27\)](#)</sup>

Calcul du gain  
immobilier

**Art. 101** <sup>1</sup> Pour le calcul du gain immobilier, le prix de revient de l'immeuble est indexé. Le taux d'indexation correspond à 50 % du taux de renchérissement qui découle de l'indice suisse des prix à la consommation.

<sup>2</sup> Le prix d'acquisition et toutes les impenses sont indexés individuellement à partir de la date de leur réalisation. Si cette date est antérieure à l'année 1940, c'est l'indice de cette année qui s'applique.

### CHAPITRE III : Calcul de l'impôt

Tarif

**Art. 102** L'impôt sur le gain immobilier est calculé sur la base du tarif suivant :

gain imposable (en francs)		taux d'impôt simple
4 000	à 50 000	3,5 %
50 100	à 100 000	4,5 %
100 100	à 200 000	5,5 %
200 100	et plus	6 %

Majoration de  
l'impôt

**Art. 103** <sup>1</sup> Si le contribuable a été propriétaire de l'immeuble aliéné pendant moins de cinq ans, l'impôt sur le gain immobilier est majoré selon les règles suivantes :

durée de possession	majoration du montant de l'impôt
moins de 2 ans	50 %
de 2 à moins de 5 ans	25 %

<sup>2</sup> L'impôt sur le gain immobilier n'est pas majoré :

- lorsque l'immeuble est aliéné au cours de la liquidation d'une succession<sup>[27\)](#)</sup>;
- lorsque les circonstances excluent toute intention de spéculation.

Réduction de  
l'impôt

**Art. 104** <sup>1</sup> Si le contribuable a été propriétaire de l'immeuble aliéné pendant dix ans au moins, l'impôt sur le gain immobilier est réduit de 1 % par année de possession au-delà de la dixième année, mais au maximum de 30 %.<sup>[22\)](#)</sup>



<sup>2</sup> La réduction prévue à l'alinéa précédent se calcule dès la dernière aliénation imposable si l'immeuble a été acquis par une transaction donnant lieu à une imposition différée (art. 91).<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[29\)](#)</sup>

## DEUXIEME PARTIE : Impôts communaux

### TITRE PREMIER : Impôts communaux ordinaires

#### Principe

**Art. 105** <sup>1</sup> Les communes municipales, les communes mixtes et les sections de commune perçoivent les impôts communaux ordinaires, à savoir :

- a) l'impôt sur le revenu et sur la fortune;
- b) l'impôt sur le bénéfice et sur le capital;
- c) l'impôt sur les gains immobiliers.

<sup>1bis</sup> En lieu et place des impôts énumérés à l'alinéa 1, les communes prélèvent un impôt à la source auprès de certaines personnes physiques et morales selon les modalités fixées par la présente loi.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Sous réserve des dispositions qui suivent, les règles concernant les impôts cantonaux s'appliquent également aux impôts communaux ordinaires.

#### Quotité

**Art. 106** <sup>1</sup> La quotité des impôts communaux ordinaires est fixée annuellement par la commune lors du vote du budget.

<sup>2</sup> En ce qui concerne les sociétés holding et les sociétés de domicile, les communes prélèvent les mêmes impôts que l'Etat (art. 83 et 84).

#### Règlement d'impôt

**Art. 107** Le règlement d'impôt de la commune attribue les tâches suivantes aux diverses instances communales :

- a) la tenue du rôle des contribuables;
- b) le préavis portant sur les déclarations d'impôt;
- c) l'encaissement;
- d) le préavis portant sur une demande de remise d'impôt;
- e) ...<sup>[55\)](#)</sup>
- f) ...<sup>[55\)](#)</sup>

Relations  
intercommunales  
a) Principe

**Art. 108** <sup>1</sup> Si le contribuable est lié à plusieurs communes jurassiennes en vertu de rattachements personnels et économiques, chaque commune concernée par un rattachement particulier a droit à la part d'impôt communal correspondante.

<sup>2</sup> Toute modification de l'assujettissement en raison d'un rattachement personnel ou économique est prise en considération à la fin de l'année fiscale. [27\)](#)

b) Plan de  
partage

**Art. 109** <sup>1</sup> Le Service des contributions établit un plan de partage des impôts communaux dus par le contribuable aux communes concernées.

<sup>2</sup> Le plan de partage est communiqué au contribuable et aux communes intéressées; il est sujet à réclamation et à recours selon les dispositions de la présente loi (art. 157 et suivants).

c) Dispositions  
d'exécution

**Art. 110** <sup>1</sup> Le Parlement édicte les dispositions d'exécution nécessaires par voie de décret.

<sup>2</sup> Le décret règle notamment :

- le mode de calcul des parts communales en fonction des différents types de rattachement;
- la procédure de revendication d'une part communale, l'élaboration du plan de partage ainsi que la réclamation et le recours contre ce plan.

d) Droit  
complémentaire

**Art. 111** Les règles régissant la double imposition intercantonale s'appliquent à titre complémentaire aux relations intercommunales.

## **TITRE DEUXIEME : Impôt communal spécial (taxe immobilière)**

Assujettissement

**Art. 112** Les communes et les sections de commune perçoivent, à titre d'impôt spécial, une taxe immobilière sur les immeubles et forces hydrauliques inscrits au registre des valeurs officielles.

## Exceptions

**Art. 113** <sup>1</sup> Ne sont pas soumis à la taxe immobilière :

- a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements qui sont exonérés des impôts cantonaux et communaux en vertu du droit fédéral;
- b) les immeubles du Canton, des communes, des syndicats de communes, des Eglises reconnues et des paroisses qui sont directement affectés aux buts de ces collectivités.

<sup>2</sup> Pour le surplus, les règles générales concernant l'exonération des impôts directs cantonaux et communaux ne s'appliquent pas à la taxe immobilière.

## Taux et calcul de la taxe

**Art. 114** <sup>1</sup> La taxe immobilière est calculée en pour mille de la valeur officielle inscrite au registre des valeurs officielles; aucune déduction n'est admise.

<sup>2</sup> Le taux de la taxe varie en fonction de la quotité arrêtée chaque année pour les impôts directs communaux. Il doit se situer dans les limites suivantes :

Quotité	% de la valeur officielle	
	taux minimum	taux maximum
jusqu'à 0,9	0,5	0,9
1,0 à 1,1	0,6	1,0
1,2 à 1,3	0,6	1,1
1,4 à 1,5	0,7	1,2
1,6 à 1,7	0,7	1,3
1,8 à 1,9	0,7	1,4
2,0 et plus	0,8	1,5

<sup>3</sup> ... [42\)](#)

<sup>4</sup> La commune arrête le taux de la taxe immobilière chaque année lors de l'établissement du budget.

## Taxation et perception

**Art. 115** <sup>1</sup> La commune établit le rôle de perception de la taxe sur la base du registre des valeurs officielles. Elle notifie la taxation sur le bordereau de paiement.

<sup>2</sup> La notification est susceptible de réclamation et de recours. Les articles 157 et suivants s'appliquent par analogie. [41\)](#)

<sup>3</sup> Les bordereaux de paiement qui n'ont pas fait l'objet d'une réclamation sont assimilables à des jugements exécutoires au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite [10\)](#).

4 ... [42\)](#)

## TITRE TROISIEME : Impôts communaux extraordinaires

Principe

**Art. 116** <sup>1</sup> Les communes et les sections de commune peuvent percevoir des impôts extraordinaires.

<sup>2</sup> Les impôts extraordinaires doivent se fonder sur un règlement.

<sup>3</sup> Ils ne sauraient frapper la matière soumise à redevances au profit de l'Etat sauf si la loi le prévoit expressément.

Règlement

**Art. 117** <sup>1</sup> Le règlement qui introduit un impôt communal extraordinaire doit en déterminer l'objet, le mode de calcul, la procédure de taxation, le mode de perception et les sanctions découlant d'une infraction.

<sup>2</sup> Les décisions liées à l'impôt communal extraordinaire sont soumises à opposition et à recours au juge administratif, conformément au Code de procédure administrative<sup>[11\)](#)</sup>.

## TROISIEME PARTIE : Imposition à la source

### TITRE PREMIER : Personnes physiques domiciliées ou en séjour dans le Canton

Personnes  
soumises à  
l'impôt à la  
source

**Art. 118** <sup>1</sup> Les travailleurs étrangers qui, sans être au bénéfice d'un permis d'établissement, sont, au regard du droit fiscal, domiciliés ou en séjour dans le Canton, sont assujettis à un impôt perçu à la source sur le revenu de leur activité dépendante. En sont exclus les revenus soumis à l'imposition selon l'article 37b.<sup>[51\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les époux qui vivent en ménage commun sont imposés selon la procédure ordinaire, si l'un d'eux a la citoyenneté suisse ou est au bénéfice d'un permis d'établissement.

Prestations  
imposables

**Art. 119** <sup>1</sup> L'impôt est calculé sur le revenu brut.

<sup>2</sup> Tous les revenus provenant d'un rapport de travail sont imposables, y compris les revenus accessoires tels que les indemnités pour prestations spéciales, commissions, allocations, primes pour ancienneté de service, gratifications, pourboires et tous autres avantages appréciables en argent, de même que les revenus acquis en compensation telles que les indemnités journalières découlant d'assurances-maladie, d'assurances contre les accidents ou de l'assurance-chômage.

<sup>3</sup> Les prestations en nature et les pourboires sont évalués, en règle générale, selon les normes de l'assurance-vieillesse et survivants fédérale.

Barème

**Art. 120** <sup>1</sup> Le Service des contributions établit le barème des retenues d'après les taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

<sup>2</sup> Les retenues comprennent l'impôt fédéral, l'impôt cantonal, l'impôt communal et l'impôt ecclésiastique; l'alinéa 5 demeure réservé.

<sup>3</sup> Lorsque les époux vivant en ménage commun exercent tous deux une activité lucrative, les retenues sont calculées selon un barème particulier qui tient compte de cette double activité.

<sup>4</sup> Le barème tient compte des frais professionnels (art. 23 et 24) et des primes et cotisations d'assurances (art. 31, lettres a, c et d) sous forme de forfait, ainsi que des déductions pour double activité des conjoints (art. 32, al. 2) et pour charges de famille (art. 34).<sup>[22\)](#)</sup>

<sup>5</sup> Le Service des contributions doit restituer l'impôt ecclésiastique retenu si une personne soumise à l'impôt à la source en fait la demande en établissant qu'elle n'est pas membre d'une Eglise reconnue; l'article 188 est applicable.<sup>[48\)](#)</sup>

Impôt à la source  
et procédure  
ordinaire

**Art. 121** <sup>1</sup> L'impôt à la source se substitue aux impôts perçus selon la procédure ordinaire sur le revenu du travail.

<sup>2</sup> Si le revenu brut du contribuable ou de son conjoint qui vit en ménage commun avec lui excède par an un montant à fixer par le Gouvernement, une taxation est faite ultérieurement selon la procédure ordinaire; l'impôt retenu à la source est imputé sur l'impôt perçu selon la procédure ordinaire.<sup>[22\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Les personnes assujetties à l'impôt à la source sont imposables selon la procédure ordinaire sur leurs revenus et leur fortune qui ne sont pas soumis à l'impôt à la source. L'article 11 s'applique par analogie au calcul du taux de l'impôt.<sup>23)</sup>

## TITRE DEUXIEME : Personnes sans domicile ou séjour en Suisse

Personnes  
soumises à  
l'impôt à la  
source

**Art. 122** <sup>1</sup> Sont soumis à l'impôt à la source, lorsqu'ils ne sont ni domiciliés ni en séjour en Suisse :

- a) les travailleurs qui exercent une activité lucrative dépendante dans le Canton, sur le revenu de cette activité;
- b)<sup>22)</sup> les artistes, sportifs et conférenciers, sur le revenu de leur activité personnelle dans le Canton, y compris les revenus et les indemnités qui ne sont pas versés à l'artiste, au sportif ou au conférencier lui-même, mais au tiers qui a organisé ses activités; l'organisateur du spectacle est solidairement responsable du paiement de l'impôt;
- c) les membres de l'administration ou de la direction de personnes morales ayant leur siège ou leur administration effective dans le Canton, sur les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes et autres rémunérations qui leur sont versés;
- d) les membres de l'administration ou de la direction d'entreprises étrangères ayant un établissement stable dans le Canton, sur les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes et autres rémunérations qui leur sont versés par l'intermédiaire de l'établissement stable;
- e) les personnes titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur des immeubles sis dans le Canton, sur les intérêts qui leur sont versés;
- f) les personnes qui, ensuite d'une activité pour le compte d'autrui régie par le droit public, reçoivent des pensions, des retraites ou d'autres prestations d'un employeur ou d'une caisse de prévoyance qui a son siège dans le Canton, sur ces prestations;
- f)<sup>bis</sup>)<sup>23)</sup> les bénéficiaires de revenus provenant d'institutions suisses de prévoyance professionnelle de droit privé ou procurés selon des formes reconnues de prévoyance individuelle liée, sur ces revenus;
- g) les personnes qui, travaillant dans le trafic international à bord d'un bateau, d'un aéronef ou d'un véhicule de transports routiers, reçoivent un salaire ou d'autres rémunérations d'un employeur ayant son siège ou un établissement stable dans le Canton, sur ces prestations;
- h) ...<sup>24)</sup>

<sup>2</sup> Les contribuables domiciliés à l'étranger, mentionnés à l'alinéa 1, comprennent les personnes physiques qui ne sont ni domiciliées, ni en séjour en Suisse, et les personnes morales qui n'ont ni leur siège, ni leur administration effective en Suisse.

Prestations  
imposables

**Art. 123** <sup>1</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres a et g, l'impôt à la source est perçu selon les dispositions des articles 118 à 120.

<sup>2</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre b, l'impôt à la source est perçu sur les recettes brutes, déduction faite des frais d'acquisition, au taux de :

- a) 10 % pour des recettes journalières jusqu'à 220<sup>\*</sup> francs;
- b) 15 % pour des recettes journalières de 221<sup>\*</sup> francs à 1 100<sup>\*</sup> francs;
- c) 20 % pour des recettes journalières de 1 101<sup>\*</sup> francs à 3 300<sup>\*</sup> francs;
- d) 25 % pour des recettes journalières supérieures à 3 300<sup>\*</sup> francs. <sup>(22)(52)</sup>

<sup>3</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres c à f<sup>bis</sup>, l'impôt est perçu sur les recettes brutes au taux de :

- a) 20 % pour les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes et autres rémunérations (art. 122, al. 1, lettres c et d);
- b) 15 % pour les intérêts de créances hypothécaires (art. 122, al. 1, lettre e);
- c) <sup>(32)(52)</sup> 10 % pour les pensions, retraites ou autres prestations (art. 122, al. 1, lettres f et f<sup>bis</sup>); pour les prestations en capital, l'impôt s'élève à :
  - 5,0 % pour les 53 400<sup>\*</sup> premiers francs;
  - 6,0 % pour les 32 000<sup>\*</sup> francs suivants;
  - 6,5 % pour les 32 000<sup>\*</sup> francs suivants;
  - 7,0 % pour les 32 000<sup>\*</sup> francs suivants;
  - 7,5 % au-delà. <sup>(22)</sup>

Substitution à  
l'impôt ordinaire

**Art. 124** <sup>1</sup> L'impôt à la source se substitue à l'impôt cantonal, à l'impôt communal et à l'impôt ecclésiastique perçus selon la procédure ordinaire. <sup>(22)</sup>

<sup>2</sup> L'article 120, alinéa 5, est applicable.

## TITRE TROISIEME : Débiteur

Obligations du débiteur des prestations imposables

**Art. 125** <sup>1</sup> Le débiteur des prestations imposables a l'obligation :

- a) de retenir l'impôt à l'échéance des prestations en espèces et de prélever auprès du contribuable l'impôt dû sur les autres prestations, en particulier sur les revenus en nature et les pourboires;
- b) de remettre au contribuable un relevé ou une attestation indiquant le montant de l'impôt retenu;
- c) <sup>22)48)</sup> de verser périodiquement les impôts au Service des contributions, d'établir à l'intention de celui-ci les relevés correspondants et de lui permettre de consulter tous les documents utiles au contrôle de la perception.

<sup>2</sup> Le débiteur des prestations imposables est responsable du paiement de l'impôt à la source.

<sup>3</sup> Il doit également retenir l'impôt lorsque le contribuable est assujetti dans un autre canton.

<sup>4</sup> Le débiteur des prestations imposables reçoit une commission de perception dont le taux est fixé par le Gouvernement. <sup>22)</sup>

Taxation par le Service des contributions

**Art. 126** <sup>1</sup> Si le débiteur des prestations imposables ne perçoit pas, en tout ou en partie, l'impôt à la source, le Service des contributions décide du montant à payer.

<sup>2</sup> Le débiteur des prestations imposables, le contribuable et la commune intéressée peuvent former réclamation et recours contre une telle décision selon les dispositions de la présente loi (art. 157 et suivants). <sup>48)</sup>

## TITRE QUATRIEME : Relations intercantionales

Relations intercantionales

**Art. 127** <sup>22)</sup> <sup>1</sup> L'obligation du débiteur de retenir l'impôt à la source est régie par la présente loi s'il a son siège ou son établissement stable dans le Canton.

<sup>2</sup> Lorsque le contribuable n'est pas assujetti dans le Canton, le Service des contributions verse les impôts encaissés à l'autorité compétente du canton auquel appartient le droit d'imposer.



<sup>3</sup> Lorsque le contribuable est assujéti dans le Canton et que le débiteur a son siège ou son établissement stable dans un autre canton, les impôts retenus et versés par le débiteur sont déduits des impôts dus; les impôts perçus en trop sont restitués; si les impôts perçus sont insuffisants, la différence est exigée.

Dispositions  
d'exécution

**Art. 128** Le Gouvernement édicte, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution.

## QUATRIEME PARTIE : Taxation et perception

### TITRE PREMIER : Procédure de taxation

#### CHAPITRE PREMIER : Autorités

Autorités

**Art. 129** <sup>1</sup> Le Service des contributions et ses sections appliquent la présente loi en collaboration avec les communes.

<sup>2</sup> Ils pourvoient à une taxation uniforme et correcte.

<sup>3</sup> Ils règlent la tenue du registre des valeurs officielles des immeubles et des forces hydrauliques, ainsi que des registres d'impôts.

<sup>4</sup> Ils sont soumis à la surveillance du Département des Finances et à la haute surveillance du Gouvernement.

<sup>5</sup> Le Département des Finances peut allouer aux communes une bonification appropriée pour leur collaboration.

Devoirs des  
autorités  
a) En général

**Art. 130** <sup>1</sup> Les autorités fiscales procèdent selon les règles générales qui régissent l'activité administrative (art. 20 à 29 et 39 à 43 du Code de procédure administrative).

<sup>2</sup> Elles agissent en particulier selon les principes de la légalité, de l'égalité, de la bonne foi et de la diligence.

b) Secret

**Art. 131** <sup>1</sup> Les membres des autorités fiscales sont tenus de garder le secret sur les faits parvenus à leur connaissance dans l'exercice de leur fonction.

<sup>2</sup> Ils ne fournissent des renseignements à d'autres autorités que lorsqu'une disposition légale exprime le leur enjoint ou en présence d'un intérêt public prépondérant.

<sup>3</sup> L'obligation du secret peut être levée par le contribuable.

Organisation,  
procédure

**Art. 132** Un décret du Parlement réglemente l'organisation des autorités chargées de la taxation et la procédure.

## CHAPITRE II : Droits et obligations du contribuable

### SECTION 1 : Droits du contribuable

Droit d'allégation

**Art. 133** <sup>1</sup> La taxation est arrêtée sur la base d'une déclaration d'impôt déposée par le contribuable.

<sup>2</sup> Le contribuable a le droit de fournir tous les éléments qu'il juge utiles pour la détermination de sa taxation.

<sup>3</sup> Il peut offrir des moyens de preuve et requérir des actes d'instruction.

<sup>4</sup> L'autorité est tenue d'examiner les faits allégués par le contribuable ainsi que les preuves offertes, et d'administrer les preuves requises, dans la mesure où ces moyens ne paraissent pas d'emblée dénués de pertinence.

Droit d'être  
entendu

**Art. 134** <sup>1</sup> Le contribuable jouit du droit d'être entendu. Toutefois, l'autorité n'est pas tenue de l'entendre avant la notification de la décision de taxation.

<sup>2</sup> Lorsqu'il apparaît que la décision de taxation différera dans une mesure importante de la déclaration déposée par le contribuable, l'autorité a la faculté de l'entendre avant la notification de la décision.

<sup>3</sup> L'autorité invite le contribuable à faire valoir son point de vue verbalement ou par écrit.

Droit de  
consulter le  
dossier

**Art. 135** <sup>1</sup> Le contribuable a le droit de consulter son dossier. Les époux qui doivent être taxés conjointement ont un droit de consultation réciproque.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La consultation des pièces autres que celles que le contribuable a déposées peut être refusée aussi longtemps que les faits ne sont pas établis, ou lorsque des intérêts publics ou privés importants l'exigent.

<sup>3</sup> Une pièce dont la consultation lui a été refusée ne peut être utilisée au détriment du contribuable que si l'autorité lui en a communiqué, oralement ou par écrit, le contenu essentiel en lui donnant la possibilité de s'exprimer à ce sujet.

Représentation

**Art. 136<sup>27)</sup>** <sup>1</sup> Dans la mesure où la collaboration personnelle du contribuable n'est pas nécessaire, celui-ci a le droit de se faire représenter par un mandataire, qui établit ses pouvoirs par le dépôt d'une procuration.

<sup>2</sup> Lorsque les époux vivant en ménage commun n'ont pas mandaté de représentant commun ou n'ont pas désigné conjointement une personne autorisée à recevoir le courrier, toute notification doit être adressée aux deux époux conjointement.

<sup>3</sup> Les autorités fiscales peuvent exiger que le contribuable qui a son domicile ou son siège à l'étranger désigne un représentant en Suisse.

Renvoi au Code de procédure administrative

**Art. 137** Pour le surplus, le Code de procédure administrative<sup>11)</sup> est applicable par analogie.

## SECTION 2 : Obligations du contribuable

Collaboration

**Art. 138** <sup>1</sup> Le contribuable est tenu de remettre à l'autorité une déclaration exacte et complète et d'y joindre toutes les pièces qui justifient ses indications ou qu'il doit fournir.

<sup>2</sup> Il communique à l'autorité, sur demande, tous les renseignements nécessaires à une taxation exacte.

<sup>3</sup> Il lui soumet ses livres d'affaires et tous autres documents déterminants.

<sup>4</sup> Les personnes physiques qui ont un revenu provenant d'une activité lucrative indépendante et les personnes morales joignent à leur déclaration, pour chaque période fiscale, leurs comptes annuels signés (bilans, comptes de résultat) ou, en l'absence d'une comptabilité tenue selon l'usage commercial, l'état de leurs actifs et passifs, de leurs recettes et dépenses, ainsi que de leurs prélèvements et apports privés.

<sup>4bis</sup> Les personnes physiques qui exercent une activité lucrative indépendante et les personnes morales doivent conserver pendant dix ans les documents et pièces justificatives en relation avec leur activité. [28\)](#)

<sup>5</sup> Le contribuable informe l'autorité des faits susceptibles de modifier la base d'évaluation ou l'assujettissement.

Défaillance et  
insoumission

**Art. 139** <sup>1</sup> Le contribuable qui, de manière fautive, ne donne pas suite aux réquisitions de l'autorité est réputé renoncer à être entendu.

<sup>2</sup> Il répond des frais qui en résultent.

<sup>3</sup> Les prescriptions relatives aux infractions demeurent réservées.

Taxation d'office

**Art. 140** <sup>1</sup> Le contribuable est taxé d'office si, malgré sommation, il n'a pas satisfait à ses obligations de procédure ou si ses éléments imposables ne peuvent être déterminés avec toute la précision voulue faute de données suffisantes.

<sup>2</sup> Dans ce cas, l'autorité procède par appréciation en se fondant sur des coefficients expérimentaux, sur l'évolution de fortune ou sur la dépense du contribuable.

### CHAPITRE III : Dispositions générales de procédure

Instruction

**Art. 141** <sup>1</sup> L'autorité de taxation prend d'office les mesures nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

<sup>2</sup> Elle peut ordonner des auditions, procéder à des expertises comptables et exiger la production de tous documents utiles.

Auditions et  
expertises

**Art. 142** <sup>1</sup> Le résultat de toute audition est consigné par écrit. Le contribuable en atteste la véracité par sa signature.

<sup>2</sup> Le rapport consécutif à une expertise est en principe soumis au contribuable et approuvé ou contesté par lui séance tenante. S'il est établi ultérieurement, il est notifié à l'intéressé qui peut se prononcer à son sujet dans le délai imparti par l'autorité.

<sup>3</sup> Si l'expertise révèle que la déclaration du contribuable était notablement inférieure à la réalité, celui-ci en supporte les frais.

Obligation de  
renseigner  
a) Collaboration  
entre les  
autorités

**Art. 143** <sup>1</sup> Les autorités fiscales se communiquent gratuitement toutes les informations utiles et s'autorisent réciproquement à consulter leurs dossiers.

<sup>1bis</sup> Lorsqu'il ressort de la déclaration d'impôt d'un contribuable ayant son domicile ou son siège dans le Canton qu'il est aussi assujetti à l'impôt dans un autre canton, l'autorité de taxation porte le contenu de sa déclaration et sa taxation à la connaissance des autorités fiscales de l'autre canton. [28\)](#)

<sup>2</sup> Les autorités de la Confédération, des cantons, des districts et des communes transmettent, sur demande, aux autorités chargées de l'exécution de la présente loi, tout renseignement qui peut être important pour son application. Les autorités de l'Etat, des districts et des communes signalent spontanément à celles-ci les cas qui pourraient avoir fait l'objet d'une imposition incomplète. [27\)41\)](#)

<sup>3</sup> En particulier, le conservateur du Registre foncier annonce au Service des contributions dans les 8 jours tout fait parvenu à sa connaissance qui peut donner lieu à un gain immobilier. [28\)](#)

<sup>4</sup> Les organes des collectivités et des établissements auxquels ont été déléguées des tâches incombant à une administration publique sont assimilés, en ce qui concerne le devoir de collaborer, aux autorités mentionnées au deuxième alinéa. [28\)](#)

<sup>5</sup> Les organes de La Poste Suisse et des établissements publics de crédit sont libérés de l'obligation de donner des renseignements et des informations concernant les faits sur lesquels ils doivent garder le secret en vertu de dispositions légales spéciales. [28\)](#)

<sup>6</sup> Les autorités visées aux alinéas 1 et 2 sont habilitées à utiliser systématiquement le numéro d'assuré AVS pour l'accomplissement de leurs tâches légales, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants [56\)](#) [54\)](#)

Traitement des  
données

**Art. 143a** <sup>43)</sup> <sup>1</sup> L'Administration fédérale des contributions et les autorités citées à l'article 143, alinéa 1, échangent les données qui peuvent être utiles à l'accomplissement de leurs tâches. Les autorités citées à l'article 143, alinéa 2, communiquent aux autorités chargées de l'exécution de la présente loi les données qui peuvent être importantes pour son exécution.

<sup>2</sup> Les données sont communiquées dans des cas d'espèce ou sous forme de listes ou encore sur des supports de données électroniques. Elles peuvent également être rendues accessibles au moyen d'une procédure d'appel. Cette assistance administrative est gratuite.

<sup>3</sup> Est obligatoire la communication de toutes les données qui peuvent servir à la taxation et à la perception des impôts, notamment :

- a) l'identité;
- b) l'état civil, le lieu de domicile ou de séjour, l'autorisation de séjour et l'activité lucrative;
- c) les opérations juridiques;
- d) les prestations des collectivités publiques.

b) Attestations  
de tiers

**Art. 144** <sup>1</sup> Sont tenus de remettre des attestations écrites au contribuable :

- a) <sup>27)</sup> les créanciers et les débiteurs, sur l'existence, le montant et les intérêts des dettes et des créances, ainsi que sur les sûretés dont elles sont assorties;
- b) <sup>52)</sup> les assureurs, sur la valeur fiscale des assurances-vie et sur les prestations versées ou dues en vertu d'un contrat d'assurance;
- c) <sup>27)</sup> les institutions de prévoyance, sur les montants, les primes et les cotisations reçus;
- d) les personnes qui ont ou ont eu des relations contractuelles avec le contribuable, sur les prétentions et prestations réciproques qui en découlent;
- e) <sup>28)</sup> les fiduciaires, gérants de fortune, créanciers gagistes, mandataires et autres personnes qui ont ou avaient la possession ou l'administration de la fortune du contribuable, sur cette fortune et les revenus de celle-ci.

<sup>2</sup> Les autorités fiscales peuvent exiger ces attestations directement du tiers lorsque, malgré sommation, le contribuable ne les produit pas. En cas d'insoumission, l'article 139 s'applique par analogie. <sup>27)</sup>

<sup>3</sup> Le secret professionnel légalement protégé demeure réservé.

c) Informations  
de tiers

**Art. 145** <sup>1</sup> Pour chaque période fiscale, une attestation est remise aux autorités fiscales par :

- a) l'employeur, sur ses prestations au travailleur et sur les montants versés par les caisses de retraite, de chômage, de compensation et d'autres institutions semblables;
- b) les personnes morales, sur les prestations versées aux membres de l'administration ou d'autres organes;
- c) les fondations, en outre, sur les prestations fournies à leurs bénéficiaires;

- d) <sup>27)</sup> les sociétés simples et les sociétés de personnes, sur tous les éléments qui revêtent de l'importance pour la taxation de leurs associés, notamment sur la part de ceux-ci au revenu et à la fortune de la société; un double de l'attestation est adressé au contribuable;
- e) <sup>52)</sup> les placements collectifs de capitaux, sur les éléments déterminants pour l'imposition des immeubles détenus en propriété directe et leur rendement;
- f) <sup>28)</sup> les institutions de prévoyance, sur les prestations servies au titre de la prévoyance professionnelle et de la prévoyance individuelle liée.

<sup>2</sup> Les associés, les copropriétaires et les propriétaires communs renseignent l'autorité sur leurs rapports de droit avec le contribuable, notamment sur sa part, ses droits et ses revenus.

#### Parties

**Art. 146** <sup>1</sup> Sont parties à la procédure de taxation le Service des contributions, agissant le cas échéant par ses sections, la commune et le contribuable.

<sup>2</sup> La commune collabore à la taxation; elle jouit des droits de réclamation et de recours. Elle n'est cependant pas partie à la procédure si la réclamation ou le recours émane d'une autre partie.

#### Subrogation

**Art. 147** <sup>1</sup> Les héritiers du contribuable, son tuteur ou le liquidateur lui sont subrogés dans une procédure de taxation en cours.

<sup>2</sup> Les hoirs désignent un représentant commun dans un délai convenable; à défaut, celui-ci est nommé par le Service des contributions.

#### Situation des époux

**Art. 148** <sup>1</sup> Les époux qui vivent en ménage commun sont tous deux titulaires des droits et obligations que la loi confère au contribuable. Ils agissent conjointement et signent tous les deux les actes de procédure destinés à l'autorité.

<sup>2</sup> La déclaration d'impôt doit porter les deux signatures. Lorsqu'elle n'est signée que par l'un des conjoints, un délai est accordé à l'époux qui n'a pas signé. Si le délai expire sans avoir été utilisé, la représentation contractuelle entre époux est supposée établie. <sup>27)</sup>

<sup>3</sup> Pour que les recours et autres écrits soient réputés introduits en temps utile, il suffit que l'un des époux ait agi dans les délais. <sup>28)</sup>

Délais **Art. 149** Pour les délais et leur restitution font règle, par analogie, les dispositions du Code des obligations (art. 76 et suivants) et du Code de procédure administrative (art. 44 à 48).

Sommes arrondies **Art. 150** <sup>1</sup> Les taxations relatives aux impôts sur le revenu, sur le bénéfice et sur les gains immobiliers sont arrondies à la centaine de francs inférieure.

<sup>2</sup> Les taxations relatives aux impôts sur la fortune et le capital propre sont arrondies au millier de francs inférieur.

Prescription du droit de taxer **Art. 151** <sup>27)</sup> <sup>1</sup> Le droit de procéder à la taxation se prescrit par cinq ans à compter de la fin de l'année fiscale.

<sup>2</sup> La prescription ne court pas ou est suspendue :

- a) pendant les procédures de réclamation, de recours ou de révision;
- b) aussi longtemps que la créance d'impôt est garantie par des sûretés ou que le recouvrement est ajourné;
- c) aussi longtemps que le contribuable ou une personne solidairement responsable avec lui du paiement de l'impôt n'a pas de domicile en Suisse ou n'y est pas en séjour.

<sup>3</sup> Un nouveau délai de prescription commence à courir :

- a) lorsque l'autorité prend une mesure tendant à fixer ou faire valoir la créance d'impôt et en informe le contribuable ou une personne solidairement responsable avec lui du paiement de l'impôt;
- b) lorsque le contribuable ou une personne solidairement responsable avec lui reconnaît expressément la dette d'impôt;
- c) lorsqu'une poursuite pénale est introduite à la suite de soustraction d'impôt consommée ou de délit fiscal.

<sup>4</sup> La prescription du droit de procéder à la taxation est acquise dans tous les cas 15 ans après la fin de l'année fiscale.

#### CHAPITRE IV : Déroulement de la procédure

Lieu de taxation **Art. 152** <sup>1</sup> Le lieu de taxation est déterminé par le rattachement personnel ou, à défaut, par le rattachement économique du contribuable.



<sup>2</sup> S'il existe plusieurs rattachements économiques, le lieu de taxation est déterminé par l'endroit où se trouvent les valeurs imposables les plus élevées à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>3</sup> En cas d'incertitude ou de conflit entre plusieurs communes, le Service des contributions fixe le lieu de taxation.<sup>[52\)](#)</sup>

Remise de la  
déclaration  
d'impôt

**Art. 153** <sup>1</sup> Pour les impôts périodiques, la commune et le Service des contributions remettent les déclarations d'impôt à tous les contribuables jusqu'à la fin du mois de janvier qui suit l'année fiscale.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les déclarations d'impôt sont établies sur la base du rôle des contribuables tenu par la commune, conformément au décret qui règle la procédure de taxation et aux directives du Service des contributions.

<sup>3</sup> Après l'envoi des déclarations d'impôt, le Service des contributions invite par avis public les contribuables à les remplir et à les déposer dans le délai légal.

<sup>4</sup> Lorsque l'assujettissement naît au cours de la période fiscale, ainsi que pour l'impôt sur les gains immobiliers, la déclaration d'impôt est remise au contribuable dès que l'autorité a connaissance de l'événement qui déclenche l'imposition.

<sup>5</sup> Le contribuable n'est pas libéré de ses obligations fiscales par le fait de n'avoir reçu aucune déclaration d'impôt. Il est en particulier tenu d'annoncer spontanément ses gains immobiliers.

Dépôt de la  
déclaration  
d'impôt

**Art. 154** <sup>1</sup> Le contribuable dépose sa déclaration d'impôt jusqu'à la fin du mois de février qui suit l'année fiscale ou 30 jours après sa réception.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque le contribuable ne remet pas sa déclaration dans le délai légal, ou lorsqu'elle s'avère incomplète, l'autorité lui fixe un délai de 10 jours pour se conformer à ses obligations.

<sup>3</sup> Sur demande motivée, le Service des contributions peut prolonger le délai de remise de la déclaration.

<sup>4</sup> Dans tous les cas, la déclaration complète doit être déposée jusqu'à la fin du mois d'octobre de l'année qui suit l'année fiscale ou six mois après réception, faute de quoi la taxation est arrêtée d'office.<sup>[27\)](#)</sup>

Préavis de la  
commune,  
transmission

**Art. 155** <sup>1</sup> L'autorité communale désignée par la commune peut préaviser les déclarations d'impôt reçues et faire des propositions de taxation concernant les contribuables qui n'ont pas remis leur déclaration.

<sup>2</sup> Elle transmet à bref délai les déclarations ainsi que les annexes et les autres documents nécessaires au Service des contributions.

Décision de  
taxation

**Art. 156** <sup>1</sup> Le Service des contributions contrôle la déclaration d'impôt et procède aux investigations nécessaires.

<sup>2</sup> Si les données fournies demeurent insuffisantes, le Service des contributions procède à la taxation d'office (art. 140).

<sup>3</sup> Il communique la décision de taxation au contribuable en lui indiquant les modifications apportées à sa déclaration ainsi que les voies de droit.

<sup>4</sup> La commune obtient l'état des décisions communiquées à ses contribuables.

Obligations de  
procédure

**Art. 156a** <sup>23)</sup> Le contribuable et le débiteur des prestations imposables doivent, sur demande des autorités fiscales, donner tous renseignements oraux ou écrits au sujet des éléments déterminants pour la perception de l'impôt à la source. Les articles 141 à 145 s'appliquent par analogie.

Décision

**Art. 156b** <sup>23)</sup> <sup>1</sup> Lorsque le contribuable, le débiteur de la prestation imposable ou la commune contestent la retenue d'impôt, ils peuvent exiger que le Service des contributions rende une décision relative à l'existence et à l'étendue de l'assujettissement jusqu'à la fin du mois de mars de l'année qui suit l'échéance de la prestation.

<sup>2</sup> Le débiteur de la prestation imposable est tenu de retenir l'impôt jusqu'à l'entrée en force de la décision.

Paiement  
complémentaire  
et restitution  
d'impôt

**Art. 156c** <sup>23)</sup> <sup>1</sup> Lorsque le débiteur de la prestation imposable a opéré une retenue insuffisante ou n'en a effectué aucune, le Service des contributions l'oblige à s'acquitter de l'impôt qui n'a pas été retenu. Le droit du débiteur de se retourner contre le contribuable est réservé.

<sup>2</sup> Lorsque le débiteur de la prestation imposable a opéré une retenue d'impôt trop élevée, il doit restituer la différence au contribuable.

<sup>3</sup> Si le contribuable ne travaille plus au service du débiteur de la prestation imposable qui a opéré une retenue d'impôt trop élevée, le Service des contributions restitue la différence au contribuable. L'article 188, alinéas 3 et 4, demeure réservé.<sup>[54\)](#)</sup>

Voies de droit

**Art. 156d**<sup>[23\)](#)</sup> Les décisions rendues en matière d'impôt à la source sont assimilées à des décisions de taxation. Comme telles, elles peuvent être contestées par le contribuable, le débiteur de la prestation imposable ou la commune par voie de réclamation (art. 157 à 159), de recours à la Commission cantonale des recours (art. 160 à 164) ou de recours au Tribunal cantonal (art. 165 à 168).

## TITRE DEUXIEME : Voies de droit

### CHAPITRE PREMIER : Réclamation

Introduction de la réclamation

**Art 157** <sup>1</sup> Le contribuable et la commune intéressée peuvent adresser au Service des contributions une réclamation écrite contre toute décision portant sur une matière réglée aux parties première, deuxième, troisième et quatrième, titre premier, sous réserve des décisions rendues dans les domaines mentionnés à l'article 168b.<sup>[52\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La réclamation déposée contre une décision de taxation déjà motivée peut être considérée comme un recours et transmise à la Commission cantonale des recours si le contribuable et les autres ayants droit y consentent.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le contribuable qui a été taxé d'office peut déposer une réclamation contre cette taxation uniquement pour le motif qu'elle est manifestement inexacte. La réclamation doit être motivée et indiquer, le cas échéant, les moyens de preuve.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le Service des contributions transmet au contribuable la réclamation de la commune intéressée et lui fixe un délai de 30 jours pour formuler ses observations.

Nouvelle décision

**Art. 158** <sup>1</sup> Le Service des contributions vérifie tous les éléments de l'impôt et peut, après avoir entendu le contribuable, modifier la taxation au désavantage de ce dernier.

<sup>2</sup> La réclamation peut être retirée tant que le Service des contributions n'a pas statué. Toutefois, celui-ci ne donne pas suite à un retrait s'il admet que la décision attaquée est mal fondée.

<sup>3</sup> Les principes qui régissent la procédure de taxation sont applicables.

<sup>4</sup> La nouvelle décision du Service des contributions contient les motifs et les voies de recours.

<sup>5</sup> Elle est notifiée au contribuable et communiquée à la commune.

Frais **Art. 159** <sup>1</sup> La procédure de réclamation est en principe gratuite.

<sup>2</sup> Toutefois, les frais d'expertise sont mis à la charge du contribuable dont la réclamation est rejetée. En cas d'admission partielle de la réclamation, l'autorité statue par appréciation.

<sup>3</sup> Lorsque la taxation est arrêtée d'office (art. 140), il peut être exigé du contribuable un émolument allant jusqu'à 500 francs pour la décision sur réclamation.

Renvoi **Art. 159b**<sup>57)</sup> Au surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>11)</sup>.

## CHAPITRE II : Recours à la Commission cantonale des recours

Commission cantonale des recours **Art. 160** <sup>1</sup> Le contribuable et la commune peuvent recourir contre la décision sur réclamation auprès de la Commission cantonale des recours.

<sup>2</sup> L'organisation et le fonctionnement de la Commission cantonale des recours de même que la procédure sont réglés par un décret du Parlement.

Délai, forme, motifs **Art. 161** <sup>1</sup> Le délai de recours est de 30 jours à partir de la notification ou communication de la décision.

<sup>2</sup> Le mémoire de recours doit contenir les conclusions et les motifs; les moyens de preuve y sont joints.

<sup>3</sup> Toute erreur dans la décision attaquée et tout vice de procédure constituent des motifs de recours.

Déroulement de  
la procédure

**Art. 162** <sup>1</sup> La Commission cantonale des recours invite le Service des contributions à se déterminer et à produire le dossier officiel.

<sup>2</sup> Elle établit les faits d'office et prend les mesures d'instruction nécessaires.

<sup>3</sup> Tous les moyens de preuve prévus dans le Code de procédure administrative sont licites, à l'exception de l'affirmation supplétoire.

<sup>4</sup> Pour le surplus, la Commission cantonale des recours a les mêmes compétences que le Service des contributions dans la procédure de taxation et de réclamation.

Décision

**Art. 163** <sup>1</sup> La Commission cantonale des recours peut se diviser en trois chambres au plus pour la préparation des décisions.

<sup>2</sup> Elle arrête les décisions en séance plénière, sous réserve des compétences de son président qui vide comme juge unique les recours devenus sans objet, portant sur un impôt ou une amende n'excédant pas 300 francs, ou dirigés contre des décisions en matière de frais.

<sup>3</sup> Si la Commission cantonale des recours envisage de modifier la décision sur réclamation au détriment du recourant, elle l'en informe et lui donne l'occasion de s'exprimer.

<sup>4</sup> Les décisions contiennent un résumé des faits, les considérants en droit et le dispositif; elles sont communiquées au contribuable, au Service des contributions et à la commune.

Frais et dépens

**Art. 164** <sup>1</sup> La Commission cantonale des recours perçoit des émoluments conformément au décret.

<sup>2</sup> Les frais sont mis à la charge des parties selon les règles générales de la procédure administrative.

<sup>3</sup> La Commission cantonale des recours n'alloue de dépens que si la nature particulière de l'affaire le justifie.

## CHAPITRE III : Recours au Tribunal cantonal et au Tribunal fédéral<sup>[27\)](#)</sup>

### SECTION 1 : Recours au Tribunal cantonal<sup>[28\)](#)</sup>

Droit de recours,  
qualité de partie

**Art. 165** Le contribuable, le Service des contributions et la commune peuvent recourir contre la décision de la Commission cantonale des recours auprès de la Cour administrative; à l'exception de la commune, ils jouissent de la qualité de partie même si le recours n'émane pas d'eux-mêmes.

Délai, forme,  
motifs

**Art. 166** <sup>1</sup> Le délai de recours est de 30 jours à partir de la communication de la décision.

<sup>2</sup> Le mémoire de recours doit contenir les conclusions et les motifs et indiquer les moyens de preuve.

<sup>3</sup> Les motifs suivants peuvent être invoqués :

- a) la violation du droit, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation;
- b) la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents.

Compétence,  
pouvoir de  
décision

**Art. 167** <sup>1</sup> Le président de la Cour administrative vide comme juge unique les recours devenus sans objet, portant sur un impôt ou une amende n'excédant pas 1 000 francs<sup>[27\)](#)</sup> ou dirigés contre des décisions en matière de frais.

<sup>2</sup> Les autres décisions sur recours sont prises par la Cour administrative.

<sup>3</sup> La Cour administrative n'est pas liée par les conclusions des parties. Après avoir entendu le contribuable, elle peut également modifier la taxation au désavantage de ce dernier.<sup>[27\)](#)</sup>

Procédure

**Art. 168** Pour la procédure font règle en outre les prescriptions du Code de procédure administrative.

### SECTION 2 : Recours au Tribunal fédéral<sup>[28\)](#)</sup>

Droit de recours,  
qualité de partie

**Art. 168a**<sup>[28\)](#)</sup> <sup>1</sup> L'arrêt de la Cour administrative peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral en application de l'article 73, alinéa 1, de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes<sup>[3\)](#)</sup>. Le contribuable, le Service des contributions et l'Administration fédérale des contributions ont qualité pour recourir.<sup>[52\)](#)</sup>

<sup>2</sup> En matière d'impôt à la source, la qualité pour recourir appartient également au débiteur de la créance fiscale.

## CHAPITRE IIIbis : Recours au Gouvernement<sup>58)</sup>

Décisions  
revêtant un  
caractère  
politique  
prépondérant

**Art. 168b<sup>57)</sup>** <sup>1</sup> En principe, revêtent un caractère politique prépondérant au sens de l'article 162 du Code de procédure administrative<sup>11)</sup> notamment les décisions rendues :

- a) en matière d'allègement fiscal (art. 4);
- b) en matière de privilège fiscal (art. 5);
- c) dans le cas de déductions dépassant le 10 % du revenu net au sens de l'article 32, alinéa 1, lettre d;
- d) en application de l'article 69, alinéa 2;
- e) dans le cas de déductions dépassant le 10 % du bénéfice net au sens de l'article 71, alinéa 1, lettre c.

<sup>2</sup> Cas échéant, le recours devant le juge administratif et la Cour administrative n'est pas recevable et le recours devant le Gouvernement est seul ouvert si celui-ci n'a pas rendu la décision.

## CHAPITRE IV : Révision

Motifs de  
révision

**Art. 169** <sup>1</sup> Une décision entrée en force peut être révisée en faveur du contribuable, à sa demande ou d'office :

- a) lorsque des faits importants ou des preuves concluantes sont découverts;
- b) lorsque l'autorité qui a statué n'a pas tenu compte de faits importants ou de preuves concluantes qu'elle connaissait ou devait connaître ou qu'elle a violé de quelque autre manière l'une des règles essentielles de la procédure;
- c) lorsqu'un crime ou un délit a influencé la décision.

<sup>2</sup> La révision est exclue lorsque le requérant, en usant de l'attention raisonnablement exigible, aurait pu faire valoir le motif de révision invoqué au cours de la procédure ordinaire déjà.

Délai

**Art. 170** La demande de révision doit être déposée dans les 90 jours qui suivent la découverte du motif, mais au plus tard dans les dix ans qui suivent la notification de la décision.

Procédure de  
révision

**Art. 171** <sup>1</sup> La révision d'une décision est de la compétence de l'autorité qui a rendu cette décision.

<sup>2</sup> S'il existe un motif de révision, l'autorité annule la décision antérieure et statue à nouveau.

<sup>3</sup> Le rejet de la demande de révision et la nouvelle décision peuvent être attaqués par les mêmes voies de droit que la décision antérieure.

<sup>4</sup> Pour le surplus, les dispositions relatives à la procédure suivie lors de la décision antérieure sont applicables.

## CHAPITRE V : Erreurs de calcul et de transcription

Rectification des  
décisions

**Art. 172** <sup>1</sup> Les erreurs de calcul et de transcription figurant dans une décision entrée en force peuvent être corrigées par l'autorité qui les a commises, sur demande ou d'office, dans les cinq ans qui suivent la notification.

<sup>2</sup> La correction de l'erreur ou le refus d'y procéder peuvent être attaqués par les mêmes voies de droit que la décision.

## CHAPITRE VI : Rappel d'impôt

Rappel d'impôt  
ordinaire<sup>60)</sup>

**Art. 173** <sup>1</sup> Lorsque des faits ou des preuves inconnus auparavant de l'autorité fiscale permettent d'établir qu'indûment une taxation n'a pas été effectuée ou qu'une taxation entrée en force est incomplète ou qu'une taxation non effectuée ou incomplète est due à un crime ou un délit commis contre l'autorité fiscale, cette dernière procède au rappel de l'impôt qui n'a pas été perçu et prélève des intérêts.

<sup>2</sup> Lorsque le contribuable a déposé une déclaration complète et précise concernant son revenu, sa fortune, son bénéfice net ou son capital propre, et que l'autorité fiscale en a admis l'évaluation, un rappel d'impôt est exclu, même si cette évaluation était insuffisante.

Rappel d'impôt  
simplifié en cas  
de succession

**Art. 173a**<sup>61)</sup> <sup>1</sup> Dans le délai d'une année à compter du décès, mais au plus tard jusqu'à l'établissement de l'inventaire, chacun des héritiers a droit, indépendamment des autres, au rappel d'impôt simplifié sur les éléments de la fortune et du revenu soustraits par le défunt, à condition :

a) qu'aucune autorité fiscale n'ait connaissance de la soustraction d'impôt;



- b) qu'il collabore sans réserve avec l'administration pour déterminer les éléments de la fortune et du revenu soustraits;
- c) qu'il s'efforce d'acquitter le rappel d'impôt dû.

<sup>2</sup> Le rappel d'impôt est calculé sur les trois périodes fiscales précédant l'année du décès, conformément aux dispositions sur la taxation ordinaire et perçu avec les intérêts moratoires.

<sup>3</sup> Le rappel d'impôt simplifié est exclu en cas de liquidation officielle de la succession ou de liquidation de la succession selon les règles de la faillite.

<sup>4</sup> L'exécuteur testamentaire ou l'administrateur de la succession peuvent également demander le rappel d'impôt simplifié.

<sup>5</sup> Le Gouvernement peut édicter, par voie d'ordonnance, les dispositions d'application nécessaires.

#### Prescription

**Art. 174** <sup>1</sup> Le droit d'introduire une procédure de rappel d'impôt s'éteint dix ans après la fin de la période fiscale pour laquelle, indûment, la taxation n'a pas été effectuée ou pour laquelle la taxation entrée en force était incomplète.

<sup>2</sup> L'introduction d'une poursuite pénale ensuite de soustraction d'impôt ou de délit fiscal entraîne également l'ouverture de la procédure de rappel d'impôt.

<sup>3</sup> Le droit de procéder au rappel de l'impôt s'éteint quinze ans après la fin de la période fiscale à laquelle il se rapporte.

#### Procédure

**Art. 175** <sup>1</sup> Le contribuable est avisé par écrit de l'ouverture d'une procédure en rappel d'impôt.

<sup>1bis</sup> Si, au moment de l'ouverture de la procédure en rappel d'impôt, aucune procédure pénale pour soustraction d'impôt n'est ouverte ni pendant ni ne peut être exclue d'emblée, le contribuable est avis qu'une procédure pénale pour soustraction d'impôt pourra ultérieurement être ouverte contre lui. [54\)](#)

<sup>2</sup> Lorsque la procédure n'est pas encore introduite au décès du contribuable ou qu'elle n'est pas terminée, elle peut être ouverte ou continuée contre les héritiers.

<sup>3</sup> Pour le surplus, les dispositions concernant les principes généraux de procédure, les procédures de taxation et de recours s'appliquent par analogie.

## TITRE TROISIEME : Perception

### CHAPITRE PREMIER : Autorités, modalités de perception

Autorités de perception

**Art. 176** <sup>1</sup> Le Service des contributions, appuyé par d'autres services, encaisse les impôts cantonaux et communaux prévus par la présente loi.

<sup>2</sup> Le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>12)</sup> définit les compétences des services concernés.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut confier l'encaissement de certains impôts aux communes.

<sup>4</sup> Dans ce cas, les communes répondent de l'encaissement et du versement des impôts cantonaux.

<sup>5</sup> Le Département des Finances peut allouer aux communes une bonification appropriée pour les impôts cantonaux perçus par elles. De même, il peut exiger d'elles le versement d'une telle contribution pour l'encaissement des impôts communaux effectué par l'Etat.

Modalités de perception  
a) Principe

**Art. 177**<sup>27)</sup> <sup>1</sup> Les impôts, y compris les intérêts, frais et amendes, sont perçus sur la base des décisions de taxation. Lorsque la taxation n'est pas encore effectuée au terme général d'échéance, l'impôt est perçu à titre provisoire.

<sup>2</sup> L'impôt provisoire est fixé sur la base de la dernière taxation connue, de la dernière déclaration déposée ou du montant probable d'impôt dû.

b) Acomptes

**Art. 177a**<sup>28)</sup> <sup>1</sup> Les impôts provisoires peuvent être perçus par acomptes.

<sup>2</sup> Les paiements par acomptes sont imputés sur les impôts dus selon la taxation définitive.

<sup>3</sup> Le Parlement fixe les modalités de perception par voie de décret.

c) Décompte intermédiaire

**Art. 177b**<sup>28)</sup> <sup>1</sup> Pour les impôts périodiques, un décompte intermédiaire est envoyé au contribuable vers la fin de l'année fiscale ou, lorsque l'année fiscale ne correspond pas à l'année civile, durant l'année au cours de laquelle la période fiscale prend fin.

<sup>2</sup> Les voies de droit ne sont pas ouvertes contre le décompte intermédiaire.

d) Décompte final

**Art. 177c**<sup>(28)</sup> <sup>1</sup> Un décompte final est notifié au contribuable dès que la taxation est effectuée. Il peut être joint à la notification de la taxation.

<sup>2</sup> Il est établi sur la base de la décision de taxation, des versements précédemment effectués, ainsi que des intérêts.

<sup>3</sup> Si les montants perçus à titre provisoire sont insuffisants, la différence est exigée; les montants perçus en trop sont restitués.

e) Remboursement d'impôt  
1. Epoux non séparés

**Art. 177d**<sup>(28)</sup> <sup>1</sup> Lorsque des montants d'impôt perçus sur la base d'une taxation conjointe doivent être remboursés à des époux vivant en ménage commun, chaque époux est habilité à recevoir ces montants.

2. Epoux séparés

<sup>2</sup> Lorsque des montants d'impôt perçus auprès de contribuables mariés doivent être remboursés après leur divorce ou leur séparation de droit ou de fait, le remboursement intervient par moitié à chacun des époux.

## CHAPITRE II : Echéances

Termes

**Art. 178** <sup>1</sup> Les impôts périodiques ordinaires des personnes physiques sont échus à la fin du mois de février de l'année qui suit l'année fiscale; ceux des personnes morales sont échus l'année au cours de laquelle la période fiscale prend fin.<sup>(27)(41)</sup>

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe l'échéance des acomptes.<sup>(27)</sup>

<sup>2bis</sup> Pour les impôts dus par les personnes morales pour lesquelles l'exercice commercial ne coïncide pas avec l'année civile, l'autorité fiscale peut avancer le terme général d'échéance jusqu'à la date de la clôture de l'exercice commercial.<sup>(28)</sup>

<sup>2ter</sup> A l'exception des échéances prévues aux alinéas 3 et 4, l'échéance n'est pas subordonnée à une facturation.<sup>(28)</sup>

<sup>3</sup> Sont échus dès la notification de la décision :

- a) les impôts fixés selon les articles 12, 37 et 37a;<sup>(27)</sup>
- b) l'impôt sur les gains immobiliers;
- c) les rappels d'impôt et les amendes fiscales.

<sup>4</sup> L'impôt est en outre échu :

- a) le jour où le contribuable qui entend quitter durablement le pays prend des dispositions en vue de son départ;
- b) lors de la réquisition de la radiation du registre du commerce d'une personne morale;
- c) dès qu'un contribuable étranger cesse d'avoir une entreprise ou une participation à une entreprise du Canton, un établissement stable situé dans le Canton, un immeuble sis dans le Canton ou une créance garantie par un tel immeuble;
- d) lors de l'ouverture de la faillite du contribuable;
- e) au décès du contribuable.

Portée de  
l'échéance

**Art. 179** <sup>1</sup> L'échéance s'applique aux montants d'impôt fixés par les décisions de taxation ou figurant aux décomptes provisoires.

<sup>2</sup> Si le montant définitif de l'impôt est inférieur au montant initialement fixé, seul ce montant définitif est réputé avoir été échu.

<sup>3</sup> Le fait que la taxation n'est pas établie à la date de l'échéance de l'impôt, ou que la créance fiscale est contestée, ne suspend pas l'échéance de l'impôt. <sup>27)</sup>

### CHAPITRE III : Paiement, intérêts

Délais de  
paiement

**Art. 180** <sup>27)</sup> <sup>1</sup> Les impôts périodiques sur le revenu et la fortune, ainsi que sur le bénéfice et le capital doivent être acquittés au terme général d'échéance.

<sup>2</sup> Les impôts découlant du décompte final doivent être payés dans un délai de 30 jours.

<sup>3</sup> Les autres impôts ainsi que les amendes et les frais doivent être acquittés dans les 30 jours qui suivent l'échéance.

Paiements  
volontaires

**Art. 180a** <sup>28)</sup> Le contribuable peut effectuer des paiements volontaires jusqu'au décompte final.

Intérêts  
compensatoires

**Art. 180b** <sup>28)</sup> Le décompte final contient le décompte des intérêts compensatoires :

- a) en faveur du contribuable sur les montants d'impôt perçus en trop depuis leur paiement jusqu'au décompte final;
- b) à charge du contribuable sur les montants d'impôt dus sur la base de la taxation définitive depuis le terme général d'échéance.

Intérêt moratoire  
et rémunératoire  
a) Intérêt  
moratoire

**Art. 181** <sup>1</sup> Les impôts périodiques ordinaires dus sur la base du décompte final portent intérêt s'ils ne sont pas payés dans le délai de paiement du décompte final. [27\)](#)

<sup>1bis</sup> Pour les autres impôts dus, les amendes et les frais qui n'ont pas été acquittés dans le délai de paiement, ils portent intérêt dès la fin de ce délai. [28\)](#)

b) Intérêt  
rémunératoire

<sup>2</sup> Les paiements volontaires et l'impôt perçu en trop bénéficient d'un intérêt rémunératoire dès le jour de leur paiement. L'article 188, alinéa 2, est réservé. [27\)](#)

<sup>3</sup> ... [29\)](#)

Taux

**Art. 181a** [28\)](#) <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe pour chaque année fiscale les taux d'intérêts compensatoires, moratoire et rémunératoire, ainsi que le taux de l'intérêt sur les paiements volontaires.

<sup>2</sup> Le taux d'intérêt s'applique durant l'année civile concernée à toutes les créances fiscales, amendes et frais. Le taux d'intérêt applicable au début d'une procédure de poursuite reste toutefois valable jusqu'à l'issue de celle-ci.

## CHAPITRE IV : Recouvrement

Prescription du  
droit de percevoir

**Art. 182** <sup>1</sup> L'impôt se prescrit par cinq ans dès l'entrée en force de la décision de taxation. [27\)](#)

<sup>2</sup> ... [29\)](#)

<sup>3</sup> Pour la suspension et l'interruption de la prescription, l'article 151, alinéa 2, lettres b et c, et alinéa 3, est applicable par analogie. [27\)](#)

<sup>4</sup> La prescription est acquise dans tous les cas dix ans à compter de la fin de la période fiscale au cours de laquelle la taxation est entrée en force. [28\)](#)

Somation

**Art. 183** <sup>1</sup> Le contribuable qui n'a pas payé l'impôt dû dans les délais est invité à s'en acquitter par sommation.

Poursuite

<sup>2</sup> Sous réserve de la prise de garanties, une poursuite est introduite contre le contribuable qui n'a pas donné suite à une deuxième sommation.

<sup>2bis</sup> Si le débiteur de l'impôt n'a pas de domicile en Suisse ou qu'un séquestre a été ordonné sur des biens lui appartenant, la procédure de poursuite peut être introduite sans sommation préalable.<sup>28)</sup>

<sup>3</sup> Dans la procédure de poursuite, les décisions de taxation et les jugements entrés en force qui fixent définitivement une créance fiscale ainsi que les demandes de sûretés sont assimilés à un jugement exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>10)</sup>.

<sup>4</sup> L'autorité est dispensée de produire les créances d'impôt dans les inventaires officiels et lors des appels aux créanciers.

Facilités de  
paiement

**Art. 184** <sup>1</sup> Si le paiement de la dette fiscale dans le délai prescrit devait avoir des conséquences très dures pour le débiteur, les autorités de perception peuvent prolonger le délai de paiement ou autoriser un paiement échelonné. Elles peuvent renoncer à prélever l'intérêt dû sur les montants dont le paiement est différé.

<sup>2</sup> Les facilités de paiement peuvent être subordonnées à des conditions ou à l'obtention de garanties appropriées.

<sup>3</sup> Les facilités de paiement qui ont été accordées sont révoquées lorsque les circonstances qui justifiaient leur octroi n'existent plus ou que les conditions auxquelles elles sont subordonnées ne sont pas remplies.

<sup>3bis</sup> Les autorités de perception se prononcent de manière définitive.<sup>54)</sup>

<sup>4</sup> Le Département des Finances précise les modalités d'octroi des facilités de paiement.

Remise  
a) Demande

**Art. 185** <sup>1</sup> La dette fiscale est remise partiellement ou totalement au contribuable qui est tombé dans le dénuement ou pour qui le paiement entraînerait des conséquences très dures.

<sup>2</sup> Les demandes de remise doivent être présentées à la commune de domicile qui les préavise; elles sont transmises à la Recette et Administration de district qui les adresse, avec sa proposition, au Service des contributions.

<sup>3</sup> La procédure de remise est gratuite. Cependant, les frais peuvent être mis à la charge du requérant, en totalité ou partiellement, si sa demande est manifestement infondée.<sup>28)</sup>

b) Décision,  
recours

**Art. 186** <sup>1</sup> Le Service des contributions statue sur la demande en remise d'impôt. [59\)](#)

<sup>1bis</sup> La procédure en remise d'impôt ne déploie pas d'effet suspensif. [57\)](#)

<sup>2</sup> La décision de remise peut être assortie de conditions.

<sup>3</sup> Elle est sujette à opposition et à recours, de la part du contribuable ou de la commune, conformément au Code de procédure administrative [11\)](#) [59\)](#)

<sup>4</sup> La décision de remise s'applique également aux impôts communaux.

c) Dispositions  
d'exécution

**Art. 187** Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les conditions d'octroi et la procédure de remise.

Restitution de  
l'impôt

**Art. 188** <sup>1</sup> Le contribuable peut demander la restitution d'un impôt qu'il a payé par erreur, qu'il ne devait pas ou ne devait qu'en partie.

<sup>2</sup> Les montants d'impôts restitués plus de trente jours après leur paiement portent intérêt au taux fixé par le Gouvernement dès la date de leur paiement.

<sup>3</sup> La demande en restitution doit être adressée au Service des contributions dans les cinq ans suivant la fin de l'année civile au cours de laquelle le paiement a eu lieu. Le rejet de la demande en restitution ouvre les mêmes voies de droit qu'une décision de taxation.

<sup>4</sup> Le droit à la restitution s'éteint dix ans après la fin de l'année au cours de laquelle a eu lieu le paiement.

## CHAPITRE V : Amnistie fiscale

Amnistie fiscale

**Art. 189** <sup>1</sup> Le Gouvernement est autorisé à décréter une amnistie fiscale pour les capitaux d'épargne n'excédant pas 50 000 francs et leur rendement.

<sup>2</sup> L'amnistie consiste en la renonciation au rappel de l'impôt soustrait et aux amendes fiscales.

<sup>3</sup> Le Gouvernement fixe les modalités de l'amnistie par voie d'ordonnance.

## CHAPITRE VI : Garanties de la créance fiscale

### SECTION 1 : Garanties directes

Hypothèque  
légale

**Art. 190** <sup>1</sup> Les immeubles et les forces hydrauliques imposables sont grevés d'une hypothèque légale au profit de l'Etat et de la commune.

<sup>2</sup> L'hypothèque légale existe sans inscription et prime tous les autres droits de gage. L'Etat précède la commune.

<sup>3</sup> Elle garantit l'impôt sur le gain immobilier ainsi que l'impôt sur la fortune afférent aux immeubles et aux forces hydrauliques dû pour l'année de l'ouverture de la faillite ou de la réquisition de vente ainsi que pour les deux années précédentes.

<sup>4</sup> La décision d'hypothèque légale est sujette à recours de droit administratif à la Cour administrative dans les 30 jours qui suivent sa notification; elle n'est pas soumise à opposition. <sup>54)</sup>

Sûretés

**Art. 191** <sup>1</sup> Si le contribuable n'a pas de domicile en Suisse ou que la créance fiscale paraît menacée, le Service des contributions peut exiger des sûretés en tout temps, avant même que le montant d'impôt ne soit fixé par une décision entrée en force.

<sup>2</sup> La demande de sûretés indique le montant à garantir; elle est immédiatement exécutoire. Dans la procédure de poursuite, elle produit les mêmes effets qu'un jugement exécutoire. <sup>22)</sup>

<sup>3</sup> Les sûretés doivent être fournies en argent, en titres sûrs et négociables ou sous la forme du cautionnement d'une banque ou de deux cautions solidaires solvables.

<sup>4</sup> La décision de demande de sûretés est sujette à recours de droit administratif à la Cour administrative dans les 30 jours qui suivent sa notification; elle n'est pas soumise à opposition.

<sup>5</sup> Le recours ne suspend pas l'exécution de la demande de sûretés.

<sup>6</sup> La procédure de séquestre selon les dispositions de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite est réservée.



Séquestre

**Art. 191a**<sup>23)</sup> <sup>1</sup> La demande de sûretés est assimilée à l'ordonnance de séquestre au sens de l'article 274 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite. Le séquestre est opéré par l'Office des poursuites compétent.

<sup>2</sup> L'opposition à l'ordonnance de séquestre prévue à l'article 278 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite est irrecevable.<sup>27)</sup>

Radiation du registre du commerce

**Art. 191b**<sup>28)</sup> La personne morale ne peut être radiée du registre du commerce que lorsque l'autorité fiscale communique au Service du registre du commerce et du registre foncier que les impôts dus sont payés ou qu'ils ont fait l'objet de sûretés.

## SECTION 2 : Inventaire fiscal

Obligation d'établir un inventaire

**Art. 192** <sup>1</sup> Un inventaire fiscal est établi au décès de tout contribuable jurassien.

<sup>2</sup> Aucun inventaire n'est cependant établi lorsque les circonstances permettent de présumer qu'il n'existe pas de fortune.

Objet de l'inventaire

**Art. 193** <sup>1</sup> L'inventaire comprend, estimées au jour du décès, la fortune du défunt, celle de son conjoint vivant en ménage commun avec lui et celle des enfants mineurs sous son autorité parentale.

<sup>2</sup> Les faits qui revêtent de l'importance pour la taxation sont établis et mentionnés dans l'inventaire.

Procédure

**Art. 194** <sup>1</sup> Afin d'assurer l'exactitude de l'inventaire, la succession est mise sous scellés sans retard.

<sup>2</sup> Les héritiers et les personnes qui administrent ou ont la garde des biens successoraux ne peuvent en disposer, avant l'inventaire, sans l'assentiment du Service des contributions.

Obligation de collaborer

**Art. 195** <sup>1</sup> Les héritiers, les représentants légaux d'héritiers, l'administrateur de la succession et l'exécuteur testamentaire doivent :

a) donner, conformément à la vérité, tous renseignements utiles à la détermination des éléments imposables ayant appartenu au défunt;

- b) produire tous livres, pièces justificatives, relevés de situation ou documents permettant d'établir l'état de la succession;
- c) donner accès à tous les locaux et meubles dont disposait le défunt.

<sup>2</sup> Les héritiers et les représentants légaux des héritiers qui faisaient ménage commun avec le défunt ou avaient la garde ou l'administration de certains de ses biens doivent également permettre la visite de leurs propres locaux et meubles.

<sup>3</sup> Les héritiers, les représentants légaux d'héritiers, l'administrateur de la succession ou l'exécuteur testamentaire qui, après l'établissement de l'inventaire, apprennent l'existence de biens successoraux qui n'y figurent pas, doivent en informer le Service des contributions dans les dix jours.

<sup>4</sup> Au moins un des héritiers ayant l'exercice des droits civils et le représentant légal d'héritiers mineurs ou interdits doivent assister à l'inventaire.

Obligation de  
renseigner

**Art. 196** <sup>1</sup> Les tiers qui avaient la garde ou l'administration de biens du défunt ou contre lesquels le défunt avait des droits ou des prétentions appréciables en argent sont tenus de donner à l'héritier qui en fait la demande, à l'intention de l'autorité compétente, tous les renseignements écrits qui s'y rapportent.

<sup>2</sup> Si des motifs sérieux s'opposent à ce que l'obligation de renseigner soit remplie, le tiers peut fournir directement à l'autorité compétente les renseignements demandés.

<sup>3</sup> Pour le surplus, les articles 144 et 145 s'appliquent par analogie.

Dispositions  
d'application

**Art. 197** <sup>1</sup> Le Parlement édicte les dispositions d'application par voie de décret.

<sup>2</sup> Il détermine notamment :

- a) l'autorité compétente pour dresser l'inventaire;
- b) la procédure d'établissement de l'inventaire;
- c) les rapports entre l'inventaire fiscal et les différentes formes d'inventaires prévues par le droit fédéral.

## CINQUIEME PARTIE : Dispositions pénales

### TITRE PREMIER : Infractions de droit administratif

Violation des obligations de procédure

**Art. 198** <sup>1</sup> Celui qui, malgré sommation et de manière fautive, ne se conforme pas à une obligation qui lui incombe en vertu de la présente loi ou d'une de ses mesures d'application, est puni d'une amende.

<sup>2</sup> L'amende s'élève à 1 000 francs<sup>[27\)](#)</sup> au plus, et à 10 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive.

Soustraction d'impôt

**Art. 199** <sup>1</sup> Le contribuable qui, intentionnellement ou par négligence, agit de manière qu'une taxation n'ait indûment pu se faire ou qu'une taxation entrée en force soit incomplète, ou obtient une restitution ou une remise injustifiée d'impôt, ou encore celui qui, tenu de percevoir un impôt à la source, ne le retient pas ou ne retient qu'un montant insuffisant, est puni d'une amende.

<sup>2</sup> En règle générale, l'amende est fixée au montant simple de l'impôt soustrait. Elle peut être réduite jusqu'au tiers en cas de faute légère ou élevée jusqu'au triple en cas de faute grave.

<sup>3</sup> Lorsque le contribuable dénonce spontanément et pour la première fois une soustraction d'impôt, il est renoncé à la poursuite pénale (dénonciation spontanée non punissable), à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'en ait connaissance;
- b) qu'il collabore sans réserve avec l'administration pour déterminer le montant du rappel d'impôt;
- c) qu'il s'efforce d'acquitter le rappel d'impôt dû.<sup>[60\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Pour toute dénonciation spontanée ultérieure, l'amende est réduite au cinquième de l'impôt soustrait si les conditions prévues à l'alinéa 3 sont remplies.<sup>[61\)](#)</sup>

Tentative

**Art. 200** Celui qui tente intentionnellement de commettre une soustraction d'impôt est puni d'une amende fixée aux deux tiers de celle qui aurait été infligée en cas de soustraction consommée.

Instigation et  
complicité

**Art. 201** <sup>1</sup> Celui qui incite à une soustraction d'impôt, y prête son assistance, la commet intentionnellement en qualité de représentant du contribuable ou y participe est puni d'une amende fixée indépendamment de la peine encourue par le contribuable.

<sup>2</sup> L'amende est de 10 000 francs au plus, et de 50 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive. En outre, l'autorité fiscale peut exiger de l'instigateur ou du complice le paiement solidaire de l'impôt soustrait. [27\)](#)

<sup>3</sup> Lorsqu'une personne au sens de l'alinéa 1 se dénonce spontanément et pour la première fois et que les conditions prévues à l'article 199, alinéa 3, lettres a et b, sont remplies, il est renoncé à la poursuite pénale et la responsabilité solidaire est supprimée. [61\)](#)

Dissimulation  
ou distraction  
de biens  
successoraux

**Art. 202** <sup>1</sup> Celui qui dissimule ou distrait des biens successoraux dont il est tenu d'annoncer l'existence dans la procédure d'apposition des scellés ou d'inventaire, dans le dessein de les soustraire à l'inventaire, est puni d'une amende de 10 000 francs au plus, et de 50 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive. [27\)](#)[60\)](#)

<sup>2</sup> Les articles 200 et 201 s'appliquent par analogie.

<sup>3</sup> Lorsqu'une personne visée à l'alinéa 1 se dénonce spontanément et pour la première fois, il est renoncé à la poursuite pénale pour dissimulation ou distraction de biens successoraux dans la procédure d'apposition des scellés ou d'inventaire et pour les infractions commises dans le cadre de ces procédures (dénonciation spontanée non punissable), à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'en ait connaissance;
- b) que la personne concernée collabore sans réserve avec l'administration pour corriger l'inventaire. [61\)](#)

Personnes  
morales  
a) En général [60\)](#)

**Art. 203** <sup>1</sup> Lorsque des obligations de procédure ont été violées ou qu'une soustraction consommée ou tentée a été commise au profit d'une personne morale, les amendes prévues frappent directement celle-ci.

<sup>1bis</sup> Lorsqu'une personne morale a incité, prêté assistance ou participé, dans l'exercice de son activité, à la soustraction commise par un tiers, l'article 201 lui est applicable par analogie. [28\)](#)

<sup>2</sup> Les peines encourues par les organes ou ses représentants en vertu de l'article 201 demeurent réservées.

<sup>3</sup> Les alinéas 1 et 2 s'appliquent par analogie aux corporations et établissements de droit étranger et aux communautés de personnes étrangères sans personnalité juridique.

b) Dénonciation spontanée

**Art. 203a<sup>61)</sup>** <sup>1</sup> Lorsqu'une personne morale assujettie à l'impôt dénonce spontanément et pour la première fois une soustraction d'impôt commise dans son exploitation commerciale, il est renoncé à la poursuite pénale (dénonciation spontanée non punissable), à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'en ait connaissance;
- b) qu'elle collabore sans réserve avec l'administration pour déterminer le montant du rappel d'impôt;
- c) qu'elle s'efforce d'acquitter le rappel d'impôt dû.

<sup>2</sup> La dénonciation spontanée non punissable peut également être déposée :

- a) après une modification de la raison sociale ou un déplacement du siège à l'intérieur du territoire suisse;
- b) après une transformation au sens des articles 53 à 68 de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion<sup>62)</sup> par la nouvelle personne morale, en ce qui concerne les soustractions commises avant la transformation;
- c) après une absorption au sens de l'article 3, alinéa 1, lettre a, de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion<sup>62)</sup> ou une scission au sens de l'article 29, lettre b, de ladite loi, par une personne morale qui subsiste, en ce qui concerne les soustractions d'impôt commises avant l'absorption ou la scission.

<sup>3</sup> La dénonciation spontanée non punissable doit être déposée par les organes ou les représentants de la personne morale. La responsabilité solidaire de ces organes ou de ces représentants est supprimée et il est renoncé à la poursuite pénale.

<sup>4</sup> Lorsque d'anciens membres des organes de la personne morale ou d'anciens représentants de la personne morale dénoncent pour la première fois une soustraction d'impôt dont aucune autorité fiscale n'a connaissance, il est renoncé à la poursuite pénale de la personne morale, ainsi que de tous les membres et représentants anciens ou actuels. Leur responsabilité solidaire est supprimée.

<sup>5</sup> Pour toute dénonciation spontanée ultérieure, l'amende est réduite au cinquième de l'impôt soustrait lorsque les conditions prévues à l'alinéa 1 sont remplies.

<sup>6</sup> Lorsqu'une personne morale cesse d'être assujettie à l'impôt en Suisse, il n'est plus possible de déposer de dénonciation spontanée.

Responsabilité  
des époux en  
cas de  
soustraction

**Art. 204**<sup>(30)(54)</sup> <sup>1</sup> Le contribuable marié qui vit en ménage commun avec son conjoint ne répond que de la soustraction des éléments imposables qui lui sont propres. L'article 201 est réservé.

<sup>2</sup> Le seul fait de contresigner la déclaration d'impôt commune n'est pas constitutif d'une infraction au sens de l'article 201.

Autorités

**Art. 205**<sup>(34)(52)</sup> <sup>1</sup> Les cas de soustraction consommée, de tentative de soustraction, ainsi que de dissimulation ou de distraction de biens successoraux sont traités par le Service des contributions.

<sup>2</sup> La violation des obligations de procédure est réprimée par l'autorité devant laquelle le dossier fiscal est pendant.

<sup>3</sup> L'autorité compétente à l'égard de l'auteur l'est également pour les participants à l'infraction.

Procédure

**Art. 206**<sup>(52)</sup> <sup>1</sup> L'ouverture d'une procédure pour infraction est communiquée par écrit à l'intéressé, qui est invité à se prononcer sur les griefs formulés à son encontre.

<sup>2</sup> Dans les cas d'ouverture d'une procédure pour soustraction d'impôt, l'intéressé est en outre informé de son droit de refuser de déposer et de collaborer.

<sup>3</sup> Les moyens de preuve rassemblés dans le cadre de la procédure en rappel d'impôt ne peuvent être utilisés dans la procédure pour soustraction d'impôt que s'ils n'ont été rassemblés ni sous la menace d'une taxation d'office au sens de l'article 140, avec inversion du fardeau de la preuve en application de l'article 157, alinéa 3, ni sous la menace d'une amende en cas de violation d'une obligation de procédure.

<sup>4</sup> L'instruction terminée, l'autorité rend une décision de condamnation ou de non-lieu qui est notifiée par écrit à l'intéressé.

<sup>5</sup> La décision de condamnation contient les indications suivantes :

- a) le nom de la personne condamnée;
- b) les périodes fiscales concernées;
- c) l'acte punissable;
- d) les dispositions légales appliquées;
- e) le montant de l'impôt soustrait;
- f) les moyens de preuve;

- g) la faute;
- h) la sanction;
- i) les voies de droit;
- j) de brefs motifs.

<sup>6</sup> Les dispositions concernant les principes généraux de procédure, les procédures de taxation et de recours s'appliquent par analogie.

<sup>7</sup> Les frais occasionnés par des mesures spéciales d'instruction (expertise comptable, auditions) sont en principe mis à la charge de la personne reconnue coupable. Ils peuvent également être imputés à celle qui bénéficie d'un non-lieu lorsque, par son comportement fautif, elle a amené l'autorité à entreprendre la poursuite pénale ou qu'elle a considérablement compliqué ou ralenti l'instruction.

Prescription de la  
poursuite pénale

**Art. 207** <sup>1</sup> La poursuite pénale se prescrit :

- a) en cas de violation des obligations de procédure, par deux ans et, en cas de tentative de soustraction d'impôt, par quatre ans à compter de la clôture définitive de la procédure au cours de laquelle l'infraction a été commise;
- b) <sup>27)</sup> en cas de soustraction consommée, par dix ans après la fin de la période fiscale touchée ou pour laquelle l'impôt à la source n'a pas été perçu conformément à la loi, ou par dix ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle une restitution ou une remise d'impôt injustifiée a été obtenue;
- c) en cas de dissimulation ou de distraction de biens successoraux, par dix ans après la clôture de l'inventaire ou de la procédure de mise sous scellés.

<sup>2</sup> Tout acte de procédure tendant à la poursuite de l'infraction interrompt la prescription; l'interruption de prescription vaut à l'égard de l'ensemble des participants. Aucune sanction ne peut cependant plus être prononcée après l'écoulement d'une durée égale au délai de prescription initial augmenté de la moitié. <sup>27)</sup>

Perception

**Art. 208** <sup>1</sup> Les amendes et frais qui résultent d'une procédure pénale sont perçus selon les dispositions des articles 176 à 191.

<sup>2</sup> Pour la prescription, l'article 182 s'applique par analogie.

## TITRE DEUXIEME : Délits

### Escroquerie

**Art. 209** <sup>1</sup> Celui qui, dans le but de commettre une soustraction, fait usage de documents faux, falsifiés ou inexacts quant à leur contenu, tels que livres comptables, bilans, comptes de résultats, certificats de salaire et autres attestations de tiers, dans le dessein de tromper l'autorité fiscale, est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.<sup>41)46)</sup>

<sup>2</sup> La répression de la soustraction est réservée.

<sup>3</sup> En cas de dénonciation spontanée au sens des articles 199, alinéa 3, ou 203a, alinéa 1, il est renoncé à la poursuite pénale pour toutes les autres infractions commises dans le but de soustraire des impôts. Cette disposition s'applique également aux cas visés par les articles 201, alinéa 3, et 203a, alinéas 3 et 4.<sup>61)</sup>

### Détournement de l'impôt à la source

**Art. 210**<sup>46)</sup> <sup>1</sup> Celui qui, tenu de percevoir l'impôt à la source, détourne les montants perçus à son profit ou à celui d'un tiers est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

<sup>2</sup> En cas de dénonciation spontanée au sens des articles 199, alinéa 3, ou 203a, alinéa 1, il est renoncé à la poursuite pénale pour détournement de l'impôt à la source et pour toutes les autres infractions commises dans le but de détourner des impôts à la source. Cette disposition s'applique également aux cas visés par les articles 201, alinéa 3, et 203a, alinéas 3 et 4.<sup>61)</sup>

### Prescription

**Art. 211**<sup>27)</sup> <sup>1</sup> La poursuite pénale des délits fiscaux se prescrit par dix ans à compter du jour où le délinquant a exercé son activité coupable.

<sup>2</sup> La prescription est interrompue par tout acte de procédure tendant à la poursuite du délit; l'interruption de la prescription vaut à l'égard de l'ensemble des participants. Aucune peine ne peut cependant plus être prononcée après quinze ans.

### Renvois

**Art. 212** <sup>1</sup> Les dispositions générales du Code pénal suisse<sup>13)</sup> sont applicables sous réserve des prescriptions contraires de la présente loi.

<sup>2</sup> La procédure se déroule selon les règles du Code de procédure pénale<sup>14)</sup>.



## SIXIEME PARTIE : Dispositions transitoires et finales

Evaluation  
officielle des  
immeubles

**Art. 213** <sup>1</sup> Jusqu'à la prochaine révision générale des valeurs officielles des immeubles et des forces hydrauliques, l'ancien droit demeure applicable concernant les normes d'évaluation et la procédure (art. 65 à 67, 121 à 130 de la loi du 26 octobre 1978 sur les impôts directs de l'Etat et des communes et les dispositions d'application).

<sup>2</sup> Dès l'année fiscale 1996 et jusqu'à l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs officielles, les maisons d'habitation, les immeubles locatifs, les immeubles industriels, les bâtiments publics, les restaurants, les auberges et les hôtels sont imposés, pour l'impôt sur la fortune, à la valeur officielle déterminée selon l'ancien droit, majorée de 30 %. [26\)](#)

<sup>3</sup> Pour l'impôt sur la fortune de l'année fiscale 1996, la valeur officielle définitivement fixée dans le cadre de la révision générale des valeurs officielles doit être prise en compte lorsqu'elle est inférieure à la valeur officielle actuelle majorée de 30 %. [26\)](#)

Déduction des  
pertes

**Art. 214** <sup>1</sup> Pour l'année fiscale 1989, les personnes physiques et les personnes morales assimilées aux personnes physiques selon l'ancien droit peuvent déduire les pertes subies à partir de l'exercice commercial clos en 1983.

<sup>2</sup> Les sociétés de capitaux et sociétés coopératives peuvent déduire les pertes subies à partir de l'exercice commercial clos en 1985.

Introduction de la  
taxation annuelle  
pour les  
personnes  
physiques

**Art. 215** <sup>1</sup> L'impôt sur le revenu dû par les personnes physiques pour l'année fiscale 1989 est déterminé sur la base du revenu moyen réalisé au cours des années 1987 et 1988 (période d'évaluation). L'imposition à la source est réservée.

<sup>2</sup> L'article 62 s'applique aux revenus extraordinaires réalisés en 1987 et 1988 qui ne peuvent être imposés durant une année fiscale entière en raison de la fin de l'assujettissement ou d'une taxation intermédiaire survenue en 1989.

<sup>3</sup> Un impôt spécial calculé conformément à l'article 62 peut en outre être perçu de manière générale sur les revenus extraordinaires réalisés en 1987 et 1988 lorsqu'à défaut d'une telle imposition le contribuable réaliserait une économie notable d'impôt en raison du passage à l'imposition annuelle.

<sup>4</sup> Les revenus extraordinaires comprennent notamment les bénéfices en capital et les gains de liquidation, les rendements extraordinaires de participations, les gains provenant du commerce d'immeubles, les réévaluations comptables d'éléments de fortune, les provisions et réserves dissoutes, les amortissements et provisions justifiés par l'usage commercial qui ont été omis, ainsi que les abandons de créances non justifiés.

Introduction de la  
taxation annuelle  
postnumerando  
pour les  
personnes  
physiques  
a) Principes

**Art. 215a<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Pour la première période fiscale (2001) suivant la modification mentionnée à l'article 56, la taxation relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques est régie par le nouveau droit.

<sup>2</sup> Les revenus extraordinaires réalisés durant la période fiscale précédant la modification ou lors d'un exercice clos au cours de cette période sont soumis à un impôt annuel entier, au taux applicable à ces seuls revenus, pour l'année fiscale où ils ont été acquis; les articles 36, 37 et 37a sont réservés. Les charges qui sont en rapport immédiat avec l'acquisition des revenus extraordinaires peuvent être déduites. Les déductions prévues à l'article 34 ne sont pas octroyées.

<sup>3</sup> Sont en particulier considérés comme des revenus extraordinaires les prestations en capital, les revenus inhabituellement élevés par comparaison aux années antérieures, les revenus non périodiques de fortune et les revenus extraordinaires provenant d'une activité lucrative indépendante, tels que les bénéfices en capital, les réévaluations comptables d'éléments de fortune, les provisions dissoutes, ainsi que les provisions et les amortissements justifiés par l'usage commercial qui ont été omis.

<sup>4</sup> Les charges extraordinaires supportées pendant la période fiscale précédant la modification sont déduites du revenu imposable afférent à la période fiscale précédant la modification, en cas d'assujettissement dans le Canton le 1<sup>er</sup> janvier 2001; les taxations entrées en force sont révisées en faveur du contribuable.

<sup>5</sup> Sont considérés comme des charges extraordinaires :

- a) les frais d'entretien des immeubles privés, dans la mesure où ils excèdent le montant de la déduction forfaitaire;
- b) les cotisations de l'assuré versées à des institutions de la prévoyance professionnelle pour le rachat d'années de cotisation;
- c) les frais de maladie, d'accident, d'invalidité, de perfectionnement et de reconversion professionnels, dans la mesure où ils dépassent les frais déjà pris en compte.

b) Dépôt d'une  
déclaration  
d'impôt

**Art. 215b<sup>28)</sup>** Le contribuable doit déposer en 2001 une déclaration d'impôt remplie conformément aux dispositions du système d'imposition *praenumerando* annuel. Son but est de déterminer les revenus et les charges extraordinaires selon l'article 215a et de demander le remboursement de l'impôt anticipé sur les rendements de l'année 2000.

Introduction de la  
taxation annuelle  
pour les  
personnes  
morales  
assimilées aux  
personnes  
physiques selon  
l'ancien droit

**Art. 216** <sup>1</sup> L'impôt sur le bénéfice dû par les personnes morales assimilées aux personnes physiques selon l'ancien droit pour l'année fiscale 1989 se détermine en principe d'après le résultat de l'exercice clos durant cette même année.

<sup>2</sup> Si le bénéfice imposable, taxé provisoirement, des années d'évaluation 1987 et 1988 est supérieur ou inférieur de 30 %, mais au minimum de 5 000 francs et dans tous les cas dès 50 000 francs, au bénéfice calculé selon l'alinéa 1, l'impôt sera déterminé sur la base de la moyenne entre ce dernier et le bénéfice imposable réalisé en 1987/1988.

<sup>3</sup> Un impôt spécial, calculé conformément à l'article 86, alinéa 2, sera perçu sur les bénéfices extraordinaires réalisés au cours des années d'évaluation qui n'auront pas été prises en compte pour la détermination du bénéfice imposable.

Application du  
nouveau droit  
aux sociétés de  
capitaux et  
sociétés  
coopératives

**Art. 217** Le nouveau droit s'applique aux sociétés de capitaux et sociétés coopératives pour la première fois lors de la détermination de l'impôt sur le bénéfice et de l'impôt sur le capital dus pour l'année fiscale 1989.

Indemnités de  
l'assurance-  
chômage

**Art. 217a<sup>23)</sup>** Les indemnités de l'assurance-chômage demeurent imposables à raison de 90 % jusqu'à l'adaptation complète du droit cantonal à la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 2000.

Bénéficiaires de  
contributions  
d'entretien pour  
enfants à charge

**Art. 217b<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Les personnes divorcées, séparées ou célibataires qui perçoivent des contributions d'entretien pour les enfants à leur charge fixées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1994 ont droit, pour les années fiscales 1994 à 1998, à une déduction supplémentaire de 1 200 francs par enfant pour lequel une contribution est versée.

<sup>2</sup> Le droit à cette déduction disparaît si la contribution d'entretien a été modifiée après le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

Compensation  
des effets de la  
fluctuation de  
l'indice des prix

**Art. 217c<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> L'adaptation des déductions et des barèmes de l'impôt sur le revenu à l'évolution de l'indice des prix à la consommation (art. 38) est supprimée pour l'année fiscale 1994.

<sup>2</sup> L'indice de départ déterminant pour l'adaptation suivante est celui au 1<sup>er</sup> janvier 1993. Les reliquats au 1<sup>er</sup> janvier 1993 restent en compte.

Frais de maladie,  
accidents ou  
invalidité

**Art. 217d<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Les frais provoqués par la maladie, les accidents ou l'invalidité du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, encourus durant l'année 1993, sont déductibles selon l'article 32, alinéa 1, lettre e, lors de la taxation de l'année 1994.

<sup>2</sup> Ces frais ne donnent pas droit à une remise d'impôt pour l'année fiscale 1993 (art. 185), sauf s'ils sont répétitifs et dus à un état ou une maladie chronique (placement dans un home, diabète).

Assurances de  
capitaux  
acquittées au  
moyen d'une  
prime unique

**Art. 217e<sup>28)</sup>** L'article 18, alinéa 1, lettre a, s'applique aux assurances de capitaux acquittées au moyen d'une prime unique et conclues après le 31 décembre 1998.

Gains en capital  
réalisés par les  
sociétés mixtes

**Art. 217f<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Les bénéfices en capital provenant de participations, le produit de la vente de droits de souscription s'y rapportant ainsi que les bénéfices de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations n'entrent pas dans le calcul du rendement net au sens de l'article 78, alinéa 2, si la société de capitaux ou la société coopérative détenait les participations concernées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et réalise ces bénéfices avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

<sup>2</sup> Pour les participations détenues avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000, les valeurs déterminantes pour l'impôt sur le bénéfice, au début de l'exercice commercial qui est clos pendant l'année civile 2000, sont considérées comme coût d'investissement (art. 74a, al. 5, et 78, al. 5, lettre a).

<sup>3</sup> Si une société de capitaux ou une société coopérative transfère une participation qu'elle détenait avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000 à une société du même groupe sise à l'étranger et que cette participation est égale à 20 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une autre société, la différence entre la valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice et la valeur vénale de cette participation est ajoutée au bénéfice net imposable. Dans ce cas, les participations en cause sont considérées comme ayant été acquises avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Simultanément, la société de capitaux ou la société coopérative peut constituer une réserve non imposée égale à cette différence. Cette réserve sera dissoute et imposée si la participation est vendue à un tiers étranger au groupe ou si la société dont les droits de participation ont été transférés aliène une part importante de ses actifs et passifs ou encore si elle est liquidée. La société de capitaux ou la société coopérative joindra à sa déclaration d'impôt une liste des participations qui font l'objet d'une réserve non imposée au sens du présent article. La réserve non imposée est dissoute sans incidence fiscale le 31 décembre 2006.

<sup>4</sup> Si l'exercice commercial se termine après l'entrée en vigueur de la présente modification, l'impôt sur le bénéfice est fixé pour cet exercice commercial selon le nouveau droit.

Compensation  
des effets de la  
fluctuation de  
l'indice des prix

**Art. 217g<sup>(28)</sup>** <sup>1</sup> L'adaptation des déductions de l'impôt sur le revenu à l'évolution de l'indice des prix à la consommation (art. 38 LI) est supprimée pour l'année fiscale 2001.

<sup>2</sup> L'indice de départ déterminant pour l'adaptation suivante est celui du 31 août 2000. Les reliquats résultant des dernières adaptations restent en compte.

Prestations en  
capital

**Art. 217h<sup>(33)</sup>** Les prestations en capital au sens des articles 37, alinéa 1, et 123, alinéa 3, lettre c, échues entre le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et l'entrée en vigueur des nouveaux tarifs des articles 37, alinéa 2, et 123, alinéa 3, lettre c, sont imposées selon ces nouveaux tarifs.

Adaptation des  
taux

**Art. 217i<sup>(38)</sup>** <sup>1</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu (art. 35, al. 1 et 2) sont réduits de 1 % chaque année de 2009 à 2020.

<sup>2</sup> Le taux unitaire de 4 % de l'impôt sur le bénéfice (art. 77) est réduit de 5 %. De 2009 à 2020, il est diminué de 1 % chaque année.

<sup>3</sup> Les taux de l'impôt à la source perçu sur les recettes brutes dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres b à f<sup>bis</sup> (art. 123, al. 2 et 3) sont réduits de 5 %. De 2009 à 2020, ils sont diminués de 1 % chaque année.

Rappel d'impôt  
simplifié pour  
les héritiers

**Art. 217<sup>61)</sup>** Les dispositions sur le rappel d'impôt de l'ancien droit s'appliquent aux successions ouvertes avant l'entrée en vigueur de la présente modification.

Adaptation au  
droit en matière  
d'impôt fédéral  
direct

**Art. 218<sup>27)</sup>** Le Parlement est autorisé à apporter par décret des modifications aux dispositions de forme de la présente loi, si cela permet de réaliser une adaptation aux dispositions de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct<sup>15)</sup> et qu'il en résulte des simplifications et des allègements pour les contribuables.

Abrogation

**Art. 219** La loi du 26 octobre 1978 sur les impôts directs de l'Etat et des communes est abrogée.

Référendum

**Art. 220** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 221** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>16)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 26 mai 1988

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Hêche  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

\* Montants sujets à indexation (art. 38); voir arrêtés du Gouvernement et du Parlement (RSJU 641.111.01 et suivants)

\*\* Montants sujets à indexation (art. 49); voir arrêtés du Gouvernement et du Parlement (RSJU 641.111.01 et suivants)

1) RSJU 101  
2) RS 220  
3) RS 642.14  
4) RS 935.52  
5) RS 642.21  
6) RS 831.40  
7) RS 951.31

- 8) RS 210
- 9) RS 211.412.11
- 10) RS 281.1
- 11) RSJU 175.1
- 12) RSJU 172.111
- 13) RS 311.0
- 14) RSJU 321.1
- 15) RS 642.11
- 16) 1<sup>er</sup> janvier 1989
- 17) Introduit par le ch. I de la loi du 21 décembre 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002
- 20) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111). Il a été tenu compte de cette modification dans toute la loi d'impôt
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 21 juin 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990
- 22) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 octobre 1993, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994
- 23) Introduit(e)(s) par le ch. I de la loi du 20 octobre 1993, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994
- 24) Abrogé(e)(s) par le ch. I de la loi du 20 octobre 1993, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994
- 25) Nouvelle teneur selon la section 2 de la loi du 22 juin 1994 instituant des mesures d'économie 1995, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995
- 26) Introduit par le ch. I de la loi du 22 décembre 1995, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996
- 27) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 28) Introduit(e)(s) par le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 29) Abrogé(e)(s) par le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 30) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001; abrogé par la loi du 4 décembre 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003
- 31) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 janvier 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 32) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 janvier 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 33) Introduit par le ch. I de la loi du 28 janvier 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 35) Introduit par le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 36) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 37) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 38) Introduit par le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 39) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 31 août 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 40) Introduit par le ch. I de la loi du 31 août 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 41) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 42) Abrogé par le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 43) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 44) RS 151.3
- 45) Introduit par le ch. XXVI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (RSJU 211.2), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 46) Nouvelle teneur selon le ch. XIV de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007

- <sup>47)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 mai 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- <sup>48)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- <sup>49)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- <sup>50)</sup> RS 822.41
- <sup>51)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- <sup>52)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- <sup>53)</sup> RS 192.12
- <sup>54)</sup> Introduit(e) par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- <sup>55)</sup> Abrogé(e)(s) par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- <sup>56)</sup> RS 831.10
- <sup>57)</sup> Introduit par le ch. IV de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- <sup>58)</sup> Titre introduit par le ch. IV de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- <sup>59)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. IV de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- <sup>60)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- <sup>61)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- <sup>62)</sup> RS 221.301



## Table des matières

Article

**PREMIERE PARTIE : Impôts d'Etat****TITRE PREMIER : Dispositions générales**

Genre d'impôt .....	1
Impôt simple et quotité.....	2
Droit fiscal intercantonal et international .....	3
Allégements.....	4
Privilège fiscal.....	5
Conventions fiscales.....	6

**TITRE DEUXIEME : Imposition des personnes physiques****CHAPITRE PREMIER : Assujettissement**

Assujettissement en raison d'un rattachement personnel.....	7
Assujettissement en raison d'un rattachement économique	
a) Entreprises, établissements stables, immeubles .....	8
b) Autres éléments.....	9
Exemption.....	9a
Etendue .....	10
Pertes subies à l'étranger .....	10a
Calcul de l'impôt en cas d'assujettissement partiel .....	11
Début et fin de l'assujettissement .....	12

**CHAPITRE II : Impôt sur le revenu****SECTION 1 : Revenu soumis à l'impôt**

Principe.....	13
Revenus exonérés.....	14
Produit d'une activité lucrative dépendante .....	15
Produit d'une activité lucrative indépendante.....	16
c) Imposition partielle des revenus produits par des participations	
de la fortune commerciale .....	16b
Restructurations.....	17
Rendement de la fortune	
a) Fortune mobilière.....	18
Cas particuliers .....	18a
b) Fortune immobilière.....	19
Rentes viagères et revenus périodiques analogues .....	20
Revenus provenant de la prévoyance sociale ou professionnelle .....	21
Autres revenus.....	22

**SECTION 2 : Détermination du revenu net**

Activité lucrative dépendante	
a) Frais effectifs .....	23
b) Déductions forfaitaires .....	24
Activité lucrative indépendante	
a) En général .....	25
b) Amortissements .....	26
c) Provisions .....	27
d) Remploi.....	28
e) Déduction des pertes.....	29
Fortune privée.....	30
Déductions générales	
a) Prévoyance, assurances .....	31
b) Autres déductions .....	32

**SECTION 3 : Détermination du revenu imposable**

Principe.....	33
Déductions personnelles.....	34

**SECTION 4 : Calcul de l'impôt**

Taux unitaires .....	35
Indemnités en capital remplaçant des prestations périodiques.....	36
Prestations en capital à caractère de prévoyance .....	37
Gains de loterie.....	37a
Procédure simplifiée selon la loi fédérale sur le travail au noir.....	37b

**SECTION 5 : Compensation des effets de la fluctuation de l'indice des prix**

Compensation des effets de la fluctuation de l'indice des prix .....	38
--	----

**CHAPITRE III : Impôt sur la fortune****SECTION 1 : Objet**

Principe.....	39
Exonérations.....	40
Dettes .....	41

**SECTION 2 : Evaluation**

Principe.....	42
Immeubles	
a) Principe.....	43
b) Lieu.....	43a
c) Durée .....	43b
d) Revision générale .....	43c
e) Mise à jour	
1. ordinaire.....	43d

2. extraordinaire.....	43e
Fortune commerciale .....	44
Titres, créances et droits .....	45
Assurances sur la vie.....	46
<b>SECTION 3 : Déductions</b>	
Montant des déductions.....	47
<b>SECTION 4 : Calcul de l'impôt</b>	
Taux unitaire .....	48
Compensation des effets de la fluctuation de l'indice des prix.....	49
<b>CHAPITRE IV : Règles particulières</b>	
Epoux, enfants sous autorité parentale .....	50
Partenariat enregistré .....	50a
Communautés de personnes sans personnalité juridique .....	51
Communauté héréditaire, sociétés de personnes et placements collectifs de capitaux .....	51a
Succession fiscale .....	52
Responsabilité pour le paiement de l'impôt .....	53
Impôt d'après la dépense.....	54
<b>CHAPITRE V : Imposition dans le temps</b>	
<b>SECTION 1 : Année fiscale</b>	
Année fiscale .....	55
<b>SECTION 2 : Taxation ordinaire</b>	
Calcul du revenu.....	56
Calcul de la fortune.....	58
Epoux .....	58a
Enfant mineur .....	58b
<b>SECTION 3 : Taxation intermédiaire</b>	
(articles 59 et 60 abrogés)	
<b>SECTION 4 : Eléments extraordinaires</b>	
(article 61 abrogé)	
<b>SECTION 5 : Taxation spéciale</b>	
Prestations en capital, gains de loterie et gains immobiliers.....	63
<b>TITRE TROISIEME : Imposition des personnes morales</b>	
<b>CHAPITRE PREMIER : Assujettissement</b>	
Rattachement personnel.....	64

Rattachement économique .....	65
Etendue de l'assujettissement .....	66
Pertes subies à l'étranger .....	66a
Début et fin de l'assujettissement .....	67
Responsabilité solidaire .....	68
Exonérations .....	69

## **CHAPITRE II : Impôt sur le bénéfice**

Objet .....	70
Charges .....	71
Eléments non déterminants .....	72
Restructurations .....	73
Evaluation .....	74
Amortissements .....	74a
Remploi.....	74b
Déduction des pertes .....	75
Associations, fondations et placements collectifs de capitaux .....	76
Calcul de l'impôt	
a) En général .....	77
b) Réduction.....	78
c) Placements collectifs de capitaux .....	78a

## **CHAPITRE III : Impôt sur le capital**

Objet .....	79
Evaluation des réserves.....	80
Associations, fondations et fonds de placement .....	81
Calcul de l'impôt.....	82

## **CHAPITRE IV : Sociétés holding et de domicile**

Sociétés holding.....	83
Sociétés de domicile .....	84
Conventions de double imposition .....	84a
Changement de statut.....	84b

## **CHAPITRE V : Imposition dans le temps**

Période fiscale .....	85
Base d'évaluation.....	86

## **TITRE QUATRIEME : Impôt sur les gains immobiliers**

### **CHAPITRE PREMIER : Généralités**

Objet .....	87
Assujettissement.....	88
Aliénation .....	89

Exceptions à l'imposition	
a) (Non-assujettissement : article 90 abrogé)	
b) Imposition différée .....	91

## **CHAPITRE II : Evaluation du gain immobilier**

Principe.....	92
Prix d'acquisition	
a) En général .....	93
b) (Acquisition par voie de succession ou donation : article 94 abrogé)	
c) En cas d'imposition différée .....	95
d) En cas d'aliénation partielle .....	96
Impenses .....	97
Produit .....	98
Imposition dans le temps .....	100
Calcul du gain immobilier.....	101

## **CHAPITRE III : Calcul de l'impôt**

Tarif .....	102
Majoration de l'impôt .....	103
Réduction de l'impôt .....	104

## **DEUXIEME PARTIE : Impôts communaux**

### **TITRE PREMIER : Impôts communaux ordinaires**

Principe .....	105
Quotité .....	106
Règlement d'impôt.....	107
Relations intercommunales	
a) Principe .....	108
b) Plan de partage .....	109
c) Dispositions d'exécution .....	110
d) Droit complémentaire .....	111

### **TITRE DEUXIEME : Impôt communal spécial (taxe immobilière)**

Assujettissement.....	112
Exceptions .....	113
Taux et calcul de la taxe .....	114
Taxation et perception .....	115

### **TITRE TROISIEME : Impôts communaux extraordinaires**

Principe.....	116
Règlement .....	117

**TROISIEME PARTIE : Imposition à la source****TITRE PREMIER : Personnes physiques domiciliées ou en séjour dans le Canton**

Personnes soumises à l'impôt à la source .....	118
Prestations imposables .....	119
Barème .....	120
Impôt à la source et procédure ordinaire .....	121

**TITRE DEUXIEME : Personnes sans domicile ou séjour en Suisse**

Personnes soumises à l'impôt à la source .....	122
Prestations imposables .....	123
Substitution à l'impôt ordinaire .....	124

**TITRE TROISIEME : Débiteur**

Obligations du débiteur des prestations imposables .....	125
Taxation par le Service des contributions .....	126

**TITRE QUATRIEME : Relations intercantionales**

Relations intercantionales .....	127
Dispositions d'exécution .....	128

**QUATRIEME PARTIE : Taxation et perception****TITRE PREMIER : Procédure de taxation****CHAPITRE PREMIER : Autorités**

Autorités .....	129
Devoirs des autorités	
a) En général .....	130
b) Secret .....	131
Organisation, procédure .....	132

**CHAPITRE II : Droits et obligations du contribuable****SECTION 1 : Droits du contribuable**

Droit d'allégation .....	133
Droit d'être entendu .....	134
Droit de consulter le dossier .....	135
Représentation .....	136
Renvoi au Code de procédure administrative .....	137

**SECTION 2 : Obligations du contribuable**

Collaboration .....	138
Défaillance et insoumission .....	139
Taxation d'office .....	140

**CHAPITRE III : Dispositions générales de procédure**

Instruction .....	141
Auditions et expertises.....	142
Obligation de renseigner	
a) Collaboration entre les autorités .....	143
b) Attestations de tiers .....	144
c) Informations de tiers .....	145
Parties .....	146
Subrogation .....	147
Situation des époux .....	148
Délais.....	149
Sommes arrondies.....	150
Prescription du droit de taxer .....	151

**CHAPITRE IV : Déroulement de la procédure**

Lieu de taxation .....	152
Remise de la déclaration d'impôt.....	153
Dépôt de la déclaration d'impôt .....	154
Préavis de la commune, transmission .....	155
Décision de taxation .....	156
Obligations de procédure.....	156a
Décision .....	156b
Païement complémentaire et restitution d'impôt .....	156c
Voies de droit.....	156d

**TITRE DEUXIEME : Voies de droit****CHAPITRE PREMIER : Réclamation**

Introduction de la réclamation.....	157
Nouvelle décision.....	158
Frais.....	159
Renvoi .....	159b

**CHAPITRE II : Recours à la Commission cantonale des recours**

Commission cantonale des recours.....	160
Délai, forme, motifs.....	161
Déroulement de la procédure .....	162
Décision .....	163
Frais et dépens .....	164

**CHAPITRE III : Recours au Tribunal cantonal et au Tribunal fédéral****SECTION 1 : Recours au Tribunal cantonal**

Droit de recours, qualité de partie.....	165
Délai, forme, motifs.....	166

Compétence, pouvoir de décision .....	167
Procédure .....	168
<b>SECTION 2 : Recours au Tribunal fédéral</b>	
Droit de recours, qualité de partie .....	168a
<b>CHAPITRE IIIbis : Recours au Gouvernement</b>	
Décisions revêtant un caractère politique prépondérant .....	168b
<b>CHAPITRE IV : Révision</b>	
Motifs de révision .....	169
Délai .....	170
Procédure de révision .....	171
<b>CHAPITRE V : Erreurs de calcul et de transcription</b>	
Rectification des décisions .....	172
<b>CHAPITRE VI : Rappel d'impôt</b>	
Rappel d'impôt ordinaire .....	173
Rappel d'impôt simplifié en cas de succession .....	173a
Prescription .....	174
Procédure .....	175
<b>TITRE TROISIEME : Perception</b>	
<b>CHAPITRE PREMIER : Autorités, modalités de perception</b>	
Autorités de perception .....	176
Modalités de perception	
a) Principe .....	177
b) Acomptes .....	177a
c) Décompte intermédiaire .....	177b
d) Décompte final .....	177c
e) Remboursement d'impôt	
1. Epoux non séparés .....	177d
2. Epoux séparés .....	177d
<b>CHAPITRE II : Échéances</b>	
Termes .....	178
Portée de l'échéance .....	179
<b>CHAPITRE III : Paiement, intérêts</b>	
Délais de paiement .....	180
Paiements volontaires .....	180a
Intérêts compensatoires .....	180b



Intérêt moratoire et rémunératoire	
a) Intérêt moratoire .....	181
b) Intérêt rémunératoire .....	181
Taux.....	181a

#### **CHAPITRE IV : Recouvrement**

Prescription du droit de percevoir .....	182
Sommation.....	183
Poursuite .....	183
Facilités de paiement.....	184
Remise	
a) Demande.....	185
b) Décision, recours.....	186
c) Dispositions d'exécution .....	187
Restitution de l'impôt.....	188

#### **CHAPITRE V : Amnistie fiscale**

Amnistie fiscale.....	189
-----------------------	-----

#### **CHAPITRE VI : Garanties de la créance fiscale**

##### **SECTION 1 : Garanties directes**

Hypothèque légale.....	190
Sûretés .....	191
Séquestre .....	191a
Radiation du registre du commerce .....	191b

##### **SECTION 2 : Inventaire fiscal**

Obligation d'établir un inventaire.....	192
Objet de l'inventaire .....	193
Procédure .....	194
Obligation de collaborer.....	195
Obligation de renseigner.....	196
Dispositions d'application.....	197

#### **CINQUIEME PARTIE : Dispositions pénales**

##### **TITRE PREMIER : Infractions de droit administratif**

Violation des obligations de procédure .....	198
Soustraction d'impôt .....	199
Tentative .....	200
Instigation et complicité .....	201
Dissimulation ou distraction de biens successoraux.....	202
Personnes morales	
a) En général .....	203
b) Dénonciation spontanée.....	203a

Responsabilité des époux en cas de soustraction .....	204
Autorités.....	205
Procédure .....	206
Prescription de la poursuite pénale.....	207
Perception.....	208

## **TITRE DEUXIEME : Délits**

Escroquerie.....	209
Détournement de l'impôt à la source.....	210
Prescription.....	211
Renvois.....	212

## **SIXIEME PARTIE : Dispositions transitoires et finales**

Evaluation officielle des immeubles .....	213
Déduction des pertes .....	214
Introduction de la taxation annuelle pour les personnes physiques.....	215
Introduction de la taxation annuelle postnumerando pour les personnes physiques	
a) Principes.....	215a
b) Dépôt d'une déclaration d'impôt.....	215b
Introduction de la taxation annuelle pour les personnes morales	
assimilées aux personnes physiques selon l'ancien droit .....	216
Application du nouveau droit aux sociétés de capitaux et sociétés	
coopératives.....	217
Indemnités de l'assurance-chômage.....	217a
Bénéficiaires de contributions d'entretien pour enfants à charge.....	217b
Compensation des effets de la fluctuation de l'indice des prix .....	217c
Fais de maladie, accidents ou invalidité.....	217d
Assurances de capitaux acquittées au moyen d'une prime unique.....	217e
Gains en capital réalisés par les sociétés mixtes.....	217f
Compensation des effets de la fluctuation de l'indice des prix .....	217g
Prestations en capital.....	217h
Adaptation des taux .....	217i
Rappel d'impôt simplifié pour les héritiers.....	217j
Adaptation au droit en matière d'impôt fédéral direct.....	218
Abrogation.....	219
Référendum .....	220
Entrée en vigueur.....	221

**Arrêté****portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2010**

du 2 février 2010

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 38 et 49 de la loi d'impôt du 26 mai 1988<sup>[1](#)</sup>,

considérant que l'indice des prix à la consommation a passé de 103,9 points (décembre 2005 : 100) au 1<sup>er</sup> septembre 2008 à 103,1 points au 31 août 2009,

*arrête :*

Impôt sur le  
revenu

**Article premier** <sup>1</sup> Les déductions et limites de revenu prévues par la loi d'impôt sont adaptées comme il suit aux effets de la fluctuation de l'indice des prix :

**Art. 24** En lieu et place des frais professionnels effectifs, les montants forfaitaires suivants peuvent être déduits du revenu de l'activité dépendante :

- a) 20 % par les contribuables qui exercent une activité principale, mais au maximum 3 800 francs<sup>\*</sup>;
- b) 20 %, mais au maximum 1 900 francs<sup>\*</sup>, par les contribuables qui exercent à titre principal une activité indépendante.

**Art. 31** Le contribuable peut déduire :

(...)

- d) les versements, les primes et les cotisations d'assurance de capitaux et d'assurance en cas de maladie et d'accidents qui ne tombent pas sous le coup de la lettre c, de même que les intérêts sur capitaux d'épargne jusqu'à concurrence de 5 200 francs\* pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et de 2 700 francs\* pour les autres contribuables; ces montants sont augmentés de 1 300 francs\* pour les jeunes en formation, de 760 francs par enfant à charge et de 540 francs\* lorsque le contribuable ou l'un des conjoints vivant en ménage commun ne verse pas de cotisations selon les lettres a et b; si cette condition est remplie par les deux conjoints, la déduction est de 1 080 francs\*.

**Art. 32** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> Lorsque les époux vivent en ménage commun, un montant de 2 500 francs\* est déduit du produit du travail qu'obtient l'un des conjoints pour une activité indépendante de la profession, du commerce ou de l'entreprise de l'autre; une déduction semblable est accordée lorsque l'un des conjoints seconde l'autre de façon importante et régulière dans sa profession, son commerce ou son entreprise.

**Art. 34** <sup>1</sup> Les déductions personnelles suivantes sont octroyées :

(...)

- b) 1 700 francs\* pour les personnes veuves, divorcées ou séparées qui tiennent ménage indépendant sans enfant à charge;
- c) 3 800 francs\* pour les contribuables qui font un apprentissage ou des études à titre principal;
- d) 5 300 francs pour chaque enfant jusqu'à 18 ans révolus ou qui fait un apprentissage ou des études, à l'entretien duquel le contribuable pourvoit dans une mesure prépondérante; ce montant est porté à 6 000 francs\* par enfant à partir de trois enfants à charge;
- d<sup>bis</sup>) 3 200 francs\* au maximum pour chaque enfant qui, à la fin de la période fiscale, n'a pas 15 ans révolus et pour lequel une déduction selon la lettre d est octroyée, lorsque des frais de garde sont supportés parce que :
  - les parents mariés vivant en ménage commun exercent tous deux une activité lucrative;

- le parent veuf, divorcé, séparé ou célibataire exerce une activité lucrative; si le ménage comporte deux adultes, la déduction n'est octroyée que s'ils exercent tous deux une activité lucrative.

Cette déduction peut également être revendiquée par les contribuables qui supportent des frais de garde en raison d'une maladie grave ou de leur invalidité;

- e) un supplément de 6 000 francs\* au maximum pour chaque enfant qui est instruit hors du domicile familial et prend chambre et pension à l'extérieur; le supplément est de 2 500 francs au maximum si l'enfant doit prendre au-dehors uniquement un repas principal par jour ouvrable; il est de 1 700 francs\* au maximum si n'interviennent que des frais de déplacement, pour autant que ceux-ci s'élèvent à 530 francs\* au moins;
- f) 2 300 francs\* pour les contributions à l'entretien d'une personne nécessiteuse, partiellement ou totalement incapable d'exercer une activité lucrative, à condition que l'aide du contribuable atteigne au moins le montant de la déduction; cette déduction n'est accordée ni aux enfants pour lesquels la déduction mentionnée sous lettre d est accordée ni au conjoint qui donne droit à la déduction mentionnée sous lettre g;
- g) 8 300 francs lorsque le contribuable ou son conjoint est infirme ou a atteint l'âge donnant droit au versement d'une rente simple de l'assurance vieillesse, pour autant que le revenu net diminué des autres déductions n'excède pas 34 700 francs pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et 27 100 francs pour les autres; cette déduction est portée à 9 600 francs quand les deux époux sont infirmes ou ont atteint l'âge donnant droit à la rente précitée; elle se réduit de 1 200 francs\* par tranche de 1 200 francs\* dépassant les limites de revenu fixées;
- h) 2 500 francs\* aux personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui exercent une activité lucrative et tiennent ménage indépendant avec leurs enfants à charge; en cas d'exercice commun de l'autorité parentale et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants à charge, la déduction est accordée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons.

(...)

<sup>2</sup> Les tranches de revenu applicables à l'impôt sur le revenu sont adaptées comme il suit :

**Art. 35** <sup>1</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les contribuables mariés vivant en ménage commun et les personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui tiennent seules ménage indépendant avec des enfants à charge ou des personnes nécessiteuses dont ils assument pour l'essentiel l'entretien sont :

0	%	pour les	11 800 premiers francs de revenu;
0,980	%	pour les	5 800 francs* suivants;
2,548	%	pour les	8 700 francs suivants;
3,626	%	pour les	19 000 francs suivants;
4,606	%	pour les	39 400 francs suivants;
5,292	%	pour les	105 200 francs suivants;
6,370	%	pour les	219 300 francs suivants;
6,468	%	pour les	263 100 francs suivants;
6,566	%	au-delà.	

(...)

<sup>2</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les autres contribuables sont les suivants :

0	%	pour les	6 400 premiers francs de revenu;
1,862	%	pour les	7 300 francs* suivants;
3,528	%	pour les	13 100 francs suivants;
4,508	%	pour les	20 400 francs suivants;
5,488	%	pour les	39 400 francs suivants;
6,174	%	pour les	105 200 francs suivants;
6,468	%	pour les	263 100 francs suivants;
6,566	%	au-delà.	

Impôt sur les  
prestations en  
capital

**Art. 2** Les tranches de capital applicables aux prestations en capital à caractère de prévoyance sont adaptées comme il suit aux effets de la fluctuation de l'indice des prix :

**Art. 37** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> L'impôt est calculé au moment de l'échéance de la prestation en capital selon les taux suivants :

- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 1 :  
0,9 % pour les 53 000 premiers francs;  
1,1 % pour les 53 000 francs suivants;  
1,3 % au-delà;
- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 2 :  
1,1 % pour les 53 000 premiers francs;  
1,3 % pour les 53 000 francs suivants;  
1,7 % au-delà.

(...)

Impôt sur la  
fortune

**Art. 3** <sup>1</sup> Les déductions prévues par la loi d'impôt sont adaptées comme il suit aux effets de la fluctuation de l'indice des prix :

**Art. 47** Peuvent être défalqués de la fortune nette :

- a) 53 500 francs pour les couples mariés vivant en ménage commun;
- b) 26 500 francs pour les autres contribuables;
- c) 26 500 francs pour chaque enfant à charge donnant droit à la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; pour les parents taxés séparément, dans la mesure où ils exercent l'autorité parentale conjointement sur leurs enfants à charge et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants, cette déduction est octroyée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, la déduction est octroyée à celui qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- d) 53 500 francs supplémentaires pour les personnes qui bénéficient de la déduction pour raison d'âge ou d'infirmité prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre g.

<sup>2</sup> Les tranches de fortune et la limite de fortune applicables à l'impôt sur la fortune sont adaptées comme il suit :

**Art. 48** <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur la fortune dû pour une année est le suivant :

0,50 ‰	pour les	105 000	premiers francs de fortune;
0,75 ‰	pour les	315 000	francs suivants;
0,95 ‰	pour les	367 500	francs suivants;
1,10 ‰	pour les	788 000	francs suivants;
1,20 ‰	pour le surplus.		

<sup>2</sup> La fortune imposable est soumise à l'impôt lorsqu'elle atteint 54 500 francs au moins.

Impôt à la source **Art. 4** Les limites de recettes journalières, de même que le montant des prestations en capital en matière d'impôt perçu à la source, sont adaptés comme il suit aux effets de la fluctuation de l'indice des prix :

**Art. 123** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre b, l'impôt à la source est perçu sur les recettes brutes, déduction faite des frais d'acquisition, au taux de :

- a) 9,80 % pour des recettes journalières jusqu'à 220 francs\*;
- b) 14,70 % pour des recettes journalières de 221 francs\* à 1 100 francs\*;
- c) 19,60 % pour des recettes journalières de 1 101 francs\* à 3 300 francs\*;
- d) 24,50 % pour des recettes journalières supérieures à 3 300 francs\*.

<sup>3</sup> (...)

- c) (...); pour les prestations en capital, l'impôt s'élève à :
  - 5,0 % pour les 53 000 premiers francs;
  - 6,0 % pour les 31 800 francs suivants;
  - 6,5 % pour les 31 800 francs suivants;
  - 7,0 % pour les 31 800 francs suivants;
  - 7,5 % au-delà.

**Art. 5** Le présent arrêté prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Delémont, le 2 février 2010

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

\* Montants demeurant inchangés par rapport à l'année fiscale 2009

<sup>1)</sup> RSJU 641.11



## Ordonnance concernant l'amnistie fiscale

du 3 novembre 2009

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 90, alinéa 2, de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu les articles 173a, alinéa 5, et 189, alinéa 3, de la loi d'impôt du 26 mai 1988 (LI)<sup>2)</sup>,

*arrête :*

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance règle l'exécution des dispositions relatives à l'amnistie fiscale (art. 189 LI; dénommée ci-après : "amnistie générale"), le rappel d'impôt simplifié en cas de succession (art. 173a LI; dénommé ci-après : "amnistie des héritiers") et la dénonciation spontanée non punissable (art. 199, al. 3 et 4, 202, al. 3, 203a, 209, al. 3, et 210, al. 2, LI; dénommée ci-après : "amnistie individuelle").

Portée de  
l'amnistie

**Art. 2** <sup>1</sup> Les dispositions relatives à l'amnistie fiscale des héritiers, à l'amnistie individuelle et à l'amnistie générale ne s'appliquent qu'aux impôts soustraits sur le revenu et la fortune des personnes physiques, respectivement sur le bénéfice et le capital des personnes morales, ainsi que sur les gains immobiliers.

<sup>2</sup> Tous les autres impôts et taxes, tels les impôts de succession et de donation<sup>3)</sup> ou la taxe immobilière (art. 113 LI) restent dus.

Calcul du rappel  
d'impôt

**Art. 3** <sup>1</sup> En cas d'amnistie des héritiers et d'amnistie individuelle, le calcul du rappel d'impôt s'opère de manière simplifiée, sauf lorsqu'elles concernent une personne morale.

<sup>2</sup> Toutefois, le contribuable et l'employeur débiteur de l'impôt à la source peut demander par écrit que la procédure ordinaire s'applique.

<sup>3</sup> L'article 9, alinéa 2, est réservé.

Assiette fiscale

**Art. 4** La base d'imposition simplifiée est la fortune soustraite la plus élevée au 31 décembre des trois dernières années dans le cas d'une amnistie des héritiers et des dix dernières années dans les autres cas.

Taux  
d'imposition

**Art. 5** <sup>1</sup> Un taux d'imposition de 13 % est applicable à la fortune soustraite par les personnes physiques exerçant une activité lucrative dépendante ou disposant de revenus de rentes.

<sup>2</sup> Un taux d'imposition de 23 % est applicable à la fortune soustraite par les personnes physiques exerçant une activité lucrative indépendante et les administrateurs de sociétés de capitaux.

<sup>3</sup> En cas d'amnistie des héritiers, le taux d'imposition applicable à la fortune soustraite héritée est de 4 %.

<sup>4</sup> La fortune soustraite est soumise au rappel d'impôt lorsqu'elle atteint 51 000 francs au moins.

<sup>5</sup> Les taux d'imposition des alinéas 1 à 3 comprennent le rappel d'impôt et les intérêts moratoires.

Formulaire  
d'annonce

**Art. 6** <sup>1</sup> Le formulaire d'annonce de la fortune soustraite signé par le contribuable vaut dénonciation spontanée et ouverture de la procédure de rappel d'impôt.

<sup>2</sup> Les montants de fortune soustraite inférieurs à 51 000 francs doivent également être annoncés au moyen du formulaire.

Pièces  
justificatives

**Art. 7** <sup>1</sup> En cas d'amnistie individuelle et générale, le contribuable est tenu de fournir les attestations relatives à l'état de sa fortune au 31 décembre pour les dix dernières années.

<sup>2</sup> En cas d'amnistie des héritiers, ceux-ci, leur représentant, l'exécuteur testamentaire et l'administrateur de la succession sont tenus de fournir les attestations relatives à l'état de la fortune du défunt au 31 décembre pour les trois dernières années précédant le décès, ainsi que le certificat d'héritier.

Taxation  
provisoire

**Art. 8** Les années fiscales antérieures à l'année de la dénonciation spontanée qui n'ont pas encore fait l'objet d'une taxation entrée en force au moment du dépôt du formulaire seront taxées par le Service des contributions sans tenir compte du montant de la fortune concerné par l'amnistie et des revenus correspondants.

Voies de droit

**Art. 9** <sup>1</sup> La procédure est régie par les articles 157 et suivants de la loi d'impôt<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> Dès le dépôt d'une réclamation, le calcul du rappel d'impôt s'opère selon la procédure ordinaire.

Délai de  
paiement

**Art. 10** <sup>1</sup> Le montant du rappel d'impôt dû doit être acquitté dans les trente jours dès la notification de la décision.

<sup>2</sup> Toutefois, le contribuable est réputé s'être efforcé de s'acquitter du rappel d'impôt dû (art. 173a, al. 1, lettre c, 199, al. 3, lettre c, et 203a, al. 1, lettre c, LI) s'il en a payé le cinquième et s'il a passé un arrangement de paiement pour le solde avec la Recette et Administration de district, le tout dans le même délai que celui de l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Si les conditions des alinéas 1 et 2 ne sont pas respectées, le rappel d'impôt simplifié et l'exemption de l'amende sont révoqués et les règles ordinaires relatives au rappel et à la soustraction d'impôt s'appliquent.

Intérêt moratoire

**Art. 11** En cas de retard de paiement, l'article 181, alinéa 1bis, de la loi d'impôt<sup>2)</sup> s'applique par analogie.

Rabais d'impôt

**Art. 12** La facture d'impôt sera réduite de 20 % pour les dénonciations spontanées annoncées en 2010 et de 10 % pour celles annoncées en 2011.

Répartition de  
l'impôt

**Art. 13** La répartition de l'impôt s'effectue selon les quotités des collectivités publiques en vigueur au moment de la dénonciation spontanée.

Durée de validité

**Art. 14** La durée de validité de la présente ordonnance est de cinq ans à compter de son entrée en vigueur.

Entrée en  
vigueur

**Art. 15** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Delémont, le 3 novembre 2009

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Probst

Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 101
- 2) RSJU 641.11
- 3) RSJU 642.1

## Ordonnance relative à la déduction des frais d'entretien d'immeubles

du 16 mai 1989

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 30, alinéa 4, de la loi d'impôt du 26 mai 1988 (LI)<sup>1)</sup>,

arrête :

### SECTION 1 : Généralités

Principe

**Article premier** <sup>1</sup> Peuvent être déduits du rendement immobilier les frais d'entretien, les primes d'assurances et autres frais d'exploitation, la taxe immobilière, les frais que nécessite l'administration d'immeubles privés par des tiers, ainsi que les dépenses d'investissement destinées à l'utilisation rationnelle de l'énergie et du recours aux énergies nouvelles dans les limites fixées par le Département des Finances.<sup>2)</sup>

<sup>1bis</sup> Sont en outre déductibles les frais occasionnés par des travaux de restauration de monuments historiques que le contribuable entreprend en vertu des dispositions légales, en accord avec les autorités ou sur leur ordre, pour la part qui excède les subventions touchées.<sup>3)</sup>

<sup>2</sup> Seuls les frais effectivement supportés par le propriétaire de l'immeuble pendant l'année fiscale sont déductibles.<sup>2)</sup>

Déduction  
forfaitaire

**Art. 2** <sup>1</sup> En lieu et place du montant effectif des frais d'entretien, d'exploitation et de gérance, le contribuable peut faire valoir une déduction forfaitaire.

<sup>2</sup> Le choix peut être arrêté pour chaque bâtiment en particulier.

**Art. 3**<sup>4)</sup>

## SECTION 2 : Frais déductibles

### 1. Frais d'entretien a) Définition

**Art. 4** <sup>1</sup> Les frais d'entretien sont les dépenses nécessaires faites en vue de maintenir ou de rétablir l'état d'entretien dans lequel l'immeuble se trouvait lors de son acquisition, ainsi que les frais de remise en état de l'immeuble acquis récemment.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Sont considérés comme frais d'entretien :

- a) les dépenses pour l'élimination de dommages (réparations);
- b) les dépenses pour tous les travaux de remise en état qui se répètent annuellement ou de manière périodique (pose de nouvelles tapisseries, exécution d'une nouvelle peinture, rénovation de façades, etc.);
- c) les dépenses pour les rénovations et nouvelles installations qui servent au remplacement d'éléments déjà existants dans la mesure où elles n'engendrent pas une plus-value;<sup>2)</sup>
- d) les contributions versées par les copropriétaires au fonds de rénovation pour les travaux d'entretien et de réfection des propriétés par étages, pour autant que ce fonds serve à couvrir les dépenses d'entretien des installations communes;
- e) les frais consentis pour l'entretien des aménagements extérieurs fixes (réparation des clôtures, amélioration de chemins, etc.); les dépenses pour la tonte du gazon, pour le déblaiement de la neige et pour le jardin potager ne sont pas déductibles.

### b) Exceptions

**Art. 5** <sup>1</sup> Ne sont pas déductibles :

- a) les dépenses liées à de nouvelles installations ou à des travaux engendrant une plus-value de l'immeuble; l'article premier, alinéa 1, in fine, est réservé;<sup>2)</sup>
- b) les frais liés à l'acquisition ou à la vente de l'immeuble, tels que les droits de mutation, les frais de courtage ou les dépenses pour l'obtention de capitaux;
- c) les frais de plans et de mensurations.

<sup>2</sup> ...<sup>6)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>6)</sup>

2. Primes  
d'assurances et  
autres frais  
d'exploitation<sup>2)</sup>

**Art. 6** Font partie des primes d'assurances et des autres frais d'exploitation<sup>2)</sup> :

- a) les frais relatifs à l'assurance de choses (primes pour les assurances contre les dégâts matériels et la responsabilité civile du propriétaire foncier);
- b) les contributions périodiques liées à la propriété foncière, telles que l'abonnement pour l'eau, la taxe pour l'enlèvement des ordures ménagères, l'éclairage et le nettoyage des rues, l'entretien de routes et de digues;
- c) pour les maisons locatives, les dépenses pour le nettoyage, l'éclairage et le chauffage des halls d'entrée, cages d'escaliers, caves et greniers, de même que les frais de mise en service des ascenseurs affectés au transport de personnes.

b) Exceptions

**Art. 7** Ne sont notamment pas déductibles :

- a) les primes d'assurances du mobilier;
- b) les contributions uniques auxquelles est soumis le propriétaire foncier, telles que les contributions pour routes, trottoirs, digues, conduites et raccordement aux canalisations.

3. Frais  
d'administration  
par des tiers<sup>2)</sup>  
a) Définition

**Art. 8** <sup>1</sup> Sont réputés frais nécessités pour l'administration d'immeubles privés par des tiers<sup>2)</sup> :

- a) l'indemnité allouée au gérant;
- b) les frais résultant de la mise en location des immeubles, de l'encaissement des loyers, de poursuites, d'expulsions et de procès engagés avec les locataires en vertu du contrat de bail.

b) Exception

<sup>2</sup> N'est pas déductible le montant des frais d'administration qu'aurait consenti le propriétaire foncier s'il avait chargé un tiers de cette tâche.<sup>2)</sup>

4. Taxe  
immobilière

**Art. 9** La taxe immobilière (art. 112 LI) est déductible.

5. Preuve

**Art. 10** <sup>1</sup> Les frais dont la déduction est revendiquée doivent être établis au moyen de pièces justificatives originales.

<sup>2</sup> Les frais d'administration doivent être prouvés s'ils excèdent 2 % du rendement locatif brut ou de la valeur locative.<sup>2)</sup>

6. Immeubles sis  
hors du Canton

**Art. 11** Lorsque le rendement d'immeubles sis hors du Canton doit être pris en considération en vue du calcul du revenu total déterminant pour la fixation du taux d'imposition, les contributions assimilables à la taxe immobilière jurassienne peuvent être déduites, de même que les frais effectifs d'entretien. Toutefois, si l'entretien est calculé dans d'autres cantons à raison de déductions fixes, il sera tenu compte de celles-ci.

### SECTION 3 : Déduction forfaitaire

Principe

**Art. 12** <sup>1</sup> Pour les bâtiments qui font partie de la fortune commerciale ou qui, appartenant à la fortune privée, sont utilisés par des tiers principalement à des fins commerciales, seuls les frais effectifs sont déductibles.<sup>2)</sup>

<sup>1bis</sup> Pour les autres immeubles privés, le contribuable peut opérer une déduction forfaitaire au lieu de la déduction des primes d'assurances, des frais effectifs d'entretien, d'exploitation et d'administration.<sup>3)</sup>

<sup>2</sup> La déduction forfaitaire s'élève à :

- a) 1/10<sup>ème</sup> du rendement locatif brut ou de la valeur locative, si le bâtiment date de dix ans au maximum à la fin de l'année fiscale;
- b) 1/5<sup>ème</sup> du rendement locatif brut ou de la valeur locative, si le bâtiment date de plus de dix ans à la fin de l'année fiscale.<sup>2)</sup>

### SECTION 4 : Dispositions transitoires et finales<sup>2)</sup>

Charges  
extraordinaires

**Art. 12a**<sup>3)</sup> Seuls les frais d'entretien, à l'exclusion des primes d'assurances, des frais d'exploitation, d'administration et de la taxe immobilière, sont considérés comme des charges extraordinaires au sens de l'article 215a, alinéa 5, de la loi d'impôt.

Abrogation

**Art. 13** L'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la défalcation des frais d'entretien, d'assurance de choses et de gérance d'immeubles, ainsi que la taxe immobilière, en vue de la taxation des impôts directs de l'Etat et des communes est abrogée.



Entrée en  
vigueur

**Art. 14** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1989.

Delémont, le 16 mai 1989

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jean-Pierre Beuret

Le chancelier : Joseph Boinay

<sup>1)</sup> RSJU 641.11

<sup>2)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 19 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001

<sup>3)</sup> Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 19 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001

<sup>4)</sup> Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 19 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001

<sup>5)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 novembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010

<sup>6)</sup> Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 3 novembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010



## **Décret concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes**

du 22 décembre 1988

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 132 de la loi d'impôt du 26 mai 1988 (LI)<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### **CHAPITRE PREMIER : Autorités**

#### **SECTION 1 : Autorités fiscales cantonales**

Attributions  
1. Service des  
contributions

**Article premier** <sup>1</sup> Le Service des contributions et ses sections dirigent la taxation et la perception fiscale; ils règlent la tenue des registres (art. 129 LI).

<sup>2</sup> Sont subordonnés au Service des contributions :

- a) la Section des personnes physiques;
- b) le Bureau des personnes morales et des autres impôts;
- c) la Section de gestion et de coordination;
- d) les Recettes et Administrations de district.<sup>2)</sup>

2. Section des  
personnes  
physiques

**Art. 2** La Section des personnes physiques établit la taxation du revenu et de la fortune des personnes physiques.

3. Bureau des  
personnes  
morales

**Art. 3** Le Bureau des personnes morales et des autres impôts assume les tâches suivantes :

- a) taxation du bénéfice et du capital des personnes morales;
- b) taxation des gains immobiliers;
- c) fixation du rappel d'impôt et des amendes fiscales;
- d) taxation de l'impôt à la source;
- e) évaluation officielle des immeubles et des forces hydrauliques;
- f) établissement des plans de répartition des impôts municipaux;

- g) exécution des prescriptions relatives à l'impôt fédéral anticipé ainsi qu'aux accords internationaux en matière de double imposition, vérification des états des titres et évaluation des titres des sociétés jurassiennes à l'attention de la Section des personnes physiques.

4. Section de  
gestion et de  
coordination

**Art. 4** <sup>1</sup> La Section de gestion et de coordination assure la planification et la coordination du traitement informatique de l'impôt entre le Service des contributions, les communes, les paroisses et les Recettes et Administrations de district.

<sup>2</sup> Elle contrôle la perception et la redistribution de l'impôt.

5. Recettes et  
Administrations  
de district

**Art. 4a**<sup>2)</sup> Les Recettes et Administrations de district procèdent à l'encaissement des créances de l'Etat, en particulier des arriérés, ainsi que de divers émoluments.

Surveillance

**Art. 5** Le Service des contributions et ses sections sont soumis à la surveillance du Département des Finances<sup>3)</sup>, ainsi qu'à la haute surveillance du Gouvernement.

## SECTION 2 : Autorités fiscales communales

Attributions

**Art. 6** Le conseil communal, en qualité d'autorité fiscale communale ordinaire, assume les obligations et exerce les droits conférés à la commune en matière fiscale par la loi, un décret ou une ordonnance.

Délégation des  
compétences

**Art. 7** <sup>1</sup> Le règlement communal peut déléguer :

- a)<sup>6)</sup> l'établissement des préavis relatifs aux déclarations d'impôt et aux remises d'impôt, à une commission locale d'au moins cinq membres;
- b) les autres travaux tels que la tenue des registres, la perception des impôts ou la revendication de la part d'impôt communal auprès de la commune de taxation à d'autres organes communaux (bureaux des impôts, teneurs des registres d'impôts, etc.).<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> Avec l'accord du Département des Finances, les communes d'une certaine importance peuvent déléguer au bureau communal des impôts l'établissement des préavis portant sur la déclaration d'impôt et sur une demande de remise d'impôt.<sup>4)6)</sup>

Commission d'estimation	<b>Art. 8</b> La commune désigne une commission d'estimation d'au moins trois membres chargée de la rectification des valeurs officielles.
Règlement communal	<b>Art. 9</b> L'organisation et les attributions des autorités fiscales communales doivent être fixées dans un règlement particulier de la commune.
Promesse solennelle	<b>Art. 10</b> S'ils ne sont pas déjà assermentés en qualité de fonctionnaires de la commune ou de l'État, les membres de la commission locale d'impôt et de la commission communale d'estimation font la promesse solennelle devant le chef du Département des Finances.

## CHAPITRE II : Taxation

### SECTION 1 : Dispositions communes

1. Instruction	<p><b>Art. 11</b> <sup>1</sup> Les autorités chargées de la taxation prennent d'office toutes les mesures nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches.</p> <p><sup>2</sup> Elles peuvent notamment ordonner des auditions, procéder à des expertises comptables et exiger la production de tout document utile.</p>
a) Auditions	<b>Art. 12</b> Toute audition fait l'objet d'un procès-verbal que signent le représentant de l'autorité et la personne entendue. Si celle-ci refuse de signer, il en est fait mention.
b) Expertises comptables	<p><b>Art. 13</b> <sup>1</sup> Les expertises comptables sont en principe effectuées par les experts des sections du Service des contributions. En présence de circonstances particulières, le chef de la section concernée peut mandater des experts privés.</p> <p><sup>2</sup> L'expertise a lieu en règle générale au siège des affaires du contribuable, lequel en sera avisé à temps.</p> <p><sup>3</sup> Le rapport d'expertise est en principe soumis au contribuable et approuvé ou contesté par lui séance tenante. S'il est établi ultérieurement, il est notifié à l'intéressé qui se prononcera à son sujet dans un délai de vingt jours. Le silence du contribuable équivaut à une approbation.</p>

<sup>4</sup> L'expertise comptable est gratuite. Sont réservés les cas dans lesquels le contribuable l'a rendue nécessaire par une violation coupable de ses obligations de procédure ou lorsque l'expertise révèle que la déclaration du contribuable était notablement inférieure à la réalité.

c) Inspections<sup>4)</sup>

**Art. 14** <sup>1</sup> Le Service des contributions peut procéder à des inspections.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> Les constatations faites au cours de l'inspection sont consignées dans un procès-verbal.

2. Défaillance et insoumission

**Art. 15** <sup>1</sup> Le contribuable qui, de manière fautive, ne donne pas suite aux réquisitions de l'autorité est réputé renoncer à être entendu à leur sujet.

<sup>2</sup> Il répond des frais qui en résultent.

<sup>3</sup> Si l'obligation omise est accomplie ultérieurement, les pièces et moyens de preuve ainsi produits sont pris en considération jusqu'à la décision de taxation.

<sup>4</sup> Les prescriptions relatives aux infractions demeurent réservées (art. 198 à 212 LI).

3. Information des employeurs

**Art. 16** L'attestation de salaire délivrée par l'employeur doit être établie sur une formule officielle, mise à sa disposition gratuitement ou sur une formule agréée par l'autorité de taxation.

## SECTION 2 : Personnes physiques

1. Etat des contribuables

**Art. 17** <sup>1</sup> Le Service des contributions dresse l'état des contribuables et le soumet à la commune pour contrôle.

<sup>2</sup> Tous les contribuables dont l'assujettissement limité ou illimité n'est pas d'emblée exclu sont portés sur l'état des contribuables.

<sup>3</sup> La rentrée des déclarations d'impôt et annexes est mentionnée sur l'état.

2. Déclaration d'impôt  
a) Prolongation du délai

**Art. 18** Sur demande motivée, le Service des contributions peut prolonger le délai fixé pour la remise de la déclaration d'impôt (art. 154, al. 3, LI).

b) Déclaration  
non remise ou  
insuffisante

**Art. 19** <sup>1</sup> Lorsque le contribuable ne remet pas sa déclaration dans le délai légal ou lorsqu'il s'avère qu'elle est incomplète, la commune lui fixe un délai de 10 jours pour se conformer à ses obligations. Au besoin, elle lui indique les points à compléter et lui réclame les annexes manquantes.

<sup>2</sup> La commune mentionne sur l'état des contribuables les déclarations qu'elle n'a pas reçues et établit une feuille de remplacement.

c) Préavis de la  
commune

**Art. 20** <sup>1</sup> La commune peut préaviser les déclarations d'impôt reçues et faire des propositions de taxation concernant les contribuables qui n'ont pas remis leur déclaration d'impôt.

<sup>2</sup> Le préavis communal est consignée sur les feuilles de taxation fournies gratuitement par le Service des contributions.

<sup>3</sup> A titre exceptionnel et sur demande de la commune, un représentant du Service des contributions peut assister aux délibérations de la commission locale d'impôt.

<sup>4</sup> Les délibérations et les propositions de l'autorité communale sont secrètes (art. 131 LI); l'article 135 de la loi d'impôt demeure réservé.

3. Transmission  
des déclarations  
d'impôt et  
annexes

**Art. 21** <sup>1</sup> Les états des titres, avec demande d'imputation de l'impôt anticipé, doivent être envoyés par la commune au Bureau des personnes morales et des autres impôts, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour la remise de la déclaration d'impôt.

<sup>2</sup> La commune transmet les déclarations d'impôt et les autres annexes à la Section des personnes physiques jusqu'au 15 juin avec son préavis éventuel.<sup>4)</sup>

### SECTION 3 : Personnes morales

Etat des  
contribuables

**Art. 22** <sup>1</sup> Le Bureau des personnes morales et des autres impôts tient l'état des contribuables assujettis à l'impôt sur le bénéfice et à l'impôt sur le capital (personnes morales); il l'envoie chaque année aux communes qui le contrôlent et le complètent.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> Le Bureau des personnes morales et des autres impôts est chargé de l'envoi et de la réception des déclarations d'impôt concernant les personnes morales.

<sup>3</sup> Les articles 17, 18, 19 et 20, alinéa 4, sont applicables par analogie.

## SECTION 4 : Gains immobiliers

Déclaration  
d'impôt et  
taxation

**Art. 23** <sup>1</sup> Le Bureau des personnes morales et des autres impôts adresse les déclarations d'impôt aux contribuables; les articles 18 et 19 sont applicables par analogie.

<sup>2</sup> Après réception des déclarations d'impôt, le Bureau des personnes morales et des autres impôts procède à la taxation. Il tient compte de l'avis de la commune dans la mesure où elle l'a informé, au préalable, de son intention d'établir un préavis.

<sup>3</sup> L'article 20, alinéa 4, est applicable.

## SECTION 5 : Procédure de réclamation

1. Réclamation  
a) Principe

**Art. 24** <sup>4)</sup> <sup>1</sup> La réclamation doit être écrite et signée.

<sup>2</sup> La réclamation déposée contre une décision de taxation déjà motivée peut être considérée comme un recours et transmise à la Commission cantonale des recours si le contribuable et les autres ayants droit y consentent.

<sup>3</sup> Le contribuable qui a été taxé d'office peut déposer une réclamation contre cette taxation uniquement pour le motif qu'elle est manifestement inexacte. La réclamation doit être motivée et accompagnée des moyens de preuve.

b) Taxe  
immobilière

**Art. 25** <sup>4)5)</sup> En matière de taxe immobilière, la réclamation doit être adressée au conseil communal, dans les 30 jours dès la notification du bordereau.

2. Frais

**Art. 26** <sup>1</sup> La procédure de réclamation est en principe gratuite.

<sup>2</sup> Toutefois, les frais d'expertise sont mis à la charge du contribuable dont la réclamation est rejetée; en cas d'admission partielle de la réclamation, l'autorité statue par appréciation.

<sup>3</sup> Lorsque la taxation est arrêtée d'office, il peut être exigé du contribuable un émolument allant jusqu'à 500 francs pour la décision sur réclamation.



### CHAPITRE III : Perception d'impôts cantonaux par la commune

Départ à  
l'étranger<sup>4)</sup>

**Art. 27** <sup>1</sup> L'impôt est échu le jour où le contribuable qui entend quitter le pays durablement prend des dispositions en vue de son départ.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque la taxation est établie, l'autorité communale compétente calcule les impôts au prorata et les perçoit. Elle verse immédiatement les montants encaissés à la Recette et Administration de district.

<sup>3</sup> Si la taxation n'est pas arrêtée, la commune avise sans retard la Section des personnes physiques afin qu'elle établisse la taxation.

Remboursement  
des acomptes en  
cas de départ du  
Canton

**Art. 27a**<sup>2)</sup> En cas de transfert du domicile au regard du droit fiscal à l'intérieur de la Suisse en cours d'année fiscale, le Service des contributions ne rembourse au contribuable le montant des acomptes payés qu'après la remise par ce dernier d'une attestation selon laquelle il est inscrit au rôle des contribuables du canton d'arrivée.

### CHAPITRE IV : Dispositions finales

Abrogation

**Art. 28** Le décret du 6 décembre 1978 concernant la taxation pour les impôts directs de l'Etat et des communes est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 29** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1989.

Delémont, le 22 décembre 1988

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le premier vice-président : Jean-Michel Conti  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

- 1) RSJU 641.11
- 2) Introduit par le ch. I du décret du 6 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 3) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111). Il a été tenu compte de cette modification dans tout le présent décret
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 6 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009

# Décret concernant la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques

du 23 mars 1994

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 43, alinéa 4, de la loi d'impôt du 26 mai 1988 (LI)<sup>1)</sup>,

*arrête :*

## TITRE PREMIER : Généralités

Evaluation  
officielle

**Article premier** <sup>1</sup> La valeur des immeubles et des forces hydrauliques est fixée par une procédure d'évaluation officielle (art. 43, al. 1, LI).

Révision  
générale

<sup>2</sup> Les valeurs officielles font l'objet d'une révision générale en principe tous les dix ans.

<sup>3</sup> Le Parlement ordonne la révision générale; il peut modifier le terme de dix ans en fonction de l'évolution des valeurs de rendement et des valeurs vénales, pour tout ou partie des immeubles.

<sup>4</sup> La procédure de mise à jour est réservée (art. 2).

Mise à jour

**Art. 2** Entre deux révisions générales, la valeur officielle est mise à jour lorsque l'un des changements suivants intervient :

- a) la construction, la transformation ou la démolition de bâtiments et d'installations;
- b) la modification de l'affectation ou de l'état de terrains et de bâtiments;
- c) les changements de zone, notamment la conversion de biens-fonds agricoles en terrains à bâtir, et inversement;
- d) la constitution, la modification ou l'extinction de droits, charges et concessions;
- e) l'existence de circonstances particulières qui font apparaître qu'une nouvelle évaluation conduirait à une modification de la valeur officielle de plus de 20%.

## TITRE DEUXIEME : Principes d'évaluation

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Immeubles **Art. 3** <sup>1</sup> La notion d'immeubles se détermine conformément aux prescriptions du Code civil suisse<sup>2)</sup> (art. 642 et 655) et de la loi jurassienne introductive<sup>3)</sup>.

<sup>2</sup> Les constructions érigées sur le fonds d'autrui en vertu d'un droit de superficie dépendant, ainsi que les avantages naturels mis à profit sur le terrain d'autrui sur la base d'une servitude personnelle, sont assimilés aux immeubles. Ils sont évalués séparément et inscrits au nom de l'ayant droit dans le registre des valeurs officielles.

Droits et charges **Art. 4** Les droits, charges et servitudes qui se rattachent à l'immeuble sont pris en considération.

Exceptions **Art. 5** <sup>1</sup> Ne sont pas soumis à l'évaluation officielle :

- a) les bâtiments qui n'ont ni rendement ni valeur marchande;
- b) les routes, chemins, places, ponts, trottoirs, et parcs publics, ainsi que les cimetières;
- c) les immeubles, portions d'immeuble et ouvrages appartenant à la Confédération suisse et à ses établissements, dans la mesure où le droit fédéral exclut l'imposition;
- d) les constructions et ouvrages publics situés sur le territoire de la commune qui en est propriétaire;
- e)<sup>8)</sup> les sources, droits d'eau, droits de source et droits d'utilisation d'eau;
- f)<sup>8)</sup> les installations de transport ferroviaire.

<sup>2</sup> Si une évaluation officielle est nécessaire pour les immeubles susmentionnés, elle est établie conformément aux dispositions du présent décret.

Moment déterminant **Art. 6** La valeur officielle se détermine par rapport à l'état et l'étendue des immeubles et des forces hydrauliques au moment de l'évaluation, sous réserve des motifs de mise à jour qui surviennent avant l'entrée en vigueur de la nouvelle valeur.

## CHAPITRE II : Dispositions particulières

### SECTION 1 : Immeubles agricoles et sylvicoles

Notion	<b>Art. 7</b> <sup>1</sup> Sont réputés immeubles agricoles ou sylvicoles les biens-fonds et les bâtiments affectés exclusivement ou principalement à l'agriculture, à la viticulture ou à la sylviculture et dont la valeur est déterminée essentiellement par cette exploitation.
Evaluation	<sup>2</sup> La valeur officielle des immeubles agricoles et sylvicoles se détermine en fonction de la valeur de rendement (art. 43, al. 3, LI).
Valeur de rendement	<b>Art. 8</b> La valeur de rendement des immeubles agricoles et des forêts est fixée selon le droit fédéral <sup>4)</sup> .
Portions d'immeubles non agricoles	<b>Art. 9</b> Lorsque la valeur vénale de portions d'immeuble n'est pas déterminée essentiellement par l'exploitation agricole ou sylvicole, ces portions sont évaluées conformément aux articles 10 et suivants.

### SECTION 2 : Immeubles non agricoles

Notion	<b>Art. 10</b> Les biens-fonds qui ne sont pas affectés exclusivement ou principalement à l'agriculture, à la viticulture ou à la sylviculture et dont la valeur n'est pas déterminée essentiellement par ce genre d'exploitation sont considérés comme immeubles non agricoles.
Evaluation Principe	<b>Art. 11</b> La valeur officielle des immeubles non agricoles se détermine en fonction de la valeur vénale et de la valeur de rendement (art. 43, al. 2, LI).
Valeur de rendement	<p><b>Art. 12</b> <sup>1</sup> Est réputée valeur de rendement la somme capitalisée du rendement brut moyen réalisé pendant la période définie comme base de référence pour la révision générale et qui demeure réalisable, sans déduction des frais d'entretien, d'exploitation et de gérance, des intérêts passifs, des amortissements et des impôts.</p> <p><sup>2</sup> La jouissance de tout ou partie du bien-fonds par le propriétaire ou l'usufruitier constitue un rendement brut, estimé à la valeur marchande qui résulte des circonstances locales.</p>

<sup>3</sup> Le taux de capitalisation est fixé selon les conditions en vigueur au terme de la période de référence mentionnée à l'alinéa 1.

Valeur vénale

**Art. 13** La valeur vénale se détermine en fonction des prix moyens payés lors des transactions immobilières effectuées dans la région durant la période définie comme base de référence pour la révision générale, sans tenir compte des conditions extraordinaires ou personnelles.

Maisons d'habitation et bâtiments commerciaux, auberges et hôtels

**Art. 14** La valeur officielle des maisons d'habitation, des bâtiments commerciaux, auberges et hôtels, est établie sur la base de la valeur de rendement. L'appréciation de la valeur vénale influence la valeur de rendement par le biais d'une majoration ou d'une réduction. L'article 16 demeure réservé.

Immeubles industriels, hôpitaux, installations d'approvisionnement en eau, stations d'épuration<sup>9)</sup>

**Art. 15** <sup>1</sup> Pour tous les autres immeubles bâtis, tels que biens-fonds industriels, établissements, hôpitaux, installations d'approvisionnement en eau, stations d'épuration des eaux et autres semblables, la valeur à neuf des bâtiments et la valeur vénale du terrain sont déterminantes.<sup>9)</sup>

<sup>2</sup> La valeur de rendement et la valeur vénale des bâtiments ne doivent pas être calculées, mais elles sont prises en considération lors de la détermination de la valeur à neuf. Cette disposition s'applique également à l'aménagement des alentours.

<sup>3</sup> La valeur à neuf est constituée par la valeur de remplacement moyenne de l'assurance immobilière cantonale durant la période de référence; pour les immeubles non assurés, on prend en considération le coût des investissements.

<sup>4</sup> La valeur officielle du terrain est déterminée en fonction de la valeur vénale; la valeur de rendement est prise en considération sous forme d'une déduction. Le résultat représente la valeur relative du terrain.

Rendement insuffisant

**Art. 16** <sup>1</sup> Lorsque le rendement d'immeubles bâtis, ou de portions de ceux-ci, est en disproportion manifeste avec la valeur vénale du terrain (valeur du terrain à bâtir), la valeur officielle doit être fixée à 80 % de la valeur vénale du terrain.

<sup>2</sup> Pour les immeubles dont l'importance historique est notoire, le taux susmentionné peut être réduit jusqu'à 60 %.

## Terrains

**Art. 17** <sup>1</sup> Les terrains sont estimés sur la base de leur valeur vénale. La valeur de rendement n'est prise en considération que sous forme d'une déduction opérée sur la valeur vénale.

<sup>2</sup> Les terrains en zone de construction sont estimés compte tenu de leur degré d'équipement. La valeur officielle correspond à :

- a) 10 % de la valeur vénale pour les terrains situés dans des zones d'utilité publique;
- b) 60 % de la valeur vénale pour les terrains sans viabilité fondamentale;
- c) 80 % de la valeur vénale pour les autres terrains;
- d) 10 % de la valeur vénale pour les terrains sans viabilité fondamentale qui appartiennent en propre à une entreprise agricole ou horticole, à condition que les bâtiments d'exploitation soient utilisés d'une manière correspondante. Dans les cas de rigueur, la valeur officielle peut être réduite jusqu'à 5 % de la valeur vénale.

<sup>3</sup> Les terrains situés hors de la zone de construction et aménagés en vue d'une utilisation industrielle ou artisanale (places de dépôt, de stationnement, de camping, etc.) ainsi que les sols acquis pour l'exploitation de matériaux sont estimés à 60 % de la valeur vénale.

<sup>4</sup> Les places de sport, places de marché et autres semblables sont estimées à 10 % de la valeur vénale.

## Terrains frappés d'une interdiction de bâtir

**Art. 18** <sup>1</sup> La valeur officielle des immeubles ou portions d'immeuble qui, en vertu de dispositions de droit public, sont frappés d'une interdiction de bâtir (zones vertes, zones à protéger, zones sensibles aux phénomènes naturels) est constituée par la valeur de rendement agricole.

<sup>2</sup> Les immeubles ou portions d'immeuble qui servent d'aisance à des bâtiments non agricoles font exception.

## Portions d'immeubles agricoles

**Art. 19** Les portions d'immeubles estimés selon les articles 10 et suivants qui sont affectées à l'agriculture, à la viticulture ou à la sylviculture et dont la valeur est déterminée essentiellement par cette exploitation sont évaluées conformément aux articles 7 et 8.

## Immeubles grevés de droits de superficie

**Art. 20** <sup>1</sup> Pour les immeubles grevés d'un droit de superficie, la valeur officielle est fixée d'après la valeur de rendement.

<sup>2</sup> La valeur de rendement se calcule en règle générale selon la rente convenue pour le droit de superficie, capitalisée au taux hypothécaire de référence en premier rang de la Banque cantonale du Jura durant la période définie comme base de référence pour la révision générale.<sup>10)</sup>

Droits de  
superficie

<sup>3</sup> La valeur officielle des droits de superficie est fixée selon les articles 7 et suivants et 10 et suivants.

Forces  
hydrauliques  
a) Principes  
d'évaluation

**Art. 21** <sup>1</sup> Les forces hydrauliques sont estimées selon leur valeur vénale, compte tenu de leur puissance et de leur constance ainsi que du profit économique réalisé ou prévisible, sans égard au titre juridique sur lequel se fonde leur exploitation, ni à la manière dont elles sont mises à profit.

<sup>2</sup> Les installations affectées directement à la production de l'énergie hydraulique, y compris le terrain y afférent, sont englobées dans la valeur officielle de la force hydraulique.

<sup>3</sup> Les installations qui ne sont pas affectées directement à la production de l'énergie hydraulique, y compris le terrain s'y rapportant, font l'objet d'une évaluation séparée.

b) Lieu  
d'évaluation et  
répartition

**Art. 22** <sup>1</sup> Les force hydrauliques sont évaluées dans la commune où elles sont rendues utilisables (commune de l'usine). Leur valeur officielle est répartie entre la commune de l'usine, toutes les communes qui touchent au cours d'eau naturel de la limite supérieure de la retenue artificielle de l'eau, soit de la prise d'eau du bief d'amont, jusqu'à l'embouchure du bief d'aval dans le cours d'eau naturel (communes riveraines), et les autres communes qui ont subi un préjudice notable du fait de l'installation affectée à la production d'énergie hydraulique.

<sup>2</sup> Un décret du Parlement<sup>5)</sup> règle la répartition de la valeur officielle totale entre les différentes communes.

c) Bâtiments et  
installations de  
forces  
hydrauliques  
inachevés

**Art. 23** Lorsque des bâtiments ou des installations destinés à la mise à profit de forces hydrauliques ne sont pas encore achevés, leur valeur officielle se détermine selon le rapport existant entre les frais d'investissement déjà survenus et la valeur officielle probable après achèvement de l'ouvrage.



## TITRE TROISIEME : Autorités et procédure

Département des  
Finances

**Art. 24** <sup>1</sup> Le Département des Finances exerce, sous la haute surveillance du Gouvernement, le contrôle de l'évaluation officielle des immeubles et des forces hydrauliques. Il édicte les instructions nécessaires.

<sup>2</sup> Il nomme les estimateurs cantonaux, qui collaborent à l'évaluation et au contrôle des valeurs officielles.

<sup>3</sup> Dans la mesure du possible, la fonction d'estimateur cantonal est attribuée à des personnes au chômage pour autant qu'elles disposent des qualités requises.

Service des  
contributions

**Art. 25** Le Service des contributions dirige et surveille la procédure d'évaluation. Il fixe les valeurs officielles.

Commission  
cantonale  
d'estimation

**Art. 26** <sup>1</sup> Le Gouvernement constitue une commission cantonale d'estimation, formée de neuf membres choisis dans les différentes régions du Canton et les divers groupes économiques.

<sup>2</sup> Il désigne le président, le vice-président et le secrétaire de la commission.

<sup>3</sup> La commission établit les normes d'évaluation.

<sup>4</sup> Elle statue valablement lorsque cinq au moins de ses membres sont présents. Elle prend ses décisions à la majorité simple. Le président a le droit de vote; il tranche en cas d'égalité des voix.

<sup>5</sup> Le Service des contributions peut déléguer des représentants avec voix consultative aux séances de la commission.

Commune

**Art. 27** <sup>1</sup> La commune propose les prix de base qui servent à déterminer la valeur vénale des terrains. En cas de désaccord avec le Service des contributions, la commission cantonale d'estimation statue.

<sup>2</sup> La commune délègue un représentant (estimateur communal) pour assister aux visites des lieux et contrôle, avec l'appui d'un estimateur cantonal, les questionnaires remplis par les propriétaires pour les immeubles dont l'estimation se fonde sur un tel document (art. 31).

<sup>3</sup> Les tâches de la commune peuvent être confiées à une commission communale (commission d'estimation).

<sup>4</sup> La commune tient le registre des valeurs officielles.

Procédure  
d'évaluation  
a) Méthodes

**Art. 28** <sup>1</sup> Les valeurs officielles sont fixées au moyen d'une adaptation linéaire ou sectorielle des anciennes valeurs, d'une visite des lieux ou d'un questionnaire soumis au propriétaire.

<sup>2</sup> La méthode est arrêtée par le Parlement; elle peut varier selon la nature des immeubles.

Adaptation  
linéaire ou  
sectorielle

**Art. 29** <sup>1</sup> L'estimation par l'adaptation linéaire ou sectorielle des anciennes valeurs intervient lorsque l'analyse de détail de chaque immeuble par visite des lieux ou questionnaire apparaît superflue en raison de la nature des immeubles concernés, de la durée écoulée depuis la dernière révision générale ou du nombre des mises à jour effectuées.

<sup>2</sup> Le taux d'augmentation ou de diminution des anciennes valeurs peut varier selon les immeubles et les communes.

Visite des lieux

**Art. 30** <sup>1</sup> La visite des lieux est effectuée par un estimateur cantonal, accompagné d'un représentant de la commune.

<sup>2</sup> Le propriétaire est tenu de garantir l'accès à l'ensemble des locaux à visiter et de produire tout document utile à la détermination de la valeur officielle.

Questionnaire

**Art. 31** <sup>1</sup> Lorsque la valeur officielle est fixée sur la base d'un questionnaire adressé au propriétaire, celui-ci est tenu de le remplir de manière exacte et complète et de le retourner à l'autorité compétente dans le délai prescrit.

<sup>2</sup> La commune, appuyée par un estimateur cantonal, contrôle les questionnaires relatifs aux immeubles sis sur son territoire.

<sup>3</sup> Le contrôle par visite des lieux, même après l'entrée en force de la valeur officielle fixée sur la base du questionnaire, est réservé.

Mise à jour

**Art. 32** <sup>1</sup> Le contribuable est tenu d'annoncer à la commune la survenance d'un motif de mise à jour (art. 2).

<sup>2</sup> La procédure est engagée par la commune lorsqu'elle a connaissance d'un motif de mise à jour.

<sup>3</sup> Les normes applicables sont celles arrêtées pour la révision générale.

<sup>4</sup> La nouvelle valeur prend effet à partir du 31 décembre de l'année au cours de laquelle le motif de mise à jour au sens de l'article 2 est survenu.<sup>6)</sup>

#### Procédure

**Art. 33** <sup>1</sup> Les dispositions de la loi d'impôt concernant la procédure de taxation s'appliquent par analogie à la procédure d'évaluation officielle (art. 130 à 151 LI).

<sup>2</sup> L'Etablissement d'assurance immobilière du canton du Jura renseigne, sur demande, le Service des contributions et la commune au sujet des modifications apportées aux bâtiments et de tout autre élément nécessaire à l'évaluation officielle.

#### Notification

**Art. 34** <sup>1</sup> La valeur officielle est notifiée au propriétaire et à la commune.

<sup>2</sup> En cas de visite des lieux, la décision indique que le propriétaire peut consulter le procès-verbal d'estimation ou en demander une copie. En cas d'estimation par questionnaire, la décision mentionne brièvement les modifications apportées par l'autorité.

<sup>3</sup> La décision énonce les voies de droit.

#### Voies de droit

**Art. 35** <sup>1</sup> La décision d'estimation est sujette à réclamation et à recours selon les dispositions de la loi d'impôt (art. 157 à 168 LI).

<sup>2</sup> En cas d'adaptation linéaire des valeurs officielles, les voies de droit sont limitées au calcul de l'adaptation proprement dite.<sup>7)</sup>

#### Frais

**Art. 36** <sup>1</sup> Les frais de l'évaluation officielle sont à la charge de l'Etat et des communes.

<sup>2</sup> La répartition des frais entre l'Etat et les communes est arrêtée par le Parlement.

#### Indemnisation des estimateurs

**Art. 37** Le Gouvernement édicte une ordonnance concernant

l'indemnisation des estimateurs cantonaux et communaux.

Frais en cas de  
mise à jour  
extraordinaire

**Art. 38** Les frais de la mise à jour sont à la charge du contribuable lorsqu'elle a été effectuée à sa demande et qu'elle n'aurait pas été réalisée d'office.

Rappel d'impôt  
et infractions

**Art. 39** Les prescriptions de la loi d'impôt s'appliquent concernant le rappel d'impôt (art. 173 à 175 LI) et la répression des infractions (art. 198 et suivants LI).

## TITRE QUATRIEME : Dispositions finales

Prescriptions  
d'exécution

**Art. 40** <sup>1</sup> Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les modalités de détail de la révision générale et fixe la date d'entrée en vigueur des nouvelles valeurs.

<sup>2</sup> L'entrée en vigueur des nouvelles valeurs peut être différente selon la nature des immeubles.

Entrée en  
vigueur

**Art. 41** Le présent décret entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 23 mars 1994

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Schlächter  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

<sup>1</sup>) RSJU 641.11

<sup>2</sup>) RS 210

<sup>3</sup>) RSJU 211.1

<sup>4</sup>) Actuellement : ordonnance fédérale du 28 décembre 1951 sur l'estimation de la valeur de rendement agricole (RS 211.412.123)

<sup>5</sup>) Décret du 6 décembre 1978 concernant la répartition des valeurs officielles de forces hydrauliques entre les communes intéressées (RSJU 641.541.1)

<sup>6</sup>) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 21 décembre 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002

<sup>7</sup>) Introduit par le ch. I du décret du 21 décembre 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002

- 8) Introduite par le ch. I du décret du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 10) Nouvelle teneur selon l'art. 20b, al. 2, de la loi sur la Banque cantonale du Jura, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009



## Ordonnance sur l'imposition à la source

du 15 décembre 2009

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 37b et 118 et suivants de la loi d'impôt du 26 mai 1988 (LI)<sup>1</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance détermine les modalités de perception de l'impôt à la source conformément aux articles 37b et 118 à 128 LI.

<sup>2</sup> L'impôt à la source se substitue à l'impôt cantonal, à l'impôt communal, à l'impôt ecclésiastique et à l'impôt fédéral direct perçus selon la procédure ordinaire, sous réserve de l'article 14.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Base imposable

**Art. 3** La retenue de l'impôt à la source est opérée mensuellement par le débiteur de la prestation imposable au taux applicable à l'ensemble des revenus bruts réalisés durant le mois.

### CHAPITRE II : Personnes physiques domiciliées ou en séjour dans le Canton

#### SECTION 1 : Généralités

Revenus acquis  
en compensation

**Art. 4** <sup>1</sup> Sont soumis à l'impôt à la source selon l'article 119, alinéa 2, LI tous les revenus acquis en compensation du revenu de l'activité lucrative résultant du rapport de travail, ainsi que ceux provenant de l'assurance-maladie, de l'assurance-accidents, de l'assurance-invalidité et de l'assurance-chômage. En font partie notamment les allocations journalières, les indemnités, les rentes partielles et les prestations en capital remplaçant des prestations périodiques.

<sup>2</sup> Sont ainsi imposées à la source selon le barème applicable de l'article 8, alinéa 1 :

- a) les indemnités en capital remplaçant des prestations périodiques, compte tenu des revenus de l'activité lucrative, au taux qui serait applicable si une rente annuelle était versée au lieu de la prestation unique;
- b) les allocations journalières et les autres revenus acquis en compensation versés par l'employeur, avec les revenus de l'activité lucrative;
- c) les allocations journalières et les autres revenus acquis en compensation versés directement par l'assureur à l'assuré, sous réserve de l'alinéa 3.

<sup>3</sup> Les indemnités journalières et les autres revenus acquis en compensation versés par l'assureur et qui ne sont pas calculés sur la base du salaire assuré ou qui peuvent être attribués en supplément d'un éventuel revenu de l'activité lucrative sont imposés à la source au même taux que les revenus découlant d'une activité accessoire (art. 8, al. 2).

Autres revenus

**Art. 5** Les compléments de salaire, tels que le 13<sup>ème</sup> mois de salaire, bonus, actions et options de collaborateurs, sont imposables le mois durant lequel ils sont octroyés; le taux de l'impôt est celui correspondant à la totalité de la rémunération de la période concernée, y compris les compléments de salaire.

Revenus  
découlant d'une  
activité  
accessoire

**Art. 6** Il y a activité accessoire lorsque la durée du travail hebdomadaire ne dépasse pas 15 heures et que le revenu mensuel brut est inférieur à 2 000 francs.

## SECTION 2 : Barèmes et calcul de l'impôt

Autorité  
compétente

**Art. 7** Le Service des contributions établit les barèmes pour l'impôt à la source d'après les taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (art. 120, al. 1, LI). L'article 8, alinéa 2, de la présente ordonnance et l'article 37b LI demeurent réservés.

Barèmes

**Art. 8** <sup>1</sup> La retenue de l'impôt à la source a lieu sur la base des barèmes relatifs :

- a) aux personnes seules (barème A); aux personnes seules avec des enfants à charge ou des personnes nécessiteuses dont elles assument pour l'essentiel l'entretien (barème A1 à A8);
- b) aux personnes mariées vivant en ménage commun et disposant d'un seul gain (barème B0 à B8);
- c) aux personnes mariées vivant en ménage commun et exerçant chacune une activité lucrative principale en Suisse (barème C);
- d) aux personnes exerçant une activité lucrative accessoire (barème D).



<sup>2</sup> Le revenu découlant d'une activité accessoire au sens de l'article 6 est imposable au taux global de 9 %.

<sup>3</sup> Est déterminante pour la retenue de l'impôt, la situation personnelle et professionnelle au moment de son échéance.

<sup>4</sup> Au surplus, les articles 38 et 217i, alinéa 3, LI s'appliquent.

Etablissement  
des barèmes

**Art. 9** <sup>1</sup> A l'exception du barème D, les barèmes sont établis sur la base des revenus bruts mensuels réalisés par le contribuable.

<sup>2</sup> Les barèmes prennent en compte la déduction forfaitaire des frais professionnels (art. 24 LI), des primes d'assurances (art. 31, lettres a, c et d, LI) et des charges de famille (art. 34, al. 1, lettres d et h, LI).

<sup>3</sup> Lorsque les époux vivant en ménage commun exercent tous deux une activité lucrative, le barème tient compte de la déduction accordée en cas de double gain (art. 32, al. 2, LI).

<sup>4</sup> Le moment déterminant pour l'établissement des barèmes est arrêté au 31 août.

Rectification de  
la taxation

**Art. 10** <sup>1</sup> Sur demande du contribuable, l'autorité fiscale prend en compte les déductions des articles 31, lettres a et b, 32, alinéa 1, et 34, alinéa 1, lettres b, c, d<sup>bis</sup>, e et f, LI qui ne sont pas comprises dans le barème.

<sup>2</sup> La demande doit être motivée par écrit et indiquer, le cas échéant, les moyens de preuve.

<sup>3</sup> Elle doit parvenir à l'autorité fiscale jusqu'au 31 mars de l'année fiscale suivante, sous peine de forclusion.

Quotités

**Art. 11** Les barèmes comprennent, pour le calcul de l'impôt à la source, les quotités suivantes :

- a) impôt cantonal : la quotité arrêtée pour l'année civile qui précède l'année fiscale;
- b) impôt communal : la moyenne pondérée des quotités des communes comprenant des contribuables assujettis à l'impôt à la source; cette moyenne se détermine d'après les quotités d'impôt communales arrêtées pour l'année civile qui précède l'année fiscale;

- c) impôt ecclésiastique : la moyenne pondérée des taux fixés par les paroisses des Eglises reconnues comprenant des contribuables assujettis à l'impôt à la source; cette moyenne se détermine d'après les taux applicables pour l'impôt ecclésiastique arrêtés pour l'année civile qui précède l'année fiscale.

Échéance de l'impôt

**Art. 12** <sup>1</sup> L'impôt est échu au moment du paiement du revenu brut déterminant, de son virement, de son inscription au crédit ou de l'imputation de la prestation imposable.

<sup>2</sup> Le prélèvement doit être opéré sans tenir compte d'éventuelles contestations ou de saisies de salaire.

### SECTION 3 : Passage à l'imposition ordinaire ou à la source

Principe

**Art. 13** Lorsqu'au cours de la même période fiscale un revenu est alternativement soumis à l'impôt à la source et imposé selon la procédure de taxation ordinaire, le passage d'une imposition à l'autre a les mêmes effets qu'un début ou une fin d'assujettissement.

Répartition de l'impôt

**Art. 14** <sup>1</sup> Les impôts perçus en cas de taxation ordinaire complémentaire (art. 15), de rémunération étrangère (art. 16), de taxation ordinaire ultérieure (art. 17 et ss) et d'obtention d'un permis d'établissement ou de mariage (art. 20) sont portés au compte ordinaire du contribuable.

<sup>2</sup> Les quotités au sens des articles 2, alinéa 3, et 106 LI sont applicables.

Taxation ordinaire complémentaire

**Art. 15** <sup>1</sup> Les personnes assujetties à l'impôt à la source sont imposables selon la procédure de taxation ordinaire sur leur revenu et leur fortune qui ne sont pas soumis à l'impôt à la source. L'article 11 LI s'applique par analogie à la détermination du taux de l'impôt.

<sup>2</sup> Les gains de loterie sont imposables conformément à l'article 37a LI.

<sup>3</sup> Pour les revenus mentionnés aux alinéas 1 et 2, les personnes assujetties ont l'obligation de remettre une déclaration d'impôt dans le délai imparti par le Service des contributions.

Taxation ordinaire en cas de rémunération étrangère

**Art. 16** Le contribuable qui reçoit des rémunérations d'un débiteur dont le domicile ou le siège est à l'étranger est imposé selon la procédure de taxation ordinaire dans la mesure où ces rémunérations ne sont pas prises en charge par une succursale ou un établissement stable en Suisse.

Taxation  
ordinaire  
ultérieure  
a) Principe

**Art. 17** <sup>1</sup> Si le revenu brut du contribuable ou de son conjoint vivant en ménage commun avec lui excède 120 000 francs par an, une taxation est établie selon la procédure ordinaire pour l'année en cours et les années suivantes, jusqu'à la fin de l'assujettissement à l'impôt à la source. Cette règle reste applicable même lorsque la limite précitée n'est plus atteinte.

<sup>2</sup> Le Service des contributions peut renoncer à l'imposition à la source et assujettir le contribuable au rôle ordinaire d'impôt si l'imposition à la source engendre une augmentation notable d'impôt par rapport à la taxation ordinaire.

<sup>3</sup> En cas de non paiement de l'impôt ordinaire par le contribuable, le Service des contributions peut renoncer à la procédure ordinaire et l'assujettir à nouveau à l'impôt à la source.

<sup>4</sup> Lorsque la créance fiscale paraît menacée, notamment en raison de la durée de l'engagement du contribuable, le Service des contributions peut exiger du contribuable ou du débiteur de la prestation imposable de fournir des sûretés analogues à celles prévues à l'article 191 LI.

b) Calcul du  
revenu et quotité

**Art. 18** <sup>1</sup> En cas de taxation ultérieure, la loi d'impôt s'applique à l'exclusion des dispositions relatives à l'imposition à la source.

<sup>2</sup> En particulier, les quotités cantonale et communale sont celles arrêtées pour l'année fiscale en cours (art. 2, al. 3, et 106, al. 1, LI).

c) Imputation  
de l'impôt à la  
source

**Art. 19** L'impôt retenu à la source est imputé sans intérêt à l'impôt à percevoir selon la procédure ordinaire.

Permis  
d'établissement  
et mariage

**Art. 20** En cas d'obtention d'un permis d'établissement ou de mariage avec un citoyen suisse ou une personne au bénéfice d'un permis d'établissement, le contribuable assujetti jusqu'ici à l'impôt à la source est imposé selon la procédure ordinaire dès le début du mois suivant.

Divorce ou  
séparation

**Art. 21** En cas de divorce, de séparation de fait ou de corps d'un époux possédant la nationalité suisse ou un permis d'établissement, le travailleur étranger qui ne possède pas de permis d'établissement est soumis à l'impôt à la source dès le début du mois suivant.

### CHAPITRE III : Personnes physiques et morales sans domicile ou séjour en Suisse

Exercice d'une  
activité lucrative  
dépendante

**Art. 22** <sup>1</sup> Les travailleurs qui, sans être domiciliés ni en séjour en Suisse, y exercent une activité lucrative dépendante pendant de courtes périodes, durant la semaine ou comme travailleurs frontaliers, sont soumis à l'impôt à la source sur le revenu de leur activité, conformément aux dispositions applicables aux travailleurs étrangers domiciliés ou en séjour dans le canton. Les dispositions contraires des conventions de double imposition demeurent réservées.

<sup>2</sup> Les travailleurs frontaliers franco-suisse sont soumis à l'Accord du 11 avril 1983 entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers<sup>2)</sup>.

<sup>3</sup> Les travailleurs domiciliés à l'étranger qui reçoivent un salaire ou d'autres rémunérations d'un employeur ayant son siège ou un établissement stable dans le canton, pour leur activité exercée dans le trafic international à bord d'un bateau, d'un aéronef ou d'un véhicule de transport routier, sont soumis à l'impôt à la source sur ces prestations ainsi que sur les revenus acquis en compensation, conformément aux dispositions applicables aux travailleurs étrangers domiciliés ou en séjour dans le canton.

Artistes, sportifs  
et conférenciers

**Art. 23** <sup>1</sup> Les recettes journalières des artistes, sportifs et conférenciers exerçant une activité lucrative dans le canton sont égales aux revenus bruts, y compris l'ensemble des revenus accessoires et des indemnités, déduction faite des frais d'acquisition du revenu directement liés à la manifestation, divisés par le nombre de jours de représentations ou de répétitions.

<sup>2</sup> Les revenus et les indemnités qui ne sont pas versés aux artistes, sportifs ou conférenciers exerçant une activité lucrative dans le canton, mais au tiers qui a organisé leurs activités sont imposables au même titre que ceux de l'alinéa 1. L'organisateur du spectacle est solidairement responsable du paiement de l'impôt.

<sup>3</sup> Les prestations en nature sont évaluées selon les normes en vigueur en matière fiscale.

<sup>4</sup> Pour les groupes, on calcule la recette journalière moyenne par personne pour fixer le taux de l'impôt si la part de chaque membre n'est pas connue ou difficile à déterminer.

<sup>5</sup> En lieu et place des frais d'acquisition effectifs, le montant forfaitaire de 20 % des revenus bruts peut être déduit.

Administrateur

**Art. 24** <sup>1</sup> Les personnes domiciliées à l'étranger qui sont membres de l'administration ou de la direction :

- a) de personnes morales ayant leur siège ou leur administration effective dans le canton;
- b) d'entreprises étrangères qui ont un établissement stable dans le canton,

sont soumises à l'impôt à la source sur les tantièmes, les jetons de présence, les indemnités fixes et autres rémunérations qui leur sont versés.

<sup>2</sup> Les revenus imposables des administrateurs sont les revenus bruts, y compris les allocations et les revenus accessoires.

Créanciers  
hypothécaires

**Art. 25** Si elles sont domiciliées à l'étranger, les personnes titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur un immeuble sis dans le canton sont soumises à l'impôt à la source sur les intérêts bruts qui leur sont versés.

Bénéficiaires de  
rentes domiciliés  
à l'étranger

**Art. 26** <sup>1</sup> Les rentes versées à des personnes domiciliées à l'étranger au sens de l'article 122, alinéa 1, lettres f et f<sup>bis</sup>, LI sont soumises à l'impôt à la source.

<sup>2</sup> Lorsque le droit d'imposer appartient à l'autre Etat contractant, l'impôt à la source n'est pas prélevé si le débiteur de la prestation imposable fournit au Service des contributions une attestation de domicile et une attestation d'imposition de l'intégralité de la prestation versée.

<sup>3</sup> Le débiteur de la prestation imposable vérifie que les conditions de la non-imposition dans le Canton sont toujours réunies.

<sup>4</sup> Si l'impôt à la source a été prélevé et qu'il doit être remboursé, le remboursement s'effectue sans intérêt.

<sup>5</sup> Les dispositions contraires des conventions de double imposition demeurent réservées.

Bénéficiaires de  
prestations en  
capital domiciliés  
à l'étranger

**Art. 27** <sup>1</sup> Les prestations en capital visées à l'article 122, alinéa 1, lettres f et f<sup>bis</sup>, LI sont soumises à l'impôt à la source.

<sup>2</sup> L'impôt à la source prélevé sera remboursé sans intérêt lorsque le bénéficiaire de la prestation en capital :

- a) en fait la demande dans les trois ans dès l'échéance de la prestation, et
- b) joint à sa demande une attestation de l'autorité fiscale compétente de l'autre Etat contractant, certifiant qu'elle a connaissance du versement.

<sup>3</sup> Les dispositions contraires des conventions de double imposition demeurent réservées.

Prestations  
versées à un  
tiers  
intermédiaire

**Art. 28** Lorsque la prestation est versée à un tiers au sens des articles 23 à 25, elle est ajoutée à ses propres revenus bruts.

## CHAPITRE IV : Obligations des parties

Obligations du  
débitur de la  
prestation  
imposable  
a) Devoir  
d'information

**Art. 29** Le débiteur de la prestation imposable est tenu :

- a) d'annoncer sur la formule officielle T-503 au Service des contributions et à la commune de séjour dans les cinq jours à compter de l'engagement, tout travailleur étranger occupé chez lui à titre principal ou accessoire ainsi que sa forme de rémunération (pourboires, gratifications, rente SUVA, indemnités de caisse-maladie ou autres bonifications spéciales, prestations versées par l'institution de prévoyance de l'entreprise, telles que les indemnités en capital et la restitution des cotisations personnelles, etc.);
- b) de déterminer, avant le paiement de la prestation imposable, l'assujettissement à l'impôt à la source et le barème applicable;
- c) de délivrer à chaque employé la notice pour les travailleurs étrangers;
- d) d'annoncer d'office chaque année au Service des contributions les contribuables relevant de la taxation ordinaire ultérieure.

b) Obligation de  
perception et de  
versement de  
l'impôt à la  
source

**Art. 30** <sup>1</sup> Le débiteur de la prestation imposable a l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires à une perception correcte de l'impôt, notamment :

- a) de retenir, à l'échéance, l'impôt dû sur les prestations en espèces et sur les autres prestations, notamment sur les revenus en nature et sur les pourboires;
- b) de retenir l'impôt lorsque le contribuable est assujetti dans un autre canton;
- c) de délivrer au contribuable une attestation ou un décompte indiquant le montant de l'impôt retenu;

d) de procéder à un décompte et à un versement périodique des impôts au Service des contributions.

<sup>2</sup> Le débiteur de la prestation imposable est responsable du paiement de l'impôt à la source.

<sup>3</sup> Le débiteur de la prestation imposable communique au Service des contributions, sur demande, tous les renseignements nécessaires à une perception exacte de l'impôt à la source.

Obligations du  
sourcier

**Art. 31** Le contribuable est tenu de fournir au Service des contributions, à la commune de domicile ainsi qu'au débiteur de la prestation imposable tous les renseignements nécessaires, en particulier ceux concernant sa situation personnelle, ses revenus et sa fortune ainsi que l'activité lucrative exercée par son conjoint.

Perception  
directe

**Art. 32** Lorsque la perception ultérieure auprès du débiteur de la prestation imposable est impossible, l'autorité fiscale perçoit l'impôt dû, sans intérêt, directement auprès du contribuable lorsqu'il n'a pas été prélevé sur la prestation imposable ou l'a été de manière insuffisante.

Obligation de la  
commune de  
séjour

**Art. 33** <sup>1</sup> La commune de domicile ou de séjour d'un travailleur étranger imposé à la source annonce sans délai au Service des contributions chaque mutation qui le concerne.

<sup>2</sup> L'annonce se fait au moyen du formulaire Avis 119 – IAS.

## CHAPITRE V : Relations intercantionales

Contribuables  
domiciliés hors  
canton

**Art. 34** Lorsque le contribuable n'est pas assujéti dans le Canton, le Service des contributions verse les impôts encaissés à l'autorité fiscale compétente.

Débiteurs  
domiciliés hors  
canton

**Art. 35** <sup>1</sup> L'obligation du débiteur de retenir l'impôt à la source est régie par l'article 127, alinéa 3, LI.

<sup>2</sup> Le débiteur de la prestation imposable qui a son siège ou son établissement stable hors canton peut retenir l'impôt à la source en appliquant les barèmes de l'article 8 et verser la retenue directement au Service des contributions, si le contribuable est domicilié ou en séjour dans le canton du Jura.

## CHAPITRE VI : Procédure

Autorité  
compétente

**Art. 36** L'application des dispositions relatives à l'impôt à la source incombe au Service des contributions en collaboration avec le débiteur de la prestation imposable et la commune de domicile ou de séjour du contribuable.

Renvoi

**Art. 37** En l'absence de règles particulières prévues par la présente ordonnance, les dispositions de la loi d'impôt relatives à la taxation ordinaire s'appliquent par analogie.

## CHAPITRE VII : Procédure de perception et de versement de l'impôt

Décompte

**Art. 38** <sup>1</sup> Pour permettre au débiteur de la prestation imposable de satisfaire à ses obligations, le Service des contributions met à sa disposition un formulaire de décompte de l'impôt à la source.

<sup>2</sup> Le formulaire de décompte doit être retourné au Service des contributions dans le délai de paiement des retenues d'impôt, au sens de l'article 40.

Caractère  
définitif du  
décompte

**Art. 39** <sup>1</sup> Le décompte au sens de l'article 38 validé par le Service des contributions constitue une décision de taxation définitive.

<sup>2</sup> En cas de correction du décompte, le Service des contributions rend une décision de taxation.

Exigibilité et délai  
de paiement

**Art. 40** <sup>1</sup> Les retenues d'impôt prélevées auprès des contribuables mentionnés aux articles 118 et 122, alinéa 1, lettres a, f, f<sup>bis</sup> et g, LI pour les prestations périodiques de prévoyance, sont exigibles trimestriellement aux 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre. Lorsque les circonstances le justifient, le Service des contributions peut fixer d'autres échéances.

<sup>2</sup> Les retenues d'impôt prélevées auprès des contribuables mentionnés aux articles 122, alinéa 1, lettres b, c, d, e, f et f<sup>bis</sup>, LI pour les prestations de prévoyance en capital sont exigibles au jour du versement de la prestation.

<sup>3</sup> Le délai de versement au Service des contributions des retenues d'impôt est de dix jours après leur exigibilité. Lorsque les circonstances le justifient, le Service des contributions peut prolonger le délai de paiement.



Intérêts  
moratoire et  
rémunératoire

**Art. 41** <sup>1</sup> Les impôts dus qui n'ont pas été acquittés à l'expiration du délai de paiement fixé à l'article 40, portent intérêt dès la fin de ce délai.

<sup>2</sup> Les impôts perçus en trop, à l'exclusion de l'article 44, bénéficient d'un intérêt rémunératoire dès le jour de leur paiement, mais au plus tôt dès l'expiration du délai de paiement fixé par l'article 40.

<sup>3</sup> Les taux sont déterminés conformément à l'article 181a LI.

Commission de  
perception

**Art. 42** <sup>1</sup> Pour sa collaboration, le débiteur de la prestation imposable reçoit une commission de perception de 3 %.

<sup>2</sup> Le Service des contributions supprime la commission de perception lorsque :

- a) après rappel, le débiteur de la prestation imposable ne remet par les formulaires de décompte;
- b) le débiteur viole les obligations qui lui incombent en vertu des dispositions légales en matière d'impôt à la source.

Taxation d'office

**Art. 43** <sup>1</sup> Le Service des contributions procède à la taxation d'office (art. 140 LI) avec amende (art. 198 LI) lorsque, à l'échéance du délai de sommation :

- a) le débiteur de la prestation imposable ne remet pas les formulaires de décompte;
- b) lorsque les éléments imposables ne peuvent être déterminés avec toute la précision voulue faute de données suffisantes.

<sup>2</sup> Au surplus, les articles 139 et 157, alinéa 3, LI s'appliquent.

## CHAPITRE VIII : Restitution

Remboursement  
de l'impôt

**Art. 44** <sup>1</sup> Si le contribuable conteste son imposition à la source ou prouve dans le cadre de l'article 156b LI que, par suite de l'application d'un barème inadéquat ou d'une application inexacte du barème, le prélèvement à la source des impôts est trop élevé, l'excédent lui sera remboursé, sans intérêt.

<sup>2</sup> Le droit au remboursement de l'impôt doit être exercé par écrit et motivé auprès de l'autorité fiscale jusqu'au 31 mars de l'année suivante.

<sup>3</sup> La procédure est réglée conformément à l'article 156d LI.

Restitution de  
l'impôt

**Art. 45** <sup>1</sup> Le contribuable peut demander la restitution d'un impôt qu'il a payé par erreur, qu'il ne devait pas ou ne devait qu'en partie.

<sup>2</sup> Les montants d'impôts restitués plus de trente jours après leur paiement portent intérêt au taux fixé par le Gouvernement dès la date de leur paiement.

<sup>3</sup> La demande en restitution doit être adressée au Service des contributions dans les cinq ans suivant la date du paiement.

<sup>4</sup> Le rejet de la demande en restitution ouvre les mêmes voies de droit qu'une décision de taxation.

## CHAPITRE IX : Procédure simplifiée selon l'art. 37b LI

Droit applicable

**Art. 46** Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les règles relatives à l'imposition à la source s'appliquent par analogie à la procédure simplifiée au sens de l'article 37b LI.

Base  
d'imposition

**Art. 47** L'impôt est prélevé sur la base du salaire brut déclaré par l'employeur à la caisse de compensation AVS.

Paiement de  
l'impôt à la  
source par  
l'employeur

**Art. 48** <sup>1</sup> Les dispositions du règlement du 31 octobre 1947 sur l'assurance-vieillesse et survivants relatives à la procédure simplifiée s'appliquent par analogie au décompte et au versement de l'impôt à la source à la caisse de compensation AVS.

<sup>2</sup> Si, après sommation de la caisse de compensation AVS, l'employeur ne verse pas l'impôt, celle-ci transmet les informations utiles à l'autorité fiscale du canton dans lequel l'employeur a son siège ou son domicile. Le Service des contributions procède alors à la taxation conformément à la LI.

Versement de  
l'impôt à la  
source aux  
autorités fiscales

**Art. 49** Après déduction de la provision à laquelle elle a droit, la caisse de compensation AVS verse les impôts encaissés au Service des contributions du canton dans lequel le travailleur assujetti a son domicile.

## CHAPITRE X : Répartition

### Attribution

**Art. 50** <sup>1</sup> Les impôts perçus à la source sont attribués aux communes sur la base de la moyenne communale pondérée conformément à l'article 11, lettre b.

<sup>2</sup> Les impôts perçus à la source sont attribués aux paroisses sur la base de la moyenne paroissiale pondérée conformément à l'article 11, lettre c.

<sup>3</sup> Le Service des contributions établit à l'intention de la commune et de la paroisse un décompte de leur part respective.

<sup>4</sup> La part non réclamée de l'impôt paroissial est dévolue à l'Etat.

### Répartition

**Art. 51** Le Service des contributions verse trimestriellement la part de l'impôt à la source encaissée revenant à la commune et à la paroisse.

### Décompte définitif

**Art. 52** <sup>1</sup> A la fin de l'année fiscale, le Service des contributions procède au bouclage et à une répartition définitive entre les communes et les paroisses. Il bonifie ou réclame les différences.

<sup>2</sup> Le Service des contributions établit une fois par année le décompte de l'impôt fédéral direct perçu à la source.

## CHAPITRE XI : Dispositions transitoires et finales

### Dispositions transitoires

**Art. 53** Les prestations imposables liées à une activité antérieure à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance sont imposables selon l'ancien droit.

### Abrogation

**Art. 54** L'ordonnance du 6 décembre 1994 sur l'imposition à la source est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 55** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Delémont, le 15 décembre 2009

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Probst  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 641.11
- 2) RSJU 649.751

# Loi sur l'impôt de succession et de donation (LISD)

du 13 décembre 2006

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 121 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> L'Etat prélève un impôt de succession et de donation lorsque :

- a) le défunt avait son domicile ou son lieu de séjour dans le Canton ou lorsque la succession a été ouverte dans le Canton;
- b) le donateur a son domicile, son lieu de séjour ou son siège dans le Canton au moment de la libéralité;
- c) des immeubles sis dans le Canton ou des droits portant sur ceux-ci sont transmis pour cause de mort ou de donation.

<sup>2</sup> La souveraineté fiscale jurassienne est limitée par le droit fédéral et les conventions internationales en matière de double imposition.

Impôt de  
succession

**Art. 2** <sup>1</sup> La dévolution de biens par succession est soumise à l'impôt de succession.

<sup>2</sup> Les dévolutions imposables comprennent notamment celles qui sont faites par succession légale ou par disposition pour cause de mort au sens du Code civil suisse<sup>2)</sup>, en particulier l'institution d'héritier, le legs, la donation ou la création d'une fondation pour cause de mort et la substitution fidéicommissaire.

<sup>3</sup> A l'acquisition pour cause de mort est assimilée celle par libéralité à titre d'avancement d'hoirie (art. 626 CCS).

Impôt de  
donation

**Art. 3** <sup>1</sup> Est imposable à titre de donation toute libéralité de patrimoine volontaire et gratuite, y compris les renonciations à succession (art. 495 CCS), la constitution d'une fondation (art. 80 ss CCS), la remise de dettes faite à titre gratuit, ainsi que les prestations d'assurances susceptibles de rachat qui sont échues du vivant du donateur.

<sup>2</sup> Un acte juridique à titre onéreux est une donation mixte lorsque la prestation de l'une des parties est en disproportion manifeste et volontaire avec celle de l'autre partie. La donation mixte est soumise à l'impôt pour la différence de valeur existant entre la prestation et la contre-prestation.

<sup>3</sup> Les motifs de la donation n'ont aucun effet sur l'imposition.

Naissance de la  
créance fiscale

**Art. 4** La créance d'impôt naît :

- a) au moment de l'ouverture de la succession, lorsque les biens sont dévolus pour cause de mort;
- b) au moment de l'ouverture de la substitution fidéicommissaire, lorsque les biens sont dévolus à l'appelé;
- c) au moment de l'exécution de la libéralité, lorsque les biens sont dévolus par donation;
- d) lorsque les héritiers présumés ont obtenu l'envoi en possession des biens de l'absent (art. 546 CCS) en cas d'absence;
- e) au moment où la condition se réalise, lorsque la dévolution est soumise à une condition suspensive;
- f) au moment de l'acquisition des biens dans tous les cas.

Terminologie

**Art. 5** Les termes de la présente loi désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Dispositions  
communes  
a) Définition des  
immeubles

**Art. 6** <sup>1</sup> Sont réputés immeubles au sens de la présente loi les biens définis à l'article 655 du Code civil suisse<sup>2)</sup>.

b) Définition du  
domicile

<sup>2</sup> Le domicile et le séjour se déterminent conformément à l'article 7 de la loi d'impôt<sup>3)</sup>.

<sup>3</sup> Dans le cas de succession d'une personne déclarée absente par l'autorité jurassienne, est réputé dernier domicile de cette personne le siège de l'autorité tutélaire qui administre ses biens.

## CHAPITRE II : Assujettissement à l'impôt

### I. Principe

**Art. 7** <sup>1</sup> Est assujettie à l'impôt la personne qui acquiert des biens au sens des articles qui précèdent, à savoir l'héritier légal, institué, grevé ou appelé, le légataire, le donataire ou tout autre ayant droit.

<sup>2</sup> Si elle décède, ses héritiers lui succèdent dans ses droits et ses obligations.

### II. Epoux, partenaires enregistrés et personnes sous autorité parentale ou sous tutelle

**Art. 8** <sup>1</sup> Chacun des époux ou des partenaires enregistrés est assujetti personnellement à l'impôt.

<sup>2</sup> La personne sous autorité parentale ou sous tutelle qui participe à une succession ou à une donation est assujettie personnellement à l'impôt.

### III. Substitution fidéicommissaire

**Art. 9** <sup>1</sup> Lorsque l'héritier grevé doit rendre la succession à un héritier appelé, il peut prélever sur les biens à remettre un montant équivalent à l'impôt de succession qu'il a acquitté.

<sup>2</sup> Si l'héritier grevé est soumis à un impôt plus élevé que l'héritier appelé, ce dernier n'est soumis à aucun impôt.

<sup>3</sup> Si l'héritier appelé est soumis à un impôt plus élevé que l'héritier grevé, il est tenu d'acquitter la différence au moment du transfert du patrimoine en sa faveur.

<sup>4</sup> Les montants d'impôt acquittés par l'héritier grevé ne portent pas intérêt.

### IV. Exonérations A. Personnes physiques

**Art. 10** Sont exonérés de l'impôt de succession et de donation pour les biens acquis :

- a) le conjoint et le partenaire enregistré du défunt ou du donateur;
- b) les descendants du défunt ou du donateur, l'article 22, alinéa 3, étant réservé.

### B. Collectivités publiques et personnes morales a) En général

**Art. 11** <sup>1</sup> Sont exonérées de l'impôt de succession et de donation les collectivités publiques et les personnes morales qui, lors de l'acquisition de biens, remplissent les conditions d'exonération prévues à l'article 69, alinéas 1 et 2, de la loi d'impôt<sup>3</sup>).

<sup>2</sup> Les collectivités publiques et les personnes morales sises hors du Canton peuvent, sur production des preuves nécessaires, être exonérées entièrement ou partiellement de l'impôt, lorsque le canton ou l'Etat concerné use de réciprocité par convention.

<sup>3</sup> Les décisions au sens du présent article sont de la compétence du Service des contributions. La compétence du Gouvernement au sens de l'article 69, alinéa 2, de la loi d'impôt<sup>3)</sup> est réservée.

b) Sur décision  
du  
Gouvernement

**Art. 12** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut, sur demande, accorder un privilège fiscal à tout repreneur d'une entreprise ou d'une partie de celle-ci, lorsque :

- a) l'entreprise sert l'intérêt de l'économie jurassienne;
- b) il s'agit de faciliter le transfert en vue d'une transformation, d'une modification des structures, d'une fusion ou d'une scission d'entreprises dans l'intérêt de l'économie jurassienne.

<sup>2</sup> Le privilège consiste en une exonération totale ou partielle de l'impôt de succession ou de donation.

<sup>3</sup> Si les conditions auxquelles le privilège est subordonné ne sont pas respectées, celui-ci est révocable avec effet rétroactif à la date de l'octroi.

<sup>4</sup> Les décisions rendues par le Gouvernement, sur la base du présent article, revêtent un caractère politique prépondérant au sens de l'article 162 du Code de procédure administrative<sup>6) 5)</sup>.

### CHAPITRE III : Estimation des biens

I. Principes

**Art. 13** <sup>1</sup> Les biens sont estimés à la valeur vénale au moment de la naissance de la créance fiscale (art. 4). Les articles 14 à 18 sont réservés.

<sup>2</sup> Il incombe au bénéficiaire d'établir la valeur des biens acquis.

II. Règles  
particulières  
A. Immeubles

**Art. 14** <sup>1</sup> Les immeubles et les forces hydrauliques sont estimés à la valeur officielle.

<sup>2</sup> Toutefois, les immeubles agricoles et sylvicoles sont estimés à la valeur de rendement.



B. Titres,  
créances et  
droits

**Art. 15** <sup>1</sup> Les titres cotés en bourse sont estimés au cours du jour de leur acquisition à titre de succession ou de donation ou du dernier cours connu.

<sup>2</sup> Les titres non cotés en bourse au cours de l'année fiscale de leur acquisition à titre de succession ou de donation, sont évalués conformément à l'article 45, alinéa 1<sup>bis</sup>, de la loi d'impôt<sup>3)</sup>.

<sup>3</sup> Si la valeur des titres au sens de l'alinéa 2 a varié de plus ou moins 25 % au vu de la valeur fiscale de l'entreprise au moment du décès ou de la donation, les titres sont estimés en tenant compte de cette seconde valeur.

<sup>4</sup> Les créances et les droits sont évalués par analogie à l'article 45, alinéa 3, de la loi d'impôt<sup>3)</sup>.

C. Prestations  
d'assurances

**Art. 16** Les prestations découlant de contrats d'assurance sont estimées à la somme d'assurance versée, à défaut à la valeur de rachat.

D. Prestations  
périodiques

**Art. 17** Lorsqu'il y a constitution, transfert ou renonciation à un droit d'usufruit, à un droit d'habitation ou à une autre prestation périodique, l'évaluation est effectuée selon la valeur capitalisée.

E. Majoration de  
l'impôt

**Art. 18** Si le paiement de l'impôt est mis par le défunt à la charge de la succession ou si le donateur le prend à sa charge, les dévolutions et les libéralités concernées sont majorées du montant de l'impôt correspondant.

III. Déductions

**Art. 19** <sup>1</sup> Sont déduits des biens acquis :

- a) les dettes du défunt et les dettes mises à la charge du bénéficiaire d'une libéralité entre vifs;
- b) les dettes de la succession;
- c) les legs ou les donations imposés par le défunt.

<sup>2</sup> Lorsque, dans les autres cas d'acquisition de biens soumis à l'impôt, la valeur des biens se trouve diminuée du fait d'une prestation imposée par le défunt ou le donateur, la somme y relative peut être déduite.

<sup>3</sup> La déduction n'a lieu que dans la mesure où les dettes au sens des alinéas 1 et 2 réduisent effectivement la valeur des biens acquis par le bénéficiaire.

<sup>4</sup> Il incombe au bénéficiaire d'établir les montants des déductions.

<sup>5</sup> Les engagements pris par le défunt, pour le compte de tiers notamment, à titre de caution, les hypothèques consenties et les gages constitués sur des biens de la succession en garantie de dettes dues par des tiers ne donnent lieu à aucune déduction.

## CHAPITRE IV : Calcul de l'impôt

### Principe

**Art. 20** Le montant de l'impôt est déterminé en multipliant la valeur des biens acquis (art. 13 à 17), moins les déductions (art. 19), par le taux d'imposition de la catégorie de bénéficiaires concernée (art. 22).

### Seuil d'imposition

**Art. 21** <sup>1</sup> L'acquisition de biens de moins de 10 000 francs n'est pas imposable.

<sup>2</sup> Toutefois, les biens que le bénéficiaire a acquis de la même personne durant les cinq années précédant celle du décès ou de la dernière donation sont cumulés. Si le montant cumulé dépasse 10 000 francs, l'ensemble est soumis à l'impôt.

### Taux d'imposition

**Art. 22** <sup>1</sup> Le taux d'imposition des successions et donations est le suivant :

1. 7 %, pour les ascendants, les enfants du conjoint, de l'ex-conjoint, du partenaire enregistré, de l'ex-partenaire enregistré, ainsi que leurs descendants, les enfants placés ou confiés;
2. 14 %, pour les frères et sœurs, le conjoint des ascendants, le concubin qui fait ménage commun depuis plus de dix ans avec le défunt ou le donateur, ainsi que pour ses descendants et ceux de l'ex-concubin qui a fait ménage commun durant plus de 10 ans;
3. 21 %, pour les oncles et les tantes, les neveux et les nièces, les cousins et les cousines, les beaux-frères et les belles-soeurs;
4. 35 %, pour les autres parents et les personnes sans parenté avec le défunt ou le donateur.

<sup>2</sup> Sont des enfants placés ou confiés au sens de l'alinéa 1, chiffre 1, respectivement des descendants de l'ex-concubin au sens de l'alinéa 1, chiffre 2, ceux dont le défunt ou le donateur a pourvu pendant au moins cinq ans à leur entretien et à leur éducation comme s'il s'était agi de leurs descendants.

<sup>3</sup> Le taux de l'alinéa 1, chiffre 1, est réduit de moitié pour les descendants du défunt ou du donateur imposé d'après la dépense au sens de l'article 54 de la loi d'impôt<sup>3)</sup>.

## CHAPITRE V : Droits et obligations

Droits du  
contribuable

**Art. 23** Les articles 133 à 137 de la loi d'impôt<sup>3)</sup> sont applicables par analogie.

Obligation de  
collaborer

**Art. 24** <sup>1</sup> La personne qui est assujettie à l'impôt (art. 7 ss) a l'obligation de remettre au Service des contributions une déclaration exacte, complète et signée par le bénéficiaire ou un représentant et d'y joindre toutes les pièces utiles.

<sup>2</sup> Pour le surplus, les articles 138 alinéas 2, 3 et 5, et 139 de la loi d'impôt<sup>3)</sup> sont applicables par analogie.

Taxation d'office

**Art. 25** <sup>1</sup> Le contribuable est taxé d'office si, malgré sommation, il n'a pas satisfait à ses obligations (art. 24) ou si ses éléments imposables ne peuvent être déterminés avec toute la précision voulue faute de données suffisantes.

<sup>2</sup> Dans ce cas, l'autorité procède par une appréciation équitable des pièces au dossier et des circonstances.

Obligation de  
signaler

**Art. 26** <sup>1</sup> Toutes les autorités et tous les fonctionnaires du Canton et des communes, ainsi que les notaires qui pratiquent dans le Canton, sont tenus de signaler au Service des contributions, par le Bureau des personnes morales et des autres impôts, dans les 30 jours, les cas soumis à l'impôt dont ils ont connaissance dans l'exercice de leur fonction.

<sup>2</sup> Le Service de l'état civil et des habitants remet régulièrement au Service des contributions un extrait de son registre des décès.

## CHAPITRE VI : Procédure et voies de droit

Déclaration  
d'impôt

**Art. 27** <sup>1</sup> En cas de succession, la Recette et administration de district envoie une déclaration de succession à la personne assujettie.

<sup>2</sup> En cas de donation, la personne assujettie requiert du Service des contributions, par le Bureau des personnes morales et des autres impôts, l'envoi d'une déclaration de donation, dans les 30 jours après acquisition du bien.

<sup>3</sup> La déclaration d'impôt, accompagnée de tous les documents utiles, doit être déposée auprès du Service des contributions, par le Bureau des personnes morales et des autres impôts, dans les 30 jours suivant la réception de la déclaration. Une prolongation de délai peut être demandée à la Recette et Administration de district compétente en cas de succession et au Bureau des personnes morales et des autres impôts en cas de donation.

<sup>4</sup> Lorsqu'une succession échoit à plusieurs héritiers, ceux-ci peuvent déposer une déclaration commune, chacun répondant du dépôt régulier et ponctuel de celle-ci.

Prescription du droit de taxer

**Art. 28** <sup>1</sup> Le droit de procéder à la taxation se prescrit par cinq ans à compter du moment où le contribuable déclare le cas d'imposition à l'autorité (art. 24, al. 1, et 27, al. 3).

<sup>2</sup> Pour le surplus, la prescription du droit de taxer est régie par l'article 151, alinéas 2 à 4, de la loi d'impôt<sup>3)</sup>.

Voies de droit

**Art. 29** Les articles 157 à 175 de la loi d'impôt<sup>3)</sup> relatifs à la réclamation, aux recours, à la révision, aux erreurs de calcul et de transcription et au rappel d'impôt, ainsi que la législation d'application de ceux-ci, s'appliquent par analogie aux voies de droit contre les décisions rendues en application de la présente loi.

## CHAPITRE VII : Perception

Echéance

**Art. 30** L'impôt est échu au moment de la notification de la décision de taxation.

Délai de paiement et intérêt moratoire

**Art. 31** <sup>1</sup> L'impôt, l'amende et les frais doivent être acquittés dans les 30 jours dès leur échéance.

<sup>2</sup> Ils portent intérêt s'ils n'ont pas été acquittés dans le délai de paiement.

<sup>3</sup> Le Gouvernement fixe pour chaque année fiscale le taux d'intérêt moratoire conformément à l'article 181a de la loi d'impôt<sup>3)</sup>.

Dation en  
paiement

**Art. 32** <sup>1</sup> Moyennant l'accord du contribuable et de l'Etat, l'impôt peut être acquitté au moyen de biens culturels.

<sup>2</sup> Le Parlement fixe par voie de décret les modalités de la dation en paiement.

Solidarité

**Art. 33** <sup>1</sup> Si une succession ou une donation comporte plusieurs bénéficiaires, ceux-ci sont solidairement responsables du paiement de l'impôt jusqu'à concurrence de leur propre part.

<sup>2</sup> Si le paiement de l'impôt ne peut pas être obtenu du donataire, le donateur en répond subsidiairement de manière solidaire.

<sup>3</sup> Les conventions entre donataires ou toutes dispositions prises par le défunt ou le donateur contraires aux alinéas 1 et 2 n'ont aucun effet sur l'obligation de payer l'impôt, ni sur l'étendue et la répartition de celui-ci.

Prescription du  
droit de percevoir

**Art. 34** L'article 182 de la loi d'impôt<sup>3)</sup> s'applique par analogie à la prescription du droit de percevoir l'impôt auprès du bénéficiaire et du donateur (art. 33, al. 2).

Remise d'impôt

**Art. 35** Les articles 185 et suivants de la loi d'impôt<sup>3)</sup> et la législation d'exécution de ceux-ci s'appliquent par analogie en matière de remise de l'impôt de succession ou de donation.

Restitution de  
l'impôt

**Art. 36** L'article 188 de la loi d'impôt<sup>3)</sup> s'applique à la restitution de l'impôt de succession ou de donation.

Part des  
communes

**Art. 37** <sup>1</sup> La commune municipale ou mixte dans laquelle était domicilié le défunt ou le donateur au moment de la naissance de la créance fiscale (art. 4) reçoit le 20 % du produit de l'impôt de succession et de donation.

<sup>2</sup> Si le défunt ou le donateur était sous tutelle, ou absent et pourvu d'un curateur, ladite part revient à la commune du siège de l'autorité tutélaire compétente.

<sup>3</sup> Dans le cas de l'article premier, lettre c, lorsque le domicile du défunt ou du donateur se trouve hors du Canton ou hors de Suisse, la part revient à la commune municipale ou mixte du lieu de situation de l'immeuble soumis à l'impôt.

## CHAPITRE VIII : Garantie de la créance fiscale

Hypothèque  
légale

**Art. 38** <sup>1</sup> Les immeubles et les forces hydrauliques imposables sont grevés d'une hypothèque légale au profit de l'Etat et de la commune.

<sup>2</sup> L'hypothèque légale existe sans inscription et prime tous les autres droits de gage. L'Etat précède la commune.

<sup>3</sup> Elle garantit l'impôt de succession et de donation afférent aux immeubles et aux forces hydrauliques dès la naissance de la créance fiscale.

Sûretés,  
séquestre et  
radiation du  
Registre du  
commerce

**Art. 39** <sup>1</sup> Aux conditions de l'article 191 de la loi d'impôt<sup>3)</sup>, le Service des contributions peut exiger des sûretés du contribuable afin de garantir la créance fiscale au sens de la présente loi.

<sup>2</sup> Les articles 191a et 191b de la loi d'impôt<sup>3)</sup> s'appliquent par analogie.

## CHAPITRE IX : Dispositions pénales

a) Infractions de  
droit administratif  
Violation des  
obligations de  
procédure

**Art. 40** <sup>1</sup> Est puni de l'amende celui qui, malgré sommation et de manière fautive, ne se conforme pas à une obligation qui lui incombe en vertu de la présente loi ou de ses mesures d'application.

<sup>2</sup> L'amende s'élève à 1 000 francs au plus, et à 10 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive.

Soustraction  
d'impôt et  
tentative

**Art. 41** <sup>1</sup> Est puni de l'amende le contribuable qui, intentionnellement ou par négligence, agit de manière qu'une taxation n'ait indûment pu se faire, ou qu'une taxation entrée en force soit incomplète, ou obtient une remise ou une restitution injustifiée d'impôt, ou encore celui qui tente intentionnellement de commettre une soustraction d'impôt.

<sup>2</sup> En règle générale, l'amende est fixée au montant simple de l'impôt soustrait. Elle peut être réduite jusqu'au tiers en cas de faute légère ou élevée jusqu'au triple en cas de faute grave.

<sup>3</sup> Lorsque le contribuable dénonce lui-même l'infraction avant qu'il ait pu prévoir l'ouverture d'une procédure pour soustraction, l'amende est réduite au cinquième de l'impôt soustrait.

<sup>4</sup> En cas de tentative de soustraction d'impôt, l'amende est fixée aux deux tiers de celle qui aurait été infligée en cas de soustraction consommée.

Instigation et  
complicité

**Art. 42** <sup>1</sup> Celui qui incite à une soustraction d'impôt, y prête assistance, la commet intentionnellement en qualité de représentant du contribuable ou y participe est puni d'une amende fixée indépendamment de la peine encourue par le contribuable.

<sup>2</sup> L'amende est de 10 000 francs au plus, et de 50 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive. En outre, l'autorité fiscale peut exiger de l'instigateur ou du complice le paiement solidaire de l'impôt soustrait.

Dissimulation ou  
distraction de  
biens  
successoraux

**Art. 43** <sup>1</sup> Celui qui, en qualité d'héritier, de représentant des héritiers, d'exécuteur testamentaire ou de tiers, dissimule ou distrait des biens successoraux dont il est tenu d'annoncer l'existence dans la procédure d'apposition des scellés ou d'inventaire, ainsi que dans la procédure d'imposition de la succession, est puni d'une amende de 10 000 francs au plus, et de 50 000 au plus dans les cas graves ou de récidive.

<sup>2</sup> Les articles 41 et 42 s'appliquent par analogie.

Prescription de la  
poursuite pénale

**Art. 44** <sup>1</sup> La poursuite pénale se prescrit :

- a) en cas de violation des obligations de procédure, par deux ans et, en cas de tentative de soustraction d'impôt, par quatre ans à compter de la clôture définitive de la procédure au cours de laquelle l'infraction a été commise;
- b) en cas de soustraction consommée, par dix ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle les libéralités imposables auraient dû être ou ont été déclarées ou au cours de laquelle une remise ou une restitution d'impôt injustifiée a été obtenue;
- c) en cas de dissimulation ou de distraction de biens successoraux au sens de l'article 43, par dix ans après la clôture de l'inventaire, de la procédure de mise sous scellés ou dans les dix ans dès l'entrée en force de la taxation.

<sup>2</sup> Tout acte de procédure tendant à la poursuite de l'infraction interrompt la prescription; l'interruption de la prescription vaut à l'égard de l'ensemble des participants. Cependant, aucune sanction ne peut plus être prononcée après l'écoulement d'une durée égale au délai de prescription initial augmenté de la moitié.

<sup>3</sup> L'article 46 est réservé.

b) Délit  
Escroquerie

**Art. 45** <sup>1</sup> Celui qui, dans le but de commettre une soustraction, fait usage de documents faux, falsifiés ou inexacts quant à leur contenu, tels que les testaments, pactes successoraux, actes de donation ou les livres comptables, bilans, comptes de résultats, certificats de salaire et autres attestations de tiers, dans le dessein de tromper l'autorité fiscale, est puni d'une peine privative de liberté de 3 ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

<sup>2</sup> La répression de la soustraction est réservée.

Prescription en  
matière  
d'escroquerie

**Art. 46** <sup>1</sup> La poursuite pénale de l'escroquerie à l'impôt se prescrit par dix ans à compter du jour où le délinquant a exercé son activité coupable.

<sup>2</sup> La prescription est interrompue par tout acte de procédure tendant à la poursuite du délit. L'interruption de la prescription vaut à l'égard de l'ensemble des participants. Aucune peine ne peut cependant plus être prononcée après quinze ans.

c) Renvoi

**Art. 47** Pour le surplus, les articles 205, 206 et 212 de la loi d'impôt<sup>3)</sup> s'appliquent par analogie.

## CHAPITRE X : Dispositions d'exécution, transitoires et finales

Dispositions  
d'exécution

**Art. 48** <sup>1</sup> Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance l'exécution de la présente loi.

<sup>2</sup> Il peut conclure des conventions de réciprocité avec d'autres cantons ou Etats.

Dispositions  
transitoires

**Art. 49** <sup>1</sup> Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux créances fiscales nées (art. 4) après son entrée en vigueur.

<sup>2</sup> Les créances fiscales nées avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont régies par l'ancien droit.

Abrogation

**Art. 50** La loi du 26 octobre 1978 sur la taxe des successions et donations est abrogée.

Référendum  
facultatif

**Art. 51** La présente loi est soumise au référendum facultatif.



Entrée en  
vigueur

**Art. 52** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>4)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 13 décembre 2006

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

1) RSJU 101

2) RS 210

3) RSJU 641.11

4) 1<sup>er</sup> janvier 2007

5) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009

6) RSJU 175.1



## Décret relatif au paiement de l'impôt de succession et donation au moyen de biens culturels<sup>3)</sup>

du 30 novembre 1994

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 42 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article 29a, alinéa 2, de la loi du 26 octobre 1978 sur la taxe des successions et donations (dénommée ci-après : "loi")<sup>2)</sup>,

*arrête :*

### Principe

**Article premier**<sup>4)</sup> <sup>1</sup> Moyennant accord de l'assujetti et de l'Etat, l'impôt de succession et de donation (dénommé ci-après : "l'impôt") peut être acquitté totalement ou partiellement au moyen de biens culturels selon les dispositions du présent décret (art. 32 de la loi). L'alinéa 3 demeure réservé.

<sup>2</sup> Il n'est pas nécessaire que le bien dont la remise en paiement est proposée dépende de la succession ou de la donation soumise à l'impôt.

<sup>3</sup> La part communale au produit de l'impôt (art. 37 de la loi) est rétrocédée en espèces. A la demande de la commune, elle peut être acquittée au moyen de biens culturels.

### Définition

**Art. 2** <sup>1</sup> Est réputé bien culturel le bien meuble tel que l'œuvre d'art, le livre, l'objet de collection ou le document présentant une haute valeur artistique, historique ou scientifique.

<sup>2</sup> Le paiement de l'impôt au moyen d'immeuble (art. 655 CC) est exclu.<sup>4)</sup>

### Demande de l'assujetti

**Art. 3** <sup>1</sup> L'assujetti au sens de l'article 7 de la loi qui souhaite acquitter tout ou partie de l'impôt au moyen de biens culturels en fait la demande au plus tôt lors du dépôt de la déclaration de succession ou de donation et au plus tard dans les trente jours qui suivent la notification de la taxation.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> La demande jointe à la déclaration de succession ou de donation est déposée auprès du Bureau des personnes morales et des autres impôts (art. 27, al. 3, de la loi). Elle est transmise au Service des contributions en même temps que la déclaration. La demande déposée ultérieurement est adressée au Service des contributions.<sup>4)</sup>

<sup>3</sup> La demande indique la nature de chacun des biens culturels que l'assujetti propose de céder à l'Etat en paiement de l'impôt et leur valeur de cession (valeur vénale ou valeur inférieure).<sup>4)</sup>

<sup>4</sup> La demande déposée après la notification de la décision de taxation suspend l'échéance de l'impôt.

Demande de  
l'autorité

**Art. 4<sup>4)</sup>** Avec l'accord du Département des Finances (dénommé ci-après : "Département"), le Service des contributions peut proposer d'office à l'assujetti de payer l'impôt au moyen de biens culturels acquis notamment dans une succession ou par voie de donation. Il lui fixe un délai pour prendre position et, cas échéant, indiquer la nature et la valeur de chacun des biens culturels qu'il entend céder à l'Etat. Sans réponse de l'assujetti à l'échéance du délai, la proposition du Service des contributions est réputée caduque.

Examen

**Art. 5** <sup>1</sup> Le Service des contributions transmet la demande de l'assujetti (art. 3) ou sa proposition, acceptée par l'assujetti (art. 4), à l'Office de la culture<sup>5)</sup>.

<sup>2</sup> L'Office de la culture examine si les biens culturels proposés en paiement présentent une haute valeur artistique, historique ou scientifique et se prononce au sujet de leur valeur.

<sup>3</sup> Au besoin, l'Office de la culture requiert l'avis d'experts. Il soumet le devis des frais d'expertise à l'assujetti pour approbation. En cas de silence ou de refus, il classe la demande sans suite.<sup>4)</sup>

<sup>4</sup> Les frais d'expertise sont à charge par moitié de l'assujetti et de l'Etat. En cas de silence de l'assujetti et de classement sans suite de la demande (art. 6, al. 2), les frais d'expertise sont entièrement à charge de l'assujetti.

<sup>5</sup> Le contribuable qui souhaite acquitter l'impôt au moyen de biens culturels ou qui accepte ce mode de paiement est tenu de permettre à l'Office de la culture d'accéder aux biens en cause.<sup>4)</sup>

## Rapport

**Art. 6** <sup>1</sup> Au terme de la procédure d'examen, l'Office de la culture établit un rapport comprenant la liste et la nature des biens culturels retenus ainsi que leur valeur.

<sup>2</sup> Le rapport est communiqué à l'assujetti, à qui un délai de trente jours est accordé pour prendre position. Sans réponse de sa part dans le délai imparti, l'Office de la culture lui fixe un nouveau délai à l'échéance duquel, s'il garde le silence, il est réputé rejeter les conclusions de l'Office de la culture. La demande de l'assujetti ou la proposition du Service des contributions est classée sans autre suite.

<sup>3</sup> En cas de désaccord entre l'Office de la culture et l'assujetti au sujet de la valeur des biens ou d'éventuelles conditions posées par l'Office de la culture, le Gouvernement désigne une personne chargée de conduire les pourparlers de conciliation entre l'Office de la culture et l'assujetti. Si le désaccord subsiste, la demande de l'assujetti ou la proposition du Service des contributions est classée sans autre suite.

<sup>4</sup> En cas d'accord entre l'assujetti et l'Office de la culture, ce dernier transmet la proposition au Service des contributions.

## Accord

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Service des contributions soumet à la Trésorerie générale, pour préavis à l'intention du Département, la proposition de l'Office de la culture, le montant de l'impôt dû en cas d'accord ainsi que l'éventuelle soulte à payer par l'Etat.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> Le Département accepte ou refuse l'accord portant sur le paiement de l'impôt au moyen de biens culturels. Un refus éventuel n'est pas sujet à recours.<sup>4)</sup>

<sup>3</sup> Il en informe l'assujetti, l'Office de la culture, le Service des contributions et la Recette et Administration de district.

Révision de la  
décision de  
taxation

**Art. 8** <sup>1</sup> La valeur vénale des biens culturels admis en paiement déterminante pour la fixation de l'impôt est arrêtée par le Service des contributions sur la base de l'accord intervenu.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> Si cette valeur est inférieure ou supérieure à celle prise en compte dans la décision de taxation et que cette dernière est entrée en force, il est procédé à une révision.

Paiement de  
l'impôt<sup>4)</sup>

**Art. 9** <sup>1</sup> En cas de rejet de la demande, et si le refus du Département est postérieur à la décision de taxation, l'impôt dont le paiement était proposé au moyen de biens culturels doit être acquitté dans les trente jours dès la décision du Département.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> L'intérêt moratoire ne commence à courir qu'à l'échéance de ce délai.

Exécution

**Art. 10** <sup>1</sup> L'Office de la culture exécute la décision autorisant le paiement au moyen de biens culturels.

<sup>2</sup> Il organise le transport des biens, leur conservation et leur mise en valeur.

<sup>3</sup> Les frais d'emballage, d'assurance et de transport sont à la charge de l'Etat. La commune participe à ces frais lorsque sa part au produit de l'impôt lui est rétrocédée au moyen de biens culturels.<sup>4)</sup>

Entrée en  
vigueur

**Art. 11** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1995.

Delémont, le 30 novembre 1994

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Schlächter  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

<sup>1)</sup> RSJU 101

<sup>2)</sup> RSJU 642.1

<sup>3)</sup> Nouvelle teneur du titre selon le ch. I du décret du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009

<sup>4)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009

<sup>5)</sup> Nouvelle dénomination selon le ch. I de la modification du 28 août 2002 du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale (RSJU 172.111), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Il a été tenu compte de cette modification dans tout le présent décret

**Décret****concernant les taxes perçues en matière de patentes d'auberge, de licences d'alcool et d'autorisations de spectacle**

du 24 juin 1998

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 79 de la loi du 18 mars 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques (LAub)<sup>1)</sup>,

vu l'article 43 de la loi du 24 juin 1998 sur les spectacles et les divertissements (LSD)<sup>2)</sup>,

*arrête :*

**SECTION 1 : Dispositions générales**

But

**Article premier** Le présent décret précise le cercle des assujettis, les modalités de calcul, la perception et l'affectation des taxes perçues pour les patentes d'auberge, les dépassements de l'horaire légal, les licences pour la vente au détail de boissons alcooliques et les autorisations d'organiser des spectacles à titre professionnel.

Terminologie

**Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

**SECTION 2 : Assujettissement aux taxes, barèmes**

Assujettissement

**Art. 3** La taxe annuelle est due par le titulaire d'une patente d'auberge ou d'une licence d'alcool (art. 79, al. 1, LAub), le tenancier qui use de la possibilité de dépasser l'horaire légal (art. 66, al. 1 et 2, LAub) et l'organisateur professionnel de spectacles et de divertissements (art. 20 LSD).

## Barèmes des taxes

**Art. 4<sup>4)</sup>** Par catégories d'établissement, les barèmes suivants sont appliqués :

## a) Patentes d'auberge

1. Exploitation d'un hôtel : 2,5 % de la valeur locative :
  - Taxe minimale 400 francs
  - Taxe maximale 2 500 francs
2. Exploitation d'un restaurant : 2,75 % de la valeur locative :
  - Taxe minimale 300 francs
  - Taxe maximale 2 000 francs
3. Exploitation d'un restaurant sans alcool : 2,25 % de la valeur locative :
  - Taxe minimale 200 francs
  - Taxe maximale 1 000 francs
4. Exploitation d'un établissement de divertissement : 3 % de la valeur locative :
  - Taxe minimale 1 500 francs
  - Taxe maximale 7 000 francs

## b) Dépassement de l'horaire légal

**Art. 5** Le dépassement de l'horaire légal de fermeture est soumis au paiement des taxes suivantes :

1. par heure de dépassement, l'heure entamée étant taxée pleinement (art. 66, al. 1, LAub) 50 francs
2. nuit libre (art. 66, al. 2, LAub) 300 francs

## c) Licences d'alcool

**Art. 6<sup>1</sup>** La taxe annuelle pour les licences d'alcool est calculée selon les barèmes suivants :

Montant de la  
taxe annuelle

1. Exploitation d'une licence de vente au détail de boissons alcooliques distillées et non distillées ainsi que de spiritueux :
  - par tranche de 50 m<sup>2</sup> de surface commerciale 200 francs
  - taxe maximale 4 000 francs
2. Exploitation d'une licence de vente au détail de boissons alcooliques non distillées :
  - par tranche de 50 m<sup>2</sup> de surface commerciale 100 francs
  - taxe maximale 2 000 francs



<sup>2</sup> La surface commerciale au sens de l'alinéa 1 comprend les surfaces accessibles au public et affectées au commerce de détail.

d) Autorisations de spectacle

**Art. 7** La taxe annuelle pour les autorisations d'organiser des spectacles à titre professionnel est calculée selon le barème suivant :

- |  |              |
|--|--------------|
| 1. Taxe de base  | 500 francs   |
| 2. Supplément par spectacle, selon la capacité d'accueil des lieux : |              |
| moins de 200 personnes   | 50 francs    |
| par tranche de 200 personnes supplémentaires                         | 50 francs    |
| 3. Taxe maximale   | 2 000 francs |

Indexation

**Art. 8** Le Gouvernement adapte les montants des taxes minimales et maximales prévues aux articles 4, 6 et 7 au renchérissement dès que la variation de l'indice du coût de la vie atteint 5 points (base : 1er janvier 1998 : 104.0).

Réduction

**Art. 9** Le Service des arts et métiers et du travail peut réduire la taxe proportionnellement lorsque l'établissement n'est ouvert que pendant un temps limité chaque jour ou pendant une période réduite au cours de l'année.

### SECTION 3 : Perception des taxes

Moment du prélèvement des taxes

**Art. 10** <sup>1</sup> Les taxes pour les patentes d'auberge et les licences d'alcool ainsi que la taxe de base pour les autorisations de spectacle sont prélevées chaque année.

<sup>2</sup> Les suppléments de taxe pour les autorisations de spectacle sont prélevés lors de l'annonce du spectacle ou du divertissement.

<sup>3</sup> Les taxes de dépassement de l'horaire légal sont prélevées après chaque dépassement.

Décision

**Art. 11** <sup>1</sup> Le montant de la taxe est fixé par décision.

<sup>2</sup> La décision qui détermine la taxe peut être intégrée dans la patente d'auberge, la licence d'alcool ou l'autorisation du spectacle.

Opposition et  
recours

**Art. 12** <sup>1</sup> Les décisions fixant les taxes sont susceptibles d'opposition et de recours.

<sup>2</sup> Les procédures d'opposition et de recours sont régies par le Code de procédure administrative<sup>3)</sup>.

Droit supplétif

**Art. 13** Pour le surplus, la législation sur les émoluments s'applique à la perception et au recouvrement des taxes fixées par le présent décret.

#### SECTION 4 : Affectation des taxes

Taxes pour  
les patentes  
d'auberge et les  
licences d'alcool  
a) Affectation

**Art. 14** <sup>1</sup> La moitié du produit des taxes prélevées pour les patentes d'auberge, les dépassements de l'horaire légal et les licences d'alcool sert à couvrir les frais administratifs liés à la surveillance des établissements et commerces assujettis à la taxe.

<sup>2</sup> Le Gouvernement affecte annuellement l'autre moitié aux fins suivantes :

- a) améliorer la qualité des services offerts par les établissements;
- b) améliorer l'offre touristique;
- c) lutter contre les dépendances.

b) Répartition

**Art. 15** <sup>1</sup> Le Département de l'Economie arrête la répartition du produit des taxes affecté à l'amélioration de la qualité des services et l'offre touristique, conformément à l'article 14, alinéa 2, lettres a et b.

<sup>2</sup> Le Département de la Santé et des Affaires sociales arrête la répartition du produit des taxes affecté à la lutte contre les dépendances, conformément à l'article 14, alinéa 2, lettre c.

Taxe pour les  
autorisations  
de spectacle

**Art. 16** Le produit des taxes pour les autorisations de spectacle prévues à l'article 7 est acquis à l'Etat.

**SECTION 5 : Disposition finale**

Entrée en  
vigueur

**Art. 17** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Delémont, le 24 juin 1998

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : André Henzelin

Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

1) RSJU 935.11

2) RSJU 935.41

3) RSJU 175.1

4) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 18 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010



## Ordonnance concernant la péréquation financière

du 23 mai 2006

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Indice des ressources

#### SECTION 1 : Généralités

Principe

**Article premier** <sup>1</sup> L'indice des ressources de chaque commune est déterminé conformément à l'article 6 de la loi concernant la péréquation financière<sup>1)</sup> et aux dispositions de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Il se calcule au moyen de la formule qui se trouve dans l'annexe de la présente ordonnance sous chiffre 1<sup>2)</sup>.

Base

**Art. 2** Les éléments nécessaires à la détermination de l'indice des ressources et aux autres calculs de la péréquation sont extraits des comptes communaux.

#### SECTION 2 : Détermination de l'indice des ressources

Rendement brut

**Art. 3** <sup>1</sup> Le rendement brut est égal à la somme des éléments énumérés aux lettres a à f :

a) *Impôts des personnes physiques :*

- impôt sur le revenu;
- impôt sur la fortune;
- impôt à la source;
- part communale au produit de l'impôt des travailleurs frontaliers, prise en compte à sa valeur effective.

b) *Impôts des personnes morales*

- c) *Taxe immobilière*
- d) *Variations d'impôts ordinaires (augmentations) :*
  - impôt sur le revenu et la fortune;
  - impôt sur le bénéfice et le capital;
  - taxe immobilière.
- e) *Partages d'impôts (augmentations) :*
  - impôt sur les personnes physiques;
  - impôt sur les personnes morales.
- f) *Autres impôts :*
  - impôts sur les gains en capital;
  - impôts supplémentaires et répressifs.

Rendement net <sup>2</sup> Le rendement net s'obtient en déduisant du rendement brut les éléments énumérés aux lettres g à i :

- g) *Variation d'impôts ordinaires (diminutions) :*
  - impôt sur le revenu et la fortune;
  - impôt sur le bénéfice et le capital;
  - taxe immobilière.
- h) *Partages d'impôts (diminutions) :*
  - impôt sur les personnes physiques;
  - impôt sur les personnes morales.
- i) *Contributions liées aux révisions, recours, remises et éliminations d'impôts*

Taxe immobilière **Art. 4** La taxe immobilière, sans les avances cadastrales, est calculée à un taux de 1 ‰.

Période de calcul **Art. 5** Les paramètres déterminant l'indice des ressources sont pris en compte pour l'année considérée et non pour celle où les calculs sont effectués.

Syndicats de communes **Art. 6** Pour les syndicats ou, selon les cas, les regroupements de communes, l'indice des ressources se détermine par la moyenne pondérée des indices des ressources des communes concernées par leurs populations respectives.

Calcul de la quotité moyenne pondérée **Art. 7** La quotité moyenne pondérée de l'ensemble des communes s'obtient en divisant le rendement net de toutes les communes par la somme de leurs capacités contributives absolues.

Calcul de la  
capacité  
contributive  
absolue

**Art. 8** <sup>1</sup> La capacité contributive absolue s'obtient en divisant le rendement net défini à l'article 3 par la quotité d'impôt.

<sup>2</sup> La capacité contributive absolue s'exprime en francs.

## CHAPITRE II : Péréquation des ressources

### SECTION 1 : Alimentation du fonds de péréquation financière

Alimentation

**Art. 9** Le montant de l'alimentation du fonds de péréquation dû par les communes dont l'indice des ressources est supérieur à la moyenne (art. 8 de la loi concernant la péréquation financière<sup>1)</sup>) est déterminé selon la formule définie dans l'annexe sous chiffre 2<sup>2)</sup>.

Coefficient  
progressif  
d'alimentation

**Art. 10** Sur proposition du Service des communes, le Gouvernement fixe annuellement, par voie d'arrêté, la valeur du coefficient progressif d'alimentation sur la base de la formule qui figure dans l'annexe sous chiffre 3<sup>2)</sup>.

### SECTION 2 : Zone neutre et versements du fonds de péréquation financière

Zone neutre

**Art. 11** <sup>1</sup> Sur proposition du Service des communes, le Gouvernement détermine annuellement, par voie d'arrêté, la zone neutre, dans les limites des moyens disponibles.

<sup>2</sup> La zone neutre commence où la réduction des disparités se termine, à savoir en principe à un indice des ressources de 90.

<sup>3</sup> Elle prend fin où l'alimentation du fonds de péréquation commence, à savoir en principe à un indice des ressources de 100.

Réduction des  
disparités

**Art. 12** Le montant versé à titre de la réduction des disparités aux communes dont l'indice des ressources se situe au-dessous de la zone neutre (art. 10 de la loi concernant la péréquation financière<sup>1)</sup>) se calcule au moyen de la formule qui figure dans l'annexe sous chiffre 4<sup>2)</sup>.

Dotation minimale **Art. 13** La dotation minimale (art. 11 de la loi concernant la péréquation financière<sup>1)</sup>) est déterminée selon la formule qui figure dans l'annexe sous chiffre 5<sup>2)</sup>.

Limitation de la redistribution **Art. 14** <sup>1</sup> Le coefficient de limitation de la redistribution (art. 12 de la loi concernant la péréquation financière<sup>1)</sup>) est déterminé au moyen de la formule qui figure dans l'annexe sous chiffre 6<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> Le montant de la prestation réduite s'obtient en multipliant la valeur de la prestation versée en plein par le coefficient de limitation de redistribution.

Transfert de la charge fiscale ordinaire **Art. 14a**<sup>3)</sup> <sup>1</sup> Un coefficient, appelé coefficient de transfert de la charge fiscale ( $k_f$ ), peut être introduit dans le calcul de l'alimentation (art. 9), de la réduction des disparités (art. 12) et de la dotation minimale (art. 13).

<sup>2</sup> Le coefficient de transfert de la charge fiscale prend en compte tous les transferts de la charge fiscale ordinaire entre l'Etat et les communes qui ont eu lieu depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

<sup>3</sup> Le Gouvernement détermine, par voie d'arrêté, la valeur du coefficient de transfert de la charge fiscale.

### CHAPITRE III : Compensation des charges structurelles

#### SECTION 1 : Charges structurelles topographiques

Compensation des charges structurelles  
a) liées à la surface **Art. 15** <sup>1</sup> Le montant de la compensation des charges structurelles liées à la surface s'obtient au moyen de la formule qui figure dans l'annexe sous chiffre 7<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> Sur proposition du Service des communes, le Gouvernement fixe annuellement, par voie d'arrêté, le montant à répartir à titre de compensation des charges structurelles de surface et le coefficient de compensation.

b) de déneigement **Art. 16** <sup>1</sup> Le montant de la compensation touchée à titre de charges de déneigement se détermine au moyen de la formule qui figure dans l'annexe sous chiffre 8<sup>2)</sup>.



<sup>2</sup> Sur proposition du Service des communes, le Gouvernement fixe annuellement, par voie d'arrêté, le montant à répartir à titre de compensation des charges structurelles de déneigement et l'altitude donnant accès à la compensation.

## SECTION 2 : Charges de commune-centre

Charges nettes  
de commune-  
centre

**Art. 17** <sup>1</sup> Par charges nettes de commune-centre (art. 19 de la loi concernant la péréquation financière<sup>4)</sup>, il faut comprendre les charges liées à des prestations produites par les communes de Delémont et de Porrentruy pour une région définie.

<sup>2</sup> Sont compensées les charges nettes annuelles des prestations suivantes des communes-centres :

- a) pour Delémont :
  - la bibliothèque de la ville;
  - la ludothèque;
  - les piscines couverte et de plein air;
- b)<sup>4)</sup> pour Porrentruy :
  - la bibliothèque municipale;
  - la bibliothèque municipale des jeunes;
  - le centre de la jeunesse;
  - la ludothèque municipale;
  - la piscine de plein air.

<sup>3</sup> D'autres prestations donnant droit à compensation peuvent être arrêtées par le Gouvernement en fonction, notamment, des éléments suivants :

- les recettes et les charges de fonctionnement de l'année considérée;
- l'importance du cercle des communes bénéficiaires;
- le nombre de lieux de production d'une tâche donnée;
- les éventuelles répartitions de charges existant entre les communes concernées.

Niveaux de  
répartition

**Art. 18** <sup>1</sup> Les charges nettes de commune-centre sont réparties selon trois niveaux différents dans chaque district :

1. La commune-centre, à savoir Delémont, respectivement Porrentruy.
2. La couronne urbaine.

Font partie de la couronne urbaine :

- pour la commune de Delémont : Courrendlin, Courroux, Courtételle, Develier, Rossemaison et Soyhières;

- pour la commune de Porrentruy : Alle, Bressaucourt, Bure, Coeuve, Courchavon, Courgenay, Courtedoux et Fontenais.

### 3. Les autres communes du district.

<sup>2</sup> La clé de répartition est fonction, pour la commune-centre, des avantages qu'elle retire des prestations et, pour les autres communes, de l'utilisation par leur population et de la distance en temps qui sépare la commune de sa commune-centre.

## CHAPITRE IV : Fonds de soutien stratégique

Nécessité de l'aide

**Art. 19** <sup>1</sup> Une aide financière du fonds de soutien stratégique n'est octroyée que si la commune requérante se trouve dans une gêne financière à laquelle elle ne peut remédier par ses propres moyens, soit en augmentant ses recettes, soit en réduisant ses dépenses.

<sup>2</sup> L'octroi de l'aide tient compte des besoins et des moyens financiers de l'Etat et des communes.

Procédure

**Art. 20** <sup>1</sup> La commune adresse par écrit sa requête au Service des communes.

<sup>2</sup> Le Service des communes entreprend les démarches nécessaires et utiles et soumet une proposition au préavis de la commission du fonds de péréquation.

<sup>3</sup> Le Gouvernement détermine annuellement, par voie d'arrêté, les communes bénéficiaires et les montants à octroyer.

Plan d'action

**Art. 21** Avant préavis de la commission du fonds de péréquation, la commune concernée et le Service des communes définissent un plan d'action et actualisent, cas échéant, le plan financier.

Collaborations intercommunales, fusion

**Art. 22** L'octroi de l'aide peut être subordonné à des collaborations intercommunales, voire à la mise en œuvre d'un projet de fusion (art. 27 de la loi concernant la péréquation financière<sup>1)</sup>).

Remboursement de l'aide

**Art. 23** Il est loisible au Gouvernement de prescrire le remboursement total ou partiel de l'aide, si :

- a) la situation financière de la commune s'améliore considérablement;

- b) l'utilisation de l'aide ne respecte pas le plan d'action ou les conditions d'octroi.

## CHAPITRE V : Procédure d'alimentation et de versement du fonds de péréquation financière

Part des communes  
a) à l'alimentation  
du fonds de  
péréquation  
financière

**Art. 24** <sup>1</sup> Les communes pour lesquelles le montant annuel de l'alimentation nette du fonds de péréquation financière dépasse 200 000 francs s'acquittent de leur part en dix versements égaux échelonnés entre les mois de mars et de décembre de l'année durant laquelle l'alimentation est due. Le dernier jour de chaque mois est pris comme valeur de crédit.

<sup>2</sup> Les communes pour lesquelles ce montant est supérieur à 10 000 francs mais inférieur ou égal à 200 000 francs s'acquittent de leur part en trois versements égaux pour les mois d'avril, juin et septembre de l'année durant laquelle l'alimentation est due. Le dernier jour de ces mois est pris comme valeur de crédit.

<sup>3</sup> Les communes pour lesquelles ce montant est inférieur ou égal à 10 000 francs s'acquittent de leur part en un versement unique pour le 30 avril de l'année durant laquelle l'alimentation est due.

<sup>4</sup> Si le versement n'a pas été effectué en temps utile, un intérêt moratoire correspondant au taux fixé par le Gouvernement est facturé aux communes.

<sup>5</sup> Les versements anticipés ne donnent pas lieu à des intérêts rémunérateurs.

b) aux  
versements du  
fonds de  
péréquation  
financière

**Art. 25** Les versements aux communes à charge du fonds de péréquation financière sont effectués en deux parts égales pour les mois de mai et d'octobre de l'année durant laquelle le versement est dû.

Arrondi

**Art. 26** Pour chaque échéance d'alimentation ou de versement, les montants sont arrondis au franc le plus proche.

## CHAPITRE VI : Dispositions transitoire et finales

Aide de transition  
du fonds de  
soutien  
stratégique

**Art. 27** De 2005 à 2009, les versements au titre d'aide de transition provenant du fonds de soutien stratégique (art. 26, lettre b, de la loi concernant la péréquation financière<sup>1)</sup>) sont effectués selon les modalités définies aux articles 25 et 26 de la présente ordonnance.

Abrogation

**Art. 28** L'ordonnance du 13 décembre 1988 réglant le mode de calcul de la capacité économique et financière des communes est abrogée.

Entrée en vigueur

**Art. 29** La présente ordonnance prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Delémont, le 23 mai 2006

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) RSJU 651

2) Cette annexe n'est pas publiée dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elle se trouve dans le Journal officiel 2006, n° 26, p. 412-416

3) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007

4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 octobre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010

## Arrêté fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2010

du 26 janvier 2010

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière<sup>1)</sup>,

vu l'ordonnance du 23 mai 2006 concernant la péréquation financière<sup>2)</sup>,

*arrête :*

Paramètres  
généraux

**Article premier** Les paramètres généraux sont fixés comme suit :

- |  |   |  |
|--|---|--|
| a) Revenu fiscal harmonisé   | : | Selon liste par communes en annexe <sup>3)</sup> |
| b) Revenu fiscal harmonisé par habitant  | : | Selon liste par commune en annexe <sup>3)</sup>  |
| c) Revenu fiscal harmonisé moyen par habitant  | : | 2'494,58 CHF/habitant (arrondi)                  |
| d) Indice des ressources   | : | Selon liste par commune en annexe <sup>3)</sup>  |
| e) Indice des ressources de début de zone neutre ( $x_{n1}$ ou $y_{n1}$ , si $x_{n1}=y_{n1}$ ) | : | 90   |
| f) Indice des ressources donnant accès à la dotation minimale ( $x_{d1}$ )                     | : | 64   |
| g) Indice des ressources après dotation minimale ( $y_{d1}$ )                                  | : | 80   |
| h) Coefficient progressif d'alimentation   |   |  |
| $y_{a1}$   | : | 0.085  |
| $y_{a2}$   | : | 0.615  |
| $x_{a2}$   | : | 350  |
| $x_{a1}$   | : | 100  |
| i) Coefficient de limitation de la redistribution des prestations                              |   |  |
| $x_{r1}$   | : | 1.29 (arrondi)                                   |
| $x_{r2}$   | : | 2.29 (arrondi)                                   |
| $y_{r1}$   | : | 1  |
| $y_{r2}$   | : | 0.75   |
| Q générale moyenne   | : | 2.29 (arrondi)                                   |

j) Equation de la droite de réduction  
des disparités ( $y_d=ax+b$ )

a	:	0.3846 (arrondi)
b	:	55.38 (arrondi)

Coefficient de  
transfert de la  
charge fiscale

**Art. 2** En application de l'article 14a de l'ordonnance concernant la péréquation financière<sup>2)</sup>, le coefficient de transfert de la charge fiscale ( $k_f$ ) est fixé à 1,28071523.

Alimentation et  
versements du  
fonds de  
péréquation  
financière

**Art. 3** Les versements (alimentation) au fonds de péréquation financière et les prestations du fonds de péréquation financière sont fixés dans le tableau annexé<sup>3)</sup>.

Charges  
structurelles  
topographiques

**Art. 4** En matière de compensation des charges structurelles topographiques, les paramètres sont fixés comme suit :

a) liées à la  
surface

Montant  $S_{répa}$  à répartir en matière de  
charges structurelles topographiques  
liées à la surface par habitant :

CHF 150'000

Surfaces par commune  $S_{com}$  et par  
habitant  $S_{com\ hab}$

: Selon tableau en annexe<sup>3)</sup>

Surface moyenne par habitant  $S_{com\ hab}$

: 1,02 ha/hab

Coefficient de compensation  $k_s$

: 2

Montants des compensations (par  
commune)

: Selon tableau en annexe<sup>3)</sup>

b) de déneige-  
ment

Montant  $D_{répa}$  à répartir en matière de  
charges structurelles topographiques  
liées à la charge de déneigement

: CHF 200'000

Points d'altitude des communes

$Alt_{com}$

: Selon tableau en annexe<sup>3)</sup>

Altitude donnant accès à la  
compensation des charges de  
déneigement

: 800 mètres

Montants des compensations (par  
commune)

: Selon tableau en annexe<sup>3)</sup>

Charges  
structurelles des  
communes-  
centres

**Art. 5** En matière de compensation des charges des communes-centres, les paramètres sont fixés comme suit :

a) Charge nette  
de commune-  
centre

Delémont, montant à compenser : CHF 698'293  
Porrentruy, montant à compenser : CHF 223'987

b) Utilisation par  
la population

	Communes de la couronne	Autres communes du district
--	----------------------------	--------------------------------

**District de Delémont**

– Bibliothèque de la Ville	: 25 %	25 %
– Ludothèque	: 30 %	0 %
– Piscines couverte et plein air	: 15 %	15 %

**District de Porrentruy**

– Bibliothèque municipale	: 25 %	15 %
– Bibliothèque municipale des jeunes	: 25 %	15 %
– Centre de la jeunesse	: 25 %	15 %
– Ludothèque municipale	: 25 %	15 %
– Piscine de plein air	: 25 %	15 %

c) Isochrones

Valeurs des isochrones : – 10 minutes  
– 15 minutes  
– 20 minutes

d) Répartition  
pour le district  
de Delémont

**District de Delémont**

– Communes de la couronne	: Courrendlin, Courroux, Courtételle, Develier, Rossemaison et Soyhières.
– Isochrone 10 minutes	: Bassecourt, Châtillon, Courfaivre, Mettembert et Vicques.
– Isochrone 15 minutes	: Boécourt, Bourrignon, Corban, Courchapoix, Ederswiler, Glovelier, Mervelier, Montsevelier, Movelier, Pleigne, Rebeuvelier, Vellerat et Vermes.
– Isochrone 20 minutes	: Saulcy, Soulce et Undervelier.

e) Répartition  
pour le district  
de Porrentruy

**District de Porrentruy**

– Communes de la couronne	: Alle, Bressaucourt, Bure, Coeuve, Courchavon, Courgenay, Courtedoux et Fontenais.
– Isochrone 10 minutes	: La Baroche, Cornol, Damphreux, Haute-Ajoie, Lugnez et Vendlincourt.

- Isochrone 15 minutes : Basse-Allaine, Beurnevésin, Boncourt, Bonfol, Fahy, Grandfontaine et Rocourt.
- Isochrone 20 minutes : Clos du Doubs.

f) Compensations

Montants des compensations : Selon tableau en annexe<sup>3)</sup>

Prestations du fonds de soutien stratégique

**Art. 6** Les versements du fonds de soutien stratégique à titre de soutien financier conditionnel sont fixés dans le tableau annexé<sup>3)</sup>.

Abrogation

**Art. 7** L'arrêté du Gouvernement du 24 février 2009 fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2009 est abrogé.

Entrée en vigueur

**Art. 8** Le présent arrêté prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Delémont, le 26 janvier 2010

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

<sup>1)</sup> RSJU 651

<sup>2)</sup> RSJU 651.11

<sup>3)</sup> Cette annexe n'est pas publiée dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elle se trouve dans le Journal officiel 2010, n° 6, p. 73-74



## TABLE DES MATIERES

<b>7</b>	<b>Constructions, travaux publics, énergie, transports et communications</b>
<b>70</b>	<b><i>Constructions et aménagement du territoire</i></b>
<b>701</b>	<b><i>Constructions</i></b>
701.1	Loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire
701.11	Ordonnance du 3 juillet 1990 sur les constructions et l'aménagement du territoire
701.251	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la réclame extérieure et sur la voie publique
701.31	Décret du 11 décembre 1992 concernant le règlement-norme sur les constructions
701.51	Décret du 11 décembre 1992 concernant le permis de construire
701.511	Décision du 6 décembre 1978 portant délégation de compétences du Service de l'aménagement du territoire en vertu de l'article 47 de la loi sur les constructions
701.71	Décret du 11 décembre 1992 concernant les contributions des propriétaires fonciers
701.81	Décret du 11 décembre 1992 concernant le remembrement de terrains à bâtir
<b>702</b>	<b><i>Aménagement du territoire</i></b>
702.1	Arrêté du Parlement du 22 mai 2002 fixant les principes directeurs et les objectifs d'aménagement du territoire applicables à la révision du plan directeur
702.2	Ordonnance du 11 mai 2004 instituant la commission du développement durable
702.21	Arrêté du Gouvernement du 30 juin 2009 instituant le prix du développement durable
702.611	Décret du 6 décembre 1978 concernant la contribution de l'Etat aux frais d'aménagement local et régional et aux frais de viabilité des terrains à bâtir, ainsi que concernant le fonds de planification (Décret concernant le financement de l'aménagement)
702.612	Ordonnance du 11 janvier 2005 portant délégation de la compétence d'octroyer des prestations particulières selon le décret concernant le financement de l'aménagement au Département de l'Environnement et de l'Equipeement

**71                      Expropriation**

- 711                      Loi du 26 octobre 1978 sur l'expropriation  
712.1                    Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 20 juin sur l'expropriation

**72                      Travaux publics****721                      Dispositions générales**

- 721.23                  Arrêté du 6 décembre 1978 concernant la fixation du début des travaux des constructions cantonales et de l'échéance des subventions de l'Etat  
721.91                  Arrêté du Gouvernement du 5 juillet 1995 relatif à la convention de réciprocité sur l'adjudication de travaux et de fournitures pour les constructions réalisées par les administrations cantonales

**722                      Routes et autres voies de transport et communication**

- 722.11                  Loi du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes  
722.112.1              Ordonnance du 26 février 1985 portant délégation de compétences au chef du Service des ponts et chaussées en matière de police de construction des routes  
722.123.31              Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les routes d'approvisionnement à maintenir constamment ouvertes aux transports exceptionnels  
722.123.42              Décret du 6 décembre 1978 sur le calcul des subventions cantonales aux frais de construction des routes communales  
722.181                  Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 8 mars 1960 sur les routes nationales  
722.191                  Loi du 3 septembre 1981 sur le principe de la construction d'une route nationale de deuxième classe reliant Boncourt à Choindez (Transjurane)  
722.31                  Loi du 21 décembre 1994 sur les itinéraires cyclables  
722.41                  Loi du 13 novembre 1991 portant application de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pedestre

**73                      Energie****730                      Dispositions générales**

- 730.1                    Loi du 24 novembre 1988 sur l'énergie  
730.11                  Ordonnance du 24 août 1993 visant une utilisation économe et rationnelle de l'énergie (Ordonnance sur l'énergie)

731	<i>Energie électrique</i>
731.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à l'exécution de la loi fédérale du 24 juin 1902 concernant les installations électriques à faible et à fort courant
732	<i>Energie nucléaire</i>
732.1	Loi de procédure sur la consultation du peuple en matière d'installations atomiques du 30 juin 1983
<b>74</b>	<b><i>Transports et communications</i></b>
741	<i>Circulation routière</i>
741.11	Loi du 26 octobre 1978 sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux
741.151	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la police des routes et la signalisation routière
741.161	Ordonnance du 24 mars 2009 concernant l'attribution de numéros d'immatriculation particuliers
741.171	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'utilisation de véhicules automobiles hors de la voie publique
741.191	Ordonnance du 30 novembre 1982 portant délégation des compétences du Département des Finances et de la Police au chef de l'Office des véhicules pour autoriser les manifestations sportives sur la voie publique et la circulation hors de la voie publique
741.25	Ordonnance du 7 avril 1998 concernant les entreprises de dépannage routier
741.371	Règlement du 6 décembre 1978 concernant l'exercice de la profession de maître de conduite
741.41	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la circulation des cycles
741.42	Décret du 19 juin 1991 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles et de cyclomoteurs
741.421	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles
741.611	Décret du 6 décembre 1978 sur l'imposition des véhicules routiers
741.611.01	Arrêté du Gouvernement du 17 décembre 1997 portant indexation de la taxe sur les véhicules
741.611.02	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 2004 portant indexation de la taxe sur les véhicules
741.611.1	Ordonnance du 13 décembre 1994 concernant la réduction de la taxe sur les véhicules en faveur des handicapés
742	<i>Chemins de fer</i>
742.21	Loi du 26 octobre 1978 sur les entreprises de transport concessionnaires

742.91	Loi du 14 décembre 1990 concernant la consultation populaire sur le principe de la construction d'une deuxième ligne de chemin de fer entre Glovelier et Delémont indépendante de la voie CFF existante
742.92	Arrêté du Parlement du 15 décembre 2000 portant création de la communauté tarifaire jurassienne (CTju)
743	<i>Installations de transport par câbles et skilifts</i>
743.22	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive au concordat du 15 octobre 1951 concernant les installations de transport par câbles et skilifts sans concession fédérale
744	<i>Entreprises de transport par automobiles</i>
744.12	Ordonnance du 5 mai 1998 concernant l'octroi d'autorisations cantonales de transport par automobiles
746	<i>Installations de transport par conduites</i>
746.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les installations de transport par conduites de combustibles ou carburants liquides ou gazeux, installations sous surveillance cantonale
747	<i>Navigation</i>
747.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exécution de l'article 62 de la loi fédérale du 28 septembre 1923 sur le registre des bateaux
747.201	Ordonnance du 8 juillet 1986 sur la navigation
747.21	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive au règlement du 6 mai 1960 concernant la police de la navigation
748	<i>Aviation</i>
748.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à la loi fédérale du 21 décembre 1948 sur la navigation aérienne
<b>75</b>	<b><i>Eaux</i></b>
751	<i>Police des eaux</i>
751.11	Loi du 26 octobre 1978 concernant l'entretien et la correction des eaux
751.111	Ordonnance du 6 décembre 1978 déterminant les eaux du domaine public et les eaux privées placées sous la surveillance de l'Etat

751.121	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant les corporations de digues; examen du compte annuel
751.151	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'amarrage de bateaux, radeaux, etc., sur les cours d'eau du domaine public et privé
752	<i>Economie hydraulique</i>
752.321	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les installations d'alimentation en eau potable
752.41	Loi du 26 octobre 1978 sur l'utilisation des eaux
752.411	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 26 octobre 1978 sur l'utilisation des eaux
752.421	Décret du 6 décembre 1978 concernant l'octroi de concessions de force hydraulique, de pompes hydrothermiques et de droits d'eau d'usage
752.461	Décret du 6 décembre 1978 sur les redevances et les émoluments dus pour l'utilisation des eaux
752.511	Arrêté du 6 décembre 1978 portant interdiction d'utiliser le tritium pour les analyses hydrologiques



# Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)

du 25 juin 1987

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT)<sup>1)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 28 juin 2000 sur l'aménagement du territoire (OAT)<sup>23)</sup>, <sup>24)</sup>

vu les articles 45, 46 et 48 de la Constitution cantonale<sup>2)</sup>,

*arrête :*

## TITRE PREMIER : Droit public en matière de construction

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

#### 1. Obligation

**Article premier** <sup>1</sup> Un permis de construire est requis pour toute construction, installation ou mesure qui tombe sous le coup de la législation sur les constructions, en particulier :

- a) la construction, la transformation importante et la démolition de bâtiments, de parties de bâtiments et de toute autre installation;
- b) la création et l'extension de terrains de camping, de lieux de décharge et de lieux d'extraction de matériaux à moins que toutes les conditions aient été définies précisément par le plan spécial;<sup>3)</sup>
- c) les modifications importantes apportées à un terrain.

<sup>2</sup> Aucune construction, installation ou mesure soumise à autorisation ne peut être entreprise avant que l'autorité compétente ait accordé un permis de construire entré en force ou ait provisoirement autorisé le début des travaux.

#### 2. Conditions générales d'octroi

**Art. 2** Le permis de construire est accordé :

- a) si le projet est conforme aux prescriptions de droit public;
- b) s'il n'est pas contraire à l'ordre public et
- c) pour autant qu'il n'existe pas d'obstacles quant à la planification au sens des articles 20 et 21.

## CHAPITRE II : Prescriptions cantonales en matière de construction

### 1. Zones dangereuses

**Art. 3** <sup>1</sup> Aucun bâtiment ne peut être construit dans les lieux où la vie et la propriété sont, d'expérience ou de manière prévisible, menacées par des chutes de pierres, des glissements de terrain, des éboulements, des inondations et autres dangers naturels.

<sup>2</sup> Demeure réservée, pour le propriétaire foncier, la possibilité d'établir que le danger qui menace le terrain à bâtir et la voie d'accès a été écarté par des mesures de sécurité.

### 2. Equipement technique

**Art. 4** <sup>1</sup> L'équipement du terrain à bâtir (voies d'accès suffisantes, adduction d'eau et approvisionnement en énergie, évacuation et épuration des eaux usées, évacuation ou infiltration des eaux météoriques, drainages) doit être assuré pour la date à laquelle le bâtiment ou l'installation seront achevés ou, s'il le faut, avant même que les travaux aient commencé.

<sup>2</sup> Les équipements doivent être harmonisés et, si besoin est, établis en commun; ils le seront par le biais du permis de construire (équipement privé) ou, en règle générale, par un plan spécial.

<sup>3</sup> Est suffisante une voie d'accès publique ou privée qui, par sa construction et son aménagement, satisfait à l'utilisation prévisible et, pour autant qu'elle traverse la propriété d'autrui, est juridiquement assurée; demeure réservé l'article 72 de la loi sur la construction et l'entretien des routes<sup>4</sup> ("Accès privés").

<sup>4</sup> Le Gouvernement définit la notion d'équipement suffisant et fixe les conditions permettant de modérer la circulation sur certaines routes dans les quartiers d'habitation et commerciaux.

### 3. Protection des sites

**Art. 5** <sup>1</sup> Les constructions, installations et panneaux publicitaires doivent s'intégrer dans le paysage et les sites; le cas échéant, des conditions et charges peuvent être imposées, ou la modification du projet exigée, dans le cadre de la procédure d'octroi du permis<sup>5</sup>

<sup>2</sup> Font l'objet d'une attention particulière :

- a) les paysages, l'aspect typique des lieux bâtis et des rues, les bâtiments, installations et points de vue d'une beauté ou d'un caractère particulier;



- b) les monuments historiques et leur environnement, ainsi que les sites archéologiques;
- c) les cours d'eau, les plans d'eau et les zones humides ainsi que les abords;
- d) les stations botaniques et l'habitat des animaux;
- e) les groupes d'arbres, haies et bosquets qui sont caractéristiques d'un paysage ou d'un milieu bâti;
- f) les vergers, pâturages maigres et terrains secs.

<sup>3</sup> La législation spéciale s'applique aux objets portés aux inventaires de la Confédération ou du Canton.

4. Distances  
a) par rapport  
aux routes  
publiques

**Art. 6** <sup>1</sup> Les distances à une route publique sont celles que prescrit la loi sur la construction et l'entretien des routes, à moins que des prescriptions communales n'en disposent autrement.

<sup>2</sup> Les communes peuvent, dans leur réglementation :

- a) ramener la limite de construction jusqu'à la limite de la route;
- b) fixer une distance inférieure le long de tronçons déterminés;
- c) prescrire la construction à la limite de la route, à l'intérieur de territoires délimités avec précision, notamment dans les vieux quartiers.

b) par rapport  
aux eaux

**Art. 7** <sup>1</sup> En application des règles de la police des eaux, le Département de l'Environnement et de l'Équipement (dénommé ci-après : "Département") fixe de cas en cas les distances à observer par rapport aux eaux publiques ou placées sous la surveillance de l'Etat, à moins que des prescriptions communales ne fixent des distances générales suffisantes.

<sup>2</sup> La distance est mesurée à partir du bord supérieur de la berge; le Département tranche en cas de doute.

c) autres lois  
réservées

**Art. 8** Sont réservées les distances prescrites par des lois fédérales ou d'autres lois cantonales, en particulier les distances par rapport aux voies ferrées, aux routes nationales et aux forêts.

d) limites  
politiques

**Art. 9** <sup>1</sup> Les nouvelles constructions ne doivent pas toucher les frontières nationales ou cantonales.

<sup>2</sup> Elles entraînent un ajustement des limites communales dans la mesure où elles les chevauchent.

5. Ordre des constructions, forme architecturale

**Art. 10** <sup>1</sup> L'ordre des constructions, l'orientation, les dimensions, la densité et la forme architecturale sont régis par les prescriptions communales.

<sup>2</sup> L'usage local s'applique lorsque les prescriptions communales ne contiennent aucune précision à cet égard.

6. Aménagements extérieurs

**Art. 11** <sup>1</sup> Les aménagements extérieurs des bâtiments et installations doivent être réalisés de telle sorte qu'ils s'intègrent dans le paysage et dans le milieu bâti, tout en répondant aux besoins des utilisateurs.<sup>51</sup>

<sup>2</sup> Dans leur règlement, les communes peuvent en particulier :

- a) imposer la plantation, la conservation et l'entretien d'arbres;
- b) prescrire une proportion suffisante d'espaces verts;
- c) limiter les mouvements de terres;
- d) prescrire la nature des murs, clôtures et barrières.

7. Places de stationnement

**Art. 12** <sup>1</sup> Lors de la construction, de l'agrandissement ou du changement d'affectation d'un bâtiment ou d'une installation, des places de stationnement en nombre suffisant doivent être aménagées sur la même parcelle ou dans le voisinage.

<sup>2</sup> Lorsque les circonstances le justifient, des installations de stationnement pour bicyclettes et cyclomoteurs doivent être prévues en nombre suffisant.

<sup>3</sup> L'accès, l'emplacement, les dimensions et l'aménagement des places de stationnement sont fixés en fonction des impératifs du trafic, de la protection de l'environnement bâti ainsi que de la sauvegarde du site et du paysage.

<sup>4</sup> Dans leur règlement, les communes peuvent notamment :

- a) ordonner, pour un secteur déterminé, soit la création d'installations collectives de stationnement, soit la participation à la construction et à l'utilisation de celles-ci;
- b) réglementer l'obligation de verser la contribution de remplacement qu'entraîne, pour le maître de l'ouvrage, la libération de l'obligation d'aménager des places de stationnement;
- c) limiter ou interdire l'aménagement de places de stationnement dans les secteurs où la circulation doit être réduite ou interdite.

8. Espaces de détente<sup>3)</sup>

**Art. 13**<sup>3)</sup> <sup>1</sup> Lors de la construction d'ensembles d'habitations, des espaces de détente sont aménagés par le maître de l'ouvrage.

<sup>2</sup> Lorsqu'elles aménagent des espaces de détente, les communes peuvent demander des contributions aux propriétaires fonciers en proportion des avantages que ceux-ci en retirent.

## 9. Sécurité, hygiène et entretien

**Art. 14** <sup>1</sup> Toutes les constructions et installations doivent être édifiées et entretenues de façon à ne mettre en danger ni les personnes ni les choses; elles doivent satisfaire aux prescriptions des polices sanitaire, du feu, de l'industrie et du travail.

<sup>2</sup> Les objets dignes de protection doivent être entretenus de manière à garantir la sauvegarde du patrimoine.

## 10. Barrières architecturales

**Art. 15** <sup>1</sup> Lorsqu'ils sont nouveaux, les bâtiments et installations ouverts au public, les logements pour personnes âgées, les ensembles d'habitations, les voies et installations seront conçus aussi en fonction des besoins des handicapés.

<sup>2</sup> Les besoins des handicapés sont notamment pris en compte par l'application des mesures suivantes :

- a) l'accès menant de la rue aux locaux ouverts au public doit être praticable en fauteuil roulant;
- b) les bâtiments de quatre étages et plus doivent être équipés d'un ascenseur ayant des dimensions adaptées aux fauteuils roulants;
- c) la conception architecturale des parties de bâtiments destinées au public doit tenir compte des handicapés;
- d) des places de stationnement pour véhicules à moteur des handicapés doivent être réservées et signalées.

<sup>3</sup> Le Département peut exiger des aménagements simples et peu onéreux dans les immeubles existants, à l'effet d'en faciliter l'accès aux handicapés.

## 11. Immissions

**Art. 16** Constructions et installations ne doivent pas provoquer, pour le voisinage, des immissions contraires à l'affectation de la zone.

## CHAPITRE III : Procédure d'octroi du permis de construire

### 1. Dépôt de la demande

**Art. 17** <sup>1</sup> La demande d'un permis sera adressée au conseil communal; elle sera établie sur formule officielle et accompagnée du plan de situation, des plans, des documents éventuellement exigés ainsi que, le cas échéant, des motifs de dérogation.

<sup>2</sup> Les documents énumérés à l'alinéa 1 seront conformes, dans la présentation, le contenu et le nombre, aux dispositions du décret concernant le permis de construire.

### 2. Examen de la demande

**Art. 18**<sup>25)</sup> <sup>1</sup> A réception de la demande de permis de construire, l'autorité communale examine si la requête est complète, la fait au besoin compléter et, si elle n'est pas elle-même compétente pour délivrer le permis, transmet le dossier à la Section des permis de construire.

<sup>2</sup> La Section des permis de construire ou, le cas échéant, l'autorité communale compétente pour délivrer le permis procède immédiatement à l'examen sommaire du dossier. Elle retourne au requérant les requêtes incomplètes ou contraires aux prescriptions en l'invitant à y apporter les compléments et corrections nécessaires.

<sup>3</sup> Lorsque la Section des permis de construire est compétente et que le dossier est complet, elle en transmet, dans les 10 jours, un exemplaire à l'autorité communale afin qu'elle procède à la publication de la demande (art. 19 LCAT). La publication a lieu sans délai, après que les profils éventuellement exigés auront été posés.

<sup>4</sup> Lorsqu'elle n'est pas compétente pour délivrer le permis, l'autorité communale transmet le dossier à la Section des permis de construire dans les 10 jours qui suivent l'échéance du délai d'opposition, avec son rapport et ses propositions.

### 3. Publication; opposition

**Art. 19** <sup>1</sup> Les demandes de permis et de dérogation doivent être publiées conformément aux dispositions du décret concernant le permis de construire ou communiquées aux personnes directement intéressées; le droit d'opposition sera mentionné.

<sup>2</sup> Ont qualité pour faire opposition :

- a) les particuliers dont des intérêts dignes de protection seraient touchés par la construction projetée;

- b) les organisations privées qui, d'après leurs statuts, ont pour mission essentielle et permanente de veiller aux intérêts protégés par la présente loi, plus particulièrement les sociétés de protection de la nature et du patrimoine;
- c) les autorités communales, les associations de communes et l'Etat, dans le cadre de la sauvegarde des intérêts publics qui leur sont confiés.

<sup>3</sup> L'opposition, écrite et motivée, sera déposée auprès de l'autorité communale compétente.

4. Droit applicable  
a) Règles

**Art. 20** <sup>1</sup> La décision concernant les demandes de permis sera prise conformément au droit en vigueur au moment où elles ont été présentées.

<sup>2</sup> Sont réservées les dispositions ci-après :

- a) seront renvoyés les projets qui, au moment de la demande, sont contraires à des prescriptions communales en matière de construction faisant l'objet d'un dépôt public; est applicable l'article 21, alinéa 2, lettres c et d;
- b) conformément aux dispositions de la loi sur la construction et l'entretien des routes concernant les plans de routes, les plans spéciaux cantonaux prennent effet dès le dépôt public;
- c) si une demande a été présentée compte tenu de nouvelles prescriptions prévues, la décision sera prise en vertu de celles-ci, une fois qu'elles auront été approuvées.

b) Prescriptions insuffisantes

**Art. 21** <sup>1</sup> Si une demande de permis concerne un bien-fonds pour lequel il n'existe pas de prescriptions, ou que des prescriptions insuffisantes, et si la construction porte atteinte à des intérêts publics importants, en particulier à l'aménagement local, l'autorité communale compétente peut suspendre la procédure en formant opposition.

<sup>2</sup> Il y a lieu d'appliquer dès lors les dispositions suivantes :

- a) dans les trois mois qui suivent l'échec de la conciliation, la commune déposera publiquement les prescriptions utiles ou déclarera zone réservée (art. 75) le terrain qui a fait l'objet de son opposition; en présence de motifs importants, l'autorité qui délivre le permis peut prolonger ce délai de trois mois au plus;
- b) pour l'élaboration d'un plan d'aménagement local, ou si l'importance du projet l'exige, le Service de l'aménagement du territoire peut, à titre exceptionnel, prolonger ce délai d'un an au plus;

- c) la commune adopte ensuite les nouvelles prescriptions et les soumet pour approbation au Service de l'aménagement du territoire; à la demande du requérant, le Service de l'aménagement du territoire peut impartir à la commune un délai convenable à cet effet;
- d) si la commune n'observe pas les délais, ou que les nouvelles prescriptions ne sont pas approuvées, la décision concernant la demande de permis sera prise en vertu du droit en vigueur.

<sup>3</sup> Le Département peut former opposition en vue de sauvegarder les intérêts importants de l'aménagement cantonal; l'alinéa 2 est applicable par analogie.

5. <sup>6)</sup> Coordination

**Art. 21a** <sup>7)25)</sup> <sup>1</sup> Une fois le dossier complet et sans attendre la publication, l'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire recueille les autorisations spéciales et les préavis relatifs au projet auprès des autorités concernées par la procédure. Celles-ci se prononcent dans les 30 jours.

<sup>2</sup> Elle s'assure que les autorisations spéciales et les préavis sont coordonnés.

<sup>3</sup> Si les autorités concernées émettent des avis contradictoires ou si l'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire est elle-même en désaccord avec les avis exprimés, cette dernière provoque un réexamen des autorisations et des préavis en cause.

6. Décision;  
opposition <sup>3)</sup>

**Art. 22** <sup>3)</sup> <sup>1</sup> Après avoir procédé à une pesée globale des intérêts en cause, l'autorité compétente pour délivrer le permis rend une décision unique portant sur la demande de permis et incluant les autorisations spéciales et les dérogations éventuelles. Le cas échéant, elle statue sur les oppositions. <sup>25)</sup>

<sup>1bis</sup> Cette décision doit être prise dans les 30 jours qui suivent la réception définitive du dossier, de toutes les autorisations spéciales et de tous les préavis requis. Le délai est de trois mois lorsque l'autorité doit statuer sur des oppositions. <sup>26)</sup>

<sup>2</sup> Seule cette décision peut faire l'objet d'une opposition conformément aux articles 94 et suivants du Code de procédure administrative <sup>8)</sup>.

<sup>3</sup> La voie de l'opposition n'est cependant ouverte que lorsque le projet n'a pas donné lieu à des oppositions au sens de l'article 19 ou lorsque celles-ci ont toutes été retirées au moment où l'autorité a statué.

## 7. Recours

**Art. 23** <sup>1</sup> Si l'opposition est rejetée selon l'article 22, alinéa 2, ou lorsque la voie de l'opposition n'a pas été ouverte sur la base de cette disposition, la décision peut être portée, par voie de recours, directement devant le juge administratif.

<sup>2</sup> Ont qualité pour recourir devant le juge administratif le requérant, les opposants et l'autorité communale compétente dont l'avis n'a pas été suivi par l'autorité qui a délivré le permis.

<sup>3</sup> Le juge administratif et la Cour administrative peuvent également revoir l'opportunité de la décision.

## 8. Révocation d'un permis

**Art. 24** <sup>1</sup> Un permis délivré contrairement aux prescriptions de droit public peut, si l'intérêt public l'exige, être révoqué par l'autorité qui l'a accordé; le Département peut en ordonner la révocation, après avoir entendu ladite autorité.

<sup>2</sup> Si les travaux de construction ont déjà commencé, la révocation n'est admise que :

- a) si des intérêts publics impérieux l'exigent; demeure réservé le dédommagement du propriétaire, les dispositions concernant l'expropriation matérielle étant applicables par analogie (art. 102 et suivants);
- b) si le requérant a obtenu le permis en induisant l'autorité en erreur.

<sup>3</sup> La décision portant révocation est applicable immédiatement; elle peut être attaquée au même titre que les décisions concernant le permis (art. 22, al. 2, et 23, al. 2).

9. Dérogations  
a) Principe

**Art. 25** <sup>1</sup> Pour des motifs importants, des dérogations à certaines prescriptions peuvent être autorisées, pour autant qu'elles ne portent pas atteinte à un intérêt public.

<sup>2</sup> Les dérogations ne doivent pas non plus léser des intérêts importants de voisins, à moins que cette atteinte ne puisse être pleinement compensée par un dédommagement (compensation des charges selon les art. 32 et 33).

<sup>3</sup> La demande de dérogation doit être jointe à la demande de permis; il ne sera entré en matière sur les demandes de dérogation présentées après coup que si le retard est motivé.

- b) Compétence **Art. 26** <sup>1</sup> Les dérogations à la réglementation communale sur les constructions sont accordées par l'autorité communale compétente; elles sont soumises à la ratification de la Section des permis de construire.<sup>20)</sup>
- <sup>2</sup> Les dérogations aux prescriptions cantonales sont accordées par le Département.
- c) Constructions amovibles et petites constructions **Art. 27** <sup>1</sup> En dérogation aux prescriptions du droit public relatives aux constructions, notamment au plan spécial, l'autorité qui délivre le permis peut autoriser l'installation de constructions amovibles et de bâtiments de petites dimensions, tels que cabanes de jardin, kiosques, garages, etc., ainsi que de petits travaux de génie civil, tels que puits au jour et accès aux garages.
- <sup>2</sup> L'autorisation peut être révoquée en tout temps.
- d) Réserves; mention au registre foncier **Art. 28** <sup>1</sup> La dérogation peut être accordée pour une durée déterminée ou sous réserve d'une révocation en tout temps; elle peut être liée à des conditions ou à des charges.
- <sup>2</sup> A l'expiration du délai ou en cas de révocation, le propriétaire enlèvera, dans un délai approprié, la construction ou l'installation autorisée; il n'a droit à aucune indemnité.
- <sup>3</sup> L'autorité qui accorde la dérogation peut faire mentionner au registre foncier la limitation de la durée, la réserve de révocation et l'exclusion de prétentions à indemnité pour plus-value (revers d'enlèvement ou de plus-value).
10. Exceptions hors de la zone à bâtir  
a) En général<sup>25)</sup> **Art. 29**<sup>25)</sup> Les exceptions hors de la zone à bâtir sont régies par la législation fédérale sur l'aménagement du territoire, ainsi que par les articles 29a et 29b ci-après.
- b) En vertu de l'article 24d, alinéa 1, LAT **Art. 29a**<sup>26)</sup> L'utilisation à des fins d'habitation sans rapport avec l'agriculture de bâtiments d'habitation agricoles conservés dans leur substance est autorisée aux conditions fixées à l'article 24d, alinéa 3, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire<sup>1)</sup>.



c) En vertu de l'article 24d, alinéa 2, LAT

**Article 29b<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> Le changement complet d'affectation de constructions ou d'installations jugées dignes d'être protégées est autorisé aux conditions fixées à l'article 24d, alinéas 2 et 3, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> Les constructions ou installations concernées doivent avoir préalablement fait l'objet d'une mise sous protection. Cette dernière peut résulter :

- a) des plans d'aménagement local ou
- b) d'une décision prise en vertu de la législation sur la conservation des monuments historiques.

d) Compétence

**Art. 29c<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> Le Département est compétent pour décider si les projets de construction situés hors de la zone à bâtir sont conformes à l'affectation de la zone ou si une dérogation peut être accordée.

<sup>2</sup> Il requiert le préavis des services concernés.

e) Mention au registre foncier

**Art. 29d<sup>26)</sup>** Le Département ordonne dans sa décision la mention au registre foncier des conditions auxquelles est subordonné l'octroi de l'autorisation, ainsi que des autres restrictions au droit de propriété.

11. Constructions et installations particulières  
a) Principe

**Art. 30** <sup>1</sup> Les constructions et installations qui s'écartent notablement des prescriptions communales ne peuvent être autorisées qu'en vertu d'un plan spécial (art. 60).

<sup>2</sup> Celui qui se propose de réaliser une telle construction ou installation peut exiger la procédure du plan spécial.

b) Définition

**Art. 31** <sup>1</sup> Sont notamment réputés constructions et installations particulières :

- a) les maisons-tours comptant plus de huit niveaux au-dessus du niveau moyen du terrain aménagé ou dont la hauteur est supérieure à 25 m;
- b) les bâtiments qui ont une hauteur sensiblement plus élevée que celle qui est autorisée pour la zone concernée;
- c) les terrains de camping;
- d) les centres d'achat dont la surface de vente dépasse 500 m<sup>2</sup>; dans les villes, cette mesure ne s'applique qu'en dehors des quartiers traditionnellement commerçants;

- e) les places de décharge pour voitures, machines et engins hors d'usage;
- f) <sup>7)</sup> les lieux de décharge et les lieux d'extraction, sauf les exploitations de très peu d'importance qui peuvent être autorisées par la voie de la dérogation au sens de l'article 24 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> Ne requièrent pas un plan spécial :

- a) les constructions en forme de tour telles que clochers d'églises, tours panoramiques, cheminées, mâts, etc.;
- b) les constructions industrielles en zone industrielle ou en zone exclusivement artisanale pour autant que le règlement de construction n'exige pas un plan spécial;
- c) les bâtiments agricoles;
- d) ... <sup>9)</sup>

12. Compensation des charges  
a) Notion

**Art. 32** <sup>1</sup> Si un propriétaire foncier tire profit d'un avantage particulier qui lui a été accordé aux dépens d'un voisin à la suite d'une dérogation, d'un plan spécial ou de toute autre mesure s'écartant des prescriptions communales sur la construction, il doit dédommager le voisin si ce dernier subit un préjudice notable.

<sup>2</sup> Est astreint à la compensation des charges celui qui, au moment où la décision sur le permis de construire a été rendue en dernière instance, est le propriétaire du bien-fonds ou, si la construction a été érigée en droit de superficie, le titulaire de ce droit.

<sup>3</sup> Pour la prétention à la compensation des charges, il existe une hypothèque légale qui prend rang après les gages immobiliers inscrits.

b) Procédure

**Art. 33** <sup>1</sup> L'avantage particulier au sens de l'article 32 sera signalé lors de la publication ou communiqué par un avis spécial aux voisins concernés, qui seront invités à présenter à l'autorité désignée d'éventuelles requêtes à titre de compensation des charges dans le délai d'opposition ou dans un délai particulier indiqué dans l'avis.

<sup>2</sup> L'autorité qui délivre le permis notifie sa décision, dès l'entrée en vigueur, aux personnes qui ont annoncé une requête à titre de compensation des charges et les avise qu'elles peuvent, dans les 90 jours, déposer auprès du juge administratif une demande en compensation des charges.

<sup>3</sup> Le droit à la compensation des charges est périmé :

- a) lorsqu'il n'a pas été annoncé dans les délais, pour autant que la publication du projet ou l'avis de l'autorité locale aient contenu une commination de péremption;
- b) quand le délai pour déposer la demande n'a pas été observé.

## CHAPITRE IV : Police des constructions

1. Compétence;  
haute  
surveillance

**Art. 34** <sup>1</sup> La police des constructions est exercée par l'autorité communale compétente, sous la surveillance de la Section des permis de construire; sont réservées les attributions du Département, selon l'alinéa 2 ci-après. [20](#)

<sup>2</sup> Sont du domaine du Département :

- a) la police des constructions routières, conformément à la loi sur la construction et l'entretien des routes;
- b) la police des constructions hydrauliques, dans les limites prévues à l'article 35.

<sup>3</sup> Le Gouvernement exerce la haute surveillance sur la police des constructions.

<sup>4</sup> En cas de nécessité, les organes de la police cantonale et de la police communale sont à la disposition des autorités de la police des constructions.

2. Tâches

**Art. 35** <sup>1</sup> Dans les limites de leur compétence, les organes de la police des constructions arrêtent les mesures nécessaires à l'application de la présente loi, ainsi que des prescriptions et décisions fondées sur elle.

<sup>2</sup> Il leur incombe en particulier de :

- a) contrôler le respect des prescriptions en matière de construction et des conditions et charges liées au permis de construire, lors de la réalisation des projets;
- b) rétablir l'état conforme à la loi, lorsque des travaux sont exécutés de façon illicite ou que les prescriptions sur la construction ou les conditions et charges sont violées ultérieurement;
- c) faire supprimer les perturbations de l'ordre public dues à des constructions et installations inachevées, mal entretenues ou de toute autre manière contraires aux dispositions légales.

<sup>3</sup> Sont réservées les attributions de la police locale conformément au décret sur la police locale<sup>[10\)](#)</sup>.

3. Rétablissement de l'état conforme à la loi

**Art. 36** <sup>1</sup> Lorsque des travaux de construction sont exécutés sans permis ou en violation des dispositions de celui-ci, l'autorité compétente en matière de police des constructions ordonne la suspension des travaux; cette décision est immédiatement exécutoire.

<sup>2</sup> Si le vice peut être éventuellement corrigé par un permis délivré ultérieurement, l'autorité de police des constructions impartit au propriétaire ou au titulaire du droit de superficie un délai pour présenter une demande de permis ou de modification en cours de travaux en l'informant que, si cette demande n'est pas présentée dans ce délai, elle ordonnera le rétablissement de l'état conforme à la loi.

<sup>3</sup> S'il apparaît d'emblée que le vice ne peut pas être corrigé par une autorisation délivrée ultérieurement, ou si la demande n'est pas présentée conformément à l'alinéa 2 ci-dessus, ou si enfin elle est refusée, l'autorité de police des constructions impartit au propriétaire ou au titulaire du droit de superficie un délai approprié en vue d'éliminer ou de modifier les constructions ou parties de constructions édifiées de manière illicite sous commination de l'exécution par substitution.

<sup>4</sup> A l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date de l'achèvement des travaux illicites, le rétablissement de l'état conforme à la loi ne peut être exigé que s'il est dicté par des intérêts publics impérieux.

4. Recours

**Art. 37** <sup>1</sup> Les décisions prises en vertu des articles 35 et 36 peuvent être attaquées dans les 30 jours par voie de recours auprès du juge administratif.

<sup>2</sup> La Section des permis de construire sera entendue en cours de procédure.<sup>[20\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Si le recours est rejeté, l'arrêt impartira un nouveau délai pour l'exécution des mesures qui avaient été ordonnées.

5. Exécution par substitution

**Art. 38** <sup>1</sup> Lorsque les mesures n'ont pas été exécutées dans les délais ou ne l'ont pas été selon les prescriptions, l'autorité de police des constructions les fait exécuter par des tiers aux frais de l'assujetti.

<sup>2</sup> Pour les créances et l'intérêt, il existe une hypothèque légale qui prend rang après les gages immobiliers conventionnels inscrits.

<sup>3</sup> ... [30\)](#)

6. Ordonnances  
des autorités  
cantonales de  
surveillance

**Art. 39** <sup>1</sup> Si l'autorité communale néglige ses devoirs en matière de police des constructions et que des intérêts publics se trouvent de ce fait menacés, la Section des permis de construire prend à sa place les mesures nécessaires; si les intérêts en cause sont du domaine d'un autre service, c'est ce dernier qui est compétent. [20\)](#)

<sup>2</sup> Les frais sont à la charge de la commune sous réserve de ses droits récursoires à l'égard des assujettis, conformément à l'article 38.

7. Peines

**Art. 40** <sup>1</sup> Est passible d'une amende de 40 000 francs [11\)](#) au maximum :

- a) quiconque, en qualité de responsable, exécute ou fait exécuter un projet de construction sans permis, en violation des dispositions d'un permis ou des conditions et réserves dont il est assorti;
- b) quiconque n'observe pas les ordres exécutoires de la police des constructions.

<sup>2</sup> Dans les cas graves, une amende de 70 000 francs au plus peut être prononcée. [29\)](#)

<sup>3</sup> Si l'infraction a été commise dans la gestion d'une personne morale, d'une société en nom collectif ou en commandite, celle-ci répond solidairement des amendes, des émoluments et des frais; en procédure pénale, elle a les droits d'une partie.

<sup>4</sup> L'Etat, les associations intercommunales de droit public et les communes dont les prescriptions et décisions ont été enfreintes peuvent exercer en procédure pénale les droits d'une partie.

## TITRE DEUXIEME : Aménagement du territoire

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

#### 1. But

**Art. 41** L'aménagement du territoire a pour but l'utilisation judicieuse du sol et l'occupation rationnelle du territoire en fonction du développement souhaité du Canton; il assure la coordination des activités qui ont des effets sur l'organisation du territoire et la répartition équitable du sol entre les divers utilisateurs.

#### 2. Principes

**Art. 42** <sup>1</sup> Les communes, les régions et le Canton tiennent compte des principes de l'aménagement du territoire dans toutes leurs activités; dans l'accomplissement de leurs tâches, ils tiennent compte des données naturelles, des besoins de la population et de l'économie ainsi que des principes de développement durable.<sup>31)</sup>

<sup>2</sup> A cet effet, ils doivent notamment :

- a) protéger les bases naturelles de la vie (sol, air, eau, forêt);
- b) préserver les terres qui se prêtent à l'exploitation agricole, particulièrement les terres cultivables;
- c) organiser l'espace de manière à favoriser le développement des secteurs économiques des diverses parties du Canton;
- d) aménager et maintenir un milieu bâti favorable à l'habitat et aux activités économiques;
- e) conserver les paysages originaux, les sites naturels et les espaces nécessaires au délassement;
- f) tenir libres les rives des cours d'eau et en faciliter l'accès et l'usage au public;
- g) préserver, entretenir et au besoin rétablir les qualités particulières des sites bâtis, des quartiers et des objets dignes de protection;
- h) favoriser l'accomplissement des tâches qui incombent aux pouvoirs publics en matière d'environnement, d'équipement, de construction et d'approvisionnement.

<sup>3</sup> Les mesures prises au titre de l'aménagement du territoire ne restreindront l'autonomie communale, la liberté individuelle et les intérêts privés que dans la mesure où l'intérêt général le commande.

#### 3. Information et participation

**Art. 43** <sup>1</sup> Les autorités cantonales, régionales et communales fournissent à la population une information complète au sujet des plans, des objectifs et du déroulement des travaux d'aménagement.<sup>31)</sup>

<sup>2</sup> La participation de la population doit être assurée dans l'établissement des plans prévus par la présente loi.

<sup>3</sup> Chacun aura la faculté d'émettre des observations et des propositions motivées; celles-ci seront consignées dans un rapport et portées à la connaissance des autorités chargées de la décision et de l'approbation.

#### 4. Répartition des tâches

**Art. 44** <sup>1</sup> L'aménagement du territoire cantonal s'effectue au niveau local, régional et cantonal. [31\)](#)

<sup>2</sup> L'aménagement local est du ressort des communes; il consiste à organiser le territoire communal par le biais d'un plan d'aménagement local et des tâches particulières qui y sont liées (art. 45).

<sup>2bis</sup> L'aménagement régional est du ressort des régions. Il consiste notamment à établir un plan directeur régional qui aura force obligatoire pour les communes de la région et le Canton. [32\)](#)

<sup>3</sup> L'aménagement cantonal consiste notamment à établir un plan directeur au sens des articles 6 et suivants de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, qui aura force obligatoire pour les autorités des différents niveaux.

<sup>4</sup> Le Gouvernement exerce la haute surveillance sur l'aménagement du territoire.

## CHAPITRE II : Tâches des communes

### SECTION 1 : Principe

#### 1. Obligation d'aménager le territoire

**Art. 45** <sup>1</sup> L'aménagement local comprend les éléments suivants, élaborés en fonction des besoins de la commune :

- a) les études de base; [3\)](#)
- b) les plans directeurs communaux;
- c) le plan de zones pour l'ensemble du territoire communal;
- d) le règlement de zones et de police des constructions;
- e) les plans spéciaux contenant des règles plus détaillées applicables à une partie déterminée du territoire communal.

<sup>2</sup> Les tâches particulières de l'aménagement local sont en outre les suivantes :

- a) l'équipement des terrains à bâtir;
- b) l'équipement et la mise en valeur du centre des localités et des zones de délasserement;
- c) le remembrement des terrains à bâtir, l'ajustement des limites et la suppression de servitudes;
- d) la mise à disposition de terrains pour la construction;<sup>3)</sup>
- e) la mise en valeur du patrimoine immobilier par sa réhabilitation.

2. Compétences **Art. 46** <sup>1</sup> Le conseil communal est l'autorité responsable de l'aménagement local.

<sup>2</sup> Le corps électoral communal est compétent pour adopter ou modifier le plan de zones et la réglementation y afférente ainsi que les plans spéciaux, sous réserve de l'alinéa 3 ci-après.

<sup>3</sup> Le règlement communal peut accorder au conseil général (ou conseil de ville) la compétence d'adopter ou de modifier un plan spécial lorsque celui-ci est conforme au plan de zones en ce qui concerne le genre et le degré d'affectation ou qu'il ne s'en écarte que de manière peu importante.<sup>3)</sup>

<sup>4</sup> Le conseil communal est compétent pour adopter ou modifier un plan directeur ainsi qu'un plan spécial lorsque celui-ci est rendu obligatoire (art. 66) ou qu'il règle avant tout l'équipement de détail.<sup>3)</sup>

<sup>5</sup> Lorsque des plans et des prescriptions doivent être adaptés, le Département invite le conseil communal à y procéder dans un délai convenable; si l'autorité communale compétente n'adapte pas lesdits plans et prescriptions, le Gouvernement peut autoriser le Département à procéder à une exécution par substitution.

3. Règlement-norme sur les constructions **Art. 47** <sup>1</sup> Le décret concernant le règlement-norme sur les constructions est applicable aux communes rurales où l'on construit peu.

<sup>2</sup> Lorsque les prescriptions communales ne traitent pas d'un fait important en droit des constructions ou le traitent de façon lacunaire, le règlement-norme sur les constructions s'applique en tant que droit complémentaire s'il contient des dispositions appropriées à la situation de la commune.



<sup>3</sup> Le règlement-norme fixe en particulier :

- a) la définition de l'ordre de construction et les principes qui régissent la forme architecturale;
- b) la hauteur limite des bâtiments;
- c) les distances minimales par rapport aux limites et entre les bâtiments, ainsi que les conditions de droit public relatives aux constructions rapprochées;
- d) les principes de protection des sites locaux et du paysage;
- e) l'application à titre subsidiaire, en tant que droit public, de prescriptions de droit privé sur les constructions.

## SECTION 2 : Définition et contenu de l'aménagement local

1. Etudes de base et plans directeurs<sup>31</sup>

**Art. 48<sup>31</sup>** <sup>1</sup> Les études de base réunissent les données essentielles de la situation existante et des exigences légales.

<sup>2</sup> Les plans directeurs fixent dans les grandes lignes les objectifs à atteindre, compte tenu du développement souhaité et de l'évolution des besoins.

<sup>3</sup> Les plans directeurs lient les autorités exécutives communales et cantonales.

2. Règlement de construction

**Art. 49** <sup>1</sup> Le règlement de construction contient les prescriptions générales de la commune en la matière, la réglementation afférente au plan de zones ainsi que d'éventuelles dispositions concernant la perception de contributions.

<sup>2</sup> Selon leurs besoins, les communes édictent notamment des dispositions détaillées concernant :

- a) le genre et le degré d'affectation;
- b) l'équipement technique (art. 4);
- c) la protection des sites et du paysage (art. 5);
- d) les constructions et installations particulières (art. 30 et 31);
- e) les limites de construction et les distances entre bâtiments (art. 6 à 8);
- f) l'ordre et les dimensions des constructions, ainsi que la forme architecturale et le choix des couleurs (art. 10);
- g) les places et installations de stationnement pour les véhicules (art. 12);
- h) les aménagements extérieurs et les espaces de détente (art. 11 et 13);
- i) les antennes collectives, les modifications apportées au terrain, les installations collectives, etc.

<sup>3</sup> Lorsque la qualité de résidence principale à l'intérieur de la zone à bâtir est menacée par une présence excessive de résidences secondaires, les communes peuvent désigner des zones dans lesquelles un taux maximal de logements secondaires est prescrit.

<sup>4</sup> Dans leur règlement de construction ou dans des règlements spéciaux, les communes peuvent prévoir les contributions suivantes :

- a) contributions ou taxes dues par les propriétaires fonciers pour l'équipement (art. 90) et pour les ouvrages d'intérêt public (art. 92);
- b) contributions ou taxe compensatoire pour les frais d'aménagement de places de stationnement (art. 12) et d'espaces de détente (art. 13);
- c) taxes de raccordement et d'utilisation (du réseau d'antennes collectives par exemple).

3. Plan de zones **Art. 50** <sup>1</sup> Le plan de zones délimite le terrain à bâtir et ses subdivisions, la zone agricole ainsi que les autres zones; il désigne les zones à protéger, les zones sensibles aux phénomènes naturels ainsi que les zones de nuisances.

<sup>2</sup> En général, le plan de zones comporte, à titre indicatif, les mesures prises en vertu d'autres dispositions légales et qui grèvent la propriété foncière; elles se rapportent notamment :

- a) aux secteurs soumis à la législation forestière;
- b) aux réserves naturelles et objets protégés;
- c) aux zones et périmètres de protection des eaux.

4. Zone à bâtir **Art. 51** <sup>1</sup> La zone à bâtir comprend les terrains propres à la construction qui :

- a) sont déjà largement bâtis ou
- b) seront probablement voués à la construction dans les quinze ans et seront équipés dans ce laps de temps.

<sup>2</sup> Les communes peuvent subdiviser la zone à bâtir en zones pour lesquelles s'appliquent les mêmes prescriptions quant au genre ou au degré d'affectation, notamment en zone d'habitation, zone centre, zone industrielle et artisanale, zone mixte, zone de village.

<sup>3</sup> Les communes peuvent, selon les besoins, prévoir d'autres types d'affectation : zone de fermes, zone d'utilité publique, zone verte, zone de sport et de loisirs, zone de maisons de vacances.

<sup>4</sup> Les types d'affectation peuvent être exclusifs, prioritaires ou mixtes.

<sup>5</sup> Un plan spécial peut être rendu obligatoire (art. 66) pour une partie déterminée de la zone à bâtir lorsqu'il s'agit d'adapter la construction au paysage, au site bâti, au développement du centre ou à l'extension harmonieuse de la localité; il est obligatoire pour la zone de maisons de vacances.

a) Zone de fermes

**Art. 52** <sup>1</sup> Des biens-fonds peuvent être déclarés zone de fermes pour autant qu'ils soient situés dans la zone à bâtir et constituent une exploitation agricole composée des constructions et installations agricoles ainsi que des surfaces environnantes nécessaires à l'exploitation; toutefois, cette dernière doit paraître assurée tant du point de vue économique que pratique.

<sup>2</sup> Les prescriptions concernant les constructions et les installations sont identiques à celles qui régissent la zone agricole; les immissions ne devront cependant pas dépasser un taux normal.

<sup>3</sup> Une zone de fermes peut être supprimée avant l'expiration du délai de quinze ans en fonction d'exigences impératives liées à l'aménagement local, ou si les moyens d'existence de l'entreprise agricole ne sont plus assurés.

<sup>4</sup> En cas de suppression, l'obligation de payer des redevances pour l'équipement technique mis en place, et dont tire profit la nouvelle zone, reste due; le montant des redevances est déterminé en fonction de la nouvelle affectation.

b) Zone d'utilité publique

**Art. 53** <sup>1</sup> La zone d'utilité publique comprend les terrains déjà utilisés pour des installations et ouvrages d'intérêt public ou voués à cette destination, tels que :

- a) bâtiments administratifs, écoles, hôpitaux, églises, cimetières, installations de services publics, locaux collectifs de la protection civile;
- b) bâtiments et installations d'institutions culturelles et d'utilité publique;
- c) aménagement de centres de localités ou de quartiers, parcs, jardins, terrains de jeux et de sport;
- d) pistes de ski, terrains pour l'installation de remonte-pentes ainsi que pour les voies d'accès et les places de stationnement.

<sup>2</sup> La collectivité compétente décide quels sont les installations et ouvrages publics qui doivent être construits dans la zone d'utilité publique qu'elle a déterminée.

c) Zone verte

**Art. 54** <sup>1</sup> La zone verte est destinée à structurer le milieu bâti, à séparer les zones habitées des zones industrielles, à maintenir des espaces verts dans le centre des localités, à protéger les points de vue et l'aspect caractéristique des localités et des monuments.

<sup>2</sup> Dans la zone verte ne peuvent être autorisés que des constructions souterraines ou des bâtiments nécessaires à l'exploitation de ladite zone, à condition qu'ils ne portent pas atteinte au but de celle-ci; dans son règlement de construction, une commune peut autoriser, à ces mêmes conditions, l'érection de petites constructions au sens de l'article 27.

d) Zone de sport et de loisirs

**Art. 55** <sup>1</sup> L'aménagement de terrains de sport et de jeux ainsi que de terrains destinés à des activités de loisirs, généralement ouverts au public, peut être réalisé dans la zone de sport et de loisirs.

<sup>2</sup> Dans son règlement de construction, la commune prescrit la nature des constructions autorisées ainsi que les mesures de police des constructions; peut être notamment autorisée l'édification de :

- a) bâtiments accessoires tels que buvettes, vestiaires, douches et toilettes, dépôts de matériel, local de réunion pour les usagers;
- b) halles de sport, foyers et dortoirs.

e) Zone de maisons de vacances

**Art. 56** <sup>1</sup> Dans la zone de maisons de vacances, la réglementation du plan spécial peut exclure, ou lier à des prestations particulières des propriétaires fonciers, la desserte de la zone par les services publics tels que le service de la voirie, le déblaiement de la neige et la lutte contre le verglas; les propriétaires fonciers organiseront, si c'est nécessaire, leurs propres services et assureront notamment une élimination irréprochable des ordures.

<sup>2</sup> Les installations collectives d'équipement doivent être aménagées dès le commencement de l'édification des constructions dans la zone; les travaux doivent être organisés de façon à se dérouler par étapes.

## 5. Zone agricole

**Art. 57<sup>25)</sup>** <sup>1</sup> Les zones agricoles servent à garantir la base d'approvisionnement du pays à long terme, à sauvegarder le paysage et les espaces de délasserment et à assurer l'équilibre écologique. Elles devraient être maintenues autant que possible libres de toute construction en raison des différentes fonctions de la zone agricole et comprennent :

- a) les terrains qui se prêtent à l'exploitation agricole ou à l'horticulture productrice et qui sont nécessaires à l'accomplissement des différentes tâches dévolues à l'agriculture;
- b) les terrains qui, dans l'intérêt général, doivent être exploités par l'agriculture.

<sup>2</sup> Des constructions et installations y sont autorisées si elles sont conformes à l'affectation de la zone agricole. Demeurent réservées les dispositions contraires de la législation fédérale et les articles 29a et 29b.

<sup>3</sup> L'emplacement des constructions et installations doit être choisi en fonction des besoins d'une exploitation rationnelle du sol et respecter l'aspect du paysage et du site; l'article 5 est notamment applicable.

5bis. Zone agricole spéciale au sens de l'article 16a, alinéa 3, LAT

**Art. 57a<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> La zone agricole spéciale constitue une subdivision de la zone agricole dans laquelle sont autorisées les constructions et installations destinées à la production agricole non tributaire du sol qui excèdent les limites du développement interne définies par la législation fédérale sur l'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> Le plan directeur cantonal mentionne les territoires protégés dans lesquels les zones agricoles spéciales sont exclues; il fixe les critères auxquels doit satisfaire la délimitation de telles zones dans les plans d'aménagement local.

<sup>3</sup> La construction et l'entretien de l'équipement technique sont à la charge des propriétaires.

6. Zone de hameau

**Art. 57b<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> Le plan directeur cantonal désigne les petites entités urbanisées situées hors de la zone à bâtir que les communes peuvent délimiter dans leurs plans d'aménagement local en tant que zones de hameaux; il indique les principes applicables à ces zones.

<sup>2</sup> La procédure prévue à l'article 29c, alinéa 1, est applicable par analogie aux projets de construction, de transformation ou de changement d'affectation dans la zone de hameau.

7. <sup>(28)</sup> Zones à protéger

**Art. 58** <sup>1</sup> Les communes désignent comme zones à protéger les paysages ou parties de paysages, les sites bâtis et les sites archéologiques qui se distinguent d'une façon particulière par leur beauté, leur originalité, leur valeur culturelle ou scientifique; il s'agit notamment des cours d'eau et de leurs rives, des groupes d'arbres, des vergers, des haies, des points de vue, des rues pittoresques, des sites locaux ainsi que d'autres objets dignes de protection et de l'espace qui les entoure.

<sup>2</sup> Les communes édictent les restrictions exigées par les mesures de protection; elles peuvent imposer des mesures de remplacement ou de compensation.

8. <sup>(28)</sup> Zones sensibles aux phénomènes naturels

**Art. 59** <sup>1</sup> Les communes tiennent compte de la zone de protection "S" et des zones sensibles aux phénomènes naturels et, le cas échéant, les mentionnent dans leur plan de zones.

<sup>2</sup> Dans les zones sensibles aux phénomènes naturels, l'affectation à la construction et l'aménagement d'infrastructures sont soumis à des mesures adéquates dictées par la nature des risques.

### SECTION 3 : Plan spécial

1. Définition, portée

**Art. 60** <sup>1</sup> Le plan spécial règle, par un plan et des prescriptions, la construction, la protection et l'organisation d'une portion délimitée du territoire communal.

<sup>2</sup> Le périmètre du plan spécial est fixé de manière cohérente; il peut modifier la réglementation communale en ce qui concerne la nature et le degré de l'affectation.

<sup>3</sup> Le plan spécial peut réserver des conventions particulières entre les communes et les propriétaires fonciers ou les inclure audit plan.

<sup>4</sup> Les prescriptions peuvent prévoir que le plan spécial perd sa validité si l'exécution du projet n'a pas été entreprise ou ne l'a été que partiellement, dans un délai raisonnable fixé selon l'ampleur du projet; l'article 46, alinéa 5, est réservé.

## 2 Contenu

**Art. 61** Le plan spécial peut concerner :

- a) le centre des localités et l'aménagement des quartiers;
- b) la rénovation des vieux quartiers ainsi que les protections liées au site ou au paysage;
- c) la zone de maisons de vacances;
- d) les secteurs de délasserment et les terrains de camping;
- e) la protection de certaines parties du territoire (biotopes, rivières, lisières de forêt, points de vue, arbres isolés, haies, vergers);
- f) l'équipement technique du quartier, en particulier les aires de circulation des piétons et des véhicules, les garages et parcs de stationnement ainsi que leur accès, les collecteurs et les conduits d'énergie, existants ou à créer, y compris leur raccordement;
- g) la nature, l'emplacement et les caractéristiques architecturales des immeubles;
- h) les aménagements extérieurs des bâtiments et installations (rues, places, cours intérieures, stationnements, jardins, plantations, places de jeux, etc.);
- i) les étapes et les conditions de réalisation.

## 3. Alignements

## a) Types

**Art. 62** <sup>1</sup> Un alignement est établi dans les plans spéciaux :

- a) en règle générale, le long de voies de communication existantes ou projetées, telles que routes, places et voies ferrées;
- b) suivant les besoins, le long de cours d'eau, de lisières de forêts et de conduites importantes;
- c) comme alignement arrière, délimitation de cour intérieure ou d'implantation, et comme alignement accessoire;
- d) comme alignement spécial pour les éléments de la construction se trouvant au-dessus ou au-dessous du niveau du sol, tels qu'étages en saillie, arcades, garages, petites constructions et constructions amovibles.

<sup>2</sup> Si la distance par rapport à la forêt est inférieure à celle qui est légalement prescrite, un alignement ne peut être autorisé qu'avec l'accord du Service des forêts et conformément à la loi sur les forêts<sup>12)</sup>.

## b) Effets généraux

**Art. 63** <sup>1</sup> Les alignements constituent la limite jusqu'à laquelle on peut construire ou reconstruire.

<sup>2</sup> Les communes peuvent prescrire la construction le long de l'alignement.

<sup>3</sup> Hormis les travaux d'entretien, les transformations d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble en saillie au-delà de l'alignement ne pourront être autorisées qu'à titre exceptionnel (art. 25); demeure réservé l'alinéa 4 ci après.

<sup>4</sup> Des prescriptions spéciales seront édictées pour déterminer si et dans quelle mesure des éléments de construction, des installations mobiles fixées à l'édifice ou des installations souterraines peuvent dépasser l'alignement; à défaut de telles prescriptions, il y a lieu d'appliquer, en ce qui concerne la relation avec les routes publiques, les dispositions de la loi sur la construction et l'entretien des routes relatives à l'utilisation des zones d'interdiction de bâtir et, en ce qui concerne la relation avec le terrain voisin, les dispositions de la loi d'introduction du Code civil suisse<sup>13)</sup>.

c) Alignements  
spéciaux

**Art. 64** <sup>1</sup> Les alignements arrière et les délimitations de cour intérieure déterminent la profondeur horizontale tolérée pour la construction et les dimensions des cours intérieures.

<sup>2</sup> Les alignements accessoires indiquent la ligne jusqu'à laquelle il est permis de bâtir si les distances à la limite et entre bâtiments prévues par le règlement de construction l'autorisent.

<sup>3</sup> Les alignements d'implantation permettent de déterminer la situation et la configuration des édifices de tous côtés ou d'agencer la suite des façades.

4. Limites de  
routes

**Art. 65** <sup>1</sup> Les limites de routes indiquent l'extension actuelle ou projetée de l'espace réservé à la circulation publique.

<sup>2</sup> Si la construction d'une nouvelle route ou l'extension d'une installation existante font apparaître comme nécessaire le déplacement ou l'extension de l'espace réservé à la circulation publique, cette modification peut se faire à l'intérieur des limites sans modifier le plan spécial; il est tenu compte, dans la plus grande mesure possible, des intérêts des riverains; demeure réservée la procédure prévue dans la loi sur l'expropriation<sup>14)</sup> concernant l'étendue de l'obligation de cession.

5. Plan spécial  
obligatoire

**Art. 66** <sup>1</sup> Un plan spécial peut être rendu obligatoire par le plan de zones qui doit fixer au moins les dispositions suivantes :

- a) les objectifs de l'aménagement;
- b) le genre et le degré de l'affectation.



<sup>2</sup> Dans le secteur à plan spécial obligatoire, les projets de construction ne sont autorisés que sur la base d'un plan spécial exécutoire; l'autorisation de projets qui respectent les buts de l'aménagement est réservée.

#### 6. Procédure

**Art. 67** <sup>1</sup> Les plans spéciaux sont établis à l'initiative de la commune ou d'un ou plusieurs des propriétaires fonciers.

<sup>2</sup> Avant l'élaboration du plan spécial, la commune entend les propriétaires intéressés.

<sup>3</sup> Avant de soumettre le projet de plan à l'examen préalable (art. 70), la commune recueille les propositions ou déterminations des propriétaires du périmètre; elle peut également convoquer les propriétaires de terrains adjacents; un procès-verbal de la séance est adressé aux intéressés.

<sup>4</sup> Durant l'examen préalable, les propriétaires fonciers et les propriétaires des terrains adjacents peuvent être consultés par la commune, en présence d'un fonctionnaire du Service de l'aménagement du territoire.

#### 7. Obligations de la commune

**Art. 68** <sup>1</sup> En cas de désaccord entre la commune et les propriétaires concernés, il y a lieu de procéder comme suit :

- a) dans les trois mois, le conseil communal doit déposer pour examen préalable son projet de plan spécial et le mettre à l'enquête dans le mois qui suit la fin de l'examen préalable;
- b) dans les trois mois qui suivent, il doit adopter le plan spécial et le présenter pour approbation.

<sup>2</sup> Lorsque la répartition des propriétés ne permet pas la réalisation d'un plan spécial, le conseil communal doit engager, dans les trois mois, une procédure de remembrement parcellaire des terrains à bâtir.

#### 8. Inobservation des délais par la commune

**Art. 69** <sup>1</sup> Si les délais ci-dessus ne sont pas respectés, les propriétaires concernés peuvent saisir le Service de l'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> Le Service de l'aménagement du territoire impartit un bref délai complémentaire à la commune et, au cas où ce dernier ne serait pas respecté, il peut au besoin compléter la proposition, clore la procédure et adopter le plan spécial par substitution.

## SECTION 4 : Procédure d'établissement et d'adoption des plans communaux

### 1. Examen préalable

**Art. 70** <sup>1</sup> Les projets de plans et de prescriptions des communes doivent être soumis au Département pour examen préalable; ils seront accompagnés des rapports techniques voulus et du rapport de participation.

<sup>2</sup> Le Service de l'aménagement du territoire requiert les préavis des services concernés, en fait la synthèse et les coordonne; il dresse à l'intention du Département le rapport d'examen préalable.

<sup>3</sup> Le Département transmet le rapport d'examen préalable à la commune et ouvre les négociations nécessaires.

<sup>4</sup> L'organe communal compétent ne peut être appelé à statuer sur des prescriptions communales tant que la procédure d'examen préalable n'est pas terminée.

### 2. Dépôt public, opposition

**Art. 71** <sup>1</sup> Les plans et prescriptions relevant de la réglementation en matière de construction doivent être déposés publiquement pendant trente jours au moins, avec l'avis que des oppositions motivées peuvent être formées pendant la durée du dépôt public; les plans qui règlent essentiellement l'équipement de détail ne sont pas soumis au dépôt public.

<sup>2</sup> Les opposants sont convoqués à une séance de conciliation; le résultat des pourparlers est consigné dans un procès-verbal; la qualité d'opposant se définit conformément à l'article 19, alinéa 2.

### 3. Adoption

**Art. 72** <sup>1</sup> Les plans et prescriptions sont soumis pour adoption à l'autorité communale compétente; celle-ci est informée du résultat des pourparlers de conciliation.

<sup>2</sup> Lorsque des plans ou des prescriptions qui ont fait l'objet d'un dépôt public sont modifiés avant ou durant l'adoption ou au cours de la procédure d'approbation, les intéressés doivent en être informés et se voir offrir la possibilité de former opposition ou recours; il en est de même en ce qui concerne les modifications de peu d'importance.

## 4. Approbation

**Art. 73** <sup>1</sup> Le conseil communal transmet sans retard, pour approbation, au Service de l'aménagement du territoire les plans et prescriptions adoptés; il joint toutes les pièces utiles, y compris les oppositions et observations suscitées par l'enquête, le procès-verbal des séances de conciliation, ses propositions motivées relatives aux oppositions non retirées ainsi que le procès-verbal des séances du conseil de ville ou de l'assemblée communale.

<sup>2</sup> Le Service de l'aménagement du territoire vérifie l'opportunité de ces plans et prescriptions ainsi que leur conformité à la loi et à l'intérêt public; il peut, après avoir entendu le conseil communal et les propriétaires intéressés, modifier les prescriptions qui sont contraires à ces principes; il statue en outre sur les oppositions.

<sup>3</sup> L'arrêté d'approbation peut, dans les 30 jours, faire l'objet d'un recours devant la Cour administrative, qui dispose d'un libre pouvoir d'examen au sens de l'article 33, alinéa 3, lettre b, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire; ont qualité pour recourir les opposants et la commune.

## 5. Entrée en vigueur et droit subsidiaire

**Art. 74** <sup>1</sup> Les prescriptions communales en matière de construction sont applicables au plus tôt dès l'entrée en vigueur de la décision d'approbation du Service de l'aménagement du territoire; demeurent réservés les articles 20 et 21.

<sup>2</sup> La commune rend publique l'approbation; les prescriptions et plans approuvés peuvent être consultés au siège de l'administration communale.

<sup>3</sup> Pour le surplus, les dispositions prévues par la législation régissant les communes sont applicables à titre subsidiaire.

## 6. Zone réservée

**Art. 75** <sup>1</sup> Le Département et les communes sont compétents pour créer des zones réservées, dont le but est d'éviter les atteintes aux principes de l'aménagement du territoire (art. 27 LAT).

<sup>2</sup> Une zone peut être déclarée réservée pour une durée n'excédant pas cinq ans.

<sup>3</sup> Les articles 71 à 73 règlent par analogie la procédure, le Département étant toutefois l'autorité d'approbation.

## CHAPITRE II<sup>BIS</sup> : Tâches de la région<sup>32)</sup>

### SECTION 1 : Principes<sup>32)</sup>

#### 1. Tâches

**Art. 75a<sup>32)</sup>** Les tâches de la région en matière d'aménagement consistent notamment à :

- a) élaborer des études de base;
- b) établir un plan directeur régional;
- c) coordonner les plans d'aménagement local;
- d) planifier et réaliser les tâches spéciales confiées à la région;
- e) affecter des territoires pour des buts spécifiques d'intérêt régional ou le proposer au Canton.

#### 2. Organisation

**Art. 75b<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Les communes d'une même région, ayant une commune-centre et des intérêts urbanistiques, économiques et culturels communs, peuvent se constituer en groupement de communes au sens de la loi sur les communes<sup>33)</sup> en vue d'étudier et de réaliser des tâches d'aménagement régional.

<sup>2</sup> Une commune peut faire partie de plusieurs régions, à condition que des motifs suffisants le justifient.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut autoriser la création d'organismes intercantonaux pour l'aménagement régional. A cet effet, il peut conclure des conventions avec les cantons voisins.

#### Plan spécial régional

**Art. 75c<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Afin de sauvegarder des intérêts régionaux, l'organe régional compétent peut édicter des plans spéciaux régionaux lorsque le plan directeur régional le prévoit.

<sup>2</sup> Un plan spécial régional déploie les mêmes effets juridiques que les plans spéciaux communaux.

<sup>3</sup> Les articles 43 et 70 à 74 s'appliquent par analogie à la procédure d'établissement.

## SECTION 2 : Plan directeur régional<sup>32)</sup>

### 1. Définition

**Art. 75d<sup>32)</sup>** 1 Le plan directeur régional détermine les objectifs du développement et de l'aménagement durables de la région et la manière de coordonner les problèmes d'organisation du territoire dépassant le cadre communal.

<sup>2</sup> Il fixe les principes pour les domaines qu'il traite et répartit les tâches entre la région et les communes qui en sont membres. Il définit les mesures à entreprendre et identifie les projets à réaliser pour le développement territorial de la région.

### 2. Plan directeur régional

#### a) En général

**Art. 75e<sup>32)</sup>** 1 Le plan directeur régional se base sur :

- a) le plan directeur cantonal;
- b) les études de base régionales;
- c) les options possibles pour le développement régional futur.

<sup>2</sup> Il démontre sa conformité avec le plan directeur cantonal et prend en compte, le cas échéant, les plans directeurs des régions et des cantons voisins.

#### b) Contenu minimum et autres thèmes

**Art. 75f<sup>32)</sup>** 1 Le plan directeur régional traite des cinq domaines du plan directeur cantonal, soit :

- a) urbanisation et mise en valeur du milieu bâti;
- b) transports et communications;
- c) nature et paysage;
- d) environnement;
- e) approvisionnement et gestion des déchets.

<sup>2</sup> Le plan directeur régional peut également porter sur d'autres thèmes, tels que le développement économique, le tourisme, l'organisation interne de la région, etc.

<sup>3</sup> Le plan directeur régional comprend un texte et une carte de synthèse qui forment un contenu liant.

<sup>4</sup> Il est accompagné d'un rapport explicatif et du rapport de participation.

3. Information  
et participation,  
examen  
préalable

**Art. 75g<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Les projets de plans directeurs régionaux, les propositions et les documents qui les accompagnent sont soumis à la consultation du public selon la procédure prévue à l'article 43.

<sup>2</sup> Ils sont soumis ensuite à l'examen préalable du Département. L'article 70 s'applique par analogie.

4. Adoption,  
approbation

**Art. 75h<sup>32)</sup>** L'organe régional compétent adopte le plan directeur régional et le communique au Département en vue de son approbation.

5. Effets

**Art. 75i<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Dès son approbation par le Département, le plan directeur régional lie les autorités cantonales, régionales et communales.

<sup>2</sup> Les communes membres de la région adaptent leurs plans d'aménagement local au plan directeur régional.

6. Modification

**Art. 75j<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Le plan directeur régional fait l'objet des adaptations nécessaires lorsque de nouvelles circonstances l'exigent.

<sup>2</sup> La procédure prévue aux articles 75g et 75h est applicable.

## CHAPITRE III : Tâches du Canton

### SECTION 1 : Principe

1. Tâches

**Art. 76** Les tâches de l'aménagement cantonal consistent à :

- a) élaborer la conception directrice de l'aménagement du territoire;
- b) élaborer les études de base et les plans sectoriels;
- c) édicter le plan directeur au sens de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire;
- d) établir, le cas échéant, les plans spéciaux cantonaux;
- e)<sup>31)</sup> encourager et coordonner l'aménagement local et régional.

2. Compétences **Art. 77** <sup>1</sup> Les tâches relevant de l'aménagement cantonal sont exécutées par le Département.

<sup>2</sup> Le Gouvernement confie aux autres départements ou services concernés l'élaboration des études de base et des plans sectoriels nécessaires à l'accomplissement des tâches qui ont une incidence sur l'organisation du territoire.

<sup>3</sup> Le Gouvernement institue une commission consultative pour l'aménagement du territoire; la commission comprend des représentants des différentes parties du Canton, de l'économie et de la science.

3. Plan spécial cantonal

**Art. 78** <sup>1</sup> Dans les plans spéciaux cantonaux, le Gouvernement peut déterminer les éléments ci-après qui portent les effets juridiques des plans spéciaux communaux :

- a) les constructions et installations publiques;
- b) les voies et installations de communication;
- c) les zones industrielles, les places de décharge et d'extraction de matériaux;
- d) la protection des sites, du paysage et des rives;
- e) l'aménagement des zones réservées à la détente et aux loisirs.

<sup>2</sup> Un plan spécial cantonal ne peut être édicté qu'à titre préventif pour assurer la sauvegarde des intérêts cantonaux et régionaux.

<sup>3</sup> Si les communes ont édicté leurs propres prescriptions et que celles-ci sont suffisantes, l'autorité compétente abroge le plan spécial cantonal.

<sup>4</sup> Si le Gouvernement rejette l'opposition d'une commune concernée, cette dernière peut en appeler, dans les trente jours, à la décision du Parlement.

## SECTION 2 : Plan directeur cantonal

1. Conception directrice

**Art. 79** <sup>1</sup> Le Gouvernement adopte la conception directrice de l'aménagement du territoire; celle-ci exprime les orientations fondamentales à long terme de l'aménagement du territoire cantonal et les mesures envisagées.

<sup>2</sup> La conception directrice permet au Gouvernement de coordonner les politiques sectorielles des départements et de désigner les études de base à entreprendre.

<sup>3</sup> Elle est soumise pour discussion au Parlement.

## 2. Etudes de base, plans sectoriels

**Art. 80** <sup>1</sup> Les études de base et les plans sectoriels réunissent les données essentielles de la situation existante, les objectifs qu'il convient d'atteindre et les mesures à prendre concernant notamment :

- a) les territoires qui se prêtent à l'exploitation agricole et sylvicole;
- b) les territoires qui se prêtent à l'urbanisation selon les besoins de développement du Canton;
- c) les territoires qui méritent une protection particulière du point de vue des sites naturels ou bâtis;
- d) les territoires nécessaires au délassement ainsi qu'aux activités de tourisme et de loisirs;
- e) les territoires sensibles aux phénomènes naturels;
- f) les voies et installations de transports et de communication;
- g) les installations d'approvisionnement en eau et en énergie;
- h) les installations d'assainissement des eaux et d'élimination des déchets;
- i) les bâtiments et installations d'intérêt général;
- j) les réserves d'eau potable et les gisements importants.

<sup>2</sup> Les études de base et les plans sectoriels tiennent compte des plans d'aménagement locaux, du programme de développement de la Région Jura, des conceptions et plans sectoriels de la Confédération ainsi que des plans directeurs des cantons voisins.

<sup>3</sup> Les plans sectoriels sont approuvés par le Gouvernement.

## 3. Contenu

**Art. 81** Le plan directeur au sens de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire définit au moins :

- a) la façon de coordonner les activités qui ont des effets sur l'organisation du territoire, compte tenu du développement souhaité;
- b) l'ordre dans lequel il est envisagé d'exercer ces activités et les moyens à mettre en œuvre.

## 4. Procédure, effets

**Art. 82** <sup>1</sup> Le Département organise la participation de la population à l'établissement des plans (art. 43) ainsi que la procédure de consultation auprès des communes; il conduit les pourparlers de conciliation concernant le projet de plan directeur.



<sup>2</sup> En cas de divergence entre une commune ou un service intéressé et le Département, le Gouvernement statue sur l'objet du litige.

<sup>3</sup> Après son adoption par le Gouvernement, le plan directeur est soumis au Parlement pour ratification; la décision du Parlement entraîne l'entrée en force du plan directeur pour les autorités cantonales et communales; seule l'approbation du Conseil fédéral lui confère force obligatoire pour les autorités de la Confédération et des cantons voisins (art. 11, al. 2, LAT).

#### 5. Réexamen

**Art. 83** <sup>1</sup> Le plan directeur est réexaminé intégralement tous les dix ans.

<sup>2</sup> A la demande d'un département, d'une région ou d'une commune, le plan directeur peut être adapté lorsque les conditions prévues à l'article 9, alinéa 2, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire sont réalisées.<sup>[31\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le Gouvernement procède aux modifications mineures; il en informe les autorités concernées.

### TITRE TROISIEME : Equipement, remembrement, expropriation et financement

#### CHAPITRE PREMIER : Equipement technique de la zone à bâtir

##### 1. Equipement<sup>[25\)](#)</sup>

**Art. 84** <sup>1</sup> ...<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'équipement technique comprend les voies d'accès, l'approvisionnement en eau et en énergie, les télécommunications, l'évacuation des eaux usées et, le cas échéant, les plantations et les places collectrices des déchets ménagers.<sup>[25\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[27\)](#)</sup>

##### 2. Equipement de base, équipement de détail

**Art. 85** <sup>1</sup> L'équipement de base comprend les réseaux principaux des installations d'équipement et les aménagements qui y sont liés, notamment :

- a) les routes principales, collectrices ainsi que les liaisons piétonnes;
- b) les places et les rues commerçantes dans le centre des localités;
- c) les rues destinées avant tout à permettre l'accès aux constructions et installations publiques;

d) le cas échéant, les voies cyclables et les chemins de randonnée pédestre.

<sup>2</sup> L'équipement de détail comprend les routes de desserte, les chemins piétons, les conduites et canalisations nécessaires à la viabilité des terrains à bâtir et au raccordement de ceux-ci à l'équipement de base.

3. Desserte  
privée

**Art. 86** <sup>1</sup> La desserte privée relie un bâtiment ou un groupe de bâtiments au réseau d'équipement public; elle est établie et entretenue par leurs propriétaires et à leurs frais.

<sup>2</sup> La commune peut mettre des conditions à leur réalisation.

4. Réalisation  
des équipements<sup>25)</sup>

**Art. 87**<sup>25)</sup> <sup>1</sup> Les communes réalisent les installations d'équipement sur la base d'un programme d'équipement.

<sup>2</sup> Les syndicats de communes et les entreprises concessionnaires chargés d'établir et de gérer les équipements décrits à l'article 84 ont les mêmes charges et compétences que les communes.

<sup>3</sup> Les installations d'équipement doivent être réalisées conformément à un plan spécial.

<sup>4</sup> Pour les dessertes privées, la procédure est celle du permis de construire.

4bis. Programme  
d'équipement

**Art. 87a**<sup>26)</sup> <sup>1</sup> Le programme d'équipement est un document public qui fixe, en relation avec la planification financière communale, les délais dans lesquels les zones à bâtir seront équipées.

<sup>2</sup> Le programme d'équipement est établi par le conseil communal et lie ce dernier.

<sup>3</sup> Le conseil communal l'actualise lorsque des motifs objectifs le justifient, notamment en cas de modification des circonstances, pour tenir compte des besoins de la construction et lors de chaque adaptation du plan d'aménagement local.

4ter. Aperçu de  
l'état de  
l'équipement

**Art. 87b**<sup>26)</sup> <sup>1</sup> L'aperçu de l'état de l'équipement est un document public qui présente les parties de la zone à bâtir propres à la construction, compte tenu de l'aménagement et de l'équipement, ou qui pourront vraisemblablement l'être dans les cinq ans si les travaux réalisés se poursuivent conformément au programme établi. Il peut être consulté par toute personne.

<sup>2</sup> Le conseil communal établit l'aperçu de l'état de l'équipement et le tient régulièrement à jour.

5. Réalisation  
des équipements  
par les  
propriétaires<sup>25)</sup>  
a) Procédure

**Art. 88** <sup>1</sup> Si la commune n'équipe pas les zones à bâtir dans les délais prévus, elle doit, par convention écrite, permettre aux propriétaires fonciers d'équiper eux-mêmes leur terrain selon les plans approuvés par elle ou les autoriser à lui avancer les frais des équipements.<sup>25)</sup>

<sup>1bis</sup> Avant l'échéance des délais, la commune peut procéder de même à l'égard des propriétaires fonciers qui en font la demande.<sup>26)</sup>

<sup>2</sup> La convention précise notamment :

- a) les relations avec d'autres propriétaires bordiers non signataires;
- b) le taux et les modalités de la participation financière de la commune;
- c) les conditions particulières de reprise de l'ouvrage.

<sup>3</sup> Les propriétaires non signataires concernés par la convention en seront informés; sur requête d'un des signataires, la convention peut être mentionnée au registre foncier.

<sup>4</sup> L'élaboration des plans et la construction des installations sont placées sous la surveillance de la commune.

<sup>5</sup> Une fois achevées, les installations d'équipement deviennent de plein droit la propriété de la commune qui doit en assurer l'entretien, à moins que la convention n'en dispose autrement; le conseil communal constate le transfert de propriété dans une décision qu'il notifie aux anciens propriétaires; lorsque la décision a acquis force obligatoire, il fait inscrire la nouvelle situation juridique au registre foncier.

b) Décompte

**Art. 89** <sup>1</sup> Le décompte relatif à l'installation d'équipements devra être réglé à l'échéance des parts dues par la commune, mais au plus tard dans les quinze ans qui suivent la mise en service de l'ouvrage.

<sup>2</sup> Sauf mention contraire dans la convention, les avances consenties par les propriétaires fonciers ne portent pas intérêt et ne sont pas indexées.

5bis. Mesures  
du Canton

**Art. 89a**<sup>26)</sup> <sup>1</sup> Lorsque, à l'échéance des délais fixés par le programme d'équipement, la commune ne prend pas les mesures permettant la réalisation des équipements par les propriétaires qui le demandent ou par la commune moyennant l'avance des frais, le Département donne les instructions nécessaires et, au besoin, agit en lieu et place de la commune.

<sup>2</sup> Lorsque les circonstances justifient une telle mesure, le Département peut de même ordonner une adaptation du plan d'aménagement local.

6. Contribution  
des propriétaires  
fonciers à  
l'équipement  
a) Principe

**Art. 90** <sup>1</sup> Les propriétaires fonciers sont tenus de participer aux frais d'équipement; la perception des contributions se fait sur la base d'un règlement communal (art. 49) ou, à défaut, en application du décret concernant les contributions des propriétaires fonciers.

<sup>2</sup> Le règlement communal peut prévoir une contribution selon le principe :

- a) de la couverture des frais effectifs et en fonction des avantages retirés; la contribution est exigible dès que le propriétaire peut faire usage de l'équipement considéré; dans ce cas, le décret concernant les contributions des propriétaires fonciers est applicable, ou
- b) de la taxe d'équipement calculée sur la base des plans directeurs proportionnellement à la valeur officielle du bâtiment ou de l'installation, le taux étant modulé en fonction des conditions particulières du lieu; la taxe est exigible au plus tôt lors de l'octroi du permis de construire; le montant est versé au fonds communal d'équipement dont la dotation doit respecter le principe de la couverture des frais effectifs d'équipement, à l'exclusion de l'entretien courant.

<sup>3</sup> .....<sup>9)</sup>

b) Part des frais

**Art. 91** <sup>1</sup> La participation des propriétaires fonciers peut s'élever :

- a) jusqu'aux 100 % des frais effectifs pour l'équipement de détail ainsi que pour l'équipement de la zone de maisons de vacances;
- b) jusqu'aux 80 % des frais effectifs pour les équipements de base à caractère collecteur de quartiers;
- c) jusqu'aux 50 % des frais effectifs pour les autres équipements de base.

<sup>2</sup> La part des frais incombant aux propriétaires fonciers est, en règle générale, fixée dans la décision d'ouverture du crédit rendue par l'organe communal compétent.

7. Contribution des propriétaires fonciers aux ouvrages publics  
a) Principe

**Art. 92** <sup>1</sup> Les propriétaires fonciers peuvent être astreints, par le règlement communal ou en vertu d'un règlement d'organisation d'un syndicat de communes, à verser une contribution en vue de couvrir les dépenses faites pour les ouvrages et mesures d'intérêt public qui leur valent un avantage particulier; la contribution doit être proportionnelle à l'avantage retiré.

<sup>2</sup> Le mode de contribution est fixé par le décret concernant les contributions des propriétaires fonciers.

b) Litiges

**Art. 93** Les litiges relatifs à l'équipement du terrain à bâtir sont vidés par le juge administratif.

## CHAPITRE II : Remembrement parcellaire de terrains à bâtir<sup>3)</sup>

1. Principe

**Art. 94**<sup>3)</sup> <sup>1</sup> Lorsque la réalisation d'un plan de zones ou d'un plan spécial l'exige (art. 45, al. 2), il convient de procéder au remembrement parcellaire de terrains à bâtir.

<sup>2</sup> Le remembrement parcellaire doit permettre un lotissement rationnel et économique ou la rénovation de certains quartiers par la modification des parcelles ainsi que par la redistribution de la propriété et des autres droits réels qui y sont liés.

2. Introduction

**Art. 95**<sup>3)</sup> <sup>1</sup> La procédure de remembrement parcellaire est introduite :

- a) par décision de la majorité des propriétaires concernés ou
- b) par décision du conseil communal ou
- c) par décision du Département.

<sup>2</sup> Conformément au décret concernant le remembrement de terrains à bâtir, il peut être procédé par voie :

- a) de remembrement de gré à gré;
- b) de coopérative de remembrement;
- c) de réajustement de limites.

<sup>3</sup> Des biens-fonds situés hors de la zone à bâtir peuvent être compris dans le remembrement parcellaire lorsque cela est nécessaire à une répartition judicieuse.

3. Condition préalable

**Art. 96<sup>3)</sup>** Un remembrement parcellaire de terrains à bâtir ne peut être approuvé que si l'équipement technique est garanti en fait et en droit, en principe par un plan spécial.

### CHAPITRE III : Libération de servitudes

1. Principe

**Art. 97** Sous réserve de la loi sur l'expropriation, les servitudes ci-après seront supprimées ou transférées :

- a) les servitudes contraires à des prescriptions impératives en matière de construction;
- b) les servitudes qui font obstacle à une utilisation rationnelle du sol dans l'intérêt public, sans qu'un intérêt suffisant du propriétaire du fonds dominant le justifie.

2. Procédure

**Art. 98** <sup>1</sup> Le conseil communal rend une décision de libération ou de transfert; elle est notifiée aux propriétaires concernés; la décision peut être attaquée par voie de recours devant la Cour administrative, qui statue souverainement.

<sup>2</sup> Le propriétaire du fonds dominant doit être indemnisé selon les principes de la législation en matière d'expropriation; le propriétaire du fonds servant est tenu de payer une contribution correspondant à l'avantage qu'il retire; en cas de litige, le juge administratif statue.

<sup>3</sup> La libération ou le transfert entre légalement en vigueur dès le paiement de l'indemnité.

### CHAPITRE IV : Expropriation et restriction de la propriété

1. Application de la loi sur l'expropriation

**Art. 99** La loi sur l'expropriation est applicable en matière d'expropriation formelle ou matérielle, pour autant que la présente loi ne contienne pas de prescriptions complémentaires ou contraires.

2 Expropriation formelle  
a) Droit d'expropriation

**Art. 100** <sup>1</sup> L'approbation d'un plan de zones ou d'un plan spécial implique l'expropriation des biens-fonds, des parties de biens-fonds et des droits réels y afférents, délimités en qualité de :

- a) zone d'utilité publique (art. 53);
- b) zone verte dont l'acquisition par la commune est mentionnée dans le plan (art. 54);
- c) installation publique servant à l'approvisionnement, à l'évacuation, aux télécommunications;
- d) voie de communication et place, voie cyclable, chemin piéton et chemin de randonnée pédestre le long des cours d'eau;
- e) <sup>7</sup> zone industrielle et artisanale.

<sup>2</sup> La nécessité de maintenir et de construire des logements à loyers modérés peut également emporter expropriation.

b) Expropriant

**Art. 101** <sup>1</sup> Le droit d'expropriation appartient à la collectivité qui a décidé les plans impliquant le droit d'expropriation.

<sup>2</sup> La collectivité peut déléguer son droit d'expropriation à ceux qui, de plein droit, sont autorisés à réaliser le projet.

3. Expropriation matérielle  
a) Notion

**Art. 102** <sup>1</sup> Des restrictions à la propriété, telles que l'incorporation permanente d'un bien-fonds dans une zone d'utilité publique, une zone verte ou une zone à protéger, fondent le droit à indemnisation du propriétaire concerné, lorsqu'elles équivalent, par leurs effets, à une expropriation.

<sup>2</sup> L'indemnité est due par la collectivité qui a décidé les restrictions.

<sup>3</sup> La collectivité qui a payé l'indemnité a un droit récursoire contre le bénéficiaire direct de la restriction ordonnée; celui-ci doit être entendu dans la procédure devant le juge compétent en matière d'expropriation.

b) Installation d'équipement

**Art. 103** <sup>1</sup> Le fait qu'un plan spécial prévoit une installation d'équipement ne justifie, en règle générale, aucune revendication au titre de l'expropriation matérielle.

<sup>2</sup> A l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la publication du plan, le propriétaire foncier, dont les intérêts seraient manifestement lésés par la prolongation de la durée du plan, peut exiger de la collectivité :

- a) qu'elle acquière la surface affectée à la réalisation du plan ou fasse en sorte que l'expropriant l'acquière, ou
- b) qu'elle libère cette surface par l'abrogation ou la modification du plan.

c) Restitution

**Art. 104** <sup>1</sup> Si la restriction à la propriété est supprimée ultérieurement ou que les effets qui avaient entraîné l'obligation d'indemniser cessent d'exister, le propriétaire foncier est tenu à une restitution proportionnelle.

<sup>2</sup> La collectivité fera mentionner au registre foncier l'obligation de restituer.

<sup>3</sup> Les litiges concernant l'étendue de l'obligation de restituer sont vidés par le juge administratif.

4. Prescription de l'action en indemnité

**Art. 105** <sup>1</sup> L'action en paiement d'une indemnité se prescrit par cinq ans à compter de la date de l'entrée en vigueur du plan ou du règlement.

<sup>2</sup> Les règles du Code des obligations<sup>15)</sup> concernant l'interruption de la prescription sont applicables.

5. Droit de préemption  
a) But, notion

**Art. 106** <sup>1</sup> Le droit de préemption doit permettre à l'Etat et aux communes d'acquérir en priorité un terrain ou un autre bien immobilier mis en vente par son propriétaire lorsqu'un intérêt public prépondérant l'exige.

<sup>2</sup> Le droit de préemption peut être exercé lorsque l'Etat, ou la commune, entend prendre une mesure dans les domaines décrits à l'article 100.

b) Inscription

**Art. 107** <sup>1</sup> L'autorisation d'inscrire un droit de préemption est donnée par le juge administratif sur requête motivée de la commune ou du département concerné; le juge statue après avoir entendu le propriétaire foncier.

<sup>2</sup> Le propriétaire d'un bien-fonds grevé du droit de préemption dispose, dans les 30 jours, d'un droit de recours à la Cour administrative.



<sup>3</sup> Sur communication de la décision définitive, le conservateur annote au registre foncier le droit de préemption et en informe le propriétaire concerné.

c) Avis, option

**Art. 108** <sup>1</sup> Le propriétaire qui entend aliéner à un tiers un immeuble soumis au droit de préemption en vertu des présentes dispositions doit en aviser le titulaire, au plus tard dès le dépôt de l'acte au registre foncier; il lui communique simultanément une copie certifiée conforme de cet acte.

<sup>2</sup> Dans un délai de 45 jours à compter de la date de dépôt de l'acte au registre foncier, le titulaire du droit notifie à l'intéressé :

- a) soit sa décision de renoncer à l'exercice du droit de préemption;
- b) soit sa décision d'acquérir aux conditions et prix fixés;
- c) soit son offre d'acquérir aux conditions et prix fixés par lui et, à défaut d'acceptation de cette offre, de recourir, si les conditions légales sont réunies, à la procédure d'expropriation conformément à l'article 100.

<sup>3</sup> A défaut d'option dans le délai indiqué à l'alinéa 2, le titulaire est censé avoir renoncé à l'exercice de son droit de préemption.

<sup>4</sup> Le propriétaire contre qui un droit de préemption aura été exercé dispose d'un droit de réméré; les articles 24 et suivants de la loi sur l'expropriation sont réservés.

6. Restrictions d'importance secondaire  
a) Principes

**Art. 109** <sup>1</sup> Les mesures énumérées ci-après, prises par la collectivité compétente ou par l'entreprise qu'elle a mandatée, sont des restrictions à la propriété d'importance secondaire; à ce titre, doivent être autorisés :

- a) les actes nécessaires à l'établissement des plans, tels que passages, levés de plans, mensurations et études du sol;
- b) l'établissement sur des terrains privés de signaux de circulation, de panneaux de signalisation pour des installations publiques de tout genre, de prises d'eau, de dispositifs d'éclairage, d'horloges publiques, etc.;
- c) la pose de conduites et canalisations à l'emplacement des futures routes avant l'acquisition du terrain.

<sup>2</sup> Le propriétaire foncier sera informé en temps utile; on évitera de porter inutilement atteinte aux lieux et, dans la mesure du possible, il sera tenu compte des demandes justifiées que présenteront les propriétaires fonciers quant à l'emplacement et au genre de ces dispositifs.

<sup>3</sup> Les dégâts causés aux biens et aux cultures feront l'objet d'un dédommagement; de même, un droit à indemnité existe en cas d'entrave considérable et manifeste faite à l'utilisation ou à l'exploitation du bien-fonds.

b) Litiges

**Art. 110** Le juge administratif statue sur tous les litiges pouvant résulter des dispositions de l'article 109, sous réserve de recours à la Cour administrative.

## CHAPITRE V : Compensation

Compensation

**Art. 111** Le régime de compensation prévu à l'article 5, alinéa 1, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire est régi par la législation fiscale.

## CHAPITRE VI : Financement

1. Couverture des dépenses, principe

**Art. 112** <sup>1</sup> Les communes assument les frais de l'aménagement local et régional et des tâches qui en découlent (art. 45 et 75a).<sup>[31\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'Etat assume les frais de l'aménagement cantonal.

2. Subventions cantonales

**Art. 113** <sup>1</sup> Le Canton accorde aux communes et aux régions :

- a) des subventions pour les travaux effectués dans le cadre de l'aménagement local et régional;
- b) des prêts pour l'équipement technique des terrains à bâtir.<sup>[31\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Des subventions peuvent être allouées à des associations et organismes pour leurs prestations en matière de chemins de randonnée et de pistes cyclables.

<sup>3</sup> La fixation des subventions relevant de l'alinéa 1 incombe au Département, celle des subventions prévues à l'alinéa 2 au Parlement, dans le cadre du budget.

3. Prestations particulières<sup>21)</sup>

**Art. 114**<sup>21)</sup> <sup>1</sup> Le Canton peut, conformément au décret concernant le financement de l'aménagement<sup>22)</sup> :

- a) verser des subventions aux communes pour les mesures de protection des sites et du paysage et pour les indemnités versées en raison de l'aménagement de zones d'utilité publique, de zones de verdure ainsi que de zones à protéger;
- b) verser des subventions aux propriétaires fonciers pour les mesures de protection des sites et du paysage.

<sup>2</sup> Il n'existe pas de droit aux prestations particulières.

## TITRE QUATRIEME : Dispositions transitoires et finales

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'application

## 1. Décrets

**Art. 115** Le Parlement édicte les décrets suivants :

- a) décret concernant le règlement-norme sur les constructions;
- b) décret concernant le permis de construire;
- c) décret concernant les contributions des propriétaires fonciers;
- d) décret concernant le remembrement de terrains à bâtir;<sup>3)</sup>
- e) décret réglant le financement de l'aménagement.

## 2. Ordonnances

**Art. 116** <sup>1</sup> A moins que ne soient réservés des décrets du Parlement, le Gouvernement édicte les prescriptions nécessaires à l'application de la présente loi.

<sup>2</sup> Il peut en particulier régler par voie d'ordonnance les matières suivantes :

- a) la nature et les exigences de l'équipement technique;
- b) la protection des sites et du paysage, ainsi que les prescriptions relatives aux antennes extérieures;
- c) les prescriptions concernant les installations de camping, de centres d'achat ainsi que l'entreposage, l'évacuation et la démolition de véhicules, machines et engins hors d'usage;
- d) les aménagements extérieurs des bâtiments, y compris les places de stationnement pour véhicules et les terrains de jeux;
- e) les exigences en matière de sécurité, de police du feu, d'hygiène et d'énergie qui régissent les projets de constructions;
- f) les mesures d'adaptation des bâtiments et installations aux besoins des handicapés;
- g) les constructions et installations particulières;

- h) la détermination, de façon impérative et générale, de notions légales en matière de construction et d'aménagement du territoire;
- i) la conception matérielle et technique des plans prévus par la présente loi;
- j) la définition de la procédure et des compétences en matière de plans et prescriptions.

## CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur

1. Modification de la loi portant introduction de la loi fédérale sur le maintien de la propriété foncière rurale

**Art. 117** La loi du 26 octobre 1978<sup>16)</sup> portant introduction de la loi fédérale du 12 juin 1951 sur le maintien de la propriété foncière rurale est modifiée comme il suit :

**Art. 2, al. 1**  
...<sup>17)</sup>

2. Modification de la loi sur les améliorations foncières et les bâtiments agricoles

**Art. 118** La loi du 26 octobre 1978 sur les améliorations foncières et les bâtiments agricoles<sup>18)</sup> est modifiée comme il suit :

**Art. 45**  
Abrogé

**Art. 56, al. 2**  
...<sup>17)</sup>

3. Abrogation du droit en vigueur

**Art. 119** La loi du 26 octobre 1978 sur les constructions est abrogée.

## CHAPITRE III : Dispositions transitoires

1. Plans et prescriptions des communes

**Art. 120** <sup>1</sup> Les plans et les prescriptions des communes doivent, au besoin, être adaptés à la présente loi et à la loi fédérale sur l'aménagement du territoire; l'article 46, alinéa 5, est applicable.

<sup>2</sup> Les plans et les prescriptions des communes adoptés en vertu de l'ancien droit restent en vigueur pour autant qu'ils ne soient pas en contradiction avec les prescriptions impératives du droit de rang supérieur; le "reste du territoire" défini par les plans de zones actuellement en vigueur est assimilé à la zone agricole.

<sup>3</sup> Les terrains à bâtir délimités provisoirement selon l'ancien droit doivent avoir été déclarés zone à bâtir avant le 31 décembre 1987; faute de quoi, ils sont réputés zone agricole<sup>5)</sup>

<sup>4</sup> Les procédures en cours sont terminées sous le régime de l'ancien droit.

<sup>5</sup> Le conseil communal est compétent pour procéder aux adaptations rédactionnelles concernant :

- a) le remplacement de la terminologie;
- b) le remplacement des références légales.

L'approbation par le Service de l'aménagement du territoire demeure réservée (art. 73).

2. Permis de construire et police des constructions

**Art. 121** Les demandes de permis dont l'enquête publique est terminée avant l'entrée en vigueur de la présente loi ainsi que les procédures en cours en matière de police des constructions sont traitées selon l'ancien droit.

3. Exploitations de matériaux, places de décharges

**Art. 122** Les exploitations de matériaux ainsi que les places de décharges pour véhicules qui ne sont pas au bénéfice d'une autorisation délivrée après le 1<sup>er</sup> janvier 1979 sont soumises à l'obligation du permis et à celle de fournir des sûretés pour des mesures d'aménagement.

4. Terrains de camping

**Art. 123** Les terrains de camping dont le statut légal n'est pas défini dans le plan de zones de la commune sont soumis à la procédure du plan spécial (art. 30 et 31) dans les cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

## CHAPITRE IV : Entrée en vigueur

Entrée en  
vigueur

**Art. 124** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>19)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 25 juin 1987

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jean-François Roth  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

Les articles 28, alinéa 3, 29, alinéa 4, 88, alinéas 3 et 5, 104, alinéa 2, et 107, alinéa 3, ont été approuvés par le Conseil fédéral le 24 mars 1988, conformément aux articles 962, alinéa 2, et 949, alinéa 2, du Code civil suisse.

- 1) RS 700
- 2) RSJU 101
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1993
- 4) RSJU 722.11
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 mai 1988, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1988
- 6) Nouvelle numérotation selon le ch. I de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1993
- 7) Introduit par le ch. 1 de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1993
- 8) RSJU 175.1
- 9) Abrogée par le ch. I de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1993
- 10) RSJU 192.244.1
- 11) Nouvelle teneur selon la section 4 de la loi du 21 octobre 1992 instituant des mesures d'économie, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 1993 au 31 décembre 1993, et selon le ch. 1 de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1993

- 12) RSJU 921.11
- 13) RSJU 211.1
- 14) RSJU 711
- 15) RS 220
- 16) RSJU 215.124.1
- 17) Texte inséré dans ladite loi
- 18) RSJU 913.1
- 19) 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005
- 22) RSJU 702.611
- 23) RS 700.1
- 24) Introduit dans le préambule par le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 25) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 26) Introduit par le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 27) Abrogé par le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 28) Nouvelle numérotation selon le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. XVI de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 30) Abrogé par le ch. V de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 31) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 septembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 32) Introduit par le ch. I de la loi du 23 septembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 33) RSJU 190.11

## TABLE DES MATIERES

Article

### TITRE PREMIER : Droit public en matière de construction

#### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

1. Obligation .....	1
2. Conditions générales d'octroi .....	2

#### CHAPITRE II : Prescriptions cantonales en matière de construction

1. Zones dangereuses .....	3
2. Equipement technique .....	4
3. Protection des sites .....	5
4. Distances	
a) par rapport aux routes publiques .....	6
b) par rapport aux eaux .....	7
c) autres lois réservées .....	8
d) limites politiques .....	9
5. Ordre des constructions, forme architecturale .....	10
6. Aménage- ments extérieurs .....	11
7. Places de stationnement .....	12
8. Espaces de détente .....	13
9. Sécurité, hygiène et entretien .....	14
10. Barrières architecturales .....	15
11. Immissions .....	16

#### CHAPITRE III : Procédure d'octroi du permis de construire

1. Dépôt de la demande .....	17
2. Examen de la demande .....	18
3. Publication; opposition .....	19
4. Droit applicable	
a) Règles .....	20
b) Prescriptions insuffisantes .....	21
5. Coordination .....	21a
6. Décision; opposition .....	22
7. Recours .....	23
8. Révocation d'un permis .....	24
9. Dérogations	
a) Principe .....	25
b) Compétence .....	26
c) Constructions amovibles et petites constructions .....	27
d) Réserves; mention au registre foncier .....	28



## Article

10. Exceptions hors de la zone à bâtir	
a) En général .....	29
b) En vertu de l'article 24d, alinéa 1, LAT .....	29a
c) En vertu de l'article 24d, alinéa 2, LAT .....	29b
d) Compétence .....	29c
e) Mention au registre foncier .....	29d
11. Constructions et installations particulières	
a) Principe .....	30
b) Définition.....	31
12. Compensation des charges	
a) Notion .....	32
b) Procédure .....	33

**CHAPITRE IV : Police des constructions**

1. Compétence; haute surveillance.....	34
2. Tâches .....	35
3. Rétablissement de l'état conforme à la loi .....	36
4. Recours .....	37
5. Exécution par substitution.....	38
6. Ordonnances des autorités cantonales de surveillance.....	39
7. Peines.....	40

**TITRE DEUXIEME : Aménagement du territoire****CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

1. But .....	41
2. Principes .....	42
3. Information et participation.....	43
4. Répartition des tâches .....	44

**CHAPITRE II : Tâches des communes****SECTION 1 : Principe**

1. Obligation d'aménager le territoire.....	45
2. Compétences.....	46
3. Règlement-norme sur les constructions .....	47

**SECTION 2 : Définition et contenu de l'aménagement local**

1. Etudes de base et plans directeurs.....	48
2. Règlement de construction .....	49
3. Plan de zones .....	50
4. Zone à bâtir.....	51

## Article

a) Zone de fermes .....	52
b) Zone d'utilité publique .....	53
c) Zone verte .....	54
d) Zone de sport et de loisirs .....	55
e) Zone de maisons de vacances .....	56
5. Zone agricole .....	57
5bis. Zone agricole spéciale au sens de l'article 16a, alinéa 3, LAT .....	57a
6. Zone de hameau .....	57b
7. Zones à protéger .....	58
8. Zones sensibles aux phénomènes naturels .....	59

**SECTION 3 : Plan spécial**

1. Définition, portée .....	60
2 Contenu .....	61
3. Alignements	
a) Types .....	62
b) Effets généraux .....	63
c) Alignements spéciaux .....	64
4. Limites de routes .....	65
5. Plan spécial obligatoire .....	66
6. Procédure .....	67
7. Obligations de la commune .....	68
8. Inobservation des délais par la commune .....	69

**SECTION 4 : Procédure d'établissement et d'adoption des plans communaux**

1. Examen préalable .....	70
2. Dépôt public, opposition .....	71
3. Adoption .....	72
4. Approbation .....	73
5. Entrée en vigueur et droit subsidiaire .....	74
6. Zone réservée .....	75

**CHAPITRE II<sup>BIS</sup> : Tâches de la région****SECTION 1 : Principes**

1. Tâches .....	75a
2. Organisation .....	75b
Plan spécial régional .....	75c

**SECTION 2 : Plan directeur régional**

1. Définition .....	75d
---------------------	-----

2. Plan directeur régional .....	
a) En général .....	75e
b) Contenu minimum et autres thèmes .....	75f
3. Information et participation, examen préalable .....	75g
4. Adoption, approbation .....	75h
5. Effets .....	75i
6. Modification .....	75j

## **CHAPITRE III : Tâches du Canton**

### **SECTION 1 : Principe**

1. Tâches .....	76
2. Compétences .....	77

### **SECTION 2 : Plan directeur cantonal**

1. Conception directrice .....	79
2. Etudes de base, plans sectoriels .....	80
3. Contenu .....	81
4. Procédure, effets .....	82
5. Réexamen .....	83

## **TITRE TROISIEME : Equipement, remembrement, expropriation et financement**

### **CHAPITRE PREMIER : Equipement technique de la zone à bâtir**

1. Equipement .....	84
2. Equipement de base, équipement de détail .....	85
3. Desserte privée .....	86
4. Réalisation des équipements .....	87
4bis. Programme d'équipement .....	87a
4ter. Aperçu de l'état de l'équipement .....	87b
5. Réalisation des équipements par les propriétaires	
a) Procédure .....	88
b) Décompte .....	89
5bis. Mesures du Canton .....	89a
6. Contribution des propriétaires fonciers à l'équipement	
a) Principe .....	90
b) Part des frais .....	91
7. Contribution des propriétaires fonciers aux ouvrages publics	
a) Principe .....	92
b) Litiges .....	93

**CHAPITRE II : Remembrement parcellaire de terrains à bâtir**

1. Principe.....	94
2. Introduction.....	95
3. Condition préalable.....	96

**CHAPITRE III : Libération de servitudes**

1. Principe.....	97
2. Procédure .....	98

**CHAPITRE IV : Expropriation et restriction de la propriété**

1. Application de la loi sur l'expropriation .....	99
2 Expropriation formelle	
a) Droit d'expropriation .....	100
b) Expropriant .....	101
3. Expropriation matérielle	
a) Notion .....	102
b) Installation d'équipement.....	103
c) Restitution.....	104
4. Prescription de l'action en indemnité .....	105
5. Droit de préemption	
a) But, notion .....	106
b) Inscription .....	107
c) Avis, option .....	108
6. Restrictions d'importance secondaire	
a) Principes.....	109
b) Litiges.....	110

**CHAPITRE V : Compensation**

Compensation .....	111
--------------------	-----

**CHAPITRE VI : Financement**

1. Couverture des dépenses, principe .....	112
2. Subventions cantonales.....	113
3. Prestations particulières .....	114

**TITRE QUATRIEME : Dispositions transitoires et finales****CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'application**

1. Décrets .....	115
------------------	-----

2. Ordonnances .....	116
----------------------	-----

## **CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur**

1. Modification de la loi portant introduction de la loi fédérale sur le maintien de la propriété foncière rurale.....	117
2. Modification de la loi sur les améliorations foncières et les bâtiments agricoles .....	118
3. Abrogation du droit en vigueur.....	119

## **CHAPITRE III : Dispositions transitoires**

1. Plans et prescriptions des communes .....	120
2. Permis de construire et police des constructions.....	121
3. Exploitations de matériaux, places de décharges.....	122
4. Terrains de camping .....	123

## **CHAPITRE IV : Entrée en vigueur**

Entrée en vigueur .....	124
-------------------------	-----



## Décret concernant le permis de construire (DPC)

du 11 décembre 1992

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 115, lettre b, de la loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)<sup>1</sup>,

arrête :

### SECTION 1 : Généralités

1. Exigence du permis

**Article premier** <sup>1</sup> Un permis de construire est nécessaire pour toute construction, démolition, installation et mesure projetée sur ou au-dessous de la surface du sol et dans les eaux (appelées ci-après : "projets") et tombant sous le coup de la législation sur les constructions et l'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> La délivrance du permis de construire implique que les autorisations spéciales (art. 44) aient été préalablement accordées.

2. Début des travaux

**Art. 2** <sup>1</sup> L'exécution de projets exigeant un permis ne peut être entreprise qu'au moment où ils ont fait l'objet d'un permis de construire entré en force (art. 40) ou que l'autorisation a été donnée en vue du début anticipé des travaux (art. 41).

<sup>2</sup> En cas de démolition en vue de reconstruction, la démolition ne peut être entreprise avant que le permis relatif au nouveau bâtiment ne soit entré en force. Demeure réservé le cas où le bâtiment présenterait un danger pour le public.

3. Autorité communale

**Art. 3** L'autorité communale compétente en matière de construction est le conseil communal à moins qu'un règlement communal ne désigne une autre autorité.

## SECTION 2 : Cas exigeant un permis

1. Nouvelle  
installation,  
agrandissement

**Art. 4** <sup>1</sup> Sous réserve de l'article 6, un permis de construire est nécessaire pour la construction et l'agrandissement :

- a) de bâtiments et parties de bâtiments;
- b) d'autres installations, telles que :
  - citernes, installations de stockage et de distribution d'essence, de lubrifiant et de gaz;
  - tours, cheminées, antennes, stations transformatrices;
  - clôtures fixes à la limite, palissades, murs;
  - rampes, parties saillantes de bâtiments, piscines, constructions souterraines, serres, capteurs solaires;
  - fosses à purin, fosses à fumier, installations d'épuration, fosses de décantation, puits perdus;
  - équipement privé (route, accès, place de stationnement, conduites, etc.);
  - places d'amarrage de bateaux, bouées d'amarrage;
- c) de terrains de camping, de lieux de décharge et de lieux d'extraction de matériaux, à moins que toutes les conditions aient été définies précisément par le plan spécial;
- d) d'installations de chantier sous réserve de l'article 6, alinéa 1, lettre g.

<sup>2</sup> Un permis de construire est également nécessaire pour :

- a) l'établissement de résidences mobiles, caravanes habitables, tentes, etc., à l'extérieur d'un terrain de camping autorisé, pour autant qu'elles soient installées au même endroit pour plus de deux mois par année civile;
- b) <sup>6)</sup> les modifications apportées à un terrain par le fait de le combler ou de le creuser; cette exigence ne s'applique qu'aux modifications de plus de 1,20 m de la hauteur du terrain ou à celles de moins de 1,20 m lorsque la surface concernée est supérieure à 500 m<sup>2</sup>.

2. Modification,  
démolition

**Art. 5** <sup>1</sup> Est soumise à l'obligation du permis toute modification importante apportée aux constructions et installations mentionnées à l'article 4, alinéa 1.

<sup>2</sup> Sont en particulier réputés modification importante :

- a) la transformation de l'aspect extérieur : modification de façades et de toitures, de couleurs, de matériaux, etc.;
- b) la modification ou le remplacement de parties portantes d'une construction (murs, appuis, toits, charpentes, etc.);
- c) le changement d'affectation;



- d) la rénovation et la transformation intérieure de constructions et installations, lorsque pareilles modifications touchent à des éléments jouant un rôle important au point de vue de la construction; c'est le cas notamment dans les modifications :
  - apportées à des constructions dépassant l'alignement ou touchant les prescriptions concernant les distances;
  - entraînant une charge supplémentaire importante pour les installations d'équipement;
  - portant atteinte à l'environnement;
- e) l'installation et la modification de foyers et de cheminées, l'introduction de réservoirs pour huile de chauffage, etc.;
- f) la démolition de bâtiments ou de parties de bâtiments.

3. Constructions  
et installations  
franches  
d'autorisation

**Art. 6** <sup>1</sup> Aucun permis de construire n'est nécessaire pour :

- a) les constructions et installations qui, en vertu de la législation fédérale, échappent au droit cantonal en matière de constructions;
- b) les installations publiques d'équipement réglées par des procédures particulières (plan spécial, plan de route, etc.);
- c) les travaux ordinaires d'entretien des bâtiments et installations;
- d) les modifications de peu d'importance apportées à la construction à l'intérieur des bâtiments;
- e) les constructions et installations suivantes conformes à l'usage local :
  - petites installations annexes, telles que terrasses de jardin non couvertes, cheminées de jardin, bacs à sable, bassins pour enfants, clapiers ou enclos pour petits animaux, etc.;
  - installations et aménagements des espaces extérieurs ou de jardins tels que sentiers, escaliers, fontaines, pièces d'eau, sculptures, etc.;
- f) les terrains de camping autorisés en vertu d'un plan spécial;
- g) les installations de chantiers qui servent à la réalisation d'un projet autorisé et situées à proximité immédiate de celui-ci.

<sup>2</sup> L'autorité communale peut autoriser les gens du voyage à stationner sans permis de construire pour une durée n'excédant pas six mois.

<sup>3</sup> L'absence d'exigence d'un permis de construire ne libère pas de l'obligation de requérir les autorisations spéciales au sens de l'article 44.

### SECTION 3 : Genres d'autorisation, compétence

1. Procédure  
ordinaire (grand  
permis)  
a) Compétence  
en général

**Art. 7** <sup>1</sup> Sont traitées en procédure ordinaire d'octroi du permis de construire toutes les requêtes auxquelles ne s'applique pas la procédure simplifiée du petit permis prévue à l'article 9.

<sup>2</sup> La Section des permis de construire est l'autorité ordinaire compétente pour l'octroi du permis de construire. L'article 8 est réservé.

b) Compétence des communes

**Art. 8** <sup>1</sup> Dans les communes comptant plus de 5 000 habitants selon le dernier recensement fédéral de la population, l'autorité communale est l'autorité compétente pour accorder le permis de construire.

<sup>2</sup> Le Département de l'Environnement et de l'Equipeement (dénommé ci-après : "Département") peut étendre cette compétence à d'autres communes disposant d'une administration bien organisée.

<sup>3</sup> La compétence des communes n'est pas donnée quant aux projets :

- a) qui sont destinés à servir à l'usage de la commune en cause ou dont elle est maître de l'ouvrage;
- b) qui ont fait l'objet d'une opposition émanant de la commune concernée, en application de l'article 21 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

2. Procédure simplifiée (petit permis)

**Art. 9** <sup>1</sup> La procédure simplifiée au sens de l'article 20 est applicable, sous réserve de l'alinéa 3, aux projets suivants :

- a) petites constructions, annexes, travaux au sens de l'article 4, alinéa 1, lettre b, agrandissements minimes de bâtiments;
- b) modification importante de bâtiments et installations (art. 5);
- c) constructions qui ne sont pas établies à demeure (constructions mobilières);
- d) modifications du terrain.

<sup>2</sup> Le petit permis est accordé par l'autorité communale.

<sup>3</sup> Cependant, la procédure du petit permis est exclue dans les cas suivants :

- a) en cas de construction ou d'agrandissement de bâtiments et d'installations lorsque les frais de construction dépassent 100 000 francs;
- b) lorsque le projet est en connexité avec un autre, auquel est applicable la procédure ordinaire, notamment en cas de démolition en vue d'une nouvelle construction;
- c) lorsque les projets concernés sont contraires à l'affectation de la zone;
- d) lorsque le projet touche à des intérêts publics importants, en particulier à ceux de la protection de la nature, des sites et du patrimoine, de la sécurité du trafic ou de l'aménagement local.

<sup>4</sup> La procédure du petit permis ne peut être répétée dans le but de réaliser un projet relevant de la procédure ordinaire.

#### **SECTION 4 : Présentation de la demande de permis de construire**

##### 1. Demande a) Forme

**Art. 10** <sup>1</sup> La demande de permis de construire doit être présentée à l'autorité communale, avec les demandes d'autorisations spéciales nécessaires et la demande éventuelle de dérogations.

<sup>2</sup> Le requérant utilisera la formule officielle de demande, qui doit porter la signature du maître de l'ouvrage, de l'auteur du projet et, en outre, du propriétaire foncier ou du titulaire du droit de superficie.

<sup>3</sup> Le plan de situation (art. 12 et 13), les plans du projet (art. 14) et les autres documents éventuellement exigés (art. 15 et 44) seront joints à la demande. Les plans seront datés; ils porteront la signature du requérant et de l'auteur du projet.

##### b) Contenu

**Art. 11** La demande comportera notamment :

- a) les nom, adresse et signature du propriétaire foncier, du maître de l'ouvrage (le cas échéant de son représentant autorisé), ainsi que de l'auteur du projet;
- b) la désignation de la parcelle à bâtir et de la zone à laquelle elle appartient;
- c) le but auquel le projet est destiné;
- d) les dimensions principales des constructions et installations, le genre de construction, l'indication des matériaux les plus importants, le genre et la couleur des façades et de la toiture;
- e) pour les lieux d'extraction de matériaux et les lieux de dépôt, leur surface, la hauteur des remblais, la profondeur du creusage, le genre des matériaux à en tirer ou à y déposer;
- f) pour les constructions commerciales, de bureaux, artisanales et industrielles, le nombre probable des personnes qui y seront occupées;
- g) pour les entreprises d'engraissement et d'élevage, le genre et l'importance de la détention d'animaux;
- h) l'accès de l'immeuble à la route publique et la manière dont il est assuré juridiquement en cas de mise à contribution du terrain d'un tiers;
- i) la situation, l'aménagement des places de stationnement pour véhicules, la manière dont ces places sont garanties sur le plan juridique et, dans la mesure nécessaire, les aménagements extérieurs et les espaces de détente;

- j) l'indice d'utilisation du projet et celui autorisé, si ces éléments sont définis par les prescriptions en matière de construction; le calcul doit être présenté de manière à ce qu'il puisse être vérifié;
- k) la motivation de toute demande de dérogations.

2. Plan de situation  
a) Forme

**Art. 12** <sup>1</sup> Le plan de situation sera établi sur une copie récente du plan cadastral, signé par le géomètre d'arrondissement.

<sup>2</sup> L'auteur du projet fera figurer sur le plan de situation les indications exigées à l'article 13. Les modifications apportées par l'auteur du projet se distingueront nettement, par l'utilisation d'une couleur appropriée, des inscriptions certifiées conformes par le géomètre d'arrondissement.

<sup>3</sup> L'organe communal compétent confirme sur le plan, par l'apposition de son sceau, l'exactitude et le caractère complet des indications relatives aux prescriptions sur les constructions.

b) Contenu

**Art. 13** Le plan de situation indiquera notamment :

- a) les limites et les numéros de la parcelle à bâtir et des parcelles voisines, les noms de leurs propriétaires, ainsi que les constructions et installations existantes ou déjà autorisées sur ces parcelles;
- b) la zone de construction dans laquelle se trouve la parcelle à bâtir, ainsi que les zones à protéger qui peuvent y exister en application de l'article 58 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire;
- c) l'échelle et l'indication du nord, ainsi que les noms des routes et des lieux-dits;
- d) l'alignement de la forêt; à défaut, le tracé effectif des lisières de la forêt pour autant que ces lisières soient éloignées de moins de 30 m des constructions et installations projetées;
- e) les monuments naturels qui se trouvent sur la parcelle à bâtir et sur les parcelles voisines;
- f) la situation et la superficie du projet, ses distances par rapport aux routes, limites de fonds et bâtiments voisins, les mesures extérieures du plan du bâtiment ainsi que les cotes de niveaux;
- g) l'accès, les installations d'équipements existantes ou prévues, les places de stationnement, les terrains de jeux prescrits et, le cas échéant, d'autres aménagements extérieurs;
- h) les alignements de construction et de route, les conduites publiques inscrites dans les plans spéciaux ou plans de routes existants ou déposés publiquement.

## 3. Plans

**Art. 14** <sup>1</sup> A la requête seront joints les plans suivants à l'échelle 1:100 ou 1:50 :

- a) les plans de tous les niveaux; on y mentionnera l'affectation des locaux avec l'indication de leur longueur et largeur, ainsi que l'épaisseur approximative des murs, les foyers et cheminées;
- b) les coupes nécessaires à la compréhension du projet, avec indication des dimensions principales du vide d'étage, de l'épaisseur approximative des planchers; on indiquera en outre la cote du sol fini des rez-de-chaussée au-dessus du niveau de la mer ou d'un point fixe porté sur le plan de situation; la position des coupes sera indiquée sur les plans des niveaux;
- c) les plans de toutes les façades avec indication des hauteurs et de la cote d'altitude du sol fini du rez-de-chaussée; en cas de construction en ordre contigu seront également dessinées les façades des bâtiments voisins;
- d) un plan d'aménagement des abords lorsqu'il existe des prescriptions particulières sur l'aménagement des abords (art. 11 LCAT) ou lorsque le projet implique la création d'espaces de détente (art. 13 LCAT).

<sup>2</sup> Sur les plans des coupes et des façades, on indiquera en pointillé le terrain existant et, par une ligne continue, le terrain aménagé.

<sup>3</sup> Les plans doivent permettre de constater la structure prévue du terrain (raccordement des bâtiments, talus, murs de soutènement), ainsi que les clôtures fixes.

<sup>4</sup> En cas de transformation, les plans feront ressortir, au moyen de teintes différentes, quelles parties du bâtiment subsistent, lesquelles sont démolies et lesquelles sont reconstruites. Un relevé exact du bâtiment peut être exigé.

## 4. Exigences spéciales; facilités

**Art. 15** <sup>1</sup> S'il s'agit de projets de construction d'une certaine importance ou si la situation est particulièrement complexe, les autorités peuvent exiger d'autres pièces concernant la construction, le déroulement des travaux et les mesures de sécurité (montages photographiques, maquettes, calculs et diagrammes d'ombre).

<sup>2</sup> Les autorités ont la faculté :

- a) d'admettre des plans à l'échelle 1:200 pour des projets importants;
- b) de renoncer à la production de plans ou autres pièces s'il s'agit de projets de construction de peu d'importance.

## 5. Profils

**Art. 16** <sup>1</sup> Simultanément au dépôt de la demande du permis, le requérant doit piqueter et marquer par des profils (gabarit) dans le terrain les limites extérieures des constructions et installations projetées. Les profils doivent indiquer la hauteur des façades (jusqu'à l'arête supérieure du chevron) et la hauteur au faîte, ainsi que l'inclinaison des lignes du toit; pour les toits plats, ils indiqueront la hauteur du garde-corps. La cote du sol fini du rez-de-chaussée sera marquée au moyen d'une latte transversale.

<sup>2</sup> Les profils seront maintenus jusqu'à l'entrée en force de la décision prise concernant le projet.

<sup>3</sup> L'autorité communale compétente peut, si des raisons importantes l'exigent, prévoir des mesures spéciales ou accorder des facilités quant au profil. Une information suffisante des voisins et du public doit cependant être assurée.

<sup>4</sup> Si une construction projetée n'est pas piquetée au moment de la publication conformément aux prescriptions (art. 19 et 20), ou si les profils diffèrent considérablement par rapport au projet, la publication est répétée une fois le vice corrigé et le délai d'opposition prolongé d'autant.

## SECTION 5 : Examen d'entrée

## 1. Examen formel

**Art. 17** <sup>7)</sup>

## 2. Vices matériels manifestes

**Art. 18** <sup>6)</sup> <sup>1</sup> S'il apparaît d'emblée que, d'après les prescriptions de droit public, un projet ne peut être accepté ou ne peut l'être qu'avec des dérogations que le requérant n'a pas demandées, l'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire informe ce dernier sans délai des lacunes constatées et l'invite à y remédier.

<sup>2</sup> Le requérant doit, dans les trois mois, présenter à l'autorité un projet modifié ou l'informer qu'il maintient sa demande telle que présentée; à défaut, cette dernière est considérée comme ayant été retirée.

## SECTION 6 : Publication, dépôt public

1. Procédure  
a) ordinaire  
(grand permis)

**Art. 19** <sup>1</sup> Toutes les demandes de permis de construire (art. 7, 8 et 9, al. 3) à examiner en procédure ordinaire doivent être publiées et déposées publiquement pendant 30 jours.

<sup>2</sup> La publication a lieu dans le Journal officiel sur requête de l'autorité communale ainsi que par affichage public.

<sup>3</sup> S'il s'agit de constructions soumises à une législation particulière (industrie, auberge, etc.), on procédera à la publication simultanée de la demande de permis de bâtir et de la requête spéciale.

b) simplifiée  
(petit permis)

**Art. 20** <sup>1</sup> Les demandes tendant à l'octroi du petit permis sont soumises à la procédure ordinaire de publication de l'article 19 lorsqu'elles requièrent l'octroi de dérogations.

<sup>2</sup> Dans les autres cas, l'autorité communale :

- a) procède à l'affichage public pendant 10 jours;
- b) exige du requérant la production d'une déclaration écrite d'accord des voisins directement touchés par le projet ou
- c) fixe à ces voisins, par lettre recommandée, un délai d'opposition de 10 jours.

<sup>3</sup> Le Service des ponts et chaussées sera informé des projets donnant accès à une route cantonale. L'Office des eaux et de la protection de la nature est informé des constructions projetées au bord d'eaux publiques pour lesquelles il n'existe pas de prescriptions relatives aux distances (art. 7 LCAT).

2. Contenu

**Art. 21** La publication (art. 19, al. 2) ou la communication écrite (art. 20, al. 2, lettre c) contiendra :

- a) le nom du requérant et l'auteur du projet;
- b) la désignation exacte de la parcelle et la description générale du projet;
- c) l'affectation de la zone ou la désignation du plan spécial;
- d) l'indication des dérogations demandées;
- e) l'indication du lieu et de la période du dépôt du dossier, de la possibilité de faire opposition, de l'échéance du délai et de l'instance à laquelle cette opposition doit être adressée;

- f) la communication portant péremption des prétentions à compensation des charges qui ne seraient pas annoncées à l'autorité communale dans le délai d'opposition (art. 33 LCAT).

## SECTION 7 : Procédure d'opposition, réserve de droit

### 1. Opposition a) Motifs

**Art. 22** <sup>1</sup> La procédure d'opposition permet à tout intéressé légitimé d'invoquer que le projet est contraire aux prescriptions de droit public ou qu'il lèse ses intérêts dignes de protection.

<sup>2</sup> Les communes, les associations de communes et le Département ont en outre la faculté d'invoquer dans leur opposition l'absence de prescriptions suffisantes au sens de l'article 21 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

### b) Qualité pour former opposition

**Art. 23** Sont légitimés à faire opposition :

- a) les particuliers dont des intérêts dignes de protection seraient touchés par la construction projetée;
- b) les organisations privées qui, d'après leurs statuts, ont pour mission essentielle et permanente de veiller aux intérêts protégés par la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire, plus particulièrement les sociétés de protection de la nature, des sites et du patrimoine;
- c) les autorités communales, les associations de communes et l'Etat, dans le cadre de la sauvegarde des intérêts publics qui leur sont confiés.

### c) Forme

**Art. 24** <sup>1</sup> L'opposition, écrite et motivée, est adressée durant le délai de dépôt à l'autorité communale compétente.

<sup>2</sup> Les oppositions collectives doivent indiquer le nom de la personne autorisée à représenter valablement les opposants.

<sup>3</sup> Si l'opposition émane de l'autorité communale, elle doit être adressée, dans le délai de dépôt, à la Section des permis de construire.

### 2. Réserve de droit

**Art. 25** <sup>1</sup> La déclaration de réserve de droit a pour but de renseigner le requérant et les autorités sur des droits privés qui sont touchés par le projet, ainsi que sur des prétentions à dommages-intérêts qui pourraient en découler.



<sup>2</sup> Toute personne ayant l'exercice des droits civils a qualité pour présenter une réserve de droit.

<sup>3</sup> Demeurent réservées les dispositions concernant la compensation des charges (art. 32 et 33 LCAT).

3. Pourparlers de conciliation

**Art. 26<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> En cas d'opposition ou de réserve de droit, l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire organise en principe des pourparlers de conciliation. Elle peut exceptionnellement y renoncer s'il apparaît manifestement qu'aucun arrangement ne pourra être trouvé.

<sup>2</sup> Lorsque l'organisation des pourparlers de conciliation incombe à la Section des permis de construire, l'autorité communale y est invitée.

<sup>3</sup> Si, en raison d'un grand nombre d'oppositions du même genre, il n'est pas possible de tenir des pourparlers de conciliation dans des conditions satisfaisantes, le Département détermine la procédure à suivre pour l'audition des opposants.

<sup>4</sup> Les pourparlers de conciliation sont consignés dans un procès-verbal qui résume les positions des parties, mentionne le résultat des pourparlers et, en conclusion, indique si les oppositions sont retirées ou maintenues. Le procès-verbal est signé par tous les intéressés.

<sup>5</sup> Les dispositions du Code de procédure administrative<sup>2)</sup> concernant la récusation s'appliquent à la personne qui dirige les pourparlers de conciliation et au teneur du procès-verbal.

## SECTION 8 : Décision

1. Préparation  
a) En général

**Art. 27** <sup>1</sup> Sous réserve des articles 8 et 9, l'autorité communale, après examen, transmet le dossier à la Section des permis de construire dans les 30 jours qui suivent le délai d'opposition ou les pourparlers de conciliation, avec son rapport, ses propositions et attire son attention sur les éléments qui s'opposent à l'octroi du permis de construire.

<sup>2</sup> L'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire examine d'office si la demande de permis de construire répond aux prescriptions de droit public. Elle peut à cet effet, et si les circonstances l'exigent, par décision incidente, faire appel à des experts, procéder à des examens du sol et des matériaux, de même qu'ordonner des calculs statiques, des essais de charge, etc.

b) Consultation

**Art. 28** <sup>1</sup> L'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire consulte les départements intéressés et les organes spécialisés en cas de doute relatif :

- a) à l'atteinte au site ou au paysage;
- b) à la mise en danger de la sécurité de personnes et de choses;
- c) aux prescriptions concernant les barrières architecturales;
- d) à l'atteinte à l'environnement;
- e) à l'équipement du terrain.

<sup>2</sup> L'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire n'est pas liée par les préavis des organes spécialisés; elle est en revanche liée par la prise de position d'un département qui indique explicitement le caractère obligatoire de sa réponse.

c) Coordination

**Art. 29** <sup>1</sup> L'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire s'assure que les autorisations spéciales et les préavis sont coordonnés.

<sup>2</sup> S'il apparaît que des autorisations ou des préavis divergent dans un domaine connexe, l'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire provoque un réexamen des autorisations et préavis en cause.

d) Opposition  
selon l'art. 21  
LCAT

**Art. 30** <sup>1</sup> L'autorité qui a fait opposition conformément à l'article 21 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire dépose publiquement les nouvelles prescriptions dans les trois mois dès l'échec des pourparlers de conciliation. Elle veille à ce que leur adoption et leur approbation interviennent sans retard.

<sup>2</sup> L'autorité qui délivre le permis peut prolonger ce délai de trois mois au plus, pour les motifs suivants :

- a) la nécessité de se procurer, en vue de l'aménagement, des éléments qui occasionnent un grand travail ou qui sont difficiles à obtenir;
- b) la conduite de pourparlers difficiles avec les propriétaires fonciers intéressés.

<sup>3</sup> Le Service de l'aménagement du territoire n'accordera le délai supplémentaire d'une année que dans les cas suivants :

- a) lorsqu'il est nécessaire de réviser totalement ou partiellement le plan d'aménagement d'une localité;
- b) lorsque six mois ne suffisent pas pour établir les exigences en matière d'urbanisme, d'équipement, de protection du site local, etc. et pour élaborer les nouveaux plans spéciaux.

e) Demande de dérogation

**Art. 31** <sup>1</sup> Lorsqu'une demande de dérogation est déposée en faveur d'un projet, les autorités compétentes pour examiner, préavisier, accorder ou ratifier la dérogation en vertu des articles 25 à 27 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire doivent se prononcer conformément aux articles 32 et 33 ci-après.

<sup>2</sup> L'article 27 est applicable par analogie.

2. Décision  
a) Conditions, charges

**Art. 32** <sup>1</sup> Un projet est accepté lorsqu'il n'est pas contraire aux prescriptions de droit public, qu'il ne compromet pas l'ordre public et que rien ne s'y oppose au titre de l'aménagement du territoire, au sens des articles 20 et 21 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire. Si ces conditions ne sont pas remplies, la demande doit être rejetée.

<sup>2</sup> Le permis de construire peut être assorti de conditions et de charges.

b) Contenu

**Art. 33** <sup>1</sup> La décision comporte notamment les indications suivantes :

- a) l'admission ou le rejet des oppositions avec indication des motifs;
- b) l'octroi ou le refus des dérogations demandées;
- c) l'octroi du permis de construire ou le rejet de la demande;
- d) les conditions et charges dont le permis de construire est assorti;
- e) les autorisations spéciales (art. 44) et les préavis obligatoires (art. 28, al. 2, in fine)
- f) la réserve de droit des tiers;
- g) en cas de démolition suivie de reconstruction, le moment où la démolition pourra être effectuée (art. 2, al. 2);
- h) l'obligation de payer les frais.

<sup>2</sup> La décision mentionne également les voies de droit; elle comporte :

- a) une indication concernant les conditions, le délai, la forme de l'opposition ou du recours (art. 35 et 36), ainsi que l'autorité à laquelle l'opposition ou le recours doit être adressé;
- b) l'avis qu'il ne peut être fait usage du permis de construire qu'au moment où :
  - le délai d'opposition ou de recours aura expiré sans avoir été utilisé, ou que
  - toutes les personnes légitimées à faire opposition ou à recourir (art. 36, al. 2) auront renoncé à le faire, ou que
  - l'autorité compétente aura autorisé le début anticipé des travaux (art. 41).

c) Notification

**Art. 34** <sup>1</sup> ...[7\)](#)

<sup>2</sup> Une décision unique portant sur la demande de permis de construire et incluant les autorisations spéciales et les dérogations éventuelles est rendue par l'autorité compétente qui statue, le cas échéant, sur les oppositions.

<sup>3</sup> Cette décision est notifiée par écrit au requérant, aux opposants éventuels, à l'autorité communale, ainsi que, en procédure ordinaire, à l'autorité de surveillance de la police des constructions.[6\)](#)

## SECTION 9 : Voies de droit

1. Opposition

**Art. 35** Seule la décision rendue selon l'article 34 peut faire l'objet d'une opposition conformément aux articles 94 et suivants du Code de procédure administrative. La voie de l'opposition n'est cependant ouverte que lorsque le projet n'a pas donné lieu à des oppositions au sens de l'article 19 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire ou lorsque celles-ci ont toutes été retirées au moment où l'autorité a statué.

2. Recours au juge administratif

**Art. 36** <sup>1</sup> Si l'opposition selon l'article 35 est rejetée ou lorsque la voie de l'opposition n'a pas été ouverte sur la base de cette disposition, la décision peut être portée, par voie de recours, devant le juge administratif.

<sup>2</sup> Ont qualité pour recourir devant le juge administratif le requérant, les opposants et l'autorité communale compétente dont l'avis n'a pas été suivi par l'autorité qui a statué.

### 3. Procédure

**Art. 37** <sup>1</sup> Si le recours émane du requérant, le juge administratif recherche qui, parmi les opposants, entend participer à la procédure de recours comme partie. Il fixe à cet effet un délai convenable par lettre recommandée. L'inobservation de ce délai est réputée renonciation à participer à la procédure.

<sup>2</sup> Le juge administratif entend l'autorité dont l'autorisation spéciale est attaquée. La commune sera également entendue lorsque la décision en cause touche à l'autonomie communale.

### 4. Recours à la Cour administrative

**Art. 38** <sup>1</sup> Le jugement du juge administratif peut être porté devant la Cour administrative dans les 30 jours qui suivent sa notification.

<sup>2</sup> La qualité pour recourir appartient aux parties à la procédure devant le juge administratif et à l'autorité communale dont l'avis n'a pas été suivi à l'exception de l'autorité cantonale qui a rendu la décision attaquée. Le Département et la commune ont également la qualité pour recourir dans les cas de l'article 24 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire<sup>3)</sup>.

### 5. Dispositions subsidiaires

**Art. 39** Pour le surplus, sont applicables les dispositions du Code de procédure administrative.

## SECTION 10 : Portée et durée de validité du permis de construire

### 1. Portée; validité

**Art. 40** <sup>1</sup> Le permis de construire donne droit, dès qu'il est entré en force, à l'exécution du projet.

<sup>2</sup> Le permis de construire vaut pour le requérant, le propriétaire de la parcelle à bâtir ou leurs ayants cause.

### 2. Début anticipé des travaux

**Art. 41** <sup>1</sup> Si le projet n'a donné lieu à aucune opposition et s'il ne touche pas à des intérêts publics, l'autorité compétente pour accorder le permis de construire peut autoriser le commencement des travaux dès l'expiration du délai d'opposition.

<sup>2</sup> Le début anticipé des travaux est toutefois exclu :

- a) lorsque le projet exige des autorisations spéciales selon l'article 44 et que ces autorisations ne sont pas encore données;
- b) lorsque le projet repose sur des prescriptions en matière de construction que le Service de l'aménagement du territoire n'a pas encore approuvées, à moins que ce service n'autorise le début anticipé des travaux.

3. Délai  
a) pour le début  
des travaux

**Art. 42** <sup>1</sup> Le permis de construire perd sa validité si l'exécution du projet n'a pas été entreprise dans le délai de deux ans dès son entrée en force.

<sup>2</sup> L'autorité compétente pour délivrer le permis peut, pour de justes motifs, prolonger le délai d'une année au plus après avoir entendu les intéressés. Une prolongation est cependant exclue si, depuis l'octroi du permis, une modification importante est survenue dans la situation de fait ou de droit.

b) pour  
l'achèvement  
des travaux

**Art. 43** <sup>1</sup> Une fois commencés, les travaux seront, autant que possible, poursuivis sans interruption jusqu'à leur achèvement. L'autorité communale fixe au besoin un délai à cet effet.

<sup>2</sup> L'inobservation du délai peut avoir pour conséquence des mesures de police des constructions (art. 49) et des sanctions pénales (art. 52).

## SECTION 11 : Prescriptions spéciales

1. Autorisations  
spéciales

**Art. 44** En plus du permis de construire, le projet peut nécessiter une autorisation spéciale découlant notamment de la législation dans les domaines suivants :

- a) construction et entretien des routes;
- b) utilisation et protection des eaux;
- c) protection de l'environnement;
- d) protection de la nature, protection du paysage et conservation des monuments historiques et des sites bâtis;
- e) agriculture et sylviculture;
- f) travail, commerce, artisanat, industrie, énergie et constructions scolaires;
- g) police du feu;
- h) protection civile.

2. Demande  
générale de  
permis

**Art. 45** <sup>1</sup> S'il s'agit d'un projet d'une certaine importance ou si la situation juridique n'est pas claire, une demande générale de permis de construire peut être déposée, avec l'accord de l'autorité communale, avant la demande proprement dite. La demande générale ne porte que sur l'intégration de l'ouvrage dans le terrain environnant (situation, aspect extérieur) et sur l'équipement du terrain.

<sup>2</sup> A la demande générale sont joints, en double exemplaire, le plan de situation selon les articles 12 et 13, ainsi que les plans d'avant-projet à l'échelle 1:100 ou 1:200 en application par analogie de l'article 14. Pour le surplus, la procédure se déroule d'après les dispositions applicables aux demandes ordinaires.

<sup>3</sup> Le permis général de construire lie les autorités qui ont à traiter la demande subséquente d'obtention du permis de construire, pour autant que celle-ci soit déposée dans les six mois dès l'octroi du permis général. La nouvelle demande n'est publiée que si elle touche davantage aux intérêts publics que la demande générale. S'il ne se fait pas de publication, communication est faite aux voisins du dépôt public du projet d'exécution selon l'article 21.

3. Modification  
du projet  
pendant la  
procédure et  
après l'octroi du  
permis

**Art. 46** <sup>1</sup> Si, pendant la procédure d'octroi ou de recours, le requérant modifie son projet afin de tenir compte des objections soulevées par les autorités ou les opposants ou pour d'autres motifs importants, la procédure peut se poursuivre sans nouvelle publication, pour autant que la modification ne touche pas à des intérêts publics. Les opposants et les voisins éventuellement touchés par la modification seront entendus au sujet de cette dernière.

<sup>2</sup> L'autorité compétente pour l'octroi du permis peut, après avoir entendu les intéressés et sans nouvelle procédure d'octroi, autoriser qu'il soit apporté à un projet admis les modifications qui se révèlent nécessaires au cours de l'exécution des travaux, à condition toutefois que ni des intérêts publics, ni des intérêts importants de voisins ne s'en trouvent touchés.

4. Demande de  
dérogation faite  
après coup

**Art. 47** <sup>1</sup> Il n'est entré en matière sur une demande de dérogation présentée après coup que si le retard est dûment motivé. Connaissance est donnée de la demande selon les dispositions des articles 19 et suivants et le dépôt public opéré selon les mêmes dispositions. Il n'est procédé à de nouveaux pourparlers de conciliation que si l'autorité l'estime nécessaire en vue de la sauvegarde d'intérêts publics et de voisins.

<sup>2</sup> Si la demande de dérogation n'est présentée qu'au cours de la procédure de recours devant le juge administratif, le jugement rendu sur recours statue à son sujet. L'alinéa 1 est applicable par analogie.

<sup>3</sup> La Cour administrative n'entre pas en matière sur des demandes de dérogation présentées après coup. Demeure réservée la liquidation de la procédure de recours par transaction.

5. Compensation des charges

**Art. 48** Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

## SECTION 12 : Police des constructions

1. Devoirs de l'autorité communale de police des constructions

**Art. 49** <sup>1</sup> L'autorité communale de police des constructions veille à ce que les prescriptions légales et les dispositions du permis de construire soient observées lors de l'exécution du projet. Son contrôle porte en particulier sur les points suivants :

- observation des conditions et charges du permis de bâtir;
- sécurité du point fixe choisi en vue du projet (art. 14, al. 1, lettre b).

<sup>2</sup> L'autorité communale de police des constructions veille à ce que les lieux soient remis en l'état conforme à la loi en cas d'exécution illicite des travaux ou en cas d'inobservation, après coup, de prescriptions de construction, de conditions et de charges (art. 36 et 38 LCAT).

<sup>3</sup> Elle veille à l'élimination des perturbations de l'ordre public dues à des constructions et installations inachevées, entretenues de manière négligente ou contraire de toute autre façon à la réglementation (art. 14, 35 et 38 LCAT).

<sup>4</sup> Les communes peuvent prendre des dispositions intercommunales afin d'assurer les tâches de surveillance de police des constructions.

2. Attributions du Gouvernement, du Département et du Service de l'aménagement du territoire

**Art. 50** <sup>1</sup> Le Gouvernement exerce la haute surveillance de la police des constructions.



<sup>2</sup> Le Département a les attributions suivantes :

- a) il décide, en cas de doute, si un projet de construction nécessite un permis de construire;
- b) il fixe, en cas de contestation, la procédure d'octroi du permis à appliquer;
- c) il tranche les litiges portant sur les exigences spéciales ou sur les facilités selon les articles 15 et 16, alinéa 3.

<sup>3</sup> ...<sup>4)</sup>

3. Attributions de la Section des permis de construire

**Art. 51** La Section des permis de construire a notamment les attributions suivantes :

- a) elle informe les autorités des communes dans le domaine de la législation sur les constructions;
- b) elle conseille les autorités communales compétentes pour délivrer les permis de construire;
- c) elle exerce la surveillance de la police des constructions; elle prend les mesures nécessaires au sens de l'article 39 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>1)</sup>; elle fixe des délais aux autorités communales de police des constructions et aux autorités compétentes pour l'octroi du permis de construire lorsque ces dernières tardent à remplir leurs obligations légales.<sup>5)</sup>

4. Peines

**Art. 52** Les infractions commises contre les dispositions du présent décret, ainsi que des ordonnances et décisions rendues sur la base de ce décret, sont passibles des peines fixées à l'article 40 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

## SECTION 13 : Emoluments et frais

1. Emoluments

**Art. 53** Sur la base d'un règlement, la commune peut percevoir des émoluments pour son activité en procédure d'octroi du permis de construire, ainsi que pour les actes qu'elle accomplit en matière de police des constructions.

2. Frais du permis et de la procédure de recours

**Art. 54<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Le requérant supporte les frais de la procédure d'octroi du permis de construire. Ces frais se composent des émoluments en la matière et des débours, en particulier pour indemnités de déplacement, taxes de témoins, examens techniques, honoraires d'experts, frais de port et de téléphone, frais d'annonce. L'alinéa 2 est réservé.

<sup>2</sup> En procédure d'opposition (art. 22 ss), le requérant supporte les frais relatifs à la séance de conciliation. En cas d'échec de la conciliation, les frais subséquents sont mis à la charge de l'opposant qui succombe s'il les a occasionnés sans nécessité.

<sup>3</sup> En procédure d'opposition (art. 22 ss), il n'est pas alloué de dépens aux parties.

<sup>4</sup> Il n'est pas perçu de frais en cas d'annonce de prétention à titre de compensation des charges (art. 48).

<sup>5</sup> Les dispositions du Code de procédure administrative s'appliquent aux frais et aux dépens de la procédure de recours.

3. Avance de  
frais  
a) par le  
requérant

**Art. 55** <sup>1</sup> L'autorité communale et les autorités cantonales compétentes en matière d'octroi du permis peuvent exiger du requérant une avance convenable de frais.

<sup>2</sup> Si le requérant ne donne pas de suite à cette invitation, la procédure est, après une suspension de trois mois, rayée du rôle.

b) par l'opposant

<sup>3</sup> En cas d'échec de la conciliation, l'autorité peut également exiger une avance de frais de l'opposant en lui impartissant un délai convenable pour s'exécuter. L'opposant est averti qu'à défaut d'exécuter l'avance de frais, l'autorité ne donnera pas suite à son opposition.<sup>9)</sup>

## SECTION 14 : Dispositions finales

1. Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 56** Le décret du 6 décembre 1978 concernant la procédure d'octroi du permis de construire est abrogé.

2. Entrée en  
vigueur

**Art. 57** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1993.

Delémont, le 11 décembre 1992

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Edmond Bourquard  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) RSJU 701.1
- 2) RSJU 175.1
- 3) RS 700
- 4) Abrogé par le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002
- 5) Introduite par le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 7) Abrogé par le ch. I du décret du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 25 novembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 9) Introduit par le ch. I du décret du 25 novembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010



## **Décret concernant le remembrement de terrains à bâtir**

du 11 décembre 1992

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 45 et 46 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu les articles 94 à 96 et 115, lettre d, de la loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)<sup>2)</sup>,

*arrête :*

### **TITRE PREMIER : Dispositions générales**

Principe

**Article premier** <sup>1</sup> Lorsque la réalisation d'un plan de zones ou d'un plan spécial l'exige, il convient de procéder au remembrement de terrains à bâtir.

<sup>2</sup> Le remembrement de terrains à bâtir doit permettre un lotissement rationnel et économique ou la rénovation de certains quartiers par la modification des parcelles, ainsi que par la redistribution de la propriété et des autres droits réels qui y sont liés.

Surveillance par  
la commune

**Art. 2** <sup>1</sup> La surveillance des travaux de remembrement incombe à la commune.

<sup>2</sup> Le conseil communal est l'autorité compétente au sens du présent décret, pour autant que le règlement communal n'en dispose autrement.

<sup>3</sup> Lorsque le périmètre du remembrement s'étend sur plusieurs communes, la commune ayant la plus grande superficie dans le périmètre exerce en général la surveillance.

Haute  
surveillance et  
mesures du  
Gouvernement

**Art. 3** <sup>1</sup> La haute surveillance des travaux de remembrement incombe au Gouvernement qui en confie l'exercice au Département de l'Environnement et de l'Equipement (dénommé ci-après "Département").

<sup>2</sup> Lorsqu'une coopérative de remembrement ne dispose pas des organes nécessaires ou lorsque ceux-ci négligent leurs devoirs, le Département peut commander les mesures nécessaires à la réalisation du remembrement aux frais de la coopérative ou procéder d'office à la dissolution de la coopérative.

Titre de  
mainlevée et  
hypothèque  
légale

**Art. 4** <sup>1</sup> Les décisions et les arrêtés pris par les organes du remembrement et ayant force de chose jugée sont assimilés à un jugement exécutoire au sens de l'article 80, alinéa 2, de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>3)</sup>.

<sup>2</sup> La coopérative de remembrement peut demander l'inscription d'une hypothèque légale précédant tous les droits de gage pour assurer ses créances à l'égard des propriétaires participants. Le droit à l'inscription s'éteint deux ans après que la créance a été définitivement établie.

Publications,  
communications  
et moyens de  
droit

**Art. 5** <sup>1</sup> Les publications et les convocations de caractère public ont lieu dans le Journal officiel et selon les usages locaux. Les participants doivent être renseignés par écrit.

<sup>2</sup> Les décisions et les arrêtés indiquent notamment les délais et voies de droit.

Mise à l'enquête  
publique et  
oppositions

**Art. 6** <sup>1</sup> Les mises à l'enquête publique prévues par le présent décret ont lieu dans la commune sur le territoire de laquelle s'effectue le remembrement. Lorsque le remembrement touche plusieurs communes, elles ont généralement lieu dans la commune ayant la plus grande superficie dans le périmètre de remembrement.

<sup>2</sup> La mise à l'enquête dure 30 jours.

<sup>3</sup> La publication doit contenir des indications sur le lieu et la durée de la mise à l'enquête. Elle mentionne que les oppositions, écrites et motivées, doivent être faites pendant la durée de mise à l'enquête.

<sup>4</sup> Chaque mise à l'enquête publique doit être autorisée par le Département.

## TITRE DEUXIEME : Remembrement de terrains à bâtir

### CHAPITRE PREMIER : Généralités

Remembrement pour équiper et rajuster des parcelles, plan spécial

**Art. 7** La procédure de remembrement de terrains à bâtir peut être engagée avant l'entrée en vigueur du plan spécial. Cependant, le plan de remembrement ne pourra être mis à l'enquête publique (art. 43) avant que le plan spécial réservant les surfaces prévues à des fins d'intérêt public n'ait été accepté en votation communale.

Décision concernant l'engagement de la procédure

**Art. 8** <sup>1</sup> La procédure de remembrement est engagée :

- a) par une décision, constatée en la forme authentique, prise par la majorité des propriétaires; les propriétaires intéressés qui ne prennent pas part à la décision sont réputés y adhérer;
- b) par décision du conseil communal;
- c) par décision du Département.

<sup>2</sup> La décision concernant l'engagement de la procédure est fondée sur :

- un avant-projet consistant en un plan du périmètre contenant des indications précises sur les différentes parcelles, la représentation de l'équipement prévu dans ses grandes lignes, ainsi qu'un rapport concernant le projet;
- un devis des dépenses présumées et des charges approximatives des propriétaires fonciers;
- le cas échéant, un projet de statuts.

<sup>3</sup> La décision d'engager la procédure (al. 1) et l'annulation de cette décision doivent être signalées sur-le-champ pour les cas prévus sous :

lettre a : au registre foncier, au conseil communal et au Département par le notaire instrumentant;

lettre b : au registre foncier et au Département par le conseil communal;

lettre c : au registre foncier et au conseil communal de la commune concernée par le Département.

Périmètre

**Art. 9** <sup>1</sup> Les limites du remembrement seront fixées dans le plan de périmètre en tenant compte des intérêts des fonds voisins et de manière à pouvoir réaliser un remembrement rationnel. Le périmètre de remembrement peut être constitué de parcelles qui ne sont pas contiguës.

<sup>2</sup> Les fonds qui ne doivent pas être modifiés, ainsi que ceux dont l'inclusion dans le remembrement rendrait la réalisation de celui-ci sensiblement plus difficile, peuvent être laissés de côté ou partiellement englobés dans le périmètre.

<sup>3</sup> Des fonds ou des parties de fonds bâtis ou utilisés à des fins particulières peuvent être englobés dans un remembrement lorsque, sans ceux-ci, la réalisation de l'objectif à atteindre serait sensiblement plus difficile.

<sup>4</sup> Le Département peut, après avoir entendu les participants, apporter de petites modifications au périmètre de remembrement. L'article 8, alinéa 3, est applicable par analogie.

#### Participants

**Art. 10** Participant à la procédure de remembrement :

- a) les propriétaires des fonds situés dans le périmètre de remembrement;
- b) les détenteurs de droits réels sur un fonds situé dans le périmètre de remembrement, pour autant qu'ils puissent se prévaloir d'un intérêt digne de protection;
- c) la commune sur le territoire de laquelle le remembrement a lieu;
- d) d'autres collectivités publiques en faveur desquelles certains terrains sis dans le périmètre de remembrement doivent être réservés à des fins d'intérêt public.

#### Effets de la décision d'engagement de la procédure

**Art. 11** <sup>1</sup> La décision concernant l'engagement de la procédure a pour effet :

- a) que les droits et devoirs inhérents à l'entreprise passent de par la loi à l'acquéreur d'un fonds situé dans le remembrement et que le nouveau propriétaire prend la place du précédent en ce qui concerne la procédure et le droit matériel;
- b) que, dans tous les cas où ne serait pas acquis l'assentiment unanime des propriétaires fonciers participant à la procédure de remembrement, toute modification de fait ou de droit intervenant au cours de la procédure de remembrement requiert l'autorisation de la commission de remembrement ou, tant que celle-ci n'a pas été désignée, celle du conseil communal; l'autorisation ne peut être refusée que si la modification porte préjudice au projet.

<sup>2</sup> Les décisions d'autorisation prises en vertu de l'alinéa 1, lettre b, peuvent être attaquées auprès du juge administratif, sous réserve de recours à la Cour administrative.



Mention au  
registre foncier

**Art. 12** <sup>1</sup> Sur communication de la décision d'engagement de la procédure, le conservateur mentionne au registre foncier que les fonds sont compris dans la procédure de remembrement. Lorsque la mention a eu lieu, il en informe les propriétaires participants.

<sup>2</sup> La mention s'éteint dès que la procédure de remembrement a pris fin ou après que la dissolution de la coopérative a été décidée ou approuvée par le Département. Le Département en informe le registre foncier.

Contribution de  
la commune aux  
travaux  
préparatoires

**Art. 13** La commune peut faire des avances pour couvrir les frais des travaux préparatoires; elle peut également prendre les frais à sa charge si elle a intérêt au remembrement.

## CHAPITRE II : Remembrement de gré à gré

Procédure

**Art. 14** <sup>1</sup> Lorsque tous les participants ont approuvé le plan du périmètre et l'avant-projet et déclarent vouloir s'entendre sur les autres mesures du remembrement sans fonder pour autant une coopérative de remembrement, l'avant-projet muni de leurs signatures est soumis par le conseil communal à l'approbation du Département.

<sup>2</sup> Les participants désignent un chef technique et un notaire chargés de l'élaboration du plan de remembrement définitif.

<sup>3</sup> Lorsque le plan de remembrement est mis au point et signé par tous les participants, le conseil communal le soumet pour approbation au Département. L'approbation ne peut intervenir, en règle générale, que si le périmètre de remembrement est doté d'un plan spécial entré en vigueur.

<sup>4</sup> Le conseil communal fixe, sur proposition ou d'office, d'entente avec le Service de l'aménagement du territoire, des délais appropriés pour la réalisation des différentes phases de la procédure de fondation. Les participants peuvent recourir auprès du Département contre les décisions du conseil communal.

<sup>5</sup> Le plan de remembrement approuvé sert de justificatif pour les modifications à apporter au registre foncier.

<sup>6</sup> Sous réserve de recours au Tribunal cantonal, le président du tribunal tranche par ailleurs les différends découlant de ladite procédure.

## CHAPITRE III : La coopérative de remembrement

### SECTION 1 : Fondation

Mise à l'enquête  
publique,  
assemblée  
d'information

**Art. 15** <sup>1</sup> Une fois prise la décision concernant l'engagement d'une procédure, le conseil communal met à l'enquête publique :

- a) l'avant-projet accompagné d'un état de propriété;
- b) le projet de statuts;
- c) le devis.

<sup>2</sup> Le conseil communal doit, en règle générale, inviter les participants à une assemblée d'information.

<sup>3</sup> D'office ou sur requête de propriétaires fonciers, le conseil communal peut ordonner les mesures prévues par les alinéas 1 et 2 avant qu'une décision concernant l'engagement d'une procédure ne soit prise.

Assemblée  
constitutive

**Art. 16** <sup>1</sup> Trente jours au plus tôt après la mise à l'enquête, le conseil communal convoque les participants en assemblée constitutive et détermine l'ordre du jour. Il en informe le Département.

<sup>2</sup> L'assemblée constitutive :

- a) adopte les statuts;
- b) arrête le plan du périmètre;
- c) nomme les organes statutaires;
- d) désigne le chef technique et le notaire.

<sup>3</sup> Les décisions sont prises à la majorité des propriétaires participants. L'article 25 est applicable pour la représentation.

<sup>4</sup> Les modifications du périmètre seront signalées au sens de l'article 8, alinéa 3. Si le périmètre qui a servi de base à la décision d'engagement d'une procédure est étendu, cette modification sera mise à l'enquête publique ou communiquée aux participants.

Oppositions

**Art. 17** <sup>1</sup> Le conseil communal transmet au Service de l'aménagement du territoire les actes et les oppositions auxquels il joint une proposition motivée.

<sup>2</sup> Le Service de l'aménagement du territoire entend sans retard les opposants et tente de concilier les parties.

<sup>3</sup> Il transmet le dossier, accompagné de son rapport et de sa proposition, au Département.

#### Approbation

**Art. 18** <sup>1</sup> Le Département statue sur les oppositions non vidées. Il approuve le périmètre et les statuts de la coopérative pour autant que le remembrement soit d'intérêt public, rationnel et qu'il ne lèse pas les intérêts privés qui méritent d'être sauvegardés.

<sup>2</sup> Les décisions du Département sont susceptibles de recours conformément au Code de procédure administrative<sup>6)</sup> <sup>5)</sup>.

#### Fondation d'office

**Art. 19** <sup>1</sup> Lorsque la majorité requise n'a pu être constituée après la décision d'engagement en vue de fonder une coopérative, le Département peut, après avoir entendu les participants, procéder à cette fondation d'office ou sur proposition de la commune.

<sup>2</sup> Il édicte les statuts, fixe le périmètre de remembrement et désigne les organes nécessaires.

#### Effet de l'approbation

**Art. 20** <sup>1</sup> L'approbation des statuts par le Département confère à la coopérative la personnalité juridique sans qu'une inscription au registre du commerce soit nécessaire.

<sup>2</sup> Les participants doivent tolérer que les travaux nécessaires à la réalisation de l'entreprise soient exécutés sur leurs fonds.

#### Responsabilité

**Art. 21** <sup>1</sup> Seule la fortune sociale répond des engagements de la coopérative.

<sup>2</sup> La majorité des membres peut décider de la responsabilité personnelle restreinte ou non restreinte ou de l'obligation de faire des versements supplémentaires. Tout membre peut, en vertu de l'article 17, faire opposition contre cette décision auprès du Département s'il est chargé de façon excessive. Le Département statue sous réserve de recours à la Cour administrative.

Acquisition de  
droits par la  
coopérative

**Art. 22** Afin de faciliter la réalisation du remembrement, la coopérative peut acquérir de gré à gré des fonds et des droits réels restreints.

## **SECTION 2 : Organisation de la coopérative**

Statuts

**Art. 23** Les statuts doivent contenir des dispositions sur :

- a) le nom, le siège et le but de la coopérative;
- b) les droits et obligations des membres;
- c) les organes, leurs compétences et la durée des mandats;
- d) la conduite des travaux et la surveillance;
- e) la couverture des frais;
- f) la comptabilité;
- g) la dissolution de la coopérative et la répartition de la fortune sociale.

Organes

**Art. 24** <sup>1</sup> Les organes de la coopérative sont :

- a) l'assemblée de la coopérative;
- b) le comité;
- c) la commission;
- d) l'organe de contrôle.

<sup>2</sup> Il n'est pas nécessaire que le président, le secrétaire, le caissier et les vérificateurs des comptes soient membres de la coopérative.

<sup>3</sup> Les organes de la coopérative tiennent un procès-verbal des délibérations importantes et de toutes les décisions et nominations. Une copie des procès-verbaux est adressée au Service de l'aménagement du territoire.

Qualité de  
membre et droit  
de vote

**Art. 25** <sup>1</sup> Est membre de la coopérative tout propriétaire d'un fonds situé dans le périmètre de remembrement.

<sup>2</sup> Chaque membre n'a qu'une voix à l'assemblée de la coopérative, à moins que les statuts n'en disposent autrement.

<sup>3</sup> La représentation d'un membre sur la base d'une procuration écrite est autorisée. Les statuts peuvent restreindre le droit de représentation.

<sup>4</sup> Les copropriétaires d'un fonds et les propriétaires en main commune désignent la personne habilitée à exercer le droit de vote en leur nom.

<sup>5</sup> Les statuts peuvent régler spécialement l'exercice du droit de vote pour les titulaires de droits distincts et permanents, ainsi que pour les propriétaires des fonds qui en sont grevés.

<sup>6</sup> Un représentant de la commune est membre de la coopérative avec voix consultative.

Convocation de l'assemblée de la coopérative et décisions

**Art. 26** <sup>1</sup> L'assemblée de la coopérative est convoquée au moins 15 jours à l'avance; le Service de l'aménagement du territoire en sera informé.

<sup>2</sup> L'assemblée de la coopérative prend ses décisions et procède aux nominations à la majorité absolue des voix émises, pour autant que le présent décret ou les statuts de la coopérative n'en disposent pas autrement.

Droit d'attaquer les décisions de l'assemblée

**Art. 27** <sup>1</sup> Chaque membre peut attaquer les décisions et nominations de l'assemblée pour violation du droit, y compris pour abus ou excès du pouvoir d'appréciation.

<sup>2</sup> Le recours, écrit et motivé, doit être déposé dans les 30 jours auprès du juge administratif. Celui-ci statue sous réserve de recours à la Cour administrative.

Comité

**Art. 28** <sup>1</sup> Le comité exécute les décisions de l'assemblée de la coopérative et remplit les tâches administratives. Il prend les décisions concernant les affaires qui ne sont pas de la compétence d'un autre organe.

<sup>2</sup> Lorsque les statuts n'en disposent pas autrement, le président, le secrétaire et le caissier de la coopérative ont le droit de vote du sein du comité, même s'ils ne sont pas membres de la coopérative.

Commission

**Art. 29** La commission, composée de trois ou cinq experts n'ayant pas la qualité de participants au remembrement, procède, en collaboration avec le chef technique, à :

- a) l'élaboration du plan de remembrement (art. 43);
- b) toutes les estimations en rapport avec l'entreprise;
- c) la clé de répartition des frais.

## SECTION 3 : Dissolution de la coopérative

Dissolution

**Art. 30** <sup>1</sup> La coopérative doit être dissoute lorsque, le remembrement étant achevé, toutes les dettes sociales sont éteintes.

<sup>2</sup> La décision relative à la dissolution doit être approuvée par le Département. La décision du Département est susceptible de recours conformément au Code de procédure administrative<sup>6) 5)</sup>.

<sup>3</sup> L'article 3, alinéa 2, est réservé.

## CHAPITRE IV : Réalisation du remembrement

### SECTION 1 : Principes

Masse de remembrement. Réserve de terrain à des fins d'intérêt public

**Art. 31** <sup>1</sup> L'ensemble de la superficie des fonds inclus dans le périmètre de remembrement forme arithmétiquement la masse de remembrement.

<sup>2</sup> Est soustrait de la masse de remembrement le terrain affecté à l'équipement et aux constructions publiques à destination exactement déterminée, ainsi qu'aux emplacements de verdure, prévu dans le plan spécial.

<sup>3</sup> Sauf prescription contraire des statuts, les fonds réservés selon le plan de répartition pour des équipements et autres constructions publiques sont remis en toute propriété à la collectivité publique.

Principe de répartition

**Art. 32** <sup>1</sup> Le droit à la répartition des propriétaires fonciers participants est fixé en proportion des surfaces ou des valeurs déterminantes de la propriété antérieure ou encore sur la base d'une combinaison rationnelle de ces deux principes.

<sup>2</sup> Lorsque les statuts ne prévoient pas de réglementation, le remembrement a lieu sur la base des valeurs déterminantes.

Répartition sur la base des surfaces

**Art. 33** Lorsque le remembrement a lieu sur la base des surfaces, le droit à la répartition tendra à l'attribution de parcelles susceptibles d'être construites de façon rationnelle, au même endroit ou à un endroit équivalent. Les intérêts de tous les participants seront équitablement sauvegardés.

Répartition sur la  
base des valeurs

**Art. 34** <sup>1</sup> Lorsque le remembrement a lieu sur la base des valeurs, la répartition s'opère en principe en proportion de la valeur déterminante de la propriété antérieure.

<sup>2</sup> L'article 33 est applicable par analogie pour le droit à la répartition. Dans la mesure du possible, on veillera au maintien des entreprises artisanales existantes.

Propriété  
commune, droit  
de superficie,  
etc.

**Art. 35** <sup>1</sup> Dans l'intérêt du remembrement, et sous réserve de l'assentiment écrit des propriétaires, une propriété commune peut être partagée ou reconstituée sous forme de copropriété ou de propriété par étages.

<sup>2</sup> De nouveaux droits réels restreints tels que droits de superficie, droits d'habitation, etc., peuvent être constitués avec l'assentiment écrit de l'ayant droit et du propriétaire grevé.

Obligation de  
construire

**Art. 36** <sup>1</sup> S'agissant d'un fonds sur lequel la commune a acquis des droits d'expropriation, la répartition peut être liée à la condition que la parcelle soit construite dans un délai convenable selon les prescriptions en vigueur pour le nouvel état (art. 7).

<sup>2</sup> Le délai est fixé dans le plan de répartition ou par la commune. Il peut être prolongé par le Département.

<sup>3</sup> Lorsque le fonds n'est pas construit, la commune peut faire usage du droit d'expropriation. L'indemnité sera fixée par le juge compétent en matière d'expropriation.

Indemnités dues:  
a) par la  
collectivité à la  
coopérative

**Art. 37** Lorsqu'il s'agit de terrains destinés à des fins d'utilité publique, et sous réserve d'un autre arrangement, la collectivité publique versera une indemnité correspondant à la valeur de l'ancienne propriété, dans la mesure où lesdits terrains ne serviront pas uniquement aux besoins des habitants du périmètre de remembrement.

b) par la  
coopérative à  
des titulaires de  
droits réels  
restreints

**Art. 38** <sup>1</sup> En cas de remembrement sur la base des surfaces, une indemnité pour la perte de droits réels restreints doit être versée, pour autant que l'intérêt au maintien de ce droit ne disparaisse pas du fait du remembrement.

<sup>2</sup> L'indemnité est mise à charge du propriétaire du fonds grevé jusqu'à concurrence de l'avantage qu'il en retire.

<sup>3</sup> En cas de remembrement sur la base des valeurs, une indemnité sera versée, pour autant :

- que la compensation n'ait pas été réalisée lors de la répartition, ou
- que le fonds en question ne soit pas situé dans le périmètre de remembrement, ou
- qu'une servitude personnelle soit abolie.

c) par la  
coopérative aux  
propriétaires  
fonciers  
participants

**Art. 39** <sup>1</sup> Une indemnité doit être versée :

- a) lorsque la répartition ne correspond pas au moins à la valeur déterminante des parcelles versées dans la masse; les changements de valeur ne résultant pas du remembrement n'entrent pas en considération;
- b) lorsque, par suite de l'exiguïté de la superficie versée dans la masse, aucune parcelle susceptible d'être construite ne peut être attribuée; l'indemnité correspond en général à la moyenne entre la valeur du fonds pour le propriétaire précédent et la valeur qu'il a pour la coopérative de remembrement, compte tenu de l'article 31, alinéa 2;
- c) lorsque, par suite de la petitesse de la masse à répartir, aucune parcelle susceptible d'être construite ne peut être attribuée; l'indemnité est calculée selon les principes valables pour l'expropriation;
- d) lors de remembrement sur la base des valeurs, correspondant à l'excédent de la valeur d'expropriation calculée selon l'article 42, alinéa 3, par rapport à la valeur déterminante pour la nouvelle répartition, à la condition que les parties intégrantes qui occasionnent la plus-value ne restent pas au propriétaire; lorsque ces parties intégrantes sont attribuées, l'indemnité est mise à charge du nouveau propriétaire, jusqu'à concurrence du profit qu'il retire de cette attribution;
- e) lors de remembrement sur la base des surfaces, pour compenser la perte de constructions, de plantations ou autres installations et jouissances;
- f) pour les inconvénients résultant de la perte de constructions, de plantations ou autres installations et jouissances.

<sup>2</sup> L'article 804 du Code civil suisse<sup>4)</sup> est applicable au paiement des indemnités.



Avantages en  
matière de  
construction

**Art. 40** En lieu et place d'une prestation en espèces, il peut être proposé, d'entente avec l'intéressé, une modification de permis de construire permettant une meilleure utilisation de la parcelle.

## SECTION 2 : Principe d'estimation et procédure

Constatation de  
l'ancien état

**Art. 41** <sup>1</sup> Le chef technique établit les plans de situation et la liste des propriétaires de l'ancien état du périmètre de remembrement.

<sup>2</sup> L'ancien état est fondé sur la mensuration cadastrale. Le Département peut ordonner des mensurations nouvelles ou complémentaires.

<sup>3</sup> Les plans de situation et la liste des propriétaires sont mis à l'enquête publique.

Estimation de  
l'ancien état et  
valeur  
déterminante

**Art. 42** <sup>1</sup> Lors de remembrements sur la base des valeurs, la commission, en collaboration avec le chef technique, évalue les fonds versés dans la masse, en se basant de manière uniforme sur la valeur d'expropriation en cours au début de la procédure d'estimation. L'estimation de l'ancien état est mise à l'enquête publique.

<sup>2</sup> La valeur de la parcelle estimée en tant que terrain à bâtir selon le plan de zones est déterminante.

<sup>3</sup> Lorsque des constructions, des plantations et autres objets sont parties intégrantes de la parcelle, sa valeur d'expropriation est déterminée en tenant compte de ces parties intégrantes, présumées permanentes.

<sup>4</sup> Chaque propriétaire foncier participant recevra une notification écrite concernant les valeurs d'estimation de la propriété qu'il a versée dans la masse.

Plan de  
remembrement

**Art. 43** <sup>1</sup> La commission élabore le plan de remembrement en collaboration avec le chef technique et le notaire désigné.

<sup>2</sup> Le plan de remembrement comprend :

- a) le plan de répartition;
- b) le plan des servitudes;

- c) l'état de remembrement;
- d) le cas échéant, le plan d'estimation.

<sup>3</sup> Le plan de remembrement est mis à l'enquête publique, sans indication relative aux gages immobiliers.

<sup>4</sup> Le plan spécial ou les prescriptions relatives à la construction dans le périmètre du remembrement sont à disposition dans le local de dépôt du plan de remembrement.

a) Plan de répartition

**Art. 44** Sur le plan de remembrement figureront les anciens et les nouveaux fonds.

b) Plan des servitudes

**Art. 45** Sur le plan des servitudes figurera la représentation graphique des servitudes subsistantes et des nouvelles.

c) Etat de remembrement

**Art. 46** L'état de remembrement comprend :

- a) les tableaux des états de propriété selon l'ancien et le nouvel état;
- b) les servitudes, les charges foncières, les gages immobiliers, les annotations et les mentions selon l'ancien et le nouvel état.

d) Plan d'estimation

**Art. 47** <sup>1</sup> Un plan d'estimation est élaboré lors de remembrements sur la base des valeurs.

<sup>2</sup> Il contient l'estimation des valeurs pour les fonds et les droits, faite selon le plan de répartition et les prescriptions en matière de construction désormais applicables au périmètre de remembrement (art. 7).

Consultation des nouvelles prescriptions en matière de construction

**Art. 48** Les nouvelles prescriptions en matière de construction (art. 7) sont mises à disposition des intéressés en même temps que le plan de remembrement.

Fixation des indemnités

**Art. 49** <sup>1</sup> La commission procède aux estimations encore nécessaires pour fixer les indemnités qui résultent du remembrement.

<sup>2</sup> S'il est contesté que la valeur du fonds réparti soit au moins égale à la valeur déterminante du fonds versé dans la masse, lors de remembrements sur la base des valeurs, cette valeur est estimée à nouveau en se basant sur le moment de l'estimation du nouvel état.

<sup>3</sup> A la même condition, lors de remboursements sur la base des superficies, les valeurs d'expropriation de l'ancien et du nouvel état sont déterminées en appliquant par analogie l'article 42.

<sup>4</sup> La décision de la commission est motivée et notifiée par écrit aux participants.

Opposition **Art. 50** Opposition écrite et motivée contre le plan de remboursement ainsi que contre les estimations des valeurs et la fixation des indemnités peut être faite dans les 30 jours dès la notification auprès de la commission.

Liquidation des oppositions **Art. 51** <sup>1</sup> La commission tente la conciliation.

<sup>2</sup> Elle statue sur les oppositions qui n'ont pu être liquidées à l'amiable.

Recours **Art. 52** <sup>1</sup> Toute décision de la commission relative à une opposition peut être portée dans les 30 jours devant le juge administratif.

<sup>2</sup> Est soumis à l'examen l'ensemble de la procédure de l'autorité précédente, y compris la convenance des estimations.

Révision du plan de remboursement en cours de procédure; appel en cause **Art. 53** <sup>1</sup> Les participants ne peuvent se prévaloir des droits que leur confère le plan de remboursement aussi longtemps que des oppositions ou des recours contre le plan de remboursement sont en suspens. Demeurent réservés les articles 59, alinéa 3, et 61.

<sup>2</sup> Les participants dont les intérêts sont touchés par une opposition ou un recours doivent être appelés en cause.

Echéance et obligation de payer un intérêt **Art. 54** Pour le recouvrement de créance en espèces, la commission peut fixer un terme d'échéance général, à partir duquel le débiteur est astreint à un intérêt correspondant au taux de l'intérêt moratoire en matière d'impôt cantonal.

### SECTION 3 : Les frais de remembrement

Principe  
concernant les  
charges  
financières

**Art. 55** Sur la base des principes contenus dans le présent décret, dans les statuts ou fixés par convention, les participants doivent répondre des frais de remembrement, y compris des frais de mensuration, ainsi que des obligations financières de la coopérative.

Contributions de  
la collectivité  
publique

**Art. 56** <sup>1</sup> La collectivité publique doit, pour les parcelles qui lui sont attribuées, participer aux frais de remembrement dans la mesure où celles-ci ne profitent pas uniquement aux habitants du périmètre de remembrement, telles en particulier les surfaces réservées aux routes publiques de transit général et aux constructions publiques.

<sup>2</sup> Les frais d'un remembrement décidé par la collectivité publique sont supportés par elle dans la mesure où ils ne peuvent pas être mis à la charge des propriétaires fonciers participants.

Contributions  
des membres de  
la coopérative

**Art. 57** <sup>1</sup> En cas de remembrement sur la base des superficies, les frais sont partagés entre les membres en proportion de la superficie des fonds répartis.

<sup>2</sup> En cas de remembrement sur la base des valeurs, les frais sont répartis en proportion de la différence entre la valeur déterminante de l'ancien et celle du nouvel état.

<sup>3</sup> Les contributions des propriétaires fonciers participants aux dépenses occasionnées par un remembrement de rajustement ne doivent pas excéder les 80 % de la plus-value des nouveaux fonds.

<sup>4</sup> La commission peut fixer les avances à verser par les participants.

Procédure

**Art. 58** <sup>1</sup> En collaboration avec le chef technique, la commission élabore le plan de répartition des frais et le dépose à l'enquête publique.

<sup>2</sup> Pour les contestations, les articles 50 à 54 sont applicables.

## SECTION 4 : Approbation et exécution du plan de remembrement

Approbation par  
le Département

**Art. 59** <sup>1</sup> Le plan de remembrement est soumis au Département. De nouvelles prescriptions en matière de construction (art. 7) seront approuvées au plus tard en même temps que le plan de remembrement.

<sup>2</sup> L'approbation est donnée lorsque le plan de remembrement est conforme aux dispositions légales, notamment aux nouvelles dispositions en matière de construction, à l'intérêt public, qu'il est rationnel et répond aux exigences requises pour l'inscription des modifications de droit au registre foncier.

<sup>3</sup> Le Département peut approuver les parties du plan de remembrement dont la réalisation n'entraînera aucun désavantage pour les parties encore contestées.

<sup>4</sup> L'approbation rend le plan de remembrement exécutoire.

Envoi en  
possession  
anticipé

**Art. 60** <sup>1</sup> Le Département peut, d'office ou sur requête, autoriser les participants à prendre possession par anticipation de tout ou partie des parcelles ou à exercer d'autres droits.

<sup>2</sup> La décision d'envoi en possession anticipé peut être attaquée devant le juge administratif.

<sup>3</sup> L'envoi en possession anticipé ne peut avoir lieu que lorsque les moyens de preuve concernant l'état antérieur sont complets.

Acquisition de  
droits  
immobiliers sans  
inscription au  
registre foncier

**Art. 61** <sup>1</sup> Dès l'entrée en vigueur du plan de remembrement, l'ancien état de droit est remplacé par le nouvel état de droit.

<sup>2</sup> Sont applicables à la réglementation des gages immobiliers les dispositions du Code civil suisse, notamment les articles 802, 803, 804 et 811.

<sup>3</sup> Les charges publiques grevant d'anciens fonds passent à charge des nouveaux fonds sis aux mêmes endroits, même lorsqu'elles ne sont pas mentionnées dans le plan de remembrement.

Contestation  
concernant le  
paiement  
d'indemnités et  
les gages  
immobiliers

**Art. 62** Les articles 51 à 53 sont applicables par analogie aux contestations concernant le paiement des indemnités et la réglementation des gages immobiliers.

Modifications à  
porter au registre  
foncier

**Art. 63** <sup>1</sup> Le notaire désigné se charge de faire porter les modifications de droit au registre foncier.

<sup>2</sup> L'exemplaire original ou une copie vidimée du plan de remembrement approuvé, avec l'indication provisoire des superficies, sert de justificatif pour la réquisition des inscriptions au registre foncier.

<sup>3</sup> Doivent en outre être présentés au registre foncier les justificatifs concernant le paiement des indemnités prévues aux articles 38 et 39.

Exonération du  
droit de mutation

**Art. 64** Pour l'inscription du remembrement au registre foncier, il n'est perçu aucun droit de mutation, mais un émolument correspondant aux frais.

Mensuration

**Art. 65** Le Service de l'aménagement du territoire fait procéder à la mensuration du périmètre remanié aux frais de la coopérative.

### **TITRE TROISIEME : Rajustement de limites**

Conditions

**Art. 66** <sup>1</sup> Lorsque le tracé de la limite ne permet pas une implantation rationnelle des bâtiments, un échange de parties de fonds non susceptibles d'être construites de façon indépendante peut être décidé, à condition que l'ajustement des limites n'occasionne aucun désavantage important aux propriétaires fonciers participants.

<sup>2</sup> Lorsqu'un échange n'est pas réalisable, des fonds ou parties de fonds d'une surface restreinte et non susceptibles d'être construits peuvent être réunis à une parcelle contiguë, aux conditions citées à l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Dans la mesure exigée par l'ajustement de limites, des droits réels restreints peuvent être réglés à nouveau.

Principes  
concernant  
l'échange

**Art. 67** <sup>1</sup> L'échange a lieu sur la base des superficies ou des valeurs en tenant compte des possibilités d'utilisation des parcelles.

<sup>2</sup> Le principe applicable est fixé dans la décision concernant l'engagement de la procédure de rajustement de limites.

Indemnités

**Art. 68** <sup>1</sup> Lorsqu'un des fonds participants subit une dévalorisation ou qu'il ne participe aux plus-values résultant du rajustement des limites que dans une mesure comparativement limitée, ces inégalités doivent être compensées en espèces entre les propriétaires fonciers participants.

<sup>2</sup> Pour les fonds ou les parties de fonds attribués à un autre propriétaire foncier (art. 66, al. 2), l'indemnité correspond à la moyenne de la valeur que représentent les superficies, respectivement pour l'ancien et pour le nouveau propriétaire.

Procédure

**Art. 69** <sup>1</sup> La procédure est engagée sur proposition d'un propriétaire foncier auprès de la commune ou introduite d'office par la commune. La proposition comporte un plan (avant-projet) des modifications envisagées.

<sup>2</sup> L'autorité communale compétente renseigne le Département et s'emploie à mettre d'accord les participants.

<sup>3</sup> Lorsqu'un accord ne peut être réalisé, l'autorité communale compétente transmet la proposition au Service de l'aménagement du territoire avec son rapport et l'avis des participants.

<sup>4</sup> Le Service de l'aménagement du territoire se prononce sur la proposition et fixe les principes qui commandent l'échange et la prise en charge des frais (art. 67). La décision peut être portée devant le juge administratif dans les 30 jours.

Réalisation du  
rajustement de  
limites

**Art. 70** <sup>1</sup> Dès l'entrée en vigueur de la décision concernant la réalisation d'un rajustement de limites, le Service de l'aménagement du territoire, en collaboration avec le géomètre d'arrondissement compétent et un notaire, établit le plan de rajustement des limites, le met à l'enquête et en informe les participants.

<sup>2</sup> Le plan de rajustement des limites doit être conforme aux exigences de l'inscription du nouvel état de droit au registre foncier.

Oppositions	<b>Art. 71</b> Opposition écrite et motivée contre un plan de rajustement de limites peut être faite dans les 30 jours dès la notification auprès du Service de l'aménagement du territoire.
Levée des oppositions	<p><b>Art. 72</b> <sup>1</sup> Le Service de l'aménagement du territoire tente la conciliation.</p> <p><sup>2</sup> Il statue sur les oppositions qui n'ont pu être liquidées à l'amiable.</p>
Recours	<b>Art. 73</b> La décision du Service de l'aménagement du territoire peut être attaquée devant le juge administratif dans un délai de 30 jours.
Fixation des frais et des indemnités	<p><b>Art. 74</b> <sup>1</sup> Le Service de l'aménagement du territoire fixe le montant d'éventuelles indemnités et en désigne le débiteur.</p> <p><sup>2</sup> Il établit un plan de répartition des frais.</p> <p><sup>3</sup> Lorsque les indemnités sont fixées et le plan de répartition des frais élaboré, il en informe par écrit les participants.</p> <p><sup>4</sup> La procédure d'opposition est réglée selon les articles 71 à 73.</p>
Approbation du plan de rajustement de limites	<p><b>Art. 75</b> <sup>1</sup> Le plan de rajustement de limites doit être soumis pour approbation au Département.</p> <p><sup>2</sup> L'approbation ne peut avoir lieu que lorsque la couverture des frais de rajustement est assurée.</p> <p><sup>3</sup> Par l'approbation, l'ancien état de droit est remplacé par le nouvel état de droit prévu dans le plan de rajustement des limites.</p>
Modifications à porter au registre foncier	<p><b>Art. 76</b> <sup>1</sup> Le notaire désigné fait porter les modifications de droit au registre foncier.</p> <p><sup>2</sup> L'original ou une copie vidimée du plan de rajustement des limites approuvé sert de justificatif pour la réquisition des modifications au registre foncier. Doivent en outre être présentés au registre foncier les justificatifs concernant le paiement des indemnités. L'article 804 du Code civil suisse est applicable.</p>



Application par analogie des prescriptions concernant le remembrement de terrains à bâtir

**Art. 77** Pour le surplus, les prescriptions concernant le remembrement de terrains à bâtir sont applicables par analogie au rajustement de limites.

#### **TITRE QUATRIEME : Dispositions finales**

Abrogation du droit en vigueur

**Art. 78** Le décret du 6 décembre 1978 sur les remaniements de fonds bâtis et non bâtis et les ajustements de limites est abrogé.

Entrée en vigueur

**Art. 79** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1993.

Delémont, le 11 décembre 1992

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Edmond Bourquard  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

<sup>1)</sup> RSJU 101

<sup>2)</sup> RSJU 701.1

<sup>3)</sup> RS 281.1

<sup>4)</sup> RS 210

<sup>5)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. VI de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009

<sup>6)</sup> RSJU 175.1



## **Arrêté instituant le "prix du développement durable"**

du 30 juin 2009

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 45 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

Institution du prix **Article premier** Il est institué un "prix du développement durable".

But **Art. 2** <sup>1</sup> Ce prix récompense des projets ou des réalisations provenant d'entreprises privées (artisanales, industrielles ou de service) et de collectivités publiques jurassiennes.

<sup>2</sup> Il est destiné à récompenser les projets ou réalisations qui mettent en pratique les objectifs du développement durable (efficacité économique, responsabilité environnementale et solidarité sociale) et favorisent son intégration dans l'économie jurassienne.

Périodicité, montant **Art. 3** <sup>1</sup> Le "prix du développement durable" est décerné tous les deux ans. Il est attribué à un seul lauréat et est accompagné d'un diplôme.

<sup>2</sup> Les candidats dont le projet a été retenu pour le dernier tour de délibération du jury reçoivent un certificat.

<sup>3</sup> Le montant du prix est de dix mille francs en espèces, imputable au budget du Service de l'aménagement du territoire, rubrique 400.318.00.02.

Candidature **Art. 4** <sup>1</sup> Peuvent faire acte de candidature en vue de l'obtention du prix les entreprises privées, quelle que soit leur forme juridique, déployant une activité économique dans le canton et y ayant leur siège ou une succursale, ainsi que les collectivités publiques jurassiennes.

<sup>2</sup> L'acte de candidature est confirmé par le dépôt, dans le délai fixé, d'un dossier complet remplissant les conditions de l'article 6 ci-dessous.

Exclusions	<p><b>Art. 5</b> <sup>1</sup> Ne peuvent faire acte de candidature les entreprises et leurs filiales associées à l'organisation ou membres du jury. En cas de contestation sur la validité d'une candidature, le jury tranche définitivement.</p> <p><sup>2</sup> Une réalisation ne peut être présentée plusieurs fois exactement sous la même forme au jury. Elle doit avoir évolué d'une année à l'autre pour pouvoir être présentée à nouveau.</p>
Présentation du dossier	<p><b>Art. 6</b> <sup>1</sup> Les projets et réalisations ainsi que la documentation éventuelle qui les accompagne sont présentés en français.</p> <p><sup>2</sup> Pour être retenus, les projets et réalisations présentés doivent être accompagnés du formulaire d'inscription, contenant un bref descriptif de l'entreprise ou de la collectivité publique et de ses activités.</p> <p><sup>3</sup> La description succincte des objectifs, des mesures et des incidences des projets et réalisations présentés doit être exposée sous la forme d'un argumentaire de trois pages maximum.</p> <p><sup>4</sup> Les projets ne peuvent être au stade de la conception ou de la prérealisation. Ils doivent être suffisamment avancés pour que des résultats concrets puissent être pris en considération.</p>
Droit d'auteur	<p><b>Art. 7</b> La participation au prix n'entraîne en aucun cas la cession des droits d'auteur et d'exploitation ni celles des brevets aux organisateurs. Par leur participation au concours, les candidats acceptent sans réserve les conditions fixées dans le présent arrêté et autorisent les organisateurs à publier leur nom ainsi qu'une description succincte de leurs projets et réalisations.</p>
Jury	<p><b>Art. 8</b> <sup>1</sup> Un jury évalue les dossiers de candidature. Il est composé de représentants des différents domaines du développement durable, des médias ainsi que du canton.</p> <p><sup>2</sup> Les membres du jury sont nommés par le Gouvernement.</p> <p><sup>3</sup> Le jury s'organise lui-même. Il se réunit autant de fois qu'il le juge nécessaire pour aboutir à une proposition. En cas d'égalité lors des votes, la voie du président est prépondérante.</p>
Attribution du prix	<p><b>Art. 9</b> <sup>1</sup> Le prix est attribué par le Gouvernement, sur proposition du jury.</p>

<sup>2</sup> Si la qualité des réalisations présentées par les candidats n'est pas jugée suffisante, le jury peut proposer de ne pas attribuer le prix.

Calendrier      **Art. 10** Le calendrier (clôture des inscriptions et remise du prix) est arrêté par le Gouvernement et publié sur le site internet du Canton du Jura ([www.jura.ch](http://www.jura.ch)).

Remise du prix      **Art. 11** Le Gouvernement ou l'un de ses membres, accompagné du jury, remet le prix au lauréat, lors d'une cérémonie officielle.

Entrée en vigueur      **Art. 12** Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 30 juin 2009

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Probst  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

<sup>1)</sup> RSJU 101



# Loi sur la construction et l'entretien des routes

du 26 octobre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article 48 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

I. Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> Les dispositions de la présente loi s'appliquent :

- a) aux routes affectées à l'usage général (routes publiques au sens de la présente loi);
- b) aux routes privées non affectées à l'usage général, lorsque la présente loi le prescrit.

<sup>2</sup> La législation fédérale sur les routes demeure réservée, en particulier la loi fédérale sur les routes nationales<sup>2)</sup> et les ordonnances d'exécution s'y rapportant.

<sup>3</sup> Le Gouvernement édicte par voie d'ordonnance les dispositions d'application de la loi fédérale sur les routes nationales.

II. Zone routière  
1. En général

**Art. 2** <sup>1</sup> Sont des routes, au sens de la présente loi, les routes proprement dites, les chemins, les trottoirs, les sentiers, les pistes cyclables et les places aménagées à la surface, en dessus et en dessous du sol, y compris les places de stationnement et les emplacements d'arrêt.

<sup>2</sup> Les installations à l'intérieur et à l'extérieur de la zone routière, nécessaires à son aménagement, à son exploitation et à son entretien, ainsi que l'espace au-dessus de la route, sont considérés comme faisant partie de la route.

<sup>3</sup> Sont des parties intégrantes de la route, notamment, les banquettes, les bordures, les balises, les installations d'éclairage, les installations d'évacuation des eaux : aqueducs, saignées, caniveaux, fossés; les bandes gazonnées, les terre-pleins centraux, les accotements stabilisés et non stabilisés; les talus dont l'entretien ne saurait être le fait des bordiers, les remblais, les murs, les escaliers, les installations et ouvrages de protection tels que barrières, barrières de sécurité, plantations; les ponts, les viaducs, les tunnels et autres ouvrages d'art; les panneaux de signalisation de toute sorte; etc.

<sup>4</sup> Les murs de soutènement et de revêtement rendus nécessaires par la construction ou l'aménagement de la route sont des parties intégrantes de la route et doivent être abornés avec elle.

2. Installations annexes dans la zone routière

**Art. 3** <sup>1</sup> Des installations destinées à la distribution des carburants et des lubrifiants, ainsi que des buvettes et des kiosques rattachés à ces installations peuvent être aménagés, en raison des besoins du trafic, dans la zone d'une route publique dépourvue d'accès latéral.

<sup>2</sup> La construction et la transformation des installations précitées sont subordonnées à une autorisation du Département de l'Environnement et de l'Équipement (dénommé ci-après : "Département") qui prescrit le type, l'emplacement, les dimensions et la conception des voies d'accès et de sortie. Demeurent réservés l'octroi du permis de construire et les autorisations relevant de la police du commerce et de l'industrie.

3. Ouvrages de protection

**Art. 4** <sup>1</sup> La pose et l'entretien d'ouvrages de protection nécessaires pour préserver la route et assurer la sécurité du trafic incombent au propriétaire de la route. Lesdits ouvrages, qui sont parties intégrantes de la route, pourront en cas de nécessité être placés en dehors de la zone routière. S'il y a péril en la demeure, le Département peut en autoriser ou en ordonner la construction immédiate.

<sup>2</sup> Le propriétaire de la route peut octroyer des subventions pour la pose et l'entretien d'ouvrages destinés à préserver des fonds et installations avoisinants, lorsque les ouvrages en question sont indirectement profitables à la route.



III. Classification  
des routes  
A. Routes  
publiques

**Art. 5** Les routes publiques sont classées selon leur destination et leur importance en :

1. routes nationales;
2. routes cantonales;
3. routes communales;
4. routes privées affectées à l'usage général.

1. Routes  
nationales

**Art. 6** Les routes nationales sont les voies de communication déclarées telles par la Confédération.

2. Routes  
cantonales  
a) Définition et  
classification

**Art. 7** <sup>1</sup> Les routes cantonales sont celles destinées à l'usage général; elles sont construites par l'Etat comme routes cantonales, ou classées comme telles. Elles comprennent les routes principales, les routes de jonction et les routes secondaires.

<sup>2</sup> Les routes principales assurent le trafic général de transit avec les cantons et les pays avoisinants. Le cas échéant, elles peuvent, après avoir subi les aménagements nécessaires, être déclarées autoroutes.

<sup>3</sup> Les routes de jonction relient certaines régions du Canton aux routes principales. Elles peuvent également constituer des voies de liaison moins importantes avec des cantons ou des pays avoisinants.

<sup>4</sup> Les autres routes cantonales sont dites routes secondaires.

b) Tronçons de  
routes à  
l'intérieur des  
localités.  
Déviations

**Art. 8** <sup>1</sup> Est considérée en principe au sens de la présente loi comme tronçon à l'intérieur de la localité la partie de la route cantonale située entre les panneaux de localité.

<sup>2</sup> Les routes cantonales construites comme déviations pour éviter ou faciliter la traversée de localités seront en général libres de raccordements et de croisements au même niveau, ainsi que de voies d'accès direct aux fonds avoisinants.

<sup>3</sup> La déviation est considérée comme nouvelle route lorsque l'ancien tronçon est maintenu comme route publique; sinon elle est considérée comme aménagement de la route cantonale.

## 3. Routes communales

**Art. 9** <sup>1</sup> Les routes communales sont des routes destinées à l'usage général; elles sont construites par les communes ou leurs sections ou classées comme telles.

<sup>2</sup> Les routes communales assurent le trafic interne dans la zone d'une localité; elles relient des localités, des hameaux, des quartiers entre eux ou conduisent à une localité avoisinante ou encore à une route cantonale, à une gare ou à une autre artère de circulation.

## 4. Routes privées affectées à l'usage général

**Art. 10** Les routes publiques appartenant à des personnes privées sont des routes construites par des particuliers et affectées à l'usage général.

## B. Routes privées

**Art. 11** <sup>1</sup> Les routes non mentionnées aux articles 5 à 10 sont des routes privées.

<sup>2</sup> Les communes peuvent édicter dans leurs règlements des dispositions concernant l'entretien des chemins agricoles et forestiers situés sur leur territoire.

## IV. Souveraineté, propriété et abornement

**Art. 12** <sup>1</sup> Sous réserve des attributions de la Confédération, la souveraineté en matière de routes appartient à l'Etat et, dans le cadre de la présente loi, aux communes.

<sup>2</sup> Dans le cadre de cette souveraineté, l'Etat et les communes ont l'obligation de construire et d'entretenir des routes publiques (charge de la construction des routes). Demeurent réservées toutes dispositions légales dérogatoires.

<sup>3</sup> La souveraineté en matière de routes s'étend en outre aux routes privées ouvertes effectivement au trafic, dans la mesure prévue par la loi.

<sup>4</sup> Les routes cantonales sont propriété de l'Etat et les routes communales, y compris les routes nationales urbaines, propriété des communes. Des exceptions peuvent être statuées pour des cas spéciaux.

<sup>5</sup> Les routes publiques et leurs parties intégrantes doivent être abornées et inscrites au registre foncier, aux frais de leurs propriétaires. Demeurent réservées les subventions et les prestations des communes pour l'aménagement des routes cantonales selon l'article 36. Dans des cas spéciaux, le Département peut autoriser des exceptions à l'obligation d'abornement. Aux croisements, c'est la route classée en catégorie supérieure qui est abornée dans toute la longueur.

V. Règlements communaux

**Art. 13** <sup>1</sup> Les communes sont compétentes pour régler notamment :

1. la construction, l'aménagement, le changement de revêtement, l'utilisation et l'entretien de leurs routes, ainsi que des routes privées affectées à l'usage général;
2. le nettoyage, le déneigement et l'éclairage des routes publiques dans la mesure où cette obligation n'appartient pas à l'Etat;
3. les contributions des propriétaires fonciers à l'équipement en vertu de l'article 41. <sup>3)</sup>

<sup>2</sup> Aux routes privées ouvertes à l'usage général est applicable l'article 49, alinéa 4, de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire. <sup>4)</sup> <sup>3)</sup>

<sup>3</sup> Les dispositions de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire concernant la procédure d'élaboration des plans et des prescriptions (art. 70 à 74) s'appliquent à la procédure. <sup>3)</sup>

VI. Procédure pour la construction, la correction ou la suppression d'une route communale ou privée <sup>3)</sup>

**Art. 14** <sup>1</sup> La construction ou l'aménagement d'une route nécessite un plan spécial ou un plan de route. <sup>3)</sup>

<sup>2</sup> Pour les routes privées, la procédure est celle du permis de construire. <sup>3)</sup>

<sup>3</sup> A défaut d'un plan de route, toute construction, correction importante ou suppression de route doit être préalablement mise à l'enquête publique avec un délai d'opposition de 30 jours. <sup>3)</sup>

<sup>4</sup> Demeurent réservés les articles 15 et 43, alinéa 2.

VII. Affectation et désaffectation

**Art. 15** <sup>1</sup> Les routes construites par l'Etat, les communes ou leurs sections et destinées à l'usage général, sont affectées à cette fin dès leur ouverture à la circulation.

<sup>2</sup> L'affectation à l'usage général de routes privées ne peut être décidée par l'autorité communale compétente qu'avec le consentement clairement exprimé du propriétaire. Le Département est compétent lorsque la route est située sur le territoire de plusieurs communes.

<sup>3</sup> La constitution d'une servitude en faveur de la collectivité équivaut à l'affectation à l'usage général.

<sup>4</sup> Lorsqu'une route est affectée à l'usage général, son propriétaire n'a plus le droit de restreindre ou de supprimer ladite affectation. D'autre part, l'affectation ne peut être ni modifiée ni supprimée par suite de changement de propriétaire, par la constitution de droits réels ou par un acte d'exécution forcée.

<sup>5</sup> L'affectation peut être restreinte à des modes d'utilisation déterminés (art. 52).

<sup>6</sup> L'affectation ne peut être révoquée par l'autorité compétente qu'après une publication officielle impartissant un délai d'opposition de 30 jours.

#### VIII. Classification

**Art. 16** <sup>1</sup> Une route publique est censée classée au sens de l'article 5 de la présente loi lorsque son affectation a été décidée. Lorsque les circonstances l'exigent et après que les intéressés auront été entendus, le Gouvernement a la faculté de modifier la classification.

<sup>2</sup> Lorsque la classification d'une route est modifiée, celui à qui en incombe l'entretien est tenu en règle générale de la remettre en bon état et, au préalable, de l'aborder et de l'immatriculer selon les prescriptions. Il paiera en outre une indemnité pour le rachat de son obligation d'entretien.

<sup>3</sup> L'indemnité de rachat se monte en règle générale à vingt fois le montant de la moyenne des frais annuels d'entretien des dix dernières années, y compris les prestations en nature. Demeurent réservées des circonstances ou des conventions spéciales, notamment lorsque l'Etat reprend la route d'une commune ayant de lourdes charges financières ou un réseau routier très étendu, ou quand il s'agit d'une route communale importante. Lorsque, après la construction d'une déviation, l'ancien tronçon de route cantonale est repris par la commune, aucune indemnité de rachat ne sera versée. Les contestations de nature financière nées de la classification sont jugées selon les cas par le juge administratif ou la Cour administrative, conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>5)</sup>.

<sup>4</sup> Celui à qui incombe les frais d'entretien d'une route à la suite d'un changement de classification en devient propriétaire de par la loi. Inscription en sera faite au registre foncier.

<sup>5</sup> [6\)](#)  
...

IX. Noms et  
registres des  
rues

**Art. 17** <sup>1</sup> Les communes donnent une appellation aux rues et effectuent la numérotation des immeubles sous réserve de celle faite par l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière.

<sup>2</sup> Toutes les routes publiques doivent être enregistrées. Le Service des ponts et chaussées tient le registre des routes cantonales et chaque commune celui des autres routes publiques de son territoire.

<sup>3</sup> Les routes cantonales et communales sont enregistrées d'office dès leur ouverture à la circulation.

## CHAPITRE II : Construction et aménagement

A. Elaboration  
des plans

**Art. 18** <sup>1</sup> Le plan directeur et les projets généraux des routes nationales sont établis par la Confédération en collaboration avec les cantons et avec les communes intéressées lorsqu'il s'agit de routes nationales urbaines.

<sup>2</sup> Les études préliminaires et l'élaboration des projets de routes cantonales se font en étroite collaboration avec les communes intéressées.

<sup>3</sup> Lorsque la réalisation de projets de routes communales ou de routes privées affectées à l'usage général pourrait porter atteinte à des intérêts touchant le Canton, le Service des ponts et chaussées doit en être informé à temps.

<sup>4</sup> Moyennant une indemnité convenable, les propriétaires fonciers doivent tolérer que les relevés topographiques et les piquetages, les sondages et les autres travaux préliminaires nécessaires à l'établissement des projets de routes soient exécutés sur leurs fonds. Si l'indemnité ne peut être convenue, elle sera fixée par le juge civil.

B. Acquisitions  
de terrain et  
mesures en  
faveur de  
l'utilisation du sol  
1. Dispositions  
générales

**Art. 19** <sup>1</sup> Lorsque le terrain nécessaire à la construction de routes publiques ne peut être obtenu de gré à gré, il sera acquis par voie d'expropriation ou de remembrement. Le mode d'acquisition est arrêté par l'autorité de construction compétente.

<sup>2</sup> Les travaux d'adaptation occasionnés par la construction ou l'aménagement d'une route sont, dans la mesure où ils sont techniquement justifiés, à la charge du compte de construction de la route.

<sup>3</sup> Lorsque la construction, le déplacement ou l'aménagement d'une route publique rend nécessaire le déplacement d'un tronçon de chemin agricole ou forestier, les frais qui en découlent seront supportés par le propriétaire de la route. Les nouveaux tronçons, une fois achevés, sont attribués aux propriétaires des chemins supprimés, qui en assument l'entretien.

2. Acquisitions  
de terrain par  
remembrement

**Art. 20** <sup>1</sup> La procédure de remembrement sous forme de remaniement parcellaire de terrains agricoles, de forêts ou de terrains à bâtir est applicable lorsqu'elle est utile à la construction de la route ou qu'elle permet que le sol devant servir à la construction de la route soit utilisé et exploité conformément à sa destination.

<sup>2</sup> Le Département peut ordonner l'exécution des remembrements nécessaires à la construction de la route et édicter les dispositions de procédure complémentaires à cet effet.

<sup>3</sup> Dans le cadre de la procédure de remembrement, il peut décider :

- a) que des biens-fonds du domaine public seront inclus;
- b) que des réductions équitables de la surface des biens-fonds compris dans le remembrement seront consenties et que le terrain ainsi cédé pour la construction de routes affectées au trafic général de transit sera bonifié à sa valeur vénale à l'entreprise de remembrement;
- c) que la plus-value des biens-fonds résultant de la construction de la route sera déduite de l'indemnité.

<sup>4</sup> Lorsque les intéressés ont été entendus et que toutes les mesures utiles pour l'estimation du terrain ont été ordonnées, le Département décide l'envoi en possession anticipé du terrain nécessaire, si les travaux de construction de la route doivent commencer avant la clôture de la procédure de remembrement.

<sup>5</sup> Les frais supplémentaires de remembrements occasionnés par la construction de la route dans les contrées où des remembrements étaient de toute façon nécessaires sont à la charge de cette construction. Lorsque l'établissement de la route entraîne de nouveaux remembrements dans des terrains déjà remaniés ou dans des régions de fermes isolées, les frais en découlant vont dans leur intégralité au compte de la route.

3. Dispositions  
spéciales  
concernant la  
procédure de  
remembrements  
parcellaires de  
terrains agricoles  
et de forêts

**Art. 21** <sup>1</sup> Lorsqu'il y a lieu d'envisager des remembrements parcellaires de terrains agricoles ou de forêts, on établira des avant-projets de remaniement, si possible en même temps que les plans généraux de routes. Ces avant-projets indiqueront notamment le périmètre de la région à inclure dans le remembrement, le réseau des chemins à créer et les ouvrages hydrauliques les plus importants à construire.

<sup>2</sup> L'autorité de surveillance de la route peut accorder aux propriétaires fonciers intéressés un délai convenable, ne dépassant généralement pas six mois, pour leur permettre de décider un remaniement parcellaire de terrains agricoles ou de forêts selon l'article 703 du Code civil suisse<sup>7)</sup>. Par la même occasion, la décision concernant les contributions et le montant des frais de remembrement qui grèveront le compte de construction de la route sera communiquée aux intéressés.

4. Expropriation  
a) Droit  
applicable

**Art. 22** <sup>1</sup> L'expropriation a lieu sur la base soit d'un plan de route ou d'un plan spécial passé en force, soit d'un décret du Parlement.<sup>3)</sup>

<sup>2</sup> La concession pour la construction de routes privées (art. 43, al. 2) implique le droit pour le concessionnaire d'exproprier les terrains nécessaires à la construction de la route.

<sup>3</sup> Lorsque l'intéressé reconnaît l'obligation de céder tout ou partie de son terrain ou d'admettre certaines restrictions à son droit de propriété, l'indemnité peut être fixée par le juge compétent en matière d'expropriation, même s'il n'existe pas de plan de route ou de plan spécial passé en force.<sup>3)</sup>

<sup>4</sup> Le droit fédéral s'applique à l'expropriation de terrains en vue de la construction de routes nationales. Pour la construction de routes principales subventionnées par la Confédération, le Gouvernement peut ordonner que l'expropriation aura lieu également selon le droit fédéral.

## b) Procédure

**Art. 23** <sup>1</sup> Après piquetage, celui qui construit une route doit remettre un plan d'exécution à chaque conseil communal du territoire où la route sera construite; ce plan précisera les biens-fonds touchés par la construction de la route. Les plans d'exécution seront déposés publiquement suivant les dispositions de la loi cantonale sur l'expropriation<sup>8)</sup>.

<sup>2</sup> Lorsque l'expropriation a lieu sur la base d'un plan de route ou d'un plan de lotissement et qu'il ne faut manifestement exproprier que la superficie délimitée par les lignes de route et désignée comme espace public réservé au trafic, la procédure d'expropriation se limite à la fixation des prétentions pécuniaires émises par les intéressés. La procédure prévue par la loi sur l'expropriation concernant l'étendue de l'obligation de cession ne sera pas appliquée.

C. Construction et aménagement des routes  
I. Dispositions générales  
1. Principe

**Art. 24** <sup>1</sup> Les routes publiques seront construites et aménagées sur la base de leur classification et des nécessités techniques et économiques du trafic. La capacité financière de ceux qui doivent les construire ou les aménager sera également prise en considération.

<sup>2</sup> Lors de l'élaboration des plans et de l'exécution des travaux de construction de routes, il sera tenu compte des principes de la protection de la nature, du paysage et du patrimoine.

<sup>3</sup> Les exigences stipulées à l'alinéa 1 doivent être harmonisées avec celles de l'aménagement du territoire.<sup>3)</sup>

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte par voie d'ordonnance les dispositions techniques nécessaires.

<sup>5</sup> Lorsque les routes cantonales ou communales sont construites en passages inférieurs, ces derniers doivent avoir, en règle générale, une hauteur utile minimum de 4 m 50. Des dérogations demeurent réservées en cas de circonstances spéciales.

2. Installations de protection temporaires

**Art. 25** Les propriétaires fonciers doivent permettre la pose d'installations temporaires que réclament en dehors de la zone routière la construction de la route et la protection de celle-ci contre les dégâts causés par les phénomènes naturels. Une indemnité convenable est versée pour le dommage qui en résulte. En cas de contestation, elle est fixée par le juge civil.



## 3. Eclairage

**Art. 26** <sup>1</sup> Doivent être éclairés en tenant compte des nécessités du trafic :

- a) à l'intérieur des localités et, là où des panneaux de localités n'existent pas, à l'intérieur de l'agglomération centrale : toutes les routes publiques;
- b) à l'extérieur des localités : les passages inférieurs, les tunnels, les croisements importants et, dans une mesure que l'on peut exiger raisonnablement de celui à qui incombe l'éclairage, les endroits et les tronçons de route dangereux.

<sup>2</sup> A l'intérieur des localités, l'installation et la mise en service de l'éclairage incombent aux communes; à l'extérieur, au propriétaire de la route.

<sup>3</sup> L'Etat accorde une subvention allant jusqu'à 50 % pour les frais d'installation d'éclairage des routes cantonales à l'intérieur des localités.

<sup>4</sup> Il accorde les subventions prévues aux articles 39, alinéa 5, et 46, alinéa 3, pour les frais d'éclairage des routes nationales urbaines non couverts par d'éventuels subsides fédéraux.

<sup>5</sup> Les communes peuvent, par voie de règlement, astreindre les propriétaires fonciers à participer aux frais d'éclairage des routes. L'article 41 s'applique par analogie.<sup>3)</sup>

## 4. Croisements

**Art. 27** <sup>1</sup> Sont considérés comme croisements de routes publiques les croisements à niveau et à un niveau différent. Les jonctions de routes publiques sont assimilées à des croisements.

<sup>2</sup> Les croisements à même niveau seront autant que possible évités dans la construction des routes à grande circulation.

<sup>3</sup> Les frais de construction de nouveaux croisements vont à la charge du compte de la nouvelle route. Si des croisements existants doivent être corrigés, les frais iront au compte de chacune des routes dans la mesure où ces améliorations sont exigées par le développement de leur trafic respectif.

<sup>4</sup> Les frais d'entretien des croisements se répartissent comme suit :

- a) en cas de croisement à niveau, ils sont mis à la charge de la route classée en catégorie supérieure pour la largeur de sa chaussée;

- b) en cas de croisement à un niveau différent, les frais d'entretien de l'ouvrage d'art sont mis à la charge de la route classée en catégorie supérieure; l'entretien des autres éléments du croisement est à la charge des routes dont ils sont parties intégrantes.

<sup>5</sup> Les intéressés peuvent convenir d'une autre répartition des frais.

<sup>6</sup> En cas de contestation, le juge administratif ou la Cour administrative tranche suivant les cas, conformément au Code de procédure administrative.

#### 5. Déviation de circulation

**Art. 28** <sup>1</sup> Lorsqu'une route doit être utilisée par suite de déviation de la circulation, celui qui en assume l'entretien en sera préalablement informé et l'état du tronçon à utiliser fera l'objet d'un examen approfondi. L'autorité de surveillance de la route fixe le tracé de déviation et ordonne les mesures propres à assurer la sécurité du trafic. Les frais qui en découlent ainsi que les frais supplémentaires d'entretien du tronçon utilisé sont mis à la charge de celui à qui incombe l'entretien de la route fermée à la circulation.

<sup>2</sup> En cas de dérangement du trafic, les propriétaires bordiers toléreront que leurs terrains soient utilisés temporairement afin de maintenir la circulation, moyennant pleine et entière indemnité.

<sup>3</sup> Lorsque l'indemnité ne peut être convenue, le juge administratif ou la Cour administrative tranche, conformément aux dispositions du Code de procédure administrative, les contestations dans les cas prévus à l'alinéa 1, le juge civil dans les cas prévus à l'alinéa 2.

#### 6. Ouverture à la circulation

**Art. 29** Les routes publiques ne devront être ouvertes à la circulation qu'au moment où l'état des travaux et des mesures de sécurité prises le permettront.

#### II. Construction et aménagement des routes nationales

**Art. 30** <sup>1</sup> Les dispositions de la présente loi concernant la construction et l'aménagement des routes principales sont applicables par analogie aux routes nationales.

<sup>2</sup> Celles qui concernent les routes communales sont applicables par analogie aux routes nationales urbaines.

<sup>3</sup> Demeurent réservées les dispositions de la législation fédérale en matière de construction de routes nationales.

III. Construction  
et aménagement  
des routes  
cantonales

1. En général

**Art. 31** <sup>1</sup> La construction et l'aménagement des routes cantonales incombent à l'Etat.

<sup>2</sup> Les prescriptions techniques concernant la construction des routes, en particulier la largeur de la chaussée, les déclivités et les rayons de courbure, ainsi que les distances de visibilité, feront l'objet d'une ordonnance du Gouvernement. Demeurent réservées les normes établies par la Confédération.

2. Plan de route

a) Prescriptions

**Art. 32** <sup>1</sup> Tous les rapports de voisinage de droit public entre le détenteur de la souveraineté de la route et les propriétaires fonciers touchés directement ou indirectement par la construction de la route peuvent être réglés dans le plan de route. Celui-ci peut contenir notamment des prescriptions sur :

- a) la construction et l'aménagement des routes cantonales y compris d'éventuels trottoirs le long de la chaussée ainsi que sur les emplacements et les installations servant à leur entretien et à leur exploitation;
- b) l'adaptation aux exigences du trafic de la configuration des fonds voisins et particulièrement de leurs accès;
- c) la construction de routes collectrices et la concentration des accès en des points de jonction déterminés;
- d) les voies d'accès ainsi que les emplacements des carrières et des gravières, des chantiers et des dépôts de matériaux qu'exigent la construction et l'aménagement des routes.

<sup>2</sup> Le plan de route fixera en règle générale les alignements à observer, notamment dans les endroits où la visibilité est restreinte, tels que courbes, jonctions, croisements et passages à niveau. Des alignements accessoires pourront être établis pour les garages et d'autres constructions mobilières ou de peu d'importance. Pour l'établissement des alignements, on tiendra compte notamment des exigences de la sécurité du trafic, de l'hygiène, de l'habitat, ainsi que de l'éventualité d'un élargissement futur de la route.

<sup>3</sup> Le plan de route indiquera en outre les cotes de hauteur dont il faudra tenir compte pour de nouvelles bâtisses et clôtures qui seront construites le long de la route.

<sup>4</sup> Des plans de route généraux pour des modifications de tracé devenues nécessaires, comprenant des bandes libres des deux côtés de la route, pourront être mis à l'enquête publique avant l'établissement des plans d'exécution (art. 35, al. 5). Les effets des plans de route généraux sont limités à cinq ans.

b) Procédure  
aa) Etablissement du plan

**Art. 33** <sup>1</sup> Les plans de routes cantonales sont déposés publiquement pendant 30 jours par les soins du Service des ponts et chaussées dans les secrétariats des communes intéressées. La mise à l'enquête se fera dans le Journal officiel et dans la Feuille d'Avis ou, à défaut d'un tel organe, selon l'usage local. Le délai d'opposition court dès la publication dans le Journal officiel. La publication fera mention de la possibilité de présenter, dans le délai imparti, des oppositions écrites et motivées auprès des secrétariats communaux à l'intention du Service des ponts et chaussées.

<sup>2</sup> Le conseil communal ou l'organe compétent désigné par le règlement communal invite à une séance de conciliation, sur mandat du Service des ponts et chaussées, les propriétaires fonciers et toute personne au bénéfice de droits réels qui ont fait opposition parce qu'ils s'estiment lésés dans leurs intérêts légitimes. Le Service des ponts et chaussées conduit les pourparlers, dont le déroulement et le résultat seront consignés dans un procès-verbal qui sera soumis aux intéressés pour information et pour signature. Les plans, accompagnés des certificats de mise à l'enquête, de toutes les autres pièces, ainsi que du rapport et des propositions du conseil communal, seront ensuite classés et envoyés dans les 30 jours au Service des ponts et chaussées.

<sup>3</sup> Les plans pour la construction de nouvelles routes doivent être sanctionnés par le Parlement, les autres par le Département.

<sup>4</sup> Les autorités désignées à l'alinéa ci-dessus statuent sur les oppositions. Les décisions du Département peuvent être attaquées auprès du Gouvernement. L'approbation doit être communiquée aux personnes ayant participé à la procédure et doit mentionner que les droits des tiers demeurent expressément réservés.

<sup>5</sup> Les plans approuvés peuvent être consultés par les intéressés dans les administrations communales.

bb) Modifications

**Art. 34** <sup>1</sup> Les dispositions de l'article 33 s'appliquent par analogie à toute modification d'un plan de route.

<sup>2</sup> Si les plans déposés publiquement sont modifiés ou complétés avant leur approbation, il ne peut être renoncé à une nouvelle publication que si l'occasion a été donnée aux personnes touchées par les modifications d'en prendre connaissance et de faire opposition.

<sup>3</sup> Le Service des ponts et chaussées peut ordonner des modifications d'alignement de peu d'importance sans mise à l'enquête publique. Dans ce cas, un délai d'opposition de 10 jours sera préalablement imparti par lettre recommandée aux propriétaires fonciers touchés par cette mesure.

c) Effets

**Art. 35** <sup>1</sup> Dès la mise à l'enquête publique, rien ne pourra être entrepris sur le terrain prévu pour la route qui puisse gêner la réalisation du plan. En particulier, il est interdit de construire sur les terrains affectés à la route projetée ou situés à l'intérieur de la zone pour laquelle des dispositions légales ou des plans de lotissement imposent l'observation de certaines distances.

<sup>2</sup> Dix ans après la mise à l'enquête, mais au plus tôt dix ans après l'entrée en vigueur de la présente loi, l'Etat, sur demande d'un propriétaire foncier en mesure d'établir qu'il subit un préjudice, doit acheter les terrains réservés ou les libérer en supprimant ou en modifiant le plan de route.

<sup>3</sup> L'approbation du plan de route implique l'octroi du droit d'expropriation à l'Etat ou aux communes (art. 36), notamment en ce qui concerne l'acquisition des terrains prévus par le plan pour la construction, l'entretien et l'exploitation de la route et les travaux d'adaptation sur des fonds voisins.

<sup>4</sup> Les effets des plans spéciaux sont déterminés par les dispositions en matière de police de construction; demeure réservée la législation sur les routes nationales.<sup>3)</sup>

<sup>5</sup> Toute construction nouvelle dans la zone prévue par des plans de route généraux selon l'article 32, alinéa 4, nécessite une autorisation au sens du décret concernant le permis de construire<sup>9)</sup>. Il en va de même pour toute transformation qui augmente la valeur des bâtiments, pour les dépôts de matériaux, les reboisements, les modifications importantes de la configuration du terrain, les exploitations de gravière et de carrière. Pareils travaux peuvent être autorisés lorsqu'ils ne rendent pas la construction de la route plus difficile ou plus onéreuse et qu'ils ne gênent pas l'établissement des alignements définitifs. Le cas échéant, l'autorisation peut être délivrée sous réserve d'un revers donné au sens de l'article 28, alinéa 3, de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire et dont la mention au registre foncier peut être requise.<sup>3)</sup>

3. Contributions  
et prestations  
des communes

**Art. 36** <sup>1</sup> Pour l'aménagement de tronçons de routes cantonales situés à l'intérieur des localités<sup>10)</sup>, les communes fournissent les contributions et prestations suivantes :

1. elles mettent à disposition le terrain nécessaire pour les routes et les pistes cyclables établies le long de la chaussée, à titre gratuit, et sans charge; au besoin, elles procèdent, à leurs frais, à l'expropriation selon l'article 35 de la présente loi; les frais d'abornement sont à la charge de l'Etat;
2. elles supportent le tiers des frais de revêtement de la chaussée; la réfection du revêtement opérée sans correction de la route est à la charge intégrale de l'Etat; si, dans l'intérêt du trafic à l'intérieur de la localité et sur la requête de la commune, il est établi une chaussée plus large que l'Etat ne l'aurait prévu pour les besoins du trafic de transit, la commune prend à sa charge la moitié des frais supplémentaires.<sup>10)</sup>

<sup>2</sup> L'Etat rembourse aux communes :

- a) les indemnités versées pour des bâtiments et des arbres jusqu'à concurrence des trois quarts;
- b) dans une mesure équitable, les autres dépenses faites pour l'acquisition de terrain lorsque :
  - la commune a de lourdes charges financières
  - ou lorsque l'engagement financier de la commune en matière d'acquisition de terrain, déduction faite des contributions des propriétaires fonciers, à prélever selon l'alinéa 6, est en disproportion manifeste avec les avantages que lui procure l'aménagement de la route.<sup>20)</sup>

<sup>3</sup> Les contributions et prestations des communes peuvent être exceptionnellement encore réduites en application de l'alinéa 2, chiffre 2.

<sup>4</sup> Sont comptés comme frais d'acquisition du terrain les montants dus pour bâtiments, arbres ou autres préjudices, ainsi que les indemnités dues en connexité avec cette acquisition, notamment du fait d'alignements ou d'autres restrictions apportées à la propriété foncière.

<sup>5</sup> Les contestations concernant le montant des contributions et des prestations à fournir par les communes sont tranchées par la Cour administrative. Restent réservés les articles 84 et suivants.

<sup>6</sup> Les communes peuvent exiger des contributions de la part des propriétaires fonciers en proportion des avantages que ceux-ci retirent de l'aménagement de la route. Le total des contributions ne dépassera pas la moitié des frais supportés par la commune. Sont applicables par analogie les articles 41 et 42.

4. Trottoirs,  
places de  
stationnement

**Art. 37** <sup>1</sup> La construction et l'entretien des trottoirs et autres installations servant à la protection des piétons incombent aux communes.

<sup>2</sup> Des trottoirs seront construits le long des routes principales à l'intérieur des localités. Des passages inférieurs ou supérieurs pour piétons seront établis aux endroits où l'intensité du trafic rend pareille mesure nécessaire.

<sup>3</sup> L'Etat supporte le tiers des frais de construction des trottoirs et des chemins pour piétons construits le long des routes cantonales à l'intérieur des localités, la moitié à l'extérieur des localités, acquisition de terrains non comprise. En application par analogie de l'article 36, alinéa 2, chiffre 2, l'Etat peut accorder des montants plus élevés. Pour la construction de passages inférieurs et supérieurs pour piétons, il supporte la moitié des frais, aussi bien dans les localités qu'à l'extérieur de celles-ci.

<sup>4</sup> Pour l'aménagement de trottoirs le long des routes principales reconnues comme telles par la Confédération, l'Etat supporte les trois quarts des frais de construction, acquisition de terrains non comprise. <sup>20)</sup>

<sup>5</sup> Lorsque des places d'évitement ou de parage sont établies le long des routes cantonales à l'extérieur des localités, l'Etat peut accorder des subventions allant jusqu'au tiers des dépenses. Quand il s'agit d'emplacements d'arrêt destinés exclusivement aux transports publics, la subvention de l'Etat peut aller jusqu'aux trois quarts des frais d'établissement.

<sup>6</sup> Les trottoirs construits par l'Etat le long de routes nationales non urbaines selon les instructions de la Confédération deviennent propriété des communes qui se chargent de leur entretien. Les communes supportent deux tiers des frais de construction et d'acquisition du terrain à l'intérieur des localités, la moitié à l'extérieur, dans la mesure où ces frais ne sont pas couverts par la part assumée par la Confédération.

<sup>7</sup> L'article 36, alinéa 6, est applicable par analogie.

IV. Construction  
et aménagement  
des routes  
communales  
1. En général

**Art. 38<sup>3)</sup>** <sup>1</sup> La construction et l'aménagement des routes communales incombent aux communes; sous réserve d'une réglementation spéciale, les dispositions qui concernent les routes cantonales sont applicables par analogie.

<sup>2</sup> Pour la construction et l'aménagement de leurs routes, les communes établissent des plans spéciaux conformément à la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>4)</sup>.

<sup>3</sup> La procédure du plan spécial cantonal peut être utilisée pour la construction et l'aménagement d'une route cantonale.

2. Subventions  
de l'Etat

**Art. 39** <sup>1</sup> L'Etat peut subventionner la construction et l'aménagement des routes communales :

- a) lorsque la commune a de lourdes charges financières
- b) ou lorsqu'il s'agit de routes communales importantes; sont considérées comme telles notamment :
  - 1. les routes constituant l'unique accès d'importance à une localité, notamment lorsqu'elles traversent le territoire d'une autre commune;
  - 2. les routes utilisées par un service postal régulier;
  - 3. les routes assurant un trafic général de transit;
  - 4. les routes de tourisme très fréquentées;
  - 5. les routes utilisées régulièrement par les véhicules à moteur de l'armée.

<sup>2</sup> En règle générale, une subvention ne sera accordée que lorsque la chaussée aura une largeur minimum de 4 m 20. Pour les routes à trafic général de transit ne seront pas subventionnées les parties de route nécessitées par le trafic local.

<sup>3</sup> Des subventions sont accordées pour la construction, acquisition des terrains non comprise. Aucune subvention ne sera accordée lorsque la commune aura commencé les travaux avant que la décision de subventionner la construction ne soit prise.

<sup>4</sup> Les subventions cantonales sont calculées selon les dispositions de la loi concernant la péréquation financière<sup>17) 18)</sup>.

<sup>5</sup> La part du Canton aux frais d'établissement des routes nationales urbaines à fixer par la législation en la matière est de 50 %, déduction faite de la part fédérale.



3. Collaboration  
entre communes  
voisines et  
subventions

**Art. 40** <sup>1</sup> Les communes voisines sont tenues de procéder de concert à la construction et à l'aménagement des routes et chemins vicinaux.<sup>3)</sup>

<sup>2</sup> Lorsqu'une route communale sert de façon particulière aux besoins du trafic d'autres communes, le Gouvernement peut obliger ces autres communes à participer dans une proportion convenable aux frais de construction ou d'aménagement de cette route. Le projet sera soumis à la sanction du Gouvernement qui entendra préalablement les communes intéressées.

4. Contributions  
des propriétaires  
fonciers  
a) Délimitation

**Art. 41**<sup>3)</sup> <sup>1</sup> A l'intérieur des localités, la commune peut, par voie de règlement, imposer le nettoyage et le déneigement de trottoirs, d'escaliers et de sentiers publics aux propriétaires bordiers ou en mettre les frais, partiellement ou totalement, à leur charge. Il en va de même à la campagne pour d'autres prestations concernant la construction et l'entretien des routes, lorsque cela correspond aux usages locaux.

<sup>2</sup> Sont réservées les dispositions de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>4)</sup> qui concernent la contribution des propriétaires fonciers à l'équipement.

b) Procédure

**Art. 42**<sup>6)</sup>

V. Construction  
et aménagement  
de routes privées  
affectées à  
l'usage général

**Art. 43** <sup>1</sup> La construction et l'aménagement de routes privées affectées à l'usage général sont réglés par les dispositions du droit civil, pour autant que les dispositions de la présente loi et le règlement communal n'y dérogent pas.

<sup>2</sup> La construction et l'aménagement de même que l'exploitation d'une route privée affectée à l'usage général, présentant au moins un intérêt régional, sont subordonnés à l'octroi d'une concession octroyée par le Parlement. La concession peut être accordée lorsque des raisons d'intérêt public le justifient.

<sup>3</sup> La concession réglera notamment :

1. la construction, l'entretien et l'exploitation de l'ouvrage;
2. le financement de l'ouvrage, plus spécialement la perception de péages, sous réserve des dispositions fédérales;
3. le droit d'expropriation de l'entreprise.

## CHAPITRE III : L'entretien

### 1. L'entretien en général

**Art. 44** <sup>1</sup> Les routes publiques et leurs installations techniques doivent être entretenues et exploitées de façon qu'elles soient autant que possible maintenues en bon état et propres à garantir un trafic sûr.

<sup>2</sup> L'entretien et le nettoyage des routes publiques incombent à leurs propriétaires, à moins que d'autres personnes ou d'autres propriétaires de biens-fonds n'y soient tenus en vertu de dispositions de droit public ou privé.

<sup>3</sup> Lorsqu'une obligation de droit privé, reconnue ou constatée par une décision judiciaire, figure dans un règlement communal, elle est considérée comme une obligation de contribution de droit public.

<sup>4</sup> Le Parlement peut décider, par voie d'arrêté, que l'entretien de tronçons déterminés de routes communales incombe à l'Etat.<sup>[11\)](#)</sup>

### 2. Prestations des communes pour l'entretien des routes cantonales

**Art. 45** <sup>1</sup> Le nettoyage des routes cantonales, à l'intérieur des localités, incombe aux communes dans la mesure où le nettoyage périodique par les services de l'Etat n'est pas suffisant.

<sup>2</sup> En ce qui concerne les prestations des communes pour maintenir les routes cantonales praticables en hiver, il est fait renvoi à l'article 47.

### 3. Subventions de l'Etat pour l'entretien des routes communales

**Art. 46** <sup>1</sup> L'Etat peut accorder des subventions pour l'entretien des routes communales, y compris pour le traitement superficiel, lorsque les conditions indiquées à l'article 39, alinéa 1, sont remplies. Au traitement superficiel s'appliquent également les alinéas 3 et 4 de l'article 39.

<sup>2</sup> L'Etat accorde une subvention équitable aux frais d'entretien des routes communales qui, en tant que routes principales, assurent la jonction au trafic de transit, exception faite des cas où il a racheté son obligation d'entretien. Le Gouvernement décide souverainement si les conditions pour le versement de subventions pour l'entretien d'une route communale sont remplies. Le Département est compétent lorsque le montant de la subvention n'excède pas 10 000 francs. Il prend sa décision après avoir requis le corapport du Département des Finances<sup>[12\)](#)</sup>.

<sup>3</sup> Le Canton assure le subventionnement équitable des frais d'entretien et d'exploitation des routes nationales urbaines.

#### 4. Circulation en hiver

**Art. 47** <sup>1</sup> Les routes publiques doivent être maintenues praticables également en hiver, selon les nécessités du trafic et dans une mesure pouvant être exigée de celui à qui en incombe l'entretien. Le service d'hiver comprend essentiellement le déneigement et les mesures à prendre contre les effets du verglas et de la neige glissante.

<sup>2</sup> Les dispositions générales concernant l'entretien des routes sont, sauf dispositions contraires du présent article, applicables à l'entretien des routes en hiver.

<sup>3</sup> Pour parer, dans la mesure du possible, aux dangers occasionnés par le verglas et la neige glissante, on aura recours à des mesures appropriées. L'indemnisation pour les dommages importants causés à un terrain contigu du fait de l'entretien des routes en hiver incombe à celui qui doit assumer l'entretien de la route, sous réserve d'un droit récursoire contre d'autres personnes responsables. Lorsque l'indemnité ne peut être convenue, elle sera fixée par le juge civil.

<sup>4</sup> Dès le début de l'hiver, les communes doivent, à leurs frais, dans la mesure nécessaire, marquer de façon appropriée la chaussée des routes communales et poser les pare-neige. L'Etat en fait de même pour les routes cantonales ainsi que pour les routes communales dont il assume entièrement l'entretien.<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>5</sup> Le Département désigne le réseau des routes cantonales dont le déblaiement des neiges incombe à l'Etat. Le déneigement des autres routes cantonales est le fait des communes, qui y pourvoient aux frais de l'Etat, ce dernier fournissant les services d'entretien des routes. Les communes mettent à disposition le personnel auxiliaire nécessaire. Des conventions particulières demeurent réservées.

<sup>6</sup> Les voies d'accès aux routes cantonales sont, dans la mesure nécessaire, maintenues ouvertes par les communes qui procèdent également à l'évacuation de la neige à l'intérieur des localités. Les frais de ces travaux sont supportés par les communes.

<sup>7</sup> Lorsqu'il n'est pas procédé au déneigement des routes ou que celui-ci est insuffisant, le Service des ponts et chaussées peut en ordonner l'exécution aux frais de celui à qui il incombe.

<sup>8</sup> L'Etat peut accorder des subventions pour le déblaiement des neiges sur les routes communales, ainsi que pour l'acquisition de chasse-neige et de fraiseuses, lorsqu'il s'agit de routes communales importantes en région de montagne ou lorsque les communes en cause ont de lourdes charges financières.

5. Indemnité  
pour un usage  
extraordinaire

**Art. 48** <sup>1</sup> Lorsqu'un usage extraordinaire des routes publiques exige un supplément de nettoyage ou d'entretien, celui à qui incombe l'entretien a le droit d'exiger une indemnité appropriée de l'usager. Lorsque l'indemnité ne peut être convenue, elle sera fixée, suivant les cas, par le juge administratif ou la Cour administrative, conformément au Code de procédure administrative.

<sup>2</sup> Lorsque les routes communales sont fréquemment utilisées par les véhicules à moteur de la Confédération ou d'un établissement fédéral, le Département engage, à la requête de la commune en cause, des pourparlers en vue du versement de l'indemnité prévue à l'alinéa 1 du présent article.

6. Divers

**Art. 49** En ce qui concerne l'entretien et l'exploitation des installations d'éclairage font règle les dispositions de l'article 26. L'article 27 est applicable à l'entretien des croisements et des jonctions de routes.

## CHAPITRE IV : Dispositions concernant la route et son utilisation

I. L'usage  
général

**Art. 50** <sup>1</sup> Chacun est en droit d'utiliser une route publique dans les limites des dispositions légales.

<sup>2</sup> Dans le cadre de l'usage général, le mouvement a la priorité sur le stationnement. Il n'y a pas usage général lorsque la route est utilisée de façon prédominante à des fins autres que celles intéressant le trafic.

<sup>3</sup> Personne ne peut invoquer un droit quelconque à l'encontre de la communauté pour s'opposer à la suppression ou à la restriction de l'usage général.

<sup>4</sup> L'utilisation d'une route publique, de quelque façon que ce soit, ne permet pas l'acquisition par prescription de la propriété ou d'un droit réel restreint.

<sup>5</sup> Lorsqu'un bordier se voit privé de l'accès à une route publique par la suppression ou le déplacement de celle-ci ou par la suppression de l'accès latéral, le propriétaire de la route doit lui procurer un autre accès au réseau des routes publiques ou, si ce n'est pas possible, lui verser une indemnité convenable, dont le montant est fixé, en cas de litige, par le juge compétent en matière d'expropriation.

II. Interdiction  
d'endommager  
et de souiller les  
routes publiques

**Art. 51** <sup>1</sup> Il est interdit d'endommager les routes et leurs parties intégrantes notamment par le fait de labourer ou de procéder à d'autres travaux agricoles. Le traînage de toutes espèces d'objets sur la route n'est autorisé que lorsque le sol est couvert de neige ou fortement gelé et que toute détérioration de la chaussée est exclue.

<sup>2</sup> Celui qui souille une route est tenu de la nettoyer sans délai. Sinon, celui à qui incombe l'entretien pourra faire procéder au nettoyage aux frais de la personne responsable.

<sup>3</sup> Le déversement d'eau, d'eaux usées, de purin et le déblaiement de la neige de places, toits et autres installations privées sur les routes publiques sont interdits. Les toits à la limite de la route ou en saillie sur celle-ci seront munis de chéneaux prolongés jusqu'à terre par des tuyaux de descente et des pare-neige nécessaires.

<sup>4</sup> Après les marchés tenus sur une route ou sur une place, le nettoyage des voies publiques utilisées incombe aux organisateurs.

III. Restriction de  
l'usage général

**Art. 52** <sup>1</sup> Le Département est autorisé, après avoir requis le corapport du Département de la Police<sup>12)</sup>, à interdire et à restreindre la circulation de manière durable dans tous les cas prévus à l'article 3, alinéas 2 à 5, de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière<sup>13)</sup>, ainsi qu'à interdire ou à limiter l'accès à certaines routes. Il peut autoriser des dérogations sur demande écrite et motivée.

<sup>2</sup> Le Service des ponts et chaussées peut au besoin interdire ou restreindre la circulation sur certaines routes pour une durée limitée à la suite de catastrophes naturelles ou de travaux, ou afin de protéger la route et plus particulièrement son revêtement.

IV. Utilisation  
spéciale de la  
route  
1. Autorisation

**Art. 53** <sup>1</sup> L'utilisation de la route pour la pose de conduites ou de canalisations, le dépôt de matériaux, l'installation de chantiers ou pour tous autres travaux de même nature exige une autorisation.

<sup>2</sup> L'autorisation est délivrée en ce qui concerne :

- a) les routes cantonales, par le Département;
- b) les routes communales, par le conseil communal ou l'organe désigné par le règlement communal;
- c) une route privée affectée à l'usage général, par le conseil communal ou l'organe désigné par le règlement communal; dans ce cas, l'assentiment du propriétaire de la route est nécessaire.

<sup>3</sup> L'autorisation peut être assortie de charges et de conditions. Elle est délivrée contre paiement d'un émolument dont le montant sera fixé, dans le cadre du tarif prévu, compte tenu du profit qui en résulte. L'Etat et la commune ne perçoivent pas d'émoluments l'un à l'égard de l'autre.

<sup>4</sup> Le bénéficiaire d'une autorisation a l'obligation de prendre toute mesure utile pour prévenir les accidents et de signaler les installations selon les prescriptions édictées par la Confédération.<sup>3)</sup>

<sup>5</sup> Le bénéficiaire de l'autorisation doit payer tous les frais supplémentaires occasionnés au propriétaire de la route. Il est responsable à l'égard du propriétaire et des tiers de tout dommage résultant de l'utilisation de la route. Le propriétaire de la route peut exiger des avances convenables ou des garanties.

<sup>6</sup> L'autorisation peut être retirée en tout temps sans indemnité.

<sup>7</sup> Par décision du Parlement, les communes et les propriétaires de routes privées affectées à l'usage général peuvent être astreints, moyennant une indemnité équitable, à mettre leur route à disposition pour des installations ou à toutes autres fins particulières en rapport avec le trafic. Lorsque l'indemnité ne peut être convenue, elle sera fixée par le juge compétent en matière d'expropriation. En cas d'urgence, le Gouvernement peut prendre une mesure provisoire.

## 2. Autorisation spéciale

**Art. 54** <sup>1</sup> Une autorisation spéciale peut être accordée pour des installations de transport, pour la pose de rails et autres constructions et installations semblables dans la zone routière.

<sup>2</sup> L'autorisation spéciale est accordée :

- a) par le Parlement lorsqu'il s'agit d'établir une ligne de chemin de fer sur une route cantonale; par le Gouvernement lorsqu'il s'agit d'une ligne de tram ou d'autres installations; les communes intéressées seront entendues;

- b) par le conseil communal ou l'organe désigné par le règlement communal lorsqu'il s'agit de l'utilisation d'une route communale;
- c) par le conseil communal ou l'organe désigné par le règlement communal lorsqu'il s'agit de l'utilisation d'une route privée affectée à l'usage général; dans ce cas, l'assentiment du propriétaire de la route est nécessaire.

<sup>3</sup> L'autorisation spéciale peut être accordée pour un temps limité et retirée en tout temps contre indemnité pour des raisons d'intérêt général. Demeure réservé l'article 55, alinéa 3. Lorsque l'indemnité ne peut être convenue, elle est fixée par le juge compétent en matière d'expropriation.

<sup>4</sup> Lorsque la route est barrée ou supprimée, que son tracé est modifié, que les installations sont endommagées ou leur utilisation entravée par la faute de tierces personnes, le bénéficiaire de l'autorisation ne peut exiger aucune indemnité du propriétaire de la route.

<sup>5</sup> Le bénéficiaire d'une autorisation est tenu d'établir et d'entretenir ses installations selon les dispositions légales en vigueur et les règles de la technique généralement admises. Il répond de tout dommage occasionné par la construction et l'exploitation des installations conformément aux dispositions légales.

<sup>6</sup> Sauf disposition contraire du présent article, l'article 53 est applicable par analogie à l'autorisation spéciale d'utiliser une route.

3. Cas  
particuliers  
d'utilisation de la  
route

**Art. 55** <sup>1</sup> Les poteaux et les pylônes pour les conduites de tout genre ainsi que les bornes-hydrantes doivent en règle générale être installés à une distance de 50 cm au moins à la limite de la chaussée et de façon à ne pas gêner la circulation ni l'écoulement des eaux le long de la route.

<sup>2</sup> L'espace aérien au-dessus de la route ne peut être utilisé pour la pose d'installations quelles qu'elles soient sans une autorisation du propriétaire de la route.

<sup>3</sup> Les conduites artificielles appartenant à des tiers, les ponts, les passages supérieurs, les aqueducs, les installations d'irrigation et d'évacuation seront construits et entretenus selon les prescriptions de l'autorité de surveillance de la route. Lorsque des installations doivent être modifiées par suite de travaux routiers, les dépenses qui en découlent sont supportées par le propriétaire de ces installations. La réparation du dommage causé par ces installations incombe à ceux qui en sont propriétaires ou qui les utilisent au moment où il se produit.

<sup>4</sup> Les conduites souterraines doivent être établies de façon à ne créer aucun danger pour la circulation et à résister aux effets du trafic. Où cela est possible, elles ne seront pas posées sous la chaussée, mais à côté de celle-ci, à la rigueur dans la banquette ou sous le trottoir.

<sup>5</sup> Sous réserve d'une autorisation au sens de l'article 53, et lorsque cela constitue une entrave au trafic et à la circulation des piétons, ou que des raisons d'urbanisme l'exigent, le stationnement des véhicules à moteur est interdit sur des routes publiques, des chemins et des places qui ne sont pas expressément réservés à cet usage. Au besoin, des signaux d'interdiction seront posés.

4. Emplacements  
d'arrêt

**Art. 56** <sup>1</sup> Les services automobiles soumis à un horaire régulier et empruntant les routes servant au trafic général de transit demanderont une autorisation au sens de l'article 53 pour leurs arrêts fixes permettant aux voyageurs de monter et de descendre, ainsi que de prendre et déposer des colis postaux et des marchandises.

<sup>2</sup> Les emplacements d'arrêt se trouveront si possible en dehors de la chaussée.

<sup>3</sup> En vue d'assurer la fluidité du trafic, l'autorité de surveillance de la route peut exiger la suppression ou le déplacement de certains arrêts.

<sup>4</sup> Demeurent réservées les dispositions de la Confédération sur le trafic routier.

## CHAPITRE V : Dispositions concernant les fonds jouxtant les routes publiques

I. Protection de  
la route et du  
trafic  
1. Modification  
naturelle du  
terrain

**Art. 57** <sup>1</sup> Lorsque la modification naturelle du terrain avoisinant menace l'intégrité de la route publique ou crée un danger pour le trafic, le propriétaire de cette dernière est tenu de prendre les mesures de sécurité nécessaires. En cas d'urgence, ces mesures peuvent être exécutées sans autre.

<sup>2</sup> Lorsque les mesures précitées nécessitent l'utilisation du terrain d'un tiers, ce dernier sera indemnisé selon les dispositions de la loi sur l'expropriation<sup>8)</sup>.

<sup>3</sup> Demeurent réservés les articles 4, 25 et 47.



2. Installations  
sur des parcelles  
joutant la route  
a) Interdiction

**Art. 58** <sup>1</sup> Les parcelles jouxtant la route ne doivent pas être dotées de constructions, d'installations ou autres aménagements susceptibles de causer un danger pour la circulation. Demeure réservé l'article 59.

<sup>2</sup> Sont notamment interdits dans la zone d'interdiction de bâtir (art. 63 et suivants) les plantations, les clôtures et les dépôts, comme toute autre installation diminuant la visibilité.

<sup>3</sup> Les arbres, les poteaux, les constructions de tout genre menaçant ruine, qui n'offrent pas une résistance suffisante aux vents et aux agents atmosphériques et menacent de choir sur la chaussée doivent être enlevés.

<sup>4</sup> La personne qui met en danger la sécurité de la route ainsi que le propriétaire foncier responsable doivent prendre sur-le-champ les mesures propres à garantir la sécurité de la route. Ils répondent solidairement de tout dommage. Le juge civil tranche en cas de litige.

b) Autorisation

**Art. 59** <sup>1</sup> Les travaux suivants ne peuvent entre autres être entrepris sans autorisation :

1. les déblaiements, remblayages et autres modifications semblables du terrain pouvant mettre en danger la sécurité des routes publiques;
2. l'ouverture de carrières, de gravières et de dévaloirs à bois à proximité de la route; l'autorisation ne peut être accordée que si la sécurité du trafic n'est pas mise en danger;
3. la construction et la modification importante d'accès (art. 72);
4. les constructions et installations dans la zone d'interdiction de bâtir, notamment les murs de soutènement et de revêtement, ainsi que les constructions souterraines de n'importe quel genre;
5. l'extraction et le dépôt de matériaux à proximité de routes projetées ou devant être aménagées.

<sup>2</sup> L'autorité de surveillance de la route est compétente pour accorder les autorisations au sens de l'alinéa 1. Des modifications de la configuration du terrain ne peuvent être autorisées qu'avec l'assentiment du propriétaire de la route. Pour une construction tombant sous le coup de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>3)</sup>, l'autorité de surveillance de la route accorde l'autorisation en accord avec l'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire.

3. Amélioration  
des conditions  
du trafic

**Art. 60** <sup>1</sup> Le propriétaire de la route peut exiger que les installations existantes et conformes à la loi qui font obstacle à une amélioration des conditions du trafic soient supprimées contre versement d'une indemnité appropriée.

<sup>2</sup> Lorsque l'indemnité ne peut être convenue, elle sera fixée par le juge compétent en matière d'expropriation. Demeure réservée la procédure en matière d'établissement de plans de routes selon les articles 32 et suivants.

<sup>3</sup> Demeurent réservés en outre les articles 58, 59 et 72.

II. Ecoulement  
des eaux

**Art. 61** <sup>1</sup> L'eau qui s'écoule naturellement de la chaussée doit être reçue par les fonds voisins, même si l'évacuation a lieu par des caniveaux, des saignées et des aqueducs, mais seulement si cela n'oblige pas les propriétaires desdits fonds à établir des installations d'écoulement artificielles. Il est interdit d'obstruer les saignées et les aqueducs destinés à l'évacuation des eaux. Par ailleurs, une indemnité sera versée en cas de dommage important. En cas de litige, le juge civil tranchera.

<sup>2</sup> Lorsque les conditions de l'écoulement des eaux sont modifiées par des travaux entrepris sur un fonds voisin, le propriétaire de ce dernier doit veiller à ce que l'eau s'écoule sans dommage pour la route.

<sup>3</sup> Un propriétaire bordier doit tolérer, contre pleine indemnité, le passage dans son terrain des canalisations évacuant l'eau de la route. Demeurent réservées les conventions et obligations existantes. Ces installations sont des parties intégrantes de la route; au besoin, elles sont établies selon la procédure applicable en matière de plans de routes.

<sup>4</sup> Le propriétaire d'une canalisation générale est tenu de recevoir l'eau de la route lorsque ladite canalisation le permet. Le propriétaire de la route lui paiera une contribution forfaitaire en proportion du profit qu'il en retire. Les bouches d'égout et les raccordements au collecteur principal sont construits et entretenus par le propriétaire de la route.

<sup>5</sup> Le déversement des eaux usées ou de l'eau provenant d'un toit ou d'une place privée dans une installation d'évacuation des eaux de la route exige une autorisation au sens de l'article 53.

III. Constructions  
et installations le  
long des routes  
publiques

**Art. 62** Les constructions et autres installations le long des routes publiques, telles que murs, socles, clôtures, caves, conduites, etc., doivent être établies de façon à résister à la poussée du terrain ainsi qu'aux effets de l'utilisation et de l'entretien de la chaussée, en particulier à ceux du déblaiement de la neige.

IV. Distance des  
constructions  
aux routes  
publiques  
1. En général

**Art. 63** <sup>1</sup> Les distances à observer pour l'établissement de bâtiments et autres constructions semblables par rapport aux routes publiques comportent, sous réserve des dispositions du présent article :

- a) 5 m au moins le long des routes cantonales;
- b) 3 m 60 au moins le long des autres routes publiques.

<sup>2</sup> A part l'entretien usuel, toute modification de construction aux bâtiments ou parties de bâtiments empiétant sur ces distances est interdite.

<sup>3</sup> De plus grandes distances peuvent être fixées dans les plans de route ou les plans spéciaux, ainsi que dans les règlements communaux.<sup>3)</sup>

<sup>4</sup> Le long des pistes cyclables non établies en bordure de routes et le long de chemins pour piétons, la distance est fixée de cas en cas par l'autorité de surveillance de la route. Demeurent réservées des lignes de construction sanctionnées.

<sup>5</sup> Lors de la construction de routes privées affectées à l'usage général, il peut être dérogé, dans l'autorisation, aux prescriptions légales concernant les distances à observer.

<sup>6</sup> Pour l'édification de constructions jusqu'à la limite de la route fait règle l'article 6 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>3)</sup>.

<sup>7</sup> Sauf disposition particulière du règlement communal, les distances sont calculées à partir de la limite de la chaussée.

2. En particulier

**Art. 64** <sup>1</sup> Les fontaines, les fosses à fumier et d'aisances, les installations d'épuration particulières, etc., doivent être placées à 3 m au moins de la limite de la chaussée. Demeurent réservées les lignes de construction spéciales.

<sup>2</sup> Lorsque les installations précitées sont transformées ou restaurées, elles doivent être placées aux distances prescrites. Le propriétaire de la route peut procéder à l'expropriation du terrain nécessaire pour le nouvel emplacement.

<sup>3</sup> Demeurent réservés les articles 60 et 68.

3. Utilisation de la zone d'interdiction (terrain devant le bâtiment)

**Art. 65** <sup>1</sup> Lorsque les distances de construction (art. 63) ne dépassent pas 5 m, ou 3 m 60, aucune construction, aucune installation ne devra empiéter sur la zone d'interdiction.

<sup>2</sup> Sont autorisés exceptionnellement, sous réserve des dispositions des articles 58 et 59 :

1. les parties saillantes de bâtiments en porte-à-faux qui n'empiètent pas de plus de 2 m sur la zone d'interdiction et s'élèvent à 4 m 50 au moins au-dessus de la chaussée;
2. les terrasses ouvertes qui n'empiètent pas de plus de 2 m sur la zone d'interdiction et dont la hauteur ne dépasse pas 1 m 20; aux endroits où la visibilité est diminuée (courbes, croisements, passages à niveau, etc.), la hauteur est limitée à 80 cm;
3. les murs de soutènement et de revêtement (art. 59);
4. les caves et autres installations souterraines (art. 59 et 62);
5. les poteaux et les pylônes pour conduites de tout genre (art 55);
6. les constructions et installations mentionnées à l'article 64, lorsque les distances prescrites sont respectées.

<sup>3</sup> Lorsque du terrain doit être acquis pour l'élargissement de la route ou la construction de trottoirs dans la zone d'interdiction, les constructions, les installations ainsi que les conduites qui ont été établies après la création de ladite zone, conformément à l'article 65, alinéa 2, seront, sur demande du propriétaire de la route, adaptées aux nouvelles conditions ou enlevées aux frais de leurs propriétaires.

<sup>4</sup> Lorsque les communes ont prévu des distances dépassant les normes fixées dans la présente loi, elles édictent leurs propres dispositions réglant l'empiètement de parties de bâtiment sur la zone d'interdiction. Faute par les communes d'édicter de telles dispositions, sont valables les distances prévues à l'alinéa 2 du présent article.

## 4. Exceptions

**Art. 66** <sup>1</sup> Le Département peut autoriser des exceptions aux prescriptions prévues aux articles 63 et suivants pour de justes motifs et lorsque pareille mesure ne lèse ni l'intérêt public, ni des intérêts importants des voisins.

<sup>2</sup> L'autorisation peut être assortie de charges et de conditions particulières. Les dispositions de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>3</sup> concernant les revers de maintien et de plus-value sont applicables par analogie.

<sup>3</sup> L'autorisation peut être retirée lorsque le permis de bâtir le prévoit. Les autorisations exigées pour des constructions mobilières ou des édicules tels que cabanes de jardin, kiosques, etc., peuvent être retirées de par la loi. Lorsque l'autorisation est retirée, le propriétaire doit procéder à l'enlèvement de la construction ou à l'adaptation de celle-ci sans pouvoir prétendre de ce fait à une indemnité.

## 5. Reconstruction

**Art. 67** <sup>1</sup> L'autorisation de reconstruire sur des fondations dans la zone portant interdiction de bâtir ne peut être donnée que lorsque les conditions énumérées à l'article 66, alinéa 1, sont remplies.

<sup>2</sup> Lorsque les fondations d'un bâtiment démoli ou détruit se trouvent par la suite englobées dans la zone d'interdiction et que l'autorisation de reconstruire sur les mêmes fondations est refusée, le propriétaire de la route doit payer les frais de constructions supplémentaires résultant du déplacement, pour autant que la reconstruction soit entreprise dans les deux ans qui suivent la démolition ou la destruction de l'ancien bâtiment et qu'elle soit poursuivie sans interruption. Il n'est pas tenu compte du temps nécessité pour l'octroi de l'autorisation.

<sup>3</sup> Lorsque l'indemnité ne peut être convenue, elle sera fixée par le juge compétent en matière d'expropriation.

## V. Gabarit d'espace libre

**Art. 68** <sup>1</sup> En règle générale, le gabarit d'espace libre doit déborder de 50 cm au moins des limites de la chaussée.

<sup>2</sup> Lorsque la limite de la route coïncide avec celle des façades, aucune partie de bâtiment ne doit pénétrer dans le gabarit d'espace libre à moins de 4 m 50 au-dessus de la chaussée et de 2 m 50 au-dessus du trottoir.

<sup>3</sup> Demeure réservée la réglementation des communes concernant les parties de bâtiments en saillie et les objets mobiles fixés aux bâtiments.

<sup>4</sup> Dans le cadre des hauteurs mentionnées à l'alinéa 2 du présent article, aucune porte, aucun portail, aucun volet ne doit pouvoir s'ouvrir dans le gabarit d'espace libre de la route publique.

#### VI. Places devant des bâtiments

**Art. 69** <sup>1</sup> Lors de la construction ou de la transformation d'un immeuble dont l'utilisation exigera une place du côté de la route pour les véhicules à moteur des usagers et des visiteurs de cet immeuble, il faudra prévoir par rapport à la route la distance supplémentaire nécessaire à l'aménagement de la place. Demeurent réservées des dispositions dérogatoires applicables au genre de construction. L'autorité de surveillance de la route peut fixer l'emplacement, les dimensions et l'aménagement de la place.

<sup>2</sup> Les places aménagées devant les garages dont la sortie est perpendiculaire à la route doivent mesurer jusqu'à la limite de la chaussée affectée au trafic public une longueur égale à celle des garages, à moins que des circonstances spéciales ne justifient une autre solution équivalente.

**Art. 70** <sup>6)</sup>

**Art. 71** <sup>6)</sup>

#### IX. Accès privés

**Art. 72** <sup>1</sup> Une voie d'accès (entrée, sortie) relie des fonds ou des routes privées à une route publique.

<sup>2</sup> L'établissement de nouveaux accès et la modification importante d'accès existants nécessitent une autorisation au sens de l'article 59. <sup>3)</sup>

<sup>3</sup> Les accès doivent être construits et aménagés selon les indications de l'autorité de surveillance de la route, de façon que leur emplacement et leur utilisation ne constituent ni un danger, ni une entrave importante à la circulation sur les routes publiques. Ils devront être construits et aménagés de manière impeccable, selon les données de la technique et dotés notamment d'une fondation suffisante et, au besoin, d'un revêtement assurant le maintien de la route en état de propreté.

<sup>4</sup> En règle générale, les sorties des garages sur les routes publiques ne devront pas avoir une déclivité supérieure à 15 %. Elles devront comporter un secteur horizontal d'au moins 1 m avant la limite de la chaussée ou du trottoir; lorsque la sécurité du trafic l'exige, ce palier devra être plus long. En règle générale, la visibilité devra être complète des deux côtés à une distance de 3 m de la chaussée et sous un angle de 45 degrés.

<sup>5</sup> Pour assurer la sécurité et la fluidité du trafic, l'autorité de surveillance peut prendre toute mesure utile concernant l'emplacement, le genre et l'exécution des accès le long des routes à trafic de transit. Demeure réservé l'article 52, alinéa 1.

<sup>6</sup> L'accès à des installations (stations d'essence, etc.) dont l'utilisation donne lieu à un trafic motorisé important est réglé par voie d'ordonnance du Gouvernement.

<sup>7</sup> Les frais d'établissement de nouveaux accès, y compris ceux qui sont occasionnés par l'adaptation de la route, l'abaissement ou le renforcement du trottoir ou de la banquette, seront supportés par celui qui établit l'accès.

X. Réclame  
extérieure

**Art. 73** <sup>1</sup> En ce qui concerne la réclame extérieure le long des routes publiques, sont applicables les dispositions de la loi fédérale sur la circulation routière<sup>13)</sup>.

<sup>2</sup> Pour le surplus, des dispositions complémentaires seront édictées par voie d'ordonnance du Gouvernement.

<sup>3</sup> Dans le cadre des dispositions précitées, les communes ont la faculté d'édicter leurs propres règlements.

XI. Arbres,  
buissons et  
cultures

**Art. 74** <sup>1</sup> Il est interdit de planter ou de laisser croître des arbres à haute futaie à moins de 3 m de la limite de la chaussée d'une route publique et à moins de 1 m 50 le long des trottoirs, sauf dans les localités. Cette distance sera de 5 m au moins le long des routes principales à l'extérieur des localités.

<sup>2</sup> Le propriétaire de la route est autorisé à faire, sur le terrain lui appartenant, des plantations destinées entre autres à préserver la route et à en indiquer le tracé.

<sup>3</sup> La route doit être maintenue libre de toute branche la surplombant jusqu'à une hauteur de 4 m 50 de la chaussée et de 2 m 50 d'un chemin pour piétons ou d'une piste cyclable, et lorsqu'il s'agit de garantir un bon éclairage public, jusqu'à la hauteur des lampes.

<sup>4</sup> Les buissons ne doivent pas diminuer la visibilité aux passages à niveau, aux croisements et dans les courbes. Il en va de même des cultures à l'intérieur des distances prescrites pour les arbres à l'alinéa 1, lorsqu'il s'agit de routes principales ou d'autres routes à trafic général de transit, soumises par le Service des ponts et chaussées à la présente disposition. Lorsque cette restriction constitue un préjudice important pour l'utilisation agricole du fonds, une indemnité convenable sera versée. Le juge civil tranchera en cas de litige.

<sup>5</sup> L'installation et la protection de plantations le long de routes publiques peuvent faire l'objet de dispositions plus restrictives dans les plans de routes ou dans les plans et règlements de construction des communes.

<sup>6</sup> Demeure réservée l'application par analogie des articles 58 et 68, alinéa 1, de la présente loi.

<sup>7</sup> Lorsque le propriétaire néglige d'élaguer à temps ses arbres, buissons et cultures, en hauteur et en largeur, ces travaux seront faits ou ordonnés à ses frais par l'autorité compétente, mais seulement après une sommation écrite restée sans effet.

<sup>8</sup> Dans l'application de cet article, on tiendra compte dans une mesure convenable des exigences de la protection de la nature et de la sauvegarde du patrimoine national.

## XII. Forêts

**Art. 75** <sup>1</sup> Une zone d'une largeur de 6 m au plus doit être déboisée le long d'une route cantonale traversant ou longeant une forêt.

<sup>2</sup> Au besoin, une zone plus large devra être déboisée afin d'assurer la visibilité.

<sup>3</sup> La zone à déboiser peut être délimitée par un plan d'alignement.

<sup>4</sup> Le terrain nécessaire à l'aménagement de la zone à déboiser peut être grevé d'une servitude de visibilité ou acquis soit de gré à gré, soit par voie d'expropriation. Le propriétaire de la route devra, conformément à la législation sur les forêts, procéder ailleurs au reboisement d'une surface égale à l'aire déboisée.



XIII. Clôtures le long des routes publiques

**Art. 76** <sup>1</sup> On ne pourra construire de nouvelles clôtures dépassant une hauteur de 1 m 20 sans l'autorisation de l'autorité de surveillance de la route.

<sup>2</sup> Aux endroits sans visibilité, les clôtures fixes et les plantations de tout genre, telles que les haies vives, ne doivent pas s'élever à plus de 80 cm de la chaussée. Demeurent réservées les dispositions des articles 58 et 59.

<sup>3</sup> En ce qui concerne la distance des clôtures à la limite des routes publiques est applicable l'article 68, alinéa 1.

<sup>4</sup> Les clôtures en fil de fer barbelé dépourvues d'un dispositif de protection suffisante doivent être aménagées à une distance d'au moins 2 m de la limite de la route.

XIV. Restrictions de propriété en faveur de routes projetées

**Art. 77** <sup>1</sup> Les dispositions relatives aux restrictions de la propriété foncière contenues dans le présent chapitre sont en principe valables dès la mise à l'enquête publique des plans de route ou des plans spéciaux.<sup>3)</sup>

<sup>2</sup> Pour l'établissement de clôtures fixes et de talus, ainsi que pour la construction de murs de soutènement et de revêtement, le long des routes projetées, doivent notamment être observées les distances prévues par la loi. Les cotes de hauteur indiquées par le plan de route doivent être respectées.

## CHAPITRE VI : Restrictions de la propriété foncière et indemnités

Référence à la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>3)</sup>

**Art. 78** <sup>1</sup> Les dispositions de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>3)</sup> concernant les restrictions de la propriété foncière et les indemnités à verser sont applicables par analogie lorsqu'il s'agit de plans de route, de la construction ou de l'aménagement d'une route cantonale.

<sup>2</sup> Demeurent réservées les dispositions dérogatoires de la présente loi. C'est en particulier le Gouvernement qui statue, en matière de routes cantonales, sur les recours formulés par les propriétaires fonciers contre l'aménagement de dispositifs et de signaux sur terrain privé.

## CHAPITRE VII : Autorités compétentes

1. Construction  
et entretien  
a) En général

**Art. 79** <sup>1</sup> Le Service des ponts et chaussées dirige la construction et l'entretien des routes cantonales.

<sup>2</sup> L'autorité communale compétente dirige la construction et l'entretien des routes communales.

b) Routes  
nationales  
urbaines (routes  
express)

**Art. 80** <sup>1</sup> Sous réserve des attributions de la Confédération, de la surveillance du Canton et des dispositions de l'alinéa suivant, le conseil communal est compétent pour l'élaboration du plan directeur et des projets généraux, l'acquisition du terrain et l'adjudication des travaux, pour la construction et l'entretien des routes nationales urbaines, ainsi que pour l'utilisation de l'équipement technique et des installations annexes. Demeurent réservées les compétences du Canton en ce qui concerne le remembrement parcellaire de terrains agricoles et de forêts.

<sup>2</sup> Sur proposition dûment motivée du conseil communal, le Département statue sur :

- a) les oppositions contre les projets définitifs et le mode d'acquisition du terrain, sous réserve de recours au Gouvernement;
- b) l'envoi en possession anticipé lors d'une procédure en matière de remembrement parcellaire, sous réserve de recours au juge administratif.

<sup>3</sup> Le conseil communal se prononce définitivement sur les crédits nécessaires pour la construction et l'entretien des routes nationales urbaines.

2. Surveillance

**Art. 81** <sup>1</sup> Les routes publiques sont placées sous la haute surveillance du Gouvernement. Le Département peut exiger des propriétaires de routes des données statistiques concernant leur activité dans le domaine des routes.

<sup>2</sup> La surveillance de toutes les routes publiques incombe au Département. Sauf disposition contraire, les décisions prises par cette autorité peuvent être portées par voie de recours devant le Gouvernement.

<sup>3</sup> Sous réserve des attributions du Département, l'autorité communale compétente assume la surveillance des routes publiques sur son territoire, à l'exception des routes cantonales.

<sup>4</sup> L'autorité de surveillance veille à ce que ceux qui ont la charge de la construction et de l'entretien des routes remplissent leurs obligations; elle prend les mesures nécessaires.

<sup>5</sup> Les décisions que rendent les autorités mentionnées par la présente loi dans le cadre d'une procédure d'octroi du permis de construire sont susceptibles d'opposition et de recours conformément aux articles 22 et 23 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.<sup>[14\)](#)</sup>

3. Police  
a) Construction  
des routes

**Art. 82** <sup>1</sup> Le Département assume la surveillance de la police de construction des routes.

<sup>2</sup> La police de construction des routes est exercée :

1. par le personnel de l'Etat et des communes chargé de la surveillance et de l'entretien des routes;
2. par les organes de police de l'Etat et des communes.

<sup>3</sup> Les organes de la police de construction des routes annoncent au Département toute infraction aux dispositions des chapitres IV et V de la présente loi ainsi qu'aux ordonnances d'exécution s'il s'agit de routes cantonales, et au conseil communal intéressé s'il s'agit de routes communales ou de routes privées affectées à l'usage général. La compétence des organes de la police cantonale et communale de dénoncer au juge les infractions aux dispositions précitées demeure entière.

b) Circulation et  
signalisation  
routières

**Art. 83** <sup>1</sup> Sous réserve de la législation fédérale en la matière, la circulation et la signalisation routières sont réglées par la loi cantonale sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers<sup>[15\)](#)</sup>.

<sup>2</sup> Les panneaux indicateurs de routes publiques non ouvertes à la circulation des véhicules à moteur seront posés selon les indications du Service des ponts et chaussées. Les communes intéressées seront entendues préalablement. La pose et l'entretien desdits panneaux incombent à ceux qui doivent entretenir ces routes. Si la répartition des frais ne peut être convenue, c'est le Département qui tranche, sous réserve de recours à la Cour administrative.

## CHAPITRE VIII : Infractions

### 1. Mesures

**Art. 84** <sup>1</sup> Lorsque des communes ou des personnes privées ne donnent pas suite aux décisions qui leur sont notifiées en vertu de la présente loi, des ordonnances d'exécution ou des règlements communaux s'y rapportant, l'autorité de surveillance prend toute mesure utile en lieu et place et aux frais des contrevenants (exécution par substitution).

<sup>2</sup> Lorsqu'il y a péril en la demeure, les décisions prises sont immédiatement exécutoires; au cas contraire, seulement après écoulement du délai de recours non utilisé. Les décisions passées en force engagent également les ayants cause des propriétaires fonciers ou des titulaires d'entreprises.

<sup>3</sup> L'autorité communale peut, au besoin, s'adresser au Service des ponts et chaussées afin que celui-ci pourvoie à l'exécution des décisions prises.

### 2. Procédure

**Art. 85** <sup>1</sup> La décision selon l'article 84 est notifiée au contrevenant par pli recommandé avec indication des motifs et mention d'un délai convenable pour qu'il remplisse ses obligations. En outre, elle fera état des conséquences pénales et le menacera de faire exécuter les travaux par substitution au cas où le contrevenant ne remplirait pas ses obligations dans le délai prescrit. Mention sera faite que les frais d'exécution par substitution seront mis à la charge du contrevenant.

<sup>2</sup> Les mesures relatives à l'exécution de décisions prises par les autorités compétentes peuvent faire l'objet d'un recours conformément au Code de procédure administrative<sup>5)</sup>. Lorsque le recours est rejeté, la décision fait mention d'un nouveau délai pour l'exécution des travaux.<sup>21)</sup>

<sup>3</sup> Les travaux qui n'ont pas été exécutés dans le délai imparti ou selon les prescriptions édictées seront exécutés par des tiers aux frais des contrevenants dès que la décision sera devenue exécutoire. L'autorité ordonnant les travaux doit veiller à ce que ceux-ci soient effectués de façon rationnelle, aux prix usuels. Les contestations concernant l'exécution par substitution sont tranchées par le Département, sous réserve de recours conformément au Code de procédure administrative<sup>5)</sup>.<sup>21)</sup>

<sup>4</sup> Les travaux une fois effectués, la facture sera remise au contrevenant qui sera invité à payer son dû dans les trente jours. Les contestations concernant l'obligation de payer et le montant de la créance sont tranchées, suivant les cas, par le juge administratif ou la Cour administrative.

### 3. Dispositions pénales

**Art. 86** <sup>1</sup> Sont punies d'une amende de 40 000 francs au plus les infractions aux dispositions des chapitres IV et V de la présente loi, aux ordonnances d'exécution et aux règlements communaux s'y rapportant, ainsi que les infractions aux autorisations données et aux décisions prises en vertu de la législation précitée. Peuvent être infligées dans les cas graves des amendes de 70 000 francs au plus.<sup>[19\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Sont également punissables le maître de l'ouvrage, le surveillant des travaux, l'entrepreneur et le chef hiérarchique qui ont incité le contrevenant à commettre l'infraction ou qui ont toléré celle-ci.

<sup>3</sup> Lorsque l'infraction a été commise dans le cadre de l'activité professionnelle d'une personne morale, d'une société en nom collectif ou en commandite, les sanctions pénales sont prises à l'encontre des personnes qui ont agi ou qui auraient dû agir pour elles. Les personnes morales, les sociétés en nom collectif ou en commandite répondent solidairement des amendes, des émoluments et des frais; dans une procédure pénale, elles ont qualité de partie.

<sup>4</sup> Le contrevenant doit en même temps être condamné par le juge pénal au rétablissement de l'état légal.

<sup>5</sup> Dans la procédure pénale, l'Etat et les communes intéressées ont qualité de partie. Ils peuvent se faire représenter par leurs organes dans les débats principaux et en procédure de recours.

## CHAPITRE IX : Dispositions finales

### 1. Application de la loi

**Art. 87** <sup>1</sup> Le Parlement édicte, par voie de décret, des dispositions de détail concernant le genre et le calcul des subventions et prestations de l'Etat en faveur des frais de construction de routes des communes. Ces subventions et prestations sont fixées dans chaque cas particulier par le Gouvernement. Celui-ci peut déléguer tout ou partie de ses attributions au Département.

<sup>2</sup> Pour autant que la loi ne prévoise pas un décret du Parlement, le Gouvernement édicte les dispositions nécessaires à l'application de la présente loi et il en surveille l'exécution.

<sup>3</sup> Il édicte par voie d'ordonnance les dispositions de police nécessaires à l'utilisation et à la protection des voies publiques.

<sup>4</sup> Le Gouvernement peut soumettre à la sanction des autorités les décisions relatives à la propriété foncière qui découlent d'un plan de lotissement ou d'un plan spécial et qui rendent l'acquisition du sol plus difficile ou plus onéreuse.<sup>3)</sup>

2. Financement **Art. 88** <sup>1</sup> Sur la base du compte d'Etat, un décompte spécial sera établi concernant les recettes et les dépenses affectées à la construction et à l'entretien des routes publiques.

<sup>2</sup> Les dépenses pour la construction et l'entretien des routes publiques qui ne sont pas couvertes par des subventions à destination déterminée et par le produit net de l'imposition des véhicules à moteur sont couvertes par les recettes générales, au besoin par voie d'emprunt.

<sup>3</sup> Le versement des subventions de l'Etat prévues par la présente loi pour la construction et l'entretien des routes communales, non comprises les routes nationales urbaines, est assuré de la façon suivante :

1. 15 % du produit de l'imposition annuelle des véhicules à moteur;
2. 50 % au maximum de la subvention fédérale annuelle octroyée à des fins routières, provenant du produit net des droits de douane sur les carburants pour véhicules à moteur;
3. au besoin, un crédit budgétaire supplémentaire.

3. Entrée en vigueur **Art. 89** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>16)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 26 octobre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

Approuvée par le Conseil fédéral le 11 août 1980

- 1) RSJU 101
- 2) RS 725.11
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 juin 1987, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 4) RSJU 701.1
- 5) RSJU 175.1
- 6) Abrogé par le ch. I de la loi du 25 juin 1987, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 7) RS 210
- 8) RSJU 711
- 9) RSJU 701.51
- 10) Nouvelle teneur selon la section 8 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995
- 11) Introduit par la section 8 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995
- 12) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111)
- 13) RS 741.01
- 14) Introduit par le ch. III de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1993
- 15) RSJU 741.11
- 16) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 17) RSJU 651
- 18) Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 4, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière (RSJU 651), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 19) Nouvelle teneur selon le ch. XVII de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 septembre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009





# Loi sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux<sup>9)</sup>

du 26 octobre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 105, alinéa 1, et 106, alinéas 2 et 3, de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière<sup>1)</sup>,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale<sup>2)</sup>,

vu l'article 121 de la Constitution cantonale<sup>2)</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : Application de la législation fédérale

Compétence **Article premier** Le Département de la Police<sup>3)</sup> et le Département de l'Environnement et de l'Equipement sont chargés de l'application de la législation fédérale sur la circulation routière.

Signalisation **Art. 2** <sup>1</sup> Il appartient à l'Etat de surveiller la signalisation et le marquage des routes publiques.

<sup>2</sup> L'Etat pourvoit à la signalisation et au marquage de ses propres routes. Pour les routes communales et pour les routes publiques appartenant à des propriétaires privés, cette tâche incombe aux communes.

<sup>3</sup> Les communes requerront l'approbation de l'Etat en ce qui concerne :

- a) la réglementation des conditions de priorité;
- b) les interdictions de circuler;
- c) les limitations du poids et des dimensions des véhicules;
- d) les limitations de vitesse;
- e) le marquage de cases de stationnement sur les routes principales.

<sup>4</sup> L'Etat et les communes peuvent, au besoin, utiliser des biens-fonds privés pour placer des signaux.

Recours **Art. 3** <sup>1</sup> Les décisions prises en matière de circulation routière peuvent faire l'objet d'un recours auprès du juge administratif conformément au Code de procédure administrative<sup>4) 7)</sup>.

<sup>2</sup> ...<sup>8)</sup>

<sup>3</sup> Les prescriptions spéciales de procédure du droit fédéral sont réservées.

## **SECTION 2 : Prescriptions complémentaires sur la circulation routière**

Compétence **Art. 4** Le Gouvernement édicte des prescriptions complémentaires pour autant qu'aucun droit fédéral n'existe en la matière.

Police de la circulation **Art. 5** <sup>1</sup> L'exercice de la police de la circulation incombe aux organes de la police de l'Etat. Le Gouvernement a qualité pour conférer aux communes ou à d'autres organisations certaines attributions relevant de la police de la circulation.

<sup>2</sup> Lors des travaux de construction et d'entretien des routes, l'exercice de la police de la circulation incombe aussi au personnel de l'Etat et des communes chargé de surveiller et d'entretenir les routes. L'Etat et les communes peuvent déléguer ces attributions sous leur surveillance à l'entreprise de construction ou à une autre organisation.

Manifestations sur des routes cantonales **Art. 6** Les manifestations sportives de marche, les compétitions, etc., sur des routes cantonales ne sont admises qu'avec l'autorisation de l'autorité compétente.

Examens médicaux **Art. 7** Les examens médicaux des conducteurs de véhicules automobiles, prescrits par le droit sur la circulation routière de la Confédération, sont confiés à des médecins autorisés à exercer leur profession dans le canton du Jura.

Perception ultérieure des taxes **Art. 8** Celui qui, en commettant une infraction aux prescriptions de la circulation, élude l'obligation d'acquitter une taxe, peut être astreint à la payer après coup en procédure pénale.

Plaques de  
contrôle

**Art. 8a**<sup>11)</sup> <sup>1</sup> Chaque véhicule automobile est muni de plaques de contrôle, remises en prêt.

<sup>2</sup> Nul ne peut prétendre à l'attribution d'un numéro d'immatriculation particulier.

<sup>3</sup> L'attribution de numéros d'immatriculation particuliers sur demande du détenteur ou par voie d'enchères est réglée par voie d'ordonnance.

### **SECTION 3 : Imposition des véhicules routiers et des bateaux**<sup>9)</sup>

Principe

**Art. 9** <sup>1</sup> Les véhicules routiers qui circulent sur la voie publique et dont le lieu de stationnement est dans le canton du Jura sont soumis à un impôt calculé en fonction du poids total du véhicule et du nombre de jours pendant lesquels ce dernier a été autorisé à circuler.

<sup>2</sup> Les bateaux munis du signe distinctif jurassien sont soumis à un impôt calculé en fonction de la puissance propulsive de leur moteur ou de la surface vélique. Le poids maximal du bateau peut également être pris en compte.<sup>10)</sup>

Buts

**Art. 10** Le produit de l'impôt est affecté exclusivement :

- a) à la construction, à l'entretien et à l'exploitation des routes cantonales et des routes nationales qui traversent le territoire jurassien;
- b) aux subventions pour la construction des routes communales dans la mesure prévue par la législation sur la construction et l'entretien des routes.

Application

**Art. 11** Le Parlement fixe par voie de décret les bases d'imposition et règle l'échelonnement ainsi que la perception et l'affectation des impôts.

### **SECTION 4 : Taxe en faveur de la protection de l'environnement**<sup>5)</sup>

**Art. 12**<sup>5)</sup>

## SECTION 5 : Utilisation de véhicules à moteur hors de la voie publique

Principe	<b>Art. 13</b> <sup>1</sup> Aux termes de la législation fédérale sur la circulation routière, l'utilisation de véhicules à moteur hors de la voie publique est en principe interdite.
Exceptions générales	<p><sup>2</sup> Ne tombent pas sous le coup de cette interdiction les véhicules à moteur utilisés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) l'armée, la protection civile, les organes de secours en cas de catastrophes et de la défense;</li> <li>b) la police, les services de défense contre le feu et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures;</li> <li>c) le service sanitaire, le service de sauvetage, le service d'assistance médicale;</li> <li>d) l'agriculture et la sylviculture, y compris l'horticulture;</li> <li>e) le service des bâtiments et des ponts et chaussées, y compris l'entretien des routes;</li> <li>f) la construction et l'entretien d'installations;</li> <li>g) le trafic interne des entreprises;</li> <li>h) l'accès dans les limites de terrains privés;</li> <li>i) la formation des conducteurs de véhicules automobiles.</li> </ul>
Autres exceptions	<sup>3</sup> Le Gouvernement édicte les prescriptions d'exécution et détermine le mode, l'ampleur et les conditions des autorisations d'exception.

## SECTION 6 : Dispositions finales

Exécution	<b>Art. 14</b> Le Gouvernement est chargé de l'exécution et de la promulgation des prescriptions d'exécution nécessaires, sous réserve du décret du Parlement.
-----------	--

Entrée en  
vigueur

**Art. 15** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>6)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 26 octobre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat

Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) RS 741.01
- 2) RSJU 101
- 3) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111)
- 4) RSJU 175.1
- 5) Abrogé par l'art. 51 de la loi du 24 mars 1999 sur les déchets, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1999
- 6) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 3 septembre 2003, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 8) Abrogé par le ch. I de la loi du 3 septembre 2003, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 9) Nouvelle teneur du titre selon la loi du 3 décembre 2003, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2004
- 10) Introduit par le ch. I de la loi du 3 décembre 2003, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2004
- 11) Introduit par le ch. I de la loi du 19 décembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009

# Ordonnance concernant l'attribution de numéros d'immatriculation particuliers

du 24 mars 2009

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 8a de la loi du 26 octobre 1978 sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux<sup>1)</sup>,

vu l'article 27, chiffres 1.16a et 1.16b, du décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments de l'administration cantonale<sup>2)</sup>,

*arrête :*

But

**Article premier** La présente ordonnance règle l'attribution de numéros d'immatriculation particuliers, sur demande du détenteur ou par voie d'enchères, pour les plaques de contrôle avec lettres et chiffres noirs des voitures automobiles et des motocycles, y compris celles munies du sigle spécial "U".

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Attribution d'un  
numéro sur  
demande

**Art. 3** <sup>1</sup> Un numéro d'immatriculation déterminé peut être attribué sur demande.

<sup>2</sup> La demande est déposée auprès de l'Office des véhicules au moyen du formulaire officiel.

<sup>3</sup> Si plusieurs demandes sont déposées pour le même numéro d'immatriculation, l'ordre de réception est déterminant.

<sup>4</sup> Le numéro d'immatriculation demandé ne peut être attribué qu'à la condition d'être libre et de ne pas être destiné à l'attribution par voie d'enchères.

Attribution d'un  
numéro aux  
enchères

**Art. 4** <sup>1</sup> Les numéros d'immatriculation particuliers, notamment les petits numéros et ceux comportant une combinaison particulière, sont attribués par voie d'enchères.

<sup>2</sup> L'Office des véhicules établit et tient à jour la liste des numéros d'immatriculation concernés.

<sup>3</sup> Il détermine quand ceux-ci sont mis aux enchères.

<sup>4</sup> Les enchères se font par le biais d'internet.

Dépôt

**Art. 5** En cas de dépôt ou de retrait des plaques de contrôle, le droit à l'usage exclusif du numéro d'immatriculation attribué prend fin dans tous les cas à l'issue d'un délai d'un an (art. 87, al. 1, de l'ordonnance fédérale du 27 octobre 1976 réglant l'admission des personnes et des véhicules à la circulation routière, OAC<sup>3</sup>).

Perte, vol

**Art. 6** <sup>1</sup> En cas de perte ou de vol des plaques de contrôle, le détenteur ne peut se voir restituer le numéro d'immatriculation qui lui avait été attribué qu'à l'échéance du délai légal d'attente.

<sup>2</sup> Il n'a pas droit à un remplacement par équivalent.

Transfert

**Art. 7** <sup>1</sup> Le transfert des plaques de contrôle entre détenteurs n'est admis qu'entre époux ou partenaires enregistrés.

<sup>2</sup> L'Office des véhicules peut admettre un transfert dans d'autres circonstances particulières. Tel peut notamment être le cas lors d'un changement de détenteur au sein d'une entreprise, lors d'une remise de commerce ou encore lorsqu'une entreprise change de nature juridique ou de raison sociale.



Entrée en  
vigueur

**Art. 8** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2009.

Delémont, le 24 mars 2009

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Probst  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 741.11
- 2) RSJU 176.21
- 3) RS 741.51



## TABLE DES MATIERES

<b>8</b>	<b>Santé, travail, sécurité sociale</b>
<b>81</b>	<b>Santé</b>
810	<i>Généralités, promotion de la santé, soins hospitaliers et soins à domicile</i>
810.01	Loi sanitaire du 14 décembre 1990
810.011	Arrêté du Parlement du 9 décembre 1998 approuvant le plan sanitaire
810.016	Arrêté du Gouvernement du 12 octobre 1993 portant constitution du fonds de promotion de la santé
810.019.1	Arrêté du Parlement du 26 octobre 1989 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la Fondation suisse pour la promotion de la santé
810.019.2	Arrêté du Parlement du 26 avril 1990 portant approbation de la convention passée avec la Ligue jurassienne contre les toxicomanies
810.02	Loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients
810.021	Ordonnance du 24 avril 2007 sur les droits des patients
810.05	Ordonnance du 17 janvier 1996 concernant les recherches sur l'être humain
810.06	Loi du 17 novembre 2004 sur l'acquisition, la mise en service, l'utilisation et le renouvellement de certains équipements médicaux
810.11	Loi du 22 juin 1994 sur les hôpitaux
810.111	Arrêté d'approbation du plan hospitalier du 26 juin 2002
810.111.6	Ordonnance du 24 juin 1981 concernant la gestion financière des hôpitaux subventionnés par l'Etat
810.112	Ordonnance du 30 avril 1996 concernant l'autorisation des hospitalisations extérieures
810.113	Ordonnance du 15 mars 2005 concernant l'acquisition et l'entretien des investissements des établissements hospitaliers
810.116	Ordonnance du 12 octobre 1994 fixant la composition, les attributions et le fonctionnement du comité des acquéreurs des services hospitaliers
810.23	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le service de pathologie de l'Hôpital régional de Delémont
810.31	Ordonnance du 8 mai 2001 concernant la Fondation pour l'Aide et les Soins à domicile
810.41	Décret du 24 octobre 1985 relatif à l'organisation gériatrique cantonale
810.420	Ordonnance du 4 avril 2006 concernant le statut du personnel de la Résidence les Cerisiers à Miserez-Charmoille

810.511.1	Ordonnance du 1er février 1995 concernant les unités de soins psychiatriques
810.511.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le placement familial de patients des établissements psychiatriques cantonaux
810.512	Arrêté du Gouvernement du 8 décembre 1998 fixant le statut et l'organisation de l'Unité d'accueil psycho-éducative de Saint-Ursanne
810.515	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'internement de malades mentaux dans des établissements privés
810.91	Arrêté du Parlement du 6 décembre 1979 concernant la conclusion de conventions avec les cliniques rhumatologiques de Baden et de Rheinfelden
810.92	Arrêté du Parlement du 6 décembre 1979 concernant l'adhésion à la convention du 20 mars 1974 passée entre l'Institution Lavigny et les cantons de Berne, Fribourg, Genève, Neuchâtel, Tessin, Valais et Vaud
810.93	Arrêté du Parlement du 25 juin 1987 portant approbation de la convention relative au Centre valaisan de pneumologie à Montana
810.94	Arrêté du Parlement du 30 juin 1993 concernant la conclusion d'une convention intercantonale relative à la collaboration hospitalière entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura
810.95	Arrêté du Parlement du 18 décembre 1991 concernant la conclusion d'une convention intercantonale relative aux tarifs hospitaliers applicables aux patients hors Canton
810.961	Arrêté du Parlement du 25 juin 1997 concernant la conclusion d'une convention hospitalière avec le canton de Bâle-Ville
810.962	Arrêté du Parlement du 22 novembre 1995 concernant la conclusion d'une convention avec le Centre bâlois de réadaptation des personnes traumatisées médullaires et cérébro-lésées (REHAB)
810.971	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1996 concernant la conclusion d'une convention avec l'Hôpital de la Ville de La Chaux-de-Fonds
810.98	Arrêté du Parlement du 26 novembre 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la médecine hautement spécialisée (CIMHS)
811	<i>Professions sanitaires</i>
811.111	Ordonnance du 2 octobre 2007 concernant l'exercice des professions de médecin, de dentiste, de chiropraticien et de vétérinaire
811.211	Ordonnance du 7 septembre 1993 concernant le service ambulancier
811.212	Ordonnance du 12 mars 1997 concernant l'exercice de la profession de chef de laboratoire d'analyses médicales
811.213	Ordonnance du 2 octobre concernant l'exercice des professions de la santé
811.821	Arrêté du Parlement du 31 mars 1988 portant création de l'Ecole de soins infirmiers de la République et Canton du Jura

811.891	Arrêté du Parlement du 6 décembre 1979 concernant l'adhésion à la convention du 20 mai 1976 entre les cantons et la Croix-Rouge suisse concernant la formation professionnelle du personnel infirmier, médico-technique et médico-thérapeutique
811.893	Arrêté du Parlement du 12 février 1981 concernant la conclusion d'une convention avec le canton de Berne portant, dans le domaine hospitalier, sur l'indemnisation de prestations scolaires aux habitants du canton voisin
811.894	Arrêté du Parlement du 10 mars 1983 concernant l'adhésion à la convention du 1er janvier 1977 liant l'Ecole d'infirmières en hygiène maternelle et pédiatrie "L'Abri" aux cantons de Vaud, Neuchâtel et Valais
811.922	Ordonnance du 23 février 1982 fixant les honoraires des médecins agissant à la requête des autorités en matière de police sanitaire et de médecine légale
811.923	Ordonnance du 6 décembre 1978 fixant les honoraires des médecins agissant pour le compte des autorités d'assistance
811.924	Ordonnance du 9 décembre 2008 concernant les tarifs du Centre médico-psychologique
811.941	Ordonnance du 24 juin 1997 sur les honoraires des médecins-vétérinaires agissant à la requête des autorités
811.981	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les honoraires des sages-femmes
812	<i>Substances thérapeutiques, stupéfiants et poisons</i>
812.21	Loi du 14 décembre 1990 sur la vente des médicaments
812.41	Ordonnance du 5 décembre 2006 sur les pharmacies, les produits thérapeutiques et les stupéfiants
812.42	Ordonnance du 5 décembre 2006 sur les drogueries
812.51	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le tarif des fournitures de médicaments faites par les pharmaciens ou les médecins aux membres de caisses-maladie reconnues
812.52	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le tarif des médicaments délivrés par les pharmaciens ou médecins aux personnes assurées obligatoirement auprès de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
812.81	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'emploi de gaz toxiques pour la destruction des parasites dans les locaux d'habitation et de travail
814	<i>Protection de l'équilibre écologique</i>
814.01	Ordonnance du 30 janvier 1990 portant application de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement
814.015	Loi du 24 mars 1999 sur les déchets
814.015.6	Décret du 24 mars 1999 sur le financement de la gestion des déchets

814.015.61	Arrêté du Gouvernement du 26 août 2008 concernant l'alimentation du fonds pour la gestion des déchets
814.02	Ordonnance du 12 décembre 2006 concernant les mesures de lutte contre la pollution de l'air par des poussières fines
814.12	Ordonnance du 11 décembre 2007 sur la protection des sols
814.21	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux
814.22	Ordonnance du 13 novembre 2001 sur les mesures de protection à prendre en cas d'événement impliquant des matières dangereuses
814.26	Décret du 6 décembre 1978 concernant les subventions de l'Etat en faveur de l'élimination des eaux usées et des déchets, ainsi que de l'approvisionnement en eau
814.81	Ordonnance du 10 juin 2008 portant application de la loi fédérale sur les produits chimiques
<b>817</b>	<b><i>Police des denrées alimentaires</i></b>
817.0	Loi du 22 septembre 1999 portant introduction de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels
817.014	Ordonnance du 29 janvier 2002 concernant la participation aux frais du contrôle des champignons
817.015	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les distributeurs automatiques de denrées alimentaires
817.018	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la mise en circulation et l'emploi de produits antiparasitaires, en particulier d'hydrocarbures chlorés persistants
817.190	Ordonnance du 30 juin 1998 concernant le contrôle des viandes
<b>818</b>	<b><i>Lutte contre les maladies</i></b>
818.16	Financement de la lutte contre les maladies
818.161.1	Ordonnance du 4 mars 1997 concernant les vaccins et vaccinations
818.166.11	Règlement du Fonds Helene-Welti du 6 décembre 1978
<b>82</b>	<b><i>Travail</i></b>
<b>822</b>	<b><i>Protection des travailleurs</i></b>
822.11	Loi du 9 novembre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce
822.112.1	Ordonnance du 26 avril 1983 portant délégation des compétences du Département de l'Economie publique à l'inspecteur du Service des arts et métiers et du travail concernant les autorisations d'exploiter et les règlements d'entreprises
822.22	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles

822.31	Ordonnance du 23 août 1983 portant exécution de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur le travail à domicile
823	<i>Marché du travail</i>
823.111	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 9 novembre 1978 sur le service de l'emploi et l'assurance-chômage
823.112	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant introduction de l'assurance-chômage obligatoire selon l'arrêté fédéral du 8 octobre 1976
823.12	Loi du 14 décembre 1990 sur l'indemnisation des travailleurs victimes de la faillite de leur employeur
823.130	Arrêté du Gouvernement du 19 décembre 1989 portant introduction du secours de crise dans la République et Canton du Jura pour l'année 1990
823.131	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le secours de crise en faveur de chômeurs assurés
823.132	Arrêté du Gouvernement du 8 décembre 1987 concernant le secours de crise; adaptation des limites de gêne
823.32	Loi du 9 novembre 1978 portant encouragement de la constitution de réserves de crise par l'économie privée
823.321	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant encouragement de la constitution de réserves de crise par l'économie privée
823.33	Loi du 22 décembre 1988 sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux
823.331	Ordonnance du 10 décembre 1991 sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux
823.4	Ordonnance du 18 décembre 2007 concernant l'organe de contrôle cantonal au sens de la loi fédérale sur le travail au noir
824	<i>Litiges, tribunaux du travail</i>
824.21	Loi du 9 novembre 1978 concernant la Chambre cantonale de conciliation





## TABLE DES MATIERES

<b>8</b>	<b>Santé, travail, sécurité sociale</b>
<b>83</b>	<b><i>Assurances sociales</i></b>
<b>831</b>	<i>Assurance-vieillesse et survivants, assurance-invalidité</i>
831.10	Loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants
831.101	Ordonnance d'exécution de la loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants, du 6 décembre 1978
831.102	Ordonnance du 24 septembre 1991 fixant l'organisation et les attributions de la commission de gestion de la Caisse de compensation de la République et Canton du Jura
831.20	Loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité
831.202	Règlement de l'Office cantonal AI du 30 mai 1994
831.30	Loi du 9 décembre 1998 portant introduction à la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LiLPC)
831.301	Ordonnance du 17 décembre 1997 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité
<b>832</b>	<i>Assurance en cas de maladie et d'accidents</i>
832.011.3	Arrêté du Gouvernement du 23 août 1988 concernant la convention tarifaire conclue entre la Société médicale jurassienne et la Fédération cantonale des caisses-maladie
832.011.4	Arrêté du Gouvernement du 8 novembre 1994 concernant la convention conclue entre la Société suisse de pharmacie (SSPh), le Concordat des caisses-maladie suisses (CCMS) et la Fédération jurassienne des caisses-maladie (FCMJ)
832.041.5	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-maladie et accidents des apprentis
832.041.51	Arrêté du Gouvernement du 12 juin 1984 modifiant le montant de l'indemnité journalière de l'assurance-maladie des apprentis
832.10	Loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)
832.114	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 9 novembre 1978 concernant l'assurance en cas de maladie
832.115	Ordonnance du 21 novembre 1995 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie

832.115.1	Arrêté du Gouvernement du 3 novembre 2009 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2010
832.116	Ordonnance du 25 février 2003 portant exécution de l'ordonnance fédérale sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire
832.20	Loi du 27 octobre 1983 portant introduction de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents
832.200	Arrêté du Gouvernement du 6 mars 1984 concernant la désignation de l'autorité compétente au sens de l'article 86 de la loi fédérale sur l'assurance-accidents
832.25	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les déclarations et enquêtes en matière d'accidents qui frappent des personnes assurées auprès de la Caisse nationale suisse
832.311	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les dépôts d'explosifs
832.312	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la garde d'explosifs dits de sûreté
836	<i>Allocations familiales</i>
836.1	Loi du 25 juin 2008 portant introduction à la loi fédérale sur les allocations familiales (LiLAFam)
836.11	Ordonnance du 25 novembre 2008 fixant les modalités de la surcompensation entre les caisses de compensation pour allocations familiales
837	<i>Assurance-chômage</i>
837.0	Loi du 6 décembre 2000 portant introduction de la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services et de la loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et de l'indemnité en cas d'insolvabilité
837.021	Règlement de la commission tripartite chargée de conseiller les offices régionaux de placement de la République et Canton du Jura, du 10 décembre 1996
837.022	Ordonnance du 18 juin 1997 concernant la compétence des offices régionaux de placement
837.03	Ordonnance du 23 août 1988 fixant le statut et l'organisation de la Caisse publique de chômage de la République et Canton du Jura
837.04	Loi du 6 décembre 2000 sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi
837.041	Ordonnance du 16 janvier 2001 sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi
837.042	Ordonnance du 26 mars 2002 concernant la commission de coordination des mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi

**84                    *Habitat*****841                    *Logements à caractère social***

- 841.1                    Arrêté du Gouvernement du 17 juillet 1979 portant exécution de la législation fédérale sur l'encouragement à la construction de logements
- 841.4                    Arrêté du 6 décembre 1978 portant mise à disposition de moyens financiers en vue de mesures destinées à améliorer le logement dans les régions de montagne
- 841.41                    Circulaire aux communes qui, selon le cadastre fédéral de la production agricole, sont situées totalement ou partiellement dans la région de montagne, du 6 décembre 1978
- 841.42                    Arrêté du Gouvernement du 7 juillet 1981 concernant le rangement des communes en vue de la fixation de leur part de la subvention concernant l'amélioration du logement dans les régions de montagne pour les années 1981 - 1982

**843                    *Maintien de locaux d'habitation***

- 843.11                    Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le maintien de locaux d'habitation

**844                    *Amélioration de l'offre de logements***

- 844.1                    Loi du 31 mars 1988 concernant l'amélioration du marché du logement
- 844.12                    Décret du 13 décembre 1991 encourageant la construction et la rénovation de logements à caractère social

**85                    *Aide sociale*****850                    *Dispositions générales***

- 850.1                    Loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale
- 850.11                    Décret du 21 novembre 2001 concernant les institutions sociales
- 850.111                    Ordonnance du 30 avril 2002 sur l'action sociale
- 850.111.1                    Arrêté du Gouvernement du 8 novembre 2005 fixant les normes applicables en matière d'aide sociale
- 850.112                    Ordonnance du 30 avril 2002 concernant les institutions sociales

**851                    *Aide au recouvrement, avance et versement provisionnel de contributions d'entretien***

- 851.1                    Loi du 21 juin 2000 sur l'aide au recouvrement, l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien

851.11	Ordonnance du 5 décembre 2000 concernant l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien
851.111	Arrêté du Gouvernement du 12 décembre 2006 portant adaptation des limites de revenu et de fortune ainsi que du montant maximal des avances en matière d'avance et de versement provisionnel de contributions d'entretien
852	<i>Homes et institutions de prévoyance et d'aide sociale</i>
852.91	Arrêté du Gouvernement du 19 juin 1979 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale relative à la couverture des frais entraînés par l'accueil dans des institutions spécialisées d'enfants, d'adolescents et d'adultes placés hors de leur canton de domicile
852.92	Arrêté du Parlement du 23 octobre 1986 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale sur le remboursement de l'excédent des charges d'exploitation et la collaboration en faveur des institutions pour enfants et adolescents de même que des institutions pour handicapés (Convention relative aux institutions)
852.93	Arrêté du Parlement du 26 octobre 2005 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention relative aux institutions sociales (CIIS)
853	<i>Enfants placés et politique de la jeunesse</i>
853.11	Ordonnance du 30 avril 2002 concernant le placement d'enfants
853.21	Loi du 22 novembre 2006 sur la politique de la jeunesse
853.211	Ordonnance du 8 avril 2008 sur la politique de la jeunesse
856	<i>Aide, fondations</i>
856.91	Arrêté du 6 décembre 1978 portant création d'une fondation "Oeuvre jurassienne de secours"
856.911	Règlement du 6 décembre 1978 concernant l'organisation et l'administration de la fondation "Oeuvre jurassienne de secours"
856.93	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 concernant la création du "Secours jurassien d'hiver"
857	<i>Financement</i>
857.1	Décret du 21 novembre 2001 sur la répartition des dépenses de l'action sociale
859	<i>Centres de consultation en matière de grossesse</i>
859.11	Arrêté du Gouvernement du 14 janvier 1998 portant reconnaissance de l'association "Centre jurassien de planning familial et de consultation en matière de grossesse" en qualité de centre de consultation en matière de grossesse et de planisme familial

---

<b>87</b>	<b><i>Protection contre les incendies et les dommages dus aux éléments</i></b>
<b>871</b>	<i>Prévention des incendies</i>
871.1	Loi du 21 novembre 2007 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels
871.11	Ordonnance du 18 novembre 2008 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels et sur le ramonage
<b>873</b>	<i>Assurances</i>
873.11	Loi du 6 décembre 1978 sur l'assurance immobilière
873.111	Décret du 6 décembre 1978 concernant l'assurance immobilière
873.112.1	Ordonnance du 6 mars 1979 relative à la commission de l'Etablissement d'assurance immobilière
873.21	Loi du 6 décembre 1978 sur l'assurance mobilière contre l'incendie
873.211	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance mobilière contre l'incendie
873.261	Contrat du 8 février 2010 concernant l'application de l'assurance mobilière obligatoire contre l'incendie dans le canton du Jura
<b>874</b>	<i>Fonds des dommages causés par les éléments</i>
874.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant le fonds des dommages causés par les éléments
874.11	Ordonnance du 2 avril 1985 fixant les subsides ordinaires à prélever sur le fonds des dommages causés par les éléments
<b>875</b>	<i>Défense contre le feu et lutte contre les dommages dus aux éléments</i>
875.1	Loi du 18 octobre 2000 sur le service de défense contre l'incendie et de secours
875.11	Ordonnance du 13 novembre 2001 sur le service de défense contre l'incendie et de secours
875.112	Ordonnance du 19 janvier 2010 concernant le nombre d'arrondissements d'inspection des services de défense contre l'incendie et de secours
875.121	Ordonnance du 13 novembre 2001 concernant les centres de renfort



# Loi sur les hôpitaux

du 22 juin 1994

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 26 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu les articles 33, 34, 41 et 43 de la loi sanitaire du 14 décembre 1990<sup>2)</sup>,

*arrête :*

## TITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi a pour objet la planification, la construction, la gestion et l'exploitation des établissements hospitaliers publics ainsi que les conditions d'autorisation des établissements hospitaliers privés.

<sup>2</sup> Elle concerne également les écoles préparant aux professions de la santé.

Etablissements  
hospitaliers

**Art. 2** Les établissements hospitaliers, publics ou privés, comprennent notamment :

- a) les services de traitements ambulatoires;
- b) les unités d'accueil temporaire (hôpital de jour ou de nuit);
- c) les établissements médico-sociaux;<sup>21)</sup>
- d) les unités de soins psychiatriques;
- e)<sup>21)</sup> l'Hôpital du Jura ainsi que les sites et les autres unités qui lui sont rattachés;
- f) les hôpitaux sis hors Canton avec lesquels l'Etat a conclu une convention;
- g) les établissements de cure et de réadaptation.

## TITRE DEUXIEME : Planification

Objectif

**Art. 3** L'Etat s'efforce de mettre à disposition de la population du Canton les services de soins dont elle a besoin.

## Evaluation des besoins

**Art. 4** <sup>1</sup> L'évaluation des besoins se fonde sur des critères tels que la population, la structure démographique, les statistiques de morbidité, l'évolution de la médecine et des équipements médico-techniques.

<sup>2</sup> Elle tient compte également des contraintes géographiques, des structures bâties et de la situation économique et financière générale.

<sup>3</sup> Le plan hospitalier mentionne les indicateurs et critères retenus en vue de l'évaluation des besoins.

## Moyens

**Art. 5** Le but assigné à l'Etat par l'article 3 peut être atteint :

- a) par la création ou l'exploitation d'hôpitaux publics;
- b) par la signature de conventions avec d'autres cantons (coopération intercantonale) ou d'autres pays ou régions (coopération frontalière);
- c) par la conclusion de contrats de prestation avec des hôpitaux sis hors du Canton ou privés.

## Planification

**Art. 6** <sup>1</sup> Les moyens mis en œuvre pour répondre aux besoins de la population font l'objet d'une planification hospitalière.

<sup>2</sup> Celle-ci fait partie intégrante de la planification sanitaire<sup>3)</sup> par laquelle l'Etat organise et coordonne l'ensemble du système des soins du secteur public tout en tenant compte des possibilités de soins du secteur privé.

<sup>3</sup> L'activité des hôpitaux privés est prise en compte dans la planification des services de soins publics.

## Coordination

**Art. 7** <sup>1</sup> La planification hospitalière prend en compte l'organisation hospitalière des régions voisines.

<sup>2</sup> Elle est harmonisée avec les exigences contenues dans les plans d'aménagement du territoire.

## Contenu du plan hospitalier

**Art. 8** <sup>1</sup> Le plan hospitalier définit la mission des hôpitaux, l'activité, la taille et la localisation des différents services hospitaliers appelés à couvrir les besoins de la population.

<sup>2</sup> Il indique les prestations hospitalières définies par les autorités chargées de la planification.



Autorités,  
procédure  
a) Elaboration

**Art. 9** <sup>1</sup> Après avoir consulté les établissements, les organismes et les milieux professionnels concernés, le Service de la santé élabore les documents nécessaires à l'établissement ou à la modification du plan hospitalier.

<sup>2</sup> Le Service de la santé veille en particulier à ce que les prestations de base soient garanties en permanence à l'ensemble de la population.

b) Compétence,  
périodicité

**Art. 10** <sup>1</sup> Le Gouvernement arrête le plan hospitalier et le soumet pour approbation au Parlement.

<sup>2</sup> Le plan est révisé périodiquement, dans le cadre de la planification sanitaire<sup>3)</sup>, mais au minimum tous les dix ans.

c) Modifications  
entre deux  
révisions

**Art. 11** <sup>1</sup> Les modifications intermédiaires apportées au plan hospitalier entre deux révisions sont soumises au Parlement si elles concernent la création ou la suppression d'un établissement ou les prestations de base dévolues à un hôpital.

<sup>2</sup> Les modifications intermédiaires de moindre importance sont de la compétence du Gouvernement qui en informe le Parlement.

Urgences,  
catastrophes

**Art. 12** <sup>1</sup> Le plan hospitalier désigne les établissements tenus d'assumer un service des urgences.

<sup>2</sup> En cas de catastrophe, le Gouvernement peut disposer des établissements hospitaliers pour faire face aux besoins.

## **TITRE TROISIEME : Autorisation, reconnaissance et surveillance**

### **CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

Autorisation et  
reconnaissance

**Art. 13** <sup>1</sup> L'ouverture et l'extension de tout établissement hospitalier sur le territoire cantonal sont soumises à autorisation.

<sup>2</sup> La reconnaissance est uniquement accordée aux établissements qui fournissent des prestations inscrites dans le plan sanitaire.

<sup>3</sup> La reconnaissance est la condition préalable à tout octroi de subventions de la part des pouvoirs publics.

Autorité de  
surveillance

**Art. 14** <sup>1</sup> Le Département de la Santé et des Affaires sociales (dénommé ci-après : "Département") est l'autorité de surveillance de tous les établissements hospitaliers publics ou privés.

<sup>2</sup> Les établissements hospitaliers doivent accorder aux organes de surveillance et aux mandataires du Département libre accès à leurs locaux et documents pour leur permettre d'exercer leurs tâches.

<sup>3</sup> L'autorité de surveillance invite les organes responsables des établissements hospitaliers à remédier, dans un délai adéquat, aux défauts constatés; au besoin, elle ordonne les mesures nécessaires une fois ce délai écoulé.

## **CHAPITRE II : Etablissements hospitaliers privés**

Autorisation

**Art. 15** <sup>1</sup> L'ouverture et l'exploitation d'un établissement hospitalier privé sont soumises à autorisation.

<sup>2</sup> Une autorisation est également exigée :

- a) pour l'extension de l'exploitation d'un établissement hospitalier privé;
- b) pour des modifications importantes des structures bâties.

<sup>3</sup> L'autorisation mentionne explicitement les activités autorisées.

Conditions

**Art. 16** <sup>1</sup> L'autorisation est subordonnée au respect des prescriptions définies par le Gouvernement concernant notamment :

- a) les structures bâties;
- b) l'équipement médico-technique;
- c) la dotation minimale en personnel soignant;
- d) le statut des patients et la responsabilité médicale;
- e) la mission de l'établissement;
- f) la surveillance par les pouvoirs publics;
- g) les conditions de travail et de rémunération du personnel définies par convention collective de travail ou, à défaut, correspondant à la convention collective de travail en vigueur dans les établissements hospitaliers publics.

<sup>2</sup> Demeurent réservées les autorisations exigées en vertu d'autres législations.

Organe  
compétent

**Art. 17** <sup>1</sup> Le Gouvernement est compétent pour délivrer les autorisations.

<sup>2</sup> Elles sont renouvelables tous les six ans.

Reconnaissance

**Art. 18** Un établissement hospitalier privé autorisé ne peut être reconnu par les pouvoirs publics que si sa mission et ses prestations répondent aux besoins et s'intègrent au plan sanitaire ou le complètent.

Compétence

**Art. 19** La reconnaissance est prononcée par le Gouvernement.

Subventions

**Art. 20** <sup>1</sup> Seuls les établissements hospitaliers privés reconnus peuvent bénéficier de subventions versées par les pouvoirs publics.

<sup>2</sup> Le Parlement arrête dans chaque cas le montant des subventions et les conditions liées à leur octroi.

Retrait

**Art. 21** <sup>1</sup> L'autorisation ou la reconnaissance peuvent être retirées en tout temps, à titre temporaire ou définitif, si l'autorité de surveillance constate que les conditions d'octroi ne sont plus respectées ou que la sécurité des patients est mise en danger.

<sup>2</sup> Dans les cas de moindre gravité, l'autorité de surveillance peut prononcer un avertissement ou une menace de retrait.

<sup>3</sup> Avant de prononcer le retrait temporaire ou définitif, l'autorité de surveillance entend les responsables de l'établissement hospitalier privé.

### CHAPITRE III : Etablissements hospitaliers publics

#### SECTION 1 : Centre de gestion hospitalière

Etablissement  
cantonal de droit  
public

**Art. 22**<sup>21)</sup> <sup>1</sup> Sous le nom "Hôpital du Jura" (dénommé ci-après : "Hôpital"), l'Etat crée un établissement cantonal de droit public<sup>4)</sup> qui gère comme une seule entreprise les sites et les autres unités qui lui sont rattachés.

<sup>2</sup> L'Hôpital est une entreprise intégrée, dotée d'un conseil d'administration et d'une direction générale.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut confier d'autres mandats de gestion à l'Hôpital ou aux hôpitaux publics du Canton.

<sup>4</sup> La direction générale de l'Hôpital est localisée dans le site de Porrentruy. Les services administratifs de l'Hôpital sont localisés dans les sites.

Conseil  
d'administration  
a) Nomination,  
fonctionnement

**Art. 23** <sup>1</sup> L'Hôpital est placé sous la responsabilité d'un conseil d'administration de neuf membres nommés par le Gouvernement et composé comme il suit :<sup>21)</sup>

- a) trois représentants des organismes de financement (Etat, communes et assurances sociales);
- b) trois spécialistes en gestion;
- c) deux spécialistes en soins ou fournisseurs de prestations;
- d) un représentant du personnel.<sup>5)</sup>

<sup>1bis</sup> Le Gouvernement veille à ce que chaque district soit représenté; le président est choisi parmi les spécialistes en gestion.<sup>6)</sup>

<sup>2</sup> A l'exception des représentants des organismes de financement, les membres sont nommés pour quatre ans et leur mandat est renouvelable deux fois.

<sup>3</sup> Le directeur participe aux séances avec voix consultative; selon les besoins, le conseil d'administration invite les responsables de site, les médecins-chefs ou d'autres spécialistes à participer à ses séances à titre d'experts.<sup>21)</sup>

<sup>4</sup> Le conseil d'administration détermine son mode de fonctionnement interne et les compétences de ses membres.

<sup>5</sup> Le conseil d'administration arrête le règlement interne, les compétences et le cahier des charges du directeur et de l'administration.

b) Tâches  
d'organisation

**Art. 24**<sup>21)</sup> <sup>1</sup> L'Hôpital détermine l'organisation générale de ses sites et des services rattachés dans le cadre de la mission générale impartie par le plan sanitaire.

<sup>2</sup> Il assume la coordination, la collaboration et la complémentarité des sites, gérés comme un tout, et favorise la mobilité médicale entre eux.

<sup>3</sup> Le conseil d'administration définit des départements transversaux ou des services interhospitaliers et spécialisés pour le soins, l'intendance et l'administration, qui réunissent, sous l'autorité d'un même responsable, les activités des différents sites. L'article 25, alinéa 2, lettre c, s'applique.

<sup>4</sup> Le conseil d'administration de l'Hôpital édicte un règlement régissant l'activité, la structure et la direction de tel département ou service interhospitalier.

c) Compétences **Art. 25<sup>21)</sup>** <sup>1</sup> Dans le cadre de la planification hospitalière et de l'enveloppe budgétaire, le conseil d'administration assume toutes les compétences nécessaires à l'accomplissement de la mission de l'Hôpital.

<sup>2</sup> Ces compétences comprennent :

- a) la définition de l'organisation générale de l'Hôpital et des sites au moyen de règlements et de directives;
- b) la définition des rapports entre les usagers et l'Hôpital, en complément des dispositions de la présente loi (art. 46 et suivants);
- c) la création ou la suppression de services de soins et de services médico-techniques, avec l'accord du Gouvernement;
- d) l'introduction, le renforcement ou la suppression de prestations médicales ou médico-techniques;
- e) la dotation en lits des sites;
- f) l'engagement de l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs de l'Hôpital, y compris le directeur, les médecins-chefs et médecins-chefs adjoints, les responsables de départements, de sites et des services hospitaliers ainsi que la définition de leur cahier des charges;
- g) la détermination du statut et de la rémunération des médecins et du personnel, après consultation de leurs représentants, ainsi que la négociation et la conclusion de la convention collective de travail pour le personnel avec les syndicats le représentant;
- h) les négociations tarifaires avec les assurances sociales et la fixation des différents tarifs, sous réserve de l'approbation par le Gouvernement;
- i) la répartition des ressources budgétaires entre les services;
- j) l'élaboration et la définition des moyens de gestion de l'Hôpital, par exemple en matière de comptabilité, d'informatique ou de statistique;
- k) la gestion des dettes et la conclusion d'emprunts à long terme;
- l) l'évaluation permanente des prestations hospitalières et de la définition des normes communes de qualité minimale;
- m) la mise en place du contrôle interne de la gestion et des comptes et l'examen des résultats;
- n) la coordination des programmes de développement et de formation du personnel;
- o) la réalisation d'études prospectives.

<sup>3</sup> Il peut déléguer certaines de ces compétences au directeur.

Révision des  
comptes<sup>21)</sup>

**Art. 26<sup>21)</sup>** <sup>1</sup> L'Hôpital soumet chaque année ses comptes et son rapport d'activité au Parlement.

<sup>2</sup> Pour le surplus, l'Hôpital est soumis à la surveillance du Département (art. 14).

Direction  
générale

**Art. 27<sup>21)</sup>** <sup>1</sup> L'Hôpital est géré par un directeur et une administration propre.

<sup>2</sup> Le directeur est à la tête de la direction générale organisée en départements. Chaque département est doté d'un chef qui peut être appelé à assumer la fonction de responsable de site. Ensemble, ils forment le comité de direction.

<sup>3</sup> Le directeur entend régulièrement les représentants du personnel.

<sup>4</sup> La direction générale exécute les décisions du conseil d'administration et assume les tâches qui lui sont confiées par le règlement interne et par le cahier des charges.

Présentation et  
révision des  
comptes

**Art. 28<sup>21)</sup>** <sup>1</sup> L'Hôpital établit ses propres comptes qui intègrent l'ensemble des sites et des autres unités qui lui sont rattachés.

<sup>2</sup> Les comptes de l'Hôpital sont révisés chaque année par le Contrôle des finances ou par une fiduciaire spécialisée en la matière.

## **SECTION 2 : Sites rattachés à l'Hôpital du Jura<sup>21)</sup>**

Statut

**Art. 29<sup>21)</sup>** <sup>1</sup> L'Hôpital exerce ses activités sur plusieurs sites ayant le statut de succursales.

<sup>2</sup> Chaque site est doté du personnel et de l'équipement nécessaires à ses activités.

<sup>3</sup> Chaque site héberge les services qui lui sont assignés par le conseil d'administration dans le cadre du plan hospitalier.

<sup>4</sup> Dans les limites définies par l'Hôpital, les sites peuvent entretenir des relations directes avec des tiers.

Direction	<p><b>Art. 30</b> <sup>1</sup> ... <a href="#">22)</a></p> <p><sup>2</sup> ... <a href="#">22)</a></p> <p><sup>3</sup> Chaque service de soins est placé sous la responsabilité médicale et professionnelle d'un médecin titulaire d'une autorisation de pratique dans le Canton.</p>
Participation	<p><b>Art. 31</b> <sup>1</sup> Le personnel est associé à la gestion du site. <a href="#">21)</a></p> <p><sup>2</sup> Les chefs des services hospitaliers associent leur personnel à la définition des objectifs et à la gestion de leur service.</p>
Mission	<b>Art. 32</b> <a href="#">21)</a> La mission de chaque site est définie par le plan hospitalier.
Responsable de site <a href="#">21)</a>	<p><b>Art. 33</b> <a href="#">21)</a> Dans le cadre des directives du conseil d'administration et des ressources budgétaires, le responsable de site en assume la gestion et l'animation.</p> <p><b>Art. 34</b> <a href="#">22)</a></p> <p><b>SECTION 3 : ...</b> <a href="#">22)</a></p> <p><b>Art. 35</b> <a href="#">22)</a></p> <p><b>SECTION 4 : Etablissements psychiatriques</b></p>
Mission	<p><b>Art. 36</b> <sup>1</sup> Les unités de soins psychiatriques figurent au plan hospitalier qui définit leur mission.</p> <p><sup>2</sup> La planification favorise les prises en charges ambulatoires.</p>
Statut	<b>Art. 37</b> Les unités de soins psychiatriques sont des établissements hospitaliers cantonaux sans personnalité juridique.
Organisation des unités psychiatriques	<p><b>Art. 38</b> Le Gouvernement détermine par voie d'ordonnance :</p> <p>a) l'organisation et la coordination des unités de soins psychiatriques;</p>

- b) l'organisation, les compétences et le fonctionnement de la direction administrative et médicale;
- c) le statut du personnel, après consultation de ses représentants;
- d) les modalités de financement et de gestion;
- e) les rapports entre les unités de soins et leurs usagers, en complément des dispositions de la présente loi (art. 46 et suivants).

## SECTION 5 : Établissements médico-sociaux<sup>21)</sup>

Plan **Art. 39** <sup>1</sup> Les établissements médico-sociaux<sup>21)</sup> reconnus figurent au plan sanitaire.

<sup>2</sup> La planification favorise la prise en charge des personnes âgées à domicile.

Surveillance **Art. 40** <sup>1</sup> Le Service de la santé exerce la surveillance des établissements médico-sociaux<sup>21)</sup>.

<sup>2</sup> Il veille en particulier à promouvoir la qualité de la prise en charge des patients.

<sup>3</sup> Un représentant du Service de la santé siège d'office dans les commissions de gestion des établissements médico-sociaux<sup>21)</sup>.

Délégation **Art. 41** <sup>1</sup> Un décret<sup>7)</sup> précise l'organisation gériatrique cantonale.

<sup>2</sup> Le Département détermine par voie de directives :

- les critères minima de qualité de la prise en charge;
- les rapports entre les homes et leurs usagers, en complément des dispositions de la présente loi (art. 46 et suivants);
- la coordination entre les établissements médico-sociaux<sup>21)</sup>;
- la composition et les compétences des commissions de gestion;
- les modalités de gestion;
- le statut du personnel, après consultation de ses représentants;
- la formation exigée du personnel et du directeur;
- la dotation en personnel.

## SECTION 6 : Ecoles et formation

But et moyens **Art. 42** <sup>1</sup> L'Etat assume ou soutient la formation aux professions de la santé.



<sup>2</sup> A cette fin, il peut :

- a) créer et exploiter des écoles cantonales;
- b) conclure des accords ou des conventions avec d'autres cantons ou des écoles privées.

Formations  
reconnues

**Art. 43** Les écoles sont organisées de manière à garantir à leurs élèves une formation qui débouche sur des certificats de capacité et diplômes reconnus, selon les prescriptions des autorités compétentes.

Compétence

**Art. 44** Le Département édicte le règlement d'organisation des écoles cantonales.

Tâches de  
formation

**Art. 45** Les établissements hospitaliers veillent à assurer la formation pratique des médecins et autres soignants et à promouvoir leur formation continue et leur perfectionnement, conformément à la loi sanitaire<sup>8)</sup>.

## **CHAPITRE IV : Rapports entre les établissements hospitaliers publics et les usagers**

### **SECTION 1 : Droits des patients et responsabilité des établissements hospitaliers**

Droit aux soins

**Art. 46** <sup>1</sup> Chacun a droit aux soins qu'exige son état de santé.

<sup>2</sup> Pour autant qu'elle soit prescrite par un médecin, l'admission d'un patient ne peut être refusée. En cas de surcharge, les services des urgences règlent les transferts.

Droits des  
patients

**Art. 47** <sup>1</sup> Les dispositions de la loi sanitaire relatives aux droits des patients<sup>9)</sup> sont applicables.

<sup>2</sup> Les litiges relatifs aux droits des patients opposant ceux-ci aux établissements hospitaliers peuvent être soumis par les parties concernées au médiateur nommé par le Gouvernement (art. 24a de la loi sanitaire<sup>2)</sup>). Demeure réservé le droit pour le patient de déposer une plainte auprès du médecin cantonal ou de la commission de surveillance des droits des patients (art. 28d de la loi sanitaire<sup>2)</sup>).<sup>28)</sup>

Responsabilité  
civile

**Art. 48** <sup>1</sup> Les établissements hospitaliers répondent du dommage que les médecins et le personnel engagés causent illicitement dans l'exercice de leur profession.

<sup>2</sup> Répondent des dommages causés illicitement :

- a) l'Etat pour les unités psychiatriques et les autres établissements qui dépendent directement de lui;
- b) l'Hôpital pour les sites et les autres unités qui lui sont rattachés;<sup>21)</sup>
- c) la collectivité ou la personne propriétaire pour les établissements médico-sociaux<sup>21)</sup> gérés de manière autonome.

Responsabilité  
en cas de  
transfert

**Art. 49** Les établissements hospitaliers répondent du transfert d'un patient dans un hôpital hors du Canton, pour autant que ce transfert ait reçu l'accord du médecin responsable.

## SECTION 2 : Tarifs hospitaliers

Principe

**Art. 50** Sous réserve des articles 51 à 55, les frais découlant du traitement dans un établissement hospitalier public sont pris en charge par les patients.

Patients assurés

**Art. 51** <sup>1</sup> Les établissements hospitaliers publics négocient des conventions avec les assurances sociales aux fins d'assurer une protection tarifaire aux patients assurés. L'Etat est associé à ces négociations.

<sup>2</sup> Les établissements hospitaliers publics facturent leurs prestations exclusivement sur la base des conventions tarifaires ou de leurs substituts.

Patients non  
assurés

**Art. 52** <sup>1</sup> Le Gouvernement approuve les tarifs applicables aux patients non assurés.

<sup>2</sup> Ces tarifs sont conçus de manière à éviter au patient de tomber dans le dénuement.

Patients  
indigents

**Art. 53** <sup>1</sup> Si, en dépit du tarif social approuvé par le Gouvernement, un patient non assuré ne dispose pas des ressources nécessaires pour payer son traitement, il peut faire appel à l'aide sociale.

<sup>2</sup> L'octroi en est réglé par la législation fédérale<sup>10)</sup> et cantonale<sup>11)</sup>.

<sup>3</sup> Les établissements hospitaliers publics peuvent solliciter directement le paiement des frais de traitements de patients indigents auprès des autorités responsables, selon les conditions fixées par la loi cantonale sur les œuvres sociales<sup>[11\)](#)</sup>.

Dépôt en espèces

**Art. 54** <sup>1</sup> Les établissements hospitaliers publics ne peuvent exiger un dépôt en espèces destiné à couvrir les frais d'hospitalisation en chambre commune que de la part de patients domiciliés hors Canton ou à l'étranger et qui ne sont pas au bénéfice d'une assurance ou de prestations garanties par une convention.

<sup>2</sup> Aucun dépôt ne peut être demandé lorsque le patient est admis en cas d'urgence.

<sup>3</sup> Un dépôt en espèces peut être exigé si un patient souhaite être hospitalisé en privé ou mi-privé sans posséder l'assurance nécessaire.

Hospitalisations extérieures

**Art. 55** <sup>1</sup> Le médecin cantonal autorise les hospitalisations extérieures provoquées par la nécessité médicale.

<sup>2</sup> Cette autorisation est exigée en vue de la prise en charge partielle ou totale des frais par les pouvoirs publics. Les dispositions des conventions passées avec les assurances sociales ou d'autres collectivités publiques demeurent réservées.

## **TITRE QUATRIEME : Financement des établissements hospitaliers publics**

### **CHAPITRE PREMIER : Principes généraux**

Principe

**Art. 56** Les établissements hospitaliers publics sont exploités, médicalement et administrativement, de la manière la plus économique possible, la bonne qualité des soins étant assurée.

Constructions

**Art. 57** <sup>1</sup> L'élaboration d'avant-projets de construction doit être autorisée par le Département.

<sup>2</sup> Les projets définitifs sont approuvés par le Gouvernement.

<sup>3</sup> Les dépenses nécessaires sont arrêtées par l'autorité compétente.

<sup>4</sup> Toute nouvelle construction doit être conforme au plan sanitaire.

Travaux de  
construction et  
d'entretien

**Art. 58** <sup>1</sup> Le Gouvernement détermine par voie d'ordonnance les travaux qui font partie de l'entretien et de l'assainissement des bâtiments et ceux qui correspondent à une nouvelle construction.

<sup>2</sup> L'équipement initial fait partie du crédit de construction.

Couverture des  
frais  
d'investissement

**Art. 59** <sup>1</sup> En principe, les frais de construction ne peuvent être mis à la charge des usagers.

<sup>2</sup> Ils peuvent toutefois être débités aux usagers suivants :

- a) aux patients domiciliés hors du Canton;
- b) aux patients bénéficiant de l'indemnisation d'une assurance responsabilité civile ou de celle d'une personne civilement responsable;
- c) aux patients au bénéfice d'une assurance-accidents.

Remboursement  
a) Obligation de  
rembourser

**Art. 60** <sup>1</sup> Le bénéficiaire de subventions de construction et d'installation a l'obligation de les rembourser :

- a) lorsque les subventions ont été versées à tort;
- b) lorsqu'il aliène tout ou partie des biens immobiliers ou des installations.

<sup>2</sup> La somme remboursable équivaut à la subvention versée, réduite de 4 % par année complète d'utilisation de la construction ou de l'installation.

b) Prescription

**Art. 61** La créance de l'Etat, au titre de remboursement de la subvention, se prescrit comme il suit :

- a) pour une subvention versée à tort : dans un délai de dix ans à compter du versement de la subvention;
- b) pour une désaffectation ou une aliénation : dans un délai d'un an à compter du moment où le Département en a eu connaissance.

c) Autorisation

**Art. 62** Toute désaffectation ou aliénation d'immeubles et d'installations ayant bénéficié de subventions requiert l'autorisation du Département.

d) Compensation

**Art. 63** Au cas où le bénéficiaire de subventions de construction ou d'installation utilise le produit d'une aliénation pour construire et installer de nouveaux locaux, le montant de la subvention cantonale antérieure à rembourser est imputé sur la nouvelle subvention à verser.

Comptabilité,  
statistiques

**Art. 64** Les établissements hospitaliers tiennent leur comptabilité financière et analytique et leurs statistiques médicales, administratives et financières, conformément aux directives du Département.

Obligation de  
renseigner

**Art. 65** Les établissements hospitaliers sont tenus de fournir au Département les renseignements qu'il requiert.

Subsidiarité

**Art. 66** Les subventions d'exploitation et d'investissement sont subsidiaires à toutes les autres ressources des établissements hospitaliers.

## CHAPITRE II : Répartition des charges Etat - communes

Principe<sup>24)</sup>

**Art. 67**<sup>12)</sup> <sup>1</sup> L'Etat assume seul les dépenses d'investissement et les dépenses de fonctionnement affectées, le cas échéant, aux hôpitaux privés.

<sup>2</sup> L'Etat assume seul les dépenses d'investissement et de fonctionnement affectées aux hôpitaux publics et aux établissements médico-sociaux.<sup>24)</sup>

<sup>3</sup> L'Etat et les communes versent des acomptes calculés sur la base des montants prévus au budget; les modalités du décompte et du paiement sont fixées par voie d'ordonnance.

<sup>4</sup> L'article 99 demeure réservé.

**Art. 68**<sup>25)</sup>

## CHAPITRE III : Dispositions spécifiques

### SECTION 1 : Hôpital du Jura<sup>21)</sup>

Frais  
d'investissement

**Art. 69**<sup>21)</sup> <sup>1</sup> L'Etat assume le financement des investissements hospitaliers selon les règles suivantes :

- a) par une enveloppe budgétaire annuelle allouée à l'Hôpital et destinée au financement des frais d'acquisition et de renouvellement des appareils médico-techniques, ainsi qu'aux travaux d'entretien et d'assainissement lourds des bâtiments;
- b) par des crédits d'investissements spéciaux pour les constructions nouvelles.

<sup>2</sup> L'Hôpital planifie le renouvellement des équipements et gère l'enveloppe définie à l'alinéa 1, lettre a. Aucune subvention n'est accordée hors enveloppe.

Frais  
d'exploitation  
a) Principe de  
l'enveloppe  
budgétaire

**Art. 70<sup>21)</sup>** <sup>1</sup> Les frais d'exploitation sont financés au moyen d'une enveloppe budgétaire annuelle globale allouée à l'Hôpital.

<sup>2</sup> L'enveloppe budgétaire annuelle fait l'objet d'un contrat de droit administratif passé entre le Gouvernement et l'Hôpital.

b) Négociation  
du contrat

**Art. 71** <sup>1</sup> Le contrat fixant l'enveloppe budgétaire annuelle est négocié entre l'Hôpital et le comité des acquéreurs.<sup>21)</sup>

<sup>2</sup> Le comité des acquéreurs est composé de quatre membres, dont deux représentants de l'Etat et deux représentants des assureurs, tous nommés par le Gouvernement.

<sup>3</sup> Le Gouvernement règle le fonctionnement du comité des acquéreurs.

c) Echec des  
négociations

**Art. 72** <sup>1</sup> En cas d'échec des négociations, le Gouvernement détermine, par voie d'arrêté, l'enveloppe budgétaire annuelle.

<sup>2</sup> Il a recours aux critères de calcul énoncées à l'article 73.

d) Calcul de  
l'enveloppe

**Art. 73<sup>21)</sup>** <sup>1</sup> Le montant de l'enveloppe doit permettre à l'Hôpital et aux sites qui en dépendent de fonctionner de manière efficace et économe, sans déficit, tout en dispensant des soins de qualité.

<sup>2</sup> Il est déterminé en fonction de la mission dévolue à l'Hôpital, de l'activité réelle des sites, des statistiques comparatives réalisées avec d'autres fournisseurs de soins et des possibilités de financement de l'Etat et des assurances sociales et privées.

<sup>3</sup> L'enveloppe tient compte des ressources propres de l'Hôpital, en particulier des recettes provenant des lits privés, de la location des locaux et installations, de subsides d'exploitation versés par des tiers, ainsi que des revenus du patrimoine financier.

e) Exploitations annexes

**Art. 74** <sup>1</sup> L'enveloppe budgétaire ne tient pas compte d'un éventuel déficit ou bénéfice résultant d'activités annexes à l'Hôpital (bâtiment du personnel, cafétéria, etc.).<sup>21)</sup>

<sup>2</sup> Ces exploitations annexes doivent être autofinancées, sous réserve de prestations sociales volontaires allouées au personnel, approuvées par le Département.

f) Cas particuliers

**Art. 75**<sup>21)</sup> L'enveloppe budgétaire à allouer peut être réduite lorsque l'Hôpital a négligé des recettes ou procédé à des dépenses injustifiées au cours des exercices précédents.

g) Versement

**Art. 76**<sup>21)</sup> Le montant de l'enveloppe incombant à l'Etat est versé à l'Hôpital en douze acomptes mensuels.

h) Utilisation

**Art. 77**<sup>21)</sup> <sup>1</sup> L'enveloppe budgétaire est acquise à l'Hôpital.

<sup>2</sup> Les montants non utilisés doivent obligatoirement être affectés au financement de frais hospitaliers; le cas échéant, ils peuvent être mis en réserve à cette fin.

<sup>3</sup> En cas de dépassement de l'enveloppe, l'Hôpital doit en assumer seul le financement.

<sup>4</sup> L'Hôpital définit les règles qui déterminent la répartition de l'enveloppe budgétaire aux sites et aux autres unités qui lui sont rattachés, ainsi que l'affectation des montants non utilisés et le financement des dépassements.

<sup>5</sup> Afin d'inciter les sites et les services hospitaliers qui lui sont rattachés à une gestion rationnelle, l'Hôpital impute les résultats de chaque exercice aux premiers, selon les modalités qu'il définit au préalable.

## SECTION 2 : Etablissements psychiatriques

Frais d'investissement

**Art. 78** L'Etat assume le financement des investissements relatifs aux établissements psychiatriques cantonaux.

Frais  
d'exploitation

**Art. 79** <sup>1</sup> L'Etat finance les découverts d'exploitation des unités psychiatriques.

<sup>2</sup> Les montants y relatifs figurent au budget du Service de la santé.

### **SECTION 3 : Etablissements médico-sociaux publics<sup>21)</sup>**

Frais  
d'investissement

**Art. 80** <sup>1</sup> La construction et l'équipement des établissements médico-sociaux<sup>21)</sup> sont subventionnés par l'Etat.

<sup>2</sup> Le taux de subventionnement varie de 25 % à 50 % en fonction de l'indice de ressources de la commune ou du syndicat de communes maître de l'ouvrage.<sup>27)</sup>

<sup>3</sup> La subvention cantonale est accordée sous la forme d'une prise en charge d'amortissements financiers.

<sup>4</sup> Ces amortissements financiers sont effectués sur l'emprunt équivalent au montant de la subvention cantonale.

<sup>5</sup> Le montant de l'amortissement financier annuel, ainsi que les charges d'intérêt annuelles liées à ce mode de financement, sont imputés au Service de la santé.

Charges  
d'investissement  
du maître de  
l'ouvrage

**Art. 81** Les charges de la dette contractée par l'établissement médico-social<sup>21)</sup> sont admises dans le compte d'exploitation, dans la mesure où elles ont été admises et reconnues par l'autorité de surveillance.

Frais  
d'exploitation

**Art. 82** Les coûts d'exploitation des établissements médico-sociaux<sup>21)</sup> sont financés selon le schéma suivant :

- a) une participation du patient en fonction de sa situation personnelle;
- b) la contribution des caisses-maladie et des autres assurances sociales;
- c) la prise en charge du déficit par les pouvoirs publics.

Centres de jour

**Art. 83** Les coûts d'investissement et d'exploitation des centres de jour sont financés selon les bases légales applicables aux institutions auxquelles ils sont administrativement rattachés.



## SECTION 4 : Ecoles

Frais  
d'investissement  
et d'exploitation

**Art. 84** <sup>1</sup> Les frais d'investissement et d'exploitation des écoles cantonales de formation aux professions de la santé sont pris en charge par l'Etat.

<sup>2</sup> Les frais découlant des conventions passées avec d'autres écoles ou cantons sont imputés au Service de la santé.

## SECTION 5 : Etablissements hospitaliers privés et sis hors du Canton

Etablissements  
hospitaliers  
privés

**Art. 85** Conformément aux dispositions de l'article 20, l'Etat peut verser, à titre exceptionnel, une subvention d'exploitation à un établissement hospitalier privé reconnu qui, dans le cadre du plan sanitaire et pour autant que les besoins soient justifiés, exploite sur le territoire cantonal une division commune selon les mêmes critères économiques que les établissements publics et fournit des prestations complémentaires à ceux-ci.

Etablissements  
sis hors du  
Canton liés par  
convention

**Art. 86** Les subventions versées à des établissements hospitaliers sis hors du Canton liés à l'Etat par des conventions conformément à l'article 5 sont portées au budget du Service de la santé.

## TITRE CINQUIEME : Voies de droit

### CHAPITRE PREMIER : Procédure administrative

Opposition et  
recours

**Art. 87** Les décisions rendues par le Département, le Service de la santé et les établissements hospitaliers publics sont sujettes à opposition et à recours conformément au Code de procédure administrative<sup>14)</sup>.

Action de droit  
administratif

**Art. 88** <sup>1</sup> L'action de droit administratif est ouverte en cas de contestations relatives à des prétentions de droit public qui ne peuvent faire l'objet d'une décision.

<sup>2</sup> Il s'agit en particulier de prétentions fondées sur des rapports de travail régis par le droit public, de prétentions découlant de contrats de droit public et d'indemnités non contractuelles.

<sup>3</sup> Pour le surplus, le Code de procédure administrative est applicable.

Procédures  
spéciales

**Art. 89<sup>28)</sup>** Demeurent réservées les voies de droit ouvertes en vertu de procédures spéciales, notamment en matière d'assurances sociales ou de droits des patients.

## CHAPITRE II : Procédure civile

Litiges

**Art. 90** Lorsque les relations entre les établissements hospitaliers et leurs employés, leurs usagers ou des tiers sont régies par le droit civil, les litiges sont soumis aux organes de la juridiction civile ordinaire ou spéciale selon le Code de procédure civile<sup>15)</sup> ou la législation régissant la procédure devant les tribunaux civils spéciaux (par exemple Conseils de prud'hommes, Tribunaux des baux à loyer et à ferme).

## CHAPITRE III : Procédure pénale

Actes illicites

**Art. 91** <sup>1</sup> Les actes illicites commis au détriment des établissements hospitaliers par des tiers, par des organes des établissements hospitaliers ou par leur personnel sont poursuivis conformément au Code de procédure pénale<sup>16)</sup>.

<sup>2</sup> Les établissements hospitaliers publics lésés par des actes illicites sont habilités à porter plainte et à se constituer partie civile dans les procédures pénales consécutives à de tels actes.

## TITRE SIXIEME : Dispositions transitoires et finales

### CHAPITRE PREMIER : Transfert des syndicats de communes hospitaliers au Centre

Transfert des  
compétences

**Art. 92** <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'arrêté, la date et les conditions :

- a) de l'entrée en fonction du Centre;
- b) de la cessation des activités des trois syndicats de communes des districts de Delémont, de Porrentruy et des Franches-Montagnes;
- c) de la dissolution ou de la transformation desdits syndicats.

<sup>2</sup> Les syndicats de communes doivent faire approuver et remettre les comptes apurés du dernier exercice au Service de la santé jusqu'au 30 juin qui suit l'exercice concerné.

## Conventions

**Art. 93** <sup>1</sup> Les syndicats de communes et le Gouvernement déterminent, par voie de convention, les biens et les dettes qui relèvent du patrimoine administratif, soit les biens nécessaires à l'exploitation de l'hôpital ou du home médicalisé, et ceux qui appartiennent au patrimoine financier, soit les biens qui n'ont pas de relation avec l'exploitation de l'hôpital. En cas de divergence, la Cour administrative du Tribunal cantonal tranche.

<sup>2</sup> L'approbation des conventions prévues à l'alinéa premier est de la compétence exclusive des assemblées de délégués des trois syndicats de communes.

## Reprise du patrimoine lié à l'exploitation

**Art. 94** Les syndicats de communes remettent gratuitement au Centre l'ensemble du patrimoine mobilier et immobilier lié directement ou indirectement à l'exploitation de l'hôpital ou du home médicalisé.

## Reprise des actifs et passifs

**Art. 95** <sup>1</sup> Le Centre reprend, à la date de son entrée en fonction, l'ensemble des actifs et passifs des hôpitaux jurassiens liés à l'exploitation, y compris les créances des syndicats à l'égard des communes.

<sup>2</sup> Les crédits d'investissement sont financés conformément à la législation en vigueur au moment de l'octroi de la subvention cantonale, la date de l'arrêté faisant foi.

<sup>3</sup> Le crédit d'engagement de sept millions de francs du 21 avril 1993 concernant le service interhospitalier de radiologie fait exception. Les acquisitions réalisées avant la dissolution des syndicats hospitaliers sont financées selon l'ancien droit (Etat : 70 %, communes : 30 %), celles réalisées après la dissolution des syndicats hospitaliers selon la nouvelle répartition décidée (art. 67), sous réserve de l'article 99.

## Dettes des communes

**Art. 96** Les communes assument leurs dettes à l'égard des hôpitaux jurassiens jusqu'à l'extinction de celles-ci en fonction des clés de répartition déterminées par leur syndicat de communes en vigueur en 1993, au moyen d'une annuité fixe équivalant aux charges de 1994.

## Autorités des syndicats de communes

**Art. 97** Les conseils de direction et autres autorités des syndicats de communes en fonction lors de l'approbation de la présente loi le restent jusqu'à la dissolution ou la transformation du syndicat.

Rémunération du personnel

**Art. 98** Les conditions de travail et de rémunération du personnel définies par l'actuel statut du personnel hospitalier restent en vigueur jusqu'à la conclusion d'une convention collective de travail entre le Centre et les syndicats, à l'exception des articles 2 à 6 dudit statut.

## CHAPITRE II : Répartition des charges

Régime transitoire

**Art. 99<sup>24)</sup>** <sup>1</sup> Si, lors de l'entrée en vigueur de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière<sup>26)</sup>, la situation financière de l'Hôpital du Jura présente un découvert (fonds propres négatifs) dont les collectivités publiques devraient répondre, celui-ci est réparti entre l'Etat et les communes à raison de 48 % à la charge de l'Etat et de 52 % à la charge des communes. Le Parlement décide de l'éventuelle prise en charge du découvert par voie d'arrêté.

<sup>2</sup> Les anciennes dispositions de la présente loi sur la répartition des charges entre l'Etat et les communes s'appliquent à cette répartition (art. 67, 68 et 99 dans leur teneur précédant l'entrée en vigueur de la loi concernant la péréquation financière).

## CHAPITRE III : Homes médicalisés

Home médicalisé Saint-Joseph

**Art. 100** Le home médicalisé Saint-Joseph et le foyer simple Saint-Vincent, à Saignelégier, demeurent rattachés à l'Hôpital de district de Saignelégier, qui les gère de façon autonome conformément aux instructions du Département.

Home médicalisé La Promenade

**Art. 101** <sup>1</sup> L'établissement gériatrique La Promenade, à Delémont, demeure rattaché à l'Hôpital régional de Delémont, qui le gère de manière autonome conformément aux instructions du Département.

<sup>2</sup> Cet établissement comprend un home médicalisé, exploité séparément de l'hôpital, et un service de gériatrie, relevant de l'hôpital, sous réserve de modification ultérieure du plan sanitaire.

## CHAPITRE IV : Abrogations

Abrogations

**Art. 102** Sont abrogés, sous réserve de l'article 99 :

- la loi du 26 octobre 1978 sur les hôpitaux et les écoles préparant aux professions hospitalières;

- le décret du 30 juin 1988 sur les hôpitaux;
- les articles 17 et 20, alinéa 2, du décret du 24 octobre 1985 relatif à l'organisation gériatrique cantonale<sup>[17\)](#)</sup>;
- le décret du 30 juin 1983 relatif aux structures psychiatriques cantonales.

## CHAPITRE V : Conseil de la santé publique

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 103** La loi du 11 mars 1982 instituant le Conseil de la santé publique<sup>[18\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

Article premier, alinéa 3

...<sup>[19\)](#)</sup>

Article 2

...<sup>[19\)](#)</sup>

Article 3, alinéa 1

...<sup>[19\)](#)</sup>

## CHAPITRE VI : Dispositions finales

Référendum

**Art. 104** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 105** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>[20\)](#)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 22 juin 1994

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Schlüchter  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 
- 1) RSJU 101
  - 2) RSJU 810.01
  - 3) Voir art. 34 de la loi sanitaire (RSJU 810.01)
  - 4) Voir art. 100 de la Constitution cantonale (RSJU 101)
  - 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 décembre 1998, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1999
  - 6) Introduit par le ch. I de la loi du 16 décembre 1998, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1999
  - 7) Décret relatif à l'organisation gérontologique cantonale (RSJU 810.41)
  - 8) RSJU 810.01 (art. 59 à 62)
  - 9) RSJU 810.01 (art. 24 à 32)
  - 10) Voir la loi fédérale en matière d'assistance (RS 851.1)
  - 11) Voir la loi cantonale sur l'action sociale (RSJU 850.1)
  - 12) Nouvelle teneur selon la section 9 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995
  - 13) Voir la loi concernant la compensation financière en faveur des communes (RSJU 651) et l'ordonnance réglant le mode de calcul de la capacité économique et financière des communes (RSJU 651.11)
  - 14) RSJU 175.1
  - 15) RSJU 271.1
  - 16) RSJU 321.1
  - 17) RSJU 810.41
  - 18) RSJU 172.481
  - 19) Texte inséré dans ladite loi
  - 20) Art. 22 à 28, 69 à 77 et 92 à 98 : entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1994. Autres dispositions : entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1995
  - 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 août 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003
  - 22) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 28 août 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003
  - 23) Introduit par le ch. I de la loi du 19 décembre 2003, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
  - 24) Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 6, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière (RSJU 651), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
  - 25) Abrogé par l'article 43, alinéa 6, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière (RSJU 651), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
  - 26) RSJU 651
  - 27) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 octobre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
  - 28) Nouvelle teneur selon la section 2 de la loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients (RSJU 810.02), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007

## **Arrêté d'approbation du plan hospitalier**

du 26 juin 2002

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 26 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article 34 de la loi sanitaire du 14 décembre 1990<sup>2)</sup>,

vu l'article 10 de la loi du 22 juin 1994 sur les hôpitaux<sup>3)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Le plan hospitalier du 26 juin 2002<sup>4)</sup> est approuvé.

**Art. 2** Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 26 juin 2002

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Vincent Theurillat  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

## **Arrêté portant modification du plan hospitalier**

du 23 novembre 2005

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 26 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article 34 de la loi sanitaire du 14 décembre 1990<sup>2)</sup>,

vu l'article 11 de la loi du 22 juin 1994 sur les hôpitaux<sup>3)</sup>,

vu le message du Gouvernement au Parlement du 21 juin 2005 relatif à la planification hospitalière cantonale et interjurassienne,

*arrête :*

**Article premier** Sont approuvées les modifications suivantes du plan hospitalier du 26 juin 2002 :

...<sup>5)</sup>

**Art. 2** Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 23 novembre 2005

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Alain Schweingruber  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon



## **Arrêté portant modification du plan hospitalier**

du 18 février 2009

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 26 de la Constitution cantonale<sup>[1\)](#)</sup>,

vu l'article 34 de la loi sanitaire du 14 décembre 1990<sup>[2\)](#)</sup>,

vu l'article 11 de la loi du 22 juin 1994 sur les hôpitaux<sup>[3\)](#)</sup>,

vu le message du Gouvernement au Parlement du 18 novembre 2008  
concernant une modification du plan hospitalier,

*arrête :*

**Article premier** Sont approuvées les modifications suivantes du plan  
hospitalier du 26 juin 2002 :

...<sup>[6\)](#)</sup>

**Art. 2** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>[7\)](#)</sup> du présent arrêté.

Delémont, le 18 février 2009

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Vincent Wermeille  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

- 1) RSJU 101
- 2) RSJU 810.01
- 3) RSJU 810.11
- 4) Le plan hospitalier n'est pas publié dans le Recueil systématique du droit jurassien.
- 5) Les modifications ne sont pas publiées dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elles se trouvent dans le JO n° 43 du 30 novembre 2005, p. 625
- 6) Les modifications ne sont pas publiées dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elles se trouvent dans le JO n° 8 du 25 février 2009, p. 129
- 7) 1<sup>er</sup> septembre 2009

## Ordonnance concernant les unités de soins psychiatriques

du 1<sup>er</sup> février 1995

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 24 du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990<sup>1)</sup>,

vu l'article 67, alinéa 1, de la loi du 24 octobre 1985 sur les mesures d'assistance et la privation de liberté<sup>2)</sup>,

vu l'article 132 de la loi scolaire du 20 décembre 1990<sup>3)</sup>,

vu les articles 33 et 34 de la loi sanitaire du 14 décembre 1990<sup>4)</sup>,

vu les articles 2, lettre d, 36 à 38, 78 et 79 de la loi du 22 juin 1994 sur les hôpitaux<sup>5)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Généralités

But	<b>Article premier</b> La présente ordonnance règle l'organisation, la coordination et la gestion des unités de soins psychiatriques du secteur public.
Mission	<b>Art. 2</b> La mission des unités de soins psychiatriques est de fournir à la population des prestations de prévention, de soins et de réhabilitation.
Exploitation par des tiers	<b>Art. 2a</b> <sup>11)</sup> L'Etat peut confier l'exploitation d'unités psychiatriques à des tiers. Dans ce cas, l'organisme chargé de l'exploitation assume la responsabilité de l'unité concernée.

## SECTION 2 : Organisation et coordination des unités de soins psychiatriques

Département

**Art. 3** <sup>1</sup> Le Département de la Santé et des Affaires sociales (dénommé ci-après : "Département") détermine, en fonction des besoins de la population et dans le cadre du budget et du plan hospitalier, l'organisation générale des unités de soins psychiatriques, notamment la capacité d'accueil, les dotations en personnel et la localisation. Demeurent réservés les cas où l'exploitation d'une unité psychiatrique est confiée à un tiers.<sup>12)</sup>

<sup>2</sup> A cet égard, il demande à la commission de gestion et de surveillance des établissements psychiatriques cantonaux d'étudier, de présenter et de préavisier les projets.

Centre médico-psychologique  
a) Principe

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Centre médico-psychologique est un établissement cantonal sans personnalité juridique.

<sup>2</sup> Il organise et coordonne les deux unités de soins psychiatriques qui lui sont rattachées, soit l'unité de psychiatrie pour adultes et l'unité de psychiatrie et psychothérapie pour enfants et adolescents.

b) Siège

**Art. 5** <sup>1</sup> Le siège du Centre médico-psychologique est à Delémont.

<sup>2</sup> Des consultations régulières sont données à Delémont, à Porrentruy et à Saignelégier.

c) Tâches

**Art. 6** <sup>1</sup> Le Centre médico-psychologique organise et prend en charge :

- a) les soins psychiatriques ambulatoires;
- b) les soins psychiatriques en hôpital général, en hôpitaux de jour ainsi que dans les homes, institutions éducatives, ateliers protégés et autres institutions à vocation psychiatrique;
- c) l'admission des personnes gravement malades en clinique psychiatrique;
- d) les secteurs particuliers de la psychiatrie tels que pédopsychiatrie, gériopsychiatrie, soins aux alcooliques, aux toxicomanes, aux épileptiques, etc.;
- e) la psychiatrie administrative et juridique;
- f) la formation postgraduée et continue spécifique, et l'encouragement ou la collaboration à des projets de recherche.

<sup>2</sup> Il assume toute autre tâche que lui attribue la législation.

d) Rapport avec les unités

**Art. 7** <sup>1</sup> Dans le cadre de l'organisation arrêtée par le Département, le Centre médico-psychologique fixe les tâches des unités de soins psychiatriques et les adapte aux besoins.

<sup>2</sup> Il prépare les projets visant à créer, modifier ou supprimer des services ou autres structures rattachés aux unités de soins psychiatriques.

Unités de soins psychiatriques  
a) Tâches

**Art. 8** <sup>1</sup> Les unités de soins psychiatriques assument, dans leurs secteurs d'activité, les tâches qui leur sont attribuées par le Département et le Centre médico-psychologique.

<sup>2</sup> Les unités de soins psychiatriques sont des établissements hospitaliers au sens de la loi sur les hôpitaux.

b) Moyens

**Art. 9** Pour accomplir leurs tâches, les unités de soins psychiatriques disposent :

- a) de services de soins ambulatoires, également capables d'assumer la psychiatrie de liaison;
- b) de structures dites intermédiaires telles que des hôpitaux de jour ou de nuit, des foyers, des appartements protégés ou des ateliers protégés;
- c) de centres hospitaliers de soins aigus ou chroniques permettant également d'accueillir des personnes sous le coup d'une mesure de privation de liberté à des fins d'assistance.

c) Collaboration

**Art. 10** <sup>1</sup> Les unités collaborent entre elles, ainsi qu'avec les professionnels et services du Canton, notamment avec les hôpitaux somatiques, les médecins et psychiatres privés, les services sociaux et médico-sociaux ainsi que les services pédagogiques.

<sup>2</sup> Le cas échéant, elles prendront contact avec des établissements spécialisés hors Canton.

Commission consultative

**Art. 11** Le Gouvernement nomme une commission consultative de gestion et de surveillance des établissements psychiatriques cantonaux dont il définit le mandat.

### SECTION 3 : Direction administrative et médicale

Centre médico-  
psychologique

**Art. 12<sup>9)</sup>** <sup>1</sup> La direction administrative et financière du Centre médico-psychologique est assumée par l'administrateur des unités de soins psychiatriques. Un collaborateur du Service de la santé assume la haute direction de cette unité.

<sup>2</sup> Le médecin-chef du Centre médico-psychologique pour enfants et adolescents et de l'Unité pédopsychiatrique semi-stationnaire (hôpital de jour à Porrentruy) en assume la responsabilité médicale.

<sup>3</sup> Le médecin-chef de l'unité de psychiatrie des adultes, comprenant le Centre médico-psychologique pour adultes, en assume la responsabilité médicale.<sup>12)</sup>

<sup>4</sup> Un comité de coordination, présidé par le collaborateur du Service de la santé en charge de la haute direction, et formé en outre des médecins-chefs des deux unités du Centre médico-psychologique et de l'administrateur des unités de soins psychiatriques, assume les tâches d'organisation et de coordination assignées au Centre médico-psychologique.

Unités de soins  
psychiatriques

**Art. 13** <sup>1</sup> Le médecin-chef de chaque unité de soins psychiatriques en assume, de manière indépendante, la direction médicale.

<sup>2</sup> ...<sup>10)</sup>

<sup>3</sup> La comptabilité financière et analytique des unités de soins psychiatriques est tenue selon le modèle de l'Association suisse des établissements hospitaliers (VESKA).

<sup>4</sup> Les unités de soins psychiatriques tiennent une statistique médicale conformément aux instructions du Service de la santé; les dispositions de la loi du 15 mai 1986 sur la protection des données à caractère personnel<sup>6)</sup> demeurent réservées.

<sup>5</sup> Pour le surplus, les unités de soins psychiatriques se conforment aux dispositions de la législation hospitalière cantonale.

Unité hospitalière  
de soins aigus

**Art. 13a<sup>11)</sup>** La prise en charge des soins psychiatriques aigus et des mesures de privation de liberté à des fins d'assistance est assurée par une unité hospitalière de soins aigus dénommée "Unité hospitalière médico-psychologique" dont l'exploitation est confiée à l'Hôpital du Jura sur la base d'un contrat de droit administratif.

#### SECTION 4 : Bâtiments, équipement, personnel

Bâtiments,  
équipement

**Art. 14<sup>1</sup>** L'Etat construit et entretient les bâtiments nécessaires à l'ensemble des tâches relevant de la psychiatrie; il les dote de l'équipement nécessaire.

<sup>2</sup> L'Etat peut louer des bâtiments pour autant que cette solution soit plus avantageuse sur le plan financier.

<sup>3</sup> La procédure d'élaboration des projets et d'octroi des crédits est régie par la législation hospitalière.

Personnel  
a) Médecins-  
chefs,  
administrateur

**Art. 15<sup>1</sup>** Le Gouvernement nomme l'administrateur et les médecins-chefs des unités psychiatriques, à l'exclusion du médecin-chef de l'Unité hospitalière médico-psychologique, après avoir soumis leurs candidatures au préavis de la commission de gestion et de surveillance.<sup>12)</sup>

<sup>2</sup> Les rapports de service entre l'Etat et les médecins-chefs sont réglés par un contrat de droit administratif. Demeure réservé le statut du médecin-chef de l'Unité hospitalière médico-psychologique.<sup>12)</sup>

<sup>3</sup> L'administrateur a le statut de fonctionnaire.

b) Autres  
collaborateurs

**Art. 16<sup>1</sup>** Les autres collaborateurs sont engagés sur la base d'un contrat de droit administratif.

<sup>2</sup> Pour les collaborateurs non médecins, le contenu du contrat correspond aux règles du statut du personnel des institutions jurassiennes de soins et des services d'aide et de soins à domicile.

<sup>3</sup> Les chefs de clinique et médecins-assistants sont engagés par un contrat de droit administratif qui s'inspire du contrat-type de travail pour les médecins-assistants<sup>7)</sup>.

<sup>4</sup> Les temporaires, auxiliaires et stagiaires sont engagés sur la base d'un contrat de travail relevant du Code des obligations<sup>8)</sup>.

<sup>5</sup> Le personnel médical et soignant est engagé par le chef du Département sur proposition du ou des médecins-chefs et de l'administrateur des unités de soins psychiatriques.

c) Création de postes

**Art. 17** <sup>1</sup> Le Département autorise la création de postes dans le cadre de la procédure budgétaire.

<sup>2</sup> Les propositions de création de postes émanent de la direction du Centre médico-psychologique.

<sup>3</sup> Demeurent réservés les cas des unités dont l'exploitation est confiée à des tiers.<sup>11)</sup>

## SECTION 5 : Financement et gestion

Dépenses de construction et d'équipement

**Art. 18** <sup>1</sup> Les dépenses de construction et d'équipement en matière de structures psychiatriques sont entièrement assumées par l'Etat, conformément aux dispositions de l'article 78 de la loi sur les hôpitaux.

<sup>2</sup> Demeurent réservées les dispositions constitutionnelles en matière de compétences financières.

Dépenses d'exploitation

**Art. 19**<sup>12)</sup> <sup>1</sup> L'Etat supporte les excédents de charges résultant de l'exploitation des structures psychiatriques, conformément à l'article 79 de la loi sur les hôpitaux<sup>5)</sup>.

<sup>2</sup> Le Gouvernement règle, dans le cadre du contrat de droit administratif passé à cet effet, le financement des unités dont l'exploitation est confiée à des tiers.

## SECTION 6 : Rapport avec les usagers

Règlement interne

**Art. 20** Les rapports entre les unités de soins psychiatriques et leurs usagers sont précisés dans un règlement interne soumis à l'approbation du Département.



Responsabilité **Art. 21<sup>12)</sup>** L'Etat répond du dommage causé sans droit par le personnel des unités, à l'exclusion de celles dont l'exploitation est confiée à des tiers.

## **SECTION 7 : Disposition finale**

Entrée en vigueur **Art. 22** La présente ordonnance prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Delémont, le 1<sup>er</sup> février 1995

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Kohler  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 172.111
- 2) RSJU 213.32
- 3) RSJU 410.11
- 4) RSJU 810.01
- 5) RSJU 810.11
- 6) RSJU 170.41
- 7) RS 221.215.328.1
- 8) RS 220
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 juin 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2004. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 novembre 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 10) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 29 juin 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2004
- 11) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 15 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 15 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010



## Ordonnance concernant les vaccins et vaccinations

du 4 mars 1997

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 4, 5, 8, 9, 10 et 11 de la loi sanitaire du 14 décembre 1990<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Généralités

Champ d'application	<b>Article premier</b> La présente ordonnance règle la prise en charge des frais de vaccins et de vaccinations par l'Etat.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes qui désignent des personnes comprennent indistinctement des femmes et des hommes.
Prise en charge des frais	<p><b>Art. 3</b> <sup>1</sup> L'Etat participe à la prise en charge des frais de vaccins et de vaccinations dans la mesure où ceux-ci ne sont pas pris en charge par un assureur.</p> <p><sup>2</sup> Pour des raisons de santé publique, l'Etat peut déroger à ce principe afin d'augmenter la couverture vaccinale d'une population donnée, en particulier dans le domaine de la médecine scolaire.</p>
Conformité	<b>Art. 4</b> Seuls les vaccins et vaccinations effectués conformément aux directives du médecin cantonal sont pris en charge par l'Etat.

### SECTION 2 : Service de santé scolaire<sup>[3\)](#)</sup>

Organisation des vaccinations	<b>Art. 5</b> <sup><a href="#">4)</a></sup> <sup>1</sup> Le médecin cantonal établit des directives pour la prise en charge des vaccins et vaccinations dans le cadre du service de santé scolaire. Ces directives préciseront entre autres l'organisation de la vaccination scolaire et le plan de vaccination.
-------------------------------	--

<sup>2</sup> Le financement de la vaccination scolaire est assuré par le Service de la santé.

<sup>3</sup> Une convention passée entre le médecin cantonal et les assureurs détermine le mode de facturation et la contribution des assureurs. Celle-ci est versée au Service de la santé.

Délégation

**Art. 6** <sup>1</sup> Le Service de la santé peut déléguer la tâche des vaccinations scolaires à une institution œuvrant dans le domaine de la santé publique, par exemple la Ligue pulmonaire jurassienne.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> L'infirmière scolaire est placée sous la surveillance du Service de la santé et sous la responsabilité médicale du médecin cantonal.

Liste des vaccins

**Art. 7** <sup>1</sup> Le médecin cantonal établit la liste des vaccins pris en charge dans le cadre de la vaccination scolaire.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> Les recommandations de l'Office fédéral de la santé publique servent de référence dans l'établissement de cette liste.

### SECTION 3 : Vaccinations et vaccins pris en charge par l'Etat

Rage

**Art. 8**<sup>4)</sup> <sup>1</sup> L'Etat paie la vaccination et la recherche des anticorps contre la rage pour les personnes exposées au virus de cette maladie, notamment dans le cadre de leur activité professionnelle.

<sup>2</sup> Le médecin cantonal édicte des directives en vue de l'application de cette disposition. Elles préciseront les personnes concernées par la vaccination contre la rage.

<sup>3</sup> Les recommandations de l'Office fédéral de la santé publique servent de référence lors de l'établissement de la liste des personnes concernées et de l'élaboration des directives d'application.

Hépatite B

**Art. 9** <sup>1</sup> En application de l'ordonnance fédérale sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles<sup>2)</sup>, l'Etat paie le vaccin et les frais destinés à déterminer la concentration des anticorps anti-HBS au personnel de l'Etat en contact fréquent avec du sang, des objets potentiellement contaminés par des liquides biologiques ou des consommateurs de drogue.

<sup>2</sup> Le médecin cantonal édicte des directives en vue de l'application de cette disposition. Elles préciseront les personnes de l'Etat concernées par la vaccination contre l'hépatite B.

<sup>3</sup> Les recommandations de l'Office fédéral de la santé publique servent de référence lors de l'établissement de la liste du personnel de l'Etat concerné et de l'élaboration des directives d'application.

Tuberculose et  
poliomyélite

**Art. 10** La législation concernant la vaccination contre la tuberculose et la poliomyélite demeure réservée.

#### **SECTION 4 : Dispositions finales**

Abrogation

**Art. 11** L'ordonnance du 16 juin 1987 concernant les vaccins et vaccinations gratuits est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 12** La présente ordonnance entre en vigueur le 15 mars 1997.

Delémont, le 4 mars 1997

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Anita Rion  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

<sup>1</sup>) RSJU 810.01

<sup>2</sup>) RS 832.30

<sup>3</sup>) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 24 février 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009

<sup>4</sup>) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 24 février 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009



## Ordonnance concernant la réduction des primes dans l'assurance- maladie

du 21 novembre 1995

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 65, 66 et 97 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)<sup>[1\)](#)</sup>,

vu l'article 9 de l'ordonnance fédérale du 27 juin 1995 sur l'assurance-maladie (OAMal)<sup>[2\)](#)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 12 avril 1995 sur les subsides fédéraux destinés à la réduction de primes dans l'assurance-maladie<sup>[3\)](#)</sup>,

vu l'article 20, alinéa 3, de l'ordonnance du 21 novembre 1995 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie<sup>[22\)](#)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance règle les réductions de primes de l'assurance-maladie des soins obligatoire accordées aux assurés de condition économique modeste.

Terminologie

**Art. 2** Les termes qui désignent des personnes comprennent indistinctement des femmes et des hommes.

### SECTION 2 : Organisation

Service des  
contributions

**Art. 3** Le Service des contributions met à disposition de la Caisse de compensation du canton du Jura les données fiscales nécessaires préparées en vue du calcul du revenu déterminant.

Caisse de  
compensation

**Art. 4**<sup>[4\)](#)</sup> <sup>1</sup> La Caisse de compensation est l'organe administratif et décisionnel en matière de réduction des primes d'assurance-maladie.

<sup>2</sup> Elle communique son calcul sous forme d'attestation ou de décision à chaque assuré ou famille (art. 15 et 18a).

<sup>3</sup> Elle annonce le droit à la réduction des primes aux assureurs sous forme de communication sur papier ou par support informatique.

<sup>4</sup> Elle verse les subsides aux assureurs et contrôle leurs décomptes.

<sup>5</sup> Elle présente les demandes de subsides aux autorités fédérales.

<sup>6</sup> Elle édicte les directives nécessaires en la matière.

Assureurs

**Art. 5** <sup>1</sup> Sur communication de la Caisse de compensation, les assureurs, au sens de l'article 11 LAMal, accordent des réductions de primes aux assurés bénéficiaires.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> Ils informent et conseillent leurs assurés en matière de réduction des primes.

<sup>3</sup> Ils établissent les décomptes et relevés qu'ils transmettent à la Caisse de compensation et fournissent tout renseignement utile à ce sujet (art. 82, al. 3, lettre b, LAMal).

Agences  
communales  
AVS

**Art. 6** <sup>1</sup> Les agences communales AVS renseignent et conseillent les assurés lors de leurs démarches visant à obtenir une réduction des primes.

<sup>2</sup> Elles tiennent des formules de demande de réduction des primes à la disposition des assurés.

### SECTION 3 : Calcul des réductions

Principes

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Gouvernement arrête chaque année les critères qui déterminent le cercle des bénéficiaires et les montants des réductions.

<sup>2</sup> Sous réserve de l'article 10, la réduction maximale correspond au pourcentage ci-dessous de la prime de l'assureur qui offre, sur l'ensemble du territoire cantonal, la prime la plus avantageuse :

- |   |                       |
|---|-----------------------|
| – pour les adultes                            | 65 %                  |
| – pour les adultes de moins de 25 ans révolus | 68 %                  |
| – pour les enfants de moins de 18 ans révolus | 100 %. <sup>13)</sup> |



<sup>3</sup> La prime selon l'alinéa 2 est calculée séparément pour les adultes, les adultes de moins de 25 ans révolus et les enfants de moins de 18 ans révolus.<sup>5)</sup>

<sup>3bis</sup> La prime est réduite, pour les enfants de moins 18 ans révolus et les adultes de moins de 25 ans en formation qui sont à la charge de leurs parents, d'au moins la moitié de la prime cantonale moyenne fixée dans l'ordonnance du DFI relative aux primes moyennes cantonales de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires<sup>19) 20)</sup>.

<sup>4</sup> A cet effet, les assureurs annoncent les tarifs des primes prévues pour l'année à venir au plus tard jusqu'au 15 octobre de chaque année.

Revenu  
déterminant

**Art. 8** <sup>1</sup> Le revenu imposable taxé définitivement pour l'avant-dernière année fiscale qui précède l'année d'assurance sert de base de calcul du revenu déterminant.<sup>14)</sup>

<sup>2</sup> Le revenu imposable est corrigé de la manière suivante :

- a) <sup>23)</sup> le rendement ou l'excédent de dépenses provenant de la propriété immobilière, tous les intérêts passifs, les pertes des exercices commerciaux et les pertes de liquidation, ainsi que l'excédent de dépenses provenant de successions non partagées et de copropriétés, sont éliminés;
- b) la part du rendement immobilier qui excède l'ensemble des intérêts passifs est ajoutée;
- c) un montant supplémentaire par contribuable marié, veuf, divorcé ou séparé, sans enfant à charge, fixé chaque année est déduit;
- d) la déduction par contribuable avec enfant à charge est majorée d'un montant fixé chaque année;
- e) la déduction par enfant à charge est majorée d'un montant fixé chaque année;
- f) un pourcentage allant jusqu'à 5 % de la fortune imposable taxée définitivement est ajouté; il est arrêté chaque année.<sup>6)</sup>

<sup>3</sup> Pour les personnes imposées à la source, le revenu imposable taxé définitivement pour l'année fiscale qui précède l'année d'assurance ou, à défaut, le revenu de l'année d'assurance sert de base de calcul au revenu déterminant. Seules les corrections prévues à l'alinéa 2, lettres c, d et e, sont apportées au revenu imposable ou, à défaut, au revenu de l'année d'assurance, pour autant que les membres de leur famille résident en Suisse au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'assurance considérée ou qu'ils y prennent domicile à la même date. Les requérants vivant seuls en Suisse sont considérés comme célibataires.<sup>15)</sup>

<sup>4</sup> Le revenu ainsi corrigé est le revenu déterminant en vue du calcul des réductions.

<sup>5</sup> Le revenu déterminant pour les parents est également valable pour les enfants dont ils assument la charge.

Calcul des  
réductions  
a) En général

**Art. 9** <sup>1</sup> Le montant total des subsides fédéraux et cantonaux<sup>7)</sup> est réparti sur le cercle des bénéficiaires défini par le Gouvernement.

<sup>2</sup> A cet effet, les assurés sont regroupés en fonction de leur revenu déterminant exprimé en paliers de mille francs.

<sup>3</sup> L'arrêté annuel fixe le montant maximal du revenu déterminant qui donne droit aux réductions de primes, ainsi que les réductions mensuelles et annuelles accordées en fonction des différents paliers du revenu déterminant.

b) Réduction  
totale des primes

**Art. 10** La réduction totale de la prime, jusqu'à concurrence de la prime moyenne fixée par l'Office fédéral des assurances sociales, est accordée aux catégories d'assurés suivantes :

- a)<sup>4)</sup> les bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI, à l'exception de ceux qui bénéficiaient d'une rente extraordinaire AVS ou AI soumise à la limite de revenu au 31 décembre 1996 et qui, bien que non-bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997, en obtiennent une dès cette date uniquement pour pallier à la perte de rente extraordinaire AVS ou AI soumise à la limite de revenu suite à l'entrée en vigueur de la 10<sup>ème</sup> révision de la LAVS;
- b) les bénéficiaires de prestations d'aide sociale, y compris ceux qui pourraient bénéficier de l'aide sociale s'ils ne bénéficiaient pas de cette réduction.<sup>16)</sup>

c) Couverture  
des primes et  
participations  
aux coûts  
irrécouvrables

**Art. 11** <sup>1</sup> Une partie des subsides sert à financer les primes et participations aux coûts qui s'avèrent irrécouvrables, dans la mesure où le droit fédéral le permet.

<sup>2</sup> Sur demande des assureurs, la Caisse de compensation leur rembourse les primes, sous déduction des subsides déjà versés, et les participations aux coûts qui ne peuvent plus être recouvrés.<sup>4)</sup>

<sup>3</sup> A l'appui de leur demande de remboursement, les assureurs établissent qu'ils ont fait preuve de toute la diligence requise lors des tentatives infructueuses de recouvrement, et qu'ils ont obtenu un acte de défaut de biens, sauf si le débiteur est notoirement insolvable. La Caisse de compensation arrête les directives nécessaires à cet effet.<sup>21)</sup>

<sup>3bis</sup> Les assureurs qui font valoir le remboursement des intérêts moratoires et des frais de poursuite conformément à l'article 64a de la loi fédérale sur l'assurance-maladie<sup>1)</sup> se voient rembourser les primes et les participations aux frais irrécouvrables, ainsi que les intérêts moratoires et les frais de poursuite, uniquement pour les assurés qui auront eu recours à des prestataires de soins et pour lesquels l'assureur aura suspendu les prestations y relatives.<sup>20)</sup>

<sup>4</sup> Les créances irrécouvrables remboursées aux assureurs sont imputées sur les subsides destinés à la réduction des primes.

<sup>5</sup> Les participations aux coûts qui s'avèrent irrécouvrables et qui ne sont pas couvertes par le subside aux primes vont à charge des comptes des œuvres sociales; la Caisse de compensation transmet le décompte annuel des montants non couverts au Service de l'aide sociale.<sup>8)</sup>

## SECTION 4 : Procédure

Cercle des  
bénéficiaires

**Art. 12** <sup>1</sup> Les personnes soumises à l'obligation de s'assurer dans le Canton bénéficient, sur demande, de réductions de primes si leur revenu déterminant ne dépasse pas le montant maximal fixé par le Gouvernement.

<sup>2</sup> Les articles 10 et 18 demeurent réservés.

Exceptions

**Art. 13** Ne bénéficient pas des réductions de primes :

- a) les personnes qui se sont assurées à titre facultatif;
- b) les personnes qui ont été taxées d'office par le Service des contributions selon l'article 140 de la loi d'impôt<sup>9)</sup> faute d'avoir rempli une déclaration d'impôt.

Demande  
a) En général

**Art. 14**<sup>6)</sup> Tout assuré qui veut bénéficier d'une réduction de ses primes doit formuler une demande à l'exception des bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI qui l'obtiennent d'office.

## b) Attestation

**Art. 15** <sup>1</sup> La Caisse de compensation fournit une attestation à chaque assuré ou famille qui a droit aux réductions des primes (art. 4, al. 2) dans la mesure où il n'en bénéficiait pas l'année précédente.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> L'assuré présente l'attestation dûment remplie, signée et accompagnée de son certificat d'assurance-maladie à la Caisse de compensation à titre de demande.<sup>6)</sup>

<sup>3</sup> L'attestation indique le revenu déterminant et le montant de la réduction de la prime mensuelle ou annuelle.

<sup>4</sup> Ne reçoivent pas d'attestation :

- les personnes imposées à la source;
- les assurés âgés de moins de 25 ans;
- les personnes bénéficiant de l'aide sociale;
- les personnes taxées à titre provisoire;
- les personnes assujetties à l'impôt à titre partiel et domiciliées dans le Canton;
- les personnes arrivées dans le Canton durant l'année qui précède l'année d'assurance.<sup>21)</sup>

<sup>5</sup> L'attestation des parents est également valable pour les enfants dont ils assument l'entretien.

## c) Formule de demande

**Art. 16** <sup>1</sup> S'il ne reçoit pas l'attestation, l'assuré fournit les indications nécessaires sur la formule de demande avec les annexes exigées et les transmet à la Caisse de compensation qui calcule le revenu déterminant sur la base de l'avis de taxation remis par l'assuré.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> Les assurés imposés à la source joignent une attestation du dernier salaire à leur formule de demande.

## d) Assurés de moins de 25 ans

**Art. 17** <sup>1</sup> Les assurés de moins de 25 ans doivent présenter une demande de réduction des primes lorsqu'ils assument eux-mêmes leur entretien.

<sup>2</sup> Dans les autres cas, la demande est introduite par leurs parents ou représentants légaux qui assument leur entretien.

## e) Assurés au bénéfice d'aides financières

**Art. 18** <sup>1</sup> Celui qui fournit des aides financières aux assurés démunis peut présenter la demande de réduction des primes à la place des assurés.

<sup>2</sup> Sont considérés comme assurés démunis les bénéficiaires d'aide sociale.<sup>[17\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[18\)](#)</sup>

Décision d'office **Art. 18a**<sup>[10\)](#)</sup> La Caisse de compensation rend d'office une décision d'octroi pour chaque assuré qui a droit aux réductions des primes (art. 4, al. 2) dans la mesure où il en a déjà bénéficié l'année précédente.

Réduction des primes **Art. 19** <sup>1</sup> A connaissance du droit à la réduction des primes communiqué par la Caisse de compensation, les assureurs accordent la réduction sur la prochaine prime à facturer pour l'année d'assurance en cours.<sup>[6\)](#)</sup>

<sup>2</sup> En principe, les assureurs remboursent à l'assuré les primes perçues en trop au plus tard à la fin de l'année en cours.

<sup>3</sup> La réduction annuelle accordée à un assuré ne peut dépasser le montant de sa prime annuelle.

Début et fin du droit à la réduction des primes **Art. 20** <sup>1</sup> Le droit à la réduction des primes prend naissance le 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle la demande est déposée.

<sup>2</sup> En cas d'admission d'un assuré au cours de l'année, le droit à la réduction des primes naît le premier jour du mois de l'affiliation, à condition que la demande soit déposée avant la fin de cette année.

<sup>3</sup> Le droit à la réduction des primes prend fin le dernier jour du mois du décès ou du départ à l'étranger; il s'éteint dans tous les cas à la fin de l'année s'il n'est pas confirmé par la Caisse de compensation pour l'année qui suit.

Demande intermédiaire **Art. 21**<sup>[14\)](#)</sup> <sup>1</sup> L'assuré peut demander un ajustement à la baisse du revenu déterminant en cours d'année s'il a perdu son emploi.

<sup>2</sup> L'assuré peut demander, sur la base de la taxation définitive de l'année fiscale qui précède l'année d'assurance, un ajustement à la baisse du revenu déterminant.

<sup>3</sup> Les parents peuvent prétendre à une réduction de primes pour les enfants dont ils commencent d'assumer la charge au cours de l'année.

<sup>4</sup> Les assurés en provenance de l'étranger peuvent déposer une demande en cours d'année.

<sup>5</sup> Les assurés en provenance d'un autre canton au cours de l'année d'assurance ne peuvent bénéficier d'une réduction de leurs primes pour l'année considérée à l'exception des bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI et d'aide sociale.

<sup>6</sup> Les assurés en provenance d'un autre canton le premier janvier de l'année d'assurance, peuvent déposer une demande en cours d'année.

<sup>7</sup> Le revenu déterminant des assurés concernés par les alinéas 1, 4 (excepté ceux imposés à la source) et 6, sera fixé sur la base de la taxation définitive de l'année d'assurance pour laquelle la demande a été déposée.

<sup>8</sup> Les demandes intermédiaires doivent être déposées au plus tard jusqu'au 31 décembre de l'année d'assurance.

## SECTION 5 : Subsidés

Demande de  
subsidés  
fédéraux

**Art. 22** <sup>1</sup> La Caisse de compensation élabore et présente la demande annuelle de subsidés de réduction à l'Office fédéral des assurances sociales (ci-après : "OFAS").

<sup>2</sup> Les assureurs fournissent toute indication utile en vue de la présentation du relevé des subsidés de réduction prévus.

Versement des  
subsidés

**Art. 23** <sup>1</sup> La Caisse de compensation verse les subsidés aux assureurs à raison de 80 % dans l'année en cours en trois versements et du 20 % restant à la fin décembre de la même année, sur la base du relevé des subsidés de réduction tel qu'il a été présenté (art. 22); la différence par rapport au décompte final (art. 25) est réglée au cours de l'année suivante, en générale dans les trois mois. <sup>4)</sup>

<sup>2</sup> Il n'est pas versé d'intérêt sur les subsidés à payer.

<sup>3</sup> Les subsidés sont versés exclusivement aux assureurs.

Décompte des  
assureurs

**Art. 24** <sup>1</sup> Les assureurs établissent un décompte annuel des réductions de primes accordées jusqu'au 28 février de l'année suivante.

<sup>2</sup> Ils fournissent le décompte de manière complète, également en ce qui concerne le nombre, le sexe et l'âge des bénéficiaires.

<sup>3</sup> La Caisse de compensation donne les instructions et renseignements nécessaires aux assureurs.

Décompte  
cantonal

**Art. 25** La Caisse de compensation établit le décompte officiel cantonal relatif aux subsides fédéraux et cantonaux et le soumet à l'OFAS.

Contrôles

**Art. 26** <sup>1</sup> La Caisse de compensation contrôle les décomptes établis par les assureurs. Elle peut se rendre dans les administrations des assureurs et demander des renseignements aux organes de contrôle des assureurs.

<sup>2</sup> L'organe de révision de la Caisse de compensation vérifie le décompte cantonal établi par la Caisse de compensation et résume ses constatations dans un rapport de révision.

Restitution

**Art. 27** <sup>1</sup> Les subsides cantonaux versés à tort doivent être restitués.

<sup>2</sup> L'assureur peut renoncer à la restitution lorsque l'assuré était de bonne foi et serait mis dans une situation difficile.

<sup>3</sup> Si un décompte est incomplet ou présente des inexactitudes, ou si les dispositions fédérales ou cantonales n'ont pas été respectées, les subsides cantonaux peuvent être bloqués ou réduits jusqu'à ce que la situation soit régularisée.

## SECTION 6 : Voies de droit

Recours

**Art. 28** <sup>1</sup> Les décisions d'octroi et de refus de réduction de primes ainsi que les attestations de la Caisse de compensation sont sujettes à opposition.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> Les décisions sur opposition de la Caisse de compensation sont sujettes à recours à la Chambre des assurances.

<sup>3</sup> La procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>11)</sup>.

## SECTION 7 : Dispositions transitoires et finales

Primes et participations aux coûts irrécouvrables

**Art. 29** Seules les primes et participations aux coûts régies par la LAMal peuvent donner lieu à remboursement au sens de l'article 11.

Versement du solde des subsides

**Art. 30** En dérogation à l'article 23, alinéa 1, lettre b, le solde des subsides de réduction dus pour l'année d'assurance 1996 est versé au plus tard un mois après réception du décompte final.

Anciens bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI

**Art. 30a**<sup>12)</sup> <sup>1</sup> Les anciens bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI au 31 décembre 1995 ont droit, pour l'année 1996 uniquement, à la réduction totale de la prime d'assurance-maladie obligatoire des soins.

<sup>2</sup> Dans la mesure où les anciens bénéficiaires n'ont pas obtenu la réduction totale de la prime, ils peuvent déposer à titre exceptionnel leur demande pour l'année 1996 jusqu'au 31 janvier 1997.

Entrée en vigueur

**Art. 31** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996.

Delémont, le 21 novembre 1995

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Kohler  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

<sup>1)</sup> RS 832.10

<sup>2)</sup> RS 832.102

<sup>3)</sup> RS 832.112.4

<sup>4)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 18 novembre 1997, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998

<sup>5)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 novembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001



- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 10 décembre 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997
- 7) Art. 4, al. 3, de l'ordonnance fédérale du 12 avril 1995 sur les subsides fédéraux destinés à la réduction des primes dans l'assurance-maladie (RS 832.112.4)
- 8) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 10 décembre 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997
- 9) RSJU 641.11
- 10) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 18 novembre 1997, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998
- 11) RSJU 175.1
- 12) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 22 octobre 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996
- 13) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 novembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 6 novembre 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 19 novembre 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 4 novembre 2003, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 26 octobre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 24 octobre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 30 octobre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 22 octobre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 novembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 6 novembre 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 18 novembre 1997, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 19 novembre 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 6 novembre 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 19 novembre 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 4 novembre 2003, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 10 décembre 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 19 novembre 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003
- 18) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 10 décembre 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997. Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 19 novembre 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003
- 19) RS 831.309.1
- 20) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 15 novembre 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 15 novembre 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 22) Cette ordonnance a été remplacée par la loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal) (RSJU 832.10)
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 30 octobre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008



## **Arrêté concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2010**

du 3 novembre 2009

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 7 et 8 de l'ordonnance du 21 novembre 1995 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie<sup>1)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> Le revenu imposable taxé définitivement pour l'année fiscale 2008 sert de base de calcul.

<sup>2</sup> Le revenu imposable selon avis de taxation (chiffre 690) subit les corrections suivantes :

- a) diminution du rendement de la fortune immobilière (chiffres 300, 320 et 320c);
- b) augmentation de l'excédent de dépenses concernant la propriété immobilière (chiffres 310, 330 et 330c);
- c) augmentation de l'excédent de dépenses concernant les successions non partagées, copropriétés (chiffre 390);
- d) augmentation des intérêts passifs (chiffres 530 et 535);
- e) augmentation de la perte des exercices commerciaux (chiffres 140, 140c, 150, 150c, 160, 160c, 170, 170c);
- f) augmentation de la perte reportée d'exercices commerciaux antérieurs (chiffres 180, 180c);
- g) augmentation de la perte de liquidation (chiffres 188 et 188c);
- h) augmentation de la part du rendement immobilier excédant les intérêts passifs (chiffres 300, 320 et 320c, moins chiffres 530, 535, 310, 330, 330c et 390).

<sup>3</sup> Les déductions suivantes corrigent le revenu imposable :

- |  |              |
|--|--------------|
| a) par contribuable marié, veuf, divorcé ou séparé,<br>sans enfant à charge  | fr. 5 000.-  |
| b) par couple marié, personne veuve, divorcée, séparée<br>ou célibataire, au bénéfice d'une déduction fiscale<br>pour "enfants à charge" (chiffre 620) | fr. 10 000.- |

c) par enfant à charge entraînant une déduction fiscale (chiffre 620) :

- |                                  |     |         |
|----------------------------------|-----|---------|
| – pour les deux premiers enfants | fr. | 4 000.- |
| – à partir du troisième enfant   | fr. | 6 000.- |

<sup>4</sup> Le revenu imposable est majoré de 3 % de la fortune imposable taxée définitivement.

**Art. 2** <sup>1</sup> La réduction maximale correspond au pourcentage ci-dessous de la prime de l'assureur qui offre, sur l'ensemble du territoire cantonal, la prime la plus avantageuse :

- |   |      |
|---|------|
| – pour les adultes                            | 65%  |
| – pour les adultes de moins de 25 ans révolus | 68%  |
| – pour les enfants de moins de 18 ans révolus | 100% |

<sup>2</sup> La réduction maximale s'élève mensuellement aux montants suivants :

- |  |     |       |
|--|-----|-------|
| a) pour les adultes                            | fr. | 205.- |
| b) pour les adultes de moins de 25 ans révolus | fr. | 180.- |
| c) pour les enfants de moins de 18 ans révolus | fr. | 60.-  |

**Art. 3** Le montant maximal du revenu déterminant donnant droit aux réductions de primes, ainsi que les réductions mensuelles et annuelles accordées en fonction des différents paliers du revenu déterminant, sont fixés dans le tableau joint en annexe<sup>2)</sup> au présent arrêté.

**Art. 4** Une réduction de prime supplémentaire est allouée aux parents ayant un ou des enfants à charge en 2010, dont le revenu déterminant est inférieur à 10 000 francs, de la manière suivante :

- |   |     |      |
|---|-----|------|
| a) pour les familles monoparentales, par adulte | fr. | 50.- |
| b) pour les familles biparentales, par adulte   | fr. | 25.- |

**Art. 5** L'arrêté du 22 octobre 2008 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2009 est abrogé.

**Art. 6** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Delémont, le 3 novembre 2009

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Probst

Le chancelier : Sigismond Jacquod

<sup>1)</sup> RSJU 832.115

<sup>2)</sup> Ce tableau n'est pas publié dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais il se trouve dans le Journal officiel 2009, n°43, p. 693



## Ordonnance concernant la commission de coordination des mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi

du 26 mars 2002

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 24, alinéa 2, de la loi du 6 décembre 2000 sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi<sup>1)</sup>,

vu l'article 10 de l'ordonnance du 16 janvier 2001 sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi<sup>2)</sup>,

*arrête :*

Mandat

**Article premier** <sup>1</sup> La commission chargée de coordonner les mesures d'insertion (ci-après : "la commission") veille à assurer la bonne collaboration entre les départements, les collectivités et les autres institutions publiques ou privées.

<sup>2</sup> Elle veille en particulier à assurer la coordination entre les mesures prévues en faveur des demandeurs d'emploi et les mesures d'insertion découlant de la loi sur l'action sociale<sup>3)</sup>.

Terminologie

**Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Composition

**Art. 3** <sup>1</sup> La commission comporte treize membres, dont quatre représentants du Service des arts et métiers et du travail, trois représentants des communes, un représentant du Service de l'action sociale, un représentant des Services sociaux régionaux, un représentant de Caritas, deux représentants de l'Office cantonal AI et un représentant de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (SUVA).<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Le Gouvernement nomme les membres de la commission.

Organisation

**Art. 4** <sup>1</sup> La commission désigne son président, en principe parmi les membres issus du Service des arts et métiers et du travail.

<sup>2</sup> Le secrétariat de la commission est assumé par le Service des arts et métiers et du travail.

<sup>3</sup> La commission peut s'adjoindre les services d'experts.

Séances      **Art. 5** La commission siège autant de fois qu'il le faut pour assumer son mandat, mais au moins trois fois par an.

Décisions      **Art. 6** La commission prend ses décisions à la majorité simple des voix des membres présents. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Secret de fonction      **Art. 7** Les personnes qui participent aux séances de la commission sont tenues au secret de fonction. Cette obligation subsiste après la fin de l'activité en qualité de membre de la commission.

Indemnités      **Art. 8** Les membres de la commission sont indemnisés conformément à l'ordonnance concernant les indemnités journalières et de déplacement de commissions cantonales<sup>4)</sup>.

Entrée en vigueur      **Art. 9** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2002.

Delémont, le 26 mars 2002

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Anita Rion  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

<sup>1)</sup> RSJU 837.04

<sup>2)</sup> RSJU 837.041

<sup>3)</sup> RSJU 850.1

<sup>4)</sup> RSJU 172.356

<sup>5)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 16 septembre 2003. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 28 avril 2009



## Ordonnance sur la politique de la jeunesse

du 8 avril 2008

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 17, alinéa 6, 19, alinéa 1, 22, alinéa 7, et 24, alinéa 1, de la loi du 22 novembre 2006 sur la politique de la jeunesse<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance constitue la réglementation générale d'exécution de la loi sur la politique de la jeunesse.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### SECTION 2 : Parlement de la jeunesse

Siège

**Art. 3** Le siège du Parlement de la jeunesse est à Delémont.

Domicile

**Art. 4** Les membres du Parlement de la jeunesse doivent être domiciliés ou résider dans une commune de la République et Canton du Jura.

Répartition des  
sièges

**Art. 5** Les sièges du Parlement de la jeunesse sont répartis de la manière suivante :

- a) vingt-cinq sièges sont attribués au Centre jurassien d'enseignement et de formation et répartis entre les divisions selon le nombre d'élèves;
- b) un siège est attribué au Collège Saint-Charles de Porrentruy;
- c) quatre sièges sont attribués aux personnes sorties de la scolarité obligatoire fréquentant un établissement du niveau secondaire II à l'extérieur du Canton ou n'étant pas scolarisées.

Dépôt des candidatures

**Art. 6** <sup>1</sup> Les actes de candidature sont déposés auprès du Secrétariat du Parlement dans le délai arrêté par ce dernier.

<sup>2</sup> Le Secrétariat du Parlement publie au Journal officiel le délai de dépôt des candidatures et informe de manière adéquate les établissements de formation concernés.

Elections des membres du Parlement de la jeunesse  
a) Dans les établissements du Canton

**Art. 7** <sup>1</sup> L'élection est organisée par division ou par unité de formation au Centre jurassien d'enseignement et de formation et par école dans les écoles privées.

<sup>2</sup> Si le nombre de candidatures est inférieur ou égal au nombre de sièges attribués à l'établissement, l'élection est tacite.

<sup>3</sup> En cas d'élection, tous les élèves de l'établissement votent pour élire leurs représentants.

b) Candidats scolarisés à l'extérieur ou non scolarisés

**Art. 8** <sup>1</sup> Pour les candidats qui fréquentent un établissement de formation à l'extérieur du Canton ou qui ne sont pas scolarisés, l'élection a lieu lors de la séance constitutive du Parlement de la jeunesse.

<sup>2</sup> Les députés votent au bulletin secret, selon le système majoritaire à un tour.

<sup>3</sup> Sont élus les candidats qui ont obtenu le plus de voix.

<sup>4</sup> Si le nombre de candidatures est inférieur ou égal au nombre de sièges attribués, l'élection est tacite.

Vacance

**Art. 9** <sup>1</sup> En cas de vacance durant la période, le député qui quitte le Parlement de la jeunesse est remplacé par le premier des viennent-ensuite provenant du même établissement de formation ou de la même catégorie.

<sup>2</sup> En cas d'impossibilité de pratiquer de la sorte, il est procédé à une élection complémentaire.

Séance constitutive

**Art. 10** Au début de la période de deux ans, le Secrétariat du Parlement convoque la séance constitutive du Parlement de la jeunesse.

Elections du Bureau de la jeunesse

**Art. 11** <sup>1</sup> Lors de la séance constitutive, le Parlement de la jeunesse élit le président, le vice-président et trois scrutateurs, dont un scrutateur suppléant.

<sup>2</sup> Ensemble, ils forment le Bureau du Parlement de la jeunesse.

<sup>3</sup> Le président, le vice-président et les scrutateurs sont élus pour une année.

<sup>4</sup> Le président n'est pas rééligible à une fonction au sein du Bureau.

<sup>5</sup> Le vice-président et les scrutateurs ne sont pas rééligibles à la même fonction.

<sup>6</sup> Le Bureau du Parlement de la jeunesse a les attributions suivantes :

- a) fixer le calendrier des séances plénières;
- b) constituer les commissions;
- c) assurer le lien entre le Parlement, le Gouvernement et le Parlement de la jeunesse;
- d) représenter le Parlement de la jeunesse auprès de la commission de coordination.

#### Secrétariat

**Art. 12** <sup>1</sup> Le Secrétariat du Parlement assume le secrétariat et l'administration du Parlement de la jeunesse.

<sup>2</sup> Le personnel du secrétariat du Parlement assiste aux séances du Parlement de la jeunesse et en tient le procès-verbal.

#### Commissions

**Art. 13** <sup>1</sup> Afin de réaliser des projets adoptés par lui ou d'examiner des projets proposés, le plenum peut créer des commissions dont les membres sont désignés par le Bureau.

<sup>2</sup> Les commissions font un rapport sur leurs activités qu'elles présentent en séance plénière.

#### Séances

**Art. 14** <sup>1</sup> Le Parlement de la jeunesse tient de deux à cinq séances par année.

<sup>2</sup> Il siège en principe à Delémont, à l'Hôtel du Parlement.

#### Jours de séance

**Art. 15** <sup>1</sup> Les séances du Parlement de la jeunesse ont lieu en semaine.

<sup>2</sup> Les jours de séance sont fixés par le Bureau du Parlement de la jeunesse.

<sup>3</sup> Quatre séances au maximum par année peuvent se dérouler sur le temps scolaire. Les autres séances sont organisées hors du temps scolaire.

<sup>4</sup> Les travaux des commissions se déroulent pendant la séance plénière ou hors du temps scolaire.

<sup>5</sup> La journée récréative annuelle du Parlement de la jeunesse est organisée hors du temps scolaire.

Séances  
plénières

**Art. 16** Durant les séances plénières, le plenum débat et vote sur les interventions des députés.

Séance  
extraordinaire

**Art. 17** Une séance extraordinaire peut être convoquée, en sus des séances planifiées, lorsque les circonstances le justifient.

Convocation

**Art. 18** Les séances sont convoquées par le Bureau, à son initiative ou sur demande du Parlement de la jeunesse.

Publicité des  
débat

**Art. 19** <sup>1</sup> Les débats du Parlement de la jeunesse sont publics.

<sup>2</sup> Les débats au sein du Bureau et des commissions ne sont pas publics.

Règlement

**Art. 20** <sup>1</sup> Le Parlement de la jeunesse adopte son règlement d'organisation.

<sup>2</sup> Un ou plusieurs députés peuvent demander en tout temps la modification du règlement.

Formes  
d'intervention

**Art. 21** <sup>1</sup> Les députés peuvent intervenir de la manière suivante :

- a) en proposant des sujets à traiter par le Parlement de la jeunesse;
- b) en posant une question d'actualité;
- c) en demandant au Parlement de la jeunesse de formuler une sollicitation à l'intention du Gouvernement.

<sup>2</sup> Les sujets et les demandes de sollicitation sont présentés et votés lors des séances plénières.

<sup>3</sup> Les sujets et les demandes de sollicitation sont traités par le Parlement de la jeunesse s'ils obtiennent une majorité de voix.

<sup>4</sup> Les sujets et les demandes de sollicitation acceptés par le Parlement de la jeunesse sont attribués à une commission.

Délégués à la  
jeunesse et  
conseillers

**Art. 22** <sup>1</sup> Le délégué à la jeunesse assiste aux séances plénières du Parlement de la jeunesse à titre de conseiller. Au besoin, les membres du Bureau ou les députés peuvent s'adresser à lui.

<sup>2</sup> Les députés peuvent, à titre individuel, demander l'aide d'autres personnes pour les travaux des commissions et la mise en place de projets. Il n'est pas alloué de dédommagement à ce titre.

Indemnités

**Art. 23** <sup>1</sup> Les membres du Bureau et les députés ont droit à 20 francs par séance plénière ou par séance du Bureau du Parlement de la jeunesse.

<sup>2</sup> Les députés ont droit à une indemnité de 10 francs par séance de commission.

<sup>3</sup> Les députés peuvent demander au Bureau l'octroi d'une indemnisation de leurs frais de transport pour se rendre de leur domicile dans la localité où siègent le Parlement de la jeunesse, son Bureau et ses commissions. <sup>2)</sup>

Budget

**Art. 24** <sup>1</sup> Le Parlement de la jeunesse dispose des montants qui lui sont alloués par le Gouvernement pour couvrir ses frais de fonctionnement et réaliser des projets concrets.

<sup>2</sup> Les projets subventionnés par le Parlement de la jeunesse doivent être réalisés sur le territoire de la République et Canton du Jura, sauf dérogation accordée par le Gouvernement, notamment pour des projets interjurassiens.

Droit de veto

**Art. 25** <sup>1</sup> Le Gouvernement dispose d'un droit de veto à l'encontre des décisions du Parlement de la jeunesse.

<sup>2</sup> Il n'exerce ce droit qu'à titre exceptionnel, en particulier si un projet n'est pas d'intérêt public ou n'est pas destiné à être réalisé sur le territoire de la République et Canton du Jura ou paraît peu fiable.

### SECTION 3 : Commission de coordination

Attributions

**Art. 26** <sup>1</sup> La commission de coordination a les attributions suivantes :

a) encourager les initiatives dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse;

- b) assurer une coordination entre l'ensemble des acteurs impliqués dans la promotion de l'enfance et de la jeunesse;
- c) soutenir le Parlement de la jeunesse, le conseiller et faciliter la mise en place des projets;
- d) faire des propositions aux départements concernés et au Gouvernement pour renforcer l'action en faveur de la jeunesse.

<sup>2</sup> Elle examine tous les objets qui lui sont soumis par le Gouvernement ou le Département de la Santé et des Affaires sociales (ci-après : "le Département").

#### Composition

**Art. 27** <sup>1</sup> La commission de coordination se compose des quinze membres suivants :

- a) le chef du Service de l'action sociale;
- b) le délégué à la prévention et à la promotion de la santé;
- c) un représentant du Centre médico-psychologique;
- d) le délégué aux affaires culturelles;
- e) un représentant du Tribunal des mineurs;
- f) un représentant du Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire ou du Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire;
- g) un représentant du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire;
- h) un représentant de l'Office des sports;
- i) un représentant des programmes d'insertion sociale des Services sociaux régionaux;
- j) un représentant du collège de direction des Services sociaux régionaux;
- k) un représentant des communes jurassiennes;
- l) un animateur de jeunesse;
- m) un représentant d'une association active dans la protection de l'enfance;
- n) deux membres du Bureau du Parlement de la jeunesse.

<sup>2</sup> Elle est présidée par le chef du Service de l'action sociale.

<sup>3</sup> Les membres de la commission sont nommés par le Gouvernement sur proposition du Service de l'action sociale.

<sup>4</sup> Les membres de la commission sont nommés pour une période correspondant à la législature cantonale.

<sup>5</sup> Le délégué à la jeunesse participe aux séances de la commission avec voix consultative.

Convocation	<b>Art. 28</b> Le président convoque la commission chaque fois qu'il le juge nécessaire, mais au moins deux fois par an, ou lorsque huit membres de la commission en font la demande.
Groupe de travail	<p><b>Art. 29</b> <sup>1</sup> La commission peut constituer des groupes de travail pour l'étude de problèmes spécifiques.</p> <p><sup>2</sup> Avec l'accord du Gouvernement, elle peut requérir l'avis d'experts, selon un mandat défini.</p> <p><sup>3</sup> La commission peut déléguer certains de ses membres pour la représenter au sein d'autres institutions ou commissions.</p>
Prise de décisions	<p><b>Art. 30</b> <sup>1</sup> La commission ne peut délibérer et prendre des décisions que si au moins huit de ses membres sont présents.</p> <p><sup>2</sup> Les décisions sont prises par vote à main levée à la majorité simple des membres présents. En cas d'égalité, le président départage.</p>
Non publicité des séances	<p><b>Art. 31</b> <sup>1</sup> Les séances de la commission ne sont pas publiques.</p> <p><sup>2</sup> Les travaux et les décisions de la commission donnent lieu à une information publique, selon les modalités que la commission définit.</p>
Procès-verbal	<b>Art. 32</b> Les propositions présentées par les membres et les décisions prises par la commission sont consignées dans un procès-verbal.

#### SECTION 4 : Disposition finale

Entrée en vigueur	<b>Art. 33</b> La présente ordonnance entre en vigueur le 1 <sup>er</sup> juin 2008.
-------------------	--

Delémont, le 8 avril 2008

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

<sup>1)</sup> RSJU 853.21

<sup>2)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 5 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009



**Arrêté****portant reconnaissance de l'association "Centre jurassien de planning familial et de consultation en matière de grossesse" en qualité de centre de consultation en matière de grossesse et de planisme familial**

du 14 janvier 1998

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 120 du Code pénal suisse<sup>9)</sup>,<sup>10)</sup>

vu l'article 17 de la loi fédérale sur l'analyse génétique humaine (LAGH)<sup>13)</sup>,<sup>11)</sup>

vu la loi fédérale du 9 octobre 1981 sur les centres de consultation en matière de grossesse<sup>1)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 12 décembre 1983 concernant les centres de consultation en matière de grossesse<sup>2)</sup>,

vu l'article 17 de la Constitution cantonale<sup>3)</sup>,

vu l'article 11 de la loi du 28 avril 1988 visant à protéger et à soutenir la famille<sup>4)</sup>,

vu les articles 96 et 111 de la loi du 26 octobre 1978 sur les œuvres sociales<sup>5)</sup>,

vu l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les prestations de l'Etat et des communes à des institutions particulières de prévoyance et d'aide sociale<sup>6)</sup>,

*arrête :*

Reconnaissance

**Article premier** <sup>1</sup> L'association "Centre jurassien de planning familial et de consultation en matière de grossesse" est reconnue en qualité de centre de consultation offrant des conseils en matière de grossesse et de planisme familial sur l'ensemble du Canton.

<sup>2</sup> Elle exerce la fonction de centre de consultation spécialisé pour mineurs au sens de l'article 120, alinéa premier, lettre c, du Code pénal suisse<sup>9)</sup>. En cas de besoin, elle fait appel à un organisme spécialisé, notamment à un centre médico-psychologique.<sup>10)</sup>

<sup>3</sup> Sur demande du médecin qui va pratiquer l'interruption de grossesse, l'association atteste par écrit que la femme de moins de seize ans s'est adressée à elle.<sup>10)</sup>

<sup>4</sup> Elle fonctionne en tant que service d'information et de conseil en matière d'analyse prénatale au sens de l'article 17 de la loi sur l'analyse génétique humaine<sup>13), 11)</sup>.

<sup>5</sup> Elle donne des conseils généraux en matière d'analyses prénatales et, sur demande, sert d'intermédiaire avec les associations de parents d'enfants handicapés ou les groupes d'entraide.<sup>11)</sup>

Centre de  
consultation en  
matière de  
grossesse

**Art. 2** <sup>1</sup> Le centre de consultation donne notamment des consultations et des informations gratuites sur les possibilités d'aide sociale privée et publique pour mener une grossesse à terme, sur les conséquences médicales d'une interruption et sur la prévention de la grossesse.

<sup>2</sup> Il assiste l'intéressée dans ses démarches en vue d'obtenir une aide financière.

Secret de  
fonction et  
professionnel et  
protection des  
données

**Art. 3**<sup>12)</sup> <sup>1</sup> Les collaborateurs du centre et les tiers dont les services ont été requis sont tenus au secret conformément aux articles 2 de la loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse<sup>1)</sup> et 7 de la loi fédérale sur l'analyse génétique humaine<sup>13)</sup>.

<sup>2</sup> Le traitement des données génétiques est soumis aux dispositions fédérales et cantonales sur la protection des données.

Subvention  
cantonale

**Art. 4** <sup>1</sup> Peut faire l'objet d'une subvention cantonale le solde des frais d'exploitation de l'institution, après déduction des cotisations de membres et des contributions de tiers.

<sup>2</sup> Le Service de l'aide sociale peut, sur requête de l'institution, verser des avances en cours d'exercice.

Surveillance

**Art. 5** Le Service de l'aide sociale exerce la surveillance de l'association.

Renvoi	<b>Art. 6</b> L'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'admission des frais de traitement des travailleurs sociaux à la répartition des charges <sup>7</sup> , l'ordonnance du 27 octobre 1981 concernant la gestion financière des homes, foyers, hospices et autres établissements subventionnés par l'Etat <sup>8</sup> et l'arrêté du Département de l'Education et des Affaires sociales du 8 novembre 1984 fixant les limites pour le subventionnement des frais de personnel des institutions sociales jurassiennes sont applicables par analogie.
Aide financière	<b>Art. 7</b> La femme enceinte qui ne dispose pas des ressources suffisantes pour mener à terme sa grossesse a droit à l'aide financière qui lui est immédiatement nécessaire.
Remboursement de l'aide	<p><b>Art. 8</b> <sup>1</sup> L'aide financière est remboursable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) par la bénéficiaire et ses héritiers lorsqu'elle a été versée à titre d'avance sur des prestations dues par des tiers ou lorsqu'elle a été obtenue par fausses déclarations ou dissimulation;</li> <li>b) par les héritiers de la bénéficiaire lorsqu'ils tirent profit de la succession.</li> </ul> <p><sup>2</sup> Les dispositions de la loi sur les oeuvres sociales en matière de remboursement s'appliquent par analogie.</p>
Répartition des charges	<b>Art. 9</b> Les subventions et l'aide financière versées en vertu de la présente ordonnance sont admises à la répartition des charges des oeuvres sociales.
Clause abrogatoire	<b>Art. 10</b> L'arrêté du Gouvernement du 6 octobre 1987 portant reconnaissance provisoire de la qualité de "Centres de consultation en matière de grossesse" au Centre de planning familial de Delémont et environs, au Centre de planning familial de Porrentruy et au Service social et médico-social des Franches-Montagnes est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 11** Le présent arrêté prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

Delémont, le 14 janvier 1998

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Gérald Schaller  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RS 857.5
- 2) RS 857.51
- 3) RSJU 101
- 4) RSJU 170.71
- 5) RSJU 850.1
- 6) RSJU 852.2
- 7) RSJU 855.2
- 8) RSJU 852.16
- 9) RS 311.0
- 10) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 25 février 2003, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2003
- 11) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 8 septembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2009
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 8 septembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2009
- 13) RS 810.12

## **Contrat concernant l'application de l'assurance mobilière obligatoire contre l'incendie dans le canton du Jura**

du 8 février 2010

Entre les compagnies d'assurance contre l'incendie (mentionnées dans l'avenant et désignées ci-après par "les compagnies") travaillant dans la République et Canton du Jura et représentées dans ce canton par la Mobilière Suisse Société d'assurances à Berne en tant que compagnie gérante

et

le Gouvernement de la République et Canton du Jura, il est passé le contrat suivant en vertu de la loi<sup>1)</sup> et de l'ordonnance<sup>2)</sup> sur l'assurance mobilière contre l'incendie :

**Article premier** <sup>1</sup> Les compagnies secondent les autorités cantonales et communales dans l'accomplissement des obligations que leur imposent la loi et l'ordonnance.

<sup>2</sup> Elles veillent en particulier à ce que les assujettis à l'assurance fournissent à l'autorité compétente le certificat d'assurance exigé par l'article 4 de la loi, notamment dans les cas suivants :

- a) lors de la conclusion de nouveaux contrats;
- b) à l'occasion du transfert des choses assurées dans une autre commune du Canton;
- c) en cas de changement de propriétaire des objets assurés;
- d) lors de la résiliation ou de l'annulation des contrats.

<sup>3</sup> Le certificat d'assurance contient :

- a) le nom et l'adresse de l'assuré;
- b) le lieu d'assurance lorsque celui-ci diffère du lieu de domicile;
- c) le genre de choses assurées (inventaire du ménage, inventaire agricole, inventaire et marchandises de commerces);
- d) le nom et l'attestation de l'assureur.

**Art. 2** Les compagnies s'engagent en outre à annoncer les risques assurés par elles à l'autorité compétente lorsque celle-ci décide de faire un sondage à une date fixe.

**Art. 3** <sup>1</sup> Les compagnies s'engagent à ne déclarer caduque aucune assurance, ni à la suspendre, au cas où la prime ne serait pas payée à temps, mais à procéder de la façon suivante :

1. si l'assuré est en retard, il sera poursuivi en recouvrement, et cela jusqu'à parfait paiement ou délivrance d'un acte de défaut de biens;
2. si l'assuré est au bénéfice d'un sursis concordataire judiciaire ou d'une autre mesure de ce genre, le paiement de la prime sera requis de l'administrateur ou du commissaire au sursis.

<sup>2</sup> Dans le cas spécifié sous chiffre 1, la compagnie avisera la commune sur le territoire de laquelle se trouve le mobilier assuré, en produisant l'acte de défaut de biens. Cette commune devra alors payer à l'assureur la prime ainsi que les émoluments et les frais de poursuite, moyennant subrogation aux droits de la compagnie contre l'assuré. Si une poursuite apparaît d'emblée infructueuse, la compagnie en informe la commune. Elle n'actionne l'assuré que si la commune refuse de payer.

<sup>3</sup> Si, dans le cas visé sous chiffre 2, le commissaire ou l'administrateur ne règle pas la prime à première réquisition, la commune sur le territoire de laquelle se trouve le mobilier assuré est tenue, à la demande de l'assureur, de payer la prime ainsi que les émoluments et frais, moyennant subrogation aux droits de la compagnie contre l'assuré.

**Art. 4** <sup>1</sup> Si pendant la durée du présent contrat, une assurance mobilière passée auprès d'une des compagnies contractantes est résiliée, ou n'est pas renouvelée, ou encore n'est pas contractée à nouveau ailleurs, elle ne cesse de déployer ses effets qu'à l'expiration de deux mois à partir du jour où le contrat s'est trouvé résilié. L'assureur doit faire connaître cette résiliation à l'autorité communale dans les huit jours.

<sup>2</sup> La prime due pour ledit délai de deux mois sera payée par l'assuré, soit par la commune dans le cas prévu à l'article 3 ci-dessus.

<sup>3</sup> Les dispositions du présent article ne s'appliquent toutefois pas aux assurances d'une durée inférieure à une année.

**Art. 5** <sup>1</sup> Afin d'assurer les risques "non garantis", c'est-à-dire le mobilier des assujettis dont il est établi qu'ils ne sont pas à même de payer la prime, les compagnies constituent une "communauté d'assurance" qui assume la garantie intégrale de ces risques.

<sup>2</sup> Si une commune entend conclure un contrat collectif pour un risque non garanti, les compagnies conviennent alors entre elles de leur participation au risque. Faute d'entente, elles participent au risque en question proportionnellement aux sommes d'assurance-incendie assurées par elles dans la République et Canton du Jura durant l'année précédant la prise en charge dudit risque.

<sup>3</sup> La compagnie gérante pourvoit aux affaires de la communauté, représente celle-ci tant judiciairement qu'extrajudiciairement envers les assurés, les communes et les créanciers gagistes, et répond des droits découlant de l'assurance.

**Art. 6** <sup>1</sup> Les compagnies d'assurances contre l'incendie travaillant dans la République et Canton du Jura, qui ne participent pas encore à la présente convention, peuvent y adhérer pour le commencement d'une année civile. La déclaration y relative sera faite trois mois d'avance à la compagnie gérante qui pourvoira au nécessaire.

<sup>2</sup> La compagnie gérante informe sans délai le Département de la Justice de toute modification dans la liste des compagnies adhérentes.

**Art. 7** <sup>1</sup> Le présent contrat prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2010 pour une durée de cinq ans. Sauf résiliation donnée par écrit au moins six mois avant son échéance, il se renouvelle tacitement d'année en année.

<sup>2</sup> Il abroge le contrat du 23 février 1999 concernant l'application de l'assurance mobilière obligatoire contre l'incendie dans le canton du Jura.

Delémont et Berne, le 8 février 2010

AU NOM DES COMPAGNIES  
D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE  
TRAVAILLANT DANS LA REPUBLIQUE  
ET CANTON DU JURA :

MOBILIERE SUISSE  
Société d'assurances

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE  
LA REPUBLIQUE ET CANTON DU  
JURA

Le président : Charles Juillard

(Suivent les signatures)

## Annexe

Liste des compagnies d'assurance adhérentes au contrat concernant l'assurance mobilière dans la République et Canton du Jura<sup>3)</sup>

ACE Assurances (Suisse) SA	Zurich
AIG Europe, Courbevoie	Zurich
Alba, Compagnie d'Assurances Générales	Bâle
Allianz Suisse Société d'Assurances	Zurich
Appenzeller Versicherungen	Appenzell
AXA Art Assurance SA	Opfikon
AXA Assurances SA	Winterthur
AXA Corporate Solutions Assurance	Winterthur
Chubb Insurance Company of Europe, Woluwé-Siant-Lambert	Zurich
Compagnie d'Assurances Nationale Suisse	Bâle
CSS Assurance SA	Lucerne
Emmentalische Mobiliar-Versicherungs-Gesellschaft (emmental Versicherung)	Konolfingen
Européenne Assurances Voyages SA	Bâle
GAN Incendie Accidents compagnie française d'assurance	Pully
GENERALLI Assurances Générales SA	Nyon
Groupe Mutuel Assurances GMA SA	Martigny
HDI-Gerling Industrie Versicherung AG Hannover	
Niederlassung Zurich	Zurich
Helvetia Compagnie Suisse d'Assurances SA	St-Gall
La Bâloise, Compagnie d'Assurances	Bâle
Mobilière Suisse Société d'assurance SA	Berne
Phenix, compagnie d'assurances	Lausanne
Smile direct sa	Wallisellen
TSM Compagnie d'Assurances	La Chaux-de-Fonds
VAUDOISE GENERALE, Compagnie d'Assurances SA	Lausanne
XL Assurances Suisse SA	Zurich
Zurich Compagnie d'Assurances SA	Zurich

1) RSJU 873.21

2) RSJU 873.211

3) état 2009



# **Décret concernant le fonds des dommages causés par les éléments<sup>1)</sup>**

du 6 décembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

vu l'article 116, alinéa 2, de la loi du 26 octobre 1978 sur l'utilisation des eaux<sup>2)</sup>,

*arrête :*

## **SECTION 1 : But et ressources du fonds**

1. But  
a) Subsidés  
ordinaires

**Article premier** Le fonds cantonal des dommages causés par les éléments (dénommé ci-après "fonds") est destiné à allouer, conformément aux articles 5 à 17 du présent décret, des subsides ordinaires lorsque des dommages dus à des phénomènes naturels ont été causés à des biens-fonds situés dans le canton du Jura, dommages contre lesquels aucune assurance n'était possible et que le sinistré ne pouvait empêcher par les mesures de sécurité et de prévention que l'on peut raisonnablement demander.

b) Subsidés  
extraordinaires

**Art. 2** Des subsides extraordinaires peuvent être alloués :

- a) pour les dépenses résultant de mesures prises en vue de parer à des dommages imminents causés par les éléments;
- b) pour la participation à des campagnes de secours publiques ou privées en cas de catastrophes naturelles dans d'autres cantons et pays.

2. Alimentation  
du fonds

**Art. 3** Le fonds est alimenté :

- a) par la part lui revenant légalement sur les recettes de l'Etat provenant des droits d'eau;
- b) par les intérêts du fonds;
- c) par d'autres moyens financiers éventuels

Gestion du fonds **Art. 4<sup>5)</sup>** <sup>1</sup> Le fonds est un financement spécial au sens de la loi sur les finances cantonales<sup>6)</sup>.

<sup>2</sup> Il est géré par l'Office de l'environnement.

## SECTION 2 : Subsidés ordinaires

1. Evénements naturels entrant en ligne de compte

**Art. 5** Des subsidés ordinaires prélevés sur le fonds sont alloués aux sinistrés entrant en ligne de compte, conformément aux articles 9 à 12, lorsque des dommages ont été causés aux ouvrages et objets cités à l'article 6, dommages consécutifs à un ou plusieurs des phénomènes naturels suivants :

- a) inondations;
- b) érosions des rives des cours d'eau provoquées par les hautes eaux;
- c) coulées de boue;
- d) glissements de terrain, chutes de rochers et de pierres ou éboulements en surface et en profondeur et phénomènes semblables;
- e) bourrasques et ouragans, foudre;
- f) avalanches, glissements de la neige, pression exercée par le poids de la neige;
- g) tremblements de terre;
- h) météores.

2. Dommages entrant en considération pour l'octroi d'un subside

**Art. 6** Des subsidés ordinaires prélevés sur le fonds sont alloués pour des dommages qui, dans le canton du Jura, ont été causés par des phénomènes naturels aux ouvrages et objets suivants :

- a) sol cultivable;
- b) cultures (herbe, fruits des champs, des potagers et des arbres; arbres fruitiers et forêts);
- c) chemins, ponts, ponceaux et passerelles, murs de soutènement, clôtures, conduites, digues et ouvrages de protection des rives;
- d) étangs à poissons avec leur contenu.

3. Dommages n'entrant pas en considération pour l'octroi d'un subside

**Art. 7** Aucun subside n'est versé pour :

- a) tous les dommages assurables ou les dommages assurés par la loi, notamment les dommages aux bâtiments et aux biens mobiliers;
- b) des dommages causés aux cultures par la sécheresse, l'excès d'humidité ou le gel ou occasionnés par les ennemis de la nature;
- c) des dommages qui sont dus à la nature défavorable du terrain, à une installation défectueuse ou à un entretien insuffisant de l'ouvrage endommagé;
- d) des dommages qui sont la conséquence directe ou indirecte de

fouilles, de constructions ou d'autres interventions sur le bien-fonds atteint ou en dehors de celui-ci;

- e) la dépréciation générale d'un bien-fonds et les pertes de salaire ou de gain en rapport avec un phénomène naturel.

#### 4. Restrictions

**Art. 8** <sup>1</sup> Pour les dommages causés aux cultures et aux arbres fruitiers en raison de la pression exercée par le poids de la neige, des subsides ne seront versés que si ces dommages sont survenus pendant la période de végétation.

<sup>2</sup> Les dommages en forêt causés par les bourrasques ou les ouragans, la foudre et la pression exercée par le poids de la neige, dommages qui n'ont touché que des arbres isolés, n'entrent pas en ligne de compte.

<sup>3</sup> Des subsides pour les dommages causés par des tremblements de terre sont alloués lorsque ceux-ci n'atteignent pas la dimension d'une catastrophe.

#### 5. Ayants droit au subside

a) En général

**Art. 9** Peuvent obtenir des subsides prélevés sur le fonds :

- a) les personnes physiques qui exploitent un bien-fonds dans le canton du Jura, en tant que propriétaires ou fermiers;
- b) les corporations et fondations privées d'utilité publique;
- c) les corporations qui se proposent d'aménager, d'exploiter ou d'entretenir des pâturages, des chemins agricoles, forestiers ou d'alpage, des adductions d'eau, des corrections de torrents ou de rivières ou des améliorations foncières. L'article 11 demeure réservé.

#### b) Dispositions particulières

**Art. 10** <sup>1</sup> Le fermier d'un bien-fonds atteint peut prétendre aux subsides en lieu et place du propriétaire, lorsque le contrat du bail stipule que c'est à lui de supporter ou de réparer le dommage.

<sup>2</sup> Sont réputées corporations et fondations privées d'utilité publique celles qui, en vertu de leurs statuts, poursuivent un but d'utilité publique, refusent expressément à leurs membres toute participation au gain et ne procurent à ces derniers aucun autre avantage.

#### c) Exclusion des personnes morales

**Art. 11** Il n'est pas versé de subsides à d'autres personnes morales que celles citées à l'article 9, lettres b et c, notamment à la Confédération, aux cantons, aux communes municipales, mixtes et bourgeoises, aux paroisses et à leurs subdivisions, aux associations de communes et aux établissements de droit public.

6. Calcul des  
subsidés

**Art. 12** <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe par voie d'ordonnance le mode de calcul des subsidés ordinaires à prélever sur le fonds.

<sup>2</sup> L'ordonnance tient compte à cet effet des recettes et de l'état du fonds, de la situation financière des sinistrés, ainsi que des prestations que ces derniers obtiennent du Fonds suisse de secours ou d'ailleurs, lors de dommages non assurables causés par les éléments.

<sup>3</sup> Elle fixe notamment la limite de revenu et de fortune au-delà de laquelle le sinistré n'a pas droit au subsidé.

7. Procédure  
a) Communi-  
cation du  
dommage

**Art. 13** <sup>1</sup> Celui qui entend obtenir un subsidé ordinaire à prélever sur le fonds doit présenter, dans les quatorze jours dès la constatation du sinistre, une requête au conseil communal du lieu où le dommage s'est produit ou à l'office désigné par lui. Il fournira à cet effet les renseignements voulus sur le dommage subi, ainsi que sur sa propre situation.

<sup>2</sup> Les requêtes tardives peuvent être acceptées lorsque le retard est excusable et qu'il est encore possible de constater le dommage.

<sup>3</sup> Les indications du requérant sont consignées par l'office communal dans une formule d'avis de dommage délivrée par le Département de la Justice et de l'intérieur (dénommé ci-après "Département") et, au besoin, complétées ou rectifiées par les organes de la commune.

b) Estimation

**Art. 14** <sup>1</sup> Si un subsidé n'est pas manifestement exclu en vertu des articles 5 à 11 du présent décret, le conseil communal fait constater et estimer sans délai le dommage annoncé par les experts désignés par lui (estimateurs communaux).

<sup>2</sup> Les instructions et barèmes publiés par le Fonds suisse de secours servent de règle pour l'estimation, sauf disposition dérogatoire du Gouvernement.

<sup>3</sup> Les estimateurs communaux donnent aux sinistrés les instructions voulues quant aux travaux de déblaiement, de remise en état ou de sécurité commandés par les circonstances ou qu'on peut exiger d'eux.

<sup>4</sup> Les constatations et estimations officielles, ainsi que les instructions données aux sinistrés, sont consignées par les estimateurs communaux, pour chaque cas de sinistre, dans un procès-verbal d'estimation.

## c) Vérification

**Art. 15** <sup>1</sup> Les avis de dommages et les procès-verbaux d'estimation sont établis en double exemplaire et transmis par le conseil communal, avec un bref rapport, au Département, dans les trois mois à compter de l'avis du dommage.

<sup>2</sup> Le Département fait au besoin vérifier les constatations et estimations des organes communaux par des experts nommés par le Gouvernement, puis il transmet un exemplaire de l'avis de dommage et des procès-verbaux d'estimation à l'administration du Fonds suisse de secours.

<sup>3</sup> Les rapports de service des experts cantonaux sont fixés par le Gouvernement.

<sup>4</sup> En cas de dommages importants, occasion sera donnée à des représentants du Département de procéder à une visite des lieux et de participer à l'estimation.

## d) Octroi des subsides

**Art. 16** Les subsides à prélever sur le fonds sont, en règle générale, alloués par le Département.

## e) Notification et paiement

**Art. 17** <sup>1</sup> Les décisions du Département sont notifiées au conseil communal à l'intention des sinistrés.

<sup>2</sup> Les subsides alloués sont versés globalement à la caisse communale à l'intention des sinistrés.

<sup>3</sup> Le conseil communal ne peut faire verser le subside au sinistré qu'au moment où les travaux ordonnés de déblaiement, de remise en état ou de sécurité ont été effectués ou si la garantie est donnée qu'ils le seront.

<sup>4</sup> Il veille au besoin à ce que le subside soit affecté au paiement des frais occasionnés par ces travaux. Les experts cantonaux se rendent compte de l'exécution des travaux en procédant à des sondages.

<sup>5</sup> La compensation des subsides par des créances que la commune a à l'égard des sinistrés n'est pas admise.

### SECTION 3 : Subsides extraordinaires

## 1. Subsides en faveur de mesures de sécurité

**Art. 18** <sup>1</sup> Les requêtes visant à obtenir des subsides extraordinaires au sens de l'article 2, lettre a, seront adressées, avec un rapport du conseil communal, au Département.

<sup>2</sup> Le Département fait préavisier la requête par l'expert cantonal compétent à raison du lieu (art. 15, al. 2).

<sup>3</sup> Le Département se prononce d'après sa libre appréciation sur l'octroi et le montant d'un subside.

<sup>4</sup> Si le Département considère comme nécessaire une subvention dont l'octroi entraînerait une diminution du capital du fonds supérieure à 100 000 francs, sa décision doit être soumise à l'approbation du Gouvernement.

<sup>5</sup> L'article 17 est applicable par analogie.

2. Participation  
aux campagnes  
de secours

**Art. 19** Les subsides au sens de l'article 2, lettre b, sont alloués par le Gouvernement sur proposition du Département.

#### SECTION 4 : Autres dispositions

1. Responsabilité  
de tiers

**Art. 20** S'il y a doute quant à l'origine du dommage (événement naturel ou acte illicite), il est sursis à la fixation du subside ou ce dernier n'est octroyé qu'à la condition que le sinistré intente action au tiers responsable et qu'il cède à l'Etat, jusqu'à concurrence du montant du subside, les dommages-intérêts résultant du procès.

2. Avances

**Art. 21** Le Département peut, sur proposition du conseil communal, verser des avances sur le subside à un sinistré auquel, à défaut de cette mesure, il ne serait pas possible de procéder à des travaux urgents de déblaiement, de remise en état ou de sécurité.

3. Validité des  
décisions

**Art. 22** <sup>1</sup> Les décisions du Département sont susceptibles de recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>3)</sup>.

<sup>2</sup> Les décisions du Gouvernement sont définitives.

4. Restitution des  
subsides

**Art. 23** Les subsides indûment touchés doivent être restitués.

5. Frais

**Art. 24** <sup>1</sup> Les communes supportent les frais des mesures qui leur incombent en vertu des articles 13, 14, 15, alinéa 1 et 17, alinéas 3 et 4.

<sup>2</sup> Les autres frais sont à la charge du fonds.

**SECTION 5 : Disposition finale**

Entrée en  
vigueur

**Art. 25** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>4)</sup> du présent décret.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) Décret du 7 novembre 1974 concernant le fonds des dommages causés par les éléments (RSB 874.1)
- 2) RSJU 752.41
- 3) RSJU 175.1
- 4) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 5) Nouvelle teneur selon l'art. 20b, al. 3, de la loi sur la Banque cantonale du Jura, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 6) RSJU 611





# Ordonnance fixant le nombre d'arrondissements d'inspection des services de défense contre l'incendie et de secours

du 19 janvier 2010

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 6, alinéa 2, et 20, alinéa 1, de la loi du 18 octobre 2000 sur le service de défense contre l'incendie et de secours<sup>[1](#)</sup>,

*arrête :*

Nombre  
d'arrondisse-  
ments

**Article premier** Le territoire cantonal est divisé en cinq arrondissements d'inspection des services de défense contre l'incendie et de secours (dénommés ci-après : "SIS") répartis comme il suit :

- district de Delémont : 2
- district de Porrentruy : 2
- district des Franches-Montagnes : 1

Rattachement  
des SIS

**Art. 2** L'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention décide du rattachement des SIS aux arrondissements d'inspection.

Clause  
abrogatoire

**Art. 3** L'ordonnance du 27 novembre 1990 fixant le nombre d'arrondissements d'inspection des corps de sapeurs-pompier est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 4** La présente ordonnance prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Delémont, le 19 janvier 2010

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

<sup>1)</sup> RSJU 875.1

# TABLE DES MATIERES

<b>9</b>	<b>Economie</b>
<b>90</b>	<b><i>Développement général de l'économie</i></b>
<b>901</b>	<b><i>En général</i></b>
901.1	Loi du 26 octobre 1978 sur le développement de l'économie cantonale
901.111	Arrêté du Parlement du 22 juin 2005 relatif au programme de développement économique 2005-2010
901.112	Arrêté du Parlement du 22 novembre 2006 relatif à l'aménagement de structures immobilière, financière et promotionnelle propres à favoriser la création d'activités économiques
901.21	Décret du 6 décembre 1978 concernant les mesures d'organisation à prendre en matière de développement de l'économie
901.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds pour l'acquisition et l'équipement de terrains
901.42	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds pour l'encouragement de l'économie jurassienne (Fonds de développement économique)
901.51	Arrêté du Gouvernement du 24 mars 2009 instituant un "Prix du Gouvernement de la République et Canton du Jura en faveur de l'innovation et de l'excellence"
901.61	Ordonnance du 27 juin 2006 relative au contrôle du respect des conditions d'octroi des aides financières en matière de développement économique
901.72	Règlement de la commission consultative pour le développement de l'économie du 14 février 1980
<b>902</b>	<b><i>Dans les régions de montagne</i></b>
902.0	Loi du 21 mai 2008 portant introduction à la loi fédérale sur la politique régionale
902.111	Directives du Département de l'Economie du 6 mai 2003 relatives à la loi du 17 décembre 1999 portant introduction à la loi fédérale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne
<b>91</b>	<b><i>Agriculture</i></b>
<b>910</b>	<b><i>Développement général</i></b>
910.1	Loi du 20 juin 2001 sur le développement rural
910.11	Décret du 20 juin 2001 sur le développement rural

910.111	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> juin 2004 concernant la nomination, les tâches et l'indemnisation des préposés à l'agriculture
910.14	Ordonnance du 16 septembre 2008 portant application de l'ordonnance fédérale sur la promotion régionale de la qualité et de la mise en réseau des surfaces de compensation écologique dans l'agriculture
910.91	Arrêté du Parlement du 21 avril 2004 portant approbation de la convention en vue de la création d'une institution commune au Jura et Jura bernois en matière d'agriculture
913	<i>Améliorations foncières</i>
913.1	Loi du 20 juin 2001 sur les améliorations structurelles
913.113	Ordonnance du 18 août 1992 réglant la procédure de réquisition et d'inscription d'un remaniement parcellaire au registre foncier
913.114	Ordonnance du 15 janvier 1991 sur les subventions en matière de construction des installations de stockage des engrais organiques
914	<i>Crédit agricole</i>
914.1	Décret du 20 juin 2001 sur les crédits d'investissements, l'aide aux exploitations et le fonds de développement rural
914.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les crédits d'investissements dans l'agriculture et l'aide aux exploitations paysannes
914.12	Ordonnance du 22 février 1983 portant délégation de compétences au gérant des crédits agricoles
914.21	Règlement du fonds de développement rural durable du 20 janvier 2009
915	<i>Formation agricole</i>
915.11	Loi du 19 mai 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale
915.111	Ordonnance du 12 avril 2005 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale
915.116	Décret du 19 mai 2004 concernant le financement de la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale
915.119	Arrêté du Gouvernement du 5 octobre 1999 portant adhésion à la convention intercantonale du 7 février 1997 sur les contributions aux coûts de la formation professionnelle agricole
915.61	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive au concordat du 30 juin 1964 concernant le Technicum agricole suisse et arrêtés du Parlement du 17 juin 1992 et du 25 mai 2005 portant approbation de la révision partielle dudit concordat
916	<i>Production et vente</i>
916.1	<i>Production végétale</i>
916.141	Arrêté du Gouvernement du 26 septembre 2000 sur la viticulture

916.2	<i>Protection des végétaux</i>
916.21	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la protection des cultures contre les organismes des espèces végétales et animales constituant un danger général (Ordonnance sur la protection des cultures)
916.4	<i>Production animale</i>
916.411	Décret du 20 juin 2001 sur l'élevage
916.411.1	Ordonnance du 24 octobre 1995 concernant l'organisation, le fonctionnement et l'indemnisation des commissions cantonales d'experts en matière d'appréciation d'animaux
916.413	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 28 juin 1974 instituant une contribution aux frais des détenteurs de bétail de la région de montagne et de la région préalpine des collines
916.450.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant application de la loi fédérale du 2 octobre 1964 modifiant l'arrêté sur le statut du lait
916.451.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le service d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière et le service sanitaire laitier (Ordonnance sur le contrôle laitier)
916.451.91	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive à la convention du 27 août 1974 relative à la création et à l'exploitation d'un service d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière
916.451.92	Arrêté du Parlement du 13 novembre 1980 concernant l'approbation de la convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura relative à la création et à l'entretien d'un service d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière
916.5	<i>Lutte contre les épizooties</i>
916.51	Ordonnance du 9 décembre 1997 portant exécution de la législation fédérale sur les épizooties et l'élimination des déchets animaux
916.57	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention signée entre les cantons de Berne, Fribourg et Soleure avec la coopérative des maîtres bouchers de Suisse centrale (GZM) concernant l'élimination des cadavres d'animaux
916.570	Arrêté du Parlement du 15 novembre 1989 portant approbation de l'avenant III au contrat conclu entre les cantons de Berne, de Fribourg, de Soleure et du Jura et la coopérative des maîtres bouchers de la Suisse centrale concernant l'usine d'extraction de Lyss
916.571	Arrêté du Parlement du 29 avril 1992 portant approbation du complément à l'avenant III au contrat conclu entre les cantons de Berne, de Soleure et du Jura et la coopérative des maîtres bouchers de la Suisse centrale concernant l'usine d'extraction GZM SA de Lyss

916.572	Arrêté du Parlement du 22 décembre 1995 portant approbation du contrat et du complément au contrat conclus entre les cantons d'Argovie, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Berne, Fribourg, Jura, Neuchâtel, Soleure, Vaud, Valais, ainsi que le Centre intercommunal des déchets carnés (CIDEC) agissant pour toutes les communes du canton de Genève, et l'Usine d'extraction GZM SA, à Lyss
916.6	<i>Assurance du bétail</i>
916.61	Loi du 26 octobre 1978 sur l'assurance du bétail
916.611.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'assurance du bétail
916.621	Ordonnance du 7 septembre 1982 concernant les accidents de bétail dus au libre parcours dans les Franches-Montagnes
916.7	<i>Commerce de bétail</i>
916.71	Arrêté du 30 novembre 1978 concernant une nouvelle réglementation du commerce de bétail (Convention intercantonale du 13 septembre 1943 sur le commerce du bétail)
917	<i>Sécurité sociale</i>
917.32	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-accidents et la prévention des accidents dans l'agriculture
92	<b><i>Forêts, chasse, pêche</i></b>
921	<i>Forêts</i>
921.11	Loi du 20 mai 1998 sur les forêts
921.111	Décret du 20 mai 1998 sur les forêts
921.111.1	Ordonnance du 4 juillet 2000 sur les forêts
921.111.14	Règlement d'examen du 20 décembre 2000 du Département de l'Environnement et de l'Équipement pour la formation minimale d'ouvrier forestier et d'ouvrier débardeur
921.145	Arrêté du Gouvernement du 14 février 1984 définissant des mesures spéciales en faveur de la protection de la forêt
921.146	Arrêté du Parlement du 28 septembre 1989 définissant le taux de subvention des mesures extraordinaires prises pour la conservation de la forêt
921.473.1	Prescriptions de service pour les ingénieurs forestiers d'arrondissement du 11 mai 1982
921.591	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive à la convention du 21 mars 1968 relative à la création et à l'exploitation de l'Ecole intercantonale de gardes forestiers de Lyss
921.61	Décret du 6 décembre 1978 sur la répartition des frais entre les propriétaires de forêts et l'Etat, ainsi que les subventions cantonales en faveur de l'économie forestière

922	<i>Chasse, protection du gibier et des oiseaux</i>
922.11	Loi du 11 décembre 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (Loi sur la chasse)
922.111	Ordonnance 6 février 2007 sur la chasse et la protection de la faune sauvage
922.31	Ordonnance du 16 septembre 2003 concernant l'octroi du permis temporaire de chasser
923	<i>Pêche</i>
923.11	Loi du 26 octobre 1978 sur la pêche
923.111	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 26 octobre 1978 sur la pêche
923.121	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le développement et la protection de la pêche, ainsi que l'aménagement des eaux poissonneuses
923.131	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'affermage des eaux poissonneuses
923.21	Arrêté du Gouvernement du 4 mars 2003 concernant l'utilisation de poissons d'appât vivants dans les eaux de la République et Canton du Jura
923.26	Prescriptions du 6 décembre 1978 concernant l'établissement de viviers dans les eaux publiques
923.41	Loi du 26 octobre 1978 sur la liquidation et le rachat des droits de pêche
923.61	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds de la pêche
923.961	Arrêté du 6 décembre 1978 portant exécution de l'Accord conclu entre les services de la pêche de Suisse et de France concernant la pêche dans les eaux limitrophes du Doubs





## TABLE DES MATIERES

<b>9</b>	<b>Economie</b>
<b>93</b>	<b><i>Industrie et artisanat</i></b>
930	<i>Dispositions générales</i>
930.1	Loi du 26 septembre 2007 sur les activités économiques
930.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 26 octobre 1978 sur le commerce, l'artisanat et l'industrie (Ordonnance sur l'industrie)
931	<i>Mines</i>
931.1	Loi du 26 octobre 1978 sur l'exploitation des matières premières minérales (Loi sur les mines)
931.41	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les forages pétroliers (Ordonnance sur les forages)
931.61	Décret du 6 décembre 1978 concernant les émoluments sur les mines
935	<i>Services</i>
935.1	<i>Auberges et commerce de boissons alcooliques</i>
935.11	Loi du 18 mars 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques (Loi sur les auberges)
935.111	Ordonnance du 30 juin 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce des boissons alcooliques (Ordonnance sur les auberges)
935.119	Ordonnance du 6 juillet 1999 concernant la délégation de compétences aux communes de plus de 5 000 habitants pour délivrer les autorisations de dépasser l'heure de fermeture
935.2	<i>Tourisme</i>
935.211	Loi du 31 mai 1990 sur le tourisme
935.211.1	Ordonnance du 16 février 1982 sur l'encouragement du tourisme
935.211.11	Arrêté du Gouvernement du 31 janvier 2006 fixant les lignes directrices de la politique du tourisme 2005-2010
935.211.5	Arrêté du Parlement du 20 octobre 1993 relatif au financement de la Fédération du tourisme de la République et Canton du Jura
935.211.51	Arrêté du Parlement du 21 octobre 1998 fixant la contribution des communes en faveur de Jura Tourisme
935.211.6	Ordonnance du 2 avril 1991 sur la taxe de séjour
935.211.61	Arrêté du Gouvernement du 18 décembre 1990 fixant la taxe de séjour

935.211.62	Arrêté du Gouvernement du 25 août 1992 fixant la répartition du produit de la taxe de séjour
935.221	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'enseignement du ski dans le canton du Jura
935.253	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exploitation industrielle des beautés de la nature
935.4	<i>Spectacles</i>
935.41	Loi du 24 juin 1998 sur les spectacles et les divertissements
935.411	Ordonnance du 26 janvier 1999 sur les spectacles et les divertissements
935.5	<i>Loteries, paris et jeux</i>
935.51	Loi du 26 octobre 1978 sur le jeu
935.510	Décret du 20 mars 2002 portant exécution de la loi fédérale sur les loteries et les paris professionnels
935.511	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 8 juin 1923 sur les loteries et les paris professionnels
935.516	Règlement du 7 avril 1988 concernant la répartition du bénéfice de la Loterie de la Suisse romande
935.519	Arrêté du parlement du 23 novembre 2005 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale sur la surveillance, l'autorisation et la répartition du bénéfice de loteries et paris exploités sur le plan intercantonal ou sur l'ensemble de la Suisse
935.52	Loi d'application de la loi fédérale sur les jeux de hasard et les maisons de jeu du 20 mars 2002
935.531	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les appareils de jeu à l'argent et les totalisateurs
935.551	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exploitation à titre professionnel d'appareils de jeu
935.9	<i>Activités lucratives soumises à autorisation</i>
935.921.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les agences matrimoniales
935.955.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les entreprises de pompes funèbres
935.976.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la détention et la conduite de taxis dans les communes
935.991.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exercice du métier de nettoyeur d'onglons
935.991.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exercice de la maréchalerie
935.993.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'exercice des professions de prêteur d'argent, d'entremetteur de prêts, de prêteur sur gages et de fripier
935.993.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les agences privées de détectives et de recherches

935.993.3 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les salons de coiffure

**94 Commerce**

*941 Poids et mesures*

941.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale sur la métrologie

941.4 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les ponts-bascules publics

*942 Prix*

942.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le contrôle des prix

*943 Exercice du commerce*

943.21 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le courtage et le commerce d'immeubles, ainsi que sur le courtage d'appartements et de chambres

943.516.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant interdiction du colportage d'armes-atrapes et d'armes-jouets

943.521 Ordonnance du 31 mai 2005 portant exécution de la loi fédérale sur les substances explosibles

943.91 Convention administrative du 22 septembre 1999 sur les activités industrielles et artisanales réglementées

**95 Crédit**

*951 Instituts de crédit de droit public*

951.11 Loi du 26 octobre 1978 sur la Banque cantonale du Jura

*952 Surveillance sur les banques et les caisses d'épargne*

952.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne

**97 Coopération**

970.61 Loi du 15 février 1990 concernant le fonds de la coopération

971.111 Arrêté du Parlement du 10 novembre 1983 concernant l'approbation de l'entente intergouvernementale entre le Québec et la République et Canton du Jura

- 971.112 Arrêté du Parlement du 10 novembre 1983 concernant l'approbation du programme de coopération culturelle et technique entre le Gouvernement de la République des Seychelles et le Gouvernement de la République et Canton du Jura
- 971.113 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Arrangement créant le Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France
- 971.114 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de la Convention instituant la Communauté de travail du Jura
- 971.114.1 Arrêté du Parlement du 25 septembre 2002 portant approbation de l'accord sur la création de la Conférence TransJurassienne
- 971.115 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre la Commission française de la culture de l'Agglomération de Bruxelles et la République et Canton du Jura
- 971.116 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Département du Territoire de Belfort et la République et Canton du Jura
- 971.117 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de la Déclaration commune entre la Région wallonne et la République et Canton du Jura
- 971.118 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique et la République et Canton du Jura
- 971.119 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'adhésion de la République et Canton du Jura à l'Assemblée des régions d'Europe
- 971.120 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'adhésion de la République et Canton du Jura au Centre européen du développement régional
- 971.121 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Déclaration commune entre la République de Slovénie et la République et Canton du Jura
- 971.122 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Déclaration sur la coopération entre la République de Croatie et la République et Canton du Jura
- 971.123 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Convention-cadre entre la République socialiste soviétique de Géorgie et la République et Canton du Jura
- 971.124 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Convention (programme d'échanges de jeunes) entre la République socialiste soviétique de Géorgie et la République et Canton du Jura
- 971.125 Arrêté du Parlement du 20 mai 1992 relatif au programme de soins de santé primaires au Cameroun

971.125.1	Arrêté du Parlement du 25 octobre 1995 octroyant un crédit pour le financement de la deuxième phase (années 1995 et 1996) du programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.2	Arrêté du Parlement du 11 décembre 1996 octroyant un crédit pour le financement de la troisième phase, première partie (années 1997 à 1999), du programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.3	Arrêté du Parlement du 19 janvier 2000 octroyant un crédit pour le financement de la troisième phase, deuxième partie (années 2000 et 2001), du programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.4	Arrêté du Parlement du 25 septembre 2002 octroyant un crédit pour le financement du programme d'aide au développement Jura-Cameroun pour la période 2002-2005
971.125.5	Arrêté du Parlement du 24 mai 2006 octroyant un crédit pour le financement du programme d'aide au développement Jura-Cameroun pour la période 2006-2009
971.126	Arrêté du Parlement du 16 décembre 1992 portant approbation de l'Accord de coopération et d'amitié entre la Région de Moscou et la République et Canton du Jura
971.127	Arrêté du Parlement du 16 décembre 1992 portant approbation de l'Accord de coopération entre la République de Slovaquie et la République et Canton du Jura
971.128	Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de l'Accord de coopération et d'amitié entre la Communauté Autonome Basque et la République et Canton du Jura
971.129	Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de la Convention de coopération entre le Gouvernement Basque et la République et Canton du Jura relative au cofinancement d'un projet d'aide en soins de santé primaires dans le Département de la Mefou (Cameroun)
971.130	Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de l'Accord de coopération entre le Département du Haut-Rhin et la République et Canton du Jura
971.131	Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et les organismes publics locaux (Accord de Karlsruhe)
971.132	Arrêté du Parlement du 19 novembre 1997 portant approbation de la convention de création du Conseil du Rhin Supérieur
971.133	Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de la Convention intercantonale relative à la mise en œuvre de l'initiative communautaire INTERREG II

- 971.134 Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de l'accord-cadre relatif à la mise en œuvre du programme d'initiative communautaire INTERREG II concernant la Franche-Comté et les cantons suisses membres de la Communauté de travail du Jura
- 974.171 Arrêté du Parlement du 21 mars 2001 portant ratification de l'Entente entre le Conseil régional de la Vallée d'Aoste, le Parlement de la Communauté française de Belgique et le Parlement de la République et Canton du Jura instituant un Comité de coopération interparlementaire
- 974.172 Arrêté du Parlement du 24 octobre 2001 portant adhésion du Parlement de la République et Canton du Jura à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

**Arrêté****instituant un "Prix du Gouvernement de la République et Canton du Jura en faveur de l'innovation et de l'excellence"**

du 24 mars 2009

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles premier, alinéa 1, et 5, alinéa 2, lettre d, de la loi du 26 octobre 1978 sur le développement de l'économie cantonale<sup>1</sup>,

vu les articles premier et 2 de la loi du 20 juin 2001 sur le développement rural<sup>2</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Il est institué un "Prix du Gouvernement de la République et Canton du Jura en faveur de l'innovation et de l'excellence" (ci-après : "Prix").

**Art. 2** <sup>1</sup> Le "Prix" peut être attribué à une personne, un groupe de personnes, une société ou une entreprise.

<sup>2</sup> Il est octroyé en principe en alternance à un récipiendaire provenant du secteur primaire ou des secteurs secondaire et tertiaire.

**Art. 3** <sup>1</sup> Le "Prix" est destiné à récompenser l'auteur :

- a) d'une gestion particulièrement efficace d'une entreprise;
- b) d'une innovation relative à un produit ou à une technique de production ou de gestion.

<sup>2</sup> Il peut également être octroyé à une entreprise qui se signale par son souci permanent de se situer à l'avant-garde du progrès technique et du développement durable.

**Art. 4** Le "Prix" s'élève à 10 000 francs et sera, en principe, attribué tous les deux ans.

**Art. 5** Ce montant est imputable, suivant la provenance du récipiendaire, au budget du Service de l'économie ou à celui du Service de l'économie rurale.

**Art. 6** En règle générale, le bénéficiaire du "Prix" doit être domicilié dans la République et Canton du Jura et son action doit contribuer au développement de l'économie jurassienne.

**Art. 7** <sup>1</sup> Le "Prix" est octroyé par le Gouvernement sur proposition du Département de l'Economie.

<sup>2</sup> Un appel d'offres peut préalablement être organisé.

**Art. 8** L'arrêté du 6 mai 1986 instituant un "Prix du Gouvernement de la République et Canton du Jura en faveur de l'innovation" est abrogé.

**Art. 9** Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 24 mars 2009

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Probst  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

<sup>1)</sup> RSJU 901.1

<sup>2)</sup> RSJU 910.1



## Loi sur l'assurance du bétail

du 26 octobre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

arrête :

### SECTION 1 : Introduction

But

**Article premier** La présente loi réglemente l'assurance du bétail bovin, des chèvres et des moutons.

Champ  
d'application

**Art. 2** <sup>1</sup> Les prescriptions de la présente loi concernent l'assurance-obligatoire sous condition, appelée ci-après "assurance obligatoire".

<sup>2</sup> Il y a assurance obligatoire sous condition, lorsque tous les détenteurs d'animaux d'un cercle d'assurance, après avoir introduit l'assurance par une décision prise à la majorité, sont obligés de s'affilier à la caisse d'assurance et de faire assurer certaines espèces d'animaux.

<sup>3</sup> Les présentes dispositions sont applicables par analogie à l'assurance facultative par des caisses d'assurance obligatoire (preneurs d'assurance rattachés; assurance complémentaire, etc.).

<sup>4</sup> Le Département de l'Economie<sup>2)</sup> peut confier certaines branches d'assurance à une caisse d'assurance centrale, organisée par lui.

Devoir et droit de  
s'assurer

**Art. 3** <sup>1</sup> Tout détenteur d'un animal propre à être assuré doit l'annoncer à la caisse d'assurance compétente.

<sup>2</sup> L'assurance cumulative est interdite.

<sup>3</sup> Demeure réservée l'assurance additionnelle.

<sup>4</sup> Les caisses d'assurance ont l'obligation d'admettre les animaux propres à être assurés.

## SECTION 2 : Définitions

Détenteur de  
bétail

**Art. 4** <sup>1</sup> Est détenteur d'un animal au sens de la loi sur l'assurance du bétail le propriétaire de cet animal.

<sup>2</sup> En lieu et place du propriétaire est réputé détenteur, à condition que ce dernier puisse assurer l'animal auprès d'une caisse d'assurance obligatoire :

- a) celui qui s'est chargé d'élever ou d'engraisser l'animal;
- b) le fermier, en cas de bail à cheptel, pour autant que ce bail ait été convenu pour plus de six mois ou dure effectivement plus de six mois.

<sup>3</sup> N'est pas réputé détenteur celui qui s'est chargé d'un animal uniquement pour l'estivage ou l'hivernage.

Animaux propres  
à être assurés :  
assurance  
obligatoire et  
assurance  
facultative

**Art. 5** <sup>1</sup> Sont propres à être assurés les animaux à assurer obligatoirement et les animaux assurables.

<sup>2</sup> L'assurance est obligatoire pour les animaux :

- dont l'espèce doit être assurée, d'après les statuts, par tous les détenteurs d'un cercle;
- dont le détenteur a son domicile légal dans le cercle d'assurance et n'est pas exclu de cette dernière;
- qu'il n'y a aucun motif d'écarter.

<sup>3</sup> Doivent être écartés :

- a) les animaux malades ou suspects de maladie;
- b) le jeune bétail âgé de moins de deux mois;
- c) les animaux achetés à l'extérieur et qui ont dépassé la limite d'âge supérieure fixée par les statuts;
- d) le bétail de commerce;
- e) les animaux se trouvant à l'engraissement dans des exploitations vouées exclusivement à l'engraissement, à moins que les statuts n'autorisent expressément leur assurance.

<sup>4</sup> Sont assurables les animaux que la caisse assure également, pour autant qu'ils ne doivent pas être écartés en vertu de l'alinéa 3 ou des statuts et que leur propriétaire soit affilié à la caisse.

Bétail de  
commerce

**Art. 6** <sup>1</sup> Est réputé bétail de commerce le bétail de marchands professionnels de gros et de petit bétail qui n'ont pas d'exploitation agricole, ainsi que le bétail d'agriculteurs et d'éleveurs possédant la patente de commerce du bétail, pour autant que les animaux soient la propriété du marchand depuis moins de six mois.

<sup>2</sup> Les animaux qui appartiennent à des agriculteurs ou des éleveurs possédant la patente de commerce du bétail ne sont pas considérés comme bétail de commerce s'il est établi qu'ils servent à la propre exploitation de leur propriétaire.

<sup>3</sup> Sont réputés servant à l'exploitation, jusqu'à preuve du contraire, le nombre d'animaux en rapport avec la gestion normale de l'exploitation et avec le caractère de la production.

Caisse  
d'assurance  
compétente

**Art. 7** <sup>1</sup> Est compétente la caisse d'assurance du domicile légal du détenteur.

<sup>2</sup> Si le cercle d'assurance ne comprend que des parties d'une commune politique, il faut en outre que le détenteur demeure dans le cercle.

<sup>3</sup> Le Département de l'Economie peut, pour de justes motifs, autoriser des exceptions, si le détenteur conclut une assurance facultative ou si une autre caisse d'assurance obligatoire est disposée à l'admettre.

### **SECTION 3 : Les caisses d'assurance, nature juridique, fondation et organisation**

Tâches,  
principes, nature  
juridique, cercle  
d'assurance

**Art. 8** <sup>1</sup> Les caisses d'assurance du bétail bovin, des chèvres et des moutons assurent les détenteurs selon les prescriptions en vigueur contre les pertes qu'ils subissent quand des animaux assurés périssent ou doivent être abattus à la suite d'une maladie ou d'un accident.

<sup>2</sup> Les caisses d'assurance obligatoire peuvent aussi conclure des assurances facultatives.

<sup>3</sup> L'assurance repose sur le principe de la réciprocité et de l'aide mutuelle.

<sup>4</sup> Les caisses d'assurance obligatoire sont des corporations de droit public; le nombre de leurs membres n'est pas limité.

<sup>5</sup> Le cercle d'assurance couvre, en général, le territoire d'une commune politique; le Département de l'Economie peut autoriser une autre délimitation.

#### Fondation

**Art. 9** <sup>1</sup> La décision de fonder une caisse est prise, en règle générale, en assemblée de fondation.

<sup>2</sup> La décision précise quelles espèces d'animaux chaque détenteur du cercle doit assurer.

<sup>3</sup> Tout détenteur peut se faire représenter, au moyen d'une procuration écrite, par un autre détenteur ou par un membre de sa famille ayant l'exercice des droits civils.

<sup>4</sup> Le Département de l'Economie peut autoriser la prise de décision par voie de collecte de signatures.

<sup>5</sup> La caisse est fondée par décision prise par plus de la moitié des détenteurs de bétail du cercle.

<sup>6</sup> La décision lie tout détenteur d'animaux appartenant aux espèces qui, selon la décision de fondation, doivent être assurées.

<sup>7</sup> Si une caisse existante veut, à une date ultérieure, déclarer obligatoire pour tous l'assurance d'autres espèces d'animaux, les prescriptions concernant la procédure de fondation doivent être appliquées par analogie.

#### Approbaton des statuts

**Art. 10** <sup>1</sup> La caisse d'assurance acquiert la personnalité juridique dès que le Département de l'Economie a approuvé ses statuts et le cercle d'assurance.

<sup>2</sup> Les modifications apportées aux statuts ou au cercle d'assurance ne deviennent valables qu'après avoir été approuvées par le Département de l'Economie.

Organisation,  
autogestion,  
responsabilité,  
obligation de  
payer une  
cotisation  
supplémentaire

**Art. 11** <sup>1</sup> Les caisses d'assurance s'administrent elles-mêmes.

<sup>2</sup> La fortune de la caisse répond seule des engagements de cette dernière.

<sup>3</sup> Les statuts peuvent toutefois prévoir la responsabilité personnelle et solidaire des membres pour garantir des crédits reçus.

<sup>4</sup> Les membres sont obligés de verser des cotisations supplémentaires.

<sup>5</sup> Des cotisations supplémentaires ne peuvent être exigées que pour couvrir des pertes du bilan.

#### **SECTION 4 : Affiliation**

Acquisition et  
perte de la  
qualité de  
membre

**Art. 12** <sup>1</sup> Celui qui, à la date de la fondation, détient un animal à assurer obligatoirement devient membre sans autre formalité; ses animaux ne sont toutefois assurés qu'après avoir été annoncés ou admis.

<sup>2</sup> Si le détenteur ne s'acquitte pas de l'obligation d'annoncer ses animaux, la caisse d'assurance admettra lors du contrôle ordinaire les animaux dont elle a connaissance.

<sup>3</sup> Des détenteurs s'affiliant par la suite deviennent membres lorsque leurs animaux soumis à l'assurance obligatoire sont assurés.

<sup>4</sup> Celui qui veut assurer facultativement ses animaux doit au préalable devenir membre.

<sup>5</sup> Celui qui n'a plus de bétail assuré cesse d'être membre de la caisse avec effet immédiat.

<sup>6</sup> Un membre peut être exclu pour de justes motifs, en particulier lorsqu'il lèse dans une mesure notable les intérêts de la caisse d'assurance.

<sup>7</sup> En perdant sa qualité de membre, il perd du même coup le droit à l'assurance (art. 3, al. 4).

## SECTION 5 : Surveillance

**Art. 13** <sup>1</sup> Le Gouvernement exerce la haute surveillance de l'assurance du bétail.

<sup>2</sup> Le Département de l'Economie est l'autorité inférieure de surveillance.

<sup>3</sup> Le Service vétérinaire cantonal est chargé de l'exécution directe de la loi.

## SECTION 6 : Début et fin de l'assurance

### Admission

**Art. 14** <sup>1</sup> Les animaux propres à être assurés le sont dès qu'ils sont annoncés à la caisse ou admis par elle.

<sup>2</sup> Dans des cas fondés, ainsi que pour des animaux provenant d'autres cantons, les caisses peuvent fixer un délai de carence et exiger un certificat du vétérinaire.

<sup>3</sup> La caisse du nouveau détenteur indemnise tout de même celui-ci si un animal périt ou doit être abattu à la suite d'un accident ou d'une maladie subite (par exemple météorisation aiguë ou dystocie et suites), lorsque l'animal est arrivé dans l'étable du nouveau détenteur avant d'avoir été annoncé, ensuite de changement de caisse compétente.

<sup>4</sup> Si l'animal propre à être assuré n'est pas annoncé dans les neuf jours qui suivent son arrivée chez le nouveau détenteur, l'indemnité prévue à l'alinéa 3 n'est pas versée; si le délai échoit un samedi, un dimanche ou un jour férié officiel, le délai est prolongé jusqu'au jour ouvrable suivant.

<sup>5</sup> Les détenteurs affiliés plus tard n'ont pas droit à l'indemnité prévue à l'alinéa 3 en cas de sinistre survenu avant leur affiliation à la nouvelle caisse d'assurance; demeurent réservées, au surplus, les obligations de la caisse précédente selon l'article 15, alinéa 5.

### Modifications

**Art. 15** <sup>1</sup> En cas de changement de caisse d'assurance, l'obligation d'assurer incombant jusqu'alors à l'ancienne caisse s'éteint au moment où l'animal assuré parvient dans l'étable du nouveau détenteur.

<sup>2</sup> Indépendamment des dispositions du droit des obligations réglant le passage des profits et des risques en cas de contrat de vente, la responsabilité de la caisse précédente subsiste jusqu'à l'arrivée de l'animal dans l'étable du nouveau détenteur, même lorsque l'acheteur et le vendeur n'ont rien prévu sur ce point.

<sup>3</sup> La caisse précédente doit également verser l'indemnité ordinaire pour les animaux que le vendeur doit reprendre dans un délai de neuf jours et abattre en raison d'une maladie existant avant la vente, comme aussi pour les animaux dont la chair a été considérée comme conditionnellement propre ou comme impropre à la consommation.

<sup>4</sup> Si l'animal change de détenteur dans le cercle, il reste assuré.

<sup>5</sup> Si un assujetti à l'assurance, qui change de domicile légal, change de cercle, l'assurance précédente arrive à expiration le cinquième jour après le départ de l'assujetti.

Assurance  
cumulative et  
surassurance;  
assurance  
conditionnelle

**Art. 16** <sup>1</sup> Aussi longtemps que subsiste une assurance cumulative illicite (art. 3), la caisse d'assurance obligatoire ne répond qu'après les autres assureurs des dommages que ceux-ci ne couvrent pas, mais seulement jusqu'à concurrence de l'indemnité ordinaire (art. 19 et suivants).

<sup>2</sup> Une assurance additionnelle de sujets d'élevage de grande valeur est autorisée pour couvrir la différence entre le montant total de l'estimation et la valeur vénale effective des animaux en cause.

<sup>3</sup> La surassurance due à une intention frauduleuse entraîne la perte du droit à l'indemnité (art. 19 et suivants).

Assurance  
d'animaux  
impropres à être  
assurés

**Art. 17** <sup>1</sup> Si des animaux impropres à être assurés ont été assurés par la caisse, l'assurance est annulée avec effet rétroactif à la date de la conclusion.

<sup>2</sup> Les cotisations sont restituées après déduction d'une contribution aux frais administratifs fixée par les statuts.

## SECTION 7 : Cotisations, prestations de l'assurance

Cotisations des assurés

**Art. 18** <sup>1</sup> Les statuts précisent si les cotisations des assurés sont fixées d'après le nombre de têtes de bétail ou d'après la valeur d'estimation des animaux assurés.

<sup>2</sup> Des cotisations forfaitaires peuvent être perçues pour les exploitations d'engraissement.

Indemnités de l'assurance

**Art. 19** <sup>1</sup> La caisse d'assurance couvre le dommage en cas de sinistre conformément aux prescriptions statutaires, pour autant que les animaux soient assurés ou que la loi prescrive expressément l'obligation de verser une indemnité.

<sup>2</sup> Les statuts fixent les prétentions à indemnités dans le cadre des normes de la législation fédérale.

<sup>3</sup> Le montant de l'indemnité est calculé soit en pour-cent de la valeur d'estimation, soit à titre de complément au produit de la réalisation.

<sup>4</sup> La valeur d'estimation est calculée, dans les limites d'estimation décidées par l'assemblée générale, proportionnellement à la valeur vénale de l'animal.

<sup>5</sup> Le complément est versé jusqu'à concurrence d'un montant maximal fixé par l'assemblée générale.

<sup>6</sup> En dérogation aux prescriptions de la présente loi ou des statuts, la caisse d'assurance peut, dans des cas de rigueur, verser des indemnités facultatives, pour autant que le Service vétérinaire cantonal donne son approbation; le comité statue définitivement, en liaison avec le Service vétérinaire cantonal.

Dommages non assurés ou assurés de façon limitée

**Art. 20** <sup>1</sup> Pour les pertes de bétail dues à la faute du détenteur, l'indemnité peut être réduite ou refusée en proportion de la faute.

<sup>2</sup> En cas d'infraction aux prescriptions régissant l'affouragement, en particulier à celles qui concernent l'utilisation d'antibiotiques, l'indemnité est fonction de la perte de viande; l'utilisation d'antibiotiques en cas de maladie est autorisée si le vétérinaire l'a prescrite.



<sup>3</sup> Les pertes dues à l'incendie ou à la foudre ne sont pas couvertes.

<sup>4</sup> Aucune indemnité n'est versée s'il s'agit d'une simple diminution de la valeur qui n'entraîne pas la mort ou l'abattage de l'animal.

<sup>5</sup> Pour les animaux qui n'ont qu'une valeur d'abattage, on n'indemnise que la viande impropre à la consommation.

<sup>6</sup> Les frais de traitement vétérinaire et ceux de guérison ne sont pas couverts, sous réserve de l'alinéa 7.

<sup>7</sup> Les caisses d'assurance peuvent verser des contributions de 50 % au maximum pour les frais d'opération proprement dits lorsqu'il a fallu opérer l'animal pour ôter des corps étrangers ou procéder à une césarienne.

<sup>8</sup> Aucune indemnité ne doit être accordée pour les dommages au sens de l'article premier, alinéa 1, de la loi fédérale du 1er juillet 1966 sur les épizooties<sup>3)</sup>.

Responsabilité  
de tiers

**Art. 21** <sup>1</sup> La caisse fournit sa prestation (art. 19) sous réserve du droit récursoire, même lorsqu'un tiers est responsable du dommage.

<sup>2</sup> Le droit récursoire de la caisse sur l'auteur du dommage est régi par les dispositions de la loi fédérale sur le contrat d'assurance<sup>4)</sup>.

<sup>3</sup> Si besoin est, le preneur d'assurance doit céder à la caisse ses prétentions à l'égard de l'auteur du dommage, proportionnellement à la prestation reçue.

## SECTION 8 : Subventions fédérales et cantonales

### Art. 22 et 23<sup>5)</sup>

Exemption  
fiscale

**Art. 24** Les caisses d'assurance obligatoire sont exemptées de l'impôt conformément aux prescriptions de la législation sur les impôts.

## SECTION 9 : Dissolution et liquidation

Dissolution

**Art. 25** <sup>1</sup> La dissolution d'une caisse d'assurance peut être décidée par l'assemblée générale à la majorité absolue de tous les membres.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut ordonner la dissolution d'une caisse d'assurance si elle a cessé son activité depuis un temps assez long, si elle ne peut plus constituer ses organes, si elle est insolvable ou si, de toute autre manière, elle n'est plus en mesure de faire face à ses obligations.

<sup>3</sup> Les caisses d'assurance du bétail bovin, des chèvres et des moutons qui ont décidé d'assurer d'autres espèces d'animaux peuvent annuler, par décision de l'assemblée générale, l'assurance complémentaire pour la fin de l'exercice.

Fortune au moment de la dissolution

**Art. 26** <sup>1</sup> Seront placés à intérêt à la Banque cantonale du Jura :

- a) l'excédent de fortune restant après la liquidation d'une caisse dissoute, non fusionnée;
- b) la part de fortune revenant aux territoires où, après division d'une caisse, on n'en a pas créé de nouvelle;
- c) l'excédent de fortune représentant la part d'une branche d'assurance complémentaire supprimée.

<sup>2</sup> Les membres du comité et les liquidateurs spécialement désignés répondent personnellement et solidairement, ainsi que la caisse, du dépôt légal de la fortune.

<sup>3</sup> Si, dans un délai de dix ans à compter de la décision de dissolution, une nouvelle caisse obligatoire ayant un but identique ou analogue est fondée dans le cercle en question ou dans une partie de ce cercle, la fortune déposée lui revient en tout ou partie, y compris les intérêts, pour lui permettre de constituer un fonds d'exploitation; le Département de l'Economie donne les instructions nécessaires à cet effet.

<sup>4</sup> La fortune ainsi remise doit, s'il le faut, être restituée si, par la suite, des prétentions justifiées sont formulées à l'encontre de la caisse dissoute.

<sup>5</sup> L'extension d'une caisse est assimilée, par analogie, à une fondation.

<sup>6</sup> Si, sur le territoire ou une partie du territoire de la caisse dissoute, aucune autre n'est fondée dans un délai de dix ans, la fortune est versée, en tout ou partie, au fonds cantonal de l'assurance du bétail.

<sup>7</sup> Les membres d'une caisse dissoute, comme aussi les membres démissionnaires et exclus, n'ont aucun droit à la fortune de la caisse.

Modification de  
caisses  
existantes

**Art. 27** <sup>1</sup> Des caisses d'assurance peuvent se diviser et former de nouvelles caisses autonomes dans toutes ou certaines parties de leur cercle.

<sup>2</sup> Si aucune caisse n'est formée dans une partie du cercle, les détenteurs d'animaux à assurer obligatoirement ont le droit de s'affilier à une caisse d'un cercle voisin.

<sup>3</sup> La caisse est obligée d'admettre ces détenteurs comme preneurs d'assurance rattachés, s'ils remplissent les conditions et qu'il n'existe aucun motif d'exclusion.

<sup>4</sup> Une caisse peut reprendre une ou plusieurs autres caisses ou fusionner avec elles pour former une nouvelle caisse.

<sup>5</sup> La décision de reprise ou de fusion doit recevoir l'approbation, donnée séparément, des membres de chaque caisse.

<sup>6</sup> Une caisse peut, avec l'accord du Département de l'Economie, étendre son champ d'activité.

<sup>7</sup> Cette extension doit être approuvée par la majorité des nouveaux membres assujettis à l'obligation de s'assurer.

## **SECTION 10 : Le fonds cantonal de l'assurance du bétail**

Gestion du fonds

**Art. 28**<sup>10)</sup> Le fonds de l'assurance du bétail est géré par le vétérinaire cantonal sous la surveillance du Département de l'Economie (art. 26, al. 6).

## SECTION 11 : Voies de droit, mesures, dispositions pénales

Recours et  
opposition

**Art. 29** <sup>1</sup> Il peut être recouru auprès du juge administratif du district contre l'estimation et la fixation de l'indemnité par le comité.

<sup>2</sup> Le juge administratif statue, sur recours d'un détenteur de bétail ou du comité de la caisse, sur l'obligation de s'assurer et de cotiser, sur le droit à l'assurance (art. 3, al. 4) et sur les obligations de la caisse en matière d'indemnités et de prestations.

<sup>3</sup> Toutes les décisions prises par le juge administratif selon les deux premiers alinéas peuvent faire l'objet de recours à la Cour administrative.

<sup>4</sup> La procédure ainsi que le délai de recours sont régis par les prescriptions du Code de procédure administrative<sup>6)</sup>.

<sup>5</sup> Recours peut être déposé auprès du juge administratif du district contre les élections et toutes les autres décisions des organes de la caisse conformément aux prescriptions régissant le recours en matière communale.

<sup>6</sup> Le recours selon l'alinéa 5 est également autorisé lorsqu'un organe de la caisse néglige ses attributions ou ses obligations.

<sup>7</sup> Sous réserve de recours au Gouvernement, le Département de l'Economie statue sur les oppositions au cercle d'assurance.

<sup>8</sup> Toutes les mesures d'exécution et les injonctions émanant de personnes à qui la caisse a confié des tâches déterminées peuvent, par voie d'opposition, être portées devant le comité pour décision, pour autant que les voies de droit citées dans le présent article ne soient pas ouvertes. Le comité statue sous réserve de recours au juge administratif du district.

Gouvernement

**Art. 30** En sa qualité d'autorité supérieure de surveillance, le Gouvernement a notamment les attributions suivantes :

1. révoquer des membres du comité ou des réviseurs de comptes;
2. ordonner l'administration spéciale;
3. décider la liquidation de la caisse qui n'est plus en mesure de remplir à la longue sa tâche déterminée par les statuts.

Département de  
l'Economie

**Art. 31** <sup>1</sup> Le Département de l'Economie peut décider les mesures nécessaires pour remédier aux lacunes dans l'activité ou la direction d'une caisse d'assurance.

<sup>2</sup> Il a notamment la faculté de refuser ou de retenir les subventions fédérales et cantonales, de suspendre temporairement des membres incapables ou négligents d'un organe, d'exiger des cotisations supplémentaires en lieu et place des organes ordinaires ou de convoquer les membres à une assemblée générale qui doit prendre les décisions nécessaires.

Mesures  
disciplinaires

**Art. 32** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut adresser une réprimande ou infliger une amende jusqu'à concurrence de 200 francs aux membres du comité, aux inspecteurs du bétail et à leurs suppléants, ainsi qu'aux reviseurs des comptes, pour négligence ou violation intentionnelle de leurs obligations.

<sup>2</sup> Le Département de l'Economie fait les propositions voulues.

<sup>3</sup> La révocation (art. 30) et, le cas échéant, la poursuite pénale demeurent réservées.

Poursuite pénale

**Art. 33** <sup>1</sup> Est puni d'une amende jusqu'à concurrence de 200 francs celui qui,

- a) étant détenteur d'un animal propre à être assuré, ne l'annonce pas malgré avertissement de la caisse d'assurance compétente;
- b) en dépit d'un avertissement écrit, surveille ou traite mal ses animaux assurés si bien qu'il existe un risque particulièrement élevé de perte.

<sup>2</sup> Le juge peut, dans des cas de peu d'importance, s'abstenir de prononcer une peine.

<sup>3</sup> Demeurent réservées les dispositions du Code pénal suisse<sup>7)</sup> et des lois spéciales.

Responsabilité  
civile

**Art. 34** <sup>1</sup> Les membres du comité et les reviseurs des comptes qui, intentionnellement ou par négligence, violent leurs obligations répondent envers la caisse ou les tiers des dommages ainsi causés.

<sup>2</sup> Si le dommage est dû à la faute de plusieurs personnes en commun, celles-ci en répondent selon les prescriptions du Code des obligations<sup>8)</sup> sur la responsabilité dans la société coopérative.

Restitution  
d'indemnités  
obtenues à tort

**Art. 35** <sup>1</sup> La restitution d'indemnités reçues à tort peut être exigée dans un délai de cinq ans à partir de la date où elles ont été versées.

<sup>2</sup> L'action sera adressée au juge administratif du district.

<sup>3</sup> Demeure réservée la poursuite pénale.

## SECTION 12 : Dispositions d'exécution et dispositions finales

Dispositions  
d'exécution

**Art. 36** <sup>1</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi, pour autant qu'elles ne doivent pas formellement faire l'objet d'un décret du Parlement.

<sup>2</sup> Dans les limites de la présente loi et des dispositions d'exécution, le Département de l'Economie peut édicter des instructions ou des spécimens de statuts; la faculté d'édicter des instructions peut aussi être accordée au vétérinaire cantonal.

Entrée en  
vigueur

**Art. 37** <sup>1</sup> Demeure réservée l'approbation de la présente loi par le Conseil fédéral selon les prescriptions de la loi fédérale sur l'agriculture.

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>9)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 26 octobre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) RSJU 101
- 2) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111). Il a été tenu compte de cette modification dans toute la présente loi.
- 3) RS 916.40
- 4) RS 221.229.1
- 5) Suspendus par la section 2 de la loi du 21 octobre 1992 instituant des mesures d'économie, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 1993 au 31 décembre 1993; suspension prorogée jusqu'au 31 décembre 1994 par l'arrêté du Parlement du 22 septembre 1993 prorogeant les mesures d'économies appliquées en 1993; abrogés par la section 3 du chapitre premier de la loi du 22 juin 1994 portant adoption définitive des mesures d'économie 1993 et 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995.
- 6) RSJU 175.1
- 7) RS 311.0
- 8) RS 220
- 9) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 10) Nouvelle teneur selon l'art. 20b, al. 4, de la loi sur la Banque cantonale du Jura, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009





# Loi sur la Banque cantonale du Jura

du 26 octobre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 127 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

## I. Dispositions générales

Forme juridique **Article premier** <sup>1</sup> La Banque cantonale du Jura (dénommée ci-après : "la Banque") est créée sous la forme d'une société anonyme au sens de la présente loi.<sup>9)</sup>

<sup>2</sup> Pour autant que cette dernière ne contienne pas de dispositions contraires, ce sont les prescriptions du Code des obligations<sup>2)</sup> qui s'appliquent, sous réserve des dispositions de la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne<sup>3)</sup>.

Terminologie **Art. 1a**<sup>10)</sup> Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Siège **Art. 2**<sup>9)</sup> La Banque a son siège et sa direction à Porrentruy. Elle peut ouvrir des succursales, agences et bureaux.

But **Art. 3** La Banque a pour but de contribuer au développement économique et social du Canton en pourvoyant aux besoins d'argent et de crédits, ainsi qu'en offrant des dépôts d'épargne productifs d'intérêts.

## II. Fonds propres et garantie de l'Etat

Capital social **Art. 4**<sup>9)</sup> <sup>1</sup> Le capital social de la Banque est divisé en actions, entièrement libérées. Le montant du capital social et sa procédure de modification sont fixés par les statuts.

<sup>2</sup> Le Canton détient au moins 51% du capital social. Au-delà de ce minimum, tout titulaire d'actions est un actionnaire privé.

Autres fonds  
propres

**Art. 5** La Banque peut se créer d'autres fonds propres en constituant des réserves.

Garantie de l'Etat

**Art. 6**<sup>9)</sup> <sup>1</sup> La République et Canton du Jura garantit les engagements de la Banque dans la mesure où les fonds propres de cette dernière et les créances découlant d'engagements de rang subordonné n'y suffisent pas.

<sup>2</sup> La Banque rémunère la garantie en versant annuellement à l'Etat un montant compris entre 0,6 et 1 pour cent de ses fonds propres exigibles. Ceux-ci sont déterminés d'après la législation fédérale sur les banques, sans tenir compte du privilège des banques cantonales, et sur la base des comptes de la Banque de l'année précédente.

<sup>3</sup> Après consultation du conseil d'administration, le Gouvernement fixe chaque année le montant de la rémunération, par voie d'arrêté, en tenant compte de la situation financière de la Banque, notamment de son taux de couverture des fonds propres exigibles, et de la conjoncture.

### III. Domaine d'activité

Champ d'activité

**Art. 7**<sup>9)</sup> <sup>1</sup> Dans le respect d'une saine gestion, la Banque offre les prestations usuelles d'une banque universelle de proximité.

<sup>2</sup> La Banque exerce et développe son activité en maintenant un niveau approprié des risques.

Rayon d'activité

**Art. 8** <sup>1</sup> Dans le domaine des crédits, la Banque exerce essentiellement son activité sur le territoire du canton du Jura.

<sup>2</sup> Il lui est possible de traiter des affaires avec le reste de la Suisse et l'étranger, pour autant qu'il n'en résulte, pour elle, aucun risque particulier et que les besoins en argent et en crédits du Canton n'en soient pas lésés.

## IV. Organisation

Statuts	<b>Art. 9</b> La Banque est régie par les statuts adoptés par l'assemblée générale des actionnaires.
Règlement général	<b>Art. 10<sup>9)</sup></b> Après consultation du Gouvernement, le conseil d'administration adopte un règlement général d'organisation de la Banque qui régit la conduite des affaires.
Organes de la Banque	<p><b>Art. 11</b> <sup>1</sup> Les organes de la Banque sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) l'assemblée générale des actionnaires;</li> <li>b) le conseil d'administration;</li> <li>c) la direction;</li> <li>d) l'organe de révision.<sup>9)</sup></li> </ul> <p><sup>2</sup> Les collaborateurs du Service des contributions ne peuvent pas faire partie des organes de la Banque. Pour le reste, les incompatibilités sont réglées par la loi d'incompatibilité<sup>4)</sup> <sup>9)</sup></p> <p><sup>3</sup> ...<sup>8)</sup></p>
Assemblée générale	<p><b>Art. 12</b> <sup>1</sup> L'assemblée générale est l'organe suprême de la Banque.</p> <p><sup>2</sup> Le Gouvernement désigne les représentants de l'Etat à l'assemblée générale.<sup>10)</sup></p>
Conseil d'administration	<p><b>Art. 13<sup>9)</sup></b> <sup>1</sup> Le conseil d'administration se compose de sept membres dont quatre sont désignés par le Gouvernement et trois sont élus par les actionnaires privés lors de l'assemblée générale.</p> <p><sup>2</sup> Les membres doivent disposer des compétences nécessaires.</p> <p><sup>3</sup> Le conseil d'administration se constitue lui-même, à l'exception du président qui est nommé par le Gouvernement.</p>
	<b>Art. 14<sup>11)</sup></b>
Direction	<b>Art. 15<sup>9)</sup></b> La gestion de la Banque est confiée à la direction dont les membres sont nommés conformément aux statuts.

Organe de  
révision<sup>9)</sup>

**Art. 16** <sup>1</sup> L'organe de révision assume le contrôle conformément au Code des obligations<sup>2), 9)</sup>.

<sup>2</sup> Sa composition et sa nomination sont fixées par les statuts.

Représentation  
envers les tiers

**Art. 17**<sup>9)</sup> La Banque est engagée par la signature collective à deux de personnes autorisées conformément à ses statuts.

Obligation  
d'information

**Art. 17a**<sup>10)</sup> <sup>1</sup> La Banque, notamment son conseil d'administration, a l'obligation d'informer, sans délai et de manière appropriée, d'office ou sur requête, le Gouvernement de tout élément nécessaire ou utile à l'Etat pour lui permettre d'exercer ses droits ou d'évaluer les conséquences d'une éventuelle obligation.

<sup>2</sup> Cette obligation d'information existe indépendamment des droits de l'Etat en tant qu'actionnaire ou de ceux des membres du conseil d'administration nommés par le Gouvernement.

<sup>3</sup> En outre, eu égard à la garantie de l'Etat, le conseil d'administration remet chaque année au Gouvernement un rapport de l'organe de révision ou d'un réviseur indépendant portant notamment sur :

- a) tout élément susceptible d'avoir une incidence sur la garantie de l'Etat;
- b) la stratégie arrêtée par le conseil d'administration;
- c) la situation des fonds propres;
- d) l'inventaire et l'évaluation des risques;
- e) la vérification des provisions et des amortissements;
- f) tout élément susceptible de s'écarter des dispositions légales, réglementaires ou statutaires ou des principes commerciaux, notamment du but, du champ d'activité et du rayon d'activité de la Banque;
- g) la situation de la Banque par rapport aux autres banques cantonales et les mesures qu'elle envisage de prendre en cas d'écart à la moyenne;
- h) les résultats annuels et intermédiaires de la Banque;
- i) le plan financier, le budget et les prévisions.

<sup>4</sup> En tous les cas, le secret bancaire et le secret des affaires sont respectés.

## V. Responsabilité

**Art. 18** Tous les organes ainsi que l'ensemble du personnel de la Banque sont responsables de l'exécution de leurs obligations conformément à la législation fédérale en vigueur.

## VI. Répartition du bénéfice

**Art. 19**<sup>[11\)](#)</sup>

## VII. Dispositions finales

Dissolution

**Art. 20**<sup>[9\)](#)</sup> <sup>1</sup> La dissolution de la société nécessite l'approbation du Parlement, après consultation du Gouvernement et du conseil d'administration.

<sup>2</sup> Au surplus, les dispositions du Code des obligations<sup>[2\)](#)</sup> s'appliquent.

Disposition  
transitoire

**Art. 20a**<sup>[10\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les dispositions concernant le nombre de membres du conseil d'administration, le comité de banque et la qualité de membre du conseil d'administration d'un membre du Gouvernement s'appliquent dans leur teneur précédant l'entrée en vigueur du présent article jusqu'au terme de la période de fonction en cours de tous les membres du conseil d'administration.

<sup>2</sup> Si les dispositions concernant la rémunération de la garantie de l'Etat entrent en vigueur en cours d'année, la rémunération due par la banque est calculée pro rata temporis.

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 20b**<sup>[10\)](#)</sup> <sup>1</sup> La loi d'incompatibilité du 29 avril 1982<sup>[12\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 6, chiffre 4

...<sup>[13\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le décret du 23 mars 1994 concernant la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques<sup>[14\)](#)</sup> est modifié comme il suit :

Article 20, alinéa 2

...<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le décret du 6 décembre 1978 concernant le fonds des dommages causés par les éléments<sup>16)</sup> est modifié comme il suit :

Article 4

...<sup>15)</sup>

<sup>4</sup> La loi du 26 octobre 1978 sur l'assurance du bétail<sup>17)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 28

...<sup>13)</sup>

<sup>5</sup> Le décret du 21 décembre 1978 sur la Banque cantonale du Jura est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 21** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>7)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 26 octobre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) RSJU 101
- 2) RS 220
- 3) RS 952.0
- 4) RSJU 170.31
- 5) Nouvelle teneur selon l'art. 13, al. 3, de la loi d'incompatibilité du 29 avril 1982, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1983
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1984
- 7) 1<sup>er</sup> janvier 1985
- 8) Abrogé par le ch. I de la loi du 26 avril 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 10) Introduit par le ch. I de la loi du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 11) Abrogé par le ch. I de la loi du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 12) RSJU 170.31
- 13) Texte inséré dans ladite loi
- 14) RSJU 641.543.1
- 15) Texte inséré dans ledit décret
- 16) RSJU 874.1
- 17) RSJU 916.61